

# TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>Etat, peuple, autorités</b>
<b>10</b>	<b><i>Constitution et autres actes fondamentaux</i></b>
101	Constitution de la République et Canton du Jura du 20 mars 1977
103.2	Loi "Un seul Jura" du 26 avril 2006
104.1	Arrêté du Parlement du 13 septembre 2000 relatif au projet "Pays ouvert"
105.1	Arrêté du Parlement du 21 juin 1990 proclamant la Nouvelle Rauracienne hymne officiel de la République et Canton du Jura
<b>11</b>	<b><i>Traités, concordats et conventions</i></b>
111	<i>Adhésion de la République et Canton du Jura à des traités, concordats et conventions</i>
111.1	Loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités, concordats et autres conventions
111.190	Arrêté du Parlement du 22 septembre 2010 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention relative à la participation des parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (CoParl)
111.191	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2007 portant ratification de la convention entre la Confédération et les cantons relative à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen et de Dublin
<b>13</b>	<b><i>Population et territoire</i></b>
131	<i>Recensement et statistique annuelle de la population</i>
131.11	Arrêté du Gouvernement du 20 août 2002 concernant les résultats du recensement de la population de l'année 2000
131.14	Arrêté du Gouvernement du 16 décembre 1980 concernant la statistique annuelle de la population
132	<i>Territoire cantonal</i>
132.112	Loi du 26 avril 1995 régissant l'accueil de la commune de Vellerat

- 132.159.1 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la Convention du 3 mars 1953 entre les cantons de Berne et de Soleure concernant la rectification de leur frontière commune
- 132.21 Loi du 11 septembre 1996 concernant la circonscription de la République et Canton du Jura en trois districts
- 132.23 Arrêté du 6 décembre 1978 portant fixation des armoiries de district

## **14                    *Droit de cité, établissement, séjour***

### **141                    *Droit de cité***

- 141.1 Loi du 9 novembre 1978 sur le droit de cité
- 141.11 Décret du 6 décembre 1978 concernant l'admission au droit de cité communal et cantonal et la libération des liens de ce droit de cité

### **142                    *Etablissement et séjour***

- 142.11 Loi du 18 février 2009 concernant le contrôle des habitants
- 142.111. Ordonnance du 19 janvier 2010 concernant le contrôle des habitants
- 142.41 Loi d'application des mesures de contrainte en matière de droit des étrangers du 20 mai 1998
- 142.411 Ordonnance du 24 août 1999 concernant la détention des étrangers

### **143                    *Papiers d'identité, légalisation des signatures***

- 143.12 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les actes d'origine et le registre de ces actes
- 143.21 Ordonnance du 4 mai 2010 relative à l'établissement des documents d'identité
- 143.31 Ordonnance du 6 mai 1980 sur la légalisation des signatures

### **144                    *Insertion des étrangers***

- 144.1 Ordonnance du 12 avril 2011 concernant l'intégration des étrangers et la lutte contre le racisme

## **15                    *Droits fondamentaux***

- 151.1 Loi du 17 mai 2000 portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes
- 151.21 Règlement du 16 janvier 2001 concernant la commission de l'égalité entre femmes et hommes

**16 Droits politiques**

- 161.1 Loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques  
 161.11 Ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques du 9 février 1999
- 161.15 Ordonnance du 11 février 1986 concernant le registre des électeurs  
 161.19 Ordonnance du 4 septembre 1984 concernant les élections communales

**17 Autorités****170 Dispositions générales**

- 170.31 Loi d'incompatibilité du 29 avril 1982  
 170.41 Arrêté du Parlement du 5 septembre 2012 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE)
- 170.412 Arrêté du Gouvernement de la République et Canton du Jura et du Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel des 25 février et 5 mars 2014 fixant le tarif des émoluments perçus par le préposé à la protection des données et de la transparence (Tarif des émoluments CPDT-JUNE)
- 170.42 Loi du 26 octobre 2011 concernant le guichet virtuel sécurisé  
 170.421 Ordonnance du 24 avril 2012 concernant le guichet virtuel sécurisé  
 170.51 Loi du 9 novembre 1978 sur les publications officielles  
 170.511 Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication du Recueil systématique et du Recueil officiel  
 170.513 Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication du Journal officiel  
 170.514 Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication de la Feuille d'Avis
- 170.61 Loi du 17 novembre 2010 concernant l'usage de la langue française  
 170.71 Loi du 28 avril 1988 visant à protéger et à soutenir la famille  
 170.801.1 Règlement du Tribunal cantonal du 31 mars 2004 sur la diffusion de l'information par les autorités judiciaires
- 170.812 Arrêté du Gouvernement du 6 février 2001 concernant la création d'une commission parlementaire de la communication et de la coordination du site Internet
- 170.91 Arrêté du Gouvernement du 2 octobre 2007 portant approbation de la convention-cadre de droit public concernant la collaboration en matière de cyberadministration en Suisse (2007-2011)

171	<i>Parlement</i>
171.21	Loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura (LOP) du 30 septembre 2020
171.211	Règlement du Parlement de la République et Canton du Jura (RP) du 30 septembre 2020
171.216	Arrêté du Parlement du 30 septembre 2020 fixant les indemnités parlementaires
172	<i>Gouvernement, administration et conseils consultatifs</i>
172.11	Loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978
172.111	Décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 27 avril 2016
172.111.1	Arrêté du Gouvernement du 16 mars 2021 déterminant les départements et l'attribution des unités administratives pour la législature 2021-2025
172.111.151	Ordonnance du 17 septembre 1985 concernant le Bureau de la condition féminine
172.111.216	Ordonnance du 29 août 2006 concernant le règlement des sinistres relatifs à la responsabilité civile de l'Etat
172.111.217	Ordonnance du 8 novembre 2016 désignant le service cantonal de coordination en matière de disparitions forcées
172.21	Loi du 17 décembre 2014 relative au calcul des prestations de l'Etat sujettes à compensation
172.356	Ordonnance du 11 novembre 1980 concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales
172.411	Loi du 1 <sup>er</sup> juillet 1981 sur le Conseil facultatif des Jurassiens domiciliés à l'extérieur de la République et Canton du Jura
172.441	Loi du 1 <sup>er</sup> juillet 1982 instituant le Conseil scolaire
172.481	Loi du 11 mars 1982 instituant le Conseil de la santé publique
172.51	Règlement de l'Assemblée interjurassienne du 23 août 1994
172.61	Loi du 27 avril 2017 concernant la participation de la République et Canton du Jura à une société anonyme active dans le domaine de l'informatique
172.91	Arrêté du Gouvernement du 19 octobre 1993 portant ratification de la convention sur la Conférence des gouvernements cantonaux



# TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>Etat, peuple, autorités</b>
173	<i>Membres des autorités, fonctionnaires et employés</i>
173.11	Loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat
173.111	Ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat
173.113.2	Ordonnance du 19 février 1997 portant délégation de compétence du Gouvernement au Département de l'Economie et de la Coopération concernant l'engagement d'employés de l'Etat financé totalement par le Fonds de l'assurance-chômage
173.113.3	Ordonnance du 13 décembre 2005 portant délégation de compétence du Gouvernement au Département de l'Education concernant l'engagement d'employés de l'Etat, rattachés à la section d'archéologie et de paléontologie de l'Office cantonal de la culture, dont le financement est assuré par la Confédération dans le cadre du projet A16
173.21	Ordonnance du 26 octobre 2004 concernant l'occupation de logements de fonction
173.411	Décret du 18 décembre 2013 sur les traitements du personnel de l'Etat
173.411.01	Ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat
173.411.02	Ordonnance du 4 février 2014 concernant la commission paritaire d'évaluation et de classification des fonctions
173.411.1	Décret du 18 décembre 2013 fixant les traitements des membres du Gouvernement
173.411.11	Ordonnance du 10 septembre 1991 concernant les indemnités horaires et de déplacement dues aux anciens membres du Gouvernement pour l'exécution des mandats qui leur sont confiés
173.411.2	Règlement du Gouvernement du 2 décembre 2014 sur le système d'évaluation des fonctions et des tâches particulières
173.411.21	Arrêté du Gouvernement du 5 avril 2016 fixant la classification des fonctions et des tâches particulières du personnel de l'Etat
174.413.201	Arrêté du Parlement du 15 décembre 2000 portant augmentation des traitements en vue de leur adaptation au coût de la vie
173.441	Ordonnance du 21 avril 2020 concernant la rétribution des employés dont l'activité ne figure pas dans la classification des fonctions
173.461	Ordonnance du 21 mai 1991 concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura
173.461.151	Ordonnance du 2 mars 2010 concernant les heures supplémentaires et les indemnités des huissiers

173.461.551	Ordonnance du 18 décembre 1979 concernant les indemnités pour dépenses spéciales accordées aux membres de la police cantonale et aux geôliers
173.461.722	Ordonnance du 7 mai 2019 concernant les indemnités de repas versées au personnel du Service des infrastructures
173.461.751	Ordonnance du 29 juin 2010 concernant les indemnités pour dépenses spéciales accordées aux gardes de l'Office de l'environnement
173.462	Ordonnance du 1 <sup>er</sup> décembre 2015 relative aux indemnités versées aux employés de l'Etat pour inconvénients de service
173.471	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le versement du traitement au personnel de l'Etat en cas de service militaire
173.51	Loi du 2 octobre 2013 sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura
173.52	Loi du 22 novembre 2017 concernant la prévoyance des membres du Gouvernement

**174** *Marchés publics*

174.01	Arrêté du Parlement du 9 septembre 1998 portant approbation de l'Accord intercantonal sur les marchés publics et arrêté du Parlement du 22 septembre 2004 portant approbation de la modification de l'Accord intercantonal sur les marchés publics
174.1	Loi du 21 octobre 1998 concernant les marchés publics
174.11	Ordonnance du 4 avril 2006 concernant l'adjudication des marchés publics

**175** *Procédure et juridiction administratives*

175.1	Loi de procédure et de juridiction administrative et constitutionnelle du 30 novembre 1978 (Code de procédure administrative)
-------	---

# TABLE DES MATIERES

## 1 Etat, peuple, autorités

### 176 *Emoluments*

176.11	Loi du 9 novembre 1978 sur les émoluments
176.21	Décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale
176.210.1	Arrêté du Gouvernement du 18 juin 1991 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.2	Arrêté du Gouvernement du 10 mars 1992 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.3	Arrêté du Gouvernement du 1er juin 1993 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.4	Arrêté du Gouvernement du 14 septembre 1999 concernant l'indexation des émoluments
176.210.5	Arrêté du Gouvernement du 25 janvier 2005 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.6	Arrêté du Gouvernement du 18 novembre 2008 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.7	Arrêté du Gouvernement du 17 janvier 2012 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.8	Arrêté du Gouvernement du 15 janvier 2013 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.9	Arrêté du Gouvernement du 17 décembre 2013 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.10	Arrêté du Gouvernement du 16 décembre 2014 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.11	Arrêté du Gouvernement du 15 décembre 2015 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.331	Décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments du registre foncier
176.412	Décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments en matière d'établissement et de séjour des citoyens suisses
176.421	Décret 23 mai 2012 concernant les émoluments de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte
176.481	Arrêté du Gouvernement du 5 mars 2013 fixant le tarif-cadre des émoluments pour le contrôle des viandes et le contrôle des animaux avant abattage
176.511	Décret 24 mars 2010 fixant les émoluments judiciaires

### 178 *Service de renseignements juridiques*

178.1	Arrêté du Parlement du 1 <sup>er</sup> octobre 1981 concernant la ratification de la convention relative à l'organisation du Service de renseignements juridiques
-------	---

178.11                    Règlement de l'Ordre des avocats jurassiens concernant le Service de renseignements juridiques

**18                            *Organisation judiciaire, avocats et notaires***

**181                            *Organisation judiciaire générale***

181.1                    Loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000  
181.111                   Ordonnance du 30 novembre 2010 concernant l'exercice de la fonction de juge et de procureur à temps partiel  
181.112                   Règlement du Conseil de surveillance de la magistrature du 14 juin 2007

**182                            *Autorités judiciaires***

182.11                    Règlement du Tribunal cantonal du 16 octobre 2000  
182.12                    Règlement du 21 décembre 2006 sur les attributions des greffiers de cour du Tribunal cantonal  
182.21                    Règlement du Tribunal de première instance du 30 novembre 2000  
182.34                    Loi du 30 juin 1983 instituant le Conseil de prud'hommes  
182.35                    Loi du 30 juin 1983 instituant le Tribunal des baux à loyer et à ferme  
182.351                   Ordonnance du 24 juin 2015 concernant les commissions de conciliation en matière de bail et la consignation du loyer  
182.41                    Règlement du Ministère public du 3 février 2021  
182.51                    Loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 relative à la justice pénale des mineurs  
182.61                    Ordonnance du 4 décembre 2012 concernant l'organisation de cours de droit pour avocats et notaires stagiaires

**186                            *Indemnités journalières et de déplacement***

186.1                    Décret du 7 mai 1981 concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux

**187                            *Dévolution judiciaire***

187.1                    Décret du 6 décembre 1978 concernant la dévolution judiciaire civile et pénale

**188                            *Avocats***

188.11                    Loi du 3 septembre 2003 concernant la profession d'avocat  
188.211                   Règlement du Tribunal cantonal du 30 janvier 2004 sur le stage et les examens d'avocat  
188.41                    Ordonnance du 6 juillet 2004 concernant le fonctionnement de la Chambre des avocats  
188.61                    Ordonnance du 19 avril 2005 fixant le tarif des honoraires d'avocat

---

<b>189</b>	<b><i>Notaires</i></b>
189.11	Loi du 9 novembre 1978 sur le notariat
189.111	Décret du 6 décembre 1978 concernant l'exécution de la loi sur le notariat
189.112	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi sur le notariat
189.113	Ordonnance du 29 janvier 1979 sur les notaires
189.211	Ordonnance du 24 mai 2016 sur le stage et les examens de notaire
189.31	Décret du 6 décembre 1978 concernant les occupations accessoires des notaires
189.421	Décret du 6 décembre 1978 sur l'authentification notariale de déclarations sous serment
189.422	Décret du 6 décembre 1978 sur la passation publique des actes de mutation relatifs à de petits immeubles
189.423	Décret du 6 décembre 1978 concernant la passation publique de cautionnements
189.61	Décret du 6 décembre 1978 concernant les émoluments des notaires

<b>19</b>	<b><i>Communes</i></b>
-----------	------------------------

190.11	Loi du 9 novembre 1978 sur les communes
190.111	Décret du 6 décembre 1978 sur les communes
190.31	Décret du 20 octobre 2004 sur la fusion de communes
190.611	Décret du 5 septembre 2018 concernant l'administration financière des communes
190.614.1	Loi du 9 novembre 1978 concernant la classification judiciaire des biens communaux
190.614.2	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant la transcription dans les registres fonciers des conventions sur la classification des biens communaux et des décisions qui fixent la destination de ces biens
192.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'orthographe officielle des noms des communes
192.222	Décret du 6 décembre 1978 sur la protection des minorités
192.244.1	Décret du 6 décembre 1978 sur la police locale



## Constitution de la République et Canton du Jura

du 20 mars 1977<sup>[1\)](#)</sup>

### *Le peuple jurassien*

conscient de ses responsabilités devant Dieu, devant les hommes et envers les générations futures, voulant rétablir ses droits souverains et créer une communauté unie, se donne<sup>[1\)](#)</sup>

### *la Constitution*

dont la teneur suit :

## PREAMBULE

Le peuple jurassien s'inspire de la Déclaration des droits de l'homme de 1789, de la Déclaration universelle des Nations unies proclamée en 1948 et de la Convention européenne des droits de l'homme de 1950.

En vertu de ces principes, la République et Canton du Jura, issue de l'acte de libre disposition du 23 juin 1974, déterminée à bâtir une société prospère, garante des droits fondamentaux et respectueuse de l'environnement, favorise la justice sociale, encourage la coopération entre les peuples, joue un rôle actif au sein des communautés dont elle se réclame.<sup>[1\)](#)</sup>

## I. LA SOUVERAINETE

Etat

**Article premier** <sup>1</sup> La République jurassienne est un Etat démocratique et social fondé sur la fraternité.

<sup>2</sup> Elle forme un canton souverain de la Confédération suisse.

Exercice de la  
souveraineté

**Art. 2** La souveraineté appartient au peuple, qui l'exerce directement ou par ses représentants.

Langue

**Art. 3** Le français est la langue nationale et officielle de la République et Canton du Jura.

## Coopération

**Art. 4** <sup>1</sup> La République et Canton du Jura collabore avec les autres cantons de la Confédération suisse.

<sup>2</sup> Elle s'efforce d'assurer une coopération étroite avec ses voisins.

<sup>3</sup> Elle est ouverte au monde et coopère avec les peuples soucieux de solidarité.

## Armoiries

**Art. 5** Les armoiries de la République et Canton du Jura sont les suivantes :



"Parti d'argent à la crose épiscopale de gueules et de gueules à trois fasces d'argent."

## II. LES DROITS FONDAMENTAUX

## Egalité devant la loi

**Art. 6** <sup>1</sup> Hommes et femmes sont égaux en droit.

<sup>2</sup> Nul ne doit subir préjudice ni tirer avantage du fait de sa naissance, de son origine, de sa race, de ses convictions, de ses opinions ou de sa situation sociale.

## Dignité humaine

**Art. 7** <sup>1</sup> La dignité humaine est intangible.

<sup>2</sup> Tout être humain a droit au libre développement de sa personnalité et à l'égalité des chances.

## Libertés

**Art. 8** La liberté individuelle est garantie.

Le sont notamment :

- a) le droit à la vie et à l'intégrité physique et morale;
- b) le droit au respect de la vie privée et du domicile;
- c) le droit de contracter mariage et celui d'avoir une vie de famille;
- d) le droit d'élever et d'éduquer ses enfants;
- e) la liberté de pensée, de conscience et de religion;
- f) la liberté d'avoir, d'exprimer et de diffuser des opinions, en particulier la liberté de presse;
- g) la liberté d'association, de réunion et de manifestation publique;
- h) la liberté d'étude et d'enseignement;
- i) la liberté de l'art et de la recherche;
- j) la liberté de choisir et d'exercer une profession;



- k) la liberté de commerce et d'industrie;
- l) la liberté d'établissement;
- m) la liberté d'accéder aux charges publiques.

Protection  
juridique en  
général

**Art. 9** <sup>1</sup> Nul ne peut être soustrait à son juge naturel.

<sup>2</sup> Toute partie doit être entendue avant qu'il soit statué sur sa cause.

<sup>3</sup> Chacun a le droit de consulter le dossier de sa cause, sauf dans les cas prévus par la loi.

<sup>4</sup> Les parties dépourvues des ressources nécessaires ont droit à l'assistance judiciaire gratuite selon la loi.

**Art. 10** <sup>9)</sup>

Censure

**Art. 11** La censure est interdite.

Propriété

**Art. 12** <sup>1</sup> La propriété, reconnue dans sa fonction privée et dans sa fonction sociale, est garantie dans les limites de la loi.

<sup>2</sup> L'expropriation donne droit à une juste indemnité, si possible préalable.

<sup>3</sup> Dans un intérêt public prépondérant, l'Etat prend des mesures pour empêcher l'exercice abusif de la propriété, notamment quant au sol, aux habitations et aux moyens de production importants.

<sup>4</sup> L'Etat favorise l'accession des agriculteurs à la propriété foncière rurale.

<sup>5</sup> La loi peut conférer un droit de préemption à l'Etat et aux communes lorsqu'un intérêt public prépondérant l'exige.

Limites des  
droits  
fondamentaux

**Art. 13** Les droits fondamentaux ne peuvent être limités que par la loi et dans la seule mesure d'un intérêt public prépondérant.

Effets des droits  
fondamentaux

**Art. 14** <sup>1</sup> Tout pouvoir public est limité par les droits fondamentaux.

<sup>2</sup> Chacun exerce ses droits fondamentaux en respectant ceux d'autrui.

Devoirs **Art. 15** Chacun est tenu d'accomplir ses devoirs légaux envers l'Etat et les communes.

Droit de cité **Art. 16** <sup>1</sup> La loi règle les conditions et la procédure d'acquisition du droit de cité cantonal et communal.

<sup>2</sup> Le droit de cité communal fonde la citoyenneté cantonale.

### III. LES TACHES DE L'ETAT

#### 1. La famille

La famille **Art. 17** <sup>1</sup> L'Etat protège et soutient la famille, cellule naturelle et fondamentale de la société.

<sup>2</sup> Il en renforce le rôle dans la communauté.

#### 2. La sécurité sociale

Principe **Art. 18** <sup>1</sup> L'Etat et les communes favorisent le bien-être général et la sécurité sociale.

<sup>2</sup> Ils protègent en particulier les personnes qui ont besoin d'aide en raison de leur âge, de leur santé et de leur situation économique ou sociale.

<sup>3</sup> Ils encouragent l'insertion des migrants dans le milieu social jurassien.

Droit au travail **Art. 19** <sup>1</sup> Le droit au travail est reconnu.

<sup>2</sup> Avec le concours des communes, l'Etat s'efforce de promouvoir le plein emploi.

<sup>3</sup> Chaque travailleur a droit au salaire qui lui assure un niveau de vie décent.

<sup>4</sup> L'Etat encourage le reclassement professionnel.

<sup>5</sup> Il favorise l'intégration économique et sociale des handicapés.

Protection des  
travailleurs

**Art. 20** Pour assurer la protection des travailleurs, l'Etat :

- a) organise l'assurance chômage obligatoire;
- b) institue la médecine du travail;
- c) légifère sur les conditions de travail;
- d) favorise la participation des travailleurs au sein des entreprises;
- e) protège les travailleurs et leurs représentants dans l'exercice de leurs droits;
- f) veille à l'application du principe "à travail égal, salaire égal";
- g) reconnaît le droit de grève; la loi détermine les services publics où il peut être réglementé.

Paix sociale

**Art. 21** L'Etat instaure un organe cantonal de conciliation et d'arbitrage chargé d'intervenir dans les conflits sociaux.

Droit au  
logement

**Art. 22** <sup>1</sup> Le droit au logement est reconnu.

<sup>2</sup> L'Etat et les communes veillent à ce que toute personne obtienne, à des conditions raisonnables, un logement approprié.

<sup>3</sup> Ils prennent des mesures aux fins de protéger les locataires contre les abus.

Assurances et  
prestations  
sociales

**Art. 23** <sup>1</sup> L'Etat et les communes peuvent compléter les assurances et prestations sociales de la Confédération et en créer d'autres.

<sup>2</sup> L'Etat généralise les allocations familiales.

<sup>3</sup> Pour le financement des assurances et prestations sociales, la loi s'inspire du principe de la solidarité.

### 3. L'aide sociale

L'aide sociale

**Art. 24** L'aide sociale incombe à l'Etat et aux communes.

### 4. La santé publique

Protection  
générale

**Art. 25** <sup>1</sup> L'Etat et les communes veillent à l'hygiène et à la santé publiques.

<sup>2</sup> Ils favorisent la médecine préventive et encouragent les activités visant à donner des soins aux malades et aux handicapés.

<sup>3</sup> L'Etat règle et contrôle l'exercice des professions médicales et paramédicales.

Organisation du système hospitalier

**Art. 26**<sup>4)</sup> <sup>1</sup> L'Etat organise et coordonne l'ensemble du système hospitalier et des services médicaux annexes.

<sup>2</sup> Il pourvoit à leur entretien.<sup>6)</sup>

<sup>3</sup> Il en confie la gestion à un établissement de droit public.

Soins à domicile

**Art. 27** L'Etat favorise les soins à domicile.

Police sanitaire

**Art. 28** L'Etat organise la police sanitaire.

Assurances

**Art. 29** <sup>1</sup> Sont obligatoires les assurances en cas de maladie, d'accident et de maternité.

<sup>2</sup> L'Etat favorise la prise en charge du coût des soins dentaires par l'assurance maladie.

Sport

**Art. 30** L'Etat encourage la pratique générale du sport.

Conseil de la santé publique

**Art. 31** <sup>1</sup> L'Etat institue le Conseil de la santé publique.

<sup>2</sup> La loi en règle la composition, le fonctionnement et les compétences.

## 5. L'école

Mission

**Art. 32** <sup>1</sup> L'école a mission d'assurer aux enfants leur plein épanouissement.

<sup>2</sup> Elle assume, solidairement avec la famille, leur éducation et leur instruction.

<sup>3</sup> Elle forme des êtres libres, conscients de leurs responsabilités et capables de prendre en charge leur propre destinée.

Obligation

**Art. 33** L'école est obligatoire.

Ecoles publiques **Art. 34** <sup>1</sup> L'Etat organise et contrôle l'école publique.

<sup>2</sup> L'accès à l'école maternelle est garanti.

<sup>3</sup> L'enseignement est gratuit.

<sup>4</sup> L'école publique respecte la liberté de pensée, de conscience et de religion.

Répartition des tâches

**Art. 35** <sup>1</sup> L'école maternelle et l'école obligatoire incombent à l'Etat et aux communes.

<sup>2</sup> Les lycées, les écoles professionnelles, les écoles de métiers et les écoles de commerce sont du ressort de l'Etat.

<sup>3</sup> Dans certains cas, la formation professionnelle peut être confiée à des institutions privées.

<sup>4</sup> L'Etat assume la formation initiale et permanente du corps enseignant.

Formation des handicapés

**Art. 36** L'Etat entretient ou encourage les établissements spécialisés dans lesquels les handicapés reçoivent une formation adaptée à leur état.

Formation hors du Canton

**Art. 37** L'Etat crée, au besoin par des conventions, la possibilité d'acquérir certaines formations qui ne sont pas dispensées dans le Canton.

Ecoles privées

**Art. 38** <sup>1</sup> Le droit d'ouvrir des écoles privées est garanti dans les limites de la loi.

<sup>2</sup> L'Etat soutient les écoles privées aux conditions fixées par la loi.

Surveillance

**Art. 39** Toutes les écoles sont placées sous la surveillance de l'Etat.

Droit à la formation

**Art. 40** <sup>1</sup> Le droit à la formation est reconnu.

<sup>2</sup> L'Etat et les communes facilitent la fréquentation des écoles et des universités, ainsi que la formation professionnelle en général.

Conseil scolaire **Art. 41** <sup>1</sup> L'Etat institue le Conseil scolaire.

<sup>2</sup> La loi en règle la composition, le fonctionnement et les compétences.

## 6. La culture et l'éducation des adultes

Activités  
culturelles

**Art. 42** <sup>1</sup> L'Etat et les communes soutiennent les activités culturelles dans le domaine de la création, de la recherche, de l'animation et de la diffusion.

<sup>2</sup> Ils veillent et contribuent à la conservation, à l'enrichissement et à la mise en valeur du patrimoine jurassien, notamment du patois.

<sup>3</sup> Ils favorisent l'illustration de la langue française.

Education des  
adultes

**Art. 43** L'Etat et les communes encouragent l'éducation des adultes.

## 7. Le Bureau de la condition féminine

Le Bureau de  
la condition  
féminine

**Art. 44** L'Etat institue le Bureau de la condition féminine dont les tâches sont notamment :

- a) améliorer la condition féminine;
- b) favoriser l'accès de la femme à tous les degrés de responsabilité;
- c) éliminer les discriminations dont elle peut faire l'objet.

## 7bis. Le développement durable<sup>11)</sup>

Développement  
durable

**Art. 44a**<sup>11)</sup> <sup>1</sup> L'Etat et les communes veillent à l'équilibre entre la préservation de l'environnement naturel et les exigences de la vie économique et sociale.

<sup>2</sup> Dans l'accomplissement de leurs tâches, ils respectent les principes du développement durable et prennent en compte les intérêts des générations futures.

## 8. L'environnement et le territoire

Protection de  
l'environnement

**Art. 45** <sup>1</sup> L'Etat et les communes protègent l'homme et son milieu naturel contre les nuisances; ils combattent en particulier la pollution de l'air, du sol, de l'eau, ainsi que le bruit.

<sup>2</sup> Ils sauvegardent la beauté et l'originalité des paysages, de même que le patrimoine naturel et architectural.

<sup>3</sup> L'Etat protège la faune et la flore, notamment la forêt.

<sup>4</sup> Il règle la pratique de la chasse et de la pêche.

Aménagement  
du territoire

**Art. 46** <sup>1</sup> L'Etat et les communes assurent une utilisation judicieuse du sol et une occupation rationnelle du territoire.

<sup>2</sup> Ils sauvegardent dans la mesure du possible l'aire forestière et l'aire agricole, où la sylviculture et l'agriculture demeurent prioritaires.

<sup>3</sup> Ils réservent les espaces nécessaires au développement de l'économie et des voies de communication.

<sup>4</sup> Ils s'efforcent de ménager à l'usage commun les lieux particulièrement favorables à la santé et aux loisirs.

<sup>5</sup> Ils considèrent l'avis des populations en cause.

## 9. L'économie

Développement  
de l'économie

**Art. 47** <sup>1</sup> L'Etat encourage le développement économique du Canton; il tient compte des besoins des régions et veille à la diversification des activités.

<sup>2</sup> Il peut, à cet effet, créer des services et soutenir des institutions, notamment un Conseil économique et social consultatif et un Office de développement économique.

Constructions et  
routes

**Art. 48** L'Etat légifère en matière de constructions et de routes.

Transports  
publics

**Art. 49** L'Etat favorise les transports publics.

Ressources  
naturelles

**Art. 50** L'Etat contrôle l'exploitation des ressources naturelles.

Politique agricole

**Art. 51** L'Etat définit une politique agricole.

## 10. La protection des consommateurs

La protection des  
consommateurs

**Art. 52** L'Etat considère les intérêts des consommateurs.

## 11. L'aide humanitaire

L'aide  
humanitaire

**Art. 53** L'Etat encourage l'aide humanitaire et coopère au développement des peuples défavorisés.

## 12. L'ordre public

L'ordre public

**Art. 54** L'Etat et les communes assurent l'ordre public, la sécurité et la tranquillité.

# IV. L'ORGANISATION DE L'ETAT

## 1. Principes généraux

Séparation des  
pouvoirs

**Art. 55** Les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire sont séparés.

Fondement des  
actes publics

**Art. 56** <sup>1</sup> Tout acte de l'autorité doit être fondé sur les principes du droit et de la bonne foi.

<sup>2</sup> Il doit être approprié à son but.

Responsabilité

**Art. 57** L'Etat et les communes répondent du dommage qu'autorités et fonctionnaires causent, sans droit, dans l'exercice de leurs fonctions.



Rétroactivité des lois	<b>Art. 58</b> Les lois ne peuvent avoir d'effet rétroactif si elles imposent des charges ou obligations nouvelles aux particuliers ou aux communes.
Délégation de compétences	<p><b>Art. 59</b> <sup>1</sup> Le peuple, le Parlement et le Gouvernement peuvent déléguer leurs compétences aux termes de la loi.</p> <p><sup>2</sup> S'agissant du peuple et du Parlement, la loi limite l'objet de chaque délégation et en précise le but et la portée.</p>
Droit de nécessité	<b>Art. 60</b> La loi prévoit que des compétences dérogeant à la Constitution peuvent, en cas de guerre ou de catastrophe, être conférées temporairement au Parlement ou au Gouvernement.
Renseignements juridiques et médiation	<p><b>Art. 61</b> <sup>1</sup> L'Etat organise un service de renseignements juridiques en principe gratuit.</p> <p><sup>2</sup> Il peut instituer un organe indépendant de médiation en matière administrative.</p>
Fonctions incompatibles	<p><b>Art. 62</b> <sup>1</sup> Nul ne peut exercer simultanément deux des fonctions suivantes : député au Parlement, membre du Gouvernement, juge permanent, procureur.</p> <p><sup>2</sup> Les membres du Gouvernement ne peuvent appartenir à une autorité de district ou de commune.</p> <p><sup>3</sup> Les juges permanents ne peuvent faire partie d'une autorité communale ou d'une autre autorité de district.</p> <p><sup>4</sup> Le mandat de parlementaire fédéral est incompatible avec les fonctions suivantes : député au parlement cantonal, juge permanent, procureur et membre du Gouvernement.<sup>3)</sup></p> <p><sup>5</sup> ...<sup>3)</sup></p> <p><sup>6</sup> La loi règle les cas d'incompatibilité s'agissant des juges non permanents et des fonctionnaires.</p>
Incompatibilité entre parents	<b>Art. 63</b> La loi règle les incompatibilités de fonctions entre parents et alliés.

Double activité	<b>Art. 64</b> La charge de membre du Gouvernement ou de juge permanent est incompatible avec toute autre activité rétribuée.
Durée des fonctions	<p><b>Art. 65</b> <sup>1</sup> Les députés, les membres du Gouvernement, les juges, les procureurs et les membres des autorités de district et de commune sont élus pour cinq ans.<sup>8)</sup></p> <p><sup>2</sup> Les présidents et vice-présidents du Parlement, du Gouvernement et du Tribunal cantonal sont élus pour un an.</p> <p><sup>3</sup> Toute personne élue en cours de période exerce son mandat jusqu'à la fin de celle-ci.</p>
Réélection	<p><b>Art. 66</b> <sup>1</sup> Les députés au Conseil des Etats et les députés au Parlement ne sont rééligibles que deux fois consécutivement.</p> <p><sup>2</sup> Les membres du Gouvernement ne sont rééligibles que deux fois.<sup>8)</sup></p> <p><sup>3</sup> Les présidents et vice-présidents du Parlement, du Gouvernement et du Tribunal cantonal ne sont pas immédiatement rééligibles en la même qualité.</p> <p><sup>4</sup> Les membres des autres autorités de l'Etat et des districts sont librement rééligibles.</p>
Publicité des débats	<b>Art. 67</b> Les débats du Parlement et des conseils généraux sont publics.
Information publique	<p><b>Art. 68</b> <sup>1</sup> Les autorités cantonales et communales informent le peuple sur leur activité.</p> <p><sup>2</sup> Elles publient les projets importants de manière à permettre la discussion publique.</p>
Siège des autorités	<p><b>Art. 69</b> <sup>1</sup> Le Parlement et le Gouvernement ont leur siège à Delémont.</p> <p><sup>2</sup> Le Tribunal cantonal et le Tribunal de première instance ont leur siège à Porrentruy.<sup>5)</sup></p> <p><sup>3</sup> L'administration cantonale est décentralisée.</p>

## 2. Les droits politiques

Electeurs

**Art. 70** <sup>1</sup> Sont électeurs en matière cantonale tout homme et toute femme possédant la citoyenneté suisse, âgés de dix-huit ans au moins et domiciliés dans le Canton.

<sup>2</sup> ...[5\)](#)

<sup>3</sup> Sont électeurs en matière communale tout homme et toute femme possédant la citoyenneté suisse, âgés de dix-huit ans au moins et domiciliés dans la commune.

<sup>4</sup> La loi règle les cas dans lesquels un électeur est privé de ses droits politiques.

Contenu des  
droits politiques

**Art. 71** Tout électeur a le droit :

- a) de prendre part aux élections et votes populaires;
- b) d'être élu à une fonction publique aux conditions prévues par la Constitution et la loi;
- c) de signer les initiatives et les référendums.

Jurassiens de  
l'extérieur

**Art. 72** La loi règle les droits politiques des Jurassiens établis à l'extérieur du Canton.

Etrangers

**Art. 73** La loi définit et règle le droit de vote et les autres droits politiques des étrangers.

Elections  
populaires

**Art. 74** <sup>1</sup> Les électeurs du Canton élisent :

- a) les députés au Parlement et les suppléants;
- b) les membres du Gouvernement;
- c) les députés au Conseil des Etats.

<sup>2</sup> ...[5\)](#)

<sup>3</sup> Les électeurs de la commune élisent :

- a) les conseillers généraux;
- b) le maire et les conseillers communaux;
- c) les membres des autres organes communaux si la loi ou le règlement communal le prévoit.

<sup>4</sup> Les élections populaires ont lieu au scrutin secret.

<sup>5</sup> Les députés au Conseil des Etats, les députés au Parlement et les membres des conseils généraux sont élus au scrutin proportionnel.

<sup>6</sup> Les membres du Gouvernement et les maires sont élus au scrutin majoritaire.<sup>5)</sup>

Initiative  
populaire  
cantonale :  
conditions

**Art. 75** <sup>1</sup> Deux mille électeurs ou cinq communes peuvent demander, par une initiative populaire conçue en termes généraux ou rédigée de toutes pièces, l'adoption, la modification ou l'abrogation de dispositions constitutionnelles ou de lois.<sup>7)13)</sup>

<sup>2</sup> Cinq mille électeurs peuvent demander en termes généraux que le Parlement exerce le droit d'initiative de l'Etat en matière fédérale.

<sup>3</sup> L'initiative doit être conforme au droit supérieur, ne concerner qu'un seul domaine et n'être pas impossible, faute de quoi le Parlement l'écarte pour cause de nullité.<sup>7)</sup>

<sup>4</sup> L'initiative peut être retirée aux conditions fixées par la loi.

Initiative  
populaire  
cantonale :  
procédure

**Art. 76** <sup>1</sup> Le Parlement décide si les dispositions qu'il adopte ou modifie à la suite d'une initiative conçue en termes généraux figurent dans la Constitution ou dans la loi.<sup>7)</sup>

<sup>2</sup> Si le Parlement décide de ne pas donner suite à une initiative valable ou n'y satisfait pas dans un délai de deux ans, elle est présentée au vote populaire.

<sup>3</sup> Le Parlement peut opposer un contre-projet à toute initiative.

<sup>4</sup> Si le peuple accepte une initiative conçue en termes généraux, le Parlement doit y satisfaire dans un délai de deux ans.<sup>7)</sup>

<sup>5</sup> Si le peuple accepte à la fois l'initiative et le contre-projet, est adopté le projet qui a obtenu le plus grand nombre de voix.

Référendum  
obligatoire

**Art. 77** Sont soumis au vote populaire :

- a) le principe d'une revision totale de la Constitution et, simultanément, l'additif constitutionnel qui en règle les modalités;
- b) les dispositions constitutionnelles;
- c) les initiatives auxquelles le Parlement ne donne pas suite;
- d) toute dépense non déterminée par une loi, s'il s'agit d'une dépense unique supérieure à cinq centièmes du montant des recettes portées au dernier budget ou d'une dépense périodique supérieure à cinq millièmes du même montant;
- e) les lois et arrêtés qui entraînent des dépenses soumises au référendum obligatoire;
- f) les traités, concordats et autres conventions de droit public qui dérogent à la Constitution, la complètent ou entraînent des dépenses soumises au référendum obligatoire;
- g) <sup>10)</sup> le budget de l'Etat conformément à l'article 123a, alinéas 4 et 6.

Référendum  
facultatif

**Art. 78** Sont soumis au vote populaire si deux mille électeurs ou cinq communes le demandent<sup>13)</sup> :

- a) les lois;
- b) toute dépense non déterminée par une loi, s'il s'agit d'une dépense unique supérieure à cinq millièmes du montant des recettes portées au dernier budget ou d'une dépense périodique supérieure à cinq dix-millièmes du même montant;
- c) les traités, concordats et autres conventions de droit public qui dérogent à la loi, la complètent ou entraînent des dépenses soumises au référendum facultatif;
- d) les transactions immobilières, les cautionnements et la participation à une entreprise économique, si les montants en jeu sont supérieurs à cinq millièmes du montant des recettes portées au dernier budget;
- e) les plans dans les cas prévus par la loi;
- f) les initiatives déposées par l'Etat en matière fédérale.

Référendum sur  
décision du  
Parlement

**Art. 79** Le Parlement peut soumettre au vote populaire toute décision qu'il a prise.

Droit de pétition

**Art. 80** <sup>1</sup> Chacun a le droit d'adresser une pétition aux autorités.

<sup>2</sup> Toute autorité saisie d'une pétition est tenue de la traiter et d'y répondre.

Partis politiques

**Art. 81** L'Etat reconnaît le rôle des partis politiques et favorise leur activité.

### 3. Le Parlement

#### Rôle

**Art. 82** <sup>1</sup> Le Parlement est le principal représentant du peuple.

<sup>2</sup> Il détermine la politique du Canton.

<sup>3</sup> Il exerce le pouvoir législatif, sous réserve des droits du peuple.

<sup>4</sup> Il exerce la haute surveillance sur le Gouvernement, l'administration et les autorités judiciaires.

#### Compétence législative

**Art. 83** <sup>1</sup> Le Parlement :

- a) élabore les dispositions constitutionnelles en cas de revision partielle de la Constitution;
- b) édicte les lois, notamment celles qui règlent l'introduction du droit fédéral.

<sup>2</sup> Il édicte les décrets qui mettent en application les dispositions d'exécution importantes du droit fédéral et des lois cantonales.

<sup>3</sup> Les projets de dispositions constitutionnelles, de lois et de décrets font l'objet de deux lectures.

#### Autres compétences

**Art. 84** Sous réserve des droits du peuple, le Parlement :

- a) élit les membres du Tribunal cantonal, le procureur et les membres des autres autorités désignées par la loi;
- b) approuve les traités, concordats et autres conventions de droit public qui ne sont pas du ressort exclusif du Gouvernement;
- c) discute du programme gouvernemental et de sa réalisation;
- d) approuve les plans cantonaux qui concernent l'économie, la construction, l'aménagement du territoire et en détermine le caractère obligatoire;
- e) approuve les plans financiers de l'Etat;
- f) arrête le budget et approuve les comptes;
- g) arrête toute dépense non déterminée par une loi, s'il s'agit d'un montant unique supérieur à cinq dix-millièmes du montant des recettes portées au dernier budget ou d'une dépense périodique supérieure à cinq cent-millièmes de ce montant;
- h) statue sur la conclusion de transactions immobilières, l'octroi de cautionnements et la participation à des entreprises économiques si les montants en jeu sont supérieurs à cinq dix-millièmes du montant des recettes portées au dernier budget;
- i) autorise les emprunts publics;

- j) approuve les rapports de gestion du Gouvernement, des tribunaux et des établissements cantonaux autonomes;
- k) tranche les conflits de compétence dans lesquels la Cour constitutionnelle est partie;
- l) exerce le droit de grâce;
- m) accorde l'amnistie;
- n) se prononce sur la réponse donnée par le Gouvernement aux consultations fédérales touchant des objets importants;
- o) exerce le droit d'initiative de l'Etat en matière fédérale;
- p) exerce le droit de demander, avec d'autres cantons, la convocation extraordinaire de l'Assemblée fédérale et la présentation au vote populaire d'une loi fédérale ou d'un arrêté fédéral;
- q) exerce toute autre compétence qui lui est attribuée par la Constitution ou la loi.

## Composition

**Art. 85** <sup>1</sup> Le Parlement compte soixante députés.

<sup>2</sup> La loi règle l'élection de suppléants.

## Election

**Art. 86** <sup>1</sup> Pour l'élection du Parlement, chaque district forme une circonscription.

<sup>2</sup> Trois sièges sont attribués d'office à chaque circonscription, les autres étant ensuite répartis proportionnellement à la population.

## Convocation

**Art. 87** Le Parlement se réunit, sur convocation du président :

- a) dans les cas prévus par le règlement;
- b) lorsqu'il le décide spécialement;
- c) à la demande du Gouvernement;
- d) quand douze députés le requièrent en indiquant les objets à traiter.

Indépendance  
des  
parlementaires

**Art. 88** <sup>1</sup> Les députés remplissent librement leur mandat.

<sup>2</sup> Ils ne peuvent être poursuivis pour les propos qu'ils tiennent dans l'exercice de leur mandat.

<sup>3</sup> Ils n'en sont responsables que devant le Parlement.

#### 4. Le Gouvernement

## Rôle

**Art. 89** <sup>1</sup> Le Gouvernement conduit la politique du Canton.

<sup>2</sup> Il exerce le pouvoir exécutif et dirige l'administration.

<sup>3</sup> Il représente l'Etat.

#### Législation

**Art. 90** <sup>1</sup> Le Gouvernement participe à l'élaboration de la législation et peut proposer au Parlement toute disposition constitutionnelle, loi ou décret.

<sup>2</sup> Sous réserve de la compétence du Parlement, il édicte les ordonnances qui mettent à exécution le droit fédéral, les lois et les décrets cantonaux.

#### Droit d'urgence

**Art. 91** <sup>1</sup> En cas d'urgence, le Gouvernement peut édicter des ordonnances et prendre des mesures qui dérogent aux arrêtés, décrets ou lois.

<sup>2</sup> Ces ordonnances et mesures restent en vigueur tant que les dispositions nécessaires n'ont pu être prises conformément à la Constitution, mais un an au plus.

#### Autres compétences

**Art. 92** <sup>1</sup> Le Gouvernement, sous réserve des compétences du peuple et du Parlement :

- a) nomme les fonctionnaires et toute autre personne chargée d'une fonction publique cantonale;
- b) arrête toute dépense non déterminée par une loi;
- c) décide la conclusion de transactions immobilières, l'octroi de cautionnements et la participation à des entreprises économiques.

<sup>2</sup> En outre, le Gouvernement :

- a) conclut les conventions de droit public portant sur des matières d'ordre mineur;
- b) présente au Parlement, en début de législature, un programme de politique générale;
- c) présente au Parlement, en fin de législature, un rapport sur la réalisation de son programme;
- d) planifie, sous réserve des compétences du Parlement, les activités de l'Etat et pourvoit à la réalisation des plans;
- e) prépare et soumet au Parlement le budget et les comptes de l'Etat;
- f) administre les biens et les finances de l'Etat;
- g) assure l'ordre public et dispose à cette fin des forces militaires cantonales;
- h) exécute les lois, décrets et arrêtés, ainsi que les jugements;
- i) coordonne l'activité des autorités et organise l'administration dans les limites de la loi;
- j) assume la surveillance des communes;
- k) surveille les établissements cantonaux autonomes;



- l) statue sur les plaintes et recours dans les cas prévus par la loi;
- m) accorde la citoyenneté cantonale;
- n) répond, sous réserve des compétences du Parlement, aux consultations des autorités fédérales;
- o) consulte et informe régulièrement les parlementaires fédéraux;
- p) exerce toute autre compétence que lui attribue la loi ou qui n'est pas dévolue à une autorité déterminée.

Composition et  
élection

**Art. 93** <sup>1</sup> Le Gouvernement se compose de cinq membres.

<sup>2</sup> Pour l'élection du Gouvernement, le Canton forme une seule circonscription.

Président et vice-  
président

**Art. 94** Le président et le vice-président du Gouvernement sont élus par le Parlement.

Collège

**Art. 95** <sup>1</sup> Le Gouvernement agit en collège.

<sup>2</sup> Les affaires importantes restent toujours de sa compétence.

Départements

**Art. 96** <sup>1</sup> Chaque membre du Gouvernement dirige un département dont la loi fixe les attributions.

<sup>2</sup> La coordination entre les départements doit être assurée.

Relations avec  
le Parlement

**Art. 97** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut soumettre des propositions au Parlement.

<sup>2</sup> Il assiste aux séances du Parlement et peut intervenir sur chaque objet.

Conseil  
consultatif des  
Jurassiens de  
l'extérieur

**Art. 98** L'Etat institue le Conseil consultatif des Jurassiens domiciliés à l'extérieur du Canton.

Administration

**Art. 99** <sup>1</sup> Tout fonctionnaire est au service du peuple.

<sup>2</sup> L'administration doit être efficace et économe.

Etablissements  
ou institutions  
autonomes

**Art. 100** La loi peut confier certaines tâches de l'Etat à des établissements ou institutions autonomes.

## 5. Les autorités judiciaires

Indépendance	<b>Art. 101</b> Les tribunaux sont indépendants.
Tribunal de première instance	<p><b>Art. 102</b><sup>5)</sup> <sup>1</sup> La justice de première instance est rendue sur l'ensemble du territoire cantonal par le Tribunal de première instance.<sup>9)</sup></p> <p><sup>2</sup> Le Tribunal cantonal statue en première instance dans les cas prévus par la loi.</p>
Tribunal cantonal	<b>Art. 103</b> <sup>9)</sup> La justice de deuxième instance est rendue par le Tribunal cantonal.
Cour constitutionnelle	<p><b>Art. 104</b> <sup>1</sup> La Cour constitutionnelle du Tribunal cantonal contrôle, sur requête et avant mise en vigueur, la constitutionnalité des lois.<sup>9)</sup></p> <p><sup>2</sup> Elle juge dans les limites de la loi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les litiges relatifs à la validité des décrets, arrêtés, ordonnances et règlements cantonaux et communaux;</li> <li>b) les litiges relatifs à l'autonomie des communes, des Eglises reconnues et de leurs paroisses;</li> <li>c) les litiges relatifs à l'exercice des droits politiques, à la validité des élections et votes cantonaux et, sur recours, à celle des élections et votes organisés dans les districts et les communes;</li> <li>d) les conflits de compétence entre autorités cantonales, à moins que la Cour constitutionnelle elle-même y soit partie;</li> <li>e) les autres litiges indiqués par la loi.</li> </ul>
Mineurs	<b>Art. 105</b> En matière pénale, la protection des mineurs relève d'une juridiction particulière.
Ministère public	<b>Art. 106</b> <sup>9)</sup> L'action publique est exercée par le Ministère public.
Renvoi	<b>Art. 107</b> <sup>9)</sup> La loi règle les modalités d'élection des autorités judiciaires, leur organisation et leurs compétences, ainsi que la procédure dans les limites du droit fédéral.

## V. LES DISTRICTS ET LES COMMUNES

### 1. Les districts

Statut	<p><b>Art. 108</b> <sup>1</sup> Les districts sont des circonscriptions administratives du Canton.<a href="#">5)</a></p> <p><sup>2</sup> La loi en règle l'organisation.</p> <p><sup>3</sup> Elle fixe le mode d'élection des autorités et leurs attributions.</p> <p><sup>4</sup> ...<a href="#">5)</a></p>
--------	--

Nombre et étendue	<p><b>Art. 109</b> <sup>1</sup> Le territoire du Canton est divisé en trois districts : Delémont, Les Franches-Montagnes, Porrentruy.</p> <p><sup>2</sup> Les districts sont délimités par la loi.</p>
-------------------	--

### 2. Les communes

#### a) Dispositions générales

Nature juridique et autonomie	<p><b>Art. 110</b> <sup>1</sup> Les communes et les syndicats de communes sont des collectivités de droit public.</p> <p><sup>2</sup> Leur existence et leur autonomie sont garanties dans les limites de la Constitution et de la loi.</p>
Surveillance	<p><b>Art. 111</b> <sup>1</sup> Les communes sont placées sous la surveillance du Gouvernement.</p> <p><sup>2</sup> Le Gouvernement surveille en particulier leur gestion financière et l'exécution des tâches qui leur sont déferées par la Confédération et le Canton.</p> <p><sup>3</sup> S'il constate des irrégularités, le Gouvernement prend les mesures prévues par la loi.</p>

<sup>4</sup> Dans les cas graves, il peut suspendre les organes de la commune et les remplacer par une administration extraordinaire.

<sup>5</sup> Lorsque les organes de la commune ne peuvent être constitués, le Gouvernement institue une administration extraordinaire.

Fusion, division,  
modification de  
limites

**Art. 112** <sup>1</sup> Les communes ne peuvent modifier leurs limites, fusionner, se diviser ou être rattachées à un autre district sans l'accord de leurs électeurs et l'approbation du Parlement.

<sup>2</sup> L'Etat facilite les fusions de communes.

<sup>3</sup> Aux conditions et dans les cas exceptionnels prévus par la loi, le Parlement peut décider la fusion de deux ou plusieurs communes, ou la modification des limites entre communes.

Syndicats de  
communes

**Art. 113** <sup>1</sup> Pour certaines tâches d'intérêt commun, les communes ont le droit de se grouper en syndicats qui peuvent comprendre des communes extérieures au Canton.

<sup>2</sup> L'acte constitutif et le règlement du syndicat doivent être adoptés par les communes en cause et approuvés par le Gouvernement.

<sup>3</sup> Le Gouvernement exerce sur les syndicats de communes la même surveillance que sur les communes.

<sup>4</sup> Dans les cas prévus par la loi, le Gouvernement peut décider la fondation d'un syndicat de communes et en établir l'acte constitutif et le règlement.

## **b) Les communes municipales**

Tâches

**Art. 114** La commune municipale assume les tâches locales qui n'incombent ni à la Confédération ni au Canton.

Organisation

**Art. 115** <sup>1</sup> La commune municipale se donne un règlement d'organisation.

<sup>2</sup> Ce règlement doit être adopté par le corps électoral et approuvé par le Gouvernement.

<sup>3</sup> Le Gouvernement donne son approbation si le règlement est conforme à la Constitution et à la loi.

Organes

**Art. 116** La commune municipale doit avoir les organes suivants :

- a) le corps électoral;
- b) le conseil communal;
- c) les commissions permanentes prescrites par la loi.

Corps électoral

**Art. 117** <sup>1</sup> La souveraineté communale appartient au corps électoral.

<sup>2</sup> Le corps électoral exprime sa volonté en assemblée communale ou par voie de scrutin.

<sup>3</sup> Les compétences du corps électoral, l'organisation et le fonctionnement de l'assemblée communale, les scrutins et le droit d'initiative sont réglés par la loi, qui peut renvoyer au règlement communal.

Conseil général

**Art. 118** <sup>1</sup> L'assemblée communale peut être remplacée par un conseil général.

<sup>2</sup> L'élection, les compétences, l'organisation et le fonctionnement du conseil général, ainsi que le référendum contre ses décisions, sont réglés par la loi qui peut renvoyer au règlement communal.

Conseil communal

**Art. 119** <sup>1</sup> Le conseil communal est l'autorité exécutive et administrative de la commune municipale.

<sup>2</sup> Il est présidé par le maire.

<sup>3</sup> L'élection, les compétences, l'organisation et le fonctionnement du conseil sont réglés par la loi, qui peut renvoyer au règlement communal.

### c) Les autres communes

Les autres communes

**Art. 120** Le Canton connaît, outre les communes municipales, des communes mixtes, des communes bourgeoises et des sections de commune, dont la loi règle le statut.

## VI. LES FINANCES

### 1. Les impôts et redevances

Souveraineté  
fiscale

**Art. 121** <sup>1</sup> L'Etat et les communes perçoivent les impôts et autres contributions publiques nécessaires à l'exécution de leurs tâches.

<sup>2</sup> Les contributions publiques sont instituées et, pour l'essentiel, réglées par la loi.

Devoir fiscal

**Art. 122** Les contribuables participent solidairement, selon leur capacité économique, aux charges de l'Etat et des communes.

### 2. La gestion des finances publiques

Dispositions  
générales

**Art. 123** <sup>1</sup> L'Etat et les communes doivent être administrés dans un esprit d'économie.

<sup>2</sup> L'Etat gère ses finances en considérant les besoins de l'ensemble du Canton.

<sup>3</sup> Etat et communes établissent des plans financiers fondés sur une planification des tâches publiques.

<sup>4</sup> Les principes de gestion des finances publiques sont réglés par la loi.

<sup>5</sup> L'Etat organise le contrôle des finances cantonales et communales.

Frein à  
l'endettement

**Art. 123a**<sup>10)</sup> <sup>1</sup> Le budget de l'Etat doit présenter un degré d'autofinancement supérieur ou égal à 80%.

<sup>2</sup> En cas de découvert au bilan ou si la dette brute est supérieure à une fois et demie le montant budgétisé au titre des impôts cantonaux, le degré d'autofinancement doit être de 100% au moins.

<sup>3</sup> Le Parlement peut, à une majorité d'au moins deux tiers des députés, déroger aux alinéas 1 et 2 si des circonstances extraordinaires le justifient. Il ne peut cependant pas y déroger deux années consécutives.

<sup>4</sup> Lorsque la majorité des deux tiers des députés ne peut être atteinte ou lorsque le Parlement a dérogé aux alinéas 1 et 2 l'année précédente, le budget qui ne répond pas aux conditions de ceux-ci est soumis au référendum obligatoire.

<sup>5</sup> Si le peuple accepte le budget, la dérogation au sens de l'alinéa 3 peut s'appliquer au prochain budget.

<sup>6</sup> Si le peuple refuse le budget, le Parlement en adopte un nouveau. Si celui-ci ne répond pas aux conditions des alinéas 1 et 2, il est soumis au référendum obligatoire.

<sup>7</sup> Au surplus, la loi règle les modalités du frein à l'endettement.

Publicité des  
comptes et du  
budget

**Art. 124** Le budget et les comptes de l'Etat, ceux des communes, des syndicats de communes, de leurs établissements et institutions, sont publics.

Financement

**Art. 125** Tout projet de loi, décret ou arrêté entraînant des dépenses est accompagné d'un plan de financement.

### 3. La péréquation financière

La péréquation  
financière

**Art. 126** L'Etat prend des mesures pour atténuer les inégalités entre communes de capacité économique et financière différente.

### 4. Les établissements économiques autonomes

Banque  
cantonale

**Art. 127** <sup>1</sup> L'Etat crée une banque cantonale placée sous sa surveillance.

<sup>2</sup> Il en garantit les engagements.

<sup>3</sup> La banque cantonale soutient la politique économique du Canton.

Autres  
établissements

**Art. 128** L'Etat, les communes et les syndicats de communes peuvent participer à des entreprises économiques ou en créer.

## 5. Les régales

Les régales **Art. 129** La régle des mines et la régle des sels sont réservées à l'Etat.

## VII. L'EGLISE ET L'ETAT

Eglises reconnues **Art. 130** <sup>1</sup> L'Eglise catholique romaine et l'Eglise réformée évangélique du Canton sont reconnues collectivités de droit public.

<sup>2</sup> Le Parlement peut reconnaître comme telles d'autres Eglises importantes et durables.

<sup>3</sup> Les autres collectivités religieuses sont soumises au droit privé.

Autonomie **Art. 131** <sup>1</sup> Les Eglises reconnues s'organisent de façon autonome.

<sup>2</sup> Chaque Eglise reconnue se donne une Constitution ecclésiastique, qui doit être adoptée par ses membres et approuvée par le Gouvernement.

<sup>3</sup> Le Gouvernement doit approuver la Constitution ecclésiastique si elle est adoptée selon les principes démocratiques et conforme à la Constitution et à la loi.

Appartenance à une Eglise reconnue **Art. 132** <sup>1</sup> Chaque habitant du Canton appartient à l'Eglise de sa confession s'il remplit les conditions qu'elle exige.

<sup>2</sup> Tout membre d'une Eglise reconnue peut en sortir par une déclaration écrite.

Paroisses **Art. 133** <sup>1</sup> Les Eglises reconnues aménagent le territoire cantonal en paroisses, selon les dispositions de leur Constitution ecclésiastique.

<sup>2</sup> Les paroisses sont des collectivités de droit public.

Finances **Art. 134** <sup>1</sup> Les Eglises reconnues ou leurs paroisses peuvent percevoir des impôts sous forme de suppléments aux impôts spécifiés par la loi.



<sup>2</sup> L'Etat et les communes collaborent à la perception de l'impôt ecclésiastique par l'entremise de leurs services administratifs.

<sup>3</sup> Les décisions des Eglises reconnues ou de leurs paroisses en matière d'impôts sont susceptibles de recours conformément à la loi.<sup>[9\)](#)</sup>

<sup>4</sup> La loi règle les cas dans lesquels l'Etat verse des subsides aux Eglises.

## VIII. LA REVISION DE LA CONSTITUTION

Principe **Art. 135** <sup>1</sup> La Constitution peut être révisée en tout ou en partie.

<sup>2</sup> Toute revision doit être soumise au vote populaire.

Revision partielle **Art. 136** <sup>1</sup> La revision partielle suit la procédure législative ordinaire.

<sup>2</sup> Elle peut porter sur un ou plusieurs articles.

<sup>3</sup> Elle ne doit concerner qu'une seule matière.

Revision totale **Art. 137** <sup>1</sup> La revision totale de la Constitution est proposée au peuple par voie d'initiative populaire ou par le Parlement.

<sup>2</sup> Un additif constitutionnel en règle les modalités.

<sup>3</sup> Si l'additif constitutionnel est rejeté, le Parlement soumet au peuple un nouveau projet dans le délai d'un an.

### **Art. 138**<sup>[2\)](#)</sup>

Processus  
tendant à la  
création d'un  
nouveau canton

**Art. 139**<sup>[12\)](#)</sup> Le Gouvernement est habilité à engager un processus tendant à la création d'un nouveau canton couvrant les territoires du Jura bernois et de la République et Canton du Jura, dans le respect du droit fédéral et des cantons concernés.

## DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

**Article premier** L'Assemblée constituante décrète l'entrée en vigueur simultanée ou successive des dispositions de la présente Constitution.

**Art. 2** La Constitution jurassienne remplace celle du canton de Berne sur le territoire de la République et Canton du Jura.

**Art. 3** <sup>1</sup> La législation du canton de Berne est reçue en l'état qui est le sien le jour qui précède l'entrée en vigueur de la Constitution, dans la mesure où elle n'y est pas contraire et pour autant qu'elle n'ait pas été modifiée selon une loi élaborée par l'Assemblée constituante et adoptée par le corps électoral.

<sup>2</sup> La législation devient celle de la République et Canton du Jura et le restera tant qu'elle n'aura pas été modifiée dans les formes prévues par la Constitution.

**Art. 4** <sup>1</sup> L'Assemblée constituante tient lieu de parlement jusqu'au jour où le parlement jurassien est constitué.

<sup>2</sup> Elle en exerce les pouvoirs, à l'exception de ceux prévus à l'article 84, lettre a, de la Constitution.

**Art. 5** <sup>1</sup> Le Bureau de l'Assemblée constituante tient lieu de gouvernement jusqu'au jour où le gouvernement jurassien est constitué.

<sup>2</sup> Il en exerce les pouvoirs, à l'exception de ceux prévus à l'article 92, lettre a, de la Constitution.

<sup>3</sup> L'Assemblée constituante définit les tâches du Bureau.

**Art. 6** <sup>1</sup> ... [8\)](#)

<sup>2</sup> Le Parlement se constitue le troisième lundi après son élection et le Gouvernement, le lendemain.

<sup>3</sup> Les contestations sur l'exercice des droits politiques, l'organisation des élections et la constatation des résultats sont jugées par une commission de l'Assemblée constituante créée à cet effet.

**Art. 7** Les députés au Conseil des Etats sont élus pour une période qui prend fin en même temps que la législature du Conseil national.

**Art. 8** En dérogation à l'article 62, alinéa 5, de la Constitution, aucun membre du Gouvernement ne peut siéger à l'Assemblée fédérale dans les huit ans qui suivent l'élection du premier Gouvernement.

**Art. 9** <sup>1</sup> La loi facilite l'octroi de la citoyenneté jurassienne aux Confédérés établis le 23 juin 1974 sur le territoire du nouveau canton.

<sup>2</sup> Ces dispositions légales resteront en vigueur cinq ans au plus.

**Art. 10** <sup>1</sup> Toutes les affaires pendantes devant les autorités administratives et judiciaires du canton de Berne passent aux autorités compétentes de la République et Canton du Jura lorsque celles-ci sont constituées.

<sup>2</sup> Le Bureau de l'Assemblée constituante, puis le Gouvernement, peuvent passer des accords avec le canton de Berne pour que certaines affaires pendantes s'achèvent devant les autorités bernoises, le consentement des personnes en cause étant réservé.

**Art. 11** <sup>5)</sup> <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

<sup>2</sup> La loi peut prévoir une période transitoire pour la mise en place de la nouvelle organisation judiciaire.

<sup>3</sup> Pour la période allant de l'entrée en vigueur de la présente modification à 2002, le Parlement élit les juges du Tribunal de première instance et les juges d'instruction.

<sup>4</sup> Jusqu'à l'entrée en vigueur de la modification de la loi d'organisation judiciaire, le Gouvernement peut arrêter les dispositions nécessaires par voie d'ordonnance.

**Art. 12** <sup>6)</sup> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

**Art. 13** <sup>7)9)10)</sup> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

**Art. 14<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

<sup>2</sup> Les députés, les membres du Gouvernement, les juges, les procureurs et les membres des autorités de district et de commune qui sont élus avant l'entrée en vigueur de la présente modification le restent jusqu'à la fin de la période de quatre ans pour laquelle ils ont été élus.

<sup>3</sup> S'ils sont élus en cours d'une législature de quatre ans au sens de l'alinéa 2, mais après l'entrée en vigueur de la présente modification, ils le sont seulement jusqu'à la fin de cette législature.

<sup>4</sup> Dès l'entrée en vigueur de la présente modification, les membres du Gouvernement ne sont rééligibles que deux fois, les élections et réélections antérieures à l'entrée en vigueur de la présente modification étant comptabilisées.

Delémont, le 3 février 1977

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat

Le secrétaire général : Joseph Boinay

<sup>1)</sup> Adoptée par l'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura le 3 février 1977.

Acceptée par le peuple jurassien le 20 mars 1977, par 27 061 voix contre 5 749.

Garantie par l'Assemblée fédérale le 28 septembre 1977, à l'exception de l'article 138 et sous réserve que les articles 1<sup>er</sup> et 80 de la Constitution fédérale soient modifiés, que la séparation du futur canton d'avec le canton de Berne, ainsi que son organisation soient assurées par le droit fédéral et que les articles 1<sup>er</sup>, 4, 5 et 10 des dispositions finales et transitoires soient appliqués conformément au droit transitoire à établir par la Confédération (FF 1977 II 259, III 266).

<sup>2)</sup> L'article 138 - dont la teneur était : *"La République et Canton du Jura peut accueillir toute partie du territoire jurassien directement concerné par le scrutin du 23 juin 1974 si cette partie s'est régulièrement séparée au regard du droit fédéral et du droit du canton intéressé."* - n'a pas obtenu la garantie fédérale.

- 3) Modification de l'article 62 (Incompatibilité entre la fonction de parlementaire fédéral et de membre du Gouvernement).

Acceptée en votation populaire le 5 avril 1987.

Garantie fédérale accordée le 9 mars 1988.

- 4) Modification de l'article 26 (Organisation du système hospitalier).

Acceptée en votation populaire le 28 novembre 1993.

Garantie fédérale accordée le 3 juin / 16 septembre 1996.

- 5) Modification des articles 69, 70, 74, 102 et 108; introduction de l'article 11 des dispositions finales et transitoires (Réforme de l'organisation judiciaire).

Acceptée en votation populaire le 29 novembre 1998.

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001

Garantie fédérale accordée le 5 juin / 14 juin 2000.

- 6) Modification de l'article 26, alinéa 2; introduction de l'article 12 des dispositions finales et transitoires (Transfert des charges de la santé à l'Etat).

Acceptée en votation populaire le 26 septembre 2004.

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Garantie fédérale accordée le 5 octobre / 6 octobre 2005.

- 7) Modification des articles 75, alinéas 1 et 3, et 76, alinéas 1 et 4; introduction de l'article 13 des dispositions finales et transitoires (Introduction de l'initiative populaire rédigée de toutes pièces).

Acceptée en votation populaire le 26 septembre 2004.

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2006.

Garantie fédérale accordée le 5 octobre / 6 octobre 2005.

- 8) Modification des articles 65, alinéa 1, et 66, alinéa 2; abrogation de l'article 6, alinéa 1 et introduction de l'article 14 des dispositions finales et transitoires (Augmentation de la durée de la législature).

Acceptée en votation populaire le 7 mars 2010.

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2010.

Garantie fédérale accordée le 28 février / 2 mars 2011.

<sup>9)</sup> Modification des articles 102, alinéa 1, 103, 104, alinéa 1, 106, 107, 134, alinéa 3, abrogation de l'article 10, nouvelle teneur de l'article 13 des dispositions finales et transitoires (Mise en œuvre des procédures fédérales civile et pénale).

Acceptée en votation populaire le 30 novembre 2008.

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Garantie fédérale accordée le 23 novembre / 10 décembre 2009.

<sup>10)</sup> Introduction des articles 77, lettre g, et 123a, nouvelle teneur de l'article 13 des dispositions finales et transitoires (Frein à l'endettement).

Acceptée en votation populaire le 17 mai 2009.

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Garantie fédérale accordée le 29 novembre / 8 décembre 2010.

<sup>11)</sup> Modification du texte introductif, du deuxième paragraphe du préambule, introduction de la section 7bis et de l'article 44a (Introduction des principes du développement durable).

Acceptée en votation populaire le 28 novembre 2010.

Garantie fédérale accordée le 29 février/6 mars 2012.

<sup>12)</sup> Introduction de l'article 139 (Processus tendant à la création d'un nouveau canton).

Acceptée en votation populaire le 24 novembre 2013.

Garantie fédérale accordée le 5 mars / 11 mars 2015.

<sup>13)</sup> Modifications des articles 75, alinéa 1, et 78, phrase introductive (Droit d'initiative et de référendum des communes).

Acceptée en votation populaire le 5 juin 2016.

Garantie fédérale accordée le 29 mai / 12 juin 2017.

# Loi portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes

du 17 mai 2000

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 24 mars 1995 sur l'égalité entre femmes et hommes<sup>1)</sup>,

vu l'article 44 de la Constitution cantonale<sup>2)</sup>,

*arrête :*

## SECTION 1 : Disposition générale

But

**Article premier** La présente loi vise à édicter des dispositions d'exécution de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes et à fixer les tâches et l'organisation du Bureau de l'égalité.

## SECTION 2 : Personne déléguée à l'égalité<sup>8)</sup>

Principe

**Art. 2<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> L'Etat crée un poste de délégué à l'égalité entre femmes et hommes (ci-après : "la personne déléguée à l'égalité").

<sup>2</sup> La personne déléguée à l'égalité assume le rôle défini à l'article 44 de la Constitution cantonale.

Mission générale  
et tâches

**Art. 3<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> La personne déléguée à l'égalité encourage la réalisation de l'égalité entre les sexes dans tous les domaines et s'emploie à éliminer toute forme de discrimination directe ou indirecte.

<sup>2</sup> A cet effet, elle assume notamment les tâches suivantes :

- a) conseiller les autorités et les particuliers, notamment les personnes victimes de discrimination, en matière d'égalité entre femmes et hommes;
- b) participer à l'élaboration des actes législatifs du Canton et, au besoin, des communes, en veillant à éliminer toutes les formes de discrimination dans la législation;

- c) informer le public, dispenser, voire organiser des actions de formation et mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation;
- d) procéder, au besoin, à des études et émettre des recommandations à l'intention des autorités et des particuliers;
- e) réunir et maintenir une documentation spécifique aux questions d'égalité;
- f) participer, le cas échéant, à des projets d'intérêt cantonal, interjurassien, intercantonal, national ou international.

#### Attributions et compétences

**Art. 4<sup>8)</sup>** Afin d'assumer sa mission et ses tâches, la personne déléguée à l'égalité est dotée des attributions et compétences suivantes :

- a) émettre des propositions visant à réaliser le principe de l'égalité à l'attention du Gouvernement et des départements;
- b) collaborer avec les unités administratives qui traitent des sujets relatifs à l'égalité entre femmes et hommes;
- c) participer à l'élaboration des projets touchant aux problèmes d'égalité;
- d) mener les enquêtes et les recherches nécessaires à l'accomplissement de ses tâches;
- e) soutenir les activités d'associations qui œuvrent en faveur du principe de l'égalité;
- f) encourager une représentation équilibrée des femmes et des hommes en politique;
- g) préavisier les objets portés à l'ordre du jour du Gouvernement et du Parlement liés aux problèmes de l'égalité.

#### Rattachement

**Art. 5<sup>9)</sup>** <sup>1</sup> Le rattachement de la personne déléguée à l'égalité est réglé par le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup>3)</sup>.

<sup>2</sup> Une collaboration intercantonale est réservée.

### SECTION 2<sup>BIS</sup> : Quotas dans les commissions et groupes de travail<sup>9)</sup>

#### Principe

**Art. 5a<sup>9)</sup>** <sup>1</sup> Les membres des commissions et des groupes de travail de l'administration cantonale sont choisis de manière à ce que l'égalité entre les sexes soit respectée.

<sup>2</sup> La part de femmes et d'hommes dans chacun de ces organes doit, en principe, être de 40 % au moins et de 60 % au plus.



- Exceptions <sup>3</sup> Sont réservés les cas dans lesquels il n'est pas possible de respecter les quotas prévus par l'alinéa 2 pour l'une des raisons suivantes :
- a) une disposition légale ou l'arrêté instituant la commission ou le groupe de travail attribue la qualité de membre d'un de ces organes à une personne occupant une fonction déterminée au sein de l'administration cantonale, d'une commune, d'un groupement de communes ou d'une institution paraétatique;
  - b) la qualité de membre d'une commission ou d'un groupe de travail doit être attribuée à des personnes qui disposent de compétences techniques et/ou professionnelles spécifiques nécessaires à l'accomplissement du mandat de l'organe concerné.

Délais <sup>4</sup> La mise en œuvre des règles contenues dans le présent article ne doit pas empêcher ni retarder la nomination des commissions et des groupes de travail de l'administration cantonale.

Rapport **Art. 5b**<sup>9)</sup> Une fois par législature, le Gouvernement adresse un rapport au Parlement précisant pour chaque commission et groupe de travail la part de femmes et d'hommes ainsi que, le cas échéant, les raisons pour lesquelles les quotas prévus à l'article 5a, alinéa 2, n'ont pas pu être respectés.

### SECTION 3 : Commission de l'égalité entre femmes et hommes

Constitution, composition **Art. 6** <sup>1</sup> Il est constitué une commission permanente de l'égalité (dénommée ci-après : "commission").

<sup>2</sup> Elle compte douze membres au maximum.

<sup>3</sup> ...<sup>10)</sup>

<sup>4</sup> La présidence est assumée par la personne déléguée à l'égalité, qui en est membre d'office.<sup>8)</sup>

Nomination, durée du mandat **Art. 7** <sup>1</sup> Le Gouvernement nomme les membres de la commission.

<sup>2</sup> La durée du mandat correspond à la législature. Le mandat est renouvelable une fois.<sup>7)</sup>

Rôle **Art. 8** <sup>1</sup> La commission conseille et soutient la personne déléguée à l'égalité dans ses activités.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> Elle peut donner son avis sur la définition des objectifs à atteindre par la personne déléguée à l'égalité; elle participe à la réalisation des objectifs par le biais de groupes de travail qu'elle constitue en son sein.<sup>[8\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Elle préavise toutes les questions qui lui sont soumises et peut s'exprimer sur d'autres sujets concernant sa mission.

Règlement

**Art. 9** <sup>1</sup> Pour le surplus, l'organisation et le fonctionnement de la commission sont fixés par un règlement soumis à l'approbation du Gouvernement.

<sup>2</sup> Le règlement en précise notamment :

- a) la composition et la représentation;
- b) les tâches;
- c) l'organisation interne;
- d) les modalités de fonctionnement, y compris le secrétariat.

#### **SECTION 4 : Dispositions finales**

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 10** Le Code de procédure administrative<sup>[4\)](#)</sup> est modifié comme il suit :

Article 138, alinéas 2 et 3

...<sup>[5\)](#)</sup>

Article 153, alinéa 2

...<sup>[5\)](#)</sup>

Article 163, lettre c

...<sup>[5\)](#)</sup>

Référendum

**Art. 11** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 12** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>6)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 17 mai 2000

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) [RS 151.1](#)
- 2) [RSJU 101](#)
- 3) [RSJU 172.111](#)
- 4) [RSJU 175.1](#)
- 5) Texte inséré dans ledit Code
- 6) 1<sup>er</sup> septembre 2000
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. III de la loi du 17 décembre 2014 portant modification des actes législatifs liés à la création de postes de délégués dans l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 9) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 29 septembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022
- 10) Abrogé par le ch. I de la loi du 29 septembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022



## Ordonnance concernant le guichet virtuel sécurisé (OGV)<sup>6)</sup>

du 24 avril 2012

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 13, 16 et 24 de la loi du 26 octobre 2011 concernant le guichet virtuel sécurisé<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

But **Article premier** La présente ordonnance a pour but de mettre en œuvre le guichet virtuel sécurisé et d'en réglementer l'accès et l'utilisation.

Terminologie **Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### SECTION 2 : Accès au guichet virtuel sécurisé pour les personnes physiques

Moyen d'identification électronique **Art. 3<sup>7)</sup>** <sup>1</sup> La personne qui entend utiliser le guichet virtuel sécurisé doit au préalable se munir d'un moyen d'authentification reconnu par le guichet virtuel sécurisé, selon un standard validé par le département auquel est rattaché le Service de l'informatique.

<sup>2</sup> Les niveaux de confiance pour l'authentification sont basés sur le modèle de qualité pour l'authentification de la norme eCH-0170<sup>8)</sup>.

<sup>3</sup> L'authentification pour les transactions électroniques nécessitant une signature électronique qualifiée équivalant à une signature manuscrite selon la loi fédérale du 18 mars 2016 sur la signature électronique (SCSE)<sup>9)</sup> et l'article 14, alinéa 2bis, du Code des obligations<sup>2)</sup> (ci-après : "signature électronique qualifiée"), correspondant au niveau de confiance 3 selon la norme précitée, doit reposer sur un certificat qualifié selon l'article 8 de la loi fédérale sur la signature électronique<sup>9)</sup>.

<sup>4</sup> L'authentification pour toutes les autres transactions électroniques requiert le niveau de confiance 2 selon la norme précitée. Le département auquel est rattaché le Service de l'informatique peut, sur proposition des unités administratives concernées et pour des motifs suffisants, prévoir un niveau de confiance différent pour certaines transactions.

<sup>5</sup> L'authentification des employés communaux qui utilisent le guichet virtuel sécurisé requiert le niveau de confiance 3 selon la norme précitée.

Passation du  
contrat  
d'utilisation

**Art. 4<sup>7)</sup>** <sup>1</sup> Une fois munie d'un moyen de preuve d'identité électronique, la personne qui entend utiliser le guichet virtuel sécurisé atteste, lors de sa première connexion, qu'elle accepte les conditions d'utilisation du guichet virtuel sécurisé <sup>1)</sup>, dans la présente ordonnance, dans le contrat d'utilisation et dans les éventuelles conditions générales liées au contrat, dont elle a eu connaissance.

<sup>2</sup> L'horodatage de l'acceptation des conditions générales par l'utilisateur est enregistré dans le guichet virtuel sécurisé.

<sup>3</sup> L'intéressé renseigne ses nom, prénom, numéro AVS, adresse, commune de domicile, date de naissance, numéro de téléphone portable ainsi que son adresse de courrier électronique.

<sup>4</sup> Les personnes mineures sont autorisées à utiliser le guichet virtuel sécurisé. Certaines prestations peuvent être limitées aux personnes majeures.

<sup>5</sup> Les personnes sous le coup d'une mesure de protection de l'adulte ou de l'enfant peuvent, dans certains cas, être limitées dans l'utilisation du guichet virtuel sécurisé.

<sup>6</sup> Si les conditions mentionnées aux alinéas 1 à 4 sont remplies, l'accès au guichet virtuel sécurisé est autorisé. Le système informatique envoie à la personne concernée un message électronique lui confirmant la conclusion du contrat et l'accès au guichet virtuel sécurisé.

<sup>7</sup> Si les conditions ne sont pas remplies, la Chancellerie d'Etat refuse l'accès au guichet virtuel sécurisé. Elle le communique de manière électronique à l'intéressé avec de brefs motifs. Celui-ci peut lui demander une décision formelle au sens du Code de procédure administrative <sup>3)</sup>.

Conditions  
générales

**Art. 5** <sup>1</sup> La Chancellerie d'Etat peut édicter des conditions générales applicables au contrat d'utilisation, communiquées au moment de la passation initiale du contrat ou ultérieurement. Elle peut également les modifier.

<sup>2</sup> Elle notifie à l'utilisateur, par voie électronique, les conditions générales ou une modification de celles-ci, et invite l'utilisateur à les accepter lors de sa prochaine connexion au guichet virtuel sécurisé. Tant que l'utilisateur ne les a pas acceptées, la Chancellerie d'Etat peut restreindre, voire bloquer l'utilisation du guichet virtuel sécurisé.<sup>7)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>10)</sup>

Clauses  
particulières et  
avenants

**Art. 6** <sup>1</sup> La Chancellerie d'Etat peut, si des circonstances spéciales le justifient et si le bon fonctionnement du guichet virtuel sécurisé n'est pas compromis, prévoir dans le contrat initial des clauses particulières qui s'écartent du contrat-type et des conditions générales.

<sup>2</sup> Elle peut également passer des avenants au contrat avec l'utilisateur.

Obligations de  
l'utilisateur

**Art. 7** <sup>1</sup> L'utilisateur est tenu de prendre toutes les précautions nécessaires afin d'éviter qu'un tiers puisse utiliser son moyen de preuve d'identité électronique et sa signature électronique qualifiée.

<sup>2</sup> Lorsqu'il y a lieu de craindre qu'un tiers a pu les utiliser, l'utilisateur est tenu d'avertir immédiatement la Chancellerie d'Etat. Celle-ci fait alors bloquer le compte de l'utilisateur.

<sup>3</sup> L'utilisateur signale toute erreur relative aux coordonnées le concernant.<sup>7)</sup>

<sup>4</sup> Si l'utilisateur accède à des informations ou à des données pour lesquelles il n'est pas dûment autorisé, il s'engage à les traiter de manière confidentielle, à ne pas les utiliser à d'autres fins et, le cas échéant, à les détruire. Il en informe la Chancellerie d'Etat.

<sup>5</sup> Le traitement de données par l'utilisateur relève de sa propre responsabilité. L'Etat et les organes tiers (art. 2, al. 1, lettre c, de la loi concernant le guichet virtuel sécurisé<sup>1)</sup>) ne peuvent pas être tenus responsables d'erreurs ou d'inadvertances commises par l'utilisateur.

Registre des  
utilisateurs

**Art. 8** La Chancellerie d'Etat tient un registre des utilisateurs.

Représentation

**Art. 9** <sup>1</sup> L'utilisateur peut autoriser un tiers à le représenter et à effectuer des transactions en son nom et pour son propre compte par le biais du guichet virtuel sécurisé.

<sup>2</sup> A cet effet, il établit une procuration de manière électronique par le biais du guichet virtuel sécurisé. Le représentant doit être clairement identifiable et disposer de son propre moyen de preuve d'identité électronique.

<sup>3</sup> Le représenté définit clairement l'étendue des pouvoirs de représentation, et en particulier les prestations concernées. Il peut en tout temps les révoquer.

<sup>4</sup> et <sup>5</sup> ... [10\)](#)

<sup>6</sup> L'Etat et les organes tiers n'assument aucune responsabilité en cas d'utilisation abusive du guichet virtuel sécurisé par le représentant.

Suppression de  
compte [7\)](#)

**Art. 10** <sup>1</sup> L'utilisateur peut demander la suppression de son compte utilisateur sur le guichet virtuel sécurisé, sans indiquer de motifs. [7\)](#)

<sup>2</sup> Si l'utilisateur agit de manière contraire aux règles d'utilisation du guichet virtuel sécurisé ou utilise celui-ci de manière abusive, la Chancellerie d'Etat peut résilier le contrat d'utilisation. L'utilisateur peut lui demander une décision formelle au sens du Code de procédure administrative [3\)](#).

<sup>3</sup> En cas de nécessité, la Chancellerie d'Etat peut prendre des mesures provisionnelles, par exemple en bloquant l'accès d'un utilisateur au guichet virtuel sécurisé.

### **SECTION 3 : Accès au guichet virtuel sécurisé pour les personnes morales**

Passation du  
contrat  
d'utilisation

**Art. 11** <sup>1</sup> Le contrat d'utilisation du guichet virtuel sécurisé peut être passé au nom d'une personne morale par la ou les personnes qui peuvent la représenter selon le registre du commerce.

<sup>2</sup> La Chancellerie d'Etat vérifie l'existence des pouvoirs de représentation.



## Représentation

**Art. 12** <sup>1</sup> La ou les personnes qui peuvent représenter la personne morale selon le registre du commerce peuvent autoriser des employés ou des tiers à agir au nom et pour le compte de la personne morale, en définissant pour chacun les prestations pour lesquelles ils peuvent effectuer des transactions par le biais du guichet virtuel sécurisé.

<sup>2</sup> La ou les personnes qui peuvent représenter la personne morale selon le registre du commerce peuvent également définir, dans le contrat d'utilisation, la personne qui est habilitée à désigner des représentants.

<sup>3</sup> L'article 9 est applicable pour le surplus.

## Modalités

**Art. 13** <sup>1</sup> Lorsqu'une personne morale est représentée de manière collective, le contrat d'utilisation est en principe passé dans la forme écrite ordinaire.

<sup>2</sup> Dans les autres cas, la Chancellerie d'Etat peut accepter que le contrat d'utilisation soit passé de manière électronique. Il en va de même pour les modalités relatives à la représentation.

<sup>3</sup> Pour le surplus, les règles concernant les personnes physiques s'appliquent par analogie.

## SECTION 4 : Utilisation du guichet virtuel sécurisé

## Accès à une prestation

**Art. 14** <sup>1</sup> Dès que l'utilisateur peut utiliser le guichet virtuel sécurisé, il bénéficie des prestations librement accessibles.

<sup>2</sup> Pour certaines prestations, il doit au préalable déposer une demande d'accès à celles-ci. L'unité administrative concernée lui donne suite s'il n'y a pas de motif s'y opposant.

<sup>3</sup> L'unité administrative peut révoquer l'accès de l'utilisateur à une prestation particulière si celui-ci a agi de manière abusive ou contraire aux règles applicables au guichet virtuel sécurisé.

<sup>4</sup> En cas de litige, l'utilisateur peut demander à l'unité administrative de rendre une décision formelle au sens du Code de procédure administrative<sup>3)</sup>.

Validité des  
transactions

**Art. 15** <sup>1</sup> Les transactions validées au moyen de la signature électronique qualifiée ont la même valeur et engagent de la même manière que si elles avaient été signées de manière manuscrite.

<sup>2</sup> L'unité administrative concernée est autorisée à refuser certaines transactions passées par l'utilisateur, notamment s'il manque des informations importantes ou s'il existe un doute sur la qualité et la véracité de celles-ci.

## SECTION 5 : Notification de décisions<sup>7)</sup>

Modalités de la  
notification

**Art. 16**<sup>7)</sup> <sup>1</sup> L'utilisateur a la possibilité d'autoriser des unités administratives à lui notifier, dans des domaines clairement définis, des décisions formelles par voie électronique.

<sup>2</sup> A cet effet, l'utilisateur fournit une adresse de messagerie enregistrée sur une plateforme de messagerie sécurisée reconnue pour la notification électronique des messages par le Département fédéral de justice et police conformément à l'ordonnance fédérale du 18 juin 2010 sur la communication électronique dans le cadre de procédures civiles et pénales et de procédures en matière de poursuite pour dettes et de faillite<sup>11)</sup> ou de l'ordonnance fédérale du 18 juin 2010 sur la communication électronique dans le cadre de procédures administratives<sup>12)</sup>.

<sup>3</sup> Dans ce cas, l'unité administrative peut notifier sa décision sous format papier ou par voie électronique.

<sup>4</sup> En cas de notification par voie électronique, l'utilisateur est également informé par l'envoi d'un courrier électronique ou tout autre moyen technique en fonction des préférences configurées dans son profil.

<sup>5</sup> Les décisions sont munies d'une signature électronique qualifiée (art. 2, lettre e, SCSE<sup>9)</sup>).

<sup>6</sup> Peuvent être munies d'un cachet électronique réglementé (art. 2, lettre d, SCSE<sup>9)</sup>) :

- a) les copies électroniques de décisions;
- b) les décisions notifiées selon une procédure automatisée, qui, en raison de leur grand nombre, ne peuvent pas être signées individuellement par un représentant de l'autorité (décisions notifiées en masse);
- c) les factures électroniques à caractère de décision; le cachet peut être apposé par les prestataires habituels pour l'échange électronique de factures, sur mandat de l'autorité compétente.

<sup>7</sup> Pour le surplus, les dispositions du Code de procédure administrative<sup>3)</sup> et du Code de procédure civile<sup>13)</sup> relatives à la notification s'appliquent par analogie.

Utilisation des  
voies de droit

**Art. 17** Lorsqu'une décision est notifiée par le biais du guichet virtuel sécurisé, l'utilisateur ne peut en aucun cas former opposition, réclamation ou recours par le même biais. Il doit utiliser les formes ordinaires prévues par le Code de procédure administrative<sup>3)</sup>.

## SECTION 6 : Historique

Historique du  
guichet virtuel  
sécurisé

**Art. 18** <sup>1</sup> Sont conservés dans l'historique du guichet virtuel sécurisé :

- a) <sup>2)</sup> pendant la durée du contrat d'utilisation et durant une année à compter de la fin de celui-ci : les moyens de preuve relatifs à l'acceptation du contrat, des avenants à celui-ci, des conditions générales et des modifications de celles-ci;
- b) pendant deux années et, le cas échéant, tant qu'une procédure contentieuse est en cours : les informations relatives à la notification d'une décision;
- c) pendant dix-huit mois : les informations relatives aux autres transactions.

<sup>2</sup> Au terme de la durée de conservation susmentionnée, les informations concernées sont détruites.

<sup>3</sup> Les comptes inutilisés sont supprimés du guichet virtuel sécurisé après dix-huit mois sans connexion de l'utilisateur. L'utilisateur reçoit deux avertissements par courrier électronique qui lui laissent trente jours pour se reconnecter et ainsi conserver son compte. <sup>14)</sup>

Données  
utilisées par  
l'unité  
administrative

**Art. 19** <sup>1</sup> L'unité administrative concernée peut conserver, dans le système d'information qui lui est dévolu, les informations échangées par le biais du guichet virtuel sécurisé tant que celles-ci lui sont nécessaires.

<sup>2</sup> La loi sur l'archivage<sup>4)</sup> est réservée pour le surplus.

Stockage  
transitoire des  
données

**Art. 19a** <sup>14)</sup> Les données envoyées par l'utilisateur sur le guichet virtuel sécurisé sont susceptibles d'être stockées dans les systèmes informatiques de l'administration cantonale jurassienne et mises à disposition des unités administratives qui en sont les destinataires.

## SECTION 7 : Dispositions diverses et finales

Incitation à  
l'usage du  
guichet virtuel  
sécurisé

**Art. 20** Afin de promouvoir l'utilisation du guichet virtuel sécurisé, le Gouvernement ou, dans le cadre de ses compétences financières, le département auquel est rattaché le Service de l'informatique, peut offrir gratuitement ou à des conditions préférentielles la fourniture de signatures électroniques qualifiées.

Obligation  
d'utiliser le  
guichet virtuel  
sécurisé

**Art. 21** Ont l'obligation d'utiliser le guichet virtuel sécurisé :

- a) les communes, pour les tâches qui impliquent une collaboration entre celles-ci et l'Etat, sur décision du Gouvernement;
- b) les écoles, pour la commande de matériel;
- c) <sup>14)</sup> le personnel de l'administration cantonale, les enseignants, les magistrats, les apprentis et stagiaires ainsi que le personnel d'autres institutions bénéficiant de prestations du Service des ressources humaines de l'Etat, pour diverses transactions et échanges d'informations avec celui-ci;
- d) <sup>14)</sup> les personnes souhaitant bénéficier de subsides de formation, pour les demandes relatives à ces derniers;
- e) <sup>14)</sup> les personnes désirant participer à des cours et des activités sportives organisées par l'Office des sports, pour les demandes d'inscription relatives aux cours "Midi actif" et aux camps de sport;
- f) <sup>14)</sup> les personnes souhaitant obtenir un permis de construire, pour les demandes relatives à ce dernier;
- g) <sup>14)</sup> les moniteurs de conduite, pour l'inscription aux examens pratiques;
- h) <sup>14)</sup> les détenteurs de plaques professionnelles, pour la prise de rendez-vous d'expertise.

Compétence du  
chef de  
département

**Art. 22** Le chef du département auquel est rattaché le Service de l'informatique peut régler, par voie de directive, les questions d'utilisation et de fonctionnement du guichet virtuel sécurisé, dans la mesure où celles-ci ne font pas l'objet d'une réglementation dans la loi, la présente ordonnance, les dispositions contractuelles et les conditions générales.

**Art. 23** <sup>10)</sup>

Entrée en  
vigueur

**Art. 24** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2012.

Delémont, le 24 avril 2012

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) [RSJU 170.42](#)

2) [RS 220](#)

3) [RSJU 175.1](#)

4) [RSJU 441.21](#)

5) Nouvelle teneur selon l'article 23 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ([RSJU 213.11](#))

6) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 29 juin 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2021

7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 29 juin 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2021

8) Norme [eCH-0170 Modèle de qualité pour l'authentification des sujets](#)

9) RS 943.03

10) Abrogé(s) par le ch. I de l'ordonnance du 29 juin 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2021

11) RS 272.1

12) RS 172.021.2

13) RS 272

14) Introduit(e) par le ch. I de l'ordonnance du 29 juin 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2021



**Arrêté**  
**déterminant les départements et l'attribution des unités**  
**administratives pour la législature 2021-2025**

du 16 mars 2021

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 29 et 30 de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978<sup>[1](#)</sup>,

vu le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 27 avril 2016<sup>[2](#)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Les cinq départements et les unités administratives qui leur sont attribuées sont les suivants :

**1. Département de l'économie et de la santé**

Titulaire : M. Jacques Gerber;

Suppléante : Mme Nathalie Barthoulot.

Abréviation : DES

Unités administratives relevant du département :

- a) Service de l'économie et de l'emploi;
- b) Service de la santé publique;
- c) Service de l'économie rurale;
- d) Service de la consommation et des affaires vétérinaires.

**2. Département de l'environnement**

Titulaire : M. David Eray;

Suppléant : M. Jacques Gerber.

Abréviation : DEN

Unités administratives relevant du département :

- a) Service du développement territorial;
- b) Service des infrastructures;
- c) Office de l'environnement;
- d) Service de l'informatique.

### **3. Département des finances**

Titulaire : Mme Rosalie Beuret Siess;

Suppléant : M. Martial Courtet.

Abréviation : DFI

Unités administratives relevant du département :

- a) Trésorerie générale;
- b) Service des contributions;
- c) Service des ressources humaines;
- d) Offices des poursuites et faillites;
- e) Office des véhicules;
- f) Service du registre foncier et du registre du commerce;
- g) Délégué aux affaires communales.

Le Département des finances est également chargé des relations avec le Contrôle des finances.

### **4. Département de la formation, de la culture et des sports**

Titulaire : M. Martial Courtet;

Suppléante : Mme Rosalie Beuret Siess.

Abréviation : DFCS

Unités administratives relevant du département :

- a) Service de l'enseignement;
- b) Service de la formation postobligatoire;
- c) Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire;
- d) Déléguée à l'égalité entre femmes et hommes;
- e) Office de la culture;
- f) Office des sports.

### **5. Département de l'intérieur**

Titulaire : Mme Nathalie Barthoulot;

Suppléant : M. David Eray.

Abréviation : DIN

Unités administratives relevant du département :

- a) Service de l'action sociale;
- b) Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte;
- c) Office des assurances sociales;
- d) Service de la population;



- e) Service juridique;
- f) Police cantonale.

Le Département de l'intérieur est également chargé des relations avec les autorités judiciaires.

**Art. 2** <sup>1</sup> La Chancellerie d'Etat comprend les unités administratives suivantes :

- a) Secrétariat de la Chancellerie d'Etat;
- b) Secrétariat du Parlement;
- c) Economat cantonal;
- d) Service de l'information et de la communication;
- e) Délégué à la coopération.

<sup>2</sup> Elle est également chargée des relations avec le préposé et la commission à la protection des données et à la transparence qui exercent leur fonction en toute indépendance.

**Art. 3** L'arrêté du 18 décembre 2020 déterminant les départements et l'attribution des unités administratives pour la législature 2021-2025 est abrogé.

**Art. 4** Le présent arrêté entre en vigueur le 12 avril 2021.

Delémont, 16 mars 2021

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

1) [RSJU 172.11](#)  
2) [RSJU 172.111](#)



## Loi sur le personnel de l'Etat (LPer)<sup>[14\)](#)</sup>

du 22 septembre 2010

*Le Parlement de la République et Canton du Jura*

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Mission

**Article premier** La fonction publique a pour mission de fournir au public les services de qualité auxquels il a droit, de mettre en œuvre les politiques établies par les autorités et d'assurer la réalisation des autres objectifs de l'Etat.

Objet de la loi  
et champ  
d'application

**Art. 2** <sup>1</sup> La présente loi a pour objet de fixer les principes de la politique et de la gestion du personnel de l'Etat ainsi que les droits et les devoirs des employés qui exercent leur activité dans le cadre particulier du service public.

<sup>2</sup> La présente loi s'applique aux employés de l'Etat comprenant le personnel de l'administration cantonale et les enseignants, ainsi qu'aux magistrats.

<sup>3</sup> Elle ne s'applique pas au personnel des établissements de droit public.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Elle ne s'applique pas aux apprentis, ni aux stagiaires. Le Gouvernement règle, en tant que besoin, leur statut par voie d'ordonnance.<sup>[16\)](#)</sup>

<sup>5</sup> La conclusion de contrats de mandat est réservée.<sup>[16\)](#)</sup>

Employés et  
supérieurs  
hiérarchiques

**Art. 3** <sup>1</sup> Les employés qui accomplissent une activité durable sont engagés pour une durée indéterminée.

<sup>2</sup> Les employés qui accomplissent une activité temporaire, consistant notamment à effectuer des remplacements ou des tâches spéciales, sont engagés pour une durée déterminée.

<sup>3</sup> Sous réserve de la législation spéciale, sont supérieurs hiérarchiques les agents publics auxquels sont subordonnés un ou plusieurs employés, notamment les chefs de service ou d'office, les chefs de section, les directeurs d'écoles publiques et ceux dont le cahier des charges le prévoit.<sup>15)</sup>

#### Magistrats

**Art. 4** <sup>1</sup> Sont magistrats au sens de la présente loi :

- a) les membres du Gouvernement;
- b) les juges et procureurs au sens de la loi d'organisation judiciaire<sup>3)</sup>;
- c) le président de la Commission cantonale des recours en matière d'impôts;
- d) ...<sup>13)</sup>;
- e) le chef du Contrôle des finances;
- f) le secrétaire du Parlement.

<sup>2</sup> Seuls les articles 21, 23, 25, 26, 27, 31, alinéa 1, 44 et 63 à 66i sont applicables aux membres du Gouvernement.<sup>12)15)</sup>

<sup>3</sup> Ne sont pas applicables aux autres magistrats les dispositions relatives à la création et à la fin des rapports de service pour cause de licenciement, de même que les articles 22, alinéa 4, 28, alinéa 3, 32, 46, alinéas 1 et 2, 48, 49 et 67 à 70.<sup>15)</sup>

<sup>4</sup> Les juges et procureurs sont soumis aux articles 65 et suivants de la loi d'organisation judiciaire<sup>3)</sup>.

<sup>5</sup> Les dispositions légales spéciales sont réservées.

#### Terminologie

**Art. 5** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## SECTION 2 : Politique du personnel

#### Politique du personnel

**Art. 6** <sup>1</sup> Le Gouvernement définit la politique du personnel, notamment en matière de conditions d'emploi, de développement, de formation et d'information.

<sup>2</sup> Il consulte les partenaires sociaux.

Egalité entre  
femmes et  
hommes

**Art. 7<sup>15)</sup>** Le Gouvernement applique l'égalité entre femmes et hommes dans tous les domaines de la gestion du personnel. Il veille à permettre aux collaborateurs de concilier vie professionnelle et familiale, notamment en favorisant les différentes formes d'aménagement du temps de travail.

Intégration des  
personnes  
handicapées

**Art. 8** Le Gouvernement prend les mesures destinées à favoriser l'intégration des personnes en situation de handicap.

Formation  
continue

**Art. 9** <sup>1</sup> Le Gouvernement encourage la formation des employés.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines propose annuellement un programme de formation.

Mobilité

**Art. 10** Le Gouvernement encourage la mobilité interne.

Information

**Art. 11** Le Gouvernement informe régulièrement le personnel des décisions importantes qu'il prend.

Application de  
la politique du  
personnel

**Art. 12** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines coordonne la mise en œuvre de la politique du personnel.

<sup>2</sup> Il édicte les directives d'application nécessaires.

<sup>3</sup> Il apporte soutien et conseils aux responsables hiérarchiques ainsi qu'aux employés.

### **SECTION 3 : Création des rapports de service**

Processus de  
recrutement

**Art. 13** <sup>1</sup> Les postes à pourvoir font en principe l'objet d'une mise au concours publique.

<sup>2</sup> Il peut être renoncé à une mise au concours publique notamment dans les cas suivants :

- a) pour des postes temporaires d'une durée prévisible d'une année au maximum;
- b) pour des postes à temps partiel, dont le taux d'occupation est inférieur ou égal à 50 %;

- c) pour la redistribution entre plusieurs personnes de l'unité administrative d'un pourcentage disponible résultant d'une réduction inférieure ou égale à 50 % de taux d'occupation;
- d) pour des postes partagés d'enseignants, dans la mesure où le poste libéré est proposé au second titulaire, et pour autant que son taux d'occupation soit inférieur ou égal à 50 %;
- e) pour des postes pourvus par mutation interne, pour autant que cela ne débouche pas sur une augmentation de traitement, sauf au sein d'une même unité administrative pour la réattribution d'un taux ne dépassant pas une redistribution d'au maximum 20 %.<sup>15)</sup>

<sup>3</sup> Dans les hypothèses citées à l'alinéa 2, lettres a et b, il peut être procédé à une mise au concours interne.

<sup>4</sup> En cas de mise au concours publique infructueuse, il peut être procédé à un engagement par voie d'appel.

<sup>5</sup> Le Gouvernement détermine, par voie d'ordonnance, la procédure de mise au concours et de recrutement.

Eligibilité et  
conditions  
d'engagement

**Art. 14** <sup>1</sup> La Constitution et la loi déterminent les conditions d'éligibilité et le mode d'élection des magistrats.

<sup>2</sup> Peut être engagée comme employé toute personne :

- a) de nationalité suisse;
- b) étrangère ayant l'exercice des droits politiques; ou
- c) ressortissante d'un pays de l'Union européenne (UE) ou de l'Association européenne de libre-échange (AELE).

<sup>3</sup> Pour les étrangers non ressortissants d'un pays de l'UE ou de l'AELE qui ne sont pas au bénéfice de l'exercice des droits politiques, le Gouvernement peut autoriser des exceptions.

<sup>4</sup> L'autorité d'engagement peut requérir d'un candidat qu'il justifie de son honorabilité, notamment en fournissant un extrait de casier judiciaire ou tout autre document utile.

<sup>5</sup> Demeurent réservées les exigences posées par la législation spéciale.<sup>16)</sup>

Conditions  
d'engagement

**Art. 15** <sup>1</sup> L'autorité d'engagement détermine le profil requis pour occuper un poste.

<sup>2</sup> En cas d'engagement à un poste exigeant une formation en emploi, l'engagement définitif est subordonné à l'acquisition de celle-ci dans une période convenue à l'engagement. A défaut d'obtention du titre, les rapports de travail cessent automatiquement à l'issue de la période convenue, sous réserve de la prolongation de celle-ci par l'autorité d'engagement. Le cas échéant, la prolongation demeure subordonnée à la condition de l'acquisition de la formation initialement prévue.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>3</sup> S'agissant des enseignants, seules peuvent être engagées les personnes qui ne sont pas sous le coup d'un retrait de l'autorisation d'enseigner ou d'une mesure équivalente prononcée à l'extérieur du Canton.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>4</sup> En outre, sous réserve de l'engagement d'enseignants à titre temporaire, seules peuvent être engagées pour une durée indéterminée les personnes en possession de titres reconnus; l'alinéa 2 est réservé. Les conditions sont précisées, en tant que besoin, par voie d'ordonnance.<sup>[16\)](#)</sup>

Autorité  
d'engagement

**Art. 16** <sup>1</sup> Sous réserve de la législation spéciale et des dispositions qui suivent, les employés de l'Etat sont engagés par le Gouvernement.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut déléguer, par voie d'ordonnance, cette compétence d'engagement aux chefs de département.

<sup>3</sup> L'engagement des employés temporaires est réglé par voie d'ordonnance.

Mode  
d'engagement

**Art. 17** <sup>1</sup> Les employés de l'Etat sont engagés par contrat de droit administratif.

<sup>2</sup> Le contrat précise notamment :

- a) la désignation de l'emploi;
- b) le taux d'occupation si l'emploi est à temps partiel;
- c) les conditions de rémunération;
- d) la date de l'entrée en fonction;
- e) le cas échéant, les obligations particulières.

Attributions

**Art. 18** Les attributions de l'employé résultent de la législation. Elles sont précisées dans une description de poste, établie par le supérieur hiérarchique et revue régulièrement.

Engagement  
de durée  
déterminée

**Art. 19<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> L'employé peut être engagé pour une période déterminée.

<sup>2</sup> Une période probatoire de trois mois au maximum peut être prévue. Si, à la suite d'une évaluation des prestations, il existe un doute sur la capacité de l'employé à assumer sa fonction, la période probatoire peut être prolongée de trois mois au maximum. Durant la période probatoire, les rapports de service peuvent être résiliés librement de part et d'autre, par écrit, moyennant le respect d'un délai de 14 jours pour la fin d'un mois.

<sup>3</sup> Pour certaines catégories d'employés, notamment ceux qui débudent leur engagement par une formation, le Gouvernement peut prévoir, par voie d'ordonnance, une période probatoire de six mois. Au surplus, l'alinéa 2 est applicable.

<sup>4</sup> Un contrat de durée déterminée peut être renouvelé. Il ne peut être renouvelé plus de deux fois que s'il existe un motif objectif lié au poste s'opposant à la conclusion d'un contrat de durée indéterminée, faute de quoi il doit être converti en un contrat de durée indéterminée.

Période  
probatoire en cas  
d'engagement  
de durée  
indéterminée<sup>15)</sup>

**Art. 20** <sup>1</sup> L'engagement définitif à un nouveau poste est précédé d'une période probatoire de six mois. Si, à la suite d'une évaluation des prestations, il existe un doute sur la capacité de l'employé à assumer sa fonction, la période probatoire peut être prolongée de six mois au maximum. Durant la période probatoire, la résiliation des rapports de service peut être donnée moyennant un préavis d'un mois pour la fin d'un mois.<sup>15)</sup>

<sup>2</sup> La période probatoire peut être abrégée ou supprimée lorsque l'autorité d'engagement estime qu'elle ne se justifie pas.<sup>15)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque l'employé n'a pas été informé de la fin des rapports de service ou de la prolongation de la période probatoire, par écrit, au moins un mois avant l'écoulement de celle-ci, l'engagement est réputé définitif.

#### **SECTION 4 : Organisation du travail et obligations des employés**

Intérêt général

**Art. 21** <sup>1</sup> L'employé est au service du peuple.

<sup>2</sup> Il agit conformément à la loi et aux intérêts de l'Etat.

Devoirs  
généraux

**Art. 22** <sup>1</sup> L'employé est tenu de remplir ses obligations avec diligence, compétence et efficacité, selon les règles de la bonne foi.



<sup>2</sup> La liberté d'opinion est garantie à l'employé. Il doit toutefois faire preuve de la réserve que lui impose sa fonction.

<sup>2bis</sup> Toute forme de propagande est proscrite dans le cadre de l'activité professionnelle.<sup>[16\)](#)</sup>

<sup>3</sup> L'employé ne peut avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et les devoirs de sa fonction.

<sup>4</sup> Il se conforme aux instructions de ses responsables.

<sup>5</sup> Il assume personnellement son service.

<sup>6</sup> Il aide ses collègues et coopère avec eux. Il les remplace en cas de nécessité.

<sup>7</sup> L'enseignant dispense son enseignement conformément aux plans d'études, aux programmes d'enseignement et aux instructions des autorités scolaires. Il collabore avec les parents et les institutions spécialisées, compte tenu de leur rôle respectif. Il adapte son enseignement à l'évolution des connaissances et des méthodes.

<sup>8</sup> L'enseignant respecte l'opinion de ses élèves et s'abstient à leur égard de toute propagande et de tout acte discriminatoire.

Interdiction  
d'accepter  
des dons

**Art. 23** Il est interdit à l'employé de solliciter, de se faire promettre ou d'accepter, pour lui ou pour autrui, des dons et des avantages en rapport avec l'exécution de son travail.

Sauvegarde des  
intérêts de l'Etat  
et devoir de  
signaler

**Art. 24** <sup>1</sup> Les supérieurs hiérarchiques sont tenus de signaler à l'autorité d'engagement dont relèvent leurs subordonnés les faits punissables ou préjudiciables aux intérêts de l'Etat commis par ceux-ci dans l'accomplissement de leurs fonctions.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'employé qui acquiert dans l'exercice de son activité la connaissance d'une infraction en informe sa hiérarchie qui décide de la suite à donner.

<sup>3</sup> Les dispositions du Code de procédure pénale<sup>[1\)](#)</sup> demeurent réservées.

<sup>4</sup> L'employé qui fait l'objet d'une poursuite pénale pour un crime ou un délit susceptible de porter préjudice à l'activité ou à l'image de l'Etat en informe sa hiérarchie.<sup>[15\)](#)</sup>

Secret de  
fonction

**Art. 25** <sup>1</sup> Il est interdit à l'employé de divulguer des faits dont il a eu connaissance dans l'accomplissement de son travail et qui doivent rester secrets en raison de leur nature, des circonstances ou d'instructions spéciales.

<sup>2</sup> Dans les mêmes limites, il lui est interdit de communiquer à des tiers ou de conserver par-devers lui, au-delà des besoins du service, des documents professionnels en original ou en copie.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Ces obligations subsistent après la fin des rapports de service.

Levée du secret  
de fonction et  
déposition en  
justice<sup>[15\)](#)</sup>

**Art. 26** <sup>1</sup> L'employé ne peut déposer en justice comme partie, témoin ou expert sur des faits dont il a eu connaissance dans l'accomplissement de son travail et qui doivent rester secrets en raison de leur nature, des circonstances ou d'instructions spéciales que moyennant autorisation écrite. Cette autorisation demeure nécessaire après la cessation des rapports de travail.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'autorité compétente pour octroyer cette autorisation et, plus généralement, pour lever le secret de fonction est :

- a) le Gouvernement pour les membres du Gouvernement et le chancelier;
- b) le Conseil de surveillance de la magistrature pour les magistrats au sens de la loi d'organisation judiciaire<sup>[3\)](#)</sup>;
- c) le Bureau du Parlement pour les autres magistrats;
- d) le chef de département pour les employés.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>3</sup> L'autorisation ne peut être refusée que si un intérêt public prépondérant l'exige. Au besoin, l'autorité peut faire préciser les points sur lesquels doit porter la déposition de l'employé.

<sup>4</sup> Les mêmes règles s'appliquent à la production en justice de pièces officielles et à la remise d'attestations.

<sup>5</sup> Demeurent réservées les dispositions de la législation spéciale.<sup>[16\)](#)</sup>

Désistement

**Art. 27** L'employé doit s'abstenir de tout acte dans les cas de récusation prévus par le Code de procédure administrative<sup>[2\)](#)</sup>.

Instruments de travail

**Art. 28** <sup>1</sup> L'employé utilise avec soin le matériel et les instruments de travail mis à disposition par l'employeur pour exercer son travail.

<sup>2</sup> Le Gouvernement détermine les limites dans lesquelles ces instruments peuvent être utilisés à des fins personnelles.

<sup>3</sup> L'employé doit permettre à son responsable hiérarchique d'accéder aux documents professionnels, notamment informatiques.

<sup>4</sup> ...[17\)](#)

Organisation du travail et tâches spécifiques du responsable

**Art. 29** <sup>1</sup> Le supérieur hiérarchique détermine l'organisation du travail en définissant ses attentes en termes de missions, de tâches et d'objectifs et en donnant à ses subordonnés les instructions nécessaires pour que ceux-ci puissent planifier et organiser leur activité.

<sup>2</sup> Le supérieur hiérarchique assure un suivi régulier du personnel qui lui est subordonné et contrôle la bonne exécution du travail.

<sup>3</sup> Il est responsable des actes accomplis conformément aux instructions qu'il a données.

<sup>4</sup> Il informe régulièrement le personnel des décisions importantes en lien avec les activités du service, notamment en le réunissant.[16\)](#)

Absences et examen auprès du médecin conseil

**Art. 30** <sup>1</sup> L'employé informe immédiatement son supérieur hiérarchique de ses absences. Il est tenu de les justifier.

<sup>2</sup> L'employé qui se trouve en incapacité de travail pour une cause inhérente à sa santé doit produire un certificat médical dès le quatrième jour d'absence. En cas d'absence répétée ou de suspicion d'abus, le Service des ressources humaines peut exiger un certificat médical dès le premier jour d'absence. Il peut ordonner l'examen de l'employé par un médecin conseil désigné par lui.

Occupation accessoire

**Art. 31** <sup>1</sup> L'employé ne peut se livrer à une occupation accessoire incompatible avec l'exercice de sa fonction ou qui porte préjudice à l'image de l'Etat.[15\)](#)

<sup>2</sup> Toute activité accessoire rétribuée est soumise à autorisation.

<sup>3</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les conditions de l'exercice d'une occupation accessoire. Il peut déléguer la compétence d'octroyer l'autorisation au Service des ressources humaines.

<sup>4</sup> Les articles 12 et 49 de la loi d'organisation judiciaire<sup>3)</sup> sont réservés.

Entretien de  
développement  
et d'évaluation

**Art. 32** <sup>1</sup> L'employé a régulièrement un entretien de développement et d'évaluation avec son chef de service ou le responsable hiérarchique désigné par ce dernier.<sup>15)</sup>

<sup>2</sup> L'entretien de développement et d'évaluation porte sur le bilan de la période écoulée sur le plan des connaissances, des compétences, de l'efficacité professionnelle, ainsi que du comportement au travail.<sup>15)</sup>

<sup>3</sup> Cet entretien sert également à déterminer les objectifs pour la période à venir, ainsi que les mesures d'accompagnement nécessaires, notamment la formation.

<sup>4</sup> L'employé a accès à son dossier individuel.

<sup>5</sup> Dans l'enseignement, les responsables hiérarchiques chargés de mener cet entretien sont désignés par le Département de la formation, de la culture et des sports.

Résidence,  
logement et  
uniforme

**Art. 33** <sup>1</sup> Lorsque les besoins du service l'exigent, l'employé peut être tenu de résider dans une localité proche du lieu de travail.

<sup>2</sup> Il peut être tenu d'occuper le logement que lui assigne l'autorité d'engagement.

<sup>3</sup> Il peut être tenu de porter un uniforme.

<sup>4</sup> Le Gouvernement fixe les catégories d'employés astreints à de telles obligations.

Charte de la  
fonction publique

**Art. 34** <sup>1</sup> En collaboration avec les partenaires sociaux, le Gouvernement élabore une charte de la fonction publique qui oblige l'Etat et ses employés.

<sup>2</sup> La charte a pour objectif de préciser les droits et devoirs des employés de l'Etat prévus dans la présente loi.

Promesse  
solennelle

**Art. 35<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> Les magistrats font la promesse solennelle devant le Parlement.

<sup>2</sup> Sous réserve de la législation spéciale, le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, les fonctions pour lesquelles les titulaires doivent faire la promesse solennelle, ainsi que le texte de celle-ci et l'autorité devant laquelle elle est prononcée.

## SECTION 5 : Droits des employés

Naissance et  
extinction du  
droit au  
traitement

**Art. 36** <sup>1</sup> Le Parlement fixe les conditions dans lesquelles naît et s'éteint le droit au traitement et aux allocations.

<sup>2</sup> Il détermine de même les modalités de ce droit en cas de maladie, de grossesse, d'accident, d'invalidité, de congé, de service militaire ou lors de toute autre circonstance entraînant une incapacité temporaire de l'employé à assumer sa tâche.

Compensation

**Art. 37** Le traitement ne peut être compensé avec une somme due à l'Etat en raison des rapports de service que dans la mesure où le salaire est saisissable; les créances dérivant d'un dommage causé intentionnellement peuvent être compensées sans restriction.

Retenues

**Art. 38** Les contributions légales aux assurances sociales sont prélevées d'office.

Droit au  
traitement en  
cas de maladie  
ou d'accident  
a) Empêchement  
non fautif

**Art. 39** <sup>1</sup> En cas d'empêchement non fautif de travailler résultant d'une maladie ou d'un accident, le traitement des employés est versé de la façon suivante, pour le degré de l'incapacité subie :

- a) à 100 %, du 1<sup>er</sup> au 30<sup>e</sup> jour d'incapacité;
- b) à 90 % du 31<sup>e</sup> jour au 730<sup>e</sup> jour d'incapacité.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut conclure une assurance perte de gains pour les employés. En cas de conclusion d'une assurance perte de gains, les indemnités journalières sont acquises à l'employeur, sous réserve de cessation des rapports de service. En cas de cessation des rapports de service, les indemnités journalières sont directement versées à l'assuré par l'assurance perte de gains.<sup>15)</sup>

<sup>3</sup> En cas d'auto-assurance, l'Etat continue à verser directement les prestations jusqu'au 730<sup>e</sup> jour d'incapacité, indépendamment de la cessation éventuelle des rapports de service et sous réserve des prestations allouées par les assurances sociales.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Le Gouvernement fixe la participation des employés au financement des prestations prévues au présent article.<sup>[16\)](#)</sup>

<sup>5</sup> Il règle, par voie d'ordonnance, les modalités d'application du présent article.<sup>[16\)](#)</sup>

#### **Art. 40**<sup>[17\)](#)</sup>

Mise à l'invalidité  
et annonce au  
service de  
détection  
précoce

**Art. 41** <sup>1</sup> Tout employé incapable de travailler doit déposer valablement une demande de prestations à l'Office de l'assurance invalidité et à la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura, au plus tard six mois après le début de son incapacité de travail.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines communique, en tout temps, les situations d'employés en incapacité de travail au service de détection précoce de l'assurance invalidité.

b) Empêchement  
imputable à une  
faute

**Art. 42** Lorsque l'empêchement de travailler résulte d'une faute intentionnelle ou d'une négligence grave de l'employé, les prestations énoncées à l'article 39 sont réduites ou supprimées dans la même proportion que celle appliquée par l'éventuelle assurance.

c) Empêchement  
imputable à un  
tiers

**Art. 43** Lorsque l'empêchement de travailler résulte de la faute intentionnelle ou de la négligence d'un tiers, l'employeur est subrogé aux droits de l'employé jusqu'à concurrence des prestations fournies.

Traitement et  
classification :  
renvoi

**Art. 44** Le mode de rémunération ainsi que la classification sont réglés par voie de décret.

Assurances et  
institutions de  
prévoyance

**Art. 45** Le Parlement règle l'assurance contre les conséquences économiques du décès, de l'âge et de l'invalidité, en coordination avec les autres institutions de prévoyance en faveur du personnel.

Aménagement  
du temps de  
travail  
a) en général

**Art. 46** <sup>1</sup> Le Gouvernement règle l'aménagement du temps de travail.

<sup>2</sup> Il peut décider d'annualiser certains horaires.

<sup>3</sup> Il met sur pied des formes d'aménagement du temps de travail permettant de concilier les impératifs de service et les besoins de l'employé, telles que le travail à temps partiel, le travail à distance, la flexibilisation de l'horaire ou les congés supplémentaires non payés.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Les modalités d'exécution sont réglées par voie d'ordonnance.<sup>[16\)](#)</sup>

<sup>5</sup> Par décision, le Gouvernement peut déroger à certaines dispositions de la présente loi pour autoriser des projets pilotes en matière d'aménagement du temps de travail, aux conditions cumulatives suivantes :

- a) la durée du projet pilote ne peut dépasser deux ans;
- b) il est limité à certaines unités administratives ou à certains employés de celles-ci;
- c) il est mis sur pied d'entente avec les partenaires sociaux;
- d) les employés concernés y consentent;
- e) une convention écrite formalise les modalités applicables.<sup>[16\)](#)</sup>

b) lié à l'âge

**Art. 47** <sup>1</sup> Le Gouvernement édicte un programme de baisse progressive volontaire du temps de travail en faveur des employés proches de l'âge de la retraite.

<sup>2</sup> Ce programme est défini par voie d'ordonnance, notamment en ce qui concerne :

- a) le taux de réduction d'activité pour chaque année d'anticipation;
- b)<sup>[15\)](#)</sup> les critères donnant droit aux différents paliers de programme, tels que les années de service et le taux d'occupation minimum;
- c)<sup>[15\)](#)</sup> la répartition individualisée du financement du programme entre l'employeur et les employés.

Durée du travail

**Art. 48** <sup>1</sup> La durée de travail hebdomadaire maximale pour le personnel de l'administration cantonale est de 40 heures.

<sup>2</sup> Le Gouvernement est autorisé à fixer une durée de travail hebdomadaire inférieure, en accord avec les associations du personnel et les syndicats, dans les limites prévues à l'article 96, alinéa 3. Le contenu de l'accord doit être approuvé par le Parlement.

<sup>3</sup> Le temps de travail d'un enseignant à plein temps correspond à celui d'un employé de l'administration cantonale engagé à plein temps.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>4</sup> La charge de travail de l'enseignant comprend l'enseignement proprement dit et les tâches qui lui sont associées, telles que la relation avec les parents et les services liés à l'école, la participation à des activités organisées dans le cadre de l'école ainsi que le perfectionnement professionnel.

<sup>5</sup> Le Gouvernement fixe le nombre de périodes hebdomadaires pour chaque catégorie d'enseignants, en fonction notamment du degré d'enseignement.

<sup>6</sup> Au besoin, le Gouvernement peut prévoir, selon les cas, un allègement de programme ou une rémunération complémentaire lorsqu'un employé est chargé d'une tâche particulière ou d'une tâche spécifique dans l'intérêt de l'Etat.<sup>[15\)](#)</sup>

Heures  
valorisées

**Art. 49<sup>[15\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Le personnel de l'administration cantonale est tenu d'accomplir les heures valorisées que peut exiger le service, soit celles effectuées entre 20h00 et 6h00 du matin, les dimanches, les jours de pont ainsi que les jours fériés; il peut être soumis à un horaire spécial.

<sup>2</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, le mode de compensation des heures valorisées.

Vacances,  
congés et jours  
fériés

**Art. 50** <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, la durée des vacances auxquelles ont droit les employés, soit au minimum 20 jours ouvrables, ainsi que le mode de réduction du temps de vacances en cas d'empêchement de travailler. La durée du droit aux vacances pour les employés dès 50 ans est fixée à 25 jours ouvrables au minimum.

<sup>2</sup> Les enseignants ont droit à une période de vacances correspondantes. Ces vacances sont toutefois prises durant le temps des vacances scolaires.

<sup>3</sup> Les employés ont droit aux jours fériés et grandes fêtes définis dans la loi cantonale sur les jours fériés officiels et le repos dominical<sup>[11\)](#)</sup>.

<sup>4</sup> Le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, la durée des congés auxquels ont droit les employés, notamment la durée du congé maternité, paternité et adoption.

Dispositions  
particulières

**Art. 51** Le Gouvernement peut prévoir des dispositions particulières en matière d'horaire et de vacances pour les employés âgés de plus de 50 ans.



Exercice de  
charges  
publiques

**Art. 52** <sup>1</sup> L'employé a le droit d'exercer une ou plusieurs charges publiques pour autant qu'elles soient compatibles avec sa fonction.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Selon l'importance des charges publiques exercées, l'employé peut leur consacrer au total 15 jours de travail par an au maximum sans réduction de traitement. Si l'exercice de la charge exige une absence de durée supérieure, le Gouvernement est habilité à statuer de cas en cas. Il peut, dans cette hypothèse, fixer une réduction appropriée du traitement ou une obligation de verser une contribution sur l'indemnité perçue pour l'exercice de la charge publique.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le Gouvernement règle les modalités de détail par voie d'ordonnance.

<sup>4</sup> Sont réservées les dispositions sur les incompatibilités.

<sup>5</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les conditions de l'exercice de charges publiques, notamment en ce qui concerne la prise en charge des frais occasionnés par l'exercice de ce droit.

Congé non payé

**Art. 53** <sup>1</sup> L'employé peut solliciter un congé non payé pour accomplir une mission d'intérêt général ou pour toute autre raison importante.

<sup>2</sup> Le congé peut être accordé par le Gouvernement ou par l'autorité désignée par lui.

<sup>3</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les conditions d'un tel congé.

Appui

**Art. 54** Au cours de leur première année d'activité, les employés bénéficient d'un soutien, notamment pédagogique pour ce qui concerne les enseignants.

Perfectionne-  
ment  
professionnel

**Art. 55** <sup>1</sup> L'employé a le droit et le devoir de se perfectionner.

<sup>2</sup> Le chef de département ou le supérieur hiérarchique peut astreindre un employé à suivre des cours de perfectionnement.

<sup>3</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les modalités de prise en charge. Pour les enseignants, ces cours se déroulent en principe par moitié sur le temps scolaire.

Protection de la  
personnalité et  
de la santé

a) En général<sup>15)</sup>

**Art. 56** <sup>1</sup> L'Etat assure la protection de la personnalité de ses employés.

<sup>2</sup> Il prend les mesures nécessaires pour empêcher toute discrimination entre les employés, en particulier en relation avec le sexe, la race, la culture, l'origine, la croyance, le mode de vie.

<sup>3</sup> Il met à disposition des employés des prestations individuelles d'aide ou de conseil auprès de professionnels de la santé en cas de difficultés liées à leur situation professionnelle.<sup>15)</sup>

<sup>4</sup> Il prend les mesures nécessaires de prévention des accidents et maladies professionnelles, ainsi que de protection de la santé.

<sup>5</sup> Il prend en outre les mesures assurant la protection des données personnelles.

b) Groupe de  
confiance

**Art. 56a**<sup>16)</sup> <sup>1</sup> Le Gouvernement institue un groupe de confiance, composé de médiateurs qui se tiennent à disposition des employés rencontrant des difficultés sur leur lieu de travail, pour une écoute et une résolution des conflits en toute confidentialité. Il peut confier cette tâche à des employés de l'Etat ou mandater un partenaire externe suisse, public ou privé.

<sup>2</sup> Dans la mesure nécessaire, les employés sont autorisés à exposer aux membres du groupe de confiance les faits relatifs aux difficultés rencontrées ainsi qu'à produire des documents, même si ces faits ou ces documents sont soumis au secret de fonction et susceptibles de contenir des données personnelles, y compris sensibles.

<sup>3</sup> Les membres du groupe de confiance suppriment toutes les données en leur possession après l'accomplissement de leur tâche.

<sup>4</sup> Toute personne collaborant, à un titre ou un autre, au sein d'un partenaire externe mandaté, susceptible de prendre connaissance du contenu des faits et des documents mentionnés à l'alinéa 2, est soumise au secret de fonction et à la législation cantonale en matière de protection des données.

<sup>5</sup> Avec l'accord des employés les ayant sollicités, les membres du groupe de confiance peuvent communiquer au Service des ressources humaine les médiations qui ont échoué et les situations qui, selon eux, nécessitent une intervention.

Protection contre  
les menaces

**Art. 57** L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la protection des employés contre les menaces ou les attaques en lien avec l'exercice de leur mission.

Assistance  
juridique

**Art. 58** Lorsqu'un employé est lésé, dans l'exercice de ses fonctions, par une infraction commise à son encontre ou lorsqu'il est lui-même l'objet d'une plainte, le Gouvernement peut lui accorder, au vu des circonstances, une assistance juridique.

Liberté  
d'association et  
droit de grève

**Art. 59** <sup>1</sup> La liberté d'association et le droit de grève sont garantis conformément à la Constitution de la République et Canton du Jura<sup>4</sup>.

<sup>2</sup> Toute grève doit être précédée d'un préavis.

<sup>3</sup> En cas de grève, aucune rémunération n'est versée pour les heures de travail non effectuées.

<sup>4</sup> La participation licite d'un employé à une grève ne peut entraîner de mesure à son encontre, ni constituer un motif de licenciement.

<sup>5</sup> Un service minimum doit être assuré notamment dans le secteur de la prise en charge des élèves de la scolarité obligatoire, de la police, de la prison, des tribunaux, des ponts et chaussées, des soins et de l'informatique. Le Gouvernement en règle les modalités par voie d'ordonnance.

Consultation

**Art. 60** Les employés sont consultés par le supérieur hiérarchique dans toutes les affaires importantes qui les concernent.

Inventions, droits  
d'auteur

**Art. 61** <sup>1</sup> Les inventions d'un employé et les designs qu'il a créés, ou à l'élaboration desquels il a pris part, dans l'accomplissement de son travail et conformément à ses obligations, appartiennent à l'employeur, qu'ils puissent être ou non protégés.

<sup>2</sup> Par accord écrit, l'employeur peut se réserver un droit sur les inventions que l'employé a faites et sur les designs qu'il a créés dans l'accomplissement de son travail mais en dehors de son cahier des charges.

<sup>3</sup> L'employé qui a fait une invention ou créé un design au sens de l'alinéa 2 en informe par écrit le Gouvernement; celui-ci lui fait savoir par écrit dans les six mois s'il entend acquérir ou lui laisser l'invention ou le design.

<sup>4</sup> Si l'invention ou le design n'est pas laissé à l'employé, l'employeur peut lui verser une rétribution spéciale équitable, compte tenu de toutes les circonstances, notamment de la valeur économique de l'invention ou du design, de la collaboration de l'employeur et de ses auxiliaires, de l'usage qui a été fait de ses installations, ainsi que des dépenses de l'employé et de sa situation.

<sup>5</sup> Les dispositions ci-dessus s'appliquent par analogie aux œuvres créées par l'employé.

Certificat et  
attestation de  
travail  
a) Principe

**Art. 62<sup>15)</sup>** L'employé peut demander en tout temps :

- a) un certificat de travail portant sur la nature et la durée des rapports de service, ainsi que sur la qualité de ses prestations, sur son comportement et sur ses aptitudes;
- b) une attestation de travail portant uniquement sur la nature et la durée des rapports de service.

b) Requête

**Art. 62a<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> L'employé de l'administration cantonale adresse sa requête au Service des ressources humaines.

<sup>2</sup> L'enseignant adresse sa demande de certificat à la direction du cercle scolaire ou de la division du Service de la formation postobligatoire concernée. Lorsqu'il requiert une attestation, il peut présenter sa demande directement au Service de l'enseignement ou au Service de la formation postobligatoire.

**Art. 62b<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> Pour les employés de l'administration cantonale, le Service des ressources humaines et le supérieur hiérarchique ou le chef de l'unité administrative de l'employé préparent et signent conjointement le certificat ou l'attestation.

<sup>2</sup> Pour les enseignants, le certificat est préparé par la direction du cercle scolaire ou de la division du Service de la formation postobligatoire concernée et transmis, avec leur signature, au Service de l'enseignement ou au Service de la formation postobligatoire à fin de validation et de cosignature par le chef de l'unité administrative concernée. L'attestation est préparée et signée par le Service de l'enseignement, respectivement par le Service de la formation postobligatoire.

<sup>3</sup> Le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire établissent, en collaboration avec le Service des ressources humaines, les certificats de travail et les attestations des membres des directions des écoles ou des divisions du Service de la formation postobligatoire.

<sup>4</sup> La requête est traitée dans un délai de 15 jours dans la mesure du possible.

## SECTION 6 : Responsabilité des employés

Responsabilité  
civile envers des  
tiers

**Art. 63** <sup>1</sup> L'Etat répond du dommage causé sans droit à un tiers par un employé dans l'exercice de sa charge.

<sup>2</sup> Le lésé n'a aucune action contre l'employé.

<sup>3</sup> L'action en dommages-intérêts se prescrit par trois ans à compter du jour où le lésé a eu connaissance du dommage et, dans tous les cas, par dix ans dès le jour où le fait dommageable s'est produit ou a cessé. En cas de mort d'homme ou de lésions corporelles, elle se prescrit par trois ans à compter du jour où le lésé a eu connaissance du dommage et, dans tous les cas, par vingt ans à compter du jour où le fait dommageable s'est produit ou a cessé.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Lorsqu'un tiers réclame des dommages-intérêts, l'Etat en informe immédiatement l'employé.

<sup>5</sup> Lorsqu'il est tenu de réparer le dommage causé, l'Etat dispose, même après la résiliation des rapports de service, d'une action récursoire contre l'employé qui a commis une faute de manière intentionnelle ou par négligence grave. L'action se prescrit par trois ans dès le jour où la responsabilité de l'Etat a été reconnue par jugement, transaction, acquiescement ou d'une autre manière.<sup>[15\)](#)</sup>

Responsabilité  
civile envers  
l'Etat

**Art. 64** <sup>1</sup> L'employé répond envers l'Etat du dommage qu'il lui cause directement en violant intentionnellement ou par négligence grave les devoirs de sa fonction.

<sup>2</sup> L'Etat peut astreindre l'employé à conclure une assurance responsabilité civile pour les dommages qu'il peut causer dans l'exercice de ses fonctions.

Etendue de la  
réparation

**Art. 65** <sup>1</sup> Lorsque plusieurs employés ont causé ensemble un dommage, ils répondent envers l'Etat proportionnellement à leur faute.

<sup>2</sup> Font règle pour le surplus les dispositions des articles 41 et suivants du Code des obligations<sup>5)</sup>.

Responsabilité pénale

**Art. 66** <sup>1</sup> Les dispositions des lois pénales fédérales et cantonales sont applicables aux poursuites pénales engagées contre un employé pour violation des devoirs de sa charge.

<sup>2</sup> Les membres du Gouvernement, les juges et les procureurs ne peuvent être l'objet de poursuites pénales pour violation des devoirs de leur charge qu'avec l'autorisation du Parlement.

### **SECTION 6BIS : Traitement des données personnelles liées à l'utilisation des ressources informatiques et de télécommunication<sup>16)</sup>**

Principes

**Art. 66a<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> Les organes de l'Etat ne sont pas autorisés à enregistrer et analyser les données personnelles concernant des employés de l'Etat et liées à l'utilisation de leurs ressources informatiques et de télécommunication ou de celles dont ils ont délégué l'exploitation, sauf si la poursuite des buts prévus aux articles 66c à 66i l'exige.

<sup>2</sup> Le traitement de données au sens de la présente section peut également porter sur des données sensibles.

Ressources informatiques et de télécommunication

**Art. 66b<sup>16)</sup>** Les ressources informatiques et de télécommunication comprennent l'ensemble des équipements fixes ou mobiles qui peuvent enregistrer des données personnelles, en particulier :

- a) les ordinateurs, les composants de réseau et les logiciels;
- b) les supports de données;
- c) les appareils téléphoniques;
- d) les imprimantes, les scanners, les télécopieurs et les photocopieurs;
- e) les systèmes de saisie du temps de travail;
- f) les systèmes de contrôle des installations à l'entrée et à l'intérieur de locaux;
- g) les systèmes de géolocalisation.

Enregistrement de données personnelles

**Art. 66c<sup>16)</sup>** Les organes de l'Etat peuvent enregistrer les données personnelles liées à l'utilisation de leurs ressources informatiques et de télécommunication dans les buts suivants :

- a) toutes les données personnelles, y compris celles se rapportant au contenu de la messagerie électronique, pour garantir leur sécurité (copies de sauvegarde);

- b) les données résultant de l'utilisation des ressources informatiques et de télécommunication :
  - pour maintenir la sécurité de l'information et des services;
  - pour assurer l'entretien technique des ressources informatiques et de télécommunication;
  - pour contrôler le respect des directives et règlements d'utilisation;
  - pour retracer l'accès aux fichiers;
  - pour facturer les coûts à chaque unité d'imputation;
- c) les données concernant le temps de travail des employés, pour gérer le temps de travail du personnel;
- d) les données concernant la présence de personnes dans les locaux de l'Etat ainsi que les entrées et les sorties, pour garantir la sécurité.

Analyse ne se rapportant pas aux personnes

**Art. 66d<sup>16)</sup>** Les données enregistrées peuvent être analysées sans rapport avec des personnes dans les buts mentionnés à l'article 66c.

Analyse se rapportant aux personnes  
a) Statistique

**Art. 66e<sup>16)</sup>** Les données enregistrées peuvent être analysées en rapport avec des personnes mais de manière non nominative, lorsque l'analyse a lieu par sondage et dans les buts suivants :

- a) contrôler l'utilisation des ressources informatiques et de télécommunication;
- b) contrôler le temps de travail du personnel.

b) Nominative

**Art. 66f<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> Les données enregistrées peuvent être analysées en rapport avec des personnes et de manière nominative dans les buts suivants :

- a) élucider un soupçon concret d'utilisation abusive ou poursuivre un cas d'utilisation abusive, pour autant que les mesures d'information, organisationnelles et techniques de prévention des abus ne permettent pas de remédier à ceux-ci;
- b) analyser les perturbations des ressources informatiques et de télécommunication, y remédier ou parer aux menaces concrètes qu'elles subissent;
- c) fournir les prestations indispensables;
- d) saisir les prestations effectuées et les facturer;
- e) contrôler le temps de travail de personnes déterminées.

<sup>2</sup> Une analyse nominative de données personnelles ne peut être effectuée que si cumulativement :

- a) elle est ordonnée par :
  1. le Gouvernement, si les données concernent un membre du Gouvernement, le chancelier ou s'il n'est pas possible d'identifier l'unité administrative;
  2. le chef de département, s'il s'agit de contrôler les données d'un ou plusieurs employés dans une unité administrative déterminée;

3. le Conseil de surveillance de la magistrature, si elles concernent un magistrat au sens de la loi d'organisation judiciaire<sup>3)</sup>;
  4. le Bureau du Parlement, si elles concernent un autre magistrat;
  5. le chef du Service des ressources humaines en cas de contrôle du temps de travail d'un employé;
- b) elle suit une information écrite à la personne concernée, si celle-ci a pu être identifiée.

<sup>3</sup> Selon les circonstances, l'autorité au sens de l'alinéa 2, lettre a, peut renoncer à une analyse nominative rétrospective et avertir en lieu et place l'employé ou les employés concernés qu'une analyse nominative sera opérée ultérieurement dans un délai qu'elle indique.

<sup>4</sup> Au surplus, le président du Gouvernement peut ordonner, à titre provisionnel, des mesures urgentes nécessaires, pouvant impliquer une analyse nominative de données personnelles, pour assurer la protection des ressources informatiques et de télécommunication de l'Etat, en particulier en cas d'attaque informatique.

Prévention des abus

**Art. 66g<sup>16)</sup>** Le Gouvernement prend les mesures d'information, organisationnelles et techniques nécessaires pour prévenir les abus.

Dispositions particulières

**Art. 66h<sup>16)</sup>** Le Gouvernement règle notamment :

- a) l'enregistrement, la conservation et la destruction des données;
- b) la procédure de traitement;
- c) l'accès aux données;
- d) les mesures techniques et organisationnelles visant à garantir la sécurité des données.

Renvoi

**Art. 66i<sup>16)</sup>** Au surplus, la législation relative à la protection des données et à la transparence s'applique.

## SECTION 7 : Mobilité interne<sup>15)</sup>

Principe

**Art. 67<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> L'employé peut être transféré à un poste vacant :

- a) s'il en fait la demande;
- b) lorsque l'organisation ou la rationalisation des tâches l'exige;
- c) lorsque ses aptitudes ne correspondent plus aux exigences de sa fonction.

<sup>2</sup> Le Gouvernement détermine, par voie d'ordonnance, la procédure applicable en matière de mobilité interne.



a) A la demande de l'employé

**Art. 68<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> Sur demande de l'employé, une mutation volontaire peut intervenir à un poste vacant de niveau équivalent ou inférieur à celui qu'il occupe.

<sup>2</sup> L'employé transféré acquiert le statut afférant à son nouveau poste. Il est rémunéré conformément à la classification valable pour ce dernier.

b) Lorsque l'organisation ou la rationalisation des tâches l'exige

**Art. 69<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> En cas de réorganisation ou de rationalisation des tâches de l'administration ou des écoles publiques, l'employé peut être transféré à un emploi en principe de niveau équivalent à celui qu'il occupait.

<sup>2</sup> L'employé transféré a droit en principe au maintien de son traitement nominal pour un même taux d'occupation.

<sup>3</sup> Si la fonction qui lui est confiée est moins bien évaluée, le traitement nominal de l'employé pour un même taux d'occupation est maintenu pendant deux ans. Pendant ce délai, son traitement n'est pas indexé à la hausse sur le renchérissement et aucune augmentation n'est accordée tant que son traitement dépasse le montant auquel il peut prétendre sur la base de la classification de la fonction nouvellement occupée. A l'issue de la période, le traitement est adapté à la classification valable pour le nouveau poste occupé.

<sup>4</sup> L'employé, âgé de 60 ans révolus et occupant son poste depuis au moins cinq ans, transféré dans une fonction moins bien évaluée bénéficie du maintien de son salaire nominal pour un même taux d'occupation pendant une durée maximale de cinq ans. Le traitement n'est pas indexé à la hausse sur le renchérissement et aucune augmentation n'est accordée à l'employé tant que son traitement dépasse le montant auquel il peut prétendre sur la base de la classification de la fonction nouvellement occupée. A l'issue de la période de cinq ans, le traitement est adapté à la classification valable pour le nouveau poste occupé.

c) Lorsque les aptitudes ne correspondent plus aux exigences de la fonction

**Art. 70<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque, en dépit des mesures qui ont été prises en vue de l'amélioration de ses performances ou de ses prestations, les aptitudes d'un employé ne correspondent plus aux exigences de sa fonction, celui-ci peut être affecté à un poste vacant.

<sup>2</sup> Le Gouvernement décide de la mutation en se fondant sur un rapport établi par le Service des ressources humaines, respectivement le Service de l'enseignement ou le Service de la formation postobligatoire.

<sup>3</sup> L'employé muté acquiert le statut afférant à son nouveau poste. Il est rémunéré conformément à la classification valable pour ce dernier.

## SECTION 8 : Cessation des rapports de service

### Causes

**Art. 71** <sup>15)</sup> Les rapports de service prennent fin par :

- a) le décès;
- b) la retraite;
- c) l'invalidité ou l'échéance de 730 jours d'incapacité de travail, pour le degré d'incapacité encore subi;
- d) le défaut d'obtention du titre exigé;
- e) la résiliation d'un commun accord;
- f) la démission;
- g) le licenciement pour suppression d'emploi;
- h) l'échéance du contrat, uniquement en cas d'engagement de durée déterminée;
- i) le licenciement ordinaire;
- j) le licenciement extraordinaire.

### Décès

**Art. 72** Les rapports de service cessent de plein droit le jour du décès.

### Retraite à l'âge terme

**Art. 73** <sup>1</sup> L'employé est en principe mis d'office à la retraite à la fin du mois au cours duquel il atteint l'âge fixé par la loi fédérale sur l'assurance vieillesse et survivants (LAVS) <sup>6)</sup> pour l'ouverture du droit à une rente de vieillesse simple.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut déroger à cette limite d'âge dans des cas exceptionnels et avec l'accord de l'employé, notamment lorsque son remplacement s'avère difficile et qu'une vacance de poste est préjudiciable au bon fonctionnement de l'Etat.

### Dispositions particulières pour le corps enseignant et de police

**Art. 74** <sup>1</sup> Pour le corps enseignant, les rapports de service cessent de plein droit à la fin du semestre scolaire la plus proche de la date où l'âge mentionné à l'article 73, alinéa 1, est atteint. En cas d'accord entre l'enseignant et l'autorité d'engagement et sur préavis du Service de l'enseignement, respectivement du Service de la formation postobligatoire, la fin des rapports de service peut être reportée au plus tard à la fin du semestre scolaire suivant. <sup>15)</sup>

<sup>2</sup> Les rapports de service des membres du corps de police cessent de plein droit le dernier jour du mois au cours duquel ceux-ci atteignent l'âge de 60 ans.

### Retraite anticipée décidée par l'employé

**Art. 75** L'employé peut prendre une retraite anticipée aux conditions de la loi sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura <sup>7)</sup>.

Retraite anticipée à l'initiative de l'employeur<sup>15)</sup>

**Art. 76** <sup>1</sup> En lieu et place d'un licenciement ordinaire, pour suppression d'emploi ou suite à une réorganisation de l'unité administrative, l'autorité d'engagement peut proposer à l'employé une retraite anticipée, totale ou partielle, pour autant que celle-ci intervienne aux conditions de la législation concernant la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura.<sup>15)</sup>

<sup>2</sup> Dans ce cas, l'autorité alloue une indemnité sous forme de capital, qui équivaut à neuf mois de traitement au maximum.

Encouragement à la retraite anticipée

**Art. 77** Le Parlement peut, par voie de décret, prendre, à titre temporaire ou de manière durable, des mesures d'encouragement à la prise volontaire de la retraite avant l'âge terme.

Invalidité ou incapacité de travail de longue durée

**Art. 78**<sup>15)</sup> <sup>1</sup> En cas d'incapacité de travail partielle ou totale, les rapports de service prennent fin d'office à l'échéance de 730 jours d'incapacité de travail, pour le degré d'incapacité encore subi, au sens de l'article 39.

<sup>2</sup> S'il est probable que l'employé puisse recouvrer une capacité de travail totale ou partielle à l'issue de ce délai de 730 jours, l'autorité d'engagement peut prolonger les rapports de service.

<sup>3</sup> En cas d'invalidité partielle ou totale de l'employé reconnue par l'institution de prévoyance compétente, les rapports de travail prennent fin d'office à concurrence du degré d'invalidité dès que ladite institution commence à verser une rente d'invalidité.

<sup>4</sup> En cas d'invalidité partielle, le contrat est adapté en conséquence. Si l'employé n'est plus à même d'exercer son activité antérieure, un autre poste correspondant à ses capacités lui est proposé. En cas d'impossibilité, le contrat est résilié moyennant le respect des délais prévus à l'article 79.

Non-obtention du titre exigé

**Art. 78a**<sup>16)</sup> Les rapports de service prennent fin d'office lorsque le titre validant une formation en emploi exigée n'est pas obtenu dans le délai convenu ou prolongé, en application de l'article 15, alinéa 2.

Délais de congé ordinaire

**Art. 79** <sup>1</sup> Le délai de congé est, de part et d'autre, d'un mois la première année, puis de trois mois dès la deuxième année de service.<sup>15)</sup>

<sup>2</sup> Le congé peut être donné pour la fin de chaque mois pour le personnel de l'administration cantonale et pour la fin d'un semestre scolaire pour les enseignants des écoles publiques.

Résiliation d'un  
commun accord

**Art. 80** Les rapports de service peuvent être résiliés d'un commun accord pour un terme choisi et selon des modalités convenues entre les parties.

Démission

**Art. 81** <sup>1</sup> L'employé peut démissionner, moyennant le respect des délais prévus à l'article 79.

<sup>2</sup> La démission est notifiée à l'autorité d'engagement ou à l'instance désignée par elle.

<sup>3</sup> Cette dernière peut accepter une démission donnée dans un délai plus court.

Licenciement en  
temps inopportun

**Art. 82** <sup>1</sup> Si les rapports de service ont duré trois mois au moins, l'autorité d'engagement ne peut pas résilier le contrat, sauf s'il s'agit d'un licenciement extraordinaire<sup>15)</sup> :

- a) pendant que l'employé accomplit un service obligatoire, civil ou militaire, ou dans la protection civile, en vertu de la législation fédérale, pendant qu'il sert dans un service de la Croix-Rouge ou encore pendant les quatre semaines qui précèdent et qui suivent ce service pour autant qu'il ait duré plus de onze jours;
- b) pendant une incapacité de travail totale ou partielle résultant d'une maladie ou d'un accident non imputables à la faute de l'employé, et cela durant 30 jours au cours de la première année de service, durant 90 jours de la deuxième à la cinquième année de service et durant 180 jours à partir de la sixième année de service;
- c) pendant la grossesse et au cours des congés de maternité et d'allaitement d'au maximum vingt semaines qui suivent l'accouchement;
- d) pendant que l'employé participe, avec l'accord de l'employeur, à un service d'aide à l'étranger ordonné par l'autorité fédérale.

<sup>2</sup> Le congé donné pendant une des périodes prévues à l'alinéa précédent est nul; si le congé a été donné avant l'une de ces périodes et si le délai de congé n'a pas expiré avant cette période, ce délai est suspendu et ne continue à courir qu'après la fin de la période.

<sup>3</sup> Lorsque les rapports de travail doivent cesser à un terme, tel que la fin d'un mois ou d'une semaine de travail, et que ce terme ne coïncide pas avec la fin du délai de congé qui a recommencé à courir, ce délai est prolongé jusqu'au prochain terme.

Licenciement  
pour suppression  
d'emploi

**Art. 83<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque son emploi est supprimé et qu'il n'est pas possible de lui trouver, dans l'administration ou dans une école publique, un emploi analogue correspondant à son profil ou qu'il le refuse, l'employé peut être licencié, moyennant un délai de congé de six mois.

<sup>2</sup> En cas d'engagement de durée déterminée, un licenciement pour suppression d'emploi est possible uniquement en cas de circonstances exceptionnelles et si cette possibilité a été réservée dans le contrat, lequel doit énumérer de manière exhaustive les motifs qui pourraient s'appliquer.

<sup>3</sup> Dans le cas où un nouveau poste est attribué à l'employé, les règles relatives à la mobilité interne s'appliquent.

<sup>4</sup> Le Service des ressources humaines soutient l'employé licencié dans la recherche d'un nouvel emploi. Au besoin, il formule des propositions au Gouvernement pour décision.

Indemnité en cas  
de suppression  
d'emploi

**Art. 84** <sup>1</sup> Le Gouvernement alloue une indemnité à l'employé dont l'emploi est supprimé en tout ou partie, pour autant que celui-ci n'ait pas refusé un emploi analogue correspondant à son profil.<sup>15)</sup>

<sup>2</sup> Le montant de l'indemnité équivaut à :

- a) un mois de traitement si l'employé peut justifier d'une année de service au moins;
- b) 3 mois de traitement si l'employé peut justifier de 5 années de service au moins;
- c) 4 mois de traitement si l'employé peut justifier de 8 années de service au moins et s'il est âgé de 35 ans révolus;
- d) 5 mois de traitement si l'employé peut justifier de 12 années de service au moins et s'il est âgé de 40 ans révolus;
- e) 6 mois de traitement si l'employé peut justifier de 15 années de service au moins et s'il est âgé de 45 ans révolus.

<sup>3</sup> Lorsque l'employé est en âge de prendre une retraite anticipée au sens de la loi sur la Caisse de pensions<sup>7)</sup>, le montant de l'indemnité équivaut à :

- a) 3 mois de traitement si l'employé est âgé de 61 ans révolus;
- b) 4 mois de traitement si l'employé est âgé de 60 ans révolus;

- c) 5 mois de traitement si l'employé est âgé de 59 ans révolus;
- d) 6 mois de traitement si l'employé est âgé de 58 ans révolus.

<sup>4</sup> Le Gouvernement peut augmenter le montant de l'indemnité pour les cas de rigueur, notamment en fonction des difficultés de reclassement de l'employé. L'indemnité ne peut en aucun cas excéder 12 mois.

<sup>5</sup> L'indemnité est versée sous la forme d'un capital. Elle est due au moment où les rapports de service prennent fin ou au moment où la diminution du taux d'occupation devient effective. Dans cette dernière hypothèse, le montant est versé au pro rata du taux d'occupation supprimé.

Échéance de  
l'engagement de  
durée  
déterminée

**Art. 85<sup>15)</sup>** Sous réserve de l'article 19, alinéa 4, l'engagement de durée déterminée prend fin automatiquement, à moins de la conclusion d'un nouveau contrat.

Licenciement  
ordinaire  
a) Pendant la  
période  
probatoire

**Art. 86<sup>15)</sup>** Les rapports de service peuvent être résiliés librement de part et d'autre, par écrit, moyennant le respect des délais prévus aux articles 19 et 20.

b) Après la  
période  
probatoire

**Art. 87<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> Après la fin de la période probatoire, l'autorité d'engagement peut licencier l'employé pour des motifs fondés en respectant les délais prévus à l'article 79.

<sup>2</sup> Cette condition est remplie notamment dans les cas suivants :

- a) violation d'obligations légales ou contractuelles importantes;
- b) manquements dans les prestations ou dans le comportement;
- c) aptitudes ou capacités insuffisantes pour effectuer le travail convenu dans le contrat ou exigé par la fonction ou mauvaise volonté de l'employé à accomplir ce travail;
- d) non satisfaction de l'une des conditions d'engagement fixées dans la loi ou dans le contrat de travail de l'employé. L'article 78a prévoyant une résiliation d'office est réservé.

<sup>3</sup> Le licenciement peut être prononcé par l'autorité d'engagement si l'employé s'est préalablement vu signifier formellement les faits ou les manquements reprochés sans amélioration suffisante après un délai raisonnable. Pour l'employé dont les aptitudes sont en cause, la voie de la mutation est réservée.

<sup>4</sup> L'autorité d'engagement notifie le licenciement avec indication des motifs et voie de droit, après avoir permis à l'employé d'exercer son droit d'être entendu.

<sup>5</sup> Lorsqu'un licenciement est déclaré dépourvu de motifs fondés par l'autorité de recours, l'employé est en principe maintenu dans son poste. Toutefois, s'il y a eu cessation de fait des rapports de service et qu'une réintégration de l'employé présenterait des difficultés importantes, l'employé peut prétendre au versement d'une indemnité de six à douze mois de salaire, en lieu et place d'une réintégration. En outre, aux mêmes conditions, l'autorité d'engagement peut d'office prononcer la non-réintégration et allouer une indemnité de six à douze mois de salaire.

<sup>6</sup> Les droits envers les assurances et institutions de prévoyance sont réservés.

c) Prescription

**Art. 88** L'autorité ne peut pas ouvrir la procédure de licenciement plus d'une année après la découverte des faits et, en tous les cas, pas plus de dix ans après que les faits se sont produits.

Libération de l'obligation de travailler

**Art. 89** <sup>1</sup> Durant le délai de congé, l'autorité d'engagement peut libérer l'employé de l'obligation de travailler, notamment lorsque l'exercice de l'activité jusqu'à la fin des rapports de service n'est pas opportun.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le salaire est dû jusqu'à la fin du contrat. Les soldes éventuels d'heures et de vacances sont réputés compensés durant le temps de résiliation et ne donnent pas lieu à rétribution.

<sup>3</sup> L'article 92 est réservé.

Licenciement extraordinaire

**Art. 90** <sup>1</sup> L'autorité d'engagement peut, en tout temps, résilier les rapports de service sans délai, pour de justes motifs.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Sont notamment considérées comme de justes motifs toutes les circonstances graves qui, selon les règles de la bonne foi, ne permettent pas d'exiger la continuation des rapports de service jusqu'au terme du délai de congé.

<sup>2bis</sup> La requête devant l'autorité de conciliation et le recours contre une décision de licenciement extraordinaire n'ont pas d'effet suspensif.<sup>[16\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Lorsqu'un licenciement extraordinaire est déclaré dépourvu de justes motifs par l'autorité de recours, l'article 87, alinéa 5, s'applique par analogie.<sup>[15\)](#)</sup>

Lien entre les  
procédures de  
licenciement  
ordinaire et  
extraordinaire

**Art. 91** <sup>15)</sup> L'autorité d'engagement et l'autorité de recours peuvent prononcer un licenciement ordinaire en lieu et place d'un licenciement extraordinaire, si les circonstances le justifient, et vice-versa.

Suspension

**Art. 92** <sup>1</sup> L'autorité d'engagement peut suspendre provisoirement l'employé qui compromet la bonne marche de l'administration ou de l'école. <sup>15)</sup>

<sup>1bis</sup> En cas de suspension, le supérieur hiérarchique, en collaboration avec le Service des ressources humaines, le Service de l'informatique ou le Service des infrastructures, prend toutes les mesures utiles, notamment en ce qui concerne :

- a) l'accès à la messagerie informatique de l'employé ou tout autre outil professionnel, le blocage ou la déviation de ces derniers;
- b) l'accès téléphonique de l'employé, le blocage ou la déviation de cet accès;
- c) la restitution des clés, du véhicule de fonction, du téléphone professionnel ou de tout autre outil ou instrument de travail mis à disposition de l'employé par l'Etat. <sup>16)</sup>

<sup>2</sup> Si les faits invoqués paraissent constituer une violation grave des devoirs de service, la suspension d'activité peut être accompagnée d'une suspension de traitement. L'employé reste affilié aux assurances et à l'institution de prévoyance.

<sup>3</sup> Si la suspension s'avère ensuite injustifiée, l'employé a droit au traitement dont il a été privé.

<sup>4</sup> Le recours contre une décision de suspension n'a pas d'effet suspensif, à moins que l'autorité de recours n'en décide autrement, d'office ou sur requête.

## SECTION 9 : Application de la loi

Autorité de  
conciliation  
a) Composition <sup>15)</sup>

**Art. 93** <sup>1</sup> Il est constitué une autorité de conciliation, composée de sept membres, à savoir de trois représentants désignés par les partenaires sociaux, de trois représentants désignés par le Gouvernement et d'un président désigné par les six membres en dehors de ceux-ci.

<sup>2</sup> Le président de l'autorité de conciliation doit être au bénéfice d'une formation ou d'une expérience juridique ou en matière de ressources humaines. <sup>15)</sup>

<sup>3</sup> Il ne peut être choisi parmi les personnes soumises au statut du personnel de l'Etat, ni parmi les députés et députés suppléants du Parlement. <sup>15)</sup>



4 à 9 ... [17\)](#)

b) Fonctionnement

**Art. 93a<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> L'autorité de conciliation fonctionne dans une composition paritaire de deux membres plus le président.

<sup>2</sup> Le président désigne pour chaque cause les deux autres membres appelés à siéger.

c) Objets soumis

**Art. 93b<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> Toutes les décisions finales au sens du Code de procédure administrative<sup>2)</sup> relevant de l'application de la présente loi et de ses dispositions d'application, à l'exclusion des litiges ayant trait à la rémunération ou à une procédure d'évaluation de fonction, peuvent faire l'objet d'une requête auprès de l'autorité de conciliation. Ne sont en particulier pas soumises à l'autorité de conciliation les mesures provisionnelles et autres décisions préjudicielles et incidentes.

<sup>2</sup> La requête doit être adressée par écrit au président de l'autorité de conciliation dans un délai de 30 jours dès la notification de la décision. A défaut, la décision devient exécutoire et ne peut plus être contestée ultérieurement.

<sup>3</sup> La procédure d'opposition est exclue.

<sup>4</sup> Dans les cas où la voie de l'action administrative est ouverte, le dépôt d'une requête à l'autorité de conciliation vaut litispendance.

d) Tentative de conciliation obligatoire

**Art. 93c<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> La procédure devant l'autorité de conciliation est obligatoire.

<sup>2</sup> Le dépôt de la requête devant l'autorité de conciliation est la condition préalable en vue d'une procédure ultérieure de recours ou d'action auprès des instances de la juridiction administrative.

<sup>3</sup> Les parties et l'autorité qui a rendu la décision peuvent y renoncer. L'autorité de conciliation constate alors l'échec de la conciliation et délivre l'autorisation de procéder à la partie requérante.

e) Comparution personnelle et défaut

**Art. 93d<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> La partie requérante doit comparaître personnellement devant l'autorité de conciliation. Elle peut se faire assister d'une personne de son choix.

<sup>2</sup> En cas de défaut de la partie requérante, la requête sera considérée comme retirée, la procédure deviendra sans objet et l'affaire sera rayée du rôle.

<sup>3</sup> En cas de défaut de la partie requise, l'échec de la conciliation sera constaté et l'autorité de conciliation délivrera l'autorisation de procéder.

<sup>4</sup> En cas de défaut des deux parties, la procédure devient sans objet et l'affaire est rayée du rôle.

f) Procédure

**Art. 93e<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> L'autorité de conciliation entend les parties, après avoir donné la possibilité à la partie requise de se prononcer brièvement, par écrit.

<sup>2</sup> Les dépositions des parties et de tiers éventuels ne figurent pas dans le procès-verbal de conciliation.

<sup>3</sup> Si les parties arrivent à un accord, celui-ci est inscrit au procès-verbal qui est signé par les parties. L'accord vaut transaction judiciaire.

<sup>4</sup> En cas d'échec de la conciliation, l'autorité de conciliation le consigne dans le procès-verbal et délivre l'autorisation de procéder.

<sup>5</sup> La procédure devant l'autorité de conciliation est gratuite. L'autorité de conciliation n'alloue pas de dépens.

<sup>6</sup> L'octroi de l'assistance judiciaire demeure réservé. Le président de l'autorité de conciliation est compétent pour statuer sur la demande.

<sup>7</sup> Au surplus, le Code de procédure administrative<sup>2)</sup> s'applique.

Recours contre  
les décisions  
prises en  
application de la  
présente loi

**Art. 94<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> Les décisions soumises à l'autorité de conciliation peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la Cour administrative du Tribunal cantonal dans les trente jours qui suivent la délivrance de l'autorisation de procéder.

<sup>2</sup> Les dispositions du Code de procédure administrative<sup>2)</sup> s'appliquent dans les cas où la procédure de conciliation est exclue.

<sup>3</sup> La personne dont la candidature à un poste a été rejetée ne peut pas exiger qu'une décision susceptible de recours soit rendue. Les dispositions de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes<sup>18)</sup> sont réservées.

Plainte

**Art. 95** <sup>1</sup> Tout employé qui s'estime victime d'un traitement illégal ou incorrect de la part de ses supérieurs, de ses subordonnés ou de collègues peut adresser une plainte, par écrit, auprès de son chef de département.

<sup>2</sup> Le chef de département traite les plaintes déposées. Le dépôt d'une plainte ne donne pas droit à une décision, sauf dans les cas où est invoquée une atteinte à la personnalité au sens de l'article 56 de la présente loi, en particulier une discrimination. Dans tous les cas, le plaignant est informé de la suite donnée à sa démarche.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque les rapports de service n'existent plus ou lorsque la plainte devient sans objet, elle peut être classée sans autre suite.

<sup>4</sup> Demeurent réservées les autres voies de droit offertes par la législation.

## SECTION 10 : Consultation

Partenariat social

**Art. 96** <sup>1</sup> L'Etat reconnaît comme partenaires la coordination des syndicats de la fonction publique jurassienne (CDS), les associations du personnel et les syndicats.

<sup>2</sup> Le Gouvernement consulte les partenaires pour toutes les questions présentant un intérêt général pour le personnel.

<sup>3</sup> Dans les limites de la législation et des disponibilités budgétaires, le Gouvernement négocie avec les partenaires les éléments suivants :

- a) les conditions d'emploi et la rémunération du personnel de la fonction publique;
- b) la durée du travail;
- c) les suppressions d'emplois, dans la mesure où elles se traduisent par des licenciements ou par une modification des conditions de travail.

<sup>4</sup> Par négociation, les parties entendent l'échange de leurs points de vue dans le but de parvenir à un accord.

<sup>5</sup> La négociation de questions spécifiques à un secteur est l'affaire de l'organisation ou des organisations représentant ce secteur.

Contribution facultative à la CDS

**Art. 97** <sup>1</sup> L'employé engagé par l'Etat pour une durée d'au moins une année à un taux supérieur à 50 % est appelé à verser facultativement une contribution annuelle de soutien en faveur de la CDS.

<sup>2</sup> La contribution sert à financer une partie des frais administratifs de la CDS en tant que partenaire reconnu au sens de l'article 96.

<sup>3</sup> La contribution est prélevée automatiquement sur le traitement. Elle est présumée acceptée, à moins que l'employé n'exprime expressément son refus.

<sup>4</sup> Les dispositions d'exécution fixent le montant et le mode de perception de la contribution ainsi que le délai et la forme de la déclaration de refus.

## **SECTION 11 : Disposition transitoire**

**Art. 98** Les procédures pendantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, notamment les résiliations, les enquêtes disciplinaires et les suspensions, restent soumises à l'ancien droit. Il ne peut plus être prononcé de sanction disciplinaire dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

## **SECTION 12 : Dispositions finales**

Dispositions  
d'exécution

**Art. 99** Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution de la présente loi.

Modifications de  
la loi scolaire

**Art. 100** La loi du 20 décembre 1990 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école secondaire (loi scolaire)<sup>9)</sup> est modifiée comme il suit :

### **TITRE CINQUIEME : Autorisation d'enseigner**

#### **Articles 84 à 89**

Abrogés.

#### **Articles 90 à 105**

Abrogés.

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 101** Sont abrogés :

1. la loi du 26 octobre 1978 sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura;
2. le décret du 6 décembre 1978 portant application de la loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura;

3. le décret du 19 juin 1980 fixant la cessation de plein droit des rapports de service;
4. l'arrêté du 25 octobre 1990 dressant la liste des emplois dont les titulaires ont qualité de fonctionnaire.

Référendum

**Art. 102** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 103** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Delémont, le 22 septembre 2010

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Juillard  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RSJU 321.1](#). Le Code de procédure pénale a été remplacé par la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse (LiCPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 2) [RSJU 175.1](#)
- 3) [RSJU 181.1](#)
- 4) [RSJU 101](#)
- 5) [RS 220](#)
- 6) [RS 831.10](#)
- 7) [RSJU 173.51](#)
- 8) [RS 831.20](#)
- 9) [RSJU 410.11](#)
- 10) [RSJU 170.41](#)
- 11) [RSJU 555.1](#)
- 12) Nouvelle teneur selon ch. I de la loi du 18 décembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 13) Abrogée par le ch. IV de la loi du 30 septembre 2015 portant suppression du statut de magistrat accordé aux préposés des Offices des poursuites et faillites, en vigueur depuis le 8 décembre 2015
- 14) Nouvelle teneur du titre selon ch. I de la loi du 9 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021
- 15) Nouvelle teneur selon ch. I de la loi du 9 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021
- 16) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 9 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021
- 17) Abrogé(s) par le ch. I de la loi du 9 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021
- 18) [RS 151.1](#)



## Ordonnance sur le personnel de l'Etat (OPer)<sup>[22\)](#)</sup>

du 29 novembre 2011

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet et champ d'application	<b>Article premier</b> La présente ordonnance constitue la réglementation d'exécution de la loi sur le personnel de l'Etat.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Définitions	<p><b>Art. 3</b> <sup>1</sup> Au sens de la présente ordonnance, sont des unités administratives celles qui sont mentionnées comme telles dans le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup><a href="#">2)</a></sup>.</p> <p><sup>2</sup> Sont considérés comme chefs de service les chefs des unités administratives.</p>

### CHAPITRE II : Politique du personnel

Présentation	<b>Art. 4</b> Le Gouvernement présente la politique du personnel au moins une fois par législature, dans un document spécifique.
Egalité	<b>Art. 5</b> <sup>1</sup> Le Gouvernement veille à ce que nul ne soit discriminé du fait de son sexe ou de son mode de vie, notamment en matière d'engagement, de promotion et de rémunération.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines propose au Gouvernement des solutions innovantes en matière de gestion du personnel en vue de favoriser le partage de postes, l'emploi à temps partiel, ainsi que l'accès des femmes aux postes à responsabilité.

<sup>3</sup> Le Service des ressources humaines évalue régulièrement l'efficacité des mesures visant à promouvoir l'égalité entre femmes et hommes.

Intégration des  
personnes  
handicapées

**Art. 6** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines propose au Gouvernement des solutions innovantes en matière d'accueil et d'emploi des personnes handicapées.

<sup>2</sup> Il conseille et soutient les unités administratives de l'Etat et les écoles afin que soient créées des conditions propices à l'emploi et à l'intégration professionnelle de façon durable des personnes handicapées.

<sup>3</sup> Il évalue régulièrement l'efficacité des mesures visant à promouvoir l'intégration des personnes handicapées.

Information du  
Service des  
ressources  
humaines

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines informe sur les décisions relatives aux conditions d'emploi notamment.

<sup>2</sup> Il communique régulièrement par le biais d'informations les indications relatives aux assurances sociales et privées.

## **CHAPITRE III : Postes dans l'administration cantonale**

### **SECTION 1 : Création et repourvoiement**

Création et  
repourvoiement  
de postes

**Art. 8** <sup>1</sup> Dans le cadre du budget accepté par le Parlement, le Gouvernement décide de la création de nouveaux postes, temporaires ou fixes, et du repourvoiement des postes vacants.

<sup>2</sup> Pour les postes financés par des tiers, le Gouvernement peut déléguer cette compétence au chef du département concerné.

Allocation de  
ressources  
supplémentaires

**Art. 9** <sup>1</sup> Chaque chef de département est compétent pour autoriser annuellement l'attribution de ressources supplémentaires au sein de son département et ce, indépendamment du profil du poste.



<sup>2</sup> Les ressources disponibles pour chaque département sont définies chaque année par le Gouvernement, à hauteur maximum de 2 % des effectifs totaux inscrits au budget du département de l'année concernée.

## SECTION 2 : Remplacements

Remplacements  
a) de courte  
durée

**Art. 10** Le Service des ressources humaines décide du remplacement immédiat, jusqu'à six mois au maximum, de personnes malades, accidentées ou absentes pour d'autres motifs, dont l'absence prévisible est d'au moins un mois.

b) de longue  
durée

**Art. 11** Le chef du département concerné décide du remplacement des personnes malades, accidentées ou absentes pour d'autres motifs, pour une durée effective ou prévisible supérieure à six mois.

## SECTION 3 : Demande de personnel et autorités d'engagement

Demande de  
personnel

**Art. 12** <sup>1</sup> Pour chaque repourvoiement, remplacement ou création de poste, une demande de personnel est déposée auprès du Service des ressources humaines; elle est accompagnée si nécessaire d'une description de poste et d'un projet de mise au concours.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines propose au Gouvernement le calendrier annuel de traitement des dossiers.

Autorités  
d'engagement

**Art. 13** <sup>1</sup> Le Gouvernement engage les employés de l'administration cantonale dont le poste est colloqué en classe 16 ou dans une classe supérieure de l'échelle des traitements, sur proposition de l'unité administrative concernée et du Service des ressources humaines.

<sup>2</sup> Le chef du département concerné engage les employés de l'administration cantonale dont le poste est colloqué jusqu'à la classe 15 de l'échelle des traitements, sur proposition de l'unité administrative concernée et du Service des ressources humaines.

<sup>3</sup> Le Service des ressources humaines, en accord avec le chef de l'unité administrative concernée, engage le personnel temporaire jusqu'à une durée maximale d'une année.

## SECTION 4 : Procédure de recrutement

Mise au  
concours  
a) Formes

**Art. 14** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines publie les mises au concours publiques dans le Journal officiel et sur le site Internet de l'Etat.

<sup>2</sup> En fonction de la nature du poste à repourvoir et de la situation du marché du travail, il peut étendre la publication à d'autres journaux ou à des revues spécialisées.

<sup>3</sup> La mise au concours interne est publiée par le biais d'Intranet et par voie de circulaire interne.

<sup>4</sup> Le Service des ressources humaines détermine les autres moyens d'informer le public sur les postes à repourvoir.

<sup>5</sup> Il peut faire appel à des cabinets de recrutement spécialisés pour le repourvoiement de certains postes spécifiques.

<sup>6</sup> Demeure réservée la procédure de recrutement des aspirants policiers.

b) Contenu

**Art. 15** <sup>1</sup> La mise au concours contient les rubriques suivantes :

- a) le titre de la fonction;
- b) le but de l'emploi;
- c) les tâches à exécuter;
- d) les exigences requises;
- e) les modalités de l'engagement, dont la classe de traitement;
- f) les pièces à produire, telles qu'un extrait du casier judiciaire, un extrait de poursuites ou tout autre document permettant de s'assurer des aptitudes du candidat;
- g) l'invitation à indiquer les éventuelles occupations accessoires exercées par le candidat;
- h) le cas échéant, une mention selon laquelle le poste pourra être attribué de manière prioritaire aux candidatures internes.

<sup>2</sup> Des documents particuliers sont requis pour toutes les fonctions où le titulaire exerce la puissance publique ou dispose de compétences financières.

Offres de  
services

**Art. 16** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines recueille les postulations et gère la procédure de recrutement sur le plan administratif.

<sup>2</sup> Il peut déléguer ces tâches à l'unité administrative concernée pour des emplois rémunérés à l'heure et dans des cas particuliers.

<sup>3</sup> Les candidatures peuvent être envoyées par courrier postal ou électronique.

Examen des candidatures

**Art. 17** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines procède, en collaboration avec l'unité administrative concernée, à l'examen des candidatures, ainsi qu'aux présélections et aux auditions des candidats.

<sup>2</sup> Il peut déléguer ces tâches à l'unité administrative concernée pour des emplois rémunérés à l'heure, ainsi que dans des cas particuliers.

Evaluation complémentaire

**Art. 18** Le Service des ressources humaines ou une institution tierce désignée par lui peut procéder à une évaluation complémentaire des candidatures.

Proposition à l'autorité d'engagement

**Art. 19** <sup>1</sup> A l'issue de la procédure d'évaluation des candidatures, le Service des ressources humaines adresse, en collaboration avec l'unité administrative concernée, une proposition à l'autorité d'engagement.

<sup>2</sup> La proposition d'engagement comprend les éléments suivants :

- a) la liste des personnes ayant fait acte de candidature et celle des personnes auditionnées;
- b) les conditions d'engagement de la personne proposée;
- c) les exigences et autorisations particulières;
- d) le dossier personnel de la personne proposée;
- e) en cas de divergence entre le Service des ressources humaines et l'unité administrative concernée, une proposition alternative, motivée.

Décision d'engagement

**Art. 20** <sup>1</sup> L'autorité d'engagement informe le Service des ressources humaines du candidat engagé.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines adresse le contrat d'engagement à la personne retenue. Il informe par écrit les candidats non retenus.

<sup>3</sup> Dans les cas où le Service des ressources humaines a délégué ces tâches à l'unité administrative concernée, cette dernière informe les candidats non retenus.

## CHAPITRE IV : Postes dans l'enseignement

### SECTION 1 : Création et repourvoiement de postes et remplacements

Création,  
repourvoiement  
ou remplacement  
de postes

**Art. 21<sup>23)</sup>** Dans le cadre du budget accepté par le Parlement, le Département de la formation, de la culture et des sports décide de la création de nouveaux postes, temporaires ou fixes, et du repourvoiement des postes vacants dans l'enseignement, à savoir des postes d'enseignants ou d'intervenants auprès des élèves dans les écoles, à l'exception des professionnels de la santé.

Centrale des  
remplacements  
des écoles de la  
scolarité  
obligatoire

**Art. 22** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement gère une centrale des remplacements chargée de pourvoir aux remplacements des enseignants de la scolarité obligatoire empêchés de dispenser leurs leçons.

<sup>1bis</sup> Les candidats à des remplacements sont tenus de s'inscrire à la centrale des remplacements. En principe, aucun remplacement ne peut être confié à des personnes qui n'y sont pas inscrites.<sup>13)</sup>

<sup>2</sup> La centrale des remplacements peut répondre à des demandes spécifiques du Service de la formation postobligatoire.<sup>23)</sup>

Remplacements  
au Service de la  
formation  
postobligatoire

**Art. 23<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Les directeurs du CEJEF pourvoient, au sein de leur division, aux remplacements d'enseignants n'excédant pas six mois, avec l'appui du Service de la formation postobligatoire.

<sup>2</sup> Pour des remplacements supérieurs à six mois, le Service de la formation postobligatoire pourvoit au remplacement, sur proposition du directeur de la division concernée.

Engagements et  
remplacements  
de longue durée

**Art. 24<sup>23)</sup>** Le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire, pour leur personnel respectif, sont compétents pour autoriser le remplacement ou l'engagement de personnel jusqu'à une année au maximum.

Remplacement  
d'un enseignant  
et prise en  
charge des  
élèves

**Art. 25<sup>14)</sup>** <sup>1</sup> Toute absence prévisible d'un enseignant annoncée au moins une semaine à l'avance auprès de la direction donne lieu à l'engagement d'un remplaçant afin de garantir, dans toute la mesure du possible, le suivi du programme pédagogique.

<sup>2</sup> Dans les autres cas, la direction organise la prise en charge des élèves durant la première journée avec les enseignants disponibles.

Durée du  
remplacement

**Art. 25a<sup>13)</sup>** <sup>1</sup> La durée du remplacement est déterminée par le temps d'absence de l'enseignant remplacé. Le retour de l'enseignant met fin à l'activité du remplaçant.

<sup>2</sup> En cas de congé, l'enseignant remplacé ne peut pas, par un retour prématuré, mettre fin à un remplacement dont la durée avait été préalablement fixée par l'autorité compétente.

<sup>3</sup> En cas de maladie ou d'accident du remplaçant, ce dernier, lorsqu'il a débuté son activité mais que la durée de celle-ci n'a pas encore été définie, est payé, en fonction des périodes prévues d'enseignement, pendant 30 jours d'incapacité au maximum. Si la période d'activité avait été arrêtée, seule celle-ci est rémunérée. Les dispositions relatives à l'assurance perte de gain sont réservées.

## SECTION 2 : Autorités d'engagement

Autorités  
d'engagement

**Art. 26<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Le Département de la formation, de la culture et des sports engage le personnel au bénéfice d'un contrat de durée indéterminée et celui engagé temporairement pour une durée supérieure à douze mois.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire engagent leur personnel temporaire jusqu'à une durée d'une année.

## SECTION 3 : Procédure de recrutement

Mise au  
concours  
a) Forme

**Art. 27** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire publient les mises au concours publiques dans le Journal officiel et sur le site Internet de l'Etat.<sup>23)</sup>

<sup>2</sup> En fonction de la nature du poste à repourvoir et de la situation du marché du travail, ils peuvent étendre la publication à d'autres journaux ou à des revues spécialisées.

<sup>3</sup> La mise au concours interne est publiée par le biais d'Intranet et par voie de circulaire interne.

<sup>4</sup> Le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire déterminent les autres moyens d'informer le public sur les postes à repourvoir.<sup>[23\)](#)</sup>

b) Contenu

**Art. 28** La mise au concours contient les rubriques suivantes :

- a) le titre de la fonction;
- b) le but de l'emploi;
- c) les tâches à exécuter;
- d) les exigences requises;
- e) les modalités de l'engagement, dont la classe de traitement;
- f) les pièces à produire, telles qu'un extrait du casier judiciaire, un extrait de poursuites ou tout autre document permettant de s'assurer des aptitudes du candidat;
- g) l'invitation à indiquer les éventuelles occupations accessoires exercées par le candidat.

Offres de services et examen des candidatures

a) Service de l'enseignement<sup>[23\)](#)</sup>

**Art. 29** <sup>1</sup> La commission d'école du cercle scolaire concerné recueille les postulations pour les enseignants dépendant du Service de l'enseignement.

<sup>2</sup> La commission d'école procède à l'examen des candidatures, ainsi qu'aux présélections et aux auditions.

<sup>3</sup> Le Service de l'enseignement recueille les postulations pour les enseignants de la pédagogie spécialisée et pour les autres postes dans l'enseignement. Il procède à l'examen des candidatures, aux présélections et aux auditions.<sup>[23\)](#)</sup>

b) Service de la formation postobligatoire

**Art. 30**<sup>[23\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le Service de la formation postobligatoire recueille les postulations pour ses divisions et procède à une première analyse.

<sup>2</sup> La direction de la division organise et procède à l'examen des candidatures, ainsi qu'aux présélections et aux auditions. Le Service de la formation postobligatoire peut participer à la procédure.

Evaluation complémentaire

**Art. 31**<sup>[23\)](#)</sup> Le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire peuvent procéder à une évaluation complémentaire des candidatures.

Proposition  
d'engagement

**Art. 32** <sup>1</sup> A l'issue de la procédure d'évaluation des candidatures pour l'enseignement de la scolarité obligatoire, la commission d'école adresse une proposition motivée d'engagement au Service de l'enseignement. [23\)](#)

<sup>1bis</sup> Pour les enseignants de la pédagogie spécialisée et les autres postes dans l'enseignement, le Service de l'enseignement établit la proposition motivée d'engagement. [24\)](#)

<sup>2</sup> A l'issue de la procédure d'évaluation des candidatures pour l'enseignement au sein des divisions du Service de la formation postobligatoire, la direction de la division adresse une proposition motivée d'engagement au Service de la formation postobligatoire. [23\)](#)

<sup>3</sup> La proposition d'engagement comprend les éléments suivants :

- a) la liste des personnes ayant fait acte de candidature et celle des personnes auditionnées;
- b) les conditions d'engagement de la personne proposée;
- c) les exigences et autorisations particulières;
- d) le dossier personnel de la personne proposée.

<sup>4</sup> La proposition d'engagement à l'intention du Département de la formation, de la culture et des sports est accompagnée du préavis du Service de l'enseignement ou du Service de la formation postobligatoire pour le personnel relevant de leurs compétences respectives. [23\)](#)

Communication  
aux candidats

**Art. 33** [23\)](#) <sup>1</sup> Au terme de la procédure, le Service de l'enseignement, pour l'enseignement de la scolarité obligatoire, adresse un contrat d'engagement au candidat retenu. Il informe par écrit les candidats non retenus.

<sup>2</sup> Au terme de la procédure, le Service de la formation postobligatoire, pour l'enseignement au sein de ses divisions, adresse un contrat d'engagement au candidat retenu et informe par écrit les candidats non retenus.

## CHAPITRE V : Organisation du travail et obligations des employés

### SECTION 1 : Dispositions générales

Tâches du  
supérieur  
hiérarchique

**Art. 34** <sup>1</sup> Le supérieur hiérarchique a notamment les tâches suivantes :

- a) il établit une description pour chaque poste de son unité, conformément aux directives du Service des ressources humaines;
- b) il donne aux employés les instructions utiles à l'exercice de leurs tâches;

- c) il s'assure du respect des dispositions légales et réglementaires, ainsi que de ses instructions;
- d) il soutient et motive les employés dans l'accomplissement de leurs tâches;
- e) il contrôle l'exécution du travail;
- f) il procède aux entretiens de développement et d'évaluation des employés;
- g) il veille à l'accueil des nouveaux employés;
- h) il organise son unité de manière à fournir les prestations qui lui incombent; au besoin, il met en place une permanence et affecte les ressources nécessaires;
- i) il informe régulièrement sa hiérarchie des activités et des prestations fournies par son unité, ainsi que du bilan des entretiens de développement et d'évaluation.

<sup>2</sup> Restent réservées les dispositions légales particulières applicables au corps enseignant.

Tâches de  
l'employé

**Art. 35** L'employé accomplit les tâches figurant dans la description de son poste.

Description de  
poste

**Art. 36** <sup>1</sup> La description de poste contient les éléments suivants :

- a) le titre et la dénomination de la fonction;
- b) les liens hiérarchiques;
- c) la mission et les tâches de l'employé;
- d) le profil requis.

<sup>2</sup> La description de poste est révisée régulièrement en fonction des besoins. Elle est examinée lors de l'entretien de développement et d'évaluation.

<sup>3</sup> Le document est signé par le supérieur hiérarchique et par le titulaire du poste lors de son établissement et à chaque modification.

<sup>4</sup> Une copie de la description de poste est adressée au Service des ressources humaines. Ce dernier est informé de chaque modification.

Accueil des  
nouveaux  
employés  
a) Dans  
l'administration

**Art. 37** <sup>1</sup> Le supérieur hiérarchique veille à ce que les nouveaux employés soient accueillis et présentés à leurs collègues et à ce qu'il leur soit remis, le cas échéant, le matériel nécessaire à l'enregistrement du temps de présence, les clés des locaux auxquels ils ont accès et les droits d'accès nécessaires en matière informatique.

<sup>2</sup> Il les informe des principaux droits et devoirs de l'employé et leur précise le programme de formation en relation avec leur fonction.



<sup>3</sup> Les correspondants en matière de ressources humaines donnent les informations complémentaires et s'assurent de la bonne intégration des nouveaux employés.

b) Dans les écoles

**Art. 38** <sup>1</sup> Les directions des écoles de la scolarité obligatoire et des divisions du Service de la formation postobligatoire organisent l'accueil et l'intégration des nouveaux enseignants. [23\)](#)

<sup>2</sup> Elles veillent à ce que leur soit présenté le fonctionnement général de l'école et les informent des droits et devoirs définis dans la description de poste des enseignants.

<sup>3</sup> Avant son entrée en fonction, le remplaçant doit être informé de manière détaillée de sa tâche par l'enseignant remplacé. Dans les cas de force majeure, la responsabilité en incombe au directeur de l'établissement ou au collègue le plus apte à informer le remplaçant. [13\)](#)

c) Supervision et informations communes

**Art. 39** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines, le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire supervisent, en collaboration avec les supérieurs hiérarchiques, l'intégration des nouveaux employés. [23\)](#)

<sup>2</sup> Ils collaborent dans la diffusion d'informations aux nouveaux employés.

Interdiction d'accepter des dons

**Art. 40** <sup>1</sup> Il est interdit à l'employé de solliciter, de se faire promettre ou d'accepter, pour lui ou pour autrui, des dons et des avantages en rapport avec l'exécution de son travail.

<sup>2</sup> Les avantages de faible importance conformes aux usages sociaux ne constituent pas des dons.

Instruments de travail

**Art. 41** <sup>1</sup> L'employé utilise avec soin le matériel et les instruments de travail mis à disposition pour exercer son travail.

<sup>2</sup> L'employé est autorisé à utiliser, pour un usage privé limité, d'une durée maximale du temps de pause, les outils informatiques de l'employeur, notamment le téléphone, l'Internet et la messagerie, conformément aux présentes dispositions.

<sup>3</sup> L'employé est notamment tenu :

a) de signer la charte informatique de l'Etat;

- b) de respecter en tout temps les normes de sécurité édictées par le Service de l'informatique;
- c) de s'abstenir de tout acte mettant en péril la sécurité ou le bon fonctionnement des systèmes ou des réseaux de télécommunication de l'Etat;
- d) de veiller à protéger les informations professionnelles et les données internes de l'Etat de toutes divulgations ou fuites;
- e) de s'abstenir de consulter, de télécharger, d'enregistrer et de diffuser des documents à caractère pornographique, pédophile, raciste ou violent, au moyen du matériel mis à disposition par l'employeur. Demeure réservé l'accomplissement de tels actes nécessités par l'instruction ou le jugement de procédures administratives ou judiciaires.

<sup>4</sup> Le Gouvernement règle par voie de directives l'utilisation des instruments de travail à titre privé.

## SECTION 2 : Horaire de travail, principes

Principes

**Art. 42** <sup>1</sup> L'horaire de travail pour les employés de l'administration cantonale est de 40 heures par semaine pour un emploi à plein temps.

<sup>2</sup> L'horaire de travail des employés de l'administration cantonale est majoré d'une heure par semaine, afin de compenser les jours de congé arrêtés annuellement par le Gouvernement. Pour les emplois à temps partiel, le rattrapage s'effectue au prorata du taux d'activité.

<sup>3</sup> Avec le rattrapage mentionné à l'alinéa 2, la durée moyenne du travail quotidien est de 8 heures 12 minutes pour un emploi à plein temps.

Horaire de travail des enseignants

**Art. 43** L'horaire de travail des enseignants est réglé par des ordonnances particulières.

## SECTION 3 : Horaire de travail dans l'administration cantonale

Début et fin du temps de travail

**Art. 44** <sup>1</sup> L'employé accomplit en principe son temps de travail quotidien entre 6 heures et 20 heures.

<sup>2</sup> Le temps de travail peut être prolongé jusqu'à 23 heures en cas de séances, d'interventions devant se dérouler en dehors de l'horaire normal ou en cas de demande expresse du supérieur hiérarchique. L'article 60, alinéa 2, est réservé.

<sup>3</sup> Restent réservés les cas dans lesquels les employés sont soumis à des obligations d'horaires particuliers.

Heures flexibles

**Art. 45** <sup>1</sup> Pour les employés non soumis à un horaire particulier, le travail du matin peut débuter entre 6 heures et 9 heures; l'arrêt de midi peut intervenir entre 11 heures et 14 heures; la cessation du travail peut survenir dès 16 heures.

<sup>2</sup> En dehors des heures de présence obligatoire, l'employé peut répartir de façon autonome son emploi du temps de la journée, dans la limite du travail de jour et sous réserve de ses obligations de service.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut décider d'une annualisation du temps de travail lorsque le volume de travail fluctue fortement durant l'année.

Présence obligatoire et permanence

**Art. 46** <sup>1</sup> La présence au travail pour les employés non soumis à un horaire particulier est obligatoire de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures. Le chef de l'unité administrative détermine l'horaire de l'employé occupé à temps partiel.

<sup>2</sup> Lorsque le volume de travail ou les besoins des administrés l'exigent, le chef de l'unité administrative peut imposer à un employé une présence hors du temps bloqué.

Durée maximale et durée du repos quotidien

**Art. 47** <sup>1</sup> La durée de travail quotidienne ne peut en principe pas excéder 12 heures.

<sup>2</sup> La durée de travail hebdomadaire ne peut toutefois pas dépasser 50 heures, en moyenne sur 4 semaines.

<sup>3</sup> L'employé doit bénéficier d'une durée de repos quotidienne d'au moins 11 heures consécutives. Cette durée peut être réduite à 8 heures une fois par semaine. Les interventions et les services d'urgence restent réservés.

Réduction volontaire du temps d'activité annuel

**Art. 48** <sup>1</sup> Avec l'accord du chef de l'unité administrative, chaque employé soumis à l'enregistrement des temps de présence peut réduire son horaire d'une ou deux heures de travail par semaine. Le chef d'une unité administrative doit obtenir l'accord de son chef de département. L'autorisation vaut pour une année.

<sup>2</sup> Le traitement de l'employé est réduit dans les mêmes proportions. Cette réduction est prélevée sur le treizième salaire.

Semaines de  
vacances non  
payées

**Art. 49** Avec l'accord du chef de l'unité administrative, chaque employé peut prendre jusqu'à deux semaines de vacances supplémentaires non payées par année. Le chef d'une unité administrative doit obtenir l'accord de son chef de département, les magistrats celui du chef du Département de la Justice, le secrétaire du Parlement celui du Bureau du Parlement.

#### **SECTION 4 : ...<sup>19)</sup>**

**Art. 50 à 55<sup>19)</sup>**

#### **SECTION 5 : Enregistrement des présences dans l'administration cantonale**

Enregistrement  
des temps de  
présence  
Principes

**Art. 56** <sup>1</sup> Le temps de travail des employés de l'administration cantonale doit être comptabilisé au moyen d'un système d'enregistrement des temps de présence.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut dispenser un employé de l'enregistrement des temps de présence. L'intéressé présente une requête motivée dans ce sens, au moyen de la formule établie par le Service des ressources humaines. La décision est communiquée à ce dernier service et au chef de l'unité administrative de l'intéressé.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut dispenser certaines fonctions de l'enregistrement des temps de présence.

Modalités  
d'enregistrement  
des temps de  
présence

**Art. 57** <sup>1</sup> Tout employé soumis au système d'enregistrement du temps de présence doit enregistrer quotidiennement :

- son arrivée au début de chaque demi-journée;
- son départ à la fin de chaque demi-journée;
- le début et la fin de toutes ses absences survenant en cours de journée, avec l'indication du motif.

<sup>2</sup> Il enregistre personnellement ses arrivées et départs. Il lui est interdit de confier cette tâche à un tiers.

<sup>3</sup> En cas d'oubli ou de perte de la carte ou de la clé magnétique, ainsi que de panne du système d'enregistrement, l'employé enregistre manuellement ses arrivées et départs

<sup>4</sup> Le Service des ressources humaines peut procéder à des contrôles ponctuels ou ciblés, d'autorité ou sur demande d'un supérieur hiérarchique.

Procédure  
d'enregistrement

**Art. 58** <sup>1</sup> Le décompte des temps de présence s'effectue par mois du calendrier.

<sup>2</sup> Chaque employé procède à la clôture mensuelle de ses décomptes jusqu'au 7<sup>ème</sup> jour du mois qui suit.

<sup>3</sup> Le chef de l'unité administrative ou la personne désignée par lui contrôle et clôture les décomptes horaires de ses employés jusqu'au 14<sup>ème</sup> jour du mois qui suit.

<sup>4</sup> Le chef de département contrôle les décomptes horaires de ses chefs d'unité administrative.

<sup>5</sup> Le Service des ressources humaines procède à la clôture automatique des décomptes l'avant-dernier jour du mois suivant.

Personnes non  
soumises au  
système  
d'enregistrement

**Art. 59** <sup>1</sup> Les personnes dispensées de l'enregistrement des présences doivent enregistrer leurs absences dans le système de timbrage.

<sup>2</sup> Dès le moment où une personne est dispensée de l'enregistrement des présences au sens de l'article 56, alinéa 2, aucune prétention ne peut être élevée s'agissant de soldes d'heures. L'employé est réputé y avoir renoncé par le dépôt de sa requête de dispense.

Heures variables  
et heures  
valorisées

**Art. 60** <sup>1</sup> Les heures variables et les heures valorisées sont comptabilisées séparément.

<sup>2</sup> Les heures valorisées ne peuvent être effectuées que sur demande expresse du supérieur hiérarchique ou selon la planification horaire résultant des impératifs de service. Dans des cas exceptionnels, elles peuvent être validées a posteriori par le supérieur hiérarchique.

Compte des  
heures variables

**Art. 61** <sup>1</sup> Le solde positif des heures variables ne peut excéder quatre semaines de travail au 31 juillet. En cas de dépassement des limites précitées à cette date, l'excédent est perdu pour l'intéressé.

<sup>2</sup> Le solde négatif des heures variables ne peut excéder deux semaines de travail au 31 juillet. En cas de dépassement des limites précitées à cette date, l'excédent est compensé sur les vacances de l'intéressé.

<sup>3</sup> Pour des raisons particulières, le Service des ressources humaines peut autoriser des dérogations.

<sup>4</sup> Au sens des alinéas 1 et 2, la semaine de travail s'entend au prorata du taux d'activité de l'intéressé.

Utilisation des  
heures variables

**Art. 62** <sup>1</sup> Le solde positif des heures variables peut être utilisé pour des congés.

<sup>2</sup> L'employé qui entend obtenir des congés d'un jour ou plus en informe à l'avance son supérieur hiérarchique.

<sup>3</sup> La période du congé est décidée d'entente entre l'employé et le supérieur hiérarchique.

Compte des  
heures  
valorisées

**Art. 63** <sup>1</sup> Les heures valorisées sont celles effectuées de 20h00 à 06h00, le dimanche, les jours fériés et les jours de pont. Elles sont comptabilisées à 125 %.

<sup>2</sup> Les heures valorisées, y compris la majoration de 25 %, dénommée temps compensatoire, sont comptabilisées dans un compte spécifique.

<sup>3</sup> Le temps compensatoire doit être régulièrement compensé durant l'année.

<sup>4</sup> Le solde positif au 31 juillet est en principe crédité sur le compte des heures variables et le compte remis à zéro.

<sup>5</sup> Sur requête de l'employé, le compte peut être utilisé de la manière suivante :

- a) crédit sur le compte des vacances;
- b) crédit de deux semaines sur le compte épargne-temps.

Compensation  
des soldes  
horaires à la fin  
des rapports de  
service

**Art. 64** <sup>1</sup> En cas de cessation des rapports de service, les soldes horaires positifs sont en principe compensés par des congés pris avant le jour de départ.

<sup>2</sup> Le chef de département peut exceptionnellement autoriser une compensation en espèces.

<sup>3</sup> Tout solde négatif éventuel est en principe déduit du traitement à verser au moment du décompte final.

## SECTION 6 : Pauses et temps de présence particuliers dans l'administration cantonale

Pause obligatoire de midi **Art. 65** Une pause d'au moins trente minutes par journée de travail doit être prise par l'employé en milieu de poste.

Pauses **Art. 66** Le personnel bénéficie, par demi-journée, d'une pause de 15 minutes comptant comme temps de travail.

Déplacements de service **Art. 67** <sup>1</sup> Lors de déplacements ou de voyages de service, le temps nécessaire au déplacement compte comme temps de travail.

<sup>2</sup> La pause obligatoire de midi ne compte pas comme temps de travail.

Représentation **Art. 68** <sup>1</sup> La participation à une manifestation, y compris le temps nécessaire au déplacement, en qualité de représentant d'une unité ou de l'Etat, validée par le supérieur hiérarchique, compte comme temps de travail.

<sup>2</sup> La même règle s'applique pour la participation à un enterrement en qualité de représentant d'une unité ou de l'Etat.

## SECTION 7 : Temps de présence dans l'enseignement<sup>23)</sup>

Temps de présence des enseignants **Art. 69** Le temps de présence des enseignants est déterminé par le nombre de leçons ou de périodes dispensées.

Temps de présence des autres postes dans l'enseignement **Art. 69a**<sup>24)</sup> Le Département de la formation, de la culture et des sports détermine les modalités d'enregistrement du temps de présence pour les autres postes dans l'enseignement.

Compensation des soldes horaires à la fin des rapports de service de l'enseignant **Art. 70** <sup>1</sup> Un éventuel solde positif est compensé, avant la cessation des rapports de service, par une réduction d'horaire ou par une libération anticipée de l'obligation de travailler.

<sup>2</sup> Si, pour des raisons justifiées, l'enseignant doit assurer ses cours jusqu'à la fin du semestre ou de l'année scolaire, le solde positif est compensé en espèces, sur présentation d'un décompte précis établi par le directeur du cercle scolaire ou de la division du Service de la formation postobligatoire concernée. L'accord préalable du Département de la formation, de la culture et des sports est requis.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Tout solde négatif éventuel est en principe déduit du traitement à verser au moment du décompte final.

## SECTION 8 : Absences

Obligation  
d'annoncer

**Art. 71** L'employé informe immédiatement son supérieur hiérarchique de chaque absence, avec indication du motif.

Comptabilisation

**Art. 72** Chaque absence est comptabilisée, pour le personnel de l'administration cantonale, en fonction du motif, selon la liste établie par le Service des ressources humaines.

Mesures en cas  
d'absence  
prévisible  
supérieure à un  
mois

**Art. 73** En cas d'absence prévisible supérieure à un mois, le supérieur hiérarchique, en collaboration avec le Service des ressources humaines et le Service de l'informatique, prend toutes les mesures utiles, notamment en ce qui concerne :

- a) l'accès à la messagerie informatique de l'intéressé ou à tout autre outil professionnel, le blocage ou la déviation de ces derniers;
- b) l'accès téléphonique de l'intéressé, le blocage ou la déviation de cet accès.

Absence en cas  
de maladie ou  
d'accident

**Art. 74** <sup>1</sup> En cas d'absence pour cause de maladie ou d'accident, un certificat médical doit être produit le quatrième jour d'absence au plus tard.

<sup>2</sup> Toute absence prévisible de deux semaines et plus doit être signalée immédiatement au Service des ressources humaines au moyen d'une formule établie par ce dernier.

<sup>3</sup> En accord avec le Service des ressources humaines ou, le cas échéant, avec l'accord du Service de l'enseignement ou du Service de la formation postobligatoire, le supérieur hiérarchique peut requérir la présentation d'un certificat médical dès le premier jour d'absence.<sup>[23\)](#)</sup>



<sup>4</sup> En cas de maladie pendant une période de vacances ou de congés compensés (ponts), le personnel de l'administration cantonale et les magistrats doivent fournir un certificat médical dès le premier jour, sous peine de la perte des vacances et congés concernés.

<sup>5</sup> Le Service des ressources humaines ou, le cas échéant, le Service de l'enseignement ou le Service de la formation postobligatoire, peut en tout temps requérir l'avis d'un médecin-conseil au sujet de l'absence.<sup>[23\)](#)</sup>

Certificats  
médicaux

**Art. 75** <sup>1</sup> Les certificats médicaux sont transmis systématiquement au Service des ressources humaines, avec copie à l'unité administrative concernée.

<sup>2</sup> En cas d'absence prolongée, l'employé doit présenter spontanément chaque mois un nouveau certificat médical.

<sup>3</sup> Lors d'une incapacité de travail partielle, l'employé ne peut travailler au-delà de sa capacité résiduelle. L'employé ne peut, par période d'une semaine, effectuer des heures au-delà du taux d'activité fixé par son médecin, dans le certificat médical.

Examen auprès  
du médecin-  
conseil

**Art. 76** <sup>1</sup> L'employé est tenu de se présenter à l'examen auprès du médecin-conseil ordonné par le Service des ressources humaines ou, le cas échéant, par le Service de l'enseignement ou le Service de la formation postobligatoire.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Un examen peut être requis, notamment en vue d'organiser une reprise d'activité ou pour toute autre circonstance nécessitant un avis médical.

<sup>3</sup> Les frais résultant de l'examen médical sont à la charge de l'employeur. Les frais peuvent être mis à la charge de l'employé si l'examen a été rendu nécessaire par un comportement abusif de sa part.

Comptabilisation  
des visites  
médicales

**Art. 77** <sup>1</sup> L'employé peut, jusqu'à l'équivalent de deux jours par année civile, au prorata de son temps d'occupation, comptabiliser comme temps de travail les absences dues à des visites médicales dont l'horaire est imposé par le thérapeute. Ces absences sont indiquées conformément à la liste établie par le Service des ressources humaines.

<sup>2</sup> Les absences supplémentaires, dépassant les limites fixées à l'alinéa 1, sont à compenser ou à imputer sur les vacances.

Maladie grave  
d'un membre de  
la famille

**Art. 78** <sup>1</sup> En cas de maladie grave d'un membre de sa famille (père et mère, conjoint, partenaire enregistré, personne vivant maritalement ou enfant), l'employé peut bénéficier d'un congé de trois jours au maximum par cas et de cinq jours par année. La présentation d'un certificat médical peut être exigée.

<sup>2</sup> Les absences supplémentaires, dépassant les limites fixées à l'alinéa 1, sont à compenser ou à imputer sur les vacances.

<sup>3</sup> Dans des cas de rigueur, sur requête, le département auquel est rattaché le Service des ressources humaines peut octroyer des congés particuliers, après avoir requis le préavis du département dont relève l'intéressé.

Absences pour  
cause de service  
de défense  
contre l'incendie  
et de secours

**Art. 79** <sup>1</sup> L'employé qui doit accomplir un service de défense contre l'incendie et de secours, à titre d'exercices, de formation ou d'intervention, peut comptabiliser les absences qui surviennent durant son horaire normal comme temps de travail. Ces absences sont indiquées conformément à la liste établie par le Service des ressources humaines.

<sup>2</sup> L'employé annonce préalablement au Service des ressources humaines, si possible jusqu'à la fin janvier et pour l'année en cours, les jours de formation prévus. Les enseignants informent, selon le degré d'enseignement où ils enseignent, le Service de l'enseignement ou le Service de la formation postobligatoire. Le nombre de jours d'absence ne peut en principe excéder 20 jours par année. Des dérogations sont possibles, décidées par le Gouvernement.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>3</sup> L'employé informe son supérieur hiérarchique, ainsi que le Service des ressources humaines, des absences liées à une formation ou à des exercices en rapport avec le service de défense contre l'incendie et de secours.

<sup>4</sup> En cas d'absence pour une intervention, le temps consacré à cette dernière, additionné, le cas échéant, au travail accompli durant la journée, ne peut excéder la durée de travail quotidienne de l'intéressé, au prorata de son taux d'occupation.

<sup>5</sup> En cas d'intervention entre 23 heures et 6 heures précédant une journée de travail, l'employé peut compenser immédiatement les heures effectuées, par un congé durant la matinée ou la journée suivant l'intervention. Il lui incombe de présenter au chef de son unité administrative une attestation de son responsable du service de défense contre l'incendie et de secours, précisant la durée de l'intervention.

Absences pour  
l'exercice d'une  
activité sportive  
ou artistique de  
haut niveau

**Art. 80** <sup>1</sup> Les athlètes ou artistes participant à des compétitions ou à des concours importants de niveau national ou international comportant une évidente valeur représentative pour la République et Canton du Jura peuvent bénéficier de congés pour leur participation à ces événements, ainsi qu'aux entraînements ou répétitions préalables nécessaires.

<sup>2</sup> Le Gouvernement décide, de cas en cas, de la durée des congés et des modalités dont ils sont assortis, sur proposition du Service des ressources humaines. Pour les enseignants, le préavis du Service de l'enseignement ou du Service de la formation postobligatoire, selon le degré où ils enseignent, est requis. [23\)](#)

<sup>3</sup> En règle générale, la moitié du congé est considérée comme temps de travail; l'autre moitié est prélevée sur les vacances ou non payée.

Activités  
Jeunesse et  
Sport (J+S)

**Art. 81** <sup>1</sup> Les employés qui participent en tant qu'élèves à un cours J+S peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

<sup>2</sup> Les employés qui assument une fonction de chef de cours/de camp J+S, de chef technique J+S, d'expert J+S, de moniteur J+S ou de coach J+S ne peuvent prétendre au congé, au sens de l'alinéa 1, que s'ils sont au bénéfice d'une formation J+S reconnue correspondant à l'activité sportive concernée et que l'activité considérée est directement consacrée à des institutions de l'Etat ou proches de ce dernier (notamment les écoles publiques, l'Institut Saint-Germain, la Fondation Péréne).

<sup>3</sup> Les employés qui assument la fonction de cuisinier lors d'un cours ou d'un camp J+S peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

<sup>4</sup> Les prestations de la Caisse de compensation auxquelles ces activités donnent droit sont acquises à la République et Canton du Jura.

<sup>5</sup> Le département auquel est rattaché l'employé concerné fixe, en accord avec le Service des ressources humaines, les modalités auxquelles sont soumis ces congés.

Activités  
sportives et  
culturelles

**Art. 82** <sup>1</sup> Les employés, hormis les employés de l'Office des sports, qui participent à titre de moniteurs ou de personnes d'encadrement pour des activités soutenues par cet office, peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

<sup>2</sup> Les employés, hormis les employés de l'Office de la culture, qui participent à titre de moniteurs ou de personnes d'encadrement pour des activités soutenues par cet office, peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

Congé pour les  
activités de  
jeunesse

**Art. 83** <sup>1</sup> Pour les activités liées au congé de jeunesse tel que défini à l'article 329e du Code des obligations, les employés âgés de moins de 30 ans peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

<sup>2</sup> Les employés qui participent à un cours de formation ou de perfectionnement ou qui assument une fonction de direction, d'encadrement ou de conseil, peuvent prétendre au congé au sens de l'alinéa 1, s'ils ont moins de 30 ans et si le congé jeunesse consiste en une manifestation avec enfants ou adolescents, en un camp de jeunesse, ou en un cours de formation ou de perfectionnement.

## SECTION 9 : Occupations accessoires

Occupations  
accessoires

**Art. 84** <sup>1</sup> L'employé qui entend exercer une occupation accessoire rétribuée au-delà d'un défraiement requiert l'autorisation nécessaire auprès du Service des ressources humaines, au moyen de la formule établie par ce dernier. L'autorisation est également requise lorsque l'employé exerce une activité à taux partiel.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines délivre l'autorisation sur la base du préavis du supérieur hiérarchique de l'intéressé et, le cas échéant, du Service de l'enseignement ou du Service de la formation postobligatoire. [23\)](#)

<sup>3</sup> Dans les cas où l'activité paraît de prime abord incompatible avec l'exercice de la fonction ou pourrait porter préjudice à l'image du service public ou de l'Etat, le Service des ressources humaines transmet la demande au Gouvernement pour décision.

<sup>4</sup> Le Gouvernement invite, sous peine de résiliation du contrat de travail, l'employé à cesser une activité accessoire incompatible avec l'exercice de sa fonction ou qui porte préjudice à l'image du service public.

Cours et fonction  
d'expert

**Art. 85** <sup>1</sup> L'employé qui entend dispenser des cours, fonctionner comme expert ou faire partie de commissions régionales ou fédérales requiert l'autorisation nécessaire auprès du Service des ressources humaines. Ce dernier délivre l'autorisation sur la base du préavis du supérieur hiérarchique de l'intéressé.

<sup>2</sup> Lorsqu'il est désigné par l'autorité pour assurer une telle tâche, l'employé est dispensé de toute autorisation.

<sup>3</sup> Pour l'exercice de sa fonction, l'employé peut prélever le temps nécessaire sur son temps de travail ou bénéficier des congés nécessaires, compensés par des heures variables ou valorisées ou par des vacances.

<sup>4</sup> L'employé qui prélève le temps nécessaire sur son temps de travail restitue la rémunération perçue à l'Etat. Dans le cas contraire, la rémunération est acquise à l'employé.

## SECTION 10 : Entretien de développement et d'évaluation

Entretien de  
développement  
et d'évaluation  
a) Pour le  
personnel de  
l'administration  
cantonale

**Art. 86** <sup>1</sup> Les documents établis lors de l'entretien de développement et d'évaluation par l'employé et son supérieur hiérarchique sont signés et remis à chacun des participants.

<sup>2</sup> Les indications portant sur l'appréciation de l'employé sont consignées dans le procès-verbal d'entretien. Le cas échéant, les documents mentionnent les divergences entre les intéressés.

<sup>3</sup> Au cours de l'entretien de développement et d'évaluation, la description individuelle du poste est examinée et, s'il y a lieu, modifiée en conséquence.

<sup>4</sup> Le chef de l'unité administrative informe annuellement le Service des ressources humaines :

- a) de la date des entretiens effectués;
- b) le cas échéant, des mesures de formation ou d'accompagnement décidées;
- c) le cas échéant, des divergences d'appréciation;
- d) le cas échéant, des descriptions de poste modifiées.

b) Pour les  
enseignants

**Art. 87** <sup>1</sup> Les personnes désignées par le Département de la Formation, de la Culture et des Sports organisent l'entretien de développement et d'évaluation.

<sup>2</sup> Les documents établis lors de l'entretien de développement et d'évaluation par les intéressés sont signés et remis à chacun des participants.

<sup>3</sup> Les indications portant sur l'appréciation de l'enseignant sont consignées dans le procès-verbal d'entretien. Le cas échéant, les documents mentionnent les divergences entre les intéressés.

<sup>4</sup> Au cours de l'entretien de développement et d'évaluation, la description individuelle du poste est examinée et, s'il y a lieu, modifiée en conséquence.

<sup>5</sup> Les personnes désignées par le Département de la formation, de la culture et des sports informent annuellement le Service de l'enseignement ou le Service de la formation postobligatoire pour leurs enseignants respectifs<sup>23)</sup> :

- a) de la date des entretiens effectués;
- b) le cas échéant, des mesures de formation ou d'accompagnement décidées;
- c) le cas échéant, des divergences d'appréciation;
- d) le cas échéant, des descriptions de poste modifiées.

c) Pour les directions d'écoles et de divisions du Service de la formation postobligatoire<sup>23)</sup>

**Art. 88** <sup>1</sup> L'entretien de développement et d'évaluation des membres des directions des cercles scolaires et des divisions du Service de la formation postobligatoire est organisé chaque année respectivement par le chef du Service de l'enseignement ou le chef du Service de la formation postobligatoire.<sup>23)</sup>

<sup>2</sup> Les documents établis lors de l'entretien sont signés et remis à chacun des participants. Le cas échéant, les documents mentionnent les divergences.

<sup>3</sup> Au cours de l'entretien de développement et d'évaluation, la description individuelle du poste est examinée et, s'il y a lieu, modifiée en conséquence.

<sup>4</sup> Le chef de l'unité administrative informe annuellement le Service des ressources humaines :

- a) de la date des entretiens effectués;
- b) le cas échéant, des mesures de formation ou d'accompagnement décidées;
- c) le cas échéant, des divergences d'appréciation;
- d) le cas échéant, des descriptions de poste modifiées.

## SECTION 11 : Obligation de résidence, logement de service et port de l'uniforme

Résidence,  
logement et  
uniforme

**Art. 89** <sup>1</sup> Le Gouvernement dresse, par voie d'arrêté, la liste des employés qui sont tenus de résider dans une localité, d'occuper un logement de service ou de porter l'uniforme.

<sup>2</sup> L'obligation est indiquée dans le contrat de travail de l'employé.

## CHAPITRE VI : Droits et obligations des employés

### SECTION 1 : Assurance pour perte de gain

Participation à  
l'assurance pour  
perte de gain

**Art. 90** Sur proposition du Service des ressources humaines, le Gouvernement fixe la participation des employés au financement de l'assurance pour perte de gain, pour l'année civile à venir.

### SECTION 2 : Programme d'allégement lié à l'âge

Principe

**Art. 91** <sup>1</sup> Les employés de l'Etat peuvent bénéficier d'une baisse progressive volontaire du temps de travail précédant leur mise à la retraite, aux conditions et selon les modalités de la présente section.

<sup>2</sup> Pour des motifs dûment justifiés relatifs à la bonne marche de l'administration, le Gouvernement peut refuser, dans des cas particuliers, qu'un employé bénéficie du programme d'allégement lié à l'âge.

Conditions

**Art. 92<sup>17)</sup>** <sup>1</sup> Pour bénéficier du programme d'allégement lié à l'âge, l'intéressé doit avoir été au service de l'Etat durant au moins 10 années ininterrompues et être engagé sur la base d'un contrat de durée indéterminée, à un taux minimum de 70 %.

<sup>2</sup> La baisse progressive du temps de travail peut intervenir au plus tôt cinq ans avant la prise complète de la retraite, anticipée ou non, mais pas avant l'âge de 58 ans. L'intéressé s'engage à prendre sa retraite complète à l'issue du programme.

<sup>3</sup> Les membres de la police cantonale sont exclus du programme.

## Modalités

**Art. 93<sup>17)</sup>** <sup>1</sup> La baisse progressive du temps de travail consiste en une réduction du taux d'occupation de l'intéressé en deux paliers au minimum, chacun d'au moins 10 %.

<sup>2</sup> Le taux d'activité résiduel est d'au minimum 50 %.

<sup>3</sup> Le taux d'occupation choisi par l'intéressé est valable au minimum pour une année complète à compter de son entrée en vigueur; il est valable pour une année scolaire au minimum pour les enseignants.

<sup>3bis</sup> Pour les enseignants, la réduction du taux d'occupation ne peut intervenir qu'au début d'un semestre scolaire.<sup>25)</sup>

<sup>4</sup> Le Gouvernement statue sur l'admission de l'intéressé dans le programme d'allégement lié à l'âge et sur les paliers. Au surplus, une convention est passée entre l'intéressé et le Service des ressources humaines pour en préciser les modalités.

## Délai d'annonce

**Art. 94** <sup>1</sup> L'intéressé doit annoncer son intention de bénéficier de la baisse progressive de son temps de travail au moins six mois à l'avance. Le chef du département concerné peut accepter un délai plus court.

<sup>2</sup> L'intéressé communique simultanément le plan de réduction choisi pour la totalité de la période.

<sup>3</sup> Ce choix est en principe irrévocable. Le Gouvernement statue sur les conditions d'annulation de l'aménagement.

## Incidences financières

**Art. 95<sup>17)</sup>** <sup>1</sup> Le traitement du bénéficiaire est réduit en fonction de la baisse de son temps de travail, conformément aux alinéas 2 et 3.

<sup>2</sup> L'Etat prend en charge la moitié de la réduction du traitement lorsque le salaire du bénéficiaire, ramené à celui d'un emploi à plein temps, ne dépasse pas un traitement mensuel brut maximal de 8 000 francs. Lorsque le traitement du bénéficiaire, ramené à celui d'un emploi à plein temps, excède ce montant, la prise en charge par l'Etat correspond à celle applicable pour un traitement mensuel brut de 8 000 francs.



<sup>3</sup> En dérogation à l'alinéa précédent et pour les employés exerçant une profession pénible, l'Etat prend en charge 60 % de la réduction du traitement lorsque le salaire du bénéficiaire, ramené à celui d'un emploi à plein temps, ne dépasse pas un traitement mensuel brut maximal de 8 000 francs. Lorsque le traitement du bénéficiaire, ramené à celui d'un emploi à plein temps, excède ce montant, la prise en charge par l'Etat correspond à celle applicable pour un traitement mensuel brut de 8 000 francs. Par profession pénible, on entend une fonction qui obtient, dans le système d'évaluation des fonctions EVALUATION.JU, un total supérieur ou égal à 75 points au niveau des charges du domaine physique (critère P3).

<sup>4</sup> Au surplus, l'Etat et l'employé versent, à titre de rachat et conformément aux pourcentages prévus dans la loi du 2 octobre 2013 sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura<sup>3)</sup>, la cotisation épargne sur la différence entre le traitement initial et le traitement effectif comprenant la part de l'Etat prévue aux alinéas 2 et 3.

### SECTION 3 : Vacances

Vacances pour le personnel de l'administration et les magistrats  
a) Durée

**Art. 96** <sup>1</sup> Les employés de l'administration cantonale et les magistrats ont droit à 20 jours ouvrables de vacances par an.

<sup>2</sup> La durée des vacances est de 25 jours ouvrables dès le début de l'année au cours de laquelle l'intéressé atteint l'âge de cinquante ans et de 30 jours ouvrables dès le début de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de soixante ans.

<sup>3</sup> En cas de cessation des rapports de service au cours d'une année, le droit aux vacances pour cette année-là est proportionnel au nombre de mois complets d'activité.

b) Fixation des vacances

**Art. 97** Les vacances sont fixées en principe au début de l'année d'entente entre le supérieur hiérarchique et l'intéressé, de telle sorte que le bon fonctionnement du service soit assuré.

c) Modalités, fractionnement des vacances

**Art. 98** <sup>1</sup> Dix jours de vacances au moins doivent être pris de façon consécutive durant l'année.

<sup>2</sup> Le solde des vacances peut être fractionné, à raison de journées entières ou de demi-journées.

d) Réduction du droit aux vacances

**Art. 99** <sup>1</sup> Le droit aux vacances est réduit lorsque la durée totale des absences imputables à une maladie, à un accident, à un congé non payé et à un service militaire non obligatoire dépasse trois mois. Les maladies et accidents professionnels, ainsi que les congés de maternité, d'allaitement, de paternité et d'adoption ne sont pas pris en compte.

<sup>2</sup> La réduction du droit aux vacances est proportionnelle à la durée totale des absences excédant trois mois.

<sup>3</sup> Si la réduction du droit aux vacances ne peut plus être opérée sur l'année en cours, elle est reportée sur l'année suivante.

<sup>4</sup> Le Gouvernement peut, sur proposition du Service des ressources humaines, réduire le droit aux vacances dès le premier jour d'absence lorsque celle-ci résulte d'une faute intentionnelle ou d'une négligence grave de l'employé.

e) Echéance

**Art. 100** Les vacances non prises le 31 décembre de l'année suivante sont réputées perdues et ne donnent droit ni à compensation ni à rémunération.

Dispositions particulières pour le personnel enseignant

**Art. 101** <sup>1</sup> Les vacances du corps enseignant sont prises durant les vacances scolaires.

<sup>1bis</sup> Les vacances scolaires coïncidant avec une période d'incapacité de travail ne peuvent être compensées.[13\)](#)

<sup>2</sup> Durant la semaine qui précède la reprise des cours au début de l'année scolaire, les enseignants sont tenus de s'assurer que toutes les dispositions nécessaires garantissant un accueil optimal des élèves à la rentrée ont été prises. Ils peuvent par ailleurs être convoqués pour l'équivalent d'un jour au maximum par la direction du cercle scolaire ou de la division du Service de la formation postobligatoire pour participer à l'organisation de la rentrée scolaire, conformément à un échéancier annuel.[23\)](#)

<sup>3</sup> La participation aux séances relatives à l'organisation de la rentrée scolaire est requise uniquement sur le lieu d'enseignement principal.

<sup>4</sup> Les cas de rigueur demeurent réservés.

## SECTION 4 : Congés

Congés  
particuliers de  
courte durée

**Art. 102** <sup>1</sup> L'employé de l'Etat peut bénéficier de congés payés, à savoir d'absences autorisées sur demande qui ont pour but de lui permettre de satisfaire à des obligations non professionnelles.

<sup>2</sup> L'intéressé a droit à un congé à l'occasion des événements suivants :

- a) pour son propre mariage ou l'enregistrement de son partenariat, 3 jours;
- b) en cas de naissance d'un enfant, pour le personnel masculin, 2 jours;
- c) en cas de décès du conjoint, du partenaire enregistré, du concubin, d'un enfant, de l'enfant de son concubin, 5 jours;
- d) en cas de décès des parents, des frères et sœurs, 3 jours;
- e) en cas de décès des grands-parents, des beaux-parents, des beaux-frères, des belles-sœurs, 1 jour;
- f) pour son déménagement, au maximum 3 jours par année, fixé par le Service des ressources humaines.

<sup>3</sup> L'intéressé qui entend bénéficier d'un congé en informe sans délai son supérieur hiérarchique.

<sup>4</sup> Pour des motifs justifiés, le Service des ressources humaines peut accorder des congés de durée supérieure ou des congés pour d'autres raisons. Il requiert le préavis du supérieur hiérarchique et, pour les enseignants, du Service de l'enseignement ou du Service de la formation postobligatoire, selon le degré d'enseignement concerné. [23\)](#)

<sup>5</sup> ... [15\)](#)

Congé de  
maternité

**Art. 103** <sup>1</sup> En cas de maternité, un congé d'une durée de 16 semaines est accordé à l'employée, dont 14 semaines au moins doivent être prises après l'accouchement.

<sup>2</sup> En cas de naissance multiple, le congé de maternité est de 20 semaines.

<sup>3</sup> Le congé est payé, au prorata du taux d'occupation. Les indemnités de l'assurance pour perte de gain sont acquises à l'Etat.

Congé  
d'allaitement

**Art. 104** <sup>1</sup> L'employée qui allaite son enfant au terme du congé de maternité peut bénéficier d'un congé d'allaitement payé d'une durée de 4 semaines. Elle fournit au Service des ressources humaines un certificat médical attestant l'allaitement à la fin du congé de maternité.

<sup>2</sup> Dès la fin du congé d'allaitement, l'employée peut bénéficier d'une heure de congé payé pour l'allaitement par jour complet de travail, au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge d'un an révolu. Un certificat médical attestant l'allaitement est fourni mensuellement au Service des ressources humaines.

<sup>3</sup> Le congé est payé au prorata du taux d'occupation.

Congé de paternité en cas de naissance ou d'adoption

**Art. 105** <sup>1</sup> Un congé de paternité d'une durée équivalente à deux semaines de temps de travail est accordé aux employés lors de la naissance de leur enfant ou d'adoption au sens de l'article 106.

<sup>2</sup> En cas de naissance multiple, le congé est équivalent à trois semaines de temps de travail.

<sup>3</sup> Le congé est payé au prorata du taux d'occupation.

<sup>4</sup> Le congé doit être pris en une seule fois, dans les 4 mois suivant la naissance ou l'adoption, d'entente avec le supérieur hiérarchique et en tenant compte des impératifs de l'unité administrative ou de l'établissement scolaire. En cas d'hospitalisation prolongée de l'enfant, le délai prend effet à compter du retour effectif de l'enfant au domicile de ses parents.

Congé d'adoption

**Art. 106** <sup>1</sup> En cas de placement en vue d'adoption d'un enfant âgé de moins de 16 ans révolus, l'employé peut bénéficier d'un congé de 16 semaines.

<sup>2</sup> Si les deux parents sont des employés de l'Etat, un partage des 16 semaines de congés est possible entre eux.

<sup>3</sup> Le congé est payé au prorata du taux d'occupation.

<sup>4</sup> L'adoption des enfants du conjoint, de même que l'adoption d'un enfant placé, ne donne pas droit à un congé d'adoption.

## SECTION 5 : Jours fériés

Jours fériés et ponts

**Art. 107** <sup>1</sup> L'employé bénéficie des jours fériés prévus par la loi sur les jours fériés officiels et le repos dominical<sup>5</sup>.

<sup>2</sup> Chaque année, le Service des ressources humaines établit l'horaire annuel en mentionnant les jours fériés et les ponts.

## SECTION 6 : Exercice d'une charge publique

Exercice d'une charge publique  
a) Définition

**Art. 108** <sup>1</sup> Exerce une charge publique l'employé qui est membre d'un législatif, d'un exécutif ou d'une commission d'une collectivité publique.

<sup>2</sup> Est également considéré comme exercice d'une charge publique l'accomplissement d'un mandat à caractère syndical (activité exercée au sein d'un syndicat ou par mandat de celui-ci).

<sup>3</sup> Le Service des ressources humaines tient un registre des charges publiques des employés et le communique une fois par année au Gouvernement.

b) Procédure visant à l'exercice d'une charge publique

**Art. 109** <sup>1</sup> L'employé qui entend exercer une charge publique en informe le Service des ressources humaines sans délai, au moyen d'une formule établie par ce dernier.

<sup>2</sup> Dans les cas où la charge publique concernée pourrait se révéler incompatible avec la fonction de l'intéressé, le Service des ressources humaines transmet au Gouvernement pour décision.

c) Interdiction ou restriction de l'exercice d'une charge publique

**Art. 110** <sup>1</sup> Le Gouvernement invite, sous peine de résiliation du contrat de travail, l'employé à cesser ou à restreindre dans une mesure adéquate l'exercice d'une charge publique incompatible avec sa fonction.

<sup>2</sup> L'exercice d'une charge publique est notamment incompatible avec la fonction lorsque :

- a) l'indépendance de l'employé en serait compromise;
- b) l'employé se verrait confronté à des conflits d'intérêts;
- c) la crédibilité de l'employé ou de l'administration en serait atteinte;
- d) la pleine capacité de travail de l'employé ne serait plus assurée.

<sup>3</sup> Sont réservées les dispositions en matière d'incompatibilités.

d) Demande de congés

**Art. 111** <sup>1</sup> L'employé qui entend bénéficier de congés pour l'exercice d'une charge publique présente une demande dans ce sens au Service des ressources humaines, au moyen d'une formule établie par ce dernier.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines statue, sous réserve de recours au département auquel il est rattaché.

e) Utilisation du congé

**Art. 112** <sup>1</sup> Le temps de congé est destiné à permettre à l'intéressé de prendre part à des séances ou d'effectuer des interventions qui ne peuvent être fixées en-dehors des heures bloquées de l'horaire de travail ou du plan de service. Il ne peut être utilisé pour des tâches telles que l'étude de dossiers, la rédaction de correspondance et d'autres documents et l'établissement de factures.

<sup>2</sup> Le temps de congé constitue la durée maximale mise à disposition de l'intéressé. Il ne peut être utilisé qu'en fonction des besoins effectifs, dans les limites prévues à l'alinéa 1.

f) Comptabilisation des absences pour l'exercice d'une charge publique

**Art. 113** <sup>1</sup> Les absences au titre de congé pour l'exercice d'une charge publique comptent comme temps de travail.

<sup>2</sup> Les absences découlant de l'exercice d'une charge publique et dépassant le nombre de jours octroyés sont imputées sur les vacances ou considérées comme des congés non payés dans la mesure où elles n'ont pas été compensées.

<sup>3</sup> Si l'exercice d'une charge publique empiète sur un jour férié ou sur des vacances, l'employé n'a droit à aucune compensation.

<sup>4</sup> Les congés liés à l'exercice d'une charge publique sont relevés dans le cadre du contrôle du temps de présence pour le personnel de l'administration cantonale.

g) Congés non payés et frais liés aux absences

**Art. 114** Lorsque l'exercice d'une charge publique nécessite des absences excédant le congé accordé à cette fin, l'intéressé peut bénéficier des possibilités suivantes, avec l'accord du Gouvernement :

- a) des congés non payés;
- b) une réduction temporaire de son taux d'activité, avec une diminution de salaire correspondante;
- c) l'autorisation d'exercer sa charge en partie sur son temps de travail, moyennant une restitution adéquate à l'Etat de la rémunération perçue pour ladite charge.

h) Information relative à l'absence

**Art. 115** L'employé qui exerce une charge publique informe assez tôt son supérieur hiérarchique de toute absence nécessitée par l'exercice de sa tâche.

Chambres fédérales

**Art. 116** <sup>1</sup> L'employé élu à l'Assemblée fédérale bénéficie des congés payés nécessaires aux séances plénières du Conseil auquel il appartient.

<sup>2</sup> Pour les autres activités liées à cette charge, l'article 114 s'applique.

## SECTION 7 : Congés non payés

Principe et  
autorité  
compétente

**Art. 117** <sup>1</sup> L'employé qui désire suspendre son activité pour accepter une mission d'intérêt général ou pour toute autre raison importante peut bénéficier d'un congé non payé.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines statue sur les demandes des employés, après avoir obtenu le préavis du chef de l'unité administrative.

Préavis

**Art. 118**<sup>14)</sup> Sauf cas de force majeure, la demande de congé non payé doit être présentée au moins un mois à l'avance pour une période d'un à quatorze jours ouvrables, respectivement au moins trois mois à l'avance pour un congé dont la durée excède quatorze jours.

Cotisations à la  
Caisse de  
pensions

**Art. 119** <sup>1</sup> Pendant la durée du congé non payé, l'employé s'acquitte auprès de la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura du total de la cotisation de risque (part de l'assuré et part de l'employeur).

<sup>2</sup> Demeurent réservées les dispositions de la législation sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura.

## SECTION 8 : Protection de la personnalité

Principe

**Art. 120** <sup>1</sup> Tout comportement qui va à l'encontre de la volonté d'une personne et qui est de nature à porter atteinte à sa dignité, à son intégrité physique ou psychique ou qui l'empêche d'exercer sa fonction est interdit.

<sup>2</sup> Sont notamment interdits le harcèlement sexuel et le harcèlement psychologique.

Harcèlement  
sexuel et  
psychologique

**Art. 121** <sup>1</sup> Est considéré comme harcèlement sexuel tout comportement importun de caractère sexuel ou tout autre comportement fondé sur l'appartenance ou l'orientation sexuelle, qui porte atteinte à la dignité de la personne sur son lieu de travail, en particulier le fait de proférer des menaces, de promettre des avantages ou d'exercer des pressions de toute nature sur une personne en vue d'obtenir des faveurs de nature sexuelle.

<sup>2</sup> Est considérée comme harcèlement psychologique toute attitude abusive d'une ou de plusieurs personnes qui vise à agresser ou à mettre en état d'infériorité une personne, de manière constante ou répétée.

Comportement  
en cas d'atteinte  
aux droits de la  
personnalité

**Art. 122** <sup>1</sup> La personne qui s'estime atteinte dans sa personnalité tente de faire comprendre aux personnes qui l'importunent qu'elles doivent cesser. Au besoin, elle peut en parler à son supérieur hiérarchique ou à ses collègues.

<sup>2</sup> La personne qui s'estime atteinte dans sa personnalité peut en outre s'adresser à un membre du groupe de confiance.

Groupe de  
confiance

**Art. 123** <sup>1</sup> Les prestations fournies par les membres du groupe de confiance aux employés rencontrant des difficultés sur leur lieu de travail comprennent en particulier l'écoute, le soutien, le conseil et l'appui ainsi que l'aide à la résolution de conflit par la voie de la médiation. [26\)](#)

<sup>2</sup> Les membres du groupe de confiance exercent leur mandat en toute indépendance.

Procédure de  
médiation

**Art. 124** <sup>1</sup> La personne qui se sent atteinte dans sa personnalité et souhaite en référer au groupe de confiance prend contact avec l'un de ses membres par simple appel, par message électronique ou par lettre.

<sup>2</sup> Le membre saisi d'une demande entend la personne plaignante, seul ou avec un autre membre. Avec l'accord de cette dernière, le membre du groupe de confiance entend la personne mise en cause, seul ou avec un autre membre.

<sup>3</sup> En accord avec les intéressés, le membre du groupe de confiance tente une médiation en vue de poursuivre la relation de travail dans un esprit de respect durable et mutuel.

Issue de la  
procédure de  
médiation

**Art. 125** <sup>1</sup> La médiation donne lieu à un procès-verbal mentionnant le résultat de la procédure. Le procès-verbal est signé par les membres du groupe de confiance concernés et par les parties et une copie est remise à ces dernières.

<sup>2</sup> Lorsque la médiation aboutit, un protocole d'accord est établi et mentionné au procès-verbal. Les intéressés conviennent s'il y a lieu d'informer le supérieur hiérarchique et de quelle manière.



3 ...[27\)](#)

Relations entre  
le Service des  
ressources  
humaines et le  
groupe de  
confiance

**Art. 126**<sup>[26\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines peut solliciter en tout temps les membres du groupe de confiance afin d'intervenir auprès d'employés et offrir à ceux-ci leurs bons offices, les employés restant libres d'accepter ou de refuser.

<sup>2</sup> Avec l'accord des employés les ayant sollicités, les membres du groupe de confiance peuvent communiquer au Service des ressources humaines les médiations qui ont échoué et les situations qui, selon eux, nécessitent une intervention. Ce dernier prend les mesures nécessaires.

Confidentialité

**Art. 127** Les membres du groupe de confiance et les personnes concernées par la procédure de médiation gardent confidentielles les informations qu'ils obtiennent dans l'exercice de leur tâche et durant les procédures de médiation.

Non-ingérence

**Art. 128** <sup>1</sup> Les membres du groupe de confiance s'abstiennent d'intervenir si une procédure impliquant la personne plaignante est en cours auprès du supérieur hiérarchique ou du Service des ressources humaines.

<sup>2</sup> Lorsque la bonne marche de l'administration ou de l'école ne risque pas d'être compromise, l'autorité compétente s'abstient d'intervenir par l'ouverture d'une procédure tant et aussi longtemps qu'une procédure de médiation est en cours.<sup>[26\)](#)</sup>

Sanctions

**Art. 129** <sup>1</sup> En cas de comportement violent les droits de la personnalité, l'autorité d'engagement peut ouvrir une procédure de licenciement à l'encontre de l'employé responsable.

<sup>2</sup> Des faits de harcèlement avérés peuvent, selon leur fréquence, leur durée ou leur gravité, constituer un motif justifié de licenciement.

<sup>3</sup> Les résultats de la procédure, de même que les éventuelles mesures prises, sont portés à la connaissance de la personne plaignante.

<sup>4</sup> Demeurent réservées les procédures judiciaires engagées par la personne plaignante contre la personne mise en cause.

Dénonciation  
calomnieuse

**Art. 130** <sup>1</sup> L'autorité d'engagement peut ouvrir une procédure de licenciement à l'encontre d'un employé qui dénonce une personne qu'il savait innocente ou sans motif sérieux.

<sup>2</sup> Demeurent réservées les procédures judiciaires engagées par la personne soupçonnée injustement de harcèlement contre l'auteur de la dénonciation.

Protection contre  
les menaces et  
assistance  
juridique

**Art. 131** <sup>1</sup> L'employé qui fait l'objet d'une plainte ou d'une dénonciation pénale ou qui est menacé d'une telle action concernant des infractions qui auraient été commises dans l'exercice de ses fonctions à l'égard de tiers peut obtenir une assistance juridique. Il en est de même si la défense adéquate d'un employé, menacé ou agressé injustement, nécessite que celui-ci intente une action en justice.

<sup>2</sup> L'employé qui entend bénéficier d'une assistance juridique adresse une requête dans ce sens au Service des ressources humaines, à l'intention du Gouvernement.

<sup>3</sup> Si le bénéficiaire de l'assistance juridique est reconnu coupable et a violé intentionnellement ou par négligence grave ses devoirs de service, les frais d'assistance sont mis totalement ou partiellement à sa charge. Le Gouvernement décide.

Service d'aide et  
de conseil aux  
employés et  
supervision

**Art. 132** <sup>1</sup> Un service d'aide et de conseil d'ordre psychologique est à disposition des employés qui rencontrent des problèmes sur leur lieu de travail.

<sup>2</sup> Le service d'aide et de conseil propose aux employés d'identifier et de clarifier les problèmes particuliers liés aux administrés, aux élèves, aux parents d'élèves et aux autorités, de prendre de la distance et de trouver des solutions face aux difficultés quotidiennes (organisation, tensions, découragement, lassitude, etc.).

<sup>3</sup> Le Service des ressources humaines, sur requête spécifique ou collective d'un service, peut mettre en place des mesures telles que la supervision permettant à l'employé d'avoir un soutien professionnel et psychologique sur le long terme.

## SECTION 9 : Protection de la santé

Interdiction  
générale de  
fumer

**Art. 133** <sup>1</sup> Il est interdit de fumer dans tous les espaces fermés accessibles au public ou qui servent de lieu de travail au personnel de l'Etat, y compris dans les établissements d'enseignement et les locaux où sont débitées des boissons et de la nourriture, ainsi que dans les véhicules de service.

<sup>2</sup> Les employés de l'Etat sont autorisés à sortir occasionnellement des bâtiments et des établissements pour fumer, dans le cadre de leur temps de pause au sens de l'article 66. Les chefs des unités administratives et les directeurs des établissements scolaires peuvent décider de modalités complémentaires.

<sup>3</sup> Une réglementation spécifique demeure réservée.

Prévention

**Art. 134** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines répond de la mise en œuvre des mesures de santé et de sécurité au travail.

<sup>2</sup> Un organe de coordination pour la promotion de la santé et de la sécurité au travail dans l'administration cantonale et ses établissements scolaires est désigné par le Gouvernement.

<sup>3</sup> L'organe de coordination fonctionne au sens de la solution de branche "Santé et Sécurité" des administrations cantonales et fédérales. Il est rattaché au Service des ressources humaines.

<sup>4</sup> Les chefs des unités administratives et les directeurs des établissements scolaires sont tenus, au besoin, avec l'aide de spécialistes en matière de santé et de sécurité au travail, de prendre ou de faire prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie et la santé du personnel ainsi que des élèves et des étudiants.

<sup>5</sup> Les employés de l'Etat sont tenus de collaborer à la mise en œuvre des prescriptions sur l'hygiène, la protection de la santé et la prévention des accidents et maladies professionnels.

<sup>6</sup> Ils doivent, en particulier, utiliser les équipements individuels de protection et employer correctement les dispositifs de sécurité et s'abstenir de les enlever ou de les modifier sans autorisation du supérieur hiérarchique.

<sup>7</sup> Ils ont l'obligation de signaler immédiatement au supérieur hiérarchique les anomalies et les défauts compromettant l'hygiène, la protection de la santé et la sécurité qu'ils constatent.

Médecin du travail et autres spécialistes de la santé et sécurité au travail

**Art. 135** Le Service des ressources humaines peut mandater ponctuellement un médecin du travail ou d'autres spécialistes pour des questions relatives à la santé dans l'administration et les écoles.

## SECTION 10 : Droit de grève

Exercice du droit de grève

**Art. 136** En cas de préavis de grève, le Gouvernement désigne les secteurs dans lesquels un service minimum doit être assuré ainsi que les moyens nécessaires.

## SECTION 11 : Formation continue et perfectionnement professionnel pour le personnel de l'administration et les magistrats

Principe

**Art. 137** <sup>1</sup> Les supérieurs hiérarchiques veillent au développement des compétences de leurs employés et à leur perfectionnement.

<sup>2</sup> Les employés veillent à maintenir à jour les connaissances et compétences nécessaires à l'exécution de leur travail. Ils s'informent régulièrement de l'évolution dans leur domaine d'activité.

<sup>3</sup> Les employés maintiennent à jour leurs connaissances et compétences en participant à des cours de formation ou de perfectionnement.

<sup>4</sup> Le Service des ressources humaines veille à une utilisation équitable des ressources consacrées en matière de formation au sein des différentes unités administratives.

Procédure

**Art. 138** <sup>1</sup> L'employé qui entend participer à un cours sollicite l'autorisation préalable de son supérieur hiérarchique, au moyen de la formule établie par le Service des ressources humaines, et transmet la demande à ce dernier.

<sup>2</sup> Les chefs d'unité administrative et les magistrats requièrent le préavis du chef du département auquel ils sont rattachés.

<sup>3</sup> Le Service des ressources humaines statue sur les demandes pour lesquelles les coûts totaux ne dépassent pas 10 000 francs. Le département auquel est rattaché ce service statue sur les demandes pour lesquelles les coûts totaux excèdent ce montant.

<sup>4</sup> Une réglementation spécifique demeure réservée.

Congés

**Art. 139** <sup>1</sup> L'autorité au sens de l'article 138, alinéa 3, accorde les congés nécessaires au perfectionnement professionnel de ses employés pour les formations reconnues.

<sup>2</sup> Les congés peuvent être payés en totalité ou en partie, conformément aux principes mentionnés à l'article 140. En règle générale, la part des congés payés est proportionnelle à la participation aux frais de formation.

Répartition des  
coûts entre  
l'employeur et  
l'employé

**Art. 140** <sup>1</sup> L'Etat prend en charge intégralement les dépenses engendrées par les cours indispensables à l'exercice de la fonction de l'employé.

<sup>2</sup> L'Etat participe à raison de 75 % aux dépenses engendrées par les cours présentant un intérêt prépondérant pour l'Etat.

<sup>3</sup> L'Etat participe à raison de 50 % aux dépenses engendrées par les cours présentant un intérêt tant pour l'employeur que pour l'employé.

<sup>4</sup> Les cours ne présentant pas d'intérêt pour l'employeur sont supportés intégralement par l'employé. L'employeur peut cependant accorder des congés non payés dans la mesure où l'organisation du service le permet.

<sup>5</sup> La prise en charge des dépenses engendrées par les cours n'a lieu qu'avec l'accord du Service des ressources humaines et de l'unité administrative ou, le cas échéant, du département auquel est rattaché l'employé. Les montants sont prélevés sur le budget de la formation continue dudit service.

Dépenses prises  
en charge  
pour un  
perfectionnement  
professionnel

**Art. 141** <sup>1</sup> Peuvent faire l'objet d'une prise en charge totale ou partielle par l'Etat :

- a) les finances de cours;
- b) les taxes d'examen;
- c) les frais de déplacement, de repas et d'hébergement.

<sup>2</sup> Les taxes d'examen sont prises en charge selon les mêmes modalités que les finances de cours.

<sup>3</sup> S'ils sont pris en charge, les frais de déplacement, de repas et d'hébergement sont indemnisés à 100 % de la même manière que pour un déplacement professionnel.

Décompte

**Art. 142** <sup>1</sup> Les frais engendrés par des cours de perfectionnement et de formation sont portés sur les décomptes de frais de l'employé.

<sup>2</sup> Pour les cours qui ont fait l'objet d'une décision du département, ils sont portés sur un décompte particulier au moyen d'un formulaire ad hoc.

Comptabilisation  
du temps  
consacré au  
perfectionnement  
professionnel

**Art. 143** Le temps consacré au perfectionnement professionnel, obligatoire ou volontaire, est comptabilisé indépendamment du taux d'occupation à raison de 8 heures 12 minutes par journée complète et de 4 heures 6 minutes par demi-journée, quel que soit le lieu de la formation.

Obligation de  
rembourser

**Art. 144** <sup>1</sup> L'employé dont les coûts du perfectionnement professionnel ou de formation continue dépassent 5 000 francs est tenu de s'engager à rester au service de l'Etat, dès la fin de son perfectionnement professionnel et quelle que soit l'issue de celui-ci. L'engagement de l'employé porte sur une durée arrêtée en fonction des coûts engendrés par le perfectionnement comprenant les dépenses et le salaire, avec les charges sociales, versé durant la formation. L'échelle ci-dessous est applicable :

Dépenses prises en charge	Durée obligatoire de l'emploi après la formation
de 5'001 à 10'000 francs	12 mois
de 10'001 à 15'000 francs	24 mois
de 15'001 à 20'000 francs	36 mois
de 20'001 à 30'000 francs	48 mois
plus de 30'000 francs	supérieure à 48 mois, selon entente.

<sup>2</sup> En cas de départ anticipé, l'employé rembourse les frais engagés par l'employeur proportionnellement à la durée de travail non effectuée.

<sup>3</sup> L'employé qui interrompt son perfectionnement professionnel sans juste motif est tenu au remboursement des frais engagés par l'employeur.

<sup>4</sup> L'autorité au sens de l'article 138, alinéa 3, peut renoncer totalement ou partiellement au remboursement, lorsque le perfectionnement professionnel ou l'activité professionnelle doit être interrompu pour des raisons impératives (notamment un changement fondamental dans l'organisation familiale, une maladie, un accident, une invalidité, un échec).

<sup>5</sup> La décision par laquelle le perfectionnement professionnel est autorisé précise les modalités de prise en charge et de remboursement en cas de départ anticipé ou d'arrêt de la formation.

Contrôle et suivi **Art. 145** Le Service des ressources humaines contrôle le respect des décisions en matière de décompte de temps et, en collaboration avec la Trésorerie générale, les décomptes de frais spécifiques.

## SECTION 12 : Formation continue pour les enseignants

Principe **Art. 146** <sup>1</sup> Le Département de la formation, de la culture et des sports, le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire peuvent astreindre les enseignants à suivre des cours de formation continue.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les enseignants veillent à maintenir à jour leurs connaissances et compétences professionnelles sur les plans scientifique et pédagogique.

<sup>3</sup> Ils participent, selon l'établissement où ils enseignent, aux cours de formation continue et aux activités organisés ou reconnus par la Haute école pédagogique BEJUNE et par l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle ou par tout autre organisme.

Période de formation **Art. 147** <sup>1</sup> Les cours de formation continue à caractère obligatoire ont lieu en principe par moitié sur le temps scolaire. Les enseignants peuvent être appelés à consacrer une partie des vacances scolaires à leur formation.

<sup>2</sup> Les cours de formation continue à caractère non obligatoire se déroulent en dehors du temps scolaire.

Prise en charge des frais **Art. 148** <sup>1</sup> Les cours de formation continue organisés par la Haute école pédagogique BEJUNE sont pris en charge dans le cadre du budget de formation continue de cette dernière.

<sup>2</sup> Les enseignants peuvent solliciter auprès de la HEP-BEJUNE une subvention individuelle ou collective pour des projets de formation continue. La demande, visée par le directeur du cercle scolaire ou de la division, est confirmée par le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire.<sup>[23\)](#)</sup>

Formation  
complémentaire

**Art. 149** <sup>1</sup> Le Département de la formation, de la culture et des sports peut astreindre un enseignant engagé après une interruption d'activité de plus de cinq ans à suivre une formation complémentaire.

<sup>2</sup> Elle a lieu en totalité hors du temps scolaire. L'enseignant concerné ne reçoit aucune indemnité.

<sup>3</sup> Ce programme peut être décidé en tout temps, avant et durant toute la première année de retour à l'enseignement.

### SECTION 13 : Certificat et attestation de travail

Certificat et  
attestation de  
travail

**Art. 150** Chaque employé de l'Etat peut demander en tout temps un certificat de travail portant sur la nature et la durée des rapports de service, ainsi que sur la qualité de ses prestations, sur son comportement et sur ses aptitudes, ou une attestation de travail portant uniquement sur la nature et la durée des rapports de service.

Requête

**Art. 151** <sup>1</sup> Les employés de l'administration cantonale adressent leur requête au Service des ressources humaines.

<sup>2</sup> Les enseignants adressent leur demande de certificat à la direction de leur cercle scolaire ou de la division du Service de la formation postobligatoire. Lorsqu'ils requièrent une attestation, ils peuvent présenter leur demande directement au Service de l'enseignement ou au Service de la formation postobligatoire.[23\)](#)

Etablissement

**Art. 152** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines et le supérieur hiérarchique ou le chef de l'unité administrative de l'employé préparent et signent conjointement le certificat ou l'attestation.

<sup>2</sup> Pour les enseignants, le certificat est préparé par la direction du cercle scolaire ou de la division du Service de la formation postobligatoire concernée et transmis, avec leur signature, au Service de l'enseignement ou au Service de la formation postobligatoire à fin de validation et de cosignature par le chef de l'unité administrative concernée.[23\)](#)

<sup>3</sup> Le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire établissent, en collaboration avec le Service des ressources humaines, les certificats de travail et les attestations des membres des directions des écoles ou des divisions du Service de la formation postobligatoire.[23\)](#)



<sup>4</sup> La requête est traitée dans un délai de 15 jours dans la mesure du possible

## CHAPITRE VII : Mobilité interne et mutation

Mobilité interne **Art. 153** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines est responsable de la mobilité interne.

<sup>2</sup> La mobilité interne vise à aider les chefs des unités administratives et les employés dans leurs démarches de recrutement et de changement de poste, ainsi qu'en cas de mutation.

<sup>3</sup> Le Service des ressources humaines collecte les dossiers des personnes qui souhaitent changer d'orientation professionnelle ou dont le poste est supprimé en vue de leur attribuer un nouveau poste.

Mutation  
a) dans  
l'administration **Art. 154** <sup>1</sup> En cas de mutation pour cause de suppression de poste, le dossier de candidature de l'employé concerné est automatiquement proposé, avec son accord, comme candidat à un poste ouvert pour lequel il satisfait aux exigences.

<sup>2</sup> Si le nouveau poste est de niveau équivalent et que son attribution n'entraîne pas une augmentation de traitement, la mutation devient effective dès que toutes les parties ont donné leur accord et qu'elle a été validée par l'autorité d'engagement compétente.

b) dans  
l'enseignement **Art. 155** En cas de suppression de postes d'enseignant, en raison notamment de la fermeture de classes, tout poste vacant d'un ordre d'enseignement correspondant peut être proposé à l'enseignant concerné, avant sa mise au concours.

Transferts pour  
les enseignants **Art. 156** <sup>1</sup> Lorsque l'organisation de l'enseignement l'exige, le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire peuvent transférer leurs enseignants respectifs dans d'autres écoles ou lieux d'enseignement. [23\)](#)

<sup>2</sup> L'enseignant ainsi que les commissions d'écoles et les directions de divisions concernées sont préalablement entendus.

**Art. 157** [18\)](#)

## CHAPITRE VIII : Cessation des rapports de service

Résiliation d'un  
commun accord

**Art. 158<sup>23)</sup>** En cas de résiliation d'un commun accord, le Service des ressources humaines règle les modalités de la fin des rapports de service pour les employés de l'administration cantonale, le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire pour les enseignants.

Démission

**Art. 159** La démission peut être adressée valablement :

- a) pour les employés de l'administration cantonale, au Service des ressources humaines;
- b) pour les magistrats, au Parlement;
- c)<sup>23)</sup> pour les enseignants en fonction de leur niveau d'enseignement, au Service de l'enseignement ou au Service de la formation postobligatoire.

Modalités  
relatives à la fin  
des rapports de  
service

**Art. 160** Lors de la cessation des rapports de service, le supérieur hiérarchique, en collaboration avec le Service des ressources humaines et le Service de l'informatique, prend toutes les mesures utiles, notamment en ce qui concerne :

- a) l'accès à la messagerie informatique de l'intéressé ou à tout autre outil professionnel, le blocage ou la déviation de ces derniers;
- b) l'accès téléphonique de l'intéressé, le blocage ou la déviation de cet accès;
- c) la restitution des clés par l'intéressé;
- d) les modalités de libération du poste de travail et de la récupération des affaires personnelles par l'intéressé.

Entretien de  
départ

**Art. 161** <sup>1</sup> A la fin des rapports de service, un entretien de départ a en principe lieu avec l'intéressé.

<sup>2</sup> L'entretien de départ est organisé par le Service des ressources humaines ou, en cas de délégation, par le conseiller en matière de ressources humaines de l'unité administrative concernée, pour les employés de l'administration cantonale. Il est organisé par le Service de l'enseignement ou par le Service de la formation postobligatoire ou, en cas de délégation, par la direction du cercle scolaire ou de la division concernée, pour les enseignants.<sup>23)</sup>

<sup>3</sup> L'entretien porte notamment sur les conditions de travail générales au sein de l'unité administrative ou de l'école concernée.

<sup>4</sup> Sur la base de l'entretien, l'autorité compétente détermine si des mesures doivent être prises, notamment en matière d'organisation et de fonctionnement de l'unité.

Suppléance pour  
le personnel de  
l'administration  
cantonale

**Art. 162** <sup>1</sup> En cas de vacance consécutive à la cessation des rapports de service ou à une absence prolongée nécessitant une suppléance, le chef de l'unité administrative ou le chef du département concerné, s'il s'agit de suppléer à ce dernier, organise la suppléance. Au besoin, le concours du Service des ressources humaines peut être requis.

<sup>2</sup> En règle générale, une suppléance ne peut être organisée que si l'absence du titulaire est d'au moins 30 jours civils et correspond au moins à un taux d'activité de 50 %. Une indemnité de suppléance est versée dès le 1<sup>er</sup> jour de suppléance, pour chaque mois entier ou entamé où la suppléance a été exercée.

<sup>3</sup> Lorsque la suppléance fait partie des attributions de l'intéressé, en qualité de remplaçant ou d'adjoint, l'indemnité de suppléance est versée dès le 1<sup>er</sup> jour du troisième mois d'exercice de la suppléance, pour chaque mois entier ou entamé où la suppléance a été exercée.

<sup>4</sup> L'indemnité de suppléance est fixée par le Service des ressources humaines. Elle correspond à la différence, calculée sur la base de l'annuité 5, entre la classe de traitement du suppléant et la classe de traitement de la personne remplacée. L'indemnité est versée trimestriellement.

## CHAPITRE IX : Application de la loi

### SECTION 1 : Autorité de conciliation

Président

**Art. 163** <sup>1</sup> Le président de l'autorité de conciliation doit être au bénéfice d'une formation ou d'une expérience juridique, judiciaire ou en matière de ressources humaines.

<sup>2</sup> Il ne peut être choisi parmi les personnes soumises au statut du personnel de l'Etat, ni parmi les députés et députés suppléants du Parlement.

Rémunération  
du président et  
des membres  
de l'autorité de  
conciliation

**Art. 164** <sup>1</sup> Le président de l'autorité de conciliation est rétribué selon les mêmes modalités que les juges suppléants du Tribunal cantonal, conformément au décret concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Les membres de l'autorité de conciliation qui ne sont pas employés de l'Etat sont rétribués selon les mêmes modalités que les assesseurs, conformément au décret concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux<sup>7</sup>.

<sup>3</sup> Les membres de l'autorité de conciliation qui sont employés de l'Etat assument leur fonction durant leur temps de travail. Ils ne sont pas indemnisés.

#### Secrétariat

**Art. 165** Le secrétariat de l'autorité de conciliation est assuré par le Service des ressources humaines.

#### Objets soumis à l'autorité

**Art. 166** <sup>1</sup> Tous les litiges relevant de l'application de la loi sur le personnel de l'Etat<sup>1</sup> et de ses dispositions d'application, à l'exclusion des mesures provisionnelles et des litiges ayant trait à la rémunération ou à une procédure d'évaluation de fonction, peuvent faire l'objet d'une requête auprès de l'autorité de conciliation.

<sup>2</sup> Lorsqu'une décision a été rendue, la requête doit être adressée à l'autorité de conciliation dans un délai de 30 jours. A défaut, la décision devient exécutoire et ne peut plus être contestée ultérieurement.

<sup>3</sup> Dans les cas où la voie de l'action administrative est ouverte, la requête peut être adressée à l'autorité de conciliation tant que la prétention n'est pas prescrite.

<sup>4</sup> La procédure d'opposition est exclue.

#### Composition de l'autorité

**Art. 167** <sup>1</sup> L'autorité de conciliation siège à trois membres de manière paritaire.

<sup>2</sup> Le président désigne pour chaque cause les deux autres membres appelés à siéger.

#### Représentation

**Art. 168** Les parties peuvent se faire assister d'une personne de leur choix ou par un mandataire professionnel.

#### Procédure applicable

**Art. 169** Le Code de procédure administrative<sup>8</sup> s'applique à la procédure devant l'autorité de conciliation.

Relation avec la  
procédure de  
recours

**Art. 170** Le dépôt de la requête devant l'autorité de conciliation est la condition préalable en vue d'une procédure ultérieure de recours auprès des instances de la juridiction administrative.

Frais et dépens

**Art. 171** <sup>1</sup> La procédure devant l'autorité de conciliation est gratuite.

<sup>2</sup> L'autorité de conciliation n'alloue pas de dépens.

## SECTION 2 : Réseau en matière de ressources humaines

Principe

**Art. 172** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines met en place un réseau composé de correspondants et de conseillers en matière de ressources humaines au sein des unités et des départements.

<sup>2</sup> Il forme les personnes du réseau.

<sup>3</sup> Il arrête des lignes directrices afin que la politique du personnel et la législation soient appliquées de manière uniforme.

<sup>4</sup> Il organise des rencontres régulières afin de faciliter la coordination des activités en matière de ressources humaines et de politique du personnel.

Correspondants  
RH

**Art. 173** Les correspondants en matière de ressources humaines ont notamment les tâches suivantes :

- a) informer les employés de leurs unités en leur fournissant des renseignements généraux en matière de ressources humaines;
- b) réaliser des tâches d'administration du personnel.

Conseillers RH

**Art. 174** Sous la responsabilité du chef de l'unité administrative, les conseillers en matière de ressources humaines ont notamment les tâches suivantes :

- a) participer à la mise en œuvre de la politique du personnel;
- b) veiller à l'application des processus de gestion des ressources humaines au sein de leurs unités;
- c) apporter des conseils en matière de ressources humaines;
- d) fournir les informations utiles en matière de ressources humaines;
- e) proposer toutes mesures pour prévenir et résoudre les conflits;
- f) informer et soutenir les employés au sein de leurs unités.

### SECTION 3 : Abus ou violation de la loi

Suspensions  
d'abus ou de  
violation de la  
législation

**Art. 175** <sup>1</sup> En cas de soupçons d'abus ou de violation de la législation sur le personnel de l'Etat, le Service des ressources humaines peut, avec l'accord du chef du département auquel il est rattaché ou sur demande de ce dernier, procéder aux investigations nécessaires. Le chef du département concerné est informé.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut mandater le Service des ressources humaines, un autre service ou un tiers afin d'effectuer une enquête ou un audit au sein d'une unité administrative.

### CHAPITRE X : Contribution facultative à la coordination des syndicats de la fonction publique

Principes

**Art. 176** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines prélève, sur le traitement du mois de décembre, une contribution facultative annuelle de 25 francs pour les employés en fonction à ce moment-là qui exercent une activité à plus de 50 %. Ce montant est reversé à la coordination des syndicats de la fonction publique.

<sup>2</sup> L'employé qui entend refuser de verser la contribution remplit une formule établie par le Service des ressources humaines, au plus tard jusqu'à la fin du mois d'octobre. Sauf révocation expresse, le refus est valable pour une durée indéterminée.

<sup>3</sup> Une information est communiquée à ce sujet aux employés de l'Etat.

### CHAPITRE XI : Dispositions transitoires et finales

Programmes  
d'allégement  
liés à l'âge

**Art. 177**<sup>17)</sup> A la demande des bénéficiaires, les programmes d'allégement liés à l'âge en vigueur avant le 1<sup>er</sup> août 2016 peuvent être revus en application des nouvelles dispositions.

Utilisation du  
compte épargne-  
temps  
a) Principe

**Art. 177a**<sup>20)</sup> <sup>1</sup> Le compte épargne-temps constitué avant l'entrée en vigueur de la présente disposition peut être utilisé comme il suit :

- a) par la prise de congés;
- b) par conversion en espèces.

<sup>2</sup> Le compte épargne-temps est supprimé le 31 juillet 2022. A cette date, le solde éventuel du compte épargne-temps est converti en espèces et est versé à l'employé, conformément à l'article 177c, alinéa 2. Il en va de même lorsqu'un employé quitte l'administration ou qu'il est muté.

b) Par la prise de congés

**Art. 177b<sup>20)</sup>** <sup>1</sup> Jusqu'à épuisement du compte épargne-temps, l'équivalent d'une semaine de congé est prélevé automatiquement le 1<sup>er</sup> août de chaque année pour être transféré sur le compte des heures variables de l'employé, la première fois le 1<sup>er</sup> août 2016. Les congés y relatifs doivent être pris jusqu'au 31 juillet de l'année suivante. L'article 61, alinéas 1 et 3, est applicable en cas de solde positif à cette date.

<sup>2</sup> Au surplus, l'employé peut demander au chef de l'unité administrative, au moins trois mois à l'avance, l'autorisation de prélever des congés sur son compte épargne-temps à raison d'une ou de plusieurs semaines entières, qui peuvent être cumulées avec des vacances ordinaires. Le chef de l'unité administrative peut accepter une requête formulée dans un délai plus court.

c) En espèces

**Art. 177c<sup>20)</sup>** <sup>1</sup> A la demande de l'employé, le compte épargne-temps peut être, en tout ou en partie, compensé en espèces.

<sup>2</sup> La compensation en espèces est calculée en prenant la moyenne des salaires de l'employé qui ont été affectés au compte épargne-temps. Lorsque le compte épargne-temps a été alimenté par l'affectation d'une gratification, la valeur de cette gratification est calculée selon sa valeur en espèces au sens de l'article 17, alinéa 2, du décret sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>21)</sup>; elle est payée en priorité.

d) Remplacement

**Art. 177d<sup>20)</sup>** Un congé prélevé sur le compte épargne-temps ne peut donner lieu au remplacement du bénéficiaire que si la durée du congé est supérieure à un mois.

Modification de l'ordonnance scolaire

**Art. 178** L'ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire<sup>9)</sup> est modifiée comme il suit :

Articles 179 à 195  
Abrogés

Article 196  
...<sup>11)</sup>

Article 199  
Abrogé

Article 204  
Abrogé

Article 206  
Abrogé

Articles 210 à 212  
Abrogés

CHAPITRE VI du Titre cinquième (art. 213)  
Abrogés

Modification de  
l'ordonnance sur  
les conditions  
d'engagement et  
de rémunération  
des maîtres aux  
écoles  
professionnelles

**Art. 179** L'ordonnance du 6 décembre 1983 sur les conditions d'engagement et de rémunération des maîtres aux écoles professionnelles<sup>10)</sup> est modifiée comme il suit :

## TITRE

Ordonnance sur les conditions d'engagement et de rémunération des maîtres du Centre jurassien d'enseignement et de formation

## PREAMBULE

...<sup>11)</sup>

Article premier  
Abrogé

SECTION 2 (art. 4 à 10)  
Abrogés

SECTION 3 (art. 11 à 12)  
Abrogés

SECTION 4 (art. 13 à 18)  
Abrogés

SECTION 5 (art. 19 à 22)  
Abrogés



Articles 23 à 25  
Abrogés

Article 26  
...[11\)](#)

Article 28  
...[11\)](#)

Article 29  
...[11\)](#)

Article 30  
...[11\)](#)

Article 32  
Abrogé

Article 34  
...[11\)](#)

Article 37  
...[11\)](#)

Article 38  
...[11\)](#)

Articles 39 à 41  
Abrogés

Articles 43 à 45  
Abrogés

Clause  
abrogatoire

**Art. 180** Sont abrogés :

1. l'ordonnance du 5 juillet 2011 relative à l'autorité de conciliation en matière de personnel de l'Etat;
2. l'arrêté du 25 octobre 2011 concernant le congé de paternité en cas de naissance ou d'adoption d'un enfant;
3. l'ordonnance du 18 août 1981 concernant les traitements, les vacances et les fonctions accessoires autorisées du personnel de l'Etat;
4. la directive du 9 février 1999 relative aux congés payés octroyés aux magistrats, fonctionnaires et employés assumant une charge publique autre que celle de parlementaire fédéral ou cantonal;

5. l'ordonnance du 10 juin 1980 concernant le travail supplémentaire, le travail de nuit et le travail accompli hors des jours ouvrables par le personnel de l'Etat;
6. l'ordonnance du 1<sup>er</sup> février 1994 sur les mutations d'agents de l'administration jurassienne;
7. les directives du 26 août 2008 concernant l'octroi de congés extraordinaires pour l'exercice d'une activité sportive ou pour un congé jeunesse;
8. les directives du 29 mai 2007 relatives au soutien en matière de formation et de perfectionnement professionnels du personnel de l'Etat;
9. le règlement du 27 janvier 2004 concernant le repourvoiement et la création de postes dans l'administration cantonale;
10. l'ordonnance du 13 septembre 2011 concernant la contribution facultative à la coordination des syndicats de la fonction publique;
11. l'ordonnance du 1<sup>er</sup> septembre 1981 portant délégation des compétences gouvernementales en matière de démission au chef du Service du personnel;
12. l'ordonnance du 31 août 1982 fixant la compétence d'autoriser les magistrats et fonctionnaires à déposer en justice;
13. la directive du 25 mai 2004 concernant la violation des droits de la personnalité et en particulier le harcèlement sur le lieu de travail;
14. l'ordonnance du 28 septembre 1983 sur la promesse solennelle;
15. l'ordonnance du 4 mars 1980 concernant le versement des allocations familiales et pour enfants aux magistrats, fonctionnaires et employés occupés à temps partiel.

Entrée en  
vigueur

**Art. 181** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Delémont, le 29 novembre 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) [RSJU 173.11](#)  
2) [RSJU 172.111](#)

- 3) [RSJU 173.51](#)
- 4) [RSJU 410.252.5](#)
- 5) [RSJU 555.1](#)
- 6) [RSJU 173.461.111](#)
- 7) [RSJU 186.1](#)
- 8) [RSJU 175.1](#)
- 9) [RSJU 410.111](#)
- 10) [RSJU 413.254](#)
- 11) Texte inséré dans ladite ordonnance
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 27 novembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 décembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 11 novembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 13) Introduit par l'article 14 de l'ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 173.411.01](#))
- 14) Nouvelle teneur selon l'article 14 de l'ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 173.411.01](#))
- 15) Abrogé par l'article 14 de l'ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 173.411.01](#))
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 18) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 19) Abrogé(e)s par le ch. I de l'ordonnance du 5 juillet 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 20) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 21) [RSJU 173.411](#)
- 22) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 18 juin 2019, en vigueur depuis le 15 juillet 2019
- 23) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 18 juin 2019, en vigueur depuis le 15 juillet 2019
- 24) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 18 juin 2019, en vigueur depuis le 15 juillet 2019
- 25) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 2 juillet 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 26) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 4 mai 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2021
- 27) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 4 mai 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2021



**Arrêté****fixant la classification des fonctions et des tâches particulières du personnel de l'Etat**

du 5 avril 2016

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 16 et 19, alinéa 4, du décret du 18 décembre 2013 sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>[1](#)</sup>,

vu l'article 4 de l'ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>[2](#)</sup>,

vu le règlement du Gouvernement du 2 décembre 2014 sur le système d'évaluation des fonctions et des tâches particulières<sup>[3](#)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Le Gouvernement fixe, par le présent arrêté, la classification salariale des fonctions et des tâches particulières du personnel de l'Etat.

**Art. 2** Les fonctions du personnel de l'Etat sont classées conformément à l'annexe I.

**Art. 3** Les tâches particulières du personnel de l'Etat sont classées conformément à l'annexe II.

**Art. 4** L'arrêté du 11 décembre 1979 concernant la classification des directeurs des écoles moyennes supérieures relevant du Département de l'Education et des Affaires sociales est abrogé.

**Art. 5** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2016.

Delémont, le 5 avril 2016

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

## Annexe I

### Classification des fonctions du personnel de l'Etat

	Fonctions <sup>4)</sup>	Classes
<b>1.</b>	<b>CADRES ET SPECIALISTES</b>	
1.01.10	Chef-fe de service Ia	20
1.01.11	Chef-fe de service Ib	21
1.01.12	Chef-fe de service Ic	22
1.01.20	Chef-fe de service IIa	22
1.01.21	Chef-fe de service IIb	23
1.01.22	Chef-fe de service IIc	24
1.01.30	Chef-fe de service IIIa	23
1.01.31	Chef-fe de service IIIb	24
1.01.32	Chef-fe de service IIIc	25
1.01.40	Chef-fe de service IVa	24
1.01.41	Chef-fe de service IVb	25
1.01.50	Délégué-e	20
1.02.01	Responsable de secteur Ia	15
1.02.02	Responsable de secteur Ib	16
1.02.03	Responsable de secteur Ic	17
1.02.04	Responsable de secteur Id	18
1.02.05	Responsable de secteur IIa	18
1.02.06	Responsable de secteur IIb	19

1.02.07	Responsable de secteur IIc	20
1.02.08	Responsable de secteur IId	21
1.03.01	Collaborateur-trice scientifique I	16
1.03.02	Collaborateur-trice scientifique IIa	18
1.03.12	Collaborateur-trice scientifique IIb	19
1.03.03	Collaborateur-trice scientifique IIIa <sup>8)</sup>	19
1.03.13 <sup>13)</sup>	Collaborateur-trice scientifique IIIb <sup>8)</sup>	20
1.03.23 <sup>12)</sup>	Collaborateur-trice scientifique IIIc	22
1.03.04	Collaborateur-trice scientifique IV	20
1.04.01	Directeur-trice d'institution I	19
1.04.02	Directeur-trice d'institution II	20
1.04.03	Directeur-trice d'institution III	21
1.04.04	Directeur-trice d'institution IV	23
1.05.01	Directeur-trice de crèche I	15
1.05.02	Directeur-trice de crèche II	15
1.05.03 <sup>17)</sup>	Directeur-trice de crèche III	17
1.05.04 <sup>18)</sup>	Directeur-trice de crèche IV	19
<b>2.</b>	<b>ADMINISTRATION, DOCUMENTATION, FINANCES</b>	
2.01.01	Collaborateur-trice administratif-ve Ia	1
2.01.11	Collaborateur-trice administratif-ve Ib	4
2.01.02	Collaborateur-trice administratif-ve IIa	6
2.01.03	Collaborateur-trice administratif-ve IIb	7



		173.411.21
2.01.04	Collaborateur-trice administratif-ve IIc	8
2.01.05	Collaborateur-trice administratif-ve IIIa	9
2.01.55	Collaborateur-trice administratif-ve IIIb	11
2.01.56	Collaborateur-trice administratif-ve IIIc	10
2.01.06	Collaborateur-trice administratif-ve IV	13
2.01.07 <sup>16)</sup>	Collaborateur-trice administratif-ve Va	16
2.01.08	Collaborateur-trice administratif-ve Vb	15
2.02.01	Collaborateur-trice info-documentaire I	6
2.02.02	Collaborateur-trice info-documentaire II	11
2.02.03	Collaborateur-trice info-documentaire III	12
2.03.01	Taxateur-trice fiscal-e I	7
2.03.02	Taxateur-trice fiscal-e II	9
2.03.03	Taxateur-trice fiscal-e III	13
2.03.04	Taxateur-trice fiscal-e IV	14
2.04.01	Expert-e fiscal-e I	15
2.04.02	Expert-e fiscal-e II	16
2.04.03	Expert-e fiscal-e III	18
2.05.01 <sup>17)</sup>	Réviser-se I	16
2.05.02 <sup>18)</sup>	Réviser-se II	19
2.06.01	Contrôleur-se officiel-le I	12
2.06.02	Contrôleur-se officiel-le II	15

<b>3.</b>	<b>INFORMATIQUE, TECHNIQUE, ENVIRONNEMENT</b>	
3.01.01	... <a href="#">11)</a>	
3.01.02	... <a href="#">11)</a>	
3.02.01	... <a href="#">11)</a>	
3.03.01	... <a href="#">11)</a>	
3.04.01	... <a href="#">11)</a>	
3.05.01	Chargé-e de projets informatiques	15
3.06.01	Agent-e d'exploitation bâtiment I	1
3.06.02	Agent-e d'exploitation bâtiment II	5
3.06.03	Agent-e d'exploitation bâtiment III	9
3.06.04	Agent-e d'exploitation bâtiment IV	10
3.07.01	Inspecteur-trice technique I	9
3.07.02	Inspecteur-trice technique II	10
3.07.03	Inspecteur-trice technique III	11
3.08.01	Agent-e d'exploitation voirie I	3
3.08.02	Agent-e d'exploitation voirie II	8
3.08.03 <a href="#">19)</a>	Agent-e d'exploitation voirie IIIa	10
3.08.13 <a href="#">20)</a>	Agent-e d'exploitation voirie IIIb	11
3.08.04	Agent-e d'exploitation voirie IV	13
3.09.01	Collaborateur-trice technique	9
3.10.01	Technicien-ne de maintenance	14
3.11.01	Technicien-ne spécialisé-e I	13

		173.411.21
3.11.02	Technicien-ne spécialisé-e II	14
3.11.03	Technicien-ne spécialisé-e III	15
3.12.01	Dessinateur-trice I	7
3.12.02	Dessinateur-trice II	9
3.13.01	Surveillant-e de chantiers	14
3.14.01	Jardinier-ère I	2
3.14.02	Jardinier-ère IIa	7
3.14.12	Jardinier-ère IIb	8
3.14.03	Jardinier-ère III	14
3.15.01	Garde-faune	11
3.17.01	Collaborateur-trice de restauration I	2
3.17.02	Collaborateur-trice de restauration IIa	6
3.17.03	Collaborateur-trice de restauration IIb	7
3.17.04	Collaborateur-trice de restauration III	10
3.18.01	Chauffeur-se	3
3.19.01	Photographe	8
3.20.01	Dessinateur-trice technique	7
3.21.01	Dessinateur-trice scientifique	12
3.22.01	Assistant-e d'étude SAP	12
3.23.01	Technicien-ne de fouilles I	6
3.23.02	Technicien-ne de fouilles II	11
3.24.01	Responsable de chantier archéologique	13
3.25.01	Maître-esse d'enseignement et de recherche	18

3.26.01	Préparateur-trice – conservateur-trice	12
<b>4.</b>	<b>SOCIAL, MEDICAL, SANTE PUBLIQUE</b>	
4.01.01	Assistant-e social-e	14
4.02.01	Conseiller-ère en personnel	14
4.03.01	Infirmier-ère scolaire I	12
4.03.02	Infirmier-ère scolaire II	13
4.04.01	Assistant-e dentaire	8
4.05.01	Médecin-dentiste	19
4.06.01	Responsable santé publique	23
4.07.01	Laborantin-e	8
4.08.01	Educateur-trice I	8
4.08.02	Educateur-trice II	12
4.08.03	Educateur-trice III	13
4.08.04	Educateur-trice IV	15
4.09.01	Veilleur-se I	3
4.09.02	Veilleur-se II	4
4.09.03	Veilleur-se III	6
4.09.04 <sup>9)</sup>	Auxiliaire de vie scolaire	4
4.10.01	Conseiller-ère en santé sexuelle	12
4.11.01	Infirmier-ère I	11
4.11.02	Infirmier-ère II	13
4.12.01 <sup>6)</sup>	Thérapeute I	13

4.12.02 <sup>6)</sup>	Thérapeute II	16
4.12.03 <sup>6)</sup>	Thérapeute III	18
4.12.04	... <sup>7)</sup>	
4.12.05	... <sup>7)</sup>	
4.13.01	Coordinateur-trice de placement I	10
4.13.02	Coordinateur-trice de placement II	11
4.14.01	Vétérinaire officiel-le	21
4.15.01	Linger-ère	2
4.16.01	Gestionnaire en intendance	6
<b>5.</b>	<b>JUSTICE, POLICE, SURETE</b>	
5.01.01 <sup>19)</sup>	Agent-e de détention I	11
5.01.02	Agent-e de détention II	13
5.02.01	Commis-greffier-ère	10
5.03.01	Greffier-ère I	20
5.03.02	Greffier-ère II	22
5.04.01	Magistrat-e judiciaire	25
5.05.01	Assistant-e de sécurité publique	9
5.06.01	Agent-e de gendarmerie	12
5.07.01	Sous-officier-ère de gendarmerie I	14
5.07.02	Sous-officier-ère de gendarmerie II	15
5.08.01	Sous-officier-ère supérieur-e de gendarmerie	17
5.08.02	Officier-ère de police	19

5.09.01	Inspecteur-trice scientifique PJ	17
5.10.01	Sous-officier-ère PJ I	14
5.10.02	Sous-officier-ère PJ II	15
5.10.03 <sup>12)</sup>	Inspecteur-trice en cybercriminalité	17
5.11.01	Sous-officier-ère supérieur-e PJ	17
<b>6.</b>	<b>ENSEIGNEMENT, FORMATION, ORIENTATION</b>	
6.01.01	Enseignant-e primaire	13
6.01.02	Animateur-trice en théâtre	13
6.02.01	Enseignant-e primaire spécialisé-e	16
6.02.02	Enseignant-e secondaire spécialisé-e	19
6.03.01	Enseignant-e secondaire	17
6.04.01	Enseignant-e post-obligatoire I	16
6.04.02	Enseignant-e post-obligatoire II	17
6.04.03	Enseignant-e post-obligatoire III	19
6.05.01	Directeur-trice d'école I	17
6.05.02	Directeur-trice d'école II	20
6.05.03	Directeur-trice d'école IIIa	20
6.05.04	Directeur-trice d'école IIIb	22
6.05.05 <sup>10)</sup>	Vice-directeur-trice d'école	20
6.06.01	Formateur-trice	12
6.06.02 <sup>12)</sup>	Encadrant-e	9
6.07.01	Conseiller-ère pédagogique	18

6.08.01	Conseiller-ère en orientation	16
6.09.01	Psychologue scolaire	16
6.10.01	Animateur-trice en santé sexuelle et reproductive	13

## Annexe II

### Classification des tâches particulières du personnel de l'Etat

#### I. Tâches particulières donnant droit à une rémunération complémentaire lorsque leur évaluation, exprimée en classe de traitement, dépasse la classe salariale du titulaire (article 4, alinéa 1, de l'ordonnance sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>2)</sup>)

Tâches particulières <sup>5)</sup>	Valeur exprimée en classe de traitement
Correspondant-e en matière de ressources humaines	6
Correspondant-e informatique	6
Responsable de la formation des apprenti-e-s <sup>15)</sup>	9
Agent-e de gendarmerie, membre du groupe d'intervention	14
Agent-e de gendarmerie, responsable du groupe d'intervention	15
Praticien-ne formateur-trice (fonction de base : éducateur-trice)	14
Correspondant-e en matière de santé et sécurité <sup>9)</sup>	13
Agent-e de détention, coach de la pratique <sup>14)</sup>	12
Agent-e de gendarmerie, coach de la pratique <sup>14)</sup>	14

La rémunération complémentaire est arrêtée à 100 francs par mois, multipliée par la différence de classes entre la fonction du titulaire et l'évaluation de la tâche particulière.

#### II. Tâches particulières donnant droit à une rémunération complémentaire sous forme de classes de traitement supplémentaires (article 4, alinéa 5, de l'ordonnance sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>2)</sup>)

Tâches particulières <sup>5)</sup>	Classe de traitement supplémentaire
Adjoint-e	+ 0 à 2 classes
Suppléant-e d'un-e collaborateur-trice administratif-ve Va	+ 1 classe



- 1) [RSJU 173.411](#)
- 2) [RSJU 173.411.01](#)
- 3) [RSJU 173.411.2](#)
- 4) Les descriptions de fonctions ne sont pas publiées dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais peuvent être consultées sur le site internet du Service des ressources humaines à l'adresse suivante : [www.jura.ch/srh](http://www.jura.ch/srh).
- 5) Les descriptions de tâches particulières ne sont pas publiées dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais peuvent être consultées sur le site internet du Service des ressources humaines à l'adresse suivante : [www.jura.ch/srh](http://www.jura.ch/srh).
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 13 juin 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017
- 7) Abrogé par le ch. I de l'arrêté du 13 juin 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 3 juillet 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2018
- 9) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 3 juillet 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2018
- 10) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 5 février 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019
- 11) Abrogé par le ch. I de l'arrêté du 21 mai 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019
- 12) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 2 juillet 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2019
- 13) Nouvelle numérotation (anciennement 1.03.05) selon le ch. I de l'arrêté du 2 juillet 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2019
- 14) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 19 novembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 19 novembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 28 janvier 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2020
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 24 août 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022
- 18) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 24 août 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022
- 19) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 14 décembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022
- 20) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 14 décembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022



## Ordonnance concernant la rétribution des employés dont l'activité ne figure pas dans la classification des fonctions

du 21 avril 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 8 du décret du 18 décembre 2013 sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>1</sup>,

*arrête :*

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance règle la rétribution des employés dont l'activité ne figure pas dans l'arrêté du 5 avril 2016 fixant la classification des fonctions et des tâches particulières du personnel de l'Etat<sup>2</sup>.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Fixation

**Art. 3** <sup>1</sup> Les rétributions sont définies dans les annexes I et II.

<sup>2</sup> Elles sont exprimées en salaire brut.

Versement

**Art. 4** Les rétributions sont versées chaque mois. Demeurent réservées les situations particulières pour lesquelles d'autres échéances peuvent être appliquées.

Adaptation au  
coût de la vie

**Art. 5** L'adaptation des traitements au coût de la vie arrêtée par le Gouvernement en application du décret sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>1</sup> n'est pas appliquée automatiquement aux rétributions définies dans les annexes.

Autres éléments  
de la rétribution

**Art. 6** L'article 4, lettres b et d, du décret sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>1</sup> s'applique par analogie. Le cas échéant, les montants correspondants sont versés en sus.

Abrogation

**Art. 7** Les directives du 9 juin 1981 concernant la rétribution des jeunes gens et des jeunes filles affectés, durant leurs vacances, à des travaux que leur confient certaines écoles cantonales ou d'autres services de l'Etat jurassien sont abrogées.

Entrée en  
vigueur

**Art. 8** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2020.

Delémont, le 21 avril 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martial Courtet  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

## **Annexe I**

### **Rétributions mensuelles**

Les montants s'entendent pour un taux d'occupation de 100%.

Un treizième salaire est versé en sus.

Les vacances sont prises en nature.

#### **1. Apprenti**

Pré-apprentissage	620 francs
1 <sup>ère</sup> année	770 francs
2 <sup>ème</sup> année	980 francs
3 <sup>ème</sup> année	1'480 francs
4 <sup>ème</sup> année	1'620 francs

#### **2. Stagiaire**

Modèle EC 3+1, pré-HEG/HES/ES, autres	1'620 francs
Universitaire/HEG/HES durant les études	1'800 francs
Universitaire post Bachelor (stage obligatoire)	2'000 francs
Universitaire post Master (stage obligatoire)	2'200 francs

#### **3. Stagiaire HEG en emploi**

1 <sup>ère</sup> année	3'600 francs
2 <sup>ème</sup> année	4'000 francs
3 <sup>ème</sup> année	4'400 francs
4 <sup>ème</sup> année	4'800 francs

**4. Personnel administratif<sup>4)</sup>**

Responsable de l'accueil de Moutier

Classe 25

Les annuités sont déterminées  
en application du décret sur les  
traitements du personnel de  
l'Etat<sup>1)</sup>

## Annexe II

### Rétributions horaires

Les montants incluent la part au treizième salaire.

- |   |   |
|---|---|
| <b>1. Personnel auxiliaire</b>          | 26 francs, indemnité afférente aux vacances comprise.   |
| <b>2. Médecin scolaire</b>              | 90 francs, indemnité afférente aux vacances comprise.   |
| <b>3. Jeune occupé à titre ponctuel</b> | Déterminée selon l'article 5 de la loi du 22 novembre 2017 sur le salaire minimum cantonal <sup>3)</sup> , indemnité afférente aux vacances en sus. |

1) [RSJU 173.411](#)

2) [RSJU 173.411.21](#)

3) [RSJU 822.41](#)

4) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 7 septembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2021





## Loi sur les émoluments (LEmol)<sup>10)</sup>

du 9 novembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 6, 7, 9, 56 et 121 de la Constitution cantonale,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Champ d'application et principe de la perception

Champ  
d'application

**Article premier** La présente loi s'applique à la perception des émoluments, des taxes d'utilisation et des débours.

Terminologie

**Art. 1a<sup>5)</sup>** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Principe de la  
perception

**Art. 2** <sup>1</sup> Les autorités communales, intercommunales et cantonales peuvent percevoir des émoluments et des taxes d'utilisation en contre-partie de leurs prestations et interventions. Elles ont droit, en outre, au remboursement de leurs débours.

<sup>2</sup> La prestation ou l'intervention de l'autorité peut notamment consister dans l'édition d'un acte administratif, l'octroi d'un avantage ou dans le prononcé d'un jugement.

Assujettissement

**Art. 3** L'émolument, la taxe d'utilisation et les débours sont dus par qui a sollicité ou provoqué la prestation ou l'intervention de l'autorité.

Exemptions

**Art. 4** <sup>1</sup> Le paiement d'émoluments et de débours ne peut être exigé de la Confédération et du canton, ni non plus des organismes publics qui en dépendent, à moins que des circonstances particulières ne le justifient.

<sup>2</sup> Les dispositions des lois spéciales, en particulier des codes de procédure, relatives aux frais sont réservées.<sup>6)</sup>

## CHAPITRE II : Définition des émoluments, des taxes d'utilisation et des débours

Emolument  
administratif

**Art. 5** L'émolument administratif est la contribution perçue pour rémunérer une prestation ou une intervention des autorités administratives.

Emolument de  
chancellerie

**Art. 6** <sup>1</sup> L'émolument de chancellerie est la contribution perçue pour rémunérer une prestation ou une intervention de l'autorité n'exigeant pas de sa part un examen ou un contrôle particulier.

<sup>2</sup> Le montant de l'émolument de chancellerie ne doit pas excéder 100 points.<sup>6)</sup>

Emolument  
judiciaire

**Art. 7** L'émolument judiciaire est la contribution perçue pour rémunérer une activité juridictionnelle sollicitée ou provoquée par le justiciable.

Taxes  
d'utilisation

**Art. 8** L'émolument correspondant à l'utilisation particulière d'un service public communal, intercommunal et cantonal est une taxe d'utilisation.

Débours

**Art. 9** <sup>1</sup> Les débours sont les frais occasionnés à l'autorité par l'accomplissement de sa prestation.

<sup>2</sup> Font notamment partie des débours, les indemnités de déplacement et de subsistance, les indemnités de témoins, les honoraires d'experts, les frais de traduction et de publication, les taxes postales, télégraphiques et téléphoniques.

## CHAPITRE III : Mode de calcul

Principes  
généraux

**Art. 10** Le montant des émoluments et des taxes d'utilisation se calcule conformément aux principes de l'égalité de traitement et de la proportionnalité.

Principe de la  
couverture des  
frais

**Art. 11** <sup>1</sup> Le produit total des émoluments administratifs ou judiciaires ne peut, en principe, dépasser le montant total des charges de la branche administrative ou judiciaire concernée. Celui-ci est constitué par la somme des dépenses et frais généraux débours déduits, engagés aux fins de procéder aux opérations rémunérées par un émolument.

<sup>2</sup> Le montant de l'émolument perçu dans un cas d'espèce doit correspondre dans la mesure du possible au coût de la prestation ou de l'intervention de l'autorité.

Autres critères

**Art. 12** <sup>1</sup> Dans les limites des principes énoncés aux articles 10 et 11 et des tarifs édictés, le montant de l'émolument administratif ou judiciaire peut se calculer en fonction de l'intérêt économique du redevable à la prestation fournie. Il peut également être tenu compte de la capacité financière de ce dernier.

<sup>2</sup> Lorsque le domicile du redevable est extérieur au canton ou à la commune et qu'il en résulte un surcroît de frais, le montant de l'émolument peut être majoré conformément au principe de la couverture des frais.

Mode de calcul  
des taxes  
d'utilisation

**Art. 13** <sup>1</sup> Le montant de la taxe d'utilisation doit correspondre à la valeur économique de l'avantage procuré par le service public.

<sup>2</sup> Le montant de la taxe d'utilisation peut être majoré à charge de l'usager domicilié hors du canton ou de la commune :

- a) lorsqu'il en résulte un surcroît de frais;
- b) ou que cet usager recourt à un service public institué grâce au produit des impôts généraux perçus par la collectivité dont ce service dépend.

Majoration et  
diminution des  
émoluments

**Art. 13a** <sup>51</sup> <sup>1</sup> L'autorité peut majorer jusqu'au quart le montant des émoluments administratifs et judiciaires fixés par la législation cantonale pour les affaires nécessitant un travail d'une importance particulière, notamment lorsqu'elles prennent beaucoup de temps ou sont complexes, ainsi que dans les cas où l'intéressé viole des règles de procédure ou agit de manière téméraire ou abusive.

<sup>2</sup> La législation spéciale peut exceptionnellement prévoir une majoration supérieure ou une diminution.

## CHAPITRE IV : Perception

Autorités de  
perception

**Art. 14** <sup>1</sup> La Chancellerie d'Etat perçoit les émoluments et taxes d'utilisation correspondant aux prestations et interventions du Parlement, du Gouvernement et de la Chancellerie.

<sup>2</sup> Dans les autres cas, les autorités cantonales, communales et intercommunales perçoivent elles-mêmes les émoluments et les taxes d'utilisation correspondant à leurs prestations ou interventions.

Perception  
globale

**Art. 15** Lorsqu'une même opération donne lieu à plusieurs émoluments, ceux-ci sont additionnés et perçus en une seule fois.

Exigibilité et  
avance

**Art. 16**<sup>6)</sup> <sup>1</sup> L'émolument, la taxe d'utilisation et les débours sont exigibles dès l'accomplissement de la prestation ou de l'intervention de l'autorité. Ils portent intérêts à 5 % par an dès sommation.

<sup>2</sup> Tout redevable peut cependant être tenu de verser une avance ou de fournir des sûretés sur l'émolument, la taxe d'utilisation et les débours.

<sup>3</sup> Les dispositions légales spéciales sont réservées.

Répartition et  
solidarité

**Art. 17** <sup>1</sup> Lorsque plusieurs personnes sollicitent ou provoquent ensemble une prestation ou une intervention de l'autorité, l'émolument, la taxe d'utilisation et les débours qui en résultent sont équitablement répartis entre elles; sauf prescription légale ou décision contraire, elles en répondent solidairement, si elles sont liées entre elles par un rapport de droits ou d'obligations communs.

<sup>2</sup> Les dispositions des codes de procédure et autres lois relatives aux frais et dépens sont réservées.

Remise

**Art. 18** <sup>1</sup> L'autorité peut, sur demande, renoncer, totalement ou partiellement, à la perception de l'émolument, de la taxe d'utilisation et des débours :

- a) si elle donne lieu à une rigueur excessive;
- b) si la prestation ou l'intervention est accomplie en faveur de collectivités publiques, non exemptées par l'article 4, ainsi que d'organismes d'utilité publique ou de bienfaisance.

<sup>2</sup> L'autorité peut, d'office ou sur demande, accorder une remise dans la mesure où sa prestation ou son intervention est principalement destinée à satisfaire :

- a) un intérêt public;
- b) l'intérêt d'une personne ou d'un groupement de personnes qui n'a pas de but lucratif et qui organise une manifestation publique.<sup>6)</sup>

<sup>3</sup> Les dispositions spéciales sont réservées.<sup>5)</sup>

Manifestations  
sur et hors de la  
voie publique

**Art. 18a<sup>11)</sup>** <sup>1</sup> Une remise de 50 % du montant total de l'émolument est octroyée pour les autorisations concernant les manifestations et les compétitions, même pedestres, sur et hors de la voie publique (art. 6 de la loi sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers et des bateaux<sup>12)</sup>).

<sup>2</sup> Cette remise ne s'applique qu'aux demandes d'autorisation déposées par :

- a) des personnes morales exonérées de l'impôt en application de l'article 69, alinéa 1, lettres h et h<sup>bis</sup>, de la loi d'impôt<sup>13)</sup>;
- b) des personnes morales poursuivant des buts idéaux qui sont exonérées de l'impôt sur le bénéfice (art. 76a LI<sup>13)</sup>) et qui ne sont pas imposées sur leur capital.

<sup>3</sup> Lors du dépôt de la demande d'autorisation, une attestation fiscale ou la dernière décision de taxation est remise à l'autorité compétente.

Réduction

**Art. 19** <sup>1</sup> Lorsque la procédure devient sans objet par suite notamment de retrait ou de désistement, l'émolument ou la taxe d'utilisation n'est perçue que partiellement conformément aux articles 10 à 13.

<sup>2</sup> Les mêmes règles s'appliquent lorsque le redevable renonce après coup à la prestation obtenue.

Restitution de  
l'indu

**Art. 20** <sup>1</sup> L'autorité restitue spontanément l'émolument, la taxe d'utilisation et les débours qui n'étaient pas dus ou qui ont été versés en trop.

<sup>2</sup> La demande de restitution et les contestations qui en résultent sont réglées conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>1)</sup> et aux autres prescriptions y relatives.

Prescription

**Art. 21<sup>6)</sup>** Sous réserve de dispositions spéciales, l'émolument, la taxe d'utilisation et les débours se prescrivent dans le délai de cinq ans à compter de leur exigibilité.

Dispositions  
complémentaires

**Art. 22** <sup>1</sup> Le Parlement peut arrêter des dispositions légales complémentaires concernant notamment l'assujettissement, la garantie, la restitution, la perception, la mise en compte et la remise des émoluments, taxes d'utilisation et débours.

<sup>2</sup> Dans les limites des lois et décrets, le Gouvernement peut, au besoin, arrêter d'autres prescriptions complémentaires.

## CHAPITRE V : Délégation de compétences

Tarif des  
émoluments et  
débours

**Art. 23** <sup>1</sup> Dans les limites des principes énoncés par la présente loi, le Parlement arrête, par voie de décret, le montant maximal des émoluments du Gouvernement, des départements, de la Chancellerie et des instances auxquelles la loi confère des attributions judiciaires. Il édicte en outre ses propres tarifs.

<sup>1bis</sup> Il arrête également, par voie de décret, un émolument relatif aux opérations ou décisions pour lesquelles un émolument n'est pas expressément prévu par la législation.<sup>[5\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Dans les limites des décrets du Parlement, le Gouvernement édicte ses propres tarifs d'émoluments et débours ainsi que ceux des autorités citées à l'alinéa 1.

<sup>3</sup> ...<sup>[7\)](#)</sup>

Valeur du point;  
indexation

**Art. 23a**<sup>[5\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le tarif indique le montant des émoluments en points.

<sup>2</sup> Le Parlement fixe, par voie de décret, la valeur initiale du point.

<sup>3</sup> Le Gouvernement examine annuellement la valeur du point. Il l'adapte, par voie d'arrêté, lorsque l'indice suisse des prix à la consommation a varié de plus de cinq points par rapport à la dernière indexation.<sup>[9\)](#)</sup>

Tarif des taxes  
d'utilisation

**Art. 24** <sup>1</sup> Les tarifs des taxes d'utilisation sont édictés dans les limites de la présente loi, par les autorités désignées par la législation spéciale.

<sup>2</sup> Les tarifs édictés par les autorités communales et intercommunales, ainsi que par les organes des établissements publics, sont soumis à l'approbation du Gouvernement.

**Art. 25<sup>7</sup>**

Dispositions  
d'exécution

**Art. 25a<sup>5</sup>** Le Gouvernement peut régler, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution, notamment celles relatives à la perception des émoluments.

**CHAPITRE VI : Voies de droit**

Autorités  
administratives  
et de juridiction  
administrative

**Art. 26** La décision concernant l'assujettissement, ainsi que le montant des émoluments, des taxes d'utilisation et des débours, peut être attaquée selon les voies de droit prévues par le Code de procédure administrative, lorsqu'elle est prise par une autorité administrative ou par une instance de la juridiction administrative.

Autres instances

**Art. 27** <sup>1</sup> Lorsque la décision est prise par une instance judiciaire autre qu'administrative, elle peut être attaquée selon la voie de droit prévue pour recourir contre le jugement ayant donné lieu aux émoluments et débours.

<sup>2</sup> Les dispositions spéciales des codes de procédure sont réservées.

Jugement  
exécutoire

**Art. 27a<sup>5</sup>** Les décisions fixant un émolument ou une sûreté sont assimilées à un jugement exécutoire au sens de l'article 80 de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>8</sup>.

**CHAPITRE VII : Dispositions finales<sup>6</sup>**

Adaptation  
législative

**Art. 28<sup>6</sup>** <sup>1</sup> Pour l'indexation (art. 23a, al. 3), les émoluments dont la législation cantonale fixe le montant en francs sont réputés fixés en un nombre de points équivalant à leur valeur au moment de l'entrée en vigueur de la présente disposition.

<sup>2</sup> L'alinéa 1 s'applique en particulier aux émolument communaux fixés en francs par la législation cantonale.

Entrée en  
vigueur

**Art. 29** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>4)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 9 novembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) [RSJU 175.1](#)
- 2) Introduit par le ch. I de la loi du 4 décembre 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1987
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 4 décembre 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1987
- 4) 1<sup>er</sup> janvier 1979
- 5) Introduit par le ch. I de la loi du 24 mars 2010 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 24 mars 2010 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 7) Abrogé par le ch. I de la loi du 24 mars 2010 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 8) [RS 281.1](#)
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 10) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 26 mai 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022
- 11) Introduit par le ch. I de la loi du 26 mai 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022
- 12) [RSJU 741.11](#)
- 13) [RSJU 641.11](#)



## Loi d'organisation judiciaire

du 23 février 2000

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 101 à 107 de la Constitution cantonale<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet **Article premier** La présente loi règle l'organisation, l'administration et la surveillance des autorités judiciaires.

Champ d'application **Art. 2** <sup>1</sup> La présente loi s'applique au Tribunal cantonal, au Tribunal de première instance et au Ministère public.<sup>[8\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Elle s'applique au Conseil de prud'hommes, au Tribunal des baux à loyer et à ferme et au Tribunal des mineurs, pour autant que la législation spéciale n'y déroge pas.

Terminologie **Art. 3** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### CHAPITRE II : Organisation du pouvoir judiciaire

Autorités judiciaires **Art. 4** La justice en matière constitutionnelle, administrative, civile et pénale est rendue par :

- a) le Tribunal cantonal;
- b) le Tribunal de première instance;
- c) ...<sup>[9\)](#)</sup>
- d) le Ministère public;
- e) le Tribunal des mineurs.

Fonctions judiciaires **Art. 5**<sup>[9\)](#)</sup>

Effectifs

**Art. 6<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Le Parlement fixe, par voie d'arrêté, dans les limites de la présente loi, les effectifs des juges et des procureurs attribués aux autorités judiciaires.

Eligibilité et  
élection  
a) Eligibilité

**Art. 7<sup>7)20)</sup>** <sup>1</sup> Est éligible en qualité de juge et de procureur toute personne :

- a) qui a l'exercice des droits civils; la personne étrangère doit en outre avoir l'exercice des droits politiques en matière cantonale;
- b) qui est titulaire d'un brevet d'avocat délivré par un canton suisse ou du brevet de notaire de la République et Canton du Jura;
- c) qui ne fait pas l'objet d'une condamnation pénale pour des faits incompatibles avec cette fonction, à moins que cette condamnation ne figure plus sur l'extrait privé du casier judiciaire;
- d) et qui ne fait pas l'objet d'un acte de défaut de biens.

<sup>2</sup> Les juges permanents et les procureurs sont en principe tenus d'élire domicile dans le canton. Le Conseil de surveillance de la magistrature peut autoriser des dérogations pour de justes motifs.

b) Election; âge  
limite; période de  
fonction

**Art. 8<sup>7)</sup>** <sup>1</sup> Les juges, le procureur général et les procureurs sont élus par le Parlement pour la durée de la législature. Ils sont rééligibles.<sup>24)</sup>

<sup>2</sup> Les juges permanents et les procureurs ne peuvent exercer leur fonction au-delà du mois au cours duquel ils atteignent l'âge de 65 ans. Les juges suppléants et extraordinaires, ainsi que les procureurs extraordinaires, ne peuvent exercer leur fonction au-delà du mois au cours duquel ils atteignent l'âge de 70 ans.<sup>20)</sup>

<sup>3</sup> La période de fonction débute le premier janvier de l'année qui suit l'élection et se termine le 31 décembre de la dernière année de la législature.

<sup>4</sup> Les postes vacants sont repourvus pour le reste de la période.

c) Procédure  
d'élection

**Art. 8a<sup>21)</sup>** <sup>1</sup> Le Conseil des surveillance de la magistrature prépare et préavisé l'élection des magistrats de l'ordre judiciaire.

<sup>2</sup> En prévision d'une élection par le Parlement, le Conseil de surveillance de la magistrature publie un avis dans le Journal officiel au moins trois mois avant la date fixée pour celle-ci. L'avis indique que les actes de candidature doivent être déposés dans un délai de trois semaines auprès du Conseil de surveillance de la magistrature. Celui-ci en transmet copie au Secrétariat du Parlement.

<sup>3</sup> Après examen des candidatures, le Conseil de surveillance de la magistrature adresse son préavis motivé au Parlement et présente une proposition de candidature par poste à pourvoir. La proposition doit être communiquée au Parlement au moins trente jours avant la date de l'élection.

<sup>4</sup> Lors de l'examen des candidatures, le Conseil de surveillance de la magistrature tient compte de la formation, de l'expérience professionnelle et des qualités personnelles des candidats.

<sup>5</sup> En principe, le Conseil de surveillance de la magistrature auditionne les candidats qui remplissent les conditions d'éligibilité. Pour le surplus, il fixe la procédure d'examen des candidatures par voie de règlement.

d) Procédure de réélection

**Art. 8b<sup>21)</sup>** <sup>1</sup> En prévision des élections pour une nouvelle législature, le Conseil de surveillance de la magistrature invite les magistrats en fonction à lui communiquer s'ils sollicitent leur réélection.

<sup>2</sup> Si le Conseil de surveillance de la magistrature envisage de ne pas proposer la réélection d'un magistrat, il en informe l'intéressé, au moins six mois avant la date de l'élection, avec indication des motifs, et l'entend personnellement. S'il maintient sa position, il adresse un préavis motivé au Parlement au moins trente jours avant la date de l'élection.

<sup>3</sup> Au moins trois mois avant la séance constitutive du Parlement, le Conseil de surveillance de la magistrature publie un avis dans le Journal officiel mentionnant que lors de sa séance constitutive, le Parlement procédera à la réélection des membres des autorités judiciaires. L'avis contient les noms des magistrats candidats à leur réélection et indique que d'autres candidatures peuvent être déposées dans un délai de trois semaines.

<sup>4</sup> Dans tous les cas, les nouvelles candidatures sont traitées conformément à l'article 8a.

<sup>5</sup> Le membre concerné doit se récuser lors du vote portant sur sa réélection. Il n'est pas remplacé et le Conseil de surveillance de la magistrature siège à cinq membres.

c) Vacance pendant la période de fonction

**Art. 9** En cas de vacance pendant la période de fonction, le Parlement procède à une élection complémentaire.

Exercice de la fonction  
a) Taux d'occupation des magistrats

**Art. 10**<sup>8)</sup> <sup>1</sup> Les juges permanents et les procureurs exercent leur fonction à plein temps ou à temps partiel.

<sup>2</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, l'exercice de la fonction à temps partiel.

b) Devoirs généraux

**Art. 11** <sup>1</sup> Le juge est indépendant et impartial.

<sup>2</sup> Il agit avec célérité.

<sup>3</sup> Il lui est interdit de conférer avec les parties sur l'objet du procès. Il peut cependant informer les parties de leurs droits et devoirs dans la procédure.

<sup>4</sup> Au besoin, il accomplit les devoirs de sa charge au-delà de l'horaire ordinaire de travail.

<sup>5</sup> Il tient à jour et perfectionne sa connaissance du droit.

**Art. 11a**<sup>25)</sup>

c) Activités incompatibles

**Art. 12** <sup>1</sup> Sont incompatibles avec la fonction judiciaire les activités qui entravent l'accomplissement normal de la charge, risquent de mettre en cause l'indépendance ou de nuire à la confiance du public dans l'impartialité de la justice.

<sup>2</sup> Les fonctions de juge et de procureur, à l'exception de celles de président du Tribunal des mineurs, de juge extraordinaire et de procureur extraordinaire, sont incompatibles avec l'exercice du barreau.<sup>7)</sup>

<sup>3</sup> Le Gouvernement statue sur les cas d'incompatibilité.

<sup>4</sup> La loi d'incompatibilité<sup>2)</sup> demeure réservée.

Promesse  
solennelle

**Art. 13**<sup>8)</sup> <sup>1</sup> Avant leur entrée en fonction, les juges et les procureurs font la promesse solennelle devant le Parlement. Ils ne la renouvellent pas s'ils changent de fonction dans le domaine judiciaire.

<sup>2</sup> Les juges et les procureurs extraordinaires font la promesse solennelle devant le président du Tribunal cantonal.

### CHAPITRE III : Tribunal cantonal

Siège

**Art. 14** Le siège du Tribunal cantonal est à Porrentruy.

Effectifs

**Art. 15**<sup>7)</sup> <sup>1</sup> Le Tribunal cantonal est composé de juges permanents et de juges suppléants.

<sup>2</sup> Il lui est attribué quatre à six postes de juges permanents. En outre, le Parlement désigne dix juges suppléants au maximum parmi les personnes éligibles selon l'article 7.

Présidence et  
vice-présidence

**Art. 16** <sup>1</sup> Le Tribunal cantonal désigne son président et son vice-président parmi les juges permanents.

<sup>2</sup> Le président et le vice-président sont nommés pour un an; ils ne sont pas immédiatement rééligibles à la même fonction.

<sup>3</sup> En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président et, si ce dernier est lui-même empêché, par le plus ancien des membres, et, à ancienneté égale, par le plus âgé.

Juge  
extraordinaire

**Art. 17** <sup>1</sup> Le président du Tribunal cantonal peut, en cas de nécessité, faire appel pour une période déterminée à un juge extraordinaire choisi parmi les personnes éligibles selon l'article 7.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> Constituent notamment un tel cas :

- a) le départ, la maladie, l'empêchement durable;
- b) les affaires qui occasionnent un travail particulièrement important si les titulaires ne peuvent pas l'assumer en raison d'un surcroît d'occupation.

<sup>3</sup> Le département chargé des relations avec les autorités judiciaires doit donner son accord.<sup>[23\)](#)</sup>

Plenum  
a) Composition

**Art. 18<sup>[8\)](#)</sup>** Le plenum du Tribunal cantonal est composé des juges permanents.

b) Compétences

**Art. 19** <sup>1</sup> Le plenum édicte le règlement interne du Tribunal cantonal et prend les mesures qui, dans les cas prévus par la législation, relèvent de la compétence du Tribunal cantonal.

<sup>2</sup> Les compétences que la législation attribue à d'autres organes du Tribunal cantonal sont réservées.

Organisation du  
Tribunal cantonal  
a) Sections

**Art. 20<sup>[8\)](#)</sup>** Le Tribunal cantonal est composé des sections suivantes :

- a) la Cour constitutionnelle;
- b) la Cour civile;
- c) la Cour pénale;
- d) la Chambre pénale des recours;
- e) la Cour administrative;
- f) la Cour des assurances;
- g) la Cour des poursuites et faillites.

b) Composition  
des sections  
1. En général

**Art. 21** <sup>1</sup> Sous réserve des articles qui suivent, les sections du Tribunal cantonal sont composées de trois juges et sont présidées par un juge permanent.

<sup>2</sup> ...<sup>[9\)](#)</sup>

Juge unique

**Art. 21a<sup>[10\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Sauf dispositions légales contraires, le président de la cour liquide comme juge unique, en matière civile et administrative, les actions, requêtes et recours manifestement irrecevables, manifestement mal fondés, procéduriers ou abusifs.

<sup>2</sup> Demeurent en outre réservées les compétences attribuées au président seul par d'autres lois.

2. Cour  
constitutionnelle

**Art. 22<sup>[8\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Sous réserve des dispositions du Code de procédure administrative<sup>[3\)](#)</sup>, la Cour constitutionnelle comprend cinq juges pour :

- a) exercer les attributions qui lui sont conférées par l'article 104, alinéas 1 et 2, lettre a, de la Constitution cantonale<sup>[1\)](#)</sup>;

- b) statuer sur les recours formés contre les décisions du Parlement et du Gouvernement;
- c) trancher les conflits de compétence dans lesquels le Parlement ou le Gouvernement sont parties.

<sup>2</sup> Elle comprend trois juges pour exercer ses autres attributions.

<sup>3</sup> Sous réserve des dispositions en matière de récusation ou des cas d'empêchement, les juges permanents en font partie d'office.

### **Art. 23**<sup>9)</sup>

3. Cour administrative

**Art. 24**<sup>8)</sup> <sup>1</sup> La Cour administrative comprend trois juges.

<sup>2</sup> Elle comprend cinq juges pour :

- a) statuer sur les recours formés contre les décisions du Parlement, du Gouvernement et du Conseil de surveillance de la magistrature;
- b)<sup>17)</sup> statuer sur les recours formés contre les décisions de licenciement du personnel de l'Etat;
- c) ...<sup>22)</sup>

c) Formation des sections  
1. En général

**Art. 25**<sup>8)</sup> Le Tribunal cantonal désigne, pour chaque législature, les présidents et les membres de ses différentes sections en veillant à une répartition équitable des affaires. Les mutations intervenant entre-temps sont valables pour le reste de la période.

2. Dans une affaire déterminée

**Art. 26** <sup>1</sup> Les présidents décident de la composition des sections dans chaque affaire.

<sup>2</sup> Les juges suppléants peuvent être désignés président ou juge rapporteur d'une section pour une affaire déterminée.<sup>8)</sup>

Formation continue

**Art. 27**<sup>8)</sup> <sup>1</sup> Le Tribunal cantonal veille à assurer la formation continue des juges, des procureurs et des greffiers.

<sup>2</sup> Le programme général de formation du personnel de l'Etat est également ouvert aux juges, aux procureurs et aux employés de l'ordre judiciaire.<sup>17)</sup>

Formation des  
stagiaires

**Art. 28** Le Tribunal cantonal pourvoit à la formation des avocats-stagiaires et des notaires-stagiaires en collaboration avec l'Ordre des avocats et le Conseil du notariat.

## CHAPITRE IV : Tribunal de première instance

Siège et lieu  
des audiences

**Art. 29** <sup>1</sup> Le siège du Tribunal de première instance est à Porrentruy.

<sup>2</sup> Les audiences peuvent être tenues en un autre endroit, notamment lorsque :

- a) de nombreuses personnes d'un autre district doivent participer à l'audience  
ou
- b) une visite des lieux doit être effectuée.

Effectifs

**Art. 30** <sup>7</sup><sup>26</sup> Quatre à six postes de juges permanents sont attribués au Tribunal de première instance. En outre, le Parlement désigne au maximum dix juges suppléants parmi les personnes éligibles selon l'article 7.

Présidence et  
vice-présidence

**Art. 31** <sup>1</sup> Le Tribunal de première instance désigne son président et son vice-président parmi les juges permanents qui lui sont attribués. <sup>8</sup>

<sup>2</sup> Le président et le vice-président sont nommés pour un an; ils ne sont pas immédiatement rééligibles à la même fonction.

<sup>3</sup> En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président et, si ce dernier est lui-même empêché, par le plus ancien des membres, et, à ancienneté égale, par le plus âgé.

Juridictions

**Art. 32** <sup>8</sup> Le Tribunal de première instance est composé des juridictions suivantes :

- a) le juge civil;
- b) le Conseil de prud'hommes;
- c) le Tribunal des baux à loyer et à ferme;
- d) ... <sup>11</sup>
- e) le juge pénal;
- f) le Tribunal pénal;
- g) le juge des mesures de contrainte;
- h) le juge administratif.



Répartition des affaires

**Art. 33** <sup>1</sup> Les juges permanents du Tribunal de première instance règlent la répartition générale des affaires entre eux pour chaque législature ou lors de l'entrée en fonction d'un nouveau juge permanent.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> En cas de désaccord, le président du Tribunal cantonal tranche.

Suppléances

**Art. 34** Les juges se suppléent dans la mesure du besoin.

Juge extraordinaire

**Art. 35** Le président du Tribunal de première instance peut faire appel à un juge extraordinaire. L'article 17 est applicable par analogie.

Composition du Tribunal pénal

**Art. 36**<sup>9)</sup> <sup>1</sup> Le Tribunal pénal est composé de trois juges.

<sup>2</sup> Il peut être présidé par un juge suppléant dans une affaire déterminée.

**Art. 37**<sup>9)</sup>

Règlement interne

**Art. 38** Le Tribunal de première instance édicte son règlement interne. Celui-ci doit être approuvé par le Tribunal cantonal.

## CHAPITRE V : Juges d'instruction

**Art. 39 à 42**<sup>9)</sup>

## CHAPITRE VI : Ministère public

Organisation

**Art. 43**<sup>7)24)</sup> <sup>1</sup> Quatre à six postes de procureurs, y compris le procureur général, sont attribués au Ministère public.

<sup>2</sup> Le collège des procureurs désigne, pour la durée d'une année, un procureur général suppléant. Il est immédiatement rééligible.

<sup>3</sup> Le procureur général définit, en concertation avec le Gouvernement, la politique criminelle suivie par le Ministère public. Il assume la direction du Ministère public et en détermine l'organisation du travail.

<sup>4</sup> Il a en particulier les compétences suivantes :

- a) présider le collège des procureurs;
- b) donner des instructions pour la bonne marche du Ministère public et édicter le règlement interne du Ministère public, qui doit être approuvé par le Tribunal cantonal;
- c) édicter des directives pour les procureurs et la police afin d'assurer l'exercice uniforme de l'action publique sur le plan pénal;
- d) représenter le Ministère public à l'extérieur; il peut déléguer cette tâche;
- e) délivrer l'avis du Ministère public dans le cadre des consultations auxquelles procèdent les autorités cantonales, fédérales ou d'autres autorités, lorsqu'il est consulté.

<sup>5</sup> Dans le cadre de ses compétences, le procureur général consulte au préalable le collège des procureurs quant à la définition de la politique criminelle et au règlement du Ministère public.

<sup>6</sup> Au surplus, il exerce les compétences attribuées aux procureurs et est soumis aux dispositions applicables à ceux-ci.

<sup>7</sup> Les procureurs se répartissent les affaires entre eux. En cas de désaccord, le procureur général tranche.

<sup>8</sup> Les procureurs agissent à titre indépendant et se suppléent en cas de besoin.

Procureur  
extraordinaire

**Art. 44<sup>8)</sup>** Le procureur général peut faire appel à un procureur extraordinaire. L'article 17 est applicable par analogie.

**Art. 45<sup>9)</sup>**

## CHAPITRE VII : Administration judiciaire

### SECTION 1 : Organisation

Principes

**Art. 46** <sup>1</sup> Les autorités judiciaires disposent chacune d'un greffe qui assume les tâches ordinaires de secrétariat et de gestion en se conformant aux instructions des juges, des procureurs et des greffiers.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> Sous réserve des dispositions qui suivent, l'administration judiciaire est soumise à la législation applicable à l'administration cantonale, en particulier au statut général du personnel ainsi qu'aux règles régissant la gestion des bâtiments, du matériel et des finances.

Taux  
d'occupation du  
personnel

**Art. 47** Les postes de l'administration judiciaire peuvent être occupés par du personnel engagé à temps partiel.

Personnel  
supplémentaire

**Art. 48**<sup>23)</sup> Si un surcroît de travail le justifie, le département chargé des relations avec les autorités judiciaires peut autoriser le greffier compétent à engager du personnel supplémentaire pour une période déterminée.

Activités  
accessoire

**Art. 49**<sup>17)</sup> Le Gouvernement peut, sur préavis de l'autorité judiciaire concernée, autoriser les employés de l'ordre judiciaire à exercer une activité accessoire, dans la mesure où cette activité n'est pas incompatible avec l'exercice de leur fonction et ne porte pas préjudice à l'image du service public.

Greffiers du  
Tribunal cantonal

**Art. 50** <sup>1</sup> Le Tribunal cantonal dispose d'un premier greffier et des greffiers nécessaires pour ses sections. Le premier greffier est notamment chargé de la direction du personnel et des autres affaires administratives du Tribunal cantonal.

<sup>2</sup> En cas de nécessité, le président du Tribunal cantonal peut désigner un greffier extraordinaire ayant la formation professionnelle voulue.

<sup>3</sup> Le département chargé des relations avec les autorités judiciaires doit donner son accord lorsque l'engagement d'un greffier extraordinaire est prévu à plein temps pour une période supérieure à trois mois.<sup>23)</sup>

Greffiers du  
Tribunal de  
première  
instance

**Art. 51** <sup>1</sup> Le Tribunal de première instance dispose d'un premier greffier et des greffiers nécessaires à l'exécution de ses tâches. Le premier greffier est notamment chargé de la direction du personnel et des autres affaires administratives du Tribunal de première instance.<sup>20)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>9)</sup>

<sup>3</sup> En cas de nécessité, le président du Tribunal de première instance peut désigner un greffier extraordinaire ayant la formation professionnelle voulue. L'article 50, alinéa 3, est applicable.

Greffiers du Ministère public **Art. 51a<sup>21)</sup>** Le Ministère public dispose des greffiers nécessaires à l'exécution de ses tâches.

Organisation du greffe **Art. 52<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Le personnel est organisé de manière à être au service de l'ensemble des juges et des procureurs.

Il est placé sous la direction d'un juge, d'un procureur ou d'un greffier.

Service des audiences **Art. 53** Le service des audiences des tribunaux est assuré par leurs employés et, au besoin, par la gendarmerie.

## SECTION 2 : Rapports de service

Nature des rapports de service **Art. 54<sup>8)</sup>** Sous réserve des dispositions de la présente loi, les rapports de service des juges, des procureurs et des autres personnes affectées à l'administration judiciaire sont régis par la législation applicable au personnel de l'Etat.

Nomination du personnel judiciaire **Art. 55** Le Gouvernement nomme les greffiers et les employés des autorités judiciaires, sur proposition de celles-ci.

Eligibilité aux fonctions de greffier **Art. 56<sup>8)</sup>** Sont éligibles aux fonctions de greffier du Tribunal cantonal et du Tribunal de première instance, les personnes ayant l'exercice des droits civils, titulaires d'un brevet d'avocat délivré par un canton suisse ou du brevet de notaire de la République et Canton du Jura. Exceptionnellement, une autre formation juridique équivalente peut être admise.

Promesse solennelle **Art. 57<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Les greffiers et les autres employés des tribunaux font la promesse solennelle devant le président du tribunal concerné.

<sup>2</sup> Les employés du Ministère public font la promesse solennelle devant le procureur général.

**Art. 58<sup>9)</sup>**

Traitements et indemnités **Art. 59<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Les traitements et les indemnités des juges, des procureurs et des autres personnes affectées à l'administration judiciaire sont fixés selon la législation applicable au personnel de l'Etat.

<sup>2</sup> Les juges suppléants et les juges extraordinaires touchent des indemnités selon les barèmes arrêtés par le Parlement.

<sup>3</sup> Les juges permanents et les procureurs non réélus pour des motifs qui ne leur sont pas imputables à faute ont droit à une indemnité équivalant à trois mois de traitement au minimum et à six mois de traitement au maximum.

### SECTION 3 : Financement des tribunaux

Prise en charge des frais **Art. 60** Les frais d'investissement et de fonctionnement des tribunaux sont à la charge de l'Etat.

Recettes **Art. 61** Sous réserve de dispositions contraires, les recettes réalisées par les tribunaux sont acquises à l'Etat.

Budgets et comptes **Art. 62** Les budgets et les comptes des tribunaux sont intégrés dans la comptabilité générale de l'Etat.

## CHAPITRE VIII : Surveillance de la justice

### SECTION 1 : Compétences du Parlement

Principe **Art. 63** <sup>1</sup> Le Parlement exerce la haute surveillance sur les autorités judiciaires selon les modalités prévues aux articles 42 et 43 de la loi d'organisation du Parlement<sup>5)</sup>.

<sup>2</sup> L'indépendance des juges est réservée.

### SECTION 2 : Compétences du Tribunal cantonal

Surveillance des autorités judiciaires inférieures **Art. 64<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Le Tribunal de première instance, le Ministère public et le Tribunal des mineurs sont placés sous la surveillance du Tribunal cantonal auquel ils font rapport sur leur activité chaque année.

<sup>2</sup> Le Tribunal cantonal peut édicter, sous forme de circulaires, des instructions relatives notamment à l'interprétation et à l'application du droit de procédure, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement des autorités judiciaires, à la gestion des dossiers ou à la publication des jugements.

### SECTION 3 : Responsabilité disciplinaire

#### Principe

**Art. 65** <sup>1</sup> Les juges et les procureurs sont passibles de sanctions disciplinaires lorsqu'ils se rendent coupables de violation grave des devoirs de leur charge.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> Est notamment réputé violation grave des devoirs de la charge :

- a) l'omission répétée, intentionnellement ou par négligence grave, d'accomplir un acte que la loi ordonne;
- b) l'abus manifeste ou répété du pouvoir de la charge, commis intentionnellement ou par négligence grave;
- c) la partialité manifeste et dûment avérée dans la conduite de procédures;
- d) l'atteinte grave à la dignité de la charge.

#### Autorité disciplinaire

**Art. 66** <sup>1</sup> Le pouvoir disciplinaire est exercé par un Conseil de surveillance de la magistrature composé de six membres et de suppléants.<sup>20)</sup>

<sup>2</sup> Sont membres du Conseil de surveillance :

- le président du Parlement;
- le chef du département chargé des relations avec les autorités judiciaires<sup>23)</sup>;
- le président du Tribunal cantonal;
- le président du Tribunal de première instance;
- le bâtonnier de l'Ordre des avocats jurassiens;
- le procureur général.<sup>8)</sup>

<sup>3</sup> Les membres suppléants du Conseil de surveillance sont issus des mêmes organes que les titulaires.<sup>8)</sup>

<sup>4</sup> La présidence du Conseil de surveillance est exercée par le président du Tribunal cantonal et la vice-présidence par le président du Tribunal de première instance.

<sup>5</sup> Une procédure disciplinaire pendante à la fin de l'année civile est traitée jusqu'à son terme par le Conseil de surveillance dans la composition qui était la sienne lors de l'introduction de la procédure.

<sup>6</sup> Le Conseil de surveillance édicte son règlement interne, en précisant en particulier les règles relatives à la suppléance des membres.<sup>8)</sup>

## Sanctions disciplinaires

**Art. 67** Les sanctions disciplinaires sont les suivantes :

- a) la menace de destitution, infligée sous forme d'avertissement;
- b) l'amende jusqu'à 5'000 francs;
- c) le transfert dans une classe inférieure de traitement;
- d) la destitution.

## Enquête

**Art. 68<sup>8)</sup>** Les sanctions disciplinaires ne peuvent être prononcées qu'après enquête.

## Ouverture de la procédure

**Art. 69** <sup>1</sup> Le Conseil de surveillance agit d'office ou sur requête.

<sup>2</sup> Après un examen préliminaire, il peut refuser d'ouvrir une enquête ou classer l'affaire en tout temps lorsqu'il estime que les faits ne justifient pas une poursuite disciplinaire. Il communique les dispositions prises au juge ou au procureur concerné.<sup>8)</sup>

## Suspension et autres mesures provisionnelles

**Art. 69a<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> S'il apparaît d'emblée qu'une destitution est inévitable, le Conseil de surveillance peut suspendre l'intéressé provisoirement. Cette mesure peut être accompagnée de la suppression totale ou partielle du traitement. Durant la suspension, l'intéressé reste affilié aux assurances et à l'institution de prévoyance. Si la suspension se révèle injustifiée, l'intéressé est réintégré dans ses droits. Il recouvre notamment le traitement dont il a été privé. Ses prétentions en dommages et intérêts sont réservées.

<sup>2</sup> D'autres mesures provisionnelles peuvent être prises afin de conserver un état de fait ou de droit ou pour sauvegarder des intérêts menacés.

## Instruction

**Art. 69b<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> Une fois ouverte, la procédure disciplinaire débute par une enquête visant à établir les faits déterminants sous l'angle du respect des devoirs de la charge. L'instruction est conduite par le président. Toutefois, le Conseil de surveillance peut désigner un enquêteur parmi ses membres ou, si les circonstances du cas le commandent, charger une personne extérieure de conduire l'instruction ou de procéder à des actes d'enquête déterminés.

<sup>2</sup> Le juge ou le procureur impliqué dans l'enquête doit collaborer à l'établissement des faits. Il peut se faire assister par une personne de son choix. Il a le droit d'alléguer des faits et de fournir des preuves. Il peut consulter le dossier et participer aux actes de l'enquête dès l'ouverture de la procédure disciplinaire.

<sup>3</sup> L'enquêteur établit un rapport qui énonce les faits et les discute sous l'angle du respect des devoirs de la charge.

<sup>4</sup> Il invite le juge ou le procureur concerné à se déterminer. Le cas échéant, il complète son rapport au vu des déterminations reçues.

<sup>5</sup> L'enquêteur transmet son rapport final au Conseil de surveillance de la magistrature.

<sup>6</sup> Pour le surplus, les règles du Code de procédure administrative<sup>3)</sup> sont applicables.

#### Décision

**Art. 69c<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> Le Conseil de surveillance examine le rapport d'enquête. Il peut demander à l'enquêteur de le compléter.

<sup>2</sup> Il rend une décision disciplinaire et la communique à l'intéressé.

<sup>3</sup> La décision est sujette à recours à la Cour administrative. La procédure d'opposition est exclue.

#### Prescription

**Art. 69d<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> La poursuite disciplinaire se prescrit dans les six mois à compter du jour où le Conseil de surveillance a eu connaissance des faits incriminés.

<sup>2</sup> Le délai est interrompu par tout acte d'instruction du Conseil de surveillance ou de l'enquêteur.

<sup>3</sup> La poursuite disciplinaire se prescrit en tout cas par dix ans à compter de la commission des faits incriminés.

<sup>4</sup> Si la violation des devoirs de la charge constitue un acte punissable pénalement, la prescription plus longue prévue par le droit pénal s'applique à la poursuite disciplinaire.

#### Huis clos et secret de fonction

**Art. 70** <sup>1</sup> Les débats devant le Conseil de surveillance et le prononcé de la décision ont lieu à huis clos.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> Les membres du Conseil de surveillance sont soumis au secret de fonction.



**Art. 71**<sup>[19\)](#)</sup>**CHAPITRE IX : Dispositions transitoires et finales**Compétences du  
Gouvernement

**Art. 72** <sup>1</sup> Le Gouvernement arrête les dispositions nécessaires au fonctionnement du Tribunal de première instance si celui-ci ne peut être installé à son siège lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête en particulier la répartition des affaires entre les magistrats de première instance, sur proposition de ces derniers.

Dispositions  
d'exécution

**Art. 73** Le Gouvernement règle les questions d'organisation qui ne le sont pas par la présente loi, les lois de procédure ou les lois spéciales.

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 74** Le droit en vigueur est modifié selon les dispositions reproduites dans l'annexe qui fait partie intégrante de la présente loi.

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 74a**<sup>[10\)](#)</sup> Sont modifiés comme il suit :

**Loi d'incompatibilité<sup>[2\)](#)</sup> du 29 avril 1982**

Article 6, chiffre 1, lettre b  
...<sup>[12\)](#)</sup>

Article 7  
...<sup>[12\)](#)</sup>

**Loi du 26 octobre 1978 sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura<sup>[4\)](#)</sup>**

Article premier, alinéa 2, lettre b  
...<sup>[12\)](#)</sup>

**Loi du 30 juin 1983 instituant le Conseil de prud'hommes<sup>[13\)](#)</sup>**

Article 16a, alinéa 1  
...<sup>[12\)](#)</sup>

Article 19b  
...<sup>[12\)](#)</sup>

Article 20

...[12\)](#)

**Loi du 30 juin 1983 instituant le Tribunal des baux à loyer et à ferme**[14\)](#)

Article 10, alinéa 1

...[12\)](#)

Article 13d

...[12\)](#)

Article 13e

...[12\)](#)

**Code de procédure administrative**[3\)](#) du 30 novembre 1978

Article 41, alinéa 2, lettre d

...[15\)](#)

**Loi du 9 novembre 1978 sur les communes**[16\)](#)

Article 31, alinéa 3

...[12\)](#)

Article 75, alinéa 2

...[12\)](#)

Disposition  
transitoire

**Art. 74b**[21\)](#) La procédure de réélection au sens de l'article 8b est applicable pour la première fois au renouvellement des autorités judiciaires pour la législature 2021-2025.

Modification des  
appellations

**Art. 75** <sup>1</sup> Les appellations désignant les autorités judiciaires sont modifiées d'office dans l'ensemble de la législation en fonction de la nouvelle terminologie. En particulier, sont remplacés le ou les termes de :

- "juge", lorsqu'il est employé au sens de l'article 6, alinéa 2, par celui de "assesseur";
- "tribunal de district" par ceux de "Tribunal de première instance";
- "juge administratif de district" par ceux de "juge administratif";
- "tribunal civil" par ceux de "juge civil";
- "juge d'instruction cantonal" par ceux de "juge d'instruction";
- "avocat général des mineurs" par ceux de "substitut du procureur";
- "Autorité cantonale de surveillance en matière de poursuites et faillites" par ceux de "Cour des poursuites et faillites";
- "Chambre de révocation" par ceux de "Chambre administrative".

<sup>2</sup> Sont également remplacés les termes de :

- Chambre administrative par Cour administrative;
- Chambre des assurances par Cour des assurances;
- Chambre d'accusation par Chambre pénale des recours.<sup>[10\)](#)</sup>

Abrogation **Art. 76** La loi d'organisation judiciaire du 26 octobre 1978 est abrogée.

Référendum **Art. 77** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en vigueur **Art. 78** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>[6\)](#)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 23 février 2000

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

## **Annexe**

### **Modification d'actes législatifs**

Loi sur les droits politiques (RSJU 161.1)

Loi d'incompatibilité (RSJU 170.31)

Loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura (RSJU 173.11)

Les modifications ont été insérées dans les actes législatifs concernés.

### **Disposition transitoire de la modification du 26 juin 2019**

Au moment de l'entrée en vigueur de la présente modification, le Parlement élit le procureur général, qui entre en fonction au début du mois suivant l'élection.

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RSJU 170.31](#)
- 3) [RSJU 175.1](#)
- 4) [RSJU 173.11](#)
- 5) [RSJU 171.21](#)
- 6) Entrée en vigueur le 15 juin 2000 : articles 7, 10, 12, 13, 15, alinéa 3, 30, 33, 36, alinéa 1, 38, 40, 46, 47, 51, alinéas 1 et 2, 55, 56, 58 et 59, alinéa 1.  
Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001 : les autres dispositions
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 9) Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 10) Introduit par le ch. I de la loi du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 11) Introduite par le ch. I de la loi du 16 juin 2010. Abrogée par le ch. I de la loi du 29 janvier 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2014
- 12) Texte inséré dans ladite loi
- 13) [RSJU 182.34](#)
- 14) [RSJU 182.35](#)
- 15) Texte inséré dans ledit code
- 16) [RSJU 190.11](#)
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. X de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 18) Introduite par le ch. X de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 19) Abrogé par le ch. X de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- 21) Introduit par le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- 22) Abrogée par le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- 23) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 24) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 juin 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2019
- 25) Abrogé par l'article 65, alinéa 3, de la loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura du 30 septembre 2020 ([RSJU 171.21](#)), en vigueur depuis le 16 décembre 2020
- 26) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 novembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2021

## Règlement du Ministère public

du 1<sup>er</sup> février 2021

*Le Ministère public,*

vu l'article 43, alinéa 6, de la loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000 (LOJ)<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Objet **Article premier** Le présent règlement traite de l'organisation et du fonctionnement du Ministère public.

Terminologie **Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### SECTION 2 : Collège du Ministère public

Composition **Art. 3** <sup>1</sup> Le collège du Ministère public (ci-après : "le collège") est composé des procureurs.

<sup>2</sup> Les greffiers y participent avec voix consultative.

Séances **Art. 4** Le collège se réunit au moins deux fois par an, en principe en janvier et en juin, pour discuter du fonctionnement du Ministère public. En outre, il se réunit aussi souvent que les affaires l'exigent.

Compétences **Art. 5** <sup>1</sup> Le collège exerce les compétences suivantes :

- a) il désigne le procureur général suppléant pour un an (art. 43, al. 2, LOJ);
- b) il propose au Gouvernement, respectivement au chef du département concerné (art. 13 de l'ordonnance sur le personnel de l'Etat<sup>4)</sup>), les nominations des greffiers, des commis-greffiers et des autres collaborateurs du Ministère public (art. 55 LOJ);

- c) il règle la répartition générale des affaires entre les procureurs et les greffiers ainsi que des domaines d'activités attribués à chacun des greffiers, des commis-greffiers et des autres collaborateurs du Ministère public;
- d) il se positionne quant à la politique criminelle proposée par le procureur général avant qu'elle ne soit soumise au Gouvernement (art. 43, al. 5, LOJ);
- e) il est consulté lorsque le Ministère public est appelé à se prononcer sur des objets soumis à la consultation et pouvant modifier le fonctionnement et l'organisation du Ministère public (art. 8, al. 2, lettre k).

#### Décisions

**Art. 6** <sup>1</sup> Les décisions de la compétence du collège sont prises à la majorité simple des membres présents lorsqu'un vote est tenu. Pour qu'une décision soit valable, il faut la présence d'au moins la moitié des membres du collège.

<sup>2</sup> Chaque membre a droit à une voix, quel que soit son taux d'activité.

<sup>3</sup> En cas d'égalité, le procureur général départage.

#### Elections et propositions de nomination

**Art. 7** <sup>1</sup> Les élections et propositions de nomination n'ont lieu que si la moitié au moins des membres du collège sont présents. Les élections se font au bulletin secret lorsqu'il y a plusieurs candidats ou si un membre le demande. Les propositions de nomination se font au bulletin secret si un membre le demande. Le candidat qui a obtenu la majorité absolue des voix exprimées valablement est élu ou proposé. Les suffrages blancs ou nuls ne sont pas pris en considération pour la détermination de la majorité. Si aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un second tour et le candidat obtenant le plus grand nombre de voix est élu ou proposé.

<sup>2</sup> Le sort départage en cas d'égalité de voix.

### SECTION 3 : Procureur général

#### Procureur général

**Art. 8** <sup>1</sup> Le procureur général a les compétences que lui attribue la législation.

<sup>2</sup> Il exerce notamment les compétences suivantes :

- a) il représente le Ministère public et le dirige sur le plan administratif (art. 43, al. 3, LOJ), sous réserve des compétences des greffiers du Ministère public (art. 51a LOJ);
- b) il convoque le collège et le préside;
- c) il désigne en cas de nécessité les procureurs extraordinaires (art. 44 LOJ);
- d) il désigne en cas de nécessité les greffiers extraordinaires ayant la formation professionnelle voulue (art. 50, al. 3, 51, al. 3, et 56 LOJ);
- e) il approuve les ordonnances de classement et les ordonnances de non-entrée en matière (art. 322 CPP<sup>2)</sup> et 13 LiCPP<sup>3)</sup>);

- f) il approuve les transmissions au Tribunal de première instance des ordonnances pénales rendues par les greffiers (art. 15, al. 2, lettre b, LiCPP<sup>3)</sup>);
- g) il traite toutes les questions relatives à la nomination et à la gestion du personnel du Ministère public en collaboration avec le premier greffier;
- h) il est chargé d'assermenter les nouveaux collaborateurs du Ministère public (art. 57, al. 2, LOJ);
- i) il désigne le suppléant du premier greffier parmi les greffiers;
- j) il définit, en concertation avec le Gouvernement, la politique criminelle suivie par le Ministère public;
- k) il délivre l'avis du Ministère public dans le cadre des consultations auxquelles procèdent les autorités du Canton, de la Confédération ou d'autres autorités, lorsqu'il est consulté (art. 43, al. 4, lettre e, LOJ); lorsque l'objet soumis à la consultation peut modifier le fonctionnement et l'organisation du Ministère public, le procureur général consulte le collège pour avis;
- l) il est chargé de la diffusion des informations sur les activités générales du Ministère public (Règlement sur la diffusion de l'information par les autorités judiciaires<sup>5)</sup>).

<sup>3</sup> En l'absence du procureur général, les tâches mentionnées à l'alinéa 2 sont assumées par le procureur général suppléant.

<sup>4</sup> En l'absence du procureur général, les transmissions au Tribunal de première instance des ordonnances pénales rendues par les greffiers sont approuvées par un autre procureur (art. 15, al. 2, lettre b, LiCPP<sup>3)</sup>).

#### SECTION 4 : Premier greffier (Greffier II)

Attributions  
générales

**Art. 9** <sup>1</sup> Le premier greffier exerce toutes les compétences prévues par l'article 15 LiCPP<sup>3)</sup> et est chargé de toutes les affaires administratives qui ne sont pas attribuées à un autre organe du Ministère public.

<sup>2</sup> Il est chargé de la direction du personnel. Ses attributions sont notamment les suivantes :

- a) il traite toutes les questions relatives à la gestion du personnel du Ministère public en collaboration avec le procureur général;
- b) il organise la chancellerie du Ministère public et veille à son bon fonctionnement, également par un appui juridique;
- c) il prépare, avec le procureur général, l'ordre du jour et les séances du collège et collabore aux tâches du procureur général;
- d) il exerce la surveillance sur les avocats stagiaires et les notaires stagiaires du Ministère public.

<sup>3</sup> Il est également chargé des attributions suivantes :

- a) il prépare les décisions et prises de position du Ministère public;
- b) il veille au bon fonctionnement de l'informatique et participe à des projets liés aux outils informatiques;
- c) il veille à la bonne tenue de la comptabilité et participe à l'établissement du budget;
- d) il prend soin des archives du Ministère public.

<sup>4</sup> Les tâches mentionnées aux alinéas 2 et 3 peuvent être confiées à un autre procureur ou greffier avec l'accord du collège.

## SECTION 5 : Greffiers (Greffiers I)

Attributions  
générales

**Art. 10** <sup>1</sup> Les greffiers exercent toutes les compétences prévues par l'article 15 LiCPP<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> L'un des greffiers est désigné suppléant du premier greffier afin de le suppléer dans les tâches qui lui sont propres (art. 8, al. 2, lettre i).

## SECTION 6 : Chancellerie

Composition

**Art. 11** <sup>1</sup> La chancellerie du Ministère public est composée de l'ensemble des commis-greffiers, des collaborateurs, des apprentis et des personnes en formation.

<sup>2</sup> La chancellerie est administrée par le premier greffier.

Organisation

**Art. 12** Le personnel est organisé de manière à être au service de l'ensemble des procureurs et des greffiers du Ministère public (art. 52 LOJ).

Attributions  
1. En général

**Art. 13** <sup>1</sup> Les commis-greffiers et les collaborateurs exercent les tâches qui leur sont confiées par les procureurs et les greffiers dont ils dépendent.

<sup>2</sup> Chaque commis-greffier peut être appelé à tenir le procès-verbal d'audience.

<sup>3</sup> Les commis-greffiers et les collaborateurs se suppléent les uns les autres.

2. Commis-  
greffier

**Art. 14** <sup>1</sup> Chaque commis-greffier est attaché à un procureur ou à un greffier.



<sup>2</sup> Le commis-greffier attaché à un procureur est soumis aux mêmes permanences que le procureur dont il dépend.

3. Collaborateurs **Art. 15** <sup>1</sup> Les collaborateurs dépendent du premier greffier.

<sup>2</sup> Le collège désigne le collaborateur chargé de la tenue de la comptabilité du Ministère public et son suppléant.

<sup>3</sup> Les collaborateurs sont chargés du traitement des contraventions (art. 16 LiCPP<sup>3</sup>).

## SECTION 7 : Traitement des affaires

Répartition **Art. 16** <sup>1</sup> Les procureurs et les greffiers se répartissent les affaires entre eux. En cas de désaccord, le procureur général tranche.

<sup>2</sup> Le collège peut décider d'attribuer à l'un d'entre eux ou à un greffier les dossiers d'un domaine spécialisé.

Suppléance **Art. 17** Les procureurs et les greffiers se suppléent les uns les autres dans la mesure du besoin (art. 43, al. 5, LOJ).

Mesures en cas de surcharge **Art. 18** <sup>1</sup> Lorsqu'un procureur ou un greffier est surchargé, le collège peut décider de confier le traitement de certaines affaires à un autre ou à d'autres procureurs et greffiers.

<sup>2</sup> Le procureur général peut également décider, pour des affaires déterminées, d'en confier le traitement à un procureur extraordinaire ou à un greffier extraordinaire (art. 8, al. 2, lettres c et d).

<sup>3</sup> Le collège prend les autres mesures d'organisation qui s'imposent et fait, au besoin, les propositions utiles aux instances compétentes.

Liquidation des affaires pendant les vacances **Art. 19** Le collège ou le procureur général prend les mesures nécessaires pour que les affaires urgentes soient réglées pendant les périodes de vacances.

Contrôle de la liquidation des affaires **Art. 20** <sup>1</sup> Le collège contrôle régulièrement la liquidation des affaires de chacun des procureurs et des greffiers.

<sup>2</sup> Deux fois par année, les procureurs et les greffiers signalent les affaires pendantes depuis plus d'un an et indiquent les raisons pour lesquelles elles n'ont pas été liquidées. Au besoin, les mesures nécessaires sont prises en vue de leur liquidation.

<sup>3</sup> Les procureurs et les greffiers transmettent au procureur général pour fin janvier de chaque année leurs observations en vue de l'établissement du rapport annuel du Ministère public à l'intention du Tribunal cantonal. Ils signalent en outre les cas pendants depuis plus d'un an et indiquent, par écrit, les raisons pour lesquelles ces affaires n'ont pas été liquidées.

<sup>4</sup> Les greffiers informent le collège des problèmes éventuels relatifs au fonctionnement du Ministère public, à la gestion du personnel et aux attributions qui leur sont confiées et proposent les mesures pour y remédier.

<sup>5</sup> Le Ministère public informe le Tribunal cantonal des problèmes de fonctionnement et des mesures prises ou à prendre pour y remédier.

Rapport annuel

**Art. 21** Le Ministère public remet un rapport annuel d'activité au Tribunal cantonal pour le 15 février de l'année suivante.

## **SECTION 8 : Dispositions particulières**

Approbation

**Art. 22** Le présent règlement est soumis à l'approbation du Tribunal cantonal.

Abrogation et  
entrée en  
vigueur

**Art. 23** Le présent règlement abroge et remplace celui du 9 mars 2020 et entrera en vigueur dès l'approbation par le Tribunal cantonal.

Porrentruy, le 1<sup>er</sup> février 2021

AU NOM DU MINISTERE PUBLIC

Le procureur général : Nicolas Theurillat  
La première greffière : Liridona Bezeraj

Approuvé par le Tribunal cantonal le 5 mars 2021.

- 1) [RSJU 181.1](#)
- 2) [RS 312.0](#)
- 3) [RSJU 321.1](#)
- 4) [RSJU 173.111](#)
- 5) [RSJU 170.801.1](#)



# TABLE DES MATIERES

<b>2</b>	<b>Droit privé, procédure civile, exécution</b>
<b>21</b>	<b><i>Dispositions complémentaires et d'exécution du Code civil suisse</i></b>
<b>211</b>	<i>Loi introductive</i>
211.1	Loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978
211.2	Loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe
<b>212</b>	<i>Droit des personnes</i>
212.121	Décret du 25 avril 2001 sur le service de l'état civil
212.121.66	Arrêté du Gouvernement du 27 janvier 1987 fixant le tarif des indemnités versées aux officiers de l'état civil pour l'établissement des bulletins statistiques
212.223.1	Ordonnance du 4 octobre 2011 concernant la surveillance des fondations
212.223.2	Arrêté du Parlement du 25 mai 2011 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur la création et l'exploitation de l'autorité de surveillance LPP et des fondations de suisse occidentale
<b>213</b>	<i>Droit de la famille</i>
213.1	Loi du 23 mai 2012 sur l'organisation de la protection de l'enfant et de l'adulte
213.11	Ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte
213.12	Ordonnance du 2 septembre 2014 sur la rémunération et le remboursement des frais en matière de gestion des mesures de protection de l'enfant et de l'adulte
213.121	Arrêté du Gouvernement du 24 janvier 1989 portant reconnaissance provisoire de la qualité d'office de consultation conjugale ou familiale au Service de consultation conjugale et familiale de l'Eglise catholique
213.222	Ordonnance du 19 août 2008 portant introduction à la loi fédérale sur l'enlèvement international d'enfants et les conventions de La Haye sur la protection des enfants et des adultes
213.32	Loi du 24 octobre 1985 sur les mesures d'assistance et la privation de liberté

213.322	Décret du 24 octobre 1985 sur l'admission et la sortie des patients en établissements psychiatriques
214	<i>Droit successoral</i>
214.431	Décret du 6 décembre 1978 sur l'établissement d'inventaires
215	<i>Droits réels</i>
215.122.14	Loi du 9 novembre 1978 concernant le rachat des droits de propriété et d'usufruit grevant les arbres situés sur le fonds d'un tiers
215.124.1	Loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural du 21 février 2001
215.126.1	Loi du 22 octobre 1987 portant exécution de la loi fédérale du 16 décembre 1983 sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger
215.126.10	Arrêté du Gouvernement du 16 août 1988 dressant la liste des lieux dans lesquels l'acquisition de logements de vacances ou d'appartements dans un appart-hôtel peut être autorisée
215.126.2	Loi du 9 novembre 1978 touchant les acquisitions d'immeubles et de droits hypothécaires
215.129.1	Ordonnance du 23 août 2005 relative à la commission cantonale d'estimation foncière
215.231	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'engagement du bétail
215.322.1	Ordonnance du 7 décembre 1999 concernant l'organisation du Registre foncier
215.326.2	Loi du 9 novembre 1978 réglant les droits de mutation et les droits perçus pour la constitution de gages
215.341	Loi du 29 avril 2015 sur la géoinformation (LGéo)
215.341.11	Ordonnance du 10 décembre 2019 sur la géoinformation (OCGéo)
215.341.90	Arrêté du Gouvernement du 2 octobre 2018 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention entre la Confédération et les cantons sur l'indemnisation et les modalités de l'échange entre autorités de géodonnées de base relevant du droit fédéral
215.342.6	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le tarif des honoraires pour la conservation des documents cadastraux
215.343	Ordonnance du 27 novembre 2018 portant exécution de l'ordonnance fédérale du 9 juin 2017 sur le Registre fédéral des bâtiments et des logements

<b>22</b>	<b><i>Dispositions complémentaires et d'exécution du Code des obligations</i></b>
221	<i>Dispositions générales</i>
221.211	Arrêté du 30 novembre 1978 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat intercantonal du 8 octobre 1957 réprimant les abus en matière d'intérêt conventionnel
222	<i>Contrats</i>
222.132.1	Loi du 15 février 1990 portant introduction de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur le bail à ferme agricole
222.153.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 28 septembre 1956 permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail
222.153.12	Règlement du Gouvernement du 2 décembre 2003 instituant une commission tripartite au sens de l'article 360b du Code des obligations
222.153.21	Contrat-type de travail du 20 décembre 1995 pour les travailleurs agricoles et le service de maison dans l'agriculture
222.153.22	Contrat-type de travail du 6 décembre 1978 pour travailleurs de l'économie domestique
222.153.23	Contrat-type de travail du 20 juin 2006 pour le personnel au service de la vente dans le commerce de détail
222.153.231	Contrat-type de travail du 12 mai 2020 prévoyant des salaires minimaux pour le personnel au service de la vente dans le commerce de détail
224	<i>Registre du commerce</i>
224.1	Ordonnance du 7 décembre 1999 concernant l'organisation du registre du commerce
<b>27</b>	<b><i>Procédure civile</i></b>
271	<i>Dispositions générales</i>
271.1	Loi d'introduction du Code de procédure civile du 16 juin 2010 (LiCPC)
271.11	Ordonnance du 22 février 2016 concernant la prise en charge des frais de médiation dans le cadre d'une procédure civile
271.111	Ordonnance du 24 novembre 2020 concernant le remboursement de l'assistance judiciaire en matière civile

**28** *Poursuite pour dettes et faillite*

281 *Loi introductive*

281.1 Loi du 11 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite

282 *Organisation*

282.311 Règlement du 11 novembre 1980 concernant les cercles pour la nomination des agents de poursuites

283 *Protection des données*

283.11 Arrêté du Gouvernement du 16 septembre 2014 autorisant les Offices des poursuites et faillites à accéder en ligne aux données de l'Office des véhicules

284 *Procédures spéciales*

284.11 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 4 décembre 1947 réglant la poursuite pour dettes contre les communes et autres collectivités de droit public cantonal



## Loi d'introduction du Code civil suisse<sup>1)</sup>

du 9 novembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 52 du titre final du Code civil suisse<sup>2)</sup>,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale<sup>3)</sup>,

*arrête :*

### TITRE PREMIER : Des autorités compétentes et de la procédure

A. Autorités  
judiciaires  
I. En général

**Article premier**<sup>41)51)</sup> La compétence des autorités judiciaires se détermine d'après les règles du Code de procédure civile<sup>56)</sup> et celles de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse<sup>54)</sup> toutes les fois qu'une décision judiciaire est nécessaire ou prévue par le Code civil suisse (CC), la loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le Code civil suisse (livre cinquième : Code des obligations (CO)<sup>4)</sup>, la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (LPart)<sup>40)</sup> ou la présente loi (LiCC) et que celle-ci n'en dispose pas autrement.

II. Juge civil

**Art. 2**<sup>5)51)</sup> Le juge civil du Tribunal de première instance traite toutes les affaires dont la connaissance n'est pas attribuée à une autre autorité par la présente loi.

#### **Art. 2a à 7**<sup>6)</sup>

Procédure

**Art. 7a**<sup>52)</sup> Les dispositions du Code de procédure civile<sup>56)</sup> s'appliquent aux décisions judiciaires rendues en vertu de la présente loi, à moins que celle-ci n'en dispose autrement.

B. Autorités  
administratives  
I. Maire

**Art. 8**<sup>7)72)</sup> Le maire, ou le fonctionnaire désigné par la commune, est compétent dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse :

Art. 333, al. 3. Pour prendre les mesures nécessaires à l'égard des personnes de la maison d'un chef de famille atteintes de déficience mentale ou de troubles psychiques destinées à assurer la sécurité de celles-ci et des autres personnes.

Art. 720 et 721, al. 2. Pour recevoir avis des choses trouvées et en permettre la vente aux enchères publiques.

## II. Conseil communal

**Art. 9<sup>37)57)</sup>** <sup>1</sup> Le conseil communal ou l'autorité désignée par la commune sont compétents dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse, le Code des obligations ou la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe :

Code civil suisse :

Art. 106. Pour intenter l'action en annulation du mariage.

Art. 259, al. 2, chiffre 3, et 260a. Pour intenter l'action en contestation de la reconnaissance de paternité.

Art. 261, al. 2. Pour agir en qualité de défendeur dans l'action en paternité.

Art. 504 et 505. Pour garder les testaments qui ne sont pas déposés chez un notaire.

Art. 551, al. 3. Pour communiquer le décès à l'autorité du domicile du défunt.

Art. 552. Pour introduire une procédure des scellés.

Code des obligations :

Art. 246, al. 2. Pour poursuivre contre le donataire l'exécution d'une charge imposée dans l'intérêt de la commune.

Loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personne du même sexe :

Art. 9, al. 2. Pour intenter l'action en annulation du partenariat enregistré.<sup>41)</sup>

<sup>2</sup> Dans les cas prévus par les articles 259, alinéa 2, chiffre 3, 260a et 550 du Code civil suisse, les attributions des communes et corporations bourgeoises demeurent réservées.

## III. Recette et Administration de district

**Art. 9a<sup>38)</sup>** La Recette et Administration de district est l'autorité compétente dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse:

Art. 490, al. 1. Pour faire dresser inventaire de la succession échue au grevé de substitution.

Art. 553 à 556. Pour prendre les mesures propres à assurer la dévolution de l'hérédité et recevoir les testaments découverts lors du décès, sous réserve des articles 54 à 56a de la présente loi.

Art. 592. Pour faire dresser inventaire d'une succession dévolue au Canton.

## IV. Juge administratif

**Art. 10<sup>34)58)</sup>** Le juge administratif est l'autorité compétente dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse ou le Code des obligations :

Code civil suisse :

Art. 518. Pour surveiller les exécuteurs testamentaires.

Art. 570, 574 à 576. Pour recevoir les déclarations de répudiation de succession et prendre les mesures qui s'y rapportent.

Art. 580 et 581. Pour accorder le bénéfice d'inventaire et faire dresser l'inventaire.

Art. 588. Pour recevoir la déclaration des héritiers une fois l'inventaire terminé.

Art. 593 et 595. Pour autoriser la liquidation officielle de la succession et prendre les mesures y relatives.

Art. 602, al. 3. Pour désigner le représentant d'une communauté héréditaire.

Art. 609. Pour intervenir officiellement au partage de successions.

Code des obligations :

Art. 246, al. 2. Pour poursuivre contre le donataire l'exécution d'une charge imposée en faveur du district ou de plusieurs communes du même district.

## V. Officier de police judiciaire

**Art. 10a<sup>45)</sup>** L'officier de police judiciaire, au sens de l'article 9 de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse<sup>46)</sup>, est l'autorité compétente dans le cas ci-après prévu par le Code civil suisse.<sup>55)</sup>

Art. 28b, alinéa 4. Pour prononcer l'expulsion immédiate du logement commun en cas de crise (art. 20a à 20c LiCC).

## VI. Service juridique

**Art. 10b<sup>83)</sup>** <sup>1</sup> Le Service juridique est chargé d'exécuter la surveillance électronique prononcée en vertu de l'article 28c, alinéa 1, du Code civil suisse<sup>2)</sup>, en particulier d'installer les appareils, de recevoir les données, d'en prendre connaissance et, en cas de non-respect des conditions posées, d'en informer le juge qui a ordonné la surveillance de l'interdiction.

<sup>2</sup> Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, les modalités applicables à l'exécution de la surveillance électronique. Il fixe en particulier les règles de participation de la personne surveillée aux coûts.

<sup>3</sup> Le juge qui a ordonné la surveillance de l'interdiction peut en tout temps prendre connaissance des données relatives à l'utilisation des appareils.

<sup>4</sup> En cas de non-respect des conditions et des charges ou de sollicitation dans le cadre d'une enquête pénale en cours, le juge qui a ordonné la surveillance de l'interdiction est habilité à transmettre ces données aux autorités de police et aux autorités judiciaires compétentes. Cette compétence peut être déléguée, par voie d'ordonnance, au Service juridique.

<sup>5</sup> Le cas échéant, les données peuvent également être transmises aux autorités étrangères du lieu où se situe la personne surveillée.

<sup>6</sup> Les données récoltées sont conservées douze mois après la fin de la mesure. Une autorité judiciaire peut demander l'extraction et l'enregistrement des données sur un support indépendant en vue de sa conservation dans le cadre d'une procédure judiciaire.

Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte

**Art. 11**<sup>53)73)</sup> L'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte est compétente pour toutes les tâches qui lui sont dévolues en vertu des législations fédérale et cantonale.

VII. Gouvernement

**Art. 12**<sup>37)57)72)</sup> Le Gouvernement ou le département désigné par lui est l'autorité compétente dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse ou le Code des obligations :

Code civil suisse :

Art. 30. Pour autoriser les changements de nom (département auquel est rattaché le Service de la population).

Art. 78. Pour demander la dissolution d'une association dont le but est illicite ou contraire aux mœurs.

Art. 84. Pour exercer la surveillance sur les fondations qui relèvent par leur but du Canton, d'un district ou d'une ou plusieurs communes (Département de la Justice).

Art. 85, 86, 86a, 86b et 88. Pour modifier l'organisation, le but ou les charges et conditions des fondations sous surveillance cantonale ou prononcer leur dissolution (Département de la Justice).

Pour les institutions de prévoyance professionnelle ainsi que les institutions qui servent à la prévoyance professionnelle, le Parlement confie les compétences au sens des articles 84, 85, 86, 86a, 86b et 88 à un établissement de droit public doté de la personnalité juridique (art. 61, al. 3, LPP)

Art. 268. Pour prononcer l'adoption.

Art. 290 et 293, al. 2. Pour aider à l'exécution des obligations d'entretien et verser les avances d'entretien (Département de la Santé et des Affaires sociales<sup>9)</sup>).

Art. 885. Pour autoriser les établissements de crédit et les sociétés coopératives à faire les opérations de prêt et de crédit sur l'engagement de bétail (Département de la Justice).

Art. 907. Pour autoriser l'exercice du métier de prêteur sur gages.

Code des obligations :

Art. 246, al. 2. Pour poursuivre contre le donataire l'exécution d'une charge imposée en faveur du Canton ou de plusieurs districts.

Art. 359. Pour rédiger les contrats-types de travail ou d'apprentissage.

Art. 482. Pour conférer le droit d'émettre des papiers-valeurs pour marchandises entreposées.

Art. 515. Pour autoriser les loteries et tirages au sort.

Art. 522 et 524. Pour reconnaître les asiles d'entretien viager et approuver leurs conditions d'admission et leurs règlements d'ordre intérieur (Département de la Santé et des Affaires sociales).

VIII. Recours et  
procédure de  
recours

**Art. 13** La procédure de recours est régie par les dispositions du Code de procédure administrative.<sup>[10\)](#)</sup>

## **TITRE DEUXIEME : Dispositions organiques et droit civil cantonal**

### **CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales**

A. Authenticité

**Art. 14** <sup>1</sup> Le notaire donne l'authenticité aux actes et reçoit les testaments publics.

<sup>2</sup> Sa compétence, ses devoirs ainsi que la forme des actes notariés sont déterminés par les dispositions des lois et décrets en la matière.

<sup>3</sup> Les formes spéciales prescrites par le Code civil suisse et leurs effets quant à la validité de certains actes demeurent réservés.

B. Publication  
I. En général

**Art. 15**<sup>[11\)](#)</sup> Les publications, sommations et avis publics prévus par le Code civil suisse, le Code des obligations et la présente loi, ainsi que ceux des autorités, ont lieu par insertion dans le Journal officiel ou par lecture et affichage publics.

II. Publication  
spéciale  
1. Dans le  
Journal officiel

**Art. 16**<sup>[12\)](#)<sup>[72\)](#)</sup></sup> Les publications prévues par les articles 36, 174, 555, 558, 582, 662 du Code civil suisse, et par l'article 359a du Code des obligations se font dans le Journal officiel.

2. Triple  
publication

**Art. 17<sup>72)</sup>** Dans les cas des articles 36, 555, 558, 582 et 662 du Code civil suisse, la publication devra avoir lieu trois fois de suite.

III. Dans la  
Feuille officielle  
suisse du  
commerce

**Art. 18** <sup>1</sup> Les publications dans la Feuille officielle suisse du commerce prescrites par le Code civil suisse et le Code des obligations demeurent réservées.

<sup>2</sup> Est de même réservé le droit des autorités compétentes d'ordonner toutes autres publications qui leur paraîtront convenables.

## CHAPITRE II : Des personnes

A. Etat civil  
I. Organisation

**Art. 19** La circonscription des arrondissements de l'état civil, la nomination et la rétribution des officiers de l'état civil et de leurs suppléants seront réglées par un décret du Parlement, décret qui complétera d'autre part les dispositions fédérales sur la surveillance en matière d'état civil, la publication et la célébration des mariages ainsi que la tenue du registre des mariages.

II. Obligation de  
donner avis des  
naissances dont  
la mère n'est pas  
mariée avec le  
père

**Art. 20<sup>72)</sup>** Les officiers de l'état civil informeront d'office l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte de toute naissance d'enfant n'ayant de rapport de filiation qu'avec la mère.

B. Expulsion  
immédiate du  
logement  
commun en cas  
de crise  
I. Décision

**Art. 20a<sup>45)</sup>** <sup>1</sup> En cas de violence, de menaces ou de harcèlement, l'officier de police judiciaire, au sens de l'article 9 de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse<sup>46)</sup>, peut prononcer l'expulsion immédiate du logement commun en cas de crise (art. 28b, al. 4, CC) pour une durée de 10 jours au plus.<sup>55)</sup>

<sup>2</sup> La décision est notifiée par écrit à la personne expulsée et à la personne qui fait l'objet de l'atteinte.

<sup>3</sup> Outre les exigences des articles 85 et 86 du Code de procédure administrative<sup>47)</sup>, elle comporte notamment les éléments suivants :

- a) la durée de l'expulsion;
- b) l'obligation pour la personne expulsée de remettre à un agent public ses clés du logement commun et de lui communiquer une adresse où elle pourra être atteinte;
- c) le droit pour la personne expulsée de prendre dans le logement commun, au moment de l'expulsion et en présence d'un agent public, les effets personnels strictement nécessaires pour la durée de l'expulsion;

- d) une menace de la peine prévue à l'article 292 du Code pénal suisse<sup>48)</sup> en cas d'insoumission à une décision de l'autorité;
- e) si nécessaire, le recours à la force publique afin de garantir son exécution;
- f) en annexe, une information sur les droits et les obligations de la personne expulsée et de la personne qui fait l'objet de l'atteinte.

## II. Recours

**Art. 20b<sup>45)</sup>** <sup>1</sup> La décision est sujette à recours dans les 5 jours dès sa notification auprès du juge administratif. Celui-ci statue sans délai.

<sup>2</sup> La procédure d'opposition ne s'applique pas.

<sup>3</sup> Le recours n'a pas d'effet suspensif, à moins que la décision ne le prévoie ou que l'autorité de recours n'en décide autrement, d'office ou sur requête.

<sup>4</sup> Si une partie le requiert, l'autorité de recours peut en tout temps retirer l'effet suspensif accordé ou prendre d'autres mesures provisionnelles.

## III. Renvoi

**Art. 20c<sup>45)</sup>** Au surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>47)</sup>.

## C. Corporations d'allmends et autres

**Art. 21** <sup>1</sup> Les corporations d'allmends, de forêts, de chemins, d'usagers, de pâturages, de digues, les associations de concessionnaires de forces hydrauliques prévues par l'article 60 de la loi sur l'utilisation des eaux<sup>13)</sup>, les syndicats d'améliorations foncières, les caisses d'assurance du bétail et autres corporations du même genre soumises au droit cantonal acquièrent la personnalité civile par la sanction du département compétent en vertu du décret d'organisation donnée à leurs statuts et à leurs règlements et sans avoir besoin de se faire inscrire au registre du commerce.

<sup>2</sup> Les corporations de ce genre qui existent déjà sont reconnues comme personnes morales, mais sont tenues de soumettre leurs statuts et leurs règlements à la sanction du département compétent en vertu du décret d'organisation.

<sup>3</sup> Celui-ci peut leur fixer un délai à cet effet, sous commination de peine.

## CHAPITRE III : De la famille

## A. Registre des régimes matrimoniaux

**Art. 22** <sup>1</sup> Le préposé au registre du commerce est tenu de conserver les registres des régimes matrimoniaux établis conformément à l'ancien droit et de les tenir à disposition de qui est appelé à les consulter.<sup>12)</sup>

2 ... [42\)](#)

3 ... [42\)](#)

B. Offices de  
consultation  
conjugale ou  
familiale

**Art. 22a**<sup>[14\)](#)</sup> L'encouragement à la création d'offices de consultation conjugale ou familiale ou le soutien à certaines associations ou collectivités dans la mise sur pied ou le développement d'offices privés font l'objet d'un décret du Parlement.

**Art. 23 à 25**<sup>[74\)](#)</sup>

C. Protection de  
l'enfant  
Droit d'aviser et  
obligation de  
signaler

**Art. 26**<sup>[43\)](#)[72\)](#)</sup> Le droit d'aviser l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte ou l'obligation de l'informer d'une situation dans laquelle un enfant est victime de mauvais traitements, ne reçoit pas les soins ou l'attention commandée par les circonstances, ou dont les intérêts ne sont pas sauvegardés de manière adéquate, se règle conformément aux articles 12 et 13 de la loi sur la politique de la jeunesse<sup>[44\)](#)</sup>.

**Art. 27**<sup>[74\)](#)</sup>

D. Organisation  
de l'autorité de  
protection de  
l'enfant et de  
l'adulte

**Art. 28**<sup>[15\)](#)[72\)](#)</sup> L'organisation de la protection de l'enfant et de l'adulte est réglée par une loi spéciale.

**Art. 29**<sup>[36\)](#)</sup>

**Art. 30 à 49**<sup>[74\)](#)</sup>

**Art. 50**<sup>[59\)](#)</sup>

E. Asile de  
famille

**Art. 51** <sup>1</sup> Il est permis de fonder des asiles de famille suivant les règles posées dans les articles 349 à 358 du Code civil suisse.

<sup>2</sup> L'organisation en sera réglée par une ordonnance du Gouvernement.



## CHAPITRE IV : Des successions

### Art. 52<sup>16)</sup>

A. Successions  
en déshérence

**Art. 53** Les successions en déshérence sont dévolues à l'Etat. La moitié de la succession revient à la commune du dernier domicile du défunt.

B. Mesures  
conservatoires  
I. Procédure des  
scellés

**Art. 54<sup>39)</sup>** <sup>1</sup> L'autorité communale compétente introduit une procédure des scellés :

- a) <sup>72)</sup> au décès d'une personne qui vivait seule et ne bénéficiait pas d'une mesure de protection (tutelle, curatelle de représentation ou de portée générale ou mandat pour cause d'inaptitude);
- b) à la demande d'un héritier;
- c) chaque fois qu'elle juge cette mesure opportune.

<sup>2</sup> Le décret sur l'établissement d'inventaires<sup>17)</sup> règle la procédure.

II. Inventaire  
successoral

**Art. 55<sup>39)</sup>** <sup>1</sup> La Recette et Administration de district fait dresser un inventaire :

- a) <sup>72)</sup> lorsqu'un héritier est ou doit être placé sous tutelle ou sous curatelle de représentation ou de portée générale;
- b) en cas d'absence prolongée d'un héritier qui n'a pas laissé de fondé de pouvoirs;
- c) à la demande d'un héritier;
- d) quand le père ou la mère sont morts et qu'il y a des enfants mineurs.

<sup>2</sup> Elle peut renoncer à l'établissement d'un inventaire lorsqu'il est notoire que le défunt ne possédait aucune fortune ou seulement une fortune minime et n'avait pas effectué d'avancement d'hoirie.

<sup>3</sup> L'inventaire est dressé par un notaire.

<sup>4</sup> Le décret sur l'établissement d'inventaires<sup>17)</sup> règle la procédure.

III. Recherche  
des héritiers

**Art. 55a<sup>38)</sup>** <sup>1</sup> La Recette et Administration de district procède aux sommations prévues par l'article 555 du Code civil suisse. Les sommations sont publiées conformément aux articles 16 et 17.

<sup>2</sup> Lorsqu'un inventaire est ordonné, les sommations sont faites par le notaire chargé de le dresser.

IV. Testaments  
1. Annonce au  
registre central

**Art. 55b<sup>38)</sup>** Les testaments publics et les pactes successoraux instrumentés par les notaires de même que les testaments olographes déposés auprès d'eux ou auprès des communes (art. 9, al. 1) sont annoncés au registre central suisse des testaments aux frais du testateur, sauf dispense expresse de ce dernier. L'annonce est faite par le notaire ou par la commune.

2. Ouverture

**Art. 55c<sup>38)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque le défunt a laissé un ou plusieurs testaments, le notaire chargé de dresser l'inventaire procède à leur ouverture conformément aux articles 557 et 558 du Code civil suisse. S'il est renoncé à l'établissement d'un inventaire, la Recette et Administration de district désigne le notaire ayant reçu en dépôt un testament ou, à défaut, celui proposé par les héritiers. La désignation du notaire est définitive.

<sup>2</sup> Le notaire avise les exécuteurs testamentaires du mandat que leur a conféré le défunt (art. 517, al. 2 CC).

3. Garde<sup>39)</sup>

**Art. 56** <sup>1</sup> Les testaments restent après leur ouverture en la garde du notaire qui les a ouverts.<sup>39)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque la succession est liquidée par un notaire, le testament reste déposé en son étude.

V. Certificats  
d'héritier et  
d'exécuteur  
testamentaire

**Art. 56a<sup>38)</sup>** Les notaires sont seuls compétents pour délivrer, conformément à l'article 559 du Code civil suisse, un certificat d'héritier légal, institué ou contractuel, ou un certificat d'exécuteur testamentaire.

C. Partage  
I. Limite de  
morcellement

**Art. 57<sup>18)</sup>** Il est interdit de morceler un bien-fonds en parcelles d'une contenance inférieure à 25 ares, s'il s'agit de terrains, exception faite des cours, assises de maisons, jardins, vergers, potagers et terrains à bâtir, et à 50 ares s'il s'agit de forêts.

II. Estimation des  
biens-fonds dans  
les partages

**Art. 58<sup>58)</sup>** Dans les partages de successions, le prix d'attribution des immeubles (art. 617 à 619 CC) est fixé par la commission cantonale d'estimation foncière instituée par la loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural<sup>60)</sup>.

## CHAPITRE V : Des droits réels

### A. Accessoires

**Art. 59** Les biens meubles, tels que machines, mobilier d'hôtel et autres choses semblables qui servent à l'exploitation d'un établissement industriel ou commercial sont considérés, d'après l'usage admis jusqu'à présent, comme accessoires des bâtiments et peuvent en cette qualité être constitués en gage en même temps que ces derniers.

### B. Terres nouvelles, choses sans maître et biens du domaine public I. Terres nouvelles

**Art. 60** <sup>1</sup> Les terres utilisables qui se forment dans les régions sans maître par alluvion, remblais, glissements de terrain, changements de cours ou de niveaux des eaux publiques, ou d'autre manière encore, appartiennent à l'Etat.

<sup>2</sup> L'Etat peut attribuer ces terres aux propriétaires des fonds contigus ou les destiner à l'entretien du cours d'eau.

<sup>3</sup> Si des terrains boisés ou incultes bordant les rives d'un cours d'eau ne servent pas encore à son entretien, le Département de l'Environnement et de l'Equipement peut les affecter à cette destination.

### II. Domaine public a) Composition

**Art. 61**<sup>79)</sup> <sup>1</sup> Le domaine public est constitué :

- a) des choses dans l'usage commun par nature telles que les terrains impropres à la culture et les eaux publiques; les eaux publiques sont définies dans la loi du 28 octobre 2015 sur la gestion des eaux<sup>80)</sup>;
- b) des choses dans l'usage commun par affectation telles que les routes, places, parcs, etc.

### b) Propriété

<sup>2</sup> Les biens du domaine public appartiennent à l'Etat ou, pour ceux affectés à l'usage commun par les communes, à ces dernières.

<sup>3</sup> Des droits de propriété privée ou des droits réels limités ne peuvent être acquis sur ces biens ni par prescription ni par occupation. Ils ne peuvent reposer que sur un titre d'acquisition ou sur leur exercice depuis un temps immémorial.

### c) Utilisation

**Art. 62**<sup>79)</sup> L'usage et l'exploitation des biens du domaine public sont placés sous la surveillance de la collectivité à laquelle ils appartiennent et réglés dans la législation spéciale.

III. Territoires en mouvement permanent

**Art. 62a**<sup>[19\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le Service de l'aménagement du territoire requiert, d'office ou sur demande, la mention au registre foncier des territoires en mouvement permanent.

<sup>2</sup> Les géomètres d'arrondissement et les géomètres chargés de la mise au courant des plans cadastraux sont tenus de signaler les territoires en mouvement permanent au Service de l'aménagement du territoire.

<sup>3</sup> Avant de requérir la mention, le Service de l'aménagement du territoire invite les propriétaires intéressés à se déterminer au sujet de la mention envisagée.

<sup>4</sup> En cas de contestation de la part des propriétaires, le Service de l'aménagement du territoire rend une décision constatant la nature du terrain en question.

C. Droits de voisinage  
I. Constructions et plantations  
1. Distances à la limite

**Art. 63** <sup>1</sup> Pour les constructions et les installations autres que souterraines et partiellement souterraines, une distance à la limite de 3 m au moins sera observée par rapport aux biens-fonds voisins. Sont réservées les prescriptions de droit public concernant la manière de bâtir en ordre contigu ou presque contigu.<sup>[81\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> On entend par construction souterraine une construction qui, à l'exception de l'accès et des garde-corps, se trouve entièrement au-dessous du terrain de référence ou du terrain excavé.<sup>[82\)](#)</sup>

<sup>1ter</sup> On entend par construction partiellement souterraine une construction qui ne dépasse pas 1,20 m au-dessus du terrain de référence ou du terrain excavé.<sup>[82\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Si la manière de construire en ordre contigu est admise, mais non prescrite, le propriétaire foncier qui ne pose pas les murs extérieurs latéraux à la limite est tenu d'observer une distance à la limite de 6 m.

<sup>3</sup> Si, en vertu de la législation antérieure, un bâtiment voisin avec mur extérieur a été construit à la limite, une construction contiguë de mêmes dimensions est autorisée.

2. Petites constructions et annexes

**Art. 64**<sup>[81\)](#)</sup> <sup>1</sup> Pour les petites constructions et les annexes, une distance de 2 m par rapport à la limite suffit.

<sup>2</sup> On entend par petite construction une construction non accolée à un bâtiment, qui ne dépasse pas 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher et 4 m de hauteur totale, et qui ne comprend que des surfaces utiles secondaires.

<sup>3</sup> On entend par annexe une construction accolée à un bâtiment, qui ne dépasse pas 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher et 4 m de hauteur totale, et qui ne comprend que des surfaces utiles secondaires.

3. Saillies

**Art. 65<sup>[81\)](#)</sup>** <sup>1</sup> La distance à la limite ne s'applique pas aux saillies.

<sup>2</sup> On entend par saillies les parties saillantes du plan de façade, à l'exception des avant-toits, dont la profondeur n'excède pas 1,20 m et dont la largeur n'excède pas 30 % de la largeur du plan de façade considéré.

3bis. Avant-toits

**Art. 65a<sup>[82\)](#)</sup>** Les avant-toits peuvent empiéter sur la distance à la limite de 1,20 m au plus.

4. Fosses d'aisances et à fumier

**Art. 66** <sup>1</sup> Les installations destinées à recueillir les excréments, le purin, le fumier et d'autres détritux malodorants seront construites à une distance de 3 m au moins par rapport à la limite.

<sup>2</sup> Si ces installations sont construites de manière à ne pas nuire aux voisins, il n'est pas besoin d'observer la distance à la limite, pour autant que ces installations ne dépassent pas le terrain de référence de plus de 1,20 m.<sup>[81\)](#)</sup>

5. Droit de reconstruire

**Art. 67** <sup>1</sup> Un bâtiment totalement ou partiellement détruit par l'action d'éléments naturels peut être reconstruit dans ses dimensions antérieures dans un délai de cinq ans, sans égard aux distances à la limite du droit privé.<sup>[81\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le délai est réputé observé si, avant son expiration, la demande d'un permis a été présentée. La reconstruction se fera sans interruption arbitraire.

6. Murs coupe-feu  
a) Obligation

**Art. 68** Les bâtiments construits à la limite seront pourvus, du côté de la limite, d'un mur coupe-feu.

b) Propriété

**Art. 69** <sup>1</sup> Par l'achat, le voisin acquiert en copropriété le droit d'utiliser aussi un mur coupe-feu existant.

<sup>2</sup> Il sera payé pour ce droit une indemnité calculée en fonction de l'intérêt des voisins concernés à l'existence du mur coupe-feu.

<sup>3</sup> Il peut être fait mention, au registre foncier, des droits de propriété et d'utilisation que le voisin a acquis sur le mur coupe-feu.

c) Exhaussement **Art. 70** Chaque copropriétaire a le droit d'exhausser le mur coupe-feu ou de l'approfondir. Il supporte seul les frais qui résultent de ces travaux. Si le voisin bâtit en contiguïté au nouveau pan de mur, il paiera l'indemnité prévue à l'article 69, alinéa 2, ci-dessus.

7. Murs de soutènement et talus  
a) Obligation de construire; exécution

**Art. 71** <sup>1</sup> Celui qui procède à des remblais ou à des fouilles le long de la limite est tenu de protéger le bien-fonds voisin au moyen de murs de soutènement ou de talus.

<sup>2</sup> L'inclinaison maximale des talus sera de 45° (100 %). Dans les terrains abrupts demeure réservée une inclinaison plus forte des talus qui se sont formés naturellement ou ont été suffisamment consolidés.

<sup>3</sup> Le mur de soutènement peut être placé à la limite. S'il sert au remblai, il ne doit pas dépasser de plus de 1,20 m le terrain de référence le plus élevé.<sup>[81\)](#)</sup>

b) Propriété

**Art. 72** <sup>1</sup> Le mur de soutènement placé sur la limite est considéré comme faisant partie intégrante du fonds du propriétaire qui l'a construit. Si cela ne peut être déterminé, le mur est réputé appartenir en copropriété aux deux voisins.

<sup>2</sup> Au surplus sont applicables les prescriptions relatives aux murs coupe-feu.

8. Clôtures

**Art. 73** <sup>1</sup> Les clôtures, telles que palissades, murs et haies, peuvent être établies à la limite si elles n'excèdent pas une hauteur de 1,20 m à compter du terrain de référence du fonds le plus élevé.<sup>[81\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les clôtures plus hautes seront éloignées de la limite d'une distance équivalant à l'excédent de leur hauteur, mais au maximum de 3 m.

<sup>3</sup> Pour les haies à feuillage persistant, les distances à observer sont augmentées de 50 cm et comptées jusqu'au milieu de l'endroit où se trouve la plantation.

9. Arbres et  
buissons

**Art. 74** <sup>1</sup> Pour les arbres et buissons plantés après l'entrée en vigueur de la présente disposition, on observera à tout le moins les distances à la limite suivantes calculées jusqu'au milieu de l'endroit où se trouve la plantation :

- 5 m pour les arbres à haute tige qui ne sont pas des arbres fruitiers, ainsi que pour les noyers;
- 3 m pour les arbres fruitiers à haute tige;
- 1 m pour les arbres fruitiers nains, les arbres ornementaux et les espaliers, pour autant qu'ils soient constamment taillés en vue de ne pas dépasser une hauteur de 3 m;
- 50 cm pour les buissons ornementaux d'une hauteur de 2 m au plus, ainsi que pour les buissons à baies et les vignes.

<sup>2</sup> Ces distances seront observées aussi pour les arbres et buissons sauvages.

<sup>3</sup> Pour les prétentions tendant à supprimer les plantations trop proches, le délai de prescription est de cinq ans. L'observation des hauteurs maximales peut être exigée en tout temps.

10. Ombre  
portée

**Art. 75** <sup>1</sup> Si l'ombre projetée par des arbres à haute tige porte une atteinte grave aux conditions d'hygiène des logements, le propriétaire de ces arbres est tenu de les tailler, moyennant une indemnité équitable, pour en réduire la hauteur à des proportions tolérables et, en cas de nécessité, de les supprimer.

<sup>2</sup> Demeure réservé le maintien de ces arbres en fonction d'intérêts publics, en particulier ceux de la protection de la nature et du patrimoine, ainsi que de la protection des allées.

11. Utilisation de  
murs placés à la  
limite

**Art. 76** Le voisin a le droit, sans être tenu à indemnité, d'établir, aux murs et aux parois situés à ou sur la limite, des installations qui ne causent point de dommages, notamment des espaliers.

12. Droit de  
passage sur le  
fonds voisin

**Art. 77** Le voisin tolérera le passage sur son bien-fonds ou l'utilisation temporaire de ce fonds, lorsqu'ils sont nécessaires à l'établissement ou à l'entretien de constructions, de routes, de plantations le long de la limite ou de toutes autres installations, telles que les conduites. Il sera informé en temps utile et peut exiger que ces droits soient exercés avec le plus d'égard possible et moyennant dédommagement intégral.

II. Plantations  
forestières

**Art. 78** <sup>1</sup> Les plantations dans les bois et forêts ne doivent pas s'approcher à plus d'un mètre de la limite de la propriété voisine. En outre les trouées de démarcation doivent toujours avoir au moins un mètre de large.

<sup>2</sup> A côté d'un terrain non boisé, la lisière de la forêt doit se trouver à cinq mètres en arrière de la ligne de démarcation s'il s'agit d'un peuplement neuf et à trois mètres au moins s'il s'agit d'un repeuplement; dans cette largeur peut être comprise celle du chemin ou fossé qui longe intérieurement la limite.

III. Ouvrages  
servant à la  
vidange des  
forêts

**Art. 79** Les propriétaires dont les bois et forêts ne sont pas reliés suffisamment à une voie publique, peuvent exiger, contre pleine et entière indemnité, que leur soit concédé le droit d'établir les ouvrages nécessaires pour la vidange, tels que dévaloirs, glissoirs, etc.

IV. Droits de  
passage, de  
barre et  
d'irrigation et  
clôtures

**Art. 80** <sup>1</sup> Demeurent en vigueur les usages suivis jusqu'à présent ainsi que les dispositions de police ou d'ordre économique des droits coutumiers en ce qui concerne la faculté accordée aux propriétaires d'emprunter le fonds voisin pour travaux d'exploitation, de réparation ou de construction sur leurs propres fonds et en ce qui a trait aux droits de barre, de charrue, d'abreuvoir, de passage en saison morte, de dévalage, d'irrigation et autres droits analogues, comme aussi en ce qui touche les fossés, haies, murs et autres clôtures.

<sup>2</sup> Les dispositions y relatives seront réunies et précisées dans un décret du Parlement. Les droits qui en découlent ne seront pas inscrits au registre foncier.

D. Restrictions  
de droit public  
I. Antiquités,  
monuments  
naturels, etc.

**Art. 81** <sup>1</sup> Le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnance les mesures nécessaires et à édicter des peines pour la protection et la conservation des antiquités, des monuments naturels, des plantes, pour protéger contre toute altération les sites, l'aspect des localités et les points de vue et pour sauvegarder les sources d'eaux minérales.

<sup>2</sup> En tant et pour aussi longtemps que le Gouvernement ne fait pas usage de cette faculté, les communes pourront l'exercer à sa place. Les ordonnances qu'elles rendront à cette fin seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

<sup>3</sup> L'Etat et les communes peuvent protéger et rendre accessibles par voie d'expropriation, et en particulier par l'établissement de servitudes publiques, les antiquités, monuments naturels, sites, aspects et points de vue. Il leur est loisible de déléguer cette faculté à des associations et fondations d'utilité publique.



II. Ouvrages de protection contre les éléments

**Art. 82** L'Etat et les communes ont le droit d'exiger, contre pleine et entière indemnité, la cession des terrains et l'établissement des servitudes foncières qui sont nécessaires pour construire des ouvrages de protection contre les phénomènes naturels tels que tourmentes de neige, éboulements, inondations, etc. Les ouvrages existants qui servent à pareille fin ne peuvent pas être supprimés sans l'assentiment du conseil communal.

III. Clôtures de sécurité

**Art. 83** Les communes ont le droit d'édicter, afin de prévenir les accidents, des dispositions portant obligation d'entourer d'une clôture les canaux, fossés, etc., non couverts.

IV. Signaux et repères topographiques et cadastraux

**Art. 84** <sup>1</sup> Les propriétaires fonciers sont tenus, moyennant avertissement, de tolérer gratuitement l'établissement des signaux et repères topographiques et cadastraux et, en particulier, des points de triangulation, de polygone et de nivellement, ainsi que les mesures nécessaires à leur conservation et à leur entretien.

<sup>2</sup> Le dommage causé aux cultures donne lieu à indemnité.

<sup>3</sup> A la demande du Bureau topographique fédéral ou du Service cantonal de l'aménagement du territoire, l'existence de pareils signaux et repères sera mentionnée dans le registre foncier.

E. Dérivation de sources

**Art. 85** Est applicable au captage et à la dérivation des sources et des eaux souterraines la loi sur l'utilisation des eaux<sup>[13\)](#)</sup>.

F. Forêts et pâturages communs, etc., qui ne peuvent être partagés

**Art. 86** On ne peut partager les forêts, pâturages, fontaines et ruisseaux qui appartiennent à une corporation d'allmend ou à quelque autre association de ce genre, ou dont l'exploitation ou l'usage rationnels deviendraient impossibles par le fait même.

G. Gages immobiliers  
I. Purge hypothécaire

**Art. 87** <sup>1</sup> La purge hypothécaire (art. 828 à 830 CC) est permise.

<sup>2</sup> La somme à payer pour purger peut être fixée par estimation officielle, effectuée par la commission cantonale d'estimation foncière instituée par la loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural<sup>[60\)](#)</sup>, si tous les créanciers en font la demande et que l'acquéreur y consent.<sup>[58\)](#)</sup>

**Art. 88<sup>20)58)</sup>** <sup>1</sup> Il existe une hypothèque légale pour les créances suivantes :

- a) en faveur de l'Etat, des communes, des Eglises et de leurs paroisses, pour l'impôt sur le gain immobilier ainsi que l'impôt sur la fortune afférent aux immeubles et aux forces hydrauliques (art 190 de la loi d'impôt<sup>61)</sup> et 23 de la loi sur les rapports entre les Eglises et l'Etat<sup>62)</sup>);
- b) en faveur de l'Etat, des communes, des Eglises et de leurs paroisses, pour l'impôt de succession et de donation afférents aux immeubles et aux forces hydrauliques (art. 38 de la loi sur l'impôt de succession et de donation<sup>63)</sup> et 23 de la loi sur les rapports entre les Eglises et l'Etat<sup>62)</sup>);
- c) en faveur de l'Etat, pour les droits de mutation et les droits perçus pour la constitution de gages (art. 22 de la loi réglant les droits de mutation et les droits perçus pour la constitution de gages<sup>64)</sup>);
- d)<sup>79)</sup> en faveur de l'Etat, pour les taxes et redevances relatives aux concessions hydrauliques (art. 74 de la loi sur la gestion des eaux<sup>80)</sup>);
- e)<sup>77)</sup> en faveur de l'ECA Jura, pour les primes et contributions dues au titre de l'assurance incendie obligatoire des bâtiments (art. 57 de la loi sur la protection et l'assurance des bâtiments<sup>66)</sup>);
- f)<sup>79)</sup> en faveur des communes, pour la taxe immobilière, la taxe pour la gestion des eaux de surface et les taxes de raccordement et d'utilisation en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement des eaux (art. 37 et 96 de la loi sur la gestion des eaux<sup>80)</sup>);
- g) en faveur des communes, pour les contributions des propriétaires fonciers aux frais d'équipement (art. 26 du décret concernant les contributions des propriétaires fonciers<sup>67)</sup>);
- h) en faveur des syndicats d'améliorations foncières, pour les contributions dues par les propriétaires fonciers (art. 72 de la loi sur les améliorations structurelles<sup>68)</sup>);
- i) en faveur de l'Etat et des communes, pour les créances en remboursement des subventions octroyées au titre d'améliorations structurelles (art. 121 de la loi sur les améliorations structurelles<sup>68)</sup>);
- j) en faveur de l'Etat, pour les crédits d'investissement forestiers octroyés à des particuliers pour des travaux liés à un bien-fonds (art. 71, al. 2, de la loi sur les forêts<sup>32)</sup>);
- k) en faveur de l'Etat et des communes, pour les créances découlant de l'exécution par substitution (art. 38 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>69)</sup> et 50 de la loi sur les déchets<sup>70)</sup>);
- l) en faveur des propriétaires voisins, pour les prétentions à la compensation des charges (art. 32 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>69)</sup>);
- m) en faveur des coopératives de remembrement, pour leurs créances à l'égard des propriétaires participants (art. 4 du décret concernant le remembrement de terrains à bâtir<sup>71)</sup>);
- n)<sup>78)</sup> en faveur de l'Etat, pour la contribution perçue sur la plus-value résultant de mesures d'aménagement du territoire (art. 111g de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>69)</sup>).

<sup>2</sup> Ces hypothèques légales naissent sans inscription au registre foncier. Lorsqu'elles dépassent 1 000 francs, elles ne sont opposables aux tiers qui se sont fondés de bonne foi sur le registre foncier qu'aux conditions de l'article 836, alinéa 2, du Code civil suisse<sup>2)</sup>.

<sup>3</sup> Elles priment toute charge inscrite sur l'immeuble grevé. Entre elles, elles concourent à parité de rang.

<sup>4</sup> L'inscription de l'hypothèque légale ne rend pas la créance imprescriptible.

III. Cédulas  
hypothécaires  
sur papier  
Signature

**Art. 89**<sup>22)58)</sup> Les cédulas hypothécaires sur papier portent la signature du conservateur du registre foncier ou de son adjoint.

**Art. 90**<sup>23)</sup>

**Art. 91**<sup>59)</sup>

H. Gages  
mobiliers  
I. Engagement  
du bétail

**Art. 92** Le préposé à l'Office des poursuites et faillites de chaque district tiendra registre des engagements de bétail.

II. Profession de  
prêteur sur  
gages

**Art. 93**<sup>58)</sup> Le métier de prêteur sur gages est régi par la loi sur les activités économiques<sup>25)</sup>.

**Art. 94 à 96**<sup>53)</sup>

I. Registre  
foncier  
I. Circonscrip-  
tions

**Art. 97** Chaque commune municipale forme une circonscription pour la tenue du registre foncier.

II. Arrondisse-  
ment

**Art. 98**<sup>22)</sup> <sup>1</sup> Le territoire de la République et Canton du Jura forme un seul arrondissement pour la tenue du registre foncier.

<sup>2</sup> Il est tenu par le Service du registre foncier et du registre du commerce.

III. Organisation  
1. Dispositions  
d'exécution

**Art. 99**<sup>22)</sup> Le Gouvernement règle dans une ordonnance l'organisation du registre foncier, le système et les détails techniques de la tenue informatisée du registre foncier, ainsi que les modalités d'accès aux données.

## 2. Recours

**Art. 100**<sup>22)58)</sup> La procédure de recours contre les décisions du conservateur est régie par les articles 956a et 956b du Code civil suisse<sup>2)</sup>. Pour le surplus, le Code de procédure administrative est applicable<sup>10)</sup>.

**Art. 101**<sup>75)</sup>IV. Inscription au registre foncier  
1. Immeubles du domaine public

**Art. 102** Les immeubles du domaine public appartenant soit à l'Etat, soit aux communes, seront immatriculés au registre foncier.

## 2. Réquisition des inscriptions par les notaires

**Art. 103** Dans les trente jours de la réception des actes dressés par eux, les notaires en requerront d'office l'inscription au registre foncier.

## V. Mise à jour des plans cadastraux

**Art. 104** <sup>1</sup> La mise à jour des plans cadastraux est faite par des géomètres nommés à cet effet.

<sup>2</sup> Le mode de nomination, la rétribution et les attributions de ces géomètres, ainsi que les émoluments de mise à jour seront fixés par un décret du Parlement.

## VI. Publications

**Art. 104a**<sup>19)</sup> <sup>1</sup> Le Service du registre foncier et du registre du commerce publie tous les deux mois une liste des transferts de propriété immobilière traités au feuillet. Les listes sont affichées et peuvent être consultées librement dans les bâtiments abritant les bureaux du registre foncier.

<sup>2</sup> La publication porte sur :

- a) le numéro de l'immeuble, sa surface, sa nature et son lieu de situation, ainsi que sur la nature des bâtiments mentionnés dans l'état descriptif;
- b) les noms et le domicile ou le siège des personnes qui aliènent la propriété et de celles qui l'acquièrent;
- c) la date de l'acquisition de la propriété par l'aliénateur;
- d) les parts de copropriété et de propriété par étages;
- e) la valeur de la contre-prestation, sauf en cas de partage successoral, d'avancement d'hoirie, de contrat de mariage ou de liquidation de biens.

<sup>3</sup> Ne sont pas publiées :

- a) les acquisitions faites par voie de succession;
- b) les acquisitions d'immeubles situés dans la zone à bâtir, lorsque leur contenance est inférieure à un are;
- c) les acquisitions d'immeubles situés hors de la zone à bâtir, lorsque leur contenance est inférieure à cinq ares;

- d) les acquisitions qui font l'objet d'un acte authentique simplifié<sup>28)</sup>;
- e) les augmentations de parts de copropriété et de parts de propriété par étages de moins de dix pour cent.

## CHAPITRE VI : Des obligations

### A. Enchères I. Vente aux enchères publiques

**Art. 105** <sup>1</sup> Les ventes aux enchères publiques doivent être annoncées publiquement au moins huit jours à l'avance. Ce délai peut être abrégé par le juge administratif si de justes motifs l'exigent.

<sup>2</sup> Les ventes aux enchères ont lieu par le ministère d'un notaire du Canton qui en dressera procès-verbal; la criée est faite par :

- a) un employé de l'office de poursuites et des faillites, s'il s'agit d'immeubles;
- b) un employé de l'office de poursuites et des faillites ou une personne qualifiée proposée par le vendeur, s'il s'agit de meubles.<sup>29)76)</sup>

<sup>3</sup> Les ventes d'objets mobiliers dont la valeur totale n'excède pas 30 000 francs peuvent être publiées suivant l'usage local; il suffit qu'elles aient lieu avec le concours d'un employé de l'office de poursuites et des faillites ou d'un employé communal.<sup>29)76)</sup>

### II. Autres ventes aux enchères

**Art. 106** Les ventes aux enchères qui n'ont pas lieu dans les formes prescrites par l'article précédent sont régies par les dispositions relatives aux ventes ordinaires.

### III. Abus

**Art. 107** <sup>1</sup> Toutes ventes aux enchères seront clôturées ou suspendues avant l'heure de fermeture des auberges.

<sup>2</sup> Il est interdit d'influencer ou de chercher à influencer les enchères en promettant des boissons spiritueuses aux miseurs ou en leur en servant d'une façon abusive.

<sup>3</sup> Les infractions à ces dispositions seront punies d'une amende de 50 à 1 000 francs.

### B. Dettes d'auberges

**Art. 108**<sup>30)</sup> Ne peuvent faire l'objet d'une action en justice les créances résultant de la consommation de boissons alcooliques sur incitation, ou de leur vente à des personnes en état d'ébriété.

### C. ...

**Art. 109**<sup>23)</sup>

D. ...	<b>Art. 110</b> <sup><a href="#">59)</a></sup>
E. Registre du commerce 1. Arrondissement, dispositions d'exécution	<p><b>Art. 111</b><sup><a href="#">22)</a></sup> <sup>1</sup> Un seul registre du commerce est tenu pour la République et Canton du Jura.</p> <p><sup>2</sup> Il est tenu par le Service du registre foncier et du registre du commerce.</p> <p><sup>3</sup> Le Gouvernement règle dans une ordonnance l'organisation du registre du commerce, le système et les détails techniques de la tenue informatisée ainsi que la consultation du registre du commerce.</p>
2. Amende d'ordre	<p><b>Art. 112</b><sup><a href="#">22)</a></sup> <sup>1</sup> Le préposé au registre du commerce veille à ce que les intéressés fassent procéder en temps utile aux inscriptions que la loi leur impose.</p> <p><sup>2</sup> Il est compétent pour infliger des amendes d'ordre aux contrevenants, conformément à l'article 943 du Code des obligations.</p>
3. Recours	<b>Art. 113</b> <sup><a href="#">22)</a></sup> <sup><a href="#">49)</a></sup> <sup><a href="#">58)</a></sup> Les décisions du préposé sont sujettes à recours à la Cour civile du Tribunal cantonal.
<b>TITRE TROISIEME : Dispositions transitoires</b>	
<b>CHAPITRE PREMIER : De la famille</b>	
Nom	<b>Art. 114</b> <sup><a href="#">12)</a></sup> L'officier de l'état civil est compétent pour recevoir la déclaration de la femme mariée sous l'ancien droit par laquelle elle veut faire précéder le nom de famille de celui qu'elle portait avant le mariage (art. 8a du titre final du Code civil suisse). La déclaration doit être présentée jusqu'au 31 décembre 1988 au plus tard.
Droit de cité	<b>Art. 115</b> <sup><a href="#">12)</a></sup> La Section de l'état civil et des habitants est l'autorité compétente pour recevoir la déclaration de la femme suisse mariée sous l'ancien droit par laquelle elle entend reprendre le droit de cité qu'elle possédait lorsqu'elle était célibataire (art. 8b du titre final du Code civil suisse). La déclaration doit être présentée jusqu'au 31 décembre 1988 au plus tard.

Régime  
matrimonial des  
époux mariés  
entre le 1.1.1912  
et le 31.12.1987  
Déclaration de  
maintien ou  
d'assujettisse-  
ment

**Art. 116<sup>12)</sup>** <sup>1</sup> Le préposé au registre du commerce reçoit et répertorie :

- a) la déclaration commune écrite des époux qui veulent, conformément à l'article 9e, alinéa 1, du titre final du Code civil suisse, convenir de demeurer soumis au régime de l'union des biens;
- b) la déclaration commune écrite des époux qui veulent, conformément à l'article 10b, alinéa 1, du titre final du Code civil suisse, convenir de se soumettre au régime de la participation aux acquêts.

<sup>2</sup> Les déclarations visées à l'alinéa 1 doivent être présentées jusqu'au 31 décembre 1988 au plus tard.

## CHAPITRE II : Des droits réels

A. Servitudes  
foncières  
I. Arbres situés  
dans le fonds  
d'autrui

**Art. 117** Les droits de propriété existant sur des arbres situés dans le fonds d'autrui peuvent encore être rachetés sous le régime du Code civil suisse, conformément aux dispositions de la loi concernant le rachat des droits de propriété et d'usufruit grevant les arbres situés sur le fonds d'un tiers<sup>31)</sup>.

II. Droits de  
pacage, droits  
d'usage en bois  
et autres  
semblables

**Art. 118** <sup>1</sup> Les droits de pacage, les droits d'usage en bois et les droits d'usufruit sur les arbres pourront encore être rachetés suivant les dispositions de la loi sur les forêts<sup>32)</sup> et de la loi concernant le rachat des droits de propriété et d'usufruit grevant les arbres situés sur le fonds d'un tiers<sup>31)</sup>.

<sup>2</sup> Le droit de vaine pâture et de parcours sera aboli dès que la moitié des propriétaires fonciers le demanderont.

B. Gages  
immobiliers  
I. Assimilation  
des droits de  
gage immobilier  
de l'ancien droit  
à ceux du  
nouveau droit

**Art. 119** Dès l'introduction du registre foncier fédéral seront assimilés :

- 1. à la cédule hypothécaire du nouveau droit : les obligations hypothécaires qui résultent d'un prêt;
- 2. aux hypothèques du nouveau droit : les titres hypothécaires;
- 3. aux hypothèques légales de l'article 837 du Code civil suisse : les privilèges prévus par l'article 2103, chiffres 1, 3 et 4 du Code civil français en faveur du vendeur, des cohéritiers et architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers.

II. Droit de  
profiter de la  
case libre en cas  
de paiement par  
amortissements

**Art. 120** Si, d'après le titre hypothécaire de l'ancien droit, la dette est payable par amortissements annuels, les créanciers postérieurs en rang ont le droit d'avancer dans la case libre; le créancier ou le débiteur pourront faire annoter ce droit au registre foncier conformément à l'article 814 du Code civil suisse.

**Art. 121 à 124**<sup>[23\)](#)</sup>

### CHAPITRE III : Dispositions diverses

A. Le Code civil suisse applicable comme droit complémentaire

**Art. 125** Le Code civil suisse et la loi fédérale du 30 mars 1911 qui le complète (livre cinquième : CO) ont force légale comme droit complémentaire pour les matières réservées à la législation cantonale.

**Art. 126**<sup>[6\)](#)</sup>

C. Abrogation du droit civil cantonal

**Art. 127** <sup>1</sup> Les dispositions de droit civil de la législation cantonale seront abrogées dès l'entrée en vigueur de la présente loi, en tant qu'elles ne sont pas contenues ou réservées dans cette dernière ou à moins qu'elles ne soient réservées par le Code civil suisse.

<sup>2</sup> Il en sera de même des dispositions du Code civil français et du Code de procédure civile français.

D. Entrée en vigueur de la loi

**Art. 128** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>[33\)](#)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 9 novembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

Loi du 9 novembre 1978 approuvée par le Conseil fédéral le 9 juin 1980.

Loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse (Effets généraux du mariage, régime matrimonial et successions) approuvée par le Conseil fédéral le 25 janvier 1988.



- 1) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 2) [RS 210](#)
- 3) [RSJU 101](#)
- 4) [RS 220](#)
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 6) Abrogé(s) par le ch. VII de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988.  
Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 décembre 1999, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2000 et selon le ch. I de la loi du 6 décembre 2000 portant introduction à la modification du Code civil suisse (nouveau droit du divorce), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 décembre 1999, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2000 et selon le ch. I de la loi du 6 décembre 2000 portant introduction à la modification du Code civil suisse (nouveau droit du divorce), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 9) Nouvelle appellation selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991. Il a été tenu compte de cette modification dans toute la présente loi. ([RSJU 172.111](#))
- 10) [RSJU 175.1](#)
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. III de la loi du 24 avril 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1986
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 13) [RSJU 752.41](#)
- 14) Introduit par le ch. I de la loi du 28 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 15) Nouvelle teneur selon la section 2 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995
- 16) Abrogé par le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant introduction de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 17) [RSJU 214.431](#)
- 18) Abrogé par le ch. I de la loi du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Nouvelle teneur selon l'art. 18 de l'ordonnance introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, et selon l'article 21 de la loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural du 21 février 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001 ([RSJU 215.124.1](#)).
- 19) Introduit par l'art. 18 de l'ordonnance introductive à la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur le droit foncier rural, du 21 décembre 1993, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1994, prorogée jusqu'au 31 décembre 1998 par arrêtés du Gouvernement des 20 décembre 1994, 12 décembre 1995, 3 décembre 1996 et 10 décembre 1997. Introduit par l'art. 18 de l'ordonnance introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural, du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, et par l'art. 21 de la loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural, du 21 février 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001 ([RSJU 215.124.1](#))
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 décembre 1983, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 1984
- 21) Introduite par l'art. 78, al. 2, de la loi du 20 mai 1998 sur les forêts, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999

- 22) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000
- 23) Abrogé(s) par le ch. I de la loi du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000
- 24) [RSJU 176.11](#)
- 25) [RSJU 930.1](#)
- 26) Art. 102 à 104 de l'ordonnance fédérale sur le registre foncier ([RS 211.432.1](#))
- 27) [RSJU 173.11](#)
- 28) Loi du 9 novembre 1978 sur le notariat (art. 38, al. 2) ([RSJU 189.11](#))
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 13 novembre 1991, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 1992
- 30) Nouvelle teneur selon l'art. 93 de la loi du 18 mars 1998 sur les auberges, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1998 ([RSJU 935.11](#))
- 31) [RSJU 215.122.14](#)
- 32) [RSJU 921.11](#)
- 33) 1<sup>er</sup> janvier 1979
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 mars 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002.
- 35) Nouvelle teneur selon l'art. 77 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002 ([RSJU 850.1](#))
- 36) Abrogé par l'art. 77 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002 ([RSJU 850.1](#))
- 37) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 décembre 1999, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2000 et selon le ch. I de la loi du 6 décembre 2000 portant introduction à la modification du Code civil suisse (nouveau droit du divorce). Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 38) Introduit par le ch. I de la loi du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 39) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 40) [RS 211.231](#)
- 41) Nouvelle teneur selon le ch. XVI de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ([RSJU 211.2](#))
- 42) Abrogé par le ch. XVI de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ([RSJU 211.2](#))
- 43) Nouvelle teneur selon l'art. 24 de la loi du 22 novembre 2006 sur la politique de la jeunesse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2007 ([RSJU 853.21](#))
- 44) [RSJU 853.21](#)
- 45) Introduit par le ch. I de la loi du 20 juin 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2007
- 46) [RSJU 321.1](#)
- 47) [RSJU 175.1](#)
- 48) [RS 311.0](#)
- 49) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 octobre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 50) Nouvelle teneur selon le ch. XVI de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
- 51) Nouvelle teneur selon l'art. 17, chiffre 1, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 271.1](#))
- 52) Introduit par l'art. 17, chiffre 1, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 271.1](#))
- 53) Abrogé(s) par l'art. 17, chiffre 1, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 271.1](#))
- 54) [RSJU 271.1](#)

- 
- 55) Nouvelle teneur selon l'art. 58, alinéa 1, de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 321.1](#))
  - 56) [RS 272](#)
  - 57) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012
  - 58) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2012
  - 59) Abrogé par le ch. I de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2012
  - 60) [RSJU 215.124.1](#)
  - 61) [RSJU 641.11](#)
  - 62) [RSJU 471.1](#)
  - 63) [RSJU 642.1](#)
  - 64) [RSJU 215.326.2](#)
  - 65) [RSJU 752.461](#)
  - 66) [RSJU 873.11](#)
  - 67) [RSJU 701.71](#)
  - 68) [RSJU 913.1](#)
  - 69) [RSJU 701.1](#)
  - 70) [RSJU 814.015](#)
  - 71) [RSJU 701.81](#)
  - 72) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 mai 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
  - 73) Introduit par le ch. I de la loi du 23 mai 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
  - 74) Abrogé(s) par le ch. I de la loi du 23 mai 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
  - 75) Abrogé par le ch. XIV de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
  - 76) Nouvelle teneur selon le ch. XIV de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
  - 77) Nouvelle teneur selon l'article 96, alinéa 1, de la loi du 29 avril 2015 sur la protection et l'assurance des bâtiments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 ([RSJU 873.11](#))
  - 78) Introduite par le ch. III de la loi du 9 septembre 2015 portant adaptation de la législation en matière de gestion de la zone à bâtir, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
  - 79) Nouvelle teneur selon l'article 114, alinéa 1, de la loi du 28 octobre 2015 sur la gestion des eaux, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2016 ([RSJU 814.20](#))
  - 80) [RSJU 814.20](#)
  - 81) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 avril 2019 portant adaptation de la législation cantonale à l'accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019
  - 82) Introduit par le ch. I de la loi du 17 avril 2019 portant adaptation de la législation cantonale à l'accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019
  - 83) Introduit par le ch. I de la loi du 29 septembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022



## TABLE DES MATIERES

<b>3</b>	<b>Droit pénal, procédure pénale, exécution</b>
<b>31</b>	<b><i>Droit pénal</i></b>
311	Loi du 9 novembre 1978 sur l'introduction du Code pénal suisse
311.1	Arrêté du Département de la Santé, des Affaires sociales et des Ressources humaines du 1 <sup>er</sup> mars 2010 portant désignant des cabinets et des établissements hospitaliers pratiquant l'interruption de grossesse
312	<i>Aide aux victimes d'infractions</i>
312.5	Loi du 20 juin 2001 portant introduction à la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur l'aide aux victimes d'infractions
312.51	Arrêté du Gouvernement du 5 avril 2005 portant reconnaissance d'un centre de consultation au sens de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions
<b>32</b>	<b><i>Procédure pénale</i></b>
321	<i>Dispositions générales</i>
321.1	Loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 16 juin 2010 (LiCPP)
324	<i>Amendes d'ordre</i>
324.1	Loi du 29 janvier 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre (LiLAO)
324.111	Ordonnance d'exécution de la loi portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre (OLiLAO) du 8 septembre 2020
325	<i>Pouvoir répressif des communes</i>
325.1	Décret du 6 décembre 1978 concernant le pouvoir répressif des communes
<b>33</b>	<b><i>Casier judiciaire</i></b>
331	Ordonnance du 18 janvier 2000 concernant le casier judiciaire informatisé

**34 Exécution****341 Dispositions générales**

- 341.1 Loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures
- 341.11 Ordonnance du 28 novembre 2017 concernant la surveillance électronique

**342 Etablissements**

- 342.1 Loi du 2 octobre 2013 sur les établissements de détention
- 342.11 Ordonnance du 8 avril 2014 sur les établissements de détention
- 342.491 Arrêté du Gouvernement du 18 mars 1980 portant adhésion à la convention passée entre la République et Canton du Jura et la Fondation du Centre suisse de formation pour le personnel pénitentiaire

**349 Conventions intercantionales**

- 349.1 Arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins
- 349.11 Arrêté du Gouvernement du 3 décembre 2013 approuvant le règlement du 31 octobre 2013 concernant l'octroi d'autorisation de sortie aux personnes condamnées et jeunes adultes
- 349.12 Arrêté du Gouvernement du 14 décembre 2010 approuvant le règlement du 29 octobre 2010 concernant la liste des établissements pour l'exécution des privations de liberté à caractère pénal
- 349.13 Arrêté du Gouvernement du 28 novembre 2017 approuvant le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique
- 349.14 Arrêté du Gouvernement du 28 novembre 2017 approuvant le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme de la semi-détention (Règlement sur la semi-détention)
- 349.15 Arrêté du Gouvernement du 28 novembre 2017 approuvant le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme de travail d'intérêt général (Règlement sur le TIG)
- 349.2 Arrêté du Parlement du 24 mai 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution de la détention pénale des personnes mineures des cantons romands (et partiellement du Tessin)
- 349.21 Arrêté du Gouvernement du 3 décembre 2013 approuvant le règlement du 31 mars 2013 concernant l'octroi d'autorisation de sortie aux personnes condamnées mineures
- 349.22 Arrêté du Gouvernement du 3 décembre 2013 sur le droit disciplinaire applicable aux personnes détenues pénalement ou placées dans des établissements fermés pour mineurs

349.3 Arrêté du Parlement du 22 mai 2013 portant approbation du règlement du 22 mars 2012 concernant la Fondation latine Projets pilotes - Addictions

**35** ***Entraide judiciaire dans les affaires pénales de droit cantonal***

351.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la réglementation interne des affaires intercantionales d'extradition





# Loi portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre (LiLAO)

du 29 janvier 2020

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 18 mars 2016 sur les amendes d'ordre (LAO)<sup>[1](#)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 16 janvier 2019 sur les amendes d'ordre (OAO)<sup>[2](#)</sup>,

*arrête :*

## SECTION 1 : Dispositions générales

Buts

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi vise à définir les organes compétents dans le canton du Jura pour percevoir les amendes d'ordre au sens de la loi fédérale sur les amendes d'ordre<sup>[1](#)</sup> et de l'ordonnance fédérale sur les amendes d'ordre<sup>[2](#)</sup>.

<sup>2</sup> Elle fixe les principes et les règles relatifs à la procédure de l'amende d'ordre en matière de contraventions de droit cantonal.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## SECTION 2 : Amendes d'ordre de droit fédéral

Compétences  
générales

**Art. 3** Sont compétents pour percevoir l'ensemble des amendes d'ordre sanctionnant des contraventions à la législation fédérale (art. 1, al. 1 et 2, et art. 15 LAO<sup>[1](#)</sup>; art. 1 et annexes 1 et 2 OAO<sup>[2](#)</sup>) :

- a) les agents de la police cantonale;
- b) les aspirants de la police cantonale dès leur assermentation;
- c) les agents des polices communales et intercommunales.

Compétences  
particulières

**Art. 4** <sup>1</sup> Le Gouvernement désigne, par voie d'ordonnance, les autres organes compétents pour percevoir les amendes d'ordre sanctionnant des contraventions à la législation fédérale (art. 1, al. 1 et 2, et art. 15 LAO<sup>1</sup>; art. 1 et annexes 1 et 2 OAO<sup>2</sup>).

<sup>2</sup> Seuls peuvent être désignés les organes compétents à raison de la matière pour appliquer sur le plan administratif la législation fédérale spécifique. Les gardes auxiliaires chargés de la surveillance de la chasse, de la protection de la faune sauvage et de la surveillance de la pêche peuvent en outre être désignés.

<sup>3</sup> Les personnes chargées de percevoir les amendes d'ordre doivent être suffisamment formées d'un point de vue matériel et procédural.

<sup>4</sup> Elles ne reçoivent une carte de légitimation les habilitant à percevoir des amendes d'ordre qu'après avoir suivi une formation obligatoire dispensée par la police cantonale.

<sup>5</sup> La formation des personnes chargées de percevoir des amendes d'ordre et la procédure de délivrance des cartes de légitimation sont réglées par voie d'ordonnance.

### SECTION 3 : Amendes d'ordre de droit cantonal

## Principes

**Art. 5** <sup>1</sup> La procédure de l'amende d'ordre est applicable aux contraventions de droit cantonal.

<sup>2</sup> Le montant maximal de l'amende d'ordre est de 300 francs.

<sup>3</sup> L'amende d'ordre est fixée sans tenir compte des antécédents, ni de la situation personnelle du prévenu.

Liste des  
contraventions  
de droit cantonal  
et montant

**Art. 6** <sup>1</sup> Le Gouvernement établit, par voie d'ordonnance, la liste des contraventions de droit cantonal sanctionnées par une amende d'ordre et fixe le montant de celle-ci.

<sup>2</sup> La procédure de l'amende d'ordre n'est applicable qu'aux contraventions prévues par les textes légaux suivants et les dispositions d'exécution de ceux-ci :

- a) loi du 9 novembre 1978 sur l'introduction du Code pénal suisse<sup>3</sup>;
- b) loi du 16 juin 2010 sur la protection de la nature et du paysage (LPNP)<sup>4</sup>;
- c) concordat du 18 octobre 1996 sur les entreprises de sécurité<sup>5</sup>;

- d) loi sanitaire du 14 décembre 1990<sup>6)</sup>;
- e) loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale<sup>7)</sup>;
- f) loi du 20 mai 1998 sur les forêts<sup>8)</sup>;
- g) loi du 11 décembre 2002 sur la chasse et la protection de la faune sauvage (Loi sur la chasse)<sup>9)</sup>;
- h) loi du 28 octobre 2009 sur la pêche<sup>10)</sup>;
- i) loi du 18 mars 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce de boissons alcooliques (Loi sur les auberges)<sup>11)</sup>;
- j) ordonnance du 16 mars 2010 sur la navigation<sup>12)</sup>;
- k)<sup>19)</sup> la loi du 9 décembre 2020 sur les déchets et les sites pollués (Loi sur les déchets, LDSP)<sup>20)</sup>.

<sup>3</sup> Le Ministère public doit être consulté sur la liste des contraventions de droit cantonal sanctionnées par des amendes d'ordre et le montant de celles-ci, ainsi que sur toute modification ultérieure.

#### Compétences

**Art. 7** Les articles 3 et 4 s'appliquent par analogie à la désignation et à la formation des organes compétents pour percevoir des amendes d'ordre de droit cantonal.

#### Exclusion de la procédure de l'amende d'ordre

**Art. 8** La procédure de l'amende d'ordre en matière de contraventions de droit cantonal est exclue dans les cas suivants :

- a) l'infraction a été commise par une personne âgée de moins de 15 ans au moment des faits;
- b) le prévenu a mis en danger ou blessé une personne ou causé un dommage en commettant l'infraction;
- c) le prévenu se voit simultanément reprocher d'avoir commis une infraction qui ne figure pas dans une des listes établies en vertu de l'article 15 de la loi fédérale sur les amendes d'ordre<sup>1)</sup> ou de l'article 6, alinéas 1 et 2, de la présente loi;
- d) le prévenu s'oppose à la procédure de l'amende d'ordre pour une ou plusieurs infractions qui lui sont reprochées;
- e) le Code de procédure pénale<sup>13)</sup> ou une loi spéciale cantonale exige des actes de procédure qui ne sont pas mentionnés dans la législation sur les amendes d'ordre;
- f) si le montant escompté de l'amende globale excède 600 francs, les contraventions à la législation fédérale soumises à la procédure de l'amende d'ordre étant prises en considération dans le calcul.

#### Droit supplétif

**Art. 9** Les dispositions suivantes de la loi fédérale sur les amendes d'ordre<sup>1)</sup> s'appliquent par analogie à la procédure de l'amende d'ordre en matière de contraventions de droit cantonal :

- a) justification de la qualité du représentant de l'organe compétent (art. 2, al. 3, LAO<sup>1)</sup>);
- b) conditions (art. 3, al. 1, LAO<sup>1)</sup>);

- c) concours d'infractions (art. 5, al. 1, 1<sup>ère</sup> phrase, LAO<sup>[1](#)</sup>);
- d) procédure en général (art. 6 LAO<sup>[1](#)</sup>);
- e) saisie et confiscation (art. 8 LAO<sup>[1](#)</sup>);
- f) formulaires (art. 9, al. 1 et 2, LAO<sup>[1](#)</sup>);
- g) prévenus non domiciliés en Suisse (art. 10 LAO<sup>[1](#)</sup>);
- h) force de chose jugée (art. 11 LAO<sup>[1](#)</sup>);
- i) frais (art. 12 LAO<sup>[1](#)</sup>);
- j) opposition à la procédure de l'amende d'ordre (art. 13 LAO<sup>[1](#)</sup>);
- k) amende d'ordre infligée dans la procédure pénale ordinaire (art. 14 LAO<sup>[1](#)</sup>).

## SECTION 4 : Dispositions communes

Procédure  
pénale ordinaire

**Art. 10** En cas d'échec de la procédure simplifiée de l'amende d'ordre pour des contraventions de droit fédéral et de droit cantonal ainsi que dans les cas prévus à l'article 8, la procédure pénale ordinaire est engagée par les autorités visées à l'article 6 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 relative à la justice pénale des mineurs<sup>[14](#)</sup> et aux articles 12 et 16 de loi d'introduction du Code procédure pénale suisse du 16 juin 2010<sup>[15](#)</sup>.

Répartition du  
produit des  
amendes d'ordre

**Art. 11** La répartition du produit des amendes d'ordre entre l'Etat et les communes est réglée par l'article 32 de la loi du 28 janvier 2015 sur la police cantonale<sup>[16](#)</sup> et ses dispositions d'exécution.

## SECTION 5 : Délégation de compétence

**Art. 12** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut déléguer, par voie de convention, la compétence de percevoir des amendes d'ordre à l'Administration fédérale des douanes dans les cas non visés par l'article 2, alinéa 2, de la loi fédérale sur les amendes d'ordre<sup>[1](#)</sup> ainsi que pour les contraventions de droit cantonal.

<sup>2</sup> Il peut également déléguer, par voie de convention, la compétence de percevoir des amendes d'ordre sanctionnant des contraventions de droit fédéral et de droit cantonal à d'autres forces sécuritaires.

## SECTION 6 : Dispositions finales

Dispositions  
d'exécution

**Art. 13** Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution de la présente loi par voie d'ordonnance.

Modification de  
la loi  
d'introduction du  
Code de  
procédure  
pénale suisse

**Art. 14** La loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 16 juin 2010<sup>[15\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

**Article 16, alinéa 3**

...<sup>[17\)](#)</sup>

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 15** Sont abrogés :

1. la loi du 9 novembre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 24 juin 1970 sur les amendes d'ordre infligées aux usagers de la route et instituant d'autres amendes d'ordre;
2. le décret du 6 décembre 1978 sur les amendes d'ordre.

Référendum

**Art. 16** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 17** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>[18\)](#)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 29 janvier 2020

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Eric Dobler  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RS 314.1](#)
- 2) [RS 314.11](#)
- 3) [RSJU 311](#)
- 4) [RSJU 451](#)
- 5) [RSJU 559.115](#)
- 6) [RSJU 810.01](#)
- 7) [RSJU 850.1](#)
- 8) [RSJU 921.11](#)
- 9) [RSJU 922.11](#)
- 10) [RSJU 923.11](#)
- 11) [RSJU 935.11](#)

- 12) [RSJU 747.201](#)
- 13) [RS 312.0](#)
- 14) [RSJU 182.51](#)
- 15) [RSJU 321.1](#)
- 16) [RSJU 551.1](#)
- 17) Texte inséré dans ladite loi
- 18) Articles 1 à 3 et 10 à 17 : 1<sup>er</sup> juillet 2020  
Article 4 à 9 : 1<sup>er</sup> octobre 2020
- 19) Introduite par l'article 57 de la loi du 9 décembre 2020 sur les déchets et les sites pollués ([RSJU 814.015](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021
- 20) [RSJU 814.015](#)

## Ordonnance concernant la surveillance électronique

du 28 novembre 2017

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 28c du Code civil suisse<sup>9)</sup>,

vu les articles 67b, alinéa 3, et 79b du Code pénal suisse<sup>1)</sup>,

vu l'article 237, alinéa 3, du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup>,

vu l'article 10b de la loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>10)</sup>,

vu l'article 27b de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 16 juin 2010<sup>4)</sup>,

vu les articles 10a et 31a à 31c de la loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures<sup>3)</sup>,

vu le règlement du 30 mars 2017 de la Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et mesures sur l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique<sup>5)</sup> <sup>6)</sup>

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Objet	<b>Article premier<sup>7)</sup></b> La présente ordonnance définit les autorités compétentes, la procédure applicable et les différentes modalités en matière de surveillance électronique.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Définitions	<b>Art. 3</b> On entend par surveillance électronique au sens de la présente ordonnance :

- a) *la surveillance électronique dans l'exécution d'une peine*, à savoir par l'utilisation d'un appareil électronique fixé au condamné au sens de l'article 79b du Code pénal suisse<sup>1)</sup>;
- b)<sup>7)</sup> *la surveillance électronique d'une interdiction pénale*, à savoir l'utilisation d'un appareil technique fixé à l'auteur pour l'exécution d'une interdiction de contact ou d'une interdiction géographique au sens de l'article 67b, alinéa 3, du Code pénal suisse<sup>1)</sup>;
- c) *la surveillance électronique d'une mesure de substitution*, à savoir l'utilisation d'appareils techniques qui peuvent être fixés à la personne sous surveillance à titre de mesure de substitution à la détention au sens de l'article 237, alinéa 3, du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup>;
- d)<sup>8)</sup> *la surveillance électronique d'une interdiction civile*, à savoir le port par l'auteur de l'atteinte d'un appareil électronique non amovible au sens de l'article 28c du Code civil suisse<sup>9)</sup>.

## SECTION 2 : Surveillance électronique dans l'exécution d'une peine

Procédure  
d'octroi

**Art. 4** <sup>1</sup> Le Service juridique est compétent pour ordonner la surveillance électronique ainsi que pour fixer les conditions et charges y relatives.

<sup>2</sup> A ce titre, il est notamment compétent pour accomplir les tâches mentionnées aux articles 5 et 7 du règlement sur l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique<sup>5)</sup>, pour recueillir l'ensemble des documents nécessaires et, en cas de besoin, pour auditionner le condamné.

<sup>3</sup> Il peut déléguer à l'agent de probation des actes d'instruction, en particulier :

- a) effectuer une visite au domicile du condamné;
- b) s'entretenir avec lui;
- c) s'entretenir avec les personnes adultes vivant dans le même ménage que lui.

<sup>4</sup> L'agent de probation établit un rapport faisant état de ses constatations.

Mise en œuvre

**Art. 5** <sup>1</sup> En cas d'acceptation de la demande, l'agent de probation s'occupe de la mise en place du dispositif technique sur le condamné et, au besoin, à son domicile, ainsi qu'en tout lieu où cela est rendu nécessaire.<sup>7)</sup>



<sup>2</sup> Il s'occupe également du retrait du dispositif.

<sup>3</sup> La collaboration d'un agent de détention peut être requise.<sup>8)</sup>

Utilisation des  
données

**Art. 6** <sup>1</sup> Les données récoltées sont exploitées par le Service juridique. Les employés affectés à cette tâche peuvent les consulter dans le cadre du traitement du dossier.

<sup>2</sup> Les indications techniques selon lesquelles le condamné aurait enfreint les conditions posées sont analysées a posteriori, en principe le jour ouvrable suivant.

<sup>3</sup> En cas de non-respect des conditions posées, le Service juridique donne les suites utiles s'agissant de l'exécution de la peine, en application du Code pénal suisse<sup>1)</sup> ainsi que de la législation concordataire et cantonale.

Contrôles

**Art. 7** L'agent de probation peut procéder à d'autres contrôles.

Appui de la  
Police cantonale  
et du Service de  
l'informatique

**Art. 8** <sup>1</sup> Pour des raisons de sécurité, l'appui de la Police cantonale peut notamment être demandé pour accomplir les actes d'instruction, pour installer ou retirer le dispositif technique ainsi que pour les contrôles.

<sup>2</sup> En cas de difficultés techniques, l'appui du Service de l'informatique peut être sollicité.

Renvoi

**Art. 9** <sup>1</sup> Au surplus, les dispositions concordataires relatives à la surveillance électronique sont applicables.

<sup>2</sup> Sous réserve des dispositions particulières, le Service juridique est l'autorité d'exécution et l'autorité compétente au sens du règlement sur l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique<sup>5)</sup>.

### **SECTION 3 : Surveillance électronique d'une interdiction pénale<sup>7)</sup>**

Rapport  
préalable

**Art. 10<sup>7)</sup>** <sup>1</sup> L'autorité judiciaire compétente peut solliciter l'agent de probation avant de prononcer la surveillance électronique d'une interdiction pénale pour :

- a) effectuer une visite au domicile de l'intéressé;
- b) s'entretenir avec lui;

- c) s'entretenir avec les personnes adultes vivant dans le même ménage que lui.

<sup>2</sup> Sur demande, l'agent de probation transmet à l'autorité judiciaire compétente un rapport faisant état de ses constatations.

Mise en œuvre

**Art. 11** <sup>1</sup> Si la surveillance électronique est ordonnée, l'agent de probation s'occupe de la mise en place du dispositif technique sur l'intéressé et, au besoin, à son domicile, ainsi qu'en tout lieu où cela est nécessaire.<sup>7)</sup>

<sup>2</sup> Il s'occupe également du retrait du dispositif.

<sup>3</sup> La collaboration d'un agent de détention peut être requise.<sup>8)</sup>

Utilisation des données

**Art. 12** <sup>1</sup> Les données récoltées sont exploitées par le Service juridique. Les employés affectés à cette tâche peuvent les consulter dans le cadre du traitement du dossier.

<sup>2</sup> Les indications techniques selon lesquelles l'intéressé aurait enfreint les conditions posées sont analysées a posteriori, en principe le jour ouvrable suivant.

<sup>3</sup> En cas de non-respect des conditions posées, le Service juridique rend les décisions nécessaires qui relèvent de sa compétence en application de la loi sur l'exécution des peines et mesures<sup>3)</sup>. Il transmet aux autorités compétentes les requêtes et dénonciations opportunes au sens du Code pénal suisse<sup>1)</sup>. En cas d'urgence, il peut saisir sans délai les autorités de police.<sup>7)</sup>

Renvoi

**Art. 13** Pour le surplus, les articles 7 et 8 sont applicables.

#### **SECTION 4 : Surveillance électronique d'une mesure de substitution**

Rapport préalable

**Art. 14**<sup>7)</sup> <sup>1</sup> Lorsque la direction de la procédure examine l'opportunité de mettre en œuvre la surveillance électronique d'une mesure de substitution, elle peut requérir l'agent de probation pour :

- a) effectuer une visite au domicile du prévenu;
- b) s'entretenir avec lui;
- c) s'entretenir avec les personnes adultes vivant dans le même ménage que lui.

<sup>2</sup> Sur demande, l'agent de probation transmet à la direction de la procédure un rapport faisant état de ses constatations.

Mise en œuvre

**Art. 15** <sup>1</sup> Lorsque l'autorité compétente ordonne la surveillance électronique d'une mesure de substitution, elle précise, à l'intention du Service juridique, de l'agent de probation et du prévenu, les conditions posées.<sup>7)</sup>

<sup>2</sup> L'agent de probation s'occupe de la mise en place du dispositif technique sur le prévenu et, au besoin, à son domicile, ainsi qu'en tout lieu où cela est nécessaire.<sup>7)</sup>

<sup>3</sup> Il s'occupe également du retrait du dispositif.

<sup>4</sup> La collaboration d'un agent de détention peut être requise.<sup>8)</sup>

Utilisation des données

**Art. 16** <sup>1</sup> Les données récoltées sont exploitées par le Service juridique. Les employés affectés à cette tâche peuvent les consulter dans le cadre du traitement du dossier. La direction de la procédure peut par ailleurs en prendre connaissance en tout temps.

<sup>2</sup> Les indications techniques selon lesquelles le prévenu aurait enfreint les conditions posées sont analysées a posteriori, en principe le jour ouvrable suivant.

<sup>3</sup> En cas de soupçons de non-respect des conditions, elles sont transmises sans délai à la direction de la procédure. Cette dernière donne les suites utiles, en application du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup> et de la législation cantonale. En cas d'urgence, le Service juridique peut saisir sans délai les autorités de police.<sup>7)</sup>

Renvoi

**Art. 17** Pour le surplus, les articles 7 et 8 sont applicables.

#### **SECTION 4<sup>BIS</sup> : Surveillance électronique d'une interdiction civile<sup>8)</sup>**

Mise en œuvre

**Art. 17a<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque le juge ordonne la surveillance électronique d'une interdiction civile, il précise, à l'intention du Service juridique, de l'agent de probation et de l'auteur de l'atteinte, les conditions posées.

<sup>2</sup> L'agent de probation s'occupe de la mise en place du dispositif technique sur l'auteur de l'atteinte et, au besoin, à son domicile, ainsi qu'en tout lieu où cela est nécessaire.

<sup>3</sup> Il s'occupe également du retrait du dispositif.

<sup>4</sup> La collaboration d'un agent de détention peut être requise.

Utilisation des  
données

**Art. 17b<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Les données récoltées sont exploitées par le Service juridique. Les employés affectés à cette tâche peuvent les consulter dans le cadre du traitement du dossier. Le juge qui a ordonné la mesure peut par ailleurs en prendre connaissance en tout temps.

<sup>2</sup> Les indications techniques selon lesquelles l'auteur de l'atteinte aurait enfreint les conditions posées sont analysées a posteriori, en principe le jour ouvrable suivant.

<sup>3</sup> En cas de soupçons de non-respect des conditions, elles sont transmises sans délai au juge qui a ordonné la mesure. Ce dernier donne les suites utiles, en application du Code civil suisse<sup>9)</sup> et de la législation cantonale. En cas d'urgence, le Service juridique peut informer immédiatement le juge de permanence, les autorités judiciaires et les autorités de police compétentes.

Participation  
financière

**Art. 17c<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> L'auteur de l'atteinte est tenu de participer financièrement aux coûts de la mesure.

<sup>2</sup> Le Service juridique décide du montant de la participation, en appliquant par analogie les règles et le tarif pour la surveillance électronique fixés par la Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures.

Renvoi

**Art. 17d<sup>8)</sup>** Pour le surplus, l'article 8 est applicable.

## SECTION 5 : Disposition finale

Entrée en  
vigueur

**Art. 18** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Delémont, le 28 novembre 2017

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

- 1) [RS 311.0](#)
- 2) [RS 312.0](#)
- 3) [RSJU 341.1](#)
- 4) [RSJU 321.1](#)
- 5) [RSJU 349.13](#)
- 6) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de l'ordonnance du 23 novembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 23 novembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022
- 8) Introduit(e) par le ch. I de l'ordonnance du 23 novembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022
- 9) [RS 210](#)
- 10) [RSJU 211.1](#)



# TABLE DES MATIERES

<b>4</b>	<b>Education, science, culture, Eglise</b>
<b>41</b>	<b><i>Education et science</i></b>
<b>410.1</b>	<b><i>Fondement</i></b>
410.100	Arrêté du Parlement du 22 mars 1979 concernant l'adhésion de la République et Canton du Jura au concordat du 29 octobre 1970 sur la coordination scolaire
410.101	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1993 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'Accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études
410.102	Arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire
410.103	Arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention scolaire romande
410.104	Arrêté du Parlement du 22 septembre 2010 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention scolaire du nord-ouest de la Suisse (RSA 2009) du 23 novembre 2007
410.105	Arrêté du Parlement du 30 janvier 2013 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée
410.11	Loi du 20 décembre 1990 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école secondaire (Loi scolaire)
410.111	Ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire (Ordonnance scolaire)
410.111.0	Arrêté du Département de l'Education du 26 février 2004 concernant l'éducation précoce spécialisée
410.111.2	Règlement du Département de la formation, de la culture et des sports du 2 juin 2021 concernant l'orientation des élèves en huitième année
410.111.3	Règlement du Département de la formation, de la culture et des sports du 1 <sup>er</sup> septembre 2021 concernant l'orientation, la promotion et le redoublement des élèves à l'école secondaire
410.111.4	Directives du Département de l'Education du 30 juin 2003 concernant les classes de soutien du degré secondaire
410.112	Arrêté du Département de l'Education du 5 septembre 2001 fixant le statut des coordinateurs et des chargés de mission engagés par le DED
410.113	Ordonnance du 24 octobre 2006 fixant les conditions cadres pour les transports scolaires
410.114	Ordonnance du 30 mai 2017 concernant les mesures pédagogiques

410.16	Décret du 14 décembre 1994 fixant la répartition des dépenses scolaires entre les communes
410.164	Arrêté du Département de la formation, de la culture et des sports du 22 juin 2020 fixant les indemnités de repas versées aux parents d'élèves de l'école obligatoire (Nouveau)
<i>410.2</i>	<i>Corps enseignant</i>
410.210	Arrêté du Parlement du 18 novembre 2020 portant approbation du concordat intercantonal instituant la Haute Ecole Pédagogique commune aux cantons de Berne, Jura et Neuchâtel (Concordat HEP-BEJUNE)
410.210.1	Loi du 9 décembre 2020 sur la Haute Ecole Pédagogique
410.210.15	Ordonnance du 15 novembre 2011 sur la reconnaissance des titres d'enseignement
410.210.16	Directives du Département de l'Education du 14 avril 1997 concernant les honoraires, indemnités et autres prestations accordés dans le cadre des cours de perfectionnement et de formation continue du corps enseignant
410.210.18	Ordonnance du 19 août 1986 concernant la reconnaissance des brevets d'enseignement obtenus avant 1979
410.252.1	Ordonnance du 13 juin 2006 concernant le programme horaire des enseignants de la scolarité obligatoire
410.252.2	Ordonnance du 24 juin 2015 sur la direction des écoles obligatoires
410.252.3	Ordonnance du 22 juin 2020 concernant les allègements de programme accordés aux enseignants de la scolarité obligatoire
410.252.4	Ordonnance du 16 avril 2019 concernant l'enseignement dans la scolarité obligatoire de disciplines ou de niveaux ne relevant pas du titre pédagogique acquis
410.254.2	Ordonnance du 26 novembre 1997 concernant la répartition des charges pour le traitement des enseignants
<i>410.3</i>	<i>Constructions scolaires</i>
410.316	Décret du 21 décembre 2001 réglant l'octroi de subventions pour installations scolaires
410.316.1	Ordonnance du 27 août 2002 sur les installations scolaires
410.316.11	Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du 20 décembre 1985 concernant la construction et l'équipement des installations scolaires
410.316.12	Arrêté du Département de l'Education du 28 janvier 1991 fixant les montants pris en compte pour le subventionnement de la construction, de la transformation et de l'équipement de base des installations scolaires



410.318	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le versement de subventions pour l'acquisition d'établis et d'outils destinés à l'enseignement des travaux manuels
410.4	<i>Moyens d'enseignement</i>
410.416	Arrêté du Parlement du 26 mai 1982 concernant les subventions à allouer aux communes pour l'achat de moyens d'enseignement et de matériel scolaire dans les écoles maternelles, primaires et secondaires
410.417	Ordonnance du 27 février 1996 concernant les prestations assimilables à des moyens d'enseignement
410.7	<i>Service scolaire médical et dentaire</i>
410.71	Ordonnance du 5 décembre 2000 concernant le service de santé scolaire
410.72	Décret du 13 décembre 2006 concernant le service dentaire scolaire
410.721	Ordonnance du 27 février 2007 concernant le service dentaire scolaire
410.726	Ordonnance du 5 juillet 1994 fixant le tarif pour les soins dentaires scolaires
410.726.1	Arrêté du Gouvernement du 27 février 2007 fixant la valeur du point pour le tarif dentaire scolaire
410.8	<i>Orientation en matière d'éducation</i>
410.81	Ordonnance du 21 novembre 2006 concernant l'orientation scolaire et professionnelle et la psychologie scolaire
410.861	Arrêté du Gouvernement du 1er mars 1983 portant création d'un Fonds pour l'orientation scolaire et professionnelle



# TABLE DES MATIERES

<b>4</b>	<b>Education, science, culture, Eglise</b>
412	<i>Ecole moyenne</i>
412.011	Ordonnance du 5 février 2008 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire
412.11	Loi du 1 <sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue
412.111	Règlement des écoles moyennes du 6 décembre 1978
412.112	Directives du Département de l'Education du 2 décembre 1994 relatives à l'admission des élèves dans les écoles moyennes
412.113	Directives du Département de l'Education du 5 juin 2000 concernant les réorientations et les passerelles dans les écoles moyennes
412.214	Directives du Gouvernement du 16 août 2011 concernant la prise en charge des élèves artistes ou sportifs prometteurs ou reconnus de haut niveau dans les écoles des niveaux secondaires I et II
412.291	Arrêté du Parlement du 22 novembre 1995 concernant l'approbation de la Convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura concernant l'Ecole secondaire de la Courtine sise à Bellelay
412.292	Convention de collaboration entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura du 14 novembre 2001 dans le but de permettre à de jeunes artistes ou sportives et sportifs de concilier formation scolaire et carrière artistique ou sportive
412.311.1	Règlement du Département de l'Education du 17 janvier 2001 concernant l'organisation des études au Lycée cantonal
412.311.41	Règlement du Département de l'Education du 9 mars 2005 concernant l'organisation de l'enseignement, le plan d'études et les promotions dans les écoles supérieures de commerce
412.351	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les examens ordinaires de la maturité gymnasiale dans les lycées de la République et Canton du Jura
412.351.1	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant les examens ordinaires de la maturité gymnasiale au Collège Saint-Charles de Porrentruy
412.351.2	Directives du Département de l'Education du 16 décembre 2002 concernant les examens ordinaires de baccalauréat et de maturité dans les lycées de la République et Canton du Jura
412.352	Ordonnance du 22 mars 2016 concernant les filières de formation à l'Ecole de commerce
412.353	Règlement du Département de l'Education du 9 mars 2005 concernant le complément de formation conduisant les détenteurs de la maturité commerciale à l'obtention d'une maturité professionnelle commerciale

412.354	Ordonnance du 30 octobre 2001 concernant les personnes associées aux examens des écoles moyennes
412.511.1	Règlement du Département de la Formation, de la Culture et des Sports du 1 <sup>er</sup> septembre 2011 concernant l'organisation des études, l'évaluation et la promotion des élèves à l'Ecole de culture générale de Delémont
412.513	Arrêté du Gouvernement du 19 avril 1988 créant un cycle de promotion à l'Ecole de culture générale
412.513.0	Arrêté du Gouvernement du 4 mai 1993 portant sur le maintien du cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont jusqu'au terme de l'année scolaire 1995/1996 et arrêté du Gouvernement du 14 février 1996 portant prorogation du cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont
412.513.1	Règlement du Département de l'Education du 18 août 2000 concernant le cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont
412.515	Ordonnance du 31 octobre 2006 concernant la délivrance du certificat de l'Ecole de culture générale de Delémont
412.632	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la prise en charge des frais de scolarité qui découlent de la fréquentation de lycées publics d'autres cantons
412.71	Ordonnance du 20 mai 1997 concernant les activités parascolaires dans les écoles cantonales relevant du Département de l'Education
412.94	Arrêté du Parlement du 31 mai 2017 portant approbation de la convention entre le canton de Bâle-Campagne et la République et Canton du Jura relative à la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufenthal-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy
412.941	Règlement du Département de la formation, de la culture et des sports du 10 juillet 2017 concernant l'organisation de études de la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufenthal-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy
412.95	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention des 4 et 10 octobre 1966 relative à l'admission d'élèves du canton de Berne aux écoles du canton de Bâle-Ville
412.96	Arrêté du Gouvernement du 30 juin 2015 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention entre Berne, Jura et Neuchâtel sur les contributions aux frais d'enseignement (Convention BEJUNE)
413	<i>Formation professionnelle</i>
413.12	Loi du 25 octobre 2006 concernant le fonds de soutien aux formations professionnelles
413.121	Ordonnance du 11 décembre 2007 concernant le fonds de soutien aux formations professionnelles

---

413.124	Règlement de la commission pour la formation professionnelle des travailleurs et jeunes étrangers dans le canton du Jura du 6 décembre 1978
413.161.1	Règlement du 4 septembre 1990 relatif à l'octroi d'une aide financière de l'Etat pour la présentation de travaux exécutés par des apprentis durant leur apprentissage
413.19	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2007 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur les contributions dans le domaine de la formation professionnelle initiale
413.191	Arrêté du Gouvernement du 7 décembre 1999 portant adhésion à la convention entre les cantons de Suisse romande et du Tessin en complément à la convention intercantonale sur les contributions équitables des cantons aux écoles professionnelles
413.213.1	Ordonnance du 25 mai 1993 portant reconnaissance du Centre de formation du Foyer jurassien à Delémont en tant qu'atelier de préapprentissage
413.241.1	Ordonnance du 15 mars 1994 sur les surveillants et l'indemnisation de la commission cantonale d'apprentissage et des surveillants
413.251.1	Règlement général des écoles et centres professionnels du 31 mars 1994
413.252.4	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le régime des absences dans les écoles professionnelles artisanales et commerciales, ainsi que dans les ateliers d'apprentissage
413.254	Ordonnance du 11 novembre 2014 concernant le programme horaire des enseignants du Centre jurassien d'enseignement et de formation
413.255	Ordonnance du 22 mars 2016 sur la maturité professionnelle
413.261	Ordonnance du 20 avril 1993 sur l'organisation des examens, les commissions d'examen et les experts aux examens
413.271	Ordonnance du 16 novembre 1993 sur la formation élémentaire
413.322	Arrêté du Parlement du 8 juin 1994 portant création de l'Ecole technique de la République et Canton du Jura
413.322.1	Règlement du Département de la formation du 8 octobre 2015 concernant l'organisation et la formation à l'Ecole supérieure technique (EST)
413.323	Arrêté du Parlement du 23 janvier 2002 portant création de l'Ecole supérieure jurassienne d'informatique de gestion
413.323.1	Règlement du Département de la formation, de la culture et des sports du 7 septembre 2020 concernant l'organisation et la formation à l'Ecole supérieure d'informatique de gestion (ESIG)
413.324	Arrêté du Département de l'Economie du 23 février 2004 fixant la participation financière des étudiants dans les écoles supérieures jurassiennes
413.329.1	Arrêté du Parlement du 23 avril 2014 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur contributions dans le domaine des écoles supérieures (AES)
413.611	Décret du 12 décembre 2012 concernant le financement de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire



## TABLE DES MATIERES

<b>4</b>	<b>Education, science, culture, Eglise</b>
<i>414</i>	<i>Université et hautes écoles</i>
414.10	Arrêté du Parlement du 11 décembre 1992 portant approbation de l'accord intercantonal sur la participation au financement des universités pour les années 1993 à 1996
414.11	Arrêté du Parlement du 26 avril 1994 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la Convention du 12 février 1994 relative à la coordination universitaire en Suisse occidentale
414.12	Arrêté du Parlement du 9 septembre 1998 portant approbation de l'accord intercantonal universitaire
414.70	Arrêté du Parlement du 23 avril 2014 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles (Concordat sur les hautes écoles)
414.71	Arrêté du Parlement du 24 octobre 2012 portant approbation de la convention intercantonale du 26 mai 2012 sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)
414.711	Arrêté du Parlement du 25 août 2004 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale du 30 août 2002 relative au contrôle parlementaire sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)
414.72	Arrêté du Parlement du 25 août 2004 portant approbation de l'accord intercantonal du 12 juin 2003 sur les hautes écoles spécialisées (AHES) à partir du 2005
414.731	Arrêté du Gouvernement du 25 février 2003 portant désignation de l'instance cantonale pour la Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2)
414.75	Arrêté du Parlement du 24 octobre 2012 portant approbation de la convention du 24 mai 2012 concernant la Haute école ARC Berne-Jura-Neuchâtel
<i>415</i>	<i>Gymnastique et sport</i>
415.1	Loi du 17 novembre 2010 visant à encourager les activités physiques et le sport
415.11	Ordonnance du 18 décembre 2012 portant exécution de la loi visant à encourager les activités physiques et le sport
415.41	Ordonnance du 27 février 1990 sur le sport scolaire facultatif
<i>416</i>	<i>Subventions de l'Etat, bourses et fondations</i>
416.185.1	Ordonnance du 10 décembre 1991 réglant le financement des institutions spécialisées relevant de la loi scolaire

- 416.31            Loi du 9 décembre 2015 concernant les subsides de formation
- 416.311        Ordonnance du 4 juillet 2017 concernant les subsides de formation
- 416.311.1      Directive du Département de la formation, de la culture et des sports  
du 25 mai 2018 concernant les subsides de formation
- 416.91          Arrêté du Parlement du 21 novembre 2012 portant adhésion de la  
République et Canton du Jura à l'accord intercantonal du 18 juin  
2009 sur l'harmonisation des régimes de bourses d'études

**417**            *Enseignement privé*

- 417.1            Loi du 10 mai 1984 sur l'enseignement privé
- 417.11          Ordonnance du 18 décembre 1984 portant exécution de la loi sur  
l'enseignement privé

**44**            **Culture**

**441**            *Documentation*

- 441.21            Loi du 20 octobre 2010 sur l'archivage
- 441.211        Ordonnance du 7 avril 1988 sur les archives publiques de la  
République et Canton du Jura
- 441.212        Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'administration des  
archives communales
- 441.213        Ordonnance du 17 mai 2011 concernant la commission des  
archives
- 441.221        Ordonnance du 27 octobre 1987 concernant les bibliothèques et la  
promotion de la lecture publique
- 441.221.1      Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du  
27 octobre 1987 concernant les bibliothèques publiques
- 441.221.2      Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du  
27 octobre 1987 concernant les bibliothèques scolaires
- 441.221.3      Arrêté du Département de la formation du 30 octobre 2015 portant  
approbation du règlement de la Bibliothèque cantonale jurassienne
- 441.226.1      Règlement du 6 décembre 1978 concernant l'administration du  
Fonds Friedrich-Emil-Welti
- 441.232        Arrêté du Gouvernement du 9 décembre 1986 instituant la  
commission des musées

**443**            *Encouragement des activités culturelles*

- 443.1            Loi du 9 novembre 1978 sur l'encouragement des activités  
culturelles
- 443.11          Ordonnance du 3 février 2004 instituant la commission des affaires  
culturelles
- 443.14          Ordonnance du 23 octobre 1990 concernant l'encouragement de la  
création audiovisuelle



443.15	Ordonnance du 17 novembre 2020 portant introduction de l'ordonnance fédérale sur les mesures dans le domaine de la culture prévues par la loi COVID-19
<b>444</b>	<b>Art</b>
444.11	Arrêté du Gouvernement du 23 août 2016 approuvant la modification de l'accord entre le canton de Berne et la République et Canton du Jura instituant une commission intercantonale de littérature
444.31	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'encouragement des beaux-arts
<b>445</b>	<b><i>Conservation des monuments historiques et protection des biens culturels</i></b>
445.1	Loi du 9 novembre 1978 sur la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.11	Règlement du 6 décembre 1978 concernant la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.12	Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à la loi sur la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.2	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection et la conservation des curiosités naturelles et des antiquités dans le canton du Jura
445.3	Décret du 6 décembre 1978 sur la conservation des monuments historiques et la protection des biens culturels
445.4	Loi du 27 mai 2015 sur la protection du patrimoine archéologique et paléontologique (LPPAP)
445.41	Ordonnance du 8 décembre 2015 sur la protection du patrimoine archéologique et paléontologique (OPPAP)
<b>45</b>	<b><i>Protection de la nature et du paysage</i></b>
<b>451</b>	<b><i>Protection de la nature</i></b>
451	Loi du 16 juin 2010 sur la protection de la nature et du paysage (LPNP)
451.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection de la nature
451.311	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant le Doubs et ses environs immédiats situés en territoire jurassien sous la protection de l'Etat
451.321	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Bolleman et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
451.322	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de la Gruère et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat

- 451.323 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Lucelle et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.324 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Plain de Saigne et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.325 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang des Royes et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.331 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant la tourbière de la Chaux-des-Breuleux et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.341 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant une partie de la région dite "Le Cerneux", située sur le territoire de la commune de Courroux, sous la protection de l'Etat
- 451.351 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant les allées du Vorbourg, situées sur le territoire de la commune de Delémont, sous la protection de l'Etat
- 451.352 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant sept arbres à feuilles situés en territoire jurassien sous la protection de l'Etat
- 451.632 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le Fonds de la commission pour la protection de l'environnement

**452** *Protection des sites et du paysage*

- 452.21 Arrêté du Gouvernement du 20 mars 2007 instituant une commission des paysages et des sites

**455** *Protection des animaux*

- 455.1 Ordonnance du 29 janvier 2013 portant exécution de la législation fédérale sur la protection des animaux

**47** ***Eglise***

**471** *Rapports entre les Eglises et l'Etat*

- 471.1 Loi du 26 octobre 1978 concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat

**474** *Impôts ecclésiastiques*

- 474.11 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les impôts ecclésiastiques

479                      *Conventions*

- 479.11                  Arrêté du Gouvernement du 21 octobre 1980 portant adhésion de la République et Canton du Jura aux conventions relatives à la circonscription et à l'organisation de l'Evêché de Bâle
- 479.13                  Décret de promulgation de la Bulle papale du 11 août 1828



## Ordonnance portant exécution de la loi scolaire (Ordonnance scolaire)

du 29 juin 1993

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 157 de la loi scolaire du 20 décembre 1990 (LS)<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

### TITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ  
d'application  
et objet  
(art. 1<sup>er</sup> LS)

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance constitue la réglementation générale d'exécution de la loi scolaire.

<sup>2</sup> Les dispositions du titre cinquième (enseignants) s'appliquent également aux écoles moyennes, sous réserve de dispositions contraires de la loi du 9 novembre 1978 sur les écoles moyennes<sup>[2\)](#)</sup>.

Intégration des  
handicapés  
(art. 4 LS)

**Art. 2** <sup>1</sup> Dans la mesure du possible, l'enfant handicapé est intégré dans une classe ordinaire si cela sert ses intérêts et si ses parents ou son représentant légal le souhaitent.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement prend les mesures d'ordre pédagogique adéquates à cet effet, en collaboration avec les enseignants, les directions et les commissions d'école concernés. Il peut notamment accorder une dérogation aux normes relatives à l'effectif des élèves (art. 96 à 98), un appui à l'enseignant ou un soutien ambulatoire à l'élève.

**Art. 2bis**<sup>[32\)](#)[51\)](#)</sup>

Insertion des  
migrants (art. 5  
LS)  
a) Principes  
d'insertion du  
nouvel arrivant

**Art. 3** <sup>1</sup> L'enfant d'âge scolaire arrivant dans le Canton est inséré dans le degré scolaire correspondant à son âge et, à l'école secondaire, dans le niveau et l'option qui lui sont le plus favorables, compte tenu de sa scolarité antérieure.

<sup>2</sup> Il a droit à un enseignement d'appui de français lorsqu'il est de langue maternelle étrangère.

<sup>3</sup> Durant une année scolaire pleine, exceptionnellement deux, les règles ordinaires de promotion peuvent être suspendues s'il apparaît qu'une non-promotion ne sert pas le processus d'intégration en cours.

b) Maintien de la culture d'origine

**Art. 4** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement collabore avec les autorités scolaires étrangères qui organisent des cours de langue et de culture pour leurs ressortissants résidant dans le Canton.

<sup>2</sup> Il prend les mesures propres à favoriser la meilleure intégration possible de ces cours dans l'horaire scolaire des élèves concernés.

<sup>3</sup> Les cours reconnus par le Département de l'Education (dénommé ci-après : "Département") sont réputés partie intégrante de l'activité scolaire officielle. En particulier, ils sont couverts par l'assurance des élèves et les résultats obtenus par ces derniers figurent dans leur bulletin scolaire.

<sup>4</sup> Les communes mettent gratuitement à disposition les locaux et les fournitures scolaires.

#### **Art. 5**<sup>46)</sup>

Accès à l'école  
(art. 6, al. 1, LS)

**Art. 6** <sup>1</sup> Le statut légal des parents ne peut porter préjudice à l'accès à l'école de l'enfant qui séjourne sur le territoire d'une commune jurassienne. L'accès à l'école de l'enfant est sans incidence sur le statut de ses parents.

<sup>2</sup> Les autorités cantonales et communales de police des étrangers ne peuvent exiger de l'administration scolaire des informations susceptibles de nuire à la scolarisation de l'enfant.

Mesures  
expérimentales  
d'intégration  
(art. 4 et 5 LS)

**Art. 7** <sup>1</sup> Afin d'améliorer l'intégration des enfants handicapés et d'assurer l'insertion réelle des enfants étrangers, le Département peut expérimenter des modalités et des structures dérogeant à la présente ordonnance.

<sup>2</sup> L'expérimentation ne peut s'étendre, comme telle, sur plus de six années.

Passage de  
l'école publique à  
l'enseignement  
privé

**Art. 8** Les parents qui entendent donner ou faire donner à leur enfant un enseignement privé, conformément à la législation sur l'enseignement privé, communiquent leur décision par écrit au directeur ou, à défaut, à la commission d'école, à l'intention du conseiller pédagogique.

#### **Art. 9 et 10**<sup>51)</sup>

Début de la  
scolarité  
obligatoire  
(art. 7 LS)  
a) Règle  
générale

**Art. 11** <sup>52)</sup> 1 L'âge d'entrée à l'école obligatoire est fixé à quatre ans révolus au 31 juillet.

b) Dérogation

<sup>2</sup> Les parents peuvent demander le report d'un an de l'entrée en scolarité obligatoire de leur enfant.

<sup>3</sup> Les parents dont l'enfant a été scolarisé à l'étranger peuvent demander une anticipation de l'entrée en scolarité lorsque le changement de système scolaire aurait pour conséquence la répétition d'une classe.

c) Procédure

<sup>4</sup> Ils adressent à cet effet une demande écrite au Service de l'enseignement jusqu'au 30 avril. Au besoin, ce dernier requiert l'avis du psychologue scolaire.

## **Art. 12** <sup>51)</sup>

Transports  
scolaires gratuits  
(art. 8, al. 2, LS)  
1. Principe

**Art. 13** 1 Les élèves ont droit aux transports scolaires gratuits, lorsque ceux-ci sont reconnus, durant toute la scolarité régie par la loi scolaire.

<sup>2</sup> Lorsque les transports scolaires s'effectuent au moyen des transports publics, l'élève n'a droit à leur gratuité que dans la mesure où il les utilise effectivement.

<sup>3</sup> Les parents qui, par préférence aux transports publics officiels, pourvoient eux-mêmes au transport de leurs enfants de façon régulière peuvent bénéficier d'une indemnité équivalente à la moitié du montant de l'abonnement annuel sur le trajet considéré. L'indemnité est versée au prorata lorsque le transport privé n'est pas exécuté durant toute l'année scolaire. <sup>3)</sup>

<sup>4</sup> En l'absence de transports publics et lorsqu'aucun transport scolaire ne peut être organisé, les parents qui pourvoient eux-mêmes au transport de leurs enfants peuvent bénéficier d'une indemnité équivalente au montant de l'abonnement annuel des transports publics par car postal pour une distance similaire. <sup>3)</sup>

<sup>5</sup> Le Service de l'enseignement désigne la commission d'école compétente pour organiser les transports scolaires des élèves bénéficiant de mesures de pédagogie compensatoire ou fréquentant l'école d'un autre cercle scolaire que celui de leur résidence. <sup>3)</sup>

2. Procédure de reconnaissance
- Art. 14** <sup>1</sup> Préalablement à l'organisation ou à la mise en œuvre du transport, la commission d'école du cercle scolaire dépose une demande de reconnaissance auprès du Service des transports et de l'énergie.<sup>37)</sup>
- <sup>2</sup> Ce dernier reconnaît les transports scolaires qui remplissent les conditions fixées aux articles 15 à 17.
3. Nécessité du transport
- Art. 15** <sup>1</sup> La reconnaissance ne peut intervenir que pour les transports justifiés par la longueur ou le caractère particulièrement dangereux du trajet ou en raison d'autres circonstances.
- a) Longueur du trajet
- <sup>2</sup> La longueur du trajet justifie un transport scolaire lorsque les élèves ont à parcourir, pour se rendre à l'école ou au transport public ou scolaire le plus proche, une distance d'au moins deux kilomètres, s'agissant de l'école enfantine et primaire, et d'au moins trois kilomètres pour l'école secondaire.<sup>4)</sup>
- b) Caractère dangereux du trajet
- <sup>3</sup> Un transport d'élève est reconnu, sans égard à la distance à parcourir, si et dans la mesure où la circulation ou la configuration des lieux est particulièrement dangereuse, compte tenu de l'âge et du degré d'autonomie des élèves. Le Service des transports et de l'énergie apprécie de cas en cas.<sup>37)</sup>
- c) Autres circonstances
- <sup>4</sup> Un transport d'élève peut également être reconnu pour les élèves fréquentant l'école d'un autre cercle scolaire ou incapables d'autonomie.
4. Exigences relatives au transport
- Art. 16** <sup>1</sup> La reconnaissance n'est accordée que pour les transports organisés de manière rationnelle et économique. Sous cette réserve, la préférence doit être donnée aux moyens de transports publics existants.
- <sup>2</sup> Le transporteur doit en outre être au bénéfice d'une concession ou d'une autorisation officielle pour le transport des personnes.
5. Modalités du transport
- Art. 17** <sup>1</sup> Pour l'école enfantine et primaire, le transport est organisé d'école à école ou, entre les communes d'un même cercle scolaire, des communes concernées à l'école. Un transport peut également être organisé entre un ou plusieurs hameaux et l'école de la commune ou du cercle scolaire auquel ils appartiennent.<sup>4)</sup>
- <sup>2</sup> Pour l'école secondaire, le transport est organisé à l'intérieur du cercle scolaire ou d'une région desservie par un équipement scolaire spécifique; les élèves sont transportés de l'arrêt de transport public officiel le plus proche de leur domicile à l'arrêt le plus proche de l'école.



<sup>3</sup> Un transport d'élèves de l'école enfantine ou primaire reconnu peut également transporter des élèves de l'école secondaire.

<sup>4</sup> Le Service de l'enseignement détermine les lieux à partir desquels les transports scolaires sont reconnus. Il peut délimiter le nombre des courses hebdomadaires admises.<sup>[3\)](#)</sup>

6. Indemnités de repas

**Art. 18** <sup>1</sup> Dans les cas où les transports existants ou la mise en place d'un transport spécifique ne permettent pas à l'élève de rejoindre son domicile à midi et de disposer de trente minutes au moins pour le repas, une indemnité de repas peut être versée aux parents.

<sup>2</sup> L'indemnité couvre en principe les deux tiers du prix d'un repas moyen; elle est fixée par le Département. Ce dernier édicte les prescriptions nécessaires à ce sujet.

7. Administration et financement des transports (art. 118, al. 1, lettre e, et 152, ch. 3, lettre b, LS)  
a) Organe responsable

**Art. 19** <sup>1</sup> La commission du cercle scolaire est responsable de l'organisation des transports scolaires. Elle peut charger le directeur de l'école d'en assurer l'administration.

<sup>2</sup> Lorsque le transport scolaire est organisé entre deux cercles scolaires, c'est la commission du cercle du domicile des élèves qui est responsable. L'article 13, alinéa 5, demeure réservé.<sup>[4\)](#)</sup>

b) Financement

**Art. 20** <sup>1</sup> Les dépenses afférentes à un transport scolaire reconnu sont admises à la répartition des charges scolaires.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête les normes limites des frais de transport admis.<sup>[37\)](#)</sup>

c) Versement et décompte

**Art. 21** <sup>1</sup> La commune du cercle scolaire ou l'une des communes du cercle, en principe la commune siège, avance les frais inhérents au transport; ces dépenses sont considérées comme prestations préalables de ladite commune dans le cadre de la répartition des charges de l'année civile concernée.

<sup>2</sup> Au plus tard le 15 janvier, la commune concernée adresse un décompte complet accompagné des factures originales au Service financier de l'enseignement.

Gratuité des  
moyens  
d'enseignement  
(art. 8, al. 3, LS)

**Art. 22** Sont considérés comme moyens d'enseignement mis gratuitement à disposition des élèves les manuels et autres moyens pouvant en tenir lieu ou les compléter et qui permettent, grâce à leur contenu, de suivre l'enseignement prévu par les plans d'études, de même que les fournitures scolaires, les cahiers et autres documents servant à recueillir les productions des élèves.

Contributions  
pour certaines  
activités et  
manifestations  
(art. 8, al. 3, LS)

**Art. 23** <sup>1</sup> Sans qu'il y ait entorse au principe de la gratuité, les communes ou écoles peuvent percevoir auprès des parents une contribution dans les circonstances suivantes :

1. pour les frais de déplacement, de repas et d'hébergement lors des courses d'école, camps ou voyages d'étude;
2. pour la participation à des spectacles, conférences et concerts organisés dans le cadre scolaire;
3. pour des frais de denrées servant à la confection des repas dans l'enseignement de l'économie familiale, ainsi que pour des frais de matériel liés à la confection d'habits dans le cadre des activités manuelles.

<sup>2</sup> Une participation pour le dommage causé peut également être exigée lorsque l'élève ne prend pas normalement soin des moyens d'enseignement et des locaux mis à sa disposition.

<sup>3</sup> Le Département édicte les instructions nécessaires pour que la contribution demandée aux parents n'excède pas la limite du raisonnable.

Résidence  
habituelle de  
l'élève (art. 9 LS)

**Art. 24** <sup>1</sup> Pour les élèves ne vivant pas au domicile de leur représentant légal, le lieu de résidence habituelle est situé à l'endroit où ils séjournent durablement les jours ouvrables.

<sup>2</sup> La résidence habituelle d'un enfant placé dans un établissement d'éducation se trouve au siège de l'établissement, celle d'un enfant confié à des parents nourriciers au domicile de ces derniers.

<sup>3</sup> En cas de doute, le Service de l'enseignement détermine la résidence habituelle de l'enfant.

Fréquentation de  
l'école d'un autre  
cercle scolaire  
(art. 10 LS)

**Art. 25<sup>43)</sup>** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement peut autoriser ou contraindre un élève à fréquenter l'école d'un autre cercle scolaire que celui de sa résidence habituelle, si cette mesure est de nature à favoriser notablement ses chances scolaires, à réduire sensiblement le chemin à parcourir ou si cela est justifié par des motifs importants d'ordre familial pour l'élève.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement statue sur requête du représentant légal de l'enfant, du directeur de l'école ou de l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte. Il requiert l'avis des autorités scolaires concernées.<sup>54)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque la demande est fondée sur des motifs importants d'ordre familial pour l'élève, il est tenu compte des possibilités de prise en charge des élèves hors du cadre scolaire.

<sup>4</sup> Le transfert dans un autre cercle scolaire à titre de sanction disciplinaire (art. 83, al. 1, lettre d, LS) ou nécessité par le bon fonctionnement du cercle est décidé par le Service de l'enseignement, après consultation des parents et des autorités scolaires locales concernées et sur préavis du conseiller pédagogique et du psychologue scolaire.

<sup>5</sup> Le cercle d'accueil est lié par la décision du Service de l'enseignement.

## **TITRE DEUXIEME : Structure de l'école**

### **CHAPITRE PREMIER : Degré primaire<sup>52)</sup>**

Organisation du  
degré primaire

**Art. 26<sup>52)</sup>** <sup>1</sup> Le degré primaire se compose de deux cycles, le cycle primaire 1 qui couvre les quatre premières années scolaires et le cycle primaire 2 qui couvre les quatre années scolaires suivantes.

<sup>2</sup> L'organisation pédagogique et administrative des deux cycles est divisée en quatre parties de deux ans : première et deuxième années, troisième et quatrième années, cinquième et sixième années, septième et huitième années primaires.

<sup>3</sup> Le Département, le Service de l'enseignement, les commissions d'école et les enseignants appliquent ce principe dans le cadre de leurs compétences.

Enseignement  
obligatoire à  
l'école primaire

**Art. 27** L'enseignement obligatoire est dispensé dans le cadre de la classe en cours communs.

Cours facultatifs

**Art. 28** <sup>1</sup> Le programme de l'enseignement peut comporter une offre de cours facultatifs destinée à l'ensemble des élèves du degré primaire et permettant notamment de compléter les apprentissages scolaires et de développer des compétences dans les domaines culturels, sportifs, artistiques ainsi que des aptitudes manuelles.<sup>52)</sup>

<sup>2</sup> Le cercle scolaire dispose à cet effet d'un crédit maximal équivalant à une leçon hebdomadaire par classe du cercle, mais au minimum quatre leçons. Les cours facultatifs sont organisés en procédant au regroupement d'élèves de classes et de degrés différents.

<sup>3</sup> L'enseignement facultatif peut être dispensé de manière concentrée et irrégulière au cours de l'année scolaire.

<sup>4</sup> L'organisation de cours facultatifs est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

Répartition des classes au degré primaire

**Art. 29**<sup>52)</sup> La commission d'école attribue l'enseignement des classes au degré primaire entre les enseignants après avoir consulté ces derniers. Elle assure une certaine mobilité dans l'attribution des années et, le cas échéant, des disciplines d'enseignement (enseignement partagé).

Principe, enseignement par un seul titulaire (art. 15, al. 1, LS)

**Art. 30**<sup>43)52)</sup> En règle générale, chaque classe au degré primaire est confiée à un seul enseignant qui en assume la responsabilité administrative et pédagogique.

Exception, enseignement partagé (art. 15, al. 3, LS)  
a) Autorisation

**Art. 31** <sup>1</sup> La conduite d'une classe au degré primaire par deux enseignants peut toutefois être autorisée dans la mesure où la cohérence et la continuité de l'action pédagogique sont assurées.<sup>52)</sup>

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement est compétent pour autoriser l'enseignement dans une même classe par deux titulaires. Il décide sur proposition de la commission d'école et après avoir pris l'avis du conseiller pédagogique.

b) Engagement commun des deux enseignants

**Art. 32** <sup>1</sup> Les deux enseignants disposés à travailler ensemble s'engagent à agir selon des conceptions pédagogiques et méthodologiques convergentes.

<sup>2</sup> Cet engagement porte notamment sur les objectifs de l'enseignement, l'organisation du travail, la discipline, l'évaluation des résultats scolaires et les relations avec les parents et les autorités scolaires.

c) Partage de l'enseignement

**Art. 33** <sup>1</sup> Le partage de l'enseignement porte sur le temps de travail et sur les disciplines fixées dans le plan d'études du degré primaire.<sup>52)</sup>

<sup>2</sup> L'article 29 s'applique par analogie.

d) Difficultés  
dans  
l'enseignement  
partagé

**Art. 34** <sup>1</sup> Lorsque des difficultés relatives à l'unité pédagogique surviennent dans la conduite d'une classe par deux enseignants, le conseiller pédagogique tente de les aplanir.

<sup>2</sup> Si ces difficultés subsistent, le Service de l'enseignement peut, après avoir pris l'avis de la commission d'école concernée, rapporter sa décision d'autorisation d'enseignement partagé pour la fin de la période administrative en cours. La commission d'école dénonce les rapports de service des enseignants concernés pour ce moment-là.

e) Démission de  
l'un des  
enseignants

**Art. 35** <sup>1</sup> En cas de démission de l'un des deux enseignants, la place vacante est offerte en priorité et sans mise au concours à l'enseignant restant.

<sup>2</sup> Si l'enseignant restant le souhaite, la commission d'école s'efforce de maintenir l'enseignement partagé, conformément aux articles 31 à 33. Une nouvelle décision du Service de l'enseignement est nécessaire.

<sup>3</sup> Si l'enseignement partagé ne peut être maintenu ou n'obtient pas l'autorisation du Service de l'enseignement, les rapports de service de l'enseignant restant sont dénoncés et le poste à plein temps est mis au concours.

Nombre  
d'intervenants  
par classe

**Art. 35a**<sup>44)</sup> <sup>1</sup> Le Département arrête le nombre maximum d'intervenants par classe. Il édicte les directives à ce sujet.

<sup>2</sup> Les articles 32 et 33 s'appliquent à tous les intervenants. Le titulaire de la classe est garant de la cohérence et de la continuité de l'action pédagogique.

Huitième année,  
orientation,  
observation (art.  
16 LS)  
a) Epreuves  
communes<sup>52)</sup>

**Art. 36**<sup>73)</sup> <sup>1</sup> Dans le courant de la huitième année du degré primaire, les élèves sont soumis, dans les disciplines de base (français, mathématique et allemand), à trois séries d'épreuves communes, dont la première est préparatoire.

<sup>2</sup> Les résultats des deuxième et troisième épreuves communes, ceux des bulletins scolaires, ainsi que l'avis des parents fondent l'appréciation des élèves pour l'accès aux cours à niveaux de l'école secondaire.

b) Modalités

**Art. 37** <sup>1</sup> Les épreuves communes sont standardisées et corrigées selon un barème cantonal.

<sup>2</sup> Pour l'orientation vers les cours à niveaux, les résultats obtenus aux deuxième et troisième épreuves communes et les notes de l'année sont pris en compte sur une même échelle et à raison d'un tiers pour les premiers et de deux tiers pour les secondes. Le Département précise les modalités dans un règlement.<sup>73)</sup>

<sup>3</sup> La section de la recherche et du développement de l'Institut pédagogique est chargée de la gestion des épreuves; elle agit conformément aux instructions du Service de l'enseignement.

c) Information

**Art. 38** <sup>1</sup> Le Département assure aux écoles les moyens d'information des parents sur les conditions d'orientation des élèves à l'issue de la huitième année.<sup>52)</sup>

<sup>2</sup> Les écoles et les parents peuvent solliciter la collaboration du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire.

## CHAPITRE II : Degré secondaire<sup>52)</sup>

Classe et module, définitions (art. 20 LS)

**Art. 39** <sup>1</sup> A l'école secondaire, la classe réunit des élèves d'une même année scolaire sans distinction du niveau et de l'option (classe hétérogène). A titre exceptionnel, le Service de l'enseignement peut autoriser une certaine restriction au degré d'hétérogénéité des classes.

<sup>2</sup> Le module est un ensemble de deux ou trois classes servant à l'organisation des cours à niveaux. Il constitue le groupement à l'intérieur duquel les élèves vivent l'essentiel des contacts avec leurs pairs. Les tâches éducatives et administratives de l'école s'exercent essentiellement au sein du module.

Cours communs (art. 21 et 22, al. 3, LS)

**Art. 40** <sup>1</sup> L'éducation générale et sociale, l'histoire biblique et religieuse, l'éducation physique, l'éducation musicale, l'éducation visuelle et l'économie familiale sont enseignées en cours communs, sans distinction de niveau et d'option.

<sup>2</sup> L'enseignement des sciences naturelles et humaines (histoire et géographie) est dispensé en cours communs au degré sept et dans le cadre des options aux degrés huit et neuf.

Cours séparés  
(art. 22 LS)  
1. Cours à  
niveaux (art. 22,  
al. 2, LS)  
a) Nombre de  
niveaux

**Art. 41** <sup>1</sup> L'enseignement du français, de l'allemand et de la mathématique est dispensé en cours à trois niveaux.

<sup>2</sup> L'élève accède aux cours à niveaux pour lesquels il a les aptitudes et les connaissances nécessaires.

b) Désignation  
des niveaux

**Art. 42** Les trois niveaux d'enseignement sont désignés au moyen de lettres. Le niveau d'exigence supérieur est désigné par la lettre A (niveau A), le niveau moyen par la lettre B (niveau B) et le niveau de base par la lettre C (niveau C).

c) Répartition  
des élèves entre  
les niveaux

**Art. 43** A l'entrée à l'école secondaire, les élèves sont répartis dans les cours à niveaux, en fonction des résultats de la procédure d'orientation de la sixième année primaire, selon les proportions générales suivantes pour l'ensemble du Canton : 40 % au niveau A, 35 % au niveau B et 25 % au niveau C.

d) Constitution  
des groupes  
pour  
l'enseignement à  
niveaux  
(art. 24 LS)

**Art. 44** <sup>1</sup> Les élèves d'un module sont en principe répartis en trois groupes pour les enseignements à niveaux.

<sup>2</sup> Lorsque l'on peut prévoir que l'effectif des élèves d'un module sera inférieur à trente pour les trois ans de la durée du cycle secondaire, les élèves sont répartis en deux groupes pour les enseignements à niveaux.

2. Cours à option  
(art. 22, al. 3, LS)

**Art. 45** <sup>1</sup> L'école secondaire offre au choix des élèves et de leurs parents quatre groupes de cours à options :

- a) l'option 1 caractérisée principalement par l'enseignement du latin;
- b) l'option 2 caractérisée principalement par un enseignement renforcé des disciplines scientifiques;
- c) l'option 3 caractérisée par des langues modernes;
- d) [63/68](#) l'option 4 caractérisée par l'enseignement d'activités créatrices et techniques.

<sup>2</sup> L'enseignement d'une deuxième langue étrangère fait partie du programme des options 1, 2 et 3.

<sup>3</sup> Lorsque les effectifs d'élèves sont insuffisants pour permettre l'offre séparée de quatre groupes d'options, l'enseignement des branches non spécifiques de l'option est donné en réunissant les élèves des options 1 et 2, d'une part, et 3 et 4, d'autre part. [63/68](#)

3. Cours  
facultatifs  
(art. 23 LS)

**Art. 46** <sup>1</sup> Les écoles secondaires offrent aux élèves un choix de cours facultatifs dans des activités culturelles, éducatives et sportives, à l'exclusion de disciplines inscrites comme telles au plan d'études (cours communs, à niveaux ou à option).

<sup>2</sup> A cet effet, les écoles disposent d'un crédit-cadre maximal équivalant à une leçon hebdomadaire par classe, mais au minimum huit leçons.

<sup>3</sup> L'enseignement facultatif peut être dispensé de manière concentrée et irrégulière au cours de l'année scolaire.

<sup>4</sup> Les cours facultatifs sont organisés en procédant au regroupement d'élèves de classes, voire de degrés différents.

<sup>5</sup> L'organisation de cours facultatifs est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

4. Enseignement  
du grec ancien

**Art. 47** <sup>1</sup> Un enseignement du grec ancien est offert à l'école secondaire en dehors des options.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement organise la collaboration entre les écoles afin d'assurer cette offre.

Orientation  
continue  
a) Information

**Art. 48** L'école secondaire favorise l'orientation continue des élèves en informant ces derniers et leurs parents des possibilités de formation offertes, de leurs conditions d'accès et des débouchés qu'elles permettent. Les enseignants, le directeur et le conseiller d'orientation participent à cette information.

b) Cours d'appui

**Art. 49** <sup>1</sup> L'école propose un cours d'appui de transition de durée limitée aux élèves qui accèdent à un niveau plus exigeant ou qui changent d'option au terme d'un semestre.<sup>[77\)](#)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>[78\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Les conditions et modalités d'organisation des cours d'appui sont définies par le Département. Le directeur est chargé de leur organisation.



### CHAPITRE III : Prolongation de la scolarité

10<sup>ème</sup> année  
dans le cadre du  
programme  
secondaire  
(art. 25 et 26 LS)

**Art. 50** <sup>1</sup> L'élève qui a accompli neuf années de scolarité obligatoire à l'issue du huitième degré peut, sur simple demande de ses parents, compléter sa formation dans une classe du degré neuf de l'école secondaire. L'accès aux cours à niveaux et aux options est réglé selon les dispositions ordinaires.

<sup>2</sup> L'élève qui termine sa scolarité au degré neuf dans des cours à niveaux et dans une option ne l'autorisant pas à accéder à la formation professionnelle ou aux études auxquelles il aspire peut demander à accomplir une seconde fois le programme de neuvième année. Le conseiller pédagogique décide sur la base des résultats scolaires obtenus, de l'avis du directeur et de celui du conseiller d'orientation. Si les circonstances le justifient, le Service de l'enseignement peut accorder la même possibilité à un élève qui a effectué le degré neuf en vertu de l'alinéa 1.

<sup>3</sup> Le Département arrête les dispositions de détail nécessaires.

Dixième année  
linguistique

**Art. 51**<sup>43)</sup> <sup>1</sup> L'élève qui achève sa scolarité obligatoire et souhaite perfectionner ses connaissances linguistiques dans une langue étrangère peut, dans la mesure où une offre est proposée, effectuer une année dans une classe du degré 9 dans une école d'un autre canton.

<sup>2</sup> Le Département règle les conditions et les modalités relatives à l'admission dans une dixième année linguistique.

Classe d'accueil  
et de transition  
pour allophones

**Art. 51a**<sup>44)</sup> <sup>1</sup> Le Département peut créer une classe d'accueil et de transition destinée aux élèves allophones des degrés 8 et 9 ou effectuant une dixième ou une onzième année scolaire. Cette classe propose un enseignement intensif du français sous une forme interdisciplinaire, une mise à niveau des mathématiques, une sensibilisation à l'environnement, des activités culturelles, manuelles et d'éducation physique. Elle vise à permettre aux élèves d'entreprendre une formation dans une filière du degré secondaire II.

<sup>2</sup> Le Département arrête les conditions et les modalités relatives à l'admission, ainsi que le programme de la classe d'accueil et de transition pour allophones.

Mesures de  
préparation à  
la formation  
générale et  
professionnelle

**Art. 51b<sup>44)</sup>** <sup>1</sup> L'élève qui achève sa scolarité obligatoire et ne remplit pas les conditions requises pour accéder à une filière de formation du degré secondaire II, qui souhaite consolider ses compétences et connaissances avant de commencer une formation ou mûrir son projet scolaire ou professionnel tout en consolidant ses compétences et connaissances, ou qui, en raison de difficultés personnelles, ne peut entreprendre un apprentissage, peut bénéficier de mesures de préparation à la formation générale ou professionnelle.

<sup>2</sup> Ces mesures sont soumises à la législation sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire.

## CHAPITRE IV : Mesures de pédagogie compensatoire

### SECTION 1 : Définitions et règles générales

Classe de  
transition (art. 30  
LS)

**Art. 52** <sup>1</sup> La classe de transition est tenue sous forme d'une classe à un ou deux degrés.

<sup>2</sup> Les élèves qui, pour des raisons majeures, telle une distance excessive, ne peuvent se rendre dans une classe de transition reçoivent l'enseignement dans une classe ordinaire; dans ce cas, le programme de la première année est réparti sur deux ans.

Enseignement  
d'appui (art. 31  
LS)

**Art. 53** <sup>1</sup> Un enseignement d'appui ambulatoire est proposé à l'élève qui :

- a) a des difficultés à acquérir des connaissances scolaires dans une ou plusieurs disciplines ou
- b) en raison de difficultés de langage n'est pas en mesure de suivre avec profit la classe ordinaire ou
- c) a été empêché de fréquenter l'école durant plusieurs semaines en raison de maladie ou d'hospitalisation.

<sup>2</sup> En règle générale, cet enseignement ne doit pas dépasser trois mois.

Enseignement  
d'appui intégré  
(art. 31, al. 3, LS)

**Art. 54** Dans les quatre premiers degrés de l'école primaire, un espace est réservé dans la grille horaire des classes pour la dispensation d'un appui léger aux élèves qui en ont besoin. Cet enseignement est dispensé par le maître titulaire de la classe.

Enfants malades  
(art. 34 LS)

**Art. 55** A la demande des parents, le Service de l'enseignement organise, en collaboration avec les instances médicales concernées, l'enseignement de l'enfant hospitalisé ou en convalescence pour une longue période. Il prend les mesures adaptées aux circonstances.

Soutien  
pédagogique  
ambulatoire  
(art. 32 LS)

**Art. 56** <sup>1</sup> Un soutien pédagogique ambulatoire est proposé à l'élève qui présente un retard général dans les apprentissages scolaires de base ou est atteint de handicaps sensoriels ou mentaux légers ou de troubles du comportement nécessitant une éducation spéciale en complément de mesures spécifiques de rééducation.

<sup>2</sup> S'il s'avère nécessaire de compléter le soutien pédagogique par des mesures médico-éducatives légères, le Service de l'enseignement s'assure la collaboration du Centre médico-psychologique; il peut également requérir la collaboration de praticiens privés (logopédistes, psychomotriciens, etc.).

Classe de  
soutien (art. 33  
et 36, al. 2, LS)

**Art. 57** <sup>1</sup> Les classes de soutien accueillent les élèves qui ne sont pas en mesure de suivre l'enseignement d'une classe ordinaire primaire ou secondaire en dépit d'autres mesures de pédagogie compensatoire ou pour lesquels de telles mesures paraissent d'emblée manifestement insuffisantes.

<sup>2</sup> La classe de soutien du degré secondaire est intégrée à une école secondaire. Elle peut être constituée en classe atelier et une importance particulière est attachée aux activités favorisant l'insertion sociale et professionnelle des élèves.

Réintégration en  
classe ordinaire  
(art. 4 et 33 LS)

**Art. 58** <sup>1</sup> L'élève placé en classe de transition réintègre en principe la classe de deuxième année ordinaire primaire.

<sup>2</sup> L'enfant placé en classe de soutien est, dans la mesure de ses possibilités, associé aux activités de la classe ordinaire de l'école primaire ou de l'école secondaire; il réintègre la classe ordinaire dès qu'il peut en suivre l'enseignement, moyennant éventuellement une autre mesure de pédagogie compensatoire.

Non-cumul des  
mesures  
compensatoires

**Art. 59** Sauf cas particulier, les mesures de pédagogie compensatoire ne sont pas cumulatives.

## SECTION 2 : Fonctionnement

Répartition du temps et durée des mesures compensatoires (art. 36, al. 1 et 2, LS)

**Art. 60** <sup>1</sup> Dans les classes de transition et de soutien, le nombre de leçons hebdomadaires est équivalent à celui des classes primaires et secondaires des degrés correspondants.

<sup>2</sup> L'enseignement d'appui est dispensé à raison de leçons de quarante-cinq minutes; les leçons peuvent être scindées en demi-leçons de vingt-cinq minutes.

<sup>3</sup> La durée et la répartition du temps de l'enseignement de soutien ambulatoire sont déterminées selon les besoins des élèves concernés.

<sup>4</sup> L'enseignement d'appui et le soutien pédagogique ambulatoire sont en principe donnés sur le temps réservé à l'enseignement ordinaire; leur durée est déterminée lors de la décision d'octroi de la mesure.

Plan d'études et bulletin scolaire (art. 36, al. 1 et 2, LS)

**Art. 61** <sup>1</sup> Dans la classe de transition, l'enseignement est donné selon le programme de la première année scolaire du plan d'études de l'école primaire, réparti sur deux ans.

<sup>2</sup> Pour les classes de soutien, le Département arrête un plan d'études spécifique.

<sup>3</sup> Le bulletin scolaire officiel est également délivré aux élèves qui fréquentent une classe de transition ou de soutien.

<sup>4</sup> Pour les élèves des classes de soutien, on indiquera l'année scolaire d'après l'âge et le programme suivi. L'évaluation du travail des élèves est exprimée par des appréciations en termes de compétences et d'objectifs atteints.

<sup>5</sup> Les prescriptions relatives au passage d'une classe à l'autre selon l'article 81 de la loi scolaire ne sont pas applicables aux élèves des classes de soutien.

## SECTION 3 : Dépistage, examen des cas, décision

Dépistage

**Art. 62** <sup>1</sup> Un dépistage précoce des déficiences et troubles particuliers est réalisé dans les classes enfantines par l'enseignant, le psychologue ou le médecin scolaire.

<sup>2</sup> Le dépistage des insuffisances de développement et des troubles divers est poursuivi régulièrement durant la scolarité obligatoire.

<sup>3</sup> Les élèves susceptibles de bénéficier de mesures de pédagogie compensatoire sont signalés au conseiller pédagogique du secteur par les parents ou le représentant légal, l'enseignant, le médecin scolaire, le psychologue scolaire ou le Centre médico-psychologique.

<sup>4</sup> Les parents sont associés à l'observation de leur enfant et informés des constatations faites.

Troubles  
particuliers  
(art. 32, al. 3, et  
36, al. 4, LS)

**Art. 63** <sup>1</sup> S'il existe des indices de troubles particuliers chez un enfant, l'équipe de coordination invite son représentant légal à le présenter soit au Centre médico-psychologique, soit à d'autres praticiens ou institutions privées.

<sup>2</sup> Le représentant légal de l'enfant peut demander de sa propre initiative un examen de ce dernier par l'une des institutions mentionnées à l'alinéa 1.

<sup>3</sup> Si une action médico-pédagogique légère est nécessaire au rétablissement de la situation scolaire de l'enfant, en complément à un appui ou au soutien ambulatoire, l'institution qui a examiné l'enfant établit un rapport à l'intention de l'équipe de coordination.

Examen des cas  
(art. 35 LS)  
a) Equipe de  
coordination

**Art. 64** <sup>1</sup> Une équipe de coordination, dirigée par le conseiller pédagogique spécialisé et composée d'un psychologue scolaire du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire et d'un enseignant de soutien, procède à l'examen de la situation de l'enfant. Elle requiert la collaboration du maître de classe et du psychologue qui a examiné l'enfant.

<sup>2</sup> Sur la base de l'évaluation des aptitudes de l'enfant, l'équipe de coordination établit les objectifs pédagogiques et éducatifs de la mesure compensatoire proposée (appui, soutien ambulatoire, placement en classe de soutien). Elle peut demander l'avis du médecin scolaire, du pédopsychiatre ou d'un autre spécialiste (psychomotricien ou logopédiste).

<sup>3</sup> Le représentant légal est associé à la proposition.

b) Décision

**Art. 65** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement, sous réserve de recours au Gouvernement, décide de l'octroi des mesures de pédagogie compensatoire. Il peut déléguer cette compétence au directeur de l'école en ce qui concerne l'enseignement d'appui. [5](#)

<sup>2</sup> Les décisions prises en vertu de la présente disposition ont force obligatoire pour les commissions scolaires.

<sup>3</sup> Les décisions concernant les cas relevant de l'assurance-invalidité fédérale sont réservées.

## SECTION 4 : Qualification et statut du personnel

Titre requis  
(art. 36, al. 1, LS)

**Art. 66** <sup>1</sup> L'enseignant chargé de mesures d'appui pédagogique est titulaire du certificat d'aptitudes pédagogiques jurassien ou d'une reconnaissance d'équivalence; il justifie de l'expérience de l'enseignement dans une classe ordinaire et a reçu une formation complémentaire définie par le Département.

<sup>2</sup> L'enseignant chargé de mesures de soutien pédagogique ambulatoire et le titulaire d'une classe de transition ou de soutien doivent posséder, en plus du certificat d'aptitudes pédagogiques jurassien, un titre justifiant d'une formation en pédagogie curative reconnu par le Département ou un titre jugé équivalent.

<sup>3</sup> Le spécialiste appelé à dispenser des mesures spécifiques de rééducation est titulaire d'un diplôme professionnel délivré par une école suisse ou d'un titre jugé équivalent et au bénéfice d'une autorisation d'exercer dans le Canton.

Nomination et  
engagement  
(art. 87, al. 2, LS)

**Art. 67** <sup>1</sup> Les enseignants des classes de transition et de soutien sont nommés par le Département.

<sup>2</sup> Les enseignants chargés des autres mesures de pédagogie compensatoire sont nommés par le Département à temps complet ou à temps partiel pour une charge hebdomadaire moyenne ou engagés sur la base d'un contrat de droit administratif. Les besoins et les circonstances déterminent le choix.

**Art. 68**<sup>57)</sup>

## CHAPITRE V : Institutions spécialisées

Définition  
(art. 37 LS)

**Art. 69** <sup>1</sup> Sont réputées institutions spécialisées au sens de la loi scolaire et de la présente ordonnance les institutions qui accueillent en internat ou en externat des élèves souffrant de handicaps physiques ou mentaux, d'atteintes psychopathologiques graves ou de graves troubles du comportement.<sup>33)</sup>

<sup>2</sup> Le Département établit la liste des institutions reconnues.

Institutions hors  
Canton  
(art. 37, al. 2, LS)

**Art. 70** Les enfants handicapés physiques et mentaux qui nécessitent des soins et des mesures éducatives lourdes et ne peuvent bénéficier valablement d'une intégration dans les structures scolaires ordinaires sont placés dans des institutions spécialisées hors Canton soumises à la Convention relative aux institutions<sup>8)</sup>.

Placement

**Art. 71** <sup>1</sup> Lorsqu'il apparaît qu'un enfant devrait fréquenter une institution spécialisée, la commission d'école en informe les parents et demande au Service de l'enseignement d'examiner le cas.

<sup>2</sup> Un représentant du Service de l'enseignement s'entretient avec les parents, l'enseignant et les services auxiliaires concernés en vue d'arrêter une solution concertée.<sup>33)</sup>

<sup>3</sup> En cas de désaccord, le Service de l'enseignement décide, sous réserve de recours au Gouvernement. Le placement en internat requiert toutefois l'accord des parents.<sup>5)33)</sup>

<sup>4</sup> Les dispositions du Code civil suisse relatives à l'autorité parentale, au placement à des fins d'assistance et à la tutelle demeurent réservées.<sup>54)</sup>

Qualification du  
personnel des  
institutions  
(art. 39, al. 2, LS)

**Art. 72** Les institutions sont tenues au respect des directives de l'Office fédéral des assurances sociales relatives à l'ordonnance sur la reconnaissance d'écoles spéciales dans l'assurance-invalidité<sup>9)</sup>.

Création de  
nouveaux  
emplois

**Art. 73** La création de nouveaux emplois requiert l'autorisation préalable du Département si la dépense peut être couverte par le budget, du Gouvernement si la dépense n'a pas été prévue au budget.

Traitements

**Art. 74** <sup>1</sup> La rétribution du personnel des institutions s'effectue conformément à une échelle de traitements sanctionnée par le Gouvernement.

<sup>2</sup> Les dépenses de personnel des institutions ne sont admises à la répartition des charges que dans cette mesure et pour autant qu'elles correspondent à la liste du personnel approuvée par le Département.

Budget  
(art. 40 LS)  
a) Elaboration

**Art. 75** <sup>1</sup> Les travaux d'entretien et de réparation des immeubles font l'objet d'une demande préalable détaillée.

<sup>2</sup> Les demandes d'achat de matériel font l'objet d'une présentation comportant des devis précis pour toute dépense supérieure à 3 000 francs et un devis global pour les dépenses inférieures à ce montant. Le caractère de remplacement ou de nouveauté du matériel est précisé.

b) Approbation  
par le  
Département

**Art. 76** <sup>1</sup> Les institutions placées sous la surveillance du Département soumettent chaque année au Service financier de l'enseignement, au plus tard jusqu'au 15 juin, leur budget pour l'année civile suivante.

<sup>2</sup> Le budget est établi selon la structure du compte d'exploitation arrêtée par le Service financier.

<sup>3</sup> Le Département se prononce sur le budget jusqu'au 20 décembre au plus tard.

c) Insuffisances  
budgétaires

**Art. 77** <sup>1</sup> Les dépenses nécessaires et urgentes non prévues au budget sont signalées sans délai au Service financier de l'enseignement.

<sup>2</sup> Les autres dépenses non ou insuffisamment prévues au budget doivent obtenir l'autorisation préalable de ce service.

Gestion  
comptable et  
financière

**Art. 78** Les institutions appliquent dans leur gestion financière et comptable les principes généraux de la loi sur les finances de la République et Canton du Jura et des communes<sup>10)</sup>, dans la mesure où ils sont compatibles avec la nature de l'institution.

Présentation des  
comptes

**Art. 79** Les institutions transmettent leur compte d'exploitation et la statistique administrative au Service financier de l'enseignement jusqu'au 31 mai de l'année suivante au plus tard.

Financement et  
répartition des  
charges  
(art. 40 LS)

**Art. 80** <sup>1</sup> Les dépenses d'exploitation et les dépenses générales telles que définies par l'article 152, chiffres 2 et 3, de la loi scolaire sont financées et réparties conformément aux articles 153 et 154 de ladite loi, après déduction des contributions fédérales.

<sup>2</sup> La contribution cantonale aux charges d'exploitation des institutions hors Canton accueillant des enfants soumis à la loi scolaire est répartie de la même manière.

Gestion des  
subventions

**Art. 81** <sup>1</sup> Le Service financier de l'enseignement gère les subventions.



<sup>2</sup> Il peut verser des avances allant jusqu'à 80 % de la subvention en cours d'exercice, le solde étant versé après le bouclage des comptes.

## TITRE TROISIEME : Fonctionnement général de l'école

### CHAPITRE PREMIER : Locaux et installations scolaires

Accès aux  
bâtiments et  
locaux scolaires  
(art. 43 LS)

**Art. 82** <sup>1</sup> L'accès aux classes, salles de cours ou autres emplacements où est dispensé l'enseignement est réservé exclusivement aux élèves, au personnel enseignant et aux autres personnes dûment légitimées (conseiller pédagogique, médecin scolaire, etc.).

<sup>2</sup> La commission d'école peut interdire l'accès aux bâtiments scolaires et autres installations, ainsi qu'à leurs dépendances, à toute personne qui dérange l'enseignement ou menace la tranquillité ou la sécurité des usagers. En cas d'urgence, le directeur peut prendre les mesures qui s'imposent.

### CHAPITRE II : Temps scolaire et congés spéciaux

Année scolaire,  
semestres (art.  
46 LS)

**Art. 83** <sup>1</sup> L'année scolaire compte trente-neuf semaines et au moins cent quatre-vingt-cinq jours d'activité scolaire.

<sup>2</sup> Elle est divisée en deux semestres allant respectivement du 1<sup>er</sup> août au 31 janvier et du 1<sup>er</sup> février au 31 juillet.

Congés officiels

**Art. 84** Les écoles sont fermées les jours de congés officiels.

Semaine scolaire  
(art. 48 LS)

**Art. 85**<sup>52)</sup> <sup>1</sup> La semaine scolaire des élèves est en principe répartie sur neuf demi-journées; il n'y a pas de cours le samedi et le dimanche.

<sup>2</sup> Au degré primaire, il n'y a pas de cours le mercredi après-midi.

<sup>3</sup> Au degré secondaire, les élèves disposent d'un après-midi de congé, dans la mesure du possible le mercredi après-midi.

Nombre de  
leçons

**Art. 86**<sup>43)52)</sup> Le Gouvernement fixe, par voie d'arrêté, sur proposition du Département, le nombre global de leçons pour les degrés primaire et secondaire.

**Art. 87 et 88**<sup>45)</sup>

Durée des  
leçons  
(art. 48 LS)

**Art. 89** La durée d'une leçon est de quarante-cinq minutes.

Autre découpage  
du temps  
d'enseignement  
(art. 48 LS)

**Art. 90** <sup>1</sup> Pour des raisons pédagogiques et méthodologiques, il est possible de procéder, pour une durée limitée, à un découpage de l'horaire scolaire autre qu'en leçons de quarante-cinq minutes et de répartir le temps imparti à chaque discipline scolaire selon une autre articulation que celle fixée dans la grille horaire hebdomadaire.

1bis ... [69\)](#)

<sup>2</sup> L'enseignant ou le groupe d'enseignants concernés informent le directeur de leur intention. Ce dernier peut prendre l'avis du conseiller pédagogique.

<sup>3</sup> L'autorisation est accordée pour autant que le nouveau découpage ne touche pas l'horaire personnel des enseignants non concernés et que le nombre de leçons par discipline inscrit à la grille horaire soit respecté au terme de quatre semaines.

<sup>4</sup> A l'école primaire, chaque enseignant établit le décompte des heures dans le journal de classe. A l'école secondaire, le décompte est remis au directeur de l'école.

<sup>5</sup> Le conseiller pédagogique encourage l'application de la présente disposition pour autant que la qualité de l'enseignement soit garantie. Il peut toutefois limiter certaines pratiques.

Autres formes  
d'enseignement

**Art. 91** Durant deux semaines au plus par année scolaire, l'enseignement peut être organisé sous forme de journées d'études, de classes vertes, de journées ou de camps de sport, d'excursions ou de courses scolaires. Les manifestations cantonales organisées par le Département ne sont pas prises en compte.

Congé spécial à  
une école ou une  
classe (art. 48  
LS)

**Art. 92** <sup>1</sup> Sous réserve que l'activité scolaire s'étende sur cent quatre-vingt-cinq jours au moins, la commission d'école peut octroyer des congés exceptionnels de quatre demi-journées au maximum par année scolaire à une classe ou à l'école entière si les circonstances locales le justifient. Le congé ne peut excéder un jour à la fois.

<sup>2</sup> L'octroi d'un congé pour un autre motif ou pour une durée supérieure à un jour, ainsi que l'octroi d'un congé à plusieurs écoles ou à l'ensemble des écoles du Canton, relève du Département.

Congé spécial à un élève (art. 48 LS)

**Art. 93** <sup>1</sup> Chaque élève peut bénéficier, sans justification, de deux demi-journées de congé au maximum par année scolaire. Les parents et l'élève pourvoient eux-mêmes au rattrapage des leçons manquées. Le Département arrête les directives nécessaires.<sup>[43\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> Un congé spécial peut être octroyé à un élève pour des motifs justifiés.<sup>[44\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La demande de congé doit être présentée par le représentant légal de l'élève, en principe un mois à l'avance, par écrit et motivée, au directeur ou à l'enseignant.

<sup>3</sup> La commission d'école, ou le directeur sur délégation de cette dernière, est compétente pour les congés jusqu'à cinq jours. Pour les congés excédant cette durée, la compétence est dévolue au Service de l'enseignement.

Horaires harmonisés

**Art. 93a**<sup>[44\)](#)</sup> La commission d'école veille à l'harmonisation des horaires scolaires des élèves du cercle sur la base d'horaires-blocs à l'école enfantine et à l'école primaire. Le Département édicte les directives nécessaires.

### CHAPITRE III : Effectif, ouverture, fermeture et composition des classes

#### SECTION 1 : Principes et normes relatifs au nombre de classes et de modules du cercle scolaire<sup>[36\)](#)</sup>

Principes (art. 49 LS)

**Art. 94**<sup>[34\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les commissions et syndicats scolaires veillent à ce que le cercle scolaire dispose du nombre de classes et de modules correspondant aux normes fixées dans le présent chapitre.

<sup>2</sup> Le nombre de classes et de modules d'une école est déterminé en fonction respectivement de l'effectif probable des élèves de l'ensemble du cercle scolaire ou du degré scolaire. Le besoin en classes doit être planifié à moyen terme, sur une période de quatre années. Le Service de l'enseignement fournit aux communes et aux autorités des cercles scolaires les informations statistiques nécessaires à cet effet.<sup>[41\)](#)</sup>

Nombre de classes du cercle scolaire  
a) Généralités

**Art. 95** <sup>1</sup> Le nombre de classes du cercle scolaire est déterminé par l'effectif probable des élèves des quatre années à venir.<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>[42\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque l'effectif probable comprend un nombre d'élèves pouvant donner lieu à un nombre variable de classes selon les articles ci-après, les dispositions sur l'ouverture et la fermeture de classes s'appliquent.

<sup>4</sup> Les dimensions minimales des cercles scolaires sont définies aux articles 217 à 219.

## **Art. 96**<sup>42)</sup>

b) Ecole primaire **Art. 97**<sup>41)65)</sup> <sup>1</sup> Le nombre de classes du cercle d'école primaire est déterminé selon le tableau suivant :

Effectif probable des élèves du cercle	Nombre maximal de classes du cercle <sup>71)</sup>
56 à 74	4
75 à 95	5
96 à 114	6
115 à 137	7
138 à 160	8
161 à 189	9
190 à 210	10
211 à 231	11
232 à 252	12

<sup>2</sup> Dès douze classes, le nombre de classes au tableau ci-dessus progresse d'une unité par tranche entamée ou entière de dix-neuf élèves, conformément à l'annexe.

c) Ecole  
secondaire

**Art. 98**<sup>34)</sup> <sup>1</sup> Pour chaque degré du cercle scolaire secondaire, l'enseignement est organisé, en fonction de l'effectif des élèves, par modules de deux ou trois classes selon le tableau suivant :

Effectif probable des élèves du degré considéré	Nombre de modules du cercle pour le degré considéré
jusqu'à 51	1
52 à 102	2
103 à 153	3

154 à 204	4
205 à 255	5
plus de 255	6

<sup>2</sup> En principe, l'effectif d'un module de deux classes comprend au maximum quarante-six élèves et celui d'un module de trois classes cinquante et un élèves.

<sup>3</sup> Le Département arrête chaque année l'organisation de détail de l'enseignement par modules pour chaque cercle, après avoir entendu les autorités scolaires locales.

<sup>4</sup> Sous réserve de fluctuations importantes dans l'effectif des élèves, l'organisation de l'enseignement par modules arrêtée dans le cercle scolaire au début du septième degré est valable pour les trois années du cycle secondaire.

d) Classe de transition et de soutien

**Art. 99** <sup>1</sup> Les effectifs des classes de transition et de soutien sont fixés de cas en cas.

<sup>2</sup> En principe, l'effectif d'une classe de transition ne sera pas durablement inférieur à huit élèves, ni supérieur à treize élèves.

<sup>3</sup> En principe, l'effectif d'une classe de soutien ne sera pas durablement inférieur à cinq élèves, ni supérieur à dix élèves.

<sup>4</sup> Une classe de transition ou une classe de soutien peut être maintenue malgré un effectif insuffisant lorsque sa fermeture imposerait un transport d'élèves trop long ou trop coûteux.

## SECTION 2 : Ouverture et fermeture de classes

Procédure  
(art. 49 LS)

**Art. 100** <sup>1</sup> Les démarches des communes ou des syndicats scolaires tendant à l'ouverture et à la fermeture de classes doivent être portées à la connaissance du Département six mois au moins avant l'entrée en vigueur possible de ces mesures. Les cas exceptionnels demeurent réservés.

<sup>2</sup> Les demandes et les décisions relatives à l'ouverture et à la fermeture de classes sont étayées par une analyse des effectifs de l'école et des perspectives d'admission à moyen terme (quatre années).<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Avant toute demande et toute décision d'ouverture et de fermeture de classe, l'ensemble des possibilités d'aménagement tendant à améliorer l'offre d'enseignement au sein même du cercle scolaire doivent être examinées.

Ouverture de  
classes  
(art. 49 LS)

**Art. 101** <sup>1</sup> Le Département autorise l'ouverture d'une nouvelle classe lorsqu'il apparaît qu'un cercle scolaire aura un effectif total qui le situe durablement dans les limites admises pour un nombre de classes supérieur.

<sup>2</sup> En principe, le Département communique sa décision au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette dernière.

<sup>3</sup> Le Département peut autoriser une ouverture de classe provisoire afin d'absorber des surcroûts d'effectifs momentanés ou lorsque la répartition des élèves par classes d'un ou de deux degrés n'est pas possible. L'engagement de l'enseignant s'effectue alors sur la base d'un contrat de droit administratif.<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Lorsque, pour des raisons impérieuses, l'ouverture d'une nouvelle classe n'est pas possible (manque de locaux, pénurie d'enseignants), le Service de l'enseignement autorise l'enseignement en sections de classe ou sous forme de co-enseignement.<sup>[41\)](#)</sup>

Fermeture de  
classes  
(art. 49 LS)

**Art. 102** <sup>1</sup> Le Département autorise la fermeture d'une classe lorsqu'il apparaît que les effectifs du cercle scolaire se situeront durablement en dessous des normes correspondant au nombre actuel de classes et dans les normes qui prévalent pour un nombre de classes inférieur.

<sup>2</sup> Sauf cas particulier, le Département communique sa décision au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette dernière.

<sup>3</sup> Le Département peut surseoir à une fermeture de classe lorsque la répartition des élèves par classes d'un ou de deux degrés n'est pas possible.<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Lorsque des raisons particulières le justifient, telles que l'impossibilité de procéder immédiatement à un regroupement scolaire ou la nécessité de tenir compte d'une situation difficile pour un enseignant dont l'emploi serait supprimé, le Département peut surseoir à la fermeture d'une classe pour une durée maximale de deux ans à partir du moment où la fermeture devrait normalement être ordonnée.<sup>[42\)](#)</sup>

Ouverture et  
fermeture de  
classe  
ordonnées par le  
Département  
(art. 49, al. 2, LS)

**Art. 103** <sup>1</sup> Lorsqu'une commune ou une autorité scolaire n'a pas donné suite à l'invitation du Département d'ouvrir ou de fermer une classe, ce dernier ordonne lui-même la mesure en question.

<sup>2</sup> Sauf cas particulier, il communique sa décision au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de la mesure.

<sup>3</sup> L'article 102, alinéa 3, s'applique également en cas de fermeture.

### SECTION 3 : Formation et composition des classes

Formation des  
unités et  
organisation de  
l'enseignement

**Art. 104** <sup>1</sup> La commission d'école arrête, sur proposition du directeur et sous réserve de ratification par le Service de l'enseignement, la formation des classes, sections de classe, groupes d'enseignement à niveaux, à option et des cours facultatifs.

<sup>2</sup> L'enseignement est organisé conformément aux dispositions de la présente section.

Principe

**Art. 105** L'enseignement est dispensé pour l'essentiel dans le cadre de la classe à l'école enfantine et primaire, et dans le cadre du module à l'école secondaire.

Enseignement  
par sections de  
classe  
a) En général

**Art. 106** <sup>1</sup> Si des contraintes pédagogiques ou matérielles particulières le justifient, l'enseignement peut être dispensé par sections de classe en vue d'en améliorer l'efficacité.

<sup>2</sup> La section de classe est une norme spécifique d'effectif regroupant une partie des élèves d'une classe ou de plusieurs classes.

<sup>3</sup> En règle générale, la section de classe ne comptera pas moins de six élèves et pas plus de treize élèves.

<sup>4</sup> Peuvent être enseignées par sections de classe les disciplines ou parties de disciplines suivantes : les activités manuelles (ACM, ACT), l'économie familiale, les travaux pratiques de biologie, le laboratoire de sciences et techniques et l'informatique. [63\)68\)](#)

b) A l'école  
enfantine

**Art. 107** <sup>1</sup> Dans les classes comprenant des élèves de deuxième enfantine (enfants de cinq ans) et dont l'effectif est de quatorze au moins, deux demi-journées sont dispensées par sections de classe.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement précise les modalités d'application de cette disposition.

c) A l'école  
primaire

**Art. 108** <sup>1</sup> L'enseignement du français, de la mathématique et de l'allemand peut être dispensé partiellement par sections de classe selon les modalités suivantes :

- a) pour les classes ne comptant que des élèves du même degré, à raison de deux leçons de français et de deux leçons de mathématique en première primaire, et d'une leçon de français et d'une leçon de mathématique en deuxième primaire;
- b) pour les classes réunissant des élèves de première et deuxième primaire, une leçon de français et une leçon de mathématique pour chaque degré séparément; l'enseignement dispensé à un seul degré en raison d'un nombre de leçons supérieur dans le plan d'études n'est pas considéré comme enseignement par sections de classe;
- c) une leçon d'allemand pour les classes de quatrième, cinquième et sixième primaire réunissant des élèves de deux de ces degrés.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement précise les modalités d'application de la présente disposition.

Enseignement à  
niveaux

**Art. 109** Pour l'enseignement à niveaux à l'école secondaire, le regroupement des élèves s'en tient, en règle générale, aux normes suivantes :

- niveau A : entre 15 et 23 élèves;
- niveau B : entre 13 et 21 élèves;
- niveau C : entre 9 et 14 élèves.

Cas particuliers

**Art. 110** Dans des situations de rigueur, en particulier dans des cas d'effectifs très élevés lorsque l'ouverture d'une classe supplémentaire n'est pas possible, le Service de l'enseignement peut autoriser, pour une durée n'excédant pas une année scolaire, un enseignement dispensé partiellement ou totalement par sections de classe, notamment en français, mathématique et allemand.

## CHAPITRE IV : Plan d'études

Publication  
(art. 50 LS)

**Art. 111** <sup>1</sup> Le Département arrête la répartition du temps scolaire entre les disciplines du plan d'études (grilles horaires).

<sup>2</sup> Les plans d'études sont publiés.



<sup>3</sup> Les plans publiés définissent les objectifs généraux et les principaux contenus de chaque discipline par année scolaire ou par cycle. Le Département veille particulièrement à la conformité de ces documents avec les directives méthodologiques plus élaborées qu'il peut proposer aux enseignants.

**Art. 112<sup>39)56)</sup>** Le Département met en place dans une école primaire une organisation particulière de l'enseignement destinée aux élèves germanophones et bilingues et, de manière élargie, des modalités d'enseignement bilingue pour promouvoir les compétences linguistiques des élèves de l'école obligatoire. Au besoin, le Département peut mettre en place des modalités d'enseignement bilingue à l'école secondaire.

Athlète ou artiste  
de haut niveau  
(art. 56, al.3, LS)  
a) Principe

**Art. 113<sup>43)</sup>** <sup>1</sup> Les élèves de douze ans révolus dont les performances sportives ou les prestations artistiques sont d'un niveau élevé peuvent bénéficier d'un aménagement du programme scolaire pour les besoins de leur entraînement ou de leur formation.

<sup>2</sup> A l'école secondaire, ils peuvent bénéficier de structures particulières.

<sup>3</sup> Dans des cas exceptionnels, des élèves de moins de douze ans peuvent bénéficier de mesures limitées.

**Art. 114 et 115<sup>45)</sup>**

b) Renvoi

**Art. 116<sup>43)</sup>** Le Gouvernement arrête, par voie de directives, les conditions auxquelles doivent satisfaire les élèves concernés, le cadre général des aménagements et des allègements d'horaires, les ressources et le financement, ainsi que les dispositions de détail concernant les mesures pour les athlètes et artistes de haut niveau.

Sport scolaire  
facultatif  
(art. 57, al. 2, LS)  
a) But

**Art. 117** Le sport scolaire facultatif a pour but d'approfondir et de compléter le programme ordinaire d'éducation physique. Il peut être organisé sous la forme de cours facultatifs, de manifestations et de compétitions sportives (journées régionales, cantonales, intercantionales ou suisses).

b) Autorités  
compétentes

**Art. 118** Les cours facultatifs relèvent du Service de l'enseignement; les manifestations et les compétitions sportives de l'Office des sports.

- c) Forme **Art. 119** Les écoles primaires et secondaires peuvent proposer un choix d'activités sportives relevant du sport scolaire facultatif dans le cadre des cours facultatifs.
- d) Contenu des activités **Art. 120** <sup>1</sup> Les cours de sport scolaire facultatif doivent être adaptés à l'âge et à l'aptitude des élèves. Aucune discipline sportive comportant des risques majeurs d'accidents ne doit être proposée.
- <sup>2</sup> Le Service de l'enseignement décide, sur avis de l'Office des sports, quelles disciplines et quelles matières d'enseignement sont autorisées.
- e) Financement et gestion **Art. 121** <sup>1</sup> L'Office des sports assume les frais d'organisation des journées cantonales de sport scolaire et la participation jurassienne aux journées intercantionales et suisses. D'entente avec le Département des Finances, le Département de l'Education précise les frais pris en charge.
- <sup>2</sup> Pour le surplus, les activités du sport scolaire facultatif sont traitées de la même manière que les cours facultatifs sur le plan administratif (horaire, autorisation, rétribution).
- Education sexuelle (art. 59 LS)  
a) Programme **Art. 122** <sup>1</sup> Le cours d'éducation sexuelle comprend :
- a) une information aux parents des élèves des classes enfantines;
  - b) une intervention auprès des élèves de quatrième année scolaire, précédée d'une information complète aux parents;
  - c) une intervention auprès des élèves de sixième et huitième années scolaires.
- <sup>2</sup> Le directeur de l'école prend, en collaboration avec les enseignants concernés, les dispositions administratives en vue de la réalisation du programme dans les classes de son établissement.
- b) Renonciation **Art. 123** <sup>1</sup> Les parents qui entendent dispenser leur enfant du cours d'éducation sexuelle remettent leur déclaration au directeur au plus tard après la séance d'information des parents. Le maître concerné en est immédiatement informé.
- <sup>2</sup> Le directeur de l'école prend toute disposition utile afin que l'élève concerné reste sous la surveillance de l'école durant cet enseignement (salle d'étude, placement dans une autre classe, etc.).

c) Animateurs

**Art. 124<sup>67)</sup>** Le cours d'éducation sexuelle est dispensé, hors de la présence de l'enseignant, par des animateurs formés à cet effet.

Education aux médias

**Art. 125** <sup>1</sup> Les enseignants initient leurs élèves à la lecture critique des médias dans l'ensemble des disciplines du plan d'études qui s'y prêtent, notamment celles impliquant l'usage de moyens audiovisuels et informatiques.

<sup>2</sup> Les enseignants et les écoles organisent au moins une fois dans le cours de chaque cycle primaire et secondaire une activité intensive au sens de l'article 91, dévolue à l'éducation aux médias.

<sup>3</sup> A cet effet, la section de la documentation et des moyens audiovisuels de l'Institut pédagogique apporte son appui et met ses moyens à disposition.

Préparation au choix d'une profession  
(art. 61 et 62 LS)

**Art. 126** <sup>1</sup> Le plan d'études de l'école secondaire comporte une activité pédagogique de sensibilisation au choix d'une profession ou d'une formation ultérieure. Cette activité est conduite par les enseignants, notamment dans le cadre de la discipline "éducation générale et sociale".

<sup>2</sup> Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire collabore dans la préparation des élèves au choix professionnel; il assure leur information et leur documentation.

<sup>3</sup> Les élèves de l'école secondaire peuvent effectuer, durant le temps scolaire, des stages d'orientation professionnelle d'une durée maximale de cinq jours par année scolaire. Ces stages sont conçus pour l'information et sont gérés par le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire.

<sup>3bis</sup> En dérogation à l'alinéa 3, les élèves de l'option 4 peuvent effectuer, durant le temps scolaire, des stages d'orientation professionnelle d'une durée maximale de vingt jours par année scolaire.<sup>64)</sup>

<sup>4</sup> Les associations professionnelles, les entreprises, les écoles professionnelles et supérieures qui entendent informer les élèves s'adressent au Centre précité.

## CHAPITRE V : Activités culturelles et sociales de l'école

Activités  
culturelles  
(art. 63 LS)

**Art. 127** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement encourage les écoles à mettre en place des cours facultatifs et des activités parascolaires à vocation culturelle et à organiser des contacts entre les artistes et les élèves.

<sup>2</sup> Il peut adresser aux écoles des offres de tournées de spectacles, de concerts, de conférences ou d'expositions adaptés au niveau des élèves.

<sup>3</sup> Les interventions d'artistes dans le cadre des classes et l'encadrement extérieur d'activités parascolaires reconnues par le Service de l'enseignement sont rétribués conformément aux normes définies par le Département et financés comme une rétribution d'enseignant.

<sup>4</sup> Le Service de l'enseignement peut accorder une aide financière aux écoles afin d'abaisser le coût des activités culturelles, en particulier celles mentionnées à l'alinéa 2, auxquelles contribuent le cercle scolaire et les parents.

Bibliothèques  
scolaires et de la  
jeunesse  
(art. 64 LS)

**Art. 128** Les dispositions de l'ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique<sup>11)</sup> s'appliquent aux bibliothèques scolaires et de la jeunesse.

Activités sociales  
(art. 65 LS)

**Art. 129** Le plan d'études propose, en particulier dans le cadre du cours d'éducation générale et sociale, des exemples d'activités à caractère social et de service à la communauté. Les classes ou les établissements participent en principe annuellement à de telles activités.

## CHAPITRE VI : Participation à la formation et au perfectionnement des enseignants

**Art. 130**<sup>45)</sup>

## TITRE QUATRIEME : Parents et élèves

### CHAPITRE PREMIER : Parents

Droits  
individuels,  
information  
(art. 69 LS)

**Art. 131** <sup>1</sup> Les parents sont informés des résultats scolaires, du comportement de leur enfant et de la vie scolaire intéressant la famille au moyen du carnet hebdomadaire et du bulletin scolaire officiel. A l'école enfantine, le carnet hebdomadaire peut être remplacé par un autre moyen plus épisodique; il n'y a pas de bulletin.

<sup>2</sup> Les parents sont tenus de prendre connaissance du bulletin et du carnet et de les signer.

<sup>3</sup> Les parents peuvent en tout temps demander à être entendus ou reçus par le directeur de l'école ou l'enseignant. Le cas échéant, ils se conforment aux heures de visite ou de contact prévues par l'école.

Devoirs en cas  
d'absence (art.  
72 LS)

**Art. 132** <sup>1</sup> En cas d'absence imprévue d'un élève, notamment en cas de maladie ou d'accident, les parents avisent l'enseignant ou le directeur de l'école, en indiquant le motif de l'absence. Le directeur ou l'enseignant peut demander une justification écrite au retour de l'élève.

<sup>2</sup> L'absence pour maladie ou accident doit être justifiée par les parents au moyen d'une déclaration médicale dès qu'elle dépasse dix jours consécutifs de classe.

Absences  
justifiées

**Art. 133** <sup>1</sup> Sont notamment réputées justifiées les absences dues au changement de domicile, à la maladie, à un accident ou à un traitement médical ou dentaire de l'élève, de même que celles dues à la maladie grave ou au décès d'un proche.

<sup>2</sup> Les absences dues aux séances et stages d'orientation professionnelle, aux mesures de pédagogie compensatoire, à la fréquentation des cours de langue et de culture reconnus et organisés par les autorités des pays d'émigration comptent comme temps scolaire.

Violation des  
obligations  
scolaires  
(art. 73 LS)

**Art. 134** <sup>1</sup> En cas d'absences prolongées ou répétées non justifiées d'un élève et lorsqu'il apparaît que les parents ne respectent pas leur obligation d'envoyer leur enfant à l'école, le directeur les dénonce à la commission d'école.

<sup>2</sup> Après enquête, la commission peut prononcer une amende. L'amende est fixée en fonction des raisons et de la durée de l'absence; elle s'élève au maximum à 2 000 francs, 4 000 francs en cas de récidive.

<sup>3</sup> La commission d'école arrête les modalités d'encaissement des amendes et décide de l'affectation des sommes perçues; ces dernières doivent être réservées à des activités scolaires.

## CHAPITRE II : Elèves

### SECTION 1 : Généralités

Liberté  
d'information,  
d'expression et  
d'association  
(art. 74, al. 3, LS)

**Art. 135** <sup>1</sup> L'élève a le droit de rechercher, de recevoir et de diffuser des informations et des idées sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique. Il exerce ces droits dans la considération due aux autres élèves et aux enseignants, dans le respect de leurs propres droits et sans mésuser du matériel et des équipements scolaires.

<sup>2</sup> L'élève a le droit de participer aux activités d'associations d'élèves en dehors des heures d'enseignement.

Droit d'être  
entendu  
(art. 74, al. 4, LS)

**Art. 136** L'élève est entendu par son enseignant, le directeur ou toute autre autorité ou instance appelée à statuer lors de toutes décisions le concernant, notamment en matière de carrière scolaire (orientation, promotion, redoublement) et de sanctions. Demeure cependant réservée la notation des travaux.

Participation des  
élèves  
(art. 74, al. 3, LS)

**Art. 137** <sup>1</sup> L'enseignant prête attention et intérêt à l'avis exprimé par l'élève dans la vie et l'organisation de la classe.

<sup>2</sup> Dans la mesure du possible, les élèves sont associés à la vie et à la gestion de la classe et de l'école, en fonction de leur âge, en particulier pour les activités parascolaires.

<sup>3</sup> Au besoin, le règlement scolaire local précise les modalités de cette participation.

Egalité entre  
garçons et filles  
(art. 75, al. 2, LS)

**Art. 138** <sup>1</sup> Les filles et les garçons reçoivent un enseignement identique, organisé selon un programme unique et dispensé dans des classes mixtes. A l'école secondaire toutefois, l'enseignement de l'éducation physique peut être dispensé partiellement en classes séparées.

<sup>2</sup> Le Département précise les modalités.

Aide aux élèves  
en difficulté  
(art. 75, al. 3, LS)

**Art. 139** <sup>1</sup> Chaque élève fait l'objet d'une attention particulière de la part de l'enseignant. Celui-ci apporte à chacun de ses élèves, individuellement ou en petits groupes, les encouragements et l'aide dont ils ont besoin pour la participation normale aux activités de la classe.

<sup>2</sup> Au besoin, l'enseignant sollicite les mesures de pédagogie compensatoire appropriées.

<sup>3</sup> Les enseignants et la commission d'école collaborent avec les organes et institutions chargés de la prévention et des services sociaux de la jeunesse.

Etat des locaux  
scolaires  
(art. 77, al. 3, LS)

**Art. 140** <sup>1</sup> Les directeurs d'école et les conseillers pédagogiques contrôlent régulièrement si les locaux scolaires sont salubres, adaptés aux élèves et répondent aux normes usuelles de sécurité.

<sup>2</sup> Ils signalent toute insuffisance aux autorités scolaires locales et requièrent au besoin l'intervention du Département.

Occupations  
extrascolaires  
excessives

**Art. 141** Lorsque le comportement ou les activités d'un élève en dehors de l'école nuisent à son travail scolaire, l'enseignant, le directeur ou la commission d'école interviennent auprès des parents.

Assurance des  
élèves  
(art. 78 LS)  
a) Principe

**Art. 142** <sup>1</sup> Les communes assurent les élèves domiciliés sur leur territoire qui fréquentent un établissement soumis à la loi scolaire.

<sup>2</sup> Le contrat peut prévoir que la couverture des frais médico-pharmaceutiques est complémentaire à l'assurance personnelle des élèves (assurance-accidents ou caisse-maladie). Il doit cependant prévoir que l'assureur fournit ses prestations à titre principal s'il n'existe pas d'assurance personnelle au jour de l'accident ou si la couverture de cette dernière est suspendue en raison du non-paiement des primes.

## b) Activités couvertes

**Art. 143** L'assurance des élèves couvre tous les accidents survenant lors d'une activité se déroulant sous la responsabilité de l'école ou sur le chemin de l'école. Doivent notamment être couverts les accidents se produisant lors des activités suivantes : leçons, récréations, trajets entre l'école et le domicile et vice-versa, pauses de midi à l'école pour les élèves ne pouvant rentrer chez eux, courses faites pour le compte de l'école, courses d'école et déplacements scolaires, manifestations sportives, collectes et ventes d'insignes organisées par l'école, trajets entre l'école et le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire ou le Centre médico-psychologique et vice-versa, cours culturels, cours de langue et manifestations sportives organisés pour les enfants étrangers et autorisés par le Département.

## c) Prestations

**Art. 144** <sup>1</sup> L'assurance des élèves prévoit au moins les prestations suivantes :

- indemnité en cas de décès : 10 000 francs;
- indemnité en cas d'invalidité : 100 000 francs;
- prestations pour soins et remboursement de frais : semblables à ceux prescrits par la loi fédérale sur l'assurance-accidents<sup>12)</sup>.

<sup>2</sup> L'indemnité en cas de décès ou d'invalidité est versée nonobstant l'existence d'une assurance personnelle de l'élève.

<sup>3</sup> Lorsque l'assurance personnelle de l'élève prend en charge les frais de traitement, l'assurance des élèves couvre, dans le cadre de sa garantie, la franchise et les participations éventuelles à charge des parents, ainsi que les autres frais non pris en charge.

## Banques de données

**Art. 144a**<sup>44)</sup> <sup>1</sup> Les contenus des banques de données doivent se limiter aux informations courantes nécessaires à la gestion des écoles et au suivi de la carrière scolaire des élèves. Sont notamment exclues les informations relatives au comportement, à la situation familiale ou au dossier médical des élèves.

<sup>2</sup> Le catalogue des données est soumis, pour ratification, à la Commission cantonale pour la protection des données.

<sup>3</sup> L'accès à tout ou partie d'une base de données est strictement limité pour les contributeurs et pour les utilisateurs. Les contributeurs et les utilisateurs n'ont accès qu'aux données qui les concernent, sur la base de listes établies préalablement par le Département. Pour les utilisateurs, les données sont rendues anonymes chaque fois que cela est possible.



## SECTION 2 : Admission et inscription des élèves

### Art. 145<sup>51)</sup>

Admission et  
inscription des  
élèves  
a) Degré  
primaire

**Art. 146<sup>52)</sup>** La commission d'école établit chaque année la liste des enfants devant entrer en scolarité obligatoire; elle informe les parents concernés jusqu'au 31 mars, par pli personnel ou par voie de presse.

b) Degré  
secondaire

**Art. 147<sup>52)</sup>** <sup>1</sup> Les maîtres primaires concernés établissent chaque année la liste de leurs élèves qui accomplissent la huitième du degré primaire; ils adressent cette liste au conseiller pédagogique de l'école primaire jusqu'au 10 juin avec l'indication des notes du deuxième semestre.

<sup>2</sup> Le conseiller pédagogique décide de la promotion des élèves du degré primaire au degré secondaire ou du redoublement. Il transmet la liste des élèves promus au directeur de l'école secondaire concerné.

<sup>3</sup> Le directeur décide de la répartition des élèves promus dans les cours à niveaux et dans les options du degré secondaire.

Changement de  
domicile ou de  
résidence

**Art. 148** Lorsqu'un élève change de domicile ou de résidence habituelle durant sa scolarité obligatoire, ses parents sont tenus d'en aviser immédiatement la commission d'école du nouveau cercle scolaire.

Arrivée en cours  
de scolarité  
d'enfants de  
l'extérieur

**Art. 149** En cas d'arrivée en cours de scolarité d'enfants provenant d'un autre canton ou d'un pays étranger, le conseiller pédagogique décide, sur proposition de la commission d'école, de l'affectation de l'élève à l'école enfantine et primaire; l'affectation à l'école secondaire est décidée par le Service de l'enseignement, sur proposition du directeur.

## SECTION 3 : Carrière scolaire des élèves

### Sous-section 1 : Généralités

Evaluation du  
travail scolaire  
(art. 80 LS)

**Art. 150** <sup>1</sup> Durant la scolarité obligatoire, le travail scolaire des élèves est évalué par des notes chiffrées, des mentions ou des appréciations.

<sup>2</sup> Un bulletin officiel du Département est remis au terme de chaque semestre à tout élève durant la scolarité obligatoire.

<sup>3</sup> Le Département édicte les dispositions nécessaires sur les méthodes d'évaluation, sur la forme et la fréquence de la communication de l'évaluation.

Bulletin scolaire  
officiel  
(art. 80 LS)

**Art. 151** <sup>1</sup> Le bulletin scolaire est un document officiel. Il est remis à l'élève à l'intention de ses parents, deux fois par année, à la fin du mois de janvier et à la fin de l'année scolaire.

<sup>2</sup> Les parents sont tenus de signer le bulletin scolaire et de le remettre au maître de classe. Leur signature atteste qu'ils ont pris connaissance des informations et résultats consignés.

<sup>3</sup> Le bulletin scolaire fait état des transferts d'un cercle scolaire à un autre, de la participation à des cours facultatifs, à des cours de langue et de culture.

<sup>4</sup> Les résultats des élèves communiqués par le bulletin sont également consignés dans un registre conservé par le directeur de l'école durant une période de dix ans au moins.

Information des  
parents, carnet  
hebdomadaire  
(art. 80 LS)

**Art. 152** <sup>1</sup> Indépendamment du bulletin scolaire, l'enseignant renseigne régulièrement les parents sur le travail et le comportement des élèves en classe.

<sup>2</sup> Cette information intervient notamment par le carnet hebdomadaire et par des entretiens particuliers sollicités par les parents ou l'enseignant.

Formes  
officielles de  
l'évaluation du  
travail  
(art. 80 LS)

**Art. 153** <sup>1</sup> Dans la seconde partie du cycle primaire 1, les résultats scolaires font l'objet d'appréciations codifiées. Le bulletin scolaire comporte une appréciation pour le français et la mathématique.<sup>[55\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Au cycle primaire 2, les résultats scolaires sont appréciés de la manière suivante :

- a) au moyen de notes chiffrées dans les disciplines de français, de mathématique, d'environnement ainsi que, dès la septième année, d'allemand et d'anglais;
- b) au moyen d'appréciations dans toutes les autres disciplines du plan d'études, à l'exception de l'éducation générale et sociale et des cours facultatifs;
- c) au moyen de la mention "suivi" ou "non suivi" pour l'allemand au premier semestre de la cinquième année et pour les cours facultatifs.<sup>[55\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Au degré secondaire, les disciplines qui déterminent l'orientation des élèves (cours à niveaux et cours à option) font l'objet d'une évaluation chiffrée; pour les autres disciplines, des appréciations non chiffrées peuvent être utilisées avec l'accord du Département.<sup>[43\)55\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Le cours d'éducation sexuelle ne fait l'objet d'aucune évaluation ni mention.

<sup>5</sup> Les notes chiffrées s'échelonnent de 1 à 6, 6 étant la meilleure note et 1 la plus mauvaise. Les demi-points sont utilisés. Les notes égales ou supérieures à 4 expriment des résultats suffisants, celles qui sont inférieures à 4 traduisent des résultats insuffisants.

<sup>6</sup> Sont seules autorisées les appréciations suivantes : "maîtrisé", "partiellement maîtrisé" et "non maîtrisé".

<sup>7</sup> Le Département peut définir des méthodes d'évaluation particulière et arrêter les cas dans lesquels elles s'appliquent.<sup>[44\)](#)</sup>

## Sous-section 2 : Promotion et redoublement

Définitions (art. 81 LS)

**Art. 154** <sup>1</sup> La promotion est le passage d'une année scolaire à l'autre.<sup>[52\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le redoublement est la répétition d'une année scolaire.

I. Au degré  
primaire  
(art. 81 LS)  
1. A l'intérieur  
des cycles

**Art. 155**<sup>[52\)](#)</sup> <sup>1</sup> Au cycle primaire 1, le passage de première en deuxième année, de deuxième en troisième année et de troisième en quatrième année est en principe automatique; au cycle primaire 2, la promotion de cinquième en sixième année et de septième en huitième année est en principe automatique.

<sup>2</sup> Lorsque les circonstances le justifient, la répétition de la première, de la deuxième et de la troisième année peut être admise, à la demande des parents de l'élève ou moyennant leur accord; le consentement du conseiller pédagogique est nécessaire. Cette répétition n'est pas considérée comme redoublement.

<sup>3</sup> La répétition de la quatrième année est considérée comme redoublement.

<sup>4</sup> Lorsque les circonstances le justifient, le redoublement peut être admis de cinquième en sixième année et de septième en huitième année, à la demande des parents de l'élève ou moyennant leur accord; le consentement du conseiller pédagogique est nécessaire.

2. Admission en cinquième année **Art. 156<sup>52)</sup>** L'élève doit au moins obtenir la mention "suffisant" en français et en mathématique au second bulletin de quatrième année pour être admis en cinquième année.
3. Admission en septième année **Art. 157<sup>52)</sup>** Pour être admis en septième année, l'élève doit obtenir un total de huit points au moins par addition des notes de français et de mathématique du second bulletin de sixième année.
4. Redoublement **Art. 158<sup>52)</sup>** <sup>1</sup> Les élèves qui ne remplissent pas les conditions de promotion pour passer de quatrième en cinquième année et de sixième en septième année ne peuvent être contraints au redoublement que si leurs parents ont été rendus attentifs par écrit, lors de la remise du bulletin du premier semestre, que la promotion paraissait douteuse.
- <sup>2</sup> Le redoublement volontaire peut être admis en fin de quatrième année, en fin de sixième année ou en fin de huitième année avec l'accord du conseiller pédagogique.
- <sup>3</sup> Il n'est cependant pas possible de redoubler deux fois la même année scolaire.
- <sup>4</sup> Un second redoublement dans le cadre du degré primaire ne peut intervenir que sur avis du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire. Le conseiller pédagogique décide.
5. Promotion anticipée, possibilité de sauter une classe (art. 75, al. 1, LS) **Art. 159** <sup>1</sup> Exceptionnellement et sur demande des parents, l'élève qui, par ses aptitudes et son travail, se montre capable de suivre l'enseignement dans la classe supérieure peut obtenir une promotion anticipée ou la possibilité de sauter une classe.
- <sup>2</sup> Le Service de l'enseignement décide sur préavis du conseiller pédagogique et sur la base de la demande écrite des parents et des rapports du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire et du titulaire de la classe.
- II. Passage du degré primaire au degré secondaire
1. Admission au degré secondaire **Art. 160<sup>52)</sup>** <sup>1</sup> Pour être admis au degré secondaire, l'élève doit obtenir en fin de huitième année un total de huit points au moins par addition des notes de français et de mathématique au second bulletin de huitième année.
- <sup>2</sup> L'élève qui par suite de redoublements a accompli dix années au degré primaire est admis au degré secondaire.

2. Accès aux  
cours à niveaux

**Art. 161** <sup>1</sup> L'élève accède aux cours à niveaux selon les résultats obtenus à l'issue de la procédure d'orientation de la huitième année (art. 36).<sup>52)</sup>

<sup>2</sup> Le Département fixe les seuils pour l'accès à chacun des cours à niveaux. Dans les cas limites, l'avis des parents est déterminant.

3. Accès aux  
options

**Art. 162** <sup>1</sup> Les élèves promus du degré primaire au degré secondaire sont répartis dans les enseignements optionnels selon leurs aspirations et leurs connaissances.<sup>52)</sup>

<sup>2</sup> Pour suivre les cours des options 1 et 2, l'élève doit être admis au niveau A dans au moins deux des trois disciplines de base et au moins au niveau B dans la troisième.<sup>29)</sup>

<sup>3</sup> Pour suivre les cours de l'option 3, l'élève doit être admis au niveau B dans au moins deux des trois disciplines de base.<sup>29)</sup>

<sup>4</sup> Le choix de l'option 4 est libre.<sup>30)</sup>

III. Promotion et  
orientation au  
degré secondaire  
1. Principe<sup>52)</sup>

**Art. 163** <sup>1</sup> Mis à part la promotion et le redoublement, l'élève peut connaître au degré secondaire des changements de niveaux et d'options appelés "transitions" (orientation continue).<sup>52)</sup>

<sup>2</sup> Le Département édicte un règlement précisant les conditions et les modalités de la promotion, du redoublement et des transitions à l'école secondaire.

<sup>3</sup> La promotion anticipée et la possibilité de sauter une année existent aux mêmes conditions et selon les mêmes modalités qu'à l'école primaire.

2. Note de  
promotion

**Art. 164** <sup>1</sup> La note de promotion est constituée par la moyenne arithmétique des notes semestrielles. En cas de changement de niveaux à l'issue du premier semestre, la note du second semestre constitue la note de promotion.<sup>59)</sup>

<sup>1bis</sup> En cas de changement d'option qui implique un changement de cours à l'issue du premier semestre, la note du second semestre constitue la note de promotion.<sup>58)</sup>

<sup>2</sup> Demeure réservée la prise en compte des résultats obtenus aux épreuves cantonales.

2bis. Notes  
d'orientation

**Art. 164a**<sup>79)</sup> <sup>1</sup> En cas de changement de niveau ou d'option au terme de la douzième semaine du degré neuf, les notes du niveau ou de l'option précédente ne sont pas prises en considération pour établir la note du premier semestre.

<sup>2</sup> L'alinéa 1 s'applique par analogie à l'élève qui arrive en cours d'année à l'école secondaire.

3. Maintien du  
profil scolaire

**Art. 165** <sup>1</sup> Le profil scolaire de l'élève est déterminé par le niveau suivi dans chacune des disciplines de base et par l'option choisie.

<sup>2</sup> Lors du passage d'une année scolaire à l'autre, l'élève peut poursuivre les cours des disciplines de base dans les mêmes niveaux s'il obtient une note de promotion suffisante dans chacune des trois disciplines concernées. A défaut, l'élève est transféré dans le niveau inférieur de la discipline pour laquelle il a obtenu une note insuffisante; il peut cependant poursuivre sa formation dans les mêmes niveaux s'il n'a obtenu qu'une seule note insuffisante dans les cours à niveaux et si ses résultats correspondent aux critères fixés par le Département.

4. Changement  
de niveaux  
a) Principes et  
conditions

**Art. 166** <sup>1</sup> L'accès aux cours d'un niveau supérieur est déterminé uniquement par la note obtenue dans le niveau de la discipline concernée.

<sup>2</sup> La transition dans un niveau inférieur tient compte des résultats obtenus dans les trois disciplines enseignées en cours à niveaux.

<sup>3</sup> Le Département arrête les critères pour les transitions ascendantes ou descendantes d'un niveau à l'autre en tenant compte des échelles d'évaluation propres à l'enseignement de chaque niveau.

<sup>4</sup> A la demande des parents, le directeur peut autoriser un changement de niveau descendant, même si l'élève remplit les conditions de maintien du niveau fréquenté.

b) Périodicité

**Art. 167** <sup>1</sup> Durant le premier semestre du degré neuf, des changements de niveaux peuvent être effectués au terme de la douzième semaine, sur proposition des enseignants et avec l'accord des parents.<sup>76)</sup>

<sup>1bis</sup> L'alinéa 1 s'applique par analogie à l'élève qui arrive en cours d'année à l'école secondaire.<sup>79)</sup>

<sup>2</sup> Les transitions ascendantes peuvent avoir lieu au terme de chaque semestre. Elles sont facultatives; les parents de l'élève décident.

<sup>3</sup> Les transitions descendantes ont lieu au terme du degré neuf ainsi qu'au terme de chaque semestre des degrés dix et onze. Elles sont obligatoires. [76/77](#)

5. Orientation dans le cadre des options  
a) Maintien de l'option lors d'un changement de degré

**Art. 168** <sup>1</sup> Le maintien de l'élève dans les options 1, 2 et 3, au degré suivant est déterminé par les résultats obtenus dans l'option considérée et dans les disciplines à niveau. [29](#)

<sup>2</sup> ... [13](#)

<sup>3</sup> Le Département définit les conditions et les modalités d'application.

b) Changement d'option volontaire

**Art. 169** [77](#) <sup>1</sup> Moyennant l'accord écrit des parents, l'élève qui en remplit les conditions d'accès peut changer d'option au terme de la douzième semaine du degré neuf, ainsi qu'au terme de chaque semestre des degrés neuf, dix et onze.

<sup>2</sup> L'alinéa 1 s'applique par analogie à l'élève qui arrive en cours d'année à l'école secondaire.

6. Cours d'appui

**Art. 170** En cas de changement de niveaux ou d'options, l'élève peut bénéficier de cours d'appui conformément à l'article 49.

7. Redoublement

**Art. 171** <sup>1</sup> L'élève est tenu de répéter l'année scolaire si ses résultats et son profil scolaires ne permettent plus d'autre issue, en dépit des règles sur les changements de niveaux et d'options.

<sup>2</sup> Les parents peuvent adresser une demande de redoublement au directeur si leur enfant n'a pas antérieurement redoublé une classe du cycle secondaire et si les règles de promotion lui imposent une transition descendante dans plus d'une discipline à niveaux ou un changement d'option.

<sup>3</sup> Le Département arrête les modalités d'application.

## SECTION 4 : Sanctions disciplinaires

Mesures éducatives préalables

**Art. 172** <sup>1</sup> En cas d'écart de discipline ou de conduite de l'élève, l'enseignant prend à son égard les mesures éducatives appropriées. Il peut notamment rappeler l'élève à l'ordre, l'amener à expliquer, à comprendre les mobiles de son attitude et à en mesurer l'incidence.

<sup>2</sup> Il peut également assigner à l'élève une tâche légère assumée partiellement ou totalement en dehors du temps de classe.

Sanctions  
disciplinaires  
(art. 83 LS)

**Art. 173** <sup>1</sup> Sont seules autorisées les sanctions disciplinaires suivantes :

- a) des travaux particuliers effectués à domicile et ne nécessitant pas plus d'une demi-journée de travail;
- b) des retenues jusqu'à l'équivalent d'une journée;
- c) la suspension des cours, jusqu'à cinq jours de classe;
- d) l'exclusion, en cas de prolongation de la scolarité (art. 25 LS);
- e) le déplacement.

<sup>2</sup> La suspension des cours, l'exclusion et le déplacement ne peuvent en principe être prononcés que si la mesure a été précédée d'un avertissement écrit au représentant légal de l'élève.

<sup>3</sup> Les sanctions disciplinaires ne peuvent être cumulées, sauf celles prévues sous lettres a et c de l'alinéa 1.

Détermination de  
la sanction  
(art. 82 LS)

**Art. 174** <sup>1</sup> Il ne peut être prononcé de sanctions disciplinaires que si des mesures éducatives préalables sont restées sans effet ou paraissent d'emblée vaines.

<sup>2</sup> Le genre et la mesure de la sanction sont déterminés en fonction de la faute de l'élève, des circonstances du cas et de l'atteinte portée à la bonne marche de l'école.

Autorités  
disciplinaires  
(art. 83 LS)  
a) Enseignant et  
commission  
d'école

**Art. 175** <sup>1</sup> L'enseignant est compétent pour charger l'élève de travaux particuliers effectués à domicile; il peut également décider de la retenue d'un élève, après en avoir informé le directeur.

<sup>2</sup> La commission d'école est compétente pour ordonner la suspension d'un élève.

b) Département

**Art. 176** L'exclusion et le déplacement sont du ressort exclusif du Département.

c) Compétence  
d'ordonner des  
mesures moins  
graves et  
menace

**Art. 177** <sup>1</sup> La commission d'école et le Département peuvent également infliger des sanctions moins graves que celles pour lesquelles ils sont compétents.



<sup>2</sup> La menace d'une sanction relève de l'autorité compétente pour prononcer la sanction elle-même.

Procédure  
(art. 83 LS)

**Art. 178** <sup>1</sup> L'autorité disciplinaire établit les faits et administre les preuves pertinentes. Dans tous les cas, elle donne à l'élève l'occasion de s'exprimer; sauf le cas de travaux particuliers, les parents sont également entendus.

<sup>2</sup> La décision disciplinaire est communiquée par écrit aux parents, avec l'indication des motifs. La sanction de travaux particuliers et la retenue sont communiquées aux parents par le carnet hebdomadaire.

## TITRE CINQUIEME : Enseignants

### CHAPITRE PREMIER : Eligibilité et nomination

**Art. 179 à 193**<sup>47)</sup>

### CHAPITRE II : Situation de l'enseignant

**Art. 194 et 195**<sup>47)</sup>

Indemnité de  
déplacement  
(art. 91, al. 2, LS)  
a) En général

**Art. 196**<sup>48)</sup> <sup>1</sup> ...<sup>62)</sup>

<sup>2</sup> Le titulaire d'un poste organisé sur différentes écoles et l'enseignant chargé de mesures d'appui et de soutien dans différentes écoles reçoivent les indemnités de déplacement prévues dans l'ordonnance concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura<sup>15)</sup>.

b) Titulaire de  
poste partiel

**Art. 197** <sup>1</sup> L'enseignant titulaire de deux ou plusieurs postes partiels dans différentes écoles reçoit l'indemnité de déplacement prévue à l'article précédent; toutefois les quatre-vingts premiers kilomètres hebdomadaires ne sont pas indemnisés.

<sup>2</sup> L'enseignant titulaire d'un ou plusieurs postes partiels dans une seule école peut exceptionnellement recevoir l'indemnité de déplacement s'il s'agit d'assurer l'enseignement dans une école isolée.

c) Limitation et versement de l'indemnité

**Art. 198** <sup>1</sup> Seuls donnent droit à l'indemnité les déplacements justifiés, compte tenu des conditions particulières et éventuellement du domicile de l'enseignant.

<sup>2</sup> Le décompte est établi en règle générale à la fin du semestre scolaire, en février et en juillet.

**Art. 199**<sup>47)</sup>

### CHAPITRE III : Devoirs de l'enseignant

Tâches administratives

**Art. 200** <sup>1</sup> L'enseignant assume les tâches administratives et la surveillance que nécessite la bonne marche de la classe et de l'établissement, y compris la préparation et l'achèvement de l'année scolaire. Il est notamment tenu de surveiller les récréations et de contrôler les absences.

<sup>2</sup> Il évalue le travail des élèves, délivre les bulletins scolaires et informe les parents, conformément aux instructions du Département.

<sup>3</sup> L'enseignant organise, avant la fin de l'année civile, une réunion de classe avec les parents de ses élèves pour faire connaissance et les informer sur les caractéristiques du plan d'études, du programme des manifestations et sur les particularités et exigences spécifiques du fonctionnement de la classe. Il peut requérir la collaboration et la participation occasionnelle du conseiller pédagogique et du directeur.

<sup>4</sup> L'enseignant se tient à la disposition des parents qui souhaitent un entretien particulier.

Devoir de suppléance

**Art. 201** <sup>1</sup> En cas d'absence imprévisible ou de courte durée d'un enseignant, le directeur prend les dispositions nécessaires pour assurer la surveillance et veiller à l'occupation des élèves.

<sup>2</sup> Dans la mesure où les circonstances le permettent, il sollicite la collaboration des autres enseignants en veillant à une répartition équitable du travail supplémentaire que cela représente.

Excursions et manifestations scolaires ou parascolaires

**Art. 202** <sup>1</sup> L'enseignant collabore avec ses collègues et les autorités scolaires locales pour l'organisation et l'animation des activités parascolaires telles que camps de sport, voyages d'étude, courses scolaires, semaines hors cadre, activités culturelles et sociales.

<sup>2</sup> Toute activité parascolaire fait l'objet d'une approbation de la commission d'école et d'une information aux parents.

<sup>3</sup> L'enseignant qui conduit une activité scolaire hors de l'école en informe le directeur.

<sup>4</sup> Le Département arrête les instructions nécessaires concernant l'étendue, les prescriptions de sécurité, les exigences éducatives et l'organisation générale de ces manifestations.

Attitude à l'égard  
de l'élève

**Art. 203** <sup>1</sup> L'enseignant doit être en classe avant le début des cours du matin et de l'après-midi pour y accueillir et surveiller les élèves. A l'école enfantine, l'enseignant veille au départ des enfants à la fin de chaque demi-journée.

<sup>2</sup> Aucun élève ne peut être admis dans une classe ou transféré par l'enseignant dans une autre classe sans l'autorisation de la commission d'école ou du directeur.

<sup>3</sup> En cas d'accident survenant à l'un des élèves durant les heures d'école, l'enseignant prend les mesures qui s'imposent et informe le directeur.

#### **Art. 204**<sup>47)</sup>

Devoirs  
particuliers du  
maître de classe  
ou de module

**Art. 205** <sup>1</sup> Le maître de classe ou de module est chargé de s'occuper au premier chef de la vie communautaire de la classe ou du groupe de classes.

<sup>2</sup> Il exécute les travaux administratifs relatifs à la classe ou au groupe de classes; il assure le contrôle des absences, organise et conduit les excursions scolaires.

<sup>3</sup> Il représente la classe auprès des parents.

<sup>4</sup> A l'école secondaire, le maître de module s'efforce de promouvoir la collaboration entre l'ensemble de ses collègues qui enseignent dans les classes dont il a la charge.

<sup>5</sup> Le Service de l'enseignement émet les directives nécessaires.

#### **Art. 206**<sup>47)</sup>

## CHAPITRE IV : Droits des enseignants

Appui aux jeunes  
enseignants  
(art. 99 LS)

**Art. 207** <sup>1</sup> L'accompagnement pédagogique des jeunes enseignants est assumé par le conseiller pédagogique.

<sup>2</sup> En principe, le jeune enseignant sollicite le soutien dont il a besoin. Le conseiller pédagogique peut toutefois imposer ce dernier en cas de nécessité.

Associations  
professionnelles  
(art. 100 LS)

**Art. 208** <sup>1</sup> Les associations professionnelles et les syndicats qui entendent être reconnus adressent une demande dans ce sens au Département à l'intention du Gouvernement. Ils joignent leurs statuts à leur requête et indiquent le nombre de leurs membres exerçant dans les écoles publiques du Canton.

<sup>2</sup> Le Gouvernement reconnaît les associations professionnelles et les syndicats dont les statuts prévoient la défense des intérêts professionnels des enseignants; il tient compte du nombre d'adhérents concernés.

<sup>3</sup> Le Département et le Service de l'enseignement consultent les associations et les syndicats reconnus sur tout projet législatif ou réglementaire ayant trait au statut des enseignants, notamment en matière de traitements, d'indemnités, de durée du temps de travail, de relations avec les autorités et les parents, ainsi que sur les dossiers susceptibles de transformer directement ou indirectement de manière significative tout ou partie de l'organisation scolaire.

Consultation des  
enseignants  
(art. 101 LS)

**Art. 209** <sup>1</sup> Tout enseignant peut demander à être entendu par la commission d'école sur un objet qui le concerne personnellement.

<sup>2</sup> La consultation des enseignants s'effectue en principe par l'intermédiaire du collège des enseignants (art. 241).

<sup>3</sup> Le corps enseignant est représenté à la commission d'école, conformément à l'article 234.

<sup>4</sup> La loi instituant le Conseil scolaire<sup>16)</sup> règle la participation des enseignants à ce conseil.

## CHAPITRE V : Résiliation des rapports de service

Art. 210 à 212<sup>[47\)](#)</sup>

## CHAPITRE VI : Congés

Art. 213<sup>[47\)](#)</sup>

## TITRE SIXIEME : Organisation de l'école

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Cercle scolaire  
(art. 107 et 108  
LS)

**Art. 214** <sup>1</sup> Lorsque l'effectif des élèves d'une commune est insuffisant pour constituer un cercle d'école enfantine ou primaire, la commune forme un syndicat ou conclut une entente avec une ou plusieurs communes voisines.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement favorise les contacts entre les communes à cet effet; il apporte un appui particulier aux communes qui sont dans la nécessité de collaborer avec d'autres.

<sup>3</sup> Lorsqu'une commune ou un groupe de communes refusent de collaborer avec une autre commune ou lui imposent des conditions excessives, le Département tranche, sous réserve de recours à la juridiction administrative.

Statuts du  
syndicat ou de  
l'entente  
intercommunale

**Art. 215** L'adoption et l'approbation des statuts du syndicat scolaire ou de l'entente intercommunale ont lieu conformément à la législation sur les communes en matière de règlements.

Exceptions  
(art. 107 et  
108 LS)

**Art. 216** Lorsque la nécessité de collaboration ne concerne que quelques élèves ou qu'il s'agit d'éviter qu'une commune ne fasse partie de plusieurs cercles pour un seul niveau scolaire, le Département peut autoriser une convention entre communes portant uniquement sur l'accueil des élèves, sans gestion commune du cercle d'accueil.

Art. 217<sup>[42\)](#)</sup>

Dimension des  
cercles scolaires  
a) Ecole primaire

**Art. 218**<sup>[41\)](#)<sup>[71\)](#)</sup></sup> <sup>1</sup> Le cercle scolaire d'école primaire comporte au minimum quatre classes, soit une classe par demi-cycle.

<sup>2</sup> Le Département autorise des dérogations pour de justes motifs, en particulier afin de permettre la création de classes à degrés multiples.

<sup>3</sup> Une classe à degrés multiples s'entend comme une classe comprenant des élèves de plus de deux degrés différents.

b) Ecole  
secondaire

**Art. 219** Le cercle d'école secondaire comporte au minimum deux classes par degré.

Création et  
gestion de  
classes de  
transition et de  
soutien  
(art. 30, 33, 49,  
87, al. 2, et  
108 LS)

**Art. 220** <sup>1</sup> A la demande des cercles scolaires, le Département ouvre des classes de transition et de soutien de manière à répondre aux besoins. Il veille à une équitable répartition de ces classes sur le territoire cantonal.

<sup>2</sup> Le Département nomme les enseignants après avoir entendu la commission du cercle scolaire du siège de la classe.

<sup>3</sup> La gestion de la classe relève des autorités du cercle de son siège.

<sup>4</sup> Les dépenses de la commune siège relatives à ces classes, au sens de l'article 152, chiffres 1 et 2, de la loi scolaire, sont réparties entre les communes de résidence des élèves. En cas de litige, le Département tranche.

Création et  
gestion de  
classes  
d'orientation  
(art. 26 et 108,  
al. 3, LS)

**Art. 221** <sup>1</sup> Sur demande des autorités des cercles d'écoles secondaires, le Département autorise, en fonction des besoins, l'ouverture de classes d'orientation (dixième année).

<sup>2</sup> La classe d'orientation fait partie intégrante de l'école secondaire concernée.

<sup>3</sup> Si une classe d'orientation accueille des élèves d'autres cercles, ces derniers sont redevables d'une part proportionnelle des dépenses d'exploitation au sens de l'article 152, chiffre 2, de la loi scolaire au cercle d'accueil.

Locaux scolaires  
(art. 109 LS)  
a) Usage des  
locaux scolaires

**Art. 222** <sup>1</sup> Sous réserve de dispositions contraires dans la réglementation communale, la commission d'école décide de l'utilisation des locaux de l'école à des fins non scolaires. Elle précise les restrictions à l'utilisation de ces locaux dans l'intérêt de l'école.

<sup>2</sup> L'autorité communale compétente ne peut autoriser l'occupation de locaux scolaires par la troupe qu'avec l'accord de la commission d'école. Si l'armée occupe des locaux scolaires ou des locaux situés à leurs abords, le conseil communal rend attentive l'autorité militaire concernée à l'interdiction de la garde armée (art. 43, al. 3, LS).

<sup>3</sup> Sauf cas particuliers, les autorités compétentes mettent gratuitement à disposition, en dehors des heures d'utilisation, les locaux scolaires subventionnés notamment pour les besoins suivants : réunions convoquées par le Département, cours de perfectionnement et de formation continue organisés par l'Institut pédagogique ou sous la responsabilité de celui-ci, cours de l'Office des sports, cours de formation permanente subventionnés par l'Etat, en particulier ceux de l'Université populaire et de l'Ecole jurassienne et Conservatoire de musique.

b) Transforma-  
tion des locaux  
scolaires

**Art. 223** Le Département doit être informé préalablement à tous travaux entrepris à des bâtiments ou équipements scolaires. Son autorisation est nécessaire, même si aucune subvention cantonale n'est requise.

c) Salubrité des  
locaux scolaires

**Art. 224** La commission d'école contrôle les conditions d'hygiène des locaux scolaires. Elle peut solliciter la collaboration du médecin scolaire. Le nettoyage des locaux scolaires doit être effectué régulièrement.

Tâches du cercle  
scolaire,  
règlement  
scolaire local  
(art. 109 LS)

**Art. 225** <sup>1</sup> L'autorité compétente du cercle scolaire édicte le règlement scolaire local, sur proposition de la commission d'école.

<sup>2</sup> Le règlement scolaire local arrête les prescriptions laissées à la compétence des autorités locales.

<sup>3</sup> Le Département veille à la conformité du règlement scolaire local à la législation cantonale et, le cas échéant, donne sa ratification. Il tient à la disposition des commissions d'école un règlement-type.

## CHAPITRE II : Commission d'école

Nombre de  
membres,  
principe

**Art. 226** Dans tous les cas, la commission d'école comprend un nombre impair de membres.

**Art. 227** <sup>35)</sup>

Désignation des  
membres  
(art. 110, 111,  
112 et 114 LS)

**Art. 228** <sup>1</sup> Les membres des commissions d'école des cercles d'école primaire et enfantine sont nommés ou élus par l'autorité désignée dans le règlement communal ou les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire.

<sup>2</sup> ... [35\)](#)

Période de  
fonction

**Art. 228a**<sup>[53\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les membres de la commission d'école sont nommés pour la durée d'une législature. Ils exercent leurs fonctions dès la constitution de la commission d'école, jusqu'à la constitution de la nouvelle commission d'école.

<sup>2</sup> La commission d'école doit être constituée jusqu'au 31 mars de la première année de la législature.

Constitution des  
commissions

**Art. 229** <sup>1</sup> Sauf dispositions contraires dans la législation communale ou les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire, les commissions d'école désignent elles-mêmes leurs président et vice-président.

<sup>2</sup> Le directeur du cercle scolaire assure le secrétariat général de la commission; il s'occupe en particulier de la documentation, de l'information, de l'exécution et du suivi des décisions de la commission.

<sup>3</sup> Le directeur communique la composition de la commission d'école au Service de l'enseignement. Il porte également cette composition à la connaissance des parents d'élèves.

Délégation de  
compétences

**Art. 230** <sup>1</sup> Lorsque la commission d'école est composée d'au moins onze membres, le règlement communal ou les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire peuvent prévoir la constitution de sous-commissions et la délégation à ces dernières de certaines tâches. Lorsqu'elle le juge opportun, la commission peut toutefois traiter elle-même une affaire ressortissant normalement à une sous-commission.

<sup>2</sup> Ne peuvent cependant pas être déléguées les attributions suivantes :

- a) la nomination des enseignants ainsi que les décisions relatives à toutes modifications des rapports de service du personnel de l'école;
- b) les propositions de règlement scolaire local et de modifications de ce dernier;
- c) les sanctions disciplinaires relevant de la compétence de la commission d'école.



<sup>3</sup> Un représentant des enseignants et un représentant des parents assistent aux travaux des sous-commissions.

<sup>4</sup> Certaines tâches mineures peuvent être déléguées au bureau de la commission ou au président de cette dernière.

Visites de l'école  
et des classes  
(art. 118 LS)

**Art. 231** <sup>1</sup> La commission d'école entretient un contact régulier avec les enseignants; elle visite au moins une fois par année l'ensemble des classes, par délégation d'un ou de deux de ses membres.

<sup>2</sup> Les membres de la commission peuvent solliciter de la part de l'enseignant des explications sur son travail.

<sup>3</sup> Les membres de la commission s'abstiennent d'intervenir dans le déroulement des leçons et de faire des observations à l'enseignant en présence des élèves.

Surveillance des  
enseignants  
(art. 118 LS)

**Art. 232** La commission d'école exerce la surveillance des enseignants. La surveillance de nature pédagogique, en particulier l'appréciation de l'activité pédagogique de l'enseignant, relève cependant du Service de l'enseignement par l'intermédiaire du conseiller pédagogique; la commission d'école se limite à faire part de ses observations, le cas échéant.

Conciliation  
(art. 119 LS)

**Art. 233** <sup>1</sup> Lorsque des difficultés ne justifiant pas d'emblée une dénonciation surgissent entre parents ou élèves, d'une part, et enseignants, d'autre part, ou entre enseignants, la commission d'école s'efforce de clarifier la situation et d'amener les intéressés à un règlement à l'amiable, en principe verbalement.

<sup>2</sup> A cet effet, la commission d'école peut requérir la collaboration du directeur et, au besoin, celle du conseiller pédagogique.

<sup>3</sup> Si les reproches formulés à l'encontre de l'enseignant paraissent suffisamment graves, la commission d'école dénonce l'intéressé au Service de l'enseignement; dans les autres cas, lorsque la conciliation a échoué, elle informe les parents de la possibilité d'une dénonciation.

Participation des  
enseignants  
(art. 120 LS)  
a) Régulière

**Art. 234** <sup>1</sup> Le collège des enseignants a droit à un représentant à la commission d'école lorsque le cercle scolaire compte moins de cinq classes, à deux représentants lorsqu'il en compte de cinq à dix et à trois représentants ou un représentant par bâtiment scolaire lorsque le cercle comprend plus de dix classes.

<sup>2</sup> Le collège des enseignants du cercle scolaire ou, le cas échéant, de l'établissement ou du bâtiment, désigne ses représentants à la commission d'école. Le règlement scolaire local précise la durée du mandat qui est d'une année au moins et de cinq ans au plus.<sup>50)</sup>

b) Occasionnelle **Art. 235** La commission d'école entend tout enseignant personnellement concerné par un point de son ordre du jour.

Participation des parents  
(art. 120 LS)  
a) Nombre de représentants **Art. 236** <sup>1</sup> Les parents d'élèves ont droit à un représentant à la commission d'école lorsque le cercle compte moins de cinq classes, à deux lorsqu'il comprend de cinq à dix classes et à trois au-delà.

<sup>2</sup> Les représentants sont désignés selon les règles ci-après.

b) Procédure de désignation **Art. 237** <sup>1</sup> La commission d'école veille à la désignation régulière des représentants des parents d'élèves.

<sup>2</sup> Lorsque les parents d'élèves sont organisés en une association, reconnue par le Département et dont les statuts permettent l'adhésion des parents de tout le cercle scolaire concerné, la commission d'école peut confier à l'association en question le soin de procéder à la désignation des représentants.

<sup>3</sup> Dans les autres cas, la commission d'école organise la désignation des représentants selon l'une des modalités suivantes :

- a) désignation des représentants lors d'une réunion de l'ensemble des parents du cercle;
- b) désignation d'un représentant d'un groupe de classes lors d'une réunion des parents des élèves de ce groupe;
- c) désignation d'un délégué par classe lors d'une réunion des parents des élèves de cette classe, puis désignation des représentants au cours d'une réunion des délégués.

<sup>4</sup> Le règlement scolaire local apporte les précisions nécessaires.

Formation des membres des commissions d'école **Art. 238** Le Département organise, selon les besoins, des séances d'information à l'intention des membres des commissions d'école.

Secret de  
fonction

**Art. 239** Les personnes qui participent aux séances de la commission d'école ou qui, en raison de leur fonction, ont connaissance des procès-verbaux de ses délibérations sont tenues au secret de fonction de la même manière que les fonctionnaires de l'Etat.

### CHAPITRE III : Collège des enseignants<sup>60)</sup>

Participation du  
corps enseignant  
(art. 101, al. 1 et  
2, LS)

**Art. 240**<sup>60)</sup> <sup>1</sup> Les enseignants sont associés à la gestion du cercle scolaire; ils participent à l'animation et à l'administration de leur établissement.

<sup>2</sup> Le directeur consulte les enseignants sur les objets qui les concernent. Dans la mesure du possible, il les associe à la préparation de ses décisions et à l'élaboration des propositions destinées à la commission d'école ou aux autorités cantonales.

<sup>3</sup> En matière d'admission et d'orientation des élèves et de sanctions disciplinaires, il ne s'écarte des propositions des enseignants concernés que pour des motifs justifiés.

Collège des  
enseignants  
a) Principe

**Art. 241** <sup>1</sup> Les enseignants du cercle scolaire se réunissent en collège des enseignants.

<sup>2</sup> Lorsque le cercle comprend plusieurs établissements indépendants ou plusieurs bâtiments d'une certaine importance, il peut être créé un collège par établissement ou bâtiment.

<sup>3</sup> Font partie du collège tous les enseignants du cercle ou, le cas échéant, de l'établissement ou du bâtiment, engagés pour une durée indéterminée ou pour une durée d'une année au moins.<sup>60)</sup>

b) Présidence et  
réunions

**Art. 242** <sup>1</sup> Le collège des enseignants est présidé par le directeur ou le vice-directeur de l'école.

<sup>2</sup> Il se réunit sur convocation du président ou à la demande d'au moins un cinquième de ses membres.

c) Compétences

**Art. 243** Le collège des enseignants est l'organe de participation des enseignants à la gestion de l'école. Il a les attributions suivantes :

a) il traite des objets relatifs à des questions d'éducation, de coordination de l'enseignement, d'animation de la vie scolaire et d'activités parascolaires que lui soumet la commission d'école ou le directeur, ainsi que de ceux dont il se saisit lui-même, dans les limites de ses attributions;

- b) il est consulté sur toutes les questions importantes ayant trait à l'organisation et à la mission de l'établissement;
- c) il émet des préavis et des propositions en matière de répartition des classes, d'organisation de cours facultatifs et de devoirs surveillés.

**Art. 244 à 250**<sup>61)</sup>

## **CHAPITRE IV : Médiateur et autres fonctions**

Médiateur  
(art. 124 LS)

**Art. 251** <sup>1</sup> Le médiateur écoute et conseille les élèves en difficulté qui s'adressent à lui; à cet effet, il se tient à la disposition des élèves à des moments convenus; en cas de besoin, il les dirige vers les instances susceptibles de contribuer à la résolution de ces difficultés.

<sup>2</sup> Le médiateur est tenu à la confidentialité des informations individuelles concernant les élèves et leur milieu familial.

<sup>3</sup> Le Département peut préciser les tâches du médiateur; il définit les modalités de la collaboration avec les autorités scolaires (commission, directeur, Service de l'enseignement), les services de la médecine et de la psychologie scolaires ainsi qu'avec les services sociaux.

<sup>4</sup> ...<sup>75)</sup>

<sup>5</sup> ...<sup>75)</sup>

**Art. 252 à 255**<sup>75)</sup>

## **CHAPITRE V : Formation et perfectionnement des directeurs et titulaires de fonctions**

**Art. 256**<sup>61)</sup>

## **TITRE SEPTIEME : Services auxiliaires**

### **CHAPITRE PREMIER : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire**

**Art. 257** Les activités et le fonctionnement du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire font l'objet d'une ordonnance particulière.

## CHAPITRE II : Service de santé scolaire et service dentaire scolaire<sup>19)</sup>

Renvoi

**Art. 258<sup>19)</sup>** <sup>1</sup> Le service dentaire scolaire et le service de santé scolaire sont organisés conformément au décret concernant le service dentaire scolaire<sup>20)</sup> et à sa législation d'application et à l'ordonnance concernant le service de santé scolaire.

<sup>2</sup> Les activités habituelles du service de santé scolaire se déroulent pendant l'horaire scolaire.

## CHAPITRE III : Devoirs scolaires et devoirs surveillés

### SECTION 1 : Devoirs à domicile

Principes

**Art. 259** <sup>1</sup> Les devoirs à domicile sont autorisés. Ils sont préparés en classe et adaptés aux possibilités des élèves.

<sup>2</sup> Ils contribuent à développer chez l'élève le sens de l'effort et de l'organisation. Ils lui permettent de faire l'apprentissage du travail bien fait et de la responsabilité individuelle. Ils donnent progressivement à l'élève les moyens de prendre en charge sa propre formation.

<sup>3</sup> Il n'est pas autorisé de donner aux élèves des devoirs le matin pour l'après-midi, ainsi que pour le lundi, le lendemain d'un jour férié et durant les vacances.

<sup>4</sup> Le Département peut réglementer la durée et la nature des devoirs à domicile ainsi que leur coordination.

### SECTION 2 : Devoirs surveillés

Principe

**Art. 260<sup>4)</sup>** <sup>1</sup> Le service de devoirs surveillés est organisé sur la base de groupes d'élèves constitués pour une année.

<sup>2</sup> Sauf circonstance particulière, un groupe créé pour une prestation de devoirs surveillés comprend au moins huit élèves.

<sup>3</sup> Les cercles scolaires bénéficient d'un crédit de devoirs surveillés exprimé en leçons hebdomadaires annuelles. Une leçon hebdomadaire annuelle équivaut à trente-neuf leçons effectives.

<sup>4</sup> Les écoles ont la faculté d'utiliser les leçons qui leur sont allouées de la manière qui leur paraît la plus judicieuse, en regroupant notamment des élèves de classes et de degrés différents.

<sup>5</sup> Le Département octroie les crédits annuels de devoirs surveillés en fonction du nombre de classes du cercle scolaire; il fixe les modalités de rémunération des prestations.

<sup>6</sup> L'organisation des devoirs surveillés est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

Gratuité  
(art. 138, al. 4,  
LS)

**Art. 261** La fréquentation des devoirs surveillés est gratuite.

Organisation  
(art. 139 LS)

**Art. 262** <sup>1</sup> Un élève peut suivre au maximum trois prestations de devoirs surveillés par semaine.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>31)</sup>

<sup>3</sup> Le directeur de l'école est responsable de l'organisation et de la surveillance générale des devoirs surveillés.

Surveillance et  
animation  
(art. 138 et  
139 LS)

**Art. 263** <sup>1</sup> La classe de devoirs surveillés est animée par un enseignant dont la tâche consiste à s'assurer que les élèves effectuent leurs devoirs correctement et dans des conditions propices au travail scolaire; l'enseignant fournit aux élèves un appui ponctuel.

<sup>2</sup> En l'absence d'une personne qualifiée pour assurer la surveillance et l'animation des classes de devoirs surveillés, il appartient aux enseignants de l'école de l'assumer. Le directeur veille à une répartition équitable.

<sup>3</sup> ...<sup>31)</sup>

Permanences

**Art. 263a**<sup>3)</sup> <sup>1</sup> Le crédit de devoirs surveillés peut être utilisé en tout ou partie sous forme de surveillance des élèves, appelée permanence et organisée en période de quarante-cinq minutes.

<sup>2</sup> Le Département fixe les modalités d'organisation et de rémunération des permanences.

<sup>3</sup> L'organisation des permanences est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

## CHAPITRE IV : Economat scolaire

Collaboration  
entre le Service  
de l'enseigne-  
ment et  
l'Economat  
cantonal  
(art. 140 et  
141 LS)

**Art. 264** <sup>1</sup> L'Economat cantonal et le Service de l'enseignement collaborent afin d'assurer aux écoles la fourniture des moyens d'enseignement dont elles ont besoin.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement étudie et apprécie les besoins, définit le cahier des charges des moyens d'enseignement et dirige l'élaboration du manuscrit. Il s'assure, autant que faire se peut, de la collaboration intercantonale.

<sup>3</sup> L'Economat cantonal assure la réalisation technique, la vente et la diffusion dans les écoles. Il collabore avec ses homologues des cantons romands et participe aux travaux du Fonds romand des éditions scolaires.

Principes  
d'édition  
(art. 140 et  
141 LS)

**Art. 265** <sup>1</sup> Préalablement à toute réalisation cantonale, il y a lieu d'analyser les offres existantes sur le marché et d'explorer les possibilités de coopération intercantonale.

<sup>2</sup> Toute réalisation cantonale en propre implique que le moyen d'enseignement soit rendu obligatoire pour les classes. En principe, il en va de même de tout engagement à l'égard d'une réalisation intercantonale.

Financement  
(art. 140 et  
141 LS)

**Art. 266** <sup>1</sup> Les frais de recherche et de conception générale d'un moyen d'enseignement sont imputés au budget du Service de l'enseignement.

<sup>2</sup> Les frais d'auteurs, plus généralement d'élaboration du manuscrit et d'édition, sont avancés par l'Economat cantonal qui les répercute sur le prix de vente aux communes. Les règles d'édition définies sur le plan intercantonal romand sont réservées.

Gestion des  
stocks  
(art. 141 LS)

**Art. 267** <sup>1</sup> L'Economat cantonal gère les réserves de moyens d'enseignement; il en assure le renouvellement selon les besoins des écoles.

<sup>2</sup> Il transmet annuellement un état des réserves au Service de l'enseignement. Celui-ci veille, autant que possible, à l'épuisement des réserves avant toute décision d'introduction d'un nouveau moyen d'enseignement dans les classes.

Formules  
administratives  
et publications  
du Département  
(art. 141 LS)

**Art. 268** L'Economat cantonal réalise et distribue les documents et formules officiels élaborés par le Département ou le Service de l'enseignement et nécessaires à la gestion des affaires scolaires.

## TITRE HUITIEME : Voies de droit

Dénonciations  
(art. 156 LS)  
a) Définition et  
forme

**Art. 269** <sup>1</sup> La dénonciation est la voie par laquelle une personne porte à la connaissance du Service de l'enseignement une situation ou un comportement irréguliers.

<sup>2</sup> Elle est formulée par écrit, datée et signée et contient un exposé concis des faits.

b) Plaignant

**Art. 270** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement examine si le dénonciateur est lésé dans ses intérêts dignes de protection par les faits dénoncés et l'invite, le cas échéant, à se déterminer s'il entend participer à la procédure en qualité de plaignant.

<sup>2</sup> Lorsque le Service de l'enseignement estime que le dénonciateur qui requiert la qualité de plaignant ne dispose pas de cette qualité ou que la dénonciation est irrecevable, il transmet le dossier au Département pour décision; cette décision est sujette à opposition et à recours auprès du Gouvernement.

c) Procédure

**Art. 271** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement établit d'office les faits et entend les personnes visées par la dénonciation. Au besoin, il peut entendre les élèves concernés.

<sup>2</sup> Le Département statue par écrit sur la dénonciation; la décision est brièvement motivée.

<sup>3</sup> La décision du Département est sujette à opposition puis à recours auprès du Gouvernement.

<sup>4</sup> Le Département informe le dénonciateur de la manière dont l'affaire a été traitée.

## TITRE NEUVIEME : Dispositions transitoires et finales

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'exécution

Exécution

**Art. 272** Le Département de l'Education est chargé de l'exécution de la présente ordonnance; il peut édicter des directives ou des instructions particulières.



## CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur

### SECTION 1 : Modification du droit en vigueur

Modification de  
l'ordonnance  
concernant le  
séjour et  
l'établissement  
des étrangers

**Art. 273** L'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le séjour et l'établissement des étrangers<sup>[21\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 10, alinéa 1  
Abrogé

Modification de  
l'ordonnance  
portant exécution  
de la loi sur la  
formation du  
corps enseignant

**Art. 274** L'ordonnance du 10 juillet 1984<sup>[22\)](#)</sup> portant exécution de la loi sur la formation du corps enseignant est modifiée comme il suit :

Article premier, alinéa 2, lettre f  
...<sup>[23\)](#)</sup>

Livre troisième, Première partie, Titre quatrième, Chapitre IV bis  
CHAPITRE IV BIS : Enseignement de l'éducation sexuelle

Article 74a à 74c  
...<sup>[23\)](#)</sup>

Modification de  
l'ordonnance  
fixant le nombre  
des leçons  
obligatoires des  
enseignants

**Art. 275** L'ordonnance du 6 décembre 1978 fixant le nombre des leçons obligatoires des enseignants<sup>[24\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

Article premier  
...<sup>[23\)](#)</sup>

Article 6, alinéa 3  
Abrogé.

CHAPITRE II/Section 1

SECTION 1 : Les enseignants de l'Institut pédagogique

Article 8a  
...<sup>[23\)](#)</sup>

SECTION 1 bis (anciennement section 1)

SECTION 1 bis : Les enseignants des écoles moyennes

Articles 9 et 9a  
...<sup>[23\)](#)</sup>

## SECTION 2 : Les enseignants des écoles secondaires

Article 11

... [23\)](#)

Article 13

Abrogé

## SECTION 3 : Les enseignants des écoles primaires

Article 14

... [23\)](#)

Article 15

Abrogé

## SECTION 4 : Les maîtresses d'école enfantine

Article 16

... [23\)](#)SECTION 5 : Les enseignants de classes de transition et de soutien  
et les enseignants chargés de cours d'appui ou de  
soutien pédagogique ambulatoire

Article 17

... [23\)](#)

## CHAPITRE III (art. 18 et 19)

Abrogé(s)

Modification de  
l'ordonnance  
concernant  
l'indemnisation  
des enseignants  
en cas de  
licenciement ou  
de non-réélection  
consécutifs à  
une décision de  
fermeture de  
classe

**Art. 276** L'ordonnance du 13 mai 1986 concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-réélection consécutifs à une décision de fermeture de classe<sup>[17\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

## TITRE

Ordonnance concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-reconduction consécutifs à une décision de fermeture de classe

## PREAMBULE

... [23\)](#)Articles 1<sup>er</sup> et 2... [23\)](#)

Modification de  
l'ordonnance  
concernant le  
remplacement  
des enseignants

**Art. 277** L'ordonnance du 25 novembre 1986 concernant le remplacement des enseignants<sup>[14\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 7

...<sup>[23\)](#)</sup>

Article 9, alinéa 2

...<sup>[23\)](#)</sup>

Articles 17 et 18

...<sup>[23\)](#)</sup>

Article 40, alinéa 3

...<sup>[23\)](#)</sup>

Article 43

...<sup>[23\)](#)</sup>

Article 44, alinéa 2

...<sup>[23\)](#)</sup>

Article 45, alinéa 4

...<sup>[23\)](#)</sup>

Modification du  
règlement des  
écoles  
moyennes

**Art. 278** Le règlement des écoles moyennes du 6 décembre 1978<sup>[25\)](#)</sup> est modifié comme il suit :

Articles 1<sup>er</sup> et 2

...<sup>[26\)](#)</sup>

TITRE TROISIEME : Ecole supérieure de commerce et Ecole de culture générale

Article 15

...<sup>[26\)](#)</sup>

TITRE QUATRIEME (art. 16 à 40)

Abrogé(s)

Article 41

...<sup>[26\)](#)</sup>

Article 42, alinéa 2

...<sup>[26\)](#)</sup>

Article 43

...<sup>[26\)](#)</sup>

Article 44

Abrogé

Article 46

... [26\)](#)

Articles 48 et 49

... [26\)](#)

Article 50

Abrogé

Articles 51, 52 et 53

... [26\)](#)

Article 54, alinéa 2

... [26\)](#)

Articles 55 et 56

Abrogés

Modification de  
l'ordonnance sur  
le sport scolaire  
facultatif

**Art. 279** L'ordonnance du 27 février 1990 sur le sport scolaire facultatif [27\)](#)  
est modifiée comme il suit :

Articles 6 et 7

... [23\)](#)

Article 8

Abrogé

Article 9

... [23\)](#)

Article 10, alinéa 1

... [23\)](#)

Article 11

... [23\)](#)

Article 14, alinéa 2

... [23\)](#)

Article 20

... [23\)](#)

Articles 21 et 22

Abrogés

Article 24, alinéa 2

... [23\)](#)

Modification de  
l'ordonnance sur  
les bourses et  
prêts d'études

**Art. 280** L'ordonnance du 3 juillet 1990 sur les bourses et prêts d'études<sup>28)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 8

...<sup>23)</sup>

Article 9

Abrogé

## SECTION 2 : Abrogation du droit en vigueur

Clause  
abrogatoire

**Art. 281** <sup>1</sup> Toutes les dispositions réglementaires contraires aux normes de la présente ordonnance sont abrogées.

<sup>2</sup> Sont notamment abrogés :

1. l'ordonnance du 5 mars 1991 concernant l'éducation sexuelle dans les écoles publiques;
2. l'ordonnance du 17 juillet 1979 fixant les indemnités de déplacement pour les enseignants à programmes partiels dans différentes écoles;
3. le règlement du 6 décembre 1978 concernant l'inspection scolaire;
4. le règlement du 6 décembre 1978 concernant la surveillance de l'enseignement ménager et des ouvrages;
5. le règlement du 6 décembre 1978 concernant l'école maternelle;
6. l'ordonnance du 6 mai 1986 concernant l'enseignement partagé à l'école primaire et à l'école maternelle;
7. l'ordonnance du 26 juin 1984 concernant les effectifs des classes, l'ouverture et la fermeture des classes de la scolarité obligatoire;
8. l'ordonnance du 15 juillet 1980 concernant les livrets scolaires et les promotions dans les écoles primaires;
9. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la participation d'écoliers à des manifestations;
10. le règlement du 6 décembre 1978 concernant les attributions des commissions d'écoles primaires (règlement des écoles primaires);
11. le règlement du 6 décembre 1978 concernant les écoles d'ouvrages;
12. l'ordonnance du 19 juin 1990 concernant les classes spéciales, l'appui et le soutien pédagogiques (mesures de pédagogie compensatoire);
13. l'ordonnance du 18 janvier 1983 concernant le transport d'élèves;
14. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'inspection de l'éducation physique;
15. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la contribution cantonale pour enfants handicapés.

### CHAPITRE III : Dispositions transitoires

Directives et  
mises au  
concours

**Art. 282** <sup>1</sup> Les directives établies par le Département pour l'année scolaire 1993/1994 demeurent valables nonobstant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Durant la période transitoire (art. 170, al. 2, LS), les mises au concours des postes d'enseignants peuvent avoir lieu chaque semaine, selon les besoins, en dérogation à l'article 180.

Rapport sur la  
réalisation de la  
réforme scolaire

**Art. 283** <sup>1</sup> Au terme de la période transitoire définie par l'article 170, alinéa 2, de la loi scolaire, le Département établit un rapport à l'intention du Gouvernement sur la réalisation de la réforme scolaire.

<sup>2</sup> Le Gouvernement rend publics les principaux résultats de cette analyse.

Transports  
scolaires  
reconnus  
antérieurement

**Art. 284** Les transports scolaires reconnus à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance conformément au droit antérieur et qui ne répondent plus aux critères des articles 15 à 17 de la présente ordonnance restent admis à la répartition des charges scolaires jusqu'au 31 juillet 1995.

Enseignement  
des activités  
créatrices sur  
textiles

**Art. 285** En vue de garantir le maintien de l'emploi aux enseignantes ACT nommées définitivement au 1<sup>er</sup> août 1991, cela conformément à l'article 170 de la loi scolaire, le Service de l'enseignement peut exceptionnellement, après que toutes autres possibilités ont été épuisées, en particulier le remplacement dans l'enseignement des ACM à l'école primaire selon l'article 175, alinéa 3, de la loi scolaire, autoriser des dérogations relatives aux effectifs des élèves pour l'enseignement en sections de classe (art. 106, al. 3, de la présente ordonnance); de telles dérogations ne sont autorisées que jusqu'au 31 juillet 1995.

Projet pilote

**Art. 285a**<sup>70)</sup> <sup>1</sup> La discipline "projets", qui se caractérise par le regroupement de plusieurs disciplines et la conduite de projets, est mise en œuvre de manière expérimentale en onzième année de l'option 4 jusqu'au 31 juillet 2023.<sup>74)</sup>

<sup>2</sup> Pour permettre la mise en œuvre de la discipline "projets", il est dérogé aux dispositions de la présente ordonnance de la manière suivante :

- a) les options 3 et 4 sont séparées en onzième année pour permettre la conduite de projets en option 4 (art. 45, al. 3);

- b) en onzième année et pour la durée de l'année scolaire, il est possible de procéder à un découpage de l'horaire scolaire en blocs de leçons pour permettre la conduite de projets. Une directive du Département en précise les modalités (art. 90, al. 1);
- c) la discipline "projets" peut être enseignée par sections de classe (art. 106, al. 4).

<sup>3</sup> Le Département est compétent pour désigner les écoles dans lesquelles la discipline "projets" est mise en œuvre.

<sup>4</sup> A l'échéance de la période expérimentale, la discipline "projets" et les dérogations aux dispositions de la présente ordonnance sont caduques.

Accès aux cours  
à niveaux de  
l'école  
secondaire à la  
rentrée scolaire  
2020

**Art. 285b**<sup>72)</sup> <sup>1</sup> Les épreuves communes de huitième année primaire des 25 au 27 mai 2020 sont annulées.

<sup>2</sup> En dérogation à l'article 37, l'orientation des élèves pour l'accès aux cours à niveaux de l'école secondaire à la rentrée scolaire du mois d'août 2020 repose sur les résultats obtenus aux épreuves communes du mois de février 2020 et la moyenne semestrielle du premier semestre, qui sont pris en compte sur une même échelle et à raison d'un tiers pour les premiers et de deux tiers pour la seconde.

#### CHAPITRE IV : Entrée en vigueur

Entrée en  
vigueur

**Art. 286** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1993.

Delémont, le 29 juin 1993

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

**Disposition transitoire de la modification du 7 mars 2006**

L'organisation de l'enseignement par modules selon l'article 98 déploie ses effets au septième degré de l'école secondaire dès l'année scolaire 2006-2007, aux septième et huitième degrés dès l'année scolaire 2007-2008 et pour l'ensemble du cycle secondaire dès l'année scolaire 2008-2009.

**Disposition finale et transitoire de la modification du 21 juin 2016**

...[69\)](#)



**Annexe<sup>66)</sup>****Détermination du nombre de classes d'un cercle scolaire primaire**

A partir de treize classes, le nombre de classes d'un cercle scolaire primaire est déterminé selon le tableau suivant :

Effectif probable des élèves du cercle	Nombre maximal de classes du cercle <sup>71)</sup>
253 à 271	13
272 à 290	14
291 à 309	15
310 à 328	16
329 à 347	17
348 à 366	18
367 à 385	19
386 à 404	20
405 à 423	21
424 à 442	22
443 à 461	23
462 à 480	24
481 à 499	25
500 à 518	26
519 à 537	27
538 à 556	28
557 à 575	29
576 à 594	30
595 à 613	31
614 à 632	32
633 à 651	33
652 à 670	34
671 à 689	35

690 à 708	36
709 à 727	37
728 à 746	38
747 à 765	39
766 à 784	40
785 à 803	41
804 à 822	42
823 à 841	43
842 à 860	44
861 à 879	45
880 à 898	46
899 à 917	47
918 à 936	48
937 à 955	49
956 à 974	50
975 à 993	51
994 à 1012	52
1013 à 1031	53
1032 à 1050	54
1051 à 1069	55
1070 à 1088	56
1089 à 1107	57
1108 à 1126	58
1127 à 1145	59
1146 à 1164	60

Remarque : Dès 60 classes, le nombre de classes du tableau figurant ci-dessus progresse d'une unité par tranche entamée ou entière de dix-neuf élèves.

- 1) [RSJU 410.11](#)
- 2) [RSJU 412.11](#)
- 3) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1999
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1999
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 avril 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 1994
- 6) RSJU 410.251
- 7) RSJU 410.252.23
- 8) [RSJU 852.92](#)
- 9) RS 831.232.41
- 10) Voir actuellement la loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001 ([RSJU 611](#))
- 11) [RSJU 441.221](#)
- 12) [RS 832.20](#)
- 13) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999
- 14) RSJU 410.252.5
- 15) [RSJU 173.461](#)
- 16) [RSJU 172.441](#)
- 17) [RSJU 410.252.26](#)
- 18) [RSJU 410.252.24](#)
- 19) Nouvelle teneur selon l'article 34 de l'ordonnance du 5 décembre 2000 concernant le service de santé scolaire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (RSJU 410.71)
- 20) [RSJU 410.72](#)
- 21) RSJU 142.21
- 22) [RSJU 410.210.11](#)
- 23) Texte inséré dans ladite ordonnance
- 24) [RSJU 410.252.1](#)
- 25) [RSJU 412.111](#)
- 26) Texte inséré dans ledit règlement
- 27) [RSJU 415.41](#)
- 28) [RSJU 416.311](#)
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999
- 30) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999
- 31) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1999
- 32) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 7 juin 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2005
- 33) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 juin 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2005
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2006
- 35) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2006
- 36) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2006
- 37) Nouvelle teneur selon l'article 10 de l'ordonnance du 24 octobre 2006 fixant les conditions cadres pour les transports scolaires, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ([RSJU 410.113](#))
- 38) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 juin 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 39) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 17 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2009
- 40) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2009

- 41) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 27 octobre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 42) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 27 octobre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 43) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 25 mai 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2010
- 44) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 25 mai 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2010
- 45) Abrogé(s) par le ch. I de l'ordonnance du 25 mai 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2010
- 46) Abrogé par l'article 15 de l'ordonnance du 12 avril 2011 concernant l'intégration des étrangers et la lutte contre le racisme, en vigueur depuis le 15 mai 2011 (RSJU 144.1)
- 47) Abrogé(s) par l'article 178 de l'ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 ([RSJU 173.111](#))
- 48) Nouvelle teneur selon l'article 178 de l'ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 ([RSJU 173.111](#))
- 49) RSJU [173.461.111](#)
- 50) Nouvelle teneur selon le ch. III de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012
- 51) Abrogé(s) par le ch. I de l'ordonnance du 26 juin 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 52) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 26 juin 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 53) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 2 octobre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 54) Nouvelle teneur selon l'article 28 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ([RSJU 213.11](#))
- 55) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 4 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013
- 56) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 16 avril 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013
- 57) Abrogé par l'article 15 de l'ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 173.411.01](#))
- 58) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 3 février 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2015
- 59) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 février 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2015
- 60) Nouvelle teneur selon l'article 16 de l'ordonnance du 24 juin 2015 sur la direction des écoles obligatoires, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2015 ([RSJU 410.252.2](#))
- 61) Abrogé(s) par l'article 16 de l'ordonnance du 24 juin 2015 sur la direction des écoles obligatoires, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2015 ([RSJU 410.252.2](#))
- 62) Abrogé par l'article 24 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2015 relative aux indemnités versées aux employés de l'Etat pour inconvénients particuliers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016 ([RSJU 173.462](#))
- 63) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 64) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 65) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 30 mai 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2017
- 66) Introduite par le ch. I de l'ordonnance du 30 mai 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2017
- 67) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 18 juin 2019, en vigueur depuis le 15 juillet 2019
- 68) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 mars 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 69) Abrogé(e) par le ch. I de l'ordonnance du 12 mars 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 70) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 mars 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 71) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 25 juin 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019

- <sup>72)</sup> Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 7 avril 2020, en vigueur depuis le 15 mai 2020
- <sup>73)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 28 avril 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2020
- <sup>74)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 mai 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2020
- <sup>75)</sup> Abrogé(s) par l'article 30 de l'ordonnance du 22 juin 2020 concernant les allègements de programme accordés aux enseignants de la scolarité obligatoire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2020 ([RSJU 410.252.3](#))
- <sup>76)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 13 avril 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2021
- <sup>77)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 31 août 2021
- <sup>78)</sup> Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 31 août 2021
- <sup>79)</sup> Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 31 août 2021



## Règlement concernant l'orientation des élèves en huitième année

du 2 juin 2021

*Le Département de la formation, de la culture et des sports,*

vu l'article 16, alinéa 2, de la loi du 20 décembre 1990 sur l'école obligatoire<sup>1)</sup>,

vu les articles 37, alinéa 2, et 161, alinéa 2, de l'ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire (ordonnance scolaire)<sup>2)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Généralités

Champ  
d'application et  
objet

**Article premier** <sup>1</sup> Le présent règlement régit l'orientation des élèves fréquentant la huitième année primaire et qui rejoindront à son terme l'école secondaire jurassienne.

<sup>2</sup> Il fixe notamment les modalités de déroulement et de prise en compte des épreuves communes, les seuils d'accès aux cours à niveaux et la répartition des élèves dans ces derniers.

Devoir  
d'information  
a) aux parents

**Art. 2** <sup>1</sup> Au début du mois de septembre, le Service de l'enseignement, par l'intermédiaire des directions des écoles primaires, adresse aux parents concernés une information générale écrite concernant la procédure d'orientation des élèves à l'école secondaire.

<sup>2</sup> L'information au sujet de la procédure d'orientation a lieu, au surplus, lors d'une réunion de classe avec les parents qui se déroule, dans la mesure du possible, avant les vacances d'automne, mais au plus tard avant la fin de l'année civile.

<sup>3</sup> Avant l'inscription préalable des élèves à l'école secondaire telle que prescrite par l'article 18, la direction de l'école secondaire organise, à l'intention des parents, une séance d'information destinée à rappeler la procédure d'orientation, à évoquer le fonctionnement de l'école secondaire et les mécanismes de l'orientation continue des élèves tout au long du cycle secondaire ainsi qu'à présenter l'école qui s'apprête à accueillir leurs enfants. Cette séance est réalisée en collaboration avec les directions des écoles primaires et les enseignants de huitième année. Le corps enseignant de l'école secondaire, en particulier les maîtres de module, est invité à cette présentation.

b) aux élèves	<p><b>Art. 3</b> <sup>1</sup> Au début de l'année scolaire, les enseignants titulaires d'une classe de huitième année informent leurs élèves sur la procédure d'orientation.</p> <p><sup>2</sup> Dans le courant du deuxième semestre, les élèves de huitième année reçoivent une information sur le fonctionnement de l'école secondaire, sur les mécanismes de l'orientation continue des élèves tout au long du cycle secondaire ainsi que sur l'établissement qui s'apprête à les accueillir. Cette information est assumée par les directions des écoles secondaires selon des formes appropriées aux spécificités de chaque établissement.</p>
Annonce des élèves	<p><b>Art. 4</b> <sup>1</sup> Les directions des écoles primaires vérifient, jusqu'au 31 août, que les listes des élèves de huitième année sont à jour dans le système informatique de gestion des données des élèves jurassiens (ci-après : "le système informatique").</p> <p><sup>2</sup> Durant toute l'année scolaire, les directions tiennent à jour les listes d'élèves dans le système informatique.</p>
Responsabilité	<p><b>Art. 5</b> L'exécution et le contrôle des tâches prévues dans le présent règlement incombent aux directions des écoles concernées (primaires et secondaires) ainsi qu'au Service de l'enseignement.</p>
Confidentialité de la procédure	<p><b>Art. 6</b> Il est interdit aux personnes participant à la procédure d'orientation de divulguer des informations relatives au contenu des épreuves ou relevant du domaine privé des élèves et des enseignants.</p>

## SECTION 2 : Epreuves communes

Principe	<p><b>Art. 7</b> <sup>1</sup> Dans le courant de la huitième année, les élèves sont soumis, dans les disciplines de base (français, mathématique et allemand) à trois séries d'épreuves communes, dont la première est préparatoire.</p> <p><sup>2</sup> Les élèves en situation de handicap et les élèves arrivant dans le Canton sont orientés conformément à la section 4 du présent règlement.</p>
Echéances	<p><b>Art. 8</b> <sup>1</sup> La première épreuve commune a lieu à la fin du mois de septembre, simultanément dans toutes les classes d'un même cercle scolaire.</p> <p><sup>2</sup> Les deuxième et troisième épreuves communes ont lieu respectivement au début du mois de février et à la fin du mois de mai, simultanément dans toutes les classes concernées.</p>



Contenu	<p><b>Art. 9</b> <sup>1</sup> L'épreuve préparatoire est basée sur les connaissances et compétences travaillées au cours des cycles I et II, jusqu'en septième année.</p> <p><sup>2</sup> Les deuxième et troisième épreuves sont basées sur les connaissances et compétences travaillées au cours des cycles I et II. Le Service de l'enseignement communique les chapitres du plan d'études romand concernés jusqu'au 30 juin, pour l'année scolaire suivante.</p>
Correction	<p><b>Art. 10</b> Les épreuves communes sont corrigées selon des barèmes cantonaux standardisés. Pour l'épreuve préparatoire, le Service de l'enseignement met le barème à la disposition des enseignants.</p>
Traitement des résultats	<p><b>Art. 11</b> <sup>1</sup> Les résultats de chaque discipline sont traités selon la méthode statistique appelée "échelle des stanines". Il s'agit d'une échelle standardisée comprenant neuf classes ayant des intervalles égaux entre les classes 2 à 8, comportant chacune un demi-écart type, la cinquième étant centrée sur la moyenne, les première et neuvième classes étant d'étendue illimitée.</p> <p><sup>2</sup> Pour chaque épreuve commune, les élèves obtiennent un stanine par discipline.</p>
Communication aux parents	<p><b>Art. 12</b> A l'issue de chaque série d'épreuves communes, l'enseignant communique aux parents les résultats obtenus par l'élève, conformément aux instructions du Service de l'enseignement.</p>
Prise en compte des résultats	<p><b>Art. 13</b> <sup>1</sup> Les résultats de l'épreuve préparatoire complètent l'observation et l'évaluation objective des résultats et des aptitudes des élèves. Ils ne sont cependant pas pris en compte dans le calcul pour l'accès aux cours à niveaux.</p> <p><sup>2</sup> Pour l'orientation vers les cours à niveaux, les résultats obtenus aux deuxième et troisième épreuves communes et les notes de l'année sont pris en compte à raison d'un tiers pour les premiers et de deux tiers pour les secondes (art. 37 de l'ordonnance scolaire<sup>2)</sup>).</p>
Epreuves de remplacement	<p><b>Art. 14</b> Les élèves absents lors des deuxième ou troisième épreuves communes sont signalés par la direction au Service de l'enseignement. Celui-ci organise une série d'épreuves de rattrapage pour ces élèves.</p>

### SECTION 3 : Inscription préalable, inscription et orientation dans les niveaux

Notes  
semestrielles

**Art. 15** <sup>1</sup> Les directions des écoles primaires communiquent les notes semestrielles obtenues par les élèves de huitième année.

<sup>2</sup> Pour les élèves visés à l'article 7, alinéa 2, les règles ordinaires de promotion peuvent être suspendues lorsqu'ils remplissent les conditions pour être considérés comme cas particuliers (art. 23). Pour les disciplines où ils n'ont pas de notes, les élèves sont orientés conformément aux dispositions figurant à la section 4 du présent règlement.

Communication  
des notes du  
premier semestre

**Art. 16** Les directions des écoles primaires saisissent dans le système informatique les notes du premier semestre des trois disciplines de base des élèves du huitième degré jusqu'au 31 janvier au plus tard.

Inscription  
préalable

**Art. 17** <sup>1</sup> A l'issue de la deuxième épreuve commune et jusqu'au 15 mars, les parents inscrivent leur enfant à l'école secondaire en remplissant la formule d'inscription officielle et en mentionnant leurs choix préalables des niveaux et options de l'école secondaire.

<sup>2</sup> La formule d'inscription est vérifiée par l'enseignant titulaire de la classe de huitième année qui, en cas de besoin, la complète par des informations particulières destinées à faciliter l'accueil à l'école secondaire des élèves concernés.

<sup>3</sup> La direction de l'école primaire transmet les formules d'inscription à la direction de l'école secondaire jusqu'au 30 mars et vérifie la validité des données des élèves concernés dans le système informatique.

Communication  
des notes du  
deuxième  
semestre et des  
propositions de  
promotion

**Art. 18** Jusqu'au 10 juin, les directions des écoles primaires vérifient que les éléments suivants figurent dans le système informatique :

- a) les notes du deuxième semestre des trois disciplines de base;
- b) le statut de promotion ou de non-promotion de chaque élève à l'école secondaire.

Classement des  
élèves

**Art. 19** Pour chaque discipline, les résultats aux deuxième et troisième épreuves communes et les notes de tous les élèves sont traités selon la méthode statistique dite de "régression linéaire". Cette méthode consiste à rendre comparables les résultats aux épreuves communes et les notes scolaires acquises dans des classes différentes, puis à classer les élèves sur une même échelle

Répartition dans les niveaux	<b>Art. 20</b> Les élèves sont répartis dans les niveaux en fonction de leur rang jusqu'à concurrence des proportions fixées par l'article 43 de l'ordonnance scolaire <sup>2)</sup> (A : 40 %; B : 35 %; C : 25 %). Demeure réservé l'article 22.
Décision d'orientation	<p><b>Art. 21</b> <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement rend une décision d'orientation pour chaque élève promu en neuvième année, à l'exception des cas limites.</p> <p><sup>2</sup> Jusqu'au 25 juin, le Service de l'enseignement communique aux directions des écoles secondaires et des écoles primaires la liste des élèves promus à l'école secondaire, accompagnée des orientations résultant de la procédure d'accès aux niveaux, ainsi que la liste des cas limites.</p> <p><sup>3</sup> La direction de l'école secondaire communique aux parents la décision d'orientation.</p>
Cas limites	<p><b>Art. 22</b> <sup>1</sup> Sont considérés comme cas limites les élèves classés à la limite des niveaux A et B, et B et C, à raison de 5 % de l'ensemble des élèves à chaque limite.</p> <p><sup>2</sup> La direction de l'école secondaire statue sur l'orientation des cas limites. L'avis des parents est déterminant.</p>
<b>SECTION 4 : Cas particuliers</b>	
Champ d'application	<p><b>Art. 23</b> Sont considérés comme cas particuliers dans la procédure d'orientation pour le degré 9 les élèves de huitième année :</p> <p>a) promus à l'école secondaire qui, du fait de données incomplètes, ne peuvent pas être pris en compte dans le traitement des résultats déterminant l'orientation;</p> <p>b) qui, en raison d'un trouble particulier ou d'un handicap reconnu, ne peuvent être intégrés dans la procédure ordinaire d'orientation.</p>
Reconnaissance et orientation des cas particuliers	<p><b>Art. 24</b> <sup>1</sup> La reconnaissance et l'orientation des cas particuliers font l'objet d'une décision de la commission d'orientation.</p> <p><sup>2</sup> La décision d'orientation repose sur le dossier de l'élève constitué par le Service de l'enseignement.</p>
Composition de la commission d'orientation	<p><b>Art. 25</b> <sup>1</sup> La commission d'orientation se compose de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– de deux représentants du Service de l'enseignement;</li> <li>– d'un conseiller pédagogique du degré primaire;</li> </ul>

- d'un conseiller pédagogique du degré secondaire;
- d'un conseiller pédagogique de l'enseignement spécialisé.

<sup>2</sup> La présidence de la commission d'orientation est assumée par l'un des représentants du Service de l'enseignement.

<sup>3</sup> La commission d'orientation statue valablement en présence des représentants du Service de l'enseignement et d'un conseiller pédagogique.

## SECTION 5 : Voies de droit et dispositions finales

### Voies de droit

**Art. 26** <sup>1</sup> Les décisions du Service de l'enseignement rendues en vertu du présent règlement sont sujettes à opposition et à recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>3)</sup>, sous réserve des alinéas 2 et 3.

<sup>2</sup> Les décisions des directions d'école sont susceptibles d'opposition auprès du Service de l'enseignement. Pour le surplus, le Code de procédure administrative<sup>3)</sup> est applicable.

<sup>3</sup> Le délai d'opposition et de recours contre les décisions d'orientation est de 10 jours.

### Clauses abrogatoires

**Art. 27** <sup>1</sup> Le règlement du Département de l'Education du 25 mars 1999 concernant l'orientation des élèves en sixième année est abrogé.

<sup>2</sup> Sont également abrogées toutes les dispositions réglementaires contraires aux normes du présent règlement.

### Entrée en vigueur

**Art. 28** Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2021.

Delémont, le 2 juin 2021

DEPARTEMENT DE LA FORMATION,  
DE LA CULTURE ET DES SPORTS

Le Ministre : Martial Courtet

1) [RSJU 410.11](#)  
2) [RSJU 410.111](#)  
3) [RSJU 175.1](#)

## Règlement concernant l'orientation, la promotion et le redoublement des élèves à l'école secondaire

du 1<sup>er</sup> septembre 2021

*Le Département de la formation, de la culture et des sports,*

vu les articles 49, alinéa 3, 161, alinéa 2, 163, alinéa 2, 166, alinéa 3, 168, alinéa 3, et 171, alinéa 3, de l'ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire (ordonnance scolaire)<sup>1</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Généralités

Champ  
d'application  
et objet

**Article premier** <sup>1</sup> Le présent règlement régit l'orientation des élèves à l'école secondaire.

<sup>2</sup> Il fixe les conditions du maintien et du changement (transitions) dans les niveaux et options ainsi que de promotion et de redoublement des élèves.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Décisions  
a) Compétences  
direction et  
conseil de  
module

**Art. 3** <sup>1</sup> La direction de l'école secondaire décide de l'orientation des élèves sur proposition du conseil de module.

<sup>2</sup> Le conseil de module se compose de tous les enseignants d'un même module. Il est présidé par le maître de module.

b) Parents

**Art. 4** <sup>1</sup> Les parents sont entendus préalablement à toute décision entraînant un redoublement ou une transition facultative.

<sup>2</sup> Le maître de module mentionne l'avis des parents dans la proposition du conseil de module à la direction.

Disciplines  
déterminantes

**Art. 5** <sup>1</sup> Sont déterminants pour l'orientation des élèves les résultats obtenus dans les cours à niveaux et les cours à option.

<sup>2</sup> Au degré neuf, les résultats obtenus en histoire, en géographie et en sciences expérimentales sont pris en considération avec les cours à option.

## SECTION 2 : Changement de niveaux

Maintien dans le groupe de niveaux

**Art. 6** Pour se maintenir dans un cours à niveau, l'élève doit obtenir des résultats suffisants dans la discipline concernée.

Transition obligatoire

**Art. 7** <sup>1</sup> La transition descendante est obligatoire lorsque l'élève a obtenu durant deux semestres consécutifs une moyenne égale ou inférieure à 3,5 dans la discipline considérée.

<sup>2</sup> Elle s'opère dans le niveau directement inférieur.

Transition facultative  
a) Principe

**Art. 8** <sup>1</sup> La transition ascendante est facultative; l'avis des parents de l'élève est déterminant.

<sup>2</sup> Elle s'opère dans le niveau immédiatement supérieur.

b) Conditions

**Art. 9** <sup>1</sup> La transition ascendante est possible lorsque la note de bulletin du premier semestre du degré neuf ou lorsque la moyenne des notes de bulletin de deux semestres consécutifs est de 5,5 au moins.

<sup>2</sup> Au terme de la douzième semaine du degré neuf, la transition ascendante est possible si la moyenne d'au moins trois notes dans la discipline considérée est égale ou supérieure à 5,50.

## SECTION 3 : Orientation dans les options

Transitions obligatoires

**Art. 10** Le changement d'option est obligatoire dans les cas suivants :

1. pour les élèves des options 1 et 2 :
  - a) qui ont obtenu, dans les disciplines à option, une moyenne générale annuelle insuffisante ou plus de deux notes annuelles insuffisantes, ou
  - b) qui n'ont pas pu se maintenir dans au moins deux groupes de niveau A et un groupe de niveau B dans les disciplines de base;
 ces élèves sont admis en option 3 ou 4;

2. pour les élèves de l'option 3 :
  - a) qui ont obtenu, dans les disciplines à option, une moyenne générale annuelle insuffisante ou plus de deux notes annuelles insuffisantes, ou
  - b) qui n'ont pas pu se maintenir dans au moins deux groupes de niveau B dans les disciplines de base;
 ces élèves sont admis en option 4.

Transitions  
facultatives  
Principe et  
conditions

**Art. 11** Un changement d'option peut intervenir au terme de la période d'observation et de chaque semestre aux conditions et selon les règles suivantes :

1. une transition dans les options 1 et 2 est possible pour les élèves qui sont admis au moins au niveau A dans deux disciplines de base et au niveau B dans la troisième et qui, dans les cours à option, ont obtenu une moyenne générale suffisante et pas plus de deux notes insuffisantes;
2. une transition de l'option 4 à l'option 3 est possible pour les élèves qui sont admis au moins au niveau B dans deux des disciplines de base et qui, dans les cours à option, ont obtenu une moyenne générale suffisante et pas plus de deux notes insuffisantes;
3. une transition des options 1, 2 et 3 à l'option 3 ou 4 est possible.

#### SECTION 4 : Cours d'appui de transition

Principes

**Art. 12** <sup>1</sup> Les élèves bénéficiant d'une transition ascendante dans les disciplines de base, ou admis à changer d'option et qui ont besoin d'effectuer un rattrapage en latin, en italien ou en anglais, peuvent suivre des cours d'appui de transition d'une durée limitée en vue de faciliter leur intégration dans le niveau ou dans la discipline d'accueil.

<sup>2</sup> Les cours d'appui de transition comprennent notamment une information sur les exigences du niveau, sur les méthodes de travail et les moyens d'enseignement utilisés, ainsi qu'une planification du travail personnel de rattrapage de l'élève.

<sup>3</sup> Ils débutent la semaine qui suit la transition et regroupent les élèves qui se trouvent dans une situation analogue.

Modalités  
d'organisation

**Art. 13** <sup>1</sup> La direction organise les cours d'appui de transition, en collaboration avec les enseignants concernés, dans le cadre de l'enveloppe pédagogique.

<sup>2</sup> Les cours d'appui de transition sont dispensés par l'enseignant du niveau ou de la discipline d'accueil.

<sup>3</sup> Ils sont dispensés en supplément du programme ordinaire des enseignants et des élèves concernés.

## SECTION 5 : Promotion et redoublement

**Décisions** **Art. 14** Les décisions relatives à la promotion et au redoublement volontaire des élèves sont prises au terme de l'année scolaire sur la base des notes annuelles.

**Promotion** **Art. 15** Les élèves promus accèdent au degré suivant. Selon les résultats obtenus, ils conservent les groupes des niveaux et l'option fréquentés ou subissent une ou plusieurs transitions, conformément aux dispositions du présent règlement.

**Redoublement** **Art. 16** <sup>1</sup> Sous réserve de l'alinéa 2, l'élève répète l'année scolaire lorsqu'il a obtenu plus d'une note annuelle insuffisante dans les disciplines de base suivies au niveau C.

<sup>2</sup> Le redoublement n'est décidé que lorsqu'il apparaît comme la mesure la plus appropriée pour permettre à l'élève de reprendre un cours d'études régulier.

<sup>3</sup> L'élève non promu reste dans les niveaux suivis jusqu'alors.

**Redoublement volontaire** **Art. 17** En cas de redoublement volontaire, l'élève conserve les niveaux et l'option fréquentés. Demeure réservée la possibilité d'opérer une ou plusieurs transitions facultatives si les conditions en sont remplies.

## SECTION 5 : Voies de droit et dispositions finales

**Voies de droit** **Art. 18** <sup>1</sup> Les décisions prises en vertu du présent règlement sont susceptibles d'opposition auprès du Service de l'enseignement.

<sup>2</sup> Le délai d'opposition et de recours est de dix jours. Pour le surplus, le Code de procédure administrative<sup>2)</sup> est applicable.



Clauses  
abrogatoires

**Art. 19** <sup>1</sup> Sont notamment abrogés :

- le règlement du Département de l'Education du 9 juillet 1999 concernant l'orientation des élèves à l'école secondaire;
- les instructions du Département de l'Education du 22 septembre 1993 concernant les conditions et les modalités d'organisation des cours d'appui à l'école secondaire.

<sup>2</sup> Sont également abrogées toutes les dispositions réglementaires contraires aux normes du présent règlement.

Entrée en  
vigueur

**Art. 20** Le présent règlement entre en vigueur immédiatement et déploie ses effets pour les élèves qui ont débuté le degré neuf à la rentrée scolaire 2021-2022 ou qui répètent ce degré. A l'exception des dispositions de la section 5, l'ancien droit est applicable jusqu'au 31 juillet 2024 pour les autres élèves.

Delémont, le 1<sup>er</sup> septembre 2021

DEPARTEMENT DE LA FORMATION,  
DE LA CULTURE ET DES SPORTS

Le Ministre : Martial Courtet

<sup>1</sup> [RSJU 410.111](#)

<sup>2</sup> [RSJU 175.1](#)



**Arrêté**  
**portant approbation du concordat intercantonal instituant la**  
**Haute Ecole Pédagogique commune aux cantons de Berne,**  
**Jura et Neuchâtel (Concordat HEP-BEJUNE)**

du 18 novembre 2020

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 37, 78, lettre c, et 84, lettre b, de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Le concordat intercantonal du 14 novembre 2019 instituant la Haute Ecole Pédagogique commune aux cantons de Berne, Jura et Neuchâtel (Concordat HEP-BEJUNE) est approuvé.

**Art. 2** L'arrêté du 15 novembre 2000 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat intercantonal du 5 juin 2000 créant une Haute école pédagogique commune aux cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel (HEP-BEJUNE) est abrogé.

**Art. 3** Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

**Art. 4** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>2)</sup> du présent arrêté.

Delémont, le 18 novembre 2020

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Eric Dobler  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

## Annexe

### Concordat intercantonal instituant la Haute Ecole Pédagogique commune aux cantons de Berne, Jura et Neuchâtel (Concordat HEP-BEJUNE)

du 14 novembre 2019

#### PREAMBULE

*Les cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel,*

vu les articles 48 et 63a de la Constitution fédérale du 18 avril 1999<sup>3)</sup>,

vu la loi fédérale du 30 septembre 2011 sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (Loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles, LEHE)<sup>4)</sup>,

vu l'accord intercantonal de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études<sup>5)</sup>,

vu la convention du 5 mars 2010 entre les cantons de Fribourg, de Vaud, du Valais, de Neuchâtel, de Genève et du Jura relative à la participation des Parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (Convention sur la participation des Parlements, CoParl)<sup>6)</sup>,

*arrêtent :*

#### 1. Dispositions générales

Cantons  
signataires et but  
général

**Article premier** <sup>1</sup> Les cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel (ci-après : "les cantons signataires") instituent pour une durée indéterminée la Haute Ecole Pédagogique BEJUNE (ci-après : "la HEP"), conformément à la législation fédérale et intercantonale.

<sup>2</sup> Par la qualité de ses prestations, le haut niveau de ses diplômé·e·s et les compétences de son personnel, elle contribue durablement à répondre aux besoins et à promouvoir le développement de la communauté éducative des trois cantons.

<sup>3</sup> La HEP déploie ses activités d'enseignement et de formation dans les trois cantons.

Nature juridique,  
autonomie et  
siège

**Art. 2** <sup>1</sup> La HEP est un établissement intercantonal de droit public, à but non lucratif, doté de la personnalité juridique.

<sup>2</sup> Elle est autonome dans les limites du présent concordat.

<sup>3</sup> Elle a son siège à Delémont.

Statut et but

**Art. 3** <sup>1</sup> La HEP est une haute école pédagogique, au sens de la loi fédérale sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (LEHE)<sup>4)</sup>.

<sup>2</sup> Elle prépare à l'exercice d'activités professionnelles en proposant des filières d'études orientées vers la pratique.

Missions

**Art. 4** <sup>1</sup> La HEP a pour mission première d'assurer la formation de base du corps enseignant des degrés primaire, secondaires I et II, ainsi que la formation en pédagogie spécialisée.

<sup>2</sup> Elle conduit des travaux de recherche appliquée et de développement et intègre ses résultats à l'enseignement.

<sup>3</sup> En collaboration avec les services concernés des cantons signataires, elle organise et promeut la formation continue du personnel enseignant. Elle peut également offrir des cours de formation continue à des tiers.

<sup>4</sup> Elle fournit des prestations de services à la demande du Comité stratégique, des cantons signataires ou de tiers.

<sup>5</sup> Elle met à disposition des professionnel·le·s de l'enseignement des ressources documentaires et multimédia en lien avec leur activité professionnelle.

Collaboration

**Art. 5** <sup>1</sup> La HEP participe à la coordination de la formation des enseignant·e·s au niveau suisse et collabore activement avec les autres hautes écoles, les institutions et les milieux professionnels concernés sur le plan régional, national et international.

<sup>2</sup> Les cantons signataires garantissent à la HEP l'accès à leurs écoles afin de permettre l'organisation de la formation en établissement.

<sup>3</sup> L'organisation de la pratique professionnelle prend en compte les conditions cadres des écoles partenaires.

Assurance  
qualité

**Art. 6** <sup>1</sup> La HEP développe, assure et contrôle la qualité de son enseignement, de sa recherche et de ses prestations de services. A cette fin, elle définit une stratégie d'assurance qualité interne et se dote d'un système d'assurance de la qualité.

<sup>2</sup> La HEP prend les mesures nécessaires permettant à son système d'assurance de la qualité de satisfaire aux prescriptions de la loi fédérale sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (LEHE)<sup>4)</sup> et aux directives du Conseil des hautes écoles relatives à l'accréditation.

Equité, égalité

**Art. 7** <sup>1</sup> Dans l'accomplissement de ses tâches, la HEP applique le principe d'équité.

<sup>2</sup> Elle promeut, pour le personnel et les étudiant·e·s, l'égalité des chances et garantit l'égalité dans les faits entre les genres.

<sup>3</sup> L'égalité des chances englobe notamment les aspects liés au handicap, à l'intégration sociale et à celle des minorités.

Protection de la  
personnalité

**Art. 8** La HEP veille à la protection de la personnalité de ses employé·e·s et de ses étudiant·e·s.

Développement  
durable

**Art. 9** Dans l'accomplissement de ses missions, la HEP veille au respect des exigences de développement durable en matière sociale, écologique, économique et culturelle.

Liberté  
académique

**Art. 10** <sup>1</sup> La liberté de l'enseignement et de la recherche est garantie.

<sup>2</sup> La HEP veille au respect des principes de déontologie professionnelle.

Propriété  
intellectuelle

**Art. 11** <sup>1</sup> A l'exception des droits d'auteur relevant de la législation fédérale, la HEP est titulaire des droits de propriété intellectuelle portant sur toute création intellectuelle ainsi que sur les résultats de recherche obtenus par les membres de son personnel dans l'exercice de leurs activités au service de la HEP.

<sup>2</sup> La réglementation de la HEP règle le sort des éventuels gains et prix résultant de travaux, recherches ou publications réalisés en son sein.

Mobilité **Art. 12** La HEP promeut la mobilité nationale et internationale des étudiant·e·s et du personnel.

Droit de participation **Art. 13** <sup>1</sup> La HEP garantit la participation de ses étudiant·e·s et de son personnel au fonctionnement et au développement de l'institution.

<sup>2</sup> Les diverses catégories du personnel et d'étudiant·e·s sont définies comme des corps constitués.

<sup>3</sup> Par les organes participatifs qui les représentent, les corps constitués participent, avec droit de proposition, au fonctionnement et au développement de la HEP.

<sup>4</sup> Les principes de publicité et de transparence assurent un accès à toutes les informations pertinentes nécessaires à l'exercice du droit de participation.

<sup>5</sup> Les représentants des corps constitués ont une voix délibérative dans les organes au sein desquels ils siègent.

Associations professionnelles **Art. 14** La HEP consulte les associations professionnelles dans les affaires importantes, notamment celles concernant les grandes orientations en matière de formation, et dans toutes celles qui ont trait au statut du personnel.

## 2. Contrôle interparlementaire

Commission interparlementaire **Art. 15** <sup>1</sup> Les cantons signataires créent une commission chargée du contrôle de gestion interparlementaire de la HEP (ci-après : "la Commission interparlementaire HEP-BEJUNE").

<sup>2</sup> Chaque canton désigne cinq membres.

Compétences **Art. 16** <sup>1</sup> La Commission interparlementaire HEP-BEJUNE est compétente pour examiner le rapport final portant sur l'exécution du contrat de prestations.

<sup>2</sup> Le contrôle de gestion interparlementaire porte sur les points suivants :

- a) les objectifs stratégiques et leur réalisation;
- b) la planification financière quadriennale;
- c) le budget et les comptes;
- d) l'évaluation des résultats obtenus.

<sup>3</sup> La Commission interparlementaire HEP-BEJUNE établit un rapport écrit au moins une fois par an. Ce rapport est transmis aux parlements des cantons signataires.

<sup>4</sup> La Commission interparlementaire HEP-BEJUNE peut adresser des interpellations, des résolutions ou des postulats au Comité stratégique.

Mode de  
décision

**Art. 17** La Commission interparlementaire HEP-BEJUNE prend ses décisions à la majorité des membres présents.

Fonctionnement

**Art. 18** <sup>1</sup> La Commission interparlementaire HEP-BEJUNE se réunit aussi souvent que nécessaire, mais au minimum deux fois par an.

<sup>2</sup> Pour le surplus, elle s'organise elle-même et peut édicter un règlement de fonctionnement.

Représentation

**Art. 19** <sup>1</sup> Le Comité stratégique participe aux séances de la Commission interparlementaire HEP-BEJUNE. Il est représenté par un-e de ses membres.

<sup>2</sup> Celle-ci ou celui-ci ne participe pas aux votes.

<sup>3</sup> Une délégation du Rectorat assiste, sans droit de vote, aux séances de la Commission interparlementaire HEP-BEJUNE.

### 3. Stratégie institutionnelle et contrat de prestations

Vision  
stratégique et  
plan d'intentions

**Art. 20** <sup>1</sup> La vision stratégique du Rectorat fixe les axes stratégiques prioritaires et comprend un plan d'intentions définissant, pour quatre ans, ses objectifs en matière d'enseignement, de recherche et de prestations de services.

<sup>2</sup> Le plan d'intentions indique les moyens financiers, sous la forme d'une enveloppe de financement quadriennale, que le Rectorat juge nécessaires à sa réalisation.

<sup>3</sup> Après consultation du Conseil de la HEP, des organes consultatifs et des organes participatifs, le Rectorat adopte la vision stratégique qui exprime sa vision globale formulée pour l'ensemble de l'institution.



Contrat de  
prestations

**Art. 21** <sup>1</sup> Les cantons signataires et la HEP concluent, sur la base du plan d'intentions, un contrat de prestations fixant les objectifs à atteindre, l'enveloppe de financement qui s'y rapporte, les modalités de mise en œuvre et les indicateurs d'évaluation.

<sup>2</sup> Le contrat de prestations est signé par les membres du Comité stratégique au nom des cantons et par la rectrice ou le recteur pour la HEP.

Rapports

**Art. 22** <sup>1</sup> Le Rectorat établit tous les deux ans à l'intention du Conseil un rapport portant sur l'exécution du contrat de prestations, le budget et les comptes annuels.

<sup>2</sup> Ce rapport et l'avis du Conseil sont transmis au Comité stratégique.

<sup>3</sup> Le Rectorat publie en outre un rapport d'activité bisannuel.

Mandat de  
prestations à la  
demande d'un  
canton

**Art. 23** A la demande d'un canton et à la charge de ce dernier, la HEP peut conclure un mandat particulier de formation ou de prestations de services.

#### 4. Organisation

Organes

**Art. 24** <sup>1</sup> Les organes de la HEP sont :

1. Organes décisionnels  
le Comité stratégique;  
le Conseil de la HEP (ci-après : "le Conseil");  
le Rectorat;  
la rectrice ou le recteur.
2. Organe consultatif  
la Commission BEJUNE de la formations des enseignant·e·s.
3. Organes participatifs  
la Commission du personnel;  
les organes représentant les autres corps constitués.
4. Organe de révision

<sup>2</sup> D'autres commissions consultatives peuvent être instituées par le Comité stratégique.

## 4.1. Organes décisionnels

### 4.1.1. Comité stratégique

Fonction et  
composition

**Art. 25** <sup>1</sup> Le Comité stratégique est l'organe suprême de la HEP.

<sup>2</sup> Il est composé de la cheffe ou du chef de département en charge du dossier HEP de chaque canton signataire.

<sup>3</sup> A titre exceptionnel, les membres peuvent se faire représenter par une personne de leur département.

<sup>4</sup> Les décisions sont prises d'un commun accord.

<sup>5</sup> Le Comité stratégique arrête son règlement d'organisation.

<sup>6</sup> En principe, les membres du Rectorat assistent aux séances du Comité stratégique avec voix consultative.

Compétences

**Art. 26** Le Comité stratégique a notamment les compétences suivantes :

#### a) Compétences stratégiques

1. approuver la vision stratégique quadriennale et son enveloppe de financement;
2. conclure le contrat de prestations;
3. approuver le rapport final portant sur l'exécution du contrat de prestations;
4. approuver les mesures nécessaires à la régulation du nombre des admissions;
5. représenter la HEP au sein des instances nationales et intercantonales en charge de la politique des hautes écoles;
6. informer les parlements sur les activités de la HEP.

#### b) Compétences réglementaires

1. approuver la réglementation adoptée par le Rectorat lorsque celle-ci ne relève pas de la compétence du Conseil;
2. approuver la réglementation sur le statut général du personnel, sur la classification des fonctions ainsi que la grille salariale du personnel;
3. approuver le règlement de la Commission BEJUNE de la formation des enseignant·e·s;
4. approuver le statut et la rémunération des formatrices et formateurs en établissement.

#### c) Compétences de nomination

1. nommer les membres du Conseil et sa présidente ou son président;
2. nommer la rectrice ou le recteur;

3. nommer les vice-recteurs et vice-rectrices sur proposition du recteur;
4. désigner l'organe de révision des comptes de la HEP.

**d) Compétences structurelles**

1. décider la localisation des filières de formation et la répartition de leurs activités entre les trois cantons;
2. décider la création, la modification ou la suppression de filières de formation.

**e) Compétences financières**

1. approuver le système financier et comptable de gestion financière de la HEP;
2. approuver le budget et les comptes;
3. décider de l'affectation de l'excédent éventuel des recettes publiques au terme de chaque exercice annuel;
4. approuver la réglementation sur le montant des écolages et des taxes d'études;
5. fixer la rémunération des membres du Conseil.

Clauses  
générales et  
surveillance

**Art. 27** <sup>1</sup> Le Comité stratégique exerce toutes les compétences qui ne relèvent pas d'un autre organe.

<sup>2</sup> Il règle les conflits de compétences entre le Conseil et le Rectorat.

<sup>3</sup> Il exerce la surveillance sur les activités de la HEP.

#### 4.1.2. Conseil de la HEP

Fonction

**Art. 28** <sup>1</sup> Le Conseil est l'organe chargé de la politique de la formation, de la recherche, des prestations de services et des questions d'égalité et de développement durable.

<sup>2</sup> Il rend compte de ses activités dans son rapport annuel à l'intention du Comité stratégique.

Composition

**Art. 29** <sup>1</sup> Le Conseil est composé de six membres. Chaque canton désigne deux représentant·e·s.

<sup>2</sup> Un·e représentant·e de chaque canton est actif dans le domaine de l'enseignement.

<sup>3</sup> La durée du mandat correspond à la période législative du canton représenté.

Organisation

**Art. 30** <sup>1</sup> La présidente ou le président est nommé par le Comité stratégique.

<sup>2</sup> La durée de sa fonction est de deux ans, renouvelable une fois.

<sup>3</sup> Le Conseil désigne sa vice-présidente ou son vice-président. Pour le surplus, il s'organise lui-même.

#### Décisions

**Art. 31** <sup>1</sup> Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents.

<sup>2</sup> En cas d'égalité des voix, la voix de la présidente ou du président l'emporte.

<sup>3</sup> En principe, les membres du Rectorat participent aux séances du Conseil avec voix consultative.

#### Compétences

**Art. 32** Le Conseil a les compétences suivantes :

##### a) Compétences stratégiques

1. se prononcer sur la vision stratégique quadriennale et son enveloppe de financement;
2. se prononcer sur le contrat de prestations;
3. se prononcer sur les projets de collaboration avec les autres institutions;
4. préaviser les mesures nécessaires à la régulation du nombre d'admissions;
5. contrôler l'exécution du contrat de prestations;
6. approuver le rapport d'activité bisannuel.

##### b) Compétences structurelles

1. se prononcer sur la localisation des filières de formation;
2. préaviser la création, la modification ou la suppression de filières de formation.

##### c) Compétence financière

1. préaviser le budget et les comptes annuels.

##### d) Compétences réglementaires

1. approuver la réglementation relative aux études, y compris celle de la formation continue, à la recherche, aux prestations de services et aux questions d'égalité et de développement durable;
2. approuver la réglementation sur l'assurance de la qualité.

##### e) Compétence de sélection

Le Conseil met au concours le poste de rectrice ou de recteur, organise la procédure de sélection des candidatures et soumet sa proposition au Comité stratégique.

### 4.1.3. Rectorat

Fonction et  
composition

**Art. 33** <sup>1</sup> Le Rectorat est l'organe de direction de la HEP. Il est composé d'une rectrice ou d'un recteur, ainsi que de deux vice-rectrices ou vice-recteurs.

<sup>2</sup> Le mandat des membres du Rectorat est en principe d'une durée de quatre ans reconductible.

<sup>3</sup> La rectrice ou le recteur représente le Rectorat devant les autres organes de la HEP.

Compétences

**Art. 34** Le Rectorat a les compétences suivantes :

**a) Compétences stratégiques**

1. adopter la vision stratégique quadriennale et son enveloppe financière;
2. adopter les projets de collaborations avec d'autres institutions;
3. adopter les mesures nécessaires à la régulation du nombre d'étudiant·e·s;
4. exécuter le contrat de prestations;
5. soutenir la recherche de fonds externes;
6. adopter le rapport final portant sur l'exécution du contrat de prestations;
7. adopter le rapport d'activité bisannuel.

**b) Compétences structurelles**

1. proposer les lieux d'activité de la HEP;
2. proposer la création, la modification ou la suppression de filières de formation.

**c) Compétences financières**

1. adopter le système financier et comptable de gestion financière de la HEP;
2. adopter le budget et les comptes annuels;
3. adopter le règlement sur les écolages et les taxes d'études;
4. décider de l'allocation interne des ressources;
5. proposer l'affectation ou la restitution de l'excédent dans le cadre des dispositions du contrat de prestations.

**d) Compétences réglementaires**

1. arrêter la réglementation sur l'organisation du Rectorat;
2. arrêter la réglementation relative à la consultation et la participation;
3. adopter le règlement de la Commission BEJUNE de la formation des enseignant·e·s;
4. arrêter les règles d'éthique et de déontologie;

5. arrêter le règlement relatif au fonctionnement de la Commission du personnel;
6. adopter la réglementation relative à la formation, à la recherche et aux prestations de services;
7. adopter la réglementation sur les conditions d'accès aux études et le statut des étudiant·e·s ainsi que décider sur toute question relative au statut des étudiant·e·s;
8. adopter la réglementation sur l'assurance de la qualité;
9. adopter la réglementation sur le statut, les droits et obligations du personnel;
10. arrêter les directives nécessaires à la gestion et à l'administration du personnel.

#### 4.1.4. Rectrice ou recteur

Fonction

**Art. 35** <sup>1</sup> La rectrice ou le recteur assume les compétences suivantes :

- a) représenter la HEP à l'extérieur de l'institution;
- b) présider le Rectorat;
- c) garantir vis-à-vis des cantons signataires la qualité des missions et la gestion efficace des ressources de la HEP;
- d) proposer au Comité stratégique la nomination des autres membres du Rectorat;
- e) engager le personnel de la HEP, sur préavis du Rectorat;
- f) arrêter la politique de communication de la HEP;
- g) délivrer et retirer les titres et diplômes de formation.

<sup>2</sup> Elle ou il dirige la HEP et, à ce titre, prend en cas d'urgence toutes les mesures nécessaires à la bonne marche de l'institution.

#### 4.2. Organe consultatif Commission BEJUNE de la formation des enseignantes et enseignants

Fonction

**Art. 36** <sup>1</sup> La Commission BEJUNE de la formation des enseignant·e·s (ci-après : "la Commission BEJUNE") est une commission consultative du Conseil et du Rectorat.

<sup>2</sup> Elle est un lieu d'échanges, de débat et de concertation entre la HEP, les services cantonaux en charge de la formation, les directions d'établissement.

<sup>3</sup> Le corps étudiantin et les associations professionnelles sont représentés.

**Mission** **Art. 37** <sup>1</sup> La Commission BEJUNE émet des avis et des recommandations concernant la formation des enseignant·e·s à l'intention du Conseil ou du Rectorat.

<sup>2</sup> Elle aborde tous les thèmes en lien avec son mandat, dont notamment les besoins des services employeurs, les problématiques d'admission, d'encadrement en pratique professionnelle, de monitoring.

**Fonctionnement** **Art. 38** La composition et les autres modalités relatives au fonctionnement de la Commission BEJUNE font l'objet d'un règlement spécifique.

### 4.3. Organes participatifs

**Corps constitués** **Art. 39** Les corps constitués sont :

- le personnel dans son ensemble;
- le personnel académique;
- le personnel administratif et technique;
- le corps étudiant;
- les étudiants de chacune des filières de formation initiale.

#### 4.3.1. La Commission du personnel

**Fonction** **Art. 40** La Commission du personnel exerce les droits de participation du personnel de la HEP.

**Tâches** **Art. 41** <sup>1</sup> La Commission du personnel est consultée par le Rectorat. Elle émet des préavis sur tous les dossiers majeurs de la HEP, notamment sur les dispositions relatives au statut, à la procédure de nomination et à la formation du personnel.

<sup>2</sup> Elle peut assumer toute autre tâche que lui confie le Rectorat.

**Organisation** **Art. 42** La composition et les autres modalités relatives au fonctionnement de la Commission du personnel font l'objet d'un règlement spécifique.

### 4.3.2. Autres organes participatifs

Autres corps  
constitués

**Art. 43** Le Rectorat prend les mesures d'organisation en vue de permettre aux autres corps constitués d'exercer de manière appropriée et indépendante leur droit de participation au fonctionnement et au développement de la HEP.

### 4.4. Organe de révision

Principe

**Art. 44** La HEP soumet ses comptes annuels à un contrôle ordinaire au sens de l'article 728a du code des obligations<sup>7</sup>.

Qualité de  
l'organe de  
révision

**Art. 45** <sup>1</sup> Le Comité stratégique désigne comme organe de révision un expert réviseur agréé au sens de la loi fédérale du 16 décembre 2005 sur la surveillance de la révision<sup>8</sup>.

<sup>2</sup> L'organe de révision doit être indépendant et former son appréciation en toute objectivité. Son indépendance ne doit être restreinte ni dans les faits ni en apparence au sens de l'article 728 du code des obligations<sup>7</sup>.

Mandat

**Art. 46** L'organe de révision établit à l'intention du Comité stratégique un rapport détaillé au sens de l'article 728b du code des obligations<sup>7</sup>.

## 5. Personnel

Principes

**Art. 47** <sup>1</sup> Le statut du personnel de la HEP relève du droit public; le droit privé est réservé pour le personnel engagé à titre temporaire.

<sup>2</sup> Le statut du personnel de la HEP s'inspire de la loi jurassienne sur le personnel de l'Etat<sup>9</sup>.

<sup>3</sup> La réglementation sur le statut général du personnel comprend notamment les règles concernant les qualifications requises, les modalités d'engagement, l'organisation du travail et le droit aux vacances.

<sup>4</sup> Le Comité stratégique peut, dans la réglementation du statut général du personnel, déléguer au Rectorat la compétence d'arrêter la réglementation propre à chaque catégorie de personnel de la HEP, ainsi que celle relative au développement professionnel.



Personnel  
académique

**Art. 48** <sup>1</sup> Le personnel académique regroupe les personnes qui exercent principalement des tâches de formation et de recherche.

<sup>2</sup> En tant que corps constitué, il exerce son droit de participation sur toutes les questions qui le concernent spécifiquement.

Personnel  
administratif et  
technique

**Art. 49** <sup>1</sup> Le personnel administratif et technique regroupe les personnes qui exercent une fonction autre qu'académique.

<sup>2</sup> En tant que corps constitué, il exerce son droit de participation sur toutes les questions qui le concernent spécifiquement.

## 6. Étudiantes et étudiants

Admissions

**Art. 50** La réglementation sur les études fixe les conditions à l'admission des étudiant·e·s conformément au droit supérieur.

Mesures de  
régulation

**Art. 51** <sup>1</sup> Pour garantir la qualité de la formation, le Comité stratégique peut limiter, par des mesures de régulation, le nombre d'admissions en fonction des capacités d'accueil au sein de la HEP et des places disponibles pour la formation pratique en établissement.

<sup>2</sup> Dans le cas d'une limitation des places d'études, les candidat·e·s admis sont sélectionnés en fonction de leur aptitude pour les études.

<sup>3</sup> Une taxe de 100 à 500 francs peut être exigée des candidat·e·s aux études pour la procédure d'évaluation de l'aptitude organisée avant l'admission.

Principes

**Art. 52** <sup>1</sup> Le statut des étudiant·e·s est fixé par la réglementation sur les études.

<sup>2</sup> Les aspects académiques, notamment les conditions d'admission, d'études et d'examens, sont régis par la réglementation interne de la HEP, en conformité avec les dispositions intercantionales, fédérales et internationales.

<sup>3</sup> Les diplômes sont délivrés par la HEP.

Droit de  
participation

**Art. 53** <sup>1</sup> En tant que corps constitué, les étudiantes et étudiants exercent leur droit de participation sur toute question qui les concerne spécifiquement.

<sup>2</sup> Le droit de participation approprié des étudiant·e·s au fonctionnement et au développement de la HEP s'exerce par le biais d'associations d'étudiant·e·s ou de conseils d'étudiant·e·s reconnus.

<sup>3</sup> Deux représentant·e·s du corps étudiantin siègent au sein de la Commission BEJUNE.

## 7. Responsabilité civile

Responsabilité

**Art. 54** <sup>1</sup> La HEP répond du dommage causé sans droit à un tiers par ses organes et son personnel dans l'exercice de leurs fonctions.

<sup>2</sup> La personne lésée n'a aucune action envers la personne fautive.

<sup>3</sup> Lorsque la HEP est tenue de réparer le dommage causé sans droit, elle dispose d'une action récursoire contre la personne fautive, même après la cessation des rapports de service.

<sup>4</sup> Le personnel répond envers la HEP du dommage qu'il lui cause en violant intentionnellement ou par négligence grave les devoirs de sa fonction.

<sup>5</sup> Au surplus, la loi jurassienne sur le personnel de l'Etat<sup>9)</sup> est applicable par analogie.

## 8. Dispositions financières

Ressources de la HEP

**Art. 55** <sup>1</sup> Les ressources de la HEP proviennent essentiellement des contributions financières des cantons signataires. Celles-ci comprennent :

- a) les contributions annuelles versées par les cantons signataires conformément à la clé de répartition;
- b) les rémunérations des prestations de services et de formation continue commandées par les cantons.

<sup>2</sup> Aux ressources de la HEP s'ajoutent notamment :

- a) les taxes d'études et contributions aux frais d'études payées par les étudiant·e·s;
- b) les revenus provenant de fonds de tiers ou de mandats externes;
- c) les revenus liés aux prestations de services ou de ventes;
- d) les contributions de la Confédération ou d'autres collectivités ou de tiers;
- e) les dons et legs, le mécénat et le sponsoring.

Frais de  
fonctionnement

**Art. 56** Les cantons signataires financent les frais de fonctionnement de l'institution y compris les frais d'infrastructures.

Contributions  
des cantons aux  
frais de  
fonctionnement  
hors  
infrastructures

**Art. 57** <sup>1</sup> Le Comité stratégique détermine la participation financière des cantons signataires aux frais de fonctionnement.

<sup>2</sup> La participation financière repose essentiellement sur le nombre d'étudiantes et étudiants admis en formation de base domiciliés dans chacun d'eux; elle peut aussi tenir compte de la population résidente et de la population scolaire de chaque canton.

Contribution des  
cantons aux frais  
d'infrastructures

**Art. 58** <sup>1</sup> Les cantons mettent à disposition de la HEP des infrastructures satisfaisant les standards de qualité adaptés aux activités de celle-ci.

<sup>2</sup> Les frais d'infrastructures comprennent notamment la location des bâtiments, l'énergie, l'entretien et la conciergerie.

<sup>3</sup> Ces frais sont financés selon une répartition fixée par le Comité stratégique.

Enveloppe de  
financement

**Art. 59** L'enveloppe de financement quadriennale définie dans le contrat de prestations s'inscrit dans les limites des procédures budgétaires des cantons signataires.

Budgets et  
comptes

**Art. 60** <sup>1</sup> Au premier semestre de l'année civile en cours, le Comité stratégique approuve le budget annuel de l'année suivante.

<sup>2</sup> Dans la même échéance, le Comité stratégique approuve la planification budgétaire quadriennale.

<sup>3</sup> Le Comité stratégique approuve les comptes de l'institution au cours du premier semestre de l'année qui suit la date de boucllement des comptes.

<sup>4</sup> Les décisions du Comité stratégique lient les cantons signataires, sous réserve de l'article 59.

Taxes

**Art. 61** <sup>1</sup> La HEP prélève des taxes auprès des étudiant·e·s pour la formation de base, les cours préparatoires aux formations de base et les examens.

<sup>2</sup> Le montant des taxes d'études pour les formations de base est de 500 à 1000 francs par semestre.

<sup>3</sup> Des taxes d'examens de 150 à 500 francs peuvent être prélevées.

<sup>4</sup> La HEP prélève une taxe pour les cours de formation continue qu'elle organise. En règle générale, cette taxe doit couvrir les coûts et s'aligner sur les tarifs du marché.

<sup>5</sup> La HEP prélève des taxes auprès des auditeurs et auditrices. Ces taxes s'élèvent de 100 à 1000 francs maximum par semestre.

<sup>6</sup> La HEP fixe la rémunération de ses prestations de services de sorte à couvrir ses coûts et s'aligner sur les tarifs du marché.

## 9. Droit applicable, contentieux et arbitrage

Droit applicable **Art. 62** <sup>1</sup> L'organisation et le fonctionnement de la HEP sont régis par le présent concordat, ses règlements et directives d'application.

<sup>2</sup> A titre subsidiaire, le droit du canton siège est applicable.

Contentieux **Art. 63** <sup>1</sup> Les décisions de la HEP sont sujettes à opposition devant l'autorité qui a rendu la décision, puis à recours devant le Rectorat.

<sup>2</sup> Les décisions du Rectorat peuvent être attaquées devant la Cour administrative du Tribunal cantonal jurassien.

<sup>3</sup> La procédure d'opposition est gratuite.

<sup>4</sup> Au surplus, le Code de procédure administrative jurassien<sup>10)</sup> est applicable par analogie.

Arbitrage **Art. 64** <sup>1</sup> Dans la mesure du possible, les cantons signataires règlent leurs différends par voie de conciliation ou de médiation.

<sup>2</sup> En cas d'échec, les litiges découlant de l'interprétation et de l'application du présent concordat sont soumis à l'arbitrage d'un tribunal formé de trois arbitres.

<sup>3</sup> Chaque partie désigne un arbitre. Les deux arbitres choisissent le troisième qui préside le tribunal arbitral. Il ou elle doit être juriste.

<sup>4</sup> En cas de désaccord entre les parties, la présidente ou le président du tribunal arbitral est désigné par la présidente ou le président de la Cour administrative du Tribunal cantonal jurassien.

<sup>5</sup> Le tribunal arbitral peut statuer selon l'équité à défaut d'une base légale ou d'une règle de jurisprudence applicable.

<sup>6</sup> Il applique la procédure administrative jurassienne, sous réserve des dispositions impératives du Code de procédure civile<sup>11)</sup> en matière d'arbitrage qui s'applique par analogie. Il peut proposer une convention d'arbitrage.

<sup>7</sup> Les cantons signataires sont liés par la décision motivée rendue par le tribunal arbitral.

<sup>8</sup> Pour le surplus, il est renvoyé aux dispositions du Code de procédure civile<sup>11)</sup> qui s'applique par analogie.

## 10. Durée, évaluation, dénonciation

Durée	<b>Art. 65</b> Le concordat est de durée indéterminée.
Evaluation	<p><b>Art. 66</b> <sup>1</sup> Le Comité stratégique invite le Rectorat à procéder à une première évaluation de l'application du concordat dans un délai de quatre ans dès son entrée en vigueur.</p> <p><sup>2</sup> Sur la base du rapport d'évaluation, le Comité stratégique invite le Rectorat à prendre, le cas échéant, les mesures nécessaires dans les douze mois.</p>
Dénonciation	<b>Art. 67</b> Les cantons peuvent dénoncer le présent concordat moyennant un préavis écrit donné quatre ans à l'avance pour le début d'une année académique.
Conséquences de la dénonciation	<p><b>Art. 68</b> <sup>1</sup> Pendant le délai de dénonciation, les obligations financières des cantons sont maintenues.</p> <p><sup>2</sup> Le concordat reste en vigueur tant que deux cantons en font partie.</p> <p><sup>3</sup> Les étudiant·e·s du canton ayant dénoncé le concordat qui ont commencé leurs études avant la dénonciation écrite du concordat peuvent les achever conformément au concordat et à ses dispositions d'application.</p>
Poursuite des activités	<b>Art. 69</b> <sup>1</sup> Si le concordat est dénoncé par deux cantons au moins, les parties engagent des pourparlers afin de régler la poursuite des activités de la HEP par voie de convention.

<sup>2</sup> En cas d'échec des pourparlers, les cantons désignent une ou un commissaire chargé d'assurer la poursuite des activités de la HEP tant que ceux-ci n'ont pas trouvé une entité reprenant ses activités. En cas de désaccord, la présidente ou le président de la Cour administrative du Tribunal cantonal jurassien désigne la ou le commissaire.

<sup>3</sup> Les obligations financières des cantons subsistent malgré la dénonciation jusqu'à la reprise des activités de la HEP par une ou plusieurs autres entités.

## 11. Dispositions transitoires et finales

Reprise de la  
législation  
d'exécution

**Art. 70** <sup>1</sup> La législation d'exécution du Concordat intercantonal créant une Haute école pédagogique commune aux cantons de Berne, Jura et Neuchâtel, approuvé par les législatifs cantonaux en 2000, est intégralement reprise.

<sup>2</sup> Il en va de même des engagements et obligations contractés sous l'empire dudit concordat.

<sup>3</sup> La législation d'exécution est adaptée dans un délai de trois ans après l'entrée en vigueur du concordat par les organes concordataires compétents.

Adaptation des  
législations  
cantonales

**Art. 71** Les cantons signataires disposent d'un délai de deux ans dès l'entrée en vigueur du présent concordat pour adapter si nécessaire leur législation.

Résiliation du  
concordat  
intercantonal  
antérieur

**Art. 72** L'entrée en vigueur du présent concordat vaut abrogation du Concordat intercantonal créant une Haute école pédagogique commune aux cantons de Berne, Jura et Neuchâtel entré en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2001.

Entrée en  
vigueur

**Art. 73** Le présent concordat entre en vigueur après sa ratification par l'ensemble des cantons signataires, à la date fixée par le Comité stratégique<sup>2)</sup>.

suivent les signatures

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) 1<sup>er</sup> août 2021
- 3) [RS 101](#)
- 4) [RS 414.20](#)
- 5) [RSJU 410.101](#)
- 6) [RSJU 111.190](#)
- 7) [RS 220](#)
- 8) [RS 221.302](#)
- 9) [RSJU 173.11](#)
- 10) [RSJU 175.1](#)
- 11) [RS 272](#)





## Loi sur la Haute Ecole Pédagogique (HEP-BEJUNE)

du 9 décembre 2020

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu le concordat intercantonal du 14 novembre 2019 instituant la Haute Ecole Pédagogique commune aux cantons de Berne, Jura et Neuchâtel (HEP-BEJUNE) (dénommé ci-après : "concordat"),

vu l'arrêté du 18 novembre 2020 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat intercantonal instituant la Haute Ecole Pédagogique commune aux cantons de Berne, Jura et Neuchâtel (HEP-BEJUNE)<sup>1</sup>,

*arrête :*

But	<b>Article premier</b> La présente loi contient les dispositions d'exécution du concordat.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Site cantonal	<b>Art. 3</b> Le site cantonal de la Haute Ecole Pédagogique est localisé à Delémont.
Financement	<p><b>Art. 4</b> <sup>1</sup> Le Gouvernement arrête les contributions financières de la République et Canton du Jura à la Haute Ecole Pédagogique, sous réserve des compétences budgétaires du Parlement.</p> <p><sup>2</sup> Il peut déléguer cette compétence au Département de la formation, de la culture et des sports (ci-après : "le Département").</p>
Collaboration des écoles	<b>Art. 5</b> Le Département veille à ce que les écoles publiques fournissent un nombre suffisant de formateurs en établissement à la Haute Ecole Pédagogique.
Dénonciation	<b>Art. 6</b> Le Gouvernement est habilité à dénoncer le concordat conformément aux dispositions prévues à son article 67.

- Abrogation      **Art. 7** La loi du 6 décembre 2000 sur la Haute Ecole pédagogique (HEP-BEJUNE) est abrogée.
- Référendum      **Art. 8** La présente loi est soumise au référendum facultatif.
- Entrée en vigueur      **Art. 9** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>2)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 9 décembre 2020

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Eric Dobler  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

1) [RSJU 410.210](#)

2) 1<sup>er</sup> août 2021

## Ordonnance concernant le programme horaire des enseignants de la scolarité obligatoire<sup>5)</sup>

du 13 juin 2006

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 48, alinéas 3 à 5, et 51 de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat<sup>1), 8)</sup>

*arrête :*

Champ d'application	<b>Article premier<sup>6)</sup></b> La présente ordonnance concerne le programme horaire des enseignants de l'école obligatoire.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Durée des leçons	<b>Art. 3</b> La durée des leçons est de quarante-cinq minutes, celle des demi-leçons de vingt-cinq minutes.
Pauses et récréations	<p><b>Art. 4</b> <sup>1</sup> Deux leçons sont entrecoupées par une pause de cinq minutes au moins.</p> <p><sup>2</sup> Lorsqu'une demi-journée comporte plus de trois leçons, l'une des pauses doit avoir une durée d'au moins quinze minutes (récréation).</p> <p><sup>3</sup> Le Département de la formation, de la culture et des sports<sup>10)</sup> peut arrêter des prescriptions particulières.</p>
Nombre de leçons obligatoires	<p><b>Art. 5</b> Le programme hebdomadaire d'enseignement à plein temps se définit de la manière suivante :</p> <p>a)<sup>4)</sup> pendant les deux premières années de l'école primaire (école enfantine), le nombre de leçons obligatoires est de vingt-huit; les pauses et les récréations sont prises en considération à raison de deux leçons;</p>

- b) à l'école primaire et à l'école secondaire, le nombre de leçons obligatoires est de vingt-huit, y compris pour les enseignants des classes de transition et des classes de soutien et pour ceux chargés de cours d'appui ou de soutien pédagogique ambulatoire; les pauses et les récréations ne sont pas incluses;
- c) ...<sup>7)</sup>

Enseignant  
engagé à la  
période

**Art. 5a<sup>13)</sup>** Puisqu'il n'effectue pas l'ensemble des tâches associées à l'enseignement au sens de l'article 48, alinéa 4, de la loi sur le personnel de l'Etat<sup>1)</sup>, l'enseignant engagé à la période qui ne dispose pas de la totalité de la formation requise par la description de la fonction voit son temps de travail réduit de 10 %.

Fluctuations

**Art. 6** <sup>1</sup> Dans la mesure du possible, chaque enseignant effectue le nombre de leçons obligatoires correspondant à son taux d'activité.

<sup>2</sup> Lorsque les circonstances le justifient, une fluctuation annuelle de deux leçons au maximum peut être autorisée pour les enseignants nommés à plein temps. Dans ce cas, le nombre de leçons obligatoires doit être observé en moyenne, pour l'enseignant concerné, sur une période de six ans.

<sup>3</sup> Les directeurs d'école veillent au respect de ces dispositions.

<sup>4</sup> Le Département de la formation, de la culture et des sports<sup>10)</sup> arrête, par voie de directives, les règles applicables lorsqu'un enseignant cesse son activité avec un excédent ou un manque d'heures par rapport au nombre de leçons obligatoires auquel il était astreint.

Leçons  
supplémentaires

**Art. 7** <sup>1</sup> Les leçons supplémentaires rémunérées sont en principe interdites. Sont considérées comme leçons supplémentaires celles qui sont dispensées au-delà du nombre de leçons obligatoires pour un programme complet à plein temps (art. 5).

<sup>2</sup> A titre exceptionnel, pour des raisons impérieuses d'ordre pédagogique ou d'organisation scolaire, notamment en vue de garantir le droit à l'enseignement des élèves, le Service de l'enseignement peut confier, sur demande, au maximum deux leçons supplémentaires à un enseignant à programme complet. Il n'existe cependant aucun droit pour un enseignant à obtenir des leçons supplémentaires.

<sup>3</sup> Les directeurs d'école et les commissions d'école veillent au respect de ces dispositions.

Maximum  
journalier

**Art. 8** <sup>1</sup> Les enseignants des écoles enfantines, primaires, secondaires, des classes de transition, des classes de soutien et ceux chargés de cours d'appui ou de soutien pédagogique ambulatoire peuvent donner huit leçons par jour au maximum. Dans des cas spéciaux, le Service de l'enseignement peut, sur demande, autoriser des dérogations de durée limitée.

<sup>2</sup> ...[7\)](#)

**Art. 9**[12\)](#)

Allègement pour  
raison d'âge  
a) dès 50 ans

**Art. 10**[8\)](#) Dès le début de l'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle l'enseignant atteint l'âge de 50 ans, le programme hebdomadaire d'enseignement à plein temps, au sens de l'article 5, est réduit d'une leçon.

b) dès 60 ans

**Art. 10a**[9\)](#) <sup>1</sup> En lieu et place de l'allègement prévu à l'article 10 et dès le début de l'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle l'enseignant atteint l'âge de 60 ans, le programme hebdomadaire d'enseignement à plein temps, au sens de l'article 5, est réduit :

- a) de 1.25 leçon, si l'enseignant est au bénéfice d'un taux d'activité compris entre 1 et 89 %;
- b) de 2 leçons, si l'enseignant est au bénéfice d'un taux d'activité compris entre 90 et 100 %.

<sup>2</sup> Le tableau figurant en annexe détermine le taux d'occupation de l'enseignant.[11\)](#)

c) disposition  
transitoire

**Art. 10b**[9\)](#) Le solde du crédit annuel exprimé en leçons existant au moment de l'entrée en vigueur des articles 10 et 10a est reporté dans le décompte des fluctuations au sens de l'article 6.

Clause  
abrogatoire

**Art. 11** L'ordonnance du 6 décembre 1978 fixant le nombre des leçons obligatoires des enseignants est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 12** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2006.

Delémont, le 13 juin 2006

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

**Annexe<sup>11)</sup>****Taux d'occupation de l'enseignant au sens de l'article 10a**

Nombre total de leçons dispensées par semaine		Taux d'occupation en %
1	1/26.75	3.74
2	2/26.75	7.48
3	3/26.75	11.21
4	4/26.75	14.95
5	5/26.75	18.69
6	6/26.75	22.43
7	7/26.75	26.17
8	8/26.75	29.91
9	9/26.75	33.64
10	10/26.75	37.38
11	11/26.75	41.12
12	12/26.75	44.86
13	13/26.75	48.60
14	14/26.75	52.34
15	15/26.75	56.07
16	16/26.75	59.81
17	17/26.75	63.55
18	18/26.75	67.29
19	19/26.75	71.03
20	20/26.75	74.77
21	21/26.75	78.50
22	22/26.75	82.24
23	23/26.75	85.98
24	24/26.75	89.72
25	25/26	96.15
26	26/26	100.00

1) [RSJU 173.11](#)

2) ...

3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 31 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2009

- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 février 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 5) Nouvelle teneur du titre selon l'article 8 de l'ordonnance du 11 novembre 2014 concernant le programme horaire des enseignants du Centre jurassien d'enseignement et de formation, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 413.254](#))
- 6) Nouvelle teneur selon l'article 8 de l'ordonnance du 11 novembre 2014 concernant le programme horaire des enseignants du Centre jurassien d'enseignement et de formation, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 413.254](#))
- 7) Abrogé(e) par l'article 8 de l'ordonnance du 11 novembre 2014 concernant le programme horaire des enseignants du Centre jurassien d'enseignement et de formation, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 413.254](#))
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 9) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 10) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 11) Introduit(e) par le ch. I de l'ordonnance du 2 juillet 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 12) Abrogé par l'article 31 de l'ordonnance du 22 juin 2020 concernant les allègements de programme accordés aux enseignants de la scolarité obligatoire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2020 ([RSJU 410.252.3](#))
- 13) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 30 mars 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2021



## Ordonnance sur la direction des écoles obligatoires

du 24 juin 2015

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 48, alinéa 6, de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat<sup>1)</sup>,

vu les articles 121 à 123 de la loi du 20 décembre 1990 sur l'école obligatoire<sup>2)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Objet	<b>Article premier</b> La présente ordonnance règle la composition, les tâches et la décharge horaire accordée à l'équipe de direction des écoles obligatoires.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### SECTION 2 : Composition

Membres de l'équipe de direction	<b>Art. 3</b> <sup>1</sup> Le cercle scolaire est dirigé par un directeur, qui est au bénéfice de la formation de responsable d'établissement scolaire ou s'engage à l'acquérir en cours d'emploi dans les cinq ans.
----------------------------------	--

<sup>2</sup> Si les conditions prévues aux articles 4 et 5 de la présente ordonnance sont réunies, l'équipe de direction peut être complétée par un directeur adjoint et un membre de direction ou par un à deux membres de direction. L'équipe de direction se compose de trois personnes au maximum, qui dispensent en parallèle chacune au moins 4 leçons hebdomadaires d'enseignement.

<sup>3</sup> Le directeur adjoint et les membres de direction se répartissent avec le directeur les tâches de direction mentionnées dans la section 3 ci-après et dans la législation spéciale. Ils sont subordonnés au directeur.

Conditions de  
désignation  
1. Directeur adjoint

**Art. 4** <sup>1</sup> Un directeur adjoint peut être désigné par le Département de la Formation, de la Culture et des Sports (dénommé ci-après : "le Département") aux conditions cumulatives suivantes :

- a) la décharge globale de direction atteint au moins 29 leçons;
- b) le directeur adjoint se voit attribuer au minimum 10 leçons de décharge.

<sup>2</sup> Le directeur adjoint est au bénéfice de la formation de responsable d'établissement scolaire ou s'engage à l'acquérir en cours d'emploi dans les cinq ans.

2. Membres de  
direction

**Art. 5** <sup>1</sup> Un membre de direction peut être désigné par le Département si la décharge globale de direction atteint au moins 10 leçons.

<sup>2</sup> Dans les limites de l'article 3, alinéa 2, de la présente ordonnance, un second membre de direction peut être désigné par le Département si la décharge globale de direction atteint au moins 29 leçons.

### SECTION 3 : Tâches

**Art. 6** Dans sa sphère de compétence, le directeur exerce les tâches définies par la législation ainsi que les missions suivantes :

a) Tâches générales :

- 1. assurer l'application des dispositions légales et réglementaires, des décisions des autorités scolaires cantonales et du cercle scolaire ainsi que de celles du collège des enseignants;
- 2. organiser et coordonner les activités de l'école;
- 3. organiser les relations entre les parents et l'école;
- 4. transmettre au Service de l'enseignement l'ensemble des informations nécessaires à l'organisation de l'école;
- 5. animer, contrôler et coordonner les activités des enseignants chargés de tâches et fonctions particulières, du personnel administratif et de conciergerie s'il y a lieu.

b) Tâches pédagogiques et éducatives :

- 1. favoriser et animer la collaboration pédagogique entre les enseignants;
- 2. promouvoir l'animation culturelle et sportive de l'école;
- 3. conseiller la commission d'école sur les mesures éducatives et disciplinaires;
- 4. surveiller l'activité pédagogique des remplaçants et des enseignants qui sont engagés de manière temporaire pour une année au maximum;

5. proposer à la commission d'école la répartition des classes et des enseignements entre les enseignants;
6. mettre en place, gérer et contrôler les classes de devoirs surveillés, les cours d'appui et collaborer à la mise en place des mesures de soutien.

c) Tâches administratives et planificatrices :

1. assurer le secrétariat général de l'école et de la commission d'école;
2. collaborer à l'établissement du budget et à la tenue des comptes;
3. collaborer à l'organisation et à la gestion des transports scolaires;
4. planifier les besoins en locaux et équipements.

## SECTION 4 : Décharge globale de direction

### Principe

**Art. 7** <sup>1</sup> Par une leçon de décharge, on entend une leçon déduite du programme hebdomadaire d'enseignement durant toute l'année scolaire.

<sup>2</sup> La décharge doit servir à effectuer l'ensemble des tâches dévolues à la direction.

### Partage de la décharge

**Art. 8** <sup>1</sup> Si un directeur adjoint et/ou un ou des membres de direction ont été désignés, la décharge globale de direction est partagée entre les membres de l'équipe de direction. Si tel n'est pas le cas, elle est attribuée en totalité au directeur.

<sup>2</sup> La décharge de chaque membre de direction ne peut pas être égale ou supérieure à la moitié de la décharge du directeur, à moins que la décharge globale de direction dépasse 28 leçons.

<sup>3</sup> La répartition est communiquée annuellement et jusqu'au 31 mars de l'année scolaire précédente au Service de l'enseignement.

<sup>4</sup> En cas de désaccord sur le partage de la décharge, le Service de l'enseignement décide.

### Décharge de base 1. Ecole primaire

**Art. 9** La décharge globale de direction à l'école primaire est fixée comme il suit :

- a) jusqu'à 60 élèves, 4 leçons de décharge;
- b) jusqu'à 90 élèves, 5 leçons de décharge;
- c) jusqu'à 120 élèves, 6 leçons de décharge;
- d) jusqu'à 150 élèves, 7 leçons de décharge;
- e) jusqu'à 180 élèves, 8 leçons de décharge;

- f) jusqu'à 210 élèves, 9 leçons de décharge;
- g) jusqu'à 240 élèves, 10 leçons de décharge;
- h) jusqu'à 275 élèves, 11 leçons de décharge;
- i) au-delà et pour chaque nouvelle tranche de 1 à 35 élèves, jusqu'à un total de 485 élèves : 1 leçon de décharge supplémentaire;
- j) au-delà et pour chaque nouvelle tranche de 1 à 30 élèves : 1 leçon de décharge supplémentaire.

2. Ecole  
secondaire

**Art. 10** La décharge globale de direction à l'école secondaire est fixée comme il suit :

- a) jusqu'à 100 élèves, 10 leçons de décharge;
- b) au-delà et pour chaque nouvelle tranche de 1 à 15 élèves : 1 leçon de décharge supplémentaire.

3. Calcul du  
nombre d'élèves

**Art. 11** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement établit tous les trois ans le nombre déterminant des élèves au sens des articles 9 et 10.

<sup>2</sup> Pour ce faire, il se fonde sur la moyenne des trois années scolaires écoulées ainsi que sur les perspectives pour les trois années à venir.

<sup>3</sup> Une fois la décharge arrêtée, elle est valable pour les trois années scolaires à venir, peu importent les éventuelles fluctuations du nombre d'élèves durant cette période.

Décharge  
supplémentaire  
1. Sites dans des  
localités  
différentes

**Art. 12** Si le cercle scolaire comprend des sites qui se situent dans deux localités différentes au moins et que le site secondaire comprend quatre classes ou plus, une décharge supplémentaire d'une leçon est accordée.

2. Direction des  
écoles primaires et  
secondaires

**Art. 13** Si l'équipe de direction exerce à la fois la direction d'une école primaire et d'une école secondaire, une décharge supplémentaire d'une leçon est accordée.

3. Détermination  
annuelle

**Art. 14** Le Service de l'enseignement examine, pour chaque année scolaire, l'existence de motifs d'octroi d'une décharge supplémentaire au sens des articles 12 et 13.

## SECTION 4BIS : Rémunération<sup>6)</sup>

Directeur

**Art. 14a<sup>6)</sup>** Le directeur d'une école obligatoire est rémunéré comme suit :

- a) si la décharge qui lui est attribuée conformément à la présente ordonnance est égale ou supérieure à quinze leçons, la totalité de son pensum est rétribuée selon la classe de traitement arrêtée pour la fonction de directeur;
- b) si la décharge qui lui est attribuée est comprise entre une et quatorze leçons, le directeur bénéficie pour l'équivalent de quatorze leçons de la rémunération selon la classe de traitement arrêtée pour la fonction de directeur; le solde de son pensum est rémunéré selon la classe de traitement applicable à son activité d'enseignant.

Directeur adjoint

**Art. 14b<sup>6)</sup>** Le directeur adjoint d'une école obligatoire, qui est au bénéfice de la formation de responsable d'établissement scolaire, a droit, pour l'ensemble de son pensum, à deux classes de traitement supplémentaires par rapport à la classe de traitement applicable à son activité d'enseignant.

Membre de direction

**Art. 14c<sup>6)</sup>** Un membre de direction est rémunéré comme il suit :

- a) si la décharge qui lui est attribuée est égale ou supérieure à sept leçons, il a droit, pour l'ensemble de son pensum, à une classe de traitement supplémentaire par rapport à la classe applicable à son activité d'enseignant;
- b) si la décharge est inférieure à sept leçons, il n'y a aucune rétribution particulière.

## SECTION 5 : Dispositions transitoires et finales

Co-direction

**Art. 15** Durant les deux années scolaires qui suivent l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, le poste de directeur peut être occupé par deux co-directeurs qui se répartissent la décharge accordée à celui-ci.

Modification de l'ordonnance portant exécution de la loi scolaire

**Art. 16** L'ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire (ordonnance scolaire)<sup>3)</sup> est modifiée comme il suit :

## TITRE SIXIEME/CHAPITRE III

## CHAPITRE III : Collège des enseignants

## Article 240

...<sup>5)</sup>

## Article 241, alinéa 3

...<sup>5)</sup>

## Articles 244 à 250

Abrogés.

## Article 256

Abrogé.

Modification de  
l'ordonnance sur  
l'indemnisation et  
la diminution du  
temps  
d'enseignement  
des directeurs,  
médiateurs et  
titulaires d'autres  
fonctions dans les  
écoles enfantines,  
primaires et  
secondaires

**Art. 17** L'ordonnance du 29 juin 1993 sur l'indemnisation et la diminution du temps d'enseignement des directeurs, médiateurs et titulaires d'autres fonctions dans les écoles enfantines, primaires et secondaires<sup>4)</sup> est modifiée comme il suit :

## SECTION 2 : Direction

## Article 8

...<sup>5)</sup>

## Article 9

...<sup>5)</sup>

## Article 10

...<sup>5)</sup>

Entrée en vigueur **Art. 18** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2015.

Delémont, le 24 juin 2015

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Thentz  
Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

- 1) [RSJU 173.11](#)
- 2) [RSJU 410.11](#)
- 3) [RSJU 410.111](#)
- 4) [RSJU 410.252.24](#)
- 5) Texte inséré dans ladite ordonnance
- 6) Introduit(e) par l'article 32 de l'ordonnance concernant les allègements de programme accordés aux enseignants de la scolarité obligatoire ([RSJU 410.252.3](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2021





# Ordonnance concernant les allègements de programme accordés aux enseignants de la scolarité obligatoire

du 22 juin 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 48, alinéa 6, de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat<sup>1</sup>,

vu les articles 124 à 126 de la loi du 20 décembre 1990 sur l'école obligatoire<sup>2</sup>,

*arrête :*

## SECTION 1 : Dispositions générales

Objet	<p><b>Article premier</b> <sup>1</sup> La présente ordonnance régit les allègements de programme accordés aux enseignants de l'école obligatoire chargés d'une tâche spécifique.</p> <p><sup>2</sup> L'allègement de programme permet à l'enseignant d'accomplir la tâche spécifique sans modification de son taux d'occupation.</p>
Terminologie	<p><b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.</p>
Tâches spécifiques	<p><b>Art. 3</b> <sup>1</sup> Seules sont considérées comme tâches spécifiques, pouvant donner lieu à un allègement de programme, celles définies par la présente ordonnance. Elles font l'objet d'un cahier des charges ratifié par le Service de l'enseignement.</p> <p><sup>2</sup> Sont réservées les tâches :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) définies et attribuées par la direction au sens de l'article 21 de la présente ordonnance;</li> <li>b) prévues par la législation relative à la direction des écoles, à la pédagogie spécialisée ainsi qu'à la prise en charge des élèves artistes ou sportifs prometteurs ou reconnus de haut niveau.</li> </ul>

Allègement de  
programme  
a) annuel

**Art. 4** <sup>1</sup> L'allègement de programme annuel est exprimé en leçons de décharge.

<sup>2</sup> Par une leçon de décharge, on entend une leçon déduite du programme hebdomadaire d'enseignement durant l'année scolaire, à savoir un volume annuel de travail de 65 heures.

<sup>3</sup> La rémunération des leçons de décharge est identique à celle versée pour les leçons d'enseignement données par l'enseignant concerné.

b) ponctuel

**Art. 5** Si le volume annuel de travail nécessaire à l'accomplissement de la tâche spécifique est inférieur à 65 heures, l'allègement peut prendre la forme d'un nombre de périodes, réparties sur l'année, pendant lesquelles le titulaire est remplacé à l'interne du cercle scolaire.

Etendue de  
l'allègement de  
programme

**Art. 6** <sup>1</sup> Les allègements de programme peuvent être cumulés.

<sup>2</sup> Sauf dérogation du Service de l'enseignement dans des circonstances exceptionnelles, l'enseignant ne peut pas se voir attribuer plus de leçons de décharge que de leçons effectivement enseignées durant l'année scolaire concernée.

<sup>3</sup> L'ordonnance concernant le programme horaire des enseignants de la scolarité obligatoire<sup>3)</sup> est applicable. En particulier, un enseignant à plein temps auquel est accordé un allègement de programme est soumis à l'article 6, alinéa 2, de l'ordonnance précitée.

Choix dans  
l'attribution

**Art. 7** Il n'existe aucun droit à l'attribution d'une tâche spécifique, ni à une indemnité en cas de retrait de celle-ci.

Durée

**Art. 8** <sup>1</sup> L'attribution d'une tâche spécifique vaut pour une année scolaire.

<sup>2</sup> Sauf cessation complète des rapports de service ou résiliation, elle est reconduite tacitement d'année en année.

Cessation des  
rapports de  
service

**Art. 9** L'attribution de la tâche spécifique prend fin automatiquement en cas de cessation complète des rapports de service.

Résiliation

**Art. 10** <sup>1</sup> L'enseignant et l'autorité qui a attribué la tâche spécifique peuvent y mettre fin moyennant le respect d'un délai de trois mois pour la fin d'un semestre.

<sup>2</sup> Le retour à l'enseignement pour l'intégralité du taux d'occupation auquel l'enseignant est engagé est garanti. Un retour à l'enseignement dans le ou les cercles scolaires dans lesquels l'enseignant a été engagé est privilégié; il n'est toutefois pas assuré.

Catégories

**Art. 11** Constituent les catégories de tâches spécifiques :

- a) les tâches liées au fonctionnement interne de l'école ; et
- b) les tâches liées à l'organisation scolaire cantonale.

## **SECTION 2 : Tâches liées au fonctionnement interne de l'école**

Attribution

**Art. 12** <sup>1</sup> L'attribution de la tâche spécifique liée au fonctionnement interne de l'école se fait par la direction de l'école, suite à une réflexion commune au sein du corps enseignant.

<sup>2</sup> La direction en informe immédiatement le Service de l'enseignement, au plus tard le 30 juin précédant le début de l'année scolaire.

<sup>3</sup> Le Service de l'enseignement valide l'attribution d'une tâche spécifique à un membre de la direction.

A. Tâches donnant droit à un allègement de programme annuel

**Art. 13** Les tâches spécifiques liées au fonctionnement interne de l'école donnant droit à un allègement de programme annuel sont les suivantes :

- a) la médiation;
- b) la responsabilité de la bibliothèque scolaire;
- c) l'animation « Médias, Images, Technologies de l'information et de la communication » (ci-après : MITIC);
- d) la responsabilité d'un module à l'école secondaire.

a) Dispositions générales relatives à la médiation, à la responsabilité de la bibliothèque scolaire et à l'animation MITIC

**Art. 14** <sup>1</sup> Pour la médiation, la responsabilité de la bibliothèque scolaire et l'animation MITIC, le nombre de leçons de décharge est alloué par le Service de l'enseignement sur la base du nombre d'élèves du cercle scolaire.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement établit tous les trois ans le nombre déterminant d'élèves du cercle scolaire, qu'il communique à la direction au plus tard le 31 janvier. Pour ce faire, il se fonde sur la moyenne de l'année scolaire écoulée, de l'année scolaire en cours et des projections des deux années scolaires à venir.

<sup>3</sup> Une fois le nombre de leçons de décharge arrêté, il est valable pour les trois années scolaires à venir, quelles que soient les fluctuations du nombre d'élèves du cercle scolaire durant cette période.

<sup>4</sup> Il est possible de désigner une personne responsable de la tâche spécifique pour plusieurs cercles scolaires. Le nombre déterminant d'élèves est calculé conformément à l'alinéa 2 sur la base de l'effectif total des élèves des cercles scolaires concernés.

b) Médiation

**Art. 15** <sup>1</sup> La médiation porte sur l'écoute, le conseil et l'aide aux élèves qui éprouvent des difficultés personnelles, entre autres celles de l'adolescence.

<sup>2</sup> Peuvent être désignés en qualité de médiateurs des enseignants qui ont reçu le complément de formation défini par le département auquel est rattaché le Service de l'enseignement (ci-après : « le Département ») ou qui s'engagent à l'acquérir dès leur désignation, aux conditions fixées par l'établissement de formation.

<sup>3</sup> L'allègement de programme accordé au médiateur est fixé à une leçon de décharge par tranche entamée d'un à 150 élèves.

c) Responsabilité de la bibliothèque scolaire

**Art. 16** <sup>1</sup> La responsabilité de la bibliothèque scolaire est régie par l'ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique<sup>4)</sup> et par les directives du Département.

<sup>2</sup> Peuvent être désignés en qualité de responsables de la bibliothèque scolaire des enseignants qui ont reçu le complément de formation défini par le Département ou qui s'engagent à l'acquérir dès leur désignation, aux conditions fixées par l'établissement de formation.

<sup>3</sup> L'allègement de programme accordé au responsable de la bibliothèque scolaire est fixé à une leçon de décharge par tranche entamée d'un à 150 élèves.

<sup>4</sup> Sont réservées les dispositions permettant de confier la responsabilité de la bibliothèque scolaire à une personne ne faisant pas partie du corps enseignant.

d) Animation MITIC

**Art. 17** <sup>1</sup> L'animation MITIC consiste à assurer les tâches pédagogiques ainsi que les tâches techniques et administratives inhérentes aux domaines MITIC de l'école.

<sup>2</sup> Peuvent être désignés en qualité d'animateurs MITIC des enseignants qui ont reçu le complément de formation défini par le Département ou qui s'engagent à l'acquérir dès leur désignation, aux conditions fixées par l'établissement de formation.

<sup>3</sup> L'allègement de programme accordé à l'animateur MITIC est fixé à une leçon de décharge par tranche entamée d'un à 150 élèves.

e) Responsabilité d'un module à l'école secondaire

**Art. 18** <sup>1</sup> Le maître de module à l'école secondaire accomplit les tâches qui lui sont dévolues par l'ordonnance portant exécution de la loi scolaire (ordonnance scolaire)<sup>5</sup>.

<sup>2</sup> L'allègement de programme accordé au maître de module est fixé à une demi-leçon de décharge par classe.

B. Tâches donnant droit à un allègement de programme ponctuel

**Art. 19** Les tâches spécifiques liées au fonctionnement interne de l'école donnant droit à un allègement de programme ponctuel sont les suivantes :

- a) l'établissement des horaires à l'école secondaire;
- b) les tâches spécifiques déterminées par la direction.

a) Etablissement des horaires

**Art. 20** Dans les cercles scolaires secondaires, l'enseignant chargé de l'établissement des horaires bénéficie d'un allègement sous forme de dispense d'enseignement. Le nombre de périodes octroyées correspond au nombre de classes du cercle scolaire de l'année en cours, multiplié par 2.5 et arrondi à l'unité supérieure, auquel s'ajoutent dix leçons supplémentaires. Les allègements peuvent être pris entre le 1<sup>er</sup> février et le 31 juillet. Ils ne peuvent pas être reportés.

b) Tâches spécifiques déterminées par la direction

**Art. 21** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement octroie à chaque cercle scolaire un nombre de périodes pour accomplir les autres tâches spécifiques nécessaires au fonctionnement de l'école. Celles-ci sont déterminées par la direction.

<sup>2</sup> La direction répartit les périodes au sein du corps enseignant et comptabilise sur l'année les fluctuations liées aux remplacements.

<sup>3</sup> Elle dresse un rapport annuel au Service de l'enseignement sur l'utilisation du nombre de périodes.

<sup>4</sup> Le nombre maximal de périodes octroyé au cercle scolaire correspond au nombre d'élèves du cercle scolaire multiplié par 0.25 et arrondi à l'unité supérieure. Le nombre déterminant d'élèves du cercle scolaire est déterminé conformément à l'article 14, alinéa 2, de la présente ordonnance.

<sup>5</sup> Une fois le nombre de périodes arrêté, il est valable pour les trois années scolaires à venir, quelles que soient les fluctuations du nombre d'élèves du cercle scolaire durant cette période.

### SECTION 3 : Tâches liées à l'organisation scolaire cantonale

Attribution

**Art. 22** <sup>1</sup> L'attribution de la tâche spécifique liée à l'organisation scolaire cantonale se fait par le Service de l'enseignement.

<sup>2</sup> Est réservée la désignation des coordinateurs des disciplines qui relève de la compétence du Département.

A. Tâches donnant droit à un allègement de programme annuel

**Art. 23** Les tâches spécifiques donnant droit à un allègement de programme annuel sont les suivantes :

- a) la coordination des disciplines;
- b) la responsabilité du Centre d'émulation informatique du Jura (ci-après : CEIJ);
- c) la rédaction des épreuves communes;
- d) la rédaction des épreuves de référence.

a) Coordination des disciplines

**Art. 24** <sup>1</sup> Les coordinateurs des disciplines sont des enseignants désignés comme référents du Département et du Service de l'enseignement dans diverses disciplines ou groupes de disciplines des plans d'études.

<sup>2</sup> Leurs activités sont définies par un cahier des charges arrêté par le Département.

<sup>3</sup> L'allègement de programme accordé à l'ensemble des coordinateurs des disciplines représente un volume global maximal de 74 leçons de décharge.

<sup>4</sup> Le Département est compétent pour l'attribution annuelle des leçons de décharge par discipline ou groupe de disciplines.

b) Responsabilité  
du CEIJ

**Art. 25** <sup>1</sup> Les responsables du CEIJ sont des enseignants qui ont développé des compétences particulières dans le domaine des MITIC. Ils sont désignés comme référents du Département et du Service de l'enseignement afin d'assurer la responsabilité du CEIJ.

<sup>2</sup> Leurs activités sont définies par un cahier des charges validé par le Service de l'enseignement.

<sup>3</sup> L'allègement de programme accordé à l'ensemble des responsables du CEIJ représente un volume global maximal de 75 leçons de décharge.

<sup>4</sup> Le Service de l'enseignement est compétent pour l'attribution annuelle des leçons de décharge entre les responsables du CEIJ.

c) Rédaction des  
épreuves  
communes

**Art. 26** <sup>1</sup> Les rédacteurs des épreuves communes sont des enseignants désignés comme référents du Département et du Service de l'enseignement afin de rédiger les épreuves communes.

<sup>2</sup> Leurs activités sont définies par un cahier des charges validé par le Service de l'enseignement.

<sup>3</sup> L'allègement de programme accordé à l'ensemble des rédacteurs des épreuves communes représente un volume global maximal de 18 leçons de décharge.

<sup>4</sup> Le volume global maximal peut être majoré par le Service de l'enseignement de trois leçons de décharge en raison de l'introduction d'un nouveau moyen d'enseignement ou de la révision des épreuves communes.

<sup>5</sup> Le Service de l'enseignement est compétent pour l'attribution annuelle des leçons de décharge entre les rédacteurs des épreuves communes.

d) Rédaction des  
épreuves de  
référence

**Art. 27** <sup>1</sup> Les rédacteurs des épreuves de référence sont des enseignants désignés comme référents du Département et du Service de l'enseignement afin de rédiger les épreuves de référence.

<sup>2</sup> Leurs activités sont définies par un cahier des charges validé par le Service de l'enseignement.

<sup>3</sup> L'allègement de programme accordé à l'ensemble des rédacteurs des épreuves de référence représente un volume global maximal de 6 leçons de décharge.

<sup>4</sup> Le Service de l'enseignement est compétent pour l'attribution annuelle des leçons de décharge entre les rédacteurs des épreuves de référence.

B. Autres tâches  
spécifiques  
a) Principe

**Art. 28** <sup>1</sup> D'autres tâches spécifiques liées à l'organisation scolaire cantonale peuvent conduire à l'octroi d'un allègement de programme annuel ou ponctuel.

<sup>2</sup> Il s'agit notamment :

- a) de la conduite de projets pédagogiques particuliers;
- b) de la création ou de la révision d'un moyen d'enseignement;
- c) de la mise à jour des programmes scolaires;
- d) d'évaluations particulières ou d'expertises;
- e) de la participation à des groupes de travail intercantonaux;
- f) de la participation à des groupes de travail de coordination entre les différents degrés de l'enseignement obligatoire et postobligatoire.

<sup>3</sup> Elles font l'objet d'un cahier des charges validé par le Service de l'enseignement.

b) Attribution

**Art. 29** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement bénéficie d'un volume global maximal équivalant à 21 leçons de décharge.

<sup>2</sup> Sur cette base, le Service de l'enseignement décide de l'attribution d'un allègement de programme.

<sup>3</sup> En dérogation à l'article 8, alinéa 2, l'attribution d'une telle tâche spécifique n'est pas reconduite tacitement d'année en année.

## SECTION 4 : Dispositions finales

Modification du  
droit en vigueur  
a) Ordonnance  
scolaire

**Art. 30** L'ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire (ordonnance scolaire)<sup>5)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 251, alinéas 4 et 5  
Abrogés

Articles 252 à 255  
Abrogés

b) Ordonnance  
concernant le  
programme  
horaire des  
enseignants de la  
scolarité  
obligatoire

**Art. 31** L'ordonnance du 13 juin 2006 concernant le programme horaire des enseignants de la scolarité obligatoire<sup>3)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 9  
Abrogé



c) Ordonnance  
sur la direction  
des écoles  
obligatoires

**Art. 32** L'ordonnance du 24 juin 2015 sur la direction des écoles obligatoires<sup>6)</sup> est modifiée comme il suit :

Section 4bis  
Articles 14a à 14c  
...<sup>8)</sup>

d) Ordonnance  
concernant le  
service de santé  
scolaire

**Art. 33** L'ordonnance du 5 décembre 2000 concernant le service de santé scolaire<sup>7)</sup> est modifiée comme il suit :

Articles 16 et 20, alinéa 2  
Abrogés

e) Ordonnance  
concernant les  
bibliothèques et  
la promotion de  
la lecture  
publique

**Art. 34** L'ordonnance du 27 octobre 1987 concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique<sup>4)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 26  
...<sup>8)</sup>

Abrogation

**Art. 35** L'ordonnance du 29 juin 1993 sur l'indemnisation et la diminution du temps d'enseignement des directeurs, médiateurs et titulaires d'autres fonctions dans les écoles enfantines, primaires et secondaires est abrogée.

Règle de  
coordination

**Art. 36** Au surplus et hors des domaines expressément réservés par la présente ordonnance, les dispositions, arrêtés et décisions du Gouvernement ou d'un organe inférieur existant au moment de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance et prévoyant des modes de rémunération complémentaire ou des allègements horaires alloués à des enseignants de la scolarité obligatoire pour des tâches spécifiques ne sont plus applicables, à l'exclusion de ce qui figure à l'annexe II de l'arrêté du 5 avril 2016 fixant la classification des fonctions et des tâches particulières du personnel de l'Etat<sup>9)</sup>.

Entrée en  
vigueur

**Art. 37** <sup>1</sup> A l'exception des articles 21, 32, 35 et 36, la présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2020.

<sup>2</sup> Les articles 21, 32, 35 et 36 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2021.

Delémont, le 22 juin 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martial Courtet  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

- 1) [RSJU 173.11](#)
- 2) [RSJU 410.11](#)
- 3) [RSJU 410.252.1](#)
- 4) [RSJU 441.221](#)
- 5) [RSJU 410.111](#)
- 6) [RSJU 410.252.2](#)
- 7) [RSJU 410.71](#)
- 8) Texte inséré dans ladite ordonnance.
- 9) [RSJU 173.411.21](#)

## Règlement concernant l'organisation des études au Lycée cantonal

du 17 janvier 2001

*Le Département de l'Education,*

vu l'ordonnance fédérale du 15 février 1995 sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale (ORM)<sup>[1](#)</sup>,

vu la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>[2](#)</sup>,

vu l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les examens ordinaires de baccalauréat et de maturité dans les lycées de la République et Canton du Jura<sup>[3](#)</sup>,

vu les plans d'études cadres pour les écoles de maturité arrêtés par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique,<sup>[9](#)</sup>

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** Le présent règlement définit l'organisation de l'enseignement, le plan d'études, l'évaluation et la promotion des élèves au Lycée cantonal.

Terminologie

**Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Objectifs de la  
formation

**Art. 3**<sup>[10](#)</sup> La formation dispensée au Lycée cantonal poursuit les objectifs fixés aux articles 30 de la loi sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>[2](#)</sup> et 5 de l'ordonnance fédérale sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale (ORM)<sup>[1](#)</sup>.

Durée des  
études

**Art. 4** <sup>1</sup> Les études au Lycée cantonal sont organisées selon un cursus de trois ans.

<sup>2</sup> Elles sont précédées d'un enseignement de caractère prégymnasial dispensé par l'école secondaire dans le cadre de la scolarité obligatoire. L'organisation, la grille horaire et le plan d'études de l'école secondaire prennent en compte les objectifs généraux assignés aux études conduisant à l'obtention de la maturité.

Certificat

**Art. 5<sup>6)10)</sup>** Le certificat de maturité est délivré au terme du cursus d'études mentionné à l'article 4, conformément à l'ordonnance fédérale sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale<sup>1)</sup>.

## SECTION 2 : Grille horaire

Structure  
générale  
des études

**Art. 6** <sup>1</sup> Le programme d'enseignement comprend des disciplines fondamentales, une option spécifique, une option complémentaire, un travail de maturité, d'autres disciplines obligatoires, une discipline cantonale, ainsi que des cours facultatifs.<sup>6)19)</sup>

<sup>2</sup> Selon les règles y relatives et sous réserve, le cas échéant, du respect des normes en matière d'effectifs, le programme d'enseignement offre diverses possibilités de choix aux élèves.

<sup>3</sup> Les élèves préparent et effectuent leurs choix dans l'année scolaire qui précède leur mise en application pratique. Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports (ci-après : "Département") arrête les modalités.<sup>6)</sup>

<sup>4</sup> L'enseignement est conçu de manière à favoriser une approche intégrée de la formation, dépassant les clivages traditionnels entre les disciplines. Le libellé du plan d'études, les activités liées au travail de maturité et une collaboration régulière entre les enseignants visent à ce but.

Disciplines  
fondamentales

**Art. 7<sup>6)19)</sup>** Les disciplines fondamentales sont :

- le français;
- une deuxième langue nationale à choisir entre l'allemand ou l'italien;
- une troisième langue à choisir entre l'italien, l'anglais, le latin ou le grec, à l'exclusion de la deuxième langue nationale choisie;
- les mathématiques;
- la biologie;
- la chimie;
- la physique;

- l'histoire;
- la géographie;
- une discipline artistique à choisir entre les arts visuels et la musique;
- la philosophie.

Option  
spécifique

**Art. 8** <sup>1</sup> Durant les trois années du cursus, les élèves étudient une discipline ou un groupe de disciplines à titre d'option spécifique.

<sup>2</sup> Ils opèrent un choix entre les disciplines ou groupes de disciplines suivants : allemand, italien, anglais, espagnol, physique et applications des mathématiques, biologie et chimie, économie et droit, arts visuels ou théâtre.<sup>19)</sup>

Option  
complémentaire

**Art. 9** <sup>1</sup> Durant les deux dernières années du cursus, les élèves étudient une discipline ou un groupe de disciplines à titre d'option complémentaire.

<sup>2</sup> Ils opèrent un choix entre les disciplines ou groupes de disciplines suivants : applications des mathématiques, informatique, physique, chimie, biologie, histoire, géographie, économie et droit, science des religions, arts visuels, musique, théâtre ou sport.<sup>6)</sup>

Autres  
disciplines  
obligatoires

**Art. 9a**<sup>20)</sup> Les autres disciplines obligatoires sont :

- l'informatique;
- l'économie et le droit;
- l'éducation physique et sportive.

Discipline  
cantonale

**Art. 9b**<sup>20)</sup> L'environnement et société est une discipline cantonale.

Règles de choix  
des disciplines

**Art. 10** Les possibilités de choix offertes aux élèves sont réglées par les conditions suivantes :

1. ...<sup>21)</sup>
- 2.<sup>11)19)</sup> pour la troisième langue, le choix de l'anglais ou du latin nécessite d'avoir suivi les cours dispensés à l'école secondaire dans la discipline considérée;
3. une langue étudiée comme discipline fondamentale ne peut pas être choisie comme option spécifique;
4. une même discipline ne peut pas être choisie comme option spécifique et comme option complémentaire;
- 5.<sup>11)</sup> pour l'option spécifique, le choix du latin nécessite d'avoir suivi les cours dispensés à l'école secondaire dans la discipline considérée;
6. ...<sup>21)</sup>

7. le choix de l'option spécifique "arts visuels" postule celui de la "musique" comme discipline fondamentale;
8. le choix de l'option spécifique "musique" postule celui des "arts visuels" comme discipline fondamentale;
9. le choix d'une option spécifique dans le domaine des arts exclut celui des arts visuels, de la musique, du théâtre et du sport comme option complémentaire.

Répartition  
hebdomadaire  
des disciplines

**Art. 11** [\(6\)\(11\)\(19\)](#) La répartition hebdomadaire des disciplines durant les trois années de cursus du Lycée s'établit comme il suit :

		Disciplines	1 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	Dotation
Langues	Langue 1	Français	4	4	5	13
	Langue 2	Allemand Italien	3	3	5	11 / *10
		*Allemand	3	3	4	
	Langue 3	Italien Anglais Latin	3	3	4	10
Mathématiques, informatique & Sciences expérimentales		Mathématiques	4	4	4	12 / <sup>BC, PM</sup> 16
		<sup>BC, PM</sup> Mathématiques	6	4	6	
		Informatique	2	1	0	3
		Physique	2	2	0	4 / *5
		*Physique	2	2	1	
		Biologie	2	2	0	4
		Chimie	2	2	0	4
Sciences humaines		Histoire	1	2	2	5 / *5
		*Histoire	0	2	3	
		Géographie	2	2	0	4 / 4
		*Géographie	2	2	0	
		Economie et droit	2	0	0	2
		Philosophie	0	0	2	2 / *2
		*Philosophie	0	0	2	

		Disciplines	1 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	Dotation
Arts		Arts visuels Musique	2	3	0	5 / *5
		*Arts visuels *Musique	2	3	0	
Options		Option spécifique	4	4	6	14 / <sup>BC</sup> 13 / <sup>PM</sup> 12
		<sup>BC</sup> Option spécifique	4	4	5	
		<sup>PM</sup> Option spécifique	2	4	6	
		Option complémentaire	0	2	2	4
		Travail de maturité	0	0,5	0,5	1
Autres disciplines obligatoires		Environnement et société	0	0	1	1
	Sport	Education physique et sportive	2	2	2	6
		Activité physique	32 périodes par année (camps, journées et ½ journées de sport)			2.5

\*filière bilingue français - allemand, disciplines enseignées en allemand

<sup>BC</sup>Option spécifique biologie-chimie

<sup>PM</sup>Option spécifique physique - application des mathématiques

Options  
spécifiques  
scientifiques

**Art. 12<sup>19</sup>** <sup>1</sup> Les options spécifiques d'orientation scientifique regroupent dans une approche décroisée plusieurs disciplines selon la répartition suivante<sup>611</sup> :

a) Option spécifique "Physique et applications des mathématiques"

	1 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>
Physique	2	2	3
Application des mathématiques	0	2	3

b) Option spécifique "Biologie et chimie"

	1 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>
Biologie	2	2	2
Chimie	2	2	2
Biochimie	0	0	1

Enseignement  
de la musique

**Art. 13** <sup>1</sup> Les élèves qui ont choisi la musique en qualité de discipline fondamentale suivent, en supplément de l'enseignement figurant à la grille horaire, un enseignement de la musique instrumentale pour l'instrument de leur choix.<sup>[11](#)[19](#)</sup>

<sup>2</sup> Le Lycée assure un enseignement de la musique instrumentale pour un ensemble déterminé d'instruments à raison d'une demi-leçon hebdomadaire par élève.

<sup>3</sup> Les élèves peuvent suivre l'enseignement de la musique instrumentale en dehors du Lycée pour autant qu'ils puissent ainsi acquérir un niveau d'aptitudes au moins analogue à celui qui est assuré au Lycée. Ils reçoivent à ce titre une indemnité forfaitaire annuelle dont le montant est fixé par le Département.<sup>[6](#)</sup>

<sup>4</sup> Les élèves peuvent suivre les cours de la chorale qui est considérée comme instrument de leur choix.<sup>[7](#)</sup>

Education  
physique

**Art. 14**<sup>[11](#)</sup> <sup>1</sup> L'enseignement de l'éducation physique et sportive est obligatoire pour tous les élèves, les cas de dispense temporaire ou durable demeurant réservés sur la base de certificats médicaux appropriés.

<sup>2</sup> Les résultats obtenus par les élèves en éducation physique et sportive donnent lieu à l'inscription d'une note dans le bulletin scolaire annuel. Cette note compte pour la promotion des élèves.

<sup>3</sup> Au cas où un élève ne pourrait pas suivre les cours d'éducation physique et sportive pour des raisons médicales, les professeurs mettent en place un programme spécial qui est évalué et compte pour la promotion.

**Art. 15**<sup>[8](#)</sup>

Cours de base  
en anglais

**Art. 16** Les élèves qui n'ont choisi l'anglais ni comme discipline fondamentale ni comme option spécifique ont la possibilité de suivre un cours de base en anglais selon une dotation de deux leçons hebdomadaires annuelles.

Cours facultatifs

**Art. 17** <sup>1</sup> Les élèves ont la faculté de compléter leur programme obligatoire en choisissant un ou deux cours facultatifs, organisés par le Lycée lui-même ou en collaboration avec d'autres établissements.



<sup>2</sup> Les cours facultatifs portent principalement sur des domaines qui ne sont enseignés ni comme discipline fondamentale, ni en option spécifique et ni en option complémentaire, à l'exception du théâtre qui peut être proposé sous la forme d'atelier préparant un spectacle.<sup>6)</sup>

<sup>3</sup> L'inscription d'un élève à un cours facultatif l'engage pour toute la durée du cours ou, pour les cours qui s'étendent sur une année ou plus, pour une année complète.

<sup>4</sup> Les cours facultatifs peuvent être dispensés selon l'horaire annuel traditionnel, mais aussi de manière concentrée ou irrégulière en cours d'année scolaire. Ils sont organisés en procédant au regroupement d'élèves de classes, de degrés, voire d'établissements différents.

<sup>5</sup> L'organisation des cours facultatifs s'effectue dans le cadre d'une enveloppe annuelle globale arrêtée par le Service de la formation postobligatoire sur la base d'une proposition de la direction du Lycée.<sup>6)</sup>

Normes en  
matière  
d'effectifs

**Art. 18** <sup>1</sup> Les normes en matière d'effectifs sont fixées de la manière suivante :

1. <sup>19)</sup> pour les disciplines fondamentales, les autres disciplines obligatoires et la discipline cantonale, les effectifs des groupes se situent entre 15 et 23 élèves; cependant, en première année, une leçon de français et d'informatique sont dispensées dans le cadre de sections de classe avec un effectif qui ne comptera pas moins de 6 et pas plus de 13 élèves;
2. <sup>19)</sup> pour les options spécifiques, les effectifs des groupes se situent entre 8 et 20 élèves; cependant, pour les options spécifiques scientifiques, l'enseignement spécifique de la physique, de la biologie et de la chimie est dispensé sous la forme de travaux pratiques, sauf en troisième année pour la chimie et la biologie où la moitié des cours est dispensée sous la forme de travaux pratiques, dans le cadre de sections de classe selon les effectifs prévus au chiffre 1;
3. <sup>6)</sup> pour les options complémentaires, les effectifs des groupes se situent entre 8 et 16 élèves;
4. <sup>6)</sup> pour les cours facultatifs, un effectif minimal de 8 élèves par cours à l'ouverture de celui-ci est requis.

<sup>2</sup> Les normes ci-dessus servent de référence pour la constitution initiale des groupes; les fluctuations des effectifs durant le cursus d'études, notamment en fonction de départs ou de non-promotions, demeurent réservées.

<sup>3</sup> La direction du Lycée compose les groupes d'élèves en fonction de la grille horaire, des choix des élèves et des normes ci-dessus. Elle veille à concilier le maintien d'une offre aussi large que possible avec les préceptes d'une gestion économe.

<sup>4</sup> Pour assurer le maintien de certaines disciplines conformément aux normes ci-dessus, l'enseignement peut être organisé de manière cyclique par une réunion au sein d'un même groupe d'élèves de plusieurs années du cursus.

<sup>5</sup> Dans des cas particuliers, le Département peut, sur proposition du chef du Service de la formation postobligatoire<sup>18)</sup>, accorder des dérogations à l'application des normes en matière d'effectifs.<sup>6)</sup>

### SECTION 3 : Travail de maturité

#### Généralités

**Art. 19** <sup>1</sup> Dans le courant des deux années qui précèdent les examens de maturité, chaque élève doit effectuer, seul ou en groupe restreint, un travail de maturité. Ce travail donne lieu à une production assortie d'un commentaire écrit ainsi qu'à une soutenance orale devant un jury.

<sup>2</sup> Le sujet du travail de maturité doit être original, à la portée d'un lycéen et d'une ampleur appropriée.

<sup>3</sup> Le travail de maturité tend à la mise en œuvre de méthodes de recherche, à la promotion d'approches transdisciplinaires et, autant que possible, au développement du travail en groupe.

#### Choix du travail de maturité

**Art. 20** <sup>1</sup> Les élèves effectuent leur travail de maturité dans une discipline enseignée au Lycée cantonal dont ils suivent ou ont suivi l'enseignement durant une année au moins ou en philosophie.<sup>6)10)19)</sup>

<sup>2</sup> Durant le premier semestre de deuxième année, les groupes de professeurs élaborent des propositions de sujets de travail de maturité et les soumettent aux élèves. Ces derniers ont cependant la possibilité de proposer un sujet qui doit alors être agréé par les professeurs de la discipline choisie.

<sup>3</sup> Au terme du premier semestre de deuxième année, les élèves choisissent la discipline dans laquelle ils vont effectuer leur travail de maturité et annoncent le sujet qu'ils ont retenu pour ce travail.

Modalités  
d'accomplisse-  
ment

**Art 21** <sup>1</sup> Le travail de maturité s'effectue de manière individuelle ou par groupe de deux ou trois élèves. Pour les activités qui le justifient (notamment pour la musique et le théâtre), il est possible de constituer des groupes de plus de trois élèves.

<sup>2</sup> Le travail de maturité s'effectue en principe durant le deuxième semestre de deuxième année et durant le premier semestre de troisième année. Il ne fait pas l'objet d'un horaire scolaire spécifique. Les élèves disposent d'une large liberté pour accomplir le travail de maturité aux moments et dans les lieux qui leur paraissent appropriés. Dans toute la mesure du possible, l'école s'efforce de répondre à leurs besoins en la matière.

<sup>3</sup> Durant l'accomplissement du travail de maturité, les élèves bénéficient d'un appui régulier de la part d'un enseignant de l'établissement.<sup>[10](#)</sup>

<sup>4</sup> Un contrat passé entre les élèves et les professeurs concernés par les travaux de maturité prévoit les éléments suivants :

- l'organisation d'environ quatre séances de travail consacrées à la mise en place et à l'organisation générale du travail de maturité;
- les jours et les heures de la semaine où il sera possible pour les professeurs et les élèves de se rencontrer;
- la tenue d'un carnet de bord dans lequel seront consignées les différentes étapes de l'exécution du travail de maturité, les missions à remplir ainsi que les échéances.

<sup>5</sup> Le travail de maturité devrait représenter pour les élèves environ une quarantaine d'heures de travail.

Forme du travail  
de maturité

**Art. 22** <sup>1</sup> Le travail de maturité peut prendre diverses formes : dossier écrit, CD-rom, CD-audio, vidéo, page internet, création plastique, musicale ou théâtrale, etc.

<sup>2</sup> Lorsque le travail de maturité n'est pas un dossier écrit, un texte d'accompagnement en précise la démarche, les références éventuelles et les conditions de réalisation.

<sup>3</sup> Les textes, graphiques et autres documents produits dans le cadre du travail de maturité n'excèdent en principe pas vingt pages. Les documents cités en référence sont joints en annexe.

<sup>4</sup> Pour les travaux réalisés en groupe, l'ampleur du travail de maturité doit être adaptée en conséquence.

## Evaluation

**Art. 23** <sup>1</sup> L'évaluation du travail de maturité prend en compte de manière conjointe la présentation du travail proprement dite et sa soutenance orale durant environ quinze minutes.

<sup>2</sup> L'évaluation du travail de maturité est assurée par un jury composé du professeur responsable et d'un autre professeur (éventuellement d'un expert extérieur).

<sup>3</sup> En cours d'accomplissement du travail de maturité, le professeur responsable procède avec les élèves à une évaluation intermédiaire.

<sup>4</sup> L'évaluation du travail de maturité et de sa soutenance orale est opérée au moyen du barème habituel des notes, 6 étant la meilleure et 1 la plus mauvaise; l'usage des demi-points est autorisé.<sup>6)</sup>

<sup>5</sup> ...<sup>12)</sup>

<sup>6</sup> ...<sup>8)</sup>

## Implication des professeurs

**Art. 24** <sup>1</sup> Les professeurs participent de manière appropriée et équitable à l'accomplissement des travaux de maturité.

<sup>2</sup> La direction du Lycée veille à une répartition judicieuse des tâches occasionnées par les travaux de maturité.

<sup>3</sup> L'indemnité versée à l'éventuel expert extérieur prévu à l'article 23, alinéa 2, ainsi que l'allègement horaire des professeurs responsables de travaux de maturité sont réglés par l'ordonnance du 30 octobre 2001 concernant les personnes associées aux examens des écoles moyennes<sup>5), 11)</sup>

## SECTION 4 : Plan d'études

## Plan d'études

**Art. 25** <sup>1</sup> L'enseignement au Lycée est dispensé selon un plan d'études arrêté par le Département sur proposition de la conférence des maîtres.<sup>6)</sup>

<sup>2</sup> Le plan d'études du Lycée se fonde sur les objectifs définis à l'article 5 du règlement sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale et sur les plans d'études cadres édictés par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique.

<sup>3</sup> Le plan d'études du Lycée est publié.

Interdisciplinarité **Art. 26** Le plan d'études encourage les approches interdisciplinaires et les collaborations entre professeurs de disciplines diverses.

Enseignement bilingue **Art. 27** <sup>1</sup> L'organisation des études au Lycée cantonal propose l'enseignement de certaines disciplines dans une langue autre que le français afin de permettre la délivrance d'un certificat de maturité avec mention bilingue tel que prévu par l'article 18 du règlement sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale et par les recommandations de la commission suisse de maturité.

<sup>2</sup> Indépendamment de l'enseignement de la langue concernée, la formule d'enseignement bilingue porte, sur les trois années du cursus d'études du Lycée, sur un minimum de 800 leçons dispensées dans la langue concernée et dans les disciplines réparties dans divers domaines.<sup>19)</sup>

<sup>3</sup> Les conditions particulières d'accès, d'études et de certification finale de cette formule sont fixées dans des directives du Département.<sup>6)</sup>

Sportifs ou artistes de haut niveau **Art. 28** <sup>1</sup> Les élèves du Lycée dont les performances sportives ou les prestations artistiques sont exceptionnelles et exigent un engagement personnel important peuvent bénéficier d'un aménagement d'horaire destiné à leur permettre de concilier les exigences des études lycéennes avec les besoins de leur entraînement ou de leur formation artistique.<sup>19)</sup>

<sup>2</sup> L'aménagement est décidé par le chef du Service de la formation postobligatoire<sup>18)</sup> sur proposition de la direction du Lycée cantonal.<sup>6)</sup>

## SECTION 5 : Conditions de promotion et examens<sup>6)</sup>

Notes du premier semestre **Art. 29**<sup>11)</sup> <sup>1</sup> Les disciplines fondamentales, l'option spécifique, l'option complémentaire et les autres disciplines obligatoires font l'objet d'une appréciation indicative inscrite dans le bulletin intermédiaire remis aux élèves à la fin du premier semestre.<sup>19)</sup>

<sup>2</sup> Les résultats scolaires sont appréciés au moyen de l'échelle de notes de 1 à 6, la note 6 étant la meilleure. Les notes sont exprimées au dixième de points.

<sup>3</sup> Les notes 4 à 6 sanctionnent des résultats suffisants, les notes inférieures à 4 des résultats insuffisants.

<sup>4</sup> La moyenne des disciplines regroupant plusieurs branches résulte de la moyenne arithmétique des notes obtenues dans chacune des branches de la discipline pondérées selon la dotation en leçons hebdomadaires de ces branches. Cette moyenne est exprimée au dixième de point. Elle est arrondie vers le haut à partir de 5 centièmes.

Notes de  
promotion  
annuelle

**Art. 30**<sup>6)(11)</sup> <sup>1</sup> La promotion annuelle des élèves est déterminée par la moyenne des notes de l'ensemble de l'année scolaire obtenues dans les disciplines fondamentales, l'option spécifique, l'option complémentaire et les autres disciplines obligatoires. Cette moyenne est arrondie au demi-point le plus proche. Si la partie décimale de la moyenne est 0.25 ou 0.75, on arrondit vers le haut.<sup>19)</sup>

<sup>2</sup> A la fin de l'année scolaire, un bulletin scolaire annuel indiquant au minimum toutes les notes de promotion annuelle est remis aux élèves.

Bulletin suffisant

**Art. 31**<sup>6)</sup> La promotion annuelle est obtenue si, pour l'ensemble des disciplines de promotion, toutes les conditions suivantes sont remplies :

1. le double de la somme de tous les écarts vers le bas par rapport à la note 4 n'est pas supérieur à la somme simple de tous les écarts vers le haut par rapport à cette même note;
- 2.<sup>11)</sup> quatre notes de promotion annuelle au plus sont inférieures à 4;
3. aucune note n'est inférieure à 2;
- 4.<sup>13)</sup> la somme des notes de promotion annuelle des disciplines langue 1, langue 2, mathématiques et option spécifique est de 16 au moins.

Promotion  
annuelle

**Art. 32**<sup>6)</sup> <sup>1</sup> Les décisions relatives à la promotion des élèves interviennent à la fin de chaque année et sont prises sur la base du bulletin scolaire annuel.<sup>11)</sup>

<sup>2</sup> Les élèves qui ont obtenu des notes de promotion annuelle ne satisfaisant pas aux conditions énoncées à l'article 31 ne sont pas promus.

Répétition

**Art. 33**<sup>6)</sup> <sup>1</sup> L'élève non promu répète l'année scolaire au terme de laquelle il n'a pas été promu.

<sup>2</sup> La répétition d'une même année scolaire n'est possible qu'une seule fois. L'élève doit quitter l'école lorsqu'il n'obtient pas la promotion annuelle deux fois consécutivement.

Promotion et  
examens de  
maturité

**Art. 34**<sup>6)</sup> <sup>1</sup> Les élèves réguliers durant la dernière année du cycle d'études du Lycée sont inscrits d'office aux examens finals de la maturité gymnasiale, quelle que soit leur situation de promotion. Sous réserve de cas exceptionnels justifiant une dérogation et reconnus comme tels par la commission de maturité gymnasiale, les élèves qui renoncent à passer les examens finals sont réputés avoir échoué.

<sup>2</sup> L'élève qui a échoué à l'examen a la possibilité de répéter l'enseignement de la dernière année du cursus d'études et de se présenter une seconde fois aux examens. Il est cependant dispensé du travail de maturité si celui qu'il a fourni a été évalué au moyen d'une note égale ou supérieure à 4.

Instances  
compétentes

**Art. 35** <sup>1</sup> Les propositions relatives à la promotion des élèves sont élaborées par les conseils de classe regroupant les professeurs concernés.

<sup>2</sup> Les décisions relatives à la promotion des élèves sont prises par le chef du Service de la formation postobligatoire<sup>18)</sup> sur la base des propositions des conseils de classe et en conformité avec le présent règlement.<sup>6)</sup>

Promotion  
conditionnelle

**Art. 36** <sup>1</sup> Dans des cas particuliers, un conseil de classe peut proposer la promotion conditionnelle d'élèves qui paraissent présenter les aptitudes nécessaires pour poursuivre leurs études avec succès; il est notamment tenu compte des progrès accomplis.

<sup>2</sup> Une promotion conditionnelle ne peut être accordée qu'une seule fois en cours de scolarité.

<sup>3</sup> L'élève qui n'est pas promu à la suite d'une promotion conditionnelle est soumis aux règles habituelles concernant la non-promotion annuelle.<sup>6)</sup>

Dérogations

**Art. 37**<sup>6)</sup> Sur proposition du conseil de classe et si les circonstances le justifient, le chef du Service de la formation postobligatoire<sup>18)</sup> peut, dans des cas dûment prouvés, tels que maladie de longue durée, accident, changement de lieu scolaire, langue maternelle étrangère ou circonstances personnelles d'une gravité avérée, admettre une promotion ne répondant pas aux conditions fixées par le présent règlement.

## **SECTION 5<sup>BIS</sup><sup>15)</sup> : Dispositions particulières relatives aux notes de maturité et aux notes de promotion annuelle pour 2020**

Notes de  
maturité

**Art. 37a<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> En application de l'article 2, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale du 29 avril 2020 relative à l'organisation des examens cantonaux de la maturité gymnasiale 2020 dans le contexte de la pandémie de coronavirus<sup>16)</sup>, les notes de maturité 2020 sont déterminées par la moyenne des notes obtenues dans les disciplines fondamentales énumérées à l'article 7, ainsi que dans l'option spécifique et dans l'option complémentaire jusqu'au 13 mars 2020. Sous réserve de l'alinéa 3, les évaluations faites durant le travail à distance ne sont pas comptabilisées dans le calcul des notes.

<sup>2</sup> A la demande des élèves, des épreuves de rattrapage sont organisées pour des épreuves manquées entre le début du deuxième semestre et le 13 mars 2020 pour de justes motifs.

<sup>3</sup> Si un enseignant a commencé une série d'évaluations orales avant le 13 mars 2020, il termine le cycle des présentations par visioconférence jusqu'au 8 juin 2020 au plus tard.

<sup>4</sup> Pour les élèves en situation d'échec selon les alinéas 1 à 3, des évaluations sont organisées dans les disciplines dans lesquelles moins de 2/3 du nombre minimal d'évaluations annuelles a eu lieu. L'évaluation porte sur la matière enseignée jusqu'au 13 mars 2020.

Notes de  
promotion  
annuelle

**Art. 37b<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> En dérogation à l'article 30, la promotion annuelle des élèves pour 2020 est déterminée par la moyenne des notes obtenues dans les disciplines fondamentales énumérées à l'article 7, ainsi que dans l'option spécifique et dans l'option complémentaire jusqu'au 13 mars 2020. Sous réserve de l'alinéa 3, les évaluations faites durant le travail à distance ne sont pas comptabilisées dans le calcul des notes.

<sup>2</sup> Des épreuves de rattrapage peuvent être organisées pour des épreuves manquées entre le début du deuxième semestre et le 13 mars 2020 pour de justes motifs.

<sup>3</sup> Si un enseignant a commencé une série d'évaluations orales avant le 13 mars 2020, il termine le cycle des présentations par visioconférence jusqu'au 8 juin 2020 au plus tard afin que tous les élèves obtiennent une note.



<sup>4</sup> Les élèves qui ont obtenu un résultat insuffisant selon les alinéas 1 à 3 dans les branches définies à l'article 8a de l'ordonnance concernant les examens ordinaires de la maturité gymnasiale dans les lycées de la République et canton du Jura<sup>17)</sup>, avec note acquise comme note de maturité, peuvent présenter un travail individuel jusqu'au 9 octobre 2020. Une nouvelle moyenne est établie en tenant compte de cette note.

## SECTION 6 : Formule de la voie longue

### Généralités

**Art. 38<sup>6)</sup>** Les élèves des écoles de commerce qui le désirent et qui remplissent les conditions fixées par les articles 39 à 41 ci-dessous peuvent bénéficier de la formule dite de la voie longue (ci-après : "voie longue"). Celle-ci permet à de bons élèves, dans un parcours de formation de quatre années, d'obtenir la maturité commerciale cantonale au terme du cursus de trois ans des écoles de commerce et la maturité gymnasiale conforme au règlement sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale<sup>2)</sup> au terme d'une quatrième année passée au Lycée cantonal en troisième année du cursus d'études lycéennes. Les études ont lieu en école de commerce la première année, en école de commerce et partiellement au Lycée les deuxième et troisième années, entièrement au Lycée la quatrième année.

### Conditions d'admission

**Art. 39<sup>6)10)</sup>** Sont admis à suivre la voie longue les élèves qui, au terme de la première année d'école de commerce, remplissent, pour les six disciplines de base - français, deuxième langue nationale, anglais, mathématiques, finances et comptabilité, économie et droit - les deux conditions suivantes :

- a) dans chaque discipline sont prises en compte les notes des deux semestres et celle de l'examen d'orientation; un total d'au moins 85,5 points par addition des notes des deux bulletins semestriels et des examens d'orientation pour chaque discipline;
- b) dans une discipline au plus, une moyenne annuelle inférieure à 4.

### Programme d'enseignement

**Art. 40** <sup>1</sup> Les élèves des écoles de commerce admis à suivre la voie longue voient leur programme aménagé de la manière suivante :

- a)<sup>10)</sup> en deuxième année de l'école de commerce :
  - allègement de 12 leçons dans le programme de l'école de commerce, soit 2 leçons de mathématiques, 2 leçons d'éducation physique, 2 leçons de marketing, 1 leçon de ressources humaines, 3 leçons de branches complémentaires, 2 leçons de techniques et environnement;

- complément de 10 à 11 leçons selon le programme de première année du Lycée, soit 4 ou 5 leçons de mathématiques, 2 leçons de biologie, 2 leçons de chimie et 2 leçons de physique, ces trois derniers éléments étant obligatoirement enseignés dans le cadre du Lycée;
- b)<sup>10)</sup> en troisième année de l'école de commerce :
  - allègement de 10 leçons dans le programme de l'école de commerce, soit 2 leçons de mathématiques, 2 leçons d'éducation physique, 2 leçons d'analyse financière, 1 leçon de ressources humaines, 3 leçons de branches complémentaires;
  - complément de 11 ou 12 leçons selon le programme de deuxième année du Lycée, soit 3 ou 4 leçons de mathématiques, 2 leçons de biologie, 2 leçons de chimie, 2 leçons de physique et 2 leçons d'option complémentaire, ces quatre derniers éléments étant obligatoirement enseignés dans le cadre du Lycée;
- c) en troisième année de Lycée (soit en quatrième année de voie longue) :
  - programme de troisième année du Lycée;
  - un complément de deux leçons en musique ou en arts visuels.<sup>6)</sup>

<sup>2</sup> L'option spécifique des élèves de la voie longue est obligatoirement "économie et droit".

<sup>3</sup> Pour l'option complémentaire, les élèves de la voie longue ont le même choix que leurs condisciples du Lycée, selon les mêmes règles.

<sup>4</sup> Le travail interdisciplinaire centré sur un projet (TIP) réalisé dans le cadre de l'école de commerce et de la voie longue est reconnu comme travail de maturité gymnasiale pour autant qu'il soit évalué conjointement par un professeur de l'école de commerce et par un professeur du Lycée qui est responsable du suivi et de la soutenance.<sup>6)10)</sup>

Promotion dans  
la voie longue

**Art. 41** <sup>1</sup> Pour poursuivre leur formation dans le cadre de la voie longue, les élèves doivent remplir toutes les conditions suivantes :

- a) au terme de la deuxième année d'école de commerce :
  - un total d'au moins 54 points par addition des notes semestrielles des deux bulletins pour les 6 disciplines de base : français, deuxième langue nationale, anglais, mathématiques, finances et comptabilité, économie et droit;
  - pour les 6 disciplines précitées, pas plus de deux notes inférieures à 4;
  - pour les disciplines de biologie, de chimie et de physique, pas plus de deux moyennes annuelles inférieures à 3.75 et pas plus d'une moyenne inférieure à 3.25;

b) au terme de la troisième année d'école de commerce :

- un total d'au moins 54 points par addition des notes semestrielles des deux bulletins pour les 6 disciplines suivantes : français, deuxième langue nationale, anglais, mathématiques, finances et comptabilité, économie et droit;
- pour les 6 disciplines précitées, pas plus de deux notes inférieures à 4;
- pour les disciplines de biologie, de chimie et de physique, pas plus de deux moyennes annuelles inférieures à 3.75 et pas plus d'une moyenne inférieure à 3.25;
- pour les disciplines de français, deuxième langue nationale et mathématiques, pas plus d'une moyenne annuelle inférieure à 4.<sup>6)10)11)</sup>

<sup>2</sup> Dans le cadre de la voie longue, un élève n'est autorisé qu'à un seul redoublement.

<sup>3</sup> Les situations d'échec en voie longue donnent lieu à une concertation entre le Lycée et l'école de commerce. Dans des cas dûment prouvés, tels que maladie de longue durée, accident, changement de lieu scolaire, langue maternelle étrangère ou circonstances personnelles d'une gravité avérée, les directions des divisions peuvent admettre une promotion ne répondant pas aux conditions précitées.<sup>6)10)</sup>

### **SECTION 6<sup>BIS</sup> : Conditions cadre pour les élèves qui suivent le cours Euler de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne<sup>14)</sup>**

Inscription au  
Lycée

**Art. 41a<sup>14)</sup>** Lors de leur inscription au Lycée, les élèves qui suivent le cours Euler de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (ci-après : "l'EPFL") sélectionnent les éléments suivants :

- a) filière non bilingue;
- b) l'allemand en tant que deuxième langue nationale;
- c) l'anglais en tant que troisième langue;
- d) les arts visuels ou la musique en tant que discipline artistique;
- e) physique et application des mathématiques en tant qu'option spécifique.

Généralités

**Art. 41b<sup>14)</sup>** <sup>1</sup> Dans les limites des possibilités d'organisation générale du Lycée, la direction aménage la grille horaire des élèves afin de leur permettre de suivre le cours Euler de l'EPFL.

<sup>2</sup> Les élèves qui suivent le cours Euler de l'EPFL peuvent, à leur demande, bénéficier des aménagements de l'enseignement des mathématiques prévus à l'article 41c.

<sup>3</sup> Lorsqu'ils ne remplissent pas les conditions de promotion, la direction du Lycée peut les soumettre au régime ordinaire de l'enseignement des mathématiques.

<sup>4</sup> En cas d'interruption de la fréquentation du cours Euler de l'EPFL, les élèves informent immédiatement la direction du Lycée, qui fixe les conditions de leur réintégration dans le cursus ordinaire.

Discipline  
mathématiques

**Art. 41c<sup>14)</sup>** <sup>1</sup> Aussi longtemps qu'ils suivent les cours Euler de l'EPFL, les élèves sont dispensés des cours de mathématiques du Lycée et passent à la place, chaque année, un examen oral de 30 minutes portant sur le programme de mathématiques (MAP) de l'option spécifique physique et application des mathématiques selon les modalités suivantes :

- a) l'examineur est l'enseignant de mathématiques de la classe de l'élève;
- b) la direction du Lycée désigne un expert parmi les membres du corps enseignant;
- c) un membre de la direction du Lycée et le directeur administratif du cours Euler de l'EPFL peuvent assister à l'examen; celui-ci n'est pas public pour le surplus.

<sup>2</sup> La note de promotion annuelle (art. 30) de mathématiques est la moyenne entre le résultat de cet examen et la note 6.

## SECTION 7 : Dispositions finales

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 42** Les directives du 14 décembre 1992 concernant la promotion des élèves au Lycée cantonal sont abrogées.

Période  
transitoire

**Art. 43** Les dispositions antérieures demeurent applicables durant l'année scolaire 2000-2001 pour les élèves de deuxième et troisième années du Lycée cantonal et durant l'année scolaire 2001-2002 pour les élèves de troisième année.

Entrée en  
vigueur

**Art. 44** Le présent règlement prend effet le 1<sup>er</sup> août 2000.

Delémont, le 17 janvier 2001

DEPARTEMENT DE  
L'EDUCATION

La Ministre : Anita Rion

### **Disposition transitoires et finales de la modification du 11 juillet 2008**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2008.

<sup>2</sup> Les dispositions antérieures demeurent applicables durant l'année scolaire 2008-2009 pour les élèves de deuxième et troisième années du Lycée cantonal et durant l'année scolaire 2009-2010 pour les élèves de troisième année.

### **Disposition transitoires et finales de la modification du 7 juillet 2016**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2016.

<sup>2</sup> La modification des articles 23, alinéa 5, et 29 à 32 déploie ses effets pour les élèves qui débutent leurs études lycéennes à la rentrée 2016 ou qui répètent leur première année. Pour les autres élèves, l'ancien droit est applicable jusqu'au 31 juillet 2020.

<sup>1</sup>) [RS 413.11](#)

<sup>2</sup>) [RSJU 412.11](#)

<sup>3</sup>) [RSJU 412.351](#)

<sup>5</sup>) [RSJU 412.354](#)

<sup>6</sup>) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 11 juillet 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008

<sup>7</sup>) Introduit par le ch. I du règlement du 11 juillet 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008

- 8) Abrogé par le ch. I du règlement du 11 juillet 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 9) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I du règlement du 5 juin 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2015
- 10) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 5 juin 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2015
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 7 juillet 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 12) Abrogé par le ch. I du règlement du 7 juillet 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 13) Introduit par le ch. I du règlement du 7 juillet 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 14) Introduit(e) par le ch. I du règlement du 1<sup>er</sup> juillet 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 15) Introduit par le ch. I du règlement du 10 juin 2020, en vigueur depuis le 30 avril 2020
- 16) [RS 413.16](#)
- 17) [RSJU 412.351](#)
- 18) Nouvelle teneur selon le ch. II du règlement du 10 juin 2020, en vigueur depuis le 30 avril 2020
- 19) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 21 juin 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2021
- 20) Introduit par le ch. I du règlement du 21 juin 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2021
- 21) Abrogé par le ch. I du règlement du 21 juin 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2021

## Ordonnance concernant la délivrance du certificat de l'Ecole de culture générale de Delémont

du 31 octobre 2006

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 36, alinéa 1, de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>[1\)](#), [4\)](#)</sup>,

vu le règlement du 12 juin 2003 de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique concernant la reconnaissance des certificats délivrés par les écoles de culture générale,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance définit les conditions auxquelles peut être délivré le certificat de l'Ecole de culture générale de Delémont (dénommée ci-après : "Ecole").

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Délivrance

**Art. 3** Le certificat est délivré par le Département de la Formation, de la Culture et des Sports<sup>[7\)](#)</sup> (dénommé ci-après : "Département") sur proposition du directeur.

Contenu

**Art. 4** <sup>1</sup> Le certificat mentionne l'option fréquentée par le titulaire, les disciplines suivies, le sujet du travail de certificat et les résultats obtenus dans les disciplines déterminantes.

<sup>2</sup> Il porte la mention suivante : "Ce certificat est conforme au règlement du 12 juin 2003 de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique concernant la reconnaissance des certificats délivrés par les écoles de culture générale".

<sup>3</sup> Il indique la période durant laquelle le titulaire a fréquenté l'Ecole en qualité d'élève régulier avec les dates précises d'entrée et de sortie.

<sup>4</sup> Il mentionne l'accomplissement d'au moins six semaines de stages pratiques ou de semaines intensives effectués sous la responsabilité de l'Ecole.

<sup>5</sup> Il est signé du ministre de la Formation, de la Culture et des Sports et du directeur de l'Ecole.

Attestation

**Art. 5** Les élèves qui ont accompli le cycle d'études de trois ans de l'Ecole sans obtenir le certificat reçoivent une attestation délivrée par l'Ecole mentionnant les cours suivis, les résultats obtenus ainsi que les stages pratiques et les semaines intensives accomplis.

Base pour la  
délivrance du  
certificat

**Art. 6** Entrent en ligne de compte pour la délivrance du certificat les résultats obtenus par les candidats aux examens finaux et les résultats dits d'école, soit ceux qui ont été acquis au cours de la dernière année d'enseignement dans chaque discipline déterminante.

Evaluation

**Art. 7** <sup>1</sup> L'évaluation des résultats d'école, des examens et du certificat s'exprime pour chaque discipline déterminante au moyen des appréciations suivantes qui peuvent être nuancées à l'aide de demi-points :

– désinvestissement total dans la discipline	1
– moins d'un tiers des objectifs d'apprentissage sont atteints	2
– la majorité des objectifs ne sont pas atteints	3
– la majorité des objectifs sont atteints	4
– tous les objectifs sont atteints	5
– tous les objectifs sont atteints et en majorité dépassés	6

<sup>2</sup> Lorsqu'une discipline comporte plusieurs examens, l'évaluation au titre de l'examen porte sur une seule appréciation, résultant de la synthèse des résultats obtenus.

## SECTION 2 : Les examens de certificat

Admission aux  
examens

**Art. 8** Sont admis aux examens et inscrits d'office les candidats qui ont été élèves réguliers de l'Ecole au moins tout au long de la dernière année du cycle d'études de trois ans, pour lesquels les stages pratiques ou les semaines intensives prescrits ont été dûment validés et dont le travail de certificat a été rendu dans les délais et jugé recevable au moment de son dépôt.



Date des  
examens

**Art. 9** <sup>1</sup> Les examens ont lieu au terme de la période normale des études.

<sup>2</sup> Les dates des examens sont fixées par le Département en accord avec le directeur de l'Ecole.

<sup>3</sup> ...<sup>5)</sup>

Organisation des  
examens

**Art. 10** Le directeur et la conférence des maîtres de l'Ecole organisent les examens et élaborent un programme des examens qui est communiqué aux candidats au moins dix jours avant le début des épreuves.

Collège d'experts  
a) Désignation

**Art. 11** <sup>1</sup> Le Département désigne un collège d'experts des examens de certificat choisis au sein des écoles ou institutions auxquelles l'Ecole est réputée préparer, des écoles du degré secondaire II ou d'autres institutions, dans la mesure où l'expert dispose des titres scientifiques et, en principe, pédagogiques requis.

b) Indemnisation

<sup>2</sup> Les experts sont indemnisés conformément à l'ordonnance concernant les personnes associées aux examens des écoles moyennes<sup>2)</sup>.

c) Tâches

<sup>3</sup> Les experts attestent le niveau de formation acquis par les détenteurs du certificat, contrôlent le déroulement régulier des examens, participent à l'organisation et à l'évaluation des examens écrits et oraux.

Etendue des  
examens

**Art. 12** <sup>1</sup> Les examens doivent établir si le candidat a assimilé et maîtrisé les matières qui lui ont été enseignées.

<sup>2</sup> La matière des examens est déterminée selon les plans d'études de l'Ecole et les directives de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique. Les examens portent principalement sur le programme des deux dernières années du cycle d'études.

Disciplines  
d'examen

**Art. 13**<sup>4)</sup> <sup>1</sup> Les candidats sont astreints à un examen dans six disciplines et à un travail de certificat.

<sup>2</sup> Les examens sont organisés de la manière suivante :

**a) Pour les disciplines ressortissant à la formation générale :**

*De manière obligatoire :*

Français	Examen écrit et oral
Langue 2	Examen écrit et oral
Mathématique	Examen écrit

*A choix :*

Une autre discipline d'examen avec, selon décision de l'Ecole, une épreuve écrite, orale ou pratique parmi les domaines suivants : sciences humaines, sciences expérimentales, langue 3, activités artistiques et sport. Cette discipline ne peut être choisie dans le domaine professionnel correspondant à l'option suivie.

**b) Pour le domaine professionnel correspondant à l'option suivie :**

Option	Disciplines et domaines	Forme
Option "Santé"	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Biologie</li> <li>– A choix Chimie ou Physique/Mathématiques</li> </ul>	Ecrité, pratique ou orale selon décision de l'Ecole
Option "Arts visuels"	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Dessin</li> <li>– Histoire de l'art</li> </ul>	
Option "Sport"	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Disciplines sportives principales</li> <li>– Sciences expérimentales et du sport</li> </ul>	
Option "Social-Pédagogie"	Deux disciplines à choix parmi : <ul style="list-style-type: none"> <li>– Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques, droit</li> <li>– Psychologie</li> <li>– Activités créatrices</li> </ul>	
Option "Social-Musique"	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques</li> <li>– Instrument, solfège, harmonie et médias</li> </ul>	

Option	Disciplines et domaines	Forme
Option "Social-Théâtre"	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques</li> <li>– Ateliers de théâtre</li> </ul>	Ecrite, pratique ou orale selon décision de l'Ecole

**c) Pour le travail de certificat :**

Un examen oral (soutenance).

<sup>3</sup> Les élèves ressortissant à la structure "Sports-Arts-Etudes" en orientation sport ou danse et arts du cirque passent, en lieu et place de la discipline à choix ressortissant à la formation générale, un examen obligatoire sous forme d'une prestation artistique ou sportive et d'un examen écrit ou oral de théorie dans la discipline pratiquée. L'Ecole décide, le cas échéant, s'il s'agit d'un examen écrit ou oral.

<sup>4</sup> Les élèves ressortissant à la structure "Sports-Arts-Etudes" en orientation musique passent, en lieu et place de la discipline à choix ressortissant à la formation générale, un examen écrit ou oral d'histoire de la musique. De surcroît, les deux examens d'option portent sur l'instrument principal et sur le solfège. Ces élèves se voient délivrer le titre de certificat en option musique.

Domaines et disciplines d'examen à choix

**Art. 14** <sup>1</sup> Seuls peuvent être choisis comme domaines ou disciplines d'examen des domaines ou des disciplines étudiés en principe durant les deux dernières années du cycle d'études.

<sup>2</sup> Avant le 31 mars de la dernière année du cycle d'études, les candidats annoncent, parmi les disciplines à choix, celles sur lesquelles ils entendent être examinés.

Travail de certificat

**Art. 15** <sup>1</sup> Le travail de certificat est un travail individuel choisi par le candidat avec l'accord de l'examineur, portant sur un travail d'enquête, un travail artistique ou un travail interdisciplinaire ressortissant à la formation générale ou au domaine professionnel envisagé.

<sup>2</sup> Le travail de certificat comporte la réalisation d'un document écrit, voire également d'un travail pratique, sur le sujet retenu ainsi que sa présentation dans le cadre des examens oraux.

<sup>3</sup> Le sujet du travail de certificat doit être soumis pour approbation à l'examineur à la fin de la deuxième année du cycle d'études. Le travail doit être remis à l'examineur dans le courant de la troisième année mais au plus tard le 31 mars.

<sup>4</sup> Un travail de certificat non rendu dans les délais ou considéré comme non recevable au moment de son dépôt ne permet pas au candidat de se présenter à la session d'examens de l'année en cours.

Déroulement des examens  
a) Examineur

**Art. 16** <sup>1</sup> L'examineur est en principe le maître qui a enseigné la discipline concernée au candidat durant la dernière année du cycle d'études.

<sup>2</sup> L'examineur collabore avec l'expert désigné pour la discipline.

<sup>3</sup> En cas de litige entre un examineur et un expert, le directeur de l'Ecole recourt à un expert neutre qui tranche.

b) Examens écrits

**Art. 17** <sup>1</sup> Les sujets des examens écrits sont choisis par l'examineur et soumis à l'expert.

<sup>2</sup> La durée des examens écrits est en principe de quatre heures pour le français et les mathématiques et de deux heures pour les autres disciplines.

<sup>3</sup> Les épreuves des examens écrits de même que le travail de certificat sont corrigés par l'examineur et soumis à l'expert.

c) Examens oraux et pratiques

**Art. 18** <sup>1</sup> Les examens oraux et pratiques sont menés par l'examineur en présence de l'expert qui dresse un procès-verbal succinct de l'examen et participe à l'évaluation des prestations du candidat.

<sup>2</sup> La durée des examens oraux de même que celle de la soutenance du travail de certificat varie, sur décision de l'Ecole, entre quinze et trente minutes selon la discipline concernée.<sup>4)</sup>

<sup>3</sup> Les examens pratiques, en particulier ceux liés à l'éducation visuelle, aux activités créatrices, à l'éducation physique ainsi qu'aux disciplines spécifiques des options, peuvent s'étendre sur une durée maximale de quatre heures.

d) Fraude

**Art. 19** <sup>1</sup> Toute fraude ou tentative de fraude entraîne l'exclusion immédiate du candidat qui est réputé avoir échoué aux examens.

<sup>2</sup> L'examineur ou l'expert témoin de la fraude en avertit sans délai le directeur. Celui-ci informe le candidat de son exclusion.

e) Évaluation **Art. 20** <sup>1</sup> Les prestations d'un candidat dans une discipline d'examen sont évaluées par une seule appréciation d'ensemble.

<sup>2</sup> Cette appréciation est fixée en commun par l'examineur et l'expert.

### **SECTION 2<sup>BIS</sup> : Disposition particulière relative à la délivrance du certificat pour l'année 2020<sup>8)</sup>**

Annulation des examens **Art. 20a<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Pour l'année 2020, les examens écrits et oraux du certificat sont annulés.

Notes de certificat <sup>2</sup> En dérogation à l'article 6, seuls les résultats dits d'école entrent en ligne de compte pour la délivrance du certificat.

Examens pour les personnes en situation d'échec <sup>3</sup> Les élèves qui n'obtiennent pas leur certificat sur la base des résultats dits d'école ont la possibilité de passer des examens conformément aux articles 10 et suivants. Les examens portent sur la matière enseignée jusqu'au 13 mars 2020.

### **SECTION 2<sup>TER</sup> : Disposition particulière relative à la délivrance du certificat pour l'année 2021<sup>9)</sup>**

Non-accomplissement des stages pratiques ou des semaines intensives **Art. 20b<sup>9)</sup>** En dérogation à l'article 8 et sous réserve de la réalisation des autres conditions prévues par cette disposition, sont admis aux examens et inscrits d'office les candidats qui ont bénéficié de formes alternatives de stages de découverte de la pratique professionnelle en remplacement des stages pratiques ou des semaines intensives qui n'ont pas pu être organisés à cause de motifs sanitaires impérieux liés à la situation épidémiologique.

Notes de certificat **Art. 20c<sup>9)</sup>** <sup>1</sup> Si les examens écrits ou oraux de certificat 2021 ne peuvent pas avoir lieu de manière ordinaire à cause de motifs sanitaires impérieux liés à la situation épidémiologique, en dérogation à l'article 6, les notes dans les disciplines concernées sont déterminées conformément aux modalités prévues au chiffre 3 de la décision du 3 février 2021 de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique figurant en annexe.

### SECTION 3 : Délivrance du certificat

Disciplines  
déterminantes

**Art. 21<sup>4)</sup>** <sup>1</sup> Dans l'organisation générale de l'Ecole, treize disciplines sont déterminantes pour l'obtention du certificat, soit :

a) dix disciplines obligatoires ressortissant à la formation générale :

Domaine	Discipline
Sciences humaines	Culture et civilisation Actualité et société
Sciences expérimentales et mathématiques	Mathématiques Sciences expérimentales
Langues et communication	Français Langue 2 Langue 3
Arts et sport	Discipline artistique étudiée Education physique
Eléments de méthode	Travail de certificat

b) trois disciplines du domaine professionnel correspondant à l'option choisie :

Option	Discipline
Option "Santé"	Sciences expérimentales (biologie) Sciences expérimentales (chimie) Sciences expérimentales (physique)
Option "Arts visuels"	Dessin Histoire de l'art Ateliers d'arts visuels
Option	Discipline
Option "Sport"	Disciplines sportives (individuelles) Disciplines sportives (collectives) Sciences expérimentales et du sport
Option "Social Pédagogie"	Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques, droit Psychologie Activités créatrices

Option "Social Musique"	Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques Psychologie Instrument
Option "Social Théâtre"	Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques Psychologie Ateliers de théâtre

<sup>2</sup> Pour les élèves ressortissant à la structure "Sports-Arts-Etudes" en orientation sport ou danse et arts du cirque, les treize disciplines déterminantes s'établissent comme il suit :

- a) huit disciplines ressortissant à la formation générale, à l'exception des disciplines du domaine "arts et sport";
- b) deux disciplines liées au domaine artistique ou sportif;
- c) trois disciplines spécifiques selon l'option étudiée.

<sup>3</sup> Pour les élèves ressortissant à la structure "Sports-Arts-Etudes" en orientation musique, les treize disciplines déterminantes s'établissent comme il suit :

- a) neuf disciplines ressortissant à la formation générale, à l'exception de la discipline sport du domaine "arts et sport";
- b) une discipline liée à l'orientation musique : histoire de la musique;
- c) trois disciplines spécifiques de l'option liées à l'orientation musique : instrument principal, solfège, piano harmonique/harmonie.

Ces élèves se voient délivrer le titre de certificat en option musique.

Détermination  
des  
appréciations  
du certificat

**Art. 22** Pour chaque discipline déterminante, l'appréciation finale figurant au certificat est déterminée comme suit :

- a) discipline déterminante soumise à un examen :  
l'appréciation finale résulte de la moyenne de l'appréciation de l'examen et de l'appréciation de la dernière année d'enseignement, qui peut être nuancée à l'aide de demi-points; en cas d'indétermination, le résultat dit d'examen l'emporte;
- b) discipline déterminante non soumise à un examen :  
l'appréciation finale est l'appréciation de la dernière année d'enseignement;
- c) travail de certificat :  
l'appréciation finale résulte du jugement d'ensemble porté sur le travail écrit et sur sa présentation orale.

Clauses de  
réussite

**Art. 23** Le certificat est délivré si, simultanément :

- a) la moyenne de toutes les appréciations est supérieure ou égale à 4;
- b) trois notes au plus sont insuffisantes;
- c) la somme des écarts vers le bas par rapport à la note 4 n'est pas supérieure à deux points.

Séance finale

**Art. 24** <sup>1</sup> A la suite des examens a lieu une séance qui réunit les examinateurs sous la présidence du directeur.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> Les résultats obtenus au certificat sont arrêtés dès qu'il est constaté au cours de cette séance qu'ils ont été obtenus conformément aux prescriptions de la présente ordonnance. L'article 26 demeure réservé.

Répétition

**Art. 25** <sup>1</sup> Le candidat qui a échoué selon l'article 23 doit répéter l'enseignement de toute la dernière année du cycle d'études pour pouvoir se présenter à nouveau aux examens de certificat.

<sup>2</sup> Une seconde répétition de la dernière année est exclue.

<sup>3</sup> Le Département règle les cas des candidats qui, pour des raisons de force majeure, n'ont pas pu se présenter à tout ou partie des examens.

### **SECTION 3<sup>bis</sup> : Maturité spécialisée<sup>6)</sup>**

Principe

**Art. 25a<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> L'Ecole de culture générale délivre un certificat de maturité spécialisée reconnu par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP).

<sup>2</sup> La maturité spécialisée fait l'objet de directives spécifiques édictées par le Département pour les modalités qui ne sont pas régies par la présente ordonnance.

Domaines,  
organisation  
et durée

**Art. 25b<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> Le certificat de maturité spécialisée est offert dans les domaines professionnels suivants :

- a) de la santé;
- b) du social;
- c) des arts visuels;
- d) du sport.



<sup>2</sup> Le Département définit dans les directives les modalités d'organisation et d'évaluation des contenus du certificat de maturité spécialisée.

<sup>3</sup> Le Département peut confier, sous la forme d'un mandat de prestations, tout ou partie de l'organisation des prestations complémentaires à des hautes écoles spécialisées du domaine.

Titres pour  
l'admission

**Art. 25c**<sup>6)</sup> <sup>1</sup> Les porteurs d'un certificat de culture générale, quelle que soit l'option choisie, sont admissibles à la formation menant au certificat de maturité spécialisée.

<sup>2</sup> Les porteurs d'un certificat de culture générale d'une option qui ne correspond pas au domaine visé du certificat de maturité spécialisée sont astreints à des compléments de formation dans les disciplines en relation avec le domaine professionnel visé.

<sup>3</sup> Le Département peut fixer des conditions supplémentaires d'admission, voire réguler l'accès à la maturité spécialisée.

Contenu de la  
formation

**Art. 25d**<sup>6)</sup> <sup>1</sup> La formation qui conduit au certificat de maturité spécialisée comprend :

- a) des prestations complémentaires, sous forme de cours et/ou de stages, dans le domaine professionnel choisi;
- b) un travail de maturité spécialisée dans le domaine professionnel choisi, préparé de façon personnelle;
- c) le cas échéant, les compléments de formation exigés des porteurs d'un certificat de culture générale d'une option qui ne correspond pas au domaine visé.

<sup>2</sup> Le Département en fixe les modalités, conformément aux règlements et directives de la Conférence des directeurs de l'instruction publique (CDIP).

Stages pratiques

**Art. 25e**<sup>6)</sup> <sup>1</sup> En principe, l'élève recherche lui-même la ou les éventuelles places de stage exigées dans le cadre des prestations complémentaires.

<sup>2</sup> Une convention régit les relations entre l'institution, l'école et l'élève.

<sup>3</sup> Les objectifs de la formation sont fixés par la convention et sont contrôlés notamment sur la base des rapports fournis par l'institution et l'élève.

Conditions  
d'obtention  
du titre

**Art. 25f**<sup>6)</sup> Pour obtenir la maturité spécialisée, l'élève doit avoir :

- a) rempli les conditions fixées par le Département relatives aux prestations complémentaires dans le domaine professionnel choisi;

- b) obtenu au moins la note de 4 à l'évaluation du travail de maturité spécialisée;
- c) le cas échéant, avoir rempli les conditions fixées par le Département relatives aux compléments de formation exigés des porteurs d'un certificat de culture générale d'une option qui ne correspond pas au domaine visé.

## SECTION 4 : Voies de droit

Voies de droit

**Art. 26<sup>4)</sup>** Les décisions du conseil des maîtres, du directeur, des examinateurs et des experts ainsi que du Département sont susceptibles d'opposition et de recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>3)</sup>.

## SECTION 5 : Dispositions finales et transitoires

Stages de découverte de la pratique professionnelle en raison du COVID-19

**Art. 26a<sup>9)</sup>** Si des formes alternatives de stages de découverte de la pratique professionnelle sont mises sur pied en raison de motifs sanitaires impérieux dans le contexte de l'épidémie de COVID-19, elles sont considérées comme des stages pratiques ou des semaines intensives au sens des articles 4, alinéa 4, et 5.

Prestations complémentaires en raison du COVID-19

**Art. 26b<sup>9)</sup>** Si des formes alternatives de prestations complémentaires dans les domaines santé, travail social, arts visuels et théâtre sont mises sur pied en raison de motifs sanitaires impérieux dans le contexte de l'épidémie de COVID-19, elles sont considérées comme des prestations complémentaires au sens des articles 25b, alinéa 3, 25d, alinéa 1, lettre d, et 25f, lettre a.

Abrogation du droit en vigueur

**Art. 27** L'ordonnance du 8 mars 2005 concernant la délivrance du diplôme de l'Ecole de culture générale de Delémont est abrogée.

Entrée en vigueur

**Art. 28** <sup>1</sup> La présente ordonnance prend effet le 1<sup>er</sup> août 2006.

<sup>2</sup> Elle s'applique pour la première fois aux élèves qui ont commencé le cycle d'études avec l'année scolaire 2004-2005 et qui se présenteront aux examens à la session d'été 2007.

Delémont, le 31 octobre 2006

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

**Dispositions finales et transitoires de la modification du 5 juillet 2011**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2011.

<sup>2</sup> Elle s'applique pour la première fois aux élèves qui ont commencé le cycle d'études au début de l'année scolaire 2010-2011 et qui se présenteront aux examens à la session d'été 2013.

## Annexe<sup>9)</sup>

### **COVID-19; organisation des examens finals pour les certificats délivrés par les écoles de culture générale en 2021 : décision du 3 février 2021 de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique**

(...)

3. Si pour des raisons impératives de santé publique des dérogations par rapport aux dispositions réglementaires de référence sont nécessaires, les principes suivants s'appliquent :

#### ***Examens***

- 3.1 Si l'organisation des examens n'est pas possible, les notes dans les disciplines qui ne peuvent pas être évaluées par un examen sont calculées sur la base des notes obtenues durant la deuxième année de formation dans laquelle la discipline a été enseignée.
- 3.2 Si un seul des deux examens (écrit ou oral) prévus dans une discipline peut être organisé, les notes dans la discipline concernée sont calculées selon la pondération suivante : les notes obtenues durant la dernière année de formation dans laquelle la discipline a été enseignée comptent pour  $\frac{3}{4}$ , et la note de l'examen écrit ou oral qui a été présenté, pour  $\frac{1}{4}$  de la note finale.
- 3.3 Dans le domaine "pédagogie", si les prestations complémentaires prévues à l'article 17<sup>octies</sup> du règlement de reconnaissance de 2003 ne peuvent être organisées ni oralement ni par écrit selon les directives du 11 mai 2012 concernant les prestations complémentaires requises pour l'obtention de la maturité spécialisée, orientation pédagogie, la session complète est annulée. La session d'examens est organisée aussi rapidement que possible, au plus tard avant le début des études 2021/2022.

Si les examens écrits ne peuvent pas être organisés, les examens oraux sont mis sur pied aussi rapidement que possible, dans tous les cas avant le début des études 2021/2022.

- 3.4 Les cantons qui décident d'appliquer les points 3.1 à 3.3 offrent aux élèves qui n'ont pas réussi la possibilité de passer, avant le début des études 2021/2022, les examens qui n'ont pas pu être organisés conformément au règlement de reconnaissance.

(...)

- 1) [RSJU 412.11](#)
- 2) [RSJU 412.354](#)
- 3) [RSJU 175.1](#)
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 5 juillet 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2011
- 5) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 5 juillet 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2011
- 6) Introduit(e) par le ch. I de l'ordonnance du 5 juillet 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2011
- 7) Nouvelle dénomination selon l'art. 16, al. 1, ch. 4, du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2006 ([RSJU 172.111](#))
- 8) Introduit(e) par le ch. I de l'ordonnance du 9 juin 2020, en vigueur depuis le 30 avril 2020
- 9) Introduit(e) par le ch. I de l'ordonnance du 13 avril 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2020



## **Règlement concernant l'organisation et la formation à l'Ecole supérieure d'informatique de gestion (ESIG)**

du 7 septembre 2020

*Le Département de la formation, de la culture et des sports,*

vu l'ordonnance du DEFR du 11 septembre 2017 concernant les conditions minimales de reconnaissance des filières de formation et des études postdiplômes des écoles supérieures (OCM ES)<sup>1</sup>,

vu l'article premier, alinéa 4, de l'arrêté du Parlement du 23 janvier 2002 portant création de l'Ecole supérieure jurassienne d'informatique de gestion<sup>2</sup>,

vu les articles 40, alinéa 2, et 90, alinéa 4, de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>3</sup>,

*arrête :*

### **SECTION 1 : Dispositions générales**

Buts

**Article premier** <sup>1</sup> L'Ecole supérieure d'informatique de gestion (dénommée ci-après : "l'Ecole") a pour but de dispenser l'enseignement théorique et pratique nécessaire à l'exercice des professions de l'informatique de gestion de niveau supérieur. Elle entretient des relations étroites avec l'environnement économique concerné.

<sup>2</sup> L'Ecole favorise la formation continue et le perfectionnement.

<sup>3</sup> Elle est habilitée à assumer des mandats dans le cadre des travaux pratiques.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Organes

**Art. 3** Les organes de l'Ecole sont :

- a) la direction de la division commerciale;
- b) la conférence des maîtres;
- c) la délégation des classes;

- d) la commission d'experts;
- e) la commission de la division commerciale.

Réglementation  
interne

**Art. 4** <sup>1</sup> Les tâches des organes de l'Ecole sont précisées dans le règlement interne de l'Ecole validé par le Service de la formation postobligatoire.

<sup>2</sup> La direction de la division peut, dans le cadre fixé par le présent règlement, adopter des directives, validées par le Service de la formation postobligatoire, précisant le déroulement des différentes étapes de la formation et les modalités de celle-ci.

## SECTION 2 : Études

Formations

**Art. 5** <sup>1</sup> L'Ecole comprend une voie de formation à plein temps sur deux ans ou à temps partiel sur quatre ans.

<sup>2</sup> Elle peut, avec l'accord du Département de la formation, de la culture et des sports, exploiter en parallèle une filière en emploi, ouvrir des cours à option et postgrades ou des formations en rapport avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

<sup>3</sup> La formation est organisée en modules qui contiennent plusieurs branches.

<sup>4</sup> Les modules sont validés par l'octroi de crédits.

<sup>5</sup> La direction de la division est compétente pour définir les aménagements organisationnels et les équivalences liés à la formation à temps partiel ou en emploi.

Destinataires

**Art. 6** Les cours s'adressent aux personnes disposant d'une formation de base correspondant à la filière visée et mentionnée dans le plan d'étude cadre fédéral, désireuses d'acquérir des compétences en informatique de gestion en vue d'assumer des tâches à responsabilités dans l'économie et l'administration.

Étapes et plan  
de la formation

**Art. 7** <sup>1</sup> La formation d'informaticien de gestion diplômé ES comprend les étapes suivantes :

- a) les cours de modules théoriques;
- b) les cours de pratique associée et les modules de pratique;
- c) le stage en entreprise;
- d) le travail de diplôme.



<sup>2</sup> Le plan de formation, la grille horaire et l'organisation des stages en entreprise sont définis par la direction de la division sur la base du plan d'étude cadre fédéral.

#### Évaluations

**Art. 8** <sup>1</sup> Les travaux personnels des étudiants, les travaux écrits et oraux des branches ainsi que les moyennes sont évalués et exprimés au moyen de notes chiffrées s'échelonnant de 1 à 6, 6 étant la meilleure note et 1 la plus mauvaise.

<sup>2</sup> Les notes sont arrondies au dixième et à une décimale.

#### Branches sans note

**Art. 9** Pour les branches sans note, l'étudiant doit obtenir l'attestation qu'il a répondu aux exigences définies dans un cahier des charges initial.

#### Notes de branche

**Art. 10** <sup>1</sup> Les notes de branche sont la moyenne arithmétique des notes obtenues aux travaux et évaluations des connaissances effectués dans les branches du module.

<sup>2</sup> Les notes de branche pondérées résultent de la multiplication de la note de branche avec le facteur de pondération de la branche.

#### Épreuve de module

**Art. 11** <sup>1</sup> Une épreuve de module évalue l'ensemble des compétences d'un module.

<sup>2</sup> L'étudiant accède à l'épreuve de module lorsque :

- a) la moyenne minimale requise des notes de branche est obtenue; celle-ci ne peut pas être inférieure à 3;
- b) le taux minimal requis de fréquentation d'un module est atteint; celui-ci ne peut pas être inférieur à 80 %.

<sup>3</sup> Dans les limites fixées aux lettres a et b, la moyenne minimale des notes de branche d'un module et le taux minimal de fréquentation sont définis dans les directives de l'Ecole.

#### Note de module

**Art. 12** <sup>1</sup> La note de module est obtenue par la moyenne pondérée de la note de l'épreuve de module et de la moyenne des notes de branche.

<sup>2</sup> La pondération mentionnée à l'alinéa 1 est d'au moins 50 % pour la note de l'épreuve de module.

<sup>3</sup> Dans les limites fixées aux alinéas 1 et 2, la pondération est définie dans les directives de l'Ecole.

Acquisition des crédits

**Art. 13** L'acquisition des crédits est établie selon le mode de calcul et les conditions ci-dessous :

- a) la note de module doit être égale ou supérieure à 4;
- b) toutes les attestations des branches sans note du module ont été acquises.

### SECTION 3 : Conditions d'admission

Admission définitive

**Art. 14** <sup>1</sup> Les titulaires d'un certificat fédéral de capacité des domaines de l'informatique ou de l'économie, d'un certificat de maturité ou d'un diplôme de commerce reconnu par la Confédération sont admis définitivement à l'Ecole, dans la limite des places disponibles, lorsque les formalités d'inscription suivantes sont réalisées :

- a) la finance d'inscription est payée;
- b) le délai d'inscription est respectée;
- c) un dossier de postulation détaillé est produit.

Admission provisoire

**Art. 15** <sup>1</sup> Les titulaires d'un certificat fédéral de capacité hors des domaines de l'informatique ou de l'économie, obtenu après une formation certifiante de trois ans au moins, sont admis provisoirement à l'Ecole.

<sup>2</sup> Les titulaires d'un autre titre jugé équivalent par la direction de la division sont admis provisoirement à l'Ecole.

<sup>3</sup> L'admission provisoire n'intervient qu'après un entretien avec la direction de l'Ecole.

<sup>4</sup> Sont admis définitivement les étudiants qui, à l'issue du premier semestre, obtiennent aux branches probatoires :

- une moyenne générale d'au moins 4;
- pas plus d'une note inférieure à 4;
- aucune note inférieure à 3.

Les branches probatoires sont définies dans les directives de l'Ecole.

<sup>5</sup> Si les conditions de l'alinéa 4 ne sont pas réunies au terme du premier semestre, la formation ne peut être poursuivie.

<sup>6</sup> Les lettres a à c de l'article 14 sont applicables pour le surplus.

Titre étranger

**Art. 16** <sup>1</sup> Les titulaires d'un titre étranger reconnu par la Confédération comme équivalent aux titres mentionnés aux articles 12 et 13 peuvent déposer un dossier de candidature sur lequel la direction de l'Ecole se prononcera.

<sup>2</sup> Les lettres a à c de l'article 14 sont applicables pour le surplus.

Cours de mise à niveau

**Art. 17** <sup>1</sup> Des cours de mise à niveau peuvent être proposés chaque année aux étudiants.

<sup>2</sup> L'organisation des cours de mise à niveau est décrite dans les directives de l'Ecole.

#### SECTION 4 : Promotion

Promotion annuelle

**Art. 18** Un étudiant doit obtenir 10 crédits au minimum sur les 12 crédits disponibles pour être promu en fin d'année scolaire.

Remédiation

**Art. 19** <sup>1</sup> L'étudiant qui n'obtient pas le nombre de crédits nécessaires peut passer une remédiation dans les modules pour lesquels il obtient la note minimale requise. Celle-ci est définie dans les directives de l'Ecole. Elle ne peut toutefois pas être inférieure à 3.5.

<sup>2</sup> La remédiation consiste en une nouvelle épreuve de module organisée avant le début de l'année scolaire suivante. Elle concerne un nombre restreint de crédits, défini dans les directives de l'Ecole. Elle permet d'obtenir la note de 4 au module.

<sup>3</sup> La remédiation ne peut être passée qu'une seule fois par module. La répétition du module au sens de l'article 20 ne donne plus droit à la remédiation.

Répétition d'un module

**Art. 20** <sup>1</sup> Pour les modules dont la note de module ne permet pas la remédiation, l'étudiant doit répéter le module.

<sup>2</sup> La répétition du module consiste à suivre à nouveau les branches du module concerné. L'étudiant est dispensé de répéter celles dont la note semestrielle est supérieure ou égale à 5.0.

<sup>3</sup> À la suite de la répétition d'un module, l'épreuve du module doit être passée à nouveau. Les notes nouvellement acquises remplacent les anciennes.

Promotion au stage et au travail de diplôme

**Art. 21** <sup>1</sup> L'étudiant doit être promu à l'issue de la deuxième année pour pouvoir accéder au stage et au travail de diplôme.

<sup>2</sup> L'étudiant qui pourra obtenir les crédits minimaux après la remédiation au sens de l'article 19 peut accéder au stage et au travail de diplôme.

<sup>3</sup> Les crédits des modules transversaux doivent être acquis.

Durée de validité  
des crédits

**Art. 22** La durée de validité des crédits est de deux ans à partir de la date de leur obtention.

## SECTION 5 : Stage, travail de diplôme et obtention du diplôme

Obtention du  
diplôme

**Art. 23** <sup>1</sup> Les conditions pour l'obtention du diplôme sont :

- a) obtenir la validation du stage en entreprise;
- b) obtenir au minimum la note 4 au travail de diplôme.

<sup>2</sup> La vérification de ces conditions est effectuée au terme de la procédure de qualification.

Stage en  
entreprise

**Art. 24** <sup>1</sup> Le stage en entreprise, d'une durée minimale de neuf semaines, a pour but de mettre en pratique les connaissances et compétences acquises par l'étudiant.

<sup>2</sup> L'organisation et le suivi du stage sont du ressort de l'Ecole, qui collabore à cette fin avec un répondant désigné par l'entreprise.

<sup>3</sup> La validation du stage s'appuie sur le rapport de suivi de stage établi conjointement par les répondants de l'Ecole et de l'entreprise, sur le bilan de stage rédigé par l'étudiant, ainsi que sur la présentation de ce bilan par l'étudiant au cours de la soutenance du travail de diplôme.

<sup>4</sup> L'étudiant qui n'obtient pas la validation du stage doit refaire un stage dans les deux ans.

Travail de  
diplôme

**Art. 25** <sup>1</sup> Le travail de diplôme permet de contrôler si, dans un cadre défini et dans un laps de temps limité, l'étudiant est capable de mener à chef un projet ou une étude d'une manière claire, rationnelle et conforme aux besoins de la pratique.

<sup>2</sup> Il est en principe réalisé durant le stage en entreprise. Le sujet du travail doit être validé par l'Ecole après discussion avec l'entreprise. La réalisation d'un travail de diplôme qui n'est pas en relation directe avec l'entreprise peut être autorisée.

<sup>3</sup> Le travail de diplôme est examiné par deux experts, dont l'un externe à l'Ecole. Ceux-ci sont désignés par la direction de la division.

<sup>4</sup> La soutenance du travail de diplôme est organisée par l'Ecole. Elle est menée par les deux experts ayant examiné le travail de diplôme.

<sup>5</sup> La note finale du travail de diplôme est calculée sur la base de l'évaluation du dossier remis par l'étudiant et de l'évaluation de la soutenance orale du travail.

<sup>6</sup> Les modalités du travail de diplôme et le déroulement de la soutenance sont définies dans les directives de l'Ecole.

<sup>7</sup> A moins qu'elle ne soit dûment justifiée, en particulier par un certificat médical en cas de maladie ou d'accident, l'absence à la soutenance est assimilée à un échec.

Fraude

**Art. 26** Toute fraude ou tentative de fraude lors de la procédure de qualification entraîne l'exclusion immédiate du candidat. Ce dernier est réputé avoir échoué.

Échec au travail de diplôme

**Art. 27** <sup>1</sup> Si la note obtenue au travail de diplôme est inférieure à 4, les experts décident si le travail peut faire l'objet d'une remédiation ou si un nouveau travail doit être réalisé.

<sup>2</sup> Les modalités de remédiation ou de répétition sont définies dans les directives de l'Ecole.

<sup>3</sup> Le travail de diplôme ne peut être répété qu'une seule fois.

## **SECTION 6 : Voies de droit, dispositions transitoires et finales**

Voies de droit

**Art. 28** Les décisions prises en vertu du présent règlement sont sujettes à opposition et à recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>4)</sup>.

Abrogation

**Art. 29** Le règlement du 13 mars 2013 concernant l'organisation et la formation à l'Ecole supérieure jurassienne d'informatique de gestion (ESIG) est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 30** Le présent règlement prend effet le 1<sup>er</sup> septembre 2020.

Delémont, le 7 septembre 2020

DEPARTEMENT DE LA FORMATION,  
DE LA CULTURE ET DES SPORTS

Le ministre : Martial Courtet

- 1) [RS 412.101.61](#)
- 2) [RSJU 413.323](#)
- 3) [RSJU 412.11](#)
- 4) [RSJU 175.1](#)

## Ordonnance

### portant introduction de l'ordonnance fédérale sur les mesures dans le domaine de la culture prévues par la loi COVID-19

du 17 novembre 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 11 de la loi fédérale du 25 septembre 2020 sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 (Loi COVID-19)<sup>[1](#)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 14 octobre 2020 sur les mesures dans le domaine de la culture prévues par la loi COVID-19 (Ordonnance COVID-19 culture)<sup>[2](#)</sup>,

vu l'article 90, alinéa 2, de la Constitution cantonale<sup>[3](#)</sup>,

*arrête :*

But

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance règle l'exécution de l'ordonnance COVID-19 culture<sup>[2](#)</sup>.

<sup>2</sup> Elle règle en particulier la procédure et les critères d'attribution pour les demandes déposées :

- a) par les entreprises culturelles et les acteurs culturels afin d'obtenir une indemnisation de leurs pertes financières au sens de l'article 3, alinéa 1, lettre a, de l'ordonnance COVID-19 culture<sup>[2](#)</sup> (ci-après : "indemnisation") ou
- b) par les entreprises culturelles afin d'obtenir une contribution à des projets de transformation au sens de l'article 3, alinéa 1, lettre b, de l'ordonnance COVID-19 culture<sup>[2](#)</sup> (ci-après : "contribution").<sup>[5](#)</sup>

<sup>3</sup> L'octroi d'une aide financière ne constitue pas un droit.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Champ  
d'application  
a) Eligibilité<sup>[5](#)</sup>

**Art. 3** <sup>1</sup> Sont concernées par la présente ordonnance :

- a) les entreprises culturelles qui ont leur siège dans le canton du Jura, qui existaient déjà le 15 octobre 2020 et qui ne sont ni des personnes morales de droit public, ni des unités administratives de l'Etat;

- b)<sup>7</sup> les acteurs culturels qui peuvent faire valoir des dommages subis dans l'exercice d'une activité lucrative indépendante ou en tant qu'intermittents, qui ont leur domicile dans le canton du Jura et qui y étaient déjà domiciliés quand le dommage est survenu.<sup>5</sup>

<sup>1bis</sup> Les organisations d'amateurs sont réputées entreprises culturelles et peuvent prétendre aux aides financières visées à l'article 1, alinéa 1, lettre a, si elles sont dotées d'un budget d'au moins 50 000 francs pour leurs manifestations et qu'elles subissent une perte d'au moins 10 000 francs.<sup>6</sup>

<sup>2</sup> Les demandes émanant des institutions interjurassiennes sont traitées par le canton dans lequel elles ont leur siège.

b) quant au  
domaine culturel

**Art. 4** En application de l'article 2, lettre a, de l'ordonnance COVID-19 culture<sup>2</sup>, le domaine culturel éligible à une aide financière comprend :

- a) les arts de la scène et la musique : les arts du spectacle (en particulier : théâtre, opéra, danse, arts du cirque, musique, orchestres, chant, chorales, humour, arts de la rue) et leurs lieux ou canaux de diffusion (en particulier : salles et locaux de concerts ou de spectacles, centres culturels, églises, festivals, clubs de musique, studios d'enregistrement de musique, agences musicales); ne sont pas concernés : l'édition de musique enregistrée et de partitions, la fabrication et le commerce d'instruments de musique, les maisons de disques, les fournisseurs commerciaux d'agendas culturels, les services de billetterie, les discothèques, les dancings et les boîtes de nuit;
- b) le design : les ateliers de graphisme et de restauration d'art; ne sont pas concernés : les ateliers de design textile, de design d'objets, de design de bijoux et les bureaux d'architecture;
- c) le cinéma : la réalisation de films et leur diffusion, les festivals, la technique cinématographique, la distribution et l'exploitation de films, l'exploitation de salles pour leur activité culturelle; ne sont pas concernés : le commerce de supports sonores et visuels enregistrés et les vidéothèques;
- d) les arts visuels : la création dans les domaines des arts plastiques, de la photographie et de l'art numérique ainsi que leurs lieux ou canaux de diffusion, les galeries d'art, les centres culturels, les espaces d'art (commerciaux ou non commerciaux), les foires d'art; ne sont pas concernés : l'exploitation de laboratoires photographiques et le commerce d'antiquités;
- e) la littérature : la création et la traduction littéraires ainsi que leur diffusion, les festivals de littérature, les lectures publiques, les maisons d'éditions, les librairies; ne sont pas concernées: les bibliothèques et les archives;
- f) les musées : les musées, les lieux d'exposition et les collections accessibles au public ainsi que la transmission de patrimoine culturel;
- g) les traditions vivantes cantonales inscrites dans la liste de l'Office fédéral de la culture, pour leurs activités culturelles;
- h) la formation culturelle dispensée par des établissements privés d'enseignement dans les domaines concernés par les lettres a à g.



## Procédure

**Art. 5** <sup>1</sup> Les demandes d'indemnisation ou de contribution sont à adresser à l'Office de la culture.<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Seules les demandes transmises par voie électronique ou par courrier postal dans les délais impartis par l'ordonnance COVID-19 culture<sup>2)</sup>, complètes et accompagnées des formulaires officiels disponibles à l'adresse [www.jura.ch/culturecovid](http://www.jura.ch/culturecovid), sont traitées.<sup>5)</sup>

<sup>3</sup> Les requérants s'engagent à fournir des informations véridiques et complètes et autorisent l'Office de la culture à échanger les données nécessaires au traitement de leur demande avec les autres autorités ou organismes compétents en lien avec des indemnisations liées à l'épidémie de COVID-19. Ils sont en particulier tenus de communiquer de leur propre chef toutes les demandes d'indemnisation en rapport avec l'épidémie de COVID-19 adressées à des tiers et de transmettre spontanément à l'Office de la culture les décisions correspondantes dans un délai de cinq jours ouvrables. En cas de manquement à cette obligation, une pénalité proportionnelle aux montants non communiqués peut être appliquée. Les dispositions pénales sont réservées.

<sup>4</sup> L'Office de la culture peut exiger tout document ou renseignement complémentaire nécessaire à l'instruction de la demande.

<sup>5</sup> Les sommes perçues indûment doivent être restituées.

## Compétences

**Art. 6** <sup>1</sup> L'Office de la culture est compétent pour statuer sur les demandes d'indemnisation ou de contribution jusqu'à concurrence de 12 000 francs.

<sup>2</sup> Le département auquel est rattaché l'Office de la culture est compétent pour statuer si le montant octroyé dépasse 12 000 francs.<sup>5)</sup>

<sup>3</sup> Le Gouvernement est compétent pour statuer si le montant octroyé dépasse 150 000 francs.

<sup>4</sup> Quelle que soit l'autorité décisionnelle, l'Office de la culture instruit les dossiers. Il émet un préavis sur toutes les demandes qui ne sont pas de sa compétence financière et transmet les décisions par écrit aux requérants.

Critères  
a) en vue de  
l'indemnisation

**Art. 7** <sup>1</sup> Les demandes sont évaluées, d'une part, en fonction de la viabilité des entreprises culturelles et des acteurs culturels impactés par l'épidémie de coronavirus et, d'autre part, à la lumière de leurs missions et de la politique culturelle de la République et Canton du Jura, en veillant au respect de l'intérêt public.<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Il est attendu des requérants qu'ils recourent en priorité aux dispositifs généraux d'atténuation des pertes financières. Le cas échéant, il en sera tenu compte dans l'établissement du montant de l'indemnisation.

<sup>3</sup> Il peut être tenu compte des aides précédemment octroyées sur la base de l'ordonnance fédérale du 20 mars 2020 sur l'atténuation des conséquences économiques du coronavirus (COVID-19) dans le secteur de la culture<sup>4)</sup>.

<sup>4</sup> L'indemnisation couvre au maximum 80 % du dommage financier.

b) en vue d'une contribution

**Art. 8<sup>5)</sup>** <sup>1</sup> Les demandes sont évaluées en particulier sur la base des critères suivants :

- apport à la sauvegarde et au renforcement du tissu culturel cantonal;
- besoins financiers;
- plausibilité de la réalisation du projet;
- viabilité et durabilité de celui-ci;
- collaboration avec d'autres entreprises culturelles partageant tout ou partie des mêmes objectifs.

<sup>2</sup> Les aides financières couvrent au maximum 80 % des coûts d'un projet et se montent au maximum à 300 000 francs par entreprise culturelle.

Disposition transitoire

**Art. 9** Les demandes déposées avant le 21 septembre 2020 et en suspens à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance sont examinées conformément aux directives du Département de la formation, de la culture et des sports du 30 juin 2020 de mise en œuvre de la prolongation de l'ordonnance fédérale du 20 mars 2020 sur l'atténuation des conséquences économiques du coronavirus (COVID-19) dans le secteur de la culture.

Disposition transitoire

**Art. 9a<sup>8)</sup>** Les demandes d'indemnisation des entreprises culturelles et des acteurs culturels déposées en application de la présente ordonnance concernent les dommages subis dès le 1<sup>er</sup> novembre 2020. Les demandes d'indemnisation peuvent également concerner la période du 21 septembre au 31 octobre 2020 si le dommage n'était pas encore survenu le 20 septembre 2020.

Entrée en vigueur et durée de validité

**Art. 10** <sup>1</sup> La présente ordonnance prend effet le 26 septembre 2020.

<sup>2</sup> Sa durée de validité est liée à celle de l'ordonnance COVID-19 culture<sup>2)</sup>.

Delémont, le 17 novembre 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martial Courtet  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

1) [RS 818.102](#)

2) [RS 442.15](#)

3) [RSJU 101](#)

4) RO 2020 855

5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 2 mars 2021, en vigueur depuis le 19 décembre 2020

6) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 2 mars 2021, en vigueur depuis le 19 décembre 2020

7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 27 avril 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021

8) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 27 avril 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021



# Ordonnance sur la protection du patrimoine archéologique et paléontologique (OPPAP)

du 8 décembre 2015

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 5, alinéa 4, 24, alinéa 3, et 35, alinéa 1, de la loi du 27 mai 2015 sur la protection du patrimoine archéologique et paléontologique (LPPAP)<sup>1)</sup>,

*arrête :*

## SECTION 1 : Dispositions générales

Objet	<b>Article premier</b> La présente ordonnance constitue la réglementation d'exécution de la loi sur la protection du patrimoine archéologique et paléontologique <sup>1)</sup> .
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## SECTION 2 : Commission du patrimoine archéologique et paléontologique

Composition	<p><b>Art. 3</b> <sup>1</sup> La commission du patrimoine archéologique et paléontologique (ci-après : "la commission") est composée de neuf membres au maximum, représentant notamment les milieux de l'archéologie et de la paléontologie, de l'urbanisme, de l'économie ainsi que les communes.</p> <p><sup>2</sup> Le Gouvernement nomme les membres pour la durée de la législature et désigne le président.<sup>3)</sup></p> <p><sup>3</sup> L'archéologue cantonal et un représentant de l'entité chargée d'assumer, directement ou par délégation, l'archivage des objets à conserver participent aux séances de la commission avec voix consultative.<sup>3)</sup></p> <p><sup>4</sup> L'Office de la culture assure le secrétariat de la commission.</p>
-------------	--

Fonctionnement **Art. 4** <sup>1</sup> La commission se réunit aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par année.<sup>3)</sup>

<sup>2</sup> Les membres de la commission sont soumis aux dispositions sur le secret de fonction applicables aux agents publics.

<sup>3</sup> Les frais de fonctionnement de la commission sont imputés au budget et aux comptes de l'Office de la culture. Dans ce cadre budgétaire, la commission peut avoir recours à des experts.

<sup>4</sup> Au surplus, les dispositions relatives aux commissions cantonales s'appliquent à la commission, notamment l'ordonnance du 11 novembre 1980 concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales<sup>2)</sup>.

### SECTION 3 : Travaux menés par une personne externe

Autorisation  
a) Principe

**Art. 5** <sup>1</sup> Une étude scientifique ne peut être entreprise par une personne physique ou morale externe à l'Office de la culture qu'avec l'autorisation préalable de ce dernier et sous sa surveillance.

<sup>2</sup> En particulier, toute utilisation de moyens techniques pour prospecter ou pour fouiller le sol afin d'y découvrir des objets archéologiques ou paléontologiques est soumise à autorisation.

<sup>3</sup> Au sens de l'alinéa 2, constituent notamment une utilisation de moyens techniques pour prospecter ou pour fouiller le sol afin d'y découvrir des objets archéologiques ou paléontologiques :

- a) les prospections et fouilles archéologiques, à savoir tous les travaux de recherche archéologique nécessitant un outillage ou un appareillage quelconque;
- b) les prospections et fouilles paléontologiques, à savoir tous les travaux de recherche paléontologique nécessitant un outillage ou appareillage de terrassement.

b) Requête

**Art. 6** <sup>1</sup> La personne externe qui souhaite réaliser des travaux au sens de l'article 5 doit adresser par écrit une requête à l'Office de la culture.

<sup>2</sup> La requête visant à l'obtention d'une autorisation de fouille doit comporter les éléments suivants :

- a) un commentaire motivant l'ouverture d'un chantier archéologique ou paléontologique;
- b) l'indication des techniques de fouille;
- c) l'indication précise de l'emprise et de la période d'ouverture du chantier;
- d) un plan de financement;
- e) la liste des personnes dirigeant les travaux;
- f) l'accord écrit du propriétaire foncier et des autorités communales; et
- g) une attestation d'assurance responsabilité civile permettant d'établir qu'il existe une couverture suffisante.

<sup>3</sup> La requête visant à l'obtention d'une autorisation de prospection doit comporter les éléments suivants :

- a) un commentaire motivant la prospection archéologique ou paléontologique;
- b) l'indication des techniques de prospection;
- c) l'indication précise de l'emprise de la prospection;
- d) l'accord écrit du propriétaire foncier, ainsi que des autorités communales si des travaux de terrassement sont nécessaires;
- e) une attestation d'assurance responsabilité civile permettant d'établir qu'il existe une couverture suffisante.

<sup>4</sup> L'Office de la culture peut demander des informations ou des documents supplémentaires.

c) Préavis

**Art. 7** L'Office de la culture peut requérir le préavis d'autres autorités concernées par la requête, en particulier celui de l'Office de l'environnement.

d) Etendue

**Art. 8** <sup>1</sup> L'autorisation est octroyée pour une période déterminée. Elle est limitée à l'emprise définie dans la requête et peut être assortie de charges et de conditions.

<sup>2</sup> Une prolongation ou une extension de l'autorisation peut être accordée lorsque des circonstances particulières le justifient.

e) Refus et révocation

**Art. 9** <sup>1</sup> Il n'existe aucun droit à obtenir une autorisation.

<sup>2</sup> L'autorisation peut en particulier être refusée lorsque :

- a) la requête n'est pas accompagnée des indications nécessaires;
- b) la requête n'offre pas l'intérêt ou les garanties scientifiques requis.

<sup>3</sup> L'autorisation peut être révoquée, en particulier lorsque son titulaire ne respecte pas les charges ou les conditions fixées par l'Office de la culture.

Documentation **Art. 10** <sup>1</sup> Une documentation exacte et complète des travaux doit être dressée par la personne externe titulaire de l'autorisation.

<sup>2</sup> Une convention est établie avant le début des travaux pour détailler la documentation exigée ainsi que les modalités relatives à la publication des résultats.

Remise des objets découverts et de la documentation **Art. 11** Tous les objets découverts ainsi que l'ensemble de la documentation scientifique sont remis à l'Office de la culture dans un délai de cinq ans dès la clôture du chantier. Ce délai peut être prolongé pour de justes motifs.

Surveillance **Art. 12** <sup>1</sup> L'Office de la culture exerce la surveillance sur les travaux menés par une personne externe.

<sup>2</sup> Il peut en tout temps visiter les chantiers.

#### SECTION 4 : Participation financière aux frais de l'étude scientifique

Fixation du pourcentage mis à charge du propriétaire **Art. 13** <sup>1</sup> Les conditions auxquelles le propriétaire doit participer aux frais de l'étude scientifique sont fixées par la loi sur la protection du patrimoine archéologique et paléontologique<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> Lorsque le Département fixe la participation du propriétaire en application de l'article 27, alinéa 4, de la loi, il peut en particulier tenir compte :

- a) s'agissant de l'importance du projet : du coût de la construction ou de l'aménagement et de l'impact du projet en terme de développement durable;
- b) concernant les efforts consentis par le propriétaire pour réduire les atteintes aux vestiges archéologiques ou paléontologiques menacés : de la manière dont la construction ou l'aménagement est modifié et des efforts en vue de la valorisation des vestiges.

<sup>3</sup> Le Département peut solliciter les observations de la commission.

Détermination des frais  
a) sur la base du budget **Art. 14** <sup>1</sup> Avant le début de l'étude scientifique et si cela est nécessaire pour déterminer l'étendue et la nature des vestiges, des travaux préparatoires (sondages et/ou prospections) sont menés.



<sup>2</sup> Sur la base des travaux préparatoires et/ou des connaissances scientifiques du terrain, le Département arrête un budget détaillé des frais prévisibles de l'étude scientifique. Il applique, à ces frais prévisibles ainsi qu'aux frais des travaux préparatoires, le pourcentage fixé pour la participation du propriétaire et lui notifie une décision, sous réserve d'une convention entre les parties.

<sup>3</sup> Si le propriétaire renonce à son projet après les travaux préparatoires, on applique à ces seuls frais le pourcentage fixé pour la participation du propriétaire.

<sup>4</sup> La participation du propriétaire est exigible dans un délai de trente jours dès l'entrée en force de la décision du Département.

b) Décompte

**Art. 15** Au terme de l'étude scientifique, l'Office de la culture remet au propriétaire un décompte détaillé des frais effectifs des travaux menés. Les subventions reçues y figurent.

c) Ajustement en faveur du propriétaire

**Art. 16** S'il s'avère que les frais budgétés sont supérieurs de 10 % au moins aux dépenses réelles, la participation du propriétaire est calculée à nouveau selon le pourcentage arrêté. La somme qu'il a versée en trop lui est restituée, sans intérêts.

d) Ajustement en faveur de l'Etat

**Art. 17** <sup>1</sup> S'il s'avère que les dépenses réelles sont supérieures de 10 % au moins aux frais budgétés, la participation du propriétaire est calculée à nouveau selon le pourcentage arrêté.

<sup>2</sup> Le Département met à charge du propriétaire la participation supplémentaire qui lui incombe, sans intérêts.

<sup>3</sup> La participation du propriétaire est exigible dans un délai de trente jours dès l'entrée en force de la décision du Département.

## SECTION 5 : Dispositions finales

Abrogation du droit en vigueur

**Art. 18** L'ordonnance du 31 octobre 2006 concernant les fouilles archéologiques et paléontologiques est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 19** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2016.

Delémont, le 8 décembre 2015

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Thentz

Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

1) [RSJU 445.4](#)

2) [RSJU 172.356](#)

3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 8 juin 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021

## TABLE DES MATIERES

<b>5</b>	<b>Défense nationale, police</b>
<b>51</b>	<b><i>Défense militaire</i></b>
511	<i>Administration</i>
511.411	Ordonnance du 11 juin 2002 concernant l'organisation du commandement d'arrondissement militaire
519	<i>Conventions intercantionales</i>
519.1	Arrêté du Parlement du 13 novembre 1980 concernant l'approbation de la convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura relative au Commissariat cantonal bernois des guerres et au Service jurassien des affaires militaires
<b>52</b>	<b><i>Protection civile</i></b>
521	<i>Organisation cantonale</i>
521.1	Loi du 13 décembre 2006 sur la protection de la population et la protection civile
521.11	Ordonnance du 1 <sup>er</sup> juillet 2014 sur la protection de la population et la protection civile (OPCi)
521.12	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'activité des médecins-conseils de la commission sanitaire cantonale de la protection civile
521.3	Ordonnance du 26 avril 1988 concernant la protection des biens culturels
529	<i>Conventions intercantionales</i>
529.1	Arrêté du Parlement du 13 novembre 1980 concernant l'approbation de la convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura relative à l'utilisation des centres d'instruction de la protection civile de Tramelan, Laufon et Lyss/Kappelen
<b>53</b>	<b><i>Approvisionnement économique du pays</i></b>
531.1	Ordonnance du 24 avril 2108 sur l'approvisionnement économique du pays

**55            *Police*****551            *Police cantonale***

- 551.1            Loi du 28 janvier 2015 sur la police cantonale
- 551.11           Ordonnance du 24 juin 2015 sur l'organisation de la police cantonale
- 551.12           Ordonnance du 16 décembre 2016 sur la collaboration entre la police cantonale et les communes
- 551.21           Ordonnance du 3 juillet 2018 portant délégation de compétences au département auquel est rattachée la police cantonale pour accorder l'entraide concordataire et pour autoriser l'engagement de la police cantonale hors du canton

**555            *Repos dominical et jours fériés***

- 555.1            Loi du 26 octobre 1978 sur les jours fériés officiels et le repos dominical
- 555.10           Décret du 13 décembre 1979 fixant huit jours fériés officiels assimilés au dimanche
- 555.11           Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'application du repos dominical

**556            *Dispositions relatives aux funérailles***

- 556.1            Décret du 6 décembre 1978 concernant les inhumations
- 556.2            Décret du 6 décembre 1978 concernant la crémation

**557            *Commerce des armes***

- 557.1            Décret du 21 juin 2000 portant exécution de la loi fédérale sur les armes

**559            *Conventions intercantionales***

- 559.111           Arrêté du Parlement du 17 juin 2015 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande
- 559.115           Arrêté du Parlement du 22 avril 1998 portant approbation du concordat sur les entreprises de sécurité et arrêté du Parlement du 19 mai 2004 portant ratification de la révision du concordat sur les entreprises de sécurité
- 559.115.1        Décret du 21 juin 2000 portant introduction du concordat sur les entreprises de sécurité
- 559.115.11       Ordonnance du 11 décembre 2018 concernant les centrales et les dispositifs d'alarme

- 559.170 Arrêté du Parlement du 18 mai 1993 portant approbation de la convention entre la République et Canton du Jura et la République et Canton de Genève relative au traitement électronique des données de police
- 559.2 Arrêté du Parlement du 16 juin 2010 portant adhésion de la République et canton du Jura au concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives
- 559.21 Ordonnance du 14 janvier 2014 portant exécution du concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives
- 559.354 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention du 23 juin 1909 relative aux transports de police



# TABLE DES MATIERES

## **6 Finances, régales**

### **61 *Gestion financière***

- 611 Loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales
- 611.2 Ordonnance du 29 novembre 2016 concernant la gestion centralisée du suivi des débiteurs et des actes de défaut de biens de l'Etat
- 611.12 Ordonnance du 23 novembre 2010 concernant la délégation de compétences financières
- 611.4 Ordonnance du 20 décembre 1988 réglant la gestion des sûretés, garanties et autres valeurs déposées ou consignées

### **62 *Subventions***

- 621 Loi du 29 octobre 2008 sur les subventions

### **64 *Impôts et droits***

- 641 *Impôts directs de l'Etat et des communes*
- 641.11 Loi d'impôt du 26 mai 1988
- 641.111.01 Arrêté du Gouvernement du 25 septembre 1990 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
- 641.111.02 Arrêté du Gouvernement du 29 octobre 1991 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
- 641.111.03 Arrêté du Gouvernement du 1er décembre 1992 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
- 641.111.04 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1993 portant adaptation pour l'impôt sur la fortune des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
- 641.111.05 Arrêté du Parlement du 20 décembre 1996 portant non-adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
- 641.111.06 Arrêté du Parlement du 15 novembre 2000 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix

641.111.07	Arrêté du Parlement du 8 décembre 2004 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.08	Arrêté du Parlement du 19 décembre 2008 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.09	Arrêté du Gouvernement du 2 février 2010 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2010
641.111.10	Arrêté du Gouvernement du 28 septembre 2010 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2011
641.111.11	Arrêté du Gouvernement du 25 octobre 2011 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2012
641.111.12	Arrêté du Gouvernement du 4 mars 2014 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2014
641.111.13	Arrêté du Gouvernement du 30 juin 2015 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2015
641.111.14	Arrêté du Gouvernement du 1 <sup>er</sup> décembre 2015 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2016
641.111.15	Arrêté du Gouvernement du 14 mars 2017 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2017
641.111.16	Arrêté du Gouvernement du 20 février 2018 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2018
641.111.17	Arrêté du Gouvernement du 26 novembre 2019 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2019
641.111.18	Arrêté du Gouvernement du 2 juin 2020 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2020
641.111.19	Arrêté du Gouvernement du 2 mars 2021 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2021
641.111.20	Arrêté du Gouvernement du 22 mars 2022 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2022
641.261	Ordonnance du 16 mai 1989 relative aux exonérations de l'impôt
641.262	Ordonnance du 21 février 1989 relative au traitement fiscal de la prévoyance professionnelle
641.263	Ordonnance du 3 novembre 2009 concernant l'amnistie fiscale
641.311.1	Ordonnance du 19 décembre 2000 concernant le calcul dans le temps de l'impôt dû par les personnes physiques



---

641.312.21	Ordonnance du 15 décembre 2015 sur l'imposition d'après la dépense en matière d'impôt d'Etat
641.312.51	Ordonnance du 16 mai 1989 relative à la déduction des frais d'entretien d'immeubles
641.312.56	Ordonnance du 21 février 1989 relative à l'évaluation des frais professionnels liés à une activité lucrative dépendante
641.312.561	Directives du Gouvernement du 5 février 2002 concernant l'assujettissement des gains accessoires de caractère politique et autres
641.312.57	Directives du Gouvernement du 22 octobre 2002 relatives à l'étendue des amortissements autorisés
641.41	Décret du 22 décembre 1988 concernant le partage de l'impôt entre les communes jurassiennes
641.511	Décret du 22 décembre 1988 concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes
641.518	Ordonnance du 31 août 1982 concernant les moyens de preuve pour les impenses
641.541.1	Décret du 6 décembre 19787 concernant la répartition des valeurs officielles de forces hydrauliques entre les communes intéressées
641.543.1	Décret du 23 mars 1994 concernant la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.100	Ordonnance du 12 octobre 1994 réglant les modalités de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.101	Arrêté du Gouvernement du 14 février 1996 fixant l'entrée en vigueur des nouvelles valeurs locatives des immeubles
641.543.102	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2001 fixant l'entrée en vigueur des nouvelles valeurs locatives des immeubles agricoles
641.543.11	Arrêté du Parlement du 23 mars 1994 concernant le principe et les modalités de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.111	Arrêté du Parlement du 21 décembre 2001 concernant le principe et les modalités de la révision linéaire des valeurs officielles
641.543.12	Ordonnance du 7 juillet 1992 concernant la contribution de l'Etat aux frais de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques, ainsi qu'aux frais relatifs aux rectifications et aux nouvelles estimations
641.611	Décret du 22 décembre 1988 concernant la Commission cantonale des recours en matière d'impôts
641.711	Ordonnance du 15 décembre 2009 sur l'imposition à la source
641.738	Décret du 22 décembre 1988 relatif à la perception des impôts par acomptes
641.741	Ordonnance du 29 octobre 2013 concernant la remise d'impôt
641.91	Loi du 28 janvier 1982 instituant un rabais fiscal pour la période 1981/ 1982
641.911	Ordonnance du 2 février 1982 portant exécution de la loi instituant un rabais fiscal pour la période 1981/1982

---

642	<i>Taxe des successions et donations</i>
642.1	Loi du 13 décembre 2006 sur l'impôt de succession et de donation
642.11	Décret du 30 novembre 1994 relatif au paiement de l'impôt de succession et de donation au moyen de biens culturels
643	<i>Taxes professionnelles</i>
643.1	Décret du 24 juin 1998 concernant les taxes perçues en matière de patentes d'auberge, de licences d'alcool et d'autorisations de spectacle
644	<i>Taxe sur les spectacles</i>
644.1	Décret du 22 décembre 1988 concernant la taxe communale sur les spectacles et les autres manifestations publiques
645	<i>Taxe des chiens</i>
645.1	Loi du 26 septembre 2001 sur la taxe des chiens
645.11	Ordonnance du 30 octobre 2001 concernant la taxe des chiens
648	<i>Exécution des droits et impôts fédéraux</i>
648.11	Ordonnance d'exécution du 19 décembre 2000 concernant l'impôt fédéral direct
648.21	Ordonnance du 13 décembre 2016 relative au remboursement de l'impôt anticipé
648.61	Ordonnance du 20 septembre 2011 portant exécution de la loi fédérale du 12 juin 1959 sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir
649	<i>Arrangements fiscaux et double imposition</i>
649.11	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1979 approuvant l'adhésion définitive au concordat du 10 décembre 1948 entre les cantons de la Confédération suisse sur l'interdiction des arrangements fiscaux
649.551	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion à l'accord franco-suisse concernant le traitement fiscal des libéralités faites dans des buts désintéressés
649.721	Ordonnance du 13 décembre 2016 relative à l'imputation forfaitaire d'impôt
649.751	Arrêté du Parlement du 1 <sup>er</sup> décembre 1983 portant approbation de l'Accord conclu le 11 avril 1983 entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République française relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers et arrêté du Parlement du 19 juin 1986 portant approbation de la modification dudit Accord

- 649.751.1 Décret du 25 septembre 1986 concernant la répartition de la compensation financière perçue par la République et Canton du Jura en application de l'Accord entre la Suisse et la France relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers
- 649.751.2 Loi du 17 décembre 2014 relative à la compensation à l'égard des communes des effets financiers du programme d'allègement budgétaire OPTI-MA
- 649.791 Ordonnance du 13 décembre 2016 relative au remboursement de la retenue supplémentaire d'impôt des Etats-Unis d'Amérique

**65** ***Péréquation financière***

- 651 Loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière
- 651.11 Ordonnance du 23 mai 2006 concernant la péréquation financière
- 651.111 Arrêté du Gouvernement du 7 décembre 2021 fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2022
- 659.1 Arrêté du Parlement du 22 novembre 2006 portant adhésion à l'accord-cadre pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges (ACI)

**69** ***Régales***

- 691.1 Loi du 6 décembre 1978 sur la régle des sels
- 691.11 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la régle des sels



## Loi d'impôt (LI)<sup>[93\)](#)</sup>

du 26 mai 1988

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 121 et 122 de la Constitution cantonale<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

### PREMIERE PARTIE : Impôts d'Etat

#### TITRE PREMIER : Dispositions générales

Genres d'impôts

**Article premier** <sup>1</sup> L'Etat prélève les impôts directs suivants :

- a) un impôt sur le revenu et un impôt sur la fortune des personnes physiques;
- b) un impôt sur le bénéfice et un impôt sur le capital des personnes morales;
- c) un impôt sur les gains immobiliers.

<sup>2</sup> En lieu et place des impôts énumérés à l'alinéa 1, l'Etat prélève un impôt à la source auprès de certaines personnes physiques et morales selon les modalités fixées par la présente loi.<sup>[23\)](#)</sup>

Impôt simple et  
quotité

**Art. 2** <sup>1</sup> L'impôt d'Etat dû pour un an est obtenu, pour chaque genre d'impôt, par la multiplication de l'impôt simple par la quotité.

<sup>2</sup> L'impôt simple est déterminé par les taux unitaires fixés dans la loi.

<sup>3</sup> La quotité est arrêtée chaque année par le Parlement lors de l'établissement du budget; elle vaut pour tous les impôts.

Compensation  
des effets de la  
fluctuation de  
l'indice des prix  
a) Principe

**Art. 2a**<sup>[69\)](#)[85\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le Gouvernement adapte, par voie d'arrêté, pour chaque année fiscale, les déductions et les taux unitaires, selon l'indice suisse des prix à la consommation arrêté au 30 juin de l'année civile précédente.

<sup>2</sup> L'adaptation est exclue si le renchérissement est négatif.

<sup>3</sup> L'adaptation qui a lieu après un renchérissement négatif se fait sur la base des déductions et des taux relatifs à la dernière adaptation.

b) Impôt sur le revenu

**Art. 2b**<sup>[69\)76\)85\)](#)</sup> En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, l'adaptation a lieu par augmentation en pour-cent des déductions en francs prévues aux articles 24, 31, lettre d, 32, alinéa 1, lettres g et h, et alinéa 2, et 34, ainsi que des tranches de revenu figurant aux articles 35 et 37, alinéa 2, et 123, alinéas 2 et 3, lettre c; les nouveaux montants sont arrondis à la dizaine de francs inférieure s'ils n'atteignent pas 1 000 francs et à la centaine de francs inférieure dans les autres cas. Les reliquats dont on n'a pas tenu compte sont pris en considération lors de l'adaptation suivante.

c) Impôt sur la fortune

**Art. 2c**<sup>[69\)85\)](#)</sup> En ce qui concerne l'impôt sur la fortune, l'adaptation a lieu par augmentation en pour-cent des déductions en francs et de la limite prévues aux articles 47 et 48, alinéa 2, ainsi que des tranches de fortune figurant à l'article 48, alinéa 1. Les corrections inférieures à 1 000 francs sont reportées sur l'adaptation suivante.

d) Associations, fondations et placements collectifs de capitaux

**Art. 2d**<sup>[69\)85\)](#)</sup> En ce qui concerne les déductions des articles 76, alinéa 3, et 81, l'adaptation a lieu par augmentation en pour-cent; les corrections inférieures à 1 000 francs sont reportées sur l'adaptation suivante.

Droit fiscal intercantonal et international

**Art. 3** <sup>1</sup> La souveraineté fiscale jurassienne est limitée par le droit fédéral et les conventions internationales en matière de double imposition.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut prescrire et régler l'imposition du revenu, de la fortune, du bénéfice et du capital dans les cas qui ne sont pas prévus par la présente loi, mais pour lesquels le droit international autorise une imposition dans le Canton.

Allègements

**Art. 4**<sup>[52\)](#)</sup> Lorsque le revenu, la fortune, le bénéfice ou le capital d'un contribuable sont également imposés à l'étranger, le Département des Finances peut accorder des allègements fiscaux si des intérêts importants de l'économie jurassienne le justifient.

Privilege fiscal

**Art. 5** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut accorder un privilège fiscal à une entreprise<sup>[39\)](#)</sup> :

- a) lorsque la fondation ou l'établissement de cette entreprise sert les intérêts de l'économie jurassienne;
- b) lorsque le transfert de l'entreprise est souhaitable pour des raisons d'aménagement local ou régional;

- c) lorsque, dans l'intérêt de l'économie jurassienne, il s'agit de faciliter la transformation, la modification des structures, la fusion ou la scission d'entreprises;
- d)<sup>28)</sup> lorsque la modification importante de l'activité de l'entreprise peut être assimilée à une fondation nouvelle;
- e)<sup>73)</sup> lorsqu'elle bénéficie du statut "NEI".

<sup>2</sup> Le bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée du privilège, à respecter la convention collective de la branche, à défaut les conditions de travail en usage dans la région, ainsi que la législation sur l'égalité entre femmes et hommes conformément aux dispositions légales.<sup>29)40)</sup>

<sup>3</sup> Le privilège consiste en une exonération partielle ou totale des impôts directs périodiques, pour dix ans au plus.

<sup>4</sup> Si les conditions auxquelles ce privilège est subordonné ne sont pas respectées, ce dernier est révocable avec effet rétroactif à la date de l'octroi.

<sup>5</sup> Sont nulles les conventions fiscales qui contredisent la présente loi.

Conventions  
fiscales

**Art. 6** <sup>1</sup> La convention entre un contribuable et un tiers au sujet de la prise en charge ou du paiement de l'impôt ne lie pas l'Etat.

<sup>2</sup> La convention passée par l'Etat avec un tiers à propos du paiement de l'impôt ou de la garantie du paiement est soumise au droit civil.

## TITRE DEUXIEME : Imposition des personnes physiques

### CHAPITRE PREMIER : Assujettissement

Assujettissement  
en raison d'un  
rattachement  
personnel

**Art. 7** <sup>1</sup> Les personnes physiques sont assujetties à l'impôt en raison d'un rattachement personnel lorsqu'elles ont leur domicile ou qu'elles séjournent dans le Canton.

<sup>2</sup> Toute personne a son domicile fiscal dans le Canton lorsqu'elle y réside avec l'intention de s'y établir durablement ou lorsqu'elle y possède un domicile légal spécial en vertu du droit fédéral.

<sup>3</sup> Toute personne accomplit un séjour fiscal dans le Canton lorsque, sans interruption notable :

- a) elle y réside durant 30 jours au moins et exerce une activité lucrative en Suisse;

- b) elle y réside durant 90 jours au moins sans exercer d'activité lucrative en Suisse.

<sup>4</sup> Les personnes physiques domiciliées dans un autre canton ou à l'étranger, qui ne séjournent dans le Canton que pour suivre les cours d'un établissement d'instruction ou se faire soigner dans un établissement, ne remplissent les conditions ni du domicile ni du séjour fiscal.

Assujettissement  
en raison d'un  
rattachement  
économique  
a) Entreprises,  
établissements  
stables,  
immeubles

**Art. 8** Les personnes physiques qui ne sont ni domiciliées ni en séjour dans le Canton y sont assujetties à l'impôt en raison d'un rattachement économique :

- a) lorsqu'elles sont propriétaires ou usufruitières d'une entreprise située dans le Canton ou y sont intéressées comme associées;
- b) lorsqu'elles exploitent un établissement stable dans le Canton;
- c) lorsqu'elles sont propriétaires d'un immeuble sis dans le Canton ou titulaires, sur un tel immeuble, de droits de jouissance réels, ou de droits personnels économiquement assimilables;
- d) <sup>29)92)</sup> lorsqu'elles font le commerce d'immeubles sis dans le Canton.

b) Autres  
éléments

**Art. 9** <sup>1</sup> Sont également assujetties à l'impôt dans le Canton, en raison d'un rattachement économique, les personnes physiques qui ne sont ni domiciliées ni en séjour en Suisse :

- a) lorsqu'elles exercent une activité lucrative dans le Canton;
- b) <sup>70)91)</sup> lorsque, en leur qualité de membres de l'administration ou de la direction d'une personne morale qui a son siège ou possède un établissement stable dans le Canton, elles reçoivent des tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes, participations de collaborateur ou autres rémunérations;
- c) lorsqu'elles sont titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur des immeubles sis dans le Canton;
- d) lorsque, à la suite d'un rapport de travail régi par le droit public, elles touchent des pensions, retraites ou autres prestations d'un employeur ou d'une institution de prévoyance dont le siège est dans le Canton;
- d) <sup>bis)23)</sup> lorsqu'elles perçoivent des revenus provenant d'institutions suisses de droit privé ayant trait à la prévoyance professionnelle ou aux formes reconnues de prévoyance individuelle liée;
- e) lorsque, en raison de leur activité dans le trafic international à bord d'un bateau, d'un aéronef ou d'un véhicule de transports routiers, elles reçoivent un salaire ou d'autres rémunérations d'un employeur dont le siège ou un établissement stable se trouve dans le Canton;
- f) ... <sup>24)</sup>
- g) <sup>28)91)</sup> lorsqu'elles servent d'intermédiaires dans des opérations de commerce portant sur des immeubles sis dans le Canton;
- h) ... <sup>24)</sup>



<sup>2</sup> Lorsque la prestation est versée à un tiers, celui-ci est assujéti à l'impôt en lieu et place de la personne concernée.

Exemption<sup>52)</sup>

**Art. 9a<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Les personnes bénéficiaires d'exemptions fiscales visées à l'article 2, alinéa 2, de la loi fédérale du 22 juin 2007 sur l'Etat hôte (LEH)<sup>53)</sup> sont exemptées des impôts dans la mesure où le droit fédéral le prévoit.<sup>52)</sup>

<sup>2</sup> En cas d'assujettissement partiel, l'article 11, alinéa 1, est applicable.

Etendue

**Art. 10** <sup>1</sup> L'assujettissement fondé sur un rattachement personnel est illimité; il ne s'étend toutefois pas aux entreprises, établissements stables et immeubles situés hors du Canton.

<sup>2</sup> L'assujettissement fondé sur un rattachement économique est limité aux éléments imposables dans le Canton. Le revenu réalisé dans le Canton et la fortune qui s'y trouve située doivent pour le moins y être imposés.

<sup>3</sup> Les règles du droit fédéral relatives à l'interdiction de la double imposition intercantonale s'appliquent aux relations intercantionales et internationales, sous réserve des traités de double imposition.

Pertes subies à l'étranger

**Art. 10a<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Si une entreprise jurassienne compense, sur la base du droit interne, les pertes subies à l'étranger par un établissement stable avec des revenus obtenus dans le Canton et que cet établissement stable enregistre des gains au cours des sept années qui suivent, la perte subie par l'établissement stable à l'étranger ne devra être prise en considération, a posteriori, que pour déterminer le taux de l'impôt dans le Canton.

<sup>2</sup> A cet effet, la taxation initiale fait l'objet d'une révision à concurrence du montant des gains compensés auprès de l'établissement stable.

<sup>3</sup> Dans toutes les autres hypothèses, les pertes subies à l'étranger ne doivent être prises en considération dans le Canton que lors de la détermination du taux de l'impôt.

<sup>4</sup> Les dispositions prévues dans les conventions visant à éviter la double imposition sont réservées.

Calcul de l'impôt  
en cas d'assujet-  
tissement partiel

**Art. 11** <sup>1</sup> Les personnes physiques qui ne sont assujetties dans le Canton que pour une partie de leur revenu ou de leur fortune paient l'impôt sur les éléments imposables au taux correspondant à l'ensemble de leurs revenu et fortune.

<sup>2</sup> Les contribuables domiciliés à l'étranger paient l'impôt pour les entreprises, établissements stables ou immeubles situés dans le Canton au moins au taux correspondant au revenu réalisé dans le Canton et à la fortune qui s'y trouve située.

Début et fin de  
l'assujettisse-  
ment

**Art. 12** <sup>1</sup> L'assujettissement débute le jour où le contribuable prend domicile, commence son séjour ou acquiert un élément imposable dans le Canton.

<sup>1bis</sup> Dans les relations intercantionales, les effets du début, d'une modification ou de la fin de l'assujettissement fondé sur un rattachement personnel ou économique sont définis par la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID)<sup>3)</sup> ainsi que par les règles de droit fédéral concernant l'interdiction de la double imposition intercantionale.<sup>28)</sup>

<sup>2</sup> Il prend fin le jour du décès du contribuable, de son départ du Canton ou de la disparition de l'élément imposable.

## CHAPITRE II : Impôt sur le revenu

### SECTION 1 : Revenu soumis à l'impôt

Principe

**Art. 13** <sup>1</sup> L'impôt sur le revenu a pour objet le revenu net global du contribuable.

<sup>2</sup> Tous les revenus et prestations en espèces ou en nature sont soumis à l'impôt, indépendamment de leur caractère unique ou périodique ou de leur dénomination. Les revenus en nature sont estimés à leur valeur marchande.<sup>22)</sup>

<sup>3</sup> Les gains en capital réalisés par l'aliénation d'éléments de la fortune privée ne sont pas imposables; l'imposition distincte des gains immobiliers est réservée.

Revenus  
exonérés

**Art. 14** Sont exonérés de l'impôt :

- a) les acquisitions de fortune consécutives à une succession, un legs, une donation ou à la liquidation du régime matrimonial;
- b)<sup>[27\)](#)</sup> les versements provenant d'assurances-vie susceptibles de rachat, à l'exception de ceux provenant des polices de libre-passage; l'article 18, alinéa 1, lettre a, est réservé;
- c) les prestations en capital versées par l'employeur ou une institution de prévoyance professionnelle lors d'un changement d'emploi, à condition que, dans les douze mois, le bénéficiaire les réinvestisse dans une institution de prévoyance professionnelle ou les utilise pour acquérir une police de libre-passage;
- d) les prestations allouées en réparation du tort moral;
- e)<sup>[27\)](#)</sup> les subsides provenant de fonds publics et privés et les prestations complémentaires AVS/AI;
- f)<sup>[22\)](#)</sup> les prestations versées en exécution d'une obligation fondée sur le droit de la famille, à l'exception de la pension alimentaire et des contributions d'entretien mentionnées à l'article 22, lettre e;
- g)<sup>[27\)](#)</sup><sup>[76\)](#)</sup> la solde militaire et les soldes du service de protection civile, ainsi que l'argent de poche des personnes astreintes au service civil;
- gbis)<sup>[77\)](#)</sup> la solde des sapeurs-pompiers de milice, jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 8 000 francs, pour les activités liées à l'accomplissement de leurs tâches essentielles (exercices, services de piquet, cours, inspections et interventions, notamment pour le sauvetage, la lutte contre le feu, la lutte contre les sinistres en général et la lutte contre les sinistres causés par les éléments naturels); les indemnités supplémentaires forfaitaires pour les cadres, les indemnités supplémentaires de fonction, les indemnités pour les travaux administratifs et les indemnités pour les prestations fournies volontairement ne sont pas exonérées;
- h) ...<sup>[29\)](#)</sup>
- i)<sup>[24\)](#)</sup><sup>[28\)](#)</sup><sup>[105\)](#)</sup> les gains provenant des jeux de casino exploités dans les maisons de jeu et autorisés par la loi fédérale du 29 septembre 2017 sur les jeux d'argent<sup>[4\)](#)</sup> (dénommée ci-après : "LJAr"), pour autant que ces gains ne soient pas issus d'une activité lucrative indépendante;
- j)<sup>[106\)](#)</sup> les gains unitaires jusqu'à concurrence d'un montant d'un million de francs (franchise) provenant de la participation à un jeu de grande envergure autorisé par la LJAr<sup>[4\)](#)</sup> et de la participation en ligne à des jeux de casino autorisés par la LJAr<sup>[4\)](#)</sup>;
- k)<sup>[106\)](#)</sup> les gains provenant d'un jeu de petite envergure autorisé par la LJAr<sup>[4\)](#)</sup>;
- l)<sup>[106\)](#)</sup> les gains unitaires inférieurs à 4 000 francs provenant de jeux d'adresse ou de loteries destinés à promouvoir les ventes qui ne sont pas soumis à la LJAr<sup>[4\)](#)</sup> selon l'article 1, alinéa 2, lettres d et e, de cette loi.

Produit d'une  
activité lucrative  
dépendante  
a) Principe

**Art. 15** <sup>1</sup> Tous les revenus provenant d'un rapport de travail sont imposables; sont considérés comme tels, outre le salaire, les revenus accessoires (indemnités pour prestations spéciales, commissions, allocations, primes pour ancienneté de service, gratifications, pourboires, tantièmes, etc.), les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur et tous autres avantages appréciables en argent. [70\)](#)

<sup>1bis</sup> Quel que soit leur montant, les frais de formation et de perfectionnement à des fins professionnelles assumés par l'employeur, frais de reconversion compris, ne constituent pas des avantages appréciables en argent au sens de l'alinéa 1. [82\)](#)

<sup>2</sup> Les prestations en capital versées par une institution de prévoyance et découlant d'une activité dépendante, ainsi que les indemnités en capital analogues servies par l'employeur, sont imposées selon les dispositions de l'article 37.

b) Participations  
de collaborateur

**Art. 15a** [69\)](#) <sup>1</sup> Sont considérées comme participations de collaborateur proprement dites :

- a) les actions, les bons de jouissance, les bons de participation, les parts sociales et toute autre participation que l'employeur, la société mère ou une autre société du groupe offre au collaborateur;
- b) les options donnant droit à l'acquisition de participations citées à la lettre a.

<sup>2</sup> Sont considérées comme participations de collaborateur improprement dites les expectatives sur de simples indemnités en espèces.

c) Revenus  
provenant de  
participations de  
collaborateur  
proprement dites

**Art. 15b** [69\)](#) <sup>1</sup> Les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur proprement dites, excepté les options non négociables ou non cotées en bourse, sont imposables à titre de revenu d'une activité lucrative salariée au moment de leur acquisition. La prestation imposable correspond à la valeur vénale de la participation diminuée, le cas échéant, de son prix d'acquisition.

<sup>2</sup> Lors du calcul de la prestation imposable des actions de collaborateur, il est tenu compte des délais de blocage par un escompte de 6 % sur la valeur vénale des actions par année de blocage. L'escompte est limité à dix ans.

<sup>3</sup> Les avantages appréciables en argent dérivant d'options de collaborateur non négociables ou non cotées en bourse sont imposés au moment de l'exercice des options. La prestation imposable est égale à la valeur vénale de l'action moins le prix de l'exercice.

d) Revenus  
provenant de  
participations de  
collaborateur  
improprement  
dites

**Art. 15c<sup>69)</sup>** Les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur improprement dites sont imposables au moment de l'encaissement de l'indemnité.

e) Imposition  
proportionnelle

**Art. 15d<sup>69)</sup>** Si le contribuable n'était domicilié ou en séjour en Suisse au regard du droit fiscal que pendant une partie de l'intervalle entre l'acquisition et la naissance du droit d'exercice de l'option de collaborateur non négociable (art. 15b, al. 3), les avantages appréciables en argent dérivant de cette option sont imposés proportionnellement au rapport entre la période passée en Suisse et la totalité de cet intervalle.

Produit d'une  
activité lucrative  
indépendante  
a) Principe<sup>63)</sup>

**Art. 16<sup>1</sup>** L'ensemble des revenus provenant d'une activité lucrative indépendante, telle que l'exploitation d'une entreprise commerciale, industrielle, artisanale, agricole ou sylvicole, ou l'exercice d'une profession libérale sont imposables.

<sup>2</sup> Constituent notamment de tels revenus :

- a)<sup>27)</sup> les bénéfices en capital provenant de l'aliénation, de la réalisation ou de la réévaluation comptable d'éléments de la fortune commerciale; le transfert d'éléments de la fortune commerciale dans la fortune privée ou dans une entreprise ou un établissement stable sis à l'étranger est assimilé à une aliénation;
- b)<sup>63)</sup> les bénéfices en capital qui proviennent de l'affermage non temporaire d'une entreprise, assimilé à un transfert dans la fortune privée, sous réserve de l'article 16a, alinéa 1;
- c) les prélèvements de l'exploitant à des fins privées;
- d) la valeur réalisée, mais non encore imposée, du travail personnel du contribuable au profit de son immeuble (art. 97, al. 2, lettre e), ce travail étant évalué à la valeur du jour.

<sup>2bis</sup> La fortune commerciale comprend tous les éléments de la fortune qui servent, entièrement ou de manière prépondérante, à l'exercice de l'activité lucrative indépendante; il en va de même pour les participations d'au moins 20 % au capital-actions ou au capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative, dans la mesure où le détenteur les déclare comme fortune commerciale au moment de leur acquisition.<sup>23)27)</sup>

<sup>3</sup> L'article 70 s'applique par analogie aux contribuables qui tiennent une comptabilité en bonne et due forme.<sup>22)</sup>

b) Faits justifiant un différé

**Art. 16a<sup>64)</sup>** <sup>1</sup> L'affermage d'une entreprise n'est considéré comme un transfert dans la fortune privée qu'à la demande du contribuable.

<sup>2</sup> Lorsque, en cas de partage successoral, seule une partie des héritiers poursuit l'exploitation commerciale, ceux-ci peuvent demander que l'imposition des réserves latentes soit différée jusqu'à la réalisation ultérieure, pour autant que les valeurs déterminantes pour l'impôt sur le revenu soient reprises.

c) Imposition partielle des revenus produits par des participations de la fortune commerciale

**Art. 16b<sup>54)</sup>** <sup>1</sup> Les dividendes, les parts de bénéfice, l'excédent de liquidation et tous autres avantages appréciables en argent provenant d'actions, de parts à des sociétés à responsabilité limitée, de parts à des sociétés coopératives et de bons de participation ainsi que les bénéfices provenant de l'aliénation de tels droits de participation sont imposables, après déduction des charges imputables, à hauteur de 70 %, lorsque ces droits de participation équivalent à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative.<sup>94)</sup>

<sup>2</sup> L'imposition partielle n'est accordée sur les bénéfices d'aliénation que si les droits de participation sont restés propriété du contribuable ou de l'entreprise de personnes pendant un an au moins.

Revenus provenant de brevets et de droits comparables en cas d'activité lucrative indépendante

**Art. 16c<sup>95)</sup>** Les articles 70a et 70b s'appliquent par analogie aux revenus provenant de brevets et de droits comparables en cas d'activité lucrative indépendante.

Restructurations

**Art. 17<sup>41)</sup>** <sup>1</sup> Les réserves latentes d'une entreprise de personnes (entreprise individuelle, société de personnes) ne sont pas imposées lors de restructurations, notamment lors d'une fusion, d'une scission ou d'une transformation, pour autant que cette entreprise reste assujettie à l'impôt en Suisse et que les éléments commerciaux soient repris à leur dernière valeur déterminante pour l'impôt sur le revenu. Cela vaut en cas :

- a) de transfert d'éléments patrimoniaux à une autre entreprise de personnes;
- b) de transfert d'une exploitation ou d'une partie distincte d'exploitation à une personne morale;
- c) d'échange de droits de participation ou de droits de sociétariat suite à des restructurations au sens de l'article 73, ainsi qu'à des concentrations équivalant économiquement à des fusions.

<sup>2</sup> L'imposition des réévaluations comptables et des prestations compensatoires est réservée.

<sup>3</sup> Lors d'une restructuration au sens de l'alinéa 1, lettre b, les réserves latentes transférées font l'objet d'un rappel d'impôt selon la procédure prévue aux articles 173 à 175, dans la mesure où, dans les cinq ans suivant la restructuration, des droits de participation ou des droits de sociétariat sont aliénés à un prix supérieur à la valeur fiscalement déterminante du capital propre transféré; la personne morale peut en ce cas faire valoir les réserves latentes correspondantes imposées comme bénéfice.

Rendement de la fortune  
a) Fortune mobilière

**Art. 18** <sup>1</sup> Le rendement imposable de la fortune mobilière comprend en particulier :

- a) <sup>27)</sup> les intérêts d'avoirs, y compris les rendements versés, en cas de vie à l'échéance ou de rachat d'assurances de capitaux susceptibles de rachat et acquittées au moyen d'une prime unique, sauf si ces assurances servent à la prévoyance; la prestation d'assurance est réputée servir à la prévoyance lorsqu'elle est versée à un assuré de 60 ans révolus, en vertu d'un contrat qui a duré au moins cinq ans et qui a été conclu avant le 66e anniversaire de ce dernier; dans ce cas, la prestation est exonérée;
- a<sup>bis</sup>) <sup>23)</sup> les revenus résultant de l'aliénation ou du remboursement d'obligations à intérêt unique prédominant (obligations à intérêt global, obligations à coupon zéro) qui échoient au porteur;
- b) <sup>27)52)</sup> les dividendes, les parts de bénéfice, l'excédent de liquidation et tous les autres avantages appréciables en argent provenant de participations de tout genre, y compris l'attribution d'actions gratuites, ainsi que l'augmentation gratuite de la valeur nominale et la libération d'actions au moyen de fonds de la société; lorsque les droits de participation sont vendus conformément à l'article 4a de la loi fédérale du 13 octobre 1965 sur l'impôt anticipé (LIA) <sup>5)</sup>, à la société de capitaux ou à la société coopérative qui les a émis, l'excédent de liquidation est considéré comme étant réalisé dans l'année pendant laquelle la créance de l'impôt anticipé prend naissance (art. 12, al. 1 et 1bis, LIA); l'alinéa 2bis est réservé;
- c) <sup>22)</sup> les revenus provenant de la location, de l'affermage et de l'usufruit de biens mobiliers;
- d) les revenus réalisés par l'octroi ou la jouissance de droits de toute nature;
- e) les revenus de biens immatériels;
- f) <sup>52)</sup> le rendement des parts de placements collectifs de capitaux qui possèdent des immeubles en propriété directe, dans la mesure où l'ensemble des revenus du placement excède le rendements de ces immeubles.



<sup>2</sup> Est considérée comme intérêt d'un avoir ou rendement d'une participation toute prestation appréciable en argent qui n'a pas le caractère juridique d'un remboursement du capital ou de la part sociale.

<sup>2bis</sup> Les dividendes, les parts de bénéfice, l'excédent de liquidation et tous autres avantages appréciables en argent provenant d'actions, de parts à des sociétés à responsabilité limitée, de parts à des sociétés coopératives et de bons de participation (y compris les actions gratuites, les augmentations gratuites de la valeur nominale, etc.), sont imposables à hauteur de 70 % lorsque ces droits de participation équivalent à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative. [54\)94\)](#)

<sup>3</sup> Le produit de l'aliénation des droits de souscription ne constitue pas un rendement de la fortune mobilière lorsque les droits patrimoniaux font partie de la fortune privée du contribuable. [28\)](#)

<sup>4</sup> Le remboursement d'apports, d'agios et de versements supplémentaires (réserves issues d'apports de capital) effectués par les détenteurs des droits de participation après le 31 décembre 1996 est traité de la même manière que le remboursement du capital-actions ou du capital social. L'alinéa 5 est réservé. [64\)94\)](#)

<sup>5</sup> Si, lors du remboursement de réserves issues d'apports de capital conformément à l'alinéa 4, une société de capitaux ou une société coopérative cotée dans une bourse suisse ne distribue pas d'autres réserves au moins pour un montant équivalent, le remboursement est imposable à hauteur de la moitié de la différence entre le remboursement et la distribution des autres réserves, mais au plus à hauteur du montant des autres réserves pouvant être distribuées en vertu du droit commercial qui sont disponibles dans la société. [95\)](#)

<sup>6</sup> L'alinéa 5 ne s'applique pas aux réserves issues d'apports de capital :

- a) qui ont été constituées après le 24 février 2008 dans le cadre de concentrations équivalant économiquement à des fusions, par l'apport de droits de participation ou de droits de sociétariat dans une société de capitaux étrangère ou une société coopérative au sens de l'article 73, alinéa 1, lettre c, ou lors d'un transfert transfrontalier dans une société de capitaux suisse selon l'article 73, alinéa 1, lettre d;
- b) qui existaient déjà au sein d'une société de capitaux ou d'une société coopérative étrangère au moment d'une fusion ou d'une restructuration transfrontalière au sens de l'article 73, alinéas 1, lettre b, et 3, ou du déplacement du siège ou de l'administration effective après le 24 février 2008;



- c) en cas de liquidation de la société de capitaux ou de la société coopérative.<sup>95)</sup>

<sup>7</sup> Les alinéas 5 et 6 s'appliquent par analogie en cas d'utilisation de réserves issues d'apports de capital pour l'émission d'actions gratuites ou l'augmentation gratuite de la valeur nominale.<sup>95)</sup>

<sup>8</sup> Si, lors de la vente de droits de participation à une société de capitaux ou une société coopérative qui est cotée dans une bourse suisse et qui les a émis, le remboursement des réserves issues d'apports de capital ne correspond pas au moins à la moitié de l'excédent de liquidation obtenu, la part de cet excédent de liquidation imposable est réduite d'un montant correspondant à la moitié de la différence entre cette part et le remboursement, mais au plus du montant des réserves qui sont imputables à ces droits de participation et qui sont disponibles dans la société.<sup>95)</sup>

Cas particuliers

**Art. 18a<sup>54)</sup>** <sup>1</sup> Sont également considérés comme rendement de la fortune mobilière au sens de l'article 18, alinéa 1, lettre b :

- a) le produit de la vente d'une participation d'au moins 20 % au capital-actions ou au capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative représentant un transfert de la fortune privée à la fortune commerciale d'une autre personne physique ou d'une personne morale, pour autant que la substance non nécessaire à l'exploitation, existante et susceptible d'être distribuée au sens du droit commercial au moment de la vente, soit distribuée dans les cinq ans avec la participation du vendeur; il en va de même lorsque plusieurs participants procèdent en commun à la vente d'une telle participation ou que plusieurs participations représentant ensemble au moins 20 % sont vendues dans les cinq ans; si la substance ou une part de celle-ci est distribuée, le vendeur est, le cas échéant, imposé ultérieurement en procédure de rappel d'impôt au sens des articles 173 à 175;
- b)<sup>94)</sup> le produit du transfert d'une participation au capital-actions ou au capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative représentant un transfert de la fortune privée à la fortune commerciale d'une entreprise de personnes ou d'une personne morale dans laquelle le vendeur ou la personne qui effectue l'apport détient une participation d'au moins 50 % au capital après le transfert, dans la mesure où le total de la contre-prestation reçue est supérieur à la somme de la valeur nominale de la participation transférée et des réserves issues d'apports de capital visées à l'article 18, alinéas 4 à 8; il en va de même lorsque plusieurs participants effectuent le transfert en commun.

<sup>2</sup> Il y a participation au sens de l'alinéa 1, lettre a, lorsque le vendeur sait ou devait savoir que des fonds seraient prélevés de la société pour en financer le prix d'achat et qu'ils ne lui seraient pas rendus.

b) Fortune immobilière

**Art. 19** <sup>1</sup> Le rendement imposable de la fortune immobilière comprend en particulier :

- a) les revenus provenant de la location, de l'affermage, de l'usufruit ou de l'octroi et de la jouissance d'autres droits portant sur un immeuble;
- b) [27](#)[83](#)) la valeur locative des immeubles ou de parties d'immeubles dont le contribuable se réserve l'usage en raison de son droit de propriété ou d'un droit de jouissance obtenu à titre gratuit; si l'immeuble est loué à un prix de faveur, le rendement immobilier correspond à la valeur locative;
- c) les revenus du droit de superficie.

<sup>1bis</sup> Dans les limites autorisées par le droit fédéral, la valeur locative de l'immeuble affecté à l'usage personnel du propriétaire est fixée de manière modérée par rapport aux loyers du marché, afin d'encourager l'accès à la propriété et la prévoyance individuelle.[17](#))

<sup>2</sup> Le Parlement fixe dans un arrêté la valeur locative en fonction de la valeur officielle des immeubles ou des parties d'immeubles.[23](#)[41](#))

Rentes viagères et revenus périodiques analogues

**Art. 20** <sup>1</sup> Les rentes viagères et les revenus provenant de contrats d'entretien viager sont imposables à raison de 40 %.[27](#))

<sup>2</sup> ...[42](#))

Revenus provenant de la prévoyance sociale ou professionnelle

**Art. 21** <sup>1</sup> Tous les revenus provenant de l'assurance-vieillesse et survivants et de l'assurance-invalidité ainsi que de la prévoyance professionnelle et des formes reconnues de prévoyance individuelle liée sont imposables, y compris les prestations en capital et le remboursement des versements, primes et cotisations.

<sup>1bis</sup> Sont notamment considérées comme revenus provenant d'institutions de prévoyance professionnelle les prestations des caisses de prévoyance, des assurances d'épargne et de groupe ainsi que des polices de libre-passage.[28](#))

<sup>2</sup> ...[24](#))

<sup>3</sup> Les articles 14, lettre d, 36 et 37 sont réservés.

Autres revenus

**Art. 22** Sont également imposables :

- a) tout revenu acquis en compensation du produit d'une activité lucrative;
- b) les indemnités uniques ou périodiques versées en cas de décès, de dommages corporels ou d'atteinte durable à la santé, à l'exception des prestations allouées en réparation du tort moral;
- c) [105\)](#) les prestations en capital provenant d'assurances privées non susceptibles de rachat;
- d) les indemnités touchées pour l'abandon ou la renonciation à l'exercice d'une activité ou d'un droit;
- e) [27\)](#) la pension alimentaire obtenue pour lui-même par le contribuable divorcé ou séparé judiciairement ou de fait, ainsi que les contributions d'entretien obtenues par l'un des parents pour les enfants sur lesquels il exerce l'autorité parentale;
- f) ... [55\)](#)
- g) ... [107\)](#)

**SECTION 2 : Détermination du revenu net**Activité lucrative  
dépendante

a) Frais effectifs

**Art. 23** <sup>1</sup> Les frais professionnels suivants sont déductibles :

- a) les frais de déplacement nécessaires pour se rendre du domicile au lieu de travail;
- b) le surplus de dépenses occasionné par les repas pris hors du domicile et le travail en équipe;
- c) ... [84\)](#)
- d) [83\)](#) les autres frais indispensables à l'exercice de la profession; l'article 32, alinéa 1, lettre i, est réservé.

<sup>2</sup> Une ordonnance du Gouvernement règle les dispositions de détail relatives à l'évaluation de ces frais.

b) Déductions  
forfaitaires**Art. 24** En lieu et place des frais professionnels effectifs, les montants forfaitaires suivants peuvent être déduits du revenu de l'activité dépendante :

- a) [22\)70\)](#) 20 % par les contribuables qui exercent une activité principale, mais au maximum 3 800 francs\*;
- b) [70\)](#) 20 %, mais au maximum 1 900 francs\*, par les contribuables qui exercent à titre principal une activité lucrative indépendante;
- c) ... [24\)](#)

Activité lucrative  
indépendante  
a) En général

**Art. 25** <sup>1</sup> Les frais liés à une activité lucrative indépendante, justifiés par l'usage commercial ou professionnel, sont déductibles.

<sup>2</sup> Constituent notamment de tels frais :

- a) les amortissements et les provisions selon les articles 26 et 27;
- b) les pertes comptabilisées subies sur des éléments de la fortune commerciale;
- c) les versements à des institutions de prévoyance en faveur du personnel de l'entreprise, à condition que toute utilisation contraire à leur but soit exclue et que lesdites institutions répondent aux prescriptions établies par le Gouvernement;
- d) [28\)](#) les intérêts des dettes commerciales ainsi que les intérêts versés sur les participations visées à l'article 16, alinéa 2<sup>bis</sup>;
- e) [82\)](#) les frais de formation et de perfectionnement à des fins professionnelles du personnel de l'entreprise, frais de reconversion compris;
- f) [112\)](#) les sanctions visant à réduire le bénéfice, dans la mesure où elles n'ont pas un caractère pénal.

<sup>3</sup> Ne sont notamment pas déductibles :

- a) les versements de commissions occultes au sens du droit pénal suisse;
- b) les dépenses qui permettent la commission d'infractions ou qui constituent la contrepartie à la commission d'infractions;
- c) les amendes et les peines pécuniaires;
- d) les sanctions financières administratives, dans la mesure où elles ont un caractère pénal. [113\)](#)

<sup>4</sup> Si des sanctions au sens de l'alinéa 3, lettres c et d, ont été prononcées par une autorité pénale ou administrative étrangère, elles sont déductibles si :

- a) la sanction est contraire à l'ordre public suisse; ou si
- b) le contribuable peut démontrer de manière crédible qu'il a entrepris tout ce qui est raisonnablement exigible pour se comporter conformément au droit. [112\)](#)

b) Amortissements

**Art. 26** <sup>1</sup> Les amortissements qui traduisent la diminution de valeur d'actifs commerciaux servant à l'activité lucrative sont admis à condition d'être comptabilisés ou, à défaut d'une comptabilité tenue selon l'usage commercial, d'apparaître dans un plan spécial d'amortissements. En cas de taxation par appréciation, les moins-values répondant à l'expérience sont prises en considération.

<sup>2</sup> Les amortissements opérés sur des actifs qui ont été réévalués afin de compenser des pertes ne sont admis que si les réévaluations étaient autorisées et que les pertes pouvaient être déduites en vertu de l'article 29 au moment de l'amortissement.

<sup>3</sup> Quand le mobilier ou le matériel sont, entièrement ou partiellement, loués ou affermés avec des locaux commerciaux ou artisanaux, une déduction appropriée peut être opérée pour leur détérioration par l'usage. Les montants déduits qui sont récupérés par suite d'aliénation ou de réévaluation sont assimilés à des bénéfices au sens de l'article 16, alinéa 2, lettre a.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires.

c) Provisions

**Art. 27** <sup>1</sup> Des provisions peuvent être constituées pour les engagements d'un montant encore indéterminé ainsi que pour les risques de pertes imminentes qui existent au terme de l'exercice.

<sup>1bis</sup> Sont assimilés aux provisions les futurs mandats de recherche et de développement confiés à des tiers, jusqu'à 10 % du bénéfice commercial imposable, mais au total jusqu'à un million de francs maximum. [28\)](#)

<sup>2</sup> Les provisions qui ne sont plus justifiées sont ajoutées au revenu commercial imposable.

<sup>3</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires. [27\)](#)

d) Remploi

**Art. 28** <sup>1</sup> Lorsque des biens meubles immobilisés nécessaires à l'exploitation sont remplacés, les réserves latentes sur ces biens peuvent être reportées sur les éléments acquis en emploi, si ces derniers sont également nécessaires à l'exploitation et se trouvent en Suisse. L'imposition en cas de remplacement d'immeubles par des biens mobiliers est réservée. [27\)](#)[63\)](#)

<sup>2</sup> Lorsque le emploi n'intervient pas durant le même exercice, une provision correspondant aux réserves latentes peut être constituée; elle doit être dissoute et affectée à l'amortissement de l'élément acquis en emploi, ou portée au crédit du compte de pertes et profits, dans un délai raisonnable.

<sup>3</sup> Seuls les biens meubles immobilisés, directement utiles à une entreprise, sont considérés comme nécessaires à l'exploitation; n'en font pas partie, notamment, les biens qui ne sont utiles à l'entreprise que par leur valeur de placement ou leur rendement.

e) Déduction des pertes

**Art 29** <sup>1</sup> Les pertes des sept années qui précèdent l'année fiscale peuvent être déduites pour autant qu'elles n'aient pas été prises en considération lors du calcul du revenu imposable de ces années. [27\)](#)

<sup>2</sup> Les pertes des exercices antérieurs qui n'ont pas encore été déduites du revenu peuvent être portées en diminution des prestations de tiers destinées à équilibrer un bilan déficitaire dans le cadre d'un assainissement.

<sup>3</sup> Les pertes qui résultent de l'aliénation d'immeubles faisant partie de la fortune commerciale ne sont déductibles que s'il n'est pas possible de les compenser par des gains immobiliers.

f) Déduction des dépenses de recherche et de développement en cas d'activité lucrative indépendante

**Art. 29a** [95\)](#) L'article 71a s'applique par analogie à la déduction des dépenses de recherche et de développement en cas d'activité lucrative indépendante.

Fortune privée

**Art. 30** <sup>1</sup> Les frais que nécessite l'administration de la fortune mobilière ainsi que les impôts à la source étrangers qui ne peuvent être ni remboursés ni imputés sont déductibles. [22\)](#)

<sup>2</sup> Les frais d'entretien, les primes d'assurances, la taxe immobilière et les frais que nécessite l'administration d'immeubles privés par des tiers peuvent également être déduits. Les dépenses d'investissement destinées à économiser l'énergie et à ménager l'environnement sont déductibles dans les limites fixées par le Département des finances. Les frais de démolition en vue d'une construction de remplacement sont assimilés aux frais d'économie d'énergie déductibles. [22\)](#)[105\)](#)

<sup>2bis</sup> Sont en outre déductibles les frais occasionnés par des travaux de restauration de monuments historiques que le contribuable entreprend en vertu de dispositions légales, en accord avec les autorités ou sur leur ordre, pour la part qui excède les subventions touchées. [23\)](#)

<sup>2ter</sup> Les dépenses d'investissement visées à l'alinéa 2, deuxième phrase, et les frais de démolition en vue d'une construction de remplacement, sont déductibles au cours des deux périodes fiscales suivantes, lorsqu'il ne peuvent pas être entièrement pris en considération durant la période fiscale en cours, pendant laquelle les dépenses ont été effectuées. [106\)](#)

<sup>3</sup> En lieu et place du montant effectif des frais d'entretien et d'administration ainsi que des primes d'assurances relatifs aux immeubles privés, le contribuable peut faire valoir une déduction forfaitaire.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires. Il fixe en particulier le taux de la déduction forfaitaire et peut prescrire que le passage, pour un même contribuable, de la déduction des frais effectifs à celle du forfait n'est pas admis.

Déductions  
générales  
a) Prévoyance,  
assurances

**Art. 31** Le contribuable peut déduire :

- a)<sup>41)</sup> les montants, primes et cotisations légaux, statutaires, réglementaires ou contractuels versés dans le cadre de la prévoyance sociale et professionnelle (art. 21);
- b) les montants, primes et cotisations versés en vue d'acquérir des droits contractuels dans une institution reconnue de prévoyance individuelle liée au sens de l'article 82 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)<sup>6)</sup> et dans la mesure prévue par le Conseil fédéral;
- c)<sup>27)</sup> les primes et les cotisations versées en vertu de la réglementation sur les allocations pour perte de gain, des dispositions sur l'assurance-chômage et sur l'assurance en cas d'accidents obligatoire;
- d)<sup>111)</sup> les versements, les primes et les cotisations d'assurance de capitaux et d'assurance en cas de maladie et d'accidents qui ne tombent pas sous le coup de la lettre c, de même que les intérêts sur capitaux d'épargne jusqu'à concurrence de 6 400 francs\* pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et de la moitié de ce montant pour les autres contribuables; ces montants sont augmentés, pour les jeunes en formation, dès l'année qui suit leur 18<sup>ème</sup> anniversaire, du même montant que celui déterminant pour les autres contribuables; de 1 010 francs\* par enfant à charge et de 740 francs\* lorsque le contribuable ou l'un des conjoints vivant en ménage commun ne verse pas de cotisations selon les lettres a et b; ces montants sont revus tous les deux ans en fonction de l'évolution des primes d'assurance maladie.

b) Autres  
déductions

**Art. 32** <sup>1</sup> Sont également déductibles :

- a)<sup>27)52)</sup> les intérêts passifs privés échus à concurrence du rendement imposable de la fortune au sens des articles 18, 18a et 19, augmenté d'un montant de 50 000 francs et pour autant qu'ils ne constituent pas des frais d'investissement;
- b)<sup>27)</sup> les charges durables et 40 % des rentes viagères versées par le débirentier;



- c) <sup>27)</sup> la pension alimentaire versée au conjoint divorcé, séparé judiciairement ou de fait, ainsi que les contributions d'entretien versées à l'un des parents pour les enfants sur lesquels il exerce l'autorité parentale;
- d) <sup>27)41)70)76)</sup> les dons en espèces et sous forme d'autres valeurs patrimoniales en faveur de personnes morales dont le siège est en Suisse et qui sont exonérées de l'impôt en raison de leurs buts de service public ou d'utilité publique (art. 69, al. 1, lettre h), ou en faveur de la Confédération, des cantons, des communes et de leurs établissements, ainsi que des Eglises reconnues et de leurs paroisses (art. 69, al. 1, lettres a, b, c, d, e), à concurrence de 10 % du revenu net; le Département des Finances peut autoriser une déduction plus élevée lorsque les libéralités en cause sont destinées à l'Etat et à ses établissements, aux communes, aux Eglises reconnues et à leurs paroisses ou à des institutions soutenues dans une mesure essentielle par l'Etat ou les communes; le Gouvernement édicte les prescriptions d'application nécessaires;
- e) <sup>23)41)70)</sup> les frais provoqués par la maladie ou les accidents du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient, lorsque le contribuable supporte lui-même ces frais, pour la part qui excède 5 % du revenu net (art. 33); les frais d'aide à la procréation sont assimilés à des frais de maladie et déductibles dans la même mesure;
- f) <sup>43)</sup> les frais liés au handicap du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient, lorsque le contribuable ou cette personne est handicapé au sens de la loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (Loi sur l'égalité pour les handicapés)<sup>44)</sup> et que le contribuable supporte lui-même les frais;
- g) <sup>69)91)94)</sup> les frais engendrés par la garde confiée à une tierce personne, jusqu'à 10 000 francs\* au maximum pour chaque enfant de moins de 14 ans qui vit dans le ménage du contribuable assurant son entretien, si les frais de garde documentés ont un lien de causalité direct avec l'activité lucrative, la formation ou l'incapacité de gain du contribuable;
- h) <sup>77)</sup> les cotisations et les versements, jusqu'à concurrence d'un montant de 10 000 francs\*, en faveur d'un parti politique qui remplit l'une des conditions suivantes :
- être inscrit au registre des partis conformément à l'article 76a de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques<sup>72)</sup>;
  - être représenté au Parlement cantonal;
  - avoir obtenu au moins 3 % des voix lors des dernières élections au Parlement cantonal;



- i) <sup>82)</sup> les frais de formation et de perfectionnement à des fins professionnelles, frais de reconversion compris, jusqu'à concurrence de 12 000 francs pour autant que le contribuable remplisse l'une des conditions suivantes :
- il est titulaire d'un diplôme du degré secondaire II;
  - il a atteint l'âge de 20 ans et suit une formation visant à l'obtention d'un diplôme autre qu'un premier diplôme du degré secondaire II.

<sup>2</sup> Lorsque les époux vivent en ménage commun, un montant de 2 500 francs\* est déduit du produit du travail qu'obtient l'un des conjoints pour une activité indépendante de la profession, du commerce ou de l'entreprise de l'autre; une déduction semblable est accordée lorsque l'un des conjoints seconde l'autre de façon importante et régulière dans sa profession, son commerce ou son entreprise. <sup>70)</sup>

<sup>3</sup> Sont déduits des gains unitaires provenant des jeux d'argent non exonérés de l'impôt selon l'article 14, lettres j à l, 5 % à titre de mise, mais au plus 5 000 francs. Sont déduits des gains unitaires provenant de la participation en ligne à des jeux de casino visés à l'article 14, lettre j, les mises prélevées du compte en ligne du joueur au cours de l'année fiscale, mais au plus 25 000 francs. <sup>106)</sup>

### SECTION 3 : Détermination du revenu imposable

Principe

**Art. 33** Le revenu imposable correspond au revenu net diminué des déductions personnelles prévues à l'article 34.

Déductions  
personnelles

**Art. 34** <sup>1</sup> Les déductions personnelles suivantes sont octroyées :

- a) ... <sup>24)</sup>
- b) <sup>27)70)79)</sup> 1 700 francs\* pour les personnes divorcées ou séparées qui tiennent ménage indépendant, sans enfant à charge, tout en disposant du droit d'accueillir chez elles leurs enfants mineurs en application des dispositions du Code civil suisse (CC) <sup>8)</sup>;
- c) <sup>70)</sup> 3 800 francs\* pour les contribuables qui font un apprentissage ou des études à titre principal;
- d) <sup>36)52)70)</sup> 5 300 francs\* pour chaque enfant jusqu'à 18 ans révolus ou qui fait un apprentissage ou des études, à l'entretien duquel le contribuable pourvoit dans une mesure prépondérante; ce montant est porté à 6 000 francs\* par enfant à partir de trois enfants à charge;
- d<sup>bis</sup>) ... <sup>71)</sup>

- e) [\(27\)70\)](#) un supplément de 10 000 francs\* au maximum pour chaque enfant qui est instruit hors du domicile familial et prend chambre et pension à l'extérieur; le supplément est de 2 900 francs\* au maximum si l'enfant doit prendre au-dehors uniquement un repas principal par jour ouvrable et de 2 600 francs\* au maximum pour les frais de déplacement, pour autant que l'ensemble des frais d'instruction s'élèvent à 1 000 francs\* au moins et que le revenu annuel net de l'enfant, bourse comprise, ne dépasse pas 18 000 francs;
- f) [\(27\)70\)](#) 2 300 francs\* pour les contributions à l'entretien d'une personne nécessiteuse, partiellement ou totalement incapable d'exercer une activité lucrative, à condition que l'aide du contribuable atteigne au moins le montant de la déduction; cette déduction n'est accordée ni aux enfants pour lesquels la déduction mentionnée sous lettre d est accordée ni au conjoint qui donne droit à la déduction mentionnée sous lettre g;
- g) [\(27\)70\)79\)](#) 8 300 francs\* lorsque le contribuable ou son conjoint est infirme ou a atteint l'âge donnant droit au versement d'une rente simple de l'assurance-vieillesse, pour autant que le revenu net diminué des autres déductions personnelles n'excède pas 34 700 francs\* pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et 27 100 francs\* pour les autres, après les corrections suivantes :
- les pertes commerciales non absorbées sont ajoutées;
  - l'excédent de dépenses de la fortune immobilière privée et de la fortune immobilière commerciale est ajouté;
  - l'excédent de dépenses concernant les copropriétés, communautés héréditaires et autres collectivités est ajouté;
  - 3 % de la fortune imposable diminuée du double du montant de la déduction de l'article 47, lettre a, pour les contribuables mariés vivant en ménage commun, et du double du montant de la déduction de l'article 47, lettre b, pour les autres contribuables, est ajouté;
- la déduction est portée à 9 600 francs\* quand les deux époux sont infirmes ou ont atteint l'âge donnant droit à la rente précitée; elle se réduit de 500 francs\* par tranche de 800 francs\* dépassant les limites de revenu fixées;
- h) [\(28\)70\)](#) 2 500 francs\* aux personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui exercent une activité lucrative et tiennent ménage indépendant avec leurs enfants à charge; en cas d'exercice commun de l'autorité parentale et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants à charge, la déduction est accordée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- i) [\(75\)](#) 3 500 francs\* pour les époux qui vivent en ménage commun.

<sup>2</sup> Les conditions déterminantes sont celles qui existent à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement; pour les déductions prévues sous lettres e et f, les dépenses assumées durant l'année fiscale sont prises en considération. [27\)70\)](#)

<sup>3</sup> Si le père et la mère sont taxés séparément, celui qui déduit les contributions d'entretien versées aux enfants n'a pas droit aux déductions prévues aux lettres d et e de l'alinéa 1. En revanche, ils peuvent revendiquer la moitié des déductions précitées lorsqu'ils exercent en commun l'autorité parentale sur leurs enfants à charge et qu'aucune contribution d'entretien n'est versée en faveur des enfants. Le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons. [27\)70\)](#)

<sup>4</sup> En cas d'assujettissement partiel, les déductions personnelles ne sont accordées que proportionnellement à la part des éléments imposables dans le Canton.

#### SECTION 4 : Calcul de l'impôt

Taux unitaires

**Art. 35**<sup>[21\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les contribuables mariés vivant en ménage commun et les personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui tiennent seules ménage indépendant avec des enfants à charge ou des personnes nécessiteuses dont ils assument pour l'essentiel l'entretien sont :

0 %	pour les	11 800 premiers francs_*	de revenu;
0,95 %	pour les	5 800 francs_*	suivants;
2,45%	pour les	8 700 francs_*	suivants;
3,50 %	pour les	19 000 francs_*	suivants;
4,45 %	pour les	39 500 francs_*	suivants;
5,15 %	pour les	105 300 francs_*	suivants;
6,15 %	pour les	219 400 francs_*	suivants;
6,25 %	au-delà.	<a href="#">47)70)</a>	

<sup>1bis</sup> Lorsque les contribuables célibataires, divorcés ou séparés exercent en commun l'autorité parentale sur leurs enfants à charge, pour lesquels aucune contribution d'entretien n'est versée, et qu'ils remplissent les conditions d'octroi du tarif de l'alinéa 1, ce tarif est appliqué au parent qui assume la garde de fait la plus importante. Le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons. [28\)](#)

<sup>2</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les autres contribuables sont les suivants :

0 %	pour les	6 400 premiers francs* de revenu;
1,80 %	pour les	7 300 francs* suivants;
3,40 %	pour les	13 100 francs* suivants;
4,35 %	pour les	20 400 francs* suivants;
5,30 %	pour les	39 500 francs* suivants;
6,00 %	pour les	105 300 francs* suivants;
6,25 %	au-delà.	<a href="#">47</a> <a href="#">70</a> )

Indemnités en capital remplaçant des prestations périodiques

**Art. 36** <sup>1</sup> Lorsque le revenu comprend des indemnités en capital qui remplacent des prestations périodiques, l'impôt est calculé, compte tenu des autres revenus et des déductions autorisées, au taux applicable à une prestation annuelle servie au lieu de l'indemnité unique.

<sup>2</sup> ...[29](#))

Bénéfices de liquidation

**Art. 36a**[64](#)) <sup>1</sup> Le total des réserves latentes réalisées au cours des deux derniers exercices commerciaux est imposable séparément des autres revenus si le contribuable âgé de 55 ans révolus cesse définitivement d'exercer son activité lucrative indépendante ou s'il est incapable de poursuivre cette activité pour cause d'invalidité. Les rachats au sens de l'article 31, lettre a, sont déductibles. Si un tel rachat n'est pas effectué, l'impôt est perçu, de la même manière que pour les prestations en capital issues de la prévoyance selon l'article 37, sur la part des réserves latentes réalisées correspondant au montant dont le contribuable prouve l'admissibilité comme rachat au sens de l'article 31, lettre a. Sur le solde des réserves latentes réalisées, seule la moitié du montant est déterminante pour la fixation du taux; un impôt de 2 % sera perçu dans tous les cas sur le solde.[70](#))

<sup>2</sup> L'alinéa 1 s'applique également au conjoint survivant, aux autres héritiers et aux légataires, pour autant qu'ils ne poursuivent pas l'exploitation de l'entreprise qu'ils ont reprise. Le décompte fiscal a lieu au plus tard cinq années civiles après la fin de l'année civile dans laquelle le contribuable est décédé.

Prestations en capital à caractère de prévoyance

**Art. 37** <sup>1</sup> Les prestations en capital provenant de la prévoyance professionnelle et individuelle, les indemnités en capital analogues servies par l'employeur et celles qui sont versées par une assurance-accidents ou responsabilité civile en cas de décès, de dommages corporels ou d'atteinte durable à la santé sont imposées séparément. Elles sont dans tous les cas soumises à un impôt annuel entier.[22](#))

Taux unitaire

<sup>2</sup> L'impôt est calculé au moment de l'échéance de la prestation en capital selon les taux d'impôt suivants :

- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 1 :

0,9 % pour les 53 100 premiers francs<sup>\*</sup>;

1,1 % pour les 53 100 francs<sup>\*</sup> suivants;

1,3 % au-delà;

- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 2 :

1,1 % pour les 53 100 premiers francs<sup>\*</sup>;

1,3 % pour les 53 100 francs<sup>\*</sup> suivants;

1,7 % au-delà.<sup>[31](#)[70](#)</sup>

<sup>3</sup> Les déductions prévues à l'article 34 ne sont pas octroyées.

Gains de loterie  
ou d'opérations  
analogues<sup>[83](#)</sup>

**Art. 37a**<sup>[23](#)[105](#)</sup> Les gains réalisés dans des jeux d'argent, et pour autant qu'ils ne soient pas exonérés par l'article 14, sont soumis, séparément des autres revenus, à un impôt annuel entier, calculé au taux unitaire de 2 %.

Procédure  
simplifiée selon  
la loi fédérale sur  
le travail au noir

**Art. 37b**<sup>[49](#)</sup> <sup>1</sup> Pour les petites rémunérations provenant d'une activité lucrative salariée, l'impôt est prélevé au taux de 4,5 % sans tenir compte des autres revenus, ni d'éventuels frais professionnels ou déductions sociales, à la condition que l'employeur paie l'impôt dans le cadre de la procédure simplifiée prévue aux articles 2 et 3 de la loi fédérale du 17 juin 2005 sur le travail au noir<sup>[50](#)</sup>. Les impôts cantonaux et communaux sur le revenu sont ainsi acquittés.<sup>[113](#)</sup>

<sup>2</sup> L'article 125, alinéa 1, lettre a, s'applique par analogie.

<sup>3</sup> Le débiteur de la prestation imposable a l'obligation de verser périodiquement les impôts à la caisse de compensation AVS.

<sup>4</sup> La caisse de compensation AVS remet au contribuable un relevé ou une attestation indiquant le montant de l'impôt retenu. Elle verse à l'autorité fiscale les impôts encaissés.

<sup>5</sup> Le droit à une commission de perception selon l'article 125, alinéa 4, est transféré à la caisse de compensation AVS.

<sup>6</sup> Le Gouvernement règle les modalités par voie d'ordonnance.

Entreprises  
bénéficiant du  
statut "NEI"

**Art. 37c<sup>73)</sup>** <sup>1</sup> Les revenus équivalant aux investissements non commerciaux faits à des nouvelles entreprises innovantes qui bénéficient du statut "NEI" en vertu de la loi du 21 novembre 2012 concernant les nouvelles entreprises innovantes<sup>74)</sup> sont soumis, séparément des autres revenus, à un impôt cantonal annuel entier de 1 %. Les impôts communal et paroissial sont calculés en proportion.

<sup>2</sup> Constituent des investissements fiscalement privilégiés : les apports, les agios, les dons, les versements à fonds perdu et les prises de participation effectués par une personne physique.

<sup>3</sup> Le montant des investissements privilégiés fiscalement peut s'élever, au maximum, à la moitié du revenu imposable, mais au minimum à 10 000 francs et au maximum à 200 000 francs.

<sup>4</sup> Si le montant des investissements est inférieur au montant du revenu imposable, le solde est imposé de manière ordinaire au taux global.

<sup>5</sup> Les articles 173 à 175 sont applicables en cas de remboursement de l'investissement dans les cinq ans suivant le versement de celui-ci.

## **SECTION 5 : Compensation des effets de la fluctuation de l'indice des prix**

**Art. 38<sup>71)</sup>**

## **CHAPITRE III : Impôt sur la fortune**

### **SECTION 1 : Objet**

Principe

**Art. 39** <sup>1</sup> L'impôt sur la fortune est perçu sur l'ensemble de la fortune mobilière et immobilière du contribuable, déduction faite des dettes et compte tenu de l'exception prévue à l'article 40, alinéa 1, lettre a.<sup>27)</sup>

<sup>2</sup> La fortune grevée d'usufruit est imposable auprès de l'usufruitier.<sup>23)</sup>

<sup>3</sup> Les parts de placements collectifs de capitaux sont imposables pour la différence entre la valeur de l'ensemble des actifs du placement et celle des immeubles dont le contribuable est propriétaire direct.<sup>28)52)</sup>

## Exonérations

**Art. 40** <sup>1</sup> Ne sont pas soumis à l'impôt sur la fortune :

- a) [22\)](#) les objets personnels d'usage courant et le mobilier de ménage;
- b) ... [29\)](#)
- c) ... [29\)](#)
- d) ... [24\)](#)

<sup>2</sup> ... [29\)](#)

## Dettes

**Art. 41** <sup>1</sup> Les dettes établies dont le contribuable répond seul sont entièrement déductibles.

<sup>2</sup> Les dettes solidaires ne peuvent être déduites que pour la part dont le contribuable est effectivement responsable.

<sup>3</sup> La déduction de cautionnements n'est admise qu'en cas d'insolvabilité constatée du débiteur principal.

<sup>4</sup> La valeur capitalisée de prestations périodiques ne constitue pas une dette déductible.

## SECTION 2 : Evaluation

## Principe

**Art. 42** Sous réserve des dispositions suivantes, les éléments de la fortune sont estimés à leur valeur vénale.

Immeubles  
a) Principe

**Art. 43** <sup>1</sup> La valeur des immeubles et des forces hydrauliques est fixée par une procédure d'évaluation officielle.

<sup>2</sup> Elle se détermine en fonction de la valeur vénale et de la valeur de rendement.

<sup>2bis</sup> Dans les limites autorisées par le droit fédéral, la valeur officielle des immeubles déterminée sur la base de la valeur vénale est estimée de manière prudente et modérée. [17\)](#)

<sup>3</sup> Les terrains et bâtiments affectés exclusivement ou principalement à l'agriculture et dont la valeur est déterminée essentiellement par cette exploitation sont estimés selon la valeur de rendement.

<sup>4</sup> Les règles d'estimation détaillées et la procédure sont fixées par décret du Parlement.

b) Lieu **Art. 43a<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Les immeubles sont évalués officiellement dans la commune de leur lieu de situation.

<sup>2</sup> Les communes tiennent le registre des valeurs officielles.

c) Durée **Art. 43b<sup>28)</sup>** Les valeurs officielles font l'objet d'une révision générale en principe tous les dix ans, sous réserve de mises à jour.

d) Révision générale **Art. 43c<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Le Parlement ordonne la révision générale; il peut modifier le terme de dix ans en fonction de l'évolution des valeurs de rendement et des valeurs vénale, pour tout ou partie des immeubles.

<sup>2</sup> Le Parlement fixe les principes d'évaluation des différents immeubles et règle la procédure d'évaluation officielle.

<sup>3</sup> Le Gouvernement constitue une commission cantonale d'estimation, qui établit les normes d'évaluation. Elle est formée de neuf membres, choisis dans les différentes régions du Canton et les divers groupes économiques.

e) Mise à jour  
1. Ordinaire **Art. 43d<sup>28)</sup>** La commission communale d'estimation met à jour d'office les valeurs officielles, en inscrivant l'un des changements suivants survenus aux immeubles et aux forces hydrauliques jusqu'à la fin de l'année fiscale :

- a) la construction, la transformation ou la démolition de bâtiments et d'installations;
- b) la modification de l'affectation ou de l'état de terrains et de bâtiments;
- c) les changements de zone, notamment la conversion de biens-fonds agricoles en terrains à bâtir, et inversement;
- d) la constitution, la modification ou l'extinction de droits, de charges et de concessions;
- e) l'existence de circonstances particulières qui font apparaître qu'une nouvelle évaluation conduirait à une modification de la valeur officielle de plus de 20 %.

2. Extraordinaire **Art. 43e<sup>28)</sup>** A la demande et aux frais du contribuable, les mises à jour prévues à l'article 43d peuvent être faites en tout temps. Elles prennent effet à la fin de l'année fiscale au cours de laquelle la mise à jour a été faite.



Fortune commerciale

**Art. 44**<sup>[27\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les biens immatériels et les éléments de la fortune mobilière qui font partie de la fortune commerciale sont estimés à la valeur déterminante pour l'impôt sur le revenu.<sup>[63\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le bétail est estimé selon les normes déterminées d'après la moyenne entre la valeur vénale et la valeur de rendement.

<sup>3</sup> Les marchandises sont estimées à leur prix de revient ou à leur valeur marchande si celle-ci est inférieure.

<sup>4</sup> Les éléments commerciaux de la fortune immobilière sont estimés à leur valeur officielle.

Titres, créances et droits

**Art. 45** <sup>1</sup> Les titres cotés sont imposés au cours de clôture du dernier jour de bourse de décembre ou du dernier jour ouvrable précédant la fin de l'assujettissement.<sup>[27\)](#)</sup><sup>[41\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> Les titres faisant partie de la fortune privée qui ne sont pas cotés sont évalués sur la base de leur valeur intrinsèque et de leur valeur de rendement. La valeur de rendement est calculée en tenant compte des risques présentés par la société.<sup>[28\)](#)</sup><sup>[41\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Afin d'atténuer la double imposition économique, les participations dans des sociétés de capitaux et des sociétés coopératives suisses, dont les parts ne sont pas cotées en bourse ni ne font l'objet d'un commerce organisé hors bourse, sont évaluées à leur valeur vénale diminuée de 30 % de la différence entre celle-ci et la valeur nominale.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Les créances et les droits sont imposés à la valeur nominale, compte tenu toutefois du degré de probabilité du recouvrement.

Assurances sur la vie

**Art. 46** <sup>1</sup> Les assurances sur la vie sont comptées à la valeur fiscale.<sup>[52\)](#)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>[42\)](#)</sup>

Participations de collaborateur

**Art. 46a**<sup>[69\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les participations de collaborateur au sens de l'article 15b, alinéa 1, sont estimées à leur valeur vénale, le cas échéant réduite pour tenir compte du délai de blocage.

<sup>2</sup> Les participations de collaborateur au sens des articles 15b, alinéa 3, et 15c sont déclarées sans valeur fiscale au moment de l'attribution.

<sup>3</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

### SECTION 3 : Déductions

Montant des  
déductions

**Art. 47<sup>37)</sup>** Peuvent être défalqués de la fortune nette :

- a)<sup>70)</sup> 53 000 francs<sup>\*</sup> pour les couples mariés vivant en ménage commun;
- b)<sup>70)</sup> la moitié de ce montant pour les autres contribuables et pour chaque enfant à charge donnant droit à la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; pour les parents taxés séparément, dans la mesure où ils exercent l'autorité parentale conjointement sur leurs enfants à charge et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants, cette déduction est octroyée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; si aucun des parents ne bénéficie de ce tarif, la déduction est octroyée à celui qui bénéficie de la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- c) ...<sup>71)</sup>
- d) ...<sup>80)</sup>

### SECTION 4 : Calcul de l'impôt

Taux unitaire

**Art. 48<sup>37)70)</sup>** <sup>1</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur la fortune dû pour une année est le suivant :

0,50 ‰	pour les	105 000 premiers francs <sup>*</sup> de fortune;
0,75 ‰	pour les	315 000 francs <sup>*</sup> suivants;
0,95 ‰	pour les	368 000 francs <sup>*</sup> suivants;
1,10 ‰	pour les	788 000 francs <sup>*</sup> suivants;
1,20 ‰	pour le surplus.	

<sup>2</sup> La fortune imposable est soumise à l'impôt lorsqu'elle atteint 54 000 francs<sup>\*</sup> au moins.

**Art. 49<sup>71)</sup>**

## CHAPITRE IV : Règles particulières

Epoux, enfants  
sous autorité  
parentale

**Art. 50** <sup>1</sup> Le revenu et la fortune des époux qui vivent en ménage commun s'additionnent quel que soit le régime matrimonial. [22\)](#)

<sup>2</sup> Le revenu et la fortune des enfants sous autorité parentale sont ajoutés à ceux du détenteur de l'autorité parentale.

<sup>2bis</sup> Lorsque l'autorité parentale est exercée conjointement et qu'aucune contribution d'entretien n'est versée en faveur des enfants, le revenu et la fortune de ceux-ci sont ajoutés à ceux du parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1. Le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons. [28\)](#)

<sup>3</sup> L'enfant est imposé séparément sur le produit de son activité lucrative, ses revenus acquis en compensation (art. 22, lettres a, b et d) et ses gains immobiliers. [22\)](#)

Partenariat  
enregistré

**Art. 50a** <sup>45)</sup> <sup>1</sup> Les partenaires enregistrés ont, en droit fiscal jurassien, le même statut que les époux.

<sup>2</sup> En particulier, les règles de la présente loi relatives aux personnes mariées, séparées, divorcées ou veuves, s'appliquent, au besoin par analogie, aux personnes respectivement liées par un partenariat enregistré, qui suspendent leur vie commune ou dont le partenariat enregistré est dissous judiciairement ou par suite de décès.

Communautés  
de personnes  
sans  
personnalité  
juridique

**Art. 51** Les sociétés commerciales étrangères et autres communautés de personnes étrangères sans personnalité juridique, assujetties à l'impôt en raison d'un rattachement économique, sont imposables conformément aux dispositions applicables aux personnes morales.

Communauté  
héritaire,  
sociétés de  
personnes et  
placements  
collectifs de  
capitaux [52\)](#)

**Art. 51a** <sup>28)</sup> <sup>1</sup> Chaque héritier ou associé ajoute à ses propres éléments imposables sa part du revenu et de la fortune de l'hoirie ou de la société de personnes.

<sup>2</sup> Chacun des investisseurs ajoute à ses propres éléments imposables sa part du revenu et de la fortune de placements collectifs de capitaux au sens de la loi fédérale du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux<sup>7)</sup> (dénommée ci-après : "LPCC"), sauf s'il s'agit de placements collectifs qui possèdent des immeubles en propriété directe.<sup>54)</sup>

Succession  
fiscale

**Art. 52** <sup>1</sup> Après le décès du contribuable, ses héritiers lui succèdent dans ses droits et obligations; ils répondent solidairement des impôts dus par le défunt jusqu'à concurrence de leur part héréditaire, y compris les avancements d'hoirie.

<sup>2</sup> Les impôts dus par le défunt doivent être acquittés avant tout partage de la succession.

<sup>3</sup> Le conjoint survivant est responsable jusqu'à concurrence de sa part et, s'il reçoit, du fait du régime matrimonial, une part du bénéfice ou de la communauté, supérieure à sa part légale selon le droit suisse, jusqu'à concurrence de ce montant supplémentaire.<sup>28)</sup>

Responsabilité  
pour le paiement  
de l'impôt

**Art. 53** <sup>1</sup> Les époux qui vivent en ménage commun répondent solidairement de l'impôt total et de la part afférente au revenu et à la fortune des enfants soumis à leur autorité parentale.

<sup>2</sup> Si l'un des conjoints est notoirement insolvable, l'autre ne répond toutefois solidairement que de la part de l'impôt total afférente à ses propres éléments de revenu et de fortune ainsi qu'à ceux des enfants.

<sup>2bis</sup> Lorsque les époux ne vivent plus en ménage commun, l'obligation de répondre solidairement du montant global de l'impôt s'éteint pour tous les montants d'impôt encore dus.<sup>28)</sup>

<sup>3</sup> Le contribuable marié qui vit en ménage commun avec son conjoint ne répond que de la soustraction des éléments imposables qui lui sont propres.<sup>27)</sup>

<sup>4</sup> Sont en outre solidairement responsables avec le contribuable :

- a) les enfants sous autorité parentale pour leur part à l'impôt total;
- b) les acheteurs et vendeurs d'un immeuble sis dans le Canton, jusqu'à concurrence de 3 % du prix d'achat, pour les impôts dus en raison de son intervention par un commerçant ou un intermédiaire domicilié à l'étranger;

- c) les personnes chargées de la liquidation d'entreprises ou d'établissements stables sis dans le Canton, de l'aliénation ou de la réalisation d'immeubles sis dans le Canton ou de créances garanties par de tels immeubles, jusqu'à concurrence du produit net, lorsque le contribuable est domicilié à l'étranger;
- d) les débiteurs des prestations mentionnées aux lettres b, d et e de l'article 9, alinéa 1, à moins qu'ils ne prouvent avoir pris tous les soins commandés par les circonstances;
- e) l'administrateur d'une succession ou l'exécuteur testamentaire pour les impôts dus par le défunt, jusqu'à concurrence de la valeur de la masse successorale, à moins qu'ils ne prouvent avoir pris tous les soins commandés par les circonstances;
- f)<sup>28)</sup> les associés d'une société de personnes qui sont domiciliés en Suisse, jusqu'à concurrence de leur part sociale, du paiement des impôts dus par les associés domiciliés à l'étranger.

<sup>5</sup> L'autorité fiscale fixe le principe et l'étendue de la responsabilité solidaire dans une décision susceptible de réclamation puis de recours.

Impôt d'après la  
dépense

**Art. 54<sup>83)</sup>** <sup>1</sup> Les personnes physiques ont le droit d'être imposées d'après la dépense au lieu de verser l'impôt sur le revenu et la fortune si elles remplissent les conditions suivantes :

- a) ne pas avoir la nationalité suisse;
- b) être assujetties à titre illimité (art. 7) pour la première fois ou après une absence d'au moins dix ans;
- c) ne pas exercer d'activité lucrative en Suisse.

<sup>2</sup> Les époux vivant en ménage commun doivent remplir l'un et l'autre les conditions de l'alinéa 1.

<sup>3</sup> L'impôt qui remplace l'impôt sur le revenu est calculé sur la base des dépenses annuelles du contribuable et des personnes dont il a la charge effectuées durant la période de calcul en Suisse et à l'étranger pour assurer leur train de vie, mais au minimum d'après le plus élevé des montants suivants :

- a) un montant fixé par le Gouvernement;
- b) pour les contribuables chefs de ménage : sept fois le loyer annuel ou la valeur locative fixée par les autorités compétentes;
- c) pour les autres contribuables : trois fois le prix de la pension annuelle pour le logement et la nourriture au lieu du domicile au sens de l'article 7.

<sup>4</sup> L'impôt est perçu d'après le barème de l'impôt ordinaire.

<sup>5</sup> L'impôt sur la fortune est calculé sur la base d'un montant équivalent au minimum à huit fois le montant de revenu retenu pour calculer l'impôt sur la dépense.

<sup>6</sup> Le montant de l'impôt d'après la dépense doit être au moins égal à la somme des impôts sur le revenu et sur la fortune calculés selon le barème ordinaire sur le montant total des éléments bruts suivants :

- a) la fortune immobilière sise en Suisse et son rendement;
- b) les objets mobiliers se trouvant en Suisse et les revenus qu'ils produisent;
- c) les capitaux mobiliers placés en Suisse, y compris les créances garanties par gage immobilier, et les revenus qu'ils produisent;
- d) les droits d'auteur, les brevets et droits analogues exploités en Suisse et les revenus qu'ils produisent;
- e) les retraites, rentes et pensions de sources suisses;
- f) les revenus pour lesquels le contribuable requiert un dégrèvement partiel ou total d'impôts étrangers en application d'une convention contre les doubles impositions conclue par la Suisse.

<sup>7</sup> Si les revenus provenant d'un Etat étranger y sont exonérés à la condition que la Suisse les impose, seuls ou avec d'autres revenus, au taux du revenu total, l'impôt est calculé non seulement sur la base des revenus mentionnés à l'alinéa 6, mais aussi de tous les éléments du revenu provenant de l'Etat-source qui sont attribués à la Suisse en vertu de la convention correspondante contre les doubles impositions.

<sup>8</sup> Le Gouvernement édicte des dispositions relatives à l'évaluation de la dépense et au calcul de l'impôt.

## CHAPITRE V : Imposition dans le temps

### SECTION 1 : Année fiscale

Année fiscale

**Art. 55** <sup>1</sup> Les impôts sur le revenu et la fortune sont arrêtés et prélevés pour chaque année fiscale. [27\)](#)

<sup>2</sup> L'année fiscale correspond à l'année civile.

<sup>3</sup> Si les conditions de l'assujettissement ne sont réalisées que durant une partie de l'année fiscale, l'impôt est prélevé sur les revenus obtenus durant cette période. Pour les revenus à caractère périodique, le taux de l'impôt se détermine compte tenu d'un revenu calculé sur douze mois. Les revenus à caractère non périodique sont soumis à un impôt annuel entier, mais ne sont en revanche pas convertis en un revenu annuel pour le calcul du taux. Les articles 36, 37 et 37a sont réservés.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>4</sup> L'alinéa 3 et l'article 34, alinéa 4, s'appliquent par analogie aux déductions.<sup>[28\)](#)</sup>

## SECTION 2 : Taxation ordinaire

Calcul du revenu **Art. 56<sup>[27\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Le revenu imposable se détermine d'après les revenus acquis pendant l'année fiscale.

<sup>2</sup> Le revenu de l'activité lucrative indépendante se détermine d'après le résultat des exercices commerciaux clos pendant l'année fiscale.

<sup>3</sup> Les contribuables qui exercent une activité lucrative indépendante doivent procéder à la clôture de leurs comptes à chaque période fiscale, en cas de cessation de leur activité lucrative indépendante, ainsi qu'en cas de fin d'assujettissement. La clôture des comptes n'est pas obligatoire lorsque l'activité lucrative n'a débuté qu'au cours du dernier trimestre.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

### **Art. 57<sup>[29\)](#)</sup>**

Calcul de la fortune **Art. 58<sup>[27\)](#)</sup>** <sup>1</sup> L'impôt sur la fortune est déterminé sur la base de l'état de la fortune à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement.

<sup>2</sup> Pour les contribuables qui exercent une activité lucrative indépendante et dont les exercices commerciaux ne coïncident pas avec l'année civile, la fortune commerciale imposable se détermine d'après le capital propre existant à la fin de l'exercice commercial clos durant la période fiscale.

<sup>3</sup> Si les conditions de l'assujettissement ne sont réalisées que durant une partie de la période fiscale, seul le montant d'impôt correspondant à cette durée est prélevé.

<sup>4</sup> En cas de dévolution successorale au cours de la période fiscale ou en cas de fin d'assujettissement à raison d'un rattachement économique durant la période fiscale, l'alinéa 3 s'applique par analogie.

Epoux

**Art. 58a<sup>[28\)](#)</sup>** <sup>1</sup> En cas de mariage, les époux sont imposés conjointement pour toute la période fiscale au cours de laquelle leur mariage a eu lieu.

<sup>2</sup> En cas de divorce ou de séparation judiciaire ou de fait, chaque époux est imposé séparément pour toute la période fiscale.

<sup>3</sup> En cas de décès de l'un des époux, ceux-ci sont imposés conjointement jusqu'au jour du décès. Le décès vaut comme fin d'assujettissement des deux époux et début d'assujettissement du conjoint survivant.

Enfant mineur

**Art. 58b<sup>[28\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les revenus et la fortune de l'enfant sous autorité parentale sont ajoutés à ceux du détenteur de l'autorité parentale jusqu'à la fin de l'année précédant celle au cours de laquelle il atteint sa majorité.

<sup>2</sup> Lorsque l'enfant est sous autorité parentale conjointe de parents divorcés, séparés ou célibataires et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne lui soit versée, ses revenus et sa fortune sont ajoutés à ceux du parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; si aucun des parents ne bénéficie de ce tarif, ils sont ajoutés à ceux du parent qui bénéficie de la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons.

### **SECTION 3 : Taxation intermédiaire<sup>[29\)](#)</sup>**

**Art. 59 et 60<sup>[29\)](#)</sup>**

### **SECTION 4 : Eléments extraordinaires<sup>[29\)](#)</sup>**

**Art. 61<sup>[29\)](#)</sup>**

### **SECTION 5 : Taxation spéciale**

**Art. 62<sup>[29\)](#)</sup>**



Prestations en capital, gains de loterie et gains immobiliers<sup>27)</sup>

**Art. 63** <sup>1</sup> Les impôts sur les revenus mentionnés aux articles 37 et 37a sont fixés pour l'année fiscale au cours de laquelle le droit au versement de ces revenus a été acquis.<sup>22)</sup>

<sup>2</sup> L'impôt sur les gains immobiliers est fixé pour l'année fiscale au cours de laquelle le gain a été réalisé.

## TITRE TROISIEME : Imposition des personnes morales

### CHAPITRE PREMIER : Assujettissement

Rattachement personnel

**Art. 64** <sup>1</sup> Les sociétés de capitaux, les sociétés coopératives, les associations, les fondations et les autres personnes morales sont assujetties à l'impôt lorsqu'elles ont leur siège ou leur administration effective dans le Canton.

<sup>2</sup> Les placements collectifs de capitaux qui possèdent des immeubles en propriété directe au sens de l'article 58 LPCC<sup>7)</sup> sont assimilés aux autres personnes morales. Les sociétés d'investissement à capital fixe au sens de l'article 110 LPCC sont imposées comme des sociétés de capitaux.<sup>52)</sup>

<sup>3</sup> Les personnes morales, les sociétés commerciales et les communautés de personnes de droit étranger sont assimilées aux personnes morales de droit suisse dont elles se rapprochent le plus par leur forme juridique ou leur structure effective.

Rattachement économique

**Art. 65** <sup>1</sup> Les personnes morales dont le siège ou l'administration effective se trouve hors du Canton sont assujetties à l'impôt :

- a) lorsqu'elles sont associées à une entreprise sise dans le Canton;
- b) lorsqu'elles exploitent un établissement stable dans le Canton;
- c) lorsqu'elles sont propriétaires d'un immeuble sis dans le Canton ou qu'elles ont sur un tel immeuble des droits de jouissance réels ou des droits personnels économiquement assimilables;
- d)<sup>92)</sup> lorsqu'elles font le commerce d'immeubles sis dans le Canton.

<sup>2</sup> Les personnes morales qui ont leur siège ou leur administration effective à l'étranger sont, en outre, assujetties à l'impôt :

- a) lorsqu'elles sont titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur des immeubles sis dans le Canton;
- b)<sup>91)</sup> lorsqu'elles servent d'intermédiaires dans des opérations de commerce portant sur des immeubles sis dans le Canton;

c) ...[24\)](#)

<sup>3</sup> On entend par établissement stable toute installation fixe dans laquelle s'exerce tout ou partie de l'activité de l'entreprise. Sont notamment considérés comme établissements stables les succursales, usines, ateliers, comptoirs de vente, représentations permanentes, mines et autres lieux d'exploitation de ressources naturelles, ainsi que les chantiers de construction ou de montage d'une durée d'au moins douze mois.[28\)](#)

Etendue de  
l'assujettisse-  
ment

**Art. 66** <sup>1</sup> L'assujettissement fondé sur un rattachement personnel est illimité; il ne s'étend toutefois pas aux entreprises, aux établissements stables et aux immeubles situés hors du Canton.

<sup>2</sup> L'assujettissement fondé sur un rattachement économique est limité à la partie du bénéfice et du capital imposable dans le Canton selon l'article 65.

<sup>3</sup> ...[29\)](#)

<sup>4</sup> Les contribuables qui ont leur siège et leur administration effective à l'étranger doivent l'impôt au moins sur le bénéfice réalisé dans le Canton et sur le capital qui y est investi, au taux correspondant.[22\)](#)

Pertes subies à  
l'étranger

**Art. 66a**[23\)](#) <sup>1</sup> Dans les relations internationales, l'étendue de l'assujettissement d'une entreprise, d'un établissement stable ou d'un immeuble est définie conformément aux règles du droit fédéral concernant l'interdiction de la double imposition intercantonale. Une entreprise jurassienne peut compenser les pertes d'un établissement stable à l'étranger avec des bénéfices réalisés dans le Canton du Jura si l'Etat dans lequel cet établissement est sis n'a pas déjà tenu compte de ces pertes. Si cet établissement réalise des bénéfices au cours des sept années suivantes, l'impôt sera récupéré pendant ces exercices dans la mesure où les reports de pertes sont compensés dans l'Etat où il est sis. Les pertes portant sur des immeubles à l'étranger ne seront prises en considération que si un établissement stable est exploité dans le pays concerné.[27\)](#)

<sup>2</sup> ...[29\)](#)

<sup>3</sup> ...[29\)](#)

<sup>4</sup> Sont réservées les dispositions prévues dans les conventions visant à éliminer la double imposition.

Début et fin de  
l'assujettisse-  
ment

**Art. 67** <sup>1</sup> L'assujettissement commence le jour où la personne morale est fondée, où elle établit son siège ou son administration effective dans le Canton ou dès qu'elle y acquiert un élément imposable.

<sup>2</sup> L'assujettissement prend fin le jour où est close la liquidation de la personne morale, où son siège ou son administration effective sont déplacés à l'extérieur du Canton ou lorsque disparaît l'élément imposable dans le Canton.

<sup>2bis</sup> En cas de transfert du siège ou de l'administration effective à l'intérieur de la Suisse, le début et la fin de l'assujettissement sont régis par la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes<sup>3)</sup> [28\)](#)

<sup>3</sup> En cas de transfert des actifs et passifs d'une personne morale à une autre, les impôts dus par la première doivent être acquittés par la seconde.

Responsabilité  
solidaire

**Art. 68** <sup>1</sup> A la fin de l'assujettissement d'une personne morale, les personnes chargées de l'administration et de la liquidation répondent solidairement des impôts dus par celle-ci, jusqu'à concurrence du produit de la liquidation ou, pour le cas où la personne morale transfère son siège ou le lieu de son administration effective à l'extérieur du Canton, jusqu'à concurrence de la fortune nette de la personne morale. Elles sont libérées de toute responsabilité si elles prouvent qu'elles ont pris tous les soins commandés par les circonstances.<sup>27)</sup>

<sup>2</sup> Lorsqu'une personne morale est assujettie à l'impôt en raison d'un rattachement économique, les personnes chargées :

- a) de la liquidation d'une entreprise ou d'un établissement stable dans le Canton,
- b) de l'aliénation ou de la réalisation d'un immeuble sis dans le Canton ou de créances garanties par un tel immeuble,

répondent solidairement des impôts dus par cette personne morale, jusqu'à concurrence du produit net réalisé.

<sup>3</sup> Les membres de sociétés commerciales et d'autres communautés de personnes de droit étranger sans personnalité juridique répondent solidairement des impôts dus par ces sociétés et communautés.

<sup>4</sup> Lorsqu'une personne morale qui n'a ni son siège ni son administration effective en Suisse sert d'intermédiaire dans une opération portant sur un immeuble sis en Suisse, les acheteurs et vendeurs de l'immeuble sont solidairement responsables, jusqu'à concurrence de 3 % du prix d'achat, des impôts dus par cette personne morale en raison de son activité d'intermédiaire.<sup>[23\)](#)</sup>

## Exonérations

**Art. 69** <sup>1</sup> Sont exonérés de l'impôt :

- a) la Confédération et ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;
- b) le Canton et ses établissements, y compris l'Etablissement d'assurance immobilière, mais à l'exception de la Banque cantonale du Jura;
- c) les communes municipales, les communes mixtes, les sections et syndicats de communes, sur les ressources affectées à des services publics;
- d) les communes bourgeoises, sur les ressources affectées directement à des tâches d'utilité publique accomplies par le Canton ou les communes;
- e)<sup>[41\)](#)</sup> les Eglises reconnues et les paroisses, sur les ressources affectées à leurs tâches;
- f) les institutions de prévoyance professionnelle dont les ressources sont affectées durablement et exclusivement à la prévoyance en faveur du personnel; leur sont assimilées les fondations bancaires dont les revenus et la fortune sont affectés exclusivement à la prévoyance individuelle liée, selon l'article 82 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité<sup>[6\)](#)</sup>;
- g) les caisses indigènes d'assurances sociales et de compensation, notamment les caisses d'assurances chômage, maladie, vieillesse, invalidité et survivants, à l'exception des sociétés d'assurances concessionnaires;
- h)<sup>[27/41\)](#)</sup> les personnes morales qui poursuivent des buts de service public ou d'utilité publique, sur le bénéfice et le capital exclusivement et irrévocablement affectés à ces buts; des buts économiques ne peuvent être considérés en principe comme étant d'intérêt public; l'acquisition et l'administration de participations en capital importantes à des entreprises ont un caractère d'utilité publique lorsque l'intérêt au maintien de l'entreprise occupe une position subalterne par rapport au but d'utilité publique et que des activités dirigeantes ne sont pas exercées;
- h<sup>bis</sup>)<sup>[43\)](#)</sup> les personnes morales qui visent des buts culturels dans le Canton ou sur le plan suisse, sur le bénéfice et le capital exclusivement et irrévocablement affectés à ces buts;

- i)<sup>52)</sup> les Etats étrangers, sur leurs immeubles situés dans le Canton et affectés exclusivement à l'usage direct de leurs représentations diplomatique et consulaire, ainsi que les bénéficiaires institutionnels d'exemptions fiscales visés à l'article 2, alinéa 1, de la loi fédérale du 22 juin 2007 sur l'Etat hôte<sup>53)</sup>, pour les immeubles dont ils sont propriétaires et qui sont occupés par leurs services;
- j)<sup>54)</sup> les placements collectifs qui possèdent des immeubles en propriété directe, dans la mesure où les investisseurs sont exclusivement des institutions de prévoyance professionnelle au sens de la lettre f ou des caisses indigènes d'assurances sociales et de compensation au sens de la lettre g exonérées de l'impôt;
- k)<sup>69)</sup> les entreprises de transport et d'infrastructure titulaires d'une concession de la Confédération qui reçoivent des indemnités pour cette activité ou qui doivent, du fait de leur concession, maintenir toute l'année un service d'importance nationale; les gains qui sont issus d'une activité soumise à concession et sont disponibles librement sont également exonérés de l'impôt; les exploitations annexes et les biens fonciers qui n'ont pas de relation nécessaires avec l'activité soumise à concession sont cependant exclus de l'exonération.

<sup>2</sup> ...<sup>71)</sup>

<sup>3</sup> Les articles 88, alinéa 2, et 113 sont réservés.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution nécessaires.

## CHAPITRE II : Impôt sur le bénéfice

Objet

**Art. 70** <sup>1</sup> L'impôt sur le bénéfice a pour objet le bénéfice net.

<sup>2</sup> Le bénéfice net imposable comprend :

- a) le solde du compte de pertes et profits, tout report de l'année précédente étant éliminé;
- b) tous les prélèvements opérés sur le résultat commercial avant le calcul du solde du compte de pertes et profits, qui ne servent pas à couvrir des dépenses justifiées par l'usage commercial, tels que :
  - les frais d'acquisition, de production ou d'amélioration d'actifs immobilisés;
  - les amortissements et les provisions qui ne sont pas justifiés par l'usage commercial;
  - les versements aux fonds de réserve;

- la libération du capital propre au moyen de fonds appartenant à la personne morale, à condition qu'ils proviennent de réserves constituées par des bénéfices qui n'ont pas été imposés;
- les distributions ouvertes ou dissimulées de bénéfice et les avantages procurés à des tiers qui ne sont pas justifiés par l'usage commercial;
- c) les intérêts sur le capital propre dissimulé (art. 79, al. 2, lettre b);
- d) [27\)94\)](#) les produits et les bénéfices en capital, à l'exception des gains immobiliers, ainsi que les produits de liquidation et de réévaluation qui n'ont pas été crédités au compte de pertes et profits.

<sup>3</sup> Le bénéfice net imposable des personnes morales qui ne tiennent pas de compte de pertes et profits se détermine d'après l'alinéa 2, appliqué par analogie.

<sup>4</sup> Les prestations que des entreprises d'économie mixte remplissant une tâche d'intérêt public fournissent, de manière prépondérante, à des entreprises qui leur sont proches sont évaluées au prix actuel du marché, à leur coût actuel de production majoré d'une marge appropriée ou à leur prix de vente final actuel diminué d'une marge de bénéfice; le résultat de chaque entreprise est ajusté en conséquence. [23\)](#)

Brevets et droits comparables  
a) Définitions

**Art. 70a** [95\)](#) <sup>1</sup> Sont réputés brevets :

- a) les brevets au sens de la convention du 5 octobre 1973 sur le brevet européen dans sa version révisée du 29 novembre 2000 désignant la Suisse [97\)](#);
- b) les brevets au sens de la loi fédérale du 25 juin 1954 sur les brevets d'invention (loi sur les brevets) [98\)](#);
- c) les brevets étrangers correspondant aux brevets visés aux lettres a ou b.

<sup>2</sup> Sont réputés droits comparables :

- a) les certificats complémentaires de protection au sens de la loi fédérale du 25 juin 1954 sur les brevets d'invention (loi sur les brevets) [98\)](#) ainsi que la prolongation de leur durée;
- b) les topographies protégées en vertu de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur la protection des topographies de produits semi-conducteurs (loi sur les topographies) [99\)](#);
- c) les variétés végétales protégées en vertu de la loi fédérale du 20 mars 1975 sur la protection des obtentions végétales [100\)](#);
- d) les données protégées en vertu de la loi fédérale du 15 décembre 2000 sur les médicaments et les dispositifs médicaux (loi sur les produits thérapeutiques) [101\)](#);
- e) les rapports protégés en vertu d'une disposition d'exécution de la loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture [102\)](#);
- f) les droits étrangers correspondant aux droits visés aux lettres a à e.

## b) Imposition

**Art. 70b<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Si le contribuable en fait la demande, le bénéfice net provenant de brevets et de droits comparables est pris en compte dans le calcul du bénéfice net imposable en proportion des dépenses de recherche et de développement éligibles par rapport aux dépenses totales de recherche et de développement par brevet ou droit comparable (quotient Nexus) avec une réduction de 90 %.

<sup>2</sup> Le bénéfice net provenant de brevets et de droits comparables qui sont inclus dans les produits est déterminé en soustrayant du bénéfice net de chacun de ces produits 6 % des coûts attribués à ces produits ainsi que la rémunération de la marque.

<sup>3</sup> Lorsque le bénéfice net provenant de brevets et de droits comparables est imposé pour la première fois de façon réduite, les dépenses de recherche et de développement qui ont déjà été prises en compte lors de périodes fiscales antérieures, ainsi qu'une éventuelle déduction au sens de l'article 71a, sont ajoutées au bénéfice net imposable. Une réserve latente imposée doit être constituée dans la mesure du montant ajouté. Sur demande de la société, les réserves latentes peuvent être imposées dans un délai de cinq ans à compter du début de l'imposition réduite.

<sup>4</sup> Pour le surplus, l'ordonnance fédérale du 13 novembre 2019 relative à l'imposition réduite des bénéfices provenant de brevets et de droits comparables<sup>103)</sup> est applicable.

## Déclaration de réserves latentes au début de l'assujettissement

**Art. 70c<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Si le contribuable déclare des réserves latentes au début de l'assujettissement, y compris la plus-value qu'il a créée lui-même, ces réserves ne sont pas soumises à l'impôt sur le bénéfice. Ne peuvent pas être déclarées les réserves latentes d'une société de capitaux ou d'une société coopérative provenant de la possession de 10 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une autre société, ou d'une participation de 10 % au moins au bénéfice et aux réserves d'une autre société.

<sup>2</sup> Sont considérés comme début de l'assujettissement le transfert de valeurs patrimoniales, d'exploitations, de parties distinctes d'exploitation ou de fonctions de l'étranger à une entreprise ou à un établissement stable situé en Suisse, la fin d'une exonération visée à l'article 69, alinéa 1, ainsi que le transfert en Suisse du siège ou du lieu de l'administration effective.

<sup>3</sup> Les réserves latentes déclarées doivent être amorties annuellement au taux appliqué sur le plan fiscal à l'amortissement des valeurs patrimoniales concernées.



<sup>4</sup> La plus-value créée par le contribuable lui-même qui est déclarée doit être amortie dans un délai de dix ans.

Imposition des  
réserves latentes  
à la fin de  
l'assujettisse-  
ment

**Art. 70d<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque l'assujettissement prend fin, les réserves latentes qui n'ont pas été imposées et qui existent alors, y compris la plus-value créée par le contribuable lui-même, sont imposées.

<sup>2</sup> Sont considérés comme fin de l'assujettissement le transfert de valeurs patrimoniales, d'exploitations, de parties distinctes d'exploitation ou de fonctions de Suisse à une entreprise ou à un établissement stable situé à l'étranger, le passage à une exonération visée à l'article 69, alinéa 1, ainsi que le transfert à l'étranger du siège ou du lieu de l'administration effective.

Charges

**Art. 71<sup>113)</sup>** <sup>1</sup> Les charges justifiées par l'usage commercial comprennent notamment :

- a) les impôts fédéraux, cantonaux et communaux;
- b) les versements à des institutions de prévoyance en faveur du personnel de l'entreprise, à condition que soit exclue toute utilisation contraire à leur but;
- c) les dons en espèces et sous forme d'autres valeurs patrimoniales en faveur de personnes morales dont le siège est en Suisse et qui sont exonérées de l'impôt en raison de leurs buts de service public ou d'utilité publique (art. 69, al. 1, lettre h) ou en faveur de la Confédération, des cantons, des communes et de leurs établissements, ainsi que des Eglises reconnues et de leurs paroisses (art. 69, al. 1, lettres a, b, c, d, e), à concurrence de 10 % du bénéfice net; le Département des finances peut autoriser une déduction plus élevée lorsque les libéralités en cause sont destinées à l'Etat et à ses établissements, aux communes, aux Eglises reconnues et à leurs paroisses ou à des institutions soutenues dans une mesure essentielle par l'Etat ou les communes; le Gouvernement édicte les prescriptions d'application nécessaires;
- d) les rabais, escomptes, bonifications et ristournes accordés sur la contre-valeur de livraisons et de prestations, ainsi que les parts de bénéfice des compagnies d'assurances destinées à être réparties entre les assurés;
- e) les frais de formation et de perfectionnement à des fins professionnelles du personnel de l'entreprise, frais de reconversion compris;
- f) les sanctions visant à réduire le bénéfice, dans la mesure où elles n'ont pas un caractère pénal.

<sup>2</sup> Ne font pas partie des charges justifiées par l'usage commercial :

- a) les versements de commissions occultes au sens du droit pénal suisse;
- b) les dépenses qui permettent la commission d'infractions ou qui constituent la contrepartie à la commission d'infractions;



- c) les amendes;
- d) les sanctions financières administratives, dans la mesure où elle ont un caractère pénal.

<sup>3</sup> Si des sanctions au sens de l'alinéa 2, lettres c et d, ont été prononcées par une autorité pénale ou administrative étrangère, elles sont déductibles si :

- a) la sanction est contraire à l'ordre public suisse; ou si
- b) le contribuable peut démontrer de manière crédible qu'il a entrepris tout ce qui est raisonnablement exigible pour se comporter conformément au droit.

Déduction  
supplémentaire  
des dépenses de  
recherche et  
développement

**Art. 71a<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Sur demande, est autorisée la déduction des dépenses de recherche et de développement que le contribuable a engagées en Suisse, directement ou par l'intermédiaire de tiers, à raison d'un montant dépassant de 50 % les dépenses de recherche et de développement justifiées par l'usage commercial.

<sup>2</sup> Sont réputées recherche et développement la recherche scientifique et l'innovation fondée sur la science au sens de l'article 2 de la loi fédérale du 14 décembre 2012 sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation<sup>104)</sup>.

<sup>3</sup> Une déduction augmentée est admissible pour :

- a) les dépenses de personnel directement imputables à la recherche et au développement, plus un supplément équivalant à 35 % de ces dépenses, mais jusqu'à concurrence des dépenses totales du contribuable;
- b) 80 % des dépenses pour les travaux de recherche et de développement facturés par des tiers.

<sup>4</sup> Si le mandant des travaux de recherche et de développement est habilité à effectuer la déduction, le mandataire n'a droit à aucune déduction à ce titre.

Limitation de la  
réduction fiscale

**Art. 71b<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> La réduction fiscale totale fondée sur les articles 70b, alinéas 1 et 2, et 71a ne doit pas dépasser 70 % du bénéfice imposable avant compensation des pertes, à l'exclusion du rendement net des participations au sens de l'article 78, alinéas 1, 2, deuxième phrase, et 5, lettre b, et avant déduction des réductions effectuées.

<sup>2</sup> Ni les réductions fondées sur les articles 70b, alinéa 1 ou 2, ou 71a, ni la réduction fiscale totale ne doivent entraîner de reports de pertes.

Eléments non  
déterminants

**Art. 72** Ne constituent pas un bénéfice imposable :

- a) <sup>22)</sup> les apports des membres de sociétés de capitaux et de sociétés coopératives, y compris l'agio et les prestations à fonds perdu;
- b) les augmentations de fortune provenant d'une succession, d'un legs ou d'une donation;
- c) <sup>28)</sup> le transfert, dans un autre canton, du siège, de l'administration, d'une entreprise ou d'un établissement stable, à condition qu'il n'y ait ni aliénation ni réévaluation comptable.

Restructurations

**Art. 73<sup>41)</sup>** <sup>1</sup> Les réserves latentes d'une personne morale ne sont pas imposées lors de restructurations, notamment lors de fusion, de scission ou de transformation, pour autant que la personne morale reste assujettie à l'impôt en Suisse et que les éléments commerciaux soient repris à leur dernière valeur déterminante pour l'impôt sur le bénéfice. Cela vaut en cas :

- a) de transformation en une société de personnes ou en une autre personne morale;
- b) <sup>52)</sup> de division ou de séparation d'une personne morale à condition que ce transfert ait pour objet une ou plusieurs exploitations ou parties distinctes d'exploitation et pour autant que les personnes morales existantes après la scission poursuivent une exploitation ou une partie distincte d'exploitation;
- c) d'échange de droits de participation ou de droits de sociétariat suite à une restructuration ou à une concentration équivalant économiquement à une fusion;
- d) de transfert à une société fille suisse d'exploitations ou de parties distinctes d'exploitation, ainsi que d'éléments qui font partie des biens immobilisés de l'exploitation; on entend par société fille une société de capitaux ou une société coopérative dont la société de capitaux ou la société coopérative transférante possède au moins 20 % du capital-actions ou du capital social.

<sup>2</sup> En cas de transfert à une société fille au sens de l'alinéa 1, lettre d, les réserves latentes transférées font l'objet d'un rappel d'impôt selon la procédure prévue aux articles 173 à 175, dans la mesure où, durant les cinq ans qui suivent la restructuration, les valeurs patrimoniales, les droits de participation ou les droits de sociétariat transférés à la société fille sont aliénés; dans ce cas, la société fille peut faire valoir les réserves latentes correspondantes imposées comme bénéfice.

<sup>3</sup> Des participations directes ou indirectes de 20 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une autre société de capitaux ou d'une société coopérative, mais aussi des exploitations ou des parties distinctes d'exploitation ainsi que des éléments qui font partie des biens immobilisés de l'exploitation, peuvent être transférés, à leur dernière valeur déterminante pour l'impôt sur le bénéfice, entre des sociétés de capitaux ou des sociétés coopératives suisses qui, grâce à la détention de la majorité des voix ou d'une autre manière, sont réunies sous la direction unique d'une société de capitaux ou d'une société coopérative. Le transfert à une société fille suisse au sens de l'alinéa 1, lettre d, est réservé.<sup>94)</sup>

<sup>4</sup> Si, dans les cinq ans qui suivent un transfert selon l'alinéa 3, les éléments de patrimoine transférés sont aliénés ou si la direction unique est abandonnée durant cette période, les réserves latentes transférées font l'objet d'un rappel d'impôt selon la procédure prévue aux articles 173 à 175. La personne morale bénéficiaire peut, dans ce cas, faire valoir les réserves latentes correspondantes imposées comme bénéfice. Les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives suisses réunies sous une direction unique au moment de la violation du délai de blocage répondent solidairement du rappel d'impôt.

<sup>5</sup> ...<sup>96)</sup>

<sup>6</sup> L'imposition des réévaluations comptables et des prestations compensatoires demeure réservée.

<sup>7</sup> La société qui subit une perte comptable sur la participation qu'elle avait dans une société de capitaux ou une société coopérative dont elle reprend l'actif et le passif ne peut déduire cette perte; est imposable l'éventuel bénéfice comptable sur la participation.

Evaluation

**Art. 74<sup>27)41)</sup>** Les dispositions relatives à l'impôt sur le revenu (art. 16, 25, 27, 29 à 32) sont applicables par analogie pour les augmentations de valeur comptabilisées, pour la défalcation des frais d'obtention du revenu, des frais d'entretien d'immeubles, des intérêts passifs, des prestations en faveur d'employés, des pertes et pour la constitution de provisions.

Amortissements

**Art. 74a<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Les amortissements des actifs justifiés par l'usage commercial sont autorisés, à condition que ceux-ci soient comptabilisés ou, à défaut d'une comptabilité tenue selon l'usage commercial, qu'ils apparaissent dans un plan spécial d'amortissements.

<sup>2</sup> En général, les amortissements sont calculés sur la base de la valeur effective des différents éléments de fortune ou doivent être répartis en fonction de la durée probable d'utilisation de chacun de ces éléments.

<sup>3</sup> Les amortissements sur participations qui sont en relation avec des distributions antérieures de bénéfices ne sont pas considérés comme justifiés par l'usage commercial.

<sup>4</sup> Les amortissements opérés sur des actifs qui ont été réévalués afin de compenser des pertes ne sont admis que si les réévaluations étaient autorisées par le droit commercial et que les pertes pouvaient être déduites conformément à l'article 75, alinéa 1, au moment de l'amortissement.

<sup>5</sup> Les corrections de valeur ainsi que les amortissements effectués sur le coût d'investissement des participations d'au moins 10 % sont ajoutés au bénéfice imposable dans la mesure où ils ne sont plus justifiés.<sup>[63\)](#)</sup>

<sup>6</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires.

#### Remploi

**Art. 74b<sup>[43\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque des biens meubles immobilisés nécessaires à l'exploitation sont remplacés, les réserves latentes sur ces biens peuvent être reportées sur les éléments acquis en remploi, si ces derniers sont également nécessaires à l'exploitation et se trouvent en Suisse. L'imposition en cas de remplacement d'immeubles par des biens mobiliers est réservée.<sup>[63\)](#)</sup>

<sup>2</sup> En cas de remplacement de participations, les réserves latentes peuvent être reportées sur une nouvelle participation si la participation aliénée était égale à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social ou à 10 % au moins du bénéfice et des réserves de l'autre société et si la société de capitaux ou la société coopérative a détenu cette participation pendant un an au moins.<sup>[63\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque le remploi n'intervient pas durant le même exercice, une provision correspondant aux réserves latentes peut être constituée; elle doit être dissoute et affectée à l'amortissement de l'élément acquis en remploi ou portée au crédit du compte de pertes et profits dans un délai raisonnable.<sup>[52\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Seuls les biens meubles immobilisés, directement utiles à une entreprise, sont considérés comme nécessaires à l'exploitation; n'en font pas partie, notamment, les biens qui ne sont utiles à l'entreprise que par leur valeur de placement ou leur rendement.

Déduction des pertes

**Art. 75** <sup>1</sup> Les pertes des sept exercices précédant la période fiscale peuvent être déduites du bénéfice de cette période, pour autant qu'elles n'aient pas été déduites du bénéfice imposable des périodes précédentes. [22\)](#)

<sup>2</sup> Pour le surplus, les alinéas 2 et 3 de l'article 29 sont applicables par analogie.

Associations, fondations et placements collectifs de capitaux [52\)](#)

**Art. 76** <sup>1</sup> Les cotisations statutaires versées aux associations par leurs membres et les apports à la fortune des fondations ne font pas partie du bénéfice imposable.

<sup>2</sup> Les intérêts passifs, les frais d'entretien d'immeubles, les libéralités d'utilité publique ainsi que les dépenses liées à l'acquisition de recettes imposables des associations peuvent être entièrement déduits des recettes; les autres dépenses ne peuvent l'être que dans la mesure où elles excèdent les cotisations des membres.

<sup>3</sup> Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 20 000 francs\* de leur bénéfice imposable. [70\)](#)

<sup>4</sup> Les placements collectifs de capitaux sont soumis à l'impôt sur le bénéfice pour le rendement de leurs immeubles en propriété directe. [52\)](#)

Personnes morales poursuivant des buts idéaux

**Art. 76a** [89\)](#) <sup>1</sup> Sont exonérés de l'impôt les bénéfices des personnes morales qui poursuivent des buts idéaux pour autant qu'ils n'excèdent pas 30 000 francs et qu'ils soient affectés exclusivement et irrévocablement à ces buts.

<sup>2</sup> Les personnes morales qui poursuivent des buts idéaux peuvent, sur leurs revenus extraordinaires, procéder à des amortissements ou constituer des provisions pour couvrir de futures dépenses à des fins non économiques. Les provisions qui ne se justifient plus sont ajoutées au bénéfice imposable.

Calcul de l'impôt  
a) En général

**Art. 77** [70\)](#) <sup>1</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice équivaut à 1,837 % du bénéfice imposable. [94\)](#)

<sup>2</sup> Le taux unitaire est susceptible d'être relevé, dans des cas particuliers liés aux relations internationales.

## b) Réduction

**Art. 78<sup>22)</sup>** <sup>1</sup> Pour les sociétés qui participent au capital-actions ou au capital social d'autres sociétés ou de sociétés coopératives à raison de 10 % au minimum, participent pour 10 % au moins au bénéfice et aux réserves d'une autre société ou possèdent une participation représentant une valeur vénale d'un million de francs au moins, l'impôt dû sur le bénéfice est réduit proportionnellement au rapport entre le rendement net des participations et le bénéfice net total.<sup>63)83)</sup>

<sup>2</sup> Le rendement net des participations correspond au revenu de ces participations diminué des frais de financement y relatifs et d'une contribution de 5 % destinée à la couverture de frais d'administration, sous réserve de la preuve de frais d'administration effectifs inférieurs ou supérieurs à ce taux. Sont réputés frais de financement les intérêts passifs ainsi que les autres frais économiquement assimilables à des intérêts passifs. Font également partie du revenu des participations, les bénéfices en capital provenant de participations, le produit de la vente de droits de souscription y relatifs, ainsi que les bénéfices de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations<sup>2) 27)</sup>

<sup>3</sup> Ne font pas partie du rendement des participations :

- a) ...<sup>29)</sup>
- b) les recettes qui représentent des charges justifiées par l'usage commercial pour la société de capitaux ou la société coopérative qui les verse;
- c) ...<sup>29)</sup>

<sup>4</sup> Le rendement d'une participation n'entre dans le calcul de la réduction que dans la mesure où cette participation ne fait pas l'objet d'un amortissement qui est lié à la distribution du bénéfice et porté en diminution du bénéfice net imposable.

<sup>5</sup> Les bénéfices en capital et les bénéfices de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations n'entrent dans le calcul de la réduction que :

- a) dans la mesure où le produit de l'aliénation est supérieur au coût d'investissement;
- b)<sup>63)</sup> si la participation aliénée était égale à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social de l'autre société ou si elle avait un droit fondé sur 10 % au moins du bénéfice et des réserves de l'autre société et que la société de capitaux ou la société coopérative l'a détenue pendant un an au moins. Si la participation est tombée au-dessous de 10 % à la suite d'une aliénation partielle, la réduction ne peut être accordée sur chaque bénéfice résultant d'une aliénation ultérieure que si la valeur vénale des droits de participation s'élevait à un million de francs au moins à la fin de l'année fiscale précédant l'aliénation.<sup>28)</sup>

<sup>6</sup> Le coût d'investissement est diminué des amortissements selon l'alinéa 4, ou, en cas de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations, augmenté des bénéfices de réévaluation. Pour les participations qui ont été transférées à leur valeur comptable lors d'une restructuration sans effet sur le résultat, on se fondera sur le coût d'investissement initial.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>7</sup> Les transactions qui se traduisent au sein du groupe par une économie d'impôt injustifiée entraînent une rectification du bénéfice imposable ou une diminution de la réduction. L'économie d'impôt est injustifiée lorsque les bénéfices en capital et les pertes en capital ou les amortissements relatifs à des participations au sens des articles 74a et 78 sont en relation de cause à effet.<sup>[28\)](#)</sup>

c) Placements collectifs de capitaux

**Art. 78a<sup>[54\)](#)</sup>** Le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice des placements collectifs de capitaux qui détiennent des immeubles en propriété directe équivaut au tiers du taux prévu à l'article 77.

d) Personnes morales poursuivant des buts idéaux

**Art. 78b<sup>[89\)](#)</sup>** Le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice des personnes morales qui poursuivent des buts idéaux, à l'exception des sociétés de capitaux et des sociétés coopératives, équivaut à la moitié du taux prévu à l'article 77.

### CHAPITRE III : Impôt sur le capital

Objet

**Art. 79** <sup>1</sup> L'impôt sur le capital a pour objet le capital propre.

<sup>2</sup> Le capital propre imposable comprend :

- a) le capital-actions ou le capital social libéré ainsi que les réserves ouvertes et les réserves latentes constituées au moyen de bénéfices imposés;
- a<sup>bis</sup>) ...<sup>[96\)](#)</sup>
- b) la part des fonds étrangers qui joue économiquement le rôle de capital propre (sous-capitalisation).

<sup>2bis</sup> Est imposable au moins le capital-actions ou le capital social libéré.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le capital propre imposable des sociétés de capitaux et sociétés coopératives en liquidation ainsi que celui des associations, fondations et autres personnes morales correspond à leur fortune nette.

<sup>4</sup> Les placements collectifs de capitaux sont assujettis à l'impôt sur le capital pour la fortune que représentent les immeubles détenus en propriété directe.<sup>[52\)](#)</sup>

Evaluation des réserves

**Art. 80** Les réserves imposables sont déterminées sur la base des livres de comptabilité et d'après les circonstances effectives.

Associations, fondations et placements collectifs de capitaux

**Art. 81**<sup>[70\)90\)](#)</sup> Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 50 000 francs\* de leur capital imposable. La déduction est portée à 100 000 francs\* pour les personnes morales qui poursuivent des buts idéaux.

Calcul de l'impôt

**Art. 82**<sup>[27\)94\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur le capital équivaut à 0,375 ‰ du capital propre imposable.

<sup>2</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur le capital propre afférent aux droits de participation visés à l'article 78, aux brevets et droits comparables visés à l'article 70a ainsi qu'aux prêts consentis à des sociétés du groupe est de 0,05 ‰.

## CHAPITRE IV : Sociétés holding et de domicile

**Art. 83 à 84b**<sup>[96\)](#)</sup>

## CHAPITRE V : Imposition dans le temps

Période fiscale

**Art. 85** <sup>1</sup> Les impôts sur le bénéfice et sur le capital sont fixés et prélevés pour la période fiscale; celle-ci correspond à l'exercice commercial.

<sup>2</sup> Chaque année civile, l'année de fondation exceptée, les contribuables doivent procéder à la clôture de leurs comptes et établir un bilan et un compte de pertes et profits; la même obligation leur incombe en cas de transfert du siège, de l'administration, d'une entreprise ou d'un établissement stable, ainsi qu'à la fin de la liquidation.<sup>[27\)](#)</sup>

Base d'évaluation

**Art. 86** <sup>1</sup> Le bénéfice imposable est déterminé d'après le résultat de la période fiscale; lorsque l'exercice comprend plus ou moins de douze mois, le taux de l'impôt sur le bénéfice est fixé compte tenu d'un bénéfice net calculé sur douze mois.



<sup>2</sup> Lors de la liquidation d'une personne morale ou du transfert de son siège, de son administration, d'une entreprise ou d'un établissement stable à l'étranger, les réserves latentes constituées au moyen de bénéfices non soumis à l'impôt sont imposées avec le bénéfice net du dernier exercice.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le capital imposable est déterminé selon l'état à la fin de la période fiscale.

<sup>4</sup> Lorsque l'exercice commercial est supérieur ou inférieur à douze mois, l'impôt sur le capital est calculé sur la base de la durée de l'exercice en question.<sup>[28\)](#)</sup>

## **TITRE QUATRIEME : Impôt sur les gains immobiliers**

### **CHAPITRE PREMIER : Généralités**

Objet

**Art. 87** <sup>1</sup> L'impôt sur les gains immobiliers a pour objet les gains réalisés lors de l'aliénation d'un immeuble, d'une part d'immeuble ou d'une force hydraulique faisant partie de la fortune privée ou de la fortune commerciale du contribuable, ainsi que lors de l'aliénation de droits à de tels éléments.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le bénéfice lié au transfert à un tiers d'un droit grevant un immeuble ne constitue pas un gain immobilier.

<sup>3</sup> Les gains ne sont imposés que s'ils se montent à 4 000 francs au moins.

<sup>4</sup> Sont soumis à l'impôt sur le revenu ou sur le bénéfice, à titre d'exception :

- a) les gains réalisés sur les immeubles dont le contribuable fait le commerce dans l'exercice de sa profession;
- b) les bonifications ou indemnités pour la charge temporaire d'immeubles et de forces hydrauliques constituée par des servitudes, ou par des restrictions de la propriété fondées sur le droit public, et pour l'octroi temporaire de droits personnels à l'exploitation ou à la jouissance; lorsque ces bonifications se rapportent à des actes juridiques équivalant à une aliénation partielle, elles ne sont imposables que dans la mesure où elles excèdent la part au prix d'acquisition;
- c) les sommes amorties conformément au droit fiscal et non imposées, qui sont réalisées lors d'une aliénation (art. 16, al. 2, lettre a);
- d)<sup>[54\)](#)</sup> les gains réalisés par les placements collectifs de capitaux qui détiennent des immeubles en propriété directe.

## Assujettissement

**Art. 88** <sup>1</sup> Celui qui aliène un immeuble ou une force hydraulique sis dans le Canton, ou celui qui cède un droit à un immeuble est soumis à l'impôt sur les gains immobiliers.

<sup>1bis</sup> Les cohéritiers sont soumis à l'impôt sur les gains immobiliers pour leur participation au gain au sens des articles 619 du Code civil suisse (CC)<sup>[8\)](#)</sup> et 28 à 35 de la loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR)<sup>[9\)](#)</sup>,<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La Confédération, selon le droit fédéral, et l'Etat du Jura sont exonérés de l'impôt sur les gains immobiliers, de même que les communes municipales, les communes mixtes et les syndicats de communes, les Eglises reconnues et leurs paroisses pour les gains qu'elles réalisent sur leur propre territoire. Il en va de même des entreprises de transport et d'infrastructure titulaires d'une concession de la Confédération définies à l'article 69, alinéa 1, lettre k, pour les gains réalisés lors de l'aliénation d'un bien immobilier présentant un lien avec l'activité soumise à concession.<sup>[70\)](#)</sup>

## Aliénation

**Art. 89** <sup>1</sup> Toute aliénation qui opère le transfert de la propriété d'un immeuble donne lieu à imposition.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Sont considérés en particulier comme aliénation la vente, l'échange, l'expropriation, l'apport dans une société, le transfert d'immeubles d'une société à un détenteur de droits de participation, le partage successoral, la dissolution d'une collectivité, la participation du cohéritier au bénéfice (art. 619 CC et 28 à 35 LDFR) et les participations à un gain immobilier fondées sur un droit public.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Sont assimilés à une aliénation<sup>[27\)](#)</sup> :

- a) les actes juridiques qui, relativement au pouvoir de disposer d'un immeuble, équivalent effectivement et économiquement à une aliénation, comme la réalisation de la participation majoritaire à une société immobilière et le transfert à titre onéreux d'un droit d'emption grevant un immeuble;
- b)<sup>[27\)](#)</sup> la constitution de servitudes de droit privé sur un immeuble ou une force hydraulique ou les restrictions de droit public à la propriété foncière, lorsque celles-ci limitent l'exploitation ou diminuent la valeur vénale de l'immeuble de manière durable et essentielle et qu'elles donnent lieu à une indemnité; l'indemnité n'est pas soumise à l'impôt sur les gains immobiliers lorsqu'elle est imposable comme rendement de la fortune immobilière, notamment lorsqu'elle consiste en un revenu de droit de superficie (art. 19, al. 1, lettre c) ou en un revenu provenant d'un droit à l'exploitation.

<sup>4</sup> Par droit à l'exploitation, il faut entendre en particulier celui d'extraire de la pierre, du gravier, du sable, de la marne, de la tourbe, du charbon et d'autres minéraux, ainsi que celui de prendre ou d'utiliser de l'eau ou la force hydraulique.

Exceptions à  
l'imposition  
a) Non-assujet-  
tissement

#### **Art. 90**<sup>29)</sup>

b) Imposition  
différée

#### **Art. 91** <sup>1</sup> L'imposition du gain immobilier est différée :

- a)<sup>27)</sup> en cas de remembrement opéré soit en vue de remaniement parcellaire, de l'établissement d'un plan de quartier, de rectification de limites ou d'arrondissement de l'aire agricole, soit dans le cadre d'une procédure d'expropriation ou en raison d'une expropriation imminente;
- b) ...<sup>29)</sup>
- c)<sup>41)52)</sup> en cas de restructurations d'entreprises constituées en raison individuelle ou en société de personnes selon l'article 17 et de personnes morales selon l'article 73; les articles 17, alinéa 3, et 73, alinéas 2 et 4, s'appliquent par analogie;
- d)<sup>27)41)</sup> en cas d'aliénation d'un immeuble faisant partie des immobilisations nécessaires à l'exploitation (art. 28 et 74b), à condition que le produit de cette aliénation soit affecté dans un délai raisonnable à l'acquisition en Suisse d'un immeuble semblable et destiné à remplir la même fonction dans l'entreprise; pour les immeubles agricoles et sylvicoles, l'imposition est également différée si le bien acquis en remplacement appartient au contribuable et est exploité par lui-même, mais qu'il n'a pas la même fonction dans l'entreprise ou si le produit de l'aliénation est affecté à l'amélioration d'immeubles agricoles ou sylvicoles;
- e)<sup>41)</sup> en cas de restructurations d'institutions de prévoyance au sens de l'article 69, alinéa 1, lettre f;
- f)<sup>28)</sup> en cas de transfert de propriété entre époux en rapport avec le régime matrimonial ou en cas de dédommagement de contributions extraordinaires d'un époux à l'entretien de la famille (art. 165 CC) ou de prétentions découlant du droit du divorce, pour autant que les deux époux soient d'accord;
- g)<sup>28)</sup> en cas d'aliénation de l'habitation (maison ou appartement) ayant durablement et exclusivement servi au propre usage de l'aliénateur, dans la mesure où le produit ainsi obtenu est affecté, dans un délai approprié, à l'acquisition ou à la construction en Suisse d'une habitation servant au même usage;

- h) [28/41](#)) en cas de transfert de propriété par succession (dévolution d'hérédité, partage successoral, legs), donation ou avancement d'hoirie; en cas d'avancement d'hoirie, la gratuité est admise si la prestation du cessionnaire consiste exclusivement :
- en la reprise d'une charge constituée par des créances hypothécaires en faveur de tiers;
  - en la constitution, en cas de cession à des descendants, d'un droit d'habitation ou d'un usufruit en faveur du cédant;
  - en l'engagement de verser des compensations aux cohéritiers.

<sup>2</sup> Lorsque l'immeuble acquis en remploi (lettres d et g de l'alinéa 1) est sis à l'extérieur du Canton et qu'il est aliéné ultérieurement, les gains bruts qui ont fait l'objet d'une imposition différée dans le Canton sont soumis à l'impôt. [28\)](#)

<sup>3</sup> Lorsque l'imposition est différée en raison d'un remploi privé (lettre g de l'alinéa 1) ou d'un remploi commercial (lettre d de l'alinéa 1), l'impôt n'est reporté que pour la part du gain compensée dans le montant réinvesti dans l'immeuble de remplacement. La part des réserves latentes dégagées par la réalisation de l'ancien élément de fortune qui n'est pas réinvestie est soumise à l'impôt sur le revenu. [28\)](#)

## CHAPITRE II : Evaluation du gain immobilier

### Principe

**Art. 92** <sup>1</sup> La différence entre le prix de revient de l'immeuble et le produit de l'aliénation constitue le gain immobilier.

<sup>2</sup> Le prix de revient correspond au prix d'acquisition augmenté des impenses.

<sup>3</sup> ... [96\)](#)

### Prix d'acquisition a) En général

**Art. 93** <sup>1</sup> Le prix d'acquisition correspond au prix d'achat inscrit au registre foncier ou au prix moindre effectivement payé. Un prix plus élevé n'est pris en considération que si le propriétaire précédent a acquitté l'impôt sur le gain immobilier, y compris les amendes fiscales éventuelles, sur la totalité du produit réel de l'aliénation.

<sup>2</sup> Les prestations périodiques portées au compte de l'aliénateur sont capitalisées et font partie du prix d'acquisition, indépendamment de celles qui sont effectivement fournies. Les articles 22, lettre f, et 32, alinéa 1, lettre b, sont réservés.

<sup>3</sup> Le prix d'acquisition d'un immeuble acquis par voie d'échange équivaut au produit imputé à l'acquéreur pour l'immeuble cédé en échange.

<sup>4</sup> Si la dernière aliénation imposable remonte à plus de 30 ans, l'aliénateur peut faire valoir, comme prix d'acquisition, la valeur officielle en vigueur 30 ans auparavant; dans ce cas, la durée de possession (art. 104) est de 30 ans et seules les impenses consenties sur l'immeuble durant ce même laps de temps peuvent être prises en compte.<sup>43)</sup>

b) ...

**Art. 94**<sup>29)</sup>

c) En cas d'imposition différée

**Art. 95**<sup>27)</sup> <sup>1</sup> Si, lors de l'acquisition, l'imposition a été différée selon l'article 91, alinéa 1, lettres c, e, f et h, le prix d'acquisition déterminant est celui de la précédente aliénation imposable.

<sup>2</sup> Si, lors de l'acquisition, l'imposition a été différée selon l'article 91, alinéa 1, lettres a, d et g, le prix d'acquisition déterminant est celui de l'immeuble cédé lors de l'aliénation dont l'imposition a été différée.

<sup>3</sup> Lors de l'aliénation d'un immeuble dont l'acquisition ou l'amélioration a donné lieu à une imposition différée, selon l'article 91, alinéa 1, lettres d et g, le gain réinvesti est déduit des dépenses d'investissement.

d) En cas d'aliénation partielle

**Art. 96** <sup>1</sup> Lorsqu'un immeuble n'est aliéné qu'en partie ou s'il est constitué un droit grevant un immeuble, la part correspondante du prix d'acquisition total sert de base à l'imposition de l'aliénation partielle.

<sup>2</sup> Si le prix d'acquisition n'a pu être imputé entièrement sur le prix de vente, les taxations antérieures sont révisées après la dernière aliénation partielle. Les impôts qui auraient été payés en trop sont remboursés.

<sup>3</sup> La somme de toutes les fractions du prix d'acquisition formées lors des différentes aliénations partielles ne saurait dépasser le montant total du prix d'acquisition.

Impenses

**Art. 97** <sup>1</sup> Les impenses sont les frais inséparablement liés à l'acquisition ou à l'aliénation et les frais qui ont contribué à l'amélioration ou à l'augmentation durable de la valeur de l'immeuble.

<sup>2</sup> En font partie notamment :

- a) les droits de mutation, les frais d'actes et d'enchères (sols par franc);
- b)<sup>27)</sup> les commissions et les frais de courtage usuels ainsi que les frais judiciaires liés à l'achat ou à la vente;
- c) les dépenses qui entraînent une augmentation durable de la valeur de l'immeuble, notamment celles qui sont liées aux nouvelles constructions, aux transformations, aux installations d'eau, d'éclairage et de chauffage, aux constructions de routes, aux améliorations foncières et aux endiguements, y compris les contributions volontaires versées dans ce but à une collectivité publique ou privée, sous déduction toutefois des prestations d'assurances et des subventions fédérales, cantonales et communales;
- d) les contributions imposées aux propriétaires fonciers, notamment les contributions à la construction de routes, trottoirs et conduites;
- e)<sup>27)</sup> la valeur du travail personnel du contribuable qui a augmenté la valeur de l'immeuble pour autant qu'elle ait été imposée au titre de l'impôt sur le revenu;
- f)<sup>27)</sup> les indemnités versées en vue de la constitution d'une servitude ou d'une charge de droit privé ou pour une restriction de droit public limitant l'exploitation ou diminuant la valeur vénale de l'immeuble de manière durable et essentielle ou de la suppression d'un tel droit grevant l'immeuble;
- g) la valeur déterminée des impenses futures, si le contribuable s'engage par contrat à les effectuer dans un proche avenir après l'aliénation;
- h) les frais consacrés à un projet non exécuté spécifiquement conçu pour l'immeuble et irréalisable ailleurs;
- i)<sup>81)</sup> la contribution perçue sur la plus-value résultant de mesures d'aménagement du territoire.

<sup>3</sup> Les frais de gérance et d'entretien courant ne constituent pas des impenses.

<sup>4</sup> Les impenses sont en principe établies au moyen de pièces justificatives. Le Gouvernement détermine par voie d'ordonnance les conditions auxquelles une expertise peut être admise ainsi que le contenu de celle-ci.

Produit

**Art. 98** <sup>1</sup> Le produit de l'aliénation comprend toutes les prestations mises à charge de l'acquéreur. Les prestations périodiques sont comptées à raison de leur valeur en capital.<sup>27)</sup>

<sup>2</sup> En cas d'échange, la valeur vénale vaut comme produit, sous réserve de dispositions conventionnelles correspondant aux conditions économiques.

<sup>3</sup> Lors d'une vente d'immeuble entre une société de capitaux et le détenteur d'une participation importante à cette société, la valeur vénale est considérée comme produit de l'aliénation.

<sup>4</sup> Le montant remis aux cohéritiers au titre de participation au gain selon les articles 619 du Code civil suisse et 28 à 35 de la loi fédérale sur le droit foncier rural est déduit du produit de l'aliénation. Il en va de même du montant remis à un autre ayant droit en vertu du droit public. L'aliénateur répond solidairement avec le bénéficiaire de la part au gain de l'impôt à payer par ce dernier.<sup>[27\)](#)</sup>

#### **Art. 99**<sup>[29\)](#)</sup>

Imposition dans  
le temps<sup>[27\)](#)</sup>

**Art. 100** <sup>1</sup> Tous les gains ou pertes de 4 000 francs au moins réalisés par l'aliénateur lors de l'aliénation d'immeubles au cours d'une même année civile sont additionnés en vue de leur imposition, à condition que ces aliénations aient été soumises à l'impôt dans le Canton en raison de l'assujettissement subjectif du contribuable.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> Pour les contribuables tenant comptabilité, les gains et les pertes sont additionnés pour autant qu'ils soient réalisés au cours du même exercice commercial.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le cas échéant, les décisions de taxation antérieures portant sur le gain de la même période au sens des alinéas 1 et 1bis sont révisées.<sup>[27\)](#)</sup>

#### **Art. 101**<sup>[96\)](#)</sup>

### **CHAPITRE III : Calcul de l'impôt**

Tarif

**Art. 102** L'impôt sur le gain immobilier est calculé sur la base du tarif suivant :

gain imposable (en francs)		taux d'impôt simple
4 000	à 50 000	3,5 %
50 100	à 100 000	4,5 %
100 100	à 200 000	5,5 %
200 100	et plus	6 %

Majoration de  
l'impôt

**Art. 103** <sup>1</sup> Si le contribuable a été propriétaire de l'immeuble aliéné pendant moins de cinq ans, l'impôt sur le gain immobilier est majoré selon les règles suivantes :

durée de possession	majoration du montant de l'impôt
moins de 2 ans	50 %
de 2 à moins de 5 ans	25 %

<sup>2</sup> L'impôt sur le gain immobilier n'est pas majoré :

- lorsque l'immeuble est aliéné au cours de la liquidation d'une succession<sup>[27\)](#)</sup>;
- lorsque les circonstances excluent toute intention de spéculation.

Réduction de  
l'impôt

**Art. 104** <sup>1</sup> Si le contribuable a été propriétaire de l'immeuble aliéné pendant dix ans au moins, l'impôt sur le gain immobilier est réduit de 1 % par année de possession au-delà de la dixième année et de 2 % par année de possession au-delà de la quarantième année. La déduction maximale est de 50 %.<sup>[22\)94\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La réduction prévue à l'alinéa précédent se calcule dès la dernière aliénation imposable si l'immeuble a été acquis par une transaction donnant lieu à une imposition différée (art. 91).<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>[29\)](#)</sup>

## DEUXIEME PARTIE : Impôts communaux

### TITRE PREMIER : Impôts communaux ordinaires

Principe

**Art. 105** <sup>1</sup> Les communes municipales, les communes mixtes et les sections de commune perçoivent les impôts communaux ordinaires, à savoir :

- a) l'impôt sur le revenu et sur la fortune;
- b) l'impôt sur le bénéfice et sur le capital;
- c) l'impôt sur les gains immobiliers.

<sup>1bis</sup> En lieu et place des impôts énumérés à l'alinéa 1, les communes prélèvent un impôt à la source auprès de certaines personnes physiques et morales selon les modalités fixées par la présente loi.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Sous réserve des dispositions qui suivent, les règles concernant les impôts cantonaux s'appliquent également aux impôts communaux ordinaires.



Quotité

**Art. 106** <sup>1</sup> La quotité des impôts communaux ordinaires est fixée annuellement par la commune lors du vote du budget.

<sup>2</sup> ... [96\)](#)

Règlement  
d'impôt

**Art. 107** Le règlement d'impôt de la commune attribue les tâches suivantes aux diverses instances communales :

- a) la tenue du rôle des contribuables;
- b) ... [71\)](#)
- c) l'encaissement;
- d) le préavis portant sur une demande de remise d'impôt;
- e) ... [55\)](#)
- f) ... [55\)](#).

Relations  
intercommunales  
a) Principe

**Art. 108** <sup>1</sup> Si le contribuable est lié à plusieurs communes jurassiennes en vertu de rattachements personnels et économiques, chaque commune concernée par un rattachement particulier a droit à la part d'impôt communal correspondante.

<sup>2</sup> Toute modification de l'assujettissement en raison d'un rattachement personnel ou économique est prise en considération à la fin de l'année fiscale. [27\)](#)

b) Plan de  
partage

**Art. 109** <sup>1</sup> Le Service des contributions établit un plan de partage des impôts communaux dus par le contribuable aux communes concernées.

<sup>2</sup> Le plan de partage est communiqué au contribuable et aux communes intéressées; il est sujet à réclamation et à recours selon les dispositions de la présente loi (art. 157 et suivants).

c) Dispositions  
d'exécution

**Art. 110** <sup>1</sup> Le Parlement édicte les dispositions d'exécution nécessaires par voie de décret.

<sup>2</sup> Le décret règle notamment :

- le mode de calcul des parts communales en fonction des différents types de rattachement;
- la procédure de revendication d'une part communale, l'élaboration du plan de partage ainsi que la réclamation et le recours contre ce plan.

d) Droit  
complémentaire

**Art. 111** Les règles régissant la double imposition intercantonale s'appliquent à titre complémentaire aux relations intercommunales.

## **TITRE DEUXIEME : Impôt communal spécial (taxe immobilière)**

Assujettissement

**Art. 112** Les communes et les sections de commune perçoivent, à titre d'impôt spécial, une taxe immobilière sur les immeubles et forces hydrauliques inscrits au registre des valeurs officielles.

Exceptions

**Art. 113** <sup>1</sup> Ne sont pas soumis à la taxe immobilière :

- a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements qui sont exonérés des impôts cantonaux et communaux en vertu du droit fédéral;
- b) les immeubles du Canton, des communes, des syndicats de communes, des Eglises reconnues et des paroisses qui sont directement affectés aux buts de ces collectivités;
- c) <sup>69)</sup> les immeubles des entreprises de transport et d'infrastructure titulaires d'une concession de la Confédération définies à l'article 69, alinéa 1, lettre k, présentant un lien avec l'activité soumise à concession.

<sup>2</sup> Pour le surplus, les règles générales concernant l'exonération des impôts directs cantonaux et communaux ne s'appliquent pas à la taxe immobilière.

Taux et calcul de  
la taxe

**Art. 114** <sup>1</sup> La taxe immobilière est calculée en pour mille de la valeur officielle inscrite au registre des valeurs officielles; aucune déduction n'est admise.

<sup>2</sup> Le taux de la taxe varie entre 0,5 ‰ et 1,8 ‰ de la valeur officielle. <sup>70)</sup>

<sup>3</sup> ... <sup>42)</sup>

<sup>4</sup> La commune arrête le taux de la taxe immobilière chaque année lors de l'établissement du budget.

Taxation et  
perception

**Art. 115** <sup>1</sup> La commune établit le rôle de perception de la taxe sur la base du registre des valeurs officielles. Elle notifie la taxation sur le bordereau de paiement.

<sup>2</sup> La notification est susceptible de réclamation et de recours. Les articles 157 et suivants s'appliquent par analogie. <sup>41)</sup>

<sup>3</sup> Les bordereaux de paiement qui n'ont pas fait l'objet d'une réclamation sont assimilables à des jugements exécutoires au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>[10\)](#)</sup>.

<sup>4</sup> ...<sup>[42\)](#)</sup>

## TITRE TROISIEME : Impôts communaux extraordinaires

Principe

**Art. 116** <sup>1</sup> Les communes et les sections de commune peuvent percevoir des impôts extraordinaires.

<sup>2</sup> Les impôts extraordinaires doivent se fonder sur un règlement.

<sup>3</sup> Ils ne sauraient frapper la matière soumise à redevances au profit de l'Etat sauf si la loi le prévoit expressément.

Règlement

**Art. 117** <sup>1</sup> Le règlement qui introduit un impôt communal extraordinaire doit en déterminer l'objet, le mode de calcul, la procédure de taxation, le mode de perception et les sanctions découlant d'une infraction.

<sup>2</sup> Les décisions liées à l'impôt communal extraordinaire sont soumises à opposition et à recours au juge administratif, conformément au Code de procédure administrative<sup>[11\)](#)</sup>.

## TROISIEME PARTIE : Imposition à la source

### TITRE PREMIER : Personnes physiques domiciliées ou en séjour dans le Canton

Personnes  
soumises à  
l'impôt à la  
source

**Art. 118** <sup>1</sup> Les travailleurs étrangers qui, sans être au bénéfice d'un permis d'établissement, sont, au regard du droit fiscal, domiciliés ou en séjour dans le Canton, sont assujettis à un impôt perçu à la source sur le revenu de leur activité dépendante. En sont exclus les revenus soumis à l'imposition selon l'article 37b.<sup>[51\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les époux qui vivent en ménage commun ne sont pas imposés à la source si l'un d'eux a la nationalité suisse ou est au bénéfice d'un permis d'établissement.<sup>[108\)](#)</sup>

Prestations  
imposables

**Art. 119** <sup>1</sup> L'impôt est calculé sur le revenu brut.

<sup>2</sup> Sont soumis à l'impôt à la source :

- a) les revenus provenant d'une activité lucrative dépendante au sens de l'article 118, alinéa 1, les revenus accessoires, tels que les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur, ainsi que les prestations en nature, exception faite des frais de formation et de formation continue à des fins professionnelles assumés par l'employeur au sens de l'article 15, alinéa 1bis;
- b) les revenus acquis en compensation; et
- c) les prestations au sens de l'article 18, alinéa 3, de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants<sup>56)</sup><sup>70)</sup><sup>108)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>109)</sup>

Barème

**Art. 120** <sup>1</sup> Le Service des contributions établit le barème des retenues d'après les taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, sous réserve des gains accessoires.<sup>70)</sup>

<sup>2</sup> Les retenues comprennent l'impôt fédéral, l'impôt cantonal, l'impôt communal et l'impôt ecclésiastique; l'alinéa 5 demeure réservé.

<sup>3</sup> Lorsque les époux vivant en ménage commun exercent tous deux une activité lucrative, les retenues sont calculées selon un barème particulier qui tient compte de cette double activité.

<sup>4</sup> Le barème tient compte des frais professionnels (art. 24) et des primes et cotisations d'assurances (art. 31, lettres a, c et d) sous forme de forfait, ainsi que des déductions pour double activité des conjoints (art. 32, al. 2) et pour charges de famille (art. 34, al. 1, lettres d, h et i).<sup>22)</sup><sup>70)</sup>

<sup>5</sup> Le Service des contributions doit restituer l'impôt ecclésiastique retenu si une personne soumise à l'impôt à la source en fait la demande en établissant qu'elle n'est pas membre d'une Eglise reconnue; l'article 188 est applicable.<sup>48)</sup>

Substitution à  
l'impôt  
ordinaire<sup>108)</sup>

**Art. 121** <sup>1</sup> L'impôt à la source se substitue aux impôts perçus selon la procédure ordinaire sur le revenu du travail.

<sup>2</sup> et <sup>3</sup> ...<sup>109)</sup>

Taxation  
ordinaire  
ultérieure  
obligatoire

**Art. 121a**<sup>110)</sup> <sup>1</sup> Les personnes imposées à la source en vertu de l'article 118, alinéa 1, sont soumises à une taxation ordinaire ultérieure :

- a) si leurs revenus bruts atteignent ou dépassent un certain montant fixé par le Département fédéral des finances durant une année fiscale; ou

b) si la fortune et les revenus dont elles disposent ne sont pas soumis à l'impôt à la source.

<sup>2</sup> Sont également soumis à la taxation ordinaire ultérieure les conjoints des personnes définies à l'alinéa 1 dans la mesure où les époux vivent en ménage commun.

<sup>3</sup> Les personnes qui disposent d'une fortune et de revenus visés à l'alinéa 1, lettre b, ont jusqu'au 31 mars de l'année suivant l'année fiscale concernée pour demander le formulaire de déclaration d'impôt à l'autorité compétente.

<sup>4</sup> La taxation ordinaire ultérieure s'applique jusqu'à la fin de l'assujettissement à la source. Le montant de l'impôt perçu à la source est imputé sans intérêts.

Taxation  
ordinaire  
ultérieure sur  
demande

**Art. 121b<sup>100</sup>** <sup>1</sup> Les personnes imposées à la source en vertu de l'article 118, alinéa 1, qui ne remplissent aucune des conditions fixées à l'article 121a peuvent, si elle en font la demande, être soumises à une taxation ultérieure selon la procédure ordinaire.

<sup>2</sup> La demande s'étend également au conjoint qui vit en ménage commun avec la personne qui a demandé une taxation ordinaire ultérieure.

<sup>3</sup> La demande doit avoir été déposée au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'année fiscale concernée. Les personnes qui quittent la Suisse doivent avoir demandé la taxation ordinaire ultérieure au moment du dépôt de la déclaration de départ.

<sup>4</sup> A défaut d'une taxation ordinaire ultérieure sur demande, l'impôt à la source se substitue aux impôts cantonal, communal et ecclésiastique sur le revenu de l'activité lucrative perçus selon la procédure ordinaire. Aucune déduction ultérieure supplémentaire n'est accordée.

<sup>5</sup> L'article 121a, alinéa 4, est applicable.

**TITRE DEUXIEME : Personnes physiques qui ne sont ni domiciliées ni en séjour en Suisse au regard du droit fiscal et personnes morales qui n'ont ni leur siège ni leur administration effective en Suisse<sup>108</sup>**

Personnes  
soumises à  
l'impôt à la  
source

**Art. 122** <sup>1</sup> Les personnes physiques énumérées ci-après qui ne sont ni domiciliées ni en séjour en Suisse au regard du droit fiscal et les personnes morales énumérées ci-après qui n'ont ni leur siège ni leur administration effective en Suisse sont soumises à l'impôt à la source<sup>108</sup> :

- a)<sup>70)</sup> les travailleurs qui exercent dans le Canton une activité lucrative dépendante pendant de courtes périodes, durant la semaine ou comme frontaliers, sur le revenu de leur activité;
- b)<sup>22)</sup> les artistes, sportifs et conférenciers, sur le revenu de leur activité personnelle dans le Canton, y compris les revenus et les indemnités qui ne sont pas versés à l'artiste, au sportif ou au conférencier lui-même, mais au tiers qui a organisé ses activités; l'organisateur du spectacle est solidairement responsable du paiement de l'impôt;
- c)<sup>70)</sup> les membres de l'administration ou de la direction de personnes morales ayant leur siège ou leur administration effective dans le Canton, sur les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes, participations de collaborateur et autres rémunérations qui leur sont versés;
- d)<sup>70)</sup> les membres de l'administration ou de la direction d'entreprises étrangères ayant un établissement stable dans le Canton, sur les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes, participations de collaborateur et autres rémunérations qui leur sont versés par l'intermédiaire de l'établissement stable;
- e) les personnes titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur des immeubles sis dans le Canton, sur les intérêts qui leur sont versés;
- f) les personnes qui, ensuite d'une activité pour le compte d'autrui régie par le droit public, reçoivent des pensions, des retraites ou d'autres prestations d'un employeur ou d'une caisse de prévoyance qui a son siège dans le Canton, sur ces prestations;
- f)<sup>bis</sup>)<sup>23)</sup> les bénéficiaires de revenus provenant d'institutions suisses de prévoyance professionnelle de droit privé ou procurés selon des formes reconnues de prévoyance individuelle liée, sur ces revenus;
- g) les personnes qui, travaillant dans le trafic international à bord d'un bateau, d'un aéronef ou d'un véhicule de transports routiers, reçoivent un salaire ou d'autres rémunérations d'un employeur ayant son siège ou un établissement stable dans le Canton, sur ces prestations;
- h) ...<sup>24)</sup>
- i)<sup>69)</sup> les personnes domiciliées à l'étranger au moment où elles perçoivent des avantages appréciables en argent provenant d'options de collaborateur non négociables (art. 15b, al. 3); ces avantages sont imposés proportionnellement conformément à l'article 15d;
- j)<sup>110)</sup> les bénéficiaires de prestations au sens de l'article 18, alinéa 3, de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants<sup>56)</sup>, sur ces prestations.

<sup>2</sup> En sont exclus les revenus soumis à l'imposition selon la procédure simplifiée de l'article 37b.<sup>108)</sup>

<sup>3</sup> Le régime fiscal applicable au travailleur frontalier se fonde sur les conventions en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune ainsi que sur les accords relatifs à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers.<sup>86)</sup>

Taxation  
ordinaire  
ultérieure sur  
demande

**Art. 122a<sup>110)</sup>** <sup>1</sup> Les personnes soumises à l'impôt à la source en vertu de l'article 122, alinéa 1, lettres a et g, peuvent demander, au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'année fiscale concernée, une taxation ordinaire pour chaque période fiscale dans un des cas suivants :

- a) une part prépondérante de leurs revenus mondiaux, y compris les revenus de leur conjoint, est imposable en Suisse;
- b) leur situation est comparable à celle d'un contribuable domicilié en Suisse;  
ou
- c) une taxation ordinaire ultérieure est nécessaire pour faire valoir leur droit à des déductions prévues par une convention contre les doubles impositions.

<sup>2</sup> Le montant perçu à la source est imputé sans intérêts.

Taxation  
ordinaire  
ultérieure d'office

**Art. 122b<sup>110)</sup>** En cas de situation problématique manifeste, notamment en ce qui concerne les déductions forfaitaires calculées dans le taux d'imposition à la source, les autorités cantonales compétentes peuvent demander d'office une taxation ordinaire ultérieure en faveur ou en défaveur du contribuable.

Prestations  
imposables

**Art. 123** <sup>1</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres a et g, l'impôt à la source est perçu selon les dispositions des articles 118 à 120.

<sup>2</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettre b, l'impôt à la source est perçu sur les recettes brutes, déduction faite des frais d'acquisition, au taux de :

- a) 9 % pour des recettes journalières jusqu'à 220 francs<sup>\*</sup>;
- b) 13,5 % pour des recettes journalières de 221 francs<sup>\*</sup> à 1 100 francs<sup>\*</sup>;
- c) 18 % pour des recettes journalières de 1 101 francs<sup>\*</sup> à 3 300 francs<sup>\*</sup>;
- d) 22,5 % pour des recettes journalières supérieures à 3 300 francs<sup>\*</sup>.<sup>22)52)70)</sup>

<sup>2bis</sup> Les frais d'acquisition s'élèvent à :

- a) à 50 % des revenus bruts pour les artistes;
- b) à 20 % des revenus bruts pour les sportifs et les conférenciers.<sup>110)</sup>

<sup>3</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres c à f<sup>bis</sup>, l'impôt est perçu sur les recettes brutes au taux de :

- a) 18 % pour les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes et autres rémunérations (art. 122, al. 1, lettres c et d);
- b) 13,5 % pour les intérêts de créances hypothécaires (art. 122, al. 1, lettre e);
- c) [32\)52\)](#) 9 % pour les pensions, retraites ou autres prestations (art. 122, al. 1, lettres f et f<sup>bis</sup>); pour les prestations en capital, l'impôt s'élève à :
  - 5,0 % pour les 53 100 premiers francs<sup>\*</sup>;
  - 6,0 % pour les 31 800 francs suivants<sup>\*</sup>;
  - 6,5 % pour les 31 800 francs suivants<sup>\*</sup>;
  - 7,0 % pour les 31 800 francs suivants<sup>\*</sup>;
  - 7,5 % au-delà. [22\)70\)](#)

<sup>4</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettre i, l'impôt à la source est perçu sur l'avantage appréciable en argent au taux de 20 %. [69\)](#)

<sup>5</sup> L'impôt n'est pas perçu lorsque les revenus bruts imposables définis aux alinéas 2 et 3 n'atteignent pas les montants fixés par le Gouvernement. [69\)](#)

Substitution à  
l'impôt ordinaire

**Art. 124** <sup>1</sup> L'impôt à la source se substitue à l'impôt cantonal, à l'impôt communal et à l'impôt ecclésiastique perçus selon la procédure ordinaire. [22\)](#)

<sup>2</sup> L'article 120, alinéa 5, est applicable.

<sup>3</sup> Aucune déduction ultérieure supplémentaire n'est accordée. Pour les couples mariés à deux revenus, il est possible de prévoir une correction du revenu déterminant pour le taux d'imposition du conjoint. [110\)](#)

## TITRE TROISIEME : Débiteur

Obligations du  
débiteur des  
prestations  
imposables

**Art. 125** <sup>1</sup> Le débiteur des prestations imposables a l'obligation :

- a) de retenir l'impôt à l'échéance des prestations en espèces et de prélever auprès du contribuable l'impôt dû sur les autres prestations, en particulier sur les revenus en nature et les pourboires;
- b) de remettre au contribuable un relevé ou une attestation indiquant le montant de l'impôt retenu;
- c) [22\)48\)](#) de verser périodiquement les impôts au Service des contributions, d'établir à l'intention de celui-ci les relevés correspondants et de lui permettre de consulter tous les documents utiles au contrôle de la perception;



d)<sup>69)</sup> de verser la part proportionnelle de l'impôt sur les options de collaborateur exercées à l'étranger; l'employeur doit la part proportionnelle de l'impôt même si l'avantage appréciable en argent est versé par une société du groupe à l'étranger.

<sup>2</sup> Le débiteur des prestations imposables est responsable du paiement de l'impôt à la source.

<sup>3</sup> Il doit également retenir l'impôt lorsque le contribuable est assujetti dans un autre canton.

<sup>4</sup> Le débiteur des prestations imposables reçoit une commission de perception fixée par le Gouvernement et comprise entre 1 % et 2 % du montant total de l'impôt à la source. Pour les prestations en capital, la commission de perception s'élève à 1 % du montant total de l'impôt à la source, mais au plus à 50 francs par prestation en capital en ce qui concerne l'impôt à la source de la Confédération, des cantons et des communes.<sup>22)108)</sup>

Taxation par le  
Service des  
contributions

**Art. 126** <sup>1</sup> Si le débiteur des prestations imposables ne perçoit pas, en tout ou en partie, l'impôt à la source, le Service des contributions décide du montant à payer.

<sup>2</sup> Le débiteur des prestations imposables, le contribuable et la commune intéressée peuvent former réclamation et recours contre une telle décision selon les dispositions de la présente loi (art. 157 et suivants).<sup>48)</sup>

#### **TITRE QUATRIEME : Compétence territoriale et relations intercantionales<sup>108)</sup>**

Compétence  
territoriale

**Art. 127<sup>22)108)</sup>** <sup>1</sup> Le débiteur de la prestation imposable calcule et prélève l'impôt à la source selon la présente loi dans les cas suivants :

- a) pour les travailleurs définis à l'article 118 lorsqu'ils sont domiciliés ou en séjour dans le canton au regard du droit fiscal à l'échéance de la prestation imposable; il en va de même pour les travailleurs au sens de l'article 122 lorsqu'ils sont résidents à la semaine;
- b) pour les personnes définies à l'article 122, alinéa 1, lettres a et c à i, lorsque le débiteur de la prestation imposable est domicilié ou séjourne dans le canton au regard du droit fiscal ou y dispose de son siège ou de son administration à l'échéance de la prestation imposable; lorsque la prestation imposable est versée par un établissement stable situé dans un autre canton ou par un établissement stable appartenant à une entreprise dont le siège ou l'administration effective ne se situe pas en Suisse, le calcul et le prélèvement sont régis par le droit du canton dans lequel l'établissement stable se situe;

- c) pour les personnes définies à l'article 122, alinéa 1, lettre b, lorsqu'elles exercent leur activité dans le canton.

<sup>2</sup> Est compétent pour la taxation ordinaire ultérieure :

- a) pour les travailleurs au sens de l'alinéa 1, lettre a : le canton dans lequel le contribuable était domicilié ou en séjour au regard du droit fiscal à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement;
- b) pour les personnes au sens de l'alinéa 1, lettre b : le canton dans lequel le contribuable exerçait son activité à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement;
- c) pour les travailleurs résidant à la semaine : le canton dans lequel le contribuable séjournait à la semaine à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement.

Relations  
intercantonales

<sup>3</sup> En cas de taxation ordinaire ultérieure, le canton compétent a droit aux montants d'impôt à la source retenus par d'autres cantons au cours de l'année civile. Si l'impôt perçu est trop élevé, la différence est remboursée au travailleur; s'il est insuffisant, la différence est réclamée a posteriori.

Dispositions  
d'exécution

**Art. 128** Le Gouvernement édicte, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution.

## **QUATRIEME PARTIE : Taxation et perception**

### **TITRE PREMIER : Procédure de taxation**

#### **CHAPITRE PREMIER : Autorités**

Autorités

**Art. 129** <sup>1</sup> Le Service des contributions et ses sections appliquent la présente loi en collaboration avec les communes.

<sup>2</sup> Ils pourvoient à une taxation uniforme et correcte.

<sup>3</sup> Ils règlent la tenue du registre des valeurs officielles des immeubles et des forces hydrauliques, ainsi que des registres d'impôts.

<sup>4</sup> Ils sont soumis à la surveillance du Département des Finances et à la haute surveillance du Gouvernement.

<sup>5</sup> Le Département des Finances peut allouer aux communes une bonification appropriée pour leur collaboration.

Devoirs des  
autorités  
a) En général

**Art. 130** <sup>1</sup> Les autorités fiscales procèdent selon les règles générales qui régissent l'activité administrative (art. 20 à 29 et 39 à 43 du Code de procédure administrative).

<sup>2</sup> Elles agissent en particulier selon les principes de la légalité, de l'égalité, de la bonne foi et de la diligence.

b) Secret

**Art. 131** <sup>1</sup> Les membres des autorités fiscales sont tenus de garder le secret sur les faits parvenus à leur connaissance dans l'exercice de leur fonction.

<sup>2</sup> Ils ne fournissent des renseignements à d'autres autorités que lorsqu'une disposition légale exprime le leur enjoint ou en présence d'un intérêt public prépondérant.

<sup>3</sup> L'obligation du secret peut être levée par le contribuable.

Organisation,  
procédure

**Art. 132** Un décret du Parlement réglemente l'organisation des autorités chargées de la taxation et la procédure.

## CHAPITRE II : Droits et obligations du contribuable

### SECTION 1 : Droits du contribuable

Droit d'allégation

**Art. 133** <sup>1</sup> La taxation est arrêtée sur la base d'une déclaration d'impôt déposée par le contribuable.

<sup>2</sup> Le contribuable a le droit de fournir tous les éléments qu'il juge utiles pour la détermination de sa taxation.

<sup>3</sup> Il peut offrir des moyens de preuve et requérir des actes d'instruction.

<sup>4</sup> L'autorité est tenue d'examiner les faits allégués par le contribuable ainsi que les preuves offertes, et d'administrer les preuves requises, dans la mesure où ces moyens ne paraissent pas d'emblée dénués de pertinence.

Droit d'être  
entendu

**Art. 134** <sup>1</sup> Le contribuable jouit du droit d'être entendu. Toutefois, l'autorité n'est pas tenue de l'entendre avant la notification de la décision de taxation.

<sup>2</sup> Lorsqu'il apparaît que la décision de taxation différera dans une mesure importante de la déclaration déposée par le contribuable, l'autorité a la faculté de l'entendre avant la notification de la décision.

<sup>3</sup> L'autorité invite le contribuable à faire valoir son point de vue verbalement ou par écrit.

Droit de  
consulter le  
dossier

**Art. 135** <sup>1</sup> Le contribuable a le droit de consulter son dossier. Les époux qui doivent être taxés conjointement ont un droit de consultation réciproque.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La consultation des pièces autres que celles que le contribuable a déposées peut être refusée aussi longtemps que les faits ne sont pas établis, ou lorsque des intérêts publics ou privés importants l'exigent.

<sup>3</sup> Une pièce dont la consultation lui a été refusée ne peut être utilisée au détriment du contribuable que si l'autorité lui en a communiqué, oralement ou par écrit, le contenu essentiel en lui donnant la possibilité de s'exprimer à ce sujet.

Représentation

**Art. 136**<sup>[27\)](#)</sup> <sup>1</sup> Dans la mesure où la collaboration personnelle du contribuable n'est pas nécessaire, celui-ci a le droit de se faire représenter par un mandataire, qui établit ses pouvoirs par le dépôt d'une procuration.

<sup>2</sup> Lorsque les époux vivant en ménage commun n'ont pas mandaté de représentant commun ou n'ont pas désigné conjointement une personne autorisée à recevoir le courrier, toute notification doit être adressée aux deux époux conjointement.

<sup>3</sup> ...<sup>[71\)](#)</sup>

Notification

**Art. 136a**<sup>[69\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les décisions sont notifiées au contribuable par écrit et indiquent les voies de droit.

<sup>2</sup> Le contribuable ayant son domicile ou son siège à l'étranger est tenu de désigner un représentant ou une adresse de notification en Suisse.

<sup>3</sup> Lorsque le contribuable n'a pas de domicile ou de siège connu ou qu'il se trouve à l'étranger, sans avoir de représentant ou d'adresse de notification en Suisse, les décisions lui sont notifiées valablement par publication au Journal officiel.

Renvoi au Code  
de procédure  
administrative

**Art. 137** Pour le surplus, le Code de procédure administrative<sup>11)</sup> est applicable par analogie.

## SECTION 2 : Obligations du contribuable

Collaboration

**Art. 138** <sup>1</sup> Le contribuable est tenu de remettre à l'autorité une déclaration exacte et complète et d'y joindre toutes les pièces qui justifient ses indications ou qu'il doit fournir.

<sup>2</sup> Il communique à l'autorité, sur demande, tous les renseignements nécessaires à une taxation exacte.

<sup>3</sup> Il lui soumet ses livres d'affaires et tous autres documents déterminants.

<sup>4</sup> Les personnes physiques dont le revenu provient d'une activité lucrative indépendante et les personnes morales doivent joindre à leur déclaration :

- a) les comptes annuels signés (bilan, compte de résultat) concernant la période fiscale; ou
- b) en cas de tenue d'une comptabilité simplifiée en vertu de l'article 957, alinéa 2, du Code des obligations<sup>2)</sup> : un relevé des recettes et des dépenses, de l'état de la fortune (un détail des actifs, notamment l'état des stocks et des débiteurs, et des passifs) ainsi que des prélèvements et apports privés concernant la période fiscale.<sup>83)</sup>

<sup>4bis</sup> Le mode de tenue et de conservation des documents visés à l'alinéa 4 est régi par les articles 957 à 958f du Code des obligations<sup>2)</sup>.<sup>28)83)</sup>

<sup>5</sup> Le contribuable informe l'autorité des faits susceptibles de modifier la base d'évaluation ou l'assujettissement.

Défaillance et  
insoumission

**Art. 139** <sup>1</sup> Le contribuable qui, de manière fautive, ne donne pas suite aux réquisitions de l'autorité est réputé renoncer à être entendu.

<sup>2</sup> Il répond des frais qui en résultent.

<sup>3</sup> Les prescriptions relatives aux infractions demeurent réservées.

Taxation d'office

**Art. 140** <sup>1</sup> Le contribuable est taxé d'office si, malgré sommation, il n'a pas satisfait à ses obligations de procédure ou si ses éléments imposables ne peuvent être déterminés avec toute la précision voulue faute de données suffisantes.

<sup>2</sup> Dans ce cas, l'autorité procède par appréciation en se fondant sur des coefficients expérimentaux, sur l'évolution de fortune ou sur la dépense du contribuable.

### CHAPITRE III : Dispositions générales de procédure

Instruction

**Art. 141** <sup>1</sup> L'autorité de taxation prend d'office les mesures nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

<sup>2</sup> Elle peut ordonner des auditions, procéder à des expertises comptables et exiger la production de tous documents utiles.

Auditions et expertises

**Art. 142** <sup>1</sup> Le résultat de toute audition est consigné par écrit. Le contribuable en atteste la véracité par sa signature.

<sup>2</sup> Le rapport consécutif à une expertise est en principe soumis au contribuable et approuvé ou contesté par lui séance tenante. S'il est établi ultérieurement, il est notifié à l'intéressé qui peut se prononcer à son sujet dans le délai imparti par l'autorité.

<sup>3</sup> Si l'expertise révèle que la déclaration du contribuable était notablement inférieure à la réalité, celui-ci en supporte les frais.

Obligation de renseigner  
a) Collaboration entre les autorités

**Art. 143** <sup>1</sup> Les autorités fiscales se communiquent gratuitement toutes les informations utiles et s'autorisent réciproquement à consulter leurs dossiers.

<sup>1bis</sup> Lorsqu'il ressort de la déclaration d'impôt d'un contribuable ayant son domicile ou son siège dans le Canton qu'il est aussi assujéti à l'impôt dans un autre canton, l'autorité de taxation porte le contenu de sa déclaration et sa taxation à la connaissance des autorités fiscales de l'autre canton.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les autorités de la Confédération, des cantons, des districts et des communes transmettent, sur demande, aux autorités chargées de l'exécution de la présente loi, tout renseignement qui peut être important pour son application. Les autorités de l'Etat, des districts et des communes signalent spontanément à celles-ci les cas qui pourraient avoir fait l'objet d'une imposition incomplète.<sup>[27\)](#)[41\)](#)</sup>

<sup>3</sup> En particulier, le conservateur du Registre foncier annonce au Service des contributions dans les 8 jours tout fait parvenu à sa connaissance qui peut donner lieu à un gain immobilier.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Les organes des collectivités et des établissements auxquels ont été déléguées des tâches incombant à une administration publique sont assimilés, en ce qui concerne le devoir de collaborer, aux autorités mentionnées au deuxième alinéa.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>5</sup> Les organes de La Poste Suisse et des établissements publics de crédit sont libérés de l'obligation de donner des renseignements et des informations concernant les faits sur lesquels ils doivent garder le secret en vertu de dispositions légales spéciales.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>6</sup> Les autorités visées aux alinéas 1 et 2 sont habilitées à utiliser systématiquement le numéro d'assuré AVS pour l'accomplissement de leurs tâches légales, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants<sup>[56\)](#), [54\)](#)</sup>

Traitement des données

**Art. 143a**<sup>[43\)](#)</sup> <sup>1</sup> L'Administration fédérale des contributions et les autorités citées à l'article 143, alinéa 1, échangent les données qui peuvent être utiles à l'accomplissement de leurs tâches. Les autorités citées à l'article 143, alinéa 2, communiquent aux autorités chargées de l'exécution de la présente loi les données qui peuvent être importantes pour son exécution.

<sup>2</sup> Les données sont communiquées dans des cas d'espèce ou sous forme de listes ou encore sur des supports de données électroniques. Elles peuvent également être rendues accessibles au moyen d'une procédure d'appel. Cette assistance administrative est gratuite.

<sup>3</sup> Est obligatoire la communication de toutes les données qui peuvent servir à la taxation et à la perception des impôts, notamment :

- a) l'identité;
- b) l'état civil, le lieu de domicile ou de séjour, l'autorisation de séjour et l'activité lucrative;
- c) les opérations juridiques;
- d) les prestations des collectivités publiques.

b) Attestations de tiers

**Art. 144** <sup>1</sup> Sont tenus de remettre des attestations écrites au contribuable :

- a)<sup>[27\)](#)</sup> les créanciers et les débiteurs, sur l'existence, le montant et les intérêts des dettes et des créances, ainsi que sur les sûretés dont elles sont assorties;
- b)<sup>[52\)](#)</sup> les assureurs, sur la valeur fiscale des assurances-vie et sur les prestations versées ou dues en vertu d'un contrat d'assurance;
- c)<sup>[27\)](#)</sup> les institutions de prévoyance, sur les montants, les primes et les cotisations reçus;

- d) les personnes qui ont ou ont eu des relations contractuelles avec le contribuable, sur les prétentions et prestations réciproques qui en découlent;
- e)<sup>28)</sup> les fiduciaires, gérants de fortune, créanciers gagistes, mandataires et autres personnes qui ont ou avaient la possession ou l'administration de la fortune du contribuable, sur cette fortune et les revenus de celle-ci.

<sup>2</sup> Les autorités fiscales peuvent exiger ces attestations directement du tiers lorsque, malgré sommation, le contribuable ne les produit pas. En cas d'insoumission, l'article 139 s'applique par analogie.<sup>27)</sup>

<sup>3</sup> Le secret professionnel légalement protégé demeure réservé.

c) Informations de tiers

**Art. 145** <sup>1</sup> Pour chaque période fiscale, une attestation est remise aux autorités fiscales par :

- a)<sup>70)</sup> l'employeur, sur ses prestations au travailleur, sur les montants versés par les caisses de retraite, de chômage, de compensation et d'autres institutions semblables, ainsi que sur l'attribution et l'exercice de participations de collaborateur (art. 15a) et sur les avantages appréciables en argent en dérivant (art. 15b et 15c);
- b) les personnes morales, sur les prestations versées aux membres de l'administration ou d'autres organes;
- c) les fondations, en outre, sur les prestations fournies à leurs bénéficiaires;
- d)<sup>27)</sup> les sociétés simples et les sociétés de personnes, sur tous les éléments qui revêtent de l'importance pour la taxation de leurs associés, notamment sur la part de ceux-ci au revenu et à la fortune de la société; un double de l'attestation est adressé au contribuable;
- e)<sup>52)</sup> les placements collectifs de capitaux, sur les éléments déterminants pour l'imposition des immeubles détenus en propriété directe et leur rendement;
- f)<sup>28)</sup> les institutions de prévoyance, sur les prestations servies au titre de la prévoyance professionnelle et de la prévoyance individuelle liée.

<sup>2</sup> Les associés, les copropriétaires et les propriétaires communs renseignent l'autorité sur leurs rapports de droit avec le contribuable, notamment sur sa part, ses droits et ses revenus.

Parties

**Art. 146** <sup>1</sup> Sont parties à la procédure de taxation le Service des contributions, agissant le cas échéant par ses sections, la commune et le contribuable.



<sup>2</sup> La commune collabore à la taxation; elle jouit des droits de réclamation et de recours. Elle n'est cependant pas partie à la procédure si la réclamation ou le recours émane d'une autre partie.

Subrogation

**Art. 147** <sup>1</sup> Les héritiers du contribuable, son tuteur, son curateur, dans la mesure où cela entre dans le cadre de sa mission, ou le liquidateur lui sont subrogés dans une procédure de taxation en cours. [68\)](#)

<sup>2</sup> Les hoirs désignent un représentant commun dans un délai convenable; à défaut, celui-ci est nommé par le Service des contributions.

Situation des  
époux

**Art. 148** <sup>1</sup> Les époux qui vivent en ménage commun sont tous deux titulaires des droits et obligations que la loi confère au contribuable. Ils agissent conjointement et signent tous les deux les actes de procédure destinés à l'autorité.

<sup>2</sup> La déclaration d'impôt doit porter les deux signatures. Lorsqu'elle n'est signée que par l'un des conjoints, un délai est accordé à l'époux qui n'a pas signé. Si le délai expire sans avoir été utilisé, la représentation contractuelle entre époux est supposée établie. [27\)](#)

<sup>3</sup> Pour que les recours et autres écrits soient réputés introduits en temps utile, il suffit que l'un des époux ait agi dans les délais. [28\)](#)

Délais

**Art. 149** Pour les délais et leur restitution font règle, par analogie, les dispositions du Code des obligations (art. 76 et suivants) et du Code de procédure administrative (art. 44 à 48).

Sommes  
arrondies

**Art. 150** <sup>1</sup> Les taxations relatives aux impôts sur le revenu, sur le bénéfice et sur les gains immobiliers sont arrondies à la centaine de francs inférieure.

<sup>2</sup> Les taxations relatives aux impôts sur la fortune et le capital propre sont arrondies au millier de francs inférieur.

Prescription du  
droit de taxer

**Art. 151** [27\)](#) <sup>1</sup> Le droit de procéder à la taxation se prescrit par cinq ans à compter de la fin de l'année fiscale.

<sup>2</sup> La prescription ne court pas ou est suspendue :

a) pendant les procédures de réclamation, de recours ou de révision;

- b) aussi longtemps que la créance d'impôt est garantie par des sûretés ou que le recouvrement est ajourné;
- c) aussi longtemps que le contribuable ou une personne solidairement responsable avec lui du paiement de l'impôt n'a pas de domicile en Suisse ou n'y est pas en séjour.

<sup>3</sup> Un nouveau délai de prescription commence à courir :

- a) lorsque l'autorité prend une mesure tendant à fixer ou faire valoir la créance d'impôt et en informe le contribuable ou une personne solidairement responsable avec lui du paiement de l'impôt;
- b) lorsque le contribuable ou une personne solidairement responsable avec lui reconnaît expressément la dette d'impôt;
- c) lorsqu'une poursuite pénale est introduite à la suite de soustraction d'impôt consommée ou de délit fiscal.

<sup>4</sup> La prescription du droit de procéder à la taxation est acquise dans tous les cas 15 ans après la fin de l'année fiscale.

Conservation  
des documents  
sous forme  
électronique

**Art. 151a<sup>69)</sup>** Le Service des contributions peut procéder à l'enregistrement électronique des déclarations d'impôt ainsi que des annexes et autres documents réunis sur un support papier.

Elimination des  
documents sous  
forme papier

**Art. 151b<sup>69)</sup>** Après enregistrement électronique par le Service des contributions, les déclarations d'impôt ainsi que les annexes et autres documents réunis sur un support papier pourront être éliminés.

## CHAPITRE IV : Déroulement de la procédure

Lieu de taxation

**Art. 152** <sup>1</sup> Le lieu de taxation est déterminé par le rattachement personnel ou, à défaut, par le rattachement économique du contribuable.

<sup>2</sup> S'il existe plusieurs rattachements économiques, le lieu de taxation est déterminé par l'endroit où se trouvent les valeurs imposables les plus élevées à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement. <sup>41)</sup>

<sup>3</sup> En cas d'incertitude ou de conflit entre communes (jurassiennes ou hors canton), le Service des contributions fixe le lieu de la taxation et procède à l'instruction du dossier. <sup>52)83)</sup>

Remise de la  
déclaration  
d'impôt

**Art. 153** <sup>1</sup> Pour les impôts périodiques, la commune et le Service des contributions remettent les déclarations d'impôt à tous les contribuables jusqu'à la fin du mois de janvier qui suit l'année fiscale. <sup>27)</sup>

<sup>2</sup> Les déclarations d'impôt sont établies sur la base du rôle des contribuables tenu par la commune, conformément au décret qui règle la procédure de taxation et aux directives du Service des contributions.

<sup>3</sup> Après l'envoi des déclarations d'impôt, le Service des contributions invite par avis public les contribuables à les remplir et à les déposer dans le délai légal.

<sup>4</sup> Lorsque l'assujettissement naît au cours de la période fiscale, ainsi que pour l'impôt sur les gains immobiliers, la déclaration d'impôt est remise au contribuable dès que l'autorité a connaissance de l'événement qui déclenche l'imposition.

<sup>5</sup> Le contribuable n'est pas libéré de ses obligations fiscales par le fait de n'avoir reçu aucune déclaration d'impôt. Il est en particulier tenu d'annoncer spontanément ses gains immobiliers.

Dépôt de la  
déclaration  
d'impôt

**Art. 154** <sup>1</sup> Le contribuable dépose sa déclaration d'impôt sur un support papier ou par voie électronique, jusqu'à la fin du mois de février qui suit l'année fiscale ou 30 jours après sa réception. [27\)70\)](#)

<sup>2</sup> Lorsque le contribuable ne remet pas sa déclaration dans le délai légal, ou lorsqu'elle s'avère incomplète, l'autorité lui fixe un délai de 10 jours pour se conformer à ses obligations.

<sup>3</sup> Sur demande, le Service des contributions peut prolonger le délai de remise de la déclaration. [70\)](#)

<sup>4</sup> Dans tous les cas, la déclaration complète doit être déposée jusqu'à la fin du mois d'octobre de l'année qui suit l'année fiscale ou six mois après réception, faute de quoi la taxation est arrêtée d'office. [27\)](#)

<sup>5</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution nécessaires. [69\)](#)

Transmission

**Art. 155** [70\)](#) La commune transmet à bref délai les déclarations d'impôt reçues ainsi que les annexes et les autres documents nécessaires au Service des contributions.

Décision de  
taxation

**Art. 156** <sup>1</sup> Le Service des contributions contrôle la déclaration d'impôt et procède aux investigations nécessaires.

<sup>2</sup> Si les données fournies demeurent insuffisantes, le Service des contributions procède à la taxation d'office (art. 140).

<sup>3</sup> Il communique la décision de taxation au contribuable en lui indiquant les modifications apportées à sa déclaration ainsi que les voies de droit.

<sup>4</sup> La commune obtient l'état des décisions communiquées à ses contribuables.

#### Obligations de procédure

**Art. 156a<sup>23)</sup>** Le contribuable et le débiteur des prestations imposables doivent, sur demande des autorités fiscales, donner tous renseignements oraux ou écrits au sujet des éléments déterminants pour la perception de l'impôt à la source. Les articles 141 à 145 s'appliquent par analogie.

#### Décisions

**Art. 156b<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque le contribuable, le débiteur de la prestation imposable ou la commune contestent la retenue d'impôt, ils peuvent exiger que le Service des contributions rende une décision relative à l'existence et à l'étendue de l'assujettissement jusqu'à la fin du mois de mars de l'année qui suit l'échéance de la prestation.

<sup>1bis</sup> Le contribuable peut, au surplus, jusqu'au 31 mars de l'année fiscale qui suit l'échéance de la prestation, exiger que le Service des contributions rende une décision relative à l'existence et l'étendue de l'assujettissement :

- a) s'il conteste l'impôt à la source indiqué sur l'attestation mentionnée à l'article 125, alinéa 1, lettre b; ou
- b) si l'employeur ne lui a pas remis l'attestation mentionnée à l'article 125, alinéa 1, lettre b.<sup>110)</sup>

<sup>2</sup> Le débiteur de la prestation imposable est tenu de retenir l'impôt jusqu'à l'entrée en force de la décision.

<sup>3</sup> L'impôt retenu dû par le débiteur de la prestation imposable, après sommation, lui est notifié par décision du Service des contributions.<sup>69)</sup>

#### Paiement complémentaire et restitution d'impôt

**Art. 156c<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque le débiteur de la prestation imposable a opéré une retenue insuffisante ou n'en a effectué aucune, le Service des contributions l'oblige à s'acquitter de l'impôt qui n'a pas été retenu. Le droit du débiteur de se retourner contre le contribuable est réservé.

<sup>1bis</sup> Lorsque le Service des contributions n'est pas en mesure de recouvrer ultérieurement cet impôt auprès du débiteur de la prestation imposable, il peut obliger le contribuable à acquitter l'impôt à la source dû. <sup>110)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque le débiteur de la prestation imposable a opéré une retenue d'impôt trop élevée, il doit restituer la différence au contribuable.

<sup>3</sup> Si le contribuable ne travaille plus au service du débiteur de la prestation imposable qui a opéré une retenue d'impôt trop élevée, le Service des contributions restitue la différence au contribuable. L'article 188, alinéas 3 et 4, demeure réservé.<sup>[54\)](#)</sup>

Voies de droit

**Art. 156d**<sup>[23\)](#)</sup> Les décisions rendues en matière d'impôt à la source sont assimilées à des décisions de taxation. Comme telles, elles peuvent être contestées par le contribuable, le débiteur de la prestation imposable ou la commune par voie de réclamation (art. 157 à 159), de recours à la Commission cantonale des recours (art. 160 à 164) ou de recours au Tribunal cantonal (art. 165 à 168).

## TITRE DEUXIEME : Voies de droit

### CHAPITRE PREMIER : Réclamation

Introduction de la réclamation

**Art 157** <sup>1</sup> Le contribuable et la commune intéressée peuvent adresser au Service des contributions une réclamation écrite contre toute décision portant sur une matière réglée aux parties première, deuxième, troisième et quatrième, titre premier, sous réserve des décisions rendues dans les domaines mentionnés à l'article 168b. La réclamation doit être déposée dans les 30 jours qui suivent la notification de la décision.<sup>[52\)70\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La réclamation déposée contre une décision de taxation déjà motivée peut être considérée comme un recours et transmise à la Commission cantonale des recours si le contribuable et les autres ayants droit y consentent.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le contribuable qui a été taxé d'office peut déposer une réclamation contre cette taxation uniquement pour le motif qu'elle est manifestement inexacte. La réclamation doit être motivée et indiquer, le cas échéant, les moyens de preuve.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Le Service des contributions transmet au contribuable la réclamation de la commune intéressée et lui fixe un délai de 30 jours pour formuler ses observations.

Nouvelle décision

**Art. 158** <sup>1</sup> Le Service des contributions vérifie tous les éléments de l'impôt et peut, après avoir entendu le contribuable, modifier la taxation au désavantage de ce dernier.

<sup>2</sup> La réclamation peut être retirée tant que le Service des contributions n'a pas statué. Toutefois, celui-ci ne donne pas suite à un retrait s'il admet que la décision attaquée est mal fondée.

<sup>3</sup> Les principes qui régissent la procédure de taxation sont applicables.

<sup>4</sup> La nouvelle décision du Service des contributions contient les motifs et les voies de recours.

<sup>5</sup> Elle est notifiée au contribuable et communiquée à la commune.

Frais

**Art. 159** <sup>1</sup> La procédure de réclamation est en principe gratuite.

<sup>2</sup> Toutefois, les frais d'expertise sont mis à la charge du contribuable dont la réclamation est rejetée. En cas d'admission partielle de la réclamation, l'autorité statue par appréciation.

<sup>3</sup> Lorsque la taxation est arrêtée d'office (art. 140), un émolument peut être exigé du contribuable conformément à la législation sur les émoluments.<sup>[65\)](#)</sup>

Renvoi

**Art. 159b**<sup>[57\)](#)</sup> Au surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>[11\)](#)</sup>.

## CHAPITRE II : Recours à la Commission cantonale des recours

Commission  
cantonale des  
recours

**Art. 160** <sup>1</sup> Le contribuable et la commune peuvent recourir contre la décision sur réclamation auprès de la Commission cantonale des recours.

<sup>2</sup> L'organisation et le fonctionnement de la Commission cantonale des recours de même que la procédure sont réglés par un décret du Parlement.

Délai, forme,  
motifs

**Art. 161** <sup>1</sup> Le délai de recours est de 30 jours à partir de la notification ou communication de la décision.

<sup>2</sup> Le mémoire de recours doit contenir les conclusions et les motifs; les moyens de preuve y sont joints.

<sup>3</sup> Toute erreur dans la décision attaquée et tout vice de procédure constituent des motifs de recours.

Déroulement de  
la procédure

**Art. 162** <sup>1</sup> La Commission cantonale des recours invite le Service des contributions à se déterminer et à produire le dossier officiel.

<sup>2</sup> Elle établit les faits d'office et prend les mesures d'instruction nécessaires.

<sup>3</sup> Tous les moyens de preuve prévus dans le Code de procédure administrative sont licites, à l'exception de l'affirmation supplétoire.

<sup>4</sup> Pour le surplus, la Commission cantonale des recours a les mêmes compétences que le Service des contributions dans la procédure de taxation et de réclamation.

Décision

**Art. 163** <sup>1</sup> La Commission cantonale des recours peut se diviser en trois chambres au plus pour la préparation des décisions.

<sup>2</sup> Elle arrête les décisions en séance plénière, sous réserve des compétences de son président qui vide comme juge unique les recours devenus sans objet, portant sur un impôt ou une amende n'excédant pas 300 francs, ou dirigés contre des décisions en matière de frais.

<sup>3</sup> Si la Commission cantonale des recours envisage de modifier la décision sur réclamation au détriment du recourant, elle l'en informe et lui donne l'occasion de s'exprimer.

<sup>4</sup> Les décisions contiennent un résumé des faits, les considérants en droit et le dispositif; elles sont communiquées au contribuable, au Service des contributions et à la commune.

Frais et dépens

**Art. 164** <sup>1</sup> La Commission cantonale des recours perçoit des émoluments conformément au décret.

<sup>2</sup> Les frais sont mis à la charge des parties selon les règles générales de la procédure administrative.

<sup>3</sup> La Commission cantonale des recours n'alloue de dépens que si la nature particulière de l'affaire le justifie.

## CHAPITRE III : Recours au Tribunal cantonal et au Tribunal fédéral<sup>[27\)](#)</sup>

### SECTION 1 : Recours au Tribunal cantonal<sup>[28\)](#)</sup>

Droit de recours,  
qualité de partie

**Art. 165** Le contribuable, le Service des contributions et la commune peuvent recourir contre la décision de la Commission cantonale des recours auprès de la Cour administrative; à l'exception de la commune, ils jouissent de la qualité de partie même si le recours n'émane pas d'eux-mêmes.

Délai, forme,  
motifs

**Art. 166** <sup>1</sup> Le délai de recours est de 30 jours à partir de la communication de la décision.

<sup>2</sup> Le mémoire de recours doit contenir les conclusions et les motifs et indiquer les moyens de preuve.

<sup>3</sup> Les motifs suivants peuvent être invoqués :

- a) la violation du droit, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation;
- b) la constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents.

Compétence,  
pouvoir de  
décision

**Art. 167** <sup>1</sup> Le président de la Cour administrative vide comme juge unique les recours devenus sans objet, portant sur un impôt ou une amende n'excédant pas 1 000 francs<sup>[27\)](#)</sup> ou dirigés contre des décisions en matière de frais.

<sup>2</sup> Les autres décisions sur recours sont prises par la Cour administrative.

<sup>3</sup> La Cour administrative n'est pas liée par les conclusions des parties. Après avoir entendu le contribuable, elle peut également modifier la taxation au désavantage de ce dernier.<sup>[27\)](#)</sup>

Procédure

**Art. 168** Pour la procédure font règle en outre les prescriptions du Code de procédure administrative.

### SECTION 2 : Recours au Tribunal fédéral<sup>[28\)](#)</sup>

Droit de recours,  
qualité de partie

**Art. 168a**<sup>[28\)](#)</sup> <sup>1</sup> L'arrêt de la Cour administrative peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral en application de l'article 73, alinéa 1, de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes<sup>[3\)](#)</sup>. Le contribuable, le Service des contributions et l'Administration fédérale des contributions ont qualité pour recourir.<sup>[52\)](#)</sup>



<sup>2</sup> En matière d'impôt à la source, la qualité pour recourir appartient également au débiteur de la créance fiscale.

## CHAPITRE IIIbis : Recours au Gouvernement<sup>58)</sup>

Décisions  
revêtant un  
caractère  
politique  
prépondérant

**Art. 168b<sup>57)</sup>** <sup>1</sup> En principe, revêtent un caractère politique prépondérant au sens de l'article 162 du Code de procédure administrative<sup>11)</sup> notamment les décisions rendues :

- a) en matière d'allègement fiscal (art. 4);
- b) en matière de privilège fiscal (art. 5);
- c) dans le cas de déductions dépassant le 10 % du revenu net au sens de l'article 32, alinéa 1, lettre d;
- d) ...<sup>71)</sup>;
- e) dans le cas de déductions dépassant le 10 % du bénéfice net au sens de l'article 71, alinéa 1, lettre c.

<sup>2</sup> Cas échéant, le recours devant le juge administratif et la Cour administrative n'est pas recevable et le recours devant le Gouvernement est seul ouvert si celui-ci n'a pas rendu la décision.

## CHAPITRE IV : Révision

Motifs de  
révision

**Art. 169** <sup>1</sup> Une décision entrée en force peut être révisée en faveur du contribuable, à sa demande ou d'office :

- a) lorsque des faits importants ou des preuves concluantes sont découverts;
- b) lorsque l'autorité qui a statué n'a pas tenu compte de faits importants ou de preuves concluantes qu'elle connaissait ou devait connaître ou qu'elle a violé de quelque autre manière l'une des règles essentielles de la procédure;
- c) lorsqu'un crime ou un délit a influencé la décision.

<sup>2</sup> La révision est exclue lorsque le requérant, en usant de l'attention raisonnablement exigible, aurait pu faire valoir le motif de révision invoqué au cours de la procédure ordinaire déjà.

Délai

**Art. 170** La demande de révision doit être déposée dans les 90 jours qui suivent la découverte du motif, mais au plus tard dans les dix ans qui suivent la notification de la décision.

Procédure de  
révision

**Art. 171** <sup>1</sup> La révision d'une décision est de la compétence de l'autorité qui a rendu cette décision.

<sup>2</sup> S'il existe un motif de révision, l'autorité annule la décision antérieure et statue à nouveau.

<sup>3</sup> Le rejet de la demande de révision et la nouvelle décision peuvent être attaqués par les mêmes voies de droit que la décision antérieure.

<sup>4</sup> Pour le surplus, les dispositions relatives à la procédure suivie lors de la décision antérieure sont applicables.

## CHAPITRE V : Erreurs de calcul et de transcription

Rectification des  
décisions

**Art. 172** <sup>1</sup> Les erreurs de calcul et de transcription figurant dans une décision entrée en force peuvent être corrigées par l'autorité qui les a commises, sur demande ou d'office, dans les cinq ans qui suivent la notification.

<sup>2</sup> La correction de l'erreur ou le refus d'y procéder peuvent être attaqués par les mêmes voies de droit que la décision.

## CHAPITRE VI : Rappel d'impôt

Rappel d'impôt  
ordinaire<sup>60)</sup>

**Art. 173** <sup>1</sup> Lorsque des faits ou des preuves inconnus auparavant de l'autorité fiscale permettent d'établir qu'indûment une taxation n'a pas été effectuée ou qu'une taxation entrée en force est incomplète ou qu'une taxation non effectuée ou incomplète est due à un crime ou un délit commis contre l'autorité fiscale, cette dernière procède au rappel de l'impôt qui n'a pas été perçu et prélève des intérêts.

<sup>2</sup> Lorsque le contribuable a déposé une déclaration complète et précise concernant son revenu, sa fortune, son bénéfice net ou son capital propre, et que l'autorité fiscale en a admis l'évaluation, un rappel d'impôt est exclu, même si cette évaluation était insuffisante.

Rappel d'impôt  
simplifié en cas  
de succession

**Art. 173a**<sup>61)</sup> <sup>1</sup> Dans le délai d'une année à compter du décès, mais au plus tard jusqu'à l'établissement de l'inventaire, chacun des héritiers a droit, indépendamment des autres, au rappel d'impôt simplifié sur les éléments de la fortune et du revenu soustraits par le défunt, à condition :

a) qu'aucune autorité fiscale n'ait connaissance de la soustraction d'impôt;

- b) qu'il collabore sans réserve avec l'administration pour déterminer les éléments de la fortune et du revenu soustraits;
- c) qu'il s'efforce d'acquitter le rappel d'impôt dû.

<sup>2</sup> Le rappel d'impôt est calculé sur les trois périodes fiscales précédant l'année du décès, conformément aux dispositions sur la taxation ordinaire et perçu avec les intérêts moratoires.

<sup>3</sup> Le rappel d'impôt simplifié est exclu en cas de liquidation officielle de la succession ou de liquidation de la succession selon les règles de la faillite.

<sup>4</sup> L'exécuteur testamentaire ou l'administrateur de la succession peuvent également demander le rappel d'impôt simplifié.

<sup>5</sup> Le Gouvernement peut édicter, par voie d'ordonnance, les dispositions d'application nécessaires.

#### Prescription

**Art. 174** <sup>1</sup> Le droit d'introduire une procédure de rappel d'impôt s'éteint dix ans après la fin de la période fiscale pour laquelle, indûment, la taxation n'a pas été effectuée ou pour laquelle la taxation entrée en force était incomplète.

<sup>2</sup> L'introduction d'une poursuite pénale ensuite de soustraction d'impôt ou de délit fiscal entraîne également l'ouverture de la procédure de rappel d'impôt.

<sup>3</sup> Le droit de procéder au rappel de l'impôt s'éteint quinze ans après la fin de la période fiscale à laquelle il se rapporte.

#### Procédure

**Art. 175** <sup>1</sup> Le contribuable est avisé par écrit de l'ouverture d'une procédure en rappel d'impôt.

<sup>1bis</sup> Si, au moment de l'ouverture de la procédure en rappel d'impôt, aucune procédure pénale pour soustraction d'impôt n'est ouverte ni pendant ni ne peut être exclue d'emblée, le contribuable est avisé qu'une procédure pénale pour soustraction d'impôt pourra ultérieurement être ouverte contre lui. [54\)](#)

<sup>2</sup> Lorsque la procédure n'est pas encore introduite au décès du contribuable ou qu'elle n'est pas terminée, elle peut être ouverte ou continuée contre les héritiers.

<sup>3</sup> Pour le surplus, les dispositions concernant les principes généraux de procédure, les procédures de taxation et de recours s'appliquent par analogie.

## TITRE TROISIEME : Perception

### CHAPITRE PREMIER : Autorités, modalités de perception

Autorités de perception

**Art. 176** <sup>1</sup> Le Service des contributions, appuyé par d'autres services, encaisse les impôts cantonaux et communaux prévus par la présente loi.

<sup>2</sup> Le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale <sup>12)</sup> définit les compétences des services concernés.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut confier l'encaissement de certains impôts aux communes.

<sup>4</sup> Dans ce cas, les communes répondent de l'encaissement et du versement des impôts cantonaux.

<sup>5</sup> Le Département des Finances peut allouer aux communes une bonification appropriée pour les impôts cantonaux perçus par elles. De même, il peut exiger d'elles le versement d'une telle contribution pour l'encaissement des impôts communaux effectué par l'Etat.

Modalités de perception  
a) Principe

**Art. 177** <sup>27)</sup> <sup>1</sup> Les impôts, y compris les intérêts, frais et amendes, sont perçus sur la base des décisions de taxation. Lorsque la taxation n'est pas encore effectuée au terme général d'échéance, l'impôt est perçu à titre provisoire.

<sup>2</sup> L'impôt provisoire est fixé sur la base de la dernière taxation connue, de la dernière déclaration déposée ou du montant probable d'impôt dû.

b) Acomptes

**Art. 177a** <sup>28)</sup> <sup>1</sup> Les impôts provisoires peuvent être perçus par acomptes.

<sup>2</sup> Les paiements par acomptes sont imputés sur les impôts dus selon la taxation définitive.

<sup>3</sup> Le Parlement fixe les modalités de perception par voie de décret.

**Art. 177b** <sup>84)</sup>

d) Décompte final

**Art. 177c**<sup>[28\)](#)</sup> <sup>1</sup> Un décompte final est notifié au contribuable dès que la taxation est effectuée. Il peut être joint à la notification de la taxation.

<sup>2</sup> Il est établi sur la base de la décision de taxation, des versements précédemment effectués, ainsi que des intérêts.

<sup>3</sup> Si les montants perçus à titre provisoire sont insuffisants, la différence est exigée; les montants perçus en trop sont restitués.

e) Remboursement d'impôt  
1. Epoux non séparés

**Art. 177d**<sup>[28\)](#)</sup> <sup>1</sup> Lorsque des montants d'impôt perçus sur la base d'une taxation conjointe doivent être remboursés à des époux vivant en ménage commun, chaque époux est habilité à recevoir ces montants.

2. Epoux séparés

<sup>2</sup> Lorsque des montants d'impôt perçus auprès de contribuables mariés doivent être remboursés après leur divorce ou leur séparation de droit ou de fait, le remboursement intervient par moitié à chacun des époux.

## CHAPITRE II : Echéances

Termes

**Art. 178** <sup>1</sup> Les impôts périodiques ordinaires des personnes physiques sont échus à la fin du mois de février de l'année qui suit l'année fiscale; ceux des personnes morales sont échus l'année au cours de laquelle la période fiscale prend fin.<sup>[27\)](#)</sup><sup>[41\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe l'échéance des acomptes.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2bis</sup> Pour les impôts dus par les personnes morales pour lesquelles l'exercice commercial ne coïncide pas avec l'année civile, l'autorité fiscale peut avancer le terme général d'échéance jusqu'à la date de la clôture de l'exercice commercial.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>2ter</sup> A l'exception des échéances prévues aux alinéas 3 et 4, l'échéance n'est pas subordonnée à une facturation.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Sont échus dès la notification de la décision :

- a)<sup>[27\)](#)</sup> les impôts fixés selon les articles 12, 37 et 37a;
- b) l'impôt sur les gains immobiliers;
- c) les rappels d'impôt et les amendes fiscales.

<sup>4</sup> L'impôt est en outre échu :

- a) le jour où le contribuable qui entend quitter durablement le pays prend des dispositions en vue de son départ;
- b) lors de la réquisition de la radiation du registre du commerce d'une personne morale;
- c) dès qu'un contribuable étranger cesse d'avoir une entreprise ou une participation à une entreprise du Canton, un établissement stable situé dans le Canton, un immeuble sis dans le Canton ou une créance garantie par un tel immeuble;
- d) lors de l'ouverture de la faillite du contribuable;
- e) au décès du contribuable.

Portée de  
l'échéance

**Art. 179** <sup>1</sup> L'échéance s'applique aux montants d'impôt fixés par les décisions de taxation ou figurant aux décomptes provisoires.

<sup>2</sup> Si le montant définitif de l'impôt est inférieur au montant initialement fixé, seul ce montant définitif est réputé avoir été échu.

<sup>3</sup> Le fait que la taxation n'est pas établie à la date de l'échéance de l'impôt, ou que la créance fiscale est contestée, ne suspend pas l'échéance de l'impôt.<sup>[27](#)</sup>

### CHAPITRE III : Paiement, intérêts

Délais de  
paiement

**Art. 180**<sup>[27](#)</sup> <sup>1</sup> Les impôts périodiques sur le revenu et la fortune, ainsi que sur le bénéfice et le capital doivent être acquittés au terme général d'échéance.

<sup>2</sup> Les impôts découlant du décompte final doivent être payés dans un délai de 30 jours.

<sup>3</sup> Les autres impôts ainsi que les amendes et les frais doivent être acquittés dans les 30 jours qui suivent l'échéance.

Paiements  
volontaires

**Art. 180a**<sup>[28](#)</sup> Le contribuable peut effectuer des paiements volontaires jusqu'au décompte final.

Intérêts  
compensatoires

**Art. 180b**<sup>[28](#)</sup> Le décompte final contient le décompte des intérêts compensatoires :

- a) en faveur du contribuable sur les montants d'impôt perçus en trop depuis leur paiement jusqu'au décompte final;

- b) à charge du contribuable sur les montants d'impôt dus sur la base de la taxation définitive depuis le terme général d'échéance.

Intérêt moratoire  
et rémunérateur  
a) Intérêt  
moratoire

**Art. 181** <sup>1</sup> Les impôts périodiques ordinaires dus sur la base du décompte final portent intérêt s'ils ne sont pas payés dans le délai de paiement du décompte final. [27\)](#)

<sup>1bis</sup> Pour les autres impôts dus, les amendes et les frais qui n'ont pas été acquittés dans le délai de paiement, ils portent intérêt dès la fin de ce délai. [28\)](#)

b) Intérêt  
rémunérateur

<sup>2</sup> Les paiements volontaires et l'impôt perçu en trop bénéficient d'un intérêt rémunérateur dès le jour de leur paiement. L'article 188, alinéa 2, est réservé. [27\)](#)

<sup>3</sup> ... [29\)](#)

Taux

**Art. 181a** [28\)](#) <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe pour chaque année fiscale les taux d'intérêts compensatoires, moratoire et rémunérateur, ainsi que le taux de l'intérêt sur les paiements volontaires.

<sup>2</sup> Le taux d'intérêt s'applique durant l'année civile concernée à toutes les créances fiscales, amendes et frais. Le taux d'intérêt applicable au début d'une procédure de poursuite reste toutefois valable jusqu'à l'issue de celle-ci.

## CHAPITRE IV : Recouvrement

Prescription du  
droit de percevoir

**Art. 182** <sup>1</sup> L'impôt se prescrit par cinq ans dès l'entrée en force de la décision de taxation. [27\)](#)

<sup>2</sup> ... [29\)](#)

<sup>3</sup> Pour la suspension et l'interruption de la prescription, l'article 151, alinéa 2, lettres b et c, et alinéa 3, est applicable par analogie. [27\)](#)

<sup>4</sup> La prescription est acquise dans tous les cas dix ans à compter de la fin de la période fiscale au cours de laquelle la taxation est entrée en force. [28\)](#)

Sommation

**Art. 183** <sup>1</sup> Le contribuable qui n'a pas payé l'impôt dû dans les délais est invité à s'en acquitter par sommation. L'octroi d'un arrangement de paiement vaut première sommation. [91\)](#)

## Poursuite

<sup>2</sup> Sous réserve de la prise de garanties, une poursuite est introduite contre le contribuable qui n'a pas donné suite à une deuxième sommation.

<sup>2bis</sup> Si le débiteur de l'impôt n'a pas de domicile en Suisse ou qu'un séquestre a été ordonné sur des biens lui appartenant, la procédure de poursuite peut être introduite sans sommation préalable.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Dans la procédure de poursuite, les décisions de taxation et les jugements entrés en force qui fixent définitivement une créance fiscale ainsi que les demandes de sûretés sont assimilés à un jugement exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite.<sup>[10\)](#)</sup>

<sup>4</sup> L'autorité est dispensée de produire les créances d'impôt dans les inventaires officiels et lors des appels aux créanciers.

## Facilités de paiement

**Art. 184** <sup>1</sup> Si le paiement de la dette fiscale dans le délai prescrit devait avoir des conséquences très dures pour le débiteur, les autorités de perception peuvent prolonger le délai de paiement ou autoriser un paiement échelonné. Elles peuvent renoncer à prélever l'intérêt dû sur les montants dont le paiement est différé.

<sup>2</sup> Les facilités de paiement peuvent être subordonnées à des conditions ou à l'obtention de garanties appropriées.

<sup>3</sup> Les facilités de paiement qui ont été accordées sont révoquées lorsque les circonstances qui justifiaient leur octroi n'existent plus ou que les conditions auxquelles elles sont subordonnées ne sont pas remplies.

<sup>3bis</sup> Les autorités de perception se prononcent de manière définitive.<sup>[54\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Le Département des Finances précise les modalités d'octroi des facilités de paiement.

Remise  
a) Demande

**Art. 185** <sup>1</sup> Le contribuable peut se voir remettre tout ou partie de l'impôt dû, des intérêts ou de l'amende s'il est tombé dans le dénuement ou si le paiement entraîne pour lui des conséquences très dures.<sup>[70\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La demande de remise doit être présentée à la Recette et Administration de district compétente, laquelle la transmet aux communes concernées en leur octroyant un délai de 20 jours pour préavis.<sup>[70\)](#)</sup>



<sup>3</sup> La procédure de remise est gratuite. Cependant, les frais peuvent être mis à la charge du requérant, en totalité ou partiellement, si sa demande est manifestement infondée.<sup>[28\)](#)</sup>

b) Décision,  
recours

**Art. 186** <sup>1</sup> Le Service des contributions statue sur la demande de remise d'impôt.<sup>[59\)](#)[70\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> La procédure de remise d'impôt ne déploie pas d'effet suspensif.<sup>[57\)](#)[70\)](#)</sup>

<sup>1ter</sup> La demande de remise d'impôt déposée après l'envoi de la réquisition de poursuite est déclarée irrecevable.<sup>[69\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La décision de remise peut être assortie de conditions.

<sup>2bis</sup> La décision de remise s'applique également aux impôts communaux.<sup>[69\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Elle est sujette à réclamation et à recours à la Commission cantonale des recours et à la Cour administrative du Tribunal cantonal, de la part du contribuable et de la commune. Est réservé le recours au Gouvernement contre la décision sur réclamation, conformément à l'article 162, alinéa 2, lettre c, du Code de procédure administrative<sup>[11\)](#), [59\)](#)[70\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Le délai de réclamation et de recours est de 30 jours dès notification de la décision.<sup>[70\)](#)</sup>

<sup>5</sup> La réclamation est motivée et comporte les éventuelles offres de preuve.<sup>[69\)](#)</sup>

<sup>6</sup> La décision de remise peut être révoquée. La décision de révocation est sujette aux mêmes voies de droit que la décision de remise.<sup>[69\)](#)</sup>

c) Dispositions  
d'exécution

**Art. 187** Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance les conditions d'octroi et la procédure de remise.

Restitution de  
l'indu<sup>[70\)](#)</sup>

**Art. 188** <sup>1</sup> Le contribuable peut demander la restitution d'un impôt qu'il a payé par erreur, qu'il ne devait pas ou ne devait qu'en partie.

<sup>2</sup> Les montants d'impôts restitués plus de trente jours après leur paiement portent intérêt au taux fixé par le Gouvernement dès la date de leur paiement.

<sup>3</sup> La demande en restitution doit être adressée au Service des contributions dans les cinq ans suivant la fin de l'année civile au cours de laquelle le paiement a eu lieu. Le rejet de la demande en restitution ouvre les mêmes voies de droit qu'une décision de taxation.

<sup>4</sup> Le droit à la restitution s'éteint dix ans après la fin de l'année au cours de laquelle a eu lieu le paiement.

## CHAPITRE V : Amnistie fiscale

Amnistie fiscale

**Art. 189** <sup>1</sup> Le Gouvernement est autorisé à décréter une amnistie fiscale pour les capitaux d'épargne n'excédant pas 50 000 francs et leur rendement.

<sup>2</sup> L'amnistie consiste en la renonciation au rappel de l'impôt soustrait et aux amendes fiscales.

<sup>3</sup> Le Gouvernement fixe les modalités de l'amnistie par voie d'ordonnance.

## CHAPITRE VI : Garanties de la créance fiscale

### SECTION 1 : Garanties directes

Hypothèque  
légale

**Art. 190**<sup>66)</sup> <sup>1</sup> L'impôt sur le gain immobilier ainsi que l'impôt sur la fortune afférent aux immeubles et aux forces hydrauliques sont garantis par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse<sup>67)</sup>.

Sûretés

**Art. 191** <sup>1</sup> Si le contribuable n'a pas de domicile en Suisse ou que la créance fiscale paraît menacée, le Service des contributions peut exiger des sûretés en tout temps, avant même que le montant d'impôt ne soit fixé par une décision entrée en force.

<sup>2</sup> La demande de sûretés indique le montant à garantir; elle est immédiatement exécutoire. Dans la procédure de poursuite, elle produit les mêmes effets qu'un jugement exécutoire.<sup>22)</sup>

<sup>3</sup> Les sûretés doivent être fournies en argent, en titres sûrs et négociables ou sous la forme du cautionnement d'une banque ou de deux cautions solidaires solvables.

<sup>3bis</sup> L'article 136a s'applique à la représentation du contribuable et à la notification de la décision de demande de sûretés.<sup>[69\)](#)</sup>

<sup>4</sup> La décision de demande de sûretés est sujette à recours de droit administratif à la Cour administrative dans les 30 jours qui suivent sa notification; elle n'est pas soumise à opposition.

<sup>5</sup> Le recours ne suspend pas l'exécution de la demande de sûretés.

<sup>6</sup> La procédure de séquestre selon les dispositions de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite est réservée.

Séquestre

**Art. 191a<sup>[23\)](#)</sup>** <sup>1</sup> La demande de sûretés est assimilée à l'ordonnance de séquestre au sens de l'article 274 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite. Le séquestre est opéré par l'Office des poursuites compétent.

<sup>2</sup> L'opposition à l'ordonnance de séquestre prévue à l'article 278 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite est irrecevable.<sup>[27\)](#)</sup>

Radiation du  
registre du  
commerce

**Art. 191b<sup>[28\)](#)</sup>** La personne morale ne peut être radiée du registre du commerce que lorsque l'autorité fiscale communique au Service du registre du commerce et du registre foncier que les impôts dus sont payés ou qu'ils ont fait l'objet de sûretés.

## SECTION 2 : Inventaire fiscal

Obligation  
d'établir un  
inventaire

**Art. 192** <sup>1</sup> Un inventaire fiscal est établi au décès de tout contribuable jurassien.

<sup>2</sup> Aucun inventaire n'est cependant établi lorsque les circonstances permettent de présumer qu'il n'existe pas de fortune.

Objet de  
l'inventaire

**Art. 193** <sup>1</sup> L'inventaire comprend, estimées au jour du décès, la fortune du défunt, celle de son conjoint vivant en ménage commun avec lui et celle des enfants mineurs sous son autorité parentale.

<sup>2</sup> Les faits qui revêtent de l'importance pour la taxation sont établis et mentionnés dans l'inventaire.

## Procédure

**Art. 194** <sup>1</sup> Afin d'assurer l'exactitude de l'inventaire, la succession est mise sous scellés sans retard.

<sup>2</sup> Les héritiers et les personnes qui administrent ou ont la garde des biens successoraux ne peuvent en disposer, avant l'inventaire, sans l'assentiment du Service des contributions.

## Obligation de collaborer

**Art. 195** <sup>1</sup> Les héritiers, les représentants légaux d'héritiers, l'administrateur de la succession et l'exécuteur testamentaire doivent :

- a) donner, conformément à la vérité, tous renseignements utiles à la détermination des éléments imposables ayant appartenu au défunt;
- b) produire tous livres, pièces justificatives, relevés de situation ou documents permettant d'établir l'état de la succession;
- c) donner accès à tous les locaux et meubles dont disposait le défunt.

<sup>2</sup> Les héritiers et les représentants légaux des héritiers qui faisaient ménage commun avec le défunt ou avaient la garde ou l'administration de certains de ses biens doivent également permettre la visite de leurs propres locaux et meubles.

<sup>3</sup> Les héritiers, les représentants légaux d'héritiers, l'administrateur de la succession ou l'exécuteur testamentaire qui, après l'établissement de l'inventaire, apprennent l'existence de biens successoraux qui n'y figurent pas, doivent en informer le Service des contributions dans les dix jours.

<sup>4</sup> Au moins un des héritiers ayant l'exercice des droits civils et le représentant légal d'héritiers mineurs ou protégés par une curatelle de portée générale ou un mandat pour cause d'incapacité doivent assister à l'inventaire. [68\)](#)

## Obligation de renseigner

**Art. 196** <sup>1</sup> Les tiers qui avaient la garde ou l'administration de biens du défunt ou contre lesquels le défunt avait des droits ou des prétentions appréciables en argent sont tenus de donner à l'héritier qui en fait la demande, à l'intention de l'autorité compétente, tous les renseignements écrits qui s'y rapportent.

<sup>2</sup> Si des motifs sérieux s'opposent à ce que l'obligation de renseigner soit remplie, le tiers peut fournir directement à l'autorité compétente les renseignements demandés.

<sup>3</sup> Pour le surplus, les articles 144 et 145 s'appliquent par analogie.

Dispositions  
d'application

**Art. 197** <sup>1</sup> Le Parlement édicte les dispositions d'application par voie de décret.

<sup>2</sup> Il détermine notamment :

- a) l'autorité compétente pour dresser l'inventaire;
- b) la procédure d'établissement de l'inventaire;
- c) les rapports entre l'inventaire fiscal et les différentes formes d'inventaires prévues par le droit fédéral.

## CINQUIEME PARTIE : Dispositions pénales

### TITRE PREMIER : Infractions de droit administratif

Violation des  
obligations de  
procédure

**Art. 198** <sup>1</sup> Celui qui, malgré sommation et de manière fautive, ne se conforme pas à une obligation qui lui incombe en vertu de la présente loi ou d'une de ses mesures d'application, est puni d'une amende.

<sup>2</sup> L'amende s'élève à 1 000 francs<sup>[27](#)</sup> au plus, et à 10 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive.

Soustraction  
d'impôt

**Art. 199** <sup>1</sup> Le contribuable qui, intentionnellement ou par négligence, agit de manière qu'une taxation n'ait indûment pu se faire ou qu'une taxation entrée en force soit incomplète, ou obtient une restitution ou une remise injustifiée d'impôt, ou encore celui qui, tenu de percevoir un impôt à la source, ne le retient pas ou ne retient qu'un montant insuffisant, est puni d'une amende.

<sup>2</sup> En règle générale, l'amende est fixée au montant simple de l'impôt soustrait. Elle peut être réduite jusqu'au tiers en cas de faute légère ou élevée jusqu'au triple en cas de faute grave.

<sup>3</sup> Lorsque le contribuable dénonce spontanément et pour la première fois une soustraction d'impôt, il est renoncé à la poursuite pénale (dénonciation spontanée non punissable), à condition :

- a) qu'aucune autorité fiscale n'en ait connaissance;
- b) qu'il collabore sans réserve avec l'administration pour déterminer le montant du rappel d'impôt;
- c) qu'il s'efforce d'acquitter le rappel d'impôt dû.<sup>[60](#)</sup>

<sup>4</sup> Pour toute dénonciation spontanée ultérieure, l'amende est réduite au cinquième de l'impôt soustrait si les conditions prévues à l'alinéa 3 sont remplies.<sup>[61\)](#)</sup>

Tentative

**Art. 200** Celui qui tente intentionnellement de commettre une soustraction d'impôt est puni d'une amende fixée aux deux tiers de celle qui aurait été infligée en cas de soustraction consommée.

Instigation et complicité

**Art. 201** <sup>1</sup> Celui qui incite à une soustraction d'impôt, y prête son assistance, la commet intentionnellement en qualité de représentant du contribuable ou y participe est puni d'une amende fixée indépendamment de la peine encourue par le contribuable.

<sup>2</sup> L'amende est de 10 000 francs au plus, et de 50 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive. En outre, l'autorité fiscale peut exiger de l'instigateur ou du complice le paiement solidaire de l'impôt soustrait.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Lorsqu'une personne au sens de l'alinéa 1 se dénonce spontanément et pour la première fois et que les conditions prévues à l'article 199, alinéa 3, lettres a et b, sont remplies, il est renoncé à la poursuite pénale et la responsabilité solidaire est supprimée.<sup>[61\)](#)</sup>

Dissimulation ou distraction de biens successoraux

**Art. 202** <sup>1</sup> Celui qui dissimule ou distrait des biens successoraux dont il est tenu d'annoncer l'existence dans la procédure d'apposition des scellés ou d'inventaire, dans le dessein de les soustraire à l'inventaire, est puni d'une amende de 10 000 francs au plus, et de 50 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive.<sup>[27\)](#)</sup><sup>[60\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les articles 200 et 201 s'appliquent par analogie.

<sup>3</sup> Lorsqu'une personne visée à l'alinéa 1 se dénonce spontanément et pour la première fois, il est renoncé à la poursuite pénale pour dissimulation ou distraction de biens successoraux dans la procédure d'apposition des scellés ou d'inventaire et pour les infractions commises dans le cadre de ces procédures (dénonciation spontanée non punissable), à condition :

- a) qu'aucune autorité fiscale n'en ait connaissance;
- b) que la personne concernée collabore sans réserve avec l'administration pour corriger l'inventaire.<sup>[61\)](#)</sup>

Personnes  
morales

a) En général<sup>60)</sup>

**Art. 203** <sup>1</sup> Lorsque des obligations de procédure ont été violées ou qu'une soustraction consommée ou tentée a été commise au profit d'une personne morale, les amendes prévues frappent directement celle-ci.

<sup>1bis</sup> Lorsqu'une personne morale a incité, prêté assistance ou participé, dans l'exercice de son activité, à la soustraction commise par un tiers, l'article 201 lui est applicable par analogie.<sup>28)</sup>

<sup>2</sup> Les peines encourues par les organes ou ses représentants en vertu de l'article 201 demeurent réservées.

<sup>3</sup> Les alinéas 1 et 2 s'appliquent par analogie aux corporations et établissements de droit étranger et aux communautés de personnes étrangères sans personnalité juridique.

b) Dénonciation  
spontanée

**Art. 203a**<sup>61)</sup> <sup>1</sup> Lorsqu'une personne morale assujettie à l'impôt dénonce spontanément et pour la première fois une soustraction d'impôt commise dans son exploitation commerciale, il est renoncé à la poursuite pénale (dénonciation spontanée non punissable), à condition :

- a) qu'aucune autorité fiscale n'en ait connaissance;
- b) qu'elle collabore sans réserve avec l'administration pour déterminer le montant du rappel d'impôt;
- c) qu'elle s'efforce d'acquitter le rappel d'impôt dû.

<sup>2</sup> La dénonciation spontanée non punissable peut également être déposée :

- a) après une modification de la raison sociale ou un déplacement du siège à l'intérieur du territoire suisse;
- b) après une transformation au sens des articles 53 à 68 de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion<sup>62)</sup> par la nouvelle personne morale, en ce qui concerne les soustractions commises avant la transformation;
- c) après une absorption au sens de l'article 3, alinéa 1, lettre a, de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion<sup>62)</sup> ou une scission au sens de l'article 29, lettre b, de ladite loi, par une personne morale qui subsiste, en ce qui concerne les soustractions d'impôt commises avant l'absorption ou la scission.

<sup>3</sup> La dénonciation spontanée non punissable doit être déposée par les organes ou les représentants de la personne morale. La responsabilité solidaire de ces organes ou de ces représentants est supprimée et il est renoncé à la poursuite pénale.

<sup>4</sup> Lorsque d'anciens membres des organes de la personne morale ou d'anciens représentants de la personne morale dénoncent pour la première fois une soustraction d'impôt dont aucune autorité fiscale n'a connaissance, il est renoncé à la poursuite pénale de la personne morale, ainsi que de tous les membres et représentants anciens ou actuels. Leur responsabilité solidaire est supprimée.

<sup>5</sup> Pour toute dénonciation spontanée ultérieure, l'amende est réduite au cinquième de l'impôt soustrait lorsque les conditions prévues à l'alinéa 1 sont remplies.

<sup>6</sup> Lorsqu'une personne morale cesse d'être assujettie à l'impôt en Suisse, il n'est plus possible de déposer de dénonciation spontanée.

Responsabilité  
des époux en  
cas de  
soustraction

**Art. 204**<sup>[30](#)[54](#)</sup> <sup>1</sup> Le contribuable marié qui vit en ménage commun avec son conjoint ne répond que de la soustraction des éléments imposables qui lui sont propres. L'article 201 est réservé.

<sup>2</sup> Le seul fait de contresigner la déclaration d'impôt commune n'est pas constitutif d'une infraction au sens de l'article 201.

Autorités

**Art. 205**<sup>[34](#)[52](#)</sup> <sup>1</sup> Les cas de soustraction consommée, de tentative de soustraction, ainsi que de dissimulation ou de distraction de biens successoraux sont traités par le Service des contributions.

<sup>2</sup> La violation des obligations de procédure est réprimée par l'autorité devant laquelle le dossier fiscal est pendant.

<sup>3</sup> L'autorité compétente à l'égard de l'auteur l'est également pour les participants à l'infraction.

Procédure

**Art. 206**<sup>[52](#)</sup> <sup>1</sup> L'ouverture d'une procédure pour infraction est communiquée par écrit à l'intéressé, qui est invité à se prononcer sur les griefs formulés à son encontre.

<sup>2</sup> Dans les cas d'ouverture d'une procédure pour soustraction d'impôt, l'intéressé est en outre informé de son droit de refuser de déposer et de collaborer.



<sup>3</sup> Les moyens de preuve rassemblés dans le cadre de la procédure en rappel d'impôt ne peuvent être utilisés dans la procédure pour soustraction d'impôt que s'ils n'ont été rassemblés ni sous la menace d'une taxation d'office au sens de l'article 140, avec inversion du fardeau de la preuve en application de l'article 157, alinéa 3, ni sous la menace d'une amende en cas de violation d'une obligation de procédure.

<sup>4</sup> L'instruction terminée, l'autorité rend une décision de condamnation ou de non-lieu qui est notifiée par écrit à l'intéressé.

<sup>5</sup> La décision de condamnation contient les indications suivantes :

- a) le nom de la personne condamnée;
- b) les périodes fiscales concernées;
- c) l'acte punissable;
- d) les dispositions légales appliquées;
- e) le montant de l'impôt soustrait;
- f) les moyens de preuve;
- g) la faute;
- h) la sanction;
- i) les voies de droit;
- j) de brefs motifs.

<sup>6</sup> Les dispositions concernant les principes généraux de procédure, les procédures de taxation et de recours s'appliquent par analogie.

<sup>7</sup> Les frais occasionnés par des mesures spéciales d'instruction (expertise comptable, auditions) sont en principe mis à la charge de la personne reconnue coupable. Ils peuvent également être imputés à celle qui bénéficie d'un non-lieu lorsque, par son comportement fautif, elle a amené l'autorité à entreprendre la poursuite pénale ou qu'elle a considérablement compliqué ou ralenti l'instruction.

Prescription de la  
poursuite pénale

**Art. 207<sup>85)</sup>** <sup>1</sup> La poursuite pénale se prescrit :

- a) en cas de violation des obligations de procédure, par trois ans et, en cas de tentative de soustraction d'impôt, par six ans à compter de la clôture définitive de la procédure au cours de laquelle l'infraction a été commise;
- b) en cas de soustraction consommée, par dix ans à compter de la fin de la période fiscale pour laquelle la taxation n'a pas été effectuée ou l'a été de façon incomplète, ou pour laquelle la retenue de l'impôt à la source n'a pas été faite conformément à la loi, ou par dix ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle une restitution d'impôt illégale ou une remise d'impôt injustifiée a été obtenue;

c) en cas de dissimulation ou de distraction de biens successoraux, par dix ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle des biens successoraux ont été dissimulés ou distraits dans la procédure d'inventaire.

<sup>2</sup> La prescription ne court plus si une décision a été rendue par l'autorité cantonale compétente avant l'échéance du délai de prescription.

Perception

**Art. 208<sup>85)</sup>** <sup>1</sup> Les amendes et frais qui résultent d'une procédure pénale sont perçus selon les dispositions des articles 176 à 191a.

<sup>2</sup> La perception des amendes et des frais se prescrit par cinq ans à compter de l'entrée en force de la taxation.

<sup>3</sup> La suspension et l'interruption de la prescription sont régies par l'article 151, alinéas 2 et 3.

<sup>4</sup> La prescription est acquise dans tous les cas dix ans après la fin de l'année au cours de laquelle les impôts ont été fixés définitivement.

## TITRE DEUXIEME : Délits

Escroquerie

**Art. 209** <sup>1</sup> Celui qui, dans le but de commettre une soustraction d'impôt, fait usage de titres faux, falsifiés ou inexacts quant à leur contenu, tels que livres comptables, bilans, comptes de résultats, certificats de salaire et autres attestations de tiers, dans le dessein de tromper l'autorité fiscale, est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire. Une peine avec sursis peut être assortie d'une amende de 10 000 francs au plus.<sup>41)46)85)</sup>

<sup>2</sup> La répression de la soustraction est réservée.

<sup>3</sup> En cas de dénonciation spontanée au sens des articles 199, alinéa 3, ou 203a, alinéa 1, il est renoncé à la poursuite pénale pour toutes les autres infractions commises dans le but de soustraire des impôts. Cette disposition s'applique également aux cas visés par les articles 201, alinéa 3, et 203a, alinéas 3 et 4.<sup>61)</sup>

Détournement  
de l'impôt à la  
source

**Art. 210<sup>46)</sup>** <sup>1</sup> Celui qui, tenu de percevoir l'impôt à la source, détourne les montants perçus à son profit ou à celui d'un tiers est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire. Une peine avec sursis peut être assortie d'une amende de 10 000 francs au plus.<sup>85)</sup>

<sup>2</sup> En cas de dénonciation spontanée au sens des articles 199, alinéa 3, ou 203a, alinéa 1, il est renoncé à la poursuite pénale pour détournement de l'impôt à la source et pour toutes les autres infractions commises dans le but de détourner des impôts à la source. Cette disposition s'applique également aux cas visés par les articles 201, alinéa 3, et 203a, alinéas 3 et 4. [61\)](#)

Prescription

**Art. 211** [27\)85\)](#) <sup>1</sup> La poursuite pénale des délits fiscaux se prescrit par quinze ans à compter du jour où l'auteur a commis sa dernière infraction.

<sup>2</sup> La prescription ne court plus si un jugement de première instance a été rendu avant l'échéance du délai de prescription.

Renvois

**Art. 212** <sup>1</sup> Les dispositions générales du Code pénal suisse [13\)](#) sont applicables sous réserve des prescriptions contraires de la présente loi.

<sup>2</sup> La procédure se déroule selon les règles du Code de procédure pénale [14\)](#).

## SIXIEME PARTIE : Dispositions transitoires et finales

Evaluation  
officielle des  
immeubles

**Art. 213** <sup>1</sup> Jusqu'à la prochaine révision générale des valeurs officielles des immeubles et des forces hydrauliques, l'ancien droit demeure applicable concernant les normes d'évaluation et la procédure (art. 65 à 67, 121 à 130 de la loi du 26 octobre 1978 sur les impôts directs de l'Etat et des communes et les dispositions d'application).

<sup>2</sup> Dès l'année fiscale 1996 et jusqu'à l'entrée en vigueur des nouvelles valeurs officielles, les maisons d'habitation, les immeubles locatifs, les immeubles industriels, les bâtiments publics, les restaurants, les auberges et les hôtels sont imposés, pour l'impôt sur la fortune, à la valeur officielle déterminée selon l'ancien droit, majorée de 30 %. [26\)](#)

<sup>3</sup> Pour l'impôt sur la fortune de l'année fiscale 1996, la valeur officielle définitivement fixée dans le cadre de la révision générale des valeurs officielles doit être prise en compte lorsqu'elle est inférieure à la valeur officielle actuelle majorée de 30 %. [26\)](#)

Déduction des  
pertes

**Art. 214** <sup>1</sup> Pour l'année fiscale 1989, les personnes physiques et les personnes morales assimilées aux personnes physiques selon l'ancien droit peuvent déduire les pertes subies à partir de l'exercice commercial clos en 1983.

<sup>2</sup> Les sociétés de capitaux et sociétés coopératives peuvent déduire les pertes subies à partir de l'exercice commercial clos en 1985.

Introduction de la  
taxation annuelle  
pour les  
personnes  
physiques

**Art. 215** <sup>1</sup> L'impôt sur le revenu dû par les personnes physiques pour l'année fiscale 1989 est déterminé sur la base du revenu moyen réalisé au cours des années 1987 et 1988 (période d'évaluation). L'imposition à la source est réservée.

<sup>2</sup> L'article 62 s'applique aux revenus extraordinaires réalisés en 1987 et 1988 qui ne peuvent être imposés durant une année fiscale entière en raison de la fin de l'assujettissement ou d'une taxation intermédiaire survenue en 1989.

<sup>3</sup> Un impôt spécial calculé conformément à l'article 62 peut en outre être perçu de manière générale sur les revenus extraordinaires réalisés en 1987 et 1988 lorsqu'à défaut d'une telle imposition le contribuable réaliserait une économie notable d'impôt en raison du passage à l'imposition annuelle.

<sup>4</sup> Les revenus extraordinaires comprennent notamment les bénéfices en capital et les gains de liquidation, les rendements extraordinaires de participations, les gains provenant du commerce d'immeubles, les réévaluations comptables d'éléments de fortune, les provisions et réserves dissoutes, les amortissements et provisions justifiés par l'usage commercial qui ont été omis, ainsi que les abandons de créances non justifiés.

Introduction de la  
taxation annuelle  
postnumerando  
pour les  
personnes  
physiques  
a) Principes

**Art. 215a**<sup>28)</sup> <sup>1</sup> Pour la première période fiscale (2001) suivant la modification mentionnée à l'article 56, la taxation relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques est régie par le nouveau droit.

<sup>2</sup> Les revenus extraordinaires réalisés durant la période fiscale précédant la modification ou lors d'un exercice clos au cours de cette période sont soumis à un impôt annuel entier, au taux applicable à ces seuls revenus, pour l'année fiscale où ils ont été acquis; les articles 36, 37 et 37a sont réservés. Les charges qui sont en rapport immédiat avec l'acquisition des revenus extraordinaires peuvent être déduites. Les déductions prévues à l'article 34 ne sont pas octroyées.

<sup>3</sup> Sont en particulier considérés comme des revenus extraordinaires les prestations en capital, les revenus inhabituellement élevés par comparaison aux années antérieures, les revenus non périodiques de fortune et les revenus extraordinaires provenant d'une activité lucrative indépendante, tels que les bénéfices en capital, les réévaluations comptables d'éléments de fortune, les provisions dissoutes, ainsi que les provisions et les amortissements justifiés par l'usage commercial qui ont été omis.

<sup>4</sup> Les charges extraordinaires supportées pendant la période fiscale précédant la modification sont déduites du revenu imposable afférent à la période fiscale précédant la modification, en cas d'assujettissement dans le Canton le 1<sup>er</sup> janvier 2001; les taxations entrées en force sont révisées en faveur du contribuable.

<sup>5</sup> Sont considérés comme des charges extraordinaires :

- a) les frais d'entretien des immeubles privés, dans la mesure où ils excèdent le montant de la déduction forfaitaire;
- b) les cotisations de l'assuré versées à des institutions de la prévoyance professionnelle pour le rachat d'années de cotisation;
- c) les frais de maladie, d'accident, d'invalidité, de perfectionnement et de reconversion professionnels, dans la mesure où ils dépassent les frais déjà pris en compte.

b) Dépôt d'une déclaration d'impôt

**Art. 215b<sup>28)</sup>** Le contribuable doit déposer en 2001 une déclaration d'impôt remplie conformément aux dispositions du système d'imposition *praenumerando* annuel. Son but est de déterminer les revenus et les charges extraordinaires selon l'article 215a et de demander le remboursement de l'impôt anticipé sur les rendements de l'année 2000.

Introduction de la taxation annuelle pour les personnes morales assimilées aux personnes physiques selon l'ancien droit

**Art. 216** <sup>1</sup> L'impôt sur le bénéfice dû par les personnes morales assimilées aux personnes physiques selon l'ancien droit pour l'année fiscale 1989 se détermine en principe d'après le résultat de l'exercice clos durant cette même année.

<sup>2</sup> Si le bénéfice imposable, taxé provisoirement, des années d'évaluation 1987 et 1988 est supérieur ou inférieur de 30 %, mais au minimum de 5 000 francs et dans tous les cas dès 50 000 francs, au bénéfice calculé selon l'alinéa 1, l'impôt sera déterminé sur la base de la moyenne entre ce dernier et le bénéfice imposable réalisé en 1987/1988.

<sup>3</sup> Un impôt spécial, calculé conformément à l'article 86, alinéa 2, sera perçu sur les bénéfices extraordinaires réalisés au cours des années d'évaluation qui n'auront pas été prises en compte pour la détermination du bénéfice imposable.

Application du nouveau droit aux sociétés de capitaux et sociétés coopératives

**Art. 217** Le nouveau droit s'applique aux sociétés de capitaux et sociétés coopératives pour la première fois lors de la détermination de l'impôt sur le bénéfice et de l'impôt sur le capital dus pour l'année fiscale 1989.

Indemnités de  
l'assurance-  
chômage

**Art. 217a<sup>23)</sup>** Les indemnités de l'assurance-chômage demeurent imposables à raison de 90 % jusqu'à l'adaptation complète du droit cantonal à la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, mais au plus tard jusqu'au 31 décembre 2000.

Bénéficiaires de  
contributions  
d'entretien pour  
enfants à charge

**Art. 217b<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Les personnes divorcées, séparées ou célibataires qui perçoivent des contributions d'entretien pour les enfants à leur charge fixées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1994 ont droit, pour les années fiscales 1994 à 1998, à une déduction supplémentaire de 1 200 francs par enfant pour lequel une contribution est versée.

<sup>2</sup> Le droit à cette déduction disparaît si la contribution d'entretien a été modifiée après le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

Compensation  
des effets de la  
fluctuation de  
l'indice des prix

**Art. 217c<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> L'adaptation des déductions et des barèmes de l'impôt sur le revenu à l'évolution de l'indice des prix à la consommation (art. 38) est supprimée pour l'année fiscale 1994.

<sup>2</sup> L'indice de départ déterminant pour l'adaptation suivante est celui au 1<sup>er</sup> janvier 1993. Les reliquats au 1<sup>er</sup> janvier 1993 restent en compte.

Frais de maladie,  
accidents ou  
invalidité

**Art. 217d<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Les frais provoqués par la maladie, les accidents ou l'invalidité du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient, encourus durant l'année 1993, sont déductibles selon l'article 32, alinéa 1, lettre e, lors de la taxation de l'année 1994.

<sup>2</sup> Ces frais ne donnent pas droit à une remise d'impôt pour l'année fiscale 1993 (art. 185), sauf s'ils sont répétitifs et dus à un état ou une maladie chronique (placement dans un home, diabète).

Assurances de  
capitaux  
acquittées au  
moyen d'une  
prime unique

**Art. 217e<sup>28)</sup>** L'article 18, alinéa 1, lettre a, s'applique aux assurances de capitaux acquittées au moyen d'une prime unique et conclues après le 31 décembre 1998.

Gains en capital  
réalisés par les  
sociétés mixtes

**Art. 217f<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Les bénéfices en capital provenant de participations, le produit de la vente de droits de souscription s'y rapportant ainsi que les bénéfices de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations n'entrent pas dans le calcul du rendement net au sens de l'article 78, alinéa 2, si la société de capitaux ou la société coopérative détenait les participations concernées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et réalise ces bénéfices avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

<sup>2</sup> Pour les participations détenues avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000, les valeurs déterminantes pour l'impôt sur le bénéfice, au début de l'exercice commercial qui est clos pendant l'année civile 2000, sont considérées comme coût d'investissement (art. 74a, al. 5, et 78, al. 5, lettre a).

<sup>3</sup> Si une société de capitaux ou une société coopérative transfère une participation qu'elle détenait avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000 à une société du même groupe sise à l'étranger et que cette participation est égale à 20 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une autre société, la différence entre la valeur déterminante pour l'impôt sur le bénéfice et la valeur vénale de cette participation est ajoutée au bénéfice net imposable. Dans ce cas, les participations en cause sont considérées comme ayant été acquises avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Simultanément, la société de capitaux ou la société coopérative peut constituer une réserve non imposée égale à cette différence. Cette réserve sera dissoute et imposée si la participation est vendue à un tiers étranger au groupe ou si la société dont les droits de participation ont été transférés aliène une part importante de ses actifs et passifs ou encore si elle est liquidée. La société de capitaux ou la société coopérative joindra à sa déclaration d'impôt une liste des participations qui font l'objet d'une réserve non imposée au sens du présent article. La réserve non imposée est dissoute sans incidence fiscale le 31 décembre 2006.

<sup>4</sup> Si l'exercice commercial se termine après l'entrée en vigueur de la présente modification, l'impôt sur le bénéfice est fixé pour cet exercice commercial selon le nouveau droit.

Compensation  
des effets de la  
fluctuation de  
l'indice des prix

**Art. 217g<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> L'adaptation des déductions de l'impôt sur le revenu à l'évolution de l'indice des prix à la consommation (art. 38 LI) est supprimée pour l'année fiscale 2001.

<sup>2</sup> L'indice de départ déterminant pour l'adaptation suivante est celui du 31 août 2000. Les reliquats résultant des dernières adaptations restent en compte.

Prestations en  
capital

**Art. 217h<sup>33)</sup>** Les prestations en capital au sens des articles 37, alinéa 1, et 123, alinéa 3, lettre c, échues entre le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et l'entrée en vigueur des nouveaux tarifs des articles 37, alinéa 2, et 123, alinéa 3, lettre c, sont imposées selon ces nouveaux tarifs.

Adaptation des  
taux

**Art. 217i<sup>38)70)78)88)</sup>** <sup>1</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu (art. 35, al. 1 et 2) sont réduits, en 2014 et 2016, puis chaque année de 2018 à 2022, de 1 % multiplié par 100/95<sup>e</sup>.



<sup>2</sup> ...<sup>96)</sup>

<sup>3</sup> Les taux de l'impôt à la source perçu sur les recettes brutes dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres b à f<sup>bis</sup> (art. 123, al. 2 et 3), sont réduits, en 2014 et 2016, puis chaque année de 2018 à 2022, de 1 % multiplié par 100/90<sup>e</sup>.

Rappel d'impôt  
simplifié pour  
les héritiers

**Art. 217j**<sup>61)</sup> Les dispositions sur le rappel d'impôt de l'ancien droit s'appliquent aux successions ouvertes avant l'entrée en vigueur de la présente modification.

Barèmes pour  
l'impôt à la  
source

**Art. 217k**<sup>69)</sup> Pour l'impôt à la source, les barèmes arrêtés fin novembre 2012 sont applicables pour l'année fiscale 2013.

Adaptation aux  
dispositions  
générales du  
Code pénal  
suisse

**Art. 217l**<sup>86)</sup> Le nouveau droit est applicable au jugement des infractions commises au cours de périodes fiscales précédant l'entrée en vigueur de la modification du 26 octobre 2016 s'il est plus favorable que le droit en vigueur au cours de ces périodes fiscales.

Adaptation au  
droit en matière  
d'impôt fédéral  
direct

**Art. 218**<sup>27)</sup> Le Parlement est autorisé à apporter par décret des modifications aux dispositions de forme de la présente loi, si cela permet de réaliser une adaptation aux dispositions de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct<sup>15)</sup> et qu'il en résulte des simplifications et des allègements pour les contribuables.

Travailleurs  
frontaliers

**Art. 218a**<sup>86)</sup> <sup>1</sup> Le Gouvernement est compétent pour entreprendre des démarches en vue de la négociation du taux initial de 4,5 % prévu dans l'Accord du 11 avril 1983 entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République française relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers<sup>87)</sup>.

<sup>2</sup> Le Gouvernement détermine à intervalles réguliers, mais au moins une fois par législature, si les conditions qui ont conduit à la fixation du taux en vigueur se sont modifiées.

<sup>3</sup> Au terme de l'examen prévu à l'alinéa 2, le Gouvernement adresse un rapport au Parlement qui décide de l'opportunité de mandater le Gouvernement pour entreprendre les démarches adéquates en vue de renégocier le taux de rétrocession.



Imposition des  
réserves latentes

**Art. 218b<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Si des personnes morales ont été imposées sur la base des articles 83 et 84 de l'ancien droit, les réserves latentes existant à la fin de cette imposition, y compris la plus-value créée par le contribuable lui-même, doivent, lors de leur réalisation, être imposées séparément dans les cinq ans qui suivent, dans la mesure où elles n'ont pas été imposables jusqu'alors. Le taux unitaire d'impôt est fixé à 0,522 % du bénéfice imposable.

<sup>2</sup> Le montant des réserves latentes que le contribuable fait valoir, y compris la plus-value qu'il a créée lui-même, est fixé par une décision de l'autorité de taxation.

<sup>3</sup> Les amortissements de réserves latentes, y compris de la plus-value créée par le contribuable lui-même, qui ont été déclarées à la fin de l'imposition fondée sur les articles 83 et 84 de l'ancien droit sont pris en compte dans le calcul de la limitation de la réduction fiscale visée à l'article 71b.

Taux unitaire de  
l'impôt sur le  
bénéfice

**Art. 218c<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Pour les première et deuxième périodes fiscales suivant l'entrée en vigueur de la présente disposition, le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice équivaut à 2,406 % du bénéfice imposable.

<sup>2</sup> Pour les troisième et quatrième périodes fiscales suivant l'entrée en vigueur de la présente disposition, le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice équivaut à 2,118 % du bénéfice imposable.

Abrogation

**Art. 219** La loi du 26 octobre 1978 sur les impôts directs de l'Etat et des communes est abrogée.

Référendum

**Art. 220** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 221** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>16)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 26 mai 1988

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Claude Hêche  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

\* Montants sujets à adaptation (art. 2a à 2d; voir arrêtés du Gouvernement RSJU 641.111.12 et suivants)

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RS 220](#)
- 3) [RS 642.14](#)
- 4) [RS 935.51](#)
- 5) [RS 642.21](#)
- 6) [RS 831.40](#)
- 7) [RS 951.31](#)
- 8) [RS 210](#)
- 9) [RS 211.412.11](#)
- 10) [RS 281.1](#)
- 11) [RSJU 175.1](#)
- 12) [RSJU 172.111](#)
- 13) [RS 311.0](#)
- 14) [RSJU 321.1](#)
- 15) [RS 642.11](#)
- 16) 1<sup>er</sup> janvier 1989
- 17) Introduit par le ch. I de la loi du 21 décembre 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002
- 20) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 ([RSJU 172.111](#)). Il a été tenu compte de cette modification dans toute la loi d'impôt
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 21 juin 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1990
- 22) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 octobre 1993, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994
- 23) Introduit(e)(s) par le ch. I de la loi du 20 octobre 1993, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994
- 24) Abrogé(e)(s) par le ch. I de la loi du 20 octobre 1993, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994
- 25) Nouvelle teneur selon la section 2 de la loi du 22 juin 1994 instituant des mesures d'économie 1995, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995
- 26) Introduit par le ch. I de la loi du 22 décembre 1995, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996
- 27) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 28) Introduit(e)(s) par le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 29) Abrogé(e)(s) par le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 30) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001; abrogé par la loi du 4 décembre 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003
- 31) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 janvier 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 32) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 janvier 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 33) Introduit par le ch. I de la loi du 28 janvier 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 35) Introduit par le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 36) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005

- 37) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 38) Introduit par le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 39) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 31 août 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 40) Introduit par le ch. I de la loi du 31 août 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 41) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 42) Abrogé par le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 43) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 44) [RS 151.3](#)
- 45) Introduit par le ch. XXVI de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ([RSJU 211.2](#))
- 46) Nouvelle teneur selon le ch. XIV de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 47) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 mai 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 48) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- 49) Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- 50) [RS 822.41](#)
- 51) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- 52) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- 53) [RS 192.12](#)
- 54) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- 55) Abrogé(e)(s) par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- 56) [RS 831.10](#)
- 57) Introduit par le ch. IV de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 58) Titre introduit par le ch. IV de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 59) Nouvelle teneur selon le ch. IV de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 60) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 61) Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 62) [RS 221.301](#)
- 63) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 64) Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 65) Nouvelle teneur selon le ch. VI de la loi du 24 mars 2010 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 66) Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2012
- 67) [RSJU 211.1](#)
- 68) Nouvelle teneur selon le ch. XVII de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 69) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013

- 70) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 71) Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 72) RS 161.1
- 73) Introduit(e) par l'article 7, alinéa 2, de la loi du 21 novembre 2012 concernant les nouvelles entreprises innovantes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2013 ([RSJU 901.6](#))
- 74) [RSJU 901.6](#)
- 75) Introduite par le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014
- 76) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 novembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014
- 77) Introduite par le ch. I de la loi du 27 novembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014
- 78) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 79) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 80) Abrogée par le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 81) Introduite par le ch. IV de la loi du 9 septembre 2015 portant adaptation de la législation en matière de gestion de la zone à bâtir, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 82) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 28 octobre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 83) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 octobre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 84) Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 28 octobre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 85) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 octobre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 86) Introduit par le ch. I de la loi du 26 octobre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 87) [RSJU 649.751](#)
- 88) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 21 décembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 89) Introduit par le ch. I de la loi du 28 février 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 90) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 février 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 91) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 24 octobre 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019
- 92) Introduite par le ch. I de la loi du 24 octobre 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019
- 93) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 94) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 95) Introduit par le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 96) Abrogé(e)(s) par le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 97) [RS 0.232.142.2](#)
- 98) [RS 232.14](#)
- 99) [RS 231.2](#)
- 100) [RS 232.16](#)
- 101) [RS 812.21](#)
- 102) [RS 910.1](#)
- 103) [RS 642.142.1](#)
- 104) [RS 420.1](#)
- 105) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 30 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020

- <sup>106)</sup> Introduit(e) par le ch. I de la loi du 30 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- <sup>107)</sup> Abrogée par le ch. I de la loi du 30 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- <sup>108)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 30 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- <sup>109)</sup> Abrogé par le ch. I de la loi du 30 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- <sup>110)</sup> Introduit(e) par le ch. I de la loi du 30 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- <sup>111)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 novembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- <sup>112)</sup> Introduit(e) par le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022
- <sup>113)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022



**Arrêté**  
**portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la**  
**loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour**  
**l'année fiscale 2022**

du 22 mars 2022

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 2a, 2b, 2c et 2d de la loi d'impôt du 26 mai 1988<sup>1)</sup>,

considérant que l'indice des prix à la consommation a passé de 102,7 points (décembre 2015 : 100) au 1<sup>er</sup> juillet 2019 à 102,0 points au 30 juin 2021,

*arrête :*

Impôt sur le  
revenu

**Article premier** <sup>1</sup> Les déductions et limites de revenu prévues par la loi d'impôt s'établissent comme suit :

**Art. 24** En lieu et place des frais professionnels effectifs, les montants forfaitaires suivants peuvent être déduits du revenu de l'activité dépendante :

- a) 20 % par les contribuables qui exercent une activité principale, mais au maximum 3 800 francs<sup>\*</sup>;
- b) 20 %, mais au maximum 1 900 francs<sup>\*</sup> par les contribuables qui exercent à titre principal une activité indépendante.

**Art. 31** Le contribuable peut déduire :

(...)

- d) les versements, les primes et les cotisations d'assurance de capitaux et d'assurance en cas de maladie et d'accidents qui ne tombent pas sous le coup de la lettre c, de même que les intérêts sur capitaux d'épargne jusqu'à concurrence de 6 400 francs<sup>\*</sup> pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et de la moitié de ce montant pour les autres contribuables; ces montants sont augmentés pour les jeunes en formation, dès l'année qui suit leur 18<sup>ème</sup> anniversaire, du même montant que celui déterminant pour les autres contribuables; de 1 020 francs<sup>\*</sup> par enfant à charge et de 740 francs<sup>\*</sup> lorsque le contribuable ou l'un des conjoints vivant en ménage commun ne verse pas de cotisations selon les lettres a et b.

**Art. 32** <sup>1</sup> Sont également déductibles :

(...)

- g) les frais engendrés par la garde confiée à une tierce personne, jusqu'à 10 000 francs\* au maximum pour chaque enfant de moins de 14 ans qui vit dans le ménage du contribuable assurant son entretien, si les frais de garde documentés ont un lien de causalité direct avec l'activité lucrative, la formation ou l'incapacité de gain du contribuable;
- h) les cotisations et les versements, jusqu'à concurrence d'un montant de 10 000 francs\*, en faveur d'un parti politique qui remplit l'une des conditions suivantes :
  - être inscrit au registre des partis conformément à l'article 76a de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques<sup>2</sup>;
  - être représenté au Parlement cantonal;
  - avoir obtenu au moins 3 % des voix lors des dernières élections au Parlement cantonal.

(...)

<sup>2</sup> Lorsque les époux vivent en ménage commun, un montant de 2 500 francs\* est déduit du produit du travail qu'obtient l'un des conjoints pour une activité indépendante de la profession, du commerce ou de l'entreprise de l'autre; une déduction semblable est accordée lorsque l'un des conjoints seconde l'autre de façon importante et régulière dans sa profession, son commerce ou son entreprise.

**Art. 34** <sup>1</sup> Les déductions personnelles suivantes sont octroyées :

(...)

- b) 1 700 francs\* pour les personnes divorcées ou séparées qui tiennent ménage indépendant, sans enfant à charge, tout en disposant du droit d'accueillir chez elles leurs enfants mineurs en application des dispositions du Code civil suisse (CC)<sup>3</sup>;
- c) 3 800 francs\* pour les contribuables qui font un apprentissage ou des études à titre principal;
- d) 5 400 francs\* pour chaque enfant jusqu'à 18 ans révolus ou qui fait un apprentissage ou des études, à l'entretien duquel le contribuable pourvoit dans une mesure prépondérante; ce montant est porté à 6 000 francs\* par enfant à partir de trois enfants à charge;

(...)

- e) un supplément de 10 000 francs\* au maximum pour chaque enfant qui est instruit hors du domicile familial et prend chambre et pension à l'extérieur; le supplément est de 2 900 francs\* au maximum si l'enfant doit prendre au-dehors uniquement un repas principal par jour ouvrable et de 2 600 francs\* au maximum pour les frais de déplacement, pour autant que l'ensemble des frais d'instruction s'élèvent à 1 000 francs\* au moins et que le revenu annuel net de l'enfant, bourse comprise, ne dépasse pas 18 000 francs\*;



- f) 2 300 francs<sup>\*</sup> pour les contributions à l'entretien d'une personne nécessiteuse, partiellement ou totalement incapable d'exercer une activité lucrative, à condition que l'aide du contribuable atteigne au moins le montant de la déduction; cette déduction n'est accordée ni aux enfants pour lesquels la déduction mentionnée sous lettre d est accordée ni au conjoint qui donne droit à la déduction mentionnée sous lettre g;
- g) 8 400 francs<sup>\*</sup> lorsque le contribuable ou son conjoint est infirme ou a atteint l'âge donnant droit au versement d'une rente simple de l'assurance-vieillesse, pour autant que le revenu net diminué des autres déductions personnelles n'excède pas 35 100 francs<sup>\*</sup> pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et 27 400 francs<sup>\*</sup> pour les autres, après les corrections suivantes :
- les pertes commerciales non absorbées sont ajoutées;
  - l'excédent de dépenses de la fortune immobilière privée et de la fortune immobilière commerciale est ajouté;
  - l'excédent de dépenses concernant les copropriétés, communautés héréditaires et autres collectivités est ajouté;
  - 3 % de la fortune imposable diminuée du double du montant de la déduction de l'article 47, lettre a, pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et du double du montant de la déduction de l'article 47, lettre b, pour les autres contribuables, est ajouté;
- la déduction est portée à 9 700 francs<sup>\*</sup> quand les deux époux sont infirmes ou ont atteint l'âge donnant droit à la rente précitée; elle se réduit de 510 francs<sup>\*</sup> par tranche de 810 francs<sup>\*</sup> dépassant les limites de revenu fixées;
- h) 2 500 francs<sup>\*</sup> aux personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui exercent une activité lucrative et tiennent ménage indépendant avec leurs enfants à charge; en cas d'exercice commun de l'autorité parentale et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants à charge, la déduction est accordée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- i) 3 500 francs<sup>\*</sup> pour les époux qui vivent en ménage commun.

<sup>2</sup> Les tranches de revenu applicables à l'impôt sur le revenu s'établissent comme suit :

**Art. 35** <sup>1</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les contribuables mariés vivant en ménage commun et les personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui tiennent seules ménage indépendant avec des enfants à charge ou des personnes nécessiteuses dont ils assument pour l'essentiel l'entretien sont :

0	%	pour les	11 900	premiers francs* de revenu;
0,880	%**	pour les	5 900	francs* suivants;
2,269	%**	pour les	8 800	francs* suivants;
3,242	%**	pour les	19 200	francs* suivants;
4,122	%**	pour les	39 800	francs* suivants;
4,771	%**	pour les	106 300	francs* suivants;
5,697	%**	pour les	221 500	francs* suivants;
5,789	%**	au-delà.		

(...)

<sup>2</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les autres contribuables sont les suivants :

0	%	pour les	6 500	premiers francs* de revenu;
1,667	%**	pour les	7 300	francs* suivants;
3,149	%**	pour les	13 200	francs* suivants;
4,029	%**	pour les	20 600	francs* suivants;
4,909	%**	pour les	39 800	francs* suivants;
5,558	%**	pour les	106 300	francs* suivants;
5,789	%**	au-delà.		

Impôt sur les  
prestations en  
capital

**Art. 2** Les tranches de capital applicables aux prestations en capital à caractère de prévoyance s'établissent comme suit :

**Art. 37** <sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> L'impôt est calculé au moment de l'échéance de la prestation en capital selon les taux d'impôt suivants :

– contribuables au sens de l'article 35, alinéa 1 :

0,9 % pour les 53 600 premiers francs\*;  
1,1 % pour les 53 600 francs\* suivants;  
1,3 % au-delà;

– contribuables au sens de l'article 35, alinéa 2 :

1,1 % pour les 53 600 premiers francs\*;  
1,3 % pour les 53 600 francs\* suivants;  
1,7 % au-delà.

(...)

Impôt sur la  
fortune

**Art. 3** <sup>1</sup> Les déductions prévues par la loi d'impôt s'établissent comme suit :

**Art. 47** Peuvent être défalqués de la fortune nette :

- a) 54 000 francs\* pour les couples mariés vivant en ménage commun;
  - b) la moitié de ce montant pour les autres contribuables et pour chaque enfant à charge donnant droit à la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; pour les parents taxés séparément, dans la mesure où ils exercent l'autorité parentale conjointement sur leurs enfants à charge et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants, cette déduction est octroyée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; si aucun des parents ne bénéficie de ce tarif, la déduction est octroyée à celui qui bénéficie de la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- (...)

<sup>2</sup> Les tranches de fortune et la limite de fortune applicables à l'impôt sur la fortune s'établissent comme suit :

**Art. 48** <sup>1</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur la fortune dû pour une année est le suivant :

0,50 ‰	pour les	106 000 premiers francs* de fortune;
0,75 ‰	pour les	318 000 francs* suivants;
0,95 ‰	pour les	371 000 francs* suivants;
1,10 ‰	pour les	796 000 francs* suivants;
1,20 ‰	pour le surplus.	

<sup>2</sup> La fortune imposable est soumise à l'impôt lorsqu'elle atteint 55 000 francs\* au moins.

Impôt sur le  
bénéfice

**Art. 4** La déduction prévue par la loi d'impôt pour les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives s'établit comme suit :

**Art. 76** <sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> (...)

<sup>3</sup> Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 20 000 francs\* de leur bénéfice imposable.

<sup>4</sup> (...)

Impôt sur le  
capital

**Art. 5** La déduction prévue par la loi d'impôt pour les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives s'établit comme suit :

**Art. 81** Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 50 000 francs\* de leur capital imposable. La déduction est portée à 101 000 francs\* pour les personnes morales qui poursuivent des buts idéaux.

Impôt à la source

**Art. 6** Les limites de recettes journalières, de même que le montant des prestations en capital en matière d'impôt perçu à la source, s'établissent comme suit :

**Art. 123** <sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettre b, l'impôt à la source est perçu sur les recettes brutes, déduction faite des frais d'acquisition, au taux de :

- a) 8,30 %\*\* pour des recettes journalières jusqu'à 220 francs\*;
- b) 12,45 %\*\* pour des recettes journalières de 221 francs\* à 1 100 francs\*;
- c) 16,60 %\*\* pour des recettes journalières de 1 101 francs\* à 3 300 francs\*;
- d) 20,75 %\*\* pour des recettes journalières supérieures à 3 300 francs\*.

<sup>3</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres c à f<sup>bis</sup>, l'impôt est perçu sur les recettes brutes au taux de :

- a) 16,60 %\*\* pour les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes et autres rémunérations (art. 122, al. 1, lettres c et d);
- b) 12,45 %\*\* pour les intérêts de créances hypothécaires (art. 122, al. 1, lettre e);
- c) (...); pour les prestations en capital, l'impôt s'élève à :
  - 5,0 % pour les 53 600 premiers francs\*;
  - 6,0 % pour les 32 100 francs\* suivants;
  - 6,5 % pour les 32 100 francs\* suivants;
  - 7,0 % pour les 32 100 francs\* suivants;
  - 7,5 % au-delà.

Entrée en  
vigueur

**Art. 7** Le présent arrêté prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Delémont, le 22 mars 2022

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : David Eray  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

\* Montants demeurant inchangés par rapport à l'année fiscale 2021

\*\* Taux modifiés par rapport à l'année fiscale 2021, en lien avec la modification de la loi d'impôt du 21 décembre 2016 (art. 217i, al. 1 à 3, LI)

1) [RSJU 641.11](#)

2) [RS 161.1](#)

3) [RS 210](#)



# Ordonnance relative au traitement fiscal de la prévoyance professionnelle

du 21 février 1989

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 69, alinéa 1, lettre f, et alinéa 4, 25, alinéa 2, lettre c, 31, lettre a, et 71, lettre b, de la loi d'impôt du 26 mai 1988 (LI)<sup>1</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Généralités

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance précise les conditions posées à l'exonération des institutions de prévoyance professionnelle et à la déduction des contributions versées par les employeurs et les assurés à des fins de prévoyance professionnelle.

Buts de  
prévoyance

**Art. 2** <sup>1</sup> La prévoyance professionnelle sert à couvrir les risques de vieillesse, de décès et d'invalidité.

<sup>2</sup> Sont également considérées comme buts de la prévoyance professionnelle au sens de la présente ordonnance les prestations de secours allouées dans des situations de gêne occasionnées par exemple par la maladie, l'accident, l'invalidité ou le chômage.

<sup>3</sup> Ne sont en revanche pas admis comme buts de prévoyance, notamment :

- a) la construction, l'entretien et l'administration de cantines ou d'installations sportives;
- b) la mise sur pied et l'exploitation de clubs et centres de formation continue;
- c) l'offre d'appartements de vacances et la fourniture de marchandises à prix réduits.

## CHAPITRE II : Exonération fiscale des institutions de prévoyance

### SECTION 1 : Institutions de prévoyance exonérées

Forme juridique **Art. 3** <sup>1</sup> Sont exonérées de l'impôt, sous réserve des prescriptions ci-après :

- a) les institutions de prévoyance en faveur du personnel et celles dont les personnes exerçant une activité lucrative indépendante relèvent à raison de leur profession, constituées en la forme de fondations (art. 80 ss CC) ou de sociétés coopératives (art. 828 ss CO);
- b) les institutions de prévoyance de droit public.

<sup>2</sup> Les institutions de prévoyance suisses d'entreprises sises à l'étranger peuvent également être exonérées lorsque l'entreprise étrangère touche de près une entreprise suisse et qu'un tiers au moins des preneurs de prévoyance sont des salariés domiciliés en Suisse.

Fondations de placement et fondations de financement

**Art. 4** Sont en outre exonérées les fondations et sociétés coopératives qui ont exclusivement pour but :

- a) de placer et de gérer la fortune des institutions de prévoyance exonérées selon l'article 3;
- b) de verser les contributions dues par l'employeur à de telles institutions.

### SECTION 2 : Conditions de l'exonération

Affectation des ressources

**Art. 5** Les institutions de prévoyance ne sont exonérées qu'à condition que leurs revenus et leurs éléments de fortune soient affectés durablement et exclusivement à des buts de prévoyance professionnelle.

Prévoyance propre et dérivée

**Art. 6** <sup>1</sup> L'institution de prévoyance peut atteindre son but en exerçant elle-même une activité de prévoyance ou en concluant des contrats d'assurance (assurance collective ou individuelle).

<sup>2</sup> En cas de conclusion de contrats d'assurance, l'institution de prévoyance doit être à la fois preneuse d'assurance et bénéficiaire.

Pluralité de plans d'assurance ou d'institutions de prévoyance

**Art. 7** <sup>1</sup> Une entreprise peut prévoir pour les différentes catégories de son personnel soit une institution de prévoyance disposant de plusieurs plans d'assurance soit plusieurs institutions de prévoyance, à condition que le principe de l'équivalence soit respecté (art. 8).



<sup>2</sup> La distinction entre les différentes catégories de personnel rattachées aux différents plans d'assurance ou aux différentes institutions de prévoyance doit se fonder sur des critères objectifs, tels que la nature de l'activité professionnelle; les divers plans de prévoyance seront définis de manière à pouvoir s'appliquer à plusieurs salariés.

Principe de l'équivalence

**Art. 8** <sup>1</sup> Lorsqu'une entreprise fonde plusieurs institutions de prévoyance ou prévoit plusieurs plans d'assurance (art. 7), elle doit respecter le principe de l'équivalence.

<sup>2</sup> Le principe de l'équivalence n'est notamment pas respecté lorsque, sans justification objective, il existe une disproportion manifeste :

- a) entre le pourcentage des prestations d'assurance par rapport au salaire effectif des assurés;
- b) dans la répartition des primes entre assurés et entreprise;
- c) entre les prestations d'assurance par rapport aux primes versées.

### SECTION 3 : Portée de l'exonération

Portée de l'exonération

**Art. 9** L'exonération s'applique à l'impôt sur le bénéfice et l'impôt sur le capital, à l'exclusion de l'impôt sur les gains immobiliers et de la taxe immobilière (art. 69, al. 1, lettre f, 88, al. 2, et 113 LI).

### SECTION 4 : Les bénéficiaires

Bénéficiaires

**Art. 10** <sup>1</sup> Les personnes suivantes sont admises comme bénéficiaires :

- a) en cas de survie : le preneur de prévoyance;
- b) en cas de décès du preneur de prévoyance : le conjoint survivant, les descendants directs et les enfants qui étaient placés auprès du preneur de prévoyance, dans la mesure où ils sont mineurs ou poursuivent une formation, ainsi que le conjoint divorcé;
- c) les personnes auxquelles le preneur de prévoyance apportait un soutien substantiel à l'époque de son décès ou dans les dernières années de sa vie;
- d) les enfants, les père et mère, les frères et sœurs, les neveux et nièces, dans la mesure où ces personnes ne sont pas déjà comprises sous lettres b et c.

<sup>2</sup> A défaut des personnes mentionnées au premier alinéa, peuvent être versés aux autres héritiers légaux, à l'exclusion de la collectivité publique, soit les cotisations payées par le preneur de prévoyance, soit les 50 % du capital de prévoyance.

<sup>3</sup> Dans les autres cas, le capital de prévoyance revient entièrement à l'institution de prévoyance.

## SECTION 5 : Règles particulières pour les indépendants

Principe

**Art. 11** <sup>1</sup> Les indépendants ne peuvent s'assurer qu'auprès de l'institution de prévoyance de leurs salariés, de celle dont ils relèvent à raison de leur branche professionnelle ou auprès de l'institution supplétive.

<sup>2</sup> Pour le surplus, les dispositions de la présente ordonnance sont applicables par analogie.

Prévoyance de l'employeur

**Art. 12** Les cotisations payées par l'employeur pour sa propre prévoyance professionnelle ne peuvent être déduites du revenu brut de l'entreprise qu'à concurrence de la part qu'il verse pour son personnel.

Cas particuliers

**Art. 13** <sup>1</sup> L'employeur affilié à l'institution de prévoyance en faveur de son personnel peut y rester affilié même lorsqu'il n'a plus d'employés, pour autant que les conditions d'assurance demeurent semblables.

<sup>2</sup> L'adaptation des prestations au coût de la vie est autorisée.

## SECTION 6 : Statuts et règlements

Statuts et règlements

**Art. 14** <sup>1</sup> Les droits et obligations de tous les bénéficiaires seront fixés dans des dispositions statutaires ou réglementaires; les statuts et le règlement doivent respecter les dispositions de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Les accords spécialement conclus avec certains preneurs de prévoyance en dérogation aux statuts ou au règlement ne sont pas admissibles.

Retrait de l'exonération

**Art. 15** L'exonération est supprimée lorsque l'institution de prévoyance ne remplit plus les conditions posées par la présente ordonnance.

### CHAPITRE III : Déduction des contributions versées par l'employeur

Principe

**Art. 16** L'ensemble des versements uniques ou périodiques qui, au cours de la période d'évaluation, sont effectués par l'employeur à des institutions de prévoyance en faveur de son personnel peuvent être déduits du revenu brut pour autant que l'institution de prévoyance ait été exonérée des impôts (art. 25, al. 2, lettre c, et art. 71, lettre b, LI).

Fonds de réserve

**Art. 17** <sup>1</sup> L'employeur peut constituer un fonds de réserve pour cotisations futures au sein d'une institution de prévoyance exonérée.

<sup>2</sup> Il ne peut verser au fonds de réserve qu'un montant maximum équivalent au quintuple des cotisations annuelles ordinaires.<sup>2)</sup>

### CHAPITRE IV : Déduction des cotisations versées par l'assuré

Principe

**Art. 18** Le contribuable peut déduire de son revenu brut les primes, cotisations et montants versés pendant la période d'évaluation à des institutions de prévoyance exonérées des impôts (art. 31, lettre a, LI).

### CHAPITRE V : Dispositions de procédure

Autorité

**Art. 19** <sup>1</sup> L'exonération fiscale est accordée par le Bureau des personnes morales et des autres impôts sur la base d'une demande écrite accompagnée d'une copie vidimée de l'acte de fondation, des statuts et des règlements éventuels.

Situation déterminante

<sup>2</sup> Est déterminante la situation au début de l'année fiscale ou de l'assujettissement s'il est postérieur.

Devoir de renseignement

**Art. 20** <sup>1</sup> Les institutions de prévoyance exonérées de l'impôt présenteront au Bureau des personnes morales et des autres impôts, par l'intermédiaire de l'autorité cantonale de surveillance des fondations, au plus tard dans les six mois à compter de l'expiration de l'exercice comptable, une récapitulation du compte d'exploitation ainsi qu'un bilan de clôture.

<sup>2</sup> Le Bureau des personnes morales et des autres impôts peut exiger la présentation de la liste des prestations effectivement assumées par l'institution de prévoyance.

Communication  
des modifications

**Art. 21** Toute modification de l'acte de fondation, des statuts ou des règlements devra être communiquée au Bureau des personnes morales et des autres impôts.

Attestation des  
prestations

**Art. 22** L'institution de prévoyance est tenue de remettre à ses assurés une attestation portant sur les primes, cotisations et montants reçus, ainsi que sur les prestations servies au titre de la prévoyance professionnelle (art. 144, al. 1, lettre c, LI).

## CHAPITRE VI : Dispositions transitoires et finales

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 23** L'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le statut fiscal des institutions de prévoyance est abrogée.

Disposition  
transitoire

**Art. 24** Les dispositions statutaires ou réglementaires non conformes à la présente ordonnance doivent être adaptées jusqu'au 31 décembre 1990.

Entrée en  
vigueur

**Art. 25** La présente ordonnance prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 1989.

Delémont, le 21 février 1989

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jean-Pierre Beuret  
Le chancelier : Joseph Boinay

1) [RSJU 641.11](#)

2) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 23 mars 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2021

## Ordonnance

### relative à l'évaluation des frais professionnels liés à une activité lucrative dépendante

du 19 décembre 2000

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 23, alinéa 2, de la loi d'impôt du 26 mai 1988 (LI)<sup>1)</sup>,

*arrête :*

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance a pour but de régler l'évaluation des frais professionnels effectifs provenant d'une activité lucrative dépendante dont la déduction est admise (art. 23, al. 1, LI).

<sup>2</sup> Elle fixe également le montant de la déduction forfaitaire octroyée en cas d'activité lucrative accessoire.

<sup>3</sup> Les contributions que l'employeur verse comme participation aux frais d'obtention du revenu doivent figurer sur l'attestation de salaire et seront indiquées comme revenu par l'employé dans sa déclaration d'impôt. En contrepartie, l'employé pourra opérer la déduction des frais effectifs selon la présente ordonnance.

Exceptions

**Art. 2<sup>4)</sup>** <sup>1</sup> Les frais pris à charge par un tiers, les dépenses privées résultant de la situation professionnelle du contribuable (frais privés de représentation), les frais de formation et les frais d'entretien du contribuable et de sa famille ne sont pas déductibles.

<sup>2</sup> S'agissant des frais de formation, l'article 32, alinéa 1, lettre i, de la loi d'impôt est réservé<sup>1)</sup>.

Base  
d'évaluation

**Art. 3** Le nombre de jours de travail pris en considération s'élève en principe à 225 jours par année si le travail est exercé toute l'année.

Epoux

**Art. 4** <sup>1</sup> La déduction pour frais d'obtention du revenu est accordée à chacun des époux exerçant une activité lucrative dépendante.

<sup>2</sup> En cas de taxation commune, chacun des époux peut choisir le mode de déduction de ses frais d'obtention du revenu.

<sup>3</sup> Si l'un des époux seconde l'autre dans sa profession, son commerce ou son entreprise, la déduction des frais d'obtention du revenu est admise s'il existe un rapport de travail faisant l'objet d'un décompte avec les assurances sociales.

#### Droit d'option

**Art. 5** <sup>1</sup> Le contribuable qui exerce à titre principal une profession dépendante peut demander la déduction soit d'un montant forfaitaire (art. 24 LI), soit des frais effectifs d'obtention du revenu (art. 23 LI).

<sup>2</sup> Le contribuable peut choisir, lors de chaque période fiscale, le mode de déduction.

<sup>3</sup> Le contribuable ne peut revendiquer simultanément la déduction des frais effectifs et la déduction forfaitaire pour la même période fiscale.

#### Frais effectifs 1. Principes

**Art. 6** <sup>1</sup> Sont déductibles les frais effectifs prouvés définis ci-après ou les forfaits partiels correspondants.

<sup>2</sup> Sous réserve des cas prévus par la présente ordonnance, les forfaits partiels se déterminent conformément aux déductions forfaitaires arrêtées par le Département fédéral des finances pour la taxation en matière d'impôt fédéral direct.

<sup>3</sup> Les forfaits partiels sont réduits de manière appropriée si l'activité lucrative dépendante est exercée à temps partiel ou pendant une partie de l'année seulement.

#### Frais de déplacement

**Art. 7** <sup>1</sup> Sont considérés comme frais de déplacement déductibles les frais de transport entre le domicile et le lieu de travail, pour autant que la distance à parcourir soit telle que le contribuable doive recourir à un moyen de transport public ou privé.

<sup>2</sup> En cas d'utilisation d'un véhicule privé, le contribuable peut déduire, au titre des frais nécessaires, les dépenses qu'il aurait eues en utilisant les transports publics.

<sup>3</sup> Les frais d'utilisation d'un véhicule privé sont déductibles, conformément à l'alinéa 4, lorsqu'il n'existe pas de moyens de transport public ou que le contribuable n'est pas à même de s'en servir pour cause d'infirmité, d'éloignement considérable entre le domicile ou le lieu de travail et la station la plus proche, d'horaires défavorables ou pour d'autres motifs analogues.

<sup>4</sup> Les frais de déplacement au moyen d'un véhicule privé sont déterminés sur la base de normes par kilomètre parcouru fixées par le Service des contributions. Il peut fixer des tarifs échelonnés.

<sup>5</sup> Si elle est inférieure, la déduction pour surplus de dépenses résultant des repas pris hors du domicile selon l'article 8 interviendra en règle générale à la place des frais effectifs au retour au domicile (trajet dans les deux sens) pendant la pause de midi ou une autre suspension de travail.

Frais de déplacement en cas d'utilisation gratuite d'un véhicule de fonction à des fins privées

**Art. 7a<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> S'il utilise gratuitement un véhicule de fonction pour des déplacements entre son lieu de domicile et son lieu de travail et à d'autres fins privées, le contribuable peut procéder à un calcul forfaitaire de ses frais de déplacement au lieu d'établir un décompte des frais effectifs de l'utilisation privée et de faire valoir la déduction des frais de déplacement visée à l'article 7.

<sup>2</sup> Aux fins du calcul forfaitaire des frais de déplacement, 0,9 % du prix d'achat du véhicule est considéré comme un revenu mensuel provenant de cette utilisation.

Frais de repas

**Art. 8** <sup>1</sup> La déduction des frais de repas a pour objet le surplus de dépenses inévitables occasionné par l'obligation de prendre un repas principal au-dehors en raison de l'éloignement du lieu de travail ou du lieu de domicile ou d'un horaire de travail qui ne permet pas de prendre le repas de midi à domicile.

<sup>2</sup> Est également déductible le surplus de dépenses lié aux repas intermédiaires nécessités par un horaire de travail spécial, en particulier le travail par équipes ou de nuit.

<sup>3</sup> Les déductions sont calculées sur la base des forfaits partiels visés à l'article 6, alinéa 2. Les déductions des alinéas 1 et 2 ne peuvent pas être cumulées.

<sup>4</sup> La déduction est réduite de moitié lorsque l'employeur contribue à l'abaissement du prix des repas (contribution en espèces, remise de bons, etc.) ou que des repas peuvent être pris dans des cantines, dans un restaurant pour le personnel ou un restaurant de l'employeur. La déduction peut être réduite de manière appropriée lorsque l'employé est au bénéfice de frais forfaitaire de représentation.<sup>4)</sup>

<sup>5</sup> Pour les contribuables qui séjournent hors de leur domicile fiscal pendant la semaine, seule est admise la déduction prévue à l'article 10.

<sup>6</sup> ...<sup>2)</sup>

### **Art. 9**<sup>5)</sup>

Séjour hors du domicile

**Art. 10** <sup>1</sup> Le contribuable qui séjourne durant la semaine à son lieu de travail et qui regagne son domicile fiscal en fin de semaine et durant les jours fériés, peut déduire le surplus de dépenses résultant du séjour hors du lieu de domicile. Font partie du surplus de dépenses les frais supplémentaires de logement, de repas pris hors du domicile, ainsi que les frais de déplacement.

<sup>2</sup> A titre de frais supplémentaires et nécessaires de logement, le contribuable peut déduire les frais d'une chambre, d'un studio ou d'un logement d'une pièce conformément aux loyers usuels au lieu de séjour.

<sup>3</sup> Le contribuable séjournant hors de son domicile peut déduire les frais de deux repas par jour ouvrable, mais au maximum le double du montant prévu à l'article 8, alinéa 3, pour autant que l'employeur ne contribue pas à l'abaissement de ces frais.

<sup>4</sup> Sont considérés comme frais de déplacement nécessaires et déductibles, les frais résultant du retour régulier au domicile fiscal ainsi que les frais nécessités au lieu de séjour par le déplacement entre le logement et le lieu de travail. L'article 7 est applicable par analogie.

Autres frais professionnels

**Art. 11** <sup>1</sup> Un montant forfaitaire de 2 000 francs peut être déduit pour les dépenses professionnelles générales, dues notamment aux habits de travail, à l'usure particulière des vêtements et chaussures, à l'outillage professionnel ainsi qu'aux frais supplémentaires en raison de travaux pénibles et pour l'achat d'ouvrages professionnels, si l'activité lucrative principale est exercée toute l'année.<sup>3)</sup>



<sup>2</sup> La déduction est réduite proportionnellement en cas de travail à temps partiel ou lorsque l'exercice d'une profession principale dépendante n'a eu lieu que pendant une partie de l'année.

<sup>3</sup> La déduction de 2 000 francs est réputée couvrir les frais liés à l'achat d'ouvrages professionnels jusqu'à concurrence de 1 000 francs. Seule la partie des frais excédant ce montant est donc déductible en plus, à condition que l'ensemble de ces frais soit établi.<sup>[3\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Les montants fixés aux alinéas 1 et 3 sont adaptés au montant minimum du forfait partiel selon l'article 6, alinéa 2.

Chambre de travail

**Art. 12** Les frais occasionnés par une chambre de travail dans le logement privé du contribuable (part du loyer ou à la valeur locative ainsi qu'aux dépenses causées par le chauffage, l'éclairage et le nettoyage) sont déductibles jusqu'à concurrence de 800 francs pour autant que les conditions suivantes soient réalisées :

- le lieu de travail ne dispose d'aucun local convenable pour exercer l'activité professionnelle;
- le logement privé compte une pièce particulière pour l'exercice de l'activité professionnelle;
- cette pièce est principalement et régulièrement utilisée pour effectuer une part substantielle de l'activité professionnelle.

Jetons de présence

**Art. 13** Les dépenses supportées par les membres d'autorités, de commissions et de conseils d'administration pour assister à des séances sont déductibles dans la mesure prévue par des instructions édictées par le Gouvernement.

Activité accessoire

**Art. 14** <sup>1</sup> Le contribuable peut faire valoir une déduction de 20 pour cent du revenu net de l'activité accessoire, au minimum 800 francs, au maximum 2 400 francs. Ces montants sont adaptés aux forfaits partiels selon l'article 6, alinéa 2.<sup>[3\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La justification de frais plus élevés est réservée. Les articles 7 à 13 sont applicables par analogie.

Cotisations syndicales

**Art. 15** Les cotisations versées à des associations professionnelles sont également déductibles si l'adhésion est en rapport avec l'activité lucrative exercée.

Abrogation

**Art. 16** L'ordonnance du 21 février 1989 relative à l'évaluation des frais professionnels liés à une activité lucrative dépendante est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 17** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Delémont, le 19 décembre 2000

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Kohler  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) [RSJU 641.11](#)
- 2) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 26 février 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 26 février 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 5) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 6) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 17 août 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022

## Ordonnance relative à l'imputation d'impôts étrangers prélevés à la source<sup>4)</sup>

du 13 décembre 2016

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 15 de l'ordonnance fédérale du 22 août 1967 relative à l'imputation d'impôts étrangers prélevés à la source<sup>1)</sup> (dénommée ci-après : "l'ordonnance fédérale"),<sup>5)</sup>

vu l'article 90, alinéa 2, de la Constitution cantonale<sup>2)</sup>,

*arrête :*

But	<b>Article premier<sup>5)</sup></b> La présente ordonnance a pour but de désigner l'autorité compétente pour l'exécution de l'imputation d'impôts étrangers prélevés à la source et d'en définir la procédure.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Autorité d'exécution	<b>Art. 3<sup>5)</sup></b> L'application de l'imputation d'impôts étrangers prélevés à la source est attribuée à la Section des personnes physiques.
Demande d'imputation	<p><b>Art. 4</b> <sup>1</sup> La demande d'imputation d'impôts étrangers prélevés à la source, établie sur une formule spéciale (demande d'imputation d'impôts étrangers prélevés à la source pour dividendes et intérêts étrangers), doit être jointe à l'état des titres qui accompagne la déclaration d'impôt.<sup>5)</sup></p> <p><sup>2</sup> La demande doit généralement être remise à la Section des personnes physiques, sur un support papier ou électronique, jusqu'à la fin du mois de février qui suit l'année fiscale ou 30 jours après sa réception.</p> <p><sup>3</sup> Une prolongation du délai pour la remise de la déclaration d'impôt, accordée par l'autorité de taxation compétente, est valable également pour la demande d'imputation d'impôts étrangers prélevés à la source. Le délai de péremption prévu par l'article 14, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale<sup>1)</sup> ne peut toutefois pas être prorogé.<sup>5)</sup></p>

Montants  
insignifiants

**Art. 5<sup>5)</sup>** L'imputation d'impôts étrangers prélevés à la source n'est accordée que si les impôts des Etats contractant perçus sur des revenus provenant de ces Etats excèdent au total l'équivalent de 100 francs (art. 7 de l'ordonnance fédérale<sup>1)</sup>).

Remboursement  
et compensation

**Art. 6** <sup>1</sup> La Section des personnes physiques rembourse le montant de l'imputation d'impôts étrangers prélevés à la source à l'ayant droit.<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Le montant à rembourser peut être compensé avec des arriérés d'impôts ou avec des acomptes si le paiement de ceux-ci s'avère menacé.

<sup>3</sup> Les montants à rembourser inférieurs à 500 francs sont portés en compte.

<sup>4</sup> Pour le surplus, l'ordonnance fédérale<sup>1)</sup> est applicable.

Décompte entre  
le Canton et la  
Confédération

**Art. 7** S'il subsiste un montant à rembourser après déduction de la part mise à la charge de la Confédération selon l'article 20, alinéa 1, de l'ordonnance fédérale<sup>1)</sup>, il est mis à la charge du Canton et de la commune de domicile du requérant, proportionnellement à leurs quotités d'impôt.

Renvoi

**Art. 8** Pour le surplus, les dispositions relatives à l'organisation (section 2) et aux réclamation et recours (section 4) de l'ordonnance du 13 décembre 2016 relative au remboursement de l'impôt anticipé<sup>3)</sup> sont applicables.

Dispositions  
transitoires

**Art. 9** <sup>1</sup> La présente ordonnance s'applique aux procédures de remboursement de l'impôt prélevé dès le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

<sup>2</sup> Le remboursement de l'impôt prélevé jusqu'au 31 décembre 2015 est régi par l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'imputation forfaitaire d'impôt.

Abrogation

**Art. 10** L'ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'imputation forfaitaire d'impôt est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 11** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Delémont, le 13 décembre 2016

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

Approuvée par le Département fédéral des finances le 25 janvier 2017.

1) [RS 672.201](#)

2) [RSJU 101](#)

3) [RSJU 648.21](#)

4) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 23 mars 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2021

5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 23 mars 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2021



# Loi concernant la péréquation financière (LPF)<sup>33)</sup>

du 20 octobre 2004

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 126 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Champ d'application

Champ  
d'application

**Article premier** La présente loi s'applique à la péréquation financière directe et à la péréquation financière indirecte.

Cadre

**Art. 2** <sup>1</sup> La péréquation financière a pour but :

- a) de permettre aux communes de disposer des ressources nécessaires pour accomplir leurs tâches sans devoir appliquer une fiscalité trop lourde;
- b) d'atténuer les disparités importantes dans les ressources des communes;
- c) d'instaurer une solidarité entre les communes dans les secteurs d'activité où les charges sont partagées entre les communes et l'Etat.

<sup>2</sup> Les mesures de la péréquation financière sont prises dans le cadre des moyens financiers disponibles, de l'intérêt général prépondérant de l'ensemble du canton et d'une gestion administrative et financière communale économe et efficiente.

## CHAPITRE II : Péréquation financière directe

### SECTION 1 : Dispositions générales

Buts

**Art. 3** La péréquation financière directe vise à réduire les disparités de ressources entre les communes par :

- a) l'allocation des moyens financiers aux communes ayant le moins de ressources;
- b) la compensation des charges structurelles.

Fonds de  
péréquation  
financière

**Art. 4** Un fonds de péréquation financière est créé afin d'atteindre ces objectifs.

## SECTION 2 : Péréquation des ressources

Péréquation des  
ressources,  
principe

**Art. 5** La péréquation des ressources vise à réduire les disparités de ressources entre les communes et à leur assurer une dotation minimale.

Indice des  
ressources

**Art. 6** <sup>1</sup> L'indice des ressources est égal, pour chaque commune, au rapport entre son revenu fiscal harmonisé par habitant et le revenu fiscal harmonisé moyen par habitant de l'ensemble des communes, multiplié par 100.

<sup>2</sup> Le revenu fiscal harmonisé équivaut au rendement net des recettes fiscales ordinaires, divisé par la quotité ordinaire de la commune et multiplié par la quotité ordinaire moyenne pondérée de l'ensemble des communes.

Ecart des  
ressources

**Art. 7** L'écart des ressources exprime la différence existant entre l'indice des ressources de la commune et l'indice des ressources moyen de l'ensemble des communes.

Indice supérieur  
à la moyenne

**Art. 8** <sup>1</sup> Les communes dont l'indice des ressources est supérieur à la moyenne de l'ensemble des communes alimentent le fonds de péréquation financière en fonction de leur écart des ressources, d'un coefficient progressif, du revenu fiscal harmonisé moyen par habitant de l'ensemble des communes et de leur population.

<sup>2</sup> Sur proposition du Service des communes, le Gouvernement fixe annuellement, par voie d'arrêté, le coefficient progressif d'alimentation.

Zone neutre

**Art. 9** <sup>1</sup> Les communes dont l'indice des ressources est inférieur à la moyenne, mais proche de celle-ci, appartiennent à la zone neutre.

<sup>2</sup> Les communes de la zone neutre n'alimentent pas le fonds de péréquation financière et n'en bénéficient pas.

<sup>3</sup> Sur proposition du Service des communes, le Gouvernement définit annuellement, par voie d'arrêté, la zone neutre dans les limites des moyens disponibles.



Indice inférieur à la zone neutre

**Art. 10** <sup>1</sup> Seules les communes dont l'indice des ressources est inférieur à la zone neutre bénéficient des prestations du fonds de péréquation financière visant à réduire les disparités.

<sup>2</sup> La réduction des disparités correspond à la différence entre l'indice des ressources de la commune et un indice qui tient compte du niveau de la dotation minimale, de la limite inférieure de la zone neutre, de la population de la commune et du revenu fiscal harmonisé moyen par habitant de l'ensemble des communes.

Dotation minimale

**Art. 11** <sup>1</sup> La dotation minimale est une allocation de moyens permettant d'atteindre la limite d'indice des ressources que les prestations du fonds de péréquation financière assurent à chaque commune.

<sup>2</sup> Sur proposition du Service des communes, le Gouvernement détermine annuellement, par voie d'arrêté, la limite d'indice de la dotation minimale.

Limitation de la redistribution

**Art. 12** <sup>1</sup> Les prestations du fonds de péréquation financière sont dégressives pour les communes qui verraient leur quotité générale d'impôt être inférieure à la quotité générale moyenne si les prestations leur étaient versées en plein. La dégressivité concerne également les communes qui se trouvent au-dessous de la limite de la dotation minimale.

<sup>2</sup> La réduction ne peut pas aller jusqu'à annuler la prestation reçue.

<sup>3</sup> Sur proposition du Service des communes, le Gouvernement fixe annuellement, par voie d'arrêté, la limitation de la redistribution.

Procédures de calcul

**Art. 13** Le Gouvernement arrête, par voie d'ordonnance, les procédures de calcul relatives à :

- a) l'indice des ressources;
- b) l'alimentation du fonds de péréquation financière;
- c) la réduction des disparités;
- d) la dotation minimale;
- e) la limitation de la redistribution.

### SECTION 3 : Compensation des charges structurelles

Principe	<p><b>Art. 14</b> La compensation des charges structurelles vise à réduire les disparités de situations entre communes concernées, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les communes défavorisées en raison de la topographie;</li> <li>b) les communes supportant des charges spécifiques liées à leur fonction de communes-centres.</li> </ul>
Redistribution des prestations liées à la topographie	<p><b>Art. 15</b> <sup>1</sup> Les communes dont la charge structurelle liée à la topographie dépasse la limite retenue reçoivent une aide proportionnelle au nombre d'habitants et à l'écart par rapport à cette limite.</p> <p><sup>2</sup> La limite donnant droit aux prestations et le montant total à répartir sont définis annuellement par arrêté du Gouvernement sur proposition du Service des communes.</p>
Critères	<p><b>Art. 16</b> Le critère des charges structurelles liées à la topographie se fonde sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la surface par habitant;</li> <li>b) la charge de déneigement.</li> </ul>
Surface	<p><b>Art. 17</b> La surface déterminante correspond à la mesure de l'Office fédéral de la statistique.</p>
Charges de déneigement	<p><b>Art. 18</b> La compensation des charges de déneigement intervient grâce à la répartition annuelle d'un montant forfaitaire, proportionnellement à la population des communes dont l'altitude est égale ou dépasse 800 mètres.</p>
Charge nette de commune-centre	<p><b>Art. 19</b> <sup>1</sup> Les communes de Delémont et de Porrentruy bénéficient d'une compensation des charges de commune-centre.</p> <p><sup>2</sup> La compensation des charges de commune-centre est supportée, d'une part, par les communes de la couronne urbaine, et, d'autre part, par les autres communes du district en fonction de leur éloignement de la commune-centre. Les communes concernées sont consultées sur les modifications des critères liés à la compensation des charges de commune-centre.</p>

<sup>3</sup> Le Gouvernement détermine, par voie d'ordonnance, les charges qu'il y a lieu de compenser et les communes qui font partie de la couronne urbaine. Si les circonstances le justifient, il peut sortir une commune périphérique du district et l'intégrer dans les calculs au district voisin.

Calcul des  
montants,  
évaluation

**Art. 20** <sup>1</sup> Le Gouvernement détermine périodiquement, par voie d'arrêté, la pondération du critère de l'éloignement en vue du calcul des montants à répartir.

<sup>2</sup> Sur proposition du Service des communes, le Gouvernement arrête chaque année les montants à répartir.

<sup>3</sup> Le Service des communes gère la problématique des charges structurelles et évalue régulièrement le degré de réalisation des objectifs.

#### **SECTION 4 : Fonds de péréquation financière**

Alimentation

**Art. 21** <sup>1</sup> Le fonds de péréquation financière est alimenté par l'Etat et les communes dont l'indice des ressources est supérieur à la moyenne de l'ensemble des communes.

<sup>2</sup> Sur proposition du Service des communes, le Gouvernement définit annuellement, par voie d'arrêté, les contributions de l'Etat et des communes.

<sup>3</sup> La contribution de l'Etat tient compte des besoins futurs du fonds de péréquation financière, de la politique de fusion de communes et de la situation des finances cantonales et communales.[28\)](#)

Allocations

**Art. 22** Sur proposition du Service des communes, le Gouvernement fixe annuellement, par voie d'arrêté, dans les limites des disponibilités, le montant des allocations à charge du fonds de péréquation financière.

Gestion et  
fonctionnement

**Art. 23** <sup>1</sup> Le Gouvernement gère le fonds de péréquation financière.

<sup>2</sup> Il en détermine les règles de fonctionnement par voie d'ordonnance.

Commission

**Art. 24** <sup>1</sup> Une commission du fonds de péréquation financière est créée.

<sup>2</sup> Elle donne son préavis sur les propositions du Service des communes à l'intention du Gouvernement relatives aux paramètres et aux montants de la péréquation financière directe et indirecte.

<sup>3</sup> Elle se détermine sur les propositions émises par le Service des communes en application de l'article 27, alinéa 3.

<sup>4</sup> La commission est composée de neuf membres, dont quatre sont désignés par le Parlement et quatre par le Gouvernement en tant que représentants des communes. La commission est présidée par le chef du département auquel est rattaché le Service des communes.

<sup>5</sup> Le Gouvernement définit, par voie de règlement, le fonctionnement de la commission.

## SECTION 5 : Fonds de soutien stratégique

### Constitution

**Art. 25** <sup>1</sup> Un fonds de soutien stratégique est institué.

<sup>2</sup> Il est alimenté par le fonds de péréquation financière.

### Objectifs

**Art. 26** Le fonds de soutien stratégique a pour but :

- a) d'offrir un soutien financier conditionnel aux communes confrontées à des événements extraordinaires et à effets durables qui compromettent gravement leur équilibre financier;
- b) de faciliter la transition entre l'ancien et le nouveau système de péréquation financière, en offrant une aide financière aux communes possédant un indice des ressources inférieur à la moyenne et répondant aux conditions fixées dans les dispositions transitoires de la présente loi;
- c) <sup>29</sup> de compenser, en faveur des communes fusionnées et pendant deux années consécutives après l'entrée en force de la fusion, les éventuelles pertes liées à la péréquation financière directe.

### Fonctionnement et gestion

**Art. 27** <sup>1</sup> Le Gouvernement détermine, par voie d'ordonnance, les règles de fonctionnement du fonds de soutien stratégique.

<sup>2</sup> Il subordonne l'octroi d'allocations du fonds à certaines conditions, notamment en ce qui concerne l'assainissement de la situation financière de la commune ou la mise en œuvre d'un projet de fusion.

<sup>3</sup> Il gère le fonds de soutien stratégique et fixe chaque année, par voie d'arrêté, les versements de prestations sur proposition du Service des communes.

Contrôle des  
objectifs

**Art. 28** Le Service des communes évalue régulièrement le degré de réalisation des objectifs et en rapporte au Gouvernement.

### CHAPITRE III : Péréquation financière indirecte

Objectifs

**Art. 29** Le système de péréquation financière indirecte a pour principaux objectifs :

- a) la simplicité et l'unification des procédures de calcul;
- b) la mise en commun des efforts des communes et de l'Etat dans les secteurs d'activité qui le justifient.

Domaines et clés  
de répartition

**Art. 30<sup>27)</sup>** La péréquation financière indirecte régit la répartition des charges entre l'Etat et les communes dans les domaines et selon les clés suivants :

Domaine	Etat %	Communes %
1. Action sociale	72	28
1.1. Service dentaire scolaire <sup>25)</sup>	50	50
2. Assurances sociales	67,5	32,5
3. Allocations familiales dans l'agriculture après couverture par les contributions de l'agriculture	100	0
4. Santé	100	0
5. Enseignement (dépenses dites générales selon les articles 152 et 153 de la loi scolaire <sup>2)</sup> et frais d'exploitation et dépenses d'investissement des institutions selon l'article 40 de la loi scolaire) <sup>24)</sup>	36,5	63,5
6. Mesures en faveur des demandeurs d'emploi	50	50

Critère de répartition entre communes

**Art. 31** La population résidante conformément aux données du Bureau cantonal de la statistique constitue le critère de répartition de l'ensemble des charges appartenant au système de péréquation financière indirecte entre les communes.

## CHAPITRE IV : Décompte et versements

Part des communes et modalités de paiement

**Art. 32** Le Gouvernement détermine annuellement, par voie d'arrêté, les parts des charges dévolues aux communes et les modalités de paiement.

Base de calcul

**Art. 33** <sup>1</sup> L'indice des ressources et les calculs de la péréquation financière indirecte sont déterminés en prenant en considération les éléments de chaque commune arrêtés pour l'année la plus proche de l'année durant laquelle le décompte est effectué.

<sup>2</sup> Pour la population, il est tenu compte pour chaque commune de la dernière population résidante au 31 décembre, conformément aux données du Bureau cantonal de la statistique.

Décompte

**Art. 34** Les contributions des communes au fonds de péréquation financière et la redistribution des ressources aux communes bénéficiaires font l'objet d'un seul décompte.

Publication

**Art. 35** Les prestations octroyées aux communes sont publiées dans le Journal officiel.

## CHAPITRE V : Dispositions transitoires et finales

### SECTION 1 : Fonds d'aide aux fusions

Constitution

**Art. 36** <sup>1</sup> Dès l'année d'entrée en vigueur de la présente loi, et pour les trois premières années, un montant de 1 million de francs est affecté annuellement au fonds d'aide aux fusions (art. 10 du décret sur la fusion de communes<sup>31</sup>) par le fonds de péréquation financière. Dès la quatrième année, l'alimentation passe à 0,5 million de francs jusqu'à ce que l'alimentation totale du fonds d'aide aux fusions atteigne 13 millions de francs.<sup>34</sup>

<sup>2</sup> Si les besoins dépassent temporairement la fortune du fonds d'aide aux fusions, le Gouvernement procède à une avance, conformément à l'article 35, alinéa 4, de la loi sur les finances cantonales<sup>4)</sup>. Les futures recettes affectées au fonds d'aide aux fusions servent prioritairement à rembourser les éventuelles avances effectuées.

Renvoi

**Art. 37** <sup>1</sup> La loi sur les communes<sup>5)</sup> et le décret sur la fusion de communes<sup>3)</sup> règlent l'utilisation et la gestion du fonds d'aide aux fusions.

<sup>2</sup> Le Service des communes évalue régulièrement le degré de réalisation des objectifs et en rapporte au Gouvernement.

## SECTION 2 : Aide de transition

Conditions

**Art. 38** <sup>1</sup> L'aide de transition à charge du fonds de soutien stratégique est accordée pendant cinq ans dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>2</sup> Elle est accordée aux communes possédant un indice des ressources inférieur à la moyenne et dont les contribuables devraient supporter une charge supplémentaire qui dépasse 1,5 dixième de quotité ordinaire. Il est tenu compte de la charge fiscale globale supportée par le contribuable.

<sup>3</sup> Les prestations du fonds de soutien stratégique liées à la transition sont linéairement dégressives.

## SECTION 3 : Evaluation

Evaluation du système

**Art. 39** <sup>1</sup> Après trois ans d'exercice du nouveau système de péréquation financière, le Gouvernement procède à une évaluation en se basant sur les travaux d'un comité de suivi composé de représentants de l'Etat et des communes.

<sup>2</sup> Il fait part, dans l'année qui suit, de ses conclusions au Parlement et lui propose, le cas échéant, les adaptations nécessaires.

## SECTION 4 : Autres dispositions transitoires et finales

Ancien droit

**Art. 40** <sup>1</sup> Les dispositions contraires de péréquation financière directe ou indirecte et de répartition des charges contenues dans d'autres textes législatifs antérieurs à l'entrée en vigueur de la présente loi ne sont plus applicables.

<sup>2</sup> Dans le calcul du montant des subventions cantonales aux communes ou aux syndicats de communes, l'indice des ressources au sens de la présente loi s'applique en lieu et place de la capacité contributive et de la capacité économique et financière. Au surplus, les dispositions spéciales relatives à ces subventions, notamment les critères autres que la capacité contributive et la capacité économique et financière, ne sont pas touchées par la présente loi.

Dissolution de  
fonds

**Art. 41** <sup>1</sup> Le fonds de péréquation financière reprend les avoirs du fonds de compensation financière qui est dissous.

<sup>2</sup> Le fonds de soutien stratégique reprend les avoirs du fonds de secours aux communes et du fonds spécial de compensation financière qui sont dissous.

Quotités  
recommandées

**Art. 42** <sup>1</sup> Afin d'assurer le passage au nouveau système de péréquation financière dans les meilleures conditions possibles, le Gouvernement établit une liste des quotités communales recommandées pour l'année d'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>2</sup> Les quotités communales d'impôt recommandées sont portées à la connaissance des autorités législative et exécutive communales appelées à déterminer la quotité communale d'impôt applicable au budget de la première année du nouveau régime de péréquation.

<sup>3</sup> Les alinéas qui précèdent s'appliquent par analogie aux taux des impôts ecclésiastiques.

Régime  
transitoire

**Art. 42a<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> Sauf disposition légale contraire, les charges relatives aux années précédant l'entrée en vigueur d'une modification de la présente loi sont réparties entre l'Etat et les communes selon l'ancien droit.

<sup>2</sup> L'article 26, lettre c, prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009 et s'applique en particulier aux communes pour lesquelles la fusion est devenue effective à cette date.<sup>29)</sup>



Domaines et clés  
de répartition  
utilisés pour les  
paiements 2008

**Art. 42b<sup>26)</sup>** La péréquation financière indirecte régit la répartition des charges entre l'Etat et les communes dans les domaines et selon les clés suivants pour les paiements 2008 :

Domaine	Etat %	Communes %
1. Action sociale	62	38
1.1 Service dentaire scolaire <sup>25)</sup>	50	50
2. Assurances sociales	66,66 (deux tiers)	33,33 (un tiers)
3. Allocations familiales dans l'agriculture après couverture par les contributions de l'agriculture	100	0
4. Santé	100	0
5. Enseignement (dépenses dites générales selon les articles 152 et 153 de la loi scolaire <sup>2)</sup> et frais d'exploitation et dépenses d'investissement des institutions selon l'article 40 de la loi scolaire) <sup>24)</sup>	36,5	63,5
6. Mesures en faveur des demandeurs d'emploi	50	50

Domaines et clés  
de répartition  
utilisés pour les  
paiements 2009  
et 2010

**Art. 42c<sup>26)</sup>** La péréquation financière indirecte régit la répartition des charges entre l'Etat et les communes dans les domaines et selon les clés suivants pour les paiements 2009 et 2010 :

Domaine	Etat %	Communes %
1. Action sociale	72	28
1.1 Service dentaire scolaire <sup>25)</sup>	50	50
2. Assurances sociales	67,5	32,5
3. Allocations familiales dans l'agriculture après couverture par les contributions de l'agriculture	100	0

4.	Santé	100	0
5.	Enseignement (dépenses dites générales selon les articles 152 et 153 de la loi scolaire <sup>2)</sup> et frais d'exploitation et dépenses d'investissement des institutions selon l'article 40 de la loi scolaire) <sup>24)</sup>	36,5	63,5
6.	Mesures en faveur des demandeurs d'emploi	50	50

Compensation appropriée aux communes (art. 196, al. 1bis, LIFD)

**Art. 42d**<sup>30)</sup> <sup>1</sup> Dès l'entrée en vigueur de la loi fédérale du 28 septembre 2018 relative à la réforme fiscale et au financement de l'AVS (RFFA)<sup>31)</sup>, l'Etat alloue aux communes une compensation appropriée au sens de l'article 196, alinéa 1bis, de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct<sup>32)</sup> durant une période de cinq ans.

<sup>2</sup> La compensation correspond aux 40 % du montant résultant de la diminution de 83 % à 78,8 % du taux fixé à l'article 196, alinéa 1, de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct<sup>32)</sup>.

<sup>3</sup> Sur proposition du délégué aux affaires communales, le Gouvernement fixe annuellement, par voie d'arrêté, la répartition du montant de la compensation entre les communes proportionnellement aux pertes fiscales subies par celles-ci dans le cadre de l'imposition des personnes morales.

Modification du droit en vigueur

**Art. 43** <sup>1</sup> La loi du 20 décembre 1990 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école secondaire (loi scolaire)<sup>2)</sup> est modifiée comme il suit :

**Article 153, alinéa 2**

...<sup>6)</sup>

**Article 154, alinéas 1 et 3**

...<sup>6)</sup>

<sup>2</sup> Le décret du 14 décembre 1994 fixant la répartition des dépenses scolaires<sup>7)</sup> entre les communes est modifié comme il suit :

**Article 2**

...<sup>8)</sup>

### **Articles 3, 4, 8 et 9**

Abrogés.

<sup>3</sup> Le décret du 6 décembre 1978 concernant le service dentaire scolaire<sup>[9\)](#)</sup> est modifié comme il suit :

#### **Article 19, alinéa 4**

... <sup>[8\)](#)</sup>

<sup>4</sup> La loi du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes<sup>[10\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

#### **Article 39, alinéa 4**

... <sup>[6\)](#)</sup>

<sup>5</sup> La loi sanitaire du 14 décembre 1990<sup>[11\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

#### **Article 13, lettre a**

... <sup>[6\)](#)</sup>

#### **Article 39, lettre a**

... <sup>[6\)](#)</sup>

#### **Article 64, alinéa 8**

... <sup>[6\)](#)</sup>

#### **Article 65, alinéa 6**

Abrogé

#### **Article 68**

... <sup>[6\)](#)</sup>

<sup>6</sup> La loi sur les hôpitaux du 22 juin 1994<sup>[12\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

#### **Article 67, note marginale et alinéa 2**

... <sup>[6\)](#)</sup>

#### **Article 68**

Abrogé

#### **Article 99**

... <sup>[6\)](#)</sup>

<sup>7</sup> L'arrêté du 31 mars 1988 portant création de l'Ecole de soins infirmiers de la République et Canton du Jura<sup>13)</sup> est modifié comme il suit :

**Article 6**

...<sup>14)</sup>

<sup>8</sup> Le décret du 24 mars 1999 sur le financement de la gestion des déchets<sup>15)</sup> est modifié comme il suit :

**Article 9, alinéa 3**

...<sup>8)</sup>

<sup>9</sup> La loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946<sup>16)</sup> sur l'assurance vieillesse et survivants est modifiée comme il suit :

**Article 23**

...<sup>6)</sup>

**Article 24**

Abrogé.

<sup>10</sup> La loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 19 juin 1959<sup>17)</sup> sur l'assurance invalidité est modifiée comme il suit :

**Article 7, alinéa 1**

...<sup>6)</sup>

**Article 7, alinéa 2**

Abrogé.

<sup>11</sup> La loi du 9 décembre 1998 portant introduction à la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance vieillesse, survivants et invalidité<sup>18)</sup> est modifiée comme il suit :

**Article 11, alinéa 1**

...<sup>6)</sup>

<sup>12</sup> La loi du 6 décembre 2000 portant introduction de la loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de services et de la loi fédérale sur l'assurance chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité<sup>19)</sup> est modifiée comme il suit :

**Article 22, alinéa 2**

...<sup>6)</sup>

<sup>13</sup> La loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale<sup>20)</sup> est modifiée comme il suit :

**Article 69, alinéa 2**

...<sup>6)</sup>

**Article 70, alinéa 2**

...<sup>6)</sup>

<sup>14</sup> Le décret du 21 novembre 2001 sur la répartition des dépenses de l'action sociale<sup>21)</sup> est modifié comme il suit :

**Article 2**

...<sup>8)</sup>

<sup>15</sup> La loi du 26 octobre 1978 sur les allocations familiales dans l'agriculture<sup>22)</sup> est modifiée comme il suit :

**Article 10, alinéa 1**

...<sup>6)</sup>

**Article 10, alinéa 2**

Abrogé.

Abrogation

**Art. 44** Sont abrogés :

- la loi du 26 octobre 1978 concernant la compensation financière en faveur des communes;
- le décret du 6 décembre 1978 concernant le fonds de secours aux communes.

Référendum

**Art. 45** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 46** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>23)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 20 octobre 2004

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre-André Comte  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RSJU 410.11](#)
- 3) [RSJU 190.31](#)
- 4) [RSJU 611](#)
- 5) [RSJU 190.11](#)
- 6) Texte inséré dans ladite loi
- 7) [RSJU 410.16](#)
- 8) Texte inséré dans ledit décret
- 9) [RSJU 410.72](#)
- 10) [RSJU 722.11](#)
- 11) [RSJU 810.01](#)
- 12) [RSJU 810.11](#)
- 13) [RSJU 811.21](#)
- 14) Texte inséré dans ledit arrêté
- 15) [RSJU 814.015.6](#)
- 16) [RSJU 831.10](#)
- 17) [RSJU 831.20](#)
- 18) [RSJU 831.30](#)
- 19) [RSJU 837.0](#)
- 20) [RSJU 850.1](#)
- 21) [RSJU 857.1](#)
- 22) [RSJU 917.14](#)
- 23) 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 24) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 novembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2007
- 25) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 13 décembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2007
- 26) Introduit par le ch. I de la loi du 26 septembre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- 27) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 octobre 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 28) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 6 décembre 2011
- 29) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 6 décembre 2011
- 30) Introduit par le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 31) RO 2019 2395. Cette loi est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020 (RO 2019 2413)
- 32) [RS 642.11](#)
- 33) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 9 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021

**Arrêté****fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2022**

du 7 décembre 2021

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière<sup>1)</sup>,

vu l'ordonnance du 23 mai 2006 concernant la péréquation financière<sup>2)</sup>,

*arrête :*

Paramètres  
généraux

**Article premier** Les paramètres généraux sont fixés comme suit :

- |  |   |   |
|--|---|---|
| a) Revenu fiscal harmonisé   | : | Selon liste par commune en annexe <sup>3)</sup> |
| b) Revenu fiscal harmonisé par habitant  | : | Selon liste par commune en annexe <sup>3)</sup> |
| c) Revenu fiscal harmonisé moyen par habitant  | : | CHF 2'814.19/habitant (arrondi)                 |
| d) Indice des ressources   | : | Selon liste par commune en annexe <sup>3)</sup> |
| e) Indice des ressources de début de zone neutre ( $x_{n1}$ ou $y_{n1}$ , si $x_{n1}=y_{n1}$ ) | : | 90  |
| f) Indice des ressources donnant accès à la dotation minimale ( $x_{d1}$ )                     | : | 64  |
| g) Indice des ressources après dotation minimale ( $y_{d1}$ )                                  | : | 78  |
| h) Coefficient progressif d'alimentation   | : |   |
| $y_{a1}$   | : | 0.100   |
| $y_{a2}$   | : | 0.430   |
| $x_{a2}$   | : | 500   |
| $x_{a1}$   | : | 100   |
| i) Coefficient de limitation de la redistribution des prestations                              | : |   |
| $x_{r1}$   | : | 1.30 (arrondi)                                  |
| $x_{r2}$   | : | 2.30 (arrondi)                                  |
| $y_{r1}$   | : | 1   |
| $y_{r2}$   | : | 0.75  |
| Q générale moyenne   | : | 2.30 (arrondi)                                  |

j) Equation de la droite de réduction  
des disparités ( $y_d = ax + b$ )

a	:	0.4615 (arrondi)
b	:	48.4615 (arrondi)

Coefficient de  
transfert de la  
charge fiscale

**Art. 2** En application de l'article 14a de l'ordonnance concernant la péréquation financière<sup>2)</sup>, le coefficient de transfert de la charge fiscale ( $k_f$ ) est fixé à 1,28071523.

Alimentation et  
versements du  
fonds de  
péréquation  
financière

**Art. 3** Les versements (alimentation) au fonds de péréquation financière et les prestations du fonds de péréquation financière sont fixés dans le tableau annexé<sup>3)</sup>.

Charges  
structurelles  
topographiques

**Art. 4** En matière de compensation des charges structurelles topographiques, les paramètres sont fixés comme suit :

a) liées à la  
surface

Montant $S_{répa}$ à répartir en matière de charges structurelles topographiques liées à la surface par habitant	:	CHF 150'000
Surfaces par commune $S_{com}$ et par habitant $S_{com\ hab}$	:	Selon tableau en annexe <sup>3)</sup>
Surface moyenne par habitant $S_{com\ hab}$	:	1,14 ha/hab
Coefficient de compensation $k_s$	:	2
Montants des compensations (par commune)	:	Selon tableau en annexe <sup>3)</sup>

b) de déneige-  
ment

Montant $D_{répa}$ à répartir en matière de charges structurelles topographiques liées à la charge de déneigement	:	CHF 200'000
Points d'altitude des communes $Alt_{com}$	:	Selon tableau en annexe <sup>3)</sup>
Altitude donnant accès à la compensation des charges de déneigement	:	800 mètres
Montants des compensations (par commune)	:	Selon tableau en annexe <sup>3)</sup>



Charges  
structurelles des  
communes-  
centres

**Art. 5** En matière de compensation des charges des communes-centres, les paramètres sont fixés comme suit :

a) Charge nette  
de commune-  
centre

Delémont, montant à compenser : CHF 904'375  
Porrentruy, montant à compenser : CHF 431'571

b) Utilisation par  
la population

	Communes de la couronne	Autres communes du district
--	----------------------------	--------------------------------

**District de Delémont**

– Bibliothèque de la Ville	: 25 %	25 %
– Ludothèque	: 30 %	0 %
– Piscines couverte et plein air	: 15 %	15 %

**District de Porrentruy**

– Bibliothèque municipale	: 25 %	15 %
– Bibliothèque municipale des jeunes	: 25 %	15 %
– Centre de la jeunesse	: 25 %	15 %
– Ludothèque municipale	: 25 %	15 %
– Piscine de plein air	: 25 %	15 %

c) Isochrones

Valeurs des isochrones : – 10 minutes  
– 15 minutes  
– 20 minutes

d) Répartition  
pour le district  
de Delémont

**District de Delémont**

– Communes de la couronne	: Courrendlin, Courroux, Courtételle, Develier, Rossemaison et Soyhières.
– Isochrone 10 minutes	: Châtillon, Haute-Sorne, Mettembert, Val Terbi.
– Isochrone 15 minutes	: Boécourt, Bourrignon, Courchapoix, Ederswiler, Mervelier, Movelier et Pleigne.
– Isochrone 20 minutes	: Saulcy.

e) Répartition  
pour le district  
de Porrentruy

**District de Porrentruy**

– Communes de la couronne	: Alle, Bure, Coeuve, Courchavon, Courgenay, Courtedoux et Fontenais.
– Isochrone 10 minutes	: La Baroche, Cornol, Damphreux, Haute-Ajoie, Lugnez et Vendlincourt.

- 
- Isochrone 15 minutes : Basse-Allaine, Beurnevésin, Boncourt, Bonfol, Fahy et Grandfontaine.
  - Isochrone 20 minutes : Clos du Doubs.

f) Compensations

Montants des compensations : Selon tableau en annexe<sup>3)</sup>

Prestations du fonds de soutien stratégique

**Art. 6** Les versements du fonds de soutien stratégique à titre de soutien financier conditionnel sont fixés dans le tableau annexé<sup>3)</sup>.

Abrogation

**Art. 7** L'arrêté du Gouvernement du 8 décembre 2020 fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2021 est abrogé.

Entrée en vigueur

**Art. 8** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Delémont, le 7 décembre 2021

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

1) [RSJU 651](#)

2) [RSJU 651.11](#)

3) Cette annexe n'est pas publiée dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elle se trouve dans le Journal officiel 2021, n° 45, p. 860-861

## TABLE DES MATIERES

<b>7</b>	<b>Constructions, travaux publics, énergie, transports et communications</b>
<b>70</b>	<b><i>Constructions et aménagement du territoire</i></b>
<b>701</b>	<b><i>Constructions</i></b>
701.1	Loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire
701.11	Ordonnance du 3 juillet 1990 sur les constructions et l'aménagement du territoire
701.111	Arrêté du Gouvernement du 10 novembre 2020 fixant le tarif de la redevance pour la mise à disposition de l'application pour la gestion de la procédure de permis de construire
701.12	Ordonnance du 21 février 2012 concernant la cellule administrative responsable de la procédure accélérée en matière de permis de construire dans les zones d'activités d'intérêt cantonal
701.251	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la réclame extérieure et sur la voie publique
701.31	Décret du 11 décembre 1992 concernant le règlement-norme sur les constructions
701.51	Décret du 11 décembre 1992 concernant le permis de construire
701.511	Décision du 6 décembre 1978 portant délégation de compétences du Service de l'aménagement du territoire en vertu de l'article 47 de la loi sur les constructions
701.61	Ordonnance du 27 août 2019 réglant les modalités d'octroi de subventions pour la réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens
701.71	Décret du 11 décembre 1992 concernant les contributions des propriétaires fonciers
701.81	Décret du 11 décembre 1992 concernant le remembrement de terrains à bâtir
701.91	Arrêté du Parlement du 27 mars 2019 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions (AIHC)
<b>702</b>	<b><i>Aménagement du territoire</i></b>
702.1	Arrêté du Parlement du 22 mai 2002 fixant les principes directeurs et les objectifs d'aménagement du territoire applicables à la révision du plan directeur

- 702.2 Ordonnance du 11 mai 2004 instituant la commission du développement durable
- 702.61 Arrêté du Gouvernement du 24 novembre 2015 fixant le montant de la plus-value en deçà duquel aucune contribution au sens de l'article 111b de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire n'est perçue

## **71** ***Expropriation***

- 711 Loi du 26 octobre 1978 sur l'expropriation
- 712.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 20 juin sur l'expropriation

## **72** ***Travaux publics***

### *721 Dispositions générales*

- 721.23 Arrêté du 6 décembre 1978 concernant la fixation du début des travaux des constructions cantonales et de l'échéance des subventions de l'Etat
- 721.91 Arrêté du Gouvernement du 5 juillet 1995 relatif à la convention de réciprocité sur l'adjudication de travaux et de fournitures pour les constructions réalisées par les administrations cantonales

### *722 Routes et autres voies de transport et communication*

- 722.11 Loi du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes
- 722.112.1 Ordonnance du 26 février 1985 portant délégation de compétences au chef du Service des ponts et chaussées en matière de police de construction des routes
- 722.112.2 Ordonnance du 15 novembre 2016 portant délégation de compétence du Gouvernement au chef de la Section des constructions routières pour la modification de limites cadastrales impliquant des routes cantonales
- 722.123.31 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les routes d'approvisionnement à maintenir constamment ouvertes aux transports exceptionnels
- 722.123.42 Décret du 6 décembre 1978 sur le calcul des subventions cantonales aux frais de construction des routes communales
- 722.181 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 8 mars 1960 sur les routes nationales
- 722.191 Loi du 3 septembre 1981 sur le principe de la construction d'une route nationale de deuxième classe reliant Boncourt à Choindex (Transjurane)
- 722.31 Loi du 21 décembre 1994 sur les itinéraires cyclables

722.41            Loi du 13 novembre 1991 portant application de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre

## **73                    *Energie***

### *730                    Dispositions générales*

730.1            Loi du 24 novembre 1988 sur l'énergie  
730.11           Ordonnance du 13 décembre 2016 portant application de la loi sur l'énergie (Ordonnance sur l'énergie, OEn)  
730.111          Arrêté du Gouvernement du 25 août 2020 portant établissement de la liste des données qui doivent être transmises annuellement au canton et aux communes par les producteurs, fournisseurs et consommateurs d'énergie

### *731                    Energie électrique*

731.31           Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à l'exécution de la loi fédérale du 24 juin 1902 concernant les installations électriques à faible et à fort courant

### *732                    Energie nucléaire*

732.1            Loi de procédure sur la consultation du peuple en matière d'installations atomiques du 30 juin 1983

## **74                    *Transports et communications***

### *741                    Circulation routière*

741.11           Loi du 26 octobre 1978 sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers et des bateaux  
741.151          Ordonnance du 17 décembre 2013 concernant les réglementations locales du trafic  
741.161          Ordonnance du 24 mars 2009 concernant l'attribution de numéros d'immatriculation particuliers  
741.171          Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'utilisation de véhicules automobiles hors de la voie publique  
741.191          Ordonnance du 30 novembre 1982 portant délégation des compétences du Département des Finances et de la Police au chef de l'Office des véhicules pour autoriser les manifestations sportives sur la voie publique et la circulation hors de la voie publique  
741.25           Ordonnance du 7 avril 1998 concernant les entreprises de dépannage routier

741.42	Décret du 19 juin 1991 concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles et de cyclomoteurs
741.421	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles
741.611	Décret du 6 décembre 1978 sur l'imposition des véhicules routiers
741.611.01	Arrêté du Gouvernement du 17 décembre 1997 portant indexation de la taxe sur les véhicules
741.611.02	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 2004 portant indexation de la taxe sur les véhicules
741.611.1	Ordonnance du 13 décembre 1994 concernant la réduction de la taxe sur les véhicules en faveur des handicapés

**742** *Chemins de fer*

742.21	Loi du 20 octobre 2010 sur les transports publics
742.212	Ordonnance du 18 juin 2013 concernant la conférence des transports
742.213	Ordonnance du 21 juin 2016 concernant la commission technique des transports
742.91	Loi du 14 décembre 1990 concernant la consultation populaire sur le principe de la construction d'une deuxième ligne de chemin de fer entre Glovelier et Delémont indépendante de la voie CFF existante
742.92	Arrêté du Parlement du 15 décembre 2000 portant création de la communauté tarifaire jurassienne (CTju)

**743** *Installations de transport par câbles et skilifts*

743.22	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive au concordat du 15 octobre 1951 concernant les installations de transport par câbles et skilifts sans concession fédérale
--------	--

**744** *Entreprises de transport par automobiles*

744.12	Ordonnance du 5 mai 1998 concernant l'octroi d'autorisations cantonales de transport par automobiles
--------	--

**746** *Installations de transport par conduites*

746.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les installations de transport par conduites de combustibles ou carburants liquides ou gazeux, installations sous surveillance cantonale
--------	---

**747**                      *Navigation*

- 747.11                      Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exécution de l'article 62 de la loi fédérale du 28 septembre 1923 sur le registre des bateaux
- 747.201                      Ordonnance du 16 mars 2010 sur la navigation
- 747.21                      Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive au règlement du 6 mai 1960 concernant la police de la navigation

**748**                      *Aviation*

- 748.11                      Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à la loi fédérale du 21 décembre 1948 sur la navigation aérienne

**75**                      ***Eaux*****751**                      *Police des eaux*

- 751.151                      Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'amarrage de bateaux, radeaux, etc., sur les cours d'eau du domaine public et privé





# Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)

du 25 juin 1987

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT)<sup>[1](#)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 28 juin 2000 sur l'aménagement du territoire (OAT)<sup>[23](#)</sup>, <sup>[24](#)</sup>

vu les articles 45, 46 et 48 de la Constitution cantonale<sup>[2](#)</sup>,

*arrête :*

## TITRE PREMIER : Droit public en matière de construction

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

#### 1. Obligation

**Article premier** <sup>1</sup> Un permis de construire est requis pour toute construction, installation ou mesure qui tombe sous le coup de la législation sur les constructions, en particulier :

- a) la construction, la transformation importante et la démolition de bâtiments, de parties de bâtiments et de toute autre installation;
- b)<sup>[48](#)</sup> la création et l'extension de terrains de camping, de lieux de décharge, de lieux d'extraction de matériaux et de parcs éoliens à moins que toutes les conditions aient été définies précisément par le plan spécial;
- c) les modifications importantes apportées à un terrain.

<sup>2</sup> Aucune construction, installation ou mesure soumise à autorisation ne peut être entreprise avant que l'autorité compétente ait accordé un permis de construire entré en force ou ait provisoirement autorisé le début des travaux.

#### 2. Conditions générales d'octroi

**Art. 2** Le permis de construire est accordé :

- a) si le projet est conforme aux prescriptions de droit public;
- b) s'il n'est pas contraire à l'ordre public et

- c) pour autant qu'il n'existe pas d'obstacles quant à la planification au sens des articles 20 et 21.

## CHAPITRE II : Prescriptions cantonales en matière de construction

### 1. Zones dangereuses

**Art. 3** <sup>1</sup> Aucun bâtiment ou installation ne peut être construit dans les lieux où la vie et la propriété sont, d'expérience ou de manière prévisible, menacées par des chutes de pierres, des glissements de terrain, des éboulements, des inondations et d'autres dangers naturels.<sup>42)</sup>

<sup>2</sup> Demeure réservée, pour le propriétaire foncier, la possibilité d'établir que le danger qui menace le terrain à bâtir et la voie d'accès a été écarté par des mesures de sécurité.

### 2. Equipement technique

**Art. 4** <sup>1</sup> L'équipement du terrain à bâtir (voies d'accès suffisantes, adduction d'eau et approvisionnement en énergie, évacuation et épuration des eaux usées, évacuation ou infiltration des eaux météoriques, drainages) doit être assuré pour la date à laquelle le bâtiment ou l'installation seront achevés ou, s'il le faut, avant même que les travaux aient commencé.

<sup>2</sup> Les équipements doivent être harmonisés et, si besoin est, établis en commun; ils le seront par le biais du permis de construire (équipement privé) ou, en règle générale, par un plan spécial.

<sup>3</sup> Est suffisante une voie d'accès publique ou privée qui, par sa construction et son aménagement, satisfait à l'utilisation prévisible et, pour autant qu'elle traverse la propriété d'autrui, est juridiquement assurée; demeure réservé l'article 72 de la loi sur la construction et l'entretien des routes<sup>4)</sup> ("Accès privés").

<sup>4</sup> Le Gouvernement définit la notion d'équipement suffisant et fixe les conditions permettant de modérer la circulation sur certaines routes dans les quartiers d'habitation et commerciaux.

### 3. Protection des sites

**Art. 5** <sup>1</sup> Les constructions, installations et panneaux publicitaires doivent s'intégrer dans le paysage et les sites; le cas échéant, des conditions et charges peuvent être imposées, ou la modification du projet exigée, dans le cadre de la procédure d'octroi du permis<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Font l'objet d'une attention particulière :

- a) les paysages, l'aspect typique des lieux bâtis et des rues, les bâtiments, installations et points de vue d'une beauté ou d'un caractère particulier;
- b) les monuments historiques et leur environnement, ainsi que les sites archéologiques;
- c) les cours d'eau, les plans d'eau et les zones humides ainsi que les abords;
- d) les stations botaniques et l'habitat des animaux;
- e) les groupes d'arbres, haies et bosquets qui sont caractéristiques d'un paysage ou d'un milieu bâti;
- f) les vergers, pâturages maigres et terrains secs.

<sup>3</sup> La législation spéciale s'applique aux objets portés aux inventaires de la Confédération ou du Canton.

4. Distances  
a) par rapport  
aux routes  
publiques

**Art. 6** <sup>1</sup> Les distances à une route publique sont celles que prescrit la loi sur la construction et l'entretien des routes, à moins que des prescriptions communales n'en disposent autrement.

<sup>2</sup> Les communes peuvent, dans leur réglementation :

- a) ramener la limite de construction jusqu'à la limite de la route;
- b) fixer une distance inférieure le long de tronçons déterminés;
- c) prescrire la construction à la limite de la route, à l'intérieur de territoires délimités avec précision, notamment dans les vieux quartiers.

b) par rapport  
aux eaux

**Art. 7** <sup>1</sup> En application des règles de la police des eaux, le Département de l'Environnement et de l'Équipement (dénommé ci-après : "Département") fixe de cas en cas les distances à observer par rapport aux eaux publiques ou placées sous la surveillance de l'État, à moins que des prescriptions communales ne fixent des distances générales suffisantes.

<sup>2</sup> La distance est mesurée à partir du bord supérieur de la berge; le Département tranche en cas de doute.

c) autres lois  
réservées

**Art. 8** Sont réservées les distances prescrites par des lois fédérales ou d'autres lois cantonales, en particulier les distances par rapport aux voies ferrées, aux routes nationales et aux forêts.

d) limites politiques

**Art. 9** <sup>1</sup> Les nouvelles constructions ne doivent pas toucher les frontières nationales ou cantonales.

<sup>2</sup> Elles entraînent un ajustement des limites communales dans la mesure où elles les chevauchent.

5. Ordre des constructions, forme architecturale

**Art. 10** <sup>1</sup> L'ordre des constructions, l'orientation, les dimensions, la densité et la forme architecturale sont régis par les prescriptions communales.

<sup>2</sup> L'usage local s'applique lorsque les prescriptions communales ne contiennent aucune précision à cet égard.

6. Aménagements extérieurs

**Art. 11** <sup>1</sup> Les aménagements extérieurs des bâtiments et installations doivent être réalisés de telle sorte qu'ils s'intègrent dans le paysage et dans le milieu bâti, tout en répondant aux besoins des utilisateurs.<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Dans leur règlement, les communes peuvent en particulier :

- a) imposer la plantation, la conservation et l'entretien d'arbres;
- b) prescrire une proportion suffisante d'espaces verts;
- c) limiter les mouvements de terres;
- d) prescrire la nature des murs, clôtures et barrières.

7. Stationnement  
a) Principe

**Art. 12**<sup>46)</sup> <sup>1</sup> Lors de l'édification, de l'agrandissement ou du changement d'affectation d'une construction ou d'une installation, des cases de stationnement nécessaires pour les voitures de tourisme doivent être aménagées en nombre adéquat sur la même parcelle ou dans son voisinage immédiat.

<sup>2</sup> En outre, des places de stationnement pour les cycles, les cyclomoteurs et les motocycles doivent être aménagées en nombre suffisant.

<sup>3</sup> L'accès, l'emplacement, les dimensions et l'aménagement des cases et des places de stationnement sont fixés en fonction des impératifs du trafic, de la protection de l'environnement bâti ainsi que de la sauvegarde du site et du paysage.

<sup>4</sup> Les cases de stationnement pour les voitures de tourisme sont conçues, dans une proportion déterminée par le Gouvernement, de manière à permettre l'installation de bornes de recharge électrique.

<sup>5</sup> Dans leurs plans spéciaux, les communes, les régions et le Canton prévoient, à proximité de la chaussée et en faveur du stationnement de courte durée, des cases de stationnement en nombre adéquat pour les voitures de tourisme ainsi que des places de stationnement en nombre suffisant pour les cycles, les cyclomoteurs et les motocycles.

<sup>6</sup> Dans leur règlement sur les constructions ou dans un règlement spécial, les communes peuvent notamment :

- a) ordonner, pour un secteur déterminé, soit la création d'installations collectives de stationnement, soit la participation à la construction et à l'utilisation de celles-ci;
- b) prévoir le versement d'une taxe de remplacement lorsque le maître d'ouvrage est libéré de l'obligation d'aménager tout ou partie des cases de stationnement adéquates; le produit de cette taxe doit permettre d'assurer une offre de stationnement satisfaisante et favoriser la mobilité douce dans les centres; le Gouvernement précise l'affectation de cette taxe;
- c) limiter ou interdire l'aménagement de cases de stationnement dans les secteurs où la circulation doit être réduite ou interdite ainsi que dans les lieux sensibles.

b) Case de stationnement

**Art. 12a<sup>47)</sup>** On entend par case de stationnement une surface aménagée et délimitée destinée au stationnement d'un véhicule.

c) Surface de stationnement

**Art. 12b<sup>47)</sup>** On entend par surface de stationnement une surface constituée de plusieurs cases de stationnement ainsi que de l'accès à celles-ci.

d) Ouvrage de stationnement collectif

**Art. 12c<sup>47)</sup>** <sup>1</sup> On entend par ouvrage de stationnement collectif toute surface de stationnement non rattachée à un ou plusieurs bâtiments déterminés.

<sup>2</sup> Un ouvrage de stationnement collectif ne peut être édifié que sur la base d'une étude du besoin démontrant la nécessité d'une telle installation dans le secteur concerné.

e) Aire de stationnement

**Art. 12d<sup>47)</sup>** <sup>1</sup> On entend par aire de stationnement une surface de stationnement, constituée de plusieurs cases de stationnement et de leurs accès, qui n'est pas intégrée à un bâtiment à plusieurs niveaux.

<sup>2</sup> Une aire de stationnement ne peut dépasser en aucun cas 1 800 m<sup>2</sup>.

<sup>3</sup> Tout excédent de surface de stationnement doit être intégré à un bâtiment à plusieurs niveaux.

f) Dérogations

**Art. 12e<sup>47)</sup>** <sup>1</sup> Les dérogations à l'article 12, alinéas 1, 2 et 4, sont du ressort de l'autorité qui délivre le permis de construire.

<sup>2</sup> Pour le surplus, les articles 25 à 28 sont applicables.

8. Espaces de détente<sup>3)</sup>

**Art. 13<sup>3)</sup>** <sup>1</sup> Lors de la construction d'ensembles d'habitations, des espaces de détente sont aménagés par le maître de l'ouvrage.

<sup>2</sup> Lorsqu'elles aménagent des espaces de détente, les communes peuvent demander des contributions aux propriétaires fonciers en proportion des avantages que ceux-ci en retirent.

9. Sécurité, hygiène et entretien

**Art. 14** <sup>1</sup> Toutes les constructions et installations doivent être édifiées et entretenues de façon à ne mettre en danger ni les personnes ni les choses; elles doivent satisfaire aux prescriptions des polices sanitaire, du feu, de l'industrie et du travail.

<sup>2</sup> Les objets dignes de protection doivent être entretenus de manière à garantir la sauvegarde du patrimoine.

10. Barrières architecturales

**Art. 15** <sup>1</sup> Lorsqu'ils sont nouveaux, les bâtiments et installations ouverts au public, les logements pour personnes âgées, les ensembles d'habitations, les voies et installations seront conçus aussi en fonction des besoins des handicapés.

<sup>2</sup> Les besoins des handicapés sont notamment pris en compte par l'application des mesures suivantes :

- a) l'accès menant de la rue aux locaux ouverts au public doit être praticable en fauteuil roulant;
- b) les bâtiments de quatre étages et plus doivent être équipés d'un ascenseur ayant des dimensions adaptées aux fauteuils roulants;
- c)<sup>42)</sup> la conception architecturale des parties de bâtiments et d'installations destinées au public doit tenir compte des handicapés;
- d)<sup>46)</sup> des cases de stationnement pour véhicules à moteur des handicapés doivent être réservées et signalées.

<sup>3</sup> Le Département peut exiger des aménagements simples et peu onéreux dans les immeubles existants, à l'effet d'en faciliter l'accès aux handicapés.

11. Immissions **Art. 16** Constructions et installations ne doivent pas provoquer, pour le voisinage, des immissions contraires à l'affectation de la zone.

### CHAPITRE III : Procédure d'octroi du permis de construire

1. Dépôt de la demande **Art. 17** <sup>1</sup> La demande d'un permis sera adressée au conseil communal; elle sera établie sur formule officielle et accompagnée du plan de situation, des plans, des documents éventuellement exigés ainsi que, le cas échéant, des motifs de dérogation.

<sup>2</sup> Les documents énumérés à l'alinéa 1 seront conformes, dans la présentation, le contenu et le nombre, aux dispositions du décret concernant le permis de construire.

<sup>3</sup> Un exemplaire de la demande et des autres documents est transmis au conseil communal au moyen de l'application pour la gestion de la procédure de permis de construire mise à disposition par l'Etat.<sup>45)</sup>

2. Examen de la demande  
a) en général<sup>34)</sup> **Art. 18**<sup>25)</sup> <sup>1</sup> A réception de la demande de permis de construire, l'autorité communale examine si la requête est complète, la fait au besoin compléter et, si elle n'est pas elle-même compétente pour délivrer le permis, transmet le dossier à la Section des permis de construire.

<sup>2</sup> La Section des permis de construire ou, le cas échéant, l'autorité communale compétente pour délivrer le permis procède immédiatement à l'examen sommaire du dossier. Elle retourne au requérant les requêtes incomplètes ou contraires aux prescriptions en l'invitant à y apporter les compléments et corrections nécessaires.

<sup>3</sup> Lorsque la Section des permis de construire est compétente et que le dossier est complet, elle en transmet, dans les 10 jours, un exemplaire à l'autorité communale afin qu'elle procède à la publication de la demande (art. 19 LCAT). La publication a lieu sans délai, après que les profils éventuellement exigés auront été posés.

<sup>4</sup> Lorsqu'elle n'est pas compétente pour délivrer le permis, l'autorité communale transmet le dossier à la Section des permis de construire dans les 10 jours qui suivent l'échéance du délai d'opposition, avec son rapport et ses propositions.

<sup>5</sup> Les autorités ont l'obligation de traiter les dossiers au moyen de l'application pour la gestion de la procédure de permis de construire.<sup>[45\)](#)</sup>

b) dans les zones d'activités d'intérêt cantonal

**Art. 18a**<sup>[35\)](#)</sup> L'examen des demandes de permis de construire dans les zones d'activités d'intérêt cantonal est accéléré selon les modalités définies par le Gouvernement.

3. Publication; opposition

**Art. 19** <sup>1</sup> Les demandes de permis et de dérogation doivent être publiées conformément aux dispositions du décret concernant le permis de construire ou communiquées aux personnes directement intéressées; le droit d'opposition sera mentionné.

<sup>2</sup> Ont qualité pour faire opposition :

- a) les particuliers dont des intérêts dignes de protection seraient touchés par la construction projetée;
- b) les organisations privées qui, d'après leurs statuts, ont pour mission essentielle et permanente de veiller aux intérêts protégés par la présente loi, plus particulièrement les sociétés de protection de la nature et du patrimoine;
- c) les autorités communales, les associations de communes et l'Etat, dans le cadre de la sauvegarde des intérêts publics qui leur sont confiés.

<sup>3</sup> L'opposition, écrite et motivée, sera déposée auprès de l'autorité communale compétente.

<sup>4</sup> En procédure d'opposition, le requérant supporte les frais relatifs à la séance de conciliation, à moins que l'opposition soit manifestement irrecevable ou manifestement infondée, auquel cas ceux-ci sont mis à la charge de l'opposant. (...).<sup>[41\)](#)</sup>

4. Droit applicable  
a) Règles

**Art. 20** <sup>1</sup> La décision concernant les demandes de permis sera prise conformément au droit en vigueur au moment où elles ont été présentées.



<sup>2</sup> Sont réservées les dispositions ci-après :

- a) seront renvoyés les projets qui, au moment de la demande, sont contraires à des prescriptions communales en matière de construction faisant l'objet d'un dépôt public; est applicable l'article 21, alinéa 2, lettres c et d;
- b) conformément aux dispositions de la loi sur la construction et l'entretien des routes concernant les plans de routes, les plans spéciaux cantonaux prennent effet dès le dépôt public;
- c) si une demande a été présentée compte tenu de nouvelles prescriptions prévues, la décision sera prise en vertu de celles-ci, une fois qu'elles auront été approuvées.

b) Prescriptions  
insuffisantes

**Art. 21** <sup>1</sup> Si une demande de permis concerne un bien-fonds pour lequel il n'existe pas de prescriptions, ou que des prescriptions insuffisantes, et si la construction porte atteinte à des intérêts publics importants, en particulier à l'aménagement local, l'autorité communale compétente peut suspendre la procédure en formant opposition.

<sup>2</sup> Il y a lieu d'appliquer dès lors les dispositions suivantes :

- a) dans les trois mois qui suivent l'échec de la conciliation, la commune déposera publiquement les prescriptions utiles ou déclarera zone réservée (art. 75) le terrain qui a fait l'objet de son opposition; en présence de motifs importants, l'autorité qui délivre le permis peut prolonger ce délai de trois mois au plus;
- b) pour l'élaboration d'un plan d'aménagement local, ou si l'importance du projet l'exige, le Service de l'aménagement du territoire peut, à titre exceptionnel, prolonger ce délai d'un an au plus;
- c) la commune adopte ensuite les nouvelles prescriptions et les soumet pour approbation au Service de l'aménagement du territoire; à la demande du requérant, le Service de l'aménagement du territoire peut impartir à la commune un délai convenable à cet effet;
- d) si la commune n'observe pas les délais, ou que les nouvelles prescriptions ne sont pas approuvées, la décision concernant la demande de permis sera prise en vertu du droit en vigueur.

<sup>3</sup> Le Département peut former opposition en vue de sauvegarder les intérêts importants de l'aménagement cantonal; l'alinéa 2 est applicable par analogie.

5. [6](#) Coordination  
a) en général [34](#)

**Art. 21a**<sup>[7](#)[25](#)</sup> <sup>1</sup> Une fois le dossier complet et sans attendre la publication, l'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire recueille les autorisations spéciales et les préavis relatifs au projet auprès des autorités concernées par la procédure. Celles-ci se prononcent dans les 30 jours.

<sup>2</sup> Elle s'assure que les autorisations spéciales et les préavis sont coordonnés.

<sup>3</sup> Si les autorités concernées émettent des avis contradictoires ou si l'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire est elle-même en désaccord avec les avis exprimés, cette dernière provoque un réexamen des autorisations et des préavis en cause.

b) dans les  
zones d'activités  
d'intérêt cantonal

**Art. 21b**<sup>[35](#)</sup> <sup>1</sup> Les données relatives à la décision unique portant sur la demande de permis de construire selon l'article 22 sont coordonnées au sein d'une cellule administrative réunissant les autorités concernées, sous la direction de la Section des permis de construire.

<sup>2</sup> Si la demande de permis concerne un projet qui se situe sur le territoire d'une commune disposant de la compétence d'octroyer le permis, cette dernière est intégrée à la cellule.

<sup>3</sup> Les autorités concernées sont tenues de collaborer dans les délais impartis et selon les modalités définies par le Gouvernement.

6. Décision;  
opposition [3](#)

**Art. 22**<sup>[3](#)</sup> <sup>1</sup> Après avoir procédé à une pesée globale des intérêts en cause, l'autorité compétente pour délivrer le permis rend une décision unique portant sur la demande de permis et incluant les autorisations spéciales et les dérogations éventuelles. Le cas échéant, elle statue sur les oppositions.<sup>[25](#)</sup>

<sup>1bis</sup> Cette décision doit être prise dans les 30 jours qui suivent la réception définitive du dossier, de toutes les autorisations spéciales et de tous les préavis requis. Le délai est de trois mois lorsque l'autorité doit statuer sur des oppositions.<sup>[26](#)</sup>

<sup>1ter</sup> Dans les zones d'activités d'intérêt cantonal, cette décision intervient dès la fin du dépôt public de la demande. Le délai est de deux mois lorsque l'autorité doit statuer sur des oppositions.<sup>[35](#)</sup>

<sup>2</sup> Seule cette décision peut faire l'objet d'une opposition conformément aux articles 94 et suivants du Code de procédure administrative<sup>8)</sup>.

<sup>3</sup> La voie de l'opposition n'est cependant ouverte que lorsque le projet n'a pas donné lieu à des oppositions au sens de l'article 19 ou lorsque celles-ci ont toutes été retirées au moment où l'autorité a statué.

#### 7. Recours

**Art. 23** <sup>1</sup> Si l'opposition est rejetée selon l'article 22, alinéa 2, ou lorsque la voie de l'opposition n'a pas été ouverte sur la base de cette disposition, la décision peut être portée, par voie de recours, directement devant le juge administratif.

<sup>2</sup> Ont qualité pour recourir devant le juge administratif le requérant, les opposants et l'autorité communale compétente dont l'avis n'a pas été suivi par l'autorité qui a délivré le permis.

<sup>3</sup> Le juge administratif et la Cour administrative peuvent également revoir l'opportunité de la décision.

#### 8. Révocation d'un permis

**Art. 24** <sup>1</sup> Un permis délivré contrairement aux prescriptions de droit public peut, si l'intérêt public l'exige, être révoqué par l'autorité qui l'a accordé; le Département peut en ordonner la révocation, après avoir entendu ladite autorité.

<sup>2</sup> Si les travaux de construction ont déjà commencé, la révocation n'est admise que :

- a) si des intérêts publics impérieux l'exigent; demeure réservé le dédommagement du propriétaire, les dispositions concernant l'expropriation matérielle étant applicables par analogie (art. 102 et suivants);
- b) si le requérant a obtenu le permis en induisant l'autorité en erreur.

<sup>3</sup> La décision portant révocation est applicable immédiatement; elle peut être attaquée au même titre que les décisions concernant le permis (art. 22, al. 2, et 23, al. 2).

#### 9. Dérogations a) Principe

**Art. 25** <sup>1</sup> Pour des motifs importants, des dérogations à certaines prescriptions peuvent être autorisées, pour autant qu'elles ne portent pas atteinte à un intérêt public.

<sup>2</sup> Les dérogations ne doivent pas non plus léser des intérêts importants de voisins, à moins que cette atteinte ne puisse être pleinement compensée par un dédommagement (compensation des charges selon les art. 32 et 33).

<sup>3</sup> La demande de dérogation doit être jointe à la demande de permis; il ne sera entré en matière sur les demandes de dérogation présentées après coup que si le retard est motivé.

b) Compétence **Art. 26** <sup>1</sup> Les dérogations à la réglementation communale sur les constructions sont accordées par l'autorité communale compétente; elles sont soumises à la ratification de la Section des permis de construire.<sup>[20\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les dérogations aux prescriptions cantonales sont accordées par le Département.

c) Constructions amovibles et bâtiments de petites dimensions<sup>[42\)](#)</sup> **Art. 27** <sup>1</sup> En dérogation aux prescriptions du droit public relatives aux constructions, notamment au plan spécial, l'autorité qui délivre le permis peut autoriser l'installation de constructions amovibles et de bâtiments de petites dimensions, tels que cabanes de jardin, kiosques, garages, etc., ainsi que de petits travaux de génie civil, tels que puits au jour et accès aux garages.

<sup>2</sup> L'autorisation peut être révoquée en tout temps.

d) Réserves; mention au registre foncier **Art. 28** <sup>1</sup> La dérogation peut être accordée pour une durée déterminée ou sous réserve d'une révocation en tout temps; elle peut être liée à des conditions ou à des charges.

<sup>2</sup> A l'expiration du délai ou en cas de révocation, le propriétaire enlèvera, dans un délai approprié, la construction ou l'installation autorisée; il n'a droit à aucune indemnité.

<sup>3</sup> L'autorité qui accorde la dérogation peut faire mentionner au registre foncier la limitation de la durée, la réserve de révocation et l'exclusion de prétentions à indemnité pour plus-value (revers d'enlèvement ou de plus-value).

10. Exceptions hors de la zone à bâtir  
a) En général<sup>[25\)](#)</sup> **Art. 29**<sup>[25\)](#)</sup> Les exceptions hors de la zone à bâtir sont régies par la législation fédérale sur l'aménagement du territoire, ainsi que par les articles 29a et 29b ci-après.

b) En vertu de l'article 24d, alinéa 1, LAT

**Art. 29a<sup>26)</sup>** L'utilisation à des fins d'habitation sans rapport avec l'agriculture de bâtiments d'habitation agricoles conservés dans leur substance est autorisée aux conditions fixées à l'article 24d, alinéa 3, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire<sup>1)</sup>.

c) En vertu de l'article 24d, alinéa 2, LAT

**Article 29b<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> Le changement complet d'affectation de constructions ou d'installations jugées dignes d'être protégées est autorisé aux conditions fixées à l'article 24d, alinéas 2 et 3, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> Les constructions ou installations concernées doivent avoir préalablement fait l'objet d'une mise sous protection. Cette dernière peut résulter :

- a) des plans d'aménagement local ou
- b) d'une décision prise en vertu de la législation sur la conservation des monuments historiques.

d) Compétence

**Art. 29c<sup>26)44)</sup>** <sup>1</sup> Sous réserve des alinéas 2 à 3, le Service du développement territorial est compétent pour décider si les projets de construction situés hors de la zone à bâtir sont conformes à l'affectation de la zone ou si une dérogation peut être accordée.

<sup>2</sup> En zone agricole, le Service de l'économie rurale est compétent pour décider si les projets de construction sont conformes à l'affectation de la zone.

<sup>3</sup> Dans l'aire forestière, dans les périmètres de protection de la nature et dans les périmètres réservés aux eaux, l'Office de l'environnement est compétent pour décider si les projets de construction sont conformes à l'affectation de la zone ou si une dérogation peut être accordée.

e) Mention au registre foncier

**Art. 29d<sup>26)44)</sup>** L'autorité compétente au sens de l'article 29c ordonne dans sa décision la mention au registre foncier des conditions auxquelles est subordonné l'octroi de l'autorisation, ainsi que des autres restrictions au droit de propriété.

11. Constructions et installations particulières  
a) Principe

**Art. 30** <sup>1</sup> Les constructions et installations qui s'écartent notablement des prescriptions communales ne peuvent être autorisées qu'en vertu d'un plan spécial (art. 60).

<sup>2</sup> Celui qui se propose de réaliser une telle construction ou installation peut exiger la procédure du plan spécial.

b) Définition

**Art. 31** <sup>1</sup> Sont notamment réputés constructions et installations particulières :

- a) <sup>42)</sup> les maisons-tours comptant plus de huit niveaux au-dessus du niveau du terrain aménagé ou dont la hauteur totale est supérieure à 25 m;
- b) <sup>42)</sup> les bâtiments et installations qui ont une hauteur sensiblement plus élevée que celle qui est autorisée pour la zone concernée;
- c) les terrains de camping;
- d) les centres d'achat dont la surface de vente dépasse 500 m<sup>2</sup>; dans les villes, cette mesure ne s'applique qu'en dehors des quartiers traditionnellement commerçants;
- e) les places de décharge pour voitures, machines et engins hors d'usage;
- f) <sup>7)</sup> les lieux de décharge et les lieux d'extraction, sauf les exploitations de très peu d'importance qui peuvent être autorisées par la voie de la dérogation au sens de l'article 24 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire.

<sup>2</sup> Ne requièrent pas un plan spécial :

- a) les constructions en forme de tour telles que clochers d'églises, tours panoramiques, cheminées, mâts, etc.;
- b) les constructions industrielles en zone industrielle ou en zone exclusivement artisanale pour autant que le règlement de construction n'exige pas un plan spécial;
- c) les bâtiments agricoles;
- d) ... <sup>9)</sup>

12. Compensation des charges  
a) Notion

**Art. 32** <sup>1</sup> Si un propriétaire foncier tire profit d'un avantage particulier qui lui a été accordé aux dépens d'un voisin à la suite d'une dérogation, d'un plan spécial ou de toute autre mesure s'écartant des prescriptions communales sur la construction, il doit dédommager le voisin si ce dernier subit un préjudice notable.

<sup>2</sup> Est astreint à la compensation des charges celui qui, au moment où la décision sur le permis de construire a été rendue en dernière instance, est le propriétaire du bien-fonds ou, si la construction a été érigée en droit de superficie, le titulaire de ce droit.

<sup>3</sup> La prétention à la compensation des charges est garantie par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse<sup>[13\)](#), [36\)](#)</sup>

b) Procédure

**Art. 33** <sup>1</sup> L'avantage particulier au sens de l'article 32 sera signalé lors de la publication ou communiqué par un avis spécial aux voisins concernés, qui seront invités à présenter à l'autorité désignée d'éventuelles requêtes à titre de compensation des charges dans le délai d'opposition ou dans un délai particulier indiqué dans l'avis.

<sup>2</sup> L'autorité qui délivre le permis notifie sa décision, dès l'entrée en vigueur, aux personnes qui ont annoncé une requête à titre de compensation des charges et les avise qu'elles peuvent, dans les 90 jours, déposer auprès du juge administratif une demande en compensation des charges.

<sup>3</sup> Le droit à la compensation des charges est périmé :

- a) lorsqu'il n'a pas été annoncé dans les délais, pour autant que la publication du projet ou l'avis de l'autorité locale aient contenu une commination de péremption;
- b) quand le délai pour déposer la demande n'a pas été observé.

13. Application pour la gestion de la procédure de permis de construire

**Art. 33a**<sup>[45\)](#)</sup> <sup>1</sup> L'Etat crée et exploite l'application pour la gestion de la procédure de permis de construire en tenant compte des besoins des usagers et des autorités intervenant dans la procédure.

<sup>2</sup> Les communes supportent leurs frais d'équipement et de connexion.

<sup>3</sup> L'application est mise à la disposition des communes moyennant une redevance dont le tarif est arrêté par le Gouvernement de manière à assurer la couverture des coûts.

<sup>4</sup> Le montant de cette redevance peut être répercuté sur l'émolument perçu pour l'octroi du permis de construire.

## CHAPITRE IV : Police des constructions

1. Compétence; haute surveillance

**Art. 34** <sup>1</sup> La police des constructions est exercée par l'autorité communale compétente, sous la surveillance de la Section des permis de construire; sont réservées les attributions du Département, selon l'alinéa 2 ci-après.<sup>[20\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Sont du domaine du Département :

- a) la police des constructions routières, conformément à la loi sur la construction et l'entretien des routes;
- b) la police des constructions hydrauliques, dans les limites prévues à l'article 35.

<sup>3</sup> Le Gouvernement exerce la haute surveillance sur la police des constructions.

<sup>4</sup> En cas de nécessité, les organes de la police cantonale et de la police communale sont à la disposition des autorités de la police des constructions.

## 2. Tâches

**Art. 35** <sup>1</sup> Dans les limites de leur compétence, les organes de la police des constructions arrêtent les mesures nécessaires à l'application de la présente loi, ainsi que des prescriptions et décisions fondées sur elle.

<sup>2</sup> Il leur incombe en particulier de :

- a) contrôler le respect des prescriptions en matière de construction et des conditions et charges liées au permis de construire, lors de la réalisation des projets;
- b) rétablir l'état conforme à la loi, lorsque des travaux sont exécutés de façon illicite ou que les prescriptions sur la construction ou les conditions et charges sont violées ultérieurement;
- c) faire supprimer les perturbations de l'ordre public dues à des constructions et installations inachevées, mal entretenues ou de toute autre manière contraires aux dispositions légales.

<sup>3</sup> Sont réservées les attributions de la police locale conformément au décret sur la police locale<sup>10)</sup>.

## 3. Rétablissement de l'état conforme à la loi

**Art. 36** <sup>1</sup> Lorsque des travaux de construction sont exécutés sans permis ou en violation des dispositions de celui-ci, l'autorité compétente en matière de police des constructions ordonne la suspension des travaux; cette décision est immédiatement exécutoire.

<sup>2</sup> Si le vice peut être éventuellement corrigé par un permis délivré ultérieurement, l'autorité de police des constructions impartit au propriétaire ou au titulaire du droit de superficie un délai pour présenter une demande de permis ou de modification en cours de travaux en l'informant que, si cette demande n'est pas présentée dans ce délai, elle ordonnera le rétablissement de l'état conforme à la loi.



<sup>3</sup> S'il apparaît d'emblée que le vice ne peut pas être corrigé par une autorisation délivrée ultérieurement, ou si la demande n'est pas présentée conformément à l'alinéa 2 ci-dessus, ou si enfin elle est refusée, l'autorité de police des constructions impartit au propriétaire ou au titulaire du droit de superficie un délai approprié en vue d'éliminer ou de modifier les constructions ou parties de constructions édifiées de manière illicite sous commination de l'exécution par substitution.

<sup>4</sup> A l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date de l'achèvement des travaux illicites, le rétablissement de l'état conforme à la loi ne peut être exigé que s'il est dicté par des intérêts publics impérieux.

#### 4. Recours

**Art. 37** <sup>1</sup> Les décisions prises en vertu des articles 35 et 36 peuvent être attaquées dans les 30 jours par voie de recours auprès du juge administratif.

<sup>2</sup> La Section des permis de construire sera entendue en cours de procédure.<sup>[20\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Si le recours est rejeté, l'arrêt impartira un nouveau délai pour l'exécution des mesures qui avaient été ordonnées.

#### 5. Exécution par substitution

**Art. 38** <sup>1</sup> Lorsque les mesures n'ont pas été exécutées dans les délais ou ne l'ont pas été selon les prescriptions, l'autorité de police des constructions les fait exécuter par des tiers aux frais de l'assujetti.

<sup>2</sup> Ces frais sont garantis par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse<sup>[13\)](#)</sup> <sup>[36\)](#)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>[30\)](#)</sup>

#### 6. Ordonnances des autorités cantonales de surveillance

**Art. 39** <sup>1</sup> Si l'autorité communale néglige ses devoirs en matière de police des constructions et que des intérêts publics se trouvent de ce fait menacés, la Section des permis de construire prend à sa place les mesures nécessaires; si les intérêts en cause sont du domaine d'un autre service, c'est ce dernier qui est compétent.<sup>[20\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les frais sont à la charge de la commune sous réserve de ses droits récursoires à l'égard des assujettis, conformément à l'article 38.

## 7. Peines

**Art. 40** <sup>1</sup> Est passible d'une amende de 40 000 francs<sup>[11\)](#)</sup> au maximum :

- a) quiconque, en qualité de responsable, exécute ou fait exécuter un projet de construction sans permis, en violation des dispositions d'un permis ou des conditions et réserves dont il est assorti;
- b) quiconque n'observe pas les ordres exécutoires de la police des constructions.

<sup>2</sup> Dans les cas graves, une amende de 70 000 francs au plus peut être prononcée.<sup>[29\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Si l'infraction a été commise dans la gestion d'une personne morale, d'une société en nom collectif ou en commandite, celle-ci répond solidairement des amendes, des émoluments et des frais; en procédure pénale, elle a les droits d'une partie.

<sup>4</sup> L'Etat, les associations intercommunales de droit public et les communes dont les prescriptions et décisions ont été enfreintes peuvent exercer en procédure pénale les droits d'une partie.

## TITRE DEUXIEME : Aménagement du territoire

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

## 1. But

**Art. 41** L'aménagement du territoire a pour but l'utilisation judicieuse du sol et l'occupation rationnelle du territoire en fonction du développement souhaité du Canton; il assure la coordination des activités qui ont des effets sur l'organisation du territoire et la répartition équitable du sol entre les divers utilisateurs.

## 2. Principes

**Art. 42** <sup>1</sup> Les communes, les régions et le Canton tiennent compte des principes de l'aménagement du territoire dans toutes leurs activités; dans l'accomplissement de leurs tâches, ils tiennent compte des données naturelles, des besoins de la population et de l'économie ainsi que des principes de développement durable.<sup>[31\)](#)</sup>

<sup>2</sup> A cet effet, ils doivent notamment :

- a) protéger les bases naturelles de la vie (sol, air, eau, forêt);
- b) préserver les terres qui se prêtent à l'exploitation agricole, particulièrement les terres cultivables;
- c) organiser l'espace de manière à favoriser le développement des secteurs économiques des diverses parties du Canton;

- d) aménager et maintenir un milieu bâti favorable à l'habitat et aux activités économiques;
- e) conserver les paysages originaux, les sites naturels et les espaces nécessaires au délasserement;
- f) tenir libres les rives des cours d'eau et en faciliter l'accès et l'usage au public;
- g) préserver, entretenir et au besoin rétablir les qualités particulières des sites bâtis, des quartiers et des objets dignes de protection;
- h) favoriser l'accomplissement des tâches qui incombent aux pouvoirs publics en matière d'environnement, d'équipement, de construction et d'approvisionnement.

<sup>3</sup> Les mesures prises au titre de l'aménagement du territoire ne restreindront l'autonomie communale, la liberté individuelle et les intérêts privés que dans la mesure où l'intérêt général le commande.

### 3. Information et participation

**Art. 43** <sup>1</sup> Les autorités cantonales, régionales et communales fournissent à la population une information complète au sujet des plans, des objectifs et du déroulement des travaux d'aménagement. [31\)](#)

<sup>2</sup> La participation de la population doit être assurée dans l'établissement des plans prévus par la présente loi.

<sup>3</sup> Chacun aura la faculté d'émettre des observations et des propositions motivées; celles-ci seront consignées dans un rapport et portées à la connaissance des autorités chargées de la décision et de l'approbation.

### 4. Répartition des tâches

**Art. 44** <sup>1</sup> L'aménagement du territoire cantonal s'effectue au niveau local, régional et cantonal. [31\)](#)

<sup>2</sup> L'aménagement local est du ressort des communes; il consiste à organiser le territoire communal par le biais d'un plan d'aménagement local et des tâches particulières qui y sont liées (art. 45).

<sup>2bis</sup> L'aménagement régional est du ressort des régions. Il consiste notamment à établir un plan directeur régional qui aura force obligatoire pour les communes de la région et le Canton. [32\)](#)

<sup>3</sup> L'aménagement cantonal consiste notamment à établir un plan directeur au sens des articles 6 et suivants de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, qui aura force obligatoire pour les autorités des différents niveaux.

<sup>4</sup> Le Gouvernement exerce la haute surveillance sur l'aménagement du territoire.

## CHAPITRE II : Tâches des communes

### SECTION 1 : Principe

1. Obligation d'aménager le territoire

**Art. 45** <sup>1</sup> L'aménagement local comprend les éléments suivants, élaborés en fonction des besoins de la commune :

- a) les études de base;<sup>3)</sup>
- b) les plans directeurs communaux;
- c) le plan de zones pour l'ensemble du territoire communal;
- d) le règlement de zones et de police des constructions;
- e) les plans spéciaux contenant des règles plus détaillées applicables à une partie déterminée du territoire communal.

<sup>2</sup> Les tâches particulières de l'aménagement local sont en outre les suivantes :

- a) l'équipement des terrains à bâtir;
- b) l'équipement et la mise en valeur du centre des localités et des zones de déassement;
- c) le remembrement des terrains à bâtir, l'ajustement des limites et la suppression de servitudes;
- d) la mise à disposition de terrains pour la construction;<sup>3)</sup>
- e) la mise en valeur du patrimoine immobilier par sa réhabilitation.

1bis. Politique foncière des communes

**Art. 45a**<sup>38)</sup> <sup>1</sup> Les communes œuvrent en faveur de la réalisation effective de leur planification par une politique foncière active adaptée aux circonstances du lieu, en plus des mesures prévues par la législation.

<sup>2</sup> Les communes adoptent des mesures afin de garantir la disponibilité du sol, notamment lors de nouvelles mises en zone ou de changements d'affectation.

1ter. Disponibilité des zones à bâtir

**Art. 45b**<sup>38)</sup> <sup>1</sup> Les biens-fonds affectés à la zone à bâtir doivent être utilisés conformément à leur affectation dans les six ans dès la réalisation de l'équipement technique du quartier (art. 85). Le Service du développement territorial peut prolonger ce délai pour de justes motifs. Le délai commence à courir au plus tôt avec l'entrée en vigueur de la présente disposition.

<sup>2</sup> Si les biens-fonds ne sont pas construits dans ce laps de temps, la commune dispose d'un droit d'emption légal à la valeur vénale sur tout ou partie de la surface concernée, pour autant que l'intérêt public prime l'intérêt privé. Lorsque la commune souhaite faire usage de son droit, elle rend une décision.

<sup>3</sup> Si les biens-fonds ne sont pas construits, se situent en dehors du milieu bâti et ne sont pas nécessaires à la construction dans les quinze ans à venir, la commune procède à leur déclassement.

<sup>4</sup> Pour augmenter davantage la disponibilité des zones à bâtir, la commune peut conclure des contrats de droit administratif avec les propriétaires qui fixent un droit d'emption en faveur de la commune dans un délai plus bref que celui de l'alinéa 1. Ce droit d'emption est mentionné au registre foncier.

2. Compétences **Art. 46** <sup>1</sup> Le conseil communal est l'autorité responsable de l'aménagement local.

<sup>2</sup> Le corps électoral communal est compétent pour adopter ou modifier le plan de zones et la réglementation y afférente ainsi que les plans spéciaux, sous réserve de l'alinéa 3 ci-après.

<sup>3</sup> Le règlement communal peut accorder au conseil général (ou conseil de ville) la compétence d'adopter ou de modifier un plan spécial lorsque celui-ci est conforme au plan de zones en ce qui concerne le genre et le degré d'affectation ou qu'il ne s'en écarte que de manière peu importante.<sup>3)</sup>

<sup>4</sup> Le conseil communal est compétent pour adopter ou modifier un plan directeur ainsi qu'un plan spécial lorsque celui-ci est rendu obligatoire (art. 66) ou qu'il règle avant tout l'équipement de détail.<sup>3)</sup>

<sup>5</sup> Lorsque des plans et des prescriptions doivent être adaptés, le Département invite le conseil communal à y procéder dans un délai convenable; si l'autorité communale compétente n'adapte pas lesdits plans et prescriptions, le Gouvernement peut autoriser le Département à procéder à une exécution par substitution.

3. Règlement-norme sur les constructions

**Art. 47** <sup>1</sup> Le décret concernant le règlement-norme sur les constructions est applicable aux communes rurales où l'on construit peu.

<sup>2</sup> Lorsque les prescriptions communales ne traitent pas d'un fait important en droit des constructions ou le traitent de façon lacunaire, le règlement-norme sur les constructions s'applique en tant que droit complémentaire s'il contient des dispositions appropriées à la situation de la commune.

<sup>3</sup> Le règlement-norme fixe en particulier :

- a) la définition de l'ordre de construction et les principes qui régissent la forme architecturale;
- b)<sup>42)</sup> la hauteur totale maximale et la hauteur de façade maximale des bâtiments;
- c)<sup>42)</sup> les distances minimales à la limite pour les bâtiments et les installations et les distances minimales entre les bâtiments, ainsi que les conditions de droit public relatives aux constructions rapprochées;
- d) les principes de protection des sites locaux et du paysage;
- e) l'application à titre subsidiaire, en tant que droit public, de prescriptions de droit privé sur les constructions.

## SECTION 2 : Définition et contenu de l'aménagement local

1. Etudes de base et plans directeurs<sup>3)</sup>

**Art. 48<sup>3)</sup>** <sup>1</sup> Les études de base réunissent les données essentielles de la situation existante et des exigences légales.

<sup>2</sup> Les plans directeurs fixent dans les grandes lignes les objectifs à atteindre, compte tenu du développement souhaité et de l'évolution des besoins.

<sup>3</sup> Les plans directeurs lient les autorités exécutives communales et cantonales.

2. Règlement de construction

**Art. 49** <sup>1</sup> Le règlement de construction contient les prescriptions générales de la commune en la matière, la réglementation afférente au plan de zones ainsi que d'éventuelles dispositions concernant la perception de contributions.

<sup>2</sup> Selon leurs besoins, les communes édictent notamment des dispositions détaillées concernant :

- a) le genre et le degré d'affectation;
- b) l'équipement technique (art. 4);
- c) la protection des sites et du paysage (art. 5);

- d) les constructions et installations particulières (art. 30 et 31);
- e) les limites de construction et les distances entre bâtiments (art. 6 à 8);
- f) l'ordre et les dimensions des constructions, ainsi que la forme architecturale et le choix des couleurs (art. 10);
- g)<sup>46)</sup> les cases et installations de stationnement pour véhicules (art. 12);
- h) les aménagements extérieurs et les espaces de détente (art. 11 et 13);
- i) les antennes collectives, les modifications apportées au terrain, les installations collectives, etc.

<sup>2bis</sup> Les communes déterminent dans leur règlement un indice brut minimal d'utilisation du sol, conformément aux règles fixées dans la planification directrice cantonale.<sup>38)42)</sup>

<sup>2ter</sup> Les plans spéciaux peuvent s'écarter de l'indice brut minimal d'utilisation du sol prévu pour la zone.<sup>38)42)</sup>

<sup>2quater</sup> Les communes peuvent prévoir un indice brut maximal d'utilisation du sol.<sup>38)42)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque la qualité de résidence principale à l'intérieur de la zone à bâtir est menacée par une présence excessive de résidences secondaires, les communes peuvent désigner des zones dans lesquelles un taux maximal de logements secondaires est prescrit.

<sup>4</sup> Dans leur règlement de construction ou dans des règlements spéciaux, les communes peuvent prévoir les contributions suivantes :

- a) contributions ou taxes dues par les propriétaires fonciers pour l'équipement (art. 90) et pour les ouvrages d'intérêt public (art. 92);
- b)<sup>46)</sup> contributions ou taxe compensatoire pour les frais d'aménagement de cases de stationnement (art. 12) et d'espaces de détente (art. 13);
- c) taxes de raccordement et d'utilisation (du réseau d'antennes collectives par exemple).

3. Plan de zones **Art. 50** <sup>1</sup> Le plan de zones délimite le terrain à bâtir et ses subdivisions, la zone agricole ainsi que les autres zones; il désigne les zones à protéger, les zones sensibles aux phénomènes naturels ainsi que les zones de nuisances.

<sup>2</sup> En général, le plan de zones comporte, à titre indicatif, les mesures prises en vertu d'autres dispositions légales et qui grèvent la propriété foncière; elles se rapportent notamment :

- a) aux secteurs soumis à la législation forestière;
- b) aux réserves naturelles et objets protégés;
- c) aux zones et périmètres de protection des eaux.

#### 4. Zone à bâtir

**Art. 51** <sup>1</sup> La zone à bâtir comprend les terrains propres à la construction qui :

- a) sont déjà largement bâtis ou
- b) seront probablement voués à la construction dans les quinze ans et seront équipés dans ce laps de temps.

<sup>2</sup> Les communes peuvent subdiviser la zone à bâtir en zones pour lesquelles s'appliquent les mêmes prescriptions quant au genre ou au degré d'affectation, notamment en zone d'habitation, zone centre, zone industrielle et artisanale, zone mixte, zone de village.

<sup>2bis</sup> Les communes peuvent délimiter sur leur territoire des zones d'activités d'intérêt cantonal, de statut régional, conformes aux principes d'aménagement du plan directeur cantonal. [35\)](#)

<sup>3</sup> Les communes peuvent, selon les besoins, prévoir d'autres types d'affectation : zone de fermes, zone d'utilité publique, zone verte, zone de sport et de loisirs, zone de maisons de vacances.

<sup>4</sup> Les types d'affectation peuvent être exclusifs, prioritaires ou mixtes.

<sup>5</sup> Un plan spécial peut être rendu obligatoire (art. 66) pour une partie déterminée de la zone à bâtir lorsqu'il s'agit d'adapter la construction au paysage, au site bâti, au développement du centre ou à l'extension harmonieuse de la localité; il est obligatoire pour la zone de maisons de vacances.

#### a) Zone de fermes

**Art. 52** <sup>1</sup> Des biens-fonds peuvent être déclarés zone de fermes pour autant qu'ils soient situés dans la zone à bâtir et constituent une exploitation agricole composée des constructions et installations agricoles ainsi que des surfaces environnantes nécessaires à l'exploitation; toutefois, cette dernière doit paraître assurée tant du point de vue économique que pratique.

<sup>2</sup> Les prescriptions concernant les constructions et les installations sont identiques à celles qui régissent la zone agricole; les immissions ne devront cependant pas dépasser un taux normal.



<sup>3</sup> Une zone de fermes peut être supprimée avant l'expiration du délai de quinze ans en fonction d'exigences impératives liées à l'aménagement local, ou si les moyens d'existence de l'entreprise agricole ne sont plus assurés.

<sup>4</sup> En cas de suppression, l'obligation de payer des redevances pour l'équipement technique mis en place, et dont tire profit la nouvelle zone, reste due; le montant des redevances est déterminé en fonction de la nouvelle affectation.

b) Zone d'utilité publique

**Art. 53** <sup>1</sup> La zone d'utilité publique comprend les terrains déjà utilisés pour des installations et ouvrages d'intérêt public ou voués à cette destination, tels que :

- a) bâtiments administratifs, écoles, hôpitaux, églises, cimetières, installations de services publics, locaux collectifs de la protection civile;
- b) bâtiments et installations d'institutions culturelles et d'utilité publique;
- c) aménagement de centres de localités ou de quartiers, parcs, jardins, terrains de jeux et de sport;
- d) <sup>46)</sup> pistes de ski, terrains pour l'installation de remonte-pentes ainsi que pour les voies d'accès et les cases de stationnement.

<sup>2</sup> La collectivité compétente décide quels sont les installations et ouvrages publics qui doivent être construits dans la zone d'utilité publique qu'elle a déterminée.

c) Zone verte

**Art. 54** <sup>1</sup> La zone verte est destinée à structurer le milieu bâti, à séparer les zones habitées des zones industrielles, à maintenir des espaces verts dans le centre des localités, à protéger les points de vue et l'aspect caractéristique des localités et des monuments.

<sup>2</sup> Dans la zone verte ne peuvent être autorisés que des constructions et installations souterraines ou des bâtiments et installations nécessaires à l'exploitation de ladite zone, à condition qu'ils ne portent pas atteinte au but de celle-ci; dans son règlement de construction, une commune peut autoriser, à ces mêmes conditions, l'érection de bâtiments de petites dimensions au sens de l'article 27. <sup>42)</sup>

d) Zone de sport et de loisirs

**Art. 55** <sup>1</sup> L'aménagement de terrains de sport et de jeux ainsi que de terrains destinés à des activités de loisirs, généralement ouverts au public, peut être réalisé dans la zone de sport et de loisirs.

<sup>2</sup> Dans son règlement de construction, la commune prescrit la nature des constructions autorisées ainsi que les mesures de police des constructions; peut être notamment autorisée l'édification de :

- a) bâtiments accessoires tels que buvettes, vestiaires, douches et toilettes, dépôts de matériel, local de réunion pour les usagers;
- b) halles de sport, foyers et dortoirs.

e) Zone de maisons de vacances

**Art. 56** <sup>1</sup> Dans la zone de maisons de vacances, la réglementation du plan spécial peut exclure, ou lier à des prestations particulières des propriétaires fonciers, la desserte de la zone par les services publics tels que le service de la voirie, le déblaiement de la neige et la lutte contre le verglas; les propriétaires fonciers organiseront, si c'est nécessaire, leurs propres services et assureront notamment une élimination irréprochable des ordures.

<sup>2</sup> Les installations collectives d'équipement doivent être aménagées dès le commencement de l'édification des constructions dans la zone; les travaux doivent être organisés de façon à se dérouler par étapes.

5. Zone agricole

**Art. 57<sup>25)</sup>** <sup>1</sup> Les zones agricoles servent à garantir la base d'approvisionnement du pays à long terme, à sauvegarder le paysage et les espaces de délasserment et à assurer l'équilibre écologique. Elles devraient être maintenues autant que possible libres de toute construction en raison des différentes fonctions de la zone agricole et comprennent :

- a) les terrains qui se prêtent à l'exploitation agricole ou à l'horticulture productrice et qui sont nécessaires à l'accomplissement des différentes tâches dévolues à l'agriculture;
- b) les terrains qui, dans l'intérêt général, doivent être exploités par l'agriculture.

<sup>2</sup> Des constructions et installations y sont autorisées si elles sont conformes à l'affectation de la zone agricole. Demeurent réservées les dispositions contraires de la législation fédérale et les articles 29a et 29b.

<sup>3</sup> L'emplacement des constructions et installations doit être choisi en fonction des besoins d'une exploitation rationnelle du sol et respecter l'aspect du paysage et du site; l'article 5 est notamment applicable.

5bis. Zone agricole spéciale au sens de l'article 16a, alinéa 3, LAT

**Art. 57a<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> La zone agricole spéciale constitue une subdivision de la zone agricole dans laquelle sont autorisées les constructions et installations destinées à la production agricole non tributaire du sol qui excèdent les limites du développement interne définies par la législation fédérale sur l'aménagement du territoire.

<sup>2</sup> Le plan directeur cantonal mentionne les territoires protégés dans lesquels les zones agricoles spéciales sont exclues; il fixe les critères auxquels doit satisfaire la délimitation de telles zones dans les plans d'aménagement local.

<sup>3</sup> La construction et l'entretien de l'équipement technique sont à la charge des propriétaires.

6. Zone de hameau

**Art. 57b<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> Le plan directeur cantonal désigne les petites entités urbanisées situées hors de la zone à bâtir que les communes peuvent délimiter dans leurs plans d'aménagement local en tant que zones de hameaux; il indique les principes applicables à ces zones.

<sup>2</sup> La procédure prévue à l'article 29c, alinéa 1, est applicable par analogie aux projets de construction, de transformation ou de changement d'affectation dans la zone de hameau.

7.<sup>28)</sup> Zones à protéger

**Art. 58** <sup>1</sup> Les communes désignent comme zones à protéger les paysages ou parties de paysages, les sites bâtis et les sites archéologiques qui se distinguent d'une façon particulière par leur beauté, leur originalité, leur valeur culturelle ou scientifique; il s'agit notamment des cours d'eau et de leurs rives, des groupes d'arbres, des vergers, des haies, des points de vue, des rues pittoresques, des sites locaux ainsi que d'autres objets dignes de protection et de l'espace qui les entoure.

<sup>2</sup> Les communes édictent les restrictions exigées par les mesures de protection; elles peuvent imposer des mesures de remplacement ou de compensation.

8.<sup>28)</sup> Zones sensibles aux phénomènes naturels

**Art. 59** <sup>1</sup> Les communes tiennent compte de la zone de protection "S" et des zones sensibles aux phénomènes naturels et, le cas échéant, les mentionnent dans leur plan de zones.

<sup>2</sup> Dans les zones sensibles aux phénomènes naturels, l'affectation à la construction et l'aménagement d'infrastructures sont soumis à des mesures adéquates dictées par la nature des risques.

### SECTION 3 : Plan spécial

1. Définition,  
portée

**Art. 60** <sup>1</sup> Le plan spécial règle, par un plan et des prescriptions, la construction, la protection et l'organisation d'une portion délimitée du territoire communal.

<sup>2</sup> Le périmètre du plan spécial est fixé de manière cohérente; il peut modifier la réglementation communale en ce qui concerne la nature et le degré de l'affectation.

<sup>3</sup> Le plan spécial peut réserver des conventions particulières entre les communes et les propriétaires fonciers ou les inclure audit plan.

<sup>4</sup> Les prescriptions peuvent prévoir que le plan spécial perd sa validité si l'exécution du projet n'a pas été entreprise ou ne l'a été que partiellement, dans un délai raisonnable fixé selon l'ampleur du projet; l'article 46, alinéa 5, est réservé.

2 Contenu

**Art. 61** Le plan spécial peut concerner :

- a) le centre des localités et l'aménagement des quartiers;
- b) la rénovation des vieux quartiers ainsi que les protections liées au site ou au paysage;
- c) la zone de maisons de vacances;
- d) les secteurs de délasserement et les terrains de camping;
- e) la protection de certaines parties du territoire (biotopes, rivières, lisières de forêt, points de vue, arbres isolés, haies, vergers);
- f) l'équipement technique du quartier, en particulier les aires de circulation des piétons et des véhicules, les garages et parcs de stationnement ainsi que leur accès, les collecteurs et les conduits d'énergie, existants ou à créer, y compris leur raccordement;
- g)<sup>42)</sup> la nature, le périmètre d'évolution et les caractéristiques architecturales des immeubles;
- h) les aménagements extérieurs des bâtiments et installations (rues, places, cours intérieures, stationnements, jardins, plantations, places de jeux, etc.);
- i) les étapes et les conditions de réalisation.

## 3. Alignements

## a) Types

**Art. 62** <sup>1</sup> Un alignement est établi dans les plans spéciaux :

- a) en règle générale, le long de voies de communication existantes ou projetées, telles que routes, places et voies ferrées;
- b) suivant les besoins, le long de cours d'eau, de lisières de forêts et de conduites importantes;
- c) <sup>42)</sup> comme alignement arrière, alignement de cour intérieure, alignement d'implantation, périmètre d'évolution ou alignement accessoire;
- d) <sup>42)</sup> comme alignement spécial pour les éléments de la construction tels que niveaux en porte-à-faux, arcades, petites constructions, annexes, constructions mobiles, constructions souterraines et constructions partiellement souterraines.

<sup>2</sup> Si la distance par rapport à la forêt est inférieure à celle qui est légalement prescrite, un alignement ne peut être autorisé qu'avec l'accord du Service des forêts et conformément à la loi sur les forêts <sup>12)</sup>.

## b) Effets généraux

**Art. 63** <sup>1</sup> Les alignements constituent la limite d'implantation des constructions dictée notamment par des motifs d'urbanisme ou réservant l'espace à des installations existantes ou projetées. <sup>42)</sup>

<sup>2</sup> Les communes peuvent prescrire la construction le long de l'alignement.

<sup>3</sup> Hormis les travaux d'entretien, les transformations d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble dépassant l'alignement ne pourront être autorisées qu'à titre exceptionnel (art. 25); demeure réservé l'alinéa 4 ci-après. <sup>42)</sup>

<sup>4</sup> Des prescriptions spéciales seront édictées pour déterminer si et dans quelle mesure des éléments de construction, des installations mobiles fixées à l'édifice ou des constructions et installations souterraines peuvent dépasser l'alignement; à défaut de telles prescriptions, il y a lieu d'appliquer, en ce qui concerne la relation avec les routes publiques, les dispositions de la loi sur la construction et l'entretien des routes <sup>4)</sup> relatives à l'utilisation des zones d'interdiction de bâtir et, en ce qui concerne la relation avec le terrain voisin, les dispositions de la loi d'introduction du Code civil suisse <sup>13)</sup> <sup>42)</sup>

## c) Alignements spéciaux

**Art. 64** <sup>1</sup> Les alignements arrière et les alignements de cour intérieure déterminent la profondeur horizontale tolérée pour la construction et les dimensions des cours intérieures. <sup>42)</sup>

<sup>2</sup> Les alignements accessoires indiquent la ligne jusqu'à laquelle il est permis de bâtir si les distances à la limite et entre bâtiments prévues par le règlement de construction l'autorisent.

<sup>3</sup> Les alignements d'implantation permettent de déterminer la situation et la configuration des édifices de tous côtés ou d'agencer la suite des façades.

<sup>4</sup> Le périmètre d'évolution est la surface constructible délimitée dans le cadre d'un plan d'affectation et qui peut s'écarter des règles de distances.<sup>[43\)](#)</sup>

#### 4. Limites de routes

**Art. 65** <sup>1</sup> Les limites de routes indiquent l'extension actuelle ou projetée de l'espace réservé à la circulation publique.

<sup>2</sup> Si la construction d'une nouvelle route ou l'extension d'une installation existante font apparaître comme nécessaire le déplacement ou l'extension de l'espace réservé à la circulation publique, cette modification peut se faire à l'intérieur des limites sans modifier le plan spécial; il est tenu compte, dans la plus grande mesure possible, des intérêts des riverains; demeure réservée la procédure prévue dans la loi sur l'expropriation<sup>[14\)](#)</sup> concernant l'étendue de l'obligation de cession.

#### 5. Plan spécial obligatoire

**Art. 66** <sup>1</sup> Un plan spécial peut être rendu obligatoire par le plan de zones qui doit fixer au moins les dispositions suivantes :

- a) les objectifs de l'aménagement;
- b) le genre et le degré de l'affectation.

<sup>2</sup> Dans le secteur à plan spécial obligatoire, les projets de construction ne sont autorisés que sur la base d'un plan spécial exécutoire; l'autorisation de projets qui respectent les buts de l'aménagement est réservée.

<sup>3</sup> Les zones d'activités d'intérêt cantonal font l'objet d'un plan spécial obligatoire.<sup>[35\)](#)</sup>

#### 6. Procédure

**Art. 67** <sup>1</sup> Les plans spéciaux sont établis à l'initiative de la commune ou d'un ou plusieurs des propriétaires fonciers.

<sup>2</sup> Avant l'élaboration du plan spécial, la commune entend les propriétaires intéressés.

<sup>3</sup> Avant de soumettre le projet de plan à l'examen préalable (art. 70), la commune recueille les propositions ou déterminations des propriétaires du périmètre; elle peut également convoquer les propriétaires de terrains adjacents; un procès-verbal de la séance est adressé aux intéressés.

<sup>4</sup> Durant l'examen préalable, les propriétaires fonciers et les propriétaires des terrains adjacents peuvent être consultés par la commune, en présence d'un employé du Service de l'aménagement du territoire.<sup>[37\)](#)</sup>

#### 7. Obligations de la commune

**Art. 68** <sup>1</sup> En cas de désaccord entre la commune et les propriétaires concernés, il y a lieu de procéder comme suit :

- a) dans les trois mois, le conseil communal doit déposer pour examen préalable son projet de plan spécial et le mettre à l'enquête dans le mois qui suit la fin de l'examen préalable;
- b) dans les trois mois qui suivent, il doit adopter le plan spécial et le présenter pour approbation.

<sup>2</sup> Lorsque la répartition des propriétés ne permet pas la réalisation d'un plan spécial, le conseil communal doit engager, dans les trois mois, une procédure de remembrement parcellaire des terrains à bâtir.

#### 8. Inobservation des délais par la commune

**Art. 69** <sup>1</sup> Si les délais ci-dessus ne sont pas respectés, les propriétaires concernés peuvent saisir le Service de l'aménagement du territoire.

<sup>2</sup> Le Service de l'aménagement du territoire impartit un bref délai complémentaire à la commune et, au cas où ce dernier ne serait pas respecté, il peut au besoin compléter la proposition, clore la procédure et adopter le plan spécial par substitution.

#### 9. Morcellement

**Art. 69a**<sup>[38\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les projets de plans spéciaux doivent être accompagnés d'un avant-projet de plan de morcellement des parcelles comprises dans le périmètre du plan spécial.

<sup>2</sup> Le morcellement doit être effectué de manière à permettre le respect de l'indice brut minimal d'utilisation du sol sur chacune des parcelles ou, globalement, sur l'ensemble du périmètre.<sup>[42\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Les projets de morcellement ne peuvent être inscrits au registre foncier qu'après avoir été approuvés par le Service du développement territorial. Il en va de même en cas de modification du morcellement initial, lorsque la parcelle concernée n'est pas encore bâtie.

## SECTION 4 : Procédure d'établissement et d'adoption des plans communaux

### 1. Examen préalable

**Art. 70** <sup>1</sup> Les projets de plans et de prescriptions des communes doivent être soumis au Département pour examen préalable; ils seront accompagnés des rapports techniques voulus et du rapport de participation.

<sup>2</sup> Le Service de l'aménagement du territoire requiert les préavis des services concernés, en fait la synthèse et les coordonne; il dresse à l'intention du Département le rapport d'examen préalable.

<sup>3</sup> Le Département transmet le rapport d'examen préalable à la commune et ouvre les négociations nécessaires.

<sup>4</sup> L'organe communal compétent ne peut être appelé à statuer sur des prescriptions communales tant que la procédure d'examen préalable n'est pas terminée.

### 2. Dépôt public, opposition

**Art. 71** <sup>1</sup> Les plans et prescriptions relevant de la réglementation en matière de construction doivent être déposés publiquement pendant trente jours au moins, avec l'avis que des oppositions motivées peuvent être formées pendant la durée du dépôt public; les plans qui règlent essentiellement l'équipement de détail ne sont pas soumis au dépôt public.

<sup>2</sup> Les opposants sont convoqués à une séance de conciliation; le résultat des pourparlers est consigné dans un procès-verbal; la qualité d'opposant se définit conformément à l'article 19, alinéa 2.

<sup>3</sup> En cas d'opposition manifestement irrecevable ou manifestement infondée, les frais relatifs à la séance de conciliation sont mis à la charge de l'opposant. (...).<sup>41)</sup>

### 3. Adoption

**Art. 72** <sup>1</sup> Les plans et prescriptions sont soumis pour adoption à l'autorité communale compétente; celle-ci est informée du résultat des pourparlers de conciliation.



<sup>2</sup> Lorsque des plans ou des prescriptions qui ont fait l'objet d'un dépôt public sont modifiés avant ou durant l'adoption ou au cours de la procédure d'approbation, les intéressés doivent en être informés et se voir offrir la possibilité de former opposition ou recours; il en est de même en ce qui concerne les modifications de peu d'importance.

#### 4. Approbation

**Art. 73** <sup>1</sup> Le conseil communal transmet sans retard, pour approbation, au Service de l'aménagement du territoire les plans et prescriptions adoptés; il joint toutes les pièces utiles, y compris les oppositions et observations suscitées par l'enquête, le procès-verbal des séances de conciliation, ses propositions motivées relatives aux oppositions non retirées ainsi que le procès-verbal des séances du conseil de ville ou de l'assemblée communale.

<sup>2</sup> Le Service de l'aménagement du territoire vérifie l'opportunité de ces plans et prescriptions ainsi que leur conformité à la loi et à l'intérêt public; il peut, après avoir entendu le conseil communal et les propriétaires intéressés, modifier les prescriptions qui sont contraires à ces principes; il statue en outre sur les oppositions.

<sup>3</sup> L'arrêté d'approbation peut, dans les 30 jours, faire l'objet d'un recours devant la Cour administrative, qui dispose d'un libre pouvoir d'examen au sens de l'article 33, alinéa 3, lettre b, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire; ont qualité pour recourir les opposants et la commune.

#### 5. Entrée en vigueur et droit subsidiaire

**Art. 74** <sup>1</sup> Les prescriptions communales en matière de construction sont applicables au plus tôt dès l'entrée en vigueur de la décision d'approbation du Service de l'aménagement du territoire; demeurent réservés les articles 20 et 21.

<sup>2</sup> La commune rend publique l'approbation; les prescriptions et plans approuvés peuvent être consultés au siège de l'administration communale.

<sup>3</sup> Pour le surplus, les dispositions prévues par la législation régissant les communes sont applicables à titre subsidiaire.

5bis. Mise en zone pour un projet particulier

**Art. 74a<sup>38)</sup>** <sup>1</sup> Toute nouvelle mise en zone à bâtir liée à un projet particulier est soumise à la condition que les travaux de construction débutent dans les trois ans dès l'entrée en force de la décision d'approbation. Le Service du développement territorial peut prolonger le délai pour de justes motifs.

<sup>2</sup> Si cette condition n'est pas remplie à l'échéance de ce délai, le bien-fonds retourne à son affectation antérieure, sans autre procédure.

6. Zone réservée

**Art. 75<sup>39)</sup>** <sup>1</sup> Le Département et les communes sont compétents pour créer des zones réservées, dont le but est d'éviter les atteintes aux principes de l'aménagement du territoire (art. 27 LAT), eu égard notamment à la planification directrice ou à une modification de la législation.

<sup>2</sup> Une zone peut être déclarée réservée pour une durée n'excédant pas cinq ans. Le Département peut prolonger ce délai de trois ans au plus.

<sup>3</sup> Pour les zones réservées créées par les communes, la procédure prévue par les articles 71 à 73 s'applique par analogie, le conseil communal étant toutefois l'autorité d'adoption et le Département l'autorité d'approbation. Pour celles créées par le Département, la procédure du plan spécial cantonal est applicable par analogie.

## **CHAPITRE II<sup>BIS</sup> : Tâches de la région<sup>32)</sup>**

### **SECTION 1 : Principes<sup>32)</sup>**

1. Tâches

**Art. 75a<sup>32)</sup>** Les tâches de la région en matière d'aménagement consistent notamment à :

- a) élaborer des études de base;
- b) établir un plan directeur régional;
- c) coordonner les plans d'aménagement local;
- d) planifier et réaliser les tâches spéciales confiées à la région;
- e) affecter des territoires pour des buts spécifiques d'intérêt régional ou le proposer au Canton.

2. Organisation **Art. 75b<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Les communes d'une même région, ayant une commune-centre et des intérêts urbanistiques, économiques et culturels communs, peuvent se constituer en groupement de communes au sens de la loi sur les communes<sup>33)</sup> en vue d'étudier et de réaliser des tâches d'aménagement régional.

<sup>2</sup> Une commune peut faire partie de plusieurs régions, à condition que des motifs suffisants le justifient.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut autoriser la création d'organismes intercantonaux pour l'aménagement régional. A cet effet, il peut conclure des conventions avec les cantons voisins.

Plan spécial régional **Art. 75c<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Afin de sauvegarder des intérêts régionaux, l'organe régional compétent peut édicter des plans spéciaux régionaux lorsque le plan directeur régional le prévoit.

<sup>2</sup> Un plan spécial régional déploie les mêmes effets juridiques que les plans spéciaux communaux.

<sup>3</sup> Les articles 43 et 70 à 74 s'appliquent par analogie à la procédure d'établissement.

## SECTION 2 : Plan directeur régional<sup>32)</sup>

1. Définition **Art. 75d<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Le plan directeur régional détermine les objectifs du développement et de l'aménagement durables de la région et la manière de coordonner les problèmes d'organisation du territoire dépassant le cadre communal.

<sup>2</sup> Il fixe les principes pour les domaines qu'il traite et répartit les tâches entre la région et les communes qui en sont membres. Il définit les mesures à entreprendre et identifie les projets à réaliser pour le développement territorial de la région.

2. Plan directeur régional  
a) En général **Art. 75e<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Le plan directeur régional se base sur :

- a) le plan directeur cantonal;
- b) les études de base régionales;
- c) les options possibles pour le développement régional futur.

<sup>2</sup> Il démontre sa conformité avec le plan directeur cantonal et prend en compte, le cas échéant, les plans directeurs des régions et des cantons voisins.

b) Contenu minimum et autres thèmes

**Art. 75f<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Le plan directeur régional traite des cinq domaines du plan directeur cantonal, soit :

- a) urbanisation et mise en valeur du milieu bâti;
- b) transports et communications;
- c) nature et paysage;
- d) environnement;
- e) approvisionnement et gestion des déchets.

<sup>2</sup> Le plan directeur régional peut également porter sur d'autres thèmes, tels que le développement économique, le tourisme, l'organisation interne de la région, etc.

<sup>3</sup> Le plan directeur régional comprend un texte et une carte de synthèse qui forment un contenu liant.

<sup>4</sup> Il est accompagné d'un rapport explicatif et du rapport de participation.

3. Information et participation, examen préalable

**Art. 75g<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Les projets de plans directeurs régionaux, les propositions et les documents qui les accompagnent sont soumis à la consultation du public selon la procédure prévue à l'article 43.

<sup>2</sup> Ils sont soumis ensuite à l'examen préalable du Département. L'article 70 s'applique par analogie.

4. Adoption, approbation

**Art. 75h<sup>32)</sup>** L'organe régional compétent adopte le plan directeur régional et le communique au Département en vue de son approbation.

5. Effets

**Art. 75i<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Dès son approbation par le Département, le plan directeur régional lie les autorités cantonales, régionales et communales.

<sup>2</sup> Les communes membres de la région adaptent leurs plans d'aménagement local au plan directeur régional.

6. Modification

**Art. 75j<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Le plan directeur régional fait l'objet des adaptations nécessaires lorsque de nouvelles circonstances l'exigent.

<sup>2</sup> La procédure prévue aux articles 75g et 75h est applicable.

## CHAPITRE III : Tâches du Canton

### SECTION 1 : Principe

#### 1. Tâches

**Art. 76** Les tâches de l'aménagement cantonal consistent à :

- a) élaborer la conception directrice de l'aménagement du territoire;
- b) élaborer les études de base et les plans sectoriels;
- c) édicter le plan directeur au sens de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire;
- d) établir, le cas échéant, les plans spéciaux cantonaux;
- e)<sup>31)</sup> encourager et coordonner l'aménagement local et régional.

#### 2. Compétences

**Art. 77** <sup>1</sup> Les tâches relevant de l'aménagement cantonal sont exécutées par le Département.

<sup>2</sup> Le Gouvernement confie aux autres départements ou services concernés l'élaboration des études de base et des plans sectoriels nécessaires à l'accomplissement des tâches qui ont une incidence sur l'organisation du territoire.

<sup>3</sup> Le Gouvernement institue une commission consultative pour l'aménagement du territoire; la commission comprend des représentants des différentes parties du Canton, de l'économie et de la science.

#### 3. Plan spécial cantonal

**Art. 78**<sup>34)</sup> <sup>1</sup> Par l'adoption d'un plan spécial cantonal, le Gouvernement peut déterminer les éléments d'intérêt cantonal ou régional ci-après qui portent les effets juridiques des plans spéciaux communaux :

- a) les constructions et installations publiques;
- b) les voies et installations de communication;
- c) les zones d'activités;
- d) les lieux de décharge et d'extraction de matériaux;
- e) la protection du paysage, des sites et des rives;
- f) les zones réservées à la détente et aux loisirs;
- g)<sup>49)</sup> les parcs éoliens.

<sup>2</sup> Les articles 70 à 74 sont applicables par analogie à la procédure d'adoption.

## SECTION 2 : Plan directeur cantonal

### 1. Conception directrice

**Art. 79** <sup>1</sup> Le Gouvernement adopte la conception directrice de l'aménagement du territoire; celle-ci exprime les orientations fondamentales à long terme de l'aménagement du territoire cantonal et les mesures envisagées.

<sup>2</sup> La conception directrice permet au Gouvernement de coordonner les politiques sectorielles des départements et de désigner les études de base à entreprendre.

<sup>3</sup> Elle est soumise pour discussion au Parlement.

### 2. Etudes de base, plans sectoriels

**Art. 80** <sup>1</sup> Les études de base et les plans sectoriels réunissent les données essentielles de la situation existante, les objectifs qu'il convient d'atteindre et les mesures à prendre concernant notamment :

- a) les territoires qui se prêtent à l'exploitation agricole et sylvicole;
- b) les territoires qui se prêtent à l'urbanisation selon les besoins de développement du Canton;
- c) les territoires qui méritent une protection particulière du point de vue des sites naturels ou bâtis;
- d) les territoires nécessaires au déassement ainsi qu'aux activités de tourisme et de loisirs;
- e) les territoires sensibles aux phénomènes naturels;
- f) les voies et installations de transports et de communication;
- g) les installations d'approvisionnement en eau et en énergie;
- h) les installations d'assainissement des eaux et d'élimination des déchets;
- i) les bâtiments et installations d'intérêt général;
- j) les réserves d'eau potable et les gisements importants.

<sup>2</sup> Les études de base et les plans sectoriels tiennent compte des plans d'aménagement locaux, du programme de développement de la Région Jura, des conceptions et plans sectoriels de la Confédération ainsi que des plans directeurs des cantons voisins.

<sup>3</sup> Les plans sectoriels sont approuvés par le Gouvernement.

3. Contenu **Art. 81** Le plan directeur au sens de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire définit au moins :
- a) la façon de coordonner les activités qui ont des effets sur l'organisation du territoire, compte tenu du développement souhaité;
  - b) l'ordre dans lequel il est envisagé d'exercer ces activités et les moyens à mettre en œuvre.
4. Procédure, effets **Art. 82** <sup>1</sup> Le Département organise la participation de la population à l'établissement des plans (art. 43) ainsi que la procédure de consultation auprès des communes; il conduit les pourparlers de conciliation concernant le projet de plan directeur.
- <sup>2</sup> En cas de divergence entre une commune ou un service intéressé et le Département, le Gouvernement statue sur l'objet du litige.
- <sup>3</sup> Après son adoption par le Gouvernement, le plan directeur est soumis au Parlement pour ratification; la décision du Parlement entraîne l'entrée en force du plan directeur pour les autorités cantonales et communales; seule l'approbation du Conseil fédéral lui confère force obligatoire pour les autorités de la Confédération et des cantons voisins (art. 11, al. 2, LAT).
5. Réexamen **Art. 83** <sup>1</sup> Le plan directeur est réexaminé intégralement tous les dix ans.
- <sup>2</sup> A la demande d'un département, d'une région ou d'une commune, le plan directeur peut être adapté lorsque les conditions prévues à l'article 9, alinéa 2, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire sont réalisées.<sup>[31\)](#)</sup>
- <sup>3</sup> Le Gouvernement procède aux modifications mineures; il en informe les autorités concernées.

## **TITRE TROISIEME : Equipement, remembrement, expropriation et financement**

### **CHAPITRE PREMIER : Equipement technique de la zone à bâtir**

1. Equipement<sup>[25\)](#)</sup> **Art. 84** <sup>1</sup> ...<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'équipement technique comprend les voies d'accès, l'approvisionnement en eau et en énergie, les télécommunications, l'évacuation des eaux usées et, le cas échéant, les plantations et les places collectrices des déchets ménagers.<sup>25)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>27)</sup>

2. Equipement de base, équipement de détail

**Art. 85** <sup>1</sup> L'équipement de base comprend les réseaux principaux des installations d'équipement et les aménagements qui y sont liés, notamment :

- a) les routes principales, collectrices ainsi que les liaisons piétonnes;
- b) les places et les rues commerçantes dans le centre des localités;
- c) les rues destinées avant tout à permettre l'accès aux constructions et installations publiques;
- d) le cas échéant, les voies cyclables et les chemins de randonnée pédestre.

<sup>2</sup> L'équipement de détail comprend les routes de desserte, les chemins piétons, les conduites et canalisations nécessaires à la viabilité des terrains à bâtir et au raccordement de ceux-ci à l'équipement de base.

3. Desserte privée

**Art. 86** <sup>1</sup> La desserte privée relie un bâtiment ou une installation, respectivement un groupe de bâtiments ou d'installations, au réseau d'équipement public; elle est établie et entretenue par leurs propriétaires et à leurs frais.<sup>42)</sup>

<sup>2</sup> La commune peut mettre des conditions à leur réalisation.

4. Réalisation des équipements<sup>25)</sup>

**Art. 87**<sup>25)</sup> <sup>1</sup> Les communes réalisent les installations d'équipement sur la base d'un programme d'équipement.

<sup>2</sup> Les syndicats de communes et les entreprises concessionnaires chargés d'établir et de gérer les équipements décrits à l'article 84 ont les mêmes charges et compétences que les communes.

<sup>3</sup> Les installations d'équipement doivent être réalisées conformément à un plan spécial.

<sup>4</sup> Pour les dessertes privées, la procédure est celle du permis de construire.



4bis. Programme d'équipement

**Art. 87a<sup>[26\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Le programme d'équipement est un document public qui fixe, en relation avec la planification financière communale, les délais dans lesquels les zones à bâtir seront équipées.

<sup>2</sup> Le programme d'équipement est établi par le conseil communal et lie ce dernier.

<sup>3</sup> Le conseil communal l'actualise lorsque des motifs objectifs le justifient, notamment en cas de modification des circonstances, pour tenir compte des besoins de la construction et lors de chaque adaptation du plan d'aménagement local.

4ter. Aperçu de l'état de l'équipement

**Art. 87b<sup>[26\)](#)</sup>** <sup>1</sup> L'aperçu de l'état de l'équipement est un document public qui présente les parties de la zone à bâtir propres à la construction, compte tenu de l'aménagement et de l'équipement, ou qui pourront vraisemblablement l'être dans les cinq ans si les travaux réalisés se poursuivent conformément au programme établi. Il peut être consulté par toute personne.

<sup>2</sup> Le conseil communal établit l'aperçu de l'état de l'équipement et le tient régulièrement à jour.

5. Réalisation des équipements par les propriétaires<sup>[25\)](#)</sup>  
a) Procédure

**Art. 88** <sup>1</sup> Si la commune n'équipe pas les zones à bâtir dans les délais prévus, elle doit, par convention écrite, permettre aux propriétaires fonciers d'équiper eux-mêmes leur terrain selon les plans approuvés par elle ou les autoriser à lui avancer les frais des équipements.<sup>[25\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> Avant l'échéance des délais, la commune peut procéder de même à l'égard des propriétaires fonciers qui en font la demande.<sup>[26\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La convention précise notamment :

- a) les relations avec d'autres propriétaires bordiers non signataires;
- b) le taux et les modalités de la participation financière de la commune;
- c) les conditions particulières de reprise de l'ouvrage.

<sup>3</sup> Les propriétaires non signataires concernés par la convention en seront informés; sur requête d'un des signataires, la convention peut être mentionnée au registre foncier.

<sup>4</sup> L'élaboration des plans et la construction des installations sont placées sous la surveillance de la commune.

<sup>5</sup> Une fois achevées, les installations d'équipement deviennent de plein droit la propriété de la commune qui doit en assurer l'entretien, à moins que la convention n'en dispose autrement; le conseil communal constate le transfert de propriété dans une décision qu'il notifie aux anciens propriétaires; lorsque la décision a acquis force obligatoire, il fait inscrire la nouvelle situation juridique au registre foncier.

b) Décompte

**Art. 89** <sup>1</sup> Le décompte relatif à l'installation d'équipements devra être réglé à l'échéance des parts dues par la commune, mais au plus tard dans les quinze ans qui suivent la mise en service de l'ouvrage.

<sup>2</sup> Sauf mention contraire dans la convention, les avances consenties par les propriétaires fonciers ne portent pas intérêt et ne sont pas indexées.

5bis. Mesures  
du Canton

**Art. 89a**<sup>26)</sup> <sup>1</sup> Lorsque, à l'échéance des délais fixés par le programme d'équipement, la commune ne prend pas les mesures permettant la réalisation des équipements par les propriétaires qui le demandent ou par la commune moyennant l'avance des frais, le Département donne les instructions nécessaires et, au besoin, agit en lieu et place de la commune.

<sup>2</sup> Lorsque les circonstances justifient une telle mesure, le Département peut de même ordonner une adaptation du plan d'aménagement local.

6. Contribution  
des propriétaires  
fonciers à  
l'équipement  
a) Principe

**Art. 90** <sup>1</sup> Les propriétaires fonciers sont tenus de participer aux frais d'équipement; la perception des contributions se fait sur la base d'un règlement communal (art. 49) ou, à défaut, en application du décret concernant les contributions des propriétaires fonciers.

<sup>2</sup> Le règlement communal peut prévoir une contribution selon le principe :

- a) de la couverture des frais effectifs et en fonction des avantages retirés; la contribution est exigible dès que le propriétaire peut faire usage de l'équipement considéré; dans ce cas, le décret concernant les contributions des propriétaires fonciers est applicable, ou
- b) de la taxe d'équipement calculée sur la base des plans directeurs proportionnellement à la valeur officielle du bâtiment ou de l'installation, le taux étant modulé en fonction des conditions particulières du lieu; la taxe est exigible au plus tôt lors de l'octroi du permis de construire; le montant est versé au fonds communal d'équipement dont la dotation doit respecter le principe de la couverture des frais effectifs d'équipement, à l'exclusion de l'entretien courant.

3 .....<sup>9)</sup>

b) Part des frais **Art. 91<sup>39)</sup>** <sup>1</sup> La participation des propriétaires fonciers est comprise entre :

- a) 80 % et 100 % des frais effectifs pour l'équipement de détail ainsi que pour l'équipement de la zone de maisons de vacances;
- b) 50 % et 80 % des frais effectifs pour les équipements de base à caractère collecteur de quartiers;
- c) 30 % et 50 % des frais effectifs pour les autres équipements de base.

<sup>2</sup> La part des frais d'équipement incombant aux propriétaires fonciers doit être fixée dans procédure d'aménagement et est précisée dans la décision d'ouverture de crédit rendue par l'organe communal compétent.

7. Contribution des propriétaires fonciers aux ouvrages publics  
a) Principe

**Art. 92** <sup>1</sup> Les propriétaires fonciers peuvent être astreints, par le règlement communal ou en vertu d'un règlement d'organisation d'un syndicat de communes, à verser une contribution en vue de couvrir les dépenses faites pour les ouvrages et mesures d'intérêt public qui leur valent un avantage particulier; la contribution doit être proportionnelle à l'avantage retiré.

<sup>2</sup> Le mode de contribution est fixé par le décret concernant les contributions des propriétaires fonciers.

b) Litiges

**Art. 93** Les litiges relatifs à l'équipement du terrain à bâtir sont vidés par le juge administratif.

## CHAPITRE II : Remembrement parcellaire de terrains à bâtir<sup>3)</sup>

1. Principe

**Art. 94<sup>3)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque la réalisation d'un plan de zones ou d'un plan spécial l'exige (art. 45, al. 2), il convient de procéder au remembrement parcellaire de terrains à bâtir.

<sup>2</sup> Le remembrement parcellaire doit permettre un lotissement rationnel et économique ou la rénovation de certains quartiers par la modification des parcelles ainsi que par la redistribution de la propriété et des autres droits réels qui y sont liés.

2. Introduction **Art. 95<sup>3)</sup>** <sup>1</sup> La procédure de remembrement parcellaire est introduite :
- a) par décision de la majorité des propriétaires concernés ou
  - b) par décision du conseil communal ou
  - c) par décision du Département.
- <sup>2</sup> Conformément au décret concernant le remembrement de terrains à bâtir, il peut être procédé par voie :
- a) de remembrement de gré à gré;
  - b) de coopérative de remembrement;
  - c) de réajustement de limites.
- <sup>3</sup> Des biens-fonds situés hors de la zone à bâtir peuvent être compris dans le remembrement parcellaire lorsque cela est nécessaire à une répartition judicieuse.
3. Condition préalable **Art. 96<sup>3)</sup>** Un remembrement parcellaire de terrains à bâtir ne peut être approuvé que si l'équipement technique est garanti en fait et en droit, en principe par un plan spécial.

### CHAPITRE III : Libération de servitudes

1. Principe **Art. 97** Sous réserve de la loi sur l'expropriation, les servitudes ci-après seront supprimées ou transférées :
- a) les servitudes contraires à des prescriptions impératives en matière de construction;
  - b) les servitudes qui font obstacle à une utilisation rationnelle du sol dans l'intérêt public, sans qu'un intérêt suffisant du propriétaire du fonds dominant le justifie.
2. Procédure **Art. 98** <sup>1</sup> Le conseil communal rend une décision de libération ou de transfert; elle est notifiée aux propriétaires concernés; la décision peut être attaquée par voie de recours devant la Cour administrative, qui statue souverainement.
- <sup>2</sup> Le propriétaire du fonds dominant doit être indemnisé selon les principes de la législation en matière d'expropriation; le propriétaire du fonds servant est tenu de payer une contribution correspondant à l'avantage qu'il retire; en cas de litige, le juge administratif statue.

<sup>3</sup> La libération ou le transfert entre légalement en vigueur dès le paiement de l'indemnité.

## CHAPITRE IV : Expropriation et restriction de la propriété

1. Application de la loi sur l'expropriation

**Art. 99** La loi sur l'expropriation est applicable en matière d'expropriation formelle ou matérielle, pour autant que la présente loi ne contienne pas de prescriptions complémentaires ou contraires.

2 Expropriation formelle  
a) Droit d'expropriation

**Art. 100** <sup>1</sup> L'approbation d'un plan de zones ou d'un plan spécial implique l'expropriation des biens-fonds, des parties de biens-fonds et des droits réels y afférents, délimités en qualité de :

- a) zone d'utilité publique (art. 53);
- b) zone verte dont l'acquisition par la commune est mentionnée dans le plan (art. 54);
- c) installation publique servant à l'approvisionnement, à l'évacuation, aux télécommunications;
- d) voie de communication et place, voie cyclable, chemin piéton et chemin de randonnée pédestre le long des cours d'eau;
- e) [Z](#) zone industrielle et artisanale.

<sup>2</sup> La nécessité de maintenir et de construire des logements à loyers modérés peut également emporter expropriation.

b) Expropriant

**Art. 101** <sup>1</sup> Le droit d'expropriation appartient à la collectivité qui a décidé les plans impliquant le droit d'expropriation.

<sup>2</sup> La collectivité peut déléguer son droit d'expropriation à ceux qui, de plein droit, sont autorisés à réaliser le projet.

3. Expropriation matérielle  
a) Notion

**Art. 102** <sup>1</sup> Des restrictions à la propriété, telles que l'incorporation permanente d'un bien-fonds dans une zone d'utilité publique, une zone verte ou une zone à protéger, fondent le droit à indemnisation du propriétaire concerné, lorsqu'elles équivalent, par leurs effets, à une expropriation.

<sup>2</sup> L'indemnité est due par la collectivité qui a décidé les restrictions.

<sup>3</sup> La collectivité qui a payé l'indemnité a un droit récursoire contre le bénéficiaire direct de la restriction ordonnée; celui-ci doit être entendu dans la procédure devant le juge compétent en matière d'expropriation.

b) Installation d'équipement

**Art. 103** <sup>1</sup> Le fait qu'un plan spécial prévoit une installation d'équipement ne justifie, en règle générale, aucune revendication au titre de l'expropriation matérielle.

<sup>2</sup> A l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la publication du plan, le propriétaire foncier, dont les intérêts seraient manifestement lésés par la prolongation de la durée du plan, peut exiger de la collectivité :

- a) qu'elle acquière la surface affectée à la réalisation du plan ou fasse en sorte que l'expropriant l'acquière,
- ou
- b) qu'elle libère cette surface par l'abrogation ou la modification du plan.

c) Restitution

**Art. 104** <sup>1</sup> Si la restriction à la propriété est supprimée ultérieurement ou que les effets qui avaient entraîné l'obligation d'indemniser cessent d'exister, le propriétaire foncier est tenu à une restitution proportionnelle.

<sup>2</sup> La collectivité fera mentionner au registre foncier l'obligation de restituer.

<sup>3</sup> Les litiges concernant l'étendue de l'obligation de restituer sont vidés par le juge administratif.

4. Prescription de l'action en indemnité

**Art. 105** <sup>1</sup> L'action en paiement d'une indemnité se prescrit par cinq ans à compter de la date de l'entrée en vigueur du plan ou du règlement.

<sup>2</sup> Les règles du Code des obligations<sup>15)</sup> concernant l'interruption de la prescription sont applicables.

5. Droit de préemption  
a) But, notion

**Art. 106** <sup>1</sup> Le droit de préemption doit permettre à l'Etat et aux communes d'acquérir en priorité un terrain ou un autre bien immobilier mis en vente par son propriétaire lorsqu'un intérêt public prépondérant l'exige.

<sup>2</sup> Le droit de préemption peut être exercé lorsque l'Etat, ou la commune, entend prendre une mesure dans les domaines décrits à l'article 100.

## b) Inscription

**Art. 107** <sup>1</sup> L'autorisation d'inscrire un droit de préemption est donnée par le juge administratif sur requête motivée de la commune ou du département concerné; le juge statue après avoir entendu le propriétaire foncier.

<sup>2</sup> Le propriétaire d'un bien-fonds grevé du droit de préemption dispose, dans les 30 jours, d'un droit de recours à la Cour administrative.

<sup>3</sup> Sur communication de la décision définitive, le conservateur annote au registre foncier le droit de préemption et en informe le propriétaire concerné.

## c) Avis, option

**Art. 108** <sup>1</sup> Le propriétaire qui entend aliéner à un tiers un immeuble soumis au droit de préemption en vertu des présentes dispositions doit en aviser le titulaire, au plus tard dès le dépôt de l'acte au registre foncier; il lui communique simultanément une copie certifiée conforme de cet acte.

<sup>2</sup> Dans un délai de 45 jours à compter de la date de dépôt de l'acte au registre foncier, le titulaire du droit notifie à l'intéressé :

- a) soit sa décision de renoncer à l'exercice du droit de préemption;
- b) soit sa décision d'acquérir aux conditions et prix fixés;
- c) soit son offre d'acquérir aux conditions et prix fixés par lui et, à défaut d'acceptation de cette offre, de recourir, si les conditions légales sont réunies, à la procédure d'expropriation conformément à l'article 100.

<sup>3</sup> A défaut d'option dans le délai indiqué à l'alinéa 2, le titulaire est censé avoir renoncé à l'exercice de son droit de préemption.

<sup>4</sup> Le propriétaire contre qui un droit de préemption aura été exercé dispose d'un droit de réméré; les articles 24 et suivants de la loi sur l'expropriation sont réservés.

6. Restrictions  
d'importance  
secondaire  
a) Principes

**Art. 109** <sup>1</sup> Les mesures énumérées ci-après, prises par la collectivité compétente ou par l'entreprise qu'elle a mandatée, sont des restrictions à la propriété d'importance secondaire; à ce titre, doivent être autorisés :

- a) les actes nécessaires à l'établissement des plans, tels que passages, levés de plans, mensurations et études du sol;
- b) l'établissement sur des terrains privés de signaux de circulation, de panneaux de signalisation pour des installations publiques de tout genre, de prises d'eau, de dispositifs d'éclairage, d'horloges publiques, etc.;

- c) la pose de conduites et canalisations à l'emplacement des futures routes avant l'acquisition du terrain.

<sup>2</sup> Le propriétaire foncier sera informé en temps utile; on évitera de porter inutilement atteinte aux lieux et, dans la mesure du possible, il sera tenu compte des demandes justifiées que présenteront les propriétaires fonciers quant à l'emplacement et au genre de ces dispositifs.

<sup>3</sup> Les dégâts causés aux biens et aux cultures feront l'objet d'un dédommagement; de même, un droit à indemnité existe en cas d'entrave considérable et manifeste faite à l'utilisation ou à l'exploitation du bien-fonds.

b) Litiges

**Art. 110** Le juge administratif statue sur tous les litiges pouvant résulter des dispositions de l'article 109, sous réserve de recours à la Cour administrative.

## CHAPITRE V : Compensation

Principe

**Art. 111**<sup>39)</sup> Les avantages et les inconvénients majeurs qui résultent de mesures d'aménagement ou de l'octroi d'autorisations exceptionnelles hors de la zone à bâtir font l'objet d'une compensation.

Avantage

**Art. 111a**<sup>38)</sup> <sup>1</sup> L'augmentation de la valeur d'un bien-fonds est réputée constituer un avantage majeur lorsqu'elle résulte :

- a) de l'affectation du bien-fonds à la zone à bâtir;
- b) d'un changement d'affectation ou d'une augmentation des possibilités d'utilisation à l'intérieur de la zone à bâtir;
- c) d'une autorisation exceptionnelle hors de la zone à bâtir liée à un changement d'affectation, à l'exclusion de celles fondées sur l'article 24b de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> La plus-value est la différence entre la valeur vénale estimée du bien-fonds avant et après la mesure d'aménagement ou l'octroi de l'autorisation exceptionnelle. Lorsque plusieurs biens-fonds bénéficiant de la mesure d'aménagement appartiennent à un même propriétaire, la plus-value est calculée sur l'ensemble desdits biens-fonds.



Contribution  
a) Principe et  
taux

**Art. 111b<sup>38)</sup>** <sup>1</sup> En cas de plus-value, l'Etat perçoit une contribution comme il suit :

- a) 30 % lorsque la plus-value résulte de l'affectation du bien-fonds à la zone à bâtir ou d'une autorisation exceptionnelle hors de la zone à bâtir;
- b) 20 % lorsqu'elle résulte d'un changement d'affectation ou d'une augmentation des possibilités d'utilisation à l'intérieur de la zone à bâtir.

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe le montant de la plus-value en-deçà duquel aucune contribution n'est perçue.

<sup>3</sup> La contribution est due :

- a) en cas d'affectation à la zone à bâtir, de changement d'affectation ou d'augmentation des possibilités d'utilisation à l'intérieur de la zone à bâtir, par le propriétaire du bien-fonds au moment où la contribution est fixée;
- b) en cas d'autorisation exceptionnelle hors de la zone à bâtir, par son bénéficiaire.

<sup>4</sup> Les collectivités publiques et leurs établissements ne sont pas assujettis à la contribution lorsque la plus-value est réalisée sur un bien-fonds leur appartenant et nécessaire à l'accomplissement de tâches publiques.

<sup>5</sup> La perception d'un impôt sur les gains immobiliers est réservée.

b) Taxation et  
perception

**Art. 111c<sup>38)</sup>** <sup>1</sup> Après consultation de la commune, le Service du développement territorial arrête le montant de la plus-value et celui de la contribution au moment où la mesure d'aménagement ou l'autorisation exceptionnelle entre en force.

<sup>2</sup> Dans l'exercice de cette tâche, le Service du développement territorial peut faire appel à des estimateurs externes, indemnisés selon les mêmes principes que les estimateurs cantonaux collaborant à l'évaluation et au contrôle des valeurs officielles.

<sup>3</sup> La contribution est exigible dès le moment où le bien-fonds est construit ou aliéné.

<sup>4</sup> En règle générale, est réputé aliénation tout acte juridique pouvant donner lieu à la perception d'un impôt sur les gains immobiliers. Un immeuble est réputé construit dès le moment où il est fait usage du permis de construire ou de l'autorisation exceptionnelle.

<sup>5</sup> Lorsque des circonstances particulières le justifient, le Service du développement territorial peut, à la demande du débiteur, accorder des facilités de paiements. Dans tous les cas, l'aliénation du bien-fonds ou l'utilisation de l'autorisation exceptionnelle rend la contribution exigible.

<sup>6</sup> En cas de retard dans le paiement, la créance porte intérêt au taux fixé par le Gouvernement.

c) Bâtiments agricoles

**Art. 111d<sup>38)</sup>** Le montant utilisé pour l'acquisition ou la construction d'un bâtiment agricole de remplacement comparable au sens de l'article 5, alinéa 1<sup>quater</sup>, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire<sup>1)</sup> est déduit de la plus-value lorsque l'investissement intervient dans les trois ans dès l'entrée en force de la mesure d'aménagement. Le Service du développement territorial peut prolonger ce délai pour de justes motifs, notamment lorsqu'une procédure de permis de construire est en cours.

d) Exonération

**Art. 111e<sup>38)</sup>** Le Gouvernement peut exonérer de la plus-value les personnes qui aliènent leur bien-fonds sans bénéfice dans un but d'utilité publique ou lorsque le bien-fonds appartient à une personne chargée d'une tâche publique et qu'il est affecté à cette tâche.

e) Prescription

**Art. 111f<sup>38)</sup>** Le droit de fixer la contribution se prescrit par deux ans dès l'entrée en vigueur de la mesure d'aménagement ou l'autorisation exceptionnelle, celui de la percevoir par cinq ans dès son exigibilité.

f) Hypothèque légale

**Art. 111g<sup>38)</sup>** <sup>1</sup> La contribution est garantie par une hypothèque légale conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse<sup>2)</sup>.

<sup>2</sup> L'hypothèque légale sera inscrite au registre foncier.

Fonds de compensation 5 LAT

**Art. 111h<sup>38)</sup>** <sup>1</sup> Les contributions de plus-value perçues sont versées dans le fonds de compensation 5 LAT. L'article 12 de la loi sur les forêts<sup>12)</sup> est réservé.

<sup>2</sup> Le fonds est utilisé pour l'octroi de subventions fondées sur l'article 113 ainsi que pour couvrir les charges liées à la taxation et à la perception des contributions.

Inconvénient  
majeur

**Art. 111i<sup>38)</sup>** Une restriction du droit de propriété consécutive à une mesure d'aménagement est réputée inconvénient majeur lorsqu'elle constitue une expropriation matérielle.

Indemnisation  
a) Principe

**Art. 111j<sup>38)</sup>** <sup>1</sup> En cas d'expropriation matérielle, une juste indemnité est accordée.

<sup>2</sup> La loi sur l'expropriation<sup>14)</sup> et les articles 102 à 105 de la présente loi sont au surplus applicables.

<sup>3</sup> La commune et le propriétaire du bien-fonds peuvent convenir de l'indemnité par contrat de droit administratif. Le contrat doit être approuvé par le Service du développement territorial.

b) Ayant droit

**Art. 111k<sup>38)</sup>** <sup>1</sup> L'indemnité est versée à la personne qui était propriétaire du bien-fonds touché au moment où son montant a été définitivement fixé.

<sup>2</sup> Si, dans le cadre d'un transfert du bien-fonds, les parties au contrat en ont convenu autrement, l'indemnité est versée à la personne désignée dans le contrat.

## CHAPITRE VI : Financement

1. Couverture  
des dépenses,  
principe

**Art. 112** <sup>1</sup> Les communes assument les frais de l'aménagement local et régional et des tâches qui en découlent (art. 45 et 75a).<sup>31)</sup>

<sup>2</sup> L'Etat assume les frais de l'aménagement cantonal.

2. Subventions

**Art. 113<sup>39)</sup>** <sup>1</sup> L'Etat octroie aux communes des aides financières pour les indemnités à verser aux propriétaires fonciers pour les inconvénients résultant de mesures d'aménagement du territoire.

<sup>2</sup> L'Etat peut verser des aides financières aux collectivités publiques ainsi qu'aux particuliers pour :

- a) l'établissement et la révision des plans d'aménagement régional;
- b) l'établissement et la révision des plans d'aménagement local présentant un intérêt régional;
- c) les mesures de protection des sites et du paysage;
- d) les programmes visant à l'utilisation rationnelle du territoire, s'ils sont conformes au plan directeur cantonal.

<sup>3</sup> Ces subventions sont exclusivement à la charge du fonds de compensation 5 LAT (art. 111h). Sous réserve d'une période initiale de dix ans pendant laquelle la fortune du fonds pourra être négative, elles ne seront versées que dans la mesure des disponibilités du fonds.

**Art. 114**<sup>40)</sup>

### **TITRE TROISIEME<sup>BIS</sup> : Voies de droit**<sup>38)</sup>

Voies de droit

**Art. 114a**<sup>38)</sup> Sauf dispositions contraires, les décisions rendues en application de la présente loi sont susceptibles d'opposition et de recours conformément au Code de procédure administrative<sup>8)</sup>.

### **TITRE QUATRIEME : Dispositions transitoires et finales**

#### **CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'application**

1. Décrets

**Art. 115** Le Parlement édicte les décrets suivants :

- a) décret concernant le règlement-norme sur les constructions;
- b) décret concernant le permis de construire;
- c) décret concernant les contributions des propriétaires fonciers;
- d) décret concernant le remembrement de terrains à bâtir;<sup>3)</sup>
- e) ...<sup>40)</sup>

2. Ordonnances

**Art. 116** <sup>1</sup> A moins que ne soient réservés des décrets du Parlement, le Gouvernement édicte les prescriptions nécessaires à l'application de la présente loi.

<sup>2</sup> Il peut en particulier régler par voie d'ordonnance les matières suivantes :

- a) la nature et les exigences de l'équipement technique;
- b) la protection des sites et du paysage, ainsi que les prescriptions relatives aux antennes extérieures;
- c) les prescriptions concernant les installations de camping, de centres d'achat ainsi que l'entreposage, l'évacuation et la démolition de véhicules, machines et engins hors d'usage;
- d) <sup>42)46)</sup> les aménagements extérieurs des bâtiments et installations, y compris les cases de stationnement pour véhicules et les terrains de jeux;
- e) les exigences en matière de sécurité, de police du feu, d'hygiène et d'énergie qui régissent les projets de constructions;
- f) les mesures d'adaptation des bâtiments et installations aux besoins des handicapés;
- g) les constructions et installations particulières;
- h) la détermination, de façon impérative et générale, de notions légales en matière de construction et d'aménagement du territoire;
- i) la conception matérielle et technique des plans prévus par la présente loi;
- j) la définition de la procédure et des compétences en matière de plans et prescriptions;
- k) <sup>38)</sup> les modalités d'octroi de subventions.

## CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur

1. Modification de la loi portant introduction de la loi fédérale sur le maintien de la propriété foncière rurale

**Art. 117** La loi du 26 octobre 1978<sup>16)</sup> portant introduction de la loi fédérale du 12 juin 1951 sur le maintien de la propriété foncière rurale est modifiée comme il suit :

### **Art. 2, al. 1**

...<sup>17)</sup>

2. Modification de la loi sur les améliorations foncières et les bâtiments agricoles

**Art. 118** La loi du 26 octobre 1978 sur les améliorations foncières et les bâtiments agricoles<sup>18)</sup> est modifiée comme il suit :

### **Art. 45** Abrogé

### **Art. 56, al. 2**

...<sup>17)</sup>

3. Abrogation du droit en vigueur

**Art. 119** La loi du 26 octobre 1978 sur les constructions est abrogée.

### CHAPITRE III : Dispositions transitoires

1. Plans et prescriptions des communes

**Art. 120** <sup>1</sup> Les plans et les prescriptions des communes doivent, au besoin, être adaptés à la présente loi et à la loi fédérale sur l'aménagement du territoire; l'article 46, alinéa 5, est applicable.

<sup>2</sup> Les plans et les prescriptions des communes adoptés en vertu de l'ancien droit restent en vigueur pour autant qu'ils ne soient pas en contradiction avec les prescriptions impératives du droit de rang supérieur; le "reste du territoire" défini par les plans de zones actuellement en vigueur est assimilé à la zone agricole.

<sup>3</sup> Les terrains à bâtir délimités provisoirement selon l'ancien droit doivent avoir été déclarés zone à bâtir avant le 31 décembre 1987; faute de quoi, ils sont réputés zone agricole<sup>5)</sup>

<sup>4</sup> Les procédures en cours sont terminées sous le régime de l'ancien droit.

<sup>5</sup> Le conseil communal est compétent pour procéder aux adaptations rédactionnelles concernant :

- a) le remplacement de la terminologie;
- b) le remplacement des références légales.

L'approbation par le Service de l'aménagement du territoire demeure réservée (art. 73).

2. Permis de construire et police des constructions

**Art. 121** Les demandes de permis dont l'enquête publique est terminée avant l'entrée en vigueur de la présente loi ainsi que les procédures en cours en matière de police des constructions sont traitées selon l'ancien droit.

3. Exploitations de matériaux, places de décharges

**Art. 122** Les exploitations de matériaux ainsi que les places de décharges pour véhicules qui ne sont pas au bénéfice d'une autorisation délivrée après le 1<sup>er</sup> janvier 1979 sont soumises à l'obligation du permis et à celle de fournir des sûretés pour des mesures d'aménagement.

4. Terrains de camping

**Art. 123** Les terrains de camping dont le statut légal n'est pas défini dans le plan de zones de la commune sont soumis à la procédure du plan spécial (art. 30 et 31) dans les cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

5. Dispositions transitoires relatives à la modification du 17 avril 2019

**123a<sup>43)</sup>** <sup>1</sup> Les communes adaptent leur réglementation sur les constructions à la modification du 17 avril 2019 jusqu'au 31 décembre 2024.

<sup>2</sup> Les indices d'utilisation du sol sont remplacés par les indices bruts d'utilisation du sol. Les valeurs correspondantes sont modifiées conformément à la liste figurant en annexe 1.

<sup>3</sup> Le nouveau droit est applicable dans les communes ayant adapté leur réglementation dès l'entrée en vigueur de celle-ci. L'ancien droit reste applicable dans les autres communes.

6. Disposition transitoire relative à la modification du 2 octobre 2019

**123b<sup>45)</sup>** <sup>1</sup> Pendant une période de test d'une durée de six mois, la modification du 2 octobre 2019 n'est applicable que dans huit communes au plus.

<sup>2</sup> Le Gouvernement désigne, sur proposition de l'Association jurassienne des communes, les communes qui participent au test.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut au besoin prolonger la période de test pour une durée supplémentaire de trois mois.

<sup>4</sup> Tant que la période de test n'a pas pris fin, l'ancien droit reste applicable dans les communes qui n'y participent pas.

## CHAPITRE IV : Entrée en vigueur

Entrée en  
vigueur

**Art. 124** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>19)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 25 juin 1987

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jean-François Roth  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

Les articles 28, alinéa 3, 29, alinéa 4, 88, alinéas 3 et 5, 104, alinéa 2, et 107, alinéa 3, ont été approuvés par le Conseil fédéral le 24 mars 1988, conformément aux articles 962, alinéa 2, et 949, alinéa 2, du Code civil suisse.

## Annexe 1<sup>43)</sup>

### Tableau de conversion entre l'indice d'utilisation du sol et l'indice brut d'utilisation du sol

Un indice d'utilisation du sol fixé dans le plan directeur cantonal à :	correspondant à un indice brut d'utilisation du sol de :
0.25	0.33
0.40	0.53
0.50	0.67
0.60	0.80
0.70	0.93



- 1) [RS 700](#)
- 2) [RSJU 101](#)
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1993
- 4) [RSJU 722.11](#)
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 mai 1988, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1988
- 6) Nouvelle numérotation selon le ch. I de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1993
- 7) Introduit par le ch. 1 de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1993
- 8) [RSJU 175.1](#)
- 9) Abrogée par le ch. I de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1993
- 10) [RSJU 192.244.1](#)
- 11) Nouvelle teneur selon la section 4 de la loi du 21 octobre 1992 instituant des mesures d'économie, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 1993 au 31 décembre 1993, et selon le ch. 1 de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1993
- 12) [RSJU 921.11](#)
- 13) [RSJU 211.1](#)
- 14) [RSJU 711](#)
- 15) [RS 220](#)
- 16) [RSJU 215.124.1](#)
- 17) Texte inséré dans ladite loi
- 18) [RSJU 913.1](#)
- 19) 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005
- 22) [RSJU 702.611](#)
- 23) [RS 700.1](#)
- 24) Introduit dans le préambule par le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 25) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 26) Introduit par le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 27) Abrogé par le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 28) Nouvelle numérotation selon le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. XVI de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 30) Abrogé par le ch. V de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 31) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 septembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 32) Introduit par le ch. I de la loi du 23 septembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 33) [RSJU 190.11](#)
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012
- 35) Introduit par le ch. I de la loi du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012

- 
- <sup>36)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. IX de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2012
- <sup>37)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. XXX de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- <sup>38)</sup> Introduit(e) par le ch. I de la loi du 9 septembre 2015 portant adaptation de la législation en matière de gestion de la zone à bâtir, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- <sup>39)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 9 septembre 2015 portant adaptation de la législation en matière de gestion de la zone à bâtir, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- <sup>40)</sup> Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 9 septembre 2015 portant adaptation de la législation en matière de gestion de la zone à bâtir, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- <sup>41)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2018. La deuxième phrase des articles 19, alinéa 4, et 71, alinéa 3, a été annulée par l'arrêt du Tribunal fédéral du 14 juin 2017
- <sup>42)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II de la loi du 17 avril 2019 portant adaptation de la législation cantonale à l'accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019
- <sup>43)</sup> Introduit(e) par le ch. II de la loi du 17 avril 2019 portant adaptation de la législation cantonale à l'accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019
- <sup>44)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 juin 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2019
- <sup>45)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 2 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- <sup>46)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 24 juin 2020 portant modification des dispositions sur le stationnement, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- <sup>47)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 24 juin 2020 portant modification des dispositions sur le stationnement, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- <sup>48)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 novembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2021
- <sup>49)</sup> Introduite par le ch. I de la loi du 18 novembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2021

## Ordonnance sur les constructions et l'aménagement du territoire

du 3 juillet 1990

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 116 de la loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

1. Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance règle l'application de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

2. Compétences  
des communes

**Art. 2** Par voie de règlement, les communes ont la faculté d'édicter des dispositions complémentaires ou dérogatoires dans la mesure où la présente ordonnance l'admet expressément.

### CHAPITRE II : Equipement du terrain à bâtir

1. Equipement  
technique

**Art. 3** L'équipement technique doit satisfaire aux exigences de la loi (art. 4 LCAT).

2. Equipement  
technique  
suffisant

**Art. 4** L'équipement est réputé suffisant lorsqu'un projet n'entraîne qu'une sollicitation supplémentaire minime des installations existantes (art. 84, al. 2, LCAT).

3. Voie d'accès  
a) Définition et  
généralités

**Art. 5** <sup>1</sup> La voie d'accès relie le terrain à bâtir au réseau public. Elle comprend l'accès au bâtiment ou à l'installation, le tronçon de route y conduisant ainsi que le raccordement de ce tronçon à une route et, le cas échéant, à un chemin pour piétons ou à un trottoir.<sup>[9\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La voie d'accès est aménagée de manière à tenir compte :

- a) de la sécurité de tous les usagers;
- b) de la lutte contre le bruit;
- c) des particularités du site et de la topographie;
- d) de la nécessité de modérer la circulation;

e) de la perspective d'un faible trafic.

b) Largeur de la chaussée

**Art. 6** <sup>1</sup> La largeur de la chaussée est déterminée, dans les limites de l'article 5, alinéa 2, par l'intensité existante ou planifiée du trafic.

<sup>2</sup> Sauf prescriptions communales contraires, elle ne doit pas être inférieure à 3 m pour les routes à sens unique et à 4,2 m pour les routes ouvertes à la circulation dans les deux sens

<sup>3</sup> Si les raisons mentionnées à l'article 5, alinéa 2, le justifient, la largeur de la chaussée peut être réduite à 3 m. Si la route présente un long tronçon où deux véhicules ne peuvent pas se croiser, des places d'évitement doivent être aménagées.

<sup>4</sup> La largeur de la chaussée ne doit pas excéder 6 m pour les routes collectrices de quartier et 5 m pour les routes de desserte.

c) Déclivité

**Art. 7** <sup>1</sup> La déclivité de la chaussée ne doit pas dépasser 12 % dans l'axe de la route.

<sup>2</sup> On peut déroger à cette règle si des cases de stationnement utilisables l'hiver sont aménagées au bas de la pente. [7](#)

d) Rue à circulation modérée, rue résidentielle

**Art. 8** <sup>1</sup> Dans les zones d'habitation, la voie d'accès doit si possible être aménagée comme une rue à circulation modérée, éventuellement comme une rue résidentielle, de manière à favoriser une utilisation mixte de la chaussée et une valorisation de l'espace public.

<sup>2</sup> La rue à circulation modérée est une voie sur laquelle la vitesse est réduite grâce à des mesures techniques et à des limitations fixées par la police de la circulation.

<sup>3</sup> La rue résidentielle est une rue désignée comme telle par la signalisation et identifiable comme aire de circulation mixte grâce à des mesures techniques ainsi qu'à des plantations. Les instructions édictées par le Département fédéral de justice et police sont applicables.

e) Construction par étapes

**Art. 9** <sup>1</sup> Les nouvelles voies d'accès sont aménagées sur la base d'un plan spécial.

<sup>2</sup> Lorsque l'équipement constitue une charge disproportionnée pour le maître de l'ouvrage, l'autorité compétente pour octroyer le permis de construire peut admettre un aménagement partiel.

<sup>3</sup> Un aménagement partiel ne peut toutefois être autorisé que si l'aménagement ultérieur est garanti en droit et en fait.

### CHAPITRE III : Protection des sites et des monuments

1. Principe **Art. 10<sup>9)</sup>** Lorsque l'identité d'un bâtiment ou d'une installation digne de protection risque d'être menacée par l'application des prescriptions de police, l'autorité qui délivre le permis de construire peut autoriser des exceptions, pour autant que le programme de l'intervention ne soit pas abusif et que la sécurité et l'hygiène ne soient pas gravement compromis.
2. Exigences **Art. 11** <sup>1</sup> Afin d'assurer l'intégration d'une construction dans le site, l'autorité peut exiger, dans le cadre de la procédure d'octroi du permis de construire, et cela même si le site ne fait pas l'objet d'une protection particulière, une modification :
- a) des proportions et de la silhouette;
  - b) de la composition des façades;
  - c) de la forme du toit ou des superstructures;
  - d) du choix des matériaux et des couleurs;
  - e) de l'aménagement des abords.
- <sup>2</sup> D'une façon générale, seules les modifications mineures de la topographie du terrain naturel sont admises.
- <sup>3</sup> Pour les objets particulièrement dignes de protection (art. 5, al. 2, LCAT), les conditions et charges nécessaires doivent être définies dans la procédure d'octroi du permis de construire.
- <sup>4</sup> Les communes peuvent édicter des prescriptions concrètes plus détaillées.
3. Obligation d'entretien **Art. 12<sup>9)</sup>** Lorsqu'un bâtiment ou une installation digne de protection est menacé du fait de son état de vétusté ou du manque d'entretien, les communes sont tenues d'exiger l'exécution de travaux susceptibles de sauvegarder son existence, sans toutefois exposer son propriétaire à des frais excessifs (art. 14, al. 2, LCAT).
4. Inventaires **Art. 13** <sup>1</sup> Les sites et objets qui méritent une protection sont mentionnés dans le plan directeur cantonal.
- <sup>2</sup> L'inscription au plan directeur cantonal a pour effet, notamment, de signaler aux ayants droit qu'un site ou un objet est digne de protection.

<sup>3</sup> Le plan directeur cantonal peut être consulté par chacun.

5. Organes  
spécialisés

**Art. 14** <sup>1</sup> Lorsqu'une décision importante relevant des articles 11 et 12 doit être prise, la commission cantonale de protection des sites et du paysage est consultée.

<sup>2</sup> L'Office du patrimoine historique est consulté lorsque :

- a) les travaux se rapportent à un site ou à un objet mentionné dans le répertoire des biens culturels;
- b) une commune ou le Département de l'Environnement et de l'Équipement exige l'exécution de travaux au sens de l'article 12;
- c) le projet de construction entraîne une modification du sol sur un site archéologique ou dans sa proximité immédiate.

<sup>3</sup> Les communes peuvent prescrire la soumission des demandes de permis concernant des zones à protéger ou d'autres objets inventoriés par ses soins à un organe spécialisé.

6. Antennes  
extérieures

**Art. 15** <sup>1</sup> Les antennes extérieures destinées à la réception d'émission de radio et de télévision doivent être conçues et établies de manière à attirer le moins possible le regard.

<sup>2</sup> Un bâtiment ou groupe de bâtiments ne doit pas avoir plus d'une antenne extérieure.

<sup>3</sup> Les communes ont la faculté d'édicter des prescriptions plus sévères, notamment d'interdire la pose d'antennes extérieures individuelles, ceci particulièrement dans les centres anciens.

#### CHAPITRE IV : Cases de stationnement pour véhicules<sup>71</sup>

1. Calcul des  
besoins  
a) Voitures de  
tourisme

**Art. 16**<sup>71</sup> <sup>1</sup> Sous réserve que le droit cantonal n'en dispose autrement, le nombre adéquat de cases de stationnement pour les voitures de tourisme se calcule selon la norme 40 281 (2019) de l'Association suisse des professionnels de la route et des transports (ci-après : "VSS") relative au stationnement de voitures de tourisme.

<sup>2</sup> Les facteurs de réduction indiqués dans la norme VSS 40 281 (2019) sont toujours pris en compte.

<sup>3</sup> Pour les bâtiments et installations à affectations multiples, le calcul est effectué au prorata de chaque usage particulier.

<sup>4</sup> Pour les constructions et installations destinées à des manifestations ouvertes à un large public, le besoin en cases de stationnement est calculé en fonction d'une utilisation moyenne si des possibilités de stationnement supplémentaires peuvent être offertes occasionnellement.

b) Cycles, cyclomoteurs et motocycles

**Art. 17**<sup>1</sup> Le nombre suffisant de places de stationnement pour les cycles et cyclomoteurs se calcule selon la norme VSS 40 065 (2019).

<sup>2</sup> Il peut être dérogé au nombre suffisant de places de stationnement réservées aux cycles et cyclomoteurs lorsque, compte tenu de circonstances locales démontrées par le requérant, la part de ce trafic sera manifestement inférieure à la moyenne. Le coefficient de réduction à appliquer se calcule sur la base de la différence entre le trafic envisagé en l'absence de circonstances locales et le trafic estimé compte tenu de ces circonstances.

<sup>3</sup> Le nombre suffisant de places de stationnement pour les motocycles se détermine en proportion des cases de stationnement adéquates pour les voitures de tourisme, sur la base de l'échelle suivante :

- a) 1 place "motocycles" à partir de 10 cases "voiture de tourisme";
- b) 2 places "motocycles" à partir de 40 cases "voiture de tourisme";
- c) 1 place "motocycles" supplémentaire pour chaque tranche de 20 cases "voiture de tourisme" supplémentaire.

c) Bornes de recharge électrique

**Art. 18**<sup>1</sup> La proportion de cases de stationnement pour les voitures de tourisme qui doivent être conçues de manière à permettre l'installation de bornes de recharge électrique (art. 12, al. 4, LCAT) est de vingt pour cent au moins.

<sup>2</sup> Cette exigence n'est pas applicable lorsque l'aménagement de cases de stationnement résulte d'un changement d'affectation qui ne nécessite pas d'autres travaux de construction.

d) Habitat sans voiture ou avec peu de voitures

**Art. 19**<sup>1</sup> Un projet d'habitat sans voiture (0 à 0,2 case par logement) ou avec peu de voitures (0,21 à 0,5 case par logement) est autorisé si le maître d'ouvrage fournit à l'autorité compétente un dossier attestant :

- a) d'un projet de bâtiment ou d'ensemble de bâtiments comportant au moins 4 logements;
- b) d'une bonne desserte en transports publics et d'un bon réseau de mobilité douce;
- c) d'un concept de mobilité assurant à long terme l'utilisation minimale des cases de stationnement et les modalités de contrôle de cette utilisation. Ce concept de mobilité fait partie intégrante du permis de construire.

<sup>2</sup> Un nombre adéquat de cases de stationnement doit dans tous les cas être mis à la disposition des visiteurs conformément à la norme VSS 40 281 (2019).

<sup>3</sup> Le non-respect des exigences fixées dans le concept de mobilité expose le contrevenant à une procédure en matière de police des constructions au sens de l'article 36 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>1)</sup>.

## 2. Caractéristiques techniques

**Art. 19a<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Les caractéristiques techniques des cases de stationnement pour les voitures de tourisme et celles des places de stationnement pour les cycles, cyclomoteurs et motocycles sont déterminées par les normes VSS 40 291a (2019), 40 292a (2019), 40 743 (2019) et 40 066 (2019).

<sup>2</sup> Pour le surplus, les règles suivantes doivent toujours être observées :

- a) les objets présentant une valeur pour la salubrité de l'habitat, pour l'aspect de la localité ou du paysage ou présentant une valeur patrimoniale ne peuvent être détruits ou utilisés pour l'aménagement d'une case de stationnement;
- b) la qualité, le confort et la sécurité des cases de stationnement situées en surface et à l'air libre sont garantis;
- c) si une aire de stationnement dépasse 60 m<sup>2</sup>, la moitié au moins de la surface surnuméraire est aménagée avec des matériaux perméables permettant l'infiltration directe des eaux pluviales; une dérogation peut être accordée en fonction de circonstances locales, notamment en matière de protection des eaux;
- d) un arbre de haut jet, d'essence indigène et adaptée au changement climatique, est planté pour l'aménagement de cinq cases de stationnement; ces arbres sont plantés à intervalles réguliers et à proximité immédiate des cases de stationnement; à l'exception d'interventions d'élagage liées à l'accès aux cases de stationnement et à la sécurité, le développement naturel de ces arbres doit être assuré.

## 3. Aménagement sur une parcelle voisine

**Art. 19b<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> L'aménagement de cases de stationnement sur une parcelle autre que celle sur laquelle est implantée la construction ou l'installation desservie fait préalablement l'objet d'une servitude de droit privé inscrite au registre foncier.

<sup>2</sup> Cette servitude ne peut être radiée du registre foncier qu'avec l'accord exprès de l'autorité de police des constructions.

<sup>3</sup> Cet accord ne peut être donné que si les exigences légales relatives aux cases de stationnement continuent à être remplies.



4. Compétence **Art. 19c<sup>8)</sup>** Sous réserve des cas où il a été fixé au préalable dans un plan spécial, le nombre adéquat de cases de stationnement est déterminé par l'autorité qui délivre le permis de construire.

5. Taxe de remplacement **Art. 19d<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Si les conditions locales ne permettent pas au maître de l'ouvrage de mettre à disposition le nombre de cases de stationnement fixé pour son projet, ou qu'il n'y parvient qu'au prix d'inconvénients ou de frais excessifs, l'autorité qui délivre le permis de construire peut le libérer totalement ou partiellement de cette obligation, pour autant qu'il n'en résulte pas de situations contraires à l'ordre public.

<sup>2</sup> Le nombre de cases de stationnement pour l'aménagement desquelles le maître de l'ouvrage a été libéré doit être indiqué dans le dispositif du permis. Il constitue la base de la perception éventuelle d'une contribution compensatoire du propriétaire foncier à titre de remplacement conformément à l'article 12, alinéa 6, lettre b, de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>1)</sup>.

<sup>3</sup> Les modalités relatives à la perception d'une taxe de remplacement sont précisées dans le règlement communal traitant des cases de stationnement.

<sup>4</sup> La taxe de remplacement est affectée :

- a) à la construction, l'exploitation et l'entretien d'ouvrages de stationnement collectif;
- b) au financement de mesures destinées à décharger le centre des localités du trafic privé.

## CHAPITRE V : Espaces de détente

1. Principe et définitions **Art. 20** <sup>1</sup> Chaque ensemble d'habitations collectives et chaque ensemble d'habitations individuelles doit disposer d'un espace de détente.

<sup>2</sup> Par habitation collective, on entend les maisons d'habitation comprenant plus de trois logements de trois pièces au moins.

<sup>3</sup> Par ensemble d'habitations individuelles, on entend un groupe de maisons construites sur la base d'un projet d'ensemble ou d'un plan spécial et regroupant au moins dix logements de plus de trois pièces.

2. Etendue **Art. 21** <sup>1</sup> La surface réservée aux espaces de détente doit représenter au moins 20 % de la surface brute de plancher de tous les logements de trois pièces et plus.

<sup>2</sup> Pour les ensembles d'habitations constitués en tout ou en grande partie de maisons individuelles, la surface requise peut être réduite jusqu'à 50 %. Si la voirie est aménagée selon les principes de la modération de la circulation ou sous forme d'une rue résidentielle, le terrain occupé par la voirie est considéré comme espace de détente.

### 3. Conception

**Art. 22** <sup>1</sup> Les espaces de détente doivent être situés dans des endroits ensoleillés et à l'écart du trafic. Il sera prévu suffisamment de places ombragées. Une partie de la surface destinée aux jeux est à exécuter en sol dur.

<sup>2</sup> Les toits des parcs de stationnement couverts et autres toits plats peuvent servir d'espace de détente s'ils sont installés d'une manière qui s'y prête et s'ils sont pourvus des installations de sécurité nécessaires.

<sup>3</sup> Dans les quartiers aménagés selon les principes de la modération de la circulation, l'espace public réservé à la circulation des véhicules et des piétons peut, s'il se prête à la pratique des jeux, se substituer aux surfaces à exécuter en sol dur au sens de l'alinéa 1.

### 4. Procédure

**Art. 23** <sup>1</sup> La demande de permis de construire d'un projet pour lequel l'installation d'un espace de détente est exigée doit être accompagnée de deux exemplaires du plan d'aménagement des abords.

<sup>2</sup> Ce plan doit renseigner sur le calcul de la surface requise, sur l'équipement du terrain, sur la disposition et la conception des terrains de jeux, ainsi que sur la plantation d'arbres.

<sup>3</sup> L'autorité de la police des constructions peut exiger que le maître de l'ouvrage garantisse à la commune, par une servitude, le maintien définitif des surfaces réservées à la détente.

## CHAPITRE VI : Constructions et installations particulières

### 1. Obligation d'édicter un plan spécial

**Art. 24** <sup>1</sup> La demande de permis de bâtir pour une construction ou une installation particulière au sens des articles 30 et 31 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire doit être examinée d'après le plan spécial édicté à cet effet.

<sup>2</sup> Les règles du présent chapitre doivent être intégrées dans le plan spécial, ou pour le moins appliquées lors de la procédure d'octroi du permis de construire.

2. Requête du  
propriétaire  
foncier

**Art. 25** <sup>1</sup> Le propriétaire foncier qui, en vertu de l'article 30, alinéa 2, de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire, demande qu'un plan spécial soit adopté par l'autorité communale compétente, doit :

- a) élaborer les documents requis pour l'établissement du projet et justifier l'opportunité du projet;
- b) soumettre le projet de plan spécial au conseil communal qui le transmet, avec ses propositions motivées, au Département de l'Environnement et de l'Équipement pour examen préalable;
- c) mettre au point le projet sur la base du rapport d'examen préalable.

<sup>2</sup> En accord avec le requérant, la commune peut confier l'élaboration du plan spécial à un tiers. Les frais d'élaboration et de mise au point du plan sont supportés par le requérant.

3. Conditions  
générales

**Art. 26** <sup>1</sup> Le plan spécial relatif à une construction ou installation particulière doit être compatible avec les objectifs de l'aménagement local, notamment en matière d'équipement, de circulation et d'organisation du territoire.

<sup>2</sup> Le plan spécial ne doit pas porter préjudice à des intérêts publics ou privés dignes de protection, sous réserve de la compensation des charges au sens de l'article 32 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

4. Ombre portée

**Art. 27** <sup>1</sup> Les constructions et installations particulières ne doivent pas gêner exagérément par leur ombre portée les locaux construits ou à construire réservés à l'habitation.

<sup>2</sup> Les prescriptions sont applicables pour la durée pendant laquelle les bâtiments peuvent se trouver à l'ombre, soit :

- a) lors de l'équinoxe de printemps (21 mars) deux heures entre 7 h 30 et 17 h 30;
- b) pour un jour moyen d'hiver (8 février) deux heures et demie entre 8 h 30 et 16 h 30.

<sup>3</sup> Si l'ensoleillement d'un fonds se trouve déjà sensiblement réduit du fait de la topographie ou de constructions existantes, les tolérances de la durée admissible d'ombre portée devront être réduites en conséquence.

5. Terrains de  
camping :  
définitions;  
exigences

**Art. 28** <sup>1</sup> Un terrain de camping peut avoir un caractère saisonnier ou résidentiel.

<sup>2</sup> Est réputé terrain de camping saisonnier l'emplacement réservé au tourisme de passage et aménagé en vue de recevoir des tentes, des caravanes et des mobilhomes pour une durée maximale de sept mois par année.

<sup>3</sup> Est réputé terrain de camping résidentiel l'emplacement aménagé en vue de recevoir des caravanes et des mobilhomes pour une durée indéterminée; les terrains de camping résidentiel doivent pour le moins satisfaire aux exigences de la zone de maisons de vacances (art. 56 LCAT).

<sup>4</sup> Les terrains de camping doivent être équipés d'installations telles que eau potable, w.-c., vestiaire, bâtiment de surveillance, kiosque, réception, lieux de divertissement.

6. Centres  
d'achat  
a) Définition

**Art. 29** <sup>1</sup> Les centres d'achat sont des unités de vente du commerce de détail comportant un ou plusieurs magasins regroupés dans une construction unique et offrant un large assortiment de marchandises relevant de plusieurs branches commerciales.

<sup>2</sup> La surface de vente déterminante est égale à la surface brute de tous les locaux de vente accessibles à la clientèle. Les locaux de service, de restauration, les dépôts et les stations d'essence ne sont pas pris en considération. Les locaux de vente qui, par rapport à leur surface, attirent un nombre réduit de clients, tels que les locaux d'exposition et de vente de meubles et les locaux d'entreposage et de vente d'articles de jardinage, sont compris pour moitié seulement.

b) Conditions

**Art. 30** <sup>1</sup> La construction ou l'agrandissement d'un centre d'achat au sens de l'article 31, alinéa 1, lettre d, de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire doit satisfaire aux conditions suivantes :

- a) être conforme aux objectifs de développement du milieu bâti tels qu'ils sont définis par le plan directeur cantonal et l'aménagement local de la commune-siège;
- b) permettre aux personnes peu mobiles telles que les personnes âgées, les infirmes ou les malades de s'approvisionner pour leurs besoins de consommation quotidiens;
- c) s'intégrer dans le site;
- d) ne pas porter préjudice aux zones d'habitation.

<sup>2</sup> Le maître de l'ouvrage doit prendre en charge tous les frais de construction des infrastructures publiques et de l'équipement de détail nécessaires (art. 32, al. 2, lettre b).

c) Raccordement  
aux transports  
publics

**Art. 31** <sup>1</sup> Les centres d'achat doivent être accessibles par transport public.

<sup>2</sup> Cette exigence est réalisée lorsqu'une halte régulière d'un transport public est située à une distance inférieure à 300 m et que les piétons peuvent y accéder sans danger.

d) Trafic des  
véhicules à  
moteur

**Art. 32** <sup>1</sup> Le trafic des véhicules à moteur généré par le centre d'achat ne doit pas surcharger les voies publiques.

<sup>2</sup> Il faut notamment prévoir :

- a) des aménagements suffisants pour l'accès et la sortie des véhicules, et, le cas échéant, la réalisation de voies de présélection;
- b) l'aménagement des tronçons du réseau routier qui ne seraient pas en mesure d'absorber le trafic supplémentaire occasionné par le centre d'achat (si les mesures de signalisation ou de police de la circulation s'avéraient insuffisantes).

e) Dérogation à  
l'obligation  
d'édicter un plan  
spécial

**Art. 33** Si les effets de l'agrandissement d'un centre d'achat existant sont de peu d'importance, le Département de l'Environnement et de l'Equipeement peut, sur proposition du conseil communal, libérer la commune de l'obligation d'édicter un plan spécial (art. 31 LCAT).

7. Entreprises de  
démolition  
d'automobiles  
a) Définition

**Art. 34** <sup>1</sup> Les entreprises de démolition d'automobiles sont les entreprises qui exploitent à titre professionnel des installations de plein air destinées au dépôt temporaire de véhicules et autres engins hors d'usage, dans un but de récupération.

<sup>2</sup> Sont considérés comme hors d'usage les véhicules et autres engins qui ne seront plus jamais utilisés comme tels ou qui sont déposés plus d'un mois en plein air, sans plaque de contrôle. Font exception les véhicules suivants :

- a) les véhicules pour lesquels le détenteur a momentanément déposé les plaques de contrôle à l'Office des véhicules;
- b) les véhicules qui sont en réparation ou en vente, et qui sont déposés sur des surfaces autorisées et gérées par des entreprises de l'industrie ou du commerce automobile.

<sup>3</sup> L'implantation d'une entreprise de démolition ne peut être autorisée qu'en zone industrielle.

b) Obligation  
d'évacuation

**Art. 35** <sup>1</sup> L'exploitant d'un lieu de décharge est tenu, dans un délai d'un mois à partir de la réception des voitures et engins hors d'usage, d'amener les matériaux usagés sur une place collectrice lorsqu'il ne peut pas les garder dans des locaux couverts.

<sup>2</sup> Pour les matériaux et objets abandonnés, cette obligation incombe au propriétaire du bien-fonds.

c) Clause du  
besoin

**Art. 36** L'installation et l'agrandissement de lieux de décharge ne seront autorisés que si les emplacements existants ne suffisent pas à l'élimination irréprochable des matériaux usagés.

## CHAPITRE VII : Sécurité, prévention des incendies, hygiène

1. Généralités

**Art. 37**<sup>9)</sup> Toute construction doit être édifée dans les règles de l'art. La construction et l'exploitation des bâtiments et des installations ne doivent pas constituer un danger pour les personnes et les choses.

2. Sécurité

**Art. 38** Les prescriptions et directives de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accident (CNA) sont applicables en tant que dispositions de droit public en matière de sécurité et de prévention des accidents.

3. Prévention  
des incendies

**Art. 39** Les exigences imposées pour les bâtiments et installations en matière de prévention et de lutte contre l'incendie sont régies par la législation sur la police du feu, ainsi que par les prescriptions et directives de l'Etablissement d'assurance immobilière.

4. Aération,  
exposition à la  
lumière,  
ensoleillement

**Art. 40** <sup>1</sup> Les locaux destinés au séjour de personnes tels que salon, salle de jeux pour enfants, salle à manger, chambres à coucher, bureaux, ateliers, locaux de vente doivent recevoir suffisamment d'air et de lumière directement de l'extérieur. La surface des fenêtres représentera au moins un dixième de celle du plancher et une partie suffisante doit pouvoir être ouverte en toute saison.

<sup>2</sup> Pour les bâtiments industriels, les immeubles commerciaux, les magasins, les hôpitaux, les hôtels et autres bâtiments du même genre, ainsi que pour les salles de bains, lieux d'aisances, niches à cuire, des dérogations aux exigences prévues à l'alinéa 1 peuvent être autorisées, si, de manière artificielle, on peut garantir un éclairage et une aération suffisants. La loi sur le travail demeure réservée.

5. Vide d'étage  
et grandeur  
minimaux des  
locaux<sup>9)</sup>

**Art. 41** <sup>1</sup> Le vide d'étage des locaux destinés au séjour de personnes doit être au minimum de 2,40 m.<sup>9)</sup>

<sup>2</sup> Les pièces mansardées doivent avoir le vide d'étage minimal sur la moitié au moins de la surface de plancher.<sup>9)</sup>

<sup>3</sup> La surface de plancher des locaux d'habitation, salle de ménage et cuisine exceptées, doit être au minimum de 8 m<sup>2</sup>.

6. Isolation  
thermique

**Art. 42** Les prescriptions de la législation sur l'énergie relatives aux constructions sont applicables pour le chauffage et l'isolation.

7. Isolation  
phonique

**Art. 43** <sup>1</sup> Les locaux destinés au séjour permanent de personnes doivent être suffisamment isolés contre les bruits extérieurs et intérieurs, y compris les bruits de fonctionnement des installations et appareils, conformément à l'ordonnance fédérale du 15 décembre 1986 sur la protection contre le bruit (OPB)<sup>2)</sup>.

<sup>2</sup> Les normes SIA 181 et 181/3 sont applicables.

## CHAPITRE VIII : Protection contre les nuisances

1. Généralités

**Art. 44** <sup>1</sup> Les bâtiments et installations ne doivent pas produire sur le voisinage des effets qui seraient contraires à la réglementation de zone.

<sup>2</sup> Les effets liés à une affectation conforme à la zone doivent être tolérés.

<sup>3</sup> La législation sur la protection de l'environnement, notamment l'ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit (OPB)<sup>2)</sup>, et les dispositions sur les rapports de voisinage (art. 679 et 684 du Code civil suisse<sup>3)</sup>) sont réservées.

2. Compétences  
communales

**Art. 45** Les communes ont la faculté d'édicter des dispositions plus sévères en matière de protection de droit public contre les nuisances.

## CHAPITRE IX : Mesures en faveur des handicapés

### 1. Bâtiments ouverts au public

**Art. 46** <sup>1</sup> Les bâtiments ouverts au public (bâtiments administratifs, tribunaux, écoles, églises, foyers, hôpitaux, salles polyvalentes et de spectacles, installations sportives, cinémas, hôtels et restaurants, grands magasins, parcs de stationnement, gares, w.-c. publics, etc.) et les bâtiments d'habitations collectives doivent être accessibles aux handicapés.

<sup>2</sup> Les normes du Centre suisse pour la construction adaptée aux handicapés (VSS SN 521 500) doivent être appliquées lors de la construction de nouveaux bâtiments.

### 2. Exigences particulières

**Art. 47** <sup>1</sup> Le Département de l'Environnement et de l'Equipeement peut déroger partiellement aux dispositions du présent chapitre lorsque ces exigences sont disproportionnées en regard de l'ouvrage à réaliser.

<sup>2</sup> Le Département de l'Environnement et de l'Equipeement peut exiger des aménagements simples et peu onéreux dans les immeubles existants, pour autant que des intérêts prépondérants (tels que les intérêts liés à la protection des sites et des monuments) ne s'y opposent pas.

## CHAPITRE X : Définitions en matière de constructions et d'aménagement du territoire

### 1. Terrain de référence

**Art. 48**<sup>9)</sup> <sup>1</sup> Le terrain de référence équivaut au terrain naturel.

<sup>2</sup> On entend par terrain naturel la parcelle à bâtir telle qu'elle existe avant le début des travaux de construction.

<sup>3</sup> Si la surface de la parcelle à bâtir a été modifiée en raison d'excavations ou de remblais antérieurs, on considère comme terrain naturel le terrain tel qu'il existait avant ces opérations.

<sup>4</sup> Si les opérations visées à l'alinéa 3 ont été effectuées sur la base d'un permis de construire, les conditions de celui-ci déterminent le terrain naturel.

<sup>5</sup> Si le terrain naturel qui existait avant les opérations visées à l'alinéa 3 ne peut être déterminé, la référence est le terrain naturel environnant.



<sup>6</sup> Si les opérations visées à l'alinéa 3 ont été effectuées depuis plus de dix ans et que la hauteur du terrain aménagé correspond à celle des parcelles voisines, on considère le terrain aménagé comme terrain naturel.

<sup>7</sup> Pour des motifs liés à l'aménagement du territoire ou à l'équipement, le terrain de référence peut être déterminé différemment dans le cadre d'une procédure de planification ou d'autorisation de construire.

2. Constructions  
a) Bâtiments

**Art. 49<sup>9)</sup>** Un bâtiment est une construction immobilière pourvue d'une toiture fixe et généralement fermée abritant des personnes, des animaux ou des choses.

b) Petite construction

**Art. 50<sup>9)</sup>** Une petite construction est une construction non accolée à un bâtiment, qui ne dépasse pas 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher et 4 m de hauteur totale, et qui ne comprend que des surfaces utiles secondaires.

c) Annexe

**Art. 51<sup>9)</sup>** Une annexe est une construction accolée à un bâtiment, qui ne dépasse pas 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher et 4 m de hauteur totale, et qui ne comprend que des surfaces utiles secondaires.

d) Construction souterraine

**Art. 52<sup>9)</sup>** Une construction souterraine est une construction qui, à l'exception de l'accès et des garde-corps, se trouve entièrement au-dessous du terrain de référence ou du terrain excavé.

e) Construction partiellement souterraine

**Art. 53<sup>9)</sup>** Une construction partiellement souterraine est une construction qui ne dépasse pas 1,20 m au-dessus du terrain de référence ou du terrain excavé.

3. Éléments de bâtiments  
a) Plan des façades

**Art. 54<sup>9)</sup>** <sup>1</sup> Le plan des façades est la surface enveloppant le bâtiment, définie par les lignes verticales comprises entre les angles extérieurs du corps de bâtiment.

<sup>2</sup> Les plans des façades sont situés au-dessus du terrain de référence.

<sup>3</sup> Les saillies ne sont pas prises en considération.

b) Pied de façade

**Art. 55<sup>9)</sup>** Le pied de façade est l'intersection entre le plan de la façade et le terrain de référence.

- c) Projection du pied de façade **Art. 56<sup>9)</sup>** La projection du pied de façade correspond à la représentation du pied de façade sur le plan cadastral.
- d) Saillies **Art. 57<sup>9)</sup>** Les saillies sont les parties saillantes du plan de façade, à l'exception des avant-toits, dont la profondeur n'excède pas 1,20 m et dont la largeur n'excède pas 30 % de la largeur du plan de façade considéré.
4. Longueur et largeur  
a) Longueur du bâtiment **Art. 58<sup>9)</sup>** La longueur du bâtiment est le côté le plus long du plus petit rectangle dans lequel s'inscrit la projection du pied de façade.
- b) Largeur du bâtiment **Art. 59<sup>9)</sup>** La largeur est le côté le plus court du plus petit rectangle dans lequel s'inscrit la projection du pied de façade.
5. Hauteurs  
a) Généralités **Art. 60<sup>9)</sup>** <sup>1</sup> A défaut de prescriptions communales, les hauteurs des constructions sont fixées par le décret concernant le règlement-norme sur les constructions (DRN)<sup>4)</sup>.
- <sup>2</sup> Les communes peuvent définir :
- a) la hauteur totale;  
b) la hauteur de façade.
- b) Hauteur totale **Art. 61<sup>9)</sup>** <sup>1</sup> La hauteur totale est la plus grande hauteur entre le point le plus haut de la charpente du toit, mesurée à l'aplomb du terrain de référence.
- <sup>2</sup> Aucune partie de construction ne doit dépasser la hauteur totale admissible, à l'exception des cheminées, ventilations et superstructures techniques de minime importance.
- c) Hauteur de façade **Art. 62<sup>9)</sup>** <sup>1</sup> La hauteur de façade est la plus grande hauteur entre l'intersection du plan de la façade et le plan supérieur de la charpente du toit mesurée à l'aplomb du pied de façade correspondant.
- <sup>2</sup> Dans leur règlement, les communes peuvent compléter les présentes dispositions en ce qui concerne les terrains fortement en pente et les bâtiments différenciés en plan et en élévation.

- d) Hauteur du mur de combles **Art. 63<sup>9)</sup>** La hauteur du mur de combles se mesure entre le niveau du sol brut des combles et l'intersection du plan de façade et du plan supérieur de la charpente du toit.
- e) Vide d'étage **Art. 64<sup>9)</sup>** Le vide d'étage est la différence de hauteur entre le plancher et le plafond finis, ou entre le plancher fini et la face inférieure des solives lorsqu'elles déterminent la hauteur utile.
6. Niveaux  
a) Etages **Art. 65<sup>9)</sup>** <sup>1</sup> Les étages sont les niveaux d'un bâtiment, à l'exception du sous-sol, des combles et de l'attique.
- <sup>2</sup> Le nombre d'étages est compté indépendamment pour chaque corps de bâtiment.
- b) Sous-sol **Art. 66<sup>9)</sup>** Le sous-sol est un niveau dont le plancher fini de l'étage supérieur ne dépasse pas en moyenne 1,20 m par rapport au pied de façade.
- c) Combles **Art. 66a<sup>10)</sup>** Sont considérés comme des combles les niveaux dont la hauteur du mur de combles ne dépasse pas 1,50 m.
- d) Attique **Art. 66b<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> Un attique est un niveau dont deux façades au moins (Sud et Ouest) sont en retrait de 2,50 m au moins par rapport au niveau inférieur.
- <sup>2</sup> Les communes peuvent prévoir dans leur réglementation les caractéristiques des niveaux pouvant être considérés comme attiques.
7. Distances  
a) Distance à la limite **Art. 66c<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> La distance à la limite est la distance entre la projection du pied de façade et la limite de la parcelle.
- <sup>2</sup> Lorsque la limite de la zone à bâtir sépare un même bien-fonds, la distance se calcule par rapport à la limite de la zone.
- <sup>3</sup> Pour les constructions autres que souterraines et partiellement souterraines, il y a lieu d'observer les grandes et petites distances à la limite telles qu'elles sont fixées par la réglementation communale, à défaut par le décret concernant le règlement-norme sur les constructions (DRN)<sup>4)</sup>.

<sup>4</sup> La grande distance se mesure perpendiculairement à la plus longue façade ensoleillée. Les petites distances se mesurent aux autres façades. En cas de doute, l'autorité délivrant le permis de construire désigne la façade sur laquelle se mesure la grande distance.

<sup>5</sup> Ces distances peuvent être augmentées en fonction de la longueur du bâtiment. Le règlement communal fixe les suppléments de distances.

b) Distance entre bâtiments

**Art. 66d<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> La distance entre bâtiments est la distance entre les projections des pieds de façade de deux bâtiments.

<sup>2</sup> En l'absence de disposition spécifique, la distance entre bâtiments correspond à la somme des distances à la limite prescrites pour chacun d'eux.

<sup>3</sup> Lorsqu'un bâtiment édifié conformément à d'anciennes dispositions légales n'observe pas la distance à la limite prescrite, la distance entre bâtiments avec une nouvelle construction est réduite de la longueur manquante. L'autorité délivrant le permis de construire peut toutefois augmenter la distance entre bâtiments si la durée admissible de l'ombre portée (art. 27) s'en trouvait dépassée, soit à l'égard du bâtiment construit selon l'ancien droit, soit à l'égard du bâtiment nouveau.

c) Alignement

**Art. 66e<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> L'alignement est la limite d'implantation des constructions, dictée notamment par des motifs d'urbanisme ou réservant l'espace à des installations existantes ou projetées.

<sup>2</sup> Les alignements arrière et les alignements de cour intérieure déterminent la profondeur horizontale tolérée pour la construction et les dimensions des cours intérieures.

<sup>3</sup> Les alignements accessoires indiquent la ligne jusqu'à laquelle il est permis de bâtir si les distances à la limite et entre bâtiments prévues par le règlement de construction l'autorisent.

d) Périmètre d'évolution

**Art. 66f<sup>10)</sup>** Le périmètre d'évolution est la surface constructible délimitée dans le cadre d'un plan d'affectation et qui peut s'écarter des règles de distances.

e) Petites constructions et annexes

**Art. 66g<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> Pour les petites constructions et les annexes, la distance à la limite est réduite à 2 m.

<sup>2</sup> L'édification d'une petite construction ou d'une annexe à la limite est autorisée dans les cas suivants :

- a) le propriétaire voisin a déjà construit à la limite de propriété et la façade contiguë existante ne présente pas d'ouverture;
- b) les deux propriétaires construisent simultanément;
- c) le propriétaire du fonds adjacent donne son accord par écrit.

<sup>3</sup> La distance entre bâtiments entre une petite construction ou une annexe et un autre bâtiment sis sur la même parcelle est libre.

f) Empiètements sur la distance à la limite

**Art. 66h<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> Les avant-toits peuvent empiéter sur la distance à la limite ou l'alignement de 1,20 m au plus.

<sup>2</sup> La distance à la limite et les alignements ne s'appliquent pas aux saillies.

<sup>3</sup> Pour les constructions souterraines et les constructions partiellement souterraines, la distance à la limite est de 1 m au moins. Avec l'accord écrit du voisin, cette distance peut être réduite en partie ou entièrement.

<sup>4</sup> Les dispositions relatives au droit de voisinage figurant dans la loi d'introduction du Code civil suisse (LiCC)<sup>5)</sup> sont applicables en tant que dispositions communales de droit public en ce qui concerne les murs de soutènement, les clôtures, les talus, les fosses d'aisances et à fumier.

g) Constructions rapprochées

**Art. 66i<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> Avec l'accord écrit du voisin, une construction peut être autorisée à une distance à la limite inférieure, voire à la limite du bien-fonds, si la distance entre bâtiments est observée.

<sup>2</sup> A défaut du consentement du voisin, une construction nouvelle plus rapprochée n'est admise que moyennant une dérogation au sens de l'article 25 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>1)</sup>. Dans ce cas, la distance à la limite minimale prévue par le droit privé (art. 63 LiCC<sup>5)</sup>) doit être observée.

<sup>3</sup> Un changement d'affectation non accompagné de modifications extérieures d'un immeuble construit à la limite de la parcelle ne nécessite pas l'accord du voisin.

<sup>4</sup> Les dispositions concernant l'ordre contigu ou semi-contigu demeurent réservées.

8. Mesures  
d'utilisation du  
sol

a) Surface de  
terrain  
déterminante  
(STd)

**Art. 66j<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> La surface de terrain déterminante correspond aux terrains ou parties de terrains compris dans la zone à bâtir correspondante.

<sup>2</sup> La surface des accès au bâtiment est prise en compte.

<sup>3</sup> Ne sont pas comptées les surfaces relatives au réseau routier (principal, collecteur et de desserte).

b) Indice brut  
d'utilisation du  
sol (IBUS)

**Art. 66k<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> L'indice brut d'utilisation du sol est le rapport entre la somme des surfaces de plancher (SP) et la surface de terrain déterminante (STd).

<sup>2</sup> La somme des surfaces de plancher se compose des éléments suivants :

- a) surface utile principale (SUP);
- b) surface utile secondaire (SUS);
- c) surfaces de dégagement (SD);
- d) surfaces de construction (SC);
- e) surfaces d'installations (SI).

<sup>3</sup> Les surfaces dont le vide d'étage est inférieur à 1,50 m ne sont pas prises en compte.

c) Report de  
l'IBUS

**Art. 66l<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> Le report de l'indice brut d'utilisation du sol consiste dans le transfert total ou partiel, sur une ou plusieurs autres parcelles contiguës, de l'indice applicable à une ou plusieurs parcelles données. L'indice calculé sur l'ensemble de ces parcelles ne doit pas dépasser la valeur admise pour la zone par la réglementation communale.

<sup>2</sup> Le report de l'indice brut d'utilisation du sol s'effectue généralement dans le cadre d'un plan spécial. A défaut, il est mentionné au registre foncier.

d) Intensité  
d'utilisation du  
sol

**Art. 66m<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> Les communes définissent l'intensité minimale d'utilisation du sol au moyen de l'indice brut d'utilisation du sol.

<sup>2</sup> A défaut de prescriptions communales, les mesures de police des constructions (distances, dimensions des bâtiments) définissent l'intensité maximale d'utilisation du sol.

9. Manières de  
bâtir  
a) Généralités

**Art. 66n<sup>10</sup>** <sup>1</sup> L'ordre des constructions est déterminé par le plan de zones communal. Il peut être :

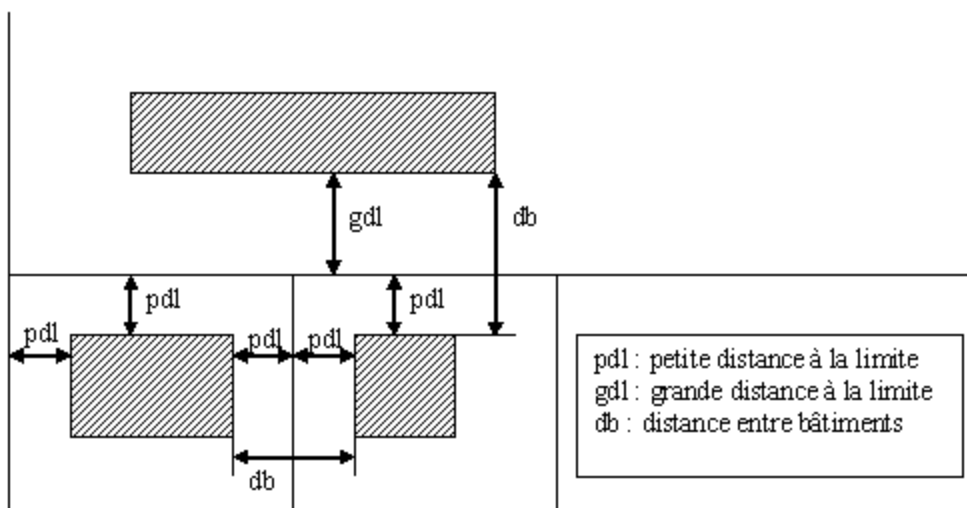
- a) non-contigu;
- b) contigu.

<sup>2</sup> Les communes peuvent prescrire un autre ordre de construction, notamment l'ordre semi-contigu.

b) Ordre non-  
contigu

**Art. 66o<sup>10</sup>** <sup>1</sup> Dans l'ordre non-contigu, les constructions doivent respecter les distances à la limite et les distances entre bâtiments.

<sup>2</sup> L'ordre non-contigu est illustré par le schéma suivant :

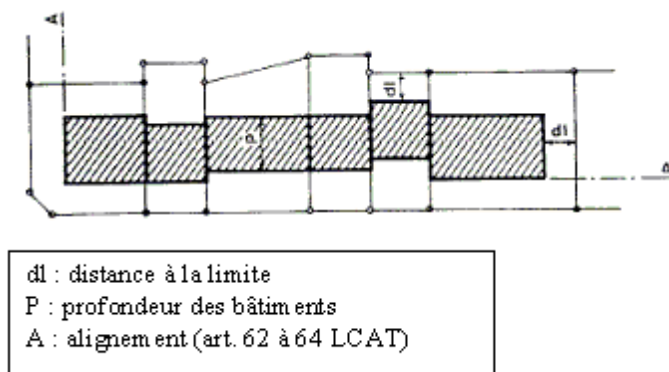


<sup>3</sup> A moins qu'elles ne soient fixées dans un plan spécial, les distances à une route publique sont celles prescrites par l'article 6 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>1</sup>.

c) Ordre contigu

**Art. 66p<sup>10</sup>** <sup>1</sup> Dans l'ordre contigu, les constructions sont implantées, en règle générale, en limite de propriété. Le règlement communal ou un plan spécial fixe les principales prescriptions, notamment les alignements, les profondeurs des bâtiments, les hauteurs totales, les hauteurs de façade, les distances à observer pour les bâtiments ou parties de bâtiments non construits en limite de propriété.

<sup>2</sup> L'ordre contigu est illustré par le schéma suivant :



#### 10. Schémas

**Art. 66q<sup>10)</sup>** Les schémas figurant dans l'annexe n° 2 de l'accord intercantonal du 22 septembre 2005 harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions<sup>11)</sup> sont applicables pour le surplus.

#### 11. Registre des résidences secondaires

**Art. 67<sup>1</sup>** Les communes ayant désigné, au sens de l'article 49, alinéa 3, de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire, des zones dans lesquelles un taux maximal de logements secondaires est prescrit, édictent un règlement et tiennent un registre des résidences principales, secondaires, ainsi que des logements de vacances.

<sup>2</sup> Est considéré comme résidence principale une maison ou un appartement occupé de manière permanente par une personne ayant déposé ses papiers dans la commune ou y ayant son domicile au sens de l'article 23 du Code civil suisse.

<sup>3</sup> Est considéré comme résidence secondaire une maison ou un appartement utilisé à long terme par des personnes qui ne sont pas domiciliées dans la commune, mais y font des séjours réguliers de durée variable (vacances, week-end, etc.).

<sup>4</sup> Est considéré comme logement de vacances la maison ou l'appartement offert dans un catalogue de vacances pour des périodes de vacances.



## CHAPITRE XI : Procédure d'octroi du permis de construire, police des constructions

1. Compétences pour accorder des dérogations

**Art. 68<sup>7)</sup>** Sont compétents pour accorder des dérogations aux dispositions de la présente ordonnance :

- a) le Service du développement territorial pour les articles 3 à 9, 20 à 23 ainsi que 40 et 41 dans la mesure où ces dispositions n'attribuent pas la compétence à une autre autorité;
- b) l'autorité qui délivre le permis de construire pour les articles 16 à 19d;
- c) le département auquel est rattaché le Service du développement territorial dans les autres cas.

2. Police des constructions

**Art. 69** <sup>1</sup> Les requérants fournissent, dans leurs demandes de permis de construire, toutes les indications permettant aux organes de la police des constructions de contrôler si les prescriptions de la présente ordonnance sont respectées.

<sup>2</sup> Les organes communaux de la police des constructions et le Service de l'aménagement du territoire ont l'obligation de surveiller l'observation des dispositions de la présente ordonnance et, au besoin, d'en exiger l'application.

## CHAPITRE XII : Plans et prescriptions des communes

1. Elaboration des études  
a) Conditions requises

**Art. 70** <sup>1</sup> Les études d'aménagement local ne peuvent être confiées qu'à des personnes dont la qualification est reconnue par le Département de l'Environnement et de l'Équipement.

<sup>2</sup> La qualification est reconnue aux personnes qui possèdent des connaissances approfondies dans le domaine traité et qui :

- a) ont prouvé leur aptitude à remplir correctement leurs tâches;
- b) s'occupent principalement d'aménagement du territoire;
- c) ne dépendent pas, dans leur situation professionnelle, d'intérêts économiques incompatibles avec l'intérêt public.

b) Conditions préalables

**Art. 71** <sup>1</sup> Avant d'entreprendre toute étude d'aménagement, l'autorité communale prend contact avec le Service de l'aménagement du territoire qui lui fournit les directives détaillées nécessaires à l'exécution des travaux.

<sup>2</sup> Le Service de l'aménagement du territoire fixe en particulier la nature des travaux préparatoires (études de base, objectifs et plans directeurs) et le contenu du dossier final.

c) Commission d'aménagement

**Art. 72** <sup>1</sup> Le conseil communal peut constituer une commission d'aménagement chargée de formuler des propositions pour l'élaboration du plan, d'en assurer la gestion et de donner des préavis en vue de son application.

<sup>2</sup> Le conseil communal organise, le cas échéant, en collaboration avec la commission d'aménagement, des séances publiques d'information et ouvre la discussion sur les objectifs d'aménagement, le déroulement des études, le contenu des projets et des plans.

d) Base cadastrale

**Art. 73** Les plans d'aménagement locaux et les plans spéciaux sont établis sur une base cadastrale produite et mise à jour par les ingénieurs géomètres officiels.

2. Plan directeur communal  
a) Objet

**Art. 74** <sup>1</sup> Le plan directeur communal détermine l'utilisation future du territoire communal, notamment :

- a) le concept général du développement de l'urbanisation et des autres domaines qui concernent l'utilisation du sol;
- b) les concepts sectoriels tels que l'équipement, les installations de communication, les espaces publics, les plantations et autres éléments structurants.

<sup>2</sup> Les éléments sectoriels du plan directeur communal sont interdépendants et subordonnés aux objectifs généraux.

<sup>3</sup> Tout plan directeur communal doit être accompagné d'un rapport explicatif fournissant des indications sur les études de base et les objectifs poursuivis.

b) Plan directeur sectoriel communal des équipements

**Art. 75** En ce qui concerne l'équipement, le plan directeur sectoriel communal peut prévoir :

- a) le tracé des routes de l'équipement de base, les principes à observer pour l'équipement de détail et la modération de la circulation;
- b) les chemins pour piétons et leurs raccordements aux chemins de randonnée pédestre;
- c) les voies cyclables;
- d) les autres réseaux essentiels au fonctionnement du système;
- e) la gestion des finances liées à la réalisation de l'équipement (plan financier).

c) Consultation,  
adoption et  
approbation

**Art. 76** <sup>1</sup> Le conseil communal transmet au Service de l'aménagement du territoire les projets de plans directeurs communaux; ces derniers seront accompagnés des rapports techniques et du rapport de participation, le tout en cinq exemplaires.

<sup>2</sup> Le Service de l'aménagement du territoire examine le bien-fondé des projets, en particulier leur concordance avec le plan directeur cantonal. Le Département de l'Environnement et de l'Équipement informe la commune de l'existence et de la nature des éléments faisant éventuellement obstacle à l'approbation.

<sup>3</sup> Le conseil communal adopte les plans directeurs communaux puis les adresse, avec les rapports techniques en cinq exemplaires chacun, au Département de l'Environnement et de l'Équipement pour approbation.

<sup>4</sup> La décision d'approbation du Département de l'Environnement et de l'Équipement fait l'objet d'une publication par les soins de la commune dans le Journal officiel.

d) Effets

**Art. 77** <sup>1</sup> Dès leur approbation par le Département de l'Environnement et de l'Équipement, les plans directeurs communaux lient les autorités communales et cantonales.

<sup>2</sup> Contrairement aux plans de zones, ils n'ont pas force obligatoire pour les propriétaires fonciers.

e) Modification

**Art. 78** <sup>1</sup> Lorsque les circonstances se sont modifiées, que de nouvelles tâches se présentent ou qu'il est possible de trouver une meilleure solution d'ensemble aux problèmes d'aménagement, les plans directeurs communaux font l'objet des adaptations nécessaires.

<sup>2</sup> Il en est de même lorsque des oppositions motivées ont été formulées contre des prescriptions communales élaborées sur la base des plans directeurs communaux.

<sup>3</sup> La procédure prévue à l'article 76 est applicable.

f) Publicité

**Art. 79** Les plans et directives des communes doivent pouvoir être consultés par quiconque et en tout temps auprès du service communal compétent et du Service cantonal de l'aménagement du territoire.

3. Plan de zones, réglementation, plans spéciaux  
a) Examen préalable

**Art. 80** <sup>1</sup> Les règlements de construction, les plans de zones et les plans spéciaux, accompagnés du rapport de participation et des rapports techniques requis, doivent être adressés en cinq exemplaires chacun au Service de l'aménagement du territoire en vue de l'examen préalable.

<sup>2</sup> Le Service de l'aménagement du territoire examine notamment, compte tenu du développement souhaité :

- a) si les besoins en terrains ont été judicieusement appréciés;
- b) si d'autres variantes de solution ont été étudiées;
- c) si les projets sont compatibles avec les buts et principes de l'aménagement du territoire;
- d) si les projets permettent de garantir une utilisation mesurée du sol, de réduire à un minimum les atteintes à l'environnement et de réaliser une occupation rationnelle du territoire;
- e) si les solutions choisies sont compatibles avec le plan directeur cantonal.

<sup>3</sup> Le Département de l'Environnement et de l'Équipement procède à une pesée des intérêts en présence, notamment en fonction du développement spatial souhaité et des implications qui en résultent. Il fonde son avis sur cette appréciation en veillant à prendre en considération, dans la mesure du possible, l'ensemble des intérêts touchés. Il transmet son avis à la commune.

b) Conventions

**Art. 81** <sup>1</sup> Lorsqu'un plan spécial nécessite des conventions particulières, ces dernières seront présentées sous forme de projets pour être soumises à l'examen préalable. Elles doivent être valablement conclues du point de vue juridique avant que la commune prenne sa décision.

<sup>2</sup> Les conventions de droit privé régleront au moins les points suivants :

- a) les corrections de limites nécessaires à la réalisation du plan spécial, le droit de construire plus près de la limite, le droit d'empiètement ainsi que les servitudes d'équipement, dans les formes prescrites par le droit civil; les conventions seront inscrites au registre foncier;
- b) le droit de propriété, d'utilisation, l'obligation de construire en temps opportun et de participer aux frais des installations collectives prévues imposée aux divers propriétaires fonciers.

c) Opposition, conciliation

**Art. 82** Après la publication ou la consultation des riverains, les opposants sont invités à prendre part à une séance de conciliation. Le procès-verbal résume l'essentiel des positions en présence et indique, en conclusion, si l'opposition est retirée ou maintenue. Le procès-verbal doit être contresigné par les participants.

d) Décision communale

**Art. 83** Le conseil communal soumet les plans et règlements à l'organe communal compétent pour les adopter; il joint un rapport et une proposition portant sur les oppositions non liquidées.

e) Obligations de la commune et du Service de l'aménagement du territoire

**Art. 84** <sup>1</sup> Après leur adoption par la commune, les plans et prescriptions doivent être transmis sans retard en sept exemplaires au Service de l'aménagement du territoire.

<sup>2</sup> Le secrétaire communal atteste le déroulement réglementaire de la procédure de dépôt public et le nombre des oppositions liquidées et non liquidées.

<sup>3</sup> Les pièces suivantes doivent être jointes :

- a) une liste des oppositions, avec la désignation sur le plan déposé des parcelles faisant l'objet de ces oppositions;
- b) les procès-verbaux des pourparlers de conciliation;
- c) un rapport du conseil communal sur les oppositions non liquidées avec un avis motivé;
- d) le procès-verbal de la séance de l'organe ayant adopté les plans et prescriptions;
- e) un rapport démontrant la conformité du plan aux buts et principes de l'aménagement du territoire, ainsi que la prise en considération adéquate des observations émanant de la population, des conceptions et plans sectoriels de la Confédération, du plan directeur cantonal et des exigences découlant des autres dispositions du droit fédéral, notamment de la législation sur la protection de l'environnement;
- f) un document présentant en particulier les réserves d'utilisation dans les territoires déjà largement bâtis et indiquant la manière dont elles seront judicieusement utilisées.

<sup>4</sup> Le Service de l'aménagement du territoire examine si le dossier est complet et s'il répond aux exigences de forme. Il exige la production des pièces manquantes et retourne pour correction à la commune celles qui ne sont pas conformes aux exigences précitées. Il prend connaissance des recours en matière communale formés contre les prescriptions à approuver.

f) Modifications de peu d'importance

**Art. 85** <sup>1</sup> Le conseil communal peut décider une modification de peu d'importance des plans et prescriptions sans procéder à un dépôt public.

<sup>2</sup> Il y a lieu, au préalable, d'impartir, par lettre recommandée, un délai d'opposition de dix jours aux propriétaires fonciers qui n'ont pas donné leur accord écrit à la modification.

<sup>3</sup> Les documents modifiés doivent être soumis au Service de l'aménagement du territoire pour approbation. Les articles 80 et 84 s'appliquent par analogie.

### CHAPITRE XIII : Plans et prescriptions du Canton

#### 1. Plan spécial cantonal a) Procédure

**Art. 86** <sup>1</sup> Le Service de l'aménagement du territoire mène la procédure d'information et de participation en application de l'article 43 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

<sup>2</sup> Il dépose dans les communes concernées le projet de plan spécial mis au point à l'issue de la procédure de participation, et mène les pourparlers de conciliation avec les opposants.

<sup>3</sup> Sur proposition du Département de l'Environnement et de l'Équipement, le Gouvernement statue sur les oppositions non liquidées et approuve le plan spécial.

<sup>4</sup> Le droit des communes, des particuliers et des associations de saisir le Parlement est réservé.

#### b) Effets

**Art. 87** <sup>1</sup> Le plan spécial cantonal a, à l'égard des tiers, les mêmes effets juridiques que les plans et prescriptions des communes.

<sup>2</sup> Le plan spécial cantonal l'emporte sur les plans de zones communaux.

#### 2. Conception directrice

**Art. 88** <sup>1</sup> La conception directrice de l'aménagement du territoire est établie par un groupe de travail interdépartemental nommé par le Gouvernement. Il est présidé par le chef du Département de l'Environnement et de l'Équipement.

<sup>2</sup> Le groupe de travail collabore avec la commission cantonale du plan d'aménagement.

#### 3. Plan directeur cantonal a) Consultation

**Art. 89** <sup>1</sup> Le projet de plan directeur cantonal est mis en consultation auprès des communes, des associations et organisations d'importance cantonale concernées par l'aménagement du territoire.

<sup>2</sup> La population est régulièrement informée des études entreprises.

## b) Modifications mineures

**Art. 90** <sup>1</sup> Toutes les modifications du plan directeur cantonal qui ne touchent pas à son contenu essentiel sont qualifiées de modifications mineures.

<sup>2</sup> Les modifications mineures qui concernent la description du problème et l'état de la coordination tels qu'ils ressortent des fiches sont portés d'office au plan directeur cantonal.

<sup>3</sup> Les modifications mineures du plan directeur cantonal qui ont des effets sur l'organisation du territoire sont décidées par le Gouvernement. Il s'agit de nouvelles tâches d'exécution (nouvelle fiche), de nouvelles conditions posées à l'exercice d'activités ayant des effets sur l'organisation du territoire (suite de la procédure), ainsi que des changements de catégorie (coordination en cours, coordination réglée).

<sup>4</sup> Les modifications mineures ne sont pas soumises à la procédure visée à l'article 89, alinéa 1.

## c) Autres modifications

**Art. 91** <sup>1</sup> Les modifications ayant pour objet une nouvelle orientation de la politique d'aménagement sont soumises à l'approbation du Parlement.

<sup>2</sup> Le Parlement est compétent pour décider un changement de catégorie (coordination en cours, coordination réglée) des fiches de portée générale (fiche P).

## d) Coordination

**Art. 92** <sup>1</sup> Les activités ayant des effets sur l'organisation du territoire, au sens de l'article premier de l'ordonnance fédérale sur l'aménagement du territoire<sup>6)</sup>, doivent être coordonnées.

<sup>2</sup> La preuve de la coordination est donnée par le biais d'une attestation. Celle-ci est délivrée pour chaque projet lorsqu'elle peut, en vertu du plan directeur cantonal, atteindre le stade de coordination réglée au sens de l'article 5, alinéa 2, lettre a, de l'ordonnance fédérale sur l'aménagement du territoire<sup>6)</sup>.

<sup>3</sup> Le Service de l'aménagement du territoire délivre l'attestation après avoir entendu les services, offices et autres instances concernés et s'être assuré que la pesée des intérêts en présence a eu lieu.

## e) Publicité

**Art. 93** Le Département de l'Environnement et de l'Equipeement publie régulièrement l'état de la coordination ainsi que la mise à jour du plan directeur cantonal.

## CHAPITRE XIV : Dispositions transitoire finales<sup>9)</sup>

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 94** Sont abrogées :

- a) l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur les constructions;
- b) l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la construction de centres d'achat.

Dispositions  
transitoires  
relatives à la  
modification du  
19 janvier 2021

**Art. 94a<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> Les communes adaptent leur réglementation sur les constructions à la modification du 19 janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2024.

<sup>2</sup> Le nouveau droit n'est applicable que dans les communes ayant adapté leur réglementation. L'ancien droit reste applicable dans les autres communes.

Entrée en  
vigueur

**Art. 95** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1990.

Delémont, le 3 juillet 1990

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Mertenat  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

1) [RSJU 701.1](#)

2) [RS 814.41](#)

3) [RS 210](#)

4) [RSJU 701.31](#)

5) [RSJU 211.1](#)

6) [RS 700.1](#)

7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 8 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

8) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 8 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

9) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 19 janvier 2021 portant adaptation de la législation cantonale à l'accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021

10) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 19 janvier 2021 portant adaptation de la législation cantonale à l'accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021

11) [RSJU 701.91](#)



## **Ordonnance concernant la réclame extérieure et sur la voie publique<sup>1)</sup>**

du 6 décembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 6 de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière<sup>2)</sup>,

vu l'article 53 de la loi fédérale du 8 mars 1960 sur les routes nationales<sup>3)</sup>,

vu les articles 80 et 81 de l'ordonnance fédérale du 31 mai 1963 sur la signalisation routière<sup>4)</sup>,

vu l'article 702 du Code civil suisse<sup>5)</sup>,

vu l'article 292 du Code pénal suisse<sup>6)</sup>,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale,

vu l'article 81 de la loi<sup>7)</sup> du 9 novembre 1978 sur l'introduction du Code civil suisse,

vu les articles 55, alinéa 2, 73 et 87, alinéas 2 et 3, de la loi du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes<sup>8)</sup>,

vu les articles 5, alinéa 1, 6, 17, 29, 112, alinéa 2, lettre a, de la loi du 26 octobre 1978 sur les constructions<sup>9)</sup>,

vu les articles 4, alinéa 1, 6, 7, 8 et 38 de l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur les constructions<sup>10)</sup>,

vu la loi<sup>11)</sup> du 9 novembre 1978 sur l'introduction du Code pénal suisse,

*arrête :*

### **SECTION 1 : But et champ d'application**

But

**Article premier** La présente ordonnance a pour but d'assurer la protection des sites locaux, des rues, des sites naturels et d'objets déterminés d'une part, la sécurité du trafic d'autre part.

Champ  
d'application

**Art. 2** <sup>1</sup> Les prescriptions de la présente ordonnance s'appliquent aux réclames de tout genre sur l'ensemble du territoire du canton. Les dispositions générales de la présente ordonnance sont applicables, à moins qu'il n'ait été établi des prescriptions spéciales pour des zones, espaces réserves au trafic ou genres de réclame déterminés.

<sup>2</sup> L'ordonnance fédérale du 27 août 1969 sur la construction et l'équipement des véhicules routiers<sup>12)</sup> s'applique aux réclames disposées sur les véhicules à moteur. Les autorisations en cette matière sont délivrées par l'Office des véhicules.

<sup>3</sup> Les directives établies par la Commission intercantonale de la circulation routière en ce qui concerne la signalisation d'entreprises s'appliquent aux plaques indicatrices placées en faveur d'entreprises industrielles sises à l'écart ou difficiles à trouver, entreprises artisanales, foires, stations de funiculaires et de téléphériques, télésièges et téléskis, places de sport, points de vue, monuments artistiques, lieux historiques, ainsi qu'à la signalisation spéciale organisée dans les centres de tourisme, etc. Le Service des ponts et chaussées est l'autorité compétente pour délivrer les autorisations en la matière.

Réserve de la  
législation sur les  
constructions et  
sur la  
construction des  
routes

**Art. 3**<sup>19)</sup> Les dispositifs de réclame soumis à la législation sur les constructions ou sur la construction des routes nécessitent en outre l'autorisation prévue dans cette législation. C'est le cas en particulier pour les réclames qui, le long des routes publiques, empiètent sur la zone d'interdiction de bâtir, ainsi que pour les tours-réclame et pour les réclames isolées.

## SECTION 2 : Définitions

Réclame

**Art. 4** <sup>1</sup> On entend par réclame au sens de la présente ordonnance tout dispositif, toute annonce visible ou audible en plein air, servant sous quelque forme que ce soit à la publicité ou à la propagande par l'écrit, la forme, la couleur, le son, la lumière, l'image ou par d'autres moyens encore.

<sup>2</sup> Sont également considérés comme réclames tous dispositifs dépourvus d'allusions directes tels que drapeaux et fanions servant à la publicité, représentations figuratives, entourages lumineux, illuminations, etc., lorsqu'ils attirent sur eux l'attention des usagers de la route ou sont de nature à compromettre l'aspect d'une localité ou de rues, ainsi que le paysage.

Propres  
réclames

**Art. 5** On entend par propres réclames celles qui se rapportent à l'entreprise exploitée au lieu où elles sont apposées et qu'elles désignent par son nom, son signe et son domaine d'activité.

Réclames de  
marchandises

**Art. 6** Les réclames de marchandises se rapportent à des produits qui sont fabriqués, vendus ou entremis à l'endroit où elles sont apposées.

Réclames de  
tiers

**Art. 7** On entend par réclame de tiers celle qui se rapporte à une entreprise qui n'est pas établie à l'endroit où elle est apposée, ainsi qu'à des produits qui ne sont ni fabriqués, ni entremis, ni vendus en ce lieu. C'est le lieu d'exploitation proprement dit qui est déterminant. Les conditions de propriété ou de possession du fonds ou son utilisation comme place de dépôt ou comme bâtiment accessoire ne donnent en règle générale pas droit à réclame. Sont considérées également comme réclames de tiers les informations politiques et les annonces en tout genre et sous toutes formes.

Réclames  
temporaires

**Art. 8** Les réclames temporaires sont celles qui sont utilisées :

- a) en faveur d'organisations locales telles que manifestations de sociétés ou de sport, expositions, etc.;
- b) en faveur d'offres spéciales de vente;
- c) pour la vente et la location d'immeubles.

Réclames en  
matière de  
construction

**Art. 9** Les réclames en matière de construction apposées sur les chantiers renseignent, pendant la durée des travaux, sur les constructions et les transformations en cours ainsi que sur les entreprises qui y participent.

Panneaux  
d'affichage

**Art. 10** Les panneaux d'affichage sont des dispositifs de réclame permanents établis sur terrain public ou privé et permettant d'apposer de façon interchangeable des réclames de tiers.

Réclames  
lumineuses

**Art. 11** <sup>1</sup> On entend par réclames lumineuses, les réclames éclairantes et les réclames éclairées.

<sup>2</sup> Les réclames éclairantes disposent de leur propre source de lumière et émettent directement cette dernière.

<sup>3</sup> Les réclames éclairées sont pourvues d'un dispositif d'éclairage installé en dehors d'elles.

<sup>4</sup> Demeure réservé, en ce qui concerne les réclames lumineuses, un appendice technique que pourrait élaborer la Commission fédérale pour l'éclairage.

Réclames de  
toiture

**Art. 12** Sont considérées comme réclames de toiture toutes les réclames apposées sur la surface du toit et celles qui font saillie au-dessus du faîte, en cas de toit plateau au-dessus du parapet. Sont exceptées les réclames apposées sur les bâtiments commerciaux à un étage et celles qui sont apposées aux avant-toits ou sur ces derniers.

Réclames  
isolées

**Art. 13** On entend par réclames isolées celles qui ne sont pas apposées à un bâtiment d'affaires, mais sur la place sise devant ce bâtiment, sur un mur ou sur une porte de jardin, etc., sur le terrain appartenant à l'entreprise.

Réclames à  
projection

**Art. 14** Les réclames réalisées par projection sont celles dont l'objet est reproduit sur des façades, etc., par un appareil de projection ou de film.

Routes publiques

**Art. 15** Sont réputés routes publiques les espaces réservés au trafic qui sont utilisés par les véhicules à moteur, les véhicules non motorisés ou par les piétons et qui ne servent pas exclusivement à l'usage privé.

Intérieur de la  
localité

**Art. 16** Au sens de la présente ordonnance, l'intérieur de la localité est l'espace réservé au trafic compris à l'intérieur de la zone de limitation de vitesse signalisée ou définie par la loi.

Extérieur de la  
localité

**Art. 17** L'extérieur de la localité comprend tous les autres espaces réservés au trafic, à l'exception des autoroutes et des semi-autoroutes.

Autoroutes et  
semi-autoroutes

**Art. 18** <sup>1</sup> Sont réputées autoroutes et semi-autoroutes les routes réservées à la circulation des véhicules à moteur et marquées par les signaux 301 (autoroute) ou 303 (semi-autoroute).

<sup>2</sup> Les voies d'accès et de sortie font partie intégrante des autoroutes et semi-autoroutes.

Chaussée

**Art. 19** La chaussée est la partie de la route servant à la circulation des véhicules.

**Rayon** **Art. 20** Une réclame se trouve dans le rayon d'une route publique lorsque son effet s'adresse manifestement aux usagers de cette route. C'est également le cas pour les réclames sises à plus grande distance lorsque par leur grandeur, leur présentation, leur intensité lumineuse, etc., elles exercent leur effet de loin sur les usagers de la route.

**Entreprises touristiques** **Art. 21** On entend par entreprises touristiques au sens de la présente ordonnance les garages et stations distributrices d'essence, de même que les auberges et établissements analogues mentionnés à l'article 3, chiffres 1 à 3, 7 et 8, de la loi sur les auberges et établissements analogues ainsi que sur le commerce des boissons alcooliques<sup>13)</sup>, en particulier les hôtels et les motels.

### **SECTION 3 : Dispositions générales**

**Autorisation** **Art. 22** Une autorisation est exigée pour toutes les réclames, leur déplacement, ainsi que la modification de leur format, de leur couleur, de leur texte ou de leur genre, à moins que la présente ordonnance ne statue une exception.

**Exceptions** **Art. 23** <sup>1</sup> Ne sont pas soumis à cette obligation :

- a) les réclames non éclairées apposées aux ou bien à l'intérieur de devantures ou de vitrines, pour autant qu'elles ne compromettent pas la sécurité du trafic et ne soient pas contraires aux dispositions des articles 24, alinéa 1, et 25;
- b) les réclames propres non éclairées apposées à la façade sous forme de lettres séparées d'une hauteur ne dépassant pas 50 cm, ainsi que les panneaux et plaques d'une surface ne dépassant pas 0,50 m<sup>2</sup>;
- c) par entreprise, un panneau non éclairé conforme à l'article 37, lettre b, indiquant les marchandises offertes;
- d) l'apposition, aux panneaux d'affichage, d'affiches admises par l'autorité.

<sup>2</sup> Sont en revanche soumises à autorisation la répétition de réclames propres sur la façade ou de réclames apposées sur les enseignes et plaques établies perpendiculairement à la façade, ainsi que l'utilisation de plus d'un panneau indiquant les marchandises offertes.

Réclames non  
admises  
1. Dans l'intérêt  
des sites locaux  
et naturels

**Art. 24** <sup>1</sup> Sont interdites en vue de la sauvegarde des sites locaux et naturels :

- a) les réclames qui, par leurs dimensions, leur réalisation, leur couleur, leur effet et leur fréquence, ne cadrent pas du tout avec le milieu où elles sont placées;
- b) celles qui modifient le caractère particulier d'un bien-fonds ou de ses alentours, ou deviennent un élément dominant du site naturel ou local où elles sont placées ou d'une partie de ce site;
- c) celles qui ne s'intègrent pas dans le tableau d'ensemble des vieux quartiers, des bâtiments d'importance historique ou artistique, des points de vue, de la région d'un col, ainsi que des rives de lacs ou de rivières.

<sup>2</sup> Sont en outre interdites :

- a) les réclames apposées aux ponts, candélabres, cheminées élevées, mâts, passages supérieurs, parcs et places de verdure;
- b) les réclames de tiers, pour autant qu'elles ne soient pas spécialement autorisées par la présente ordonnance;
- c) les panneaux d'affichage à l'extérieur des localités.

2. Dans l'intérêt  
du public

**Art. 25** Sont interdites en vue de la sauvegarde de la moralité et du bien public les annonces qui sont de nature à compromettre la moralité, la tranquillité, la sécurité ou l'ordre publics.

3. Dans l'intérêt  
de la sécurité du  
trafic

**Art. 26** <sup>1</sup> Sont interdites dans l'intérêt de la sécurité du trafic :

- a) les réclames qui sont combinées avec des signaux ou placées à proximité de ceux-ci. Font exception les réclames fixées au montant des indicateurs lumineux de direction, pourvu qu'elles soient nettement distinctes de l'indicateur lui-même, qu'elles servent uniquement des fins touristiques et qu'elles mesurent 0,70 m<sup>2</sup> au plus; sur les routes de cols, les réclames placées en dessous du panneau d'indication "Téléphone" font également exception si leur surface ne mesure pas plus d'un tiers de celle du signal;
- b) celles qui annihilent ou compromettent l'effet de signaux ou, surtout, qui empêchent de les distinguer;
- c) celles qui agissent par le mouvement ou par des effets de lumière changeants (excepté dans la zone des réclames);
- d) celles qui sont pourvues de couleurs réfléchissantes, fluorescentes ou luminescentes;

- e) celles qui sont tendues par-dessus la chaussée (transparents, fanions, guirlandes, etc.) ou qui sont apposées sur des ponts ou passages supérieurs ou encore qui avancent dans l'espace aérien de la chaussée sous réserve d'autorisations accordées à titre exceptionnel en faveur des décorations de Noël, à l'occasion de manifestations spéciales, etc.);
- f) celles qui sont inscrites sur la chaussée;
- g) celles qui éblouissent ou qui gênent l'usager de la route par leur intensité lumineuse;
- h) celles qui servent par leur répétition à indiquer le chemin jusqu'à un but déterminé (réclames en chaîne);
- i) celles qui agissent par des moyens acoustiques (haut-parleur, musique, jeu de cloches, etc.);
- j) celles qui sont distribuées du haut de véhicules en stationnement ou en marche ou à des véhicules se trouvant dans la circulation;
- k) celles qui sont jetées d'en l'air, ainsi que les réclames organisées dans l'espace aérien au moyen d'avions, de ballons, de cerfs-volants, inscriptions fumigènes, etc., lorsque le vol sert principalement à des fins de propagande. Demeurent réservées les autorisations accordées dans des cas d'exception par l'Office fédéral de l'air.

<sup>2</sup> Sont en outre interdits :

- a) les indicateurs de direction (art. 36, al. 2, de l'ordonnance sur la signalisation routière);
- b) les réclames apposées à proximité des tournants, sommets de côtes, passages étroits, intersections ou passages à niveau;
- c) celles qui sont apposées à des véhicules en stationnement dans l'espace réservé au trafic, pour autant qu'il ne s'agit pas de réclames autorisées en vertu de l'ordonnance fédérale sur la construction et l'équipement des véhicules routiers.

Distance  
minimale du bord  
de la chaussée

**Art. 27** La distance minimale du bord de la chaussée au bord extérieur de la réclame doit être de 0,50 m au moins à l'intérieur des localités, de 3 m au moins à l'extérieur de celles-ci.

Hauteur  
minimale

**Art. 28** <sup>1</sup> Le bord inférieur des réclames placées perpendiculairement aux façades doit se trouver à 2,50 m au moins au-dessus du trottoir. S'il n'existe pas de trottoir devant le bâtiment en question, la hauteur minimale se mesure à partir du milieu de la route.

<sup>2</sup> Cette hauteur minimale s'applique également aux réclames établies à plat sur la façade, pour autant que cette dernière se dresse perpendiculairement à la route.

<sup>3</sup> Pour les réclames apposées à l'intérieur d'arcades, de même que pour celles qui se trouvent à la partie inférieure d'avant-toits, la commune peut fixer des distances minimales spéciales.

Ecart

**Art. 29** <sup>1</sup> L'écart, par rapport à un bâtiment ou à une installation, de réclames placées perpendiculairement à ce dernier ne peut, dans la zone des réclames, comporter plus de 1,60 m et dans les autres zones plus de 1,25 m, à mesurer à partir de l'alignement.<sup>19)</sup>

<sup>2</sup> La distance horizontale entre de telles installations doit être de 2,50 m au minimum.

<sup>3</sup> Pour les bâtiments commerciaux à un étage et pour les avant-toits, l'écart maximum se règle selon les conditions locales.

Dimensions de la réclame

**Art. 30** Les dimensions de la réclame doivent être en rapport convenable avec celles de la façade ou de la construction, de même qu'avec leur architecture.

Centres d'achats, maisons-tours

**Art. 31** Pour les centres d'achats et maisons-tours où se trouvent un grand nombre d'entreprises, les réclames peuvent être groupées sous une forme appropriée (tours-réclame, symbole, etc.) pour le centre entier dans le cas où l'apposition de réclames propres conduirait à une surcharge d'effet inesthétique.

#### **SECTION 4 : Dispositions spéciales concernant les divers genres de réclames**

Propres réclames à l'intérieur de la localité

**Art. 32** <sup>1</sup> Peuvent être admises, à l'intérieur des localités, les propres réclames suivantes :

- a) parallèlement à la façade :
  - une réclame non éclairée ou une réclame lumineuse par entreprise et par façade,
  - la répétition de réclames non éclairées dans des cas spéciaux, de réclames lumineuses si les dimensions du bâtiment ou de l'installation le justifient<sup>19)</sup>;
- b) perpendiculairement à la façade :
  - une réclame non éclairée ou une réclame lumineuse par entreprise,
  - plusieurs réclames placées perpendiculairement sous les arcades ou sous les avant-toits, à condition qu'elles ne dépassent pas l'alignement du bâtiment ou la partie la plus avancée de l'avant-toit.



<sup>2</sup> Les réclames isolées sur le terrain appartenant à l'entreprise ne peuvent, en règle générale, être autorisées que pour des entreprises touristiques. Pour d'autres entreprises, elles ne peuvent être autorisées qu'aux conditions suivantes :

- a) <sup>19)</sup> qu'il n'y ait aucune possibilité de faire figurer une désignation visible de l'entreprise sur le bâtiment ou l'installation;
- b) qu'il n'apparaisse pas indiqué, pour des raisons techniques, esthétiques ou pour d'autres motifs fondés, d'apposer des réclames sur le bâtiment d'affaires.

<sup>3</sup> Les réclames de toiture ne sont autorisées que dans les zones industrielles désignées par les communes et dans les zones de réclames spécialement délimitées. L'autorisation d'apposer une réclame de toiture n'exclut pas qu'on place, en plus, des propres réclames sur le bâtiment en question.

Propres  
réclames hors de  
la localité

**Art. 33** <sup>1</sup> Peuvent être autorisées hors des localités les propres réclames suivantes :

- a) parallèlement à la façade :
  - une réclame non éclairée ou une réclame lumineuse par entreprise, même s'il se trouve plusieurs entreprises dans le bâtiment,
  - plusieurs réclames non éclairées ou plusieurs réclames lumineuses par entreprise sur diverses façades, pour autant que chacune d'elles ne soit visible que d'une direction de marche;
- b) perpendiculairement à la façade :
  - une réclame non éclairée ou une réclame lumineuse d'une surface de 1,50 m<sup>2</sup> par entreprise;
- c) réclames de toiture
  - une réclame non éclairée ou une réclame lumineuse par entreprise dans la zone industrielle spécialement délimitée.

<sup>2</sup> Si le bâtiment porte une dénomination d'affaires, celle-ci peut être apposée à plat sur la façade en plus de propres réclames.

Propres  
réclames le long  
des autoroutes et  
semi-autoroutes

**Art. 34** <sup>1</sup> Dans le voisinage des autoroutes ou semi autoroutes ne sont admises que de simples désignations d'entreprises (nom, branche) qui n'attirent spécialement le regard ni par leurs dimensions, ni par leur conformation.

<sup>2</sup> De chaque direction de marche ne doit être visible qu'une seule raison sociale par entreprise.

<sup>3</sup> Les réclames apposées perpendiculairement à la façade ne sont pas admises.

Réclames de  
marchandises à  
l'intérieur des  
localités

**Art. 35** <sup>1</sup> Peuvent être autorisées à l'intérieur des localités les réclames suivantes de marchandises :

- a) parallèlement à la façade :
  - une réclame lumineuse ou une réclame non éclairée par entreprise,
  - des écriteaux non éclairés appliqués à la façade principale de l'entreprise, qui touchent à la surface des devantures et l'agrandissent de 60 cm au plus, ainsi que des réclames sous forme de volants de 35 cm de hauteur au plus, fixés aux stores;
- b) perpendiculairement à la façade :
  - une réclame non lumineuse ou une réclame lumineuse par entreprise, placée perpendiculairement à la façade, pour autant qu'il ne s'y trouve pas déjà une propre réclame apposée de la même manière,
  - des réclames établies perpendiculairement sous les arcades ou sous les avant-toits, pour autant qu'elles n'avancent pas au-delà de la ligne du bâtiment ou du bord extrême de l'avant-toit.

<sup>2</sup> Il est possible de combiner les textes de la propre réclame avec ceux de la réclame de marchandises,

<sup>3</sup> Les dispositions suivantes s'appliquent aux réclames isolées et aux réclames de toiture :

- a) les réclames isolées de marchandises ne sont pas admises, à l'exception des désignations de marques aux garages et stations distributrices d'essence;
- b) les réclames de marchandises sur les toitures ne sont admises que dans les zones de réclames déterminées par les communes.

Réclames de  
tiers à l'intérieur  
des localités

**Art. 36** Sont admises à l'intérieur des localités les réclames de tiers suivantes :

- a) celles qui sont placées parallèlement aux façades des bâtiments de station de chemins de fer ou autres entreprises de transport, ainsi que de stades;
- b) celles qui sont placées parallèlement ou perpendiculairement aux façades de bâtiments sis dans la zone des réclames déterminées;
- c) celles qui sont apposées sur les toits de bâtiments sis dans la zone de réclames;
- d) celles qui sont apposées aux panneaux d'affichage officiellement autorisés.

Réclames  
temporaires à  
l'intérieur des  
localités

**Art. 37** Des réclames temporaires à l'intérieur des localités peuvent être autorisées dans les cas suivants :

- a) Pour des manifestations locales d'importance au moins régionale, des panneaux isolés non éclairés peuvent être placés aux entrées de la localité où se tient la manifestation, perpendiculairement à la route. Leur surface n'excédera pas 3.50 m<sup>2</sup>. Ces panneaux ne peuvent, en règle générale, être placés plus de quatorze jours avant la manifestation.

Il peut être dérogé à ces prescriptions s'il s'agit d'importantes manifestations de caractère fédéral ou cantonal.

Les organisateurs professionnels de manifestations temporaires soumettront à l'autorité un programme détaillé de leurs tournées.

Les organisateurs de manifestations temporaires sont tenus d'enlever sans délai, dès la fin de la manifestation, les moyens de propagande utilisés. Les réclames non enlevées seront éloignées par les soins des autorités aux frais des organisateurs.

- b) Les panneaux, etc., pour offres spéciales de vente peuvent être placés parallèlement à l'entreprise, à une distance de 50 cm au plus de la façade. Leur surface ne doit pas dépasser 1,20 m<sup>2</sup>. La limitation de leur nombre se règle d'après les conditions locales. Ces panneaux, etc., ne doivent en aucune manière gêner le passage des piétons.
- c) Pour la location et la vente d'immeubles ou de parties de ceux-ci, il peut être placé, pendant douze mois au maximum, un panneau par bâtiment dont la surface n'excédera pas 1,50 m<sup>2</sup>. Celui-ci sera, en règle générale, apposé à plat contre la façade, à la hauteur du rez-de-chaussée du bâtiment concerné.

Réclames de  
construction à  
l'intérieur des  
localités

**Art. 38** <sup>1</sup> A l'intérieur des localités, les réclames de construction peuvent être autorisées sur un chantier, en règle générale parallèlement à la route principale, sous forme de panneaux non éclairés, collectifs ou individuels. Leur nombre et leurs dimensions se règlent d'après les conditions locales.

<sup>2</sup> Les réclames en faveur de marchandises, marques, etc., ainsi qu'en faveur d'entreprises ne participant pas à la construction, ne sont admises qu'aux installations d'affichage autorisées sur les clôtures de chantiers. Elles ne peuvent pas dépasser la hauteur de la paroi de la construction.

Réclames de construction à l'extérieur des localités

**Art. 39** <sup>1</sup> A l'extérieur des localités, une réclame de construction peut être autorisée sous forme d'un panneau isolé placé sur le chantier de construction ou de transformation; il doit être établi parallèlement à la route et sa surface ne doit pas dépasser 6 m<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> En revanche, les panneaux de réclame d'entreprises particulières ou de produits ne sont pas autorisés.

Places des panneaux d'affichage

**Art. 40** <sup>1</sup> L'apposition de panneaux d'affichage n'est autorisée qu'aux endroits prévus à cet effet par les communes avec la permission du Service des ponts et chaussées.

<sup>2</sup> A l'intérieur des localités, il peut être autorisé des panneaux d'affichage lumineux ou non éclairés, isolés ou fixés à des bâtiments ou à des installations. Ces panneaux doivent, en règle générale, être placés parallèlement aux routes. Pour fixer les dimensions d'un panneau, on tiendra compte des conditions locales. [19\)](#)

Réclames par projection

**Art. 41** Les réclames par projection ne sont admises dans la zone de réclames que sous forme de diapositives. La projection de films sur les façades et objets analogues est interdite

## **SECTION 5 : Dispositions concernant les garages et stations distributrices d'essence**

Garages et stations distributrices d'essence

**Art. 42** <sup>1</sup> La réglementation ci-après s'applique à toutes les réclames apposées aux garages, stations distributrices d'essence et aux installations de réparation, kiosques, etc. Sont exceptées les stations distributrices d'essence établies le long des autoroutes et semi-autoroutes soumises à la législation spéciale de la Confédération.

<sup>2</sup> Les propres réclames sont autorisées en vertu de l'article 32, alinéa 1, lettre a.

<sup>3</sup> Aux garages et stations distributrices d'essence ou sur leurs toitures peuvent être utilisées, à l'intention du trafic courant, les réclames suivantes, reconnaissables ou lisibles :

- a) deux insignes de marques, lumineuses ou non éclairées, d'une surface de 1,50 m<sup>2</sup> chacune au plus;
- b) un panneau d'une surface de 0,40 m<sup>2</sup>, lumineux ou non éclairé, portant au choix les inscriptions "ouvert", "fermé", "automate", "indication de prix", etc

<sup>4</sup> Des réclames supplémentaires telles que réclames non éclairées de marchandises ou panneaux offrant d'autres services ne peuvent être placées que sur le terrain de la station distributrice ou du garage, même si elles n'accomplissent que des fonctions de propagande de brève durée (par exemple campagnes, etc.)

<sup>5</sup> Il n'est pas permis d'utiliser des décorations telles que fanions, guirlandes, drapeaux-réclames, panneaux mobiles et autres dispositifs attirant exagérément les regards.

## SECTION 6 : Dispositions spéciales pour les différentes zones

Délimitation des zones en général

**Art. 43** <sup>1</sup> Les communes disposant d'un plan de zones dûment approuvé peuvent, si elles le désirent, arrêter un règlement portant délimitation des zones de protection et des zones de réclame, au sens de la présente ordonnance. Cette délimitation concordera avec la répartition prévue dans le plan de zones. Ledit règlement sera soumis à l'approbation du Service des communes, qui consultera le Service de l'aménagement du territoire et le Service des ponts et chaussées.

<sup>2</sup> La délimitation et la circonscription des autres zones sont réglées selon le régime des constructions et des zones de la commune.

Zone de protection

**Art. 44** <sup>1</sup> Toute réclame est interdite dans les endroits dignes d'une protection spéciale au sens de l'alinéa 2 du fait de leur situation, de leur importance ou de leur nature. Une autorisation d'exception peut être accordée s'il se justifie d'apposer une réclame propre non éclairée ou un panneau d'orientation.

<sup>2</sup> Les objets suivants jouissent d'une protection spéciale :

- a) paysages, sites naturels, sites locaux, rues et agglomérations d'une beauté particulière ou d'importance scientifique;
- b) édifices, lieux, monuments naturels et réserves naturelles présentant une valeur historique ou culturelle;
- c) beaux groupes d'arbres, belles allées;
- d) points de vue publics importants;
- e) rives des lacs et rivières;
- f) espaces verts et lieux de délasserment;
- g) tous autres objets portés par la conservation des monuments historiques aux inventaires mentionnés à l'article 7 de l'ordonnance sur les constructions.

Zones de  
réclames

**Art. 45** <sup>1</sup> Tous les genres de réclames sont admis dans les zones de caractère urbain où une série ininterrompue d'exploitations commerciales, de magasins, de vitrines, etc., offrent à l'observateur une telle accumulation de réclames qu'aucune d'entre elles, prise isolément, n'a plus un effet dominant.

<sup>2</sup> Peuvent en particulier être l'objet d'une autorisation dans ces zones de réclames, pour autant qu'elles n'aient pas un effet préjudiciable quant aux zones voisines :

- a) les réclames de toitures;
- b) la répétition illimitée;
- c) les réclames de tiers;
- d) les réclames par projection;
- e) les réclames qui exercent leur effet par le mouvement ou des jeux de lumière changeants, pour autant qu'elles n'incommodent pas les habitants du voisinage.

<sup>3</sup> Les dispositions générales concernant l'éblouissement, la distance du bord de la chaussée au bord extérieur des réclames et la hauteur du bord inférieur de ces dernières au-dessus du trottoir sont applicables aussi dans la zone de réclames.

## Zone d'habitation

**Art. 46** <sup>1</sup> Dans les zones spécialement réservées aux habitations, il ne peut en principe être autorisé que des réclames propres non éclairées, en cas de circonstances spéciales des propres réclames lumineuses ou des réclames de marchandises non éclairées.

<sup>2</sup> Les communes sont autorisées à fixer l'heure où les enseignes lumineuses doivent être éteintes.

## Zone mixte

**Art. 47** Dans la zone mixte, il sera tenu compte des maisons d'habitation voisines dans le choix des dimensions et de l'intensité des réclames. Des réclames lumineuses de marchandises ne peuvent être autorisées qu'exceptionnellement en combinaison avec une propre réclame.

## Zone industrielle

**Art. 48** Dans la zone industrielle, il sera appliqué une pratique moins stricte. On admettra en particulier également les réclames de toiture, pour autant qu'elles ne soient pas en contradiction avec les autres dispositions.

## SECTION 7 : Procédure d'autorisation

Autorité  
compétente

**Art. 49** <sup>1</sup> Le Service des ponts et chaussées a qualité pour délivrer les autorisations sur tout le territoire du canton. Il peut déléguer aux communes importantes le droit de délivrer les autorisations, si ces communes disposent d'un règlement conforme aux dispositions cantonales, approuvé par lui, et si elles ont à leur service les organes spécialisés voulus.

<sup>2</sup> Les communes habilitées à délivrer des autorisations sont tenues d'adresser au Service des ponts et chaussées une copie de chaque autorisation délivrée.

<sup>3</sup> La compétence de délivrer des autorisations peut être retirée en tout temps si la commune n'observe pas les prescriptions de la réglementation cantonale ou communale ou n'offre pas toute garantie d'une pratique d'autorisation uniforme dans l'ensemble du canton.

Procédure

**Art. 50** <sup>1</sup> La requête tendant à obtenir une autorisation doit être adressée, sur formule spéciale et avant que la réclame désirée soit établie et apposée, à l'office communal compétent du lieu envisagé pour la réclame requise.

<sup>2</sup> Si le requérant n'est pas propriétaire de l'immeuble sur lequel la réclame doit être apposée, il joindra à sa requête le consentement écrit du propriétaire en question.

<sup>3</sup> A la requête sera jointe une esquisse graduée avec les indications de détail concernant le genre, l'exécution, les dimensions, la couleur, le texte de la réclame projetée, ainsi que l'endroit où elle doit être apposée et un plan de situation au 1:1 000. En lieu et place de ce dernier, il peut être joint des photographies permettant de se faire une image complète du lieu prévu pour la réclame et du fonds entrant en considération.

Préavis de la  
commune

**Art. 51** La commune à laquelle n'a pas été délégué le droit de délivrer des autorisations préavise les requêtes sous l'angle de la sécurité du trafic ainsi que de la protection des sites locaux, de l'aspect des rues et du paysage; elle indique sur la requête dans quelle zone la réclame pourrait être apposée. Elle transmet le dossier complet, avec sa proposition, au Service des ponts et chaussées.

## SECTION 8 : Eléments et durée de validité de l'autorisation

Eléments de  
l'autorisation

**Art. 52** L'autorisation indiquera en particulier la manière dont la réclame sera conçue et l'endroit où elle sera apposée.

Durée de validité

**Art. 53** <sup>1</sup> L'autorisation est valable pendant cinq ans; son renouvellement se fait d'année en année, à moins qu'elle ne soit retirée par l'autorité soixante jours avant son expiration ou que son bénéficiaire n'y renonce expressément.

<sup>2</sup> La durée de validité concernant les réclames temporaires et les réclames de construction est fixée dans l'acte d'autorisation lui-même.

Retrait et  
caducité

**Art. 54** <sup>1</sup> L'autorité compétente peut en tout temps retirer l'autorisation si les conditions exigées pour son octroi viennent à faire défaut ou si la réclame n'est pas entretenue conformément aux prescriptions de l'article 56.

<sup>2</sup> Le retrait ne confère aucun droit à restitution des émoluments versés.

<sup>3</sup> L'autorisation devient caduque si la réclame autorisée n'est pas apposée dans les deux ans. Le Service des ponts et chaussées peut prolonger ce délai pour des motifs fondés

## SECTION 9 : Emoluments et frais

**Art. 55** <sup>1</sup> Pour l'octroi de l'autorisation, il est prélevé un émolument unique conformément à l'article 17 du décret fixant les émoluments de l'administration cantonale<sup>14)</sup>. Le requérant supporte en outre les frais extraordinaires d'expertises.

<sup>2</sup> Les communes sont en droit de percevoir un émolument convenable pour l'examen préalable de la requête et pour l'autorisation si celle-ci est de leur compétence. Le tarif appliqué doit être soumis à l'approbation du Service des ponts et chaussées.

<sup>3</sup> Demeure réservée une indemnité si la réclame emprunte la propriété de l'Etat ou de la commune, y compris l'espace aérien.



## SECTION 10 : Réclames non autorisées, mal entretenues ou dangereuses

Entretien

**Art. 56** La réclame doit être maintenue en bon état par le bénéficiaire de l'autorisation, qui réparera sans délai les détériorations qu'elle peut subir.

Enlèvement de réclames qui n'ont pas fait l'objet d'une demande d'autorisation ou qui ne sont pas entretenues dans les normes

**Art. 57** <sup>1</sup> Si, malgré une mise en demeure, le responsable d'une réclame s'obstine à ne pas demander d'autorisation ou n'entretient pas sa réclame dans les normes, celle-ci sera enlevée dans un délai de six mois selon décision des autorités.

Enlèvement de réclames dangereuses

<sup>2</sup> Si une réclame compromet sérieusement la sécurité du trafic, le Service des ponts et chaussées peut ordonner son enlèvement immédiat.

## SECTION 11 : Voies de droit

Voies de droit

**Art. 58** <sup>1</sup> Les décisions prises par le Service des ponts et chaussées pour appliquer les dispositions de la présente ordonnance peuvent être l'objet d'une opposition dans les trente jours dès leur notification. Cette opposition, écrite et motivée, sera adressée au Service des ponts et chaussées.

<sup>2</sup> La procédure d'opposition est la condition préalable en vue d'une procédure de recours auprès de la Cour administrative conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>[15\)](#)</sup>.

<sup>3</sup> Les décisions prises par les communes peuvent, dans les trente jours dès leur notification, être portées devant le juge administratif par voie de recours conformément aux dispositions de la loi sur les communes<sup>[16\)](#)</sup>.

## SECTION 12 : Dispositions pénales

Infractions

**Art. 59** <sup>1</sup> Sous réserve de prescriptions légales spéciales, l'inobservation des dispositions de la présente ordonnance, des décisions arrêtées sur la base de celle-ci ou encore des conditions et charges dont l'autorisation est assortie, sera punie de l'amende.<sup>[18\)](#)</sup>

Enlèvement de  
réclames  
illégaux

<sup>2</sup> Si une réclame apposée illégalement ne peut pas faire l'objet d'une autorisation en vertu de la présente ordonnance, le responsable sera invité à procéder à son enlèvement, sous commination de poursuites pénales. S'il ne donne pas suite à l'invitation, il sera dénoncé et la réclame enlevée à ses frais par ordre de l'autorité.

### SECTION 13 : Dispositions transitoires et finales

Procédure de  
contrôle et de  
régularisation

**Art. 60** <sup>1</sup> Les autorités de police locale contrôlent quelles réclames extérieures se trouvant sur leur territoire ont fait l'objet d'une autorisation. A cet effet, le Service des ponts et chaussées leur remet une liste des réclames autorisées.

<sup>2</sup> Lesdites autorités dressent un état des réclames non consignées dans la liste susmentionnée et remettent aux propriétaires d'entreprises ou de bâtiments ou d'installations concernés des formules de demande d'autorisation en leur fixant un délai précis pour déposer ces dernières au siège du service communal compétent pour la procédure prévue par l'article 50 de la présente ordonnance.<sup>19)</sup>

Entrée en  
vigueur

**Art. 61** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>17)</sup> de la présente ordonnance.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

<sup>1)</sup> Ordonnance du 29 mars 1972 concernant la réclame extérieure et sur la voie publique (RSB 722.51)

<sup>2)</sup> [RS 741.01](#)

<sup>3)</sup> [RS 725.11](#)

<sup>4)</sup> [RS 741.21](#)

<sup>5)</sup> [RS 210](#)

- 6) [RS 311.0](#)
- 7) [RSJU 211.1](#)
- 8) [RSJU 722.11](#)
- 9) [RSJU 701.1](#)
- 10) [RSJU 701.11](#)
- 11) [RSJU 311](#)
- 12) Cette ordonnance a été remplacée par l'ordonnance fédérale du 19 juin 1995 concernant les exigences techniques requises pour les véhicules routiers (OETV) ([RS 741.41](#))
- 13) [RSJU 935.11](#)
- 14) [RSJU 176.21](#)
- 15) [RSJU 175.1](#)
- 16) [RSJU 190.11](#)
- 17) 1<sup>er</sup> janvier 1979
- 18) Nouvelle teneur selon le ch. VIII de l'ordonnance du 6 mars 2007 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 19) Nouvelle teneur selon le ch. II de l'ordonnance du 19 janvier 2021 portant adaptation de la législation cantonale à l'accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021



## **Ordonnance portant application de la loi sur l'énergie (Ordonnance sur l'énergie, OEn)**

du 13 décembre 2016

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 36 de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE)<sup>[1\)](#)</sup>,

vu l'article 35 de l'ordonnance fédérale du 16 décembre 1985 sur la protection de l'air (OPair)<sup>[2\)](#)</sup>,

vu l'article 26 de la loi du 24 novembre 1988 sur l'énergie<sup>[3\)](#)</sup>,

vu l'article 5, lettre a, de l'ordonnance du 30 janvier 1990 portant application de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement<sup>[4\)](#)</sup>,

*arrête :*

### **CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales**

Objet

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance a pour objet l'exécution de la loi sur l'énergie.

<sup>2</sup> Elle vise en particulier à apporter les précisions nécessaires dans les domaines suivants :

- a) politique d'exemplarité de l'Etat et des communes;
- b) plan d'action communal;
- c) utilisation rationnelle et économe de l'énergie.

<sup>3</sup> Elle contient en outre des règles sur les générateurs de chaleur à mazout et à gaz, en particulier en ce qui concerne les pertes de chaleur admissibles et le contrôle des installations de combustion.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Autorité  
compétente

**Art. 3** Sauf disposition contraire, la Section de l'énergie est l'autorité compétente au sens de la présente ordonnance.

Attribution de  
tâches à des  
tiers

**Art. 4** <sup>1</sup> L'autorité qui confie à des tiers des tâches de promotion, de vérification, de contrôle ou de surveillance supervise régulièrement leur activité.

<sup>2</sup> Les noms et adresses des tiers chargés de ces tâches sont rendus publics.

Définitions

**Art. 5** <sup>1</sup> Dans la présente ordonnance, on entend par :

- a) *bâtiment* : construction immobilière pourvue d'une toiture fixe et généralement fermée abritant des personnes, des animaux ou des choses;
- b) *installation* : équipement ou surface aménagée, mis en place durablement et s'appuyant sur le sol, mais ne constituant pas un bâtiment, par exemple : rampes, places de parc, stations de pompage, terrains de sport, etc.;
- c) *équipements / installations techniques* : dispositifs en rapport à une construction ou à une installation et qui sont liés de façon significative à la consommation d'énergie;
- d) *touché par les transformations* : un élément de construction est dit «touché par les transformations» si l'on y entreprend des travaux plus importants qu'un simple rafraîchissement ou que des réparations mineures;
- e) *touché par le changement d'affectation* : un élément de construction est dit «touché par le changement d'affectation» si le changement des conditions normales d'utilisation entraîne une modification de la température ambiante.

<sup>2</sup> Les définitions formulées à l'article premier de l'ordonnance fédérale sur l'énergie<sup>5</sup> ainsi qu'au chapitre premier («Terminologie») de la norme SIA 380/1 (édition 2016) font foi pour le surplus.

## CHAPITRE II : Politique d'exemplarité de l'Etat et des communes

Nouveaux  
bâtiments

**Art. 6** <sup>1</sup> Les bâtiments à construire par l'Etat et les communes doivent satisfaire au standard Minergie-P ou, à défaut de standard Minergie-P applicable, à un standard reconnu équivalent par la Section de l'énergie.

<sup>2</sup> Les mêmes exigences s'appliquent aux bâtiments construits avec un soutien financier de l'Etat de 100 000 francs au moins.

## Rénovation

**Art. 7** <sup>1</sup> Les bâtiments de l'Etat et des communes entièrement rénovés doivent satisfaire au standard Minergie ou, à défaut de standard Minergie applicable, à un standard reconnu équivalent par la Section de l'énergie.

<sup>2</sup> En cas de rénovation partielle, les valeurs ponctuelles relatives aux éléments touchés par la transformation doivent respecter les exigences SIA valables pour les bâtiments à construire.

<sup>3</sup> Les mêmes exigences s'appliquent aux bâtiments rénovés avec un soutien financier de l'Etat de 100 000 francs au moins.

## Dérogations

**Art. 8** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut accorder des dérogations aux exigences posées par les articles 6 et 7 lorsque le respect de ces exigences n'est pas réalisable sur le plan de la technique ou qu'il n'est pas économiquement supportable.

<sup>2</sup> Les demandes, dûment motivées, sont à adresser à la Section de l'énergie.

Minergie ECO,  
standard SNBS

**Art. 9** <sup>1</sup> Lors de la construction ou de la rénovation de leurs bâtiments, l'Etat et les communes prennent en considération le cycle de vie complet de ces bâtiments, en tenant compte notamment de l'énergie grise.

<sup>2</sup> Pour ce faire, ils s'appuient notamment sur les standards Minergie-ECO et SNBS (Standard Construction durable Suisse).

Suivi des  
consommations  
d'énergie

**Art. 10** <sup>1</sup> L'Etat et les communes tiennent un registre de la consommation d'énergie et d'eau des bâtiments et installations techniques dont ils sont propriétaires.

<sup>2</sup> Le rythme de relevé est au minimum mensuel.

<sup>3</sup> Ils procèdent annuellement à une analyse de cette consommation et apportent les améliorations dont la rentabilité à court terme est établie.

Justificatif  
d'efficacité  
énergétique

**Art. 11** <sup>1</sup> Les bâtiments appartenant à l'Etat et aux communes pour lesquels un certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB) peut être établi doivent disposer d'une version de ce document répondant aux exigences édictées par l'association CECB.<sup>[8\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Ce document est rendu public.

## CHAPITRE III : Plan d'action communal

Contenu minimal	<p><b>Art. 12</b> Le plan d'action communal contient au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) une évaluation des potentiels du territoire communal en matière de réduction de la consommation d'énergie, de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> et d'approvisionnement par des énergies renouvelables;</li> <li>b) pour ces potentiels, les objectifs de la commune à moyen et long terme;</li> <li>c) les mesures de mise en œuvre suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>– un plan de mesures pour tendre vers la suppression de l'utilisation de combustibles fossiles dans les bâtiments publics, et</li> <li>– un concept d'assainissement des bâtiments publics en vue de réduire la consommation d'énergie électrique et thermique et de favoriser les énergies renouvelables;</li> </ul> </li> <li>d) les indicateurs permettant le suivi des mesures afin de contrôler et attester la mise en œuvre progressive des mesures et l'atteinte des objectifs;</li> <li>e) la structure organisationnelle communale ou intercommunale que la commune entend mettre en place pour la mise en œuvre de ce plan d'action.</li> </ul>
Modèle de plan d'action	<p><b>Art. 13</b> <sup>1</sup> Le Service du développement territorial établit un modèle de plan d'action communal et le met à disposition des communes.</p> <p><sup>2</sup> Il se fonde en particulier sur le catalogue des mesures "Cité de l'énergie".</p> <p><sup>3</sup> Ce modèle peut être librement complété.</p>
Collaboration intercommunale	<p><b>Art. 14</b> Le plan d'action communal peut être réalisé en commun par plusieurs communes limitrophes.</p>
Durée de validité	<p><b>Art. 15</b> Le plan d'action communal est mis à jour au moins tous les dix ans.</p>
Label "Cité de l'énergie"	<p><b>Art. 16</b> <sup>1</sup> Pour les communes qui en bénéficient, le label "Cité de l'énergie" tient lieu de plan d'action communal.</p> <p><sup>2</sup> En cas de perte de ce label, un plan d'action communal doit être soumis pour approbation au département auquel est rattachée la Section de l'énergie (dénommé ci-après : "le Département") dans les deux ans qui suivent la fin de sa validité.</p>



## CHAPITRE IV : Utilisation rationnelle et économe de l'énergie

### SECTION 1 : Généralités

Champ  
d'application

**Art. 17** <sup>1</sup> Les exigences fixées par la présente ordonnance en matière d'utilisation rationnelle et économe de l'énergie s'appliquent :

- a) aux bâtiments à construire qui seront chauffés, ventilés, rafraîchis ou humidifiés;
- b) aux constructions mobilières soumises à autorisation en vertu de la législation sur les constructions;
- c) aux transformations et aux changements d'affectation des bâtiments existants qui seront chauffés, ventilés, rafraîchis ou humidifiés, même si les travaux entrepris ne sont pas soumis à autorisation en vertu de la législation sur les constructions;
- d) au montage de nouvelles installations techniques du bâtiment, même si les travaux entrepris ne sont pas soumis à autorisation en vertu de la législation sur les constructions;
- e) au remplacement, à la transformation ou à la modification des installations techniques du bâtiment, même si les travaux entrepris ne sont pas soumis à autorisation en vertu de la législation sur les constructions.

<sup>2</sup> Les constructions annexes et les transformations s'apparentant à la construction, par exemple la destruction de murs intérieurs et de dalles, sont assimilées à des bâtiments à construire et doivent répondre aux exigences fixées pour ceux-ci. La Section de l'énergie décide en cas de doute.

<sup>3</sup> Dans les cas mentionnés à l'alinéa 1, lettres b à d, le Département peut alléger les exigences si cela est nécessaire pour préserver un intérêt public.

Etat de la  
technique

**Art. 18** <sup>1</sup> Les mesures nécessaires en vertu de la présente ordonnance doivent être exécutées conformément à l'état de la technique.

<sup>2</sup> A moins que la présente ordonnance n'en dispose autrement, l'état de la technique correspond aux performances requises ainsi qu'aux méthodes de calcul des normes, aux fiches techniques, aux aides à l'application et aux recommandations en vigueur émises par les associations professionnelles, la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK) et la Conférence des services cantonaux de l'énergie (EnFK).

## SECTION 2 : Exigences en matière d'isolation

Isolation  
thermique en  
hiver

**Art. 19** <sup>1</sup> Excepté pour les locaux frigorifiques au sens de l'article 22 ainsi que pour les serres et halles gonflables chauffées au sens de l'article 23, les exigences requises en matière d'isolation thermique des constructions se basent sur les alinéas 2 à 4.

<sup>2</sup> Les procédures définies pour la justification d'une isolation thermique suffisante dans la norme SIA 380/1 (édition 2016) doivent être appliquées avec les restrictions suivantes :

- a) respect des performances ponctuelles pour l'isolation thermique de chaque élément de l'enveloppe du bâtiment :
  - pour les bâtiments à construire ou pour de nouveaux éléments de construction lors de transformations ou de changements d'affectation, application des exigences selon l'annexe 1;
  - pour tous les éléments de construction touchés par une transformation ou un changement d'affectation, application des exigences selon l'annexe 2;
- b) respect de la performance globale sous forme de calcul des besoins de chaleur pour le chauffage et de la puissance de chauffage spécifique : la valeur limite pour la performance globale et la puissance de chauffage spécifique doit être calculée selon les valeurs indiquées dans l'annexe 3.

<sup>3</sup> La justification par performance globale s'effectue avec les données climatiques de la station de Bâle/Binningen pour les bâtiments situés à moins de 600 m d'altitude, et celles de la station de La Chaux-de-Fonds pour les bâtiments situés à 600 m d'altitude au moins. Aucune correction climatique des valeurs limites n'est requise pour les performances ponctuelles. Pour la performance globale, les valeurs limites de besoin de chaleur ( $Q_{H,li}$ ) se calculent avec les valeurs mentionnées dans l'annexe 3, valables pour une température moyenne annuelle de 9,4 °C. Elles doivent être majorées, respectivement réduites de 6 % lorsque la température moyenne annuelle de la station climatique est plus basse, respectivement plus élevée d'un degré Kelvin. L'adaptation de la valeur limite de la puissance de chauffage spécifique ( $P_{H,li}$ ) selon l'annexe 3 est effectuée proportionnellement à la différence de température entre la température ambiante et la température de dimensionnement, d'une part, et entre la température ambiante et - 8 °C, d'autre part. La méthode de calcul pour l'adaptation en fonction de la station climatique ressort de la norme SIA 384.201 (édition 2003).

<sup>4</sup> Pour les bâtiments à construire, les valeurs exigées concernant la qualité de l'enveloppe du bâtiment sont fixées à 60 % des exigences selon annexes 1, 2 et 3 en cas de chauffage à mazout et à 80 % en cas de chauffage à gaz.

<sup>5</sup> Lors de transformations ou de changements d'affectation, le calcul des besoins de chaleur porte sur tous les locaux comprenant des éléments de construction touchés par la transformation ou le changement d'affectation. Les locaux qui ne sont pas concernés par ces travaux peuvent aussi être pris en compte dans le calcul. Les besoins de chaleur pour le chauffage ne peuvent pas dépasser, directement ou indirectement à partir des performances ponctuelles, la limite fixée dans un permis de construire antérieur.

Confort  
thermique en été

**Art. 20** <sup>1</sup> Le confort thermique des bâtiments en été doit être démontré.

<sup>2</sup> Pour des locaux rafraîchis ou des locaux pour lesquels un rafraîchissement est nécessaire ou souhaité, les exigences à respecter concernant le taux de transmission d'énergie global des fenêtres, y compris la protection solaire (ci-après : "valeur g"), la commande et la résistance au vent de la protection solaire sont celles fixées par l'état de la technique.

<sup>3</sup> Pour les autres locaux, les exigences relatives à la valeur g sont celles fixées par l'état de la technique.

Allègements et  
dispenses

**Art. 21** <sup>1</sup> Un allègement des exigences de l'article 19 en matière d'isolation thermique en hiver peut être autorisé pour :

- a) les bâtiments chauffés à moins de 10 °C de manière active, exceptés les locaux frigorifiques;
- b) les locaux frigorifiques qui ne sont pas refroidis à moins de 8 °C;
- c) les bâtiments et les constructions mobilières soumises à autorisation en vertu de la législation sur les constructions dont la durée d'exploitation est limitée à une durée de trois ans au maximum (bâtiments provisoires).

<sup>2</sup> Une dispense du respect des exigences de l'article 19 en matière d'isolation thermique en hiver peut être accordée pour les changements d'affectation qui n'impliquent pas d'élévation ou de baisse de la température ambiante et qui, de ce fait, n'augmentent pas la différence de température mesurée au niveau de l'enveloppe thermique du bâtiment.

<sup>3</sup> Une dispense du respect des exigences de l'article 20 en matière de confort thermique en été peut être accordée pour :

- a) les bâtiments et les constructions mobilières soumises à autorisation en vertu de la législation sur les constructions dont la durée d'exploitation est limitée à une durée de trois ans au maximum (bâtiments provisoires);
- b) les changements d'affectation, pour autant qu'aucun local concerné par une telle opération ne tombe sous le coup de l'article 20;

- c) les projets pour lesquels il est établi, sur la base d'une procédure de calcul reconnue, qu'il n'y aura pas une consommation accrue d'énergie et que le confort est garanti;
- d) les piscines couvertes et les locaux qui ne servent pas au séjour prolongé de personnes (moins d'une heure par jour);
- e) des éléments de construction qui, pour des raisons d'exploitation, ne peuvent pas être adaptés.

Locaux  
frigorifiques

**Art. 22** <sup>1</sup> Dans les locaux frigorifiques maintenus à une température inférieure à 8 °C, l'apport de chaleur moyen à travers des éléments de construction constituant l'enveloppe du local ne doit pas dépasser 5 W/m<sup>2</sup> par zone de température. Pour le calcul, on se fondera, d'une part, sur la température de référence du local frigorifique et, d'autre part, sur les températures ambiantes ci-après :

- a) dans les locaux chauffés : température de référence pour le chauffage;
- b) paroi contre l'extérieur : 20 °C;
- c) vers le terrain ou contre les locaux non chauffés : 10 °C.

<sup>2</sup> Pour les locaux frigorifiques de moins de 30 m<sup>3</sup> de volume utile, les exigences sont aussi respectées si les éléments de construction présentent un coefficient de transmission thermique (valeur U) moyen inférieur ou égal à 0,15 W/m<sup>2</sup>K.

Serres et halles  
gonflables  
chauffées

**Art. 23** <sup>1</sup> Les serres chauffées dans lesquelles la reproduction, la production ou la commercialisation de plantes imposent des conditions de croissance particulières sont soumises aux exigences requises dans la recommandation «Serres chauffées» de la Conférence des services cantonaux de l'énergie<sup>6)</sup>.

<sup>2</sup> Les halles gonflables chauffées sont soumises aux exigences de la recommandation «Halles gonflables chauffées» de la Conférence des services cantonaux de l'énergie<sup>6)</sup>.

### SECTION 3 : Exigences requises pour les installations techniques

Chauffages  
électriques fixes  
à résistance  
a) En général

**Art. 24** <sup>1</sup> En dérogation à l'interdiction prévue par l'article 16 de la loi sur l'énergie<sup>1)</sup>, le Département peut autoriser l'installation d'un nouveau chauffage électrique fixe à résistance ou le remplacement d'une telle installation existante dans des bâtiments très isolés ou difficilement accessibles, à condition qu'aucun autre système de chauffage ne soit techniquement possible, financièrement raisonnable ou exigible en tenant compte de toutes les circonstances.

<sup>2</sup> De telles dérogations peuvent notamment être accordées dans les cas suivants :

- a) abris de protection civile;
- b) bâtiments et constructions mobilières soumises à autorisation en vertu de la législation sur les constructions dont la durée d'exploitation est limitée à une durée de trois ans au maximum (bâtiments provisoires);
- c) chauffage d'un poste de travail dans un local insuffisamment chauffé ou non chauffé.

<sup>3</sup> Par chauffage d'appoint au sens de l'article 16, alinéa 1, lettre c, de la loi sur l'énergie<sup>1</sup>, on entend toute installation visant à compléter un chauffage principal insuffisant pour couvrir la totalité du besoin de puissance à la température de dimensionnement.

b) Chauffage de secours

**Art. 25** Les chauffages électriques fixes à résistance de secours sont admis dans les cas suivants :

- a) pour des pompes à chaleur, lorsque la température extérieure est inférieure à celle de dimensionnement;
- b) pour des chaudières à bois alimentées manuellement, pour autant que la puissance du chauffage de secours ne dépasse pas 50 % de la puissance de chauffage requise.

Production de chaleur

**Art. 26** <sup>1</sup> Les chaudières installées dans des bâtiments à construire et alimentées par des combustibles fossiles doivent pouvoir utiliser la chaleur de condensation lorsque leur température de sécurité est inférieure à 110 °C.

<sup>2</sup> Les mêmes exigences s'appliquent à l'installation de production de chaleur remplaçant une ancienne installation, dans la mesure des possibilités techniques et pour autant que l'investissement reste économiquement raisonnable.

Chauffe-eau

**Art. 27** <sup>1</sup> Sous réserve des cas où ils doivent être réglés à une température plus élevée pour des raisons d'exploitation ou d'hygiène, les chauffe-eau ne peuvent pas être dimensionnés à une température d'exploitation excédant 60 °C.

<sup>2</sup> Le montage d'un nouveau chauffe-eau électrique direct pour la production d'eau chaude sanitaire ou le remplacement d'un tel appareil n'est autorisé dans les bâtiments d'habitation que si :

- a) pendant la période de chauffage, l'eau chaude sanitaire est chauffée ou préchauffée avec le générateur de chaleur pour le chauffage, ou si

- b) l'eau chaude sanitaire est chauffée au moins à 50 % avec des énergies renouvelables ou des rejets thermiques non utilisables autrement.

Distribution et  
émission de  
chaleur  
a) Dimension-  
nement

**Art. 28** <sup>1</sup> Les systèmes d'émission de chaleur neufs ou remplacés doivent être dimensionnés et exploités de manière à ce que la température de départ ne dépasse pas 50 °C lorsque la température extérieure atteint la valeur servant au dimensionnement.

<sup>2</sup> Pour les chauffages au sol, la température de départ ne doit pas dépasser 35 °C.

<sup>3</sup> Le chauffage de halles au moyen de panneaux rayonnants et les systèmes de chauffage des serres et des installations de même type ne sont pas soumis à ces exigences, pour autant que les installations concernées réclament effectivement une température de départ plus élevée.

b) Isolation

**Art. 29** <sup>1</sup> Les nouvelles installations et les installations mises à neuf à l'occasion de transformations doivent être entièrement isolées contre les pertes thermiques conformément aux exigences fixées à l'annexe 4. Ceci s'applique :

- a) à la robinetterie;
- b) aux pompes;
- c) aux conduites de distribution de chaleur dans des locaux non chauffés et à l'extérieur;
- d) à tous les éléments du système de distribution d'eau chaude sanitaire maintenus en température dans des locaux chauffés ou non chauffés et à l'extérieur, excepté celles alimentant, sans circulation ni ruban chauffant, des points de soutirage isolés.

<sup>2</sup> Une épaisseur de l'isolation thermique inférieure aux exigences fixées à l'annexe 4 est admise dans les cas où cela se justifie, par exemple en cas d'intersections ou de traversées de murs et de dalles, ou lorsque les températures de départ n'excèdent pas 30 °C.

<sup>3</sup> Les épaisseurs minimales fixées à l'annexe 4 sont valables pour des températures d'exploitation allant jusqu'à 90 °C. Si des températures d'exploitation plus élevées sont nécessaires, on augmentera l'isolation thermique dans les proportions qui s'imposent.

<sup>4</sup> Les conduites de distribution (départ et retour) des installations solaires thermiques doivent être isolées dans le respect des exigences de l'annexe 4. Des exceptions sont admises pour les conduites préfabriquées (doubles conduites flexibles) jusqu'à un diamètre nominal de 25 mm. Ces conduites seront isolées en tenant compte des situations de pose (conduites extérieures ou intérieures) et dans le respect des exigences de protection incendie et de protection mécanique.

<sup>5</sup> Les conduites enterrées doivent être isolées de façon à ce que le coefficient de transmission de chaleur pour les conduites (valeurs  $U_c$ ) indiqué dans l'annexe 5 ne soit pas dépassé.

<sup>6</sup> Lors du remplacement d'une chaudière ou d'un chauffe-eau, les conduites accessibles doivent être adaptées aux exigences indiquées à l'alinéa 1, dans la mesure où la place à disposition le permet.

<sup>7</sup> Les locaux chauffés doivent être équipés de dispositifs permettant de fixer pour chacun d'eux une température ambiante indépendamment et de régler cette dernière automatiquement. Sont dispensés de ces exigences les locaux bénéficiant prioritairement d'un chauffage par le sol avec une température de départ de 30 °C maximum. En pareil cas, il est nécessaire d'installer au moins un dispositif de régulation par unité d'habitation ou unité d'occupation, dans un local de référence.

Utilisation des  
rejets thermiques

**Art. 30** Les rejets thermiques apparaissant dans le bâtiment, en particulier ceux provenant de la production de froid ainsi que de processus artisanaux ou industriels, doivent être utilisés dans la mesure où les possibilités techniques ainsi que les conditions d'exploitation le permettent et dans la mesure où l'investissement est économiquement raisonnable.

Installations de  
ventilation

**Art. 31** <sup>1</sup> Les installations de ventilation avec air neuf et air rejeté doivent être munies de récupérateurs ayant un indice de récupération de chaleur correspondant à l'état de la technique.

<sup>2</sup> Les installations simples d'air repris des locaux chauffés doivent être équipées d'un dispositif d'amenée d'air neuf contrôlé ainsi que d'un récupérateur de chaleur ou d'un dispositif de valorisation de la chaleur de l'air repris, pour autant que le volume d'air extrait représente plus de 1'000 m<sup>3</sup>/h et que le temps d'exploitation soit supérieur à 500 h/an. Dans le cas de plusieurs installations simples d'air repris, distinctes mais sises dans un même immeuble, celles-ci doivent être considérées comme une seule installation. D'autres solutions sont admises si un calcul professionnel de la consommation énergétique permet de prouver que ce dépassement n'entraîne pas de consommation supplémentaire.

<sup>3</sup> La vitesse de l'air, rapportée à la section nette, doit être inférieure à 2 m/s dans les appareils et ne pas dépasser la vitesse ci-dessous dans le tronçon caractérisé par la perte de pression la plus élevée :

- jusqu'à 1 000 m<sup>3</sup>/h 3 m/s;
- jusqu'à 2 000 m<sup>3</sup>/h 4 m/s;
- jusqu'à 4 000 m<sup>3</sup>/h 5 m/s;
- jusqu'à 10 000 m<sup>3</sup>/h 6 m/s;
- au-delà de 10 000 m<sup>3</sup>/h 7 m/s.

<sup>4</sup> Une vitesse supérieure peut être autorisée dans les cas suivants :

- a) un calcul professionnel de la consommation énergétique permet d'établir que le dépassement de vitesse n'entraîne pas de consommation supplémentaire;
- b) l'installation fonctionne moins de 1 000 heures par an;
- c) une vitesse plus élevée est inévitable en raison des conditions d'exploitation.

<sup>5</sup> Dans des locaux ou groupes de locaux aux affectations ou périodes d'exploitation sensiblement différentes, les installations de ventilation doivent être équipées des dispositifs permettant une exploitation différenciée.

**Art. 32** <sup>1</sup> Les canaux d'aération, les tuyaux ainsi que les appareils de ventilation et de climatisation doivent être protégés contre les transmissions de chaleur (perte ou prise de chaleur), en fonction de la différence de température à la valeur de dimensionnement, et de la valeur  $\lambda$  du matériau isolant selon le chiffre 5.9 de la norme SIA 382/1 (édition 2014).



<sup>2</sup> Une épaisseur d'isolation inférieure est admise dans les cas où cela se justifie, par exemple en présence de tronçons de conduites courts, d'intersections ou de traversées de murs ou de dalles, de conduites peu utilisées dont les clapets se trouvent à l'intérieur de l'enveloppe thermique, ou encore en l'absence d'espaces suffisants lors du remplacement ou de l'assainissement d'installations.

Rafrâchisse-  
ment, humidifica-  
tion et déshumi-  
dification

**Art. 33<sup>B</sup>** <sup>1</sup> Dans les bâtiments existants, le montage de nouvelles installations ou le remplacement d'installations existantes de rafraîchissement et/ou d'humidification, respectivement de déshumidification, destinées à améliorer le confort, est soumis à autorisation.

<sup>2</sup> L'autorisation est accordée si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- a) la puissance électrique nécessaire au transport et au traitement des fluides, y compris la puissance nécessaire au rafraîchissement, à l'humidification, à la déshumidification et au traitement de l'eau n'excède pas 12 W/m<sup>2</sup>;
- b) les installations sont dimensionnées et exploitées selon l'état de la technique.

#### SECTION 4 : Exigences concernant la couverture des besoins de chaleur dans les bâtiments à construire

Valeurs limites

**Art. 34** <sup>1</sup> Les besoins en énergie annuels pondérés pour le chauffage, la préparation de l'eau chaude sanitaire, la ventilation et le rafraîchissement dans les bâtiments à construire ne doivent pas dépasser les valeurs ci-dessous :

Catégorie d'ouvrages		Valeur limite pour les bâtiments à construire $E_{HWLK}$ en [kWh/m <sup>2</sup> a]
I	habitat collectif	35
II	habitat individuel	35
III	administration	40
IV	écoles	35
V	commerce	40
VI	restauration	45
VII	lieux de rassemblement	40
VIII	hôpitaux	70
IX	industrie	20
X	dépôts	20
XI	installations sportives	25

XII	piscines couvertes	pas d'exigences pour E <sub>HWLK</sub>
-----	--------------------	--

<sup>2</sup> Pour les catégories VI et XI, les valeurs limites ne prennent pas en compte les besoins pour l'eau chaude sanitaire.

<sup>3</sup> Pour les projets des catégories VI, XI et XII, les besoins en énergie nécessaires au chauffage de l'eau chaude sanitaire doivent être couverts à raison de 20 % au minimum par des énergies renouvelables.

<sup>4</sup> Pour les projets de la catégorie XII, l'utilisation des rejets thermiques de l'air rejeté, de l'eau des bains et des douches doit être optimisée.

<sup>5</sup> Les exigences fixées aux alinéas 1 à 4 doivent être remplies par des mesures appliquées sur le site.

<sup>6</sup> Sont exemptées des exigences de l'alinéa 1 les extensions de bâtiments existants, à condition que l'extension de la surface de référence énergétique ne dépasse pas 50 m<sup>2</sup>, ou qu'elle représente moins de 20 % de la surface de référence énergétique du bâtiment existant sans pour autant dépasser 1'000 m<sup>2</sup>.

Principes de calcul

**Art. 35** Les besoins en énergie annuels pondérés pour le chauffage, la préparation de l'eau chaude sanitaire, la ventilation et le rafraîchissement se calculent conformément à la formule de l'annexe 6.

Justification à l'aide de combinaisons de solutions standard

**Art. 36** Pour les catégories d'ouvrages I (habitat collectif) et II (habitat individuel), les valeurs limites posées par l'article 34 sont réputées respectées lorsque l'une des combinaisons de solutions standard selon l'annexe 7 est appliquée dans les règles de l'art pour l'enveloppe du bâtiment et la production de chaleur.

## **SECTION 5 : Production propre d'électricité dans les bâtiments à construire**

Principe

**Art. 37** <sup>1</sup> Pour les bâtiments à construire, l'installation de production d'électricité nécessaire pour satisfaire aux exigences de l'article 17 de la loi sur l'énergie<sup>1)</sup> doit être installée dans, sur ou à proximité du bâtiment.

<sup>2</sup> La puissance installée doit atteindre au moins 10 W/m<sup>2</sup> de surface de référence énergétique. La limite de 30 kW posée par l'article 17, alinéa 3, de la loi sur l'énergie<sup>1)</sup> est réservée.

<sup>3</sup> Sont exemptées de ces exigences les extensions de bâtiments existants, pour autant que l'extension de la surface de référence énergétique ne dépasse pas 50 m<sup>2</sup> ou qu'elle représente moins de 20 % de la surface de référence énergétique du bâtiment existant sans pour autant dépasser 1 000 m<sup>2</sup>.

<sup>4</sup> L'électricité issue d'un couplage chaleur-force ne peut être prise en compte que lorsqu'elle ne l'est pas déjà pour garantir le respect des exigences concernant la couverture des besoins de chaleur selon l'article 34.

#### Dérogations

**Art. 38** Le Département peut réduire les exigences posées à l'article 37 ou renoncer à les appliquer dans les cas suivants :

- a) le bâtiment ou le site dans lequel il se trouve fait l'objet d'une mesure de protection qui empêche ou complique trop les mesures constructives qui seraient nécessaires pour respecter les exigences requises;
- b) la performance des installations susceptibles d'être installées est insuffisante.

### **SECTION 6 : Chaleur renouvelable lors du remplacement d'une installation de production de chaleur dans un bâtiment d'habitation**

#### Principe

**Art. 39** <sup>1</sup> Le remplacement d'une installation de production de chaleur dans un bâtiment d'habitation est soumis à autorisation.

<sup>2</sup> L'autorisation est octroyée lorsque le requérant établit que le remplacement de l'installation remplit l'une des conditions suivantes :

- a) la certification du bâtiment selon le standard Minergie est démontrée;
- b) la classe D du CECB (certificat énergétique cantonal des bâtiments) pour la performance énergétique globale du bâtiment est atteinte;
- c) la mise en œuvre dans les règles de l'art d'une solution standard selon l'annexe 8 est assurée.

<sup>3</sup> Les exigences fixées à l'alinéa 2, lettre c, doivent être remplies par des mesures appliquées sur le site.

<sup>4</sup> Sont exemptés de ces exigences les bâtiments ayant une affectation mixte, lorsque la surface d'habitation n'excède pas 150 m<sup>2</sup> de surface de référence énergétique.

<sup>5</sup> Une dérogation à ces exigences peut en outre être accordée dans des circonstances exceptionnelles.

<sup>6</sup> L'obligation d'établir un certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB) au sens de l'article 48 est réservée.

#### Dérogations

**Art. 39a<sup>9)</sup>** <sup>1</sup> La dérogation prévue par l'article 39, alinéa 5, est en particulier accordée, sur demande, aux conditions suivantes :

- a) le bâtiment est occupé par son propriétaire, respectivement par le titulaire du droit d'usufruit ou du droit d'habitation gratuit lorsque le bâtiment est grevé d'un tel droit, ou par des personnes dont ils ont la charge;
- b) le revenu imposable du propriétaire ne dépasse pas 55 000 francs s'il est marié ou 30 000 francs dans les autres cas;
- c) la fortune déterminante du propriétaire ne dépasse pas 100 000 francs.

<sup>2</sup> Le revenu imposable correspond au chiffre 690 de l'avis de taxation.

<sup>3</sup> La fortune déterminante se calcule comme suit :

- a) fortune imposable, fortune dans d'autres cantons et fortune à l'étranger selon les chiffres 890, 892 et 894 de l'avis de taxation;
- b) diminuée de la valeur officielle de l'immeuble faisant l'objet de la demande de dérogation;
- c) augmentée des dettes grevant cet immeuble.

<sup>4</sup> Les données ressortant de la dernière taxation définitive sont déterminantes. Ce document doit être joint à la demande de dérogation.

<sup>5</sup> Lorsque d'autres moyens de preuve sont nécessaires, ils doivent également être joints à la demande de dérogation.

## SECTION 7 : Besoins en énergie électrique pour l'éclairage

**Art. 40** <sup>1</sup> Dans les bâtiments à construire d'une surface de référence énergétique de plus de 1 000 m<sup>2</sup>, de même que pour les transformations et les changements d'affectation lorsque la surface de référence énergétique dépasse 1 000 m<sup>2</sup>, les besoins en énergie électrique pour l'éclairage doivent respecter l'état de la technique.

<sup>2</sup> Les bâtiments d'habitation, respectivement les parties de ceux-ci, ne sont pas concernés par ces dispositions.

## SECTION 8 : Piscines chauffées, chauffages de plein air et rideaux d'air chaud

Piscines  
chauffées

**Art. 41** <sup>1</sup> La construction et l'assainissement de piscines à ciel ouvert chauffées, ainsi que le renouvellement et la transformation d'envergure des installations qui les chauffent, ne sont autorisés que si elles sont chauffées intégralement par des énergies renouvelables ou des rejets thermiques non utilisables autrement.

<sup>2</sup> Le chauffage au moyen d'une pompe à chaleur électrique est autorisé à la condition que le bassin soit équipé d'une couverture contre les déperditions thermiques.

<sup>3</sup> Pour les piscines couvertes, les articles 19 et 34 sont applicables.

<sup>4</sup> Est considéré comme une piscine au sens de la présente disposition tout bassin d'une contenance de plus de 8 m<sup>3</sup>.

Chauffages de  
plein air

**Art. 42** <sup>1</sup> Les chauffages mis en place dans le cadre d'une manifestation de courte durée ne sont pas soumis aux exigences de l'article 17c de la loi sur l'énergie<sup>1</sup>.

<sup>2</sup> L'octroi de l'exception prévue par l'article 17c, alinéa 2, de la loi sur l'énergie<sup>1</sup> relève de la Section de l'énergie.

Rideaux d'air  
chaud

**Art. 43** <sup>1</sup> Le montage ou le remplacement de rideaux d'air chaud est soumis à autorisation.

<sup>2</sup> L'autorisation est accordée pour autant que ces rideaux soient aménagés en combinaison avec un sas d'entrée ou qu'ils utilisent de l'air chauffé intégralement par des énergies renouvelables ou des rejets thermiques non utilisables autrement.

## SECTION 9 : Résidences secondaires et logements de vacances

Exigences  
particulières  
concernant le  
réglage du  
chauffage

**Art. 44** <sup>1</sup> Dans les bâtiments à construire destinés à l'habitation individuelle qui seront occupés de manière intermittente, au moins deux niveaux de température ambiante doivent pouvoir être réglés à distance (par exemple par téléphone, Internet ou SMS).

<sup>2</sup> Dans les bâtiments à construire destinés à l'habitation collective qui seront occupés de manière intermittente, au moins deux niveaux de température ambiante par appartement doivent pouvoir être réglés à distance (par exemple par téléphone, Internet ou SMS).

<sup>3</sup> Les mêmes exigences sont applicables lors du changement de l'installation de production de chaleur dans les bâtiments destinés à l'habitation individuelle, et lors de l'assainissement de l'installation de distribution de chauffage dans les bâtiments destinés à l'habitation collective.

## SECTION 10 : Décompte individuel des frais de chauffage

### Principes

**Art. 45** <sup>1</sup> Dans les bâtiments ou groupes de bâtiments soumis à l'obligation d'être équipés de dispositifs de saisie (art. 12 de la loi sur l'énergie<sup>1)</sup>, les frais de chauffage et d'eau chaude sanitaire doivent faire l'objet d'un décompte se fondant en majeure partie sur la consommation effective de chaque unité d'occupation.

<sup>2</sup> et <sup>3</sup>. <sup>10)</sup>

### Isolation thermique en cas de surfaces chauffantes

**Art. 46** Dans le cas de surfaces chauffantes, l'élément de construction séparant le système d'émission de chaleur de l'unité d'occupation adjacente doit présenter un coefficient de transmission thermique (valeur U) inférieur ou égal à 0,7 W/m<sup>2</sup> K.

### Dérogation

**Art. 47** Sont exemptés de l'obligation d'établir un décompte individuel des frais de chauffage les bâtiments et groupes de bâtiments dont la puissance installée pour la production de chaleur (eau chaude sanitaire comprise) est inférieure à 20 W/m<sup>2</sup> de surface de référence énergétique.

## SECTION 11 : Certificat énergétique cantonal des bâtiments

### Obligation d'établir un CECB ou un CECB Plus

**Art. 48** <sup>1</sup> Pour les bâtiments destinés à l'habitation individuelle ou collective, l'établissement d'un certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB) est obligatoire dans les cas suivants :

- lorsqu'un bâtiment fait l'objet d'une aliénation, exception faite du transfert intervenant entre héritiers légaux pour cause de mort ou entre vifs, lors de la liquidation du régime matrimonial ainsi qu'entre propriétaires communs ou copropriétaires;
- lors du remplacement d'une installation de chauffage par une nouvelle installation fonctionnant à l'énergie fossile.

<sup>2</sup> L'établissement d'un CECB ou d'un CECB Plus peut être rendu obligatoire, par voie d'arrêté, en lien avec l'octroi de subventions.

<sup>3</sup> Le certificat est établi par un expert reconnu par l'association CECB.

<sup>4</sup> Les frais d'établissement du certificat sont à la charge du propriétaire du bâtiment.

<sup>5</sup> En cas d'aliénation, le certificat est communiqué aux acquéreurs avant la signature de l'acte de vente.

<sup>6</sup> Sur demande, l'expert en transmet une copie à la Section de l'énergie.

## SECTION 12 : Procédure

Dérogations,  
dispenses,  
allègements et  
autorisations  
a) Demande

**Art. 49** La demande en vue d'obtenir une autorisation, un allègement, une dispense ou une dérogation doit être déposée par écrit auprès de la Section de l'énergie, au moyen des formulaires établis à cet effet.

b) Décision

**Art. 50** <sup>1</sup> Lorsque les travaux envisagés nécessitent un permis de construire, la décision y relative correspond à une autorisation spéciale au sens de l'article 44 du décret concernant le permis de construire<sup>1)</sup> et est notifiée au requérant avec le permis de construire.

<sup>2</sup> Lorsqu'un permis de construire n'est pas nécessaire, la décision en question est notifiée directement au requérant.

<sup>3</sup> Les travaux ne peuvent en aucun cas commencer avant que la décision nécessaire n'ait été rendue.

Attestation  
d'exécution

**Art. 51** <sup>1</sup> Tout projet soumis à autorisation par la loi sur l'énergie<sup>1)</sup> et ses dispositions d'exécution doit faire l'objet d'une attestation d'exécution adressée à l'autorité communale et à la Section de l'énergie prouvant qu'il a été élaboré de manière à garantir une utilisation économe et rationnelle de l'énergie, dans le respect des exigences légales.

<sup>2</sup> Cette attestation doit être signée conjointement par le maître de l'ouvrage et par le responsable du projet.

<sup>3</sup> Elle est remise dans les dix jours qui suivent la fin des travaux soumis à autorisation, mais dans tous les cas avant l'occupation des locaux ou la mise en service des installations.

## SECTION 13 : Gros consommateurs d'énergie

### Notion

**Art. 52<sup>8)</sup>** Les gros consommateurs d'énergie sont ceux dont la consommation de chaleur dépasse cinq gigawattheures (GWh) ou dont la consommation d'électricité est supérieure à un GWh par site de consommation et par an.

### Obligations

**Art. 53** Les gros consommateurs doivent conclure une convention d'objectifs universelle (COU) avec une agence mandatée par la Confédération ou, à défaut, procéder à une analyse de la consommation énergétique (ACE).

### Convention d'objectifs universelle

**Art. 54** <sup>1</sup> La convention d'objectifs universelle est rédigée conformément aux directives de la Confédération en la matière.

<sup>2</sup> Plusieurs gros consommateurs peuvent se réunir au sein d'un groupe pour conclure cette convention.

<sup>3</sup> La Section de l'énergie peut dénoncer la convention si les objectifs fixés ne sont pas atteints.

### Analyse de la consommation d'énergie

**Art. 55** <sup>1</sup> L'analyse de la consommation d'énergie (ACE) comprend l'analyse et les mesures visées à l'article 17f, alinéa 1, de la loi sur l'énergie<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> Elle est réalisée par un conseiller en énergie mandaté par les gros consommateurs.

<sup>3</sup> Elle est soumise à la ratification de la Section de l'énergie.

<sup>4</sup> La valeur de référence pour l'amélioration de l'efficacité énergétique de l'entreprise est de 15 %. Cette valeur doit être atteinte au plus tard trois ans après la ratification de l'ACE.

<sup>5</sup> La durée de validité de l'analyse est de dix ans.

<sup>6</sup> Les gros consommateurs fournissent à la Section de l'énergie la preuve que les mesures ont été mises en œuvre.



Dispense

**Art. 56** Pour autant qu'ils respectent leurs obligations, les gros consommateurs sont dispensés des exigences découlant du chapitre 4 à l'exception des articles 19, 20, 48, alinéa 1, lettre a, et 49 à 51 qui restent applicables.

## **SECTION 14 : Statistiques, récolte de données**

Collecte de données

**Art. 57** <sup>1</sup> La Section de l'énergie rassemble les données qui permettent d'estimer l'évolution, à terme, des besoins et de l'offre d'énergie dans le canton, ainsi que de préparer et réaliser les mesures prévues par la loi sur l'énergie<sup>1</sup> et ses dispositions d'exécution et en analyser l'efficacité.

<sup>2</sup> A cet effet, elle est habilitée à demander les renseignements nécessaires.

<sup>3</sup> Le Gouvernement établit, par voie d'arrêté, la liste des données qui sont transmises annuellement au canton et aux communes par les producteurs, fournisseurs et consommateurs d'énergie.

<sup>4</sup> Aucuns frais ne peuvent être facturés pour la transmission de ces données.

## **CHAPITRE V : Pertes de chaleur par les effluents gazeux des générateurs de chaleur à mazout et à gaz**

Générateurs de chaleur dont la température du fluide caloporteur excède 110 °C

**Art. 58** Les pertes de chaleur par les effluents gazeux des générateurs de chaleur alimentés au mazout ou au gaz, dont la température maximale du fluide caloporteur n'excède pas 110 °C, doivent respecter les valeurs limites fixées par le droit fédéral.

Générateurs de chaleur dont la température du fluide caloporteur n'excède pas 110 °C

**Art. 59** Si, pour des raisons techniques, économiques ou d'exploitation, les générateurs de chaleur équipés d'un brûleur à air pulsé alimenté au mazout ou au gaz dont la température du fluide caloporteur excède 110 °C ne peuvent respecter les valeurs limites fixées par le droit fédéral, leurs pertes de chaleur par les effluents gazeux ne dépasseront pas les valeurs fixées dans l'annexe 9.

## CHAPITRE VI : Contrôle des installations de combustion

Généralités	<p><b>Art. 60</b> Le contrôle des installations de combustion porte sur les paramètres de combustion que sont les émissions et les pertes de chaleur par les effluents gazeux, conformément aux dispositions du droit fédéral et, en particulier, à celles de l'ordonnance fédérale sur la protection de l'air<sup>3)</sup>.</p>
Autorité d'application	<p><b>Art. 61</b> <sup>1</sup> L'Office de l'environnement est l'autorité cantonale d'application de l'ordonnance fédérale sur la protection de l'air<sup>3)</sup>.</p> <p><sup>2</sup> Il s'assure que les valeurs limites des émissions et des pertes de chaleur par les effluents gazeux sont respectées, conformément aux dispositions de la présente ordonnance et de l'ordonnance fédérale sur la protection de l'air<sup>3)</sup>.</p>
Exécution des mesures a) Contrôleurs officiels	<p><b>Art. 62</b><sup>12)</sup> <sup>1</sup> Le contrôle officiel des installations de combustion alimentées à l'huile de chauffage ou au gaz dont la puissance calorifique ne dépasse pas 1 MW incombe aux ramoneurs. Il est régi par une convention conclue entre le Gouvernement et l'Association jurassienne des maîtres-ramoneurs.</p> <p><sup>2</sup> Les ramoneurs effectuent le test de combustion officiel. Le test porte sur l'ensemble des valeurs à mesurer et à relever lors du contrôle des paramètres de la combustion. Les résultats du test sont consignés dans un rapport adressé à l'Office de l'environnement.</p>
b) Entreprises spécialisées 1. Grandes installations	<p><sup>3</sup> Le contrôle officiel et le réglage des installations de combustion alimentées à l'huile de chauffage ou au gaz dont la puissance calorifique dépasse 1 MW, ainsi que celui des installations alimentées au bois dont la puissance calorifique dépasse 70 kW, incombent à des entreprises spécialisées qui répondent aux exigences de l'assurance qualité des mesures d'émissions de la Conférence des chefs des services de la protection de l'environnement.</p>
2. Petites installations	<p><sup>4</sup> On entend par entreprise spécialisée pour les petites installations une entreprise dont l'activité se situe dans le domaine du chauffage ou de la combustion et qui est qualifiée pour effectuer le réglage et la mesure des paramètres de la combustion des installations de combustion alimentées à l'huile de chauffage ou au gaz, dont la puissance calorifique ne dépasse pas 1 MW.</p> <p><sup>5</sup> L'entreprise spécialisée au sens de l'alinéa 4 procède au réglage des installations de combustion et au test de combustion devant confirmer la bonne exécution de son intervention.</p>

<sup>6</sup> Elle est reconnu lorsqu'elle remplit les conditions de reconnaissance fixées par l'Office de l'environnement et après avoir conclu une convention avec celui-ci.

c) Office de l'environnement

<sup>7</sup> L'Office de l'environnement procède aux mesures des autres installations de combustion. Il peut déléguer cette tâche à des spécialistes reconnus.

Délai d'assainissement

**Art. 63** Lorsqu'un assainissement se révèle nécessaire, le délai pour y procéder est fixé par l'Office de l'environnement.

## CHAPITRE VII : Dispositions d'exécution, transitoires et finales

Encouragement des investissements dans le domaine de l'énergie

**Art. 64** <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe, chaque année, par voie d'arrêté, le montant disponible pour allouer des subventions dans le but d'encourager les investissements publics et privés dans le domaine de l'énergie ainsi que les conditions auxquelles ces subventions peuvent être allouées.

<sup>2</sup> Le Département fixe, chaque année, par voie d'arrêté, les objets pouvant prétendre à ces subventions ainsi que le montant maximal de la subvention par objet.

Dispositions transitoires  
a) Constructions en cours

**Art. 65** L'ordonnance du 24 août 1993 visant une utilisation économe et rationnelle de l'énergie reste applicable aux constructions pour lesquelles une procédure d'autorisation est en cours au moment de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

b) Politique d'exemplarité de l'Etat et des communes

**Art. 66<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Pour les communes, les exigences ressortant des articles 6 à 9 sont applicables dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

<sup>2</sup> Les exigences ressortant des articles 10 et 11 sont mises en œuvre jusqu'au 31 décembre 2019 par l'Etat et jusqu'au 30 juin 2021 par les communes.

c) Plan d'action communal

**Art. 67** <sup>1</sup> Les plans d'action communaux au sens de l'article 12 sont soumis à l'approbation du Département jusqu'au 30 juin 2022. <sup>8)11)</sup>

<sup>2</sup> Une prolongation de ce délai peut exceptionnellement être accordée par le Département en cas de circonstances particulières, telle qu'une fusion de communes par exemple.

d) Gros  
consommateurs  
d'énergie

**Art. 68**<sup>[8](#)</sup><sup>[11](#)</sup> Les obligations découlant des articles 52 à 56 doivent être mises en œuvre jusqu'au 31 décembre 2022.

Abrogation

**Art. 69** L'ordonnance du 24 août 1993 visant une utilisation économe et rationnelle de l'énergie est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 70**<sup>[8](#)</sup> La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019.

Delémont, le 13 décembre 2016

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

## Annexe 1

Isolation thermique en hiver

Valeurs limites des coefficients de transmission thermique ( $U_{li}$ ,  $\Psi_{li}$  et  $\chi_{li}$ ) pour les bâtiments à construire ou pour de nouveaux éléments de construction concernés par des transformations ou des changements d'affectation (art. 19, al. 2, lettre a, 1<sup>er</sup> tiret)

Valeurs limites $U_{li}$ [W/(m²K)] avec justificatif des ponts thermiques		
Éléments d'enveloppe contre : Elément	l'extérieur ou enterrés à moins de 2 m	locaux non chauffés ou enterrés à plus de 2 m
Eléments opaques (toit, plafond, mur, sol)	0,17	0,25
Fenêtres, portes vitrées	1,0	1,3
Portes	1,2	1,5
Portes (selon norme SIA 343)	1,7	2,0
Caissons de stores	0,50	0,50

Coefficient linéique de transmission thermique $\Psi_{li}$	Valeur limite [W/(m·K)]
Type 1 : parties saillantes, telle que balcon ou avant-toit	0,30
Type 2 : interruption de l'isolation thermique par des parois, des dalles ou des plafonds	0,20
Type 3 : interruption de l'enveloppe isolante vers les arêtes horizontales ou verticales	0,20
Type 5 : appui de fenêtre contre mur	0,15

Coefficient ponctuel de transmission thermique $\chi_{li}$	Valeur limite [W/K]
Élément ponctuel traversant l'isolation thermique	0,30

## Annexe 2

Isolation thermique en hiver

Valeurs limites des coefficients de transmission thermique ( $U_{li}$ ) pour tous les éléments de construction concernés par une transformation ou un changement d'affectation

(art. 19, al. 2, lettre a, 2<sup>ème</sup> tiret)

Valeurs limites $U_{li}$ [W/(m <sup>2</sup> K)]		
Éléments d'enveloppe contre : Elément	l'extérieur ou enterrés à moins de 2 m	locaux non chauffés ou enterrés à plus de 2 m
Eléments opaques (toit, plafond, mur, sol)	0,25	0,28
Fenêtres, portes vitrées	1,0	1,3
Portes	1,2	1,5
Portes (selon norme SIA 343)	1,7	2,0
Caissons de stores	0,50	0,50

### Annexe 3

Isolation thermique en hiver

Valeurs limites des besoins en chaleur annuels pour la performance globale et la puissance de chauffage spécifique

(art. 19, al. 2, lettre b)

Catégorie d'ouvrages		Valeur limite pour bâtiments à construire			Valeur limite pour les transformations ou les changements d'affectation $Q_{H,li,re}$ kWh/m <sup>2</sup> a
		$Q_{H,li0}$ kWh/m <sup>2</sup> a	$\Delta Q_{h,li}$ kWh/m <sup>2</sup> a	$P_{H, li}$ W/m <sup>2</sup>	
I	habitat collectif	13	15	20	1, 5 * $Q_{H,li}$
II	habitat individuel	16	15	25	
III	administration	13	15	25	
IV	écoles	14	15	20	
V	commerces	7	14	--	
VI	restauration	16	15	--	
VII	lieux de rassemblement	18	15	--	
VIII	hôpitaux	18	17	--	
IX	industrie	10	14	--	
X	dépôts	14	14	--	
XI	Installations sportives	16	14	--	
XII	piscines	15	18	--	

Les valeurs limites pour les besoins de chaleur annuels pour le chauffage sont valables pour une température annuelle moyenne de 9,4 °C. La puissance de chauffage spécifique est valable pour une température de dimensionnement de -8 °C.

## Annexe 4

Epaisseur minimale de l'isolation thermique des conduites de distribution de chauffage et des conduites d'eau chaude sanitaire  
(art. 29, al. 1)

<b>Diamètre nominal [DN]</b>	<b>Pouces</b>	<b>si <math>\lambda &gt; 0,03 \text{ W/mK}</math> jusqu'à <math>\lambda \leq 0,05 \text{ W/mK}</math></b>	<b>si <math>\lambda \leq 0,03 \text{ W/mK}</math></b>
10 - 15	$\frac{3}{8}'' - \frac{1}{2}''$	40 mm	30 mm
20 - 32	$\frac{3}{4}'' - 1\frac{1}{4}''$	50 mm	40 mm
40 - 50	$1\frac{1}{2}'' - 2''$	60 mm	50 mm
65 - 80	$2\frac{1}{2}'' - 3''$	80 mm	60 mm
100 - 150	4" - 6"	100 mm	80 mm
175 - 200	7" - 8"	120 mm	80 mm



## Annexe 5

Coefficient de transmission thermique maximal pour les conduites enterrées  
(valeur  $U_c$ )  
(art. 29, al. 5)

DN	20	25	32	40	50	65	80	100	125	150	175	200
	3/4"	1"	5/4"	1 1/2"	2"	2 1/2"	3"	4"	5"	6"	7"	8"

### Conduites rigides [W/mK]

	0,14	0,17	0,18	0,21	0,22	0,25	0,27	0,28	0,31	0,34	0,36	0,37
--	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

### Conduites souples et tubes jumelés [W/mK]

	0,16	0,18	0,18	0,24	0,27	0,27	0,28	0,31	0,34	0,36	0,38	0,40
--	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

## Annexe 6<sup>8)</sup>

Formule de calcul des besoins en énergie annuels pondérés pour le chauffage, la préparation de l'eau chaude sanitaire, la ventilation et le rafraîchissement  
(art. 35)

Pour calculer les besoins en énergie annuels pondérés pour le chauffage, la préparation de l'eau chaude sanitaire, la ventilation et le rafraîchissement, on divise les besoins de chaleur pour le chauffage ( $Q_{H,eff}$ ) et pour l'eau chaude sanitaire ( $Q_W$ ) par le rendement ( $\eta$ ) de l'appareil de chauffage choisi. Le résultat est multiplié par le facteur de pondération de l'agent énergétique utilisé ( $g$ ). Au résultat de la multiplication, on additionne la dépense d'électricité pour la ventilation et le rafraîchissement ( $E_{LK}$ ) également multipliée par le facteur de pondération ( $g$ ).

$$E_{HWLK} \text{ (en kWh/m}^2\text{)} = \frac{Q_{H,eff}}{\eta} \times g + \frac{Q_W}{\eta} \times g + E_{LK} \times g$$

Dans le cas des grandes hauteurs de plafond ( $h_{AE}$ ) pour les catégories de bâtiment III à XII, les besoins de chaleur pour le chauffage ( $Q_{H,eff}$ ) peuvent être corrigés en considérant une hauteur d'étage de référence de  $h_v = 3$  m. La partie de la surface de référence énergétique dont la hauteur d'étage dépasse trois mètres est prise en compte ( $A_{E,h>h_v}$ ). Aucune correction n'a lieu pour les surfaces dont la hauteur d'étage est inférieure à 3 m ( $A_{E,h<h_v}$ ). Les besoins de chaleur pour le chauffage corrigés ( $Q_{H,eff,corr}$ ) se calculent comme suit :

$$Q_{H,eff,corr} = Q_{H,eff} \times \frac{\sum A_{E,h>h_v} \frac{h_v}{h_{AE}} + \sum A_{E,h<h_v}}{\sum A_E}$$

L'électricité issue d'une propre production n'est pas prise en compte dans le calcul du besoin d'énergie pondéré. Fait exception l'électricité issue d'installations de couplage chaleur-force.

Les facteurs de pondération utilisés sont les facteurs de pondération nationaux pour l'évaluation des bâtiments définis par la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie et l'Office fédéral de l'énergie ci-après :

Agent énergétique	Facteur de pondération national
Electricité	2,0
Mazout, gaz, charbon	1,0
Biomasse (bois, boigaz, gaz d'épuration)	0,5
Chaleur à distance (y. c. rejets de chaleur de UIOM, STEP, industrie) : part de chaleur fossile	
≤ 25 %	0,4
≤ 50 %	0,6
≤ 75 %	0,8
> 75 %	1,0
Soleil, chaleur ambiante, géothermie	0

## Annexe 7

Combinaisons de solutions standard pour l'enveloppe du bâtiment et la production de chaleur pour les catégories d'ouvrages I (habitat collectif) et II (habitat individuel) permettant de répondre aux exigences concernant la couverture des besoins en chaleur (art. 36)

<b>Combinaisons de solutions standard</b>		A	B	C	D	E	F	G
Production de chaleur								
Enveloppe du bâtiment	Exigences :	Pompe à chaleur électr. Sonde géoth. ou eau	Chauffage au bois automatique	Chaleur à distance d'UIOM, STEP ou énergies ren.	Pompe à chaleur électr. Utilisant l'air extérieur	Chaudières à bûches	Pompe à chaleur à gaz	Producteur de chaleur à combustibles fossiles
1	Éléments de construction opaques contre l'extérieur 0,17 W/m <sup>2</sup> K Fenêtres 1,00 W/m <sup>2</sup> K Ventilation contrôlée	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	—	—	—
2	Éléments de construction opaques contre l'extérieur 0,17 W/m <sup>2</sup> K Fenêtres 1,00 W/m <sup>2</sup> K Installation solaire th. pour l'eau chaude sanitaire avec au moins 2 % de la SRE	( <input checked="" type="checkbox"/> )	( <input checked="" type="checkbox"/> )	( <input checked="" type="checkbox"/> )	( <input checked="" type="checkbox"/> )	<input checked="" type="checkbox"/>	—	—
3	Éléments de construction opaques contre l'extérieur 0,15 W/m <sup>2</sup> K Fenêtres 1,00 W/m <sup>2</sup> K	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	—	—	—	—
4	Éléments de construction opaques contre l'extérieur 0,15 W/m <sup>2</sup> K Fenêtres 0,80 W/m <sup>2</sup> K	( <input checked="" type="checkbox"/> )	( <input checked="" type="checkbox"/> )	( <input checked="" type="checkbox"/> )	<input checked="" type="checkbox"/>	—	—	—
5	Éléments de construction opaques contre l'extérieur 0,15 W/m <sup>2</sup> K Fenêtres 1,00 W/m <sup>2</sup> K Ventilation contrôlée Installation solaire thermique pour l'eau chaude sanitaire d'au moins 2 % de la SRE	( <input checked="" type="checkbox"/> )	( <input checked="" type="checkbox"/> )	( <input checked="" type="checkbox"/> )	( <input checked="" type="checkbox"/> )	( <input checked="" type="checkbox"/> )	<input checked="" type="checkbox"/>	—

6	Éléments de construction opaques contre l'extérieur	0,15 W/m <sup>2</sup> K						
	Fenêtres	0,80 W/m <sup>2</sup> K						
	Ventilation contrôlée		(☒)	(☒)	(☒)	(☒)	(☒)	(☒) ☒
	Installation solaire th. pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire							(☒)
	d'au moins 7 % de la SRE							

☒ Une combinaison de solutions standard est possible (exemple: «1A»)

(☒) Une combinaison de solutions standard est possible mais déjà couverte par d'autres (exemple: «2A»)

Conditions supplémentaires :

- Le COPa des pompes à chaleur à gaz doit être d'au moins 1,4.
- Le rendement de la récupération de chaleur de la ventilation contrôlée doit être d'au moins 80 %.
- Chaleur à distance : raccordement à un réseau de chaleur provenant d'une UIOM, d'une STEP ou d'énergies renouvelables, pour autant que la part d'énergie fossile ≤ 50 %<sup>8)</sup>.

## Annexe 8

Solutions standard lors du remplacement d'une installation de production de chaleur dans un bâtiment d'habitation  
(art. 39, al. 2, lettre c)

1. capteurs solaires thermiques pour la production d'eau chaude sanitaire; installation solaire : au moins 2 % de la surface de référence énergétique;
2. chauffage au bois pour la production principale de chaleur; chauffage au bois comme producteur principal de chaleur et une part d'énergies renouvelables pour la production d'eau chaude sanitaire;
3. pompe à chaleur électrique avec sondes géothermiques, échangeur eau / eau ou air / eau, pompe à chaleur électrique pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire toute l'année;
4. <sup>8)</sup> pompe à chaleur pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire toute l'année fonctionnant au gaz naturel, monovalente ou bivalente, avec une couverture d'au moins 50 % des besoins de puissance et un COPa d'au moins 1,2;
5. raccordement à un réseau de chaleur à distance; raccordement à un réseau avec chaleur provenant d'une usine d'incinération d'ordures, d'une STEP ou d'énergies renouvelables;
6. couplage chaleur-force, rendement électrique d'au moins 25 % pour au moins 60 % des besoins de chaleur pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire;
7. pompe à chaleur électrique pour l'eau chaude sanitaire, avec installation photovoltaïque; chauffe-eau alimenté par pompe à chaleur électrique et installation photovoltaïque avec au moins 5 W<sub>p</sub>/ m<sup>2</sup> de surface de référence énergétique;
8. remplacement des fenêtres sur l'enveloppe thermique du bâtiment; valeur U des fenêtres existantes  $\geq 2,0$  W/m<sup>2</sup>K, et valeur U des vitres des nouvelles fenêtres  $\leq 0,7$  W/m<sup>2</sup>K;
9. isolation thermique de la façade et/ou du toit; valeur U d'éléments existants de façade / de toit / de plancher des combles  $\geq 0,6$  W/m<sup>2</sup>K; valeur U d'éléments nouveaux de façade / de toit / de plancher des combles  $\leq 0,20$  W/m<sup>2</sup>K, et surface = au moins 0,5 m<sup>2</sup> par m<sup>2</sup> de surface de référence énergétique;

10. générateur de base pour la production automatique de chaleur fonctionnant aux énergies renouvelables avec chaudière d'appoint bivalente fonctionnant aux énergies fossiles;  
générateur de base pour la production de chaleur fonctionnant avec des énergies renouvelables (plaquettes de bois, pellets, chaleur du sous-sol, eau souterraine ou air extérieur), qui fournit au moins 25 % de la puissance nécessaire à la température de dimensionnement. Cette installation est complétée par une chaudière d'appoint bivalente, alimentée par des énergies fossiles et utilisée toute l'année pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire;
11. ventilation mécanique contrôlée (VMC);  
nouvelle installation d'une ventilation mécanique contrôlée avec récupérateur de chaleur ayant un rendement supérieur à 70 %.

## Annexe 9

Pertes maximales admissibles, en %, pour les générateurs de chaleur équipés d'un brûleur à air pulsé alimenté au mazout extra-léger ou au gaz, dont la température du fluide caloporteur excède 110 °C (art. 59)

Types de brûleurs	Température du fluide caloporteur					
	110 °C	160°C	210 °C	260 °C	310 °C	360 °C
– à une allure	7	10	12	15	17	20
– à deux allures – modulant sur l'allure inférieure	6	8	10	12	14	17
– à deux allures – modulant sur l'allure supérieure	8	11	14	17	20	22

Les valeurs intermédiaires doivent être interpolées de manière linéaire.

1) [RS 814.01](#)

2) [RS 814.318.142.1](#)

3) [RSJU 730.1](#)

4) [RSJU 814.01](#)

5) [RS 730.01](#)

6) Un lien vers ce document est disponible sur le site [www.jura.ch/sde](http://www.jura.ch/sde)

7) [RSJU 701.51](#)

8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 25 septembre 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019

9) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 25 septembre 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019

10) Abrogés par le ch. I de l'ordonnance du 25 septembre 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019

11) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 16 mars 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021

12) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 23 novembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022



# TABLE DES MATIERES

<b>8</b>	<b>Santé, travail, sécurité sociale</b>
<b>81</b>	<b>Santé</b>
810	<i>Généralités, promotion de la santé, soins hospitaliers et soins à domicile</i>
810.01	Loi sanitaire du 14 décembre 1990
810.011	Arrêté du Parlement du 9 décembre 1998 approuvant le plan sanitaire
810.012	Ordonnance du 15 décembre 2020 relative au registre cantonal des tumeurs
810.015	Ordonnance du 17 juin 2014 concernant les appareils de bronzage et la vente des produits du tabac
810.016	Arrêté du Gouvernement du 12 octobre 1993 portant constitution du fonds de promotion de la santé
810.019.1	Arrêté du Parlement du 26 octobre 1989 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la Fondation suisse pour la promotion de la santé
810.019.2	Arrêté du Parlement du 26 avril 1990 portant approbation de la convention passée avec la Ligue jurassienne contre les toxicomanies
810.02	Loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients
810.021	Ordonnance du 24 avril 2007 sur les droits des patients
810.05	Ordonnance du 17 janvier 1996 concernant les recherches sur l'être humain
810.06	Loi du 17 novembre 2004 sur l'acquisition, la mise en service, l'utilisation et le renouvellement de certains équipements médicaux
810.11	Loi du 26 octobre 2011 sur les établissements hospitaliers
810.111.1	Ordonnance du 20 mars 2012 sur les établissements hospitaliers
810.23	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le service de pathologie de l'Hôpital régional de Delémont
810.31	Ordonnance du 8 mai 2001 concernant la Fondation pour l'Aide et les Soins à domicile
810.41	Loi du 16 juin 2010 sur l'organisation gériatrique
810.411	Ordonnance du 14 décembre 2010 sur l'organisation gériatrique
810.411.1	Directives du Département de l'économie et de la santé du 10 février 2017 en matière de conception architecturale pour la construction ou rénovation d'appartements protégés
810.511.1	Ordonnance du 1 <sup>er</sup> février 1995 concernant les unités de soins psychiatriques

- 810.512 Arrêté du Gouvernement du 8 décembre 1998 fixant le statut et l'organisation de l'Unité d'accueil psycho-éducative de Saint-Ursanne
- 810.98 Arrêté du Parlement du 26 novembre 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la médecine hautement spécialisée (CIMHS)

**811** *Professions sanitaires*

- 811.111 Ordonnance du 2 octobre 2007 concernant l'exercice des professions de médecin, de dentiste, de chiropraticien et de vétérinaire
- 811.211 Ordonnance du 25 janvier 2011 concernant le service ambulancier
- 811.212 Ordonnance du 12 mars 1997 concernant l'exercice de la profession de chef de laboratoire d'analyses médicales
- 811.213 Ordonnance du 2 octobre concernant l'exercice des professions de la santé
- 811.821 Arrêté du Parlement du 31 mars 1988 portant création de l'Ecole de soins infirmiers de la République et Canton du Jura
- 811.891 Arrêté du Parlement du 6 décembre 1979 concernant l'adhésion à la convention du 20 mai 1976 entre les cantons et la Croix-Rouge suisse concernant la formation professionnelle du personnel infirmier, médico-technique et médico-thérapeutique
- 811.893 Arrêté du Parlement du 12 février 1981 concernant la conclusion d'une convention avec le canton de Berne portant, dans le domaine hospitalier, sur l'indemnisation de prestations scolaires aux habitants du canton voisin
- 811.894 Arrêté du Parlement du 10 mars 1983 concernant l'adhésion à la convention du 1er janvier 1977 liant l'Ecole d'infirmières en hygiène maternelle et pédiatrie "L'Abri" aux cantons de Vaud, Neuchâtel et Valais
- 811.923 Ordonnance du 6 décembre 1978 fixant les honoraires des médecins agissant pour le compte des autorités d'assistance
- 811.924 Ordonnance du 9 décembre 2008 concernant les tarifs du Centre médico-psychologique
- 811.941 Ordonnance du 24 juin 1997 sur les honoraires des médecins-vétérinaires agissant à la requête des autorités
- 811.942 Arrêté du Gouvernement du 5 mars 2013 fixant les tarifs des honoraires des vétérinaires chargés du contrôle des viandes et du contrôle des animaux avant abattage
- 811.981 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les honoraires des sages-femmes

**812** *Substances thérapeutiques, stupéfiants et poisons*

- 812.21 Loi du 14 décembre 1990 sur la vente des médicaments
- 812.211 Ordonnance du 8 octobre 2013 sur les médicaments vétérinaires

---

812.41	Ordonnance du 5 décembre 2006 sur les pharmacies, les produits thérapeutiques et les stupéfiants
812.42	Ordonnance du 5 décembre 2006 sur les drogueries
812.51	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le tarif des fournitures de médicaments faites par les pharmaciens ou les médecins aux membres de caisses-maladie reconnues
812.52	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le tarif des médicaments délivrés par les pharmaciens ou médecins aux personnes assurées obligatoirement auprès de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
814	<i>Protection de l'équilibre écologique</i>
814.01	Ordonnance du 30 janvier 1990 portant application de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement
814.015	Loi du 9 décembre 2020 sur les déchets et les sites pollués (Loi sur les déchets, LDSP)
814.015.61	Arrêté du Gouvernement du 10 novembre 2020 concernant l'alimentation du fonds pour la gestion des déchets
814.02	Ordonnance du 12 décembre 2006 concernant les mesures de lutte contre la pollution de l'air par des poussières fines
814.12	Ordonnance du 11 décembre 2007 sur la protection des sols
814.20	Loi du 28 octobre 2015 sur la gestion des eaux (LGEaux)
814.21	Ordonnance du 29 novembre 2016 sur la gestion des eaux (OGEaux)
814.22	Ordonnance du 13 novembre 2001 sur les mesures de protection à prendre en cas d'événement impliquant des matières dangereuses
814.81	Ordonnance du 10 juin 2008 portant application de la loi fédérale sur les produits chimiques
817	<i>Police des denrées alimentaires</i>
817.0	Loi du 26 mars 2014 portant introduction de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels
817.014	Ordonnance du 29 janvier 2002 concernant la participation aux frais du contrôle des champignons
817.190	Ordonnance du 24 avril 2012 portant exécution de la législation fédérale sur l'abattage d'animaux et le contrôle des viandes
818	<i>Lutte contre les maladies</i>
818.161.1	Ordonnance du 4 mars 1997 concernant les vaccins et vaccinations
818.166.11	Règlement du Fonds Helene-Welti du 6 décembre 1978

**82                      *Travail*****822                      *Protection des travailleurs***

- 822.11                      Loi du 9 novembre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce
- 822.112.1                      Ordonnance du 26 avril 1983 portant délégation des compétences du Département de l'Economie publique à l'inspecteur du Service des arts et métiers et du travail concernant les autorisations d'exploiter et les règlements d'entreprises
- 822.22                      Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules automobiles
- 822.31                      Ordonnance du 23 août 1983 portant exécution de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur le travail à domicile
- 822.41                      Loi du 22 novembre 2017 sur le salaire minimum cantonal

**823                      *Marché du travail***

- 823.112                      Ordonnance du 6 décembre 1978 portant introduction de l'assurance-chômage obligatoire selon l'arrêté fédéral du 8 octobre 1976
- 823.12                      Loi du 14 décembre 1990 sur l'indemnisation des travailleurs victimes de la faillite de leur employeur
- 823.130                      Arrêté du Gouvernement du 19 décembre 1989 portant introduction du secours de crise dans la République et Canton du Jura pour l'année 1990
- 823.131                      Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le secours de crise en faveur de chômeurs assurés
- 823.132                      Arrêté du Gouvernement du 8 décembre 1987 concernant le secours de crise; adaptation des limites de gêne
- 823.32                      Loi du 9 novembre 1978 portant encouragement de la constitution de réserves de crise par l'économie privée
- 823.321                      Ordonnance du 6 décembre 1978 portant encouragement de la constitution de réserves de crise par l'économie privée
- 823.33                      Loi du 22 décembre 1988 sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux
- 823.331                      Ordonnance du 10 décembre 1991 sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux
- 823.4                      Ordonnance du 18 décembre 2007 concernant l'organe de contrôle cantonal au sens de la loi fédérale sur le travail au noir

**824                      *Litiges, tribunaux du travail***

- 824.21                      Loi du 9 novembre 1978 concernant la Chambre cantonale de conciliation

# TABLE DES MATIERES

<b>8</b>	<b>Santé, travail, sécurité sociale</b>
<b>83</b>	<b><i>Assurances sociales</i></b>
<b>831</b>	<b><i>Assurance-vieillesse et survivants, assurance-invalidité</i></b>
831.10	Loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants
831.101	Ordonnance d'exécution de la loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants, du 6 décembre 1978
831.102	Ordonnance du 24 septembre 1991 fixant l'organisation et les attributions de la commission de gestion de la Caisse de compensation de la République et Canton du Jura
831.20	Loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité
831.202	Règlement de l'Office cantonal AI du 30 mai 1994
831.26	Ordonnance du 8 mai 2012 portant introduction de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les institutions destinées à promouvoir l'intégration des personnes invalides
831.30	Loi du 9 décembre 1998 portant introduction à la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LiLPC)
831.301	Ordonnance du 23 novembre 2010 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité
831.301.1	Directives du Département de l'économie et de la santé du 15 novembre 2018 concernant les prestations comprises dans le supplément de loyer en faveur des bénéficiaires de prestations complémentaires résidant dans un appartement protégé
<b>832</b>	<b><i>Assurance en cas de maladie et d'accidents</i></b>
832.011.3	Arrêté du Gouvernement du 23 août 1988 concernant la convention tarifaire conclue entre la Société médicale jurassienne et la Fédération cantonale des caisses-maladie
832.011.4	Arrêté du Gouvernement du 8 novembre 1994 concernant la convention conclue entre la Société suisse de pharmacie (SSPh), le Concordat des caisses-maladie suisses (CCMS) et la Fédération jurassienne des caisses-maladie (FCMJ)
832.041.5	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-maladie et accidents des apprentis
832.041.51	Arrêté du Gouvernement du 12 juin 1984 modifiant le montant de l'indemnité journalière de l'assurance-maladie des apprentis

832.10	Loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)
832.11	Loi du 16 juin 2010 sur le financement des soins
832.111	Ordonnance du 7 décembre 2010 sur le financement des soins
832.112	Ordonnance du 30 mars 2011 fixant la part cantonale à la rémunération des prestations hospitalières pour l'année 2012
832.113	Ordonnance du 19 juin 2018 concernant la procédure de conciliation en matière de soins ambulatoires dans l'assurance-maladie obligatoire
832.114	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 9 novembre 1978 concernant l'assurance en cas de maladie
832.115	Ordonnance du 25 octobre 2011 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie
832.115.1	Arrêté du Gouvernement du 26 octobre 2021 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année 2022
832.116	Ordonnance du 24 janvier 2017 portant exécution de l'ordonnance fédérale sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire
832.20	Loi du 27 octobre 1983 portant introduction de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents
832.200	Arrêté du Gouvernement du 6 mars 1984 concernant la désignation de l'autorité compétente au sens de l'article 86 de la loi fédérale sur l'assurance-accidents
832.25	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les déclarations et enquêtes en matière d'accidents qui frappent des personnes assurées auprès de la Caisse nationale suisse
832.311	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les dépôts d'explosifs
832.312	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la garde d'explosifs dits de sûreté

## 836 *Allocations familiales*

836.1	Loi du 25 juin 2008 portant introduction à la loi fédérale sur les allocations familiales (LiLAFam)
836.11	Ordonnance du 25 novembre 2008 fixant les modalités de la surcompensation entre les caisses de compensation pour allocations familiales

## 837 *Assurance-chômage*

837.0	Loi du 6 décembre 2000 portant introduction de la loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de services et de la loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et de l'indemnité en cas d'insolvabilité
-------	---

837.021	Règlement de la commission tripartite chargée de conseiller les offices régionaux de placement de la République et Canton du Jura, du 10 décembre 1996
837.022	Ordonnance du 18 juin 1997 concernant la compétence des offices régionaux de placement
837.03	Ordonnance du 23 août 1988 fixant le statut et l'organisation de la Caisse publique de chômage de la République et Canton du Jura
837.04	Loi du 6 décembre 2000 sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi
837.041	Ordonnance du 16 janvier 2001 sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi
837.042	Ordonnance du 26 mars 2002 concernant la commission de coordination des mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi

## **84** ***Habitat***

### *841 Logements à caractère social*

841.1	Arrêté du Gouvernement du 17 juillet 1979 portant exécution de la législation fédérale sur l'encouragement à la construction de logements
841.4	Arrêté du 6 décembre 1978 portant mise à disposition de moyens financiers en vue de mesures destinées à améliorer le logement dans les régions de montagne
841.41	Circulaire aux communes qui, selon le cadastre fédéral de la production agricole, sont situées totalement ou partiellement dans la région de montagne, du 6 décembre 1978
841.42	Arrêté du Gouvernement du 7 juillet 1981 concernant le rangement des communes en vue de la fixation de leur part de la subvention concernant l'amélioration du logement dans les régions de montagne pour les années 1981 - 1982

### *843 Maintien de locaux d'habitation*

843.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le maintien de locaux d'habitation
--------	--

### *844 Amélioration de l'offre de logements*

844.1	Loi du 31 mars 1988 concernant l'amélioration du marché du logement
844.12	Décret du 13 décembre 1991 encourageant la construction et la rénovation de logements à caractère social

<b>85</b>	<b><i>Aide sociale</i></b>
<b>850</b>	<b><i>Dispositions générales</i></b>
850.1	Loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale
850.11	Décret du 21 novembre 2001 concernant les institutions sociales
850.111	Ordonnance du 30 avril 2002 sur l'action sociale
850.111.1	Arrêté du Gouvernement du 8 novembre 2005 fixant les normes applicables en matière d'aide sociale
850.112	Ordonnance du 30 avril 2002 concernant les institutions sociales
850.113	Arrêté du Département de l'intérieur du 15 juillet 2016 fixant la classification des fonctions et des tâches particulières du personnel des Services sociaux régionaux de la République et Canton du Jura
<b>851</b>	<b><i>Aide au recouvrement, avance et versement provisionnel de contributions d'entretien</i></b>
851.1	Loi du 21 juin 2000 sur l'aide au recouvrement, l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien
851.11	Ordonnance du 5 décembre 2000 concernant l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien
851.111	Arrêté du Gouvernement du 12 décembre 2006 portant adaptation des limites de revenu et de fortune ainsi que du montant maximal des avances en matière d'avance et de versement provisionnel de contributions d'entretien
<b>852</b>	<b><i>Homes et institutions de prévoyance et d'aide sociale</i></b>
852.91	Arrêté du Gouvernement du 19 juin 1979 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale relative à la couverture des frais entraînés par l'accueil dans des institutions spécialisées d'enfants, d'adolescents et d'adultes placés hors de leur canton de domicile
852.92	Arrêté du Parlement du 23 octobre 1986 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale sur le remboursement de l'excédent des charges d'exploitation et la collaboration en faveur des institutions pour enfants et adolescents de même que des institutions pour handicapés (Convention relative aux institutions)
852.93	Arrêté du Parlement du 26 octobre 2005 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention relative aux institutions sociales (CIIS), arrêté du Parlement du 23 mars 2011 portant approbation de la modification du 7 décembre 2007 de la convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS) et arrêté du Parlement du 2 octobre 2019 portant approbation de la modification du 23 novembre 2018 de la convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS)



853	<i>Enfants placés et politique de la jeunesse</i>
853.11	Ordonnance du 30 avril 2002 concernant le placement d'enfants
853.21	Loi du 22 novembre 2006 sur la politique de la jeunesse
853.211	Ordonnance du 8 avril 2008 sur la politique de la jeunesse
856	<i>Aide, fondations</i>
856.91	Arrêté du 6 décembre 1978 portant création d'une fondation "Oeuvre jurassienne de secours"
856.911	Règlement du 6 décembre 1978 concernant l'organisation et l'administration de la fondation "Oeuvre jurassienne de secours"
856.93	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 concernant la création du "Secours jurassien d'hiver"
857	<i>Financement</i>
857.1	Décret du 21 novembre 2001 sur la répartition des dépenses de l'action sociale
859	<i>Centres de consultation en matière de grossesse</i>
859.11	Arrêté du Gouvernement du 14 janvier 1998 portant reconnaissance de l'association "Centre jurassien de planning familial et de consultation en matière de grossesse" en qualité de centre de consultation en matière de grossesse et de planisme familial
<b>87</b>	<b><i>Protection contre les incendies et les dommages dus aux éléments</i></b>
871	<i>Prévention des incendies</i>
871.1	Loi du 21 novembre 2007 sur la protection contre les incendies et les dangers naturels
871.11	Ordonnance du 18 novembre 2008 sur la protection contre les incendies et les dangers naturels et sur le ramonage
871.111	Arrêté fixant le tarif des émoluments perçus par l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (ECA Jura) en matière de prescriptions incendie et de dangers naturels
871.112	Arrêté du Gouvernement du 21 janvier 2020 fixant le taux de la contribution des compagnies d'assurances sur le mobilier pour la prévention et la lutte contre les sinistres

873	<i>Assurances</i>
873.11	Loi du 29 avril 2015 sur la protection et l'assurance des bâtiments
873.112.1	Ordonnance du 6 mars 1979 relative à la commission de l'Etablissement d'assurance immobilière
873.21	Loi du 6 décembre 1978 sur l'assurance mobilière contre l'incendie
873.211	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance mobilière contre l'incendie
873.261	Contrat du 8 février 2010 concernant l'application de l'assurance mobilière obligatoire contre l'incendie dans le canton du Jura
875	<i>Défense contre le feu et lutte contre les dommages dus aux éléments</i>
875.1	Loi du 18 octobre 2000 sur le service de défense contre l'incendie et de secours
875.11	Ordonnance du 13 novembre 2001 sur le service de défense contre l'incendie et de secours
875.112	Ordonnance du 19 janvier 2010 concernant le nombre d'arrondissements d'inspection des services de défense contre l'incendie et de secours
875.121	Ordonnance du 13 novembre 2001 concernant les centres de renfort

## Ordonnance concernant les unités de soins psychiatriques

du 1<sup>er</sup> février 1995

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 39 de la loi du 26 octobre 2011 sur les établissements hospitaliers<sup>1)</sup>,

vu l'article 36, alinéa 4, de la loi du 20 décembre 1990 sur l'école obligatoire<sup>2)</sup>,<sup>18)</sup>

*arrête :*

### SECTION 1 : Généralités

But	<b>Article premier<sup>13)</sup></b> La présente ordonnance règle l'organisation, la coordination et la gestion des unités de soins psychiatriques du secteur public, à savoir les unités qui sont rattachées au Centre médico-psychologique.
Mission	<b>Art. 2</b> La mission des unités de soins psychiatriques est de fournir à la population des prestations de prévention, de soins et de réhabilitation.
Exploitation par des tiers	<b>Art. 2a<sup>11)</sup></b> L'Etat peut confier l'exploitation d'unités psychiatriques à des tiers. Dans ce cas, l'organisme chargé de l'exploitation assume la responsabilité de l'unité concernée.

### SECTION 2 : Organisation et coordination des unités de soins psychiatriques

Département	<b>Art. 3</b> <sup>1</sup> Le département auquel le Service de la santé publique est rattaché (dénommé ci-après : "le Département") détermine, en fonction des besoins de la population et dans le cadre du budget et de la planification hospitalière, l'organisation générale des unités de soins psychiatriques, notamment la capacité d'accueil, les dotations en personnel et la localisation. Demeurent réservés les cas où l'exploitation d'une unité psychiatrique est confiée à un tiers. <sup>15)19)</sup>
-------------	--

<sup>2</sup> ...<sup>15)</sup>

Centre médico-psychologique  
a) Principe

**Art. 4** <sup>1</sup> Le Centre médico-psychologique est un établissement cantonal sans personnalité juridique.

<sup>2</sup> Il organise et coordonne les deux unités de soins psychiatriques qui lui sont rattachées, soit l'unité de psychiatrie pour adultes (dénommée ci-après : "CMPA") et l'unité de psychiatrie pour enfants et adolescents (dénommée ci-après : "CMPEA").<sup>19)</sup>

b) Siège

**Art. 5** <sup>1</sup> Le siège du Centre médico-psychologique est à Delémont.

<sup>2</sup> Des consultations régulières sont données à Delémont, à Porrentruy et à Saignelégier.

c) Tâches

**Art. 6** <sup>1</sup> Le Centre médico-psychologique organise et prend en charge :

- a) les soins psychiatriques ambulatoires;
- b)<sup>13)</sup> les soins psychiatriques en hôpital général, en hôpitaux de jour ainsi que dans les institutions éducatives, ateliers protégés et autres institutions à vocation psychiatrique;
- c) l'admission des personnes gravement malades en clinique psychiatrique;
- d)<sup>13)</sup> les secteurs particuliers de la psychiatrie tels que pédopsychiatrie, psychogériatrie, soins aux alcooliques, aux toxicomanes, aux épileptiques, etc.;
- e) la psychiatrie administrative et juridique;
- f) la formation postgraduée et continue spécifique, et l'encouragement ou la collaboration à des projets de recherche.

<sup>2</sup> Il assume toute autre tâche que lui attribue la législation.

d) Rapport avec les unités

**Art. 7** <sup>1</sup> Dans le cadre de l'organisation arrêtée par le Département, le Centre médico-psychologique fixe les tâches des unités de soins psychiatriques et les adapte aux besoins.

<sup>2</sup> Il prépare les projets visant à créer, modifier ou supprimer des services ou autres structures rattachés aux unités de soins psychiatriques.

Unités de soins psychiatriques  
a) Tâches

**Art. 8** <sup>1</sup> Les unités de soins psychiatriques assument, dans leurs secteurs d'activité, les tâches qui leur sont attribuées par le Département et le Centre médico-psychologique.

<sup>2</sup> Les unités de soins psychiatriques sont des établissements hospitaliers au sens de la loi sur les établissements hospitaliers<sup>1)</sup>. Demeurent réservées les unités de vie de psychogériatrie soumises à la législation sur l'organisation gériatrique.<sup>13)16)</sup>

b) Moyens

**Art. 9** Pour accomplir leurs tâches, les unités de soins psychiatriques disposent :

- a) de services de soins ambulatoires, également capables d'assumer la psychiatrie de liaison;
- b) de structures dites intermédiaires telles que des hôpitaux de jour ou de nuit, des foyers, des appartements protégés ou des ateliers protégés;
- c) <sup>13)17)</sup> d'unités hospitalières de soins aigus et d'unités de vie de psychogériatrie permettant également d'accueillir des personnes au bénéfice d'une mesure de placement à des fins d'assistance.

c) Collaboration

**Art. 10** <sup>1</sup> Les unités collaborent entre elles, ainsi qu'avec les professionnels et services du Canton, notamment avec les hôpitaux somatiques, les médecins et psychiatres privés, les services sociaux et médico-sociaux ainsi que les services pédagogiques.

<sup>2</sup> Le cas échéant, elles prendront contact avec des établissements spécialisés hors Canton.

**Art. 11** <sup>14)</sup>

### SECTION 3 : Direction administrative et médicale

Centre médico-psychologique

**Art. 12** <sup>9)19)</sup> <sup>1</sup> La direction administrative et financière du Centre médico-psychologique est assumée par l'administrateur des unités de soins psychiatriques.

<sup>2</sup> Le médecin-chef du CMPEA assume la responsabilité médicale des prestations destinées aux enfants et adolescents.

<sup>3</sup> Le médecin-chef du CMPA assume la responsabilité médicale des prestations destinées aux adultes.

<sup>4</sup> Un comité de coordination, présidé par l'administrateur des unités de soins psychiatriques, et formé en outre des médecins-chefs des unités de soins psychiatriques assume les tâches d'organisation et de coordination assignées au Centre médico-psychologique.

Unités de soins  
psychiatriques

**Art. 13** <sup>1</sup> Le médecin-chef de chaque unité de soins psychiatriques en assume, de manière indépendante, la direction médicale.

<sup>2</sup> ...[10\)](#)

<sup>3</sup> La comptabilité financière et analytique des unités de soins psychiatriques est tenue selon les règles en vigueur dans la branche.[19\)](#)

<sup>4</sup> Les unités de soins psychiatriques tiennent une statistique médicale conformément aux instructions du Service de la santé publique. Les dispositions de la convention intercantonale des 8 et 9 mai 2012 relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel<sup>6)</sup> demeurent réservées.[19\)](#)

<sup>5</sup> Pour le surplus, les unités de soins psychiatriques se conforment aux dispositions des législations fédérale et cantonale. Demeurent réservées les unités de vie de psychogériatrie soumises à la législation sur l'organisation gériatrique.[13\)](#) [19\)](#)

**Art. 13a**<sup>11)</sup><sup>15)</sup>

#### SECTION 4 : Bâtiments, équipement, personnel

Bâtiments,  
équipement

**Art. 14** <sup>1</sup> L'Etat construit et entretient les bâtiments nécessaires à l'ensemble des tâches relevant de la psychiatrie du secteur public; il les dote de l'équipement nécessaire.[13\)](#)

<sup>2</sup> L'Etat peut louer des bâtiments pour autant que cette solution soit plus avantageuse sur le plan financier.

<sup>3</sup> Demeure réservé le financement des unités confiées à des tiers.[16\)](#)

Personnel  
a) Médecins-  
chefs,  
administrateur

**Art. 15** <sup>1</sup> Le Gouvernement nomme l'administrateur et les médecins-chefs des unités psychiatriques dont la gestion n'est pas confiée à des tiers.[12\)](#)<sup>16)</sup>

<sup>2</sup> Les rapports de service entre l'Etat et l'administrateur des unités de soins psychiatriques, ainsi que ceux entre l'Etat et les médecins-chefs des unités de soins psychiatriques, sont réglés par un contrat de droit administratif.<sup>[12\)19\)](#)</sup>

<sup>3</sup> L'administrateur et les médecins-chefs des unités de soins psychiatriques sont soumis aux règles du statut du personnel des institutions jurassiennes de soins et des services d'aide et de soins à domicile.<sup>[19\)](#)</sup>

b) Autres  
collaborateurs

**Art. 16** <sup>1</sup> Les collaborateurs des unités de soins psychiatriques sont engagés sur la base d'un contrat de droit administratif.<sup>[19\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Pour les collaborateurs non médecins, le contenu du contrat correspond aux règles du statut du personnel des institutions jurassiennes de soins et des services d'aide et de soins à domicile.

<sup>3</sup> Les chefs de clinique et médecins-assistants sont engagés par un contrat de droit administratif qui s'inspire du contrat-type de travail pour les médecins-assistants<sup>[7\)](#)</sup>.

<sup>4</sup> Les temporaires, auxiliaires et stagiaires sont engagés sur la base d'un contrat de travail relevant du Code des obligations<sup>[8\)](#)</sup>.

<sup>5</sup> Le personnel médical et soignant est engagé par le chef du Département sur proposition du ou des médecins-chefs et de l'administrateur des unités de soins psychiatriques.

c) Création de  
postes

**Art. 17** <sup>1</sup> Le Département autorise la création de postes dans le cadre de la procédure budgétaire.

<sup>2</sup> Les propositions de création de postes émanent de l'administrateur des unités de soins psychiatriques.<sup>[19\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Demeurent réservés les cas des unités dont l'exploitation est confiée à des tiers ainsi que les unités de vie de psychogériatrie soumises à la législation sur l'organisation gérontologique.<sup>[11\)13\)](#)</sup>

## SECTION 5 : Financement et gestion

**Art. 18**<sup>[15\)](#)</sup>

Dépenses  
d'exploitation

**Art. 19<sup>12)</sup>** <sup>1</sup> L'Etat supporte les excédents de charges résultant de l'exploitation des structures psychiatriques dont la gestion n'est pas confiée à des tiers.<sup>16)</sup>

<sup>2</sup> Le Gouvernement règle, dans le cadre du contrat de droit administratif passé à cet effet, le financement des unités dont l'exploitation est confiée à des tiers.

## SECTION 6 : Rapport avec les usagers

Règlement  
interne

**Art. 20** Les rapports entre les unités de soins psychiatriques et leurs usagers sont précisés dans un règlement interne soumis à l'approbation du Département.

Responsabilité

**Art. 21<sup>12)</sup>** L'Etat répond du dommage causé sans droit par le personnel des unités, à l'exclusion de celles dont l'exploitation est confiée à des tiers.

## SECTION 7 : Disposition finale

Entrée en  
vigueur

**Art. 22** La présente ordonnance prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

Delémont, le 1<sup>er</sup> février 1995

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Kohler  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) [RSJU 810.11](#)

2) [RSJU 410.11](#)

3) ...

4) ...

5) ...

6) [RSJU 170.41](#)

7) [RS 221.215.328.1](#)

8) [RS 220](#)



- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 29 juin 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2004. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 29 novembre 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 10) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 29 juin 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2004
- 11) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 15 décembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 15 décembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 13) Nouvelle teneur selon l'article 95 de l'ordonnance du 14 décembre 2010 sur l'organisation gériatrique, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 810.411](#))
- 14) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 16 août 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2011
- 15) Abrogé par l'art. 62 de l'ordonnance du 20 mars 2012 sur les établissements hospitaliers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2012 ([RSJU 810.111.1](#))
- 16) Nouvelle teneur selon l'art. 62 de l'ordonnance du 20 mars 2012 sur les établissements hospitaliers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2012 ([RSJU 810.111.1](#))
- 17) Nouvelle teneur selon l'article 32 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ([RSJU 213.11](#))
- 18) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de l'ordonnance du 28 septembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2021
- 19) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 28 septembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2021



## Ordonnance sur les pharmacies, les produits thérapeutiques et les stupéfiants

du 5 décembre 2006

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 15 décembre 2000 sur les médicaments et les dispositifs médicaux (Loi sur les produits thérapeutiques, LPT<sup>1</sup>),

vu la loi fédérale du 3 octobre 1951 sur les stupéfiants et substances psychotropes (Loi sur les stupéfiants, LStup<sup>2</sup>),

vu l'ordonnance fédérale du 29 mai 1996 sur les stupéfiants et les substances psychotropes (Ordonnance sur les stupéfiants, OStup<sup>3</sup>),

vu les articles 45, lettre d, et 72, alinéa 2, lettre e, de la loi sanitaire du 14 décembre 1990<sup>4</sup>,

vu la loi du 14 décembre 1990 sur la vente des médicaments<sup>5</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

But et objet	<p><b>Article premier</b> <sup>1</sup> La présente ordonnance vise à réglementer l'exercice de la pharmacie et le commerce des produits thérapeutiques et des stupéfiants.</p> <p><sup>2</sup> Elle contient également les règles concernant les compétences et les obligations cantonales découlant de la loi fédérale sur les produits thérapeutiques<sup>1</sup> et de la loi fédérale sur les stupéfiants<sup>2</sup>.</p>
Terminologie	<p><b>Art. 2</b> Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.</p>
Pharmacie, types	<p><b>Art. 3</b> La présente ordonnance distingue trois types de pharmacies :</p> <p>a) les pharmacies publiques;</p>

- b) les pharmacies d'établissement;
- c) les pharmacies privées de médecin.

Pharmacien

**Art. 4** Par pharmacien, on entend toute personne porteuse du diplôme fédéral de pharmacien ou d'un diplôme suisse ou étranger de pharmacien reconnu comme équivalent en vertu d'accords internationaux.

Médecin  
propharmacien

**Art. 5** Par médecin propharmacien, on entend tout médecin autorisé à tenir une pharmacie privée au sens de l'article 8.

Autres  
professions

**Art. 6** <sup>1</sup> Les autres professions appelées à exercer leur art en pharmacie sont l'assistant en pharmacie et l'assistant-pharmacien.

<sup>2</sup> Par assistant en pharmacie, on entend toute personne porteuse du certificat fédéral de capacité d'assistant en pharmacie. L'exercice de cette profession n'est pas soumis à autorisation.

<sup>3</sup> Par assistant-pharmacien, on entend toute personne porteuse du certificat fédéral d'assistant-pharmacien. Cette activité est soumise à autorisation du Service de la santé. L'article 10 s'applique par analogie. L'autorisation doit être renouvelée chaque année.

Produits  
thérapeutiques  
et stupéfiants

**Art. 7** Au sens de la présente ordonnance, les produits thérapeutiques et les stupéfiants sont ceux définis comme tels par la loi fédérale sur les produits thérapeutiques<sup>1)</sup>, à savoir les médicaments, y compris le sang et les produits sanguins, les dispositifs médicaux, ainsi que les stupéfiants soumis à la loi fédérale sur les stupéfiants<sup>2)</sup> utilisés comme produits thérapeutiques.

Autorisations,  
principe

**Art. 8** Sont soumis à autorisation cantonale :

- a) l'exploitation d'une pharmacie publique, d'une pharmacie d'établissement ou d'une pharmacie privée par un médecin (propharmacie);
- b) l'exercice de la profession de pharmacien et d'assistant-pharmacien;
- c) la fabrication en petites quantités de médicaments selon une formule propre (art. 9, al. 2, lettre c, LPTh) ou, selon une formule officinale (art. 9, al. 2, lettre b, LPTh);
- d) la vente de médicaments par correspondance;
- e) le stockage du sang ou d'autres produits sanguins par des établissements tels que les hôpitaux;

- f) l'obtention, la détention et l'utilisation de stupéfiants par les établissements hospitaliers et les instituts scientifiques, de même que la culture par ces derniers des plantes ou champignons à alcaloïdes pour en extraire des stupéfiants.

## SECTION 2 : Pharmacie publique

Pharmacie  
publique,  
définition

**Art. 9** <sup>1</sup> La pharmacie publique est l'établissement ou le lieu de travail spécialisé dans la préparation, l'analyse chimique, clinique ou microscopique, la fabrication et la délivrance de médicaments. Elle est également un lieu de promotion de la santé et de conseil en matière de santé ne nécessitant pas de consultation médicale.

<sup>2</sup> Elle est exploitée et dirigée par un pharmacien.

<sup>3</sup> Elle pourvoit aux besoins du public en produits thérapeutiques; elle peut être appelée à vendre de telles substances aux praticiens des professions sanitaires et aux institutions de soins.

<sup>4</sup> Elle est le lieu exclusif où sont exécutées les ordonnances médicales.

1. Autorisation  
d'exercer la  
profession de  
pharmacien  
a) Principe

**Art. 10** <sup>1</sup> Celui qui entend exercer à titre indépendant la profession de pharmacien ou remplacer durant plus d'un mois le titulaire d'une autorisation d'exploiter une pharmacie doit être au bénéfice d'une autorisation délivrée par le Département de la Santé et des Affaires sociales (dénommé ci-après : "Département").

<sup>2</sup> L'exercice de la profession de pharmacien à titre dépendant et le remplacement d'un titulaire d'une autorisation d'exploiter une pharmacie pour moins d'un mois ne nécessitent pas d'autorisation au sens du présent article. Les remplacements de moins d'un mois doivent toutefois être annoncés au Service de la santé.

b) Requête

**Art. 11** <sup>1</sup> Celui qui entend obtenir l'autorisation présente une requête écrite au moyen du formulaire adéquat au Service de la santé, à l'intention du Département, accompagnée des documents suivants :

- a) un curriculum vitae;
- b) le diplôme de pharmacien et, pour les diplômes étrangers, la reconnaissance fédérale.

<sup>2</sup> Le Service de la santé instruit le dossier. Il peut prendre l'avis de la société des pharmaciens du Jura.

c) Conditions **Art. 12** L'autorisation est délivrée si le requérant remplit les conditions fixées dans la loi sanitaire<sup>4)</sup> et dans la présente ordonnance.

d) Portée de l'autorisation **Art. 13** <sup>1</sup> L'autorisation est délivrée à titre personnel. Elle est incessible.

<sup>2</sup> Elle couvre la gestion des stupéfiants. Le Département peut assortir l'autorisation de restrictions à ce sujet.

<sup>3</sup> Elle n'est pas limitée dans le temps.

e) Retrait **Art. 14** L'autorisation peut être retirée temporairement ou définitivement conformément à l'article 52 de la loi sanitaire<sup>4)</sup>.

2. Autorisation d'exploitation  
a) Principe **Art. 15** L'exploitation d'une pharmacie publique requiert une autorisation délivrée par le Département.

b) Requête **Art. 16** <sup>1</sup> Celui qui entend obtenir une autorisation d'exploiter, en vue d'ouvrir ou de reprendre une pharmacie, dépose une requête dans ce sens auprès du Service de la santé.

<sup>2</sup> Lorsque des travaux sont entrepris dans les locaux destinés à la pharmacie, le requérant dépose sa requête au moins un mois avant le début des travaux. Il joint les plans d'exécution et d'aménagement.

<sup>3</sup> Le requérant informe le pharmacien cantonal de la fin des travaux. Ce dernier procède à une visite des lieux.

c) Conditions **Art. 17** L'autorisation d'exploitation est délivrée si les conditions suivantes sont remplies :

- a) le requérant doit être au bénéfice d'une autorisation d'exercer la pharmacie sur le territoire du Canton et avoir une expérience professionnelle de plus de deux ans;
- b) le requérant doit être propriétaire des locaux destinés à l'exploitation ou au bénéfice d'un bail ou d'un contrat de gérance à teneur duquel il conserve une entière indépendance dans son activité professionnelle;

- c) le requérant n'est pas déjà responsable d'une autre pharmacie;
- d) le cas échéant, les installations et l'équipement des locaux ont été reconnus conformes par le pharmacien cantonal;
- e) les autres prescriptions légales sont respectées.

d) Portée de l'autorisation

**Art. 18** <sup>1</sup> L'autorisation d'exploiter est délivrée à titre personnel au requérant pour son activité dans des locaux déterminés. Elle est incessible.

<sup>2</sup> Elle englobe les activités de fabrication pour les préparations de type formule magistrale (art. 9, al. 2, lettre a, de la loi sur les produits thérapeutiques<sup>1)</sup>), ainsi que les activités de remplissage (art. 2, al. 2, de l'ordonnance fédérale sur les médicaments, OMéd<sup>6)</sup>).

<sup>3</sup> Elle n'est pas limitée dans le temps.

<sup>4</sup> Il ne peut être délivré plus d'une autorisation d'exploiter une pharmacie publique pour la même personne.

e) Modification de l'autorisation

**Art. 19** Toute modification significative dans les locaux, dans les installations ou dans l'équipement d'une pharmacie publique est soumise à autorisation. L'article 16 s'applique par analogie.

f) Retrait

**Art. 20** L'autorisation d'exploiter peut être retirée temporairement ou définitivement si les conditions nécessaires à son octroi ne sont plus remplies.

3. Autorisation de fabrication

**Art. 21** <sup>1</sup> Le pharmacien qui fabrique en petites quantités des médicaments selon sa propre formule ou selon une formule officinale doit disposer d'une autorisation délivrée par le Service de la santé.

<sup>2</sup> Il adresse sa demande au Service de la santé, accompagnée d'un descriptif des activités envisagées, des locaux et des installations.

<sup>3</sup> L'autorisation de fabrication est liée à celle de l'autorisation d'exploiter.

4. Médicaments selon sa propre formule

**Art. 22** <sup>1</sup> Les médicaments fabriqués par un pharmacien selon sa propre formule doivent être annoncés au pharmacien cantonal avant leur mise sur le marché. Le pharmacien cantonal établit les directives nécessaires à cet effet.

<sup>2</sup> Le pharmacien cantonal peut interdire la fabrication de médicaments dont la composition ne répond pas aux exigences reconnues par la science.

5. Vente de  
médicaments par  
correspondance

**Art. 23** <sup>1</sup> La vente de médicaments par correspondance est interdite. Demeurent réservées les exceptions prévues dans la législation fédérale sur les produits thérapeutiques et sur les médicaments. Le cas échéant, l'autorisation de vendre des médicaments par correspondance ne peut être octroyée qu'à un pharmacien titulaire d'une autorisation d'exploitation délivrée par le Département.

<sup>2</sup> L'autorisation de vendre des médicaments par correspondance a une durée de validité de cinq ans.

Assurance  
responsabilité  
civile

**Art. 24** <sup>1</sup> Le pharmacien qui exploite une pharmacie publique conclut une assurance responsabilité civile en rapport avec son activité professionnelle.

<sup>2</sup> Le Service de la santé peut exiger une attestation d'assurance.

Responsabilité

**Art. 25** <sup>1</sup> Le pharmacien responsable d'une pharmacie publique répond de toutes les erreurs et fautes qui s'y commettent. Demeurent réservées une éventuelle action récursoire du pharmacien contre la personne fautive, ainsi que les dispositions du droit pénal.

<sup>2</sup> Le personnel de la pharmacie travaille sous la surveillance du pharmacien et ne doit être occupé qu'à des tâches correspondant à sa formation.

<sup>3</sup> Le pharmacien est responsable de la qualité des drogues, préparations, spécialités et médicaments qu'il délivre au public.

<sup>4</sup> Le pharmacien est tenu d'annoncer à Swissmedic, à la firme concernée et au pharmacien cantonal tout effet indésirable grave ou jusque-là inconnu et tout incident ou défaut d'un produit thérapeutique, conformément à la loi fédérale sur les produits thérapeutiques<sup>1)</sup>.



- Présence** **Art. 26** <sup>1</sup> Le pharmacien assume personnellement la direction de la pharmacie. A cet effet, il doit être présent, en règle générale, aux heures d'ouverture. Si le pharmacien n'est pas toujours présent ou ne peut couvrir l'ensemble des heures d'ouverture, il lui incombe de trouver un remplaçant porteur du diplôme fédéral ou d'un diplôme reconnu équivalent pour assumer la responsabilité de la pharmacie durant ses absences.
- <sup>2</sup> La responsabilité de la direction d'une pharmacie peut être assumée par deux ou plusieurs pharmaciens.
- Remplacement** **Art. 27** <sup>1</sup> En cas de maladie, de service militaire ou de vacances d'une durée conforme à l'usage, le pharmacien responsable d'une pharmacie publique est tenu, sous réserve de la présence d'un autre pharmacien autorisé, de prendre les mesures nécessaires à son remplacement et d'en informer le Service de la santé.
- <sup>2</sup> Jusqu'à une durée d'un mois, le remplacement peut être effectué par un assistant-pharmacien diplômé. Au-delà, il doit être effectué par un pharmacien pour lequel une autorisation doit être requise auprès du Service de la santé, si le remplacement par celui-ci excède la durée d'un mois.
- Soins d'urgence** **Art. 28** En cas d'urgence, le pharmacien peut donner les premiers soins.
- Service de garde** **Art. 29** <sup>1</sup> Les pharmacies publiques doivent être ouvertes au public durant les jours et les heures habituelles d'ouverture des commerces. Les ouvertures à temps partiel ne sont pas autorisées.
- <sup>2</sup> Pour les cas d'urgence, un service de garde et un service de nuit, destiné à la remise des médicaments dont l'emploi est nécessaire immédiatement, doivent être organisés dans chaque district par les pharmaciens concernés. Les urgences durant un service de nuit doivent être traitées dans le meilleur délai.
- <sup>3</sup> En cas de divergence sur l'organisation des services de garde et de nuit, le Service de la santé tranche, après consultation des pharmaciens et des communes concernés.
- <sup>4</sup> Le nom et l'adresse de la pharmacie de service doivent être connus du public.

Livraisons à domicile

**Art. 30** <sup>1</sup> Les pharmaciens organisent un service gratuit et régulier de livraison à domicile des médicaments.

<sup>2</sup> A cet effet, ils peuvent se regrouper par secteur. L'association professionnelle des pharmaciens veille à ce que chaque localité dépourvue d'une pharmacie publique soit desservie.

<sup>3</sup> La personne chargée de la livraison des médicaments doit être au bénéfice d'un diplôme de pharmacien, d'assistant en pharmacie ou d'assistant-pharmacien ou, à défaut, d'une procédure de travail écrite, établie par le pharmacien responsable, définissant la remise des médicaments aux patients.

<sup>4</sup> Les exigences relatives à l'exécution des ordonnances doivent être respectées.

Locaux et installations

**Art. 31** <sup>1</sup> Les locaux de la pharmacie publique doivent être conçus de manière à en permettre une surveillance permanente et optimale. Ils doivent être propres, frais, éclairés et bien aérés et disposer d'un accès direct sur la voie publique.

<sup>2</sup> L'ensemble des locaux de la pharmacie doit avoir une surface d'au moins 120 m<sup>2</sup> comprenant :

- a) un local de préparation d'ordonnances et de vente d'une surface minimale de 30 m<sup>2</sup>;
- b) un ou plusieurs locaux d'entreposage pour les médicaments, les substances destinées à la fabrication, la verrerie, le matériel, les produits de parapharmacie et autres;
- c) une zone délimitée pour le laboratoire d'analyse et de travaux de préparation; l'équipement minimum du laboratoire doit comprendre : l'eau courante, l'électricité, une balance de précision contrôlée officiellement, du matériel permettant de fabriquer des préparations magistrales standard, ainsi qu'une hotte aspirante. Le Service de la santé peut édicter des prescriptions particulières en ce qui concerne l'équipement indispensable en fonction de l'évolution de la profession;
- d) un bureau séparé permettant de vérifier les activités de la pharmacie;
- e) des locaux ou une armoire à feu agréés par la police du feu, appropriés pour le stockage de produits inflammables, de produits toxiques et d'articles techniques; la présence d'autres produits thérapeutiques n'est pas autorisée;
- f) une garde-robe et des toilettes pour le personnel;
- g) une cave ou un local frais;

- h) une armoire ou un coffre pouvant être fermés à clé pour les stupéfiants;
- i) un accès aux dispositions légales;
- j) une enseigne à croix verte;
- k) un registre des ordonnances ou tout autre moyen sécurisé permettant d'enregistrer les ordonnances de stupéfiants et les préparations.

<sup>3</sup> Dans la mesure du possible, l'accès aux personnes handicapées doit être favorisé.

#### Appellations

**Art. 32** <sup>1</sup> Le terme "pharmacie" doit figurer sur l'enseigne de l'établissement public et, le cas échéant, précéder d'autres appellations. Ce terme ainsi que toute autre appellation similaire telle que "pharmaceutique" sont expressément réservés aux pharmacies. Le nom du ou des pharmaciens doit figurer sur la porte ou la devanture de la pharmacie.

<sup>2</sup> L'adjonction du terme "droguerie" à l'appellation de la pharmacie n'est autorisée que si l'établissement comporte un secteur dirigé par un droguiste. Les surfaces entre la droguerie et la pharmacie peuvent être communes aux deux secteurs.

<sup>3</sup> Les pharmaciens peuvent indiquer qu'ils vendent des articles de droguerie ou disposent d'un secteur réservé à cet effet. Le terme "article" ou "secteur" doit alors figurer en toutes lettres et avec les mêmes caractères que le terme "droguerie".

<sup>4</sup> Les présentes dispositions s'appliquent également à la publicité, aux étiquettes, factures, papiers d'affaires et autres documents.

#### Laboratoire homéopathique

**Art. 33** L'appellation "laboratoire homéopathique" ne peut être utilisée par une pharmacie que s'il exerce son activité dans un local séparé de tout autre secteur d'activité et dispose d'un appareillage adéquat et de flacons neufs réservés uniquement à l'homéopathie.

### SECTION 3 : Pharmacie d'établissement

#### Pharmacie d'établissement

**Art. 34** <sup>1</sup> La pharmacie d'établissement est le lieu où se déroulent les activités pharmaceutiques d'un établissement de soins.

<sup>2</sup> Elle est dirigée par un pharmacien.

<sup>3</sup> Elle sert à l'approvisionnement des médicaments de l'établissement pour ses besoins internes et pour les besoins des patients durant leur hospitalisation ou leur séjour dans celui-ci.

<sup>4</sup> Elle achète, fabrique et stocke les médicaments et en contrôle la circulation au sein de l'établissement.

1. Autorisation  
d'exploitation  
a) Principe

**Art. 35** L'exploitation d'une pharmacie d'établissement requiert une autorisation délivrée par le Département.

b) Requête

**Art. 36** <sup>1</sup> L'établissement qui entend exploiter une pharmacie d'établissement présente une requête dans ce sens au Service de la santé à l'intention du Département. L'article 16 s'applique par analogie.

<sup>2</sup> Le requérant joint à sa requête le diplôme du pharmacien responsable et le contrat d'assistance pharmaceutique passé avec ce dernier.

c) Conditions  
générales

**Art. 37** L'autorisation d'exploiter une pharmacie d'établissement est délivrée si la pharmacie est aménagée et équipée de manière à garantir son indépendance et à répondre aux exigences légales et aux normes reconnues par les organismes professionnels concernés.

d) Conditions  
personnelles

**Art. 38** <sup>1</sup> L'autorisation d'exploiter une pharmacie d'hôpital ne peut être délivrée qu'à un pharmacien diplômé au bénéfice d'une spécialisation en pharmacie hospitalière.

<sup>2</sup> L'assistance pharmaceutique dans les homes et établissements médico-sociaux qui gèrent un stock de médicaments peut être confiée à un pharmacien responsable d'une pharmacie publique n'ayant pas de spécialisation en pharmacie hospitalière. Le Service de la santé fixe les exigences complémentaires pour l'assistance pharmaceutique des homes et établissements médico-sociaux.

<sup>3</sup> Le statut et le cahier des charges du pharmacien d'établissement doivent être réglés dans un contrat d'assistance pharmaceutique. Le taux d'activité du pharmacien dépend du nombre de lits et des activités de l'établissement. Il doit être conforme aux normes et exigences de la profession.

e) Portée de l'autorisation

**Art. 39** L'autorisation d'exploiter est délivrée à l'établissement. Elle porte sur la personne du pharmacien responsable, ainsi que sur les locaux et installations de la pharmacie.

<sup>2</sup> Elle couvre les activités de fabrication pour les préparations de type formule magistrale (art. 9, al. 2, lettre a, de la loi sur les produits thérapeutiques<sup>1)</sup>) ainsi que les activités de remplissage.

<sup>3</sup> Elle n'est pas limitée dans le temps.

f) Modification de l'autorisation

**Art. 40** Toute modification dans la personne du pharmacien responsable, dans les locaux, dans les installations ou dans l'équipement d'une pharmacie d'établissement est soumise à autorisation. L'article 16 s'applique par analogie.

g) Retrait

**Art. 41** L'autorisation d'exploiter peut être retirée temporairement ou définitivement si les conditions nécessaires à son octroi ne sont plus remplies.

2. Autorisation de fabrication

**Art. 42** Le pharmacien qui fabrique en petites quantités des médicaments, selon sa propre formule ou selon une formule officinale, doit disposer d'une autorisation délivrée par le Service de la santé.

Responsabilité

**Art. 43** <sup>1</sup> Le pharmacien au nom duquel l'autorisation d'exploiter est établie répond de la pharmacie de l'établissement et des activités pharmaceutiques.

<sup>2</sup> Le personnel de la pharmacie travaille sous la surveillance du pharmacien et ne doit être occupé qu'à des tâches correspondant à sa formation.

<sup>3</sup> Le pharmacien est responsable de la qualité des drogues, préparations, spécialités et médicaments qu'il délivre au sein de l'établissement.

<sup>4</sup> Le pharmacien est tenu d'annoncer à Swissmedic, à la firme concernée et au pharmacien cantonal tout effet indésirable grave ou jusque-là inconnu et tout incident ou défaut d'un produit thérapeutique, conformément à la loi fédérale sur les produits thérapeutiques<sup>1)</sup>.

Vente de médicaments

**Art. 44** La vente de médicaments au personnel de l'établissement ne peut intervenir que sous le contrôle direct du pharmacien de l'établissement.

Locaux et  
installations

**Art. 45** <sup>1</sup> La pharmacie doit être aménagée et équipée afin de satisfaire aux besoins de l'établissement. Les locaux doivent être propres, secs, frais et éclairés. Les conditions de température doivent être respectées et enregistrées.

<sup>2</sup> Les locaux doivent comprendre au minimum :

- a) un ou plusieurs locaux de stockage des spécialités pharmaceutiques, de dimension suffisante en fonction du volume d'achat garantissant une température maximale de 25° C;
- b) une cave à feu ou des armoires à feu agréées par la police du feu, appropriées pour le stockage de produits inflammables et d'articles techniques;
- c) un local réfrigéré ou des réfrigérateurs pour les produits devant être stockés au froid;
- d) un congélateur en cas de stockage de produits devant être congelés;
- e) une documentation professionnelle adéquate pour répondre aux questions médicales et paramédicales;
- f) une armoire ou un coffre pouvant être fermés à clé pour les stupéfiants.

<sup>3</sup> En cas de fabrication de médicaments, les locaux doivent également comporter :

- a) un laboratoire d'analyse et de travaux de préparation délimité du reste de la pharmacie; l'équipement doit permettre d'exécuter les travaux selon les normes légales. Le Service de la santé peut édicter des prescriptions spéciales en ce qui concerne l'équipement indispensable en fonction de l'évolution de la profession;
- b) l'eau courante;
- c) une ou plusieurs balances en fonction de la précision des pesées à entreprendre;
- d) une hotte d'aspiration.

<sup>4</sup> La pharmacie d'établissement n'est pas accessible au public. Le pharmacien responsable prend les mesures nécessaires à cet effet. Il dresse la liste des personnes autorisées à pénétrer dans la pharmacie en dehors des heures d'ouverture et fixe les modalités de contrôle par écrit.

Pharmacies  
d'unités de soins

**Art. 46** <sup>1</sup> Les pharmacies d'unités de soins sont placées sous la responsabilité du pharmacien.

<sup>2</sup> Elles disposent d'un mobilier permettant un classement clair des médicaments et d'une place délimitée pour la préparation des médicaments. Le local ou les armoires doivent pouvoir être fermés à clé.

<sup>3</sup> En cas de stockage de médicaments à tenir au froid, elles disposent d'un réfrigérateur dans lequel ne sont pas stockés des aliments. Les températures des réfrigérateurs doivent être contrôlées.

<sup>4</sup> Le pharmacien contrôle le circuit des médicaments de l'ordre médical à leur administration. Il s'efforce de diminuer les risques d'erreur liés à l'usage de médicaments. Il établit les directives et instructions nécessaires à l'usage correct des médicaments.

#### SECTION 4 : Pharmacie privée de médecins

Pharmacie  
privée de  
médecin

**Art. 47** <sup>1</sup> La pharmacie privée de médecin est le lieu de stockage des produits thérapeutiques du cabinet médical au bénéfice d'une autorisation adéquate.

<sup>2</sup> Elle est destinée exclusivement à pourvoir aux besoins des patients du médecin.

Autorisation pour  
la propharmacie

**Art. 48** L'exploitation d'une pharmacie privée pour la propharmacie par un médecin est soumise à autorisation délivrée par le Département.

Requête

**Art. 49** <sup>1</sup> Le médecin qui entend obtenir une autorisation pour la propharmacie ou son renouvellement présente une requête écrite dans ce sens au Service de la santé, à l'intention du Département.

<sup>2</sup> Le Service de la santé instruit le dossier.

Conditions

**Art. 50** L'autorisation ne peut être délivrée qu'à un médecin autorisé à pratiquer la médecine dans le Canton qui satisfait aux exigences découlant de la législation sur la vente des médicaments et dispose de locaux appropriés pour la propharmacie.

Portée de  
l'autorisation

**Art. 51** <sup>1</sup> L'autorisation est délivrée au requérant à titre personnel pour son activité dans des locaux déterminés. Elle est incessible.

<sup>2</sup> Elle est valable cinq ans. Elle peut être renouvelée.

Retrait de  
l'autorisation

**Art. 52** L'autorisation pour la propharmacie peut être retirée si les conditions pour son octroi ne sont plus remplies.

Délivrance des  
médicaments

**Art. 53** Seul le médecin au bénéfice de l'autorisation pour la propharmacie peut remettre des médicaments de la pharmacie privée directement. La remise de médicaments aux patients en l'absence du médecin est interdite.

Responsabilité

**Art. 54** <sup>1</sup> Le médecin est responsable de la qualité des spécialités et médicaments qu'il délivre.

<sup>2</sup> Le médecin est tenu d'annoncer à Swissmedic, à la firme concernée et au pharmacien cantonal tout effet indésirable grave ou jusque-là inconnu et tout incident ou défaut d'un produit thérapeutique, conformément à la loi fédérale sur les produits thérapeutiques<sup>1)</sup>.

Locaux et  
installations

**Art. 55** <sup>1</sup> Les locaux destinés à la propharmacie doivent être propres, frais et bien aérés.

<sup>2</sup> Ils comprennent au minimum les éléments suivants :

- a) un local délimité d'au moins 12 m<sup>2</sup>, séparé de la salle d'attente et réservé uniquement au stockage des spécialités pharmaceutiques; les médicaments "Pro Medico" doivent être rangés dans une armoire séparée;
- b) un réfrigérateur pour les produits à tenir au froid (destiné uniquement au stockage des médicaments et des réactifs);
- c) un coffre-fort fermé à clé pour les stupéfiants.

<sup>3</sup> Le Département peut compléter la liste précitée, après avoir pris l'avis de la commission de surveillance.

Antidotes et  
réserves

**Art. 56** <sup>1</sup> La pharmacie privée du médecin doit contenir l'assortiment d'antidotes de base du Centre toxicologique de Zurich.

<sup>2</sup> Sur préavis de la commission de surveillance, le Département peut ordonner que certains médicaments soient présents en permanence dans la pharmacie privée du médecin.



## SECTION 5 : Sang et autres produits sanguins

Autorisation de stocker du sang ou d'autres produits sanguins  
a) Principe

**Art. 57** Les établissements tels que les hôpitaux qui ne font que stocker du sang ou d'autres produits sanguins doivent être au bénéfice d'une autorisation délivrée par le Département.

b) Requête

**Art. 58** <sup>1</sup> L'établissement qui entend obtenir l'autorisation présente une requête écrite dans ce sens au Service de la santé, à l'intention du Département, accompagnée des documents suivants :

- a) l'identité et le curriculum vitae du responsable technique et de l'assurance-qualité de l'établissement;
- b) le descriptif des locaux et des équipements de stockage du sang et des autres produits sanguins;
- c) le descriptif du système d'assurance-qualité mis en place.

<sup>2</sup> Le Service de la santé instruit le dossier.

c) Conditions

**Art. 59** L'autorisation est délivrée si les conditions suivantes sont remplies :

- a) l'établissement offre toutes les garanties en matière d'assurance-qualité afin de garantir une manipulation conforme du sang et des produits sanguins conformément à la législation fédérale;
- b) l'établissement dispose d'un responsable technique possédant les connaissances et l'expérience nécessaires qui exerce la surveillance directe en la matière;
- c) l'établissement dispose des locaux et des équipements appropriés;
- d) l'établissement offre les garanties nécessaires en ce qui concerne la sécurité des produits et le devoir de diligence.

d) Portée de l'autorisation

**Art. 60** <sup>1</sup> L'autorisation est délivrée à l'établissement. Elle porte sur la personne du responsable technique, ainsi que sur les locaux et équipements de stockage.

<sup>2</sup> Elle n'est pas limitée dans le temps.

e) Retrait

**Art. 61** L'autorisation peut être retirée temporairement ou définitivement si les conditions nécessaires à son octroi ne sont plus remplies.

## SECTION 6 : Dispositifs médicaux

Contrôle  
cantonal

**Art. 62** Le Service de la santé est l'organe cantonal chargé du contrôle du commerce de détail et des points de remise, ainsi que de la fabrication artisanale des dispositifs sur mesure, des systèmes et des unités de traitement en matière de dispositifs médicaux, conformément à l'article 24, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale du 17 octobre 2001 sur les dispositifs médicaux (ODim)<sup>7</sup>.

Champ  
d'application

**Art. 63** <sup>1</sup> Sont notamment soumis au contrôle du Service de la santé :

- a) les techniciens dentistes;
- b) les audioprothésistes;
- c) les bandagistes;
- d) les opticiens;
- e) les unités de stérilisation des hôpitaux et des autres institutions de santé.

<sup>2</sup> Le Service de la santé est également compétent pour surveiller le suivi de la maintenance des dispositifs médicaux incombant aux institutions de santé, ainsi qu'à tout professionnel visé par l'article 20 de l'ordonnance fédérale du 17 octobre 2001 sur les dispositifs médicaux (ODim)<sup>7</sup>.

## SECTION 7 : Stupéfiants

Autorité de  
surveillance

**Art. 64** <sup>1</sup> Le Département de la Santé et des Affaires sociales est l'autorité de surveillance en matière de stupéfiants.

<sup>2</sup> Il délivre les autorisations aux établissements hospitaliers et aux instituts scientifiques pour l'obtention, la détention et l'utilisation de stupéfiants, et aux instituts scientifiques pour la culture de plantes ou de champignons à alcaloïdes pour en extraire des stupéfiants.

<sup>3</sup> Il reçoit, par l'intermédiaire du médecin cantonal, les dénonciations concernant les cas de toxicomanie et prend les mesures nécessaires envers les toxicomanes (art. 12, al. 1, 15a, al. 2, 4 et 5, et 15b, LStup<sup>2</sup>).

Contrôle

**Art. 65** <sup>1</sup> Le pharmacien cantonal est l'inspecteur des stupéfiants.

<sup>2</sup> Il procède au contrôle du commerce des stupéfiants dans les pharmacies lors des inspections ou des contrôles annuels des inventaires.

Prescription de  
stupéfiants  
a) En pratique  
privée

**Art. 66** <sup>1</sup> La prescription, en pratique privée, de stupéfiants utilisés en médecine humaine intervient sur une formule spéciale (ordonnance à souche) réservée à cet usage exclusif et conservée hors de portée des patients. Le Département peut ordonner l'utilisation d'une ordonnance à souche pour d'autres médicaments provoquant de la dépendance.

<sup>2</sup> Un exemplaire de la formule sert de justificatif d'utilisation au médecin propharmacien.

<sup>3</sup> Le Service de la santé établit et fournit la formule concernée aux médecins.

b) En  
établissement

**Art. 67** <sup>1</sup> Les stupéfiants prescrits, commandés par les services à la pharmacie de l'établissement, sont remis en présence d'un infirmier autorisé. Ils sont accompagnés d'un document de suivi sur lequel est inscrite chaque administration du produit.

<sup>2</sup> La traçabilité des mouvements de stupéfiants doit être assurée.

<sup>3</sup> Les stupéfiants doivent être conservés sous clé. Le pharmacien responsable dresse la liste des personnes autorisées à accéder au stock de stupéfiants.

Inventaire des  
stupéfiants

**Art. 68** <sup>1</sup> Les pharmaciens indépendants et d'établissement et les médecins propharmaciens sont tenus de communiquer, jusqu'au 31 janvier de chaque année, au pharmacien cantonal l'inventaire de leurs stupéfiants arrêté au 1<sup>er</sup> janvier. Cette communication intervient sur un formulaire remis aux intéressés par le pharmacien cantonal.

<sup>2</sup> Lorsque le pharmacien ou le médecin propharmacien cesse son activité, l'inventaire est communiqué au pharmacien cantonal au moment de la cessation.

<sup>3</sup> En cas d'ouverture d'une nouvelle pharmacie ou de changement dans la personne du pharmacien responsable, il est également procédé à un inventaire.

<sup>4</sup> Les pharmaciens et médecins propharmaciens tiennent à jour un contrôle des réserves pour chaque sorte de stupéfiant.

**Notification** **Art. 69** La livraison de stupéfiants doit être notifiée conformément à l'article 57 de l'ordonnance fédérale sur les stupéfiants<sup>3)</sup>.

**Justification des acquisitions** **Art. 70** L'acquisition de stupéfiants doit être attestée par le bulletin de livraison.

**Justification des remises** **Art. 71** Les remises de stupéfiants doivent être attestées par des ordonnances à souche, par des copies des formulaires de notification ou par des commandes écrites de médecins, dentistes, vétérinaires ou responsables d'instituts scientifiques et d'organisations nationales ou internationales autorisés.

**a) Dans les pharmacies publiques**

**Art. 72** <sup>1</sup> L'utilisation de stupéfiants dans les services de l'établissement est attestée par le formulaire de suivi. Ce dernier contient le nom des patients traités, les quantités de stupéfiants utilisées, le nom des médecins prescripteurs et la signature du responsable de l'unité de soins.

<sup>2</sup> Les responsables des blocs opératoires doivent pouvoir justifier de l'utilisation quotidienne de chaque stupéfiant.

**b) Dans les pharmacies d'établissement**

**Art. 73** Les remises de stupéfiants doivent être attestées par des ordonnances à souche ou par des copies des formulaires de notification.

**c) Dans les pharmacies privées de médecin**

**Art. 74** Les documents concernant les mouvements de stupéfiants sont conservés durant dix ans.

**d) Conservation des documents**

**Art. 75** <sup>1</sup> Les stupéfiants altérés ou dégradés sont envoyés au Service de la santé, accompagnés d'une copie du formulaire de notification.

**Elimination des stupéfiants**

<sup>2</sup> Les stupéfiants devenus inutilisables et rendus par les patients à une pharmacie sont adressés au Service de la santé, accompagnés d'une lettre explicative.

## SECTION 8 : Prescription, dispensation, vente au détail et remise des produits thérapeutiques

**Renvoi** **Art. 76** La dispensation, la publicité, la vente au détail et la remise de produits thérapeutiques sont soumises à la législation sur les produits thérapeutiques, ainsi qu'aux règles reconnues des sciences pharmaceutiques et médicales.

**Dispensation des spécialités** **Art. 77** <sup>1</sup> Dans les pharmacies publiques et dans les pharmacies privées de médecin, les spécialités pharmaceutiques sont dispensées au public dans leur emballage original, sous réserve de celles prescrites sur ordonnance portant les mentions "sine confectione" ou "sine lit." et des médicaments délivrés sous surveillance.

<sup>2</sup> En règle générale, les médicaments sont remis au patient avec une étiquette collée sur l'emballage original où figurent le nom du patient, la posologie, la date de délivrance et l'adresse du fournisseur de soins qui les a délivrés.

**Spécialités autorisées** **Art. 78** Peuvent seules être prescrites, dispensées ou commercialisées les spécialités pharmaceutiques enregistrées par Swissmedic. Demeurent réservées les exceptions mentionnées à l'article 9 de la loi fédérale sur les produits thérapeutiques<sup>1)</sup>.

**Importation de médicaments de l'étranger** **Art. 79** <sup>1</sup> Toute pharmacie dûment autorisée peut importer en petite quantité des médicaments à usage humain prêts à l'emploi non autorisés en Suisse à condition :

- a) que le médicament serve au traitement d'un patient donné ou pour les cas d'urgence;
- b) que ces médicaments soient homologués dans un pays possédant un système de contrôle (autorisation de mise sur le marché) comparable à celui de la Suisse,
- c) que l'autorisation de mise sur le marché à l'étranger se rapporte à l'indication correspondante et
- d) qu'aucun médicament substitutif ne soit autorisé en Suisse ou qu'un changement de médication ne soit pas approprié.

<sup>2</sup> L'importation de tels médicaments doit être consignée dans un registre ad hoc contenant les informations suivantes :

- a) le nom du prescripteur;

- b) la date de la prescription;
- c) l'identité du patient;
- d) le nom du médicament importé avec celui du principe actif;
- e) la quantité importée ou acquise;
- f) la date de l'importation;
- g) Le nom du fournisseur.

<sup>3</sup> Dans des cas exceptionnels dûment justifiés, il peut être fait abstraction du nom du prescripteur, de la date de prescription et de l'identité du patient.

<sup>4</sup> Sont réservées les importations de médicaments nécessitant dans tous les cas une autorisation délivrée par Swissmedic tels que les vaccins, les médicaments radiopharmaceutiques et ceux qui sont génétiquement modifiés.

Contrôle et  
gestion des  
stocks

**Art. 80** <sup>1</sup> La gestion des stocks de médicaments doit être organisée de manière à éviter toute erreur de dispensation et à assurer la traçabilité des livraisons et des remises de médicaments.

<sup>2</sup> Les dates limites de péremption des médicaments sont contrôlées périodiquement, mais au minimum deux fois par année.

<sup>3</sup> Les médicaments dispensés dans une pharmacie privée de médecin sont inscrits sur un ordonnancier ou sur tout autre moyen similaire. Ce document est conservé durant dix ans.

<sup>4</sup> Les factures d'achats de médicaments sont conservées durant dix ans. Sur demande, elles sont présentées à la personne désignée par le Département pour effectuer le contrôle.

Prescription des  
ordonnances

**Art. 81** <sup>1</sup> Seuls sont autorisés à prescrire des produits thérapeutiques les médecins, les dentistes et les vétérinaires, chacun dans les limites de sa compétence. Demeure réservée l'autorisation pour d'autres personnes de prescrire des produits thérapeutiques sur la base d'autres dispositions légales fédérales ou cantonales.

<sup>2</sup> L'ordonnance doit être rédigée sur une formule à en-tête du médecin prescripteur. Lorsque le médecin se fait temporairement remplacer, son remplaçant peut utiliser la même formule.

<sup>3</sup> Le médecin qui, dans un établissement hospitalier, rédige sur une formule à en-tête de l'hôpital ou d'un service particulier une ordonnance pour un patient ambulant, doit, en plus de sa signature, apposer un sceau personnel l'identifiant.

<sup>4</sup> Demeurent réservées les règles qui régissent la prescription de stupéfiants.

Présentation de l'ordonnance

**Art. 82** L'ordonnance doit être écrite lisiblement, datée et signée par son auteur. Elle doit comporter :

- a) le nom du patient et, s'il s'agit d'un enfant, son âge; le nom de l'animal ou du propriétaire de l'animal dans une ordonnance vétérinaire;
- b) le médicament, qualitativement et quantitativement ainsi que la posologie;
- c) la date de la prescription;
- d) le timbre et la signature manuscrite de son auteur.

Exécution de l'ordonnance

**Art. 83** <sup>1</sup> Le pharmacien est habilité à exécuter et à remettre les médicaments soumis à ordonnance médicale, sur présentation de cette dernière. A titre exceptionnel et dans des cas justifiés, il peut délivrer les médicaments sans ordonnance médicale.

<sup>2</sup> L'assistant en pharmacie et l'assistant-pharmacien peuvent également, sous la surveillance du pharmacien, remettre des médicaments soumis à ordonnance médicale.

<sup>3</sup> Le pharmacien doit s'assurer que l'ordonnance émane d'un membre des professions médicales habilité à la formuler et vérifier son authenticité.

<sup>4</sup> Il a en outre le devoir de contrôler si le porteur de l'ordonnance est réellement en droit de recevoir les médicaments prescrits.

<sup>5</sup> Il doit veiller en particulier à la compréhension du patient, au respect des limitations d'emploi et aux contre-indications propres au patient.

<sup>6</sup> Lorsqu'il relève une incompatibilité ou une interaction médicamenteuse significative ou que l'ordonnance n'est pas rédigée clairement ou contient des anomalies, le pharmacien informe l'auteur de l'ordonnance.

<sup>7</sup> En cas de doute sur sa véracité, l'ordonnance n'est pas exécutée. Le pharmacien prend contact avec son auteur présumé. Les ordonnances litigieuses sont conservées et adressées au pharmacien cantonal.

Renouvellement  
de l'ordonnance

**Art. 84** <sup>1</sup> Sauf indication expresse du médecin, l'ordonnance médicale a une validité de trois mois.

<sup>2</sup> Lorsque l'ordonnance n'est pas renouvelable, le médecin l'indique par les mentions "ne repetatur" ou "NR".

Traçabilité et  
dossier patient

**Art. 85** <sup>1</sup> Le pharmacien tient, pour chaque patient, un registre indiquant le nom des prescripteurs ainsi que les produits thérapeutiques ou analyses médicales fournis ou prescrits. Le dossier peut être tenu sous forme informatisée pour autant que les adjonctions, suppressions ou autres modifications restent décelables. La confidentialité des données doit être garantie.

<sup>2</sup> Le pharmacien doit être en mesure de retrouver le nom des médicaments délivrés sur ordonnance médicale et facturés au patient ou à son assurance durant les trois dernières années.

Droit de  
substitution

**Art. 86** Sauf indication expresse contraire du médecin et pour autant qu'il n'y ait pas de contre-indication, le pharmacien propose un médicament générique à la place de la prescription originale.

Médicament de  
remplacement

**Art. 87** Sauf impossibilité d'atteindre l'auteur de la prescription, le pharmacien qui ne dispose pas du médicament prescrit ou d'un médicament générique ne peut lui substituer un autre médicament qu'avec le consentement dudit auteur. Le cas échéant, il informe ce dernier dès que possible.

Abus et  
dépendance

**Art. 88** <sup>1</sup> Le pharmacien et le médecin propharmacien s'efforcent de lutter contre l'abus de médicaments, en particulier de ceux pouvant engendrer une dépendance.

<sup>2</sup> En cas d'abus manifeste, ils informent le médecin traitant et, s'il y a lieu, le médecin cantonal.

<sup>3</sup> En cas de suspicion d'utilisation abusive ou de dépendance concernant un médicament, la délivrance de ce dernier peut être refusée.

Patients  
ambulatoires  
ou sortant  
d'établissement

**Art. 89** <sup>1</sup> Dans le cas de patients traités de façon ambulatoire ou sortant d'un établissement, celui-ci peut remettre aux intéressés des médicaments nécessaires au traitement durant deux jours au plus.



<sup>2</sup> Le pharmacien cantonal peut, à titre exceptionnel, autoriser des dérogations à l'alinéa 1.

Médecins non autorisés à la propharmacie

**Art. 90** <sup>1</sup> Les règles concernant la prescription et la dispensation des produits thérapeutiques s'appliquent par analogie aux médecins non admis à la propharmacie.

<sup>2</sup> Les médecins non admis à la propharmacie peuvent délivrer des médicaments lorsque l'acte médical ou l'urgence l'exigent. Pour les cas d'urgence, le médecin tient compte des services de garde disponibles, de la pathologie et du mode d'administration du médicament.

<sup>3</sup> Le médecin qui délivre un médicament au début du traitement remet le plus petit emballage existant sur le marché. Le renouvellement n'est pas autorisé.

Médicaments en libre-service

**Art. 91** La vente de médicaments figurant sur les listes C et D en libre-service n'est pas autorisée. Elle peut être tolérée pour des médicaments de la catégorie D tels que certains produits homéopathiques, phytothérapeutiques sans action sur le système nerveux central, compléments vitaminés et produits à application locale.

Dispositifs médicaux

**Art. 92** Les dispositifs médicaux utilisés à titre professionnel dans l'exercice de la pharmacie ou de la propharmacie doivent être entretenus de manière à garantir leurs performances et la sécurité du dispositif médical.

## SECTION 9 : Fabrication

Fabrication

**Art. 93** La fabrication de médicaments doit être effectuée conformément aux règles reconnues de bonne pratique en la matière.

Registre des ordonnances

**Art. 94** <sup>1</sup> Le pharmacien tient un registre ou un autre moyen permettant d'enregistrer les ordonnances (ci-après : le registre) où il inscrit sur un numéro d'ordre toutes les ordonnances de préparations magistrales ainsi que celles contenant une prescription de spécialité "sine confectione".

<sup>2</sup> Le registre comporte les informations suivantes :

- a) le nom du patient;
- b) l'auteur de la prescription;
- c) la composition;

- d) la date de dispensation;
- e) le numéro d'identification;
- f) le mode d'emploi prescrit par l'auteur.

<sup>3</sup> Le registre doit être conservé pendant cinq ans au moins par le pharmacien responsable et, le cas échéant, par son successeur.

Classification et  
conservation

**Art. 95** <sup>1</sup> Les produits thérapeutiques et produits chimiques doivent être classés et conservés selon les normes de la Pharmacopée helvétique et de la loi fédérale du 15 décembre 2000 sur les produits chimiques<sup>8)</sup>.

<sup>2</sup> Les substances médicamenteuses, les drogues et les produits chimiques doivent être conservés dans des locaux qui répondent à leurs propriétés en évitant toute altération du produit et des produits voisins.

<sup>3</sup> L'étiquette figurant sur le récipient doit permettre d'exclure tout doute. L'étiquetage et la classification doivent être conformes aux législations cantonale, fédérale ou internationale en la matière.

<sup>4</sup> Les produits chimiques, drogues et autres produits doivent comporter une date d'échéance ou être datés afin de pouvoir évaluer de façon précise leur ancienneté.

<sup>5</sup> Les produits thérapeutiques et autres produits chimiques périmés ou altérés doivent être éliminés conformément aux dispositions légales.

Traçabilité de la  
fabrication

**Art. 96** <sup>1</sup> La traçabilité de la fabrication de médicaments doit être garantie. Le pharmacien responsable prend les dispositions nécessaires pour éviter la disparition de la trace d'une modification dans les documents.

<sup>2</sup> L'étiquetage des produits fabriqués doit permettre de déterminer la durée de validité du produit.

## SECTION 10 : Vente par correspondance

Principe et  
conditions

**Art. 97** <sup>1</sup> En cas d'autorisation de vente de médicaments par correspondance par les pharmacies publiques au sens de l'article 23, les conditions suivantes doivent être remplies :

- a) le destinataire du médicament est le détenteur de l'ordonnance;

- b) l'ordonnance a été vérifiée afin de prévenir toute interaction indésirable avec d'autres médicaments utilisés par le destinataire;
- c) la qualité et l'efficacité du médicament ne sont pas affectées par le mode de conditionnement, ni par le mode de transport et de livraison;
- d) le médicament est livré dans son emballage original avec la notice d'emballage et un mode d'emploi spécifique;
- e) le médicament n'est envoyé qu'au détenteur de l'ordonnance médicale ou à un tiers au bénéfice d'une procuration écrite délivrée par ce dernier;
- f) le patient a été informé du fait qu'il doit prendre contact avec son médecin traitant si des problèmes surgissent en relation avec le médicament envoyé;
- g) les conseils ont été fournis dans les règles de l'art par un pharmacien.

## SECTION 11 : Inspections et contrôles

Inspections  
périodiques

**Art. 98** <sup>1</sup> Les pharmacies sont placées sous le contrôle et la surveillance du Département. Ce dernier fait procéder à des inspections et contrôles réguliers, en fonction des besoins, mais en principe au moins une fois tous les cinq ans pour les pharmacies publiques, les pharmacies d'établissement et les pharmacies privées.

<sup>2</sup> Le résultat de l'inspection est consigné dans un rapport dont une copie est adressée au responsable concerné. Le cas échéant, ce dernier peut formuler ses objections par écrit auprès du Service de la santé, dans un délai de trente jours.

<sup>3</sup> Si l'inspection révèle des carences ou donne lieu à contestation de la part du pharmacien ou du médecin propharmacien, il est procédé à une inspection complémentaire, aux frais de l'intéressé.

Prélèvements

**Art. 99** <sup>1</sup> Lors d'inspection, le pharmacien cantonal ou les organes de contrôle sont habilités à effectuer des prélèvements de matières premières, de semi-produits et de produits finis sans verser d'indemnités.

<sup>2</sup> Une quittance est délivrée sur demande au propriétaire de la marchandise et un second prélèvement similaire est effectué à son intention en vue d'une contre-expertise.

<sup>3</sup> L'examen de prélèvements peut être confié au laboratoire cantonal ou à des instituts spécialisés reconnus.

<sup>4</sup> Dans le cas où l'examen des prélèvements donne lieu à des contestations, opposition peut être formée devant le Service de la santé dans un délai de dix jours et une contre-expertise demandée moyennant paiement d'une avance raisonnable.

<sup>5</sup> La procédure d'opposition n'a pas d'effet sur les mesures immédiates nécessaires. Les frais d'examens sont à la charge de l'Etat pour autant que les échantillons prélevés se révèlent être conformes.

<sup>6</sup> Le pharmacien cantonal est autorisé à vérifier les factures, bulletins de livraison ou autres pièces justificatives lorsque le contrôle s'avère nécessaire. L'accès à tous les locaux doit être garanti. Tous les renseignements demandés par les organes de contrôle doivent être fournis.

<sup>7</sup> Les produits périmés, non autorisés ou altérés peuvent être séquestrés lors de l'inspection. Aucuns frais ne seront remboursés. Des sanctions peuvent être prises lorsque des contrôles adéquats n'ont manifestement pas été effectués.

Secret  
professionnel

**Art. 100** Les organes de contrôle sont tenus d'observer le secret professionnel.

Confiscations

**Art. 101** <sup>1</sup> Le pharmacien cantonal peut confisquer par voie administrative les substances et objets qui ont donné lieu à contestation ou à plainte pénale.

<sup>2</sup> Si aucune confiscation n'a lieu par voie pénale (art. 58 du Code pénal suisse<sup>9)</sup>), le pharmacien cantonal décide de l'utilisation ultérieure ou de la destruction des substances ou objets.

Communication  
des données  
relatives à la  
dispensation et  
au commerce  
des produits  
thérapeutiques

**Art. 102** <sup>1</sup> A la demande de la commission de surveillance des médicaments agissant dans le cadre de son mandat, les assureurs ou leurs représentants transmettent au Service de la santé, en respectant l'anonymat des patients, les données relatives à la prescription et à la vente de médicaments par les médecins.

<sup>2</sup> La commission de surveillance des médicaments peut mandater le pharmacien cantonal pour procéder à la vérification des factures, des bulletins de livraisons ou d'autres pièces justificatives relatives à l'acquisition de produits thérapeutiques.

<sup>3</sup> Sur requête du Service de la santé, les grossistes en médicaments communiquent les renseignements portant sur les livraisons de médicaments aux médecins.

## SECTION 12 : Emoluments

Emoluments

**Art. 103** <sup>1</sup> Les opérations effectuées en vertu de la présente ordonnance, telles notamment l'examen de requêtes, l'octroi d'autorisations, les inspections ou la prise d'autres mesures par les autorités compétentes donnent lieu à la perception d'un émolument mis à la charge du requérant ou de la personne concernée par la mesure.

<sup>2</sup> Le montant de l'émolument est fixé dans la législation sur les émoluments.

## SECTION 13 : Dispositions pénales et voies de droit

Compérage et avantages matériels

**Art. 104** <sup>1</sup> La liberté du patient quant au choix du fournisseur de soins doit être garantie.

<sup>2</sup> Toute forme de compérage ou d'association avec d'autres professionnels de la santé en vue d'exploiter une pharmacie, de vendre ou de remettre des médicaments est interdite.

<sup>3</sup> Il est notamment interdit d'octroyer, d'offrir ou de promettre des avantages matériels aux personnes qui prescrivent ou remettent des médicaments ainsi qu'aux organisations qui emploient de telles personnes.

<sup>4</sup> De même, les personnes qui prescrivent des médicaments et les organisations qui les emploient ne peuvent solliciter ou accepter de tels avantages.

Dispositions pénales

**Art. 105** <sup>1</sup> En cas d'infraction aux dispositions de la présente ordonnance, l'auteur encourt l'une des peines prévues dans la législation sanitaire et dans la législation relative aux produits thérapeutiques et aux stupéfiants.

<sup>2</sup> Sous réserve de dispositions contraires du droit fédéral ou cantonal, la poursuite pénale incombe aux autorités de la justice pénale.

Organes de police habilités à infliger des amendes d'ordre

**Art. 105a<sup>11)</sup>** Les organes de police habilités à infliger les amendes d'ordre prévues par la loi fédérale sur les stupéfiants<sup>2)</sup> sont :

- a) les agents en uniforme et en civil de la police cantonale;
- b) sur décision du conseil communal, les organes de la police en uniforme des communes.

Opposition et recours

**Art. 106** <sup>1</sup> Les décisions prises en vertu de la présente ordonnance sont sujettes à opposition conformément au Code de procédure administrative<sup>10)</sup>.

<sup>2</sup> La prise de mesures immédiates ne peut faire l'objet d'une procédure d'opposition.

<sup>3</sup> Aucune nouvelle procédure d'opposition ne peut être introduite après l'examen des échantillons qui ont fait l'objet de contestations.

<sup>4</sup> Les décisions rendues sur opposition sont sujettes à recours auprès de la Chambre administrative du Tribunal cantonal.

#### **SECTION 14 : Dispositions particulières, transitoires et finales<sup>12)</sup>**

Dispositions particulières concernant la vaccination contre la COVID-19

**Art. 106a<sup>13)</sup>** <sup>1</sup> Seuls les pharmaciens avec diplôme fédéral ou titre jugé équivalent, titulaires d'un certificat reconnu en vaccination, sont habilités à procéder à la vaccination selon les recommandations édictées par l'Office fédéral de la santé publique en contexte de pandémie. La validation de cette certification doit être obtenue tous les deux ans.

<sup>2</sup> Les pharmaciens souhaitant procéder à la vaccination doivent s'annoncer auprès du Service de la santé publique, en fournissant un dossier complet.

<sup>3</sup> Le Service de la santé publique opère un suivi détaillé et une surveillance de l'activité vaccinale en pharmacie.

<sup>4</sup> Le département auquel est rattaché le Service de la santé publique précise, par voie de directives, les modalités d'exécution nécessaires, en particulier celles concernant la procédure d'annonce et les types de vaccins pouvant être utilisés.

<sup>5</sup> Les conditions à la vaccination sont les suivantes :

- la pharmacie doit être équipée d'un local approprié à l'activité de vaccination, disposant d'une isolation phonique et optique et dans lequel de strictes conditions d'hygiène sont observées;
- un processus adéquat à suivre en cas de situation d'urgence est intégré dans le système d'assurance de qualité de la pharmacie;
- l'assurance responsabilité civile de la pharmacie doit couvrir le risque lié aux activités de vaccination;
- les pharmaciens doivent être en possession d'une formation en réanimation; le certificat valable BLS-AED Generic Provider est exigé.

<sup>6</sup> La vaccination ne peut être réalisée que sur des personnes âgées d'au moins 16 ans et ne présentant pas de risque particulier.

<sup>7</sup> Dans un contexte de pandémie, les pharmaciens répondant aux conditions de vaccination peuvent être sollicités à reconstituer les vaccins et à vacciner dans les centres de vaccination.

Dispositions  
transitoires

**Art. 107** <sup>1</sup> Les pharmaciens indépendants et d'établissement qui entendent poursuivre la fabrication en petites quantités des médicaments, selon leur propre formule ou selon une formule officinale, doivent requérir une autorisation conformément aux articles 21 et 42 dans un délai d'une année dès l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Les spécialités de comptoir mises sur le marché avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance doivent être annoncées au pharmacien cantonal dans un délai d'une année, conformément à l'article 22.

Abrogation

**Art. 108** Sont abrogées :

- a) l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 1994 sur les pharmacies, les drogueries et le commerce des produits thérapeutiques;
- b) l'ordonnance d'exécution du 6 décembre 1978 relative à la loi fédérale du 3 octobre 1951 sur les stupéfiants, ainsi qu'à l'ordonnance fédérale du 4 mars 1952.

Entrée en  
vigueur

**Art. 109** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Delémont, le 5 décembre 2006

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) [RS 812.21](#)
- 2) [RS 812.121](#)
- 3) [RS 812.121.1](#)
- 4) [RSJU 810.01](#)
- 5) [RSJU 812.21](#)
- 6) [RS 812.212.21](#)
- 7) [RS 812.213](#)
- 8) [RS 813.1](#)
- 9) [RS 311.0](#)
- 10) [RSJU 175.1](#)

11) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 novembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014

12) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 26 janvier 2021

13) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 26 janvier 2021



# Loi sur les déchets et les sites pollués (Loi sur les déchets, LDSP)

du 9 décembre 2020

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 36 de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE)<sup>1)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 4 décembre 2015 sur la limitation et l'élimination des déchets (OLED)<sup>2)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 22 juin 2005 sur les mouvements de déchets (OMoD)<sup>3)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 26 août 1998 sur l'assainissement des sites pollués (Ordonnance sur les sites contaminés, OSites)<sup>4)</sup>,

vu l'article 45, alinéa 1, de la Constitution cantonale<sup>5)</sup>,

*arrête :*

## SECTION 1 : Généralités

But et champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi a pour but de régler la gestion des déchets et des sites pollués en application de la législation fédérale en la matière.

<sup>2</sup> L'application des prescriptions particulières contenues dans d'autres textes législatifs demeure réservée.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Définitions

**Art. 3** Au sens de la présente loi, on entend par :

- a) "élimination" le traitement ou le stockage définitif des déchets, ainsi que les étapes préalables que sont la collecte, le transport ou le stockage provisoire;

- b) "traitement" toute modification physique, biologique ou chimique des déchets;
- c) "déchets" les choses meubles dont le détenteur se défait ou dont l'élimination est commandée par l'intérêt public;
- d) "déchets urbains" les déchets produits par les ménages ainsi que ceux provenant d'entreprises comptant moins de 250 postes à plein temps et dont la composition est comparable à celle des déchets ménagers en termes de matières contenues et de proportions;
- e) "biodéchets" les déchets d'origine végétale, animale ou microbienne;
- f) "déchets spéciaux" les déchets désignés comme tels dans l'annexe 1 à l'ordonnance du DETEC du 18 octobre 2005 concernant les listes pour les mouvements de déchets<sup>6)</sup>;
- g) "déchets spéciaux des ménages" les déchets spéciaux issus de produits et objets utilisés dans le cadre domestique;
- h) "déchets de chantier" les déchets produits lors de la construction, de la transformation ou de la déconstruction d'installations fixes;
- i) "sites pollués" les emplacements d'une étendue limitée pollués par des déchets; ces sites comprennent :
  - les sites de stockage définitifs : décharges désaffectées ou encore exploitées et tout autre lieu de stockage définitif de déchets; sont exclus les sites dans lesquels sont déposés exclusivement des matériaux d'excavation et des déblais non pollués;
  - les aires d'exploitation : sites pollués par des installations ou des exploitations désaffectées ou encore exploitées dans lesquelles ont été utilisées des substances dangereuses pour l'environnement;
  - les lieux d'accident : sites pollués à la suite d'événements extraordinaires, pannes d'exploitation y comprises;
- j) "sites contaminés" les sites pollués qui nécessitent un assainissement;
- k) "coûts de défaillance" la part des frais dus par des personnes non identifiables ou insolvables;
- l) "écopoint" le lieu de collecte et de tri situé dans les quartiers d'habitation et offrant à la population un moyen simple d'éliminer tout ou partie des déchets valorisables courants;
- m) "centre de collecte communal, intercommunal ou régional" le lieu de collecte et de tri pour une large gamme de déchets urbains destiné à accueillir les déchets encombrants et de grandes quantités de déchets valorisables;
- n) "centre de tri" l'installation permettant d'effectuer un tri et un conditionnement des déchets avant leur recyclage; le centre de tri se distingue des autres lieux de collecte par le traitement d'un plus grand nombre de déchets et d'un volume pouvant être nettement supérieur et provenant plus fréquemment de l'industrie et/ou de l'artisanat, ainsi que par le conditionnement et la valorisation des matériaux directement sur place;
- o) "suremballage" les conditionnements, notamment les plastiques et les cartons, qui entourent les produits destinés à la vente, sans être nécessaires à leur protection sanitaire ou à leur conservation.

Responsabilisation  
et campagnes  
d'information

**Art. 4** <sup>1</sup> Chacun veille à la limitation des déchets, à leur tri et à leur élimination conformément à la législation.

<sup>2</sup> L'Etat et les communes mènent des campagnes d'information, de sensibilisation et de réduction des déchets à la source.

Principe de  
causalité

**Art. 5** <sup>1</sup> Les frais résultant des mesures prescrites par la présente loi sont supportés par celui qui les a causés.

<sup>2</sup> Le détenteur de déchets assume le coût de leur élimination. Les exceptions prévues par la législation demeurent réservées.

Mesures  
préventives

**Art. 6** <sup>1</sup> Il est interdit de déposer des déchets en dehors des emplacements prévus à cet effet ainsi que de jeter ou d'abandonner de petites quantités de déchets tels que des emballages, y compris les bouteilles, les canettes et les sachets en plastique, des restes de repas, des chewing-gums, des papiers ou des mégots de cigarettes.

<sup>2</sup> Les exploitants informent le public sur la nature des déchets admis dans leurs installations.

<sup>3</sup> Les déchets solides ou liquides ne doivent pas être introduits dans les canalisations, les stations d'épuration ou les installations d'élimination de déchets s'ils peuvent nuire à l'existence, au fonctionnement ou au rendement de ces installations ou en aggraver l'impact sur l'environnement.

<sup>4</sup> L'incinération de tout déchet naturel est interdite dans les zones bâties et à proximité de celles-ci. L'autorité communale peut octroyer des dérogations. Pour le surplus, il est renvoyé aux dispositions fédérales en la matière.

Plan cantonal de  
gestion des  
déchets

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Gouvernement adopte un plan cantonal de gestion des déchets conformément à l'ordonnance fédérale sur la limitation et l'élimination des déchets<sup>2)</sup> et procède périodiquement à sa mise à jour.

<sup>2</sup> Le plan cantonal de gestion des déchets a force obligatoire pour les autorités.

Organisation au  
niveau des  
communes

**Art. 8** En vue d'accomplir, de manière efficace, les obligations que leur impose la présente loi, les communes peuvent se regrouper sous l'une des formes prévues par la législation sur les communes.

Utilisation  
conjointe  
d'installations

**Art. 9** L'Etat et les communes peuvent prendre une participation dans des centres agréés ou conclure des contrats en vue d'une utilisation conjointe d'installations de traitement.

Statistiques

**Art. 10** Les exploitants d'installations de traitement de déchets ainsi que les communes fournissent chaque année à l'Office de l'environnement les données nécessaires à l'établissement d'une statistique publique des déchets produits ou éliminés dans le canton.

## **SECTION 2 : Déchets urbains**

Principes  
d'élimination

**Art. 11** <sup>1</sup> Dans la mesure du possible, les déchets urbains doivent être valorisés.

<sup>2</sup> A défaut, ils sont éliminés dans des installations appropriées.

<sup>3</sup> Les communes mettent à disposition de leurs citoyens un ou plusieurs écopoints, ainsi qu'un centre de collecte communal, intercommunal ou régional.

Tâches des  
communes

**Art. 12** <sup>1</sup> La gestion des déchets urbains incombe aux communes.

<sup>2</sup> Les communes édictent un règlement sur la gestion des déchets et un règlement sur les tarifs.

<sup>3</sup> Ces règlements sont soumis au préavis de l'Office de l'environnement puis à l'approbation du délégué aux affaires communales.

Couverture des  
frais

**Art. 13** <sup>1</sup> Les communes prélèvent des taxes de manière à assurer l'autofinancement de la gestion des déchets urbains.

<sup>2</sup> Pour couvrir le financement de l'élimination des déchets, en particulier les déchets urbains incinérables, ainsi que la redevance au fonds pour la gestion des déchets (ci-après : "le fonds") prévue à l'article 43, les communes prélèvent une taxe causale.

<sup>3</sup> Pour couvrir les coûts fixes et les coûts de l'élimination des déchets pour lesquels il n'est pas prélevé de taxe à la quantité, les communes prélèvent une taxe de base.

<sup>4</sup> En cas de ramassage porte-à-porte régulier, une taxe causale est appliquée pour couvrir les coûts de la collecte.

Transport par rail **Art. 14** Le transport des déchets urbains se fait si possible par le rail.

Collecte séparée  
a) des biodéchets **Art. 15** <sup>1</sup> Les communes prescrivent la séparation à la source des biodéchets.

<sup>2</sup> Elles veillent à ce que les habitants disposent d'un lieu de collecte ou organisent un ramassage porte-à-porte.

<sup>3</sup> Demeure réservée la réglementation de la collecte des déchets de tables et de cuisine des établissements de la restauration.

b) des autres  
déchets urbains  
valorisables **Art. 16** <sup>1</sup> Les communes organisent la collecte séparée des autres déchets urbains valorisables, dont l'élimination n'incombe pas à des tiers en vertu de la législation fédérale, et veillent à leur élimination appropriée.

<sup>2</sup> Elles peuvent confier la collecte ou la gestion des autres déchets urbains valorisables à des tiers au moyen d'une concession.

c) des déchets  
encombrants **Art. 17** Les communes mettent en place des mesures de valorisation, organisent la collecte et veillent à l'élimination appropriée des déchets encombrants.

Suremballage **Art. 18** <sup>1</sup> Les commerces de détail doivent reprendre les emballages issus des produits qui viennent d'être achetés sur place et qui constituent un suremballage.

<sup>2</sup> Pour les commerces de détail dont la surface de vente est supérieure à 200 m<sup>2</sup>, une plateforme de déballage clairement visible est mise à disposition. L'Office de l'environnement peut octroyer une dérogation lorsqu'il est établi qu'un commerce de détail ne produit qu'une faible quantité de suremballage.

Manifestations  
Vaisselle  
réutilisable

**Art. 19** <sup>1</sup> Les organisateurs de manifestations doivent limiter la quantité de déchets produits, par l'utilisation de vaisselle réutilisable.

<sup>2</sup> Les communes peuvent déroger à cette obligation.

Zones d'apport

**Art. 20** <sup>1</sup> Le Gouvernement définit des zones d'apport pour les déchets urbains incinérables et leur attribue une installation d'élimination.

<sup>2</sup> Les exploitants d'installations d'élimination des déchets urbains incinérables sont tenus de prendre en charge ces déchets de leur zone d'apport.

### SECTION 3 : Déchets spéciaux

Déchets spéciaux  
des ménages

**Art. 21** <sup>1</sup> L'Etat organise la collecte des déchets spéciaux des ménages en collaboration avec les communes et se charge de leur élimination.

<sup>2</sup> L'obligation de reprise de certains déchets prévue par le droit fédéral est réservée.

Déchets spéciaux  
des entreprises  
a) Rôle de l'Etat

**Art. 22** L'Etat élimine les déchets spéciaux d'entreprises dont les détenteurs ne sont pas identifiables ou sont insolvables.

b) Rôle des  
entreprises

**Art. 23** Les entreprises doivent éliminer les déchets spéciaux qu'elles produisent et les traiter :

- a) soit au moyen de leurs propres installations, si elles sont agréées;
- b) soit en les remettant à un centre de traitement agréé.

### SECTION 4 : Déchets de chantiers

Tri

**Art. 24** <sup>1</sup> Les déchets produits lors de travaux de construction, de transformation ou de déconstruction d'installations fixes doivent être triés sur place et éliminés séparément.

<sup>2</sup> Les preuves de l'élimination doivent être conservées durant cinq ans.

<sup>3</sup> Celui qui découvre des déchets ou des matériaux pollués dans le cadre de travaux d'excavation est tenu d'en informer l'Office de l'environnement.

Modes  
d'élimination

**Art. 25** <sup>1</sup> Les déchets de chantier doivent être valorisés en tant que matières lorsque leurs propriétés le permettent. A défaut, ils sont valorisés thermiquement ou, en dernier recours, éliminés en décharge agréée.

<sup>2</sup> Pour autant qu'ils ne représentent pas une atteinte à l'environnement, à la nature ou au paysage, les matériaux d'excavation et déblais non pollués peuvent être utilisés pour effectuer des remblayages hors de la zone à bâtir si ceux-ci permettent d'améliorer significativement la fertilité des sols ou la sécurité des personnes travaillant sur les biens-fonds concernés.

<sup>3</sup> Le département auquel est rattaché l'Office de l'environnement (ci-après : "le Département") édicte les directives nécessaires.

Zones d'apport

**Art. 26** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut définir des zones d'apport pour les déchets de chantiers incinérables.

<sup>2</sup> Les exploitants d'installations d'élimination des déchets de chantier incinérables pour lesquels une zone d'apport a été définie sont tenus de prendre en charge les déchets concernés de leur zone d'apport.

Mesures  
incitatives

**Art. 27** <sup>1</sup> Lors de travaux de construction, le maître d'ouvrage veille à privilégier l'utilisation de matériaux recyclés.

<sup>2</sup> L'Etat, par le Service des infrastructures, fixe des taux minimaux d'utilisation de matériaux recyclés pour ses propres chantiers et ceux qu'il subventionne.

<sup>3</sup> Le Service des infrastructures informe les architectes, les ingénieurs et les communes des évolutions techniques permettant d'augmenter la part d'utilisation de matériaux recyclés.

## SECTION 5 : Autres déchets

Boues d'épuration

**Art. 28** Les boues des installations individuelles doivent être traitées dans une station centrale d'épuration des eaux.

Autres déchets

**Art. 29** Les déchets non mentionnés dans la présente loi sont gérés conformément à la législation fédérale en la matière.

Zones d'apport

**Art. 30** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut définir des zones d'apport pour certains types de déchets particuliers.

<sup>2</sup> Les exploitants d'installations d'élimination des déchets pour lesquels une zone d'apport a été définie sont tenus de prendre en charge les déchets concernés de leur zone d'apport.

## SECTION 6 : Décharges et installations de traitement des déchets

Régime  
d'autorisation  
a) Décharge

**Art. 31** La construction, l'aménagement, l'agrandissement et l'exploitation d'une décharge nécessitent une autorisation. La législation cantonale sur les constructions et l'aménagement du territoire et l'ordonnance fédérale du 19 octobre 1988 relative à l'étude de l'impact sur l'environnement<sup>2</sup> sont réservées.

b) Installation de  
traitement des  
déchets

**Art. 32** La construction, l'agrandissement et l'exploitation d'une installation de traitement des déchets nécessite une autorisation. La législation cantonale sur les constructions et l'aménagement du territoire et l'ordonnance fédérale relative à l'étude de l'impact sur l'environnement<sup>2</sup> sont réservées.

Délivrance

**Art. 33** <sup>1</sup> Les autorisations d'aménager et d'exploiter une décharge ou d'exploiter une installation de traitement des déchets sont délivrées si l'aménagement et l'exploitation répondent aux exigences de la législation fédérale et cantonale en la matière.

<sup>2</sup> En complément aux indications exigées par l'ordonnance fédérale sur la limitation et l'élimination des déchets<sup>2</sup>, l'autorisation définit en particulier :

- a) la quantité et la composition des déchets admissibles;
- b) le contrôle des déchets lors de leur réception;
- c) le mode d'élimination des déchets;
- d) les exigences concernant l'équipement de l'entreprise et les qualifications requises des spécialistes chargés de l'exploitation.

<sup>3</sup> La validité de l'autorisation d'exploiter une décharge ou une installation de traitement des déchets est limitée à cinq ans au maximum.

Caractère public  
des décharges et  
des centres de tri

**Art. 34** Dans les limites de la législation et de l'autorisation d'exploiter, l'exploitant d'une décharge ou d'un centre de tri est tenu d'accepter les déchets de toute personne ou entreprise à des conditions commerciales correspondant aux conditions du marché.



Déchets hors  
canton

**Art. 35** Des quotas de prise en charge de déchets provenant de l'extérieur du canton peuvent être définis dans les autorisations d'exploiter.

## SECTION 7 : Gestion des sites pollués

Cadastre cantonal  
des sites pollués

**Art. 36** L'Office de l'environnement tient à jour le cadastre cantonal des sites pollués.

Planification

**Art. 37** <sup>1</sup> L'Office de l'environnement planifie les mesures d'investigation et d'assainissement de l'ensemble des sites pollués inscrits au cadastre cantonal.

<sup>2</sup> Il veille à la réalisation de l'ensemble des mesures jusqu'à fin 2030 au plus tard s'agissant des investigations et jusqu'à fin 2050 au plus tard s'agissant des assainissements. Les cas particuliers sont réservés.

Exécution des  
mesures

**Art. 38** <sup>1</sup> Les mesures nécessaires d'investigation, de surveillance ou d'assainissement sont à prendre en premier lieu par le détenteur du site.

<sup>2</sup> L'exécution de ces mesures peut être confiée par convention à l'Etat lorsqu'il paraît vraisemblable qu'elles seront en majeure partie financées par des subventions au sens de l'article 39, alinéa 2 ou, exceptionnellement, dans des cas particuliers où une telle convention permet de faciliter l'exécution de ces mesures.

<sup>3</sup> Dans les cas où il est établi qu'un tiers sera appelé à supporter une part importante des frais, l'Office de l'environnement peut désigner celui-ci comme responsable des mesures à prendre.

<sup>4</sup> L'Office de l'environnement fixe le délai dans lequel des mesures doivent être prises et ordonne, au besoin, l'exécution par substitution.

<sup>5</sup> La créance de l'Etat est garantie par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>8)</sup>.

Répartition des  
frais

**Art. 39** <sup>1</sup> Celui qui est à l'origine des mesures nécessaires assume les frais d'investigation, de surveillance et d'assainissement du site pollué. Au surplus, il est renvoyé à l'article 32d de la loi fédérale sur la protection de l'environnement<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> L'Etat peut octroyer des subventions aux communes pour les frais d'investigation, de surveillance et d'assainissement des anciennes décharges communales.

<sup>3</sup> La subvention cantonale s'élève en principe à 40 % des coûts d'investigation, de surveillance et d'assainissement. Ce taux peut être augmenté en valeur absolue de 10 % au maximum en cas d'exigences et de charges exceptionnelles visant à protéger l'environnement ou lorsque les projets sont particulièrement onéreux par rapport à la population concernée. Le Département fixe par voie de directives les critères d'octroi des subventions cantonales.

## SECTION 8 : Garanties financières

Décharges et installations de traitement des déchets

**Art. 40** <sup>1</sup> Quiconque exploite une décharge ou une installation de traitement des déchets doit en garantir, sous une forme adéquate, la couverture des frais de fermeture, d'évacuation des déchets, d'interventions ultérieures et d'assainissement.

<sup>2</sup> La garantie est libérée si la décharge ou l'installation de traitement des déchets n'est plus en exploitation et que le site ne présente plus de risque d'atteinte nuisible ou incommodante.

Autorité

**Art. 41** L'Office de l'environnement est compétent pour fixer les garanties financières fondées sur la législation relative à la protection de l'environnement.

## SECTION 9 : Fonds pour la gestion des déchets

Fonds pour la gestion des déchets

**Art. 42** <sup>1</sup> Un fonds est créé pour le financement des mesures de gestion des déchets et des sites pollués à charge de l'Etat. Il est géré par l'Office de l'environnement.

<sup>2</sup> Le fonds est alimenté de la façon suivante :

- a) par une redevance prélevée sur chaque tonne ou m<sup>3</sup> de déchets stockés de manière définitive en décharge ou utilisé dans le cadre d'un remblayage hors de la zone à bâtir sur le territoire jurassien;
- b) par une redevance prélevée sur chaque tonne de déchets incinérables produits sur le territoire jurassien ou provenant de l'extérieur du canton mais conditionnés sur le territoire jurassien;

- c) par des contributions de l'Etat fixées en fonction de l'état du fonds, des besoins à court terme et des disponibilités budgétaires.

<sup>3</sup> La redevance est perçue auprès des exploitants de décharges, des communes, des exploitants de centres de tri ou, pour les autres cas, auprès des producteurs de déchets ou du requérant d'un remblayage hors de la zone à bâtir.

<sup>4</sup> Les personnes assujetties à la redevance tiennent à la disposition de l'Office de l'environnement tous les documents nécessaires à la vérification des indications fournies. Celui-ci est habilité à effectuer des contrôles.

<sup>5</sup> Le fonds est utilisé pour financer :

- a) les coûts de défaillance à charge de l'Etat;
- b) les subventions accordées aux communes pour les mesures d'investigation, de surveillance et d'assainissement des anciennes décharges communales;
- c) les études nécessaires à la réalisation de projets cantonaux ou intercantonaux dans le domaine des déchets;
- d) les outils de suivi et les frais particuliers de l'Office de l'environnement en lien avec la gestion des déchets et des sites pollués;
- e) les campagnes d'information, de sensibilisation et de réduction des déchets à la source en complément aux campagnes réalisées par les communes;
- f) la collecte et l'élimination des déchets spéciaux.

<sup>6</sup> L'organe compétent en matière financière statue sur l'octroi des montants prélevés sur le fonds.

<sup>7</sup> L'Office de l'environnement établit annuellement un rapport sur la gestion du fonds.

Fixation des  
redevances

**Art. 43** Le Gouvernement fixe, par voie d'arrêté, les redevances jusqu'aux montants maximaux suivants :

- a) déchets incinérables : 35 francs par tonne;
- b) déchets stockés de manière définitive dans une décharge de type A, ainsi que matériaux utilisés lors d'un remblayage hors de la zone à bâtir : 3 francs par m<sup>3</sup>;
- c) déchets stockés de manière définitive dans une décharge de type B : 15 francs par tonne;
- d) déchets stockés de manière définitive dans une décharge de types D-E : 30 francs par tonne.

Affectation des redevances

**Art. 44** La redevance est versée dans le fonds.

## SECTION 10 : Autorités compétentes et exécution

1. Communes  
Tâches  
a) En général

**Art. 45** <sup>1</sup> Sous réserve des tâches qui incombent à l'Etat, les communes veillent à l'application des prescriptions fédérales et cantonales relatives aux déchets urbains, aux déchets de voirie y compris ceux provenant de l'entretien des routes communales ainsi qu'aux déchets de l'épuration des eaux usées.

<sup>2</sup> Dans les limites de l'alinéa 1, les communes assument le coût de l'élimination des déchets dont le détenteur ne peut être identifié ou est insolvable.

<sup>3</sup> Les communes organisent et réglementent le tri, la collecte et le transport des déchets urbains jusqu'aux installations d'élimination.

<sup>4</sup> Les communes peuvent confier à des tiers l'accomplissement des tâches que la présente loi leur impose.

b) En matière de police des déchets

**Art. 46** <sup>1</sup> L'autorité communale ordonne le rétablissement conforme à la loi lorsqu'elle constate un état de fait illicite ou la non-observation d'une prescription ou d'une décision exécutoire concernant notamment :

- a) l'utilisation du service de collecte des déchets et des équipements qui en font partie;
- b) l'évacuation de déchets, de matériaux et d'objets usagés;
- c) la remise en état du terrain.

<sup>2</sup> Les règles régissant la police des constructions et la police des eaux sont applicables par analogie.

2. Office de l'environnement  
a) Compétences

**Art. 47** <sup>1</sup> L'Office de l'environnement est chargé de l'application des législations fédérale et cantonale en matière de déchets et de sites pollués.

<sup>2</sup> Le cas échéant, il ordonne aux communes qui n'assument pas leurs obligations de prendre les mesures découlant de la présente loi et, si nécessaire, agit à leur place et à leurs frais.

<sup>3</sup> Dans des cas particuliers, il prend des mesures de police à la place de la commune et aux frais de celle-ci.

## b) Tâches

**Art. 48** <sup>1</sup> L'Office de l'environnement assume notamment les tâches suivantes :

- a) la délivrance des autorisations requises par la législation;
- b) la mise en œuvre du plan de gestion des déchets;
- c) l'administration du fonds et le traitement des demandes de financement;
- d) le contrôle des installations d'élimination des déchets soumises à autorisation conformément aux articles 31 et 32;
- e) le contrôle de la gestion des déchets conforme à la loi;
- f) le suivi des anciennes décharges et des autres sites pollués;
- g) l'obtention des subventions de la Confédération et représentation de l'allocataire devant les autorités fédérales.

<sup>2</sup> Il peut confier à des tiers l'accomplissement des tâches que la présente loi lui impose, notamment en matière de contrôle et de surveillance.

## 3. Département

**Art. 49** La haute surveillance de l'application de la présente loi, de ses dispositions d'exécution et des décisions qui en découlent incombe au Département qui l'exerce au nom du Gouvernement.

## 4. Commission consultative pour les déchets et les sites pollués

**Art. 50** <sup>1</sup> Une commission consultative pour les déchets et les sites pollués est créée. Elle est composée de six à dix membres nommés par le Gouvernement pour la législature.

<sup>2</sup> La commission est composée de membres issus des syndicats ou des groupements de communes des trois districts chargés de la gestion des déchets, de l'association jurassienne des communes et de l'Office de l'environnement. Des spécialistes et des représentants d'associations peuvent être invités à participer aux séances.

<sup>3</sup> La commission vise à établir une collaboration efficiente entre l'Etat et les communes. Elle a pour rôle de :

- a) discuter de la politique générale des déchets et thématiser les problématiques nouvelles en matière de gestion de ceux-ci;
- b) discuter de la politique générale des sites pollués;
- c) contribuer à fédérer les intérêts des collectivités publiques.

<sup>4</sup> La présidence et le secrétariat sont assumés par l'Office de l'environnement.

<sup>5</sup> La commission se réunit au moins une fois par année.

## SECTION 11 : Dispositions pénales et voies de droit

Dispositions  
pénales

**Art. 51** <sup>1</sup> Celui qui, intentionnellement :

- a) aura déposé des déchets en dehors des emplacements prévus à cet effet,
- b) aura jeté ou abandonné de petites quantités de déchets tels que des emballages, y compris les bouteilles, les canettes et les sachets en plastique, des restes de repas, des chewing-gums, des papiers ou des mégots de cigarettes,
- c) aura introduit des déchets solides ou liquides dans des installations non autorisées,
- d) aura livré des déchets à des personnes ou à des entreprises non titulaires d'une autorisation ou non agréées,
- e) aura collecté, traité des déchets ou exploité une installation de traitement des déchets sans autorisation ou sans avoir été agréé,
- f) aura omis ou refusé de communiquer à l'Office de l'environnement les indications sur les quantités de déchets qui sont nécessaires pour calculer la redevance sur les déchets, ou l'aura fait de manière inappropriée ou fallacieuse,
- g) aura omis ou refusé de communiquer à l'Office de l'environnement les statistiques de collecte ou de traitement des déchets,
- h) n'aura pas observé des prescriptions ou des décisions exécutoires en matière d'élimination des déchets,
- i) aura contrevenu de toute autre manière à la présente loi ou à ses dispositions d'exécution,

sera puni d'une amende de 20 000 francs au plus, à moins que l'état de fait ne constitue une infraction au sens de la loi fédérale sur la protection de l'environnement<sup>1)</sup>. Si l'auteur a agi par négligence, l'amende sera de 10 000 francs au plus. Dans les cas graves, une amende de 50 000 francs au plus pourra être prononcée.

<sup>2</sup> La tentative et la complicité sont punissables.

<sup>3</sup> L'Office de l'environnement et les communes peuvent exercer les droits d'une partie dans une procédure pénale.

Opposition et  
recours

**Art. 52** <sup>1</sup> Les décisions rendues en vertu de la présente loi et de ses dispositions d'exécution sont sujettes à opposition et à recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>9)</sup>.

<sup>2</sup> Le droit de recours du Canton, des communes, des cantons voisins, de la Confédération et des organisations dont le but est la protection de l'environnement est régi par la loi fédérale sur la protection de l'environnement<sup>1)</sup>.

<sup>3</sup> Le Département exerce le droit de recours dévolu au Canton lorsque des atteintes émanant d'un canton voisin affectent son territoire.

## SECTION 12 : Dispositions transitoires

Procédures en cours

**Art. 53** Les projets déposés avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont en règle générale traités selon le nouveau droit.

Centres de collecte communaux, intercommunaux ou régionaux

**Art. 54** Les communes disposent d'un délai de quatre ans depuis l'entrée en vigueur de la présente loi pour mettre à disposition de leurs citoyens un centre de collecte communal, intercommunal ou régional.

## SECTION 13 : Dispositions finales

Dispositions d'exécution  
a) Gouvernement

**Art. 55** Le Gouvernement édicte les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi.

b) Département

**Art. 56** Le Département édicte les directives et les prescriptions techniques nécessaires à l'application de la présente loi.

Modification du droit en vigueur

**Art. 57** La loi du 29 janvier 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre<sup>10)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 6, alinéa 2, lettre k  
...<sup>11)</sup>

Abrogation

**Art. 58** Sont abrogés :

- la loi du 24 mars 1999 sur les déchets;
- le décret du 24 mars 1999 sur le financement de la gestion des déchets.

Référendum

**Art. 59** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en vigueur **Art. 60** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>12)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 9 décembre 2020

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Eric Dobler  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

Les articles 3 à 12, 15 à 45, 47 à 49, 55, 56 et 60 ont été approuvés par le  
Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de  
la communication le 20 décembre 2021

1) [RS 814.01](#)

2) [RS 814.600](#)

3) [RS 814.610](#)

4) [RS 814.680](#)

5) [RSJU 101](#)

6) [RS 814.610.1](#)

7) [RS 814.011](#)

8) [RSJU 211.1](#)

9) [RSJU 175.1](#)

10) [RSJU 324.1](#)

11) Texte inséré dans ladite loi

12) 1<sup>er</sup> mars 2021,  
sauf article 19 : 1<sup>er</sup> janvier 2022



**Ordonnance  
d'exécution de la loi du 26 octobre 1978 portant  
introduction de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et  
survivants**

du 6 décembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'article 25 de la loi du 26 octobre 1978<sup>2)</sup> portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (dénommée ci-après : "loi introductive"),

*arrête :*

**SECTION 1 : Caisse de compensation**

**Article premier** La Caisse de compensation du canton du Jura (appelée ci-après : "Caisse cantonale de compensation") exécute toutes les tâches qui lui sont assignées par la loi introductive et par les prescriptions fédérales en vigueur.

**Art. 2** La Caisse cantonale de compensation veille à la liquidation uniforme et régulière des affaires qui sont de son ressort et du ressort des agences. Elle émet à cet effet des prescriptions générales de service et, dans les cas particuliers, des instructions.

**Art. 3** La Caisse cantonale de compensation traite notamment les affaires suivantes à son siège central :

- a) elle fixe les cotisations des personnes de condition indépendante et des personnes sans activité lucrative;
- b) elle tient toute la comptabilité de la Caisse de compensation, y compris celle des agences;
- c) elle tient les comptes individuels de cotisations des assurés;
- d) elle fixe et verse les rentes;
- e) elle tranche quant aux demandes de remise;
- f) elle tranche quant aux demandes de réduction des cotisations;
- g) elle s'occupe des encaissements par voie de droit;

- h) elle s'occupe des amendes et des affaires pénales;
- i) elle verse les allocations familiales agricoles selon les prescriptions de la loi fédérale sur les allocations familiales dans l'agriculture<sup>3)</sup>;
- j) elle délivre les certificats d'assurance aux agences communales AVS.

**Art. 4** Le Gouvernement peut charger une agence de l'une ou l'autre des tâches incombant à la Caisse cantonale de compensation, lorsque cette agence est gérée à titre de fonction principale et que la chose est conciliable avec les principes d'une administration rationnelle, tant en ce qui concerne la Caisse cantonale de compensation que l'agence dont il s'agit.

**Art. 5** <sup>1</sup> La Caisse cantonale de compensation traite directement avec les agences. Celles-ci doivent lui remettre périodiquement et conformément à ses instructions les avis exigés et les pièces concernant leur administration.

<sup>2</sup> La Caisse cantonale de compensation a la compétence d'édicter elle-même des dispositions entrant dans la compétence des agences, ainsi que d'annuler ou de modifier des dispositions édictées par elles.

**Art. 6** <sup>1</sup> Les agences instituées dans les communes en vertu des articles 5 et 6 de la loi introductive portent la désignation de "agence communale AVS".

<sup>2</sup> Elles sont dirigées par un préposé à l'agence communale AVS (dénommé ci-après : "préposé"), auquel la commune adjoint le personnel nécessaire.

**Art. 7** <sup>1</sup> Le préposé est nommé pour une période déterminée par le conseil communal ou par l'assemblée communale. Il doit posséder les connaissances professionnelles permettant de diriger un bureau et les qualités que l'on exige dans les rapports avec le public.

<sup>2</sup> La charge de préposé peut aussi être confiée à titre accessoire à un fonctionnaire ou employé de la commune, ou encore à un tiers.

<sup>3</sup> Le préposé et son personnel sont soumis aux mêmes prescriptions légales et réglementaires que les autres fonctionnaires et employés de la commune.

**Art. 8** <sup>1</sup> La commune met à la disposition du préposé les locaux appropriés, à moins qu'il ne dispose déjà d'un bureau. Elle lui fournit en outre les installations de bureau et le matériel nécessaire.

<sup>2</sup> Le bureau doit être ouvert au public pendant les heures que fixe le conseil communal.

**Art. 9** <sup>1</sup> Le conseil communal signale à temps à la Caisse cantonale de compensation et à l'Office des assurances sociales tout changement pouvant intervenir dans la gérance de l'agence communale AVS.

<sup>2</sup> Le conseil communal veille, d'entente avec la Caisse cantonale de compensation, à ce que le nouveau préposé soit initié à fond à ses fonctions, de façon à assurer la continuation régulière des affaires de l'agence communale AVS.

<sup>3</sup> La remise de l'agence communale AVS de l'ancien préposé au nouveau a lieu en présence d'un représentant du conseil communal et d'un représentant de la Caisse cantonale de compensation; elle est consignée dans un procès-verbal mentionnant en particulier les pièces remises, l'état du compte de chèques postaux et des affaires au jour de la remise.

<sup>4</sup> Le procès-verbal est établi en cinq exemplaires; il est signé par le représentant du conseil communal, de même que par l'ancien et le nouveau préposé. Un exemplaire est adressé immédiatement à la Caisse cantonale de compensation, un autre à l'Office des assurances sociales. Le conseil communal, l'ancien et le nouveau préposé en reçoivent également chacun un.

**Art. 10** <sup>1</sup> L'agence communale AVS exécute dans la commune, en vertu de l'article 5, alinéa 1, de la loi introductive, les mesures découlant des tâches assignées à la Caisse cantonale de compensation.

<sup>2</sup> L'agence communale AVS a, dans ce cadre et conformément aux prescriptions de service ainsi qu'aux dispositions organiques de la Caisse de compensation, les attributions suivantes :

1. Elle dresse l'état des personnes sujettes à cotisations et à décomptes de la commune, c'est-à-dire tous les employeurs, les personnes de condition indépendante, les personnes n'exerçant pas d'activité lucrative, les employés et ouvriers, pour autant qu'ils ne soient pas affiliés à une caisse de compensation professionnelle. Elle communique à la Caisse cantonale de compensations toutes les mutations que subit l'état des assujettis à décompte.
2. Elle contrôle si tous les assujettis à cotisation de la commune sont affiliés à une caisse de compensation. Le conseil communal institue à cet effet un service de communication entre le préposé au registre des domiciles et l'agence communale AVS.
3. Elle transmet les certificats d'assurance aux assurés.
4. Elle perçoit les cotisations des employeurs, employés et ouvriers des personnes de condition indépendante et de celles sans activité lucrative. Elle tient les contrôles voulus des cotisations et des sommations.
5. Elle reçoit, examine et rectifie les formules d'inscription pour l'obtention des rentes ordinaires et des rentes transitoires. Elle vérifie périodiquement la situation personnelle des bénéficiaires de rentes et notamment les conditions de revenu et de fortune des bénéficiaires de rentes transitoires.
6. Elle reçoit, examine et rectifie les questionnaires et certificats des jours de service pour militaires; elle fixe et verse l'allocation pour jours de service. La Caisse cantonale de compensation fixe elle-même l'allocation dans les cas spéciaux et pour les catégories de bénéficiaires désignées par elle.
7. Elle reçoit, examine et rectifie les questionnaires, certificats de travail ou cartes de quittances pour travailleurs agricoles, ainsi que les questionnaires et feuilles annexes pour paysans de la montagne.
8. Elle applique la procédure des sommations. Elle procède aux recherches nécessaires en vue de fournir les informations nécessaires à la décision de taxation de la Caisse cantonale de compensation.
9. Elle procède aux recherches nécessaires en vue du paiement des cotisations arriérées ou du remboursement de cotisations, du remboursement ou du paiement complémentaire d'allocations.
10. Elle procède aux recherches exigées dans un but de statistique.
11. Elle signale immédiatement les actes punissables à la Caisse cantonale de compensation.
12. Elle fournit toutes communications exigées par la Caisse de compensation ou qui peuvent être dans l'intérêt de la marche des affaires.
13. Elle répond aux demandes de renseignements, remet les formules et les prescriptions légales qu'on lui demande.
14. Elle procède de la manière appropriée à la publication officielle des prescriptions en vigueur et des ordres émis par la Caisse cantonale de compensation.

**Art. 11** <sup>1</sup> L'agence communale AVS se fait ouvrir un compte de chèques postaux propre, qui ne doit servir aux opérations de fonds d'aucune des autres branches de l'administration communale. Toutes les opérations de fonds de l'agence communale AVS se font par l'intermédiaire de ce compte de chèques.

<sup>2</sup> L'agence communale AVS tient un contrôle de ses opérations par le compte de chèques et en adresse de façon continue les pièces justificatives à la Caisse cantonale de compensation aux fins de comptabilisation.

<sup>3</sup> Les comptes de chèques postaux des agences communales AVS constituent une partie intégrante de la comptabilité de la Caisse cantonale de compensation.

<sup>4</sup> Le titulaire du compte de chèques postaux délivre à la Caisse cantonale de compensation et aux organes légaux de contrôle la procuration leur permettant d'obtenir de l'office des chèques postaux des avis de situation, ainsi que des extraits de compte.

**Art. 12** <sup>1</sup> L'organisation des agences communales AVS doit être comprise de telle sorte qu'elle soit conforme aux principes d'une administration rationnelle.

<sup>2</sup> Les agences communales AVS établissent ou se procurent, dans le cadre de leurs attributions, les pièces et documents prescrits par les dispositions législatives et par les instructions de la Caisse cantonale de compensation. Les préposés les envoient à la Caisse cantonale de compensation dans les délais fixés par cette dernière. Demeurent réservées les prescriptions spéciales établies par la Caisse cantonale de compensation conformément à l'article 4 ci-dessus à l'intention d'agences communales AVS déterminées.

<sup>3</sup> Les pièces et dossiers dont la Caisse cantonale de compensation n'a pas un usage courant, ainsi que les dispositions légales et les prescriptions générales de service, sont classés d'une manière claire et conservés séparément de pièces pouvant appartenir à l'agence communale AVS et concernant d'autres affaires. La Caisse cantonale de compensation indique l'état des pièces qu'il faut conserver dans les archives de la commune.

## **SECTION 2 : Contributions aux frais d'administration des personnes tenues à décompte**

**Art. 13** <sup>1</sup> Une contribution aux frais d'administration de 2,5 %<sup>4)</sup> des cotisations à verser à la caisse de compensation est perçue des employeurs, des personnes exerçant une activité lucrative et des personnes sans activité lucrative.

<sup>2</sup> Les employeurs paient une contribution aux frais d'administration de 2,3 % s'ils utilisent la plate-forme informatique sécurisée de la caisse de compensation pour déposer leur déclaration de salaires selon le standard agréé ou pour encoder leur déclaration de salaires.<sup>14)</sup>

**Art. 14** <sup>1</sup> Les employeurs qui versent chaque année, au titre des salaires soumis à cotisation, une somme de 600 000 francs et plus paient, avec l'autorisation de la Caisse cantonale de compensation, une contribution aux frais d'administration de 1,5 %<sup>4)</sup> du montant total des cotisations qu'ils doivent décompter avec la caisse de compensation.

<sup>1bis</sup> Les employeurs visés à l'alinéa 1 paient une contribution aux frais d'administration de 1,3 % s'ils utilisent la plate-forme informatique sécurisée de la caisse de compensation pour déposer leur déclaration de salaires selon le standard agréé ou pour encoder leur déclaration de salaires.<sup>5)15)</sup>

<sup>1ter</sup> Les employeurs visés à l'alinéa 1, qui versent chaque année, au titre des salaires soumis à cotisation, une somme de cinq millions de francs et plus, paient une contribution aux frais d'administration de 1 % s'ils utilisent la plate-forme informatique sécurisée de la caisse de compensation pour déposer leur déclaration de salaires selon le standard agréé.<sup>6)15)</sup>

<sup>1quater</sup> Les employeurs visés à l'alinéa 1<sup>ter</sup>, qui versent chaque année, au titre des salaires soumis à cotisation, une somme de deux cent millions de francs et plus, paient une contribution aux frais d'administration de 0,8 %.<sup>16)</sup>

<sup>2</sup> L'autorisation d'appliquer le taux des frais prévu à l'alinéa 1 n'est accordée que sur demande écrite et à la condition que l'employeur prouve qu'il tient une comptabilité bien ordonnée et des comptes individuels de salaire (carte de salaire, feuille personnelle) pour tous ses employés où toutes les prestations entrant dans le salaire déterminant sont déclarées. En outre, la condition supplémentaire de l'alinéa 3 doit être remplie.

<sup>3</sup> L'employeur est tenu de présenter sur la formule officielle, à la fin de chaque année pour l'année écoulée, un relevé (attestation de salaire) des salaires versés et comptabilisés en faveur de chaque employé. Il appartient à la Caisse cantonale de compensation d'établir cette formule et de fixer le délai de sa remise. En outre, l'employeur a l'obligation de verser chaque mois des acomptes en chiffre rond correspondant approximativement aux montants mensuels dus par l'exploitation.

**Art. 15** <sup>1</sup> Il n'est pas prélevé de contributions aux frais d'administration chez les personnes sans revenu dont la cotisation est versée par l'autorité d'assistance.

<sup>2</sup> Il en est de même des cotisations mises à la charge des communes, en cas de remise conformément à l'article 21 de la loi introductive.

**Art. 16** La Caisse cantonale de compensation émet les directives nécessaires en ce qui concerne la perception des contributions aux frais d'administration.

**Art. 17** Au cas où des modifications pourraient être apportées par de nouvelles prescriptions fédérales en matière de contributions aux frais d'administration ou de subsides de la Confédération aux frais d'administration, le Gouvernement prendra les décisions nécessaires en attendant qu'une nouvelle ordonnance d'exécution soit établie, et ce par arrêté qui sera publié dans le Journal officiel.

### **SECTION 3 : Contributions de la Caisse cantonale de compensation aux frais d'administration des communes**

**Art. 18** Le Gouvernement fixe chaque année l'allocation pour frais d'administration prévue à l'article 9 de la loi introductive, ainsi que le montant des quotes-parts qui sont à répartir entre les communes sur la base des différents facteurs.

**Art. 19** <sup>1</sup> L'allocation totale est fixée d'après les moyens disponibles de l'année comptable écoulée; elle comprend une quote-part de base et une allocation variable.

<sup>2</sup> La quote-part de base est constituée par une allocation égale pour toutes les agences.

<sup>3</sup> L'allocation variable est répartie en parts attribuées aux communes selon les dispositions de la loi concernant la péréquation financière<sup>11),10)</sup>

**Art. 20** <sup>1</sup> Lorsqu'une agence se voit assigner d'autres tâches conformément à l'article 4 de la présente ordonnance, le Gouvernement fixe pour l'agence en cause une allocation supplémentaire.

<sup>2</sup> Ces allocations supplémentaires sont déduites en premier lieu des sommes totales disponibles pour les allocations aux frais d'administration selon l'article 19 de la présente ordonnance.

**Art. 21** Le Gouvernement se réserve la faculté de réduire, sur proposition du Département de la Santé et des Affaires sociales<sup>7)</sup>, les allocations aux frais d'administration prévues aux articles 18 à 20 de la présente ordonnance, si les affaires d'une agence sont administrées d'une manière défectueuse ou si des travaux spéciaux doivent être accomplis pour les agences par les organes de la Caisse cantonale de compensation ou par l'office de revision.

#### **SECTION 4 : Revision et contrôle**

**Art. 22** <sup>1</sup> Le Gouvernement désigne une société fiduciaire en qualité d'organe de revision de la Caisse cantonale de compensation, conformément à l'article 68, alinéa 1, de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants<sup>8)</sup> et aux dispositions d'exécution y relatives.

<sup>2</sup> Cet organe est chargé en particulier de la revision de la Caisse cantonale de compensation, ainsi que des agences auxquelles ont été confiées des tâches spéciales en vertu de l'article 4 de la présente ordonnance.

<sup>3</sup> L'organe de revision a la faculté d'étendre ses investigations, soit de son propre chef, soit à la demande du directeur de la caisse, à d'autres agences communales AVS si cette mesure répond aux nécessités d'une revision appropriée.



<sup>4</sup> Les prescriptions fédérales en vigueur s'appliquent à la manière d'opérer la revision.

**Art. 23** <sup>1</sup> La Caisse cantonale de compensation est chargée du contrôle de l'organisation et de l'administration des agences communales AVS, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'agences soumises à la revision prévue à l'article 22, alinéa 2, ci-dessus.

<sup>2</sup> La Caisse cantonale de compensation est autorisée à faire opérer le contrôle par un de ses employés qualifiés pour ce travail.

<sup>3</sup> Le contrôle a lieu sur place au moins tous les deux ans. Le résultat en est consigné dans un rapport adressé au Département de la Santé et des Affaires sociales<sup>71</sup> et au conseil communal à l'intention du préposé.

<sup>4</sup> Le contrôle de la Caisse cantonale de compensation concerne en particulier l'organisation de l'agence communale AVS, le fonctionnement du système des décomptes et des sommations, l'enregistrement régulier de tous les assujettis à cotisation et l'établissement exact de la situation des bénéficiaires de rentes transitoires. Il s'effectue selon les prescriptions légales.

**Art. 24** <sup>1</sup> Une société fiduciaire que désigne le Gouvernement est chargée du contrôle des employeurs affiliés à la Caisse cantonale de compensation, conformément à l'article 68, alinéa 2, de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants.

<sup>2</sup> L'exécution de ce contrôle a lieu selon les prescriptions fédérales en vigueur.

**Art. 25** Le Département de la Santé et des Affaires sociales<sup>71</sup> fixe, d'entente avec le Département des Finances<sup>71</sup>, les honoraires de l'office de revision pour les travaux de revision et les contrôles des employeurs selon les articles 22 et 24 de la présente ordonnance. Ces honoraires sont supportés par la Caisse cantonale de compensation et payés par elle.

**Art. 26** Les contrôles effectués en vertu des articles 22 et 23 de la présente ordonnance ne libèrent pas les autorités communales de leur obligation de surveillance à l'égard de l'agence communale AVS.

**SECTION 5 : Dispositions transitoire et finale<sup>12)</sup>**

**Art. 26a<sup>13)</sup>** En cas de fusion de communes, la quote-part de base au sens de l'article 19, alinéa 2, est allouée durant les quatre années qui suivent l'entrée en vigueur de la présente modification pour chacune des anciennes communes rattachées à la nouvelle entité.

**Art. 27** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>9)</sup> de la présente ordonnance.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

**Dispositions finales de la modification du 16 août 2011**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

<sup>2</sup> Elle est applicable aux contributions aux frais d'administration perçues dès l'exercice 2011.

**Dispositions finales de la modification du 15 décembre 2015**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et déploie ses effets pour les années 2016 et 2017.

<sup>2</sup> Elle est applicable aux contributions aux frais d'administration perçues dès l'exercice 2016.

<sup>3</sup> La durée de validité de la présente modification est prolongée pour les années 2018 et 2019.<sup>17)</sup>

<sup>4</sup> La durée de validité de la présente modification est prolongée pour les années 2020 et 2021. [18\)](#)

<sup>5</sup> La durée de validité de la présente modification est prolongée pour les années 2022 et 2023. [19\)](#)

1) [RSJU 101](#)

2) [RSJU 831.10](#)

3) [RS 836.1](#)

4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 4 décembre 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1991. La modification est applicable aux contributions aux frais d'administration perçues dès l'exercice 1991

5) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 4 décembre 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1991. La modification est applicable aux contributions aux frais d'administration perçues dès l'exercice 1991

6) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 17 janvier 1996. En vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996, cette modification déploie ses effets pour les années 1996, 1997, 1998 et 1999; elle est applicable aux contributions aux frais d'administration perçues dès l'exercice 1996

7) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 ([RSJU 172.111](#))

8) [RS 831.10](#)

9) 1<sup>er</sup> janvier 1979

10) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 8 novembre 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005

11) [RSJU 651](#)

12) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 18 novembre 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009

13) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 18 novembre 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009

14) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 16 août 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012

15) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 16 août 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012

16) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 15 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016

17) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 28 novembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018

18) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 novembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020

19) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 9 novembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022



**Arrêté****concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année 2022**

du 26 octobre 2021

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 7 à 9 de l'ordonnance du 25 octobre 2011 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie<sup>1)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> Le revenu imposable taxé définitivement pour l'année fiscale 2020 sert de base de calcul.

<sup>2</sup> Par revenu imposable au sens du présent article, on entend le revenu déterminant pour le taux, soit le revenu suisse et étranger (revenu mondial).

<sup>3</sup> Le revenu imposable selon avis de taxation (chiffre 690) subit les corrections suivantes :

- a) diminution du rendement de la fortune immobilière (chiffres 300, 320 et 320c);
- b) augmentation de l'excédent de dépenses concernant la propriété immobilière (chiffres 310, 330 et 330c);
- c) augmentation de l'excédent de dépenses concernant les successions non partagées, copropriétés (chiffre 390);
- d) augmentation des intérêts passifs (chiffres 530 et 535);
- e) augmentation de la perte des exercices commerciaux (chiffres 140, 140c, 150, 150c, 160, 160c, 170 et 170c);
- f) augmentation de la perte reportée d'exercices commerciaux antérieurs (chiffres 180 et 180c);
- g) augmentation de la perte de liquidation (chiffres 188 et 188c);
- h) augmentation de la part du rendement immobilier excédant les intérêts passifs (chiffres 300, 320 et 320c, moins chiffres 530, 535, 310, 330, 330c et 390).

<sup>4</sup> Les déductions suivantes corrigent le revenu imposable :

- a) par contribuable marié, veuf, divorcé ou séparé,  
sans enfant à charge

fr. 5 000.-

- |  |              |
|--|--------------|
| b) par couple marié, personne veuve, divorcée, séparée ou célibataire, au bénéfice d'une déduction fiscale pour "enfants à charge" (chiffre 620) | fr. 10 000.- |
| c) par enfant à charge entraînant une déduction fiscale (chiffre 620) :  |              |
| – pour les deux premiers enfants   | fr. 4 000.-  |
| – à partir du troisième enfant   | fr. 6 000.-  |

<sup>5</sup> Le revenu imposable est majoré de 3 % de la fortune imposable déterminante pour le taux (fortune mondiale) taxée définitivement.

<sup>6</sup> Le revenu imposable est majoré de la déduction fiscale pour couple marié (chiffre 680) lors d'une attribution conformément à l'article 22, alinéa 2, de l'ordonnance concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie<sup>1)</sup>.

**Art. 2** <sup>1</sup> La réduction maximale correspond au pourcentage ci-dessous de la prime de l'assureur qui offre, sur l'ensemble du territoire cantonal, la prime la plus avantageuse en modèle médecin de famille avec risque accidents :

- |  |      |
|--|------|
| – pour les adultes   | 44 % |
| – pour les adultes de moins de 25 ans révolus                              | 44 % |
| – pour les adultes de moins de 25 ans révolus en formation                 | 53 % |
| – pour les enfants entre 16 et 18 ans révolus qui ne sont pas en formation | 46 % |
| – pour les enfants de moins de 18 ans révolus                              | 81 % |

<sup>2</sup> La réduction maximale s'élève mensuellement aux montants suivants :

- |   |           |
|---|-----------|
| a) pour les adultes   | fr. 200.- |
| b) pour les adultes de moins de 25 ans révolus                              | fr. 150.- |
| c) pour les adultes de moins de 25 ans révolus en formation                 | fr. 180.- |
| d) pour les enfants entre 16 et 18 ans révolus qui ne sont pas en formation | fr. 45.-  |
| e) pour les enfants de moins de 18 ans révolus                              | fr. 80.-  |

**Art. 3** Le montant maximal du revenu déterminant donnant droit aux réductions de primes, ainsi que les réductions mensuelles et annuelles accordées en fonction des différents paliers du revenu déterminant, sont fixés dans le tableau joint en annexe<sup>2)</sup> au présent arrêté.

**Art. 4** <sup>1</sup> Une réduction de prime supplémentaire est allouée mensuellement aux parents ayant un ou des enfants à charge en 2022 et une activité professionnelle principale (correspondant aux revenus figurant aux chiffres 100, 100c, 140, 140c, 150 et 150c de l'avis de taxation), dont le revenu déterminant est inférieur à 15 000 francs.

<sup>2</sup> Les montants mensuels et annuels par adulte accordés en fonction des différents paliers du revenu déterminant sont fixés pour les familles monoparentales et biparentales conformément au tableau joint en annexe<sup>2)</sup> au présent arrêté.

**Art. 5** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022 et déploie ses effets jusqu'au 31 décembre 2022.

Delémont, le 26 octobre 2021

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

1) [RSJU 832.115](#)

2) Ce tableau n'est pas publié dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais il se trouve dans le Journal officiel 2021, n° 39, p. 730-731.





# Loi portant introduction à la loi fédérale sur les allocations familiales (LiLAFam)

du 25 juin 2008

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 24 mars 2006 sur les allocations familiales (LAFam)<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

**But** **Article premier** La présente loi a pour but d'assurer l'application de la législation fédérale sur les allocations familiales et de régler les compétences dévolues au Canton.

**Terminologie** **Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## CHAPITRE II : Allocations familiales

**Montants** **Art. 3** <sup>1</sup> L'allocation pour enfant s'élève à 275 francs par mois.<sup>[14\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'allocation de formation professionnelle s'élève à 325 francs par mois.<sup>[14\)](#)</sup>

<sup>3</sup> L'allocation de naissance et l'allocation d'adoption s'élèvent à 1 500 francs.<sup>[13\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Le Gouvernement adapte les montants ci-dessus au renchérissement selon le principe arrêté à l'article 5, alinéa 3, LAFam<sup>[1\)](#)</sup>.

Allocations  
familiales aux  
non-actifs

**Art. 4** <sup>1</sup> En dérogation à l'article 19, alinéa 2, LAFam<sup>1)</sup>, toutes les personnes obligatoirement assurées à l'assurance-vieillesse et survivants (AVS) en tant que personnes sans activité lucrative sont considérées comme sans activité lucrative et ont droit aux allocations familiales indépendamment de leur revenu imposable. Le droit aux allocations familiales ne leur est accordé que si aucune prestation complémentaire à l'AVS/AI n'est perçue.

<sup>2</sup> Sont également considérées comme personnes sans activité lucrative au sens de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS)<sup>2)</sup> :

- a) ...<sup>11)</sup>;
- b) les personnes n'exerçant pas d'activité lucrative qui touchent une rente de vieillesse de l'AVS;
- c) les personnes au bénéfice d'indemnités journalières de l'assurance-invalidité;
- d) les jeunes n'exerçant pas d'activité lucrative qui ne sont pas encore soumis à l'obligation de cotiser à l'AVS;
- e)<sup>15)</sup> les personnes au chômage, s'agissant du droit à l'allocation de naissance ou à l'allocation d'adoption, lorsque ces dernières ne peuvent pas être versées en application d'une autre base légale.

### CHAPITRE III : Caisses de compensation pour allocations familiales

#### SECTION 1 : Caisse cantonale de compensation pour allocations familiales

Création et  
gestion

**Art. 5** <sup>1</sup> Sous la désignation de "Caisse d'allocations familiales du canton du Jura" (ci-après : "la Caisse"), il est créé en la forme d'un établissement autonome de droit public une caisse cantonale de compensation pour allocations familiales dont le siège est à Saignelégier.

<sup>2</sup> La Caisse a la personnalité juridique et dispose de sa fortune propre.

<sup>3</sup> La gestion de la Caisse est confiée à la Caisse de compensation du canton du Jura.

<sup>4</sup> L'organisation, l'exécution, la surveillance et la responsabilité sont réglées par la loi portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants<sup>3)</sup>, ainsi que par l'ordonnance d'exécution de la loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants<sup>4)</sup>.

Tâches

**Art. 6** <sup>1</sup> Il incombe en particulier à la Caisse de contrôler l'affiliation de tous les assujettis et de procéder, à titre supplétif, à l'affiliation de ceux qui ne sont pas affiliés à une caisse de compensation pour allocations familiales définie à l'article 7.

<sup>2</sup> La Caisse verse les allocations familiales aux personnes sans activité lucrative mentionnées à l'article 4.

<sup>3</sup> La Caisse présente au Département de la Santé et des Affaires sociales, pour approbation, un rapport sur son activité et sur le bouclage des comptes.

## **SECTION 2 : Caisses de compensation pour allocations familiales gérées par des caisses de compensation AVS**

Annonce

**Art. 7** La caisse de compensation AVS qui entend gérer une caisse de compensation pour allocations familiales remet une attestation dans ce sens à l'Office cantonal des assurances sociales jusqu'au 31 août de l'année précédant le début de son activité dans le Canton. Le commencement de l'activité ne peut intervenir qu'au début de l'année civile.

Tâches

**Art. 8** <sup>1</sup> Les caisses de compensation pour allocations familiales procèdent à l'affiliation de tous les assujettis affiliés à la caisse de compensation AVS dont elles dépendent pour leur gestion.

<sup>2</sup> Elles peuvent affilier les assujettis dont la caisse de compensation AVS ne gère pas de caisse de compensation pour allocations familiales.

<sup>3</sup> Elles communiquent à la Caisse d'allocations familiales du canton du Jura un état de leurs affiliés et toute modification survenue dans celui-ci.

<sup>4</sup> Elles tiennent une comptabilité propre à l'exécution de la présente loi conformément aux prescriptions comptables de la législation fédérale relative à l'AVS.

<sup>5</sup> Elles présentent à l'Office cantonal des assurances sociales, dans les délais impartis, un rapport sur leur activité et sur le bouclage de leurs comptes, leurs rapports de révision, ainsi que d'autres renseignements, requis par ce dernier.

## Surveillance

**Art. 9** <sup>1</sup> Le Département de la Santé et des Affaires sociales exerce la surveillance des caisses de compensation pour allocations familiales.

<sup>2</sup> En cas de violation grave et répétée des dispositions légales par une caisse, le Département de la Santé et des Affaires sociales ordonne les mesures nécessaires au rétablissement d'une gestion conforme à la loi.

## Responsabilité

**Art. 10** <sup>1</sup> Les associations fondatrices des caisses répondent, en leur qualité de garants de l'activité des organes d'exécution de leur caisse, des dommages causés illicitement par leurs organes d'exécution ou par leur personnel.

<sup>2</sup> Le Département de la Santé et des Affaires sociales rend une décision sur les demandes en réparation.

<sup>3</sup> Les personnes agissant en tant qu'organes ou agents d'une caisse, d'un organe de révision ou de contrôle ou auxquelles sont confiées des tâches dans le cadre de la législation sur les allocations familiales, sont soumises à la même responsabilité pénale que les membres des organes d'exécution et leur personnel selon les dispositions du Code pénal<sup>7)</sup>.

### SECTION 3 : Prescriptions communes

## Tâches

**Art. 11** <sup>1</sup> Les caisses de compensation pour allocations familiales pourvoient aux tâches que leur assignent les prescriptions de droit fédéral en matière d'allocations familiales et de la présente loi.

<sup>2</sup> Elles remettent à l'Office cantonal des assurances sociales les statistiques relatives à leur activité exercée dans le Canton, en particulier celles exigées conformément à l'article 27, alinéa 2, LAFam<sup>1)</sup>.

<sup>3</sup> Les caisses fixent un taux de cotisation identique pour tous leurs assujettis.<sup>12)</sup>

<sup>4</sup> Les caisses peuvent assumer d'autres tâches conformément à l'article 17, alinéa 2, lettre l, LAFam<sup>1)</sup>.

Révision

**Art. 12** Chaque caisse de compensation pour allocations familiales doit être révisée au moins une fois par an. La révision doit s'étendre à la comptabilité et à la gestion. Elle doit être effectuée par le bureau de révision chargé d'effectuer la révision de la caisse de compensation AVS gérant la caisse de compensation pour allocations familiales. Le Département de la Santé et des Affaires sociales peut faire procéder, en cas de besoin, à des révisions complémentaires à charge de la caisse.

Contrôle des  
employeurs

**Art. 13** L'application des dispositions légales par les employeurs affiliés à la caisse de compensation pour allocations familiales doit être contrôlée périodiquement, conformément aux prescriptions complémentaires du Conseil fédéral selon l'article 68, alinéa 4, LAVS<sup>2)</sup>. Le contrôle doit être effectué par un bureau de révision remplissant les exigences de l'article 68, alinéa 3, LAVS ou par un service spécialisé de la caisse de compensation AVS gérant la caisse de compensation pour allocations familiales. Si les contrôles des employeurs ne sont pas effectués ou ne le sont pas conformément aux prescriptions de la LAVS, le Département de la Santé et des Affaires sociales ordonne leur exécution aux frais de la caisse de compensation pour allocations familiales en cause.

## CHAPITRE IV : Obligations des assujettis

Affiliation

**Art. 14** Les assujettis affiliés à une caisse de compensation AVS qui ne gère pas de caisse de compensation pour allocations familiales, s'affilient à une caisse de compensation pour allocations familiales de leur choix, habilitée à exercer une activité dans le Canton.

Prise en charge  
des cotisations

**Art. 15** Les assujettis prennent en charge les cotisations dues à la caisse de compensation pour allocations familiales à laquelle ils sont affiliés.

## CHAPITRE V : Financement

### SECTION 1 : Personnes exerçant une activité lucrative non agricole<sup>12)</sup>

**Art. 16** <sup>1</sup> Les cotisations perçues servent uniquement au versement des allocations familiales, à la couverture des frais d'administration de la caisse, à la constitution d'un fonds de réserve légal ainsi qu'au financement de la contribution au fonds de surcompensation découlant de la présente loi.

Cotisations <sup>2</sup> Le taux de cotisation des assujettis est d'au maximum 4 pour cent des revenus soumis à cotisations dans l'AVS.

<sup>3</sup> Les cotisations nécessaires pour l'accomplissement d'autres tâches doivent être perçues en sus et clairement identifiées.

Fonds de surcompensation **Art. 17** <sup>1</sup> La surcompensation entière des dépenses d'allocations familiales est instituée entre les diverses caisses de compensation pour allocations familiales sur la base des revenus soumis à cotisations dans l'AVS par tous les affiliés du Canton à ces caisses.

<sup>2</sup> La gestion du fonds de surcompensation est confiée à la Caisse de compensation du canton du Jura. Les frais administratifs engendrés par la gestion de ce fonds sont couverts par le fonds.

<sup>3</sup> La surveillance du bon fonctionnement de la surcompensation est exercée par la commission consultative en matière d'allocations familiales.

<sup>4</sup> Le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, les modalités de la surcompensation et les tâches y relatives de la commission consultative en matière d'allocations familiales.

## SECTION 2 : Personnes sans activité lucrative

Financement **Art. 18** Les allocations familiales versées aux personnes sans activité lucrative sont à la charge de l'Etat.

Frais d'administration **Art. 19** Les frais d'administration résultant, pour la Caisse d'allocations familiales du canton du Jura, de l'exécution des tâches pour les allocations aux personnes sans activité lucrative sont à la charge de l'Etat.

Avances **Art. 20** L'Etat avance à la Caisse d'allocations familiales du canton du Jura les montants nécessaires au paiement des allocations familiales aux personnes sans activité lucrative et à l'accomplissement des tâches administratives y relatives.

Part des communes **Art. 21** Les dépenses de l'Etat relatives aux allocations familiales versées aux personnes sans activité lucrative sont réparties entre l'Etat et les communes selon les prescriptions de la loi concernant la péréquation financière<sup>5)</sup> applicables à l'action sociale.

## CHAPITRE VI : Dispositions finales

Commission  
consultative

**Art. 22** <sup>1</sup> Il est institué une commission consultative en matière d'allocations familiales.

<sup>2</sup> La commission consultative est composée de sept membres nommés par le Gouvernement pour la législature.<sup>[10\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Les employeurs, comprenant des représentants des caisses de compensation pour allocations familiales, et les salariés y sont équitablement représentés.

<sup>4</sup> Le gérant de la Caisse d'allocations familiales du canton du Jura préside la commission consultative.

<sup>5</sup> La commission est consultée sur les questions liées à l'application de la présente législation.

Droit  
complémentaire

**Art. 23** Les législations fédérale et cantonale en matière d'assurance-vieillesse et survivants s'appliquent à titre complémentaire pour les cas non réglés par la présente loi et ses dispositions d'exécution.

Dispositions  
d'exécution

**Art. 24** Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

Abrogation

**Art. 25** La loi du 20 avril 1989 sur les allocations familiales et la loi du 26 octobre 1978 sur les allocations familiales dans l'agriculture sont abrogées.

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 26** La loi du 25 octobre 2006 sur le fonds pour le soutien aux formations professionnelles<sup>[6\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 6, alinéa 1  
...<sup>[8\)](#)</sup>

Article 6, alinéa 2  
abrogé

Article 7, alinéa 4  
...<sup>[8\)](#)</sup>

Article 9

...[8\)](#)

Article 10, alinéa 1

...[8\)](#)

Article 10, alinéa 2  
abrogé

Article 11

...[8\)](#)

Article 12

...[8\)](#)

Article 19, alinéa 2

...[8\)](#)

Article 20

...[8\)](#)

Référendum

**Art. 27** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 28** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>9)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 25 juin 2008

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François-Xavier Boillat  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

1) [RS 836.2](#)  
2) [RS 831.10](#)  
3) [RSJU 831.10](#)



- 
- 4) [RSJU 831.101](#)
  - 5) [RSJU 651](#)
  - 6) [RSJU 413.12](#)
  - 7) [RS 311.0](#)
  - 8) Texte inséré dans ladite loi
  - 9) Pour l'article 7 : 1<sup>er</sup> août 2008  
Pour les autres articles : 1<sup>er</sup> janvier 2009
  - 10) Nouvelle teneur selon le ch. XXIII de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
  - 11) Abrogée par le ch. I de la loi du 5 septembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
  - 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 5 septembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
  - 13) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 21 juin 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
  - 14) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
  - 15) Introduite par le ch. I de la loi du 27 octobre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022



## **Arrêté fixant les normes applicables en matière d'aide sociale**

du 8 novembre 2005

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 27 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale<sup>1)</sup>,

vu les normes pour le concept et le calcul de l'aide sociale de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (ci-après : "normes CSIAS"),

*arrête :*

### **SECTION 1 : Principes généraux**

Principes

**Article premier** <sup>1</sup> Les présentes normes ont valeur de référence pour l'octroi de prestations d'aide sociale et pour l'admission des dépenses à la répartition des charges entre l'Etat et les communes.

<sup>2</sup> Elles portent sur :

- a) la couverture des besoins de base, comprenant le forfait pour l'entretien, les frais de logement et les frais médicaux de base;
- b) les prestations circonstanciées et les suppléments d'intégration;
- c) les mesures favorisant l'intégration sociale et l'insertion professionnelle;
- d) les revenus et la fortune;
- e) les prétentions financières à l'égard de tiers.

Cessions de  
créance

**Art. 2** Lors de l'octroi de l'aide matérielle, l'autorité d'aide sociale veille à disposer des cessions nécessaires concernant les créances du bénéficiaire envers des tiers tenus à lui fournir des prestations.

### **SECTION 2 : Couverture des besoins de base**

Forfait pour  
l'entretien  
a) Principe

**Art. 3** <sup>1</sup> Toute personne qui vit à domicile et ne peut subvenir, par ses propres moyens, d'une manière suffisante à son entretien ou à celui des personnes dont elle a la charge a droit à un montant forfaitaire pour son entretien.

<sup>2</sup> Le forfait pour l'entretien comprend les postes de dépenses définis dans les normes CSIAS.

b) Montants

**Art. 4** <sup>1</sup> Le forfait mensuel pour l'entretien est déterminé en fonction du nombre de personnes faisant ménage commun.

<sup>2</sup> Les montants forfaitaires<sup>4)10)</sup> sont les suivants :

Nombre de personnes dans le ménage	Forfait mensuel Francs
1 personne	997.-
2 personnes	1'525.-
3 personnes	1'854.-
4 personnes	2'134.-
5 personnes	2'413.-
par personne supplémentaire	202.-

<sup>3</sup> Pour les jeunes adultes qui ne participent pas à une formation initiale, qui ne sont pas au bénéfice d'une rente entière de l'assurance-invalidité, qui n'exercent pas une activité lucrative adéquate et qui n'ont pas d'enfants à charge, le forfait mensuel pour l'entretien est réduit de 20 %.<sup>11)</sup>

c) Réduction et suppression des prestations

**Art. 5** <sup>1</sup> Lorsque le comportement du bénéficiaire justifie une réduction des prestations, le forfait pour l'entretien peut être réduit de 30 % au maximum.<sup>10)</sup>

<sup>2</sup> La suppression des prestations destinées à la couverture des besoins de base (santé, logement, entretien) est exceptionnellement possible, si le bénéficiaire refuse de manière expresse et répétée de prendre un emploi raisonnablement acceptable qui lui est offert ou de faire valoir un droit à un revenu de substitution.

d) Personnes séjournant dans un établissement

**Art. 6** <sup>1</sup> Les personnes séjournant dans un établissement reçoivent, en sus du prix de pension, un montant forfaitaire destiné à couvrir leurs dépenses personnelles non comprises dans le prix de pension tels que les vêtements, les chaussures, le coiffeur, l'argent de poche, etc., en lieu et place du forfait pour l'entretien. Ce montant est de 240 francs.<sup>10)</sup>

<sup>2</sup> Les personnes incarcérées dans une prison suisse bénéficient d'un montant forfaitaire de 150 francs.<sup>10)</sup>

<sup>3</sup> En cas d'activité professionnelle ou occupationnelle, d'éventuels frais de déplacements et de repas à l'extérieur peuvent aussi être pris en considération selon les dispositions y relatives ci-après.

Frais de  
logement

**Art. 7** <sup>1</sup> Le loyer et les charges qui s'y rapportent sont pris en compte dans la mesure où ils permettent au bénéficiaire et aux personnes dont il a la charge de disposer d'un logement convenable.

<sup>2</sup> Un loyer jugé trop élevé n'est pris en compte que durant le délai nécessaire pour emménager dans un logement meilleur marché.

Frais médicaux  
1. Assurance  
maladie et  
accidents  
a) Primes de  
base

**Art. 8** <sup>1</sup> Pour l'assurance obligatoire des soins, les bénéficiaires de l'aide sociale ont droit à la réduction des primes conformément à l'ordonnance concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie<sup>2)</sup>.

<sup>2</sup> La différence entre le montant touché conformément à l'alinéa précédent et la prime effectivement due est prise en charge par l'aide sociale jusqu'à ce que le contrat d'assurance puisse être résilié.

b) Participations  
et franchise

**Art. 9** La franchise et les participations à charge de l'assuré sont prises en charge par l'aide sociale.

c) Assurances  
complémentai-  
res

**Art. 10** Dans des cas exceptionnels dûment motivés, notamment en cas d'aide sociale passagère, les cotisations pour des assurances complémentaires peuvent être prises en charge par l'aide sociale.

2. Frais pour  
soins dentaires

**Art. 11** <sup>1</sup> Les frais de traitement dentaire sont remboursés dans la mesure où il s'agit d'un traitement simple, économique et adéquat.

<sup>2</sup> Les frais pour les soins dentaires sont pris en charge par l'aide sociale conformément au tarif figurant en annexe I de l'ordonnance du 23 novembre 2010 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité<sup>9)</sup>. Les devis et factures à présenter doivent être conformes aux positions tarifaires indiquées dans cette annexe.

<sup>3</sup> La première demande de remboursement, quel que soit son montant, doit être accompagnée du formulaire pour médecine dentaire sociale, sur lequel figure le résultat de l'examen de l'état dentaire préexistant. Sauf traitement urgent, la demande et le formulaire sont transmis préalablement aux Services sociaux régionaux. L'autorité d'aide sociale peut consulter le médecin-dentiste conseil.

<sup>4</sup> Malgré un pronostic dentaire défavorable, l'autorité d'aide sociale peut accorder la prise en charge pour un assainissement ou une réhabilitation prothétique si des considérations liées à la réinsertion sociale ou professionnelle le justifient.

<sup>5</sup> Pour tout traitement ultérieur non urgent, si le coût (frais de laboratoire inclus) risque, selon toute vraisemblance, de dépasser 1 000 francs, un devis doit être adressé pour approbation au médecin-dentiste conseil avant le début du traitement en vue de son remboursement.

### SECTION 3 : Prestations circonstanciées et suppléments d'intégration

Prestations  
circonstanciées

**Art. 12** Les prestations circonstanciées sont versées en raison de besoins particuliers en rapport avec la situation économique et familiale du bénéficiaire.

1. Montant pour  
les repas à  
l'extérieur

**Art. 13** Le montant supplémentaire alloué pour les repas qui ne peuvent être pris à domicile est de 8 francs par repas principal.

2. Frais de  
déplacement  
a) ordinaires

**Art. 14** <sup>1</sup> Les frais de transports pour se rendre au travail et permettant au bénéficiaire d'obtenir un revenu sont déduits de ce dernier comme frais d'obtention du revenu, à l'exclusion des frais déjà inclus dans le forfait pour l'entretien selon les normes CSIAS. Les frais ne permettant de réaliser qu'un revenu insignifiant ou disproportionnés par rapport au revenu obtenu peuvent ne pas être pris en considération ou ne l'être qu'en partie.

<sup>2</sup> Sous réserve des cas mentionnés à l'article 15, les montants pris en considération sont ceux des transports publics.

b) extraordi-  
naires

**Art. 15** <sup>1</sup> Dans des situations particulières telles qu'en cas d'absence de transports publics ou d'horaire de travail inconciliable avec les horaires de ces derniers, d'impossibilité d'utiliser un vélo ou de nécessité de disposer de son véhicule privé dans le cadre de son activité professionnelle, l'usage d'un véhicule à moteur personnel peut entrer en considération en tant que frais d'obtention du revenu, pour autant que cette dépense se situe dans une proportion raisonnable avec le revenu qu'elle permet d'obtenir.

<sup>2</sup> Les montants pris en compte correspondent aux frais kilométriques admis par les autorités fiscales, à savoir :

- utilisation d'un vélomoteur : 20 centimes par kilomètre parcouru, mais au maximum 50 francs par mois;

- utilisation d'une voiture :
  - moins de 8 000 kilomètres par année : 65 centimes par kilomètre;
  - de 8 000 à 15 000 kilomètres par année : 60 centimes par kilomètre;
  - plus de 15 000 kilomètres par année : 55 centimes par kilomètre.

<sup>3</sup> En cas de circonstances exceptionnelles dûment justifiées, il peut être pris en compte les frais effectifs plus élevés, pour autant qu'ils demeurent dans une proportion raisonnable avec le revenu obtenu.

### 3. Départ de la commune

**Art. 16** <sup>1</sup> Lorsqu'un bénéficiaire quitte la commune, voire le Canton, la collectivité tenue au versement de l'aide sociale jusque-là doit couvrir les frais suivants :

- a) l'entretien pour le mois suivant le départ conformément au montant versé jusque-là, sous déduction des frais de l'ancien logement;
- b) les frais de déménagement;
- c) le premier loyer mensuel au nouveau domicile;
- d) les articles d'aménagement du nouveau logement immédiatement indispensables;
- e) à titre exceptionnel, la prise en charge de la garantie de loyer du nouveau logement exigible avant le déménagement.

<sup>2</sup> L'autorité d'aide sociale vérifie si le nouveau loyer est agréé par l'autorité compétente au nouvel endroit.

### 4. Assurances mobilières et responsabilité civile

**Art. 17** <sup>1</sup> Les primes usuelles de l'assurance mobilière et de l'assurance responsabilité civile du bénéficiaire et des personnes dont il a la charge sont prises en considération.

<sup>2</sup> Elles sont portées en compte comme supplément au budget mensuel les mois au cours desquels échoit la prime.

### 5. Frais spécifiques liés à l'exercice d'un droit de visite

**Art. 18** <sup>1</sup> Lorsque le bénéficiaire exerce un droit de visite qui lui a été reconnu, les frais de repas des enfants accueillis peuvent être admis au titre des prestations circonstanciées, à concurrence des montants pris en considération pour le calcul des cotisations à l'AVS sur les éléments de salaire en nature, à savoir :

- 4 francs par petit déjeuner et par personne;
- 9 francs par dîner et par personne;
- 7 francs par souper et par personne.

<sup>2</sup> Si l'exercice du droit de visite occasionne des frais de déplacement au bénéficiaire, ceux-ci peuvent également être pris en considération conformément aux dispositions précitées en la matière.

6. Cotisations minimales AVS/AI

**Art. 19** <sup>1</sup> La commune de domicile du bénéficiaire est tenue de prendre en charge les cotisations minimales dues à l'AVS et à l'AI, conformément à la législation en la matière.

<sup>2</sup> Les cotisations ainsi versées ne sont pas remboursables par le bénéficiaire. Elles sont admises à la répartition des dépenses de l'action sociale.

7. Frais liés à une mesure d'insertion

**Art. 20** Les frais inhérents à la participation du bénéficiaire à une mesure d'insertion, tels que notamment frais de déplacement, frais de garde des enfants et toutes autres dépenses indispensables à la bonne réalisation de la mesure sont pris en considération.

8. Frais funéraires

**Art. 21** Afin de garantir des funérailles décentes au bénéficiaire, il peut être alloué un montant maximum de 4 000 francs.

Supplément d'intégration pour les personnes sans activité lucrative

**Art. 22** <sup>1</sup> Un supplément d'intégration est accordé aux personnes sans activité lucrative, ayant 16 ans révolus, qui font des efforts particuliers d'intégration sociale et/ou professionnelle (contrats d'insertion, programmes d'emploi temporaire, programmes d'occupation cantonaux, apprentissages, stages de formation et études).

<sup>2</sup> Le supplément d'intégration s'élève à 200 francs par personne et par mois. Il est porté à 250 francs par mois pour des parents qui vivent avec des enfants dont ils ont la charge.<sup>[10\)](#)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>[12\)](#)</sup>

**Art. 23**<sup>[12\)](#)</sup>

Plafond maximum du cumul des suppléments d'intégration et/ou des franchises

**Art. 24**<sup>[10\)](#)</sup> <sup>1</sup> Plusieurs personnes vivant dans le même ménage peuvent obtenir un supplément d'intégration. Le plafond maximum en cas de cumul de suppléments d'intégration est fixé à 700 francs par mois et par ménage.

<sup>2</sup> En cas de cumul de suppléments d'intégration et de franchises sur les revenus provenant d'activités lucratives, le plafond maximum s'élève à 1 050 francs par mois et par ménage.



## SECTION 4 : Mesures favorisant l'autonomie et l'intégration sociales et professionnelles

Montant d'incitation

**Art. 25** <sup>1</sup> La personne qui participe à une mesure d'insertion touche, en sus du montant maximum de l'aide matérielle auquel elle a droit, le supplément d'intégration prévu à l'article 22, alinéa 2.

<sup>2</sup> Lorsque le bénéficiaire cesse son activité en raison de maladie ou d'accident ou d'autres causes indépendantes de sa volonté, le montant incitatif est supprimé après 15 jours consécutifs d'inactivité.

<sup>3</sup> Lorsque le bénéficiaire cesse volontairement son activité, le montant incitatif est suspendu ou supprimé avec effet immédiat.

<sup>4</sup> Lorsque le montant forfaitaire incitatif est indûment perçu, il est sujet à remboursement.

Frais liés à la mesure d'insertion Loi sur l'action sociale

**Art. 26** Le Service de l'action sociale garantit la prise en charge des frais liés à l'organisation de la mesure d'insertion.

## SECTION 5 : Revenus et fortune du bénéficiaire

Principe

**Art. 27** Les parents et les enfants mineurs vivant en communauté domestique forment une unité d'assistance dont l'ensemble des revenus et la fortune sont pris en considération dans le calcul du budget de l'aide matérielle.

Franchises sur les revenus provenant d'une activité lucrative

**Art. 28** <sup>1</sup> Une franchise de 400 francs sur les revenus provenant d'une activité lucrative est accordée aux bénéficiaires de plus de seize ans exerçant un travail dans le marché ordinaire (primaire). Cette franchise est octroyée indépendamment du taux d'activité.

<sup>2</sup> Pour les apprentis, la franchise sur les revenus est fixée à 150 francs.

<sup>3</sup> Le plafond maximum en cas de cumul des franchises sur le revenu s'élève à 850 francs par mois et par ménage.

<sup>4</sup> En cas de cumul de franchises sur les revenus provenant d'activités lucratives et de suppléments d'intégration, le plafond maximum est celui fixé à l'article 24, alinéa 2.

Revenus des mineurs

**Art. 29** <sup>1</sup> Si l'unité d'assistance comprend un ou plusieurs mineurs, les revenus réalisés par eux ne sont pris en considération qu'à concurrence des frais qu'ils occasionnent personnellement et inscrits au budget de l'aide matérielle de l'unité.

<sup>2</sup> Les prestations périodiques destinées à l'entretien des enfants, telles que les contributions d'entretien, les allocations familiales et les rentes des assurances sociales doivent être utilisées pour l'entretien des enfants, de même que, dans les limites de l'article 320, alinéa 1, du Code civil suisse<sup>3)</sup>, les versements en capital, dommages-intérêts et autres prestations semblables appartenant aux enfants.

<sup>3</sup> Si les apports périodiques des enfants sont supérieurs à leurs parts de frais inscrites au budget de l'unité d'assistance, l'excédent fait partie de la fortune des enfants.

Fortune

**Art. 30** <sup>1</sup> Sauf motifs dûment justifiés, l'aide matérielle n'est accordée qu'après que le bénéficiaire a épuisé sa fortune.

<sup>2</sup> Il est toutefois laissé à la libre disposition du bénéficiaire les montants suivants :

- |                                  |              |
|----------------------------------|--------------|
| a) pour une personne seule :     | 4 000 francs |
| b) pour un couple :              | 8 000 francs |
| c) pour chaque enfant à charge : | 2 000 francs |
- mais au maximum 10 000 francs par unité d'assistance.

Treizième salaire

**Art. 31** Le treizième salaire, les gratifications, les primes uniques et autres revenus de nature similaire sont pris en considération dans le budget de l'aide matérielle le mois ou les mois durant lesquels ils sont versés. Un éventuel excédent est reporté sur les mois suivants.

Revenus irréguliers

**Art. 32** Lorsque le bénéficiaire réalise des revenus irréguliers, un éventuel excédent est reporté sur les mois suivants.

## SECTION 6 : Prétentions financières à l'égard de tiers

Congruence  
temporelle

**Art. 33** Lorsque le bénéficiaire touche des prestations de tiers à titre rétroactif, l'autorité d'aide sociale fait valoir son droit au remboursement pour l'aide matérielle versée durant la période couverte par lesdites prestations (congruence temporelle).

### Art. 34<sup>6)</sup>

Communauté de  
résidence ou de  
vie

**Art. 35** <sup>1</sup> Lorsque le bénéficiaire vit en communauté familiale avec une autre personne, les revenus de cette dernière ne sont pas pris en considération dans son budget d'aide matérielle.

<sup>2</sup> La personne qui vit en communauté familiale avec le bénéficiaire doit cependant supporter la part des charges qui lui incombent (loyer, charges accessoires, assurances, taxes, etc.) et, le cas échéant, indemniser correctement le bénéficiaire pour la tenue du ménage et la garde des enfants.

<sup>3</sup> Si un ou plusieurs bénéficiaires de l'aide sociale vivent en union libre, l'aide sociale est allouée de la même manière qu'à un couple marié.

## SECTION 7 : Frais de placement

Placements  
d'enfants  
a) Placement  
familial ordinaire

**Art. 36** <sup>1</sup> Pour un enfant ne présentant pas de difficultés particulières placé dans une famille d'accueil sans formation en éducation spécialisée, le montant admis à la répartition des dépenses de l'action sociale s'élève à 1 000 francs par mois.

<sup>2</sup> Un supplément éducatif de 300 francs par mois est octroyé pour chaque enfant.

<sup>3</sup> Si des motifs particuliers dûment établis justifient une prise en charge plus lourde, le supplément éducatif de 300 francs peut être doublé.

b) Placement  
dans une famille  
spécialisée

**Art. 37** Lorsque le placement doit s'effectuer dans une famille possédant une formation en éducation spécialisée, le montant admis à la répartition des dépenses de l'action sociale s'élève au maximum à 105 francs par jour, pour autant que la personne chargée de l'accueil soit au bénéfice de la formation requise.

c) Placement  
dans des  
institutions non  
subventionnées

**Art. 38** Pour le placement d'enfants dans des institutions non subventionnées, l'autorité d'aide sociale statue de cas en cas.

d) Obligation  
des parents et  
allocations  
familiales

**Art. 39** <sup>1</sup> L'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte arrête la contribution des parents au montant déterminé pour les placements à l'Institut St-Germain, selon l'arrêté annuel du Département fixant les prix de pension dans les institutions jurassiennes.<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque les parents ne disposent pas de revenus ou ne disposent que de revenus insuffisants, les allocations familiales sont utilisées en priorité pour les frais de placement de l'enfant.

Placements  
d'adultes

**Art. 40** Pour le placement d'adultes, l'autorité d'aide sociale statue de cas en cas.

## SECTION 8 : Dispositions finales

Droit supplétif

**Art. 41** Les normes CSIAS font référence pour les situations non réglées dans le présent arrêté.

Directives

**Art. 42** Le Département de la Santé et des Affaires sociales édicte les directives d'application nécessaires.

Disposition  
transitoire

**Art. 42a<sup>11)</sup>** Les personnes seules qui ont un ou plusieurs enfants à charge de moins de quatre ans et qui bénéficient d'un supplément d'intégration de 300 francs en février 2017 conservent celui-ci jusqu'en juillet 2017. Ce supplément est réduit à 150 francs d'août à décembre 2017.

Entrée en  
vigueur et  
abrogation

**Art. 43** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2006. Il abroge l'arrêté du Gouvernement du 10 décembre 2002 fixant les normes applicables en matière d'aide sociale.

Delémont, le 8 novembre 2005

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Claude Hêche

Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) [RSJU 850.1](#)

2) [RSJU 832.115](#)

3) [RS 210](#)

4) Nouveaux montants selon le ch. I de l'arrêté du 7 décembre 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2011. Nouveaux montants selon le ch. I de l'arrêté du 18 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013.

5) Nouvelle teneur selon l'article 34 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ([RSJU 213.11](#))

6) Abrogé par le ch. I de l'arrêté du 18 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013

7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 octobre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015

8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 17 novembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016

9) [RSJU 831.301](#)

10) Nouveaux montants selon le ch. I de l'arrêté du 20 décembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017. Nouveaux montants selon le ch. I de l'arrêté du 27 avril 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021.

11) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 20 décembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017

12) Abrogé par le ch. I de l'arrêté du 20 décembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017



## TABLE DES MATIERES

<b>9</b>	<b>Economie</b>
<b>90</b>	<b><i>Développement général de l'économie</i></b>
901	<i>En général</i>
901.1	Loi du 26 octobre 1978 sur le développement de l'économie cantonale
901.111	Arrêté du Parlement du 27 novembre 2013 relatif au sixième programme de développement économique 2013-2022 (étape 1 : 2013-2017)
901.112	Arrêté du Parlement du 22 novembre 2006 relatif à l'aménagement de structures immobilière, financière et promotionnelle propres à favoriser la création d'activités économiques
901.21	Décret du 6 décembre 1978 concernant les mesures d'organisation à prendre en matière de développement de l'économie
901.31	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds pour l'acquisition et l'équipement de terrains
901.42	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds pour l'encouragement de l'économie jurassienne (Fonds de développement économique)
901.51	Arrêté du Gouvernement du 24 mars 2009 instituant un "Prix du Gouvernement de la République et Canton du Jura en faveur de l'innovation et de l'excellence"
901.6	Loi du 21 novembre 2012 concernant les nouvelles entreprises innovantes
901.61	Ordonnance du 27 juin 2006 relative au contrôle du respect des conditions d'octroi des aides financières en matière de développement économique
901.62	Directives du Gouvernement du 9 juin 2015 concernant l'octroi de contributions financières visant à favoriser la création, l'extension, l'implantation d'entreprises industrielles ou de services ainsi qu'à promouvoir la commercialisation des produits et services de l'économie jurassienne
901.72	Règlement de la commission consultative pour le développement de l'économie du 5 avril 2011
901.81	Arrêté du Parlement du 9 décembre 2020 portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)
901.811	Ordonnance du 10 décembre 2020 concernant les mesures de soutien aux entreprises jurassiennes en difficulté suite à l'épidémie de COVID-19

---

902	<i>Dans les régions de montagne</i>
902.0	Loi du 21 mai 2008 portant introduction à la loi fédérale sur la politique régionale
902.111	Directives du Département de l'Economie du 6 mai 2003 relatives à la loi du 17 décembre 1999 portant introduction à la loi fédérale sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne
<b>91</b>	<b><i>Agriculture</i></b>
910	<i>Développement général</i>
910.1	Loi du 20 juin 2001 sur le développement rural
910.11	Décret du 20 juin 2001 sur le développement rural
910.14	Ordonnance du 24 juin 2014 relative au versement de contributions à la biodiversité et à la qualité du paysage
910.91	Arrêté du Parlement du 21 avril 2004 portant approbation de la convention en vue de la création d'une institution commune au Jura et Jura bernois en matière d'agriculture
913	<i>Améliorations foncières</i>
913.1	Loi du 20 juin 2001 sur les améliorations structurelles
913.113	Ordonnance du 18 août 1992 réglant la procédure de réquisition et d'inscription d'un remaniement parcellaire au registre foncier
913.114	Ordonnance du 15 janvier 1991 sur les subventions en matière de construction des installations de stockage des engrais organiques
914	<i>Crédit agricole</i>
914.1	Décret du 20 juin 2001 sur les crédits d'investissements, l'aide aux exploitations et le fonds de développement rural
914.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les crédits d'investissements dans l'agriculture et l'aide aux exploitations paysannes
914.12	Ordonnance du 22 février 1983 portant délégation de compétences au gérant des crédits agricoles
914.21	Règlement du fonds de développement rural durable du 20 janvier 2009
915	<i>Formation agricole</i>
915.11	Loi du 19 mai 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale



---

915.111	Ordonnance du 12 avril 2005 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale
915.116	Décret du 19 mai 2004 concernant le financement de la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale
915.119	Arrêté du Gouvernement du 5 octobre 1999 portant adhésion à la convention intercantonale du 7 février 1997 sur les contributions aux coûts de la formation professionnelle agricole
916	<i>Production et vente</i>
916.1	<i>Production végétale</i>
916.141	Ordonnance du 17 mai 2016 sur la viticulture et l'appellation des vins
916.141.1	Directives du Département de l'économie et de la santé du 11 avril 2019 relatives à l'application de l'ordonnance sur la viticulture et l'appellation des vins
916.2	<i>Protection des végétaux</i>
916.21	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la protection des cultures contre les organismes des espèces végétales et animales constituant un danger général (Ordonnance sur la protection des cultures)
916.4	<i>Production animale</i>
916.411	Décret du 20 juin 2001 sur l'élevage
916.411.1	Ordonnance du 22 octobre 2013 concernant l'organisation, le fonctionnement et l'indemnisation des commissions cantonales d'experts en matière d'appréciation d'animaux
916.413	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 28 juin 1974 instituant une contribution aux frais des détenteurs de bétail de la région de montagne et de la région préalpine des collines
916.450.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant application de la loi fédérale du 2 octobre 1964 modifiant l'arrêté sur le statut du lait
916.451.1	Ordonnance du 17 janvier 2012 sur le contrôle du lait
916.5	<i>Lutte contre les épizooties</i>
916.51	Ordonnance du 9 décembre 1997 portant exécution de la législation fédérale sur les épizooties et l'élimination des déchets animaux

---

916.57	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention signée entre les cantons de Berne, Fribourg et Soleure avec la coopérative des maîtres bouchers de Suisse centrale (GZM) concernant l'élimination des cadavres d'animaux
916.570	Arrêté du Parlement du 15 novembre 1989 portant approbation de l'avenant III au contrat conclu entre les cantons de Berne, de Fribourg, de Soleure et du Jura et la coopérative des maîtres bouchers de la Suisse centrale concernant l'usine d'extraction de Lyss
916.571	Arrêté du Parlement du 29 avril 1992 portant approbation du complément à l'avenant III au contrat conclu entre les cantons de Berne, de Soleure et du Jura et la coopérative des maîtres bouchers de la Suisse centrale concernant l'usine d'extraction GZM SA de Lyss
916.572	Arrêté du Parlement du 22 décembre 1995 portant approbation du contrat et du complément au contrat conclus entre les cantons d'Argovie, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Berne, Fribourg, Jura, Neuchâtel, Soleure, Vaud, Valais, ainsi que le Centre intercommunal des déchets carnés (CIDEK) agissant pour toutes les communes du canton de Genève, et l'Usine d'extraction GZM SA, à Lyss
916.6	<i>Assurance du bétail</i>
916.61	Loi du 26 octobre 1978 sur l'assurance du bétail
916.611.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'assurance du bétail
916.621	Ordonnance du 7 septembre 1982 concernant les accidents de bétail dus au libre parcours dans les Franches-Montagnes
916.7	<i>Commerce de bétail</i>
916.8	
916.71	Arrêté du Parlement du 28 janvier 2015 concernant l'approbation de la convention intercantonale de dissolution du concordat sur le commerce de bétail (Convention intercantonale du 13 septembre 1943 sur le commerce du bétail)
917	<i>Sécurité sociale</i>
917.32	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-accidents et la prévention des accidents dans l'agriculture

<b>92</b>	<b><i>Forêts, chasse, pêche</i></b>
<b>921</b>	<b><i>Forêts</i></b>
921.11	Loi du 20 mai 1998 sur les forêts
921.111	Décret du 20 mai 1998 sur les forêts
921.111.1	Ordonnance du 4 juillet 2000 sur les forêts
921.145	Arrêté du Gouvernement du 14 février 1984 définissant des mesures spéciales en faveur de la protection de la forêt
921.473.1	Prescriptions de service pour les ingénieurs forestiers d'arrondissement du 11 mai 1982
921.591	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1979 approuvant l'adhésion définitive à la convention du 21 mars 1968 relative à la création et à l'exploitation de l'Ecole intercantonale de gardes forestiers de Lyss
921.61	Décret du 6 décembre 1978 sur la répartition des frais entre les propriétaires de forêts et l'Etat, ainsi que les subventions cantonales en faveur de l'économie forestière
<b>922</b>	<b><i>Chasse, protection du gibier et des oiseaux</i></b>
922.11	Loi du 11 décembre 2002 sur la chasse et la protection de la faune sauvage (Loi sur la chasse)
922.111	Ordonnance 6 février 2007 sur la chasse et la protection de la faune sauvage
922.31	Ordonnance du 16 septembre 2003 concernant l'octroi du permis temporaire de chasser
<b>923</b>	<b><i>Pêche</i></b>
923.11	Loi du 28 octobre 2009 sur la pêche
923.111	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 26 octobre 1978 sur la pêche
923.121	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le développement et la protection de la pêche, ainsi que l'aménagement des eaux poissonneuses
923.131	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'affermage des eaux poissonneuses
923.21	Arrêté du Gouvernement du 4 mars 2003 concernant l'utilisation de poissons d'appât vivants dans les eaux de la République et Canton du Jura
923.26	Prescriptions du 6 décembre 1978 concernant l'établissement de viviers dans les eaux publiques
923.61	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds de la pêche
923.961	Arrêté du 6 décembre 1978 portant exécution de l'Accord conclu entre les services de la pêche de Suisse et de France concernant la pêche dans les eaux limitrophes du Doubs



## TABLE DES MATIERES

<b>9</b>	<b>Economie</b>
<b>93</b>	<b><i>Industrie et artisanat</i></b>
930	<i>Dispositions générales</i>
930.1	Loi du 26 septembre 2007 sur les activités économiques
931	<i>Mines</i>
931.1	Loi du 26 octobre 1978 sur l'exploitation des matières premières minérales (Loi sur les mines)
931.41	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les forages pétroliers (Ordonnance sur les forages)
935	<i>Services</i>
935.1	<i>Auberges et commerce de boissons alcooliques</i>
935.11	Loi du 18 mars 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce de boissons alcooliques (Loi sur les auberges)
935.111	Ordonnance du 30 juin 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce des boissons alcooliques (Ordonnance sur les auberges)
935.119	Ordonnance du 6 juillet 1999 concernant la délégation de compétences aux communes de plus de 5 000 habitants pour délivrer les autorisations de dépasser l'heure de fermeture
935.2	<i>Tourisme</i>
935.211	Loi du 31 mai 1990 sur le tourisme
935.211.1	Ordonnance du 16 février 1982 sur l'encouragement du tourisme
935.211.11	Arrêté du Gouvernement du 31 janvier 2006 fixant les lignes directrices de la politique du tourisme 2005-2010
935.211.5	Arrêté du Parlement du 20 octobre 1993 relatif au financement de la Fédération du tourisme de la République et Canton du Jura
935.211.51	Arrêté du Parlement du 21 octobre 1998 fixant la contribution des communes en faveur de Jura Tourisme
935.211.6	Ordonnance du 2 avril 1991 sur la taxe de séjour
935.211.61	Arrêté du Gouvernement du 14 novembre 2017 fixant la taxe de séjour

935.211.62	Arrêté du Gouvernement du 25 août 1992 fixant la répartition du produit de la taxe de séjour
935.253	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exploitation industrielle des beautés de la nature
935.4	<i>Spectacles</i>
935.41	Loi du 24 juin 1998 sur les spectacles et les divertissements
935.411	Ordonnance du 26 janvier 1999 sur les spectacles et les divertissements
935.5	<i>Loteries, paris et jeux</i>
935.51	Loi du 26 octobre 1978 sur le jeu
935.52	Loi du 28 octobre 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent (LiLJAr)
935.521	Ordonnance d'exécution de la loi portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent (OLiLJAr)
935.521.1	Règlement du Gouvernement du 11 mai 2021 concernant le fonds d'utilité publique
935.521.2	Règlement du Gouvernement du 11 mai 2021 concernant la Délégation jurassienne à la Loterie Romande
935.551	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exploitation à titre professionnel d'appareils de jeu
935.590	Arrêté du Parlement du 30 septembre 2020 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse (CJA)
935.591	Arrêté du Parlement du 30 septembre 2020 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention romande sur les jeux d'argent (CORJA)
935.9	<i>Activités lucratives soumises à autorisation</i>
935.91	Loi du 24 octobre 1918 concernant les entreprises de pompes funèbres
935.921.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les agences matrimoniales
935.976.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la détention et la conduite de taxis dans les communes
935.991.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exercice du métier de nettoyeur d'onglons
935.991.2	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exercice de la maréchalerie
935.993.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'exercice des professions de prêteur d'argent, d'entremetteur de prêts, de prêteur sur gages et de fripier

- 935.993.2 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les agences  
privées de détectives et de recherches
- 935.993.3 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les salons de coiffure

**94 Commerce**

*941 Poids et mesures*

- 941.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi  
fédérale sur la métrologie
- 941.4 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les ponts-basculés publics

*942 Prix*

- 942.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le contrôle des prix

*943 Exercice du commerce*

- 943.1 Loi du 20 octobre 2010 concernant l'exercice de la prostitution et  
le commerce de la pornographie (LProst)
- 943.11 Ordonnance d'exécution de la loi concernant l'exercice de la  
prostitution et le commerce de la pornographie du 6 mars 2012  
(OProst)
- 943.21 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le courtage et le commerce  
d'immeubles, ainsi que sur le courtage d'appartements et de  
chambres
- 943.516.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant interdiction du  
colportage d'armes-atrapes et d'armes-jouets
- 943.521 Ordonnance du 31 mai 2005 portant exécution de la loi fédérale  
sur les substances explosibles
- 943.91 Convention administrative du 22 septembre 1999 sur les activités  
industrielles et artisanales réglementées

**95 Crédit**

*951 Instituts de crédit de droit public*

- 951.11 Loi du 26 octobre 1978 sur la Banque cantonale du Jura

*952 Surveillance sur les banques et les caisses d'épargne*

- 952.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi  
fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses  
d'épargne

**97*****Coopération***

- 971.111 Arrêté du Parlement du 10 novembre 1983 concernant l'approbation de l'entente intergouvernementale entre le Québec et la République et Canton du Jura
- 971.112 Arrêté du Parlement du 10 novembre 1983 concernant l'approbation du programme de coopération culturelle et technique entre le Gouvernement de la République des Seychelles et le Gouvernement de la République et Canton du Jura
- 971.113 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Arrangement créant le Groupe de concertation des cantons frontaliers limitrophes de la France
- 971.114 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de la Convention instituant la Communauté de travail du Jura
- 971.114.1 Arrêté du Parlement du 25 septembre 2002 portant approbation de l'accord sur la création de la Conférence TransJurassienne
- 971.115 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Accord de coopération entre la Commission française de la culture de l'Agglomération de Bruxelles et la République et Canton du Jura
- 971.116 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Département du Territoire de Belfort et la République et Canton du Jura
- 971.117 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de la Déclaration commune entre la Région wallonne et la République et Canton du Jura
- 971.118 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique et la République et Canton du Jura
- 971.119 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'adhésion de la République et Canton du Jura à l'Assemblée des régions d'Europe
- 971.120 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'adhésion de la République et Canton du Jura au Centre européen du développement régional
- 971.121 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Déclaration commune entre la République de Slovénie et la République et Canton du Jura
- 971.122 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Déclaration sur la coopération entre la République de Croatie et la République et Canton du Jura
- 971.123 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Convention-cadre entre la République socialiste soviétique de Géorgie et la République et Canton du Jura
- 971.124 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Convention (programme d'échanges de jeunes) entre la République socialiste soviétique de Géorgie et la République et Canton du Jura



971.125	Arrêté du Parlement du 20 mai 1992 relatif au programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.1	Arrêté du Parlement du 25 octobre 1995 octroyant un crédit pour le financement de la deuxième phase (années 1995 et 1996) du programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.2	Arrêté du Parlement du 11 décembre 1996 octroyant un crédit pour le financement de la troisième phase, première partie (années 1997 à 1999), du programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.3	Arrêté du Parlement du 19 janvier 2000 octroyant un crédit pour le financement de la troisième phase, deuxième partie (années 2000 et 2001), du programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.4	Arrêté du Parlement du 25 septembre 2002 octroyant un crédit pour le financement du programme d'aide au développement Jura-Cameroun pour la période 2002-2005
971.125.5	Arrêté du Parlement du 24 mai 2006 octroyant un crédit pour le financement du programme d'aide au développement Jura-Cameroun pour la période 2006-2009
971.126	Arrêté du Parlement du 16 décembre 1992 portant approbation de l'Accord de coopération et d'amitié entre la Région de Moscou et la République et Canton du Jura
971.127	Arrêté du Parlement du 16 décembre 1992 portant approbation de l'Accord de coopération entre la République de Slovaquie et la République et Canton du Jura
971.128	Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de l'Accord de coopération et d'amitié entre la Communauté Autonome Basque et la République et Canton du Jura
971.129	Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de la Convention de coopération entre le Gouvernement Basque et la République et Canton du Jura relative au cofinancement d'un projet d'aide en soins de santé primaires dans le Département de la Mefou (Cameroun)
971.130	Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de l'Accord de coopération entre le Département du Haut-Rhin et la République et Canton du Jura
971.131	Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil fédéral suisse sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et les organismes publics locaux (Accord de Karlsruhe)
971.132	Arrêté du Parlement du 19 novembre 1997 portant approbation de la convention de création du Conseil du Rhin Supérieur
971.133	Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de la Convention intercantonale relative à la mise en œuvre de l'initiative communautaire INTERREG II

- 971.134 Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de l'accord-cadre relatif à la mise en œuvre du programme d'initiative communautaire INTERREG II concernant la Franche-Comté et les cantons suisses membres de la Communauté de travail du Jura
- 974.171 Arrêté du Parlement du 21 mars 2001 portant ratification de l'Entente entre le Conseil régional de la Vallée d'Aoste, le Parlement de la Communauté française de Belgique et le Parlement de la République et Canton du Jura instituant un Comité de coopération interparlementaire
- 974.172 Arrêté du Parlement du 24 octobre 2001 portant adhésion du Parlement de la République et Canton du Jura à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

**Arrêté****portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)**

du 9 décembre 2020

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 12 de la loi fédérale du 25 septembre 2020 sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 (Loi COVID-19)<sup>[1](#)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 25 novembre 2020 concernant les mesures pour les cas de rigueur destinées aux entreprises en lien avec l'épidémie de COVID-19 (Ordonnance sur les cas de rigueur COVID-19)<sup>[2](#)</sup>,

vu l'article 60 de la Constitution cantonale<sup>[3](#)</sup>,

vu l'article 3 de l'ordonnance du 25 novembre 2020 portant introduction de l'ordonnance fédérale sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de COVID-19 en situation particulière<sup>[4](#)</sup>,

vu l'article 57, alinéa 2, de la loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales<sup>[5](#)</sup>,

vu la nécessité de prendre des mesures d'urgence pour atténuer l'impact économique de l'épidémie de COVID-19,

*arrête :*

**Article premier**<sup>[7](#)</sup> <sup>1</sup> Un crédit supplémentaire de 50,186 millions de francs destiné à soutenir financièrement les entreprises jurassiennes en difficulté suite à l'épidémie de COVID-19 est accordé au Service de l'économie et de l'emploi.

<sup>2</sup> Ce crédit supplémentaire comprend, compte tenu de la contribution attendue de la Confédération en application de l'article 12 de la loi COVID-19<sup>[1](#)</sup>, un montant à charge du canton de 19,106 millions de francs au plus.

**Art. 2** <sup>1</sup> Dans la limite des ressources à disposition, les aides sont accordées compte tenu des intérêts supérieurs de la collectivité, notamment le maintien à moyen et long terme :

- de l'emploi;
- de la diversité et de la complémentarité du tissu économique;

- de services et d'activités utiles à la population.

<sup>2</sup> L'octroi d'une aide ne constitue pas un droit.

**Art. 3** <sup>1</sup> Peuvent prétendre à l'obtention d'une aide les entreprises :

- dont les revenus, après que toutes les mesures possibles ont déjà été prises, ne couvrent plus leurs charges incompressibles en raison de l'épidémie de COVID-19;  
ou
- qui souhaitent investir pour réorienter leur modèle économique afin de surmonter les difficultés financières dues à l'épidémie de COVID-19;  
ou
- qui souhaitent innover en termes de processus, produits, services ou marchés à prospecter afin de surmonter les difficultés financières dues à l'épidémie de COVID-19.

<sup>2</sup> Une aide peut également être accordée à des associations faîtières ou à des groupements d'entreprises pour des actions destinées à relancer la consommation ou à développer de nouveaux produits.

**Art. 4** <sup>1</sup> Ne peuvent prétendre à l'obtention d'une aide que les entreprises qui sont à même de prouver leur viabilité et qui démontrent avoir subi des préjudices en 2020 ou en 2021 en raison de l'épidémie de COVID-19.<sup>[7](#)</sup>

<sup>2</sup> L'octroi de contributions à charge des fonds fédéraux est en outre subordonné au respect des exigences posées par l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur COVID-19<sup>[2](#)</sup>.

**Art. 5** Les aides accordées sur la base du présent arrêté sont subsidiaires par rapport aux autres aides COVID-19 accordées, notamment dans les domaines de la culture, du sport et des médias.

**Art. 6** Les aides peuvent prendre les formes suivantes :

- prêts;
- cautionnements ou garanties;
- contributions non remboursables.

**Art. 7** Toute demande d'aide est accompagnée de l'autorisation donnée à l'autorité compétente d'échanger, avec d'autres autorités, notamment fiscales, ou avec des organismes tels que les banques, les données nécessaires au traitement de la demande.

**Art. 8<sup>7)</sup>** <sup>1</sup> Aucune aide ne peut être allouée ou versée après le terme fixé par l'ordonnance sur les cas de rigueur COVID-19<sup>2)</sup>.

<sup>2</sup> Seules sont traitées les demandes d'aide déposées jusqu'au 30 juin 2021 pour les préjudices subis en 2020 et jusqu'au terme fixé par le Gouvernement, par voie d'ordonnance, pour ceux subis en 2021.

**Art. 9** <sup>1</sup> Le montant du crédit supplémentaire est imputable au budget 2020 du Service de l'économie et de l'emploi, rubrique 305.3635.01 pour les contributions non remboursables et rubrique 305.5450.01 pour les prêts. Le Gouvernement procède à la répartition entre les deux rubriques.

<sup>1bis</sup> Le crédit supplémentaire est imputable au budget 2020 à concurrence de 15,066 millions de francs et au budget 2021 pour le solde.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> Les cautionnements sont mentionnés dans les engagements conditionnels.

**Art. 10** Les articles 39 à 44 (révocation et restitution des subventions), 45 (prescription) et 46 (dispositions pénales) de la loi du 29 octobre 2008 sur les subventions<sup>6)</sup> s'appliquent par analogie.

**Art. 11** <sup>1</sup> Le Gouvernement règle les modalités de détail par voie d'ordonnance.

<sup>2</sup> Il règle notamment les points suivants :

- les critères d'éligibilité;
- les types de mesures de soutien;
- les seuils et plafonds des aides;
- la procédure et les autorités compétentes;
- le versement éventuel d'avances<sup>8)</sup>.

**Art. 12** <sup>1</sup> En dérogation à l'article 78, lettre b, de la Constitution cantonale<sup>3)</sup>, le présent arrêté n'est pas soumis au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Eric Dobler  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RS 818.102](#)
- 2) [RS 951.262](#)
- 3) [RSJU 101](#)
- 4) [RSJU 818.101.26](#)
- 5) [RSJU 611](#)
- 6) [RSJU 621](#)
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 31 mars 2021
- 8) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 31 mars 2021

## **Ordonnance concernant les mesures de soutien aux entreprises jurassiennes en difficulté suite à l'épidémie de COVID-19**

du 10 décembre 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 12 de la loi fédérale du 25 septembre 2020 sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 (Loi COVID-19)<sup>[1](#)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 25 novembre 2020 concernant les mesures pour les cas de rigueur destinées aux entreprises en lien avec l'épidémie de COVID-19 (Ordonnance sur les cas de rigueur COVID-19)<sup>[2](#)</sup>,

vu l'article 90, alinéa 2, de la Constitution cantonale<sup>[3](#)</sup>,

vu l'arrêté du Parlement du 9 décembre 2020 portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)<sup>[4](#)</sup>,

*arrête :*

But	<b>Article premier</b> La présente ordonnance règle l'exécution de l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur COVID-19 <sup><a href="#">2</a></sup> ainsi que de l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesure COVID-19) <sup><a href="#">4</a></sup> .
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Critères d'éligibilité	<b>Art. 3</b> <sup>1</sup> L'octroi d'une aide est subordonné au respect des conditions suivantes : a) <sup><a href="#">12</a></sup> l'entreprise a son siège dans le canton; pour les entreprises individuelles non inscrites au registre du commerce, le domicile de l'entrepreneur est déterminant; b) <sup><a href="#">12</a></sup> elle a été créée avant le 1 <sup>er</sup> octobre 2020;

- c) <sup>12)</sup> elle a réalisé pour les exercices 2018 et 2019 un chiffre d'affaires moyen d'au moins 50 000 francs; le chiffre d'affaires annuel moyen des entreprises créées après le 31 décembre 2017 se détermine conformément à l'article 3, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur COVID-19<sup>2)</sup>;
- d) elle s'engage, conformément à l'article 12a, alinéa 1, de la loi sur le développement de l'économie cantonale<sup>3)</sup>, pendant toute la durée de l'aide, à respecter la convention collective de la branche, à défaut les conditions de travail en usage dans la région, ainsi que la législation sur l'égalité entre femmes et hommes conformément aux dispositions légales.

<sup>2</sup> L'entreprise a la forme juridique d'une entreprise individuelle, d'une société de personnes ou d'une personne morale ayant son siège dans le canton. Elle a un numéro d'identification des entreprises (IDE).

<sup>3</sup> Les associations faîtières ou groupements d'entreprises peuvent prétendre à l'octroi d'une aide (pour des actions destinées à relancer la consommation ou à développer de nouveaux produits) lorsque les actions faisant l'objet de l'aide bénéficient exclusivement à des entreprises jurassiennes au sens de l'alinéa 1, lettre a.

<sup>4</sup> Ne peuvent pas bénéficier d'une aide :

- a) <sup>12)</sup> les entreprises qui n'exercent pas d'activité commerciale et qui n'emploient pas de personnel en Suisse;
- b) celles dont plus de 10 % du capital est détenu par la Confédération, les cantons ou les communes comptant plus de 12 000 habitants.

#### Viabilité

**Art. 4** Est réputée viable l'entreprise qui démontre satisfaire aux exigences suivantes :

- a) ...<sup>8)</sup>
- b) elle ne fait pas l'objet d'une procédure de faillite ou d'une liquidation au moment du dépôt de la demande;
- c) <sup>9)</sup> elle ne faisait pas, le 15 mars 2020, l'objet d'une procédure de poursuite relative à des cotisations sociales, à moins qu'un plan de paiement ait été convenu ou que la procédure se soit conclue par un paiement au moment du dépôt de la demande;
- d) <sup>9)</sup> elle ne faisait pas, le 15 mars 2020, l'objet d'une procédure de poursuite relative à des impôts fédéraux, cantonaux et communaux, à moins qu'un plan de paiement ait été convenu ou que la procédure se soit conclue par un paiement au moment du dépôt de la demande.

#### Types de mesures de soutien

**Art. 5** <sup>1</sup> Les mesures à disposition sont les suivantes :

- a) soutien aux cas de rigueur « fédéral »;
- b) soutien aux cas de rigueur « cantonal »;



- c) soutien aux entreprises fermées sur décision des autorités cantonales;
- d) soutien aux entreprises pour redéfinir leur modèle économique;
- e) soutien aux projets innovants permettant de maintenir l'activité économique locale;
- f) pack « Mesures spécifiques » de la promotion économique;
- g) soutien aux entreprises pour les tâches administratives.

<sup>2</sup> Le détail est réglé en annexe, notamment :

- a) la forme que peuvent prendre les aides;
- b) les objectifs visés par celles-ci;
- c) les exigences à remplir pour les obtenir;
- d) le plafond des aides;
- e) le versement éventuel d'avances.[9\)](#)

#### Subsidiarité

**Art. 6** <sup>1</sup> Il est attendu des requérants qu'ils recourent en priorité aux dispositifs généraux d'atténuation des pertes financières. Le cas échéant, il en est tenu compte dans l'établissement du montant de l'aide.

<sup>2</sup> Il est également tenu compte de toutes les autres aides financières octroyées par la Confédération et le canton en lien avec l'épidémie de COVID-19.

<sup>3</sup> La mesure de soutien aux cas de rigueur « cantonal » est subsidiaire par rapport à la mesure de soutien aux cas de rigueur « fédéral ».

#### Procédure

**Art. 7** <sup>1</sup> Les demandes sont à adresser au Service de l'économie et de l'emploi, par voie électronique ou par courrier postal, au moyen du formulaire officiel.[9\)](#)

<sup>1bis</sup> Les demandes doivent être déposées dans les délais suivants :

- a) jusqu'au 30 juin 2021 pour les préjudices subis jusqu'au 31 décembre 2020;
- b) jusqu'au 30 septembre 2021 pour les préjudices subis entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 2021;
- c) jusqu'au 31 mars 2022 pour les préjudices subis entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre 2021.[10\)12\)16\)](#)

<sup>1ter</sup> Le Service de l'économie et de l'emploi examine, d'office, si les entreprises qui ont déposé une demande dans les délais fixés à l'alinéa 1bis, lettres b et c, peuvent être mises au bénéfice du « supplément certificat COVID » prévu à l'annexe 1.[17\)](#)

<sup>2</sup> Seules les demandes complètes, valablement signées et accompagnées de tous les justificatifs requis sont traitées.

<sup>3</sup> Il revient au requérant de démontrer qu'il répond aux exigences fixées dans la présente ordonnance et, le cas échéant, à celles fixées dans l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur COVID-19<sup>2)</sup>.

<sup>4</sup> Le requérant certifie que les informations fournies sont véridiques et complètes. Il autorise le Service de l'économie et de l'emploi à échanger les données nécessaires au traitement de la demande avec les autres autorités ou organismes compétents en lien avec des aides liées à l'épidémie de COVID-19, notamment le Service des contributions, les entités en charge de la gestion des assurances sociales, les Offices des poursuites et faillites et la banque principale de l'entreprise. Il est en particulier tenu de communiquer sans délai au Service de l'économie et de l'emploi toutes les demandes d'aide liées à l'épidémie de COVID-19 adressées à des tiers et les décisions correspondantes.

<sup>5</sup> Le Service de l'économie et de l'emploi peut exiger tout document ou renseignement complémentaire nécessaire à l'instruction de la demande.

Autorités  
compétentes

**Art. 8** <sup>1</sup> La compétence pour statuer sur les demandes d'aide appartient :

- a) au Service de l'économie et de l'emploi jusqu'à concurrence de 12 000 francs;
- b) au Département de l'économie et de la santé jusqu'à concurrence de 150 000 francs;
- c) au Gouvernement au-delà de 150 000 francs.

<sup>2</sup> Quelle que soit l'autorité compétente pour statuer, le Service de l'économie et de l'emploi réceptionne et instruit les dossiers. Il émet un préavis sur les demandes et transmet les décisions par écrit aux requérants. Il assure le suivi des dossiers lorsqu'une aide a été accordée.

<sup>3</sup> Pour l'accomplissement des tâches prévues à l'alinéa 2, une cellule est adjointe au Service de l'économie et de l'emploi. Le Gouvernement en détermine la composition. Il peut également être fait appel à des experts internes ou externes à l'administration.

Restriction de  
l'utilisation

**Art. 9** L'entreprise s'engage à :

- a) <sup>9)12)</sup> ne distribuer aucun dividende ou tantième, ne pas rembourser d'apports de capital et ne pas octroyer de prêts à ses propriétaires durant l'exercice au cours duquel de mesures pour cas de rigueur ont été octroyées et pour les trois exercices suivants ou jusqu'au remboursement des aides obtenues;

- b) ne pas transférer les fonds accordés à une société du groupe qui lui est liée directement ou indirectement et n'a pas son siège dans le canton du Jura; il lui est toutefois permis en particulier de s'acquitter d'obligations préexistantes de paiement d'intérêts et d'amortissements à l'intérieur d'un groupe.

Lutte contre les abus

**Art. 10** <sup>1</sup> Le Service de l'économie et de l'emploi effectue des contrôles dans les entreprises soutenues.

<sup>2</sup> Pour ce faire, il peut recourir aux services du Contrôle des finances ou de tiers.

<sup>3</sup> Les dispositions de la loi sur les subventions<sup>5</sup>, notamment ses articles 39 à 44 (révocation et restitution des subventions), 45 (prescription) et 46 (dispositions pénales), s'appliquent.

Application du droit fédéral

**Art. 11** <sup>1</sup> L'octroi d'aides à charge des fonds fédéraux est en outre dans tous les cas subordonné au respect des exigences fixées par la loi fédérale COVID-19<sup>1</sup> et l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur COVID-19<sup>2</sup> lorsque ces exigences sont plus restrictives que celles fixées dans la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Lorsqu'elles sont plus restrictives que celles fixées par le droit fédéral, les exigences fixées par la présente ordonnance ne sont pas applicables à l'octroi des aides qui sont entièrement à charge des fonds fédéraux en application de l'article 12, alinéa 1<sup>quater</sup>, lettre b, de la loi fédérale COVID-19<sup>1</sup>,<sup>13</sup>

Relations avec la Confédération

**Art. 12** <sup>1</sup> Le Service de l'économie et de l'emploi établit les comptes rendus prescrits par l'article 18 de l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur COVID-19<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Il est chargé de remettre au SECO les factures destinées au remboursement des contributions dues par la Confédération conformément aux articles 14 et suivants de l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur COVID-19<sup>2</sup>.

Disposition d'exécution

**Art. 13** Le Département de l'économie et de la santé édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

Entrée en vigueur et durée de validité

**Art. 14** <sup>1</sup> La présente ordonnance entre en vigueur en même temps que l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)<sup>4</sup>.

<sup>2</sup> Sa durée de validité est liée à celle de l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur COVID-19<sup>[2\)](#)</sup>.

Delémont, le 10 décembre 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martial Courtet  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

## Annexe 1

### Soutien aux cas de rigueur « fédéral »

#### Objectifs

- Participer au financement des charges incompressibles non couvertes
- Encourager le maintien des activités économiques et des postes de travail

#### Entreprises bénéficiaires

##### Les entreprises

- dont le chiffre d'affaires 2020 a baissé de plus de 40 % par rapport au chiffre d'affaires moyen 2018 et 2019 en raison de la crise du COVID-19; en cas de recul du chiffre d'affaires enregistré entre janvier 2021 et juin 2021 en raison des mesures ordonnées par les autorités aux fins de la lutte contre l'épidémie de COVID-19, l'entreprise peut calculer le recul de son chiffre d'affaires sur la base du chiffre d'affaires d'une période ultérieure de 12 mois au lieu du chiffre d'affaires de l'exercice 2020<sup>[9](#)[12](#)</sup>
- et dont les revenus ne suffisent plus à couvrir les charges incompressibles en raison de la crise du COVID-19 après que l'entreprise a pris toutes les mesures possibles
- et qui ont pris les mesures qui s'imposent pour protéger leurs liquidités et leur base de capital
- et qui n'ont pas droit à d'autres aides financières de la Confédération au titre du COVID-19; ces dernières n'incluent pas les indemnités RHT, les APG et les crédits visés par l'ordonnance fédérale du 25 mars 2020 sur les cautionnements solidaires liés au COVID-19<sup>[6](#)</sup>
- et qui remplissent en outre toutes les autres exigences posées par l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesure COVID-19)<sup>[4](#)</sup>, par la présente ordonnance ainsi que par la loi fédérale COVID-19<sup>[1](#)</sup> et l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur COVID-19<sup>[2](#)</sup>

Les entreprises qui, en raison des mesures prises par la Confédération ou le canton pour endiguer l'épidémie de COVID-19, doivent cesser leur activité pour au moins 40 jours entre le 1<sup>er</sup> novembre 2020 et le 30 juin 2021 ne sont pas tenues de remplir les conditions fixées aux trois premières puces ci-dessus.<sup>[10](#)</sup>

Le soutien aux entreprises qui réalisent un chiffre d'affaires annuel de plus de 5 millions de francs au sens de l'article 12, alinéa 1<sup>quinties</sup>, de la loi fédérale COVID-19<sup>[1](#)</sup> est soumis aux prescriptions du droit fédéral. Les exigences et limites fixées dans la présente annexe leur sont applicables au besoin par analogie.<sup>[13](#)</sup>

## Formes d'aides

### Contributions non remboursables

- Max. 20 % du chiffre d'affaires moyen 2018 et 2019. Ce maximum est porté à 30 % pour les entreprises visées à l'article 8a, alinéa 1, de l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur COVID-19<sup>2)</sup> lorsque leur chiffre d'affaires a reculé de plus de 70 % par rapport au chiffre d'affaires moyen des exercices 2018 et 2019. Les maximums qui précèdent sont augmentés de 5 points de pourcentage (supplément certificat COVID) pour les entreprises qui réalisent la majorité de leur chiffre d'affaires avec une clientèle dont l'accès est limité, pour les personnes de 16 ans et plus, à celles disposant d'un certificat en application de l'ordonnance fédérale COVID-19 situation particulière<sup>18)</sup>, et qui peuvent démontrer une baisse importante de chiffre d'affaires suite à l'introduction de cette restriction.<sup>9)13)15)16)</sup>
- Max. 80 % des charges incompressibles non couvertes de l'année de référence<sup>9)</sup>
- Max. 1 million de francs par entreprise. Ce maximum est porté à 1,5 million de francs pour les entreprises visées à l'article 8a, alinéa 1, de l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur COVID-19<sup>2)</sup> lorsque leur chiffre d'affaires a reculé de plus de 70 % par rapport au chiffre d'affaires moyen des exercices 2018 et 2019<sup>12)13)15)</sup>
- Des avances peuvent être versées pour les entreprises qui ont dû cesser leurs activités ou ont été fortement touchées entre le 1<sup>er</sup> novembre 2020 et le 30 juin 2021, selon les modalités suivantes<sup>11)12)</sup> :
  - l'entreprise n'est pas en mesure, au moment du dépôt de la demande, de produire l'ensemble des justificatifs permettant de déterminer le montant des charges incompressibles non couvertes;
  - l'avance est versée sur la base d'un examen sommaire du dossier, dans l'attente de la production de l'ensemble des justificatifs requis;
  - elle correspond à 20 % du chiffre d'affaires, calculé sur la base du chiffre d'affaires moyen 2018 et 2019, se rapportant à la période pendant laquelle l'entreprise a dû cesser ses activités ou a été fortement touchée;
  - un délai est accordé par l'autorité compétente pour la production des documents comptables manquants;
  - à l'échéance de ce délai, l'autorité statue définitivement sur la demande;
  - à concurrence du montant à hauteur duquel cette demande peut être admise, l'avance est convertie en contribution non remboursable;
  - pour le surplus, elle est convertie en prêt, dont la durée est fixée compte tenu des capacités de remboursement de l'entreprise; la durée du prêt ne peut en aucun cas excéder 5 ans à compter du versement de l'avance.<sup>10)</sup>

- Selon les mêmes modalités que celles fixées dans la quatrième puce ci-dessus, des avances peuvent également être versées pour les entreprises qui ont dû cesser leurs activités ou ont été fortement touchées entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre 2021.<sup>[17](#)</sup>

#### Prêts

- Max. 25 % du chiffre d'affaires moyen 2018 et 2019
- Max. 1 million de francs par entreprise
- Durée max. : 10 ans

#### Cautionnements ou garanties

- Max. 25 % du chiffre d'affaires moyen 2018 et 2019
- Max. 1 million de francs par entreprise
- Durée max. : 10 ans

En cas de cumul entre ces formes d'aides, celles-ci ne peuvent pas dépasser au total 25 % du chiffre d'affaires moyen des exercices 2018 et 2019 ni 1,5 million de francs par entreprise.<sup>[12](#)</sup>

### **Eléments financiers déterminants<sup>[9](#)</sup>**

Chiffres d'affaires des années 2018 et suivantes

Bilans des années 2018 et suivantes

Charges incompressibles de l'année considérée

Revenus totaux de l'année considérée

Crédits COVID-19

Liquidités

Patrimoine de l'entreprise et de ses principaux ayants droit économiques

Sont en particulier comprises dans les charges incompressibles les rubriques de coûts suivantes en lien direct avec l'activité commerciale :

- loyers commerciaux, hors charges et hors TVA
- charges sociales patronales
- assurances
- licences et abonnements
- contrats de location, leasings
- frais sur des engagements ne pouvant être annulés
- intérêts courants sur emprunts
- frais d'entretien courants

Sont compris dans les revenus totaux :

- chiffre d'affaires
- autres aides financières octroyées par la Confédération et le canton en lien avec l'épidémie de COVID-19

Il incombe à l'entreprise de démontrer qu'après avoir pris toutes les mesures possibles (selon l'art. 3, al. 1, 1<sup>er</sup> tiret, de l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)<sup>4)</sup> l'équilibre financier de son entreprise pour l'exercice considéré, sous l'angle du chiffre d'affaires et de la couverture des charges incompressibles par les revenus totaux, ne peut pas être atteint suite aux conséquences de l'épidémie de COVID-19.<sup>9)</sup>

Il incombe également à l'entreprise de démontrer de manière crédible que l'aide apportée contribuera à rétablir son équilibre financier à moyen terme.

### **Justificatifs à fournir**

Il incombe à l'entreprise de fournir notamment les documents et moyens de preuve suivants :

...<sup>8)</sup>

Boucllement comptable de la période considérée<sup>9)</sup>

Comptes annuels 2018 et 2019

Copies des deux dernières décisions de taxation fiscale en force de l'entreprise et des ayants droit économiques détenant plus du tiers de la société

Démonstration des charges incompressibles

Démonstration de la viabilité de l'entreprise (selon art. 4 de l'ordonnance)

Démonstration que toutes les mesures possibles (réduction des coûts, financement, diversification des activités, etc.) ont été épuisées (selon art. 6 de l'ordonnance)

Copies des décisions d'indemnités RHT et/ou APG

Copies des décisions d'octroi de crédits COVID-19 ainsi que d'autres aides cantonales COVID-19

Extrait de l'Office des poursuites et faillites

### **Financement**

Les aides font l'objet d'un cofinancement de la Confédération et du canton selon la clé de répartition fixée par le droit fédéral.



## **Annexe 2**

### **Soutien aux cas de rigueur « cantonal »**

#### **Objectifs**

- Participer au financement des charges incompressibles non couvertes
- Encourager le maintien des activités économiques et des postes de travail

#### **Entreprises bénéficiaires**

##### Les entreprises

- dont les revenus ne suffisent plus à couvrir les charges incompressibles en raison de la crise du COVID-19 après que l'entreprise a pris toutes les mesures possibles
- et qui remplissent en outre toutes les autres exigences posées par l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)<sup>4)</sup> ainsi que par la présente ordonnance

#### **Formes d'aides**

##### Contributions non remboursables

- Max. 20 % du chiffre d'affaires moyen 2018 et 2019<sup>10)</sup>
- Max. 80 % des charges incompressibles non couvertes de l'année considérée<sup>9)</sup>
- Max. 75 000 francs par entreprise; un dépassement est possible sur décision du Gouvernement si l'entreprise présente un caractère stratégique pour l'économie jurassienne au regard des critères posés par l'article 2 de l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)<sup>4)</sup>, notamment en fonction :
  - du nombre de places de travail directement ou indirectement en jeu
  - de la particularité d'un savoir-faire
  - de la spécificité de services et d'activités

Ce dépassement n'entre en considération que si les besoins supplémentaires de l'entreprise ne peuvent pas être couverts au moyen des cautionnements ou des prêts prévus ci-après.

- Des avances peuvent être versées pour les entreprises qui ont dû cesser leurs activités ou ont été fortement touchées entre le 1<sup>er</sup> novembre 2020 et le 30 juin 2021, selon les modalités suivantes<sup>11)12)</sup> :
  - l'entreprise n'est pas en mesure, au moment du dépôt de la demande, de produire l'ensemble des justificatifs permettant de déterminer le montant des charges incompressibles non couvertes;
  - l'avance est versée sur la base d'un examen sommaire du dossier, dans l'attente de la production de l'ensemble des justificatifs requis;
  - elle correspond à 20 % du chiffre d'affaires, calculé sur la base du chiffre d'affaires moyen 2018 et 2019, se rapportant à la période pendant laquelle l'entreprise a dû cesser ses activités ou a été fortement touchée;
  - un délai est accordé par l'autorité compétente pour la production des documents comptables manquants;
  - à l'échéance de ce délai, l'autorité statue définitivement sur la demande;
  - à concurrence du montant à hauteur duquel cette demande peut être admise, l'avance est convertie en contribution non remboursable;
  - pour le surplus, elle est convertie en prêt, dont la durée est fixée compte tenu des capacités de remboursement de l'entreprise; la durée du prêt ne peut en aucun cas excéder 5 ans à compter du versement de l'avance.<sup>10)</sup>
- Selon les mêmes modalités que celles fixées dans la quatrième puce ci-dessus, des avances peuvent également être versées pour les entreprises qui ont dû cesser leurs activités ou ont été fortement touchées entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre 2021.<sup>17)</sup>

Cautionnements ou garanties (uniquement en complément à des contributions non remboursables de 75 000 francs à des entreprises présentant un caractère stratégique)

- Max. 25 % du chiffre d'affaires moyen 2018 et 2019
- Max. 1 million de francs par entreprise
- Durée max. : 10 ans

Prêts (uniquement en complément à des contributions non remboursables de 75 000 francs à des entreprises présentant un caractère stratégique)

- Max. 25 % du chiffre d'affaires moyen 2018 et 2019
- Max. 1 million de francs par entreprise
- Durée max. : 10 ans

### **Éléments financiers déterminants<sup>9)</sup>**

Chiffres d'affaires des années 2018 et suivantes

Bilans des années 2018 et suivantes

Charges incompressibles de l'année considérée

Revenus totaux de l'année considérée

Crédits COVID-19

Liquidités

Patrimoine de l'entreprise et de ses principaux ayants droit économiques

Sont en particulier comprises dans les charges incompressibles les rubriques de coûts suivantes en lien direct avec l'activité commerciale :

- loyers commerciaux, hors charges et hors TVA
- charges sociales patronales
- assurances
- licences et abonnements
- contrats de location, leasings
- frais sur des engagements ne pouvant être annulés
- intérêts courants sur emprunts
- frais d'entretien courants

Sont compris dans les revenus totaux :

- chiffre d'affaires
- autres aides financières octroyées par la Confédération et le canton en lien avec l'épidémie de COVID-19

Il incombe à l'entreprise de démontrer qu'après avoir pris toutes les mesures possibles (selon l'art. 3, al. 1, 1<sup>er</sup> tiret, de l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)<sup>4)</sup> l'équilibre financier de son entreprise pour l'exercice considéré, sous l'angle du chiffre d'affaires et de la couverture des charges incompressibles par les revenus totaux, ne peut pas être atteint suite aux conséquences de l'épidémie de COVID-19.<sup>9)</sup>

Il incombe également à l'entreprise de démontrer de manière crédible que l'aide apportée contribuera à rétablir son équilibre financier à moyen terme.

### **Justificatifs à fournir**

Il incombe à l'entreprise de fournir notamment les documents et moyens de preuve suivants :

...<sup>8)</sup>

Boucllement comptable de la période considérée<sup>9)</sup>

Comptes annuels 2018 et 2019

Copies des deux dernières décisions de taxation fiscale en force de l'entreprise et des ayants droit économiques détenant plus du tiers de la société

Démonstration des charges incompressibles

Démonstration de la viabilité de l'entreprise (selon art. 4 de l'ordonnance)

Démonstration que toutes les mesures possibles (réduction des coûts, financement, diversification des activités, etc.) ont été épuisées (selon art. 6 de l'ordonnance)

Copies des décisions d'indemnités RHT et/ou APG

Copies des décisions d'octroi de crédits COVID-19 ainsi que d'autres aides fédérales et cantonales COVID-19

Extrait de l'Office des poursuites et faillites

## **Annexe 3**

### **Soutien aux entreprises fermées sur décision des autorités cantonales**

#### **Objectifs**

- Contribuer au paiement de charges liées aux places de travail non couvertes par les indemnités en cas de RHT et les APG
- Encourager le maintien des contrats de travail durant la période de fermeture prise en considération

#### **Entreprises bénéficiaires**

Entreprises fermées par les autorités en novembre et décembre 2020, bénéficiant à ce titre d'indemnités en cas de RHT et/ou d'APG.

Les autres exigences posées par l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)<sup>4)</sup> ainsi que par la présente ordonnance ne sont en revanche pas applicables.

#### **Formes d'aides**

Indemnité équivalente à 10 % des prestations de RHT et d'APG perçues par l'entreprise et les dirigeants au motif de l'interdiction de l'activité.

L'indemnité est acquise à l'entreprise. Elle est octroyée à partir d'un montant de 100 francs par mois (seuil) et pour autant que les salaires et les indemnités (RHT/APG) dus au personnel aient été versés par l'employeur.

#### **Eléments financiers déterminants**

Indemnités RHT  
APG

#### **Financement**

Le coût de la mesure est financé par le fonds cantonal pour l'emploi.

## **Annexe 4**

### **Soutien aux entreprises pour redéfinir leur modèle économique**

#### **Objectifs**

En collaboration avec les banques et la Société coopérative de développement de l'économie jurassienne (SDEJ)

- Encourager la réorientation des activités des entreprises touchées par la crise du COVID-19
- Soutenir les entreprises qui cherchent à s'adapter au contexte COVID-19 et à saisir de nouvelles opportunités
- Encourager le maintien voire le développement des activités économiques et des postes de travail

#### **Entreprises bénéficiaires**

Entreprises qui souhaitent investir pour réorienter leur modèle économique pour répondre aux difficultés financières dues à la crise du COVID-19 et qui remplissent en outre toutes les autres exigences posées par l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)<sup>4)</sup> ainsi que par la présente ordonnance

#### **Forme d'aide**

Cautionnement (prise en charge des pertes : 20 % banques, 30 % SDEJ, 50 % canton JU)

#### **Éléments financiers déterminants**

Evolution du chiffre d'affaires entre 2018 et 2020

Coûts d'investissement sur la base d'un projet démontrant la viabilité de la nouvelle activité prévue

## **Annexe 5**

### **Soutien aux projets innovants permettant de maintenir l'activité économique locale**

#### **Objectifs**

Encourager le développement de projets et de collaborations innovants inter-entreprises dans le but notamment de :

- soutenir la mutualisation des ressources
- encourager l'économie locale
- favoriser la consommation locale

#### **Entreprises bénéficiaires**

Associations professionnelles ou faïtières, groupes d'entreprises et/ou d'indépendants qui développent des projets innovants dans le but de maintenir l'activité économique locale et qui remplissent les exigences posées par l'article 3, alinéa 2, de l'ordonnance

#### **Forme d'aide**

Contributions non remboursables

Max. 50 000 francs par projet. Un dépassement est possible sur décision du Gouvernement si le projet présente un caractère stratégique pour l'économie jurassienne au regard des critères posés par l'article 2 de l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)<sup>4)</sup>

#### **Eléments financiers déterminants**

Coûts de développement et mise en œuvre des projets

## **Annexe 6**

### **Pack « Mesures spécifiques » de la promotion économique**

#### **Objectifs**

Soutenir l'innovation et la prospection de nouveaux marchés malgré les difficultés dues à la crise du COVID-19

Encourager le maintien voire le développement des activités économiques et des postes de travail

#### **Entreprises bénéficiaires**

Entreprises innovantes en difficulté, qui souhaitent mettre à profit le manque de commandes pour continuer à innover et prospecter de nouveaux marchés et qui remplissent en outre toutes les autres exigences posées par l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)<sup>4)</sup> ainsi que par la présente ordonnance

#### **Formes d'aides**

50 % du salaire soumis à l'AVS, mais max. 20 000 francs par emploi (min. niveau bachelor) sur 6 mois

50 % du salaire soumis à l'AVS, mais max. 15 000 francs par emploi (min. niveau ingénieur ET) sur 6 mois

50 % du salaire soumis à l'AVS, mais max. 10 000 francs pour l'engagement d'un jeune diplômé (niveau ingénieur ET ou HES) sur 3 mois  
mais au max. 3 emplois soutenus par entreprise

50 % des frais de digitalisation, mais max. 10 000 francs

50 % des frais d'homologation de nouveaux produits, mais max. 10 000 francs

50 % de la taxe d'inscription pour salon ou convention d'affaires supplémentaires, mais max. 10 000 francs

#### **Eléments financiers déterminants**

Frais de personnel qualifié

Frais externes liés à des projets de digitalisation

Frais externes d'homologation de nouveaux produits

Taxe d'inscription pour salon ou convention d'affaires supplémentaires



## **Annexe 7**

### **Soutien aux entreprises pour les tâches administratives**

#### **Objectif**

Soutenir les entreprises touchées par la crise du COVID-19 dans les démarches nécessaires en vue d'obtenir les aides à disposition

#### **Entreprises bénéficiaires**

Entreprises qui recourent aux services d'une fiduciaire ou d'une association faîtière externe pour préparer une demande de soutien au titre de la RHT, des APG, des cas de rigueur ou du pack « Mesures spécifiques » et qui remplissent les exigences posées par l'article 3, alinéa 1, lettres a et b, de la présente ordonnance

#### **Données financières déterminantes**

Facture de la fiduciaire ou de l'association faîtière

#### **Forme d'aide**

Forfait de 500 francs par demande, mais au max. trois demandes par entreprise<sup>9)</sup>

1) [RS 818.102](#)

2) [RS 951.262](#)

3) [RSJU 101](#)

4) [RSJU 901.81](#)

5) [RSJU 621](#)

6) [RS 951.261](#)

7) [RSJU 901.1](#)

8) Abrogé(e) par le ch. I de l'ordonnance du 2 février 2021, en vigueur depuis le 14 janvier 2021

9) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 2 février 2021, en vigueur depuis le 14 janvier 2021

10) Introduit(e) par le ch. I de l'ordonnance du 2 février 2021, en vigueur depuis le 14 janvier 2021

11) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 2 mars 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021

12) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 13 avril 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021

13) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 13 avril 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021

14) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 13 avril 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021

15) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 septembre 2021, en vigueur depuis le 19 juin 2021

- <sup>16)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 décembre 2021, en vigueur depuis le 18 décembre 2021
- <sup>17)</sup> Introduit(e) par le ch. I de l'ordonnance du 21 décembre 2021, en vigueur depuis le 18 décembre 2021
- <sup>18)</sup> [RSJU 818.101.26](#)

## **Loi sur le développement rural**

du 20 juin 2001

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 178 de la loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture (LAgr)<sup>1)</sup>,

vu les articles 12, 40, 45, 46, 47 et 51 de la Constitution cantonale<sup>2)</sup>,

*arrête :*

### **SECTION 1 : Dispositions générales**

#### Objectifs

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi a pour objectifs :

- a) le renforcement de l'économie cantonale;
- b) la sauvegarde de la viabilité des espaces ruraux;
- c) l'atténuation des disparités régionales;
- d) le maintien d'une forte population rurale;
- e) la promotion d'une économie agricole efficace;
- f) le développement d'entreprises de type familial;
- g) une production saine et de qualité;
- h) la sauvegarde du patrimoine et la préservation de l'environnement.

<sup>2</sup> Elle complète et met en oeuvre la législation fédérale, notamment la loi fédérale sur l'agriculture.

#### Mesures

**Art. 2** Les objectifs de la présente loi peuvent être réalisés :

- a) en améliorant les bases de la production;
- b) en prenant des mesures en matière d'aménagement du territoire et de droit foncier rural;
- c) en aménageant des structures d'exploitation diverses et complémentaires;
- d) en encourageant la formation professionnelle;
- e) en encourageant les productions végétales et animales ainsi que les spécialités régionales;
- f) en favorisant la transformation, la mise en valeur et l'écoulement de produits du secteur primaire;
- g) en favorisant la diversification des productions et des activités en milieu rural.

## SECTION 2 : Formation professionnelle agricole et en économie familiale

Formation  
professionnelle

**Art. 3** <sup>1</sup> La formation professionnelle constitue l'instrument principal du développement rural.

<sup>2</sup> L'Etat assure la formation professionnelle de base en agriculture et en économie familiale.

<sup>3</sup> Il assure la formation continue en agriculture et en économie familiale. [7](#)

<sup>4</sup> Il peut confier tout ou partie de ces tâches à des organisations agricoles, à des collectivités ou à des établissements. [7](#)

Orientation de  
la formation

**Art. 4** <sup>1</sup> La formation agricole prend en compte notamment :

- a) le développement régional et rural;
- b) la connaissance des marchés et des techniques de commercialisation;
- c) la gestion des entreprises agricoles et des associations professionnelles;
- d) la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine naturel.

<sup>2</sup> La formation en économie familiale prend en compte notamment :

- a) l'éducation à la consommation;
- b) la connaissance des besoins alimentaires;
- c) la relation entre la santé et l'alimentation;
- d) la gestion d'un ménage privé ou collectif;
- e) l'accueil en milieu rural;
- f) la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine naturel.

## SECTION 3 : Production végétale

Encouragement

**Art. 5** L'Etat peut encourager le développement et la diversification des productions végétales.

Protection des  
plantes

**Art. 6** <sup>1</sup> Dans le cadre des prescriptions fédérales, l'Etat soutient la protection des cultures contre les maladies et les parasites présentant un danger général, tout en sauvegardant au mieux l'équilibre biologique.

<sup>2</sup> Il peut soutenir, par des conseils et des subventions, la lutte contre les parasites et les ravageurs importants.

<sup>3</sup> Il peut favoriser les mesures prises en vue de la prévention efficace des dommages dus aux éléments.

<sup>4</sup> Il gère une station phytosanitaire qui garantit notamment l'exécution correcte des mesures de lutte prises dans le pays contre les organismes nuisibles.

Organismes  
génétiquement  
modifiés

**Art. 6a<sup>11)</sup>** L'utilisation d'organismes génétiquement modifiés sur les surfaces agricoles utiles ainsi que sur les surfaces d'estivage est interdite.

## SECTION 4 : Production animale

Encouragement

**Art. 7** L'Etat encourage le développement et la diversification des productions animales.

Subventions  
cantonales

**Art. 8** <sup>1</sup> L'Etat verse des subventions annuelles en vue d'encourager l'élevage des races bovines, chevalines et de menu bétail reconnues. Les régions de montagne bénéficient de subventions plus élevées.

<sup>2</sup> L'écoulement du bétail et, en région de montagne, l'assainissement des troupeaux peuvent être encouragés par des mesures spéciales.

<sup>3</sup> Des subventions peuvent être accordées en faveur de l'aviculture.

## SECTION 5 : Agriculture biologique

Encouragement

**Art. 9** L'Etat peut encourager la conversion à l'agriculture biologique selon des modalités définies dans une législation spéciale.

## SECTION 6 : Aménagement du territoire

Patrimoine  
naturel et  
environnement

**Art. 10** <sup>1</sup> Les milieux agricoles collaborent avec l'Etat et les communes pour préserver le patrimoine naturel et l'environnement.

<sup>2</sup> Les restrictions à l'exploitation des immeubles agricoles font en principe l'objet d'une indemnisation.

## SECTION 7 : Améliorations structurelles

Encouragement **Art. 11** <sup>1</sup> L'Etat favorise l'amélioration des structures foncières et des bâtiments.

<sup>2</sup> Il encourage la sauvegarde du patrimoine rural, notamment du patrimoine bâti.

## SECTION 8 : Droit foncier

Propriété foncière rurale **Art. 12** L'Etat favorise l'accession des agriculteurs à la propriété foncière rurale.

## SECTION 9 : Conditions d'engagement dans l'agriculture

Contrat de travail **Art. 13** <sup>1</sup> Le Gouvernement établit, conformément à l'article 359, alinéa 2, du Code des obligations<sup>3)</sup>, des contrats-types de travail pour les employés d'exploitation et de maison dans l'agriculture.

<sup>2</sup> L'employeur est tenu de remettre à l'employé un exemplaire du contrat-type au moment où commence le rapport de service.

## SECTION 10 : Développement endogène

Diversification des activités **Art. 14** Afin de favoriser l'occupation décentralisée du territoire, l'Etat encourage la diversification des activités en milieu rural.

Transformation, mise en valeur et écoulement des produits du secteur primaire **Art. 15** L'Etat favorise la transformation, la mise en valeur et l'écoulement des produits du secteur primaire.

Economie laitière **Art. 16** <sup>1</sup> L'Etat encourage l'économie laitière et la mise en valeur du lait.

<sup>2</sup> Il participe aux mesures prises par la Confédération et les organisations de l'industrie laitière pour améliorer la qualité du lait et des produits laitiers en application de l'ordonnance fédérale du 7 décembre 1998 concernant l'assurance et le contrôle de la qualité dans l'économie laitière<sup>4)</sup>. A cet effet, il alloue des subventions, notamment en faveur des services d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière.

Activités  
complémentaires

**Art. 17** Afin de maintenir une forte population rurale, l'Etat encourage les activités complémentaires.

## SECTION 11 : Dispositions particulières

Mesures sociales

**Art. 18** <sup>1</sup> L'Etat contribue à l'amélioration des conditions de vie en milieu rural.

<sup>2</sup> Il encourage l'entraide agricole sur le plan social et sur le plan professionnel.

<sup>3</sup> Il peut notamment prêter son concours à l'encaissement de contributions professionnelles en faveur d'organisations chargées de la promotion générale de l'agriculture cantonale et concernées par l'application de la présente loi.

Prévention des  
accidents

**Art. 19** <sup>1</sup> En vue de prévenir les accidents, l'agriculteur prend les mesures dictées par l'expérience, les conditions de la technique et les circonstances.

<sup>2</sup> L'information relative à la prévention des accidents incombe au Département de l'Economie.

**Art. 20**<sup>12)</sup>

Organisations  
agricoles

**Art. 21** L'Etat peut confier aux organisations agricoles l'exécution des tâches qui lui incombent en vertu de la présente loi.

## SECTION 12 : Mesures financières

Crédits d'investissements, aide aux exploitations et prêts de développement rural

**Art. 22** <sup>1</sup> L'Etat contribue de manière suffisante à l'aide aux exploitations.

<sup>2</sup> ...<sup>8)</sup>

<sup>3</sup> Les crédits d'investissements, l'aide aux exploitations et les prêts de développement rural font l'objet d'une législation spéciale.<sup>9)</sup>

Subventions **Art. 23** <sup>1</sup> L'Etat verse les subventions prévues par la présente loi et par la législation portant application de celle-ci.

Rapport avec les subventions fédérales <sup>2</sup> L'Etat accorde des subventions au moins égales à celles qu'exige de lui la législation fédérale dans tous les cas où des subventions cantonales sont la condition de l'octroi de subventions fédérales.

Expositions agricoles **Art. 24** L'Etat peut allouer des subventions aux expositions agricoles qui revêtent une grande importance et visent à encourager la production de qualité et l'écoulement des produits du secteur primaire.

Exigences de formation **Art. 25** <sup>1</sup> Pour bénéficier de contributions cantonales en matière de crédits d'investissements et d'améliorations des structures, le requérant doit avoir une formation professionnelle appropriée.

<sup>2</sup> La formation professionnelle du requérant est considérée comme appropriée lorsqu'il est détenteur d'un certificat fédéral de capacité en agriculture ou d'un diplôme décerné par une école d'agriculture.

<sup>3</sup> Une expérience de cinq ans au moins dans l'exploitation et la gestion d'une entreprise agricole peut être assimilée à une formation professionnelle appropriée.

### SECTION 13 : Voies de droit, dispositions pénales et finales

Recours **Art. 26** Les décisions du Département de l'Economie peuvent être portées par voie de recours dans les 30 jours devant la Cour administrative, conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>5)</sup>; les décisions de la Cour administrative peuvent, pour autant que le recours soit possible en application des articles 166 et 167 de la loi fédérale sur l'agriculture<sup>1)</sup>, être portées dans les 30 jours devant les instances fédérales compétentes.

Poursuites pénales **Art. 27** Les infractions à la présente loi ou aux dispositions d'exécution qui s'y rapportent sont punissables selon les articles 172 à 176 de la loi fédérale sur l'agriculture<sup>1)</sup>.



Législation  
d'application

**Art. 28** <sup>1</sup> Les mesures à prendre en matière de formation professionnelle, de production végétale, de production animale, d'améliorations foncières et de droit foncier rural font l'objet d'une législation spéciale édictée par le Parlement.

<sup>2</sup> Le Parlement règle, par voie de décret, la participation des exploitants aux frais des contrôles auxquels le versement des paiements directs et des autres contributions prévues par la loi fédérale sur l'agriculture<sup>1)</sup> et ses dispositions d'exécution est subordonné.<sup>10)</sup>

Exécution

**Art. 29** <sup>1</sup> Le Gouvernement exécute la présente loi; il édicte à cet effet les dispositions nécessaires.

<sup>2</sup> Si les ordonnances du Conseil fédéral relatives à la loi fédérale sur l'agriculture<sup>1)</sup> venaient à assigner au Canton d'autres tâches d'exécution, la compétence en incomberait au Gouvernement ou au département désigné par lui.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut faire appel à la collaboration administrative des communes pour appliquer les mesures prévues par la loi fédérale sur l'agriculture<sup>1)</sup>; s'il doit en résulter des frais importants pour les communes, il y a lieu de leur verser une indemnité équitable.

Abrogation

**Art. 30** La loi du 20 avril 1989 sur le développement rural est abrogée.

Référendum

**Art. 31** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 32** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>6)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 20 juin 2001

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Marcel Hubleur  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) [RS 910.1](#)
- 2) [RSJU 101](#)
- 3) [RS 220](#)
- 4) [RS 916.351.0](#)
- 5) [RSJU 175.1](#)
- 6) 1<sup>er</sup> septembre 2001
- 7) Nouvelle teneur selon l'article 26, alinéa 1, de la loi du 19 mai 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale ([RSJU 915.11](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2004
- 8) Abrogé par le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005
- 10) Introduit par le ch. I de la loi du 17 décembre 2014 portant modification des actes législatifs liés à des mesures d'économie dans le domaine de l'agriculture, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 11) Introduit par le ch. I de la loi du 30 septembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 12) Abrogé par le ch. I de la loi du 19 novembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021

## Décret sur le développement rural

du 20 juin 2001

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 178 de la loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture (LAgr)<sup>1</sup>,

vu la loi du 20 juin 2001 sur le développement rural<sup>2</sup>,

arrête :

### SECTION 1: Dispositions générales

But

**Article premier** <sup>1</sup> Le présent décret a pour but de permettre à l'agriculture d'assumer les multiples fonctions que lui assigne le droit fédéral.

<sup>2</sup> Il met en œuvre la politique agricole cantonale telle qu'elle est définie par la loi sur le développement rural.

<sup>3</sup> Il applique et complète les mesures fédérales de politique agricole et de développement rural par des mesures cantonales.

Mesures

**Art. 2** Le but du présent décret est réalisé en :

- a) diversifiant la production et en encourageant les spécialités régionales;
- b) diversifiant les activités;
- c) favorisant la mise en valeur et l'écoulement des produits agricoles;
- d) encourageant une agriculture productive et ménageant l'environnement;
- e) améliorant la capacité concurrentielle de l'agriculture;
- f) valorisant la qualité de la production;
- g) favorisant la collaboration entre agriculteurs;
- h) favorisant la collaboration entre les diverses branches d'activité économique concernées par la production, la transformation, la fabrication et la vente de denrées alimentaires.

Autorités  
compétentes

**Art. 3** <sup>1</sup> Le développement rural, en particulier l'application de la politique agricole cantonale, est placé sous la surveillance du Gouvernement qui l'exerce par le Département de l'Economie.

<sup>2</sup> Le Service de l'économie rurale est le service compétent en matière de développement rural.

Collaboration

**Art. 4** Le Service de l'économie rurale collabore avec les services intéressés de l'Etat et de la Confédération et avec les organisations professionnelles quand les mesures à prendre sont en rapport avec le développement rural.

## SECTION 2 : Subventions et prêts

Principe

**Art. 5** <sup>1</sup> L'Etat encourage le développement rural par des subventions et des prêts octroyés en application de la législation fédérale et des dispositions des sections 4 à 9.

<sup>2</sup> Il peut allouer des subventions et octroyer des prêts dans les cas où la Confédération n'en accorde pas.

Exigences de formation

**Art. 6** L'article 25 de la loi sur le développement rural<sup>2)</sup> fixant des exigences de formation pour bénéficier de contributions cantonales en matière de crédits d'investissements et d'amélioration des structures est réservé.

Priorités

**Art. 7** Les mesures sont soutenues compte tenu de l'intérêt qu'elles représentent pour le développement rural, de leur urgence et de la politique agricole cantonale.

Fixation des taux

**Art. 8** <sup>1</sup> Les taux de subvention ou de prêts sont déterminés en fonction des critères suivants :

- a) nature du projet réalisé et conformité aux objectifs du développement rural;
- b) zones du cadastre de la production;
- c) charge qu'impose le projet au maître de l'ouvrage;
- d) moyens propres fournis par le maître de l'ouvrage lors de la réalisation du projet.

<sup>2</sup> Le cas échéant, il peut être renoncé à l'octroi d'une subvention ou d'un prêt.

Taux des  
subventions  
ou des prêts

**Art. 9** Le taux maximum des subventions ou des prêts est le suivant :

- a) zone de plaine : 40 % du devis de base;
- b) zone des collines et zone de montagne I : 50 % du devis de base;
- c) zone de montagne II et III : 60 % du devis de base.

Mise en chantier

**Art. 10** La réalisation d'un projet ne peut débuter que si le Service de l'économie rurale a délivré une autorisation écrite de mise en chantier.

Révocation de la  
subvention et du  
prêt

**Art. 11** Le Gouvernement peut révoquer ou modifier la promesse de subvention ou de prêt :

- a) si le bénéficiaire ne respecte pas les conditions et les charges imposées;
- b) si l'entreprise est suspendue ou modifiée ou si, sans motifs suffisants, les délais d'exécution ne sont pas observés.

Versement des  
subventions et  
des prêts

**Art. 12** <sup>1</sup> Les subventions ou les prêts sont versés sur la base du décompte final, accompagné des factures acquittées et signées, remis au Service de l'économie rurale un an au plus tard après la fin des travaux.

<sup>2</sup> Des acomptes peuvent être versés en fonction de l'avancement des travaux.

Ressources  
financières

**Art. 13**<sup>9)</sup> Les subventions et les prêts octroyés en vertu du présent décret sont inscrits au budget.

Compétence  
pour l'octroi des  
prêts

**Art. 13a**<sup>10)</sup> <sup>1</sup> Les organes désignés par le décret sur les crédits d'investissements, l'aide aux exploitations et les prêts de développement rural<sup>3)</sup> sont également compétents pour octroyer les prêts.

<sup>2</sup> Au surplus la législation fédérale et cantonale en matière de crédits d'investissements dans l'agriculture s'applique par analogie.

### SECTION 3 : ...<sup>11)</sup>

**Art. 14 à 16**<sup>11)</sup>

## SECTION 4 : Diversification des productions et spécialités régionales

Principe	<b>Art. 17</b> L'Etat favorise la diversification des productions et la production de spécialités régionales.
Affectation des prêts	<b>Art. 18</b> Des prêts et des subventions sont accordés pour financer les investissements liés à la diversification des productions et à la production de spécialités.
Projets encouragés	<p><b>Art. 19</b> Peuvent notamment faire l'objet de prêts et de subventions les projets ayant pour but de développer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) des productions à des fins non alimentaires;</li> <li>b) des productions liées à la mise en valeur de sous-produits;</li> <li>c) des productions nouvelles dans une entreprise agricole;</li> <li>d) des productions de spécialités.</li> </ul>
Bénéficiaires	<p><b>Art. 20</b> <sup>1</sup> Les personnes exploitant une entreprise agricole à titre personnel, principal ou accessoire, peuvent bénéficier de prêts et de subventions.</p> <p><sup>2</sup> Des prêts et des subventions peuvent également être accordés pour financer l'étude et la réalisation de mesures collectives liées à la diversification des productions et des spécialités régionales.</p>

## SECTION 5 : Diversification des activités

Principe	<p><b>Art. 21</b> <sup>1</sup> L'Etat favorise la diversification des activités dans l'agriculture.</p> <p><sup>2</sup> L'Etat encourage la création et le maintien d'emplois complémentaires à l'agriculture dans les régions rurales.</p>
Affectation des prêts	<p><b>Art. 22</b> <sup>1</sup> Des prêts et des subventions sont accordés pour financer les investissements liés à la diversification des activités.</p> <p><sup>2</sup> Ils le sont dans la mesure où ils ne faussent pas le jeu de la libre concurrence dans la région concernée.</p>

Projets encouragés **Art. 23** Peuvent notamment faire l'objet de prêts et de subventions, les projets ayant pour but d'exercer une activité dans les domaines suivants :

- a) tourisme rural;
- b) artisanat;
- c) services.

Bénéficiaires **Art. 24** <sup>1</sup> Les personnes exerçant une activité agricole à titre principal ou accessoire peuvent bénéficier de prêts et de subventions.

<sup>2</sup> Des prêts et des subventions peuvent également être accordés pour financer l'étude et la réalisation de mesures collectives liées à la diversification des activités.

## **SECTION 6 : Mise en valeur et écoulement de produits agricoles**

Principe **Art. 25** <sup>1</sup> L'Etat encourage la mise en valeur et l'écoulement des produits agricoles.

<sup>2</sup> Il soutient notamment les mesures tendant à identifier les produits agricoles et les produits agricoles transformés en provenance du territoire jurassien en vue d'en faciliter l'écoulement.

Marque de garantie avec indication de provenance **Art. 26** <sup>1</sup> L'Etat crée une marque de garantie avec indication de provenance intitulée : "Spécialité de la République et Canton du Jura".

<sup>2</sup> La marque est déposée auprès de l'Office fédéral de la propriété intellectuelle.

<sup>3</sup> Elle est attribuée aux produits agricoles, aux produits agricoles transformés et aux services satisfaisant aux exigences formulées dans un cahier des charges établi pour chaque produit et pour chaque service.

Commission des marques **Art. 27** <sup>1</sup> En vue de contribuer à améliorer la qualité des produits agricoles et d'en faciliter l'écoulement, l'Etat crée une commission des marques.

<sup>2</sup> La commission se compose de neuf personnes au moins représentant l'Etat, les producteurs, les transformateurs et les consommateurs.

<sup>3</sup> Les membres de la commission sont nommés par le Gouvernement pour la législature; leur mandat est renouvelable deux fois.<sup>[12\)](#)</sup>

<sup>4</sup> La commission a notamment pour mandat, en collaboration avec les associations professionnelles intéressées :

- a) la promotion de l'identification des produits agricoles et des produits agricoles transformés, notamment les indications géographiques, les appellations d'origine et les dénominations traditionnelles;
- b) l'exécution des tâches incombant au Canton en application des articles 14, 15 et 16 de la loi fédérale sur l'agriculture<sup>[1\)](#)</sup>;
- c) la définition ou la reconnaissance du cahier des charges de chaque produit;
- d) l'octroi du droit d'usage de la marque;
- e) la tenue du registre des produits agricoles, des denrées alimentaires et des services dont les marques ont été déposées;
- f) la promotion globale de la marque;
- g) le contrôle du respect du cahier des charges pour chaque produit et pour chaque service;
- h) la lutte contre les usages frauduleux des marques déposées;
- i) la présentation d'un rapport annuel au Gouvernement.

<sup>5</sup> Le Gouvernement peut confier tout ou partie des tâches dévolues à la commission à des organisations agricoles, à des collectivités ou à des établissements.<sup>[8\)](#)</sup>

Commercialisation

**Art. 28** <sup>1</sup> L'Etat peut soutenir la création d'infrastructures de commercialisation par l'octroi de prêts et de subventions.

<sup>2</sup> Il peut participer au financement de marchés tendant à faciliter l'écoulement de la production agricole par l'octroi de subventions.

## **SECTION 7 : Production ménageant l'environnement et sauvegarde des espèces**

Principe

**Art. 29** <sup>1</sup> L'Etat favorise la production ménageant l'environnement.

<sup>2</sup> Il prend des mesures visant à :

- a) sauvegarder les espèces animales et végétales menacées;
- b) réduire les nuisances occasionnées par les activités agricoles aux éléments naturels;
- c) maintenir la beauté et la diversité des paysages.



Agriculture  
biologique

**Art. 30** L'Etat peut octroyer un prêt ou une subvention en cas de conversion d'une exploitation agricole à la pratique de l'agriculture biologique.

Utilisation  
durable des  
ressources  
naturelles

**Art. 30a<sup>13)</sup>** <sup>1</sup> L'Etat peut, en complément à celles octroyées par le Confédération, octroyer des contributions pour des projets régionaux ou propres à une branche qui visent à améliorer l'utilisation durable des ressources naturelles.

<sup>2</sup> Le montant de ces contributions s'élève à 20 % au plus des coûts pris en compte pour la réalisation des projets et des mesures.

## SECTION 8 : Mesures de politique agricole fédérale

Principe

**Art. 31<sup>14)</sup>** <sup>1</sup> Le Service de l'économie rurale est chargé de l'application de la législation fédérale relative aux paiements directs et aux autres contributions.

<sup>2</sup> Il est compétent pour déterminer le droit aux contributions, pour déterminer le mode d'enregistrement des données et les délais d'annonce ainsi que pour rendre les décisions nécessaires.

Contrôle et  
inspections des  
exploitations

**Art. 31a<sup>15)</sup>** Le Service de l'économie rurale vérifie les données fournies par les exploitations, le respect des charges et des conditions ainsi que le droit aux aides individuelles.

Coordination

**Art. 31b<sup>15)</sup>** Le Service de l'économie rurale assure la coordination avec les inspections qui doivent être réalisées en vertu d'autres dispositions légales, notamment en matière de protection des animaux et de protection des eaux.

Collaboration et  
délégation  
a) Principe

**Art. 32<sup>14)</sup>** <sup>1</sup> Le Service de l'économie rurale peut assumer les tâches qui lui incombent en vertu des articles 31, 31a et 31b en collaboration avec d'autres cantons ou d'autres instances.

<sup>2</sup> Le Département de l'Economie peut également confier tout ou partie de ces tâches à des organismes de contrôle.<sup>17)</sup>

b) Indemnisation

**Art. 32a<sup>15)</sup>** Dans la mesure où ils ne sont pas rémunérés directement par les exploitants, les tiers auxquels des tâches sont déléguées sont indemnisés en fonction du temps de travail et des frais effectifs, ou au moyen d'un forfait calculé sur cette base.

**Art. 33<sup>18)</sup>**

Financement  
a) Exploitants

**Art. 33a<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> Les frais de contrôles assumés par les tiers auxquels des tâches sont déléguées peuvent être couverts par des cotisations ou des émoluments perçus directement auprès des exploitants.

<sup>2</sup> Les frais de contrôles peuvent être mis à charge des exploitants.

<sup>3</sup> Les frais sont déterminés chaque année par le Service de l'économie rurale en fonction du coût effectif des contrôles et inspections réalisés.

<sup>4</sup> Ils peuvent, avec l'accord des exploitants, être directement déduits des contributions octroyées.

**Art. 33b<sup>18)</sup>****SECTION 9 : Dispositions particulières**

Collaborations  
extérieures

**Art. 34** L'Etat et ses services collaborent aux activités propres à favoriser le développement rural.

Activités  
culturelles

**Art. 35** Les activités culturelles en milieu rural peuvent être soutenues par l'Etat.

**SECTION 10 : Voies de droit, dispositions transitoires et finales**

Voies de droit

**Art. 36** Les décisions rendues en vertu du présent décret peuvent faire l'objet d'un recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>6)</sup>. L'article 16, alinéa 2, demeure réservé.

**Art. 37<sup>18)</sup>**

Abrogation

**Art. 38** Le décret du 30 novembre 1994 sur le développement rural est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 39** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>7)</sup> du présent décret.

Delémont, le 20 juin 2001

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Marcel Hubleur  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) [RS 910.1](#)
- 2) [RSJU 910.1](#)
- 3) [RSJU 914.1](#)
- 4) [RS 910.13](#)
- 5) [RS 910.91](#)
- 6) [RSJU 175.1](#)
- 7) 1<sup>er</sup> septembre 2001
- 8) Nouvelle teneur selon l'article 26, alinéa 2, de la loi du 19 mai 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale ([RSJU 915.11](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2004
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005
- 10) Introduit par le ch. I du décret du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005
- 11) Abrogé(e)(s) par le ch. I du décret du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. XXVI de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
- 13) Introduit par le ch. I du décret du 21 novembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. II de la loi du 17 décembre 2014 portant modification des actes législatifs liés à des mesures d'économie dans le domaine de l'agriculture, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 15) Introduit par le ch. II de la loi du 17 décembre 2014 portant modification des actes législatifs liés à des mesures d'économie dans le domaine de l'agriculture, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 16) Abrogé par le ch. II de la loi du 17 décembre 2014 portant modification des actes législatifs liés à des mesures d'économie dans le domaine de l'agriculture, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016

- <sup>17)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 19 novembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021
- <sup>18)</sup> Abrogé par le ch. I du décret du 19 novembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021

## Ordonnance

### portant exécution de la législation fédérale sur les épizooties et l'élimination des sous-produits animaux<sup>18)</sup>

du 9 décembre 1997

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 1<sup>er</sup> juillet 1966 sur les épizooties (LFE)<sup>1)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 27 juin 1995 sur les épizooties (OFE)<sup>2)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 23 juin 2004 concernant l'élimination des sous-produits animaux (OESPA)<sup>3)</sup>,<sup>19)</sup>

vu l'ordonnance fédérale du 20 avril 1988 concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux (OITE)<sup>4)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Champ d'application et autorités compétentes

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance règle l'application des dispositions fédérales en matière :

- a) d'épizooties;
- b) de sous-produits animaux<sup>20)</sup>.

<sup>2</sup> Sont considérées comme épizooties, les maladies animales transmissibles désignées par la législation fédérale (art. 1 LFE et 2 à 5 OFE).

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut décider d'appliquer les dispositions de la présente ordonnance, en tout ou partie, à d'autres maladies transmissibles particulièrement dangereuses.

<sup>4</sup> Sont réputés sous-produits animaux<sup>20)</sup>, les cadavres d'animaux et autres déchets désignés à l'article 3 de l'ordonnance fédérale concernant l'élimination des sous-produits animaux<sup>3)</sup>.

Haute  
surveillance

**Art. 2** Le Gouvernement exerce la haute surveillance sur la police des épizooties et l'élimination des sous-produits animaux<sup>20)</sup>.

Surveillance	<b>Art. 3</b> La surveillance et la direction de la police des épizooties entrent dans les attributions du Département de l'Economie, de même que la surveillance de l'élimination des sous-produits animaux <sup>20)</sup> .
Application	<b>Art. 4</b> <sup>1</sup> Le Service vétérinaire est chargé de l'application de la présente ordonnance.
Laboratoires d'analyses	<sup>2</sup> Les laboratoires d'analyses désignés par le Service vétérinaire sont seuls compétents en matière d'analyses bactériologiques, virologiques et parasitologiques relevant de la police des épizooties.
Relations avec d'autres services	<b>Art. 5</b> Le Service vétérinaire est autorisé à se mettre directement en relation, pour les affaires de sa compétence, avec les services fédéraux, les autorités cantonales, communales et judiciaires, la police et la gendarmerie cantonales, les associations, syndicats ou corporations et les particuliers.
Caisse des épizooties	<b>Art. 6</b> Pour remplir ses obligations financières découlant de la législation sur les épizooties, le Canton instaure une Caisse des épizooties.

## CHAPITRE II : Organes de la police des épizooties

### SECTION 1 : Attributions des organes de la police des épizooties

Département de l'Economie	<b>Art. 7</b> Le Service vétérinaire, les organes de la police des épizooties et la Caisse des épizooties sont soumis à la surveillance du Département de l'Economie.
Vétérinaire cantonal a) Nomination	<b>Art. 8</b> <sup>1</sup> La police des épizooties est confiée au vétérinaire cantonal.  <sup>2</sup> Le vétérinaire cantonal et son suppléant sont nommés par le Gouvernement.
b) Tâches	<b>Art. 9</b> Le vétérinaire cantonal : a) dirige le Service vétérinaire; b) nomme : 1. les inspecteurs du bétail et leurs suppléants (art. 13, al. 2); 2. les inspecteurs régionaux des ruchers et leurs suppléants (art. 21, al. 2);

- c) édicte les dispositions relatives :
  - 1. à l'estivage et à l'hivernage;
  - 2. au commerce du bétail;
- d) exerce la surveillance :
  - 1. des vétérinaires dans l'exercice de leurs fonctions officielles;
  - 2. des inspecteurs du bétail et de leurs suppléants;
  - 3. de l'inspecteur cantonal et des inspecteurs régionaux des ruchers;
  - 4. des maréchaux-ferrants et des pareurs d'onglons;
  - 5. des équarrisseurs, des centres collecteurs de sous-produits animaux<sup>20)</sup>, ainsi que des éventuels clos d'équarrissage;
  - 6. des caisses d'assurance du bétail;
  - 7. du trafic des animaux, du commerce du bétail, du trafic de voisinage à la frontière franco-suisse relevant d'accords particuliers et du transport d'animaux et des matières animales;
  - 8. de l'insémination artificielle et du transfert d'embryons;
- e) exécute toutes les tâches qui lui incombent en vertu de la législation fédérale sur les épizooties et accomplit toutes les autres tâches prévues par cette législation non attribuées expressément à un autre organe;
- f) accorde les autorisations et fixe les conditions pour les marchés et expositions de bétail, les expositions canines, félines, cuniculicoles et avicoles;
- g) organise les cours à l'intention des inspecteurs du bétail et des ruchers, des maréchaux-ferrants, pareurs d'onglons et équarrisseurs;
- h) délivre les autorisations en matière d'élimination des sous-produits animaux<sup>20)</sup>, organise cette élimination et exerce la surveillance nécessaire;
- i) exerce toute autre tâche confiée par le Département de l'Economie.

Vétérinaires  
officiels

**Art. 10** <sup>1</sup> Le Département de l'Economie nomme un vétérinaire officiel et un suppléant par district, sur proposition du vétérinaire cantonal, après consultation de la Société des vétérinaires jurassiens.

<sup>2</sup> Le vétérinaire officiel exécute les tâches que lui impose la législation fédérale en matière d'épizooties.

<sup>3</sup> Le vétérinaire cantonal peut le charger d'autres tâches.

Vétérinaires de  
contrôle

**Art. 11** <sup>1</sup> Sur proposition du vétérinaire cantonal, le Département de l'Economie désigne un vétérinaire de contrôle pour chaque exploitation détenant des animaux à onglons ou plus de cinquante poules.

<sup>2</sup> Le vétérinaire de contrôle exerce les tâches prescrites par la législation fédérale.

<sup>3</sup> Il exécute en outre les tâches que lui confient le vétérinaire cantonal et le vétérinaire officiel.

<sup>4</sup> Le vétérinaire cantonal nomme les vétérinaires chargés du contrôle des animaux destinés à l'exportation.

Vétérinaires non officiels

**Art. 12** <sup>1</sup> Les vétérinaires non officiels accomplissent les obligations qui leur incombent en vertu de la législation fédérale, notamment celle d'annoncer les cas d'épizooties qu'ils constatent.

<sup>2</sup> Dans les limites de leurs possibilités, ils sont tenus d'accepter les tâches qui leur sont confiées par le vétérinaire cantonal dans le cadre de l'application des mesures de police des épizooties.

Inspecteurs du bétail  
a) Nomination et formation

**Art. 13** <sup>1</sup> Le territoire de la République et Canton du Jura est divisé en cercles d'inspection du bétail par le vétérinaire cantonal.

<sup>2</sup> Le vétérinaire cantonal nomme pour chaque cercle un inspecteur du bétail et un suppléant, sur proposition des autorités de police locale. [22\)](#) [32\)](#)

<sup>3</sup> Le suppléant peut aussi être nommé en la personne de l'inspecteur du cercle voisin.

<sup>4</sup> Au cas où le poste d'un inspecteur du bétail devient vacant, le vétérinaire cantonal peut décider la fusion de son cercle d'inspection avec un cercle voisin et son attribution à l'inspecteur de ce dernier.

<sup>5</sup> Les inspecteurs du bétail et les suppléants sont tenus, avant d'entrer en fonction, de suivre un cours d'introduction et, par la suite, les cours complémentaires de formation.

b) Attributions

**Art. 14** L'inspecteur du bétail exerce les attributions qui lui incombent en vertu de la législation fédérale. Il est notamment chargé :

a) ... [5\)](#)

b) ... [5\)](#)

c) de rédiger les rapports, de donner tous les renseignements qui lui sont demandés par le Service vétérinaire ou les autres organes de la police des épizooties et de collaborer avec eux dans leurs vacations officielles;



- d) de procéder chaque année lors du recensement fédéral :
  - 1. au recensement de tous les animaux mentionnés à l'article 71, alinéa 1, de la présente ordonnance;
  - 2. ...[28\)](#)
- e) de communiquer à la caisse locale d'assurance du bétail tous les renseignements utiles et remplir toutes les formules nécessaires à la bonne marche de la caisse.

### **Art. 15**[5\)](#)

Equarrisseurs  
a) Nomination

**Art. 16** La collectivité publique responsable du centre collecteur nomme un équarrisseur, préposé au centre collecteur; elle nomme en outre son suppléant.

b) Tâches

**Art. 17** L'équarrisseur exécute les tâches qui lui incombent en vertu de la législation fédérale.

Autorité de police  
locale

**Art. 18** L'autorité de police locale exécute les prescriptions édictées par les organes de la police des épizooties et exerce les attributions qui lui incombent en vertu de la législation fédérale.

## **SECTION 2 : Dispositions particulières concernant l'inspection des ruchers**

Inspecteur  
cantonal des  
ruchers  
a) Nomination

**Art. 19** L'inspecteur cantonal des ruchers et son suppléant sont nommés par le Département de l'Economie sur proposition du vétérinaire cantonal, après consultation de la Fédération d'apiculture du canton du Jura.

b) Tâches  
1. En général

**Art. 20** <sup>1</sup> L'inspecteur cantonal des ruchers exécute les tâches que lui impose la législation fédérale qui ne sont pas confiées à l'inspecteur régional. En particulier, il organise et coordonne, sous la direction du vétérinaire cantonal, l'inspection des ruchers et la lutte contre les épizooties des abeilles dans tout le Canton.

2. Déclaration de  
séquestre

<sup>2</sup> Il déclare l'apparition d'épizooties et propose au Service vétérinaire, après enquête, le séquestre sur des ruchers isolés ou le séquestre de régions déterminées.

3. Instructions aux inspecteurs régionaux      <sup>3</sup> Il donne les instructions aux inspecteurs régionaux, ordonne et surveille les traitements préventifs et curatifs ainsi que la désinfection ou la destruction des colonies malades.

4. Décomptes      <sup>4</sup> Il contrôle les rapports et les décomptes des indemnités à verser pour les dommages aux ruchers ainsi que les honoraires des inspecteurs régionaux et de leurs suppléants. Il transmet les rapports et décomptes au Service vétérinaire, au plus tard le 30 octobre de chaque année.

Inspecteurs régionaux des ruchers  
a) Nomination et formation      **Art. 21** <sup>1</sup> Chaque district forme un cercle régional d'inspection des ruchers.

<sup>2</sup> Le vétérinaire cantonal nomme pour chaque cercle un inspecteur régional et, suivant le nombre des colonies d'abeilles, un ou plusieurs suppléants, après consultation de l'inspecteur cantonal et de la société d'apiculture intéressée.

<sup>3</sup> Les inspecteurs des ruchers et leurs suppléants sont tenus, avant d'entrer en fonction, de suivre, aux frais de l'Etat, un cours d'introduction et, par la suite, les cours complémentaires de formation donnés sous la direction de la Section apicole de la Station fédérale d'industrie laitière de Liebefeld. Un certificat de capacité leur est délivré par le Service vétérinaire.

b) Tâches      **Art. 22** L'inspecteur régional doit :

- a) ...<sup>5)</sup>
- b) ...<sup>5)</sup>
- c) <sup>6)</sup> contrôler périodiquement, en collaboration avec les suppléants, tous les ruchers de son cercle d'inspection, conformément aux instructions de l'inspecteur cantonal des ruchers, en particulier vérifier le "contrôle d'effectif";
- d) consigner ses observations dans des rapports qu'il adressera à l'inspecteur cantonal pour le 30 juin et le 30 septembre de chaque année;
- e) contrôler chaque année les ruchers des apiculteurs pratiquant le commerce des abeilles;
- f) déclarer immédiatement à l'inspecteur cantonal tous les cas suspects qui parviennent à sa connaissance et prendre les premières mesures appropriées aux circonstances;
- g) procéder, avec l'inspecteur cantonal ou avec un autre inspecteur régional, à l'estimation des colonies d'abeilles à détruire conformément aux dispositions de l'Office vétérinaire fédéral;
- h) ...<sup>5)</sup>;

i) ...[28\)](#)

## Art. 23[5\)](#)

Trafic d'abeilles  
a) Identification  
des ruchers

**Art. 24** Le Service vétérinaire peut décider d'attribuer un numéro d'ordre à chaque rucher. Dans ce cas, l'apiculteur doit le faire figurer bien en vue. Le Service vétérinaire est en droit de disposer des ruchers sans numéro.

b) Transfert  
d'abeilles, de  
ruchers et de  
matériel apicole

## Art. 25 <sup>1</sup>...[5\)](#)

<sup>2</sup> Le transfert d'abeilles aussi bien à l'intérieur d'un cercle d'inspection qu'à l'intérieur du Canton doit être annoncé à l'inspecteur régional des ruchers au moins dix jours à l'avance.

<sup>3</sup> Le transfert de ruchers et de matériel apicole est soumis à l'autorisation de l'inspecteur cantonal des ruchers.

c) Contrôle  
sanitaire

**Art. 26** Avant de délivrer un laissez-passer, l'inspecteur effectue un contrôle sanitaire du rucher lorsque celui-ci n'a pas été contrôlé durant la saison en cours.

d) Apiculture  
pastorale  
1. Autorisation

**Art. 27** <sup>1</sup> Les propriétaires de ruches désirant pratiquer l'apiculture pastorale ou florale doivent en demander l'autorisation jusqu'au 1er mai de chaque année à l'inspecteur cantonal, en indiquant le lieu de stationnement.

<sup>2</sup> L'autorisation n'est accordée qu'après un contrôle opéré aux frais du requérant, selon le tarif des honoraires prévu à l'article 36 de la présente ordonnance. Cette autorisation attestera que les colonies sont saines et que le lieu de stationnement n'est pas sous séquestre.

<sup>3</sup> ...[5\)](#)

e) Mesures à  
observer

**Art. 28** <sup>1</sup> Les transferts de ruchers d'un cercle d'inspection dans un autre ne sont autorisés que dès la nuit tombée.

<sup>2</sup> Lors de tout déplacement d'abeilles, les apiculteurs doivent assurer solidement la fermeture des récipients et des ruches.

Essaims et  
pièges

**Art. 29** Les essaims d'origine inconnue doivent être isolés et immédiatement annoncés à l'inspecteur régional pour un contrôle du couvain. Ils seront incorporés au rucher pour autant que les résultats des examens d'analyse soient négatifs. Dans les zones sous séquestre, les essaims doivent être détruits. La pose de pièges à essaims est interdite.

Nettoyage et  
désinfection

**Art. 30** <sup>1</sup> Les apiculteurs doivent se conformer aux ordres et instructions du Service vétérinaire et des inspecteurs des ruchers et mettre à leur disposition le personnel et le matériel nécessaires au contrôle, à l'assainissement, au nettoyage et à la désinfection des ruchers.

<sup>2</sup> S'ils refusent ou négligent de se soumettre aux mesures prévues à l'alinéa premier, celles-ci seront prises d'office, aux frais des apiculteurs récalcitrants.

Rucher inoccupé  
ou contaminé

**Art. 31** <sup>1</sup> Lorsqu'un rucher est totalement ou partiellement inoccupé, les ruches non occupées et les récipients servant au miel et aux rayons seront fermés de manière à ce que les abeilles ne puissent y pénétrer.

<sup>2</sup> Aucune colonie ne peut être replacée dans un rucher inoccupé depuis plus de six mois ou dans un rucher contaminé, avant qu'il ait été désinfecté et contrôlé par l'inspecteur régional.

Nourriture pour  
abeilles

**Art. 32** <sup>1</sup> Toute acquisition de miel étranger ou de miel provenant de l'extérieur de l'exploitation, pour nourrir les abeilles et fabriquer des pâtes ou gâteaux destinés à leur alimentation, est interdite.

<sup>2</sup> La nourriture pour abeilles mise dans le commerce ne peut être préparée qu'avec du miel provenant de ruches indigènes contrôlées et trouvées indemnes d'épizooties.

### **SECTION 3 : Dispositions particulières concernant l'inspection des piscicultures**

Piscicultures

**Art. 33** <sup>1</sup> L'inspecteur cantonal responsable de la pêche exerce la surveillance de la police des épizooties sur les piscicultures du Canton.

<sup>2</sup> Il est à disposition du vétérinaire cantonal pour toutes les mesures à prendre en matière de police des épizooties.

<sup>3</sup> Il contrôle les effectifs des exploitations piscicoles (art. 276, al. 3, OFE).

#### **SECTION 4 : Autres prescriptions concernant les organes de la police des épizooties**

Droit d'accès

**Art. 34** <sup>1</sup> Le vétérinaire cantonal, les vétérinaires officiels, les vétérinaires de contrôle, les inspecteurs du bétail, l'inspecteur cantonal et les inspecteurs régionaux des ruchers ainsi que l'inspecteur de la pêche ont accès en tout temps, dans l'exercice de leurs fonctions, aux établissements, locaux, installations, véhicules, objets et animaux. En cas de difficulté dans l'exercice de ce droit, ils peuvent sans autre formalité requérir l'aide des agents de la force publique.

Assistance de la police

<sup>2</sup> Les agents de la police et de la gendarmerie assistent tous les organes de la police des épizooties.

Durée des fonctions

**Art. 35** <sup>1</sup> La durée des fonctions des vétérinaires officiels, des vétérinaires de contrôle, des inspecteurs du bétail, de l'inspecteur cantonal et des inspecteurs régionaux des ruchers et de leurs suppléants, ainsi que des estimateurs du bétail correspond à la législature.<sup>[25](#)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>[26](#)</sup>

<sup>3</sup> Les personnes mentionnées à l'alinéa premier ne peuvent être reconduites dans leurs fonctions au-delà de la période de fonction au cours de laquelle elles atteignent l'âge de 65 ans.

<sup>4</sup> Les personnes désignées à l'alinéa premier doivent être assermentées par le chef du Département de l'Economie avant d'entrer en fonction.

Honoraires et indemnités

**Art. 36** <sup>1</sup> Les vétérinaires officiels, les vétérinaires de contrôle et les vétérinaires non officiels chargés de tâches en matière de police des épizooties par le vétérinaire cantonal, sont indemnisés conformément à l'ordonnance du 24 juin 1997 sur les honoraires des médecins-vétérinaires agissant à la requête des autorités<sup>[7](#)</sup>.

<sup>2</sup> Les inspecteurs du bétail reçoivent une indemnisation annuelle pour leur travail de recensement et de perception; les montants en sont fixés par le Département de l'Economie après consultation du comité de gestion de la Caisse des épizooties; l'indemnisation de leur suppléant est à leur charge.<sup>[6](#)</sup>

<sup>3</sup> Les équarrisseurs sont indemnisés selon le règlement de la collectivité publique dont ils relèvent.

<sup>4</sup> Les indemnités versées à l'inspecteur cantonal des ruchers, aux inspecteurs régionaux des ruchers, à leurs suppléants et à leurs aides, ainsi qu'aux autres personnes exerçant leur activité à titre accessoire sont fixées par le Département de l'Economie après consultation du comité de gestion de la Caisse des épizooties.

<sup>5</sup> En règle générale, les indemnités sont basées sur les traitements des fonctionnaires employés à plein temps par l'Etat et dont les fonctions sont comparables, et calculées proportionnellement au degré d'occupation.

<sup>6</sup> Les indemnités suivantes sont versées pour la participation à des cours :

- a) cours de perfectionnement pour vétérinaires officiels et vétérinaires de contrôle : selon l'ordonnance sur les honoraires des médecins-vétérinaires agissant à la requête des autorités;
- b) cours pour inspecteurs du bétail :  
la Caisse des épizooties prend à sa charge la rémunération du corps enseignant et la fourniture du matériel d'instruction;  
les communes versent aux participants une indemnité journalière équitable et leur remboursent leurs frais effectifs;
- c) cours pour les inspecteurs des ruchers :  
les participants sont indemnisés selon les alinéas 4 et 5 du présent article et l'article 21, alinéa 3, de la présente ordonnance.

#### Résiliation

**Art. 37** Les agents de la police des épizooties qui n'ont pas qualité de fonctionnaire peuvent en tout temps résilier, par écrit, leurs rapports de service, pour la fin d'un trimestre, moyennant un délai d'avertissement de trois mois.

#### Sanctions disciplinaires

**Art. 38** En cas de faute ou négligence, ils s'exposent aux sanctions disciplinaires prévues aux articles 30 et suivants de la loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura<sup>8)</sup>.

### CHAPITRE III : Trafic d'animaux, produits animaux, semences et embryons

Animaux à onglons  
a) Registre

**Art. 39** Le détenteur d'animaux à onglons tient un registre de contrôle de l'effectif des animaux présents sur son exploitation conformément à l'article 8 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

b) Identification

**Art. 40**<sup>6</sup> <sup>1</sup> Les animaux de l'espèce bovine doivent être identifiés au plus tard vingt jours après leur naissance. Le détenteur doit identifier les animaux à onglons conformément aux exigences fixées à l'article 10 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

<sup>2</sup> Les veaux de moins de vingt jours doivent être identifiés avant leur déplacement du lieu de naissance.

<sup>3</sup> Le détenteur est responsable de l'identification en temps utile de ses animaux, conformément aux dispositions fédérales (art. 10 OFE).

Trafic des animaux à onglons

**Art. 41**<sup>6</sup> <sup>1</sup> Le détenteur doit établir un document d'accompagnement pour les animaux à onglons qui quittent l'exploitation, conformément à l'article 12 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

Marchés, concours, expositions

<sup>2</sup> Pour les marchés, concours et expositions, les articles 27, 28 et 30 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties sont applicables.

Abeilles

**Art. 42** Le trafic des abeilles est réglementé par les articles 20 et suivants de l'ordonnance fédérale et les articles 24 et suivants de la présente ordonnance.

Volailles, perroquets, poissons vivants et écrevisses

**Art. 43** <sup>1</sup> Les personnes faisant commerce de volailles ou de perroquets et celles qui achètent, vendent ou immergent en d'autres eaux des poissons vivants, des écrevisses d'eau douce, des oeufs ou semences de poissons doivent tenir un contrôle de l'effectif conformément à l'article 10 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

<sup>2</sup> Quiconque fait le commerce de perroquets doit les identifier individuellement, conformément à l'article 10, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

## Chiens

**Art. 44** Les chiens doivent être identifiés par l'implantation d'une puce électronique ou par tout autre moyen admis par le Service vétérinaire au vu de l'évolution technologique, conformément à la législation sur la taxe des chiens<sup>15)</sup>, <sup>16)</sup>

**Art. 45** Il est interdit au propriétaire ou à toute personne qui a la garde d'un animal dangereux de le laisser circuler en liberté.

## Morsures

**Art. 46** Les organes de police des épizooties doivent établir et adresser sans délai un rapport au vétérinaire cantonal dans tous les cas où ils ont connaissance de blessures ou morsures par des animaux.

Transport  
d'animaux  
a) Surveillance

**Art. 47** Le vétérinaire officiel surveille, sur le territoire de sa circonscription, le transport des animaux.

b) Mention dans  
le permis de  
circulation

**Art. 48** <sup>1</sup> L'utilisation de véhicules automobiles et de remorques pour les transports réguliers d'animaux vivants au sens :

- a) de l'article 74 de l'ordonnance fédérale du 13 novembre 1962 sur les règles de la circulation routière<sup>9)</sup>,
- b) de l'article 93 de l'ordonnance fédérale du 19 juin 1995 concernant les exigences techniques pour les véhicules routiers (OETV)<sup>10)</sup>,
- c) de l'article 10 de la loi fédérale du 9 mars 1978 sur la protection des animaux<sup>11)</sup>,
- d) des articles 52 à 56 de l'ordonnance fédérale du 27 mai 1981 sur la protection des animaux<sup>12)</sup>

doit faire l'objet d'une mention dans le permis de circulation attestant que ces véhicules sont reconnus propres à de tels transports.

<sup>2</sup> La mention est faite par l'Office des véhicules.<sup>16)</sup>

<sup>3</sup> L'Office des véhicules contrôle périodiquement l'étanchéité des véhicules destinés à transporter des animaux.

<sup>4</sup> La mention, dans le permis de circulation, n'est pas nécessaire pour le transport occasionnel, par leurs détenteurs, d'animaux élevés ou introduits dans leurs exploitations comme bétail de rente ou d'engraissement.



c) Nettoyage et désinfection des véhicules

**Art. 49** <sup>1</sup> Les véhicules utilisés pour le transport d'animaux doivent être nettoyés avec soin après chaque usage; ils seront en outre désinfectés après chaque transport d'animaux malades ou suspects de l'être, ainsi que sur ordre des organes de la police des épizooties.

<sup>2</sup> Les véhicules utilisés pour le transport d'animaux aux abattoirs seront nettoyés et désinfectés avant de quitter les abattoirs publics et privés. La surveillance du nettoyage et de la désinfection est effectuée par la personne qui réceptionne les animaux, aussi bien dans les abattoirs publics que privés.

<sup>3</sup> Les abattoirs publics et privés doivent mettre à disposition une place de lavage.

Commerce de bétail

**Art. 50** Le commerce de bétail est réglementé par les dispositions :

- a) de la convention intercantonale du 13 septembre 1943 sur le commerce du bétail<sup>13</sup>;
- b) de l'article 20 de la loi fédérale sur les épizooties;
- c) des articles 34 à 37 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties;
- d) des articles 8 et 9 de la loi fédérale sur la protection des animaux;
- e) des articles 45 à 51a de l'ordonnance fédérale sur la protection des animaux.

Trafic frontalier

**Art. 51** Le trafic frontalier est régi par l'ordonnance fédérale concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux.

Marchés de bétail, expositions de bétail et manifestations semblables

**Art. 52** <sup>1</sup> Les marchés de bétail, expositions de bétail et manifestations semblables sont réglés par les articles 27 à 31 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

<sup>2</sup> L'autorité de police locale prend les mesures nécessaires afin que l'amenée des animaux et le marché du bétail puissent être surveillés par le vétérinaire officiel. Elle veille notamment à ce que des emplacements spéciaux soient à disposition pour chaque espèce d'animaux.

Estivage, hivernage et transhumance

**Art. 53** <sup>1</sup> Le vétérinaire cantonal édicte les dispositions relatives à l'estivage et à l'hivernage, de même qu'au pacage franco-suisse.

<sup>2</sup> Le transhumance des troupeaux est réglée par l'article 33 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

Animaux de  
boucherie et  
abattoirs

**Art. 54** Pour tout ce qui concerne les animaux de boucherie et les abattoirs, les lois, ordonnances, directives et règlements en la matière demeurent réservés.

#### CHAPITRE IV : Elimination des sous-produits animaux<sup>20)</sup>

Principe

**Art. 55** <sup>1</sup> L'élimination des sous-produits animaux<sup>20)</sup> s'effectue conformément aux dispositions de l'ordonnance fédérale concernant l'élimination des sous-produits animaux<sup>3)</sup>.

<sup>2</sup> L'Etat conclut les conventions nécessaires avec les entreprises d'élimination.

Centres  
collecteurs

**Art. 56** <sup>1</sup> Les communes créent des centres collecteurs régionaux en vue d'assurer l'entreposage des sous-produits animaux<sup>20)</sup>; elles peuvent également dans ce but conclure des conventions avec un centre collecteur privé.

<sup>2</sup> Les sous-produits animaux<sup>20)</sup> doivent être acheminés et entreposés dans les centres collecteurs à moins que l'enfouissement n'en soit autorisé (art. 61) ou que leur élimination ne soit assurée par leur détenteur conformément à l'article 16 de l'ordonnance fédérale concernant l'élimination des sous-produits animaux<sup>3)</sup>.

<sup>3</sup> Les centres collecteurs sont placés sous la surveillance du vétérinaire cantonal.

<sup>4</sup> Lorsque les communes négligent leurs obligations en la matière, le Gouvernement peut, après sommation, prendre par substitution les mesures nécessaires aux frais des communes concernées.

Frais  
d'élimination

**Art. 57** <sup>1</sup> Les frais d'élimination, comprenant notamment ceux qui sont facturés au Canton en vertu de conventions qui le lient à des entreprises d'élimination, sont supportés, proportionnellement à la quantité de sous-produits animaux<sup>20)</sup> entreposés :

- a) par les communes rattachées au centre collecteur, s'il s'agit de cadavres de petits animaux de compagnie;
- b) par l'Etat s'il s'agit d'animaux sauvages;
- c) par la Caisse des épizooties s'il s'agit de cadavres d'animaux mentionnés à l'article 73, et pour lesquels des cotisations ont été versées à la caisse;
- d) par le détenteur de sous-produits animaux<sup>20)</sup> dans les autres cas.

<sup>2</sup> Demeurent réservées les taxes mentionnées à l'article 59.

Frais  
d'exploitation

**Art. 58** Les frais d'exploitation des centres collecteurs sont supportés par les communes qui leur sont rattachées, sous réserve des taxes prévues à l'article 59.

Taxes  
a) Animaux de  
compagnie

**Art. 59** <sup>1</sup> Une taxe peut être exigée des détenteurs de cadavres de petits animaux de compagnie pour couvrir les frais d'élimination et les frais d'exploitation des centres collecteurs.

b) Sous-produits  
animaux<sup>20)</sup>

<sup>2</sup> Les frais d'élimination et d'exploitation relatifs aux sous-produits animaux<sup>20)</sup> mentionnés à l'article 57, lettre d, sont couverts par le biais d'une taxe d'élimination et d'une taxe d'exploitation perçues auprès des détenteurs.

c) Tarifs

<sup>3</sup> Les taxes d'élimination sont fixées par le Département de l'Economie; les centres collecteurs fixent leurs taxes d'exploitation et les font approuver par le Département de l'Economie.

Obligations des  
exploitants des  
centres  
collecteurs

**Art. 60** <sup>1</sup> Les exploitants des centres collecteurs doivent tenir un registre des quantités et de la provenance des sous-produits animaux<sup>20)</sup> pris en charge. Les données doivent être transmises chaque année au Service vétérinaire.

<sup>2</sup> Seules les personnes autorisées par les centres collecteurs sont en droit de déposer des sous-produits animaux<sup>20)</sup> dans les récipients prévus à cet effet et selon les directives du vétérinaire cantonal. Les exploitants répondent de l'entreposage conforme des déchets.

Enfouissement

**Art. 61** <sup>1</sup> L'enfouissement de cadavres d'animaux est régi par l'ordonnance fédérale concernant l'élimination des sous-produits animaux<sup>3)</sup>.

<sup>2</sup> Un plan désigne les emplacements appropriés pour l'enfouissement éventuel de cadavres d'animaux. Il est intégré au plan de gestion des déchets.

Elimination de déchets de cuisine, de restes de repas et d'autres déchets d'origine animale

**Art. 62** <sup>1</sup> Les déchets de cuisine, les restes de repas et les autres déchets d'origine animale doivent être valorisés ou éliminés conformément aux articles 40 et suivants de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

<sup>2</sup> Le vétérinaire cantonal est compétent pour l'octroi des autorisations exigées.

## CHAPITRE V : Désignation des épizooties et mesures de lutte

### SECTION 1 : Désignation et annonce des épizooties

Epizooties

**Art. 63** <sup>1</sup> Les épizooties sont celles citées aux articles 2 à 5 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

Annonce

<sup>2</sup> L'annonce de l'apparition d'une épizootie ou de tout symptôme suspect pouvant en faire craindre l'éclosion se fait conformément à l'article 61 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

### SECTION 2 : Mesures de lutte

Généralités

**Art. 64** <sup>1</sup> L'application des mesures prévues par l'ordonnance fédérale sur les épizooties incombe au vétérinaire cantonal qui avise, si nécessaire, le maire de la commune contaminée et les maires des communes voisines.

<sup>2</sup> Le vétérinaire cantonal ouvre immédiatement une enquête concernant le trafic des animaux. Elle a pour but de préciser aussi bien l'origine de l'infection que d'établir les possibilités de dissémination de l'épizootie et l'éventuelle responsabilité du détenteur.

<sup>3</sup> Afin d'éviter la dissémination d'une épizootie, le vétérinaire cantonal édicte, selon les circonstances, les mesures nécessaires en application de la législation fédérale.

<sup>4</sup> Le préjudice éventuel causé par les mesures officielles décrétées ne peut en aucun cas faire l'objet d'indemnisation ou de dommages-intérêts de la part de l'Etat. Demeurent réservés l'article 32, alinéa 1, lettres b à d, de la loi fédérale sur les épizooties, ainsi que les dispositions cantonales sur la responsabilité des fonctionnaires.

Mesures  
concernant le lait

**Art. 65** <sup>1</sup> La livraison et l'utilisation du lait provenant de troupeaux suspects sont régies par le vétérinaire officiel, en liaison avec le vétérinaire cantonal, le chimiste cantonal, ainsi qu'avec le service sanitaire porcin et caprin et le service sanitaire laitier de la Fédération laitière compétente.

<sup>2</sup> La livraison et l'utilisation éventuelle du lait suspect de contenir des substances pathogènes ou des germes de zoonoses sont réglées par le chimiste cantonal, le vétérinaire cantonal et, le cas échéant, le médecin cantonal, conjointement avec le service sanitaire laitier de la Fédération laitière compétente.

Nettoyage et  
désinfection

**Art. 66** <sup>1</sup> Le nettoyage et la désinfection selon les prescriptions de la police des épizooties doivent être effectués conformément aux ordres du vétérinaire officiel ou de l'inspecteur des ruchers et sous leur surveillance.

<sup>2</sup> L'exploitant et le personnel d'un domaine contaminé sont tenus de participer aux travaux de nettoyage et de désinfection, sans demande d'indemnité à la Caisse des épizooties.

<sup>3</sup> Les excréments liquides et solides provenant d'exploitations contaminées doivent être détruits d'entente avec l'Office des eaux et de la protection de la nature lorsqu'une utilisation agricole est exclue.

Lutte

**Art. 67** <sup>1</sup> La lutte contre les différentes épizooties est régie par les articles 99 à 291 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

Compétences

<sup>2</sup> L'autorité cantonale citée dans ces dispositions est le Service vétérinaire.

## CHAPITRE VI : Caisse des épizooties, indemnités, subventions

Comité de  
gestion de la  
Caisse des  
épizooties

**Art. 68** <sup>1</sup> Le Gouvernement nomme un comité de gestion de la Caisse des épizooties comprenant le vétérinaire cantonal, deux représentants de l'Etat et deux représentants de la Chambre d'agriculture. Il en désigne le président.

<sup>2</sup> Le comité de gestion a les attributions suivantes :

- a) fixation des cas dans lesquels des indemnités pour pertes d'animaux sont dues au-delà des exigences de la législation fédérale (art. 33 et 35 LFE);

- b) fixation des cotisations (art. 72);
- c) contrôle des dépenses à la charge de la Caisse (art. 70);
- d) gestion de la fortune de la Caisse;
- e) à la demande du Département de l'Economie et du vétérinaire cantonal, donner son préavis sur les questions relevant de la police des épizooties;
- f) toute autre attribution confiée par le Département de l'Economie.

3 ...[30\)](#)

#### Produits

**Art. 69** La Caisse des épizooties est alimentée par :

- a) les cotisations des propriétaires d'animaux (art. 71);
- b) ...[5\)](#)
- c)[31\)](#) la participation du Canton (art. 75, al. 2);
- d) les amendes selon les articles 47 et 48 de la loi fédérale sur les épizooties;
- e) le produit des intérêts de la fortune de la Caisse;
- f) les autres recettes provenant de la police des épizooties.

#### Charges

**Art. 70** La Caisse des épizooties prend à sa charge :

- a) les indemnités pour perte d'animaux, pour lesquels des cotisations ont été payées, à verser en vertu de la législation fédérale sur les épizooties ainsi que dans les cas fixés par le comité de gestion de la Caisse (art. 68, al. 2 lettre a) ou par le Gouvernement (art. 1, al. 3);
- b) les frais de lutte et de prévention des épizooties;
- c) les frais d'élimination des sous-produits animaux<sup>[20\)](#)</sup> mentionnés à l'article 57, alinéa 1, lettre c;
- d) d'autres dépenses dans les cas prévus par une disposition spéciale.

#### Cotisations

**Art. 71** <sup>1</sup> Chaque propriétaire d'animaux stationnant à titre permanent sur le territoire de la République et Canton du Jura et appartenant aux espèces équine, bovine, porcine, ovine et caprine, ainsi que chaque propriétaire de lapins, colonies d'abeilles et de volailles domestiques, doit verser des cotisations annuelles à la Caisse des épizooties, indépendamment de son lieu de domicile.

<sup>2</sup> Les personnes détenant des lapins et des volailles pour leurs besoins personnels ne peuvent prétendre au versement d'indemnités pour perte d'animaux que pour autant qu'elles se soient annoncées à la Caisse des épizooties et aient versé les cotisations correspondantes.<sup>[16\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Les exploitants ou propriétaires d'une pisciculture située dans le canton du Jura sont astreints à l'obligation de cotiser à la Caisse des épizooties.<sup>[6\)](#)</sup>

Fixation du  
montant

**Art. 72** Le comité de gestion fixe chaque année le montant des cotisations pour chaque espèce animale assurée en prenant notamment en compte l'état de la fortune de la Caisse et le risque lié à chaque espèce animale.

Perception des  
cotisations

**Art. 73**<sup>[22\)](#)<sup>29)</sup></sup> <sup>1</sup> Le Service de la consommation et des affaires vétérinaires se charge de la perception des cotisations pour les animaux des espèces équine, bovine, porcine, ovine et caprine, pour les lapins et la volaille et pour les colonies d'abeilles.

<sup>2</sup> L'effectif résultant du recensement est déterminant pour la fixation de la cotisation à verser par chaque propriétaire d'animaux.

Indemnisation de  
la commune

**Art. 74** Le Département de l'Economie fixe chaque année, après consultation du comité de gestion, l'indemnité à laquelle la commune a droit pour son activité en matière d'épizooties.

Participation de  
l'Etat

**Art. 75** <sup>1</sup> L'administration de la Caisse des épizooties est assurée par le Service de la consommation et des affaires vétérinaires. Les charges découlant de l'administration sont imputées à la Caisse.<sup>[31\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'Etat rembourse chaque année à la Caisse des épizooties la moitié des dépenses mentionnées à l'article 70, lettres a et b, et le quart de celles mentionnées à la lettre c de cette disposition.

Indemnités

**Art. 76** <sup>1</sup> Lors de perte d'animaux et de colonies d'abeilles, les propriétaires ont droit à une indemnité comprise entre le 60 et le 90 % de la valeur d'estimation officielle, produit de la vente des parties utilisables compris, conformément aux dispositions de la législation fédérale sur les épizooties et de la présente ordonnance. Le pourcentage d'indemnisation est fixé chaque année par le Département de l'Economie, après consultation du comité de gestion de la Caisse des épizooties.

<sup>2</sup> Une attestation de laboratoire doit être produite pour toutes les épizooties dont le diagnostic peut être confirmé par des examens de laboratoire.

<sup>3</sup> Les propriétaires domiciliés dans le Canton sont indemnisés pour la perte de bétail se trouvant momentanément en estivage en France pour autant qu'ils aient observé les directives y relatives.

<sup>4</sup> Les propriétaires domiciliés dans le Canton sont indemnisés pour la perte de bétail se trouvant momentanément en estivage dans un autre canton pour autant qu'ils aient payé les cotisations à la Caisse des épizooties.

Suppression et  
réduction

**Art. 77** L'indemnité pour perte d'animaux est réduite ou supprimée dans les cas prévus à l'article 34 de la loi fédérale sur les épizooties.

Personnel  
accompagnant  
et auxiliaire

**Art. 78** Les communes sont tenues de mettre gratuitement à disposition le personnel accompagnant et auxiliaire, dont les vétérinaires chargés de la vaccination ont besoin, en cas de vaccination préventive d'urgence.

Achat-vente  
d'animaux

**Art. 79** Les examens effectués lors de l'achat ou de la vente d'animaux ne donnent pas droit à des prestations de la Caisse des épizooties.

Estimateurs

**Art. 80** Le Département de l'Economie nomme, sur proposition du vétérinaire cantonal, après consultation par ce dernier de la Chambre jurassienne d'agriculture, des estimateurs en cas d'épizootie.

Procédure  
d'estimation

**Art. 81** <sup>1</sup> Lorsqu'une épizootie donnant lieu à indemnité se déclare ou qu'un animal périt, le propriétaire requiert du vétérinaire cantonal ou, si celui-ci est empêché, du vétérinaire officiel, une estimation immédiate.

<sup>2</sup> En principe, l'estimation est faite en présence du propriétaire, par le vétérinaire cantonal ou le vétérinaire officiel, qui doivent être assistés d'un estimateur cantonal, ou par deux estimateurs cantonaux. Un procès-verbal est dressé en double exemplaire suivant la formule officielle.

<sup>3</sup> Le vétérinaire cantonal prend, dans tous les cas, une décision formelle sujette à opposition.

Réalisation

**Art. 82** Les animaux à éliminer doivent être réalisés aux conditions du marché par les soins du vétérinaire cantonal.



Autres biens à  
détruire;  
estimation

**Art. 83** Dans les cas où il est nécessaire de détruire ou d'endommager d'autres biens que du bétail pour empêcher la propagation d'une épizootie, le vétérinaire cantonal désigne ce qui doit être détruit ou endommagé et, de cas en cas, les experts compétents chargés de l'estimation.

## **CHAPITRE VII : Voies de droit, dispositions pénales, dispositions finales**

Recours

**Art. 84** <sup>1</sup> Les décisions rendues en vertu de la présente ordonnance sont sujettes à opposition et recours, conformément au Code de procédure administrative<sup>14)</sup>.

<sup>2</sup> L'opposition et le recours n'ont pas d'effet suspensif, sauf décision contraire de l'autorité administrative ou de recours.

Dispositions  
pénales  
a) Application du  
droit fédéral

**Art. 85** <sup>1</sup> Celui qui enfreint les dispositions de la législation fédérale sur les épizooties ou de la présente ordonnance, ainsi que les décisions particulières fondées sur ces dispositions, sera puni conformément aux articles 47 et suivants de la loi fédérale sur les épizooties.

<sup>2</sup> Le contrevenant peut être astreint en outre à restituer les indemnités pour perte d'animaux touchées sans droit et à payer tout émolument qu'il aurait éludé.

**Art. 86**<sup>27)</sup>

Abrogation

**Art. 87** L'ordonnance du 15 mars 1983 portant exécution de la législation fédérale sur les épizooties est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 88** <sup>1</sup> La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1998, sous réserve de l'alinéa 2.

<sup>2</sup> L'article 39 entrera en vigueur en même temps que l'article 8 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties et l'article 40, alinéa 3, en même temps que l'article 9 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

Delémont, le 9 décembre 1997

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Anita Rion  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) [RS 916.40](#)
- 2) [RS 916.401](#)
- 3) [RS 916.441.22](#)
- 4) [RS 916.443.11](#)
- 5) Abrogée par le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2000
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2000
- 7) [RSJU 811.941](#)
- 8) [RSJU 173.11](#)
- 9) [RS 741.11](#)
- 10) [RS 741.41](#)
- 11) [RS 455](#)
- 12) [RS 455.1](#)
- 13) [RSJU 916.71](#)
- 14) [RSJU 175.1](#)
- 15) [RSJU 645.1](#) et [RSJU 645.11](#)
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 16 avril 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2002
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 4 février 2003, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003
- 18) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 12 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2005
- 19) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de l'ordonnance du 12 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2005
- 20) Nouvelle terminologie selon le ch. I de l'ordonnance du 12 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2005
- 21) [RSJU 910.1](#)

- 22) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2005
- 23) Introduite par le ch. I de l'ordonnance du 12 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2005
- 24) Nouvelle teneur selon le ch. XIII de l'ordonnance du 6 mars 2007 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 25) Nouvelle teneur selon le ch. XXVII de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012
- 26) Abrogé par le ch. XXVII de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012
- 27) Abrogé par l'article 24 de l'ordonnance du 29 janvier 2013 portant exécution de la législation fédérale sur la protection des animaux, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 ([RSJU 455.1](#))
- 28) Abrogé(e) par le ch. I de l'ordonnance du 13 janvier 2015
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 13 janvier 2015
- 30) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 7 octobre 2014
- 31) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 octobre 2014
- 32) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 septembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021



**Arrêté**  
**fixant la contribution financière des communes en faveur**  
**de Jura Tourisme**

du 21 octobre 1998

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 10, alinéa 1, lettre b, de la loi du 31 mai 1990 sur le tourisme<sup>1)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> Chaque commune verse à Jura Tourisme une contribution financière annuelle proportionnelle à sa population.

<sup>2</sup> Les résultats officiels du dernier recensement fédéral de la population font foi.

**Art. 2<sup>3)</sup>** La contribution annuelle s'élève à :

- 9 francs par habitant pour la commune siège de Jura Tourisme;
- 7 francs par habitant pour une commune où Jura Tourisme exploite un bureau d'accueil;
- 4 francs par habitant pour les autres communes.

**Art. 3** Le produit de la contribution des communes sert en priorité à financer le fonctionnement des bureaux d'accueil.

**Art. 4** Jura Tourisme est chargé de procéder à l'encaissement de la contribution auprès des communes.

**Art. 5** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>2)</sup> du présent arrêté.

Delémont, le 21 octobre 1998

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : André Henzelin  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) [RSJU 935.211](#)
- 2) 1<sup>er</sup> janvier 1999
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 15 décembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022

## Ordonnance d'exécution de la loi portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent (OLiLJAr)

du 16 février 2021

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 21, alinéa 3, et 29 de la loi du 28 octobre 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent (LiLJAr)<sup>[1](#)</sup>,

*arrête :*

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance édicte les règles d'exécution de la loi portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent (LiLJAr)<sup>[1](#)</sup>.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Demande  
d'autorisation  
d'exploiter un jeu  
de petite  
envergure

**Art. 3** La demande d'autorisation d'exploiter une petite loterie, une tombola et un petit tournoi de poker doit être présentée sur la formule officielle prévue à cet effet.

Rapport et  
présentation des  
comptes

**Art. 4** Dans les trois mois qui suivent la fin du jeu, l'exploitant d'une petite loterie doit remettre au Service de l'économie et de l'emploi un rapport comprenant les informations prescrites par l'article 38 de la loi fédérale sur les jeux d'argent (LJAr)<sup>[2](#)</sup>.

Présentation des  
comptes

**Art. 5** Dans les six mois qui suivent la fin d'une année où un petit tournoi de poker régulier a été exploité, l'exploitant doit remettre au Service de l'économie et de l'emploi un rapport comprenant une présentation des comptes révisés au sens des articles 11 LiLJAr<sup>[1](#)</sup>, 48 et 49 LJAr<sup>[2](#)</sup>.

Transmission  
des décisions à  
l'autorité  
intercantonale

**Art. 6** La Recette et Administration de district communique ses décisions relatives aux jeux de petite envergure à l'autorité intercantonale (art. 32, al. 2, LJAr<sup>[2](#)</sup>), à l'exception de celles relatives aux tombolas au sens de l'article 41, alinéa 2, LJAr<sup>[2](#)</sup>, dont la somme totale maximale des mises se situe entre 10 000 et 50 000 francs.

Affectation au  
fonds d'utilité  
publique

**Art. 7** Une part de 17 % du bénéfice net résiduel des jeux de grande envergure à disposition du canton du Jura est affectée au fonds d'utilité publique.

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 8** Sont abrogées :

- a) l'ordonnance portant exécution de la loi fédérale du 8 juin 1923 sur les loteries et les paris professionnels;
- b) l'ordonnance concernant les appareils de jeu à l'argent et les totalisateurs.

Entrée en  
vigueur

**Art. 9** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2021.

Delémont, le 16 février 2021

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

1) [RSJU 935.52](#)

2) [RS 935.51](#)



## **Règlement concernant le fonds d'utilité publique**

du 11 mai 2021

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 125 et suivants de la loi fédérale du 29 septembre 2017 sur les jeux d'argent (LJAr)<sup>1)</sup>,

vu l'arrêté du Parlement du 30 septembre 2020 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention romande sur les jeux d'argent (CORJA)<sup>2)</sup>,

vu la loi du 28 octobre 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent (LiLJAr)<sup>3)</sup>,

vu l'article 7 de l'ordonnance d'exécution du 16 février 2021 de la loi portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent (OLiLJAr)<sup>4)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Le fonds d'utilité publique a pour but de soutenir des projets d'utilité publique qui ne bénéficient pas d'un soutien financier de l'Etat.

**Art. 2** Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

**Art. 3** Le fonds d'utilité publique est affecté à raison de 75 % à des projets culturels et de 25 % à d'autres projets d'utilité publique.

**Art. 4** <sup>1</sup> Les compétences pour l'octroi d'une aide financière ponctuelle se répartissent comme suit :

- a) jusqu'à 12 000 francs : chef du département auquel est rattachée l'unité administrative compétente pour le domaine concerné;
- b) au-delà de 12 000 francs : Gouvernement.

<sup>2</sup> L'unité administrative concernée prend contact avec la Chancellerie d'Etat avant l'octroi de toute contribution pour s'assurer de la suffisance des montants à disposition.

<sup>3</sup> La Chancellerie d'Etat établit un rapport d'information semestriel à l'attention du Gouvernement sur les aides financières ponctuelles allouées.

**Art. 5** <sup>1</sup> Les requêtes sont présentées par écrit et adressées à l'unité administrative concernée, qui instruit le dossier à l'attention de l'autorité décisionnelle compétente.

<sup>2</sup> Elles contiennent en principe une description précise du projet, un budget détaillé et un plan de financement, les statuts datés et signés, ainsi que les derniers comptes et bilans révisés et approuvés de l'organisation demanderesse. Dans des cas particuliers, il est possible de renoncer à ces informations.

<sup>3</sup> Au surplus, l'unité administrative concernée peut requérir toute information complémentaire auprès de l'organisation demanderesse.

<sup>4</sup> L'unité administrative concernée se réserve le droit d'annuler un dossier si tous les documents nécessaires ne sont pas fournis.

<sup>5</sup> Aucune contribution n'est accordée pour des travaux ou des acquisitions en cours ou réalisés. La date du dépôt de la demande fait foi.

**Art. 6** Pour l'octroi de contributions, l'unité administrative concernée s'assure que les critères mentionnés à l'article 21, alinéa 3, CORJA<sup>2</sup> soient respectés. En outre, elle veille à ce que :

- a) les projets soutenus s'inscrivent dans une perspective de développement durable;
- b) les bénéficiaires de contributions respectent la convention de la branche, à défaut les conditions de travail en usage dans la région, ainsi que la législation sur l'égalité entre femmes et hommes conformément aux dispositions légales.

**Art. 7** <sup>1</sup> L'aide financière ponctuelle est versée après réalisation du projet. Le requérant peut toutefois faire la demande d'un acompte, allant jusqu'à 80 %, si des dépenses imminentes s'imposent. Les aides financières inférieures à 12 000 francs peuvent être versées en une fois après décision.

<sup>2</sup> Le bénéficiaire est averti qu'en cas d'annulation du projet ou de réduction du budget effectif de celui-ci, l'Etat peut diminuer proportionnellement l'aide annoncée ou réclamer une éventuelle somme déjà versée.

<sup>3</sup> Dès la réalisation du projet, le requérant envoie à l'unité administrative concernée un rapport d'activité ou un résumé du projet ainsi que tous les documents requis dans la décision d'octroi. Un entretien peut être exigé.

<sup>4</sup> Le requérant envoie à l'unité administrative concernée les comptes vérifiés, dans lesquels l'aide financière cantonale est visible.

**Art. 8** Les frais de gestion du fonds d'utilité publique sont couverts par la part du bénéfice de la Loterie Romande lui revenant.

**Art. 9** La Chancellerie d'Etat publie régulièrement les bénéficiaires, les projets et le montant des attributions.

<sup>2</sup> Elle transmet également ces informations à la délégation jurassienne à la Loterie Romande.

**Art. 10** Le présent règlement abroge l'arrêté du Gouvernement n° 711 du 2 décembre 1986 portant création et réglementation du fonds d'utilité publique du Gouvernement.

**Art. 11** Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2021.

Delémont, le 11 mai 2021

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

- 1) [RS 935.51](#)
- 2) [RSJU 935.591](#)
- 3) [RSJU 935.52](#)
- 4) [RSJU 935.521](#)



## **Règlement concernant la Délégation jurassienne à la Loterie Romande**

du 11 mai 2021

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 125 et suivants de la loi fédérale du 29 septembre 2017 sur les jeux d'argent (LJAr)<sup>1)</sup>,

vu l'arrêté du Parlement du 30 septembre 2020 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention romande sur les jeux d'argent (CORJA)<sup>2)</sup>,

vu la loi du 28 octobre 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent (LiLJAr)<sup>3)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Le bénéfice de la Loterie Romande revenant à la République et Canton du Jura est réparti entre les institutions d'utilité publique et de sport handicap par la Délégation jurassienne à la Loterie Romande (dénommée ci-après : "la Délégation").

**Art. 2** <sup>1</sup> La Délégation est composée d'au minimum cinq membres avec voix délibérative.

<sup>2</sup> En principe, les membres sont issus des services ou offices de l'administration cantonale.

<sup>3</sup> La Délégation se réunit en principe une fois par mois mais aussi souvent que le nécessitent les affaires à traiter.

**Art. 3** Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

**Art. 4** La Délégation a pour tâches :

- a) de gérer les fonds versés par la Société de la Loterie de la Suisse romande;
- b) d'instruire les demandes de contributions qui lui sont adressées;
- c) de présenter au Gouvernement les décisions concernant lesdites demandes;

- d) d'étudier les suggestions et objections formulées par le Gouvernement au sujet de ces décisions;
- e) de vérifier l'emploi des contributions accordées;
- f) de fixer le montant de la contribution définitive sur la base du décompte final présenté par le bénéficiaire;
- g) de prendre les décisions concernant l'annulation et le remboursement des contributions qui ont perdu leur justification.

**Art. 5** En règle générale, il est procédé à quatre répartitions par an.

**Art. 6** <sup>1</sup> Les requêtes sont présentées par écrit et adressées au secrétariat de la Délégation.

<sup>2</sup> Elles contiennent une description précise du projet, un budget détaillé et un plan de financement, les statuts datés et signés, ainsi que les derniers comptes et bilans révisés et approuvés de l'organisation demanderesse.

<sup>3</sup> Au surplus, la Délégation peut requérir toute information complémentaire auprès de l'organisation demanderesse.

<sup>4</sup> La Délégation se réserve le droit d'annuler un dossier si tous les documents nécessaires ne sont pas fournis.

<sup>5</sup> Aucune contribution n'est accordée pour des travaux ou des acquisitions en cours ou réalisés. La date du dépôt de la demande fait foi.

<sup>6</sup> Le requérant peut demander un acompte, allant jusqu'à 80 % de la contribution accordée, si des dépenses imminentes s'imposent.

**Art. 7** Pour l'octroi de contributions, la Délégation applique les critères mentionnés à l'article 21, alinéa 3, CORJA<sup>2)</sup> et veille à ce que :

- a) les projets soutenus s'inscrivent dans une perspective de développement durable;
- b) les bénéficiaires de contributions respectent la convention de la branche, à défaut les conditions de travail en usage dans la région, ainsi que la législation sur l'égalité entre femmes et hommes conformément aux dispositions légales;
- c) les contributions accordées prennent en compte la capacité financière (indice des ressources) pour les projets émanant des communes.

**Art. 8** <sup>1</sup> Les frais de fonctionnement de la Délégation sont couverts par la part du bénéfice lui revenant.

<sup>2</sup> La Délégation engage et rémunère le personnel du secrétariat.

**Art. 9** <sup>1</sup> Pour chaque octroi de contribution, le dossier contient une fiche d'accompagnement du projet datée et signée par un membre de la Délégation.

<sup>2</sup> Cette fiche mentionne que la contribution ne peut être affectée à compenser durablement un désengagement des pouvoirs publics ou à l'exécution d'obligations légales.

**Art. 10** Le règlement du 7 avril 1988 concernant la répartition du bénéfice de la Loterie de la Suisse romande est abrogé.

**Art. 11** Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2021.

Delémont, le 11 mai 2021

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

- 1) [RS 935.51](#)
- 2) [RSJU 935.591](#)
- 3) [RSJU 935.52](#)

